UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXXII. — 1er MARS 1916.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-DEUXIÈME

139662
27/9/16

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1916

AP
20
R5
pér. 6
t. 32

L'AUTRE LUMIÈRE[1]

TROISIÈME PARTIE (2)

IX

Six mois après, par une belle journée de fin d'avril à Marlotte, Claude promenait dans son jardin sa démarche moins incertaine. La charmille mesurait du banc de pierre au mur soixante-quinze pas; les premiers temps, il les avait comptés un à un, en partant du pied gauche, par cette manie de précision qui était devenue sa plus sûre sauvegarde. Rien ne lui semblait plus difficile que de garder la ligne droite, tant le sens de l'orientation lui venait lentement. Mais déjà il n'étendait plus, dans cette allée large, la petite canne d'épine accrochée à sa boutonnière et qui lui servait d'antenne protectrice. Il savait qu'aucun obstacle, pas même un caillou, sur le tuf balayé chaque matin, ne devait gêner son va-et-vient solitaire; il lui avait fallu des semaines pour acquérir cette conviction d'une sécurité presque absolue.

Comme il faisait bon, sous cette charmille! Le vert neuf des petites feuilles répandait une exquise fraîcheur, alors que l'air tiède s'alourdissait par momens de bouffées d'orage. Trois percées d'allées, qui arrivaient à angle droit, le prévenaient par un souffle plus vif de leur présence; le mur l'avertissait aussi, d'un air plus dense et comme mort. Mille petits indices, que jadis sa vision avait photographiés sans qu'il y prît

(1) *Copyright by* Paul Margueritte. 1916.
(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février.

garde, se retrouvaient, familiers, sous sa semelle : tel petit soulèvement du terrain, telle dépression; les choses inertes se faisaient les complices de sa clairvoyance. La vieille maison, pour le remercier de lui avoir conservé son recueillement, l'avait reçu comme s'il eût dû revoir à leurs places habituelles les murs chargés de cadres, les buffets de bois luisant, les fauteuils démodés. Tout ce qu'il avait retrouvé, intact, lui parlait au palper par un relief doux ou rude, et le charme des choses passées émanait, sensible, de ces lieux où Claude, enfant, avait joué avec son frère et sa sœur, sous la protection tendre de ses parens.

Il vivait ainsi, par un privilège dont il n'eût pas soupçonné autrefois la valeur, au cœur même de ses plus tenaces souvenirs; cette propriété, qu'il s'était obstiné à conserver par sentimentalité filiale, centrait maintenant ses sensations et ses idées journalières; par elle il perpétuait, dans le puissant lien de l'habitude, dans le borné et le quotidien pour lequel nous sommes tellement faits, l'essence même de son identité qui, sans cela, eût trop souffert du brusque dépaysement, se fût heurtée, dans des aîtres nouveaux, à des angles et à des recoins inaccoutumés. Avait-il conquis tellement de notions nouvelles? Non; la vieille maison ne lui avait presque rien appris qu'il ne sût déjà, dans ce subconscient où se déposent nos observations inutilisées. Quelques surprises, çà et là, avaient rectifié son jugement, quelques menus accidens l'avaient renseigné; maintenant, il eût déterminé, à quelques centimètres près, l'emplacement de chaque meuble ou de chaque objet. Il évoluait avec une relative aisance dans les pièces, quitte aux endroits encombrés, comme le salon-bibliothèque, à prendre le long des murs des points de contact.

Il revenait vers le banc de pierre, il s'y assit. Ses mains caressèrent la pierre froide où les pluies avaient creusé de leurs gouttes incessantes, pendant des années, de petits trous; une mousse rase comme le velours se plaquait par endroits. Une coquille ronde retint son doigt : un escargot qui se promenait, lui aussi; il sentit sur son autre main la course lilliputienne d'une fourmi; il la secoua doucement, et, détachant l'escargot, le posa à l'autre bout, afin d'être sûr de ne pas lui faire de mal. Pourquoi, infirme, eût-il fait souffrir ces bestioles qui prenaient leur part de printemps?

Le printemps! Claude le sentit avec une acuité qu'il avait rarement éprouvée aux heures les plus enivrées de sa jeunesse. Le printemps! Il se sentait baigné des effluves puissans versés par la forêt proche; ils se mêlaient au timide parfum des violettes qui, derrière lui, encadraient les plates-bandes de chaque côté du perron. Et si l'allégresse qu'il ressentait n'avait plus la fougue ancienne, dans son bien-être assagi n'en régnait pas moins une joie, sinon sereine, du moins intense. Le printemps : la sève qui gonfle les bourgeons, pointe aux branches, et redonne à l'être humain, avec un frisson confus, un élan sourd vers quelque chose d'inexprimable! Non, aujourd'hui Claude ne se sentait pas malheureux : eût-il voulu se persuader qu'il l'était, il ne l'eût pas cru. Plus fort que sa tristesse immanente, que sa demi-résignation, le goût de la vie fleurissait en lui comme les primevères de la première pelouse.

Et ce goût de la vie n'était pas l'acceptation veule qu'il aurait pu craindre, et dont l'idée seule lui avait fait horreur; il ne vivait pas par lâcheté, il ne vivait pas non plus par espoir, il vivait en vertu d'une nécessité inconsciente, pour obéir aux lois de l'espèce, qui ne veulent pas que les forces saines disparaissent sans avoir rempli leur but et réalisé leur fin. Ce but et cette fin, Claude ne les distinguait pas sous les formes usuelles; mais, de cela même qu'il vivait, il avait l'impression qu'il suivait la norme et qu'il se conformait au rythme obscur qui régit l'univers. Sans doute ses joies étaient souvent humbles; il ne les aurait pas méprisées autrefois, car il ne méprisait rien de ce qui participe au prisme des apparences, aux féeries de la nature, aux plaisirs de l'instinct; seulement, elles lui auraient paru petites à côté de celles qu'il recherchait alors que l'espace à parcourir lui semblait illimité, et qu'il pouvait étreindre d'un regard, d'un geste, mille modes du sentiment et de l'action.

Ce lui était une surprise de se sentir là, dans des conditions qui jadis lui eussent paru inacceptables, et qu'il subissait parce que la fatalité qui s'imposait à lui triomphait même de ses révoltes, de ses regrets, de sa misère. Qu'est-ce donc qui l'avait sauvé? La volonté de faire face au destin? L'orgueil de ne pas signer la faillite de tout ce qu'il avait représenté? La vertu du renoncement? Oui, tout cela ensemble. Et il vivait, et il écoutait le bruit régulier du râteau que le jardinier promenait dans les

allées du verger, il écoutait ce silence animé qui ressemble au bruissement du sang répercuté dans une conque marine, et où il distinguait les rumeurs de la forêt, les frappemens lointains d'une forge, des rires de gamins dans la rue en contrebas.

Un coup de sonnette tinta à la petite porte de service, derrière les communs. Il reconnut bientôt le pas de Marius Proclus, le serviteur de son oncle, passé à leur double service, et qui, sous ce nom de proconsul romain, avait un masque jovial, taillé à coups de serpe, de triton chenu, avec une âme simple et aussi cordiale que son accent relevé d'une pointe d'ail.

— Té vé, monsieur Clodde (il prononçait ainsi Claude), c'est le fatteur, pas moins, et je m'en retourne à la cambuse vu que j'aide à l'épluçage des patates!

Marius lui remit le journal, une carte postale ponctuée en Braille et une enveloppe oblongue et satinée, dont le cachet de cire aux initiales C. D. semblait annoncer une lettre de sa sœur. Quel courrier! On le gâtait! Il était tant de jours où, seul, *le Figaro* apportait les nouvelles du dehors à son isolement de Robinson dans l'île. Malgré son envie de lire la lettre d'Aline, il lui faudrait attendre le retour de l'oncle Adrien, qui passait la journée à Paris. Et c'était là une des sujétions qui lui coûtaient le plus; une lettre a toujours un caractère de confidence; ne contînt-elle rien de secret, c'est à vous et non à un autre qu'elle réserve la petite douceur de se sentir en communion avec autrui. Claude n'en pouvait jouir; déjà, écrire à l'aide du guide-main lui causait une petite gêne comme si quelqu'un, penché derrière son épaule, pouvait lire à mesure.

Aline aurait dû se mettre à « Brailler, » mais son impétuosité s'accommodait mal de cette lenteur : il fallait que sa plume courût librement; seul Robert, en conscience, envoyait de loin en loin des pages de carton dont les caractères repoussés au poinçon avaient nécessité des heures d'application. Pour le journal, il fallait encore un lecteur complaisant; Claude sourit en se rappelant le zèle inlassable de Mlle Heurdelot qu'il avait consenti, un temps, à accepter comme secrétaire; s'il l'eût laissée faire, elle eût déclamé tout haut les quatre feuilles, depuis le *Leader* jusqu'à la signature du gérant, en passant à travers la politique, les faits divers, les critiques littéraires ou drama-

tiques et les annonces. Pauvre Mlle Heurdelot, certainement si bien intentionnée, mais un peu intéressée peut-être, sans qu'il voulût trop se préciser à lui-même, par indulgence, l'audace candide qui avait animé ses espoirs de vieille fille! Intendante exerçant sa mainmise sur tout? Ou même... Sans doute avait-elle formé le vœu d'une union légitime; fatales ambitions, trahies par des allusions vagues, des soupirs langoureux, un empressement abusif pour l'aider à gravir ou à descendre une marche, toutes prévenances qu'il avait fini par trouver exaspérantes. L'oncle Adrien, au retour d'une absence qu'il avait dû faire dans le Midi, l'avait délivré en l'aidant à congédier, avec une suavité ferme, Mlle Heurdelot. Certainement, elle ne leur pardonnerait jamais!

Il fourra dans sa poche la lettre d'Aline et déchiffra la carte postale. Mais c'était encore pour lui un effort de discerner ces lettres figurées par des points dont la disposition et le nombre variaient. Combien il était loin de l'habileté de ce bibliothécaire de l'association Valentin Haüy, dont lui avait parlé M. Brissage, et qui, bien qu'aveugle, lisait à livre ouvert, aussi vite qu'un voyant! Tiens, de Suzette! La carte venait de Venise, et, sa nièce l'indiquait, représentait le palais ducal. Il jugea l'attention méritoire; avoir emporté dans sa trousse un alphabet spécial, s'imposer de lui écrire ces quelques mots, au cours de son voyage de noces, dans une chambre d'hôtel, entre les promenades aux musées et les stations d'achat dans les magasins! Le Palais ducal et la Piazzetta, le frémissement de l'eau couleur du temps, le campanile rouge de San Giorgio et la silhouette imposante de la *Dogana di Mare*, les gondoles noires et les *vaporetti* blancs, Venise et sa grand'place où les pigeons picorant les grains de maïs dessinent de mouvantes figures, Venise avec son odeur un peu fiévreuse et son ensorcellement indéfinissable, revécurent dans son souvenir, mêlant à l'enchantement éprouvé naguère le regret de ce qu'il ne reverrait plus. Mais il avait épousé tout un hiver la cité merveilleuse, et elle lui demeurait toujours présente avec ses ruelles d'eau, ses ruelles pavées, ses ponts minuscules, ses grands palais noircis et ses boutiques étroites, avec sa foule grouillante et cosmopolite, avec son Rialto de pierre orfévré comme un joyau, avec ses cafés sous les arcades, ses églises innombrables, ses dentellières blondes sous le châle noir à pointes, ses vendeuses d'herbes

abritées de parasols et ses marchands de petites pieuvres en plein air.

Comme Suzette et son mari goûteraient cette Italie si propice à la flânerie, au rêve! Chère petite, dont involontairement il avait retardé le mariage, les parens de Louis ayant prétexté des motifs de convenance, devant le malheur dont personne, heureusement, n'avait à porter le deuil. En réalité, des difficultés d'intérêts s'étaient élevées; M. et Mme Navole s'avisant, un peu tard, de juger que la dot de Suzanne ne répondait pas à ce qu'ils étaient fondés à espérer pour un être de valeur et d'avenir comme Doudou. De récriminations en aigreurs, l'union projetée avait failli se rompre : Aline, irritée et désolée, car ses folles dépenses à Belles-Feuilles obéraient les ressources de son mari, le privant, malgré sa bonne volonté, de doter plus largement sa belle-fille, Aline, devant le chagrin pathétique de Suzette, après avoir obtenu de l'oncle Adrien un concours insuffisant, avait dû confier sa détresse à Claude. Au nom du bonheur de sa fille, elle lui avait demandé un sacrifice autorisé, pensait-elle, par sa cécité, qui ne permettait plus les mêmes utilisations de sa fortune. Claude, sans vaine discussion, avait distrait de son capital cent mille francs, signé posément, lentement le chèque qui assurait à Suzette la possession de son Doudou. La joie de cette enfant l'avait récompensé de sa libéralité. Elle lui devait une part de ce radieux départ pour la vie : elle pensait encore à lui, elle joignait aux siennes les affectueuses pensées de son mari. Claude songea que c'était vraiment bien gentil. D'autres déjà auraient oublié!

Il les suivit un long moment par la pensée; de Venise, ils devaient aller à Ravenne et redescendre sur Florence, Sienne. Ils visiteraient les petites villes de l'Ombrie, et, après avoir poussé jusqu'à Rome, reviendraient en France par les lacs.

Il évoqua les étapes de leur chemin d'amour : pas un de ces endroits qu'il n'eût visité; ils reprenaient, dans sa pensée, toute leur ardente émotion plastique; il revoyait, avec le réconfort de les retrouver aussi intacts, des tableaux de musées, des ruines patinées de soleil : il entendait le frisselis léger des oliviers et croyait sentir l'odeur amère des buis du Pincio. Comme Suzette, embellie par son ivresse, devait être heureuse! Doudou partageait-il ce ravissement? Pouvait-il com-

prendre que la destinée faisait de lui un élu et qu'ayant la vie matérielle plus qu'assurée, et une femme jeune, jolie, charmante à former, il possédait le lot le plus désirable et le meilleur?

Des voix l'arrachèrent à lui-même : celle de son ami, le peintre Mussol, à qui Marius disait :

— Hé! je me le pense que monsieur Clodde il sera content de vous voir!

— Je ne vous dérange pas, cher ami ?

— Asseyez-vous là, Mussol, et n'écrasez pas l'escargot qui se promenait là tout à l'heure... Je me demandais si je n'irais pas vous faire une visite. Mais, pensant que vous travailleriez par ce beau temps...

— J'ai fini mon tableau et je l'emporte demain à Paris. J'ai reçu de mon vieil ami, le fondeur Taddeo Tofani, de Firenze, un Persée demi-grandeur, de toute beauté.

— J'aurai grand plaisir à le toucher, dit Claude avec une animation soudaine. Figurez-vous, je pensais à mon dernier séjour en Italie quand vous êtes arrivé. Comme il doit faire beau sur le Ponte-Vecchio! Le soleil coupe de biais les petites échoppes des orfèvres, et l'Arno est d'un vert de fiel admirable... Vous avez mis votre complet de velours marron, Mussol, je le reconnais.

— Oui.

Et le peintre le contempla avec une sympathie mélancolique.

Ce Claude-là différait tellement de l'autre! Toujours jeune, toujours beau; mais des lunettes noires voilaient ses yeux ; et son visage si expressif, si nuancé jadis, découpait dans l'ombre légère de l'allée un profil de statue, comme si tout ce qui étonne, intéresse, inquiète ou rassure, ne se mirait plus sur ce visage, et qu'entre les sensations et leur manifestation s'élevât le même mur qu'entre la vision abolie et les innombrables aspects du dehors. Cette rigidité des traits gardait parfois comme un étonnement du coup meurtrier, certains jours une tristesse noire; aujourd'hui, Mussol y découvrait presque de la sérénité.

— Le croiriez-vous? dit Claude, moi pour qui le besoin d'agir était une joyeuse obsession, je paresse avec délice; j'ai honte de moi, je ressemble au petit escargot...

— Le travail ou la flemme, dit le peintre, on n'a rien trouvé de mieux au monde.

Il examinait toujours Claude : sa concentration habituelle avait réduit ses gestes au strict indispensable; son corps, sans aucune recherche d'effets qui, pour beaucoup de civilisés, deviennent une seconde nature, prenait, lui aussi, dans ses lignes si simples, une signification émouvante.

« Quel beau portrait on ferait de lui maintenant, pensa-t-il; quel caractère ! »

— Mais, dit Claude, vous parlez de flemme, et vous travaillez toujours !

L'atelier de Mussol regorgeait de toiles qu'il gardait pour son plaisir. Artiste véhément, il peignait de l'aube au coucher du soleil. Son art, parti d'essais impressionnistes pour aboutir à une maîtrise sobre et de la plus riche puissance, faisait de lui, après Claude Monet, le peintre de la lumière. Sous les saules, dans les prairies au bord du Loing, dans les clairières de la forêt, il avait poursuivi, des années durant, la nymphe insaisissable. La lumière, lorsqu'elle baigne les meules, rase les colzas d'or pâle, incendie un champ de blé taché de coquelicots et de bleuets, transperce les futaies, lorsqu'elle plonge en transparence dans l'eau glauque ou s'étale sur un pan de mur, on la retrouvait toujours auréolant de ses rayons fluides, dorés, roux ou bleuâtres, ses arbres, ses rochers, ses plaines. Mussol, d'abord nié, puis discuté, enfin en train de s'imposer, gagnait beaucoup et dépensait peu, faute de besoins, généreux à ses camarades, tendre époux et bon père. Claude, qui le tenait autrefois pour un bon garçon amusant, l'appréciait infiniment plus depuis que leur rapprochement étroit lui avait permis de deviner ses qualités et ses délicatesses. D'abord un jour où Mussol, avec une admiration convaincante, avait parlé de Michel-Ange et de la Chapelle Sixtine, ensuite pour l'avoir senti bouleversé parce que sa femme l'avait effrayé d'une chute heureusement sans gravité, et pour cela surtout que, depuis le 3 novembre, date fatidique qui avait arrêté dans son essor l'ancien Claude, le nouveau se découvrait une divination particulière pour peser, à un trébuchet invisible, comme un peseur de perles ou de diamans, le carat des âmes. Un affinement singulier se développait en lui, qui lui eût rendu pénibles certaines présences; mais les visites étaient rares, et Claude avait

pu mesurer déjà que rien n'éloigne les soi-disant amis et les relations comme une catastrophe.

— Qu'est-ce que l'on ficherait dans la vie, si l'on ne travaillait pas? dit Mussol qui rougit, craignant de l'avoir blessé; et cependant que de fois il retenait sa langue!

— J'ai cru pendant des années, dit Claude avec bonne humeur, que le travail était une manie, un vice de gens sans imagination. Je me demande aujourd'hui si ce n'est pas une des fonctions vitales de l'homme, sa raison d'être.

Mussol dit poliment :

— C'est bien possible. Moi je travaille parce que ça me chante.

Bien que très instruit de son art, les notions abstraites l'ennuyaient et il ne s'embarrassait pas des philosophes. Pourvu que ses enfans fussent intelligens et sains, sa femme heureuse, son travail réussi, le gigot aux haricots du dimanche cuit à point et le vin de sa cave bien frais, il se tenait pour satisfait. Sa carrure, son teint coloré, sa barbe noire sillonnée de fils gris, proclamaient la santé campagnarde du vrai paysagiste.

— Oui, dit Claude, je sens que je devrai, à un moment donné, bientôt, me créer un but sérieux; mais à quoi suis-je bon? Vous, Anthime, — il l'appelait souvent à présent par son petit nom, — vous vous êtes senti tout de suite peintre?

— Moi? Oh! oui. Enfant, je barbouillais à la craie sur la cloison goudronnée d'un hangar, et au charbon sur tous les murs de notre maison. J'en ai attrapé, des calottes!

— Vous êtes un chançard, vous obéissez à une vocation irrésistible, vous faites ce pour quoi, de toute éternité, vous avez été créé... Remplir sa mission!

Claude répéta, songeur :

— Remplir une mission!... Voyez, Anthime, ces idées ne m'étaient pas venues, alors que j'étais un être complet, et elles commencent à me poursuivre à présent que... Je sais bien qu'il m'a fallu d'abord, comme un petit enfant, rééduquer mes mouvemens, ma marche, réapprendre à lire, à écrire...

— Il me semble, dit Mussol jovial, que vous ne vous en tirez pas trop mal!

— Ça n'a pas été sans peine! J'ai cru d'abord que les ténèbres m'étoufferaient. Littéralement, elles me donnaient la nausée de l'homme qui meurt d'asphyxie. Vous savez, ces cau-

chemars où l'on croit mourir, où l'on voudrait crier, et où aucun son ne sort de votre bouche... Après cela, j'ai vécu dans un monde irréel et sans consistance; cela rappelle l'instabilité du bateau où, par le roulis, le portemanteau, la carafe fuient sous la main. Je me demandais presque avec terreur si ce que je m'efforçais de saisir, ou que je frôlais, ou que j'évitais, allait se fondre dans le noir, cesser de se différencier comme les formes qui s'estompent dans le crépuscule. J'ai eu la phobie de l'espace; au début, mon bras gauche, coudé en avant, me protégeait comme un bouclier. Et le retour alterné des jours et des nuits, quel supplice!

Claude disait cela sans amertume, comme d'une chose acquise, et contre laquelle on ne proteste plus :

— Cette noirceur d'hiver du Pôle me gelait le cœur, me pétrifiait l'esprit; maintenant, si même le rythme des habitudes ne me prévenait à peu près de l'heure qu'il est, je distinguerais très bien l'obscurité de la clarté par la sonorité des ondes... Vous êtes content de votre tableau, Mussol?

Le peintre, hier enthousiaste, aujourd'hui ne savait plus : oui, peut-être, ce n'était pas trop mal tout de même!

La mare de soleil qui dorait la pelouse devant la maison avait peu à peu reculé vers les massifs, puis vers l'écurie, où Tanagra ne hennissait plus dans son box. Claude s'en était séparé à grand regret. Il l'avait offerte à Pombasle, qui montait chaque matin au Bois, et qui, l'admirant, avait promis d'en avoir grand soin. Donner, un détachement dont Claude n'avait pas soupçonné la volupté amère et consolante; son auto, sa belle limousine, il avait prié Aline de l'accepter, devinant qu'il comblerait son vœu le plus cher : l'hésitation de sa sœur, sa voix pleine de désir, ses si... ses mais... Sur le refus formel de Robert, Jacques avait hérité du somptueux cadeau. Présent moindre, mais auquel il tenait bien davantage, son fusil à trois coups était maintenant aux mains de son beau-frère :

— Ça, mon bon Robert, vous ne pouvez me le refuser : vous me peineriez trop!

Et il avait ajouté :

— Puisque vous avez déjà les cartouches!

Oui, ses cartouches à chevrotines et à balles, que Fannette, une des premières nuits, fourrageant dans son armoire et pour obéir aux ordres de sa maîtresse, lui avait dérobées, tant on avait

peur qu'il ne tentât de se tuer. Il y avait pensé, c'est vrai, malgré sa promesse à M. Brissage et dans une heure de découragement noir.

Mais cette méfiance des siens, en l'humiliant, lorsque soupçonneux il avait constaté la disparition, avait provoqué en lui un sursaut d'orgueil irrité. Ils pouvaient se tranquilliser, il leur épargnerait un second drame : pauvres gens, ils devaient être saturés du premier!

Mussol, qui avait respecté son silence, demanda :

— Tiens, on ne vous a pas lu votre journal? Votre oncle est à Paris, m'a dit Marius. Quel savoureux bonhomme! Le Midi, par son accent, sa bouillabaisse et sa fantaisie, est inappréciable.

— Il m'a bien agacé les premiers temps, dit Claude gaiement. J'avais alors un fichu caractère; je l'ai encore par crise : à présent, Marius me manquerait... Ah! oui, *le Figaro!*... Si ça ne vous ennuie pas de le déplier, et si vous voyez quelque écho... quoique... C'est curieux, tant de choses et de gens qui m'intéressaient autrefois; eh bien! à présent!... Ça restreint l'horizon, un coup pareil!

Mussol lut l'annonce d'une prochaine exposition de fleurs. Les fleurs! Leur amoncellement prodigieux dans les serres du Cours-la-Reine; une odeur multiple, lourde et suave s'élève du terreau noir: les tulipes, les grands pavots s'épanouissent en nappes jonquille et mauves; les géraniums ont l'éclat dur du cinabre; les orchidées multiplient leurs arabesques étranges de fleurs-oiseaux, de fleurs-insectes; le triomphe des roses est une fête des yeux, et les massifs d'azalées orange, cerise et rose-saumon donnent l'impression d'un jardin de Bagdad dans les *Mille et une Nuits*. Pas plus que les tableaux lumineux de Mussol, Claude ne reverrait la magnificence des fleurs.

— Ah oui! et après?

— « Le Concours hippique sera particulièrement brillant cette année... Une nouvelle disposition de la piste permettra... »

Claude se revoit lieutenant de dragons, présentant Coriolan, le mieux dressé de ses chevaux d'armes, étonnant aux sauts d'obstacles, ce jour où Pombasle et lui, parés du flot de rubans, furent les héros de cette solennité mondaine.

— Comme tout cela est loin! dit-il.

Mussol continuait :

— Ah! tiens! « M. de Pombasle, l'aviateur célèbre dont les prouesses ne se comptent plus, a failli être victime... »

Il s'arrêta : bon ! la gaffe !... Ne se rappelait-il pas le récent atterrissage de Pombasle au pied des hauteurs de la Solle : une simple panne de moteur. Pombasle, retrouvant des camarades à Fontainebleau, en avait profité pour venir déjeuner gaiement à Montigny, sans trouver dix minutes pour venir serrer la main de son ami.

— Victime ? répéta Claude inquiet.

— Rien de cassé ! dit Mussol : « ... victime d'un accident qui aurait pu avoir des conséquences graves. L'appareil au départ ayant, pour une raison encore inexpliquée, piqué du nez d'une hauteur de trente mètres, le hardi pilote est retombé à terre par miracle sain et sauf ; la chute a été amortie par un bosquet d'arbustes. » Très peu pour moi ! ajouta Mussol, je préfère ce que Marius Proclus, fidèle aux termes nautiques, appellerait le plancher des vaches !

Claude, à l'idée que Pombasle aurait pu connaître, lui aussi, l'accident stupide, avait eu une souleur : son affection jaillit, d'un bond, vers l'ami oublieux ; et il se rappelait le chaleureux dévouement de Guy, lors de son malheur, cette flamme d'amitié peu à peu tombant comme un brasier de paille. Compagnon de plaisir, de sports, oui ; mais user des heures sa patience à un chevet d'infirme, non ! D'ailleurs, Pombasle avait exprimé son avis avant de quitter, trois jours après, Belles-Feuilles :

— Mon pauvre vieux ! Et dire que je suis impuissant à te consoler ! Ce sont de ces calamités où personne ne peut rien pour personne. Moi, si un malheur pareil m'arrivait, je crois bien que je me ferais sauter la cervelle !

Égoïsme brutal ? Franchise stoïque plutôt ! Qu'eût signifié encore la vie pour Guy ? Et si, comme consolation, ce mot était faible, c'est qu'il se montrait aussi rude pour les autres qu'il eût été inflexible pour lui-même. Devant ce cas incurable, emporté par la fougue de son tempérament, leurs voies avaient bifurqué, voilà tout ! Depuis le jour où il avait emmené Tanagra, c'est-à-dire depuis trois mois, Claude ne l'avait pas revu : c'était une grande douleur qu'il eût voulu oublier.

La pitié, la pitié dont il avait été tout d'abord comblé, submergé, choyé, n'avait-il pas dû prévoir qu'elle s'userait, comme toute chose humaine ? Et s'il avait eu à cet égard des illusions, devait-il en rendre les autres responsables ?

— Cela vient de vous faire quelque chose ? demanda Mussol.

— Ah oui ! reprit Claude, c'était mon meilleur ami... autrefois !

X

Le peintre reconduit jusqu'à la porte du jardin, il s'était dirigé, en prenant garde aux piliers surmontés de vases fleuris de géranium-lierre, vers l'enclos de quinze mètres carrés qui servait de préau à sa chienne Tambelle. Il n'avait pas eu le courage de s'en séparer. Elle l'entendit venir et poussa des aboiemens de joie : elle espérait toujours qu'il allait faire cesser sa captivité, rendue nécessaire parce qu'elle faisait des trous dans les plates-bandes. Il ouvrit le loquet de la petite porte à claire-voie et reçut aussitôt le choc tendre du corps dressé, les griffades affectueuses des pattes, la caresse d'une langue sur son menton. En avaient-ils fait de bonnes parties ensemble, dans les Ardennes chez les Doutremart, en Sologne chez le baron de Broye : encore de bons compagnons presque effacés !... Et les Ouvrart, les Jennesse ? Partis le surlendemain de Belles-Feuilles, avec un empressement discret... Depuis, à peine de leurs nouvelles !

— Oui, tu m'aimes, toi, dit Claude en jouissant de sentir sous sa main la tête chaude et lustrée de la chienne qui semblait sangloter d'aise. Allons, viens !

Et il s'arc-bouta pour que, dans sa reconnaissance folle, elle ne se jetât pas dans ses jambes à l'improviste.

— Tout beau, ma jolie !... Un peu de calme, ou Marius te fera les gros yeux.

N'était-ce rien d'être caressé ainsi, fût-ce par une bête ? Allons, il n'allait pas être ingrat ?... Est-ce qu'Aline ne l'aimait pas ? Lorsque, refusant son hospitalité définitive, et avec l'approbation de l'oncle Adrien, il avait voulu rentrer à Marlotte, y faire un courageux apprentissage de la solitude, n'était-elle pas venue l'installer, le recommander à Joseph et à Justine ? « Oh ! Madame peut être bien tranquille ! Nous aurons bien soin de Monsieur, du pauvre monsieur. » Quinze jours après, Joseph et Justine, déclarant la maison « triste à pleurer » et ayant trouvé à Paris une place séduisante, l'avaient planté là. N'était-ce pas encore Aline qui, accompagnée de Robert, avait tenu à lui fournir de sa main un couple de « premier ordre, » muni

non seulement des meilleurs certificats, mais des plus enthousiastes références? Pour surcroît de précautions, n'avait-elle pas amené Fannette, dont elle se débarrassait volontiers pour quelque temps, l'humeur de la vieille bonne devenant trop difficile, et avec la conviction, d'ailleurs, que Fannette exercerait un contrôle sérieux dans ce logis où tant de fidèles souvenirs l'attachaient? Malheureusement, Fannette s'était plainte de son ancienne chambre qui était humide, de la nouvelle qui la dépaysait, des domestiques qui, — accusation trop vraie, — volaient outrageusement le maître (quarante centimes un œuf, et trente-deux sous un chou-fleur!) Si bien que le couple de premier ordre avait, sur une scène homérique avec elle, quitté une maison où « l'on se méfiait de leur probité. » Fannette, là-dessus, avait déclaré Marlotte trop malsain pour sa santé, monsieur Claude « trop regardant. » C'est alors que M. Abryat, jugeant que cette épreuve d'acclimatation avait assez duré pour son neveu, s'offrait à lui tenir compagnie, remontait sa maison avec une brave femme du pays pour cuisinière, un jardinier de louage, et Marius, bon à tout faire.

Mais oui, Aline l'aimait! Et Jacques aussi! N'avait-il pas offert à Claude de lui céder pour son usage exclusif un pavillon dans le parc de sa maison de santé? Il se faisait fort de lui assurer un service soigneux, son personnel étant dressé à des tâches plus difficiles. Précisément!... Si fraternelle que fût l'offre, elle n'avait rien de tentant pour une sensibilité chaque jour plus avivée : la proximité des malades lui eût été odieuse. Mais enfin, il devait le reconnaître, son frère se montrait beaucoup plus affectueux désormais. On le voyait peu; encore venait-il régulièrement deux fois par mois, le dimanche, et il était si occupé!

Et l'oncle Adrien, prétendrait-il que celui-là ne l'aimait pas? Lui qui s'était voué à lui faire la lecture, à l'accompagner en promenade, à lui conserver une vie d'exercice physique dont la privation totale eût été un supplice pour ses besoins vigoureux! Cinq marches de perron... Il entra dans l'antichambre, accrocha son chapeau à une patère et entendit la grosse voix de Marius s'adressant à Tambelle :

— Ah! te voilà, toi, tu te languissais de monsieur Clodde, comme bien sûr monsieur Clodde il se languit de mon amiral!... Sentez, monsieur, les belles laitues que Choléra

(c'était le sobriquet du marchand de légumes) a vendues à Mme Tartine (surnom de la cuisinière). Ah ! vaï ! que ça va être un régal de se les cuire à la crème ! D'herbes, il n'y a rien de meilleur !

Claude n'a pu s'empêcher de sourire. Il s'assied dans le grand fauteuil de cuir vert où, la veille de la chasse au sanglier, son rêve l'a évoqué, fantôme de lui-même, écoutant, sa chienne entre les genoux, l'augural corbeau d'Edgar Poë croasser son funèbre : *Nevermore !* Prescience singulière du rêve ! Est-ce qu'il n'entend pas encore au fond de lui une voix sans timbre et comme muette proférer ce : « Jamais plus ! » de ce qu'on espère, de ce qu'on attend, de ce qu'on croit réel et certain ? Ce n'est pas cette année, ni une autre, qu'il siégera à la Chambre des députés : maintenant, cette ambition lui paraît enfantine et saugrenue; qu'eût-il été de plus qu'une inutilité aimable et bourdonnante, sous la coupole du Palais-Bourbon ? Ses « collègues » se passeront de lui, et le pays, donc ! Mais n'eût-il pu chercher à se rendre utile autrement ? Quelle erreur d'avoir cru qu'il pouvait, oisif de luxe, vivre sans fruit; et pourquoi le comprend-il seulement aujourd'hui ? Serait-ce une pâle diffusion de l'aube inconnue, un rais annonciateur de cette « autre lumière » dont avait parlé le docteur Brissage ? Comme son inactivité impuissante lui pèse !... Tout ne lui avait-il pas enseigné cependant alors la grande, la vraie loi ? L'énergie sous pression, partout où la volonté et l'intelligence s'exercent, dans le cerveau du savant, sous la plume de l'écrivain, aux rouages des machines, dans tous les domaines où le rêve et l'action se fécondent. Pombasle, essayant des appareils de plus en plus perfectionnés, risquant sa vie pour un idéal d'audace, s'engrenait du moins dans l'organisme universel. Et lui, qu'avait-il fait ? Son devoir correct, comme officier, sans excès de zèle ou de paresse, mais rien qui eût haussé en lui cette grandeur et cette servitude militaire dont Vigny a entrevu la mâle beauté. Depuis, riche, du dilettantisme élégant : voyages et plaisirs. Était-ce assez ? Que lui restait-il de ces années vaines ? Il avait manqué sa vie.

Claude porta la main à son front où s'enfonçait une pointe de migraine. Sans doute la tiédeur plus lourde du soir, des nuées qui passaient ? Les variations de l'air, auxquelles il faisait si peu attention autrefois, comptaient beaucoup pour lui. Il

se secoua. D'où lui venaient ces pensées moroses? N'était-il pas dans un jour de grâce? N'avait-il pas joui de la bonne après-midi? Son apparente inertie n'avait-elle pas été tramée de mille sensations vagues ou aiguës, d'images colorées, de pensées ténues ou fortes, de ce qui en nous flotte et se précise, nous fait évoluer avec une rapidité d'éclair dans l'espace et le temps, la fiction et la réalité, placés au centre de nos connaissances et pouvant les parcourir d'un saut, comme l'araignée sur sa toile?

Il se dressa, évita de réveiller Tambelle couchée à ses pieds, et, se dirigeant vers le piano, l'ouvrit : n'était-ce pas une de ses consolations? Ses doigts machinalement scandèrent un motif de Schumann, la petite mélodie appelée : *Le gai Laboureur*, la dernière qu'eût jouée Mlle de la Hodde un soir, dans la serre de Belles-Feuilles. Comme elle l'avait phrasée avec un sentiment juste! Il la revoyait dans sa grâce sérieuse et noble.

Au recul des jours, en cette perspective du souvenir où se dressent, comme dans le mythe d'Orphée, Eurydices esclaves de destins contraires, les séduisantes formes de nos rêves, voilà que les deux visages de Thérèse de la Hodde et d'Antoinette Langre se confondaient, si divers dans leurs aspirations vers la vie : beaux visages du plus intense moment de son désir, apparus comme des tentations suprêmes au seuil de cet Érèbe ténébreux où il demeurait captif. Comment les séparer, ces deux figures devenues presque irréelles dans l'éloignement, et qui emportaient le mystère de sa sympathie spirituelle pour l'une, l'amertume de son amour brisé pour l'autre? Sombres heures de son calvaire, alors que, sans force et sans espoir, n'osant les retenir de ses mains découragées, il entendait dans la chambre leurs pas furtifs, devinait leur démarche d'ombres!... Comme elles s'étaient éloignées de lui!... Thérèse le regardant, — il en avait l'intuition, — pour un adieu désolé ; Antoinette détournant de lui ses espoirs reportés sur un lendemain préférable! Là encore, il avait manqué sa vie...

Ses doigts pianotèrent avec légèreté la mélodie *Le petit Cavalier* et retombèrent sur ses genoux. Sa rêverie le transporta aussi rapidement que sur un tapis de magicien oriental à Belles-Feuilles : l'oncle Adrien est entré dans sa chambre.

— « Claude, Mme de la Hodde vient de recevoir une mauvaise nouvelle ; elle part, je la ramène à Paris. Un télégramme : son

père a eu une attaque de paralysie ; s'il survit, ce ne sera plus qu'un demi-vivant. »

Partir, ne le reverra-t-elle pas auparavant? Depuis qu'il a senti sur sa joue tomber les larmes de miséricorde, il éprouve pour elle un sentiment de gratitude attendrie auquel il ne saurait donner un nom. Ce n'est pas l'amour, puisqu'il aime Antoinette; ce serait de l'amitié, s'il ne s'y mêlait quelque chose de plus doux et de plus pénétrant, quelque chose qui supprime de lui à elle toute conscience de lien matériel, même le plus chaste et le plus innocent, et lui donne l'illusion qu'une âme répond à son âme.

Pendant des minutes qui lui sont des heures, il attend, il espère. Voilà le bruit des roues de la voiture qui s'arrête... Un pas rapide, un toc léger, la porte s'ouvre et se referme. Une faible odeur de verveine est entrée.

— « Thérèse... Thérèse de la Hodde?... prononce-t-il d'un ton singulier, comme s'il donnait à ce nom une vertu, un sens qui prolonge leur trop courte intimité et les rapproche en ce moment où ils se quittent. — Vous voilà donc frappée aussi, ma pauvre enfant? »

Il la sent défaite, bouleversée, faible et forte devant un devoir nouveau plus lourd encore et plus assujettissant.

— « Courage! » murmure-t-il.

Leurs mains ne se sont pas cherchées; il éprouve une tristesse d'horrible vide :

— « Vous écrirez à mon oncle, quelquefois? » implore-t-il.

Elle balbutie :

— « Oh! oui, je n'oublierai rien ni personne; on a été si bon pour moi, ici... »

Il répète :

— « Thérèse... Thérèse de la Hodde... nous reverrons-nous un jour? »

Elle répond avec une fermeté douce :

— « Oui... Nous nous reverrons... Au revoir, Claude, » — elle va se reprendre, mais il lui dit :

— « Adieu, mon amie. »

Cette fois, leurs mains s'unissent, presque aussitôt séparées, car on vient dans le corridor; elle répète :

— « Au revoir... au revoir..., vous aussi, soyez courageux!... Espérez! »

Et, d'un irrépressible élan de pitié qu'il devine, elle effleure ses cheveux. Il répète, pâlissant :

— « Thérèse... »

Elle n'est plus là.

Elle ne sera plus jamais là...

Et Antoinette est partie. Il lui a rendu sa liberté. Oh! pas sans combat contre lui-même ni contre elle!...

S'il n'eût écouté que l'invite de son cœur à vif, la crainte de son abandon futur, l'appel de la joie qu'il pouvait attendre d'elle... L'avoir là, près de lui!... Elle remplirait leur maison de sa présence alerte, il s'enivrerait de son parfum d'œillet rose et de jeune santé; elle serait l'agitation perpétuelle dont il serait privé, elle ressusciterait de son rire la gaieté morte en lui, elle lui apporterait les effluves de la rue et le souffle des jardins. Il n'avait qu'à prendre la tendresse, qu'elle lui apportait, plus exaltée, semblait-il; ne pas remarquer les silences subits qui coupaient ses phrases, fermer les oreilles à des intonations qu'il devinait forcées, accepter l'héroïsme de cette vierge qui ne semblait pas douter qu'elle ne dût être sa femme. Comment résister à un envoûtement pareil, comment repousser l'occasion à saisir, et vite, car elle la lui offrait elle-même en voulant que leur mariage fût fixé au plus tôt?

Pourtant, Claude avait eu cet affreux courage...

Un lâche seul eût pu consentir à la river, si jeune, si belle, si vivante, à un sort sacrifié. Pouvait-il consentir à recevoir d'elle une foi gardée à un scrupule d'honneur, un sacrifice qu'elle tenait pour un devoir? Non, il était trop sûr de ne pas lui apporter un dédommagement suffisant. L'amour? Mais est-ce là le Claude qu'elle avait aimé, ou cru aimer? Elle avait tendu librement sa main, ce soir où le frivole et grave enlacement de la danse avait consacré leurs fiançailles, à un égal, à un maître, à un conquérant de la puissance et de la vanité, à un donateur de plaisirs partagés, et non à ce Claude humble et disgracié qui ne pouvait même plus admirer, sur ses cheveux de soleil, sur son visage de flamme et dans ses yeux d'émeraude, la magnificence radieuse de l'Amour! Elle était fière, elle était belle de courage, mais peut-être meurtrie et épouvantée, en ne protestant pas contre leur accord rompu malgré elle, malgré lui : non, il ne profiterait certes pas de cette maldonne. Car, en consentant à ce qu'elle s'immolât, il ne serait pas seulement lâche, il serait fou!

Mais quelle angoisse térébrante, quel morne déchirement! Mlle de la Hodde, désormais hors de sa destinée, pouvait lui laisser le regret d'un charme évanoui; mais en perdant Antoinette, c'est la vie palpable, la vie en son frémissement d'esprit et de corps qu'il perdait. Elle était sa dernière chance d'être, sa seule raison de se raccrocher au bord du gouffre!

Il avait eu ce courage.

Comment l'avait-il eu, et comment avait-il puisé dans son caractère, la veille encore léger et insouciant, cette force impérieuse de s'élever à ces pics arides et déchiquetés où l'on ne parvient qu'en lambeaux, mais d'où l'on découvre, comme d'un autre ciel, un paysage de calme et sereine beauté?

Ces heures-là, par bonheur, étaient déjà derrière lui; car jamais il n'aurait eu le courage de les revivre. Il s'en était assez repenti parfois, quand d'inavouables suggestions montent des bas-fonds de l'être. Il s'était dit alors : « Qui sait, nous aurions peut-être été à peu près heureux... L'accoutumance serait venue pour elle!... » Mais, sans même supposer tout ce que le regret inavoué aurait apporté de trouble malsain à une jeune femme, les regards de convoitise, les paroles de séduction, tout ce qu'on lui aurait caché et qu'il aurait pressenti..., non, elle ne se serait pas résignée! Sa fièvre héroïque tombée, comme elle aurait exécré le joug! Qui sait si elle n'eût pas voulu un jour le briser, ou si lui-même ne lui aurait pas, tardivement, rendu sa liberté? Non, non, il n'avait pas le droit de diminuer les chances qu'elle avait d'un mariage à son gré; il devait lui rendre sans tarder, sans plus hésiter, sa parole.

Il avait eu ce courage.

Il entendra toujours leur explication, l'orgueil cabré d'Antoinette, sa pitié ne voulant pas rester inférieure à la sienne. Il entendra toujours ses : Non! obstinés, qui revenaient comme un petit coup de marteau lui heurter le front :

— « Non, Claude, non; que penserait-on de moi?

— « Que vous avez repris la liberté que je vous rendais moi-même...

— « Mais c'est mon devoir, Claude..., et mon bonheur, de vous rester fidèle...

— « Si c'était votre bonheur, Antoinette, vous ne diriez pas que c'est votre devoir.

— « Je ne veux pas vous abandonner!

— « Et moi, je ne puis vous infliger ma misère.

— « Je suis sûre, Claude, de vous consoler.

— « Et moi trop sûr de vous désespérer : pas aujourd'hui, pas demain peut-être, mais bientôt ; ah ! bien plus tôt que vous ne semblez le croire. Je ne suis plus le Claude Chartrain qui voulait vous entraîner avec lui vers...

— « Vers l'amour, Claude... je vous aime, je vous aime!

— « Vous ne pouvez plus m'aimer, vous ne pouvez répondre que vous m'aimerez...

— « Vous êtes cruel, et votre générosité m'accable !... Réfléchissez ! Je ne vous quitterai pas encore, quoique ma tante soit rappelée par des intérêts assez pressans à Paris...

— « Ne restez pas, accompagnez votre tante.

— « C'est vous qui me renvoyez?...

— « Pourquoi prolonger ce supplice?... »

Elle s'était abattue contre lui, et il la repoussait doucement, lui qui eût voulu saisir entre ses mains, retenir contre lui cette épaule ferme et ronde, respirer ce souffle qui montait jusqu'à lui, dans une plainte éplorée.

Comme si elle se décidait, elle avait dit en se redressant :

— « Ne prenez pas ce parti aujourd'hui...

— « Si, il le faut, comment ne sentez-vous pas qu'il le faut ? »

Cette affreuse résistance l'épuisait, elle le vit, et, pensant sans doute qu'elle avait assez lutté, elle prononçait ce mot où se livrait toute son âme de femme, humiliée qu'il rejetât le don divin d'elle-même, et cependant allégée d'un faix immense :

— « C'est vous qui l'aurez voulu, Claude.

— « C'est moi, oui... »

Alors, elle lui avait saisi la main et l'avait baisée plusieurs fois de suite, avidement : reconnaissance d'affranchie, dernière effusion d'amoureuse, adieu à ce qui ne renaîtrait plus ?

Elle était sortie de la chambre pour n'y plus rentrer.

Il avait préféré ne pas la revoir ; mais, quand le landau fermé l'avait, avec Mlle de Kerveur, conduite à la gare, il avait su ce que c'était de souffrir, comme s'il ne le savait pas encore...

Des voix... Marius dit :

— Sauf votre respect, amiral, vous n'avez pas pris le mauvais

air, à Paris? Pas moins?... Oui, amiral, Monsieur Clodde, il va bien. Hé! que je vous fasse un peu lampe!

L'oncle Adrien est entré, et il y a une clarté soudaine dans la pièce, dans le cœur de Claude aussi : quelque chose de réchauffant et de bon.

— Bonsoir, mon oncle. Pas trop fatigué?... A bas, Tambelle!... Elle vous dit bonsoir. Emmène-la, Marius... il pleut, vous êtes mouillé?

— Je suis venu de la gare sans parapluie, quelques gouttes à peine... Un orage qui s'éloigne...

— Oui, dit Claude, qui s'éloigne...

XI

Ils ont dîné en vis-à-vis, d'un potage maigre, d'œufs mollets, de laitues à la crème et de beignets de bananes. Claude, qui a pris les habitudes de sobriété de son oncle, savoure avec plaisir la cuisine soignée de Mme Tartine. Après le dîner, ils repassent dans le salon-bibliothèque : comme la pièce est vivante à présent!

— J'ai une lettre d'Aline, voulez-vous la lire?

L'oncle Adrien sort la feuille de l'enveloppe que Claude vient d'ouvrir. Aline, qui ne viendra pas à Paris au printemps, et par conséquent à Marlotte, se plaint de l'hiver de Belles-Feuilles, triste à présent sans Suzette. Elle n'en annonce pas moins la construction d'une serre et d'un pavillon à la chinoise devant le miroir d'eau.

— Incorrigible, ton excellente sœur, dit l'amiral! Et Robert, le plus débonnaire des hommes!

— Le meilleur, après vous!

Il y avait une feuille écrite de sa main. Il s'inquiétait du silence de Claude, réclamait des nouvelles : lui, le séjour à la campagne l'enchantait; il s'occupait du domaine, asséchait ses terres marécageuses de la plaine. Kuroki boitait d'un effort de boulet. Tricot avait dû abattre un des chiens, Taïaut, qui s'était pris dans un piège à loup.

A la bonne heure, il retrouvait toujours le bon Robert des champs et des bois, contre lequel la mondanité et le *smoking* n'avaient pas de prise. Et ses lettres ne marquaient jamais, comme celles d'Aline, un ton de protection, pour ne pas dire

de supériorité, qui lui rappelât sa situation. Jacques aussi ne se défendait pas de ce léger travers, déplaisant pour un être aussi décidé que Claude à ne subir aucune pesée sur ses volontés et ses goûts.

Il est vrai que le doigté léger de l'oncle Adrien suppose l'intelligence du cœur, jointe à celle de l'esprit : ce qu'il y a de plus rare. Cette pudeur, poussée même trop loin, à ne jamais parler de soi, et, vis-à-vis d'autrui, tant de cordialité simple, de délicate réserve... Claude se demande s'il a bien eu conscience du réconfort que le vieillard lui apporte?

— Vous êtes passé rue Royale?

— Oui, mon ami, j'ai causé un long moment avec mon vieux camarade, le commandant de vaisseau de Pressargues. Il a fort à faire avec un ministre qui veut à tout prix, et le plus tôt possible, des cuirassés formidables, alors que Pressargues pousse à la création de nombreux sous-marins.

— Le *Nautilus*... Jules Verne... répond Claude évoquant le pittoresque roman qui l'avait promené, enfant, dans le mystère des eaux.

— Oui, le *Nautilus*, répond l'amiral. Jules Verne, dont les livres m'amusent, que dis-je, m'intéressent toujours, a été le précurseur des plus importantes créations de la science moderne. Sans prononcer la faillite, comme Pressargues, de ces magnifiques vaisseaux de ligne où toute ma vie de marin s'est écoulée, je crains bien que, dans une guerre future, l'emploi des sous-marins pour l'attaque sournoise, l'emploi des mines pour la défense invisible ne jouent un rôle dont nous ne soupçonnons pas l'importance.

La guerre, dont le lourd malaise couve depuis quarante ans et violente, de sa vision d'horreur, les espoirs pacifistes, éclatera-t-elle un jour? Oui, fatalement. Quand? Nul ne le sait. Ce sera, ils le craignent, le plus terrible retour à la barbarie que ce fléau soudain qui précipitera au moins quatre des plus grands peuples de la vieille Europe, eux, leurs réserves d'hommes, de sang et d'or dans une fournaise aux ruines gigantesques. La vie sociale paralysée, la France devenue une immense usine de combat, et l'inconnu, le terrible inconnu de la victoire... Qu'on l'arrache à nos ennemis d'hier et de demain, dans un effort et un élan comparable à celui de Valmy, Claude fermement le croit. Il n'a pas renoncé, pas plus que l'amiral Abryat,

à l'Alsace-Lorraine encore meurtrie sous la botte de l'oppresseur; et, s'il n'en parle jamais, il y pense toujours, persuadé que le droit a ses revanches et que l'heure, qu'aucun Français ne voudrait forcer au cadran de l'histoire, sonnera le jour où une agression d'outre-Rhin mettra debout le pays entier.

— La guerre, murmura-t-il, viendra trop tard pour moi!...

— Pour moi aussi, dit l'oncle Adrien avec un soupir.

Ils se taisent... Être infirme quand on a l'âge de se battre, quand il eût rejoint son régiment, fût-ce comme simple dragon! Mais Claude avait réservé ses droits, ses galons, son uniforme... A quoi bon? L'oncle Adrien, qui comprend trop cette tristesse, change de propos :

— En sortant, je suis passé dans une librairie du boulevard. Tu voulais réentendre les premiers récits de guerre de Tolstoï, ses souvenirs de Sébastopol; je te les rapporte avec une partition de Glück.

— Comme vous êtes bon!

— Mais auparavant tu ne me demandes pas ce que j'ai fait? Un déjeuner au Bouillon Duval, sans intérêt. Course à la Belle-Jardinière pour me faire préparer un complet noir, passons! Puis chez Allez pour acheter le mobilier de jardin que tu désires : j'ai trouvé de bons fauteuils de fer souple à lamelles et un banc. Je pense que tu m'approuveras, j'ai fait la commande. Ensuite...

L'amiral a-t-il hésité? Claude n'en est pas sûr. Il attend; tant pis s'il a hésité, l'amiral se décide :

— J'avais promis à Mlle de Kerveuc de monter un jour prendre de ses nouvelles boulevard Pereire. Je ne l'avais jamais fait encore. Je me suis donc décidé : elle habite au troisième un bel appartement dont je suppose que Mlle Langre fait les frais, et que je doute qu'elle garde, une fois sa nièce mariée.

— Est-ce qu'Antoinette penserait...

— Laisse-moi tout te conter par le menu. J'arrive, j'attends un grand moment dans le salon et Mlle de Kerveuc entre enfin, très agitée. Elle me dit avec effusion : « Comment, c'est vous, amiral? Que c'est aimable de m'apporter sans tarder vos félicitations!... Je vous ai fait attendre; cette sotte de femme de chambre ne m'avait pas dit votre nom — (Je paie si peu de mine, tu vois, remarqua malicieusement l'oncle Adrien), — j'étais en grande conférence avec Victrix sœurs, la lingère de la rue de la Paix pour le trousseau d'Antoinette... Oui, vous

êtes au courant... Je ne sais pas comment de divers côtés on a appris la chose... Antoinette préférait qu'on n'en parlât pas d'avance. Enfin, oui, elle se marie le 30 mai, nous n'avons que le temps, comme vous voyez!... »

M. Abryat, tout en parlant, examine Claude et continue :

— Moi, j'étais abasourdi sous ce flot de paroles. Elle s'écrie : « Antoinette fait un beau, très beau, splendide mariage, tout à fait ce qui lui convient, James Crownfield, le fils d'un des rois de l'acier, de Baltimore, beau comme l'Apollon du Belvédère — (je n'invente rien!) — riche à millions, raffolant de Paris où il passera six mois par an avec sa femme : inutile d'ajouter qu'il est fou, complètement fou d'Antoinette! »

Claude n'a ni rougi ni pâli; sur son visage rigide, comme sculpté, s'ébauche seul un sourire très triste et très doux : allons, elle se sera vite consolée! Mais s'en étonne-t-il? Ne sait-il pas quelle force intérieure, quelle avidité de vivre la jette au-devant d'un nouveau destin? Elle aime peut-être ou croit aimer ce jeune homme. En tout cas, elle se laissera aimer, elle sera l'idole parée, choyée, couverte de bijoux, ivre de plaisirs qu'elle a toujours rêvé d'être.

— Associons-nous, dit-il d'un ton calme, à l'enthousiasme de la bonne demoiselle. J'ai toujours pensé que Mlle Langre ferait un mariage semblable.

Dans son trouble qui persiste, car on ne remue pas impunément des souvenirs pareils : — six mois à peine d'écoulés, lorsqu'elle sera la femme de James Crownfield!... — il s'efforce d'atteindre la cime d'où il a prononcé son renoncement : c'est quelque chose qu'elle n'appartienne pas à Pombasle, il l'avait craint pendant une seconde : il en eût été malheureux et jaloux, blessé dans le cœur de son cœur, tant il restait en lui, quoi qu'il fît, de l'homme ancien. Cet étranger ne lui sera de rien dans l'avenir, ne le lèse en rien dans le présent, ne le spolie pas même dans le passé : pourquoi en voudrait-il à Antoinette? Tout cela est logique, tout cela est normal, et il n'a plus qu'à souhaiter, comme au jour du grand adieu, sans amertume, sans petitesse, qu'elle soit heureuse, absolument heureuse!...

— Et que deviendra Mlle de Kerveuc?

— Elle n'a que l'embarras du choix, dit M. Abryat avec une de ces ironies si fines qu'il fallait le connaître pour les deviner sous le sérieux du ton. Mlle Langre accorde à sa complaisance

une retraite bien méritée. Elle n'a aucune envie, et je le conçois, de tenir la maison du jeune ménage; elle passe la main, elle se retirera vraisemblablement dans son vieil hôtel de Saint-Brieuc, qu'Antoinette améliorera de tout le confort moderne, auquel elle a trop habitué cette pauvre femme, pour qu'il n'y ait pas cruauté à l'en laisser privée. Ce n'est pas, en tout cela, Mlle de Kerveuc qui fait la plus mauvaise affaire.

L'épigramme est si légère que, seul, Claude la peut saisir, et sentir le blâme discret que l'oncle Adrien porte sur la conduite de son ancienne fiancée, la vanité de ses besoins de luxe et aussi, — mais cela, il se garde de le préciser, — la défaillance de son courage, alors que peut-être une autre jeune fille eût su trouver là les chances du plus noble bonheur. Mais Claude se refuse le droit d'en décider, et, d'ailleurs, l'événement a décidé pour lui.

M. Abryat est satisfait; d'abord l'irréparable console des vains regrets, et mieux vaut que cette belle amazone soit mariée : elle quittera Paris ensuite : mieux encore! Et quand elle reviendra, la plaie de Claude sera tout à fait cicatrisée.

Il se frotte les mains d'un geste machinal et dit, négligemment :

— En sortant de chez Mlle de Kerveuc, je suis allé rue de l'Université, prendre des nouvelles de mon vieux de la Hodde et saluer sa fille.

Il épie Claude, qui a levé la tête avec un intérêt brusque et qui tourne vers lui son visage :

— L'amiral est toujours aussi bas?

— Davantage. Et Mlle de la Hodde mène une vie bien dure à ses côtés.

Claude s'en doute : tout le monde n'a pas le loisir de « vivre sa vie » et de réaliser son plaisir. Les Américains archi-millionnaires évitent une Thérèse silencieuse et recueillie, pour aller se prendre aux yeux brillans, aux sourires de perle d'une Antoinette.

Il demande :

— Elle n'est pas trop fatiguée?

— Si, répond l'oncle Adrien, et, de plus, le caractère de son père est devenu odieux. Il est méchant, exigeant et brutal.

— Vous n'allez pas me faire croire?... s'exclame Claude. Il n'oserait pas la toucher?...

— Je l'espère aussi, mais ce n'est pas elle qui me le laisserait deviner; seulement, en dehors de la plus grande partie de la journée, elle le veille quatre heures par nuit et... Bref, ce pauvre Ferdinand, qui était taillé en Hercule et qui n'est paralysé que des membres inférieurs, peut devenir dangereux...

— Comment ne le transporte-t-on pas alors dans une maison de santé? Bien que Jacques n'accueille pas ce genre d'infirmes, pour vous je suis sûr que... Et là, ce vieux maniaque serait parfaitement traité...

— C'est la seule chose à laquelle Thérèse ne consentira jamais. D'ailleurs dangereux, entendons-nous; de la Hodde, certains jours, est plus agité que d'autres; mais enfin, il ne quitte guère son lit que pour un fauteuil, où on le transporte et où il passe ses après-midi. Néanmoins, la présence des deux robustes Flamandes qui le servent ne me rassure pas assez; on n'a pu obtenir jusqu'à présent d'aucun domestique qu'il consente à rester dans une place assujettissante et où il est maltraité.

— Vous voyez bien, fait Claude très ému, c'est un fou!

— C'est un vieil enfant terrible; sa fille a cependant sur lui un certain ascendant. Il faut qu'il soit dans ses plus mauvais momens pour qu'il se mette en fureur contre elle...

— Quelle vie affreuse la pauvre enfant doit mener!

— Ce n'est pas gai; mais certaines femmes ne trouvent l'équilibre et la paix que dans la conviction qu'elles remplissent tout leur devoir. La mère de Thérese était ainsi : ces âmes sont pures comme la neige des hauteurs.

— Mais vous sembliez craindre ?...

— De la Hodde étant violent, il lui faut un garde-malade qui se fasse accepter de lui; jamais il ne tolérerait un infirmier de profession. Alors j'ai pensé à notre Marius. Qu'en dis-tu? C'est un « brave, » comme on dit dans le Midi, en associant à ce mot qui signifie la plus belle vertu : le courage, la bonté et la belle humeur, deux autres vertus qui ont leur prix.

— Certes! Et Marius?

— Marius prendra ma consigne : si de la Hodde l'injurie, Marius sait ce qu'on doit à un amiral, même à demi gâteux; si de la Hodde, qui a toujours sa canne à portée de sa main, le frappe, Marius ou se laissera faire avec sérénité, ou désarmera de la Hodde en douceur. Il y a des soins vraiment trop pénibles

pour des femmes; Marius, je le connais et j'en réponds, les rendra avec un dévouement méritoire. Il en coûte un peu, continua M. Abryat, à mon vieil égoïsme de me passer de lui; mais je sais que Mme Tartine a une nièce à placer et la verrait avec plaisir ici, provisoirement...

— Mais, dit Claude avec feu, c'est tout à fait secondaire... Préserver Mlle de la Hodde de tout danger, alléger un peu ses fatigues... Vous avez cent fois raison, mon oncle, et votre idée est lumineuse. Marius apportera dans ce triste logis un rayon de son *souleou* du Midi !

— Puisque tu m'approuves, dit l'amiral riant sous cape, j'irai, pas plus tard qu'après-demain, l'installer dans ses nouvelles fonctions. Ah! j'ai eu, je crois, quelque mérite de diplomatie à le faire agréer à de la Hodde. Quant à Thérèse, l'idée que pour faciliter sa tâche nous nous priverions, ou plutôt je te priverais d'un bon serviteur, lui déplaisait tellement que j'ai eu toutes les peines du monde à la raisonner.

— Cela lui ressemble bien, dit Claude, s'oublier toujours pour ne songer qu'aux autres...

Ils restent un moment silencieux et l'oncle Adrien murmure :

— Ces maladies sont décevantes. Un paralytique comme de la Hodde peut être enlevé en quelques jours ou durer encore des années.

— Elle ne le quittera jamais, dit Claude rêveur.

— Tant qu'il vivra, non, certainement.

Un nouveau silence, et Claude demanda :

— Pourquoi voit-on de ces monstruosités-là?

— Elles entretiennent parfois, comme dans le cas de Mlle de la Hodde, les plus rares vertus.

— Pourquoi est-ce une âme d'élite qui est sacrifiée?

— Parce qu'elle est la plus digne et qu'elle s'y perfectionne en grandeur morale, te répondrait l'Église.

Claude hoche la tête et ne répond pas... Le problème de la douleur injuste et inutile n'est pas de ceux qu'il peut, lui, trancher. Il est trop près encore de la révolte.

Le hasard, en traversant nos vies, agit en déconcertant dramaturge : tantôt il combine, avec une maladresse puérile, les scènes les moins intéressantes; la veulerie des personnages rebute, l'action traîne, rien n'arrive; d'autres fois il enchaîne

les tournans de situations et les péripéties avec un art qu'applaudirait un spectateur invisible. Il n'aurait pu, pour provoquer en Claude une crise de sentiment, au moment où ses efforts l'acheminaient au calme et à l'acceptation de son sort, mieux rassembler ces trois causes d'ébranlement, qui le forçaient à penser aux êtres demeurés le plus près de son cœur : Pombasle, avec cette menace d'accident qui réveille dans son amitié passée la mémoire d'un abandon cruel; Antoinette, interposant entre eux l'imminence de son mariage et un départ qui la reléguerait dans l'ombre où vivent les ombres; Thérèse de la Hodde, suscitant la hantise de sa belle et morne réclusion.

S'il reconnaît superflus les regrets provoqués par le souvenir de Guy et celui d'Antoinette, il n'en est pas de même des appréhensions que lui cause le dévouement impayé, sinon par des rebuffades, que Mlle de la Hodde, dans son devoir filial, consacre à un vieillard presque dément. Si, pour les deux autres, l'impuissance désespérante s'impose à lui, du fait des lois secrètes et rigoureuses de la vie, vis-à-vis de la dernière, qu'il eût voulu pouvoir, si peu que ce fût, consoler, il reste paralysé par les conditions fortuites de son état présent. Son intelligence et sa vigueur physique ne peuvent rien pour elle. Dès lors, ne serait-il pas préférable qu'il pût l'oublier. Mais cela dépend-il de lui ? Une persistance singulière n'indique-t-elle pas que leurs lignes, séparées actuellement, se rejoindront encore ?

Mais quand ? Elle lui avait donné, en le quittant, l'espoir qu'ils se reverraient un jour. Mais les semaines et les mois se sont écoulés... Et à quoi bon d'ailleurs ? Libre, maître de diriger sa volonté selon ses plus secrètes et profondes sympathies, il eût certainement cherché à renouer le fil brisé. Mais il y a loin du Claude entrevu à Belles-Feuilles, traité par elle avec une bienveillance distante, puis rapproché par l'immense pitié qu'elle a éprouvée de son infortune, et le Claude entré aujourd'hui dans la cité dolente, rayé du grand livre des valeurs, pour prétendre lui inspirer plus qu'une stérile compassion.

Ces pensées poursuivent son insomnie; faute de se dépenser assez, à peine s'endormait-il maintenant vers la fin de la nuit. Il était pendant des heures condamné au supplice de moudre ses pensées dans le silence, car bien que pour lui la nuit ne fût pas dissemblable du jour, il observait, allongé dans ses draps,

la règle du repos, acquise depuis tant d'années et conforme à cette paix un peu funèbre qui confond le sommeil des choses avec la gravité du noir, de ce noir qu'il sent épandu sur la terre et qui le pénètre jusqu'à l'âme.

Les nuées lourdes avaient glissé au-dessus du village, mais une persistante tiédeur molle montait du jardin et entrait par les battans presque clos de sa fenêtre. Il entendait le labeur infime et incessant des tarets dans les vieux meubles, les heures et les demies sonnées à travers le plancher par l'horloge de son cabinet de travail. Le parfum des lilas venait du massif près de la seconde pelouse, et il distinguait, avec l'arome entêtant du lilas violet, celui, plus fin, du lilas de Perse. Des associations d'idées, qui se reproduisaient tous ces derniers soirs comme la plainte sourde de son cœur inassouvi et de sa chair énervée, firent résonner en lui des phrases du *Cantique des Cantiques*. Il avait toujours aimé les odeurs : essences rares et complexes, où les grands parfumeurs concentrent leur chimie, cires à cacheter qui fleurent la résine et que leur couleur semble différencier, boîtes de santal, de cèdre, de merisier, et, entre toutes les odeurs les plus naturelles, celles qui jaillissent du sol, des foins coupés, des sureaux en fleurs, celles qui s'ouvrent sous le couteau avec la pêche, s'exhalent de la rose miellée, de la violette suave, du jasmin aigu.

De même que sa sensibilité tactile avait grandi, de même jamais il n'avait été plus accessible aux émanations subtiles de la matière inerte ou organisée; que de fois il avait respiré en imagination le souffle d'œillet rose qu'exhalait Antoinette ou la frêle verveine devinée dans le sillage de Mlle de la Hodde!

Comme un *leit-motiv* troublant, la phrase du *Cantique des Cantiques* bourdonne : « Enchaîne-moi, après toi nous courrons à l'odeur de tes parfums! » Courir! Où est le beau temps où, sur des jarrets d'acier, il eût poursuivi et devancé à la course Atalante, la nymphe agile! Courir! lui qui à peine, aujourd'hui, ose risquer dix pas sans inquiétude! Et de nouveau les plus belles, les plus tentantes formes passent et repassent devant lui, femmes aimées, femmes désirées, passantes remarquées le temps d'un éclair, toutes les occasions qu'il a saisies et celles qu'il a perdues, tout le vibrant passé aboli...

Comme les lilas sentent fort! Hier et avant-hier, ils ne répandaient pas ainsi leurs bouffées odorantes dans les ténèbres. Il

sent leur souffle l'envahir, le pénétrer, et son cœur, qui lui semble remplir toute sa poitrine, défaille.

Il prête l'oreille à un bruit faible et régulier : c'est la pluie, la pluie féconde du printemps, qui ravivera les feuilles et fera éclater les lilas pourpres. Comme elle se déverse en nappe d'arrosoir intarissable, sur la plaine, sur la forêt, sur les routes, comme elle claque sur le toit, heurte les vitres et ronronne au long des gouttières! Elle berce apaisante; il écoute avec soulagement, avec délices, sa chanson lustrale. Elle lui lave l'âme comme elle lave les toits, les murs, les trottoirs, tout ce qu'elle baigne et enveloppe de ses mille gouttes semblables à des larmes. Elle lui conseille la mise à l'abri, le havre de paix, la renonciation à la course impossible des espoirs et des désirs. Elle lui fait apprécier, s'il songe aux routoffes trempées, aux chemineots blottis sous un auvent, aux chiens perdus, le confort d'un chez soi où l'une des siens demeure et où il vit entouré de souvenirs, avec l'oncle Adrien pour le réconforter. S'il voulait comparer : bien des êtres ne sont-ils pas plus malheureux que lui?... L'air qu'il respire devient plus pur. Il écoute l'eau qui tombe sans arrêt : elle le berce et va l'endormir, fiévreux encore, dans une prostration lourde.

Claude ne se réveilla qu'à huit heures, brisé d'une courbature, saturé d'une tristesse qu'il connaissait bien et qu'il appelait d'un mot de régiment : « le cafard. » Le cafard, c'est-à-dire la lassitude de soi et des autres, le dégoût du lieu présent, l'envie de s'évader de soi-même; des impulsions bizarres, un grain de folie qui va, vient et se promène dans la cervelle, comme la petite bête noire et répugnante : le cafard!...

PAUL MARGUERITTE.

(*La quatrième partie au prochain numéro.*)

TABLEAUX DU FRONT RUSSE

DU FRONT RUSSE DE GALICIE

DÉCEMBRE 1915

I. — SOUS LA NEIGE QUI TOMBE

Le train sanitaire de la grande-duchesse Olga Alexandrovna, sœur du Tsar, vient d'arriver à P..., dernière gare avant la ligne de feu. La neige tombe à gros flocons, invraisemblablement blanche, plus blanche qu'ailleurs, semble-t-il. L'horizon est bas, cotonneux, rétréci... Au delà d'un certain rayon, très court, on n'aperçoit plus qu'un mouvant rideau de mousseline. Dans ce cercle étroit, des silhouettes vont et viennent en un mouvement continuel et silencieux : capotes brunes, capuchons relevés, *papaks* de fourrure, d'autant plus sombres que le fond du tableau leur fait un écran plus clair. La neige étouffe le bruit des pas, et le son des voix est comme assourdi... Un paysan en touloupe marron, ceinturé de rouge, passe, mêlé aux soldats, portant sur le bras un coq, la tête et le cou rentrés dans son col de plumes... Devant l'escalier de bois de la petite gare, un planton est de service, si immobile qu'on le dirait figé là pour l'éternité. Ses pieds s'enfoncent sous l'épais tapis blanc, comme pour permettre d'en évaluer la profondeur et, sur sa capote sombre, la neige a formé peu à peu un éblouissant collet d'hermine... Un bruit intermittent et sourd, qui est peut-être le canon, perce l'horizon du côté du fleuve...

Devant une petite boutique en planches, installée entre la gare et les tentes de l'ambulance, des soldats marchandent de menues provisions. L'un d'eux s'en revient, déchirant à belles dents une miche de pain frais, suivi d'un chien, queue frétillante, museau tendu vers l'objet de sa convoitise... Hors la neige, tout est brun, d'un brun qui se dégrade par des nuances à peine perceptibles : depuis ce brun grisâtre qu'on voit à la terre non remuée, avant les labours, jusqu'au brun roux qu'ont les feuilles à l'automne. Parfois, cependant, la robe rouge, verte ou bleue de quelque réfugiée que les soldats nourrissent, jette sur ce tableau à deux tons une note éclatante et imprévue...

Mais le plus impressionnant, c'est le silence; un silence actif, presque tumultueux. Des chevaux galopent, et leur galop n'éveille aucun écho sur le sol ; des chars roulent sur la route, et l'on dirait que leurs essieux tournent à vide... Ce tableau est-il réel, ou est-ce mon imagination qui l'enfante? Suis-je près des rives du Styr, sur le front qui regarde la Galicie, ou bien dans le Royaume des Ombres, où les héros, tombés pour la défense de la terre slave, recommencent dans un silence éternel le geste que la mort interrompt?...

Soudain, une ruée se produit d'où monte une sourde rumeur. Bousculade, coups de poing fraternels, refrains de guerre interrompus... Enfin, voilà de la vraie vie, nerveuse et bruyante : c'est une compagnie de fantassins qui va partir pour les positions. Depuis une heure, « le troupeau brun » attendait, vaguant sous les pins ou piétinant autour des feux péniblement entretenus. Le signal du rassemblement a été donné. Les hommes, en complet équipement de campagne, sac au dos, bidon de cuivre au côté, pelle ou hache à tranchant enfermé dans un étui de cuir, se massent de l'autre côté de la voie, le long de la forêt, sur plusieurs rangs... Le silence, un instant troublé, se rétablit... Un jeune officier parcourt le front de la compagnie, jette un ordre et, sous la neige qui tombe, ces hommes se mettent en marche en traçant sur leur poitrine un grand signe de croix...

II. — AU BIVOUAC

Une immense place, derrière la gare, entre les maisons du village et les prairies : c'est le bivouac. Deux petits bois de pins le flanquent et, au fond, les écuries recouvertes de

branchages lui font bordure. Un peu en avant sont creusés les abris. La ligne de leurs toits en pente dessine sur la neige une série de petites vagues blanches, à peine discernables. Mais, sur le devant, on aperçoit la porte, précédée de trois marches en profondeur, et, à côté, une étroite fenêtre à un seul battant. De chacune des vagues blanches sort un tuyau d'où s'échappe un mince filet de fumée bleue... Au centre de la place, sur deux rangs, s'alignent les canons et les caissons, dissimulés sous des branches de sapins. Et cela forme trois allées au milieu desquelles toute la vie du camp se concentre...

Et quelle vie : active, mouvementée, pittoresque!... La neige a cessé de tomber ; le temps est froid et clair. Le sol est dur, et l'on foule avec plaisir la neige restée molle, qui est si douce et chaude sous les pas.

C'est l'heure des occupations particulières; tout le monde est dehors. Il y a de tout ici : des artilleurs en longue capote brune, des cavaliers, reconnaissables à leur tunique courte, en peau de mouton, ornée pour les officiers d'un passe-poil à frisons courts; des Cosaques d'Orenbourg, coiffés de papaks à longs poils de chèvre, qui leur donnent un air farouche, des fantassins, dont quelques-uns sont chaussés de ces grandes bottes de feutre beige ou blanc, à semelles et empeignées de cuir si propres à affronter les neiges profondes.

Sur la lisière du petit bois, à droite, deux soldats creusent un nouvel abri; la terre remuée fait autour d'eux une belle tache jaune. Un autre prépare les rondins de la toiture et s'escrime après une branche de sapin... Entre les arbres, des chevaux errent en liberté ou se roulent avec délices dans la neige fraîchement tombée.

Çà et là sont allumés des feux, et la fumée des cuisines de campagne s'élève entre les allées formées par les canons. En m'y rendant, j'ai failli trébucher contre une marmite enfoncée sous terre, et dont le couvercle est à ras du sol. Un four est creusé dessous, auquel on accède par deux marches. De gros morceaux de braise s'y consument avec lenteur. De temps à autre, un soldat-cuisinier (un *cuistot*, comme on dit chez nous) vient jeter son coup d'œil à la marmite d'où s'échappe une alléchante odeur. J'interroge l'un d'eux, devant une des cuisines de campagne où l'on prépare le *borchtch*, la soupe préférée du soldat russe. Tout en remuant le mélange de choux, de bette-

raves, de tomates et de viande, il m'apprend que « *le point* » se ravitaille lui-même, qu'un poste de télégraphie sans fil y est installé dont il me montre, là-bas, la tente signalée par son drapeau bleu zigzagué d'un rouge éclair, et, enfin, que l'on forme ici un corps de cavalerie qui partira bientôt pour une destination inconnue. »

Ainsi se confirment une fois encore les bruits d'une probable offensive de nos Alliés sur le front extrême du Sud.

Près de la forge, un soldat en tablier de cuir est occupé à ferrer un cheval. Je m'arrête... Aussitôt, c'est un attroupement. — Les soldats des abris voisins ont aperçu mon appareil et viennent me prier de les photographier. J'ai toutes les peines du monde à obtenir d'eux qu'ils ne cachent pas complètement la forge, le cheval, le soldat au tablier de cuir... Le cliché pris, un des hommes court aux écuries, en ramène la plus belle bête et un cavalier s'offre à la monter. Il faut voir avec quel soin il ajuste sa tunique, assujettit son ceinturon, donne à son papak une allure martiale! Le cheval, jeune, s'impatiente, hennit, gratte fébrilement le sol... Enfin, le cavalier a passé les pieds dans les étriers : un déclic; c'est fait!... Mais il me reste un regret. Pour un soldat du front mon cavalier était vraiment trop beau dans sa tunique neuve!...

III. — LE COIN DES TRANSPORTS

On nous a garés à deux verstes du bivouac, juste en face d'un camp de transports. Entre la ligne de chemin de fer et la forêt, dans une longue et étroite clairière, une centaine de télègues sont arrêtées. Les hommes qui les conduisent ou les gardent, des moujiks pour la plupart, reproduisent ces mêmes visages et ces mêmes costumes que j'ai déjà vus si souvent : vêtemens sombres où le marron domine, à peine soulignés par une note verte ou rouge, bonnets à longs poils gris, marron, noirs ou blancs, visages aux barbes hirsutes... Assurément, le front français avec ses Hindous, ses Écossais, ses tirailleurs sénégalais, ses Marocains, doit présenter, en certains endroits, un spectacle étrangement pittoresque, mais je me demande si, autant que sur le front russe, l'imagination s'y reporte à des époques si anciennes qu'on renonce parfois à leur assigner une date... Les hordes qui suivaient les armées de Gengis-khan

ou de Timour-leng devaient présenter un aspect analogue à celui de ces foules hétéroclites, — surtout paysannes, — et l'on y retrouvait sans doute les mêmes visages, plus jaunes, sous les mêmes effrayans bonnets de peaux de bêtes.

Cette foule décharge un train et remplit les télègues. Les pains, qui forment dans les chariots d'énormes accumulations de boules noires, font songer à des hétacombes de têtes de nègres, accomplies sur l'ordre de quelque tyran africain. Les hommes s'asseyent dessus, jambes de-ci, jambes de-là, leurs pieds calés contre les miches. C'est la guerre, et l'on n'y regarde pas de si près! On décharge aussi des caisses carrées, toutes pareilles, que l'on ne ménage guère et dont j'ignore quel peut être le contenu. D'ailleurs, aucune hâte : n'oublions pas que nous sommes en pays russe où l'activité même prend des allures paresseuses!

Dans le foin, des hommes sont couchés et mangent. Leurs bêtes, afin de les imiter, attrapent tout ce qui passe à la longueur de leur cou... Pour un rien, on se chicane; avec un rien on se réconcilie... Grands cris accompagnés de tout un vocabulaire d'injures, et Dieu sait si la langue russe en est riche! pour une balle de foin culbutée ou un pain qui a roulé dans la neige. Au fond, la plus parfaite indifférence.

Nous descendons un moment, afin de nous rapprocher de l'étrange cohue. Toutes les télègues ne font pas partie du convoi. Il en est qui vont passer ici la nuit. Chaque cheval porte près de l'oreille une étiquette avec un numéro d'ordre et le nom de son propriétaire. Les hommes ont allumé des feux entre leurs voitures, au fond desquelles ils dormiront ce soir. Les chevaux ont une couverture de laine, mince précaution par ces nuits où le thermomètre descend jusqu'à 16 et 17 degrés Réaumur, au-dessous de zéro. Mais les chevaux russes sont aussi résistans que leurs maîtres.

— Est-ce que vous n'avez pas froid? ai-je demandé à l'un des hommes.

— *Nitchevo!* (Cela ne fait rien!) C'est la guerre! a-t-il répondu.

La nuit tombe, très vite. Les hommes ont achevé leur chargement. Les télègues se mettent en marche dans l'ombre croissante... Leur interminable file, aux contours imprécis, me fait penser aux longs exodes des populations gauloises, telles que

mon livre d'histoire les évoqua jadis à mon imagination d'enfant.

IV. — DEMEURES D'OFFICIERS

A l'heure du dîner, sous les arbres du petit bois, deux officiers sont en train de faire cuire le *chachelik*. C'est le mets favori des habitans du Caucase, Arméniens, Turcs ou Géorgiens. On enfile à une brochette en fer des petits carrés de mouton alternés avec de menus morceaux de graisse et l'on fait rôtir sur la braise, à feu doux. Nos deux officiers accroupis à terre, les mains posées à plat sur le sol, soufflent activement leur feu qui brûle avec trop de fumée. L'un d'eux est Grec d'origine et répond au nom significatif de Christophoros. Sa moustache et ses cheveux noirs, son teint pâle, légèrement olivâtre, trahissent son origine levantine. D'ailleurs, né et élevé en Russie, il ne connaît de sa langue maternelle que deux ou trois mots, parmi lesquels le verbe aimer, ce qui donne lieu à mille plaisanteries dont il s'amuse. Le *chachelik* cuit à point, Christophoros et son camarade invitent les officiers de notre train à le manger avec eux. En ma qualité de journaliste, on me prie de venir prendre un verre de thé après le repas.

Les deux officiers occupent une des maisons évacuées près du bivouac. La salle où ils sont réunis est petite, meublée d'une table, de quelques chaises et d'une étroite couchette de fer. Des clous plantés dans la muraille y servent de portemanteaux. Une tablette supporte quelques ustensiles militaires et un bougeoir d'étain.

Je trouve les dîneurs animés d'une franche gaîté, cette gaieté de bon aloi qui ne doit rien à l'alcool! On a mis de côté pour moi quelques morceaux de *chachelik*, et le samovar chante sur un coin de la table. Mais il n'y a plus de chaises : un officier arrivé des positions a pris la dernière!... Vite, on transforme en tabouret une caisse vide, et nous voilà tous assis... Le convive inattendu a apporté de bonnes nouvelles : une attaque a été repoussée à T..., où l'on a fait des prisonniers et pris des mitrailleuses; il y a eu quelques rencontres de détachemens de cavalerie en reconnaissance, comme si, de part et d'autre, on tâtait le front pour en chercher le point

faible. Le nôtre est solide ; les Allemands le verront bientôt.

Pour fêter ces bonnes nouvelles, le chirurgien-major de notre train se saisit d'une guitare et siffle, en s'accompagnant, un air cosaque au rythme entraînant... Mais, tout à coup, c'est une autre chanson. Le canon, qu'on n'avait pas entendu depuis la veille, se remet à tonner. L'officier venu des positions se lève, ajuste son sabre, et, achevant rapidement son verre de thé :

— Diable ! dit-il, voilà que ça recommence... Il faut que je m'en retourne. Je crois que ça chauffera par là-bas avant cette nuit. Je veux y être. — A après-demain... si je ne suis pas mort ! ajoute-t-il en portant la main à son bonnet de fourrure.

Je ne sais pas s'il en est revenu.

V. — DANS LE TRAIN DU GRAND-DUC

Le ...e d'infanterie est arrivé des positions à minuit pour recevoir le grand-duc Georges Mikhaïlovitch, qui vient faire une visite aux soldats du front et leur apporter des croix. Toute la nuit, nos vitres ont été éclairées du reflet de leurs feux.

Dès le matin, une grande animation règne dans le camp. Sous les pins on voit aller et venir des Cosaques du Caucase, vêtus de la longue *tcherkeska*, le *bachelik* rouge flottant sur leurs épaules. Ce sont eux qui doivent former la suite du grand-duc. Leurs chevaux, sellés, sont attachés aux arbres. Ceux des officiers venus de tous les points voisins du front, sont tenus à la la bride par des soldats.

Avant midi, tout le monde est à son poste. Le tableau est magnifique dans ce décor de neige et de bois. Au fond, le camp se dessine avec ses abris, ses tentes, ses caissons dételés ; à gauche, s'arrondissent les tentes des ambulances ; à droite, s'étend le petit bois de pins sous lequel sont rangés, sur deux lignes, les cinquante Cosaques de la suite, à cheval. Leur chef, un grand diable blond, se tient en avant, superbe sous son bonnet de fourrure blanche et son *bachelik* de drap rouge. Au bout de la ligne, flotte le fanion marron et rouge de la *sotnia*. Sur les pentes du talus sont groupées les sœurs de charité : robes grises, vestes de cuir et voiles noirs. Le long du quai s'alignent les fantassins arrivés cette nuit, et, de l'autre côté de la voie, devant la forêt, les petites croix de bois blanc ont

l'air de se soulever sur les tombes, comme si elles subissaient la poussée souterraine des morts !...

Dès que le grand-duc met pied à terre, on entend le commandement : « Sabre au clair ! » suivi d'un autre; après quoi, la musique attaque une marche guerrière. Le grand-duc parcourt le front des troupes. Il est grand et d'allure martiale. Son visage, barré d'une forte moustache, poivre et sel, respire l'énergie. Au nom de l'Empereur, il remercie les vaillantes troupes de cette partie du front pour leur valeureuse conduite, attache les médailles et les croix sur les poitrines de ces braves, et les salue d'un : « Au revoir, *maladsé* (mes braves) ! » qui sonne comme un coup de cymbale.

Après le dîner, j'ai eu l'honneur d'être présentée au grand-duc. Réception cordiale, tasse de thé : aucun apparat.

Son Altesse impériale a auprès d'elle deux officiers et le prince Baratinsky : celui-ci fut, il y a quelques semaines, chargé de porter à l'Empereur la croix de Saint-Georges. Le commandant de notre train, ancien condisciple du grand-duc, m'accompagne.

Assis autour des petites tables de la salle à manger qui fut un wagon-restaurant et qui en a gardé la simplicité, nous rappelons les souvenirs de cette guerre déjà si longue. Son Altesse impériale, qui a visité tous les fronts, nous parle de la vie du Tsar à Mohilef, du tsarévitch qui accompagne son père, et dont la constitution se développe et se fortifie dans une plus libre expansion, des soldats si patiens, si modestes, si résolus. Et tout à coup :

— Connaissez-vous, madame, l'histoire du fusil de l'Empereur ?

Non sans une certaine confusion, j'avoue ma complète ignorance.

— Peut-être avez-vous remarqué au cours de la cérémonie militaire de ce matin, reprend le grand-duc, que la garde du drapeau du ...e d'infanterie portait un fusil orné d'une plaque d'argent : c'est le fusil de l'Empereur. Etant à Livadia, — où je possède une propriété, — Sa Majesté eut un jour la fantaisie de s'habiller en simple soldat. Jugez de ma surprise en voyant arriver chez moi le Tsar de toutes les Russies, fusil à l'épaule, et vêtu de l'uniforme du ...e d'infanterie, alors en garnison à Livadia !... L'histoire fit du bruit; les photographes s'empressèrent... Le régiment dont Sa Majesté avait ainsi honoré l'uni-

forme fut autorisé à conserver le fusil, qui devint pour lui une sorte de précieux talisman. On en fit orner la crosse d'une plaque commémorative, et la garde en fut confiée au soldat qui accompagne le drapeau. Il a suivi partout le régiment depuis le commencement de la guerre et il est pour lui un constant stimulant à la bravoure. Un jour il s'est trouvé dans une situation périlleuse. Le drapeau et sa garde furent cernés de près : mais on ne rend ni le drapeau de la Russie, ni le fusil de l'Empereur!... Les soldats, voyant le péril, firent des prodiges, la garde dut se servir du fusil, mais les ennemis furent exterminés ou mis en fuite. Le fusil était sauvé, et le drapeau reçut la croix.

— Espérons, dis-je, qu'ayant été à la peine, comme l'étendard de notre Jeanne, le « fusil de l'Empereur » sera bientôt à l'honneur : c'est-à-dire à la victoire!

VI. — LA FOLLE DU CAMP

Au bout d'une ruelle du village évacué de S..., une femme est étendue par terre, à côté d'un feu de brindilles. Le coude appuyé sur le sol, elle soutient sa tête d'une main, tandis que de l'autre elle active la flamme avec une mince tige de fer. Elle est vêtue d'une robe sombre et d'un manteau souillé de terre et de cendre. Une toque d'astrakan, au revers dur et étroit, la coiffe. Sur le bord, sont cousus des boutons de métal, gravés de petits marteaux en relief, comme on en voit sur la tunique des étudians de l'Institut technologique de Petrograd. Des deux côtés de la toque est fixée une jugulaire faite d'une chaîne d'acier. Sous cette étrange coiffure apparaît un visage jaune, sans âge, aux traits écrasés comme ceux des Kalmouks. Les cheveux noirs et plats complètent en cette femme la ressemblance avec le type mongol, auquel elle est certainement apparentée, si même elle ne lui appartient tout à fait. Quelle est cette étrange épave et quels flots l'ont roulée jusqu'ici?...

Je ne puis exprimer la curiosité intense que tant d'individus, hommes ou femmes, soldats ou civils, réfugiés ou paysans font naître en moi, dans cette immense Russie aux races innombrables... Chassés de l'Ouest par la vague germanique, ou venus des profondeurs de l'Est pour lui opposer une digue, tous ces êtres apportent avec eux un langage, un costume, une âme, des mœurs et des sentimens différens. Les uns sont nés

sur la lisière d'une forêt, au bord d'un marécage ou sur les rives d'un lac, au cœur même du pays russe ; les autres ont été bercés par les légendes de la Volga, mère des fleuves, par les chants guerriers des montagnes du Caucase ou des rives du Don ; ceux-ci ont descendu sur des barques légères le cours tumultueux du Tobol ou de l'Amour ; ceux-là ont couché sous la tente des nomades, dans les plaines brûlées du Turkestan. Plus mystérieux encore, quelques-uns sentent bouillonner en eux des atavismes qu'ils ignorent, et qu'ils sont incapables d'analyser ou d'interroger. Connaître l'âme slave ? Nous le pourrons peut-être, un jour, avec beaucoup de patience et après beaucoup d'études, mais comment pénétrer l'âme collective du peuple russe, semi-européenne et semi-asiatique, faite de tant d'éléments disparates, âme multiforme, changeante, insatisfaite qui ne se connaît pas elle-même et qui se modifie sans cesse sous l'influence de nouveaux apports ?

La femme a levé les yeux vers nous, — des yeux petits où luit une flamme courte, mais vive. Puis elle a ri.

— Que fais-tu là ?

— Je me chauffe.

— D'où viens-tu ?

— D'où Dieu a voulu.

— Qui es-tu ?

La femme rit de nouveau, d'un rire aigu et comme forcé qui découvre toutes ses dents.

— Demande-le aux soldats qui me portent leur pain !

— Tu es seule au monde ?

— J'avais une fille, *ès* me l'ont prise.

— Qui, *ès* ?

— Je ne sais pas.

Nous avons tiré de notre poche une vingtaine de kopeks de cuivre que nous avons laissés choir en les éparpillant auprès d'elle. Elle les a couverts de son corps, avec un cri de bête qui fond sur sa proie. Puis, après les avoir réunis entre ses paumes, elle a égrené un long rire, entrecoupé de mots sans suite, plus lintans que des grelots.

— Veux-tu que je danse ?

— Non, non, ne danse pas, c'est trop triste... Et puis, ne sais-tu pas que c'est la guerre ?... Entends le canon... Comment dansent pendant que des hommes meurent, là-bas ?

— Des hommes meurent?... Oui, oui, je sais... Qu'est-ce que ça fait qu'on vive, si on est quand même plus mort que les morts?... Et, de nouveau, elle égrena son rire, son rire aigu, sec et nerveux, en faisant tinter entre ses mains les *kopeks* de cuivre.

Des soldats passaient. Nous les interrogeâmes.

— C'est une folle, dirent-ils. On ne sait au juste d'où elle vient. Il en a tant passé comme elle, avec la folie ou le désespoir dans les yeux!... Celle-là s'est arrêtée ici. Le jour, elle se tient dans la rue, couchée près de son feu de brindilles; le soir, elle dort sous ce toit en planches, roulée dans une couverture, et on la nourrit des restes du camp... Que Dieu la garde! et qu'Il *les* maudisse!

Et les soldats s'éloignèrent, en baisant la petite icone suspendue à leur cou.

VII. — CHANSONS DE GUERRE

Combien j'en aime le rythme, tantôt bizarre et farouche, parfois naïf et ingénu, et, plus souvent, d'une poignante mélancolie. Elles expriment, ces chansons, toute l'âme russe, l'âme du peuple avec ses élans tôt réprimés, ses fougues qui s'achèvent en tristesses, ses espérances jamais tout à fait épanouies. Le sujet, quelquefois banal, n'en est jamais vulgaire, encore moins immoral et grossier. Elles conviennent aux lèvres des jeunes filles presque autant qu'à celles du soldat; seulement, elles empruntent aux cordes vocales de l'homme une profondeur et une sonorité qui s'adaptent mieux à la gravité du rythme et du sentiment. Quelques-unes sont d'inspiration récente, comme celle du grand Tsar qui se promène pensif à Moscou, parce que Guillaume vient de lui déclarer la guerre, et que ses soldats réconfortent avec la promesse d'entrer coûte que coûte à Berlin... Certaines datent de la guerre russo-japonaise, mais comme les Japonais y sont traités de « diables jaunes, » on ne les chante guère, afin de ne pas offenser un peuple qui fut un ennemi loyal et qui est aujourd'hui un ami.

— Veux-tu que nous chantions pour toi, petite sœur française (*frantzonjenka Sistritza*)? m'ont demandé un jour des tirailleurs sibériens.

Je leur avais offert des cigarettes (des *papyros*, comme ils

disent), du chocolat, et ils ne savaient comment me témoigner leur reconnaissance pour ces menus soins.

J'acceptai avec empressement. L'un d'eux donna le ton et tout de suite leurs voix s'harmonisèrent. D'abord, ils chantèrent la chanson de *La mort de Yermak le Cosaque*, qui conquit la Sibérie et l'offrit au Tsar de Moscou, comme on offre un collier à la femme qu'on aime.

« La tempête mugit, le tonnerre gronde, la pluie fait rage et Yermak pensif est assis sur les bords de l'Irtych. Les compagnons de ses travaux dorment au milieu des tentes étalées, et Yermak songe : « Qu'importe la mort ? Nous avons accompli notre tâche ; la Sibérie est soumise au Tsar, et nous n'aurons pas passé inutiles ! »

Koutchoum, le Tsar méprisable de Sibérie, tant de fois vaincu par Yermak, arrive par un sentier secret et surprend les héros endormis. Yermak se réveille, voit le danger et court vers l'Irtych. Hélas ! les barques sont loin de la rive ; le héros se jette dans le fleuve et le fend de ses bras puissans. Mais sa lourde cuirasse, cadeau du Tsar, l'entraîne, et l'Irtych aux vagues tumultueuses se referme à jamais sur lui ! »

A ce chant épique succède une sorte de complainte guerrière. Le père part pour la guerre avec cinq de ses fils. Le sixième a douze ans et veut partir aussi ; mais le père le supplie. Il fait entrevoir à l'enfant trop hardi la dure vie des camps, les risques de la bataille, les souffrances du blessé, les affres de la mort. Le petit héros n'entend rien et brûle de se sacrifier à son pays... Alors, le père ému consent ; il embrasse son fils et l'emmène.

Et, parmi les six frères, l'enfant se montre le plus résolu et le plus vaillant.

Puis vint la *Chanson des yeux noirs*, des yeux qu'on aime. Le bien-aimé est parti pour la guerre, et la fiancée cherche partout ses yeux noirs. Elle les cherche le matin et les demande encore le soir. Elle erre dans le jardin et dans les champs, comme la Sulamite. Mais les fleurs n'ont rien à lui dire, et l'herbe nouvelle ne sait rien du passé !... Alors elle se lamente : elle se lamente, car un jour quelqu'un lui passera au doigt l'anneau d'or, mais ce ne sera pas le beau guerrier aux yeux noirs ; quelqu'un la conduira à l'église, mais ce ne sera pas son bien-aimé...

VIII. — LA VAGUE BLANCHE *(récit de soldat)*

Des soldats sont au repos et causent, assis entre des balles de foin. — Les Autrichiens? dit l'un d'eux, certes, ils sont rusés ; mais nous non plus nous ne sommes pas très bêtes. Jusqu'à présent, nous avons déjoué toutes leurs ruses. Je vais vous raconter la dernière.

Il y a quelques jours, ma compagnie se trouvait dans les tranchées de première ligne. Pas de combats. Des deux côtés, on s'ennuyait et, par momens, histoire de se distraire, on échangeait des coups de feu. Il semblait qu'on n'en finirait jamais avec ce marasme. Mais l'orage couvait sous cette tranquillité apparente. Il éclata enfin.

Dans nos tranchées nous ne dormions guère, tout occupés à surveiller l'ennemi. J'étais de garde. La nuit arrive, très calme, sans vent, un peu froide et sombre. Notre officier se reposait sur sa *bourka* (1). Tout à coup, il me semble vaguement voir remuer la neige, dans l'ombre... « Ah çà ! est-ce que le sommeil me troublerait la vue? » Je me frotte les yeux... Je regarde encore : décidément, je ne me suis pas trompé... Je m'approche de l'officier.

— Votre Honneur, je crois que ce sont *eux*.

— Où ?

— Ils sont sortis des tranchées et rampent vers nous..

L'officier se leva d'un bond et s'approcha du parapet. Tout était trouble ; le ciel se confondait avec la terre ; il ne distingua rien d'abord.

Mais moi, dont les yeux étaient habitués à cette obscurité, je voyais distinctement une longue vague blanche, qui, partie des tranchées autrichiennes, roulait lentement vers nous. On n'en pouvait pas distinguer les contours, mais on remarquait que la neige, au lieu de former une surface plane et immobile, se gonflait par endroits de boursouflures, qui s'avançaient, peu à peu, dans la direction de nos tranchées.

L'officier, les ayant reconnues, jeta un ordre à voix basse. D'un seul coup, tous les défenseurs de la tranchée se trouvèrent prêts... Derrière la première vague blanche, une autre se mit à rouler

(1) Grande pelisse en poil de chameau, impénétrable à l'humidité.

vers nous, puis une autre et une autre encore... Plus de doutes.

— Sale truc! dit un soldat, en éteignant soigneusement sa cigarette pour ne pas mettre le feu aux balles de foin.

Sans bruit et retenant notre souffle, nous nous accroupîmes devant les créneaux. Les Autrichiens, enveloppés de couvertures blanches, rampaient, rang après rang, sur la neige : nous les tenions à bout de fusil... Un bref commandement se fit entendre : « Pli! » Une salve retentit. L'effet fut extraordinaire. En un instant, toute la première ligne des vagues blanches fut disloquée. Çà et là, on vit se dresser de noires silhouettes d'Autrichiens se lançant à l'attaque. Nos mitrailleuses commencèrent à chanter et à faucher dans leurs rangs une belle moisson. On les voyait très bien maintenant. Ils bondissaient sur leurs pieds, essayaient de se débarrasser de leur couverture et, de nouveau, roulaient dans la neige, atteints d'une balle. Quelques-uns avaient à peine le temps de découvrir leurs épaules; d'autres s'embarrassaient dans les plis de l'étoffe et perdaient un temps précieux. L'une après l'autre, chaque ligne de vagues fondait avant même de déferler jusqu'à nos fils de fer barbelés...

Quand le jour se leva, il ne restait des vagues blanches qu'un amoncellement de corps noirs, sur la neige tachée de sang.

— Du vilain sang sur de la belle neige! dit un Cosaque en manière de conclusion.

IX. — PRISONNIERS DE GUERRE

C'est le soir, à l'heure trouble du crépuscule.

Le tumulte du camp s'apaise... Chacun a regagné son poste, sa tente ou son abri... Des feux de bivouac s'allument entre les arbres... Les cuisines de campagne se mettent en marche sur les routes devenues plus sûres avec la nuit...

Soudain, on entend des pas précipités, un piétinement de troupeau, des appels, des cris, la sourde rumeur d'une horde en fuite... Est-ce une surprise de l'ennemi? Non, car il y aurait aussi des coups de feu. Est-ce une avance imprévue des Russes?... Tous les risques plutôt que cette ignorance. Je me précipite au dehors. Un moutonnement gris ondule sur la neige : ce sont des prisonniers allemands et autrichiens que les Russes ramènent.

Ils arrivent harassés, affamés, désordonnés, tumultueux, talonnés par le désir du gîte et du pain. Aucune envie de fuir, de profiter d'une distraction de leurs sentinelles : ils sont bien trop heureux d'en avoir fini avec ce cauchemar ! Ils se hâtent, — mais c'est du côté de la Russie où ils savent qu'on trouvera du pain. Notre train les attire, avec sa croix rouge peinte sur fond blanc ; ils l'entourent, sans que personne essaye de les en empêcher. La Croix-Rouge russe n'a pas, comme l'allemande, répudié son symbole : un prisonnier n'est plus pour elle un ennemi ; elle reste accueillante à ses douleurs.

Quel pauvre et misérable troupeau ! Par cette soirée déjà glaciale, ils grelottent sous des vêtemens insuffisans. L'un d'eux, le cou nu sous un tricot de laine, sans tunique et sans capote, est pâle à croire qu'il va défaillir. Un autre me montre ses yeux rouges et gonflés : « *Sistra, balit* (Sœur, j'ai mal) ! » Hélas ! comment y suffire ? Ils sont si nombreux à étaler leurs souffrances ! Malgré soi le cœur se serre, car, enfin, tout cela, c'est de la pauvre humanité... Beaucoup tendent les bras et crient : « Du pain ! du pain ! »

Les soldats cuisiniers arrivent avec un énorme chaudron de *cacha* (1), préparé pour le souper de nos infirmiers. Avec quelle avidité ils se jettent sur ce repas chaud et inattendu ! Les officiers essayent de crâner, sous le col de fourrure de leurs vestes grises ; cependant ils acceptent avec plaisir le bol de gruau qu'on leur tend. Par pitié pour leur amour-propre, nous leur offrons des cuillers de bois dont la vue fait épanouir sur leur visage un sourire de remerciement. Les Allemands, toujours taciturnes, mangent en silence, ne parlent que si on les interroge. L'un d'eux a répondu à mes questions :

— Nous nous sommes bien battus, malgré qu'on ait toujours froid et souvent faim. L'artillerie russe ne nous laisse pas de repos. Quand elle s'y met, nos tranchées deviennent un enfer. Depuis trois jours, elle tirait d'une façon insupportable ; nous n'y tenions plus. Nous nous sommes rendus dès que nous avons pu ; mais ce n'est pas facile... Nous souffrons beaucoup ; cependant nous savons qu'il ne peut pas être encore question de paix.

— Qu'attendez-vous de la paix ?

(1) Gruau d'orge bouilli avec de petits morceaux de lard.

— Pas grand'chose... Maintenant, nous sommes vainqueurs; mais si cela dure longtemps encore...

— Si cela dure?

L'Allemand a détourné la tête.

— Je ne sais pas, je ne sais rien. Il n'y a que Dieu qui sait! C'est bien dur!

Puis il s'est enfermé dans un mutisme dont il n'a plus voulu sortir.

Les Autrichiens sont plus malheureux encore. J'ai vu leurs vêtemens de dessous, jusqu'à leur linge. C'est une pitié! Comment peut-on laisser des hommes se battre dans un tel état? Plusieurs d'entre eux m'ont avoué ne s'être pas déshabillés depuis des semaines, et ils n'avaient comme sous-vêtement que de minces tricots. Quant à leur ration journalière, ils m'ont assuré qu'elle se compose de trois doigts de viande et de 200 grammes de pain. Leur état mental est en rapport direct avec ces conditions physiques : leurs paroles, leurs lettres, leurs carnets de notes, tout en fait foi. Pourtant, l'heure du combat venue, ces hommes se battent avec un magnifique courage. Quel sentiment les anime? De quelque nom qu'on le nomme : patriotisme, instinct de conservation, haine ou désespoir, il faut qu'il soit bien fort pour leur permettre de réagir, à la minute précise, contre de si défavorables conditions. Mais combien de temps cela durera-t-il?

Pendant que nos prisonniers se réconfortent, un train a été formé pour eux. Va-t-on les emmener ce soir? Où les mettre, en effet, et comment les garder, même une nuit, si près de la ligne de feu? On leur distribue du pain, on allume du feu dans leurs wagons, et un signal retentit. Aussitôt le troupeau humain se rue vers les portes ouvertes, s'entasse sur les planches qui, de chaque côté, forment lit. Puis le train démarre, emportant vers les lointains steppes sibériens ces tristes victimes de l'ambition d'un seul.

X. — SOUS LA TENTE DES INFIRMIÈRES

Un peu à l'écart du bivouac, entre la gare et le petit bois de pins, on voit flotter le drapeau de la Croix-Rouge. Il surmonte une tente rectangulaire, plus longue que large, éblouissante

de blancheur sous la neige tombée. C'est celle des Sœurs de Charité. Du côté qui regarde la voie, le tuyau d'un poêle, surmonté d'un chapeau conique en tôle, perce la paroi de la tente; et l'on grelotte en songeant à l'insuffisance probable de ce mode de chauffage sous ce frêle abri.

En face du bois est l'entrée, fermée par une couverture de laine disposée en rideau. Des femmes, traînant des enfans accrochés à leurs jupes, rôdent à l'entour, — des réfugiées, attirées par l'inépuisable charité des sœurs. D'une main hésitante, j'ai soulevé la couverture : tout est noir et silencieux à l'intérieur. Cependant, à mon appel, une voix d'homme répond et m'invite à entrer. Les sœurs sont absentes, et l'homme, un soldat-infirmier, prépare le dîner pour leur retour. Dans cette obscurité à laquelle mes yeux commencent à se faire, je distingue à présent une table chargée d'objets disparates, le poêle dont on aperçoit le tuyau du dehors, quatre couchettes de fer, rangées deux par deux contre la paroi de toile et un paravent placé entre la porte de la tente et les lits. Une épaisse couche de paille jonche le sol.

Tout à coup, le rideau de la tente se soulève, et la Sœur Aînée (la directrice) entre, vêtue de son costume de front. N'était son brassard de la Croix-Rouge, on la prendrait pour un jeune moujik avec sa touloupe en peau de mouton, ses grandes bottes de cuir, son bonnet de fourrure, dont les poils défrisés tombent jusque sur ses yeux et cachent ses oreilles et son cou.

Nous nous sommes déjà rencontrées à l'ambulance, ce qui nous permet d'abréger les formules de présentation.

Il est bientôt quatre heures, et la Sœur Aînée n'a encore rien pris depuis son café du matin. Elle arrive du village de X... d'où elle a ramené une petite fille et des paysans blessés par des bombes allemandes. L'enfant sera conduite à notre train où je la trouverai tout à l'heure.

Tout en causant, la sœur a quitté sa touloupe et je retrouve une femme, pas très jeune, mais au regard très clair, au sourire très bon et très doux. Trois décorations, dont une gagnée sur ce front et les deux autres sur les champs de bataille de Mandchourie, ornent sa poitrine.

Le soldat-infirmier apporte, dans une petite marmite, la soupe et le bœuf, et la sœur s'installe sur un coin de la table, en femme qui a décidément renoncé à toute espèce de confort.

Simplement, parce que je l'interroge, elle me raconte sa vie, sous cette tente si froide aux dernières heures de la nuit, alors que le poêle s'éteint; les heures d'attente sous la neige, les réveils imprévus, les repas irréguliers et hâtifs... Elle dit aussi les terribles angoisses de la fuite à travers bois et le long des routes encombrées de fuyards, sous le feu des obus allemands, lors de la rapide retraite de Pologne, dont elle fut, et où il fallait, avant tout, songer à sauver les blessés... Malgré tout, elle aime cette vie de dangers et de fatigues, et elle l'aime à cause du soldat russe si sobre, si courageux, si modeste, si patient...

— Et maintenant, demandai-je, ne craignez-vous pas de voir revenir ces terribles jours?

La sœur, dont le dîner s'achevait, repoussa son assiette et, me regardant avec une flamme de confiance dans les yeux :

— Je ne crains plus rien, dit-elle; l'heure des épreuves est passée, nous attendons maintenant celle de la victoire...

J'ai vu, il y a peu de jours, dans le village de Z..., à trois verstes de la ligne de feu, une autre sœur de charité. Seulement, celle-là a « quitté le voile » pour revêtir l'habit du soldat. Elle manie le fusil comme un homme, fait le coup de feu dans la tranchée, et a pris part à plusieurs assauts à la baïonnette. Avant-hier soir, elle est sortie de Z... avec quelques-uns de ses compagnons d'armes pour aller prendre un relevé des positions allemandes.

Partie en avant, elle franchit le Styr, se glisse jusqu'aux points qu'elle avait besoin de reconnaître et qu'elle reconnaît en effet... Tout à coup, une sentinelle jette un cri d'alarme; l'héroïne est serrée de près... Mais ses compagnons arrivent, tuent les Allemands qui la menacent, et elle regagne avec eux son cantonnement, non sans rapporter de précieux renseignemens et des trophées : un fusil et un casque que j'ai tenus hier soir entre mes mains...

XI. — LE CIMETIÈRE DE LA FORÊT

Un jeune soldat est mort à l'ambulance. Deux de ses camarades sont occupés à lui creuser une fosse dans le cimetière aux croix neuves sur la lisière de la forêt. Rien n'est émouvant comme ces humbles tombes, éloignées des demeures humaines, autour desquelles l'herbe poussera en liberté et où les jeunes

arbres croîtront. Passé le furieux débordement de la vague allemande, elles resteront comme ces jalons indicateurs que l'on érige sur les rives de certains fleuves pour en marquer les crues. Le voyageur qui les rencontrera au bord d'une route, le bûcheron qui les croisera dans les bois, le paysan qui labourera son champ autour d'elles, joindra les mains en murmurant : « C'est jusque là qu'*ils* sont venus. » On aura reconstruit les ponts, réédifié les villages, rien ne restera de la dévastation antérieure, rien, que ces tombes, vestiges glorieux de la digue opposée du Nord au Sud de la Sainte Russie à l'injuste et odieuse avidité allemande.

J'ai compté seulement trois croix orthodoxes au cimetière de P... C'est que la croix catholique exige moins de bois et surtout moins de travail. Or, ils n'ont que peu de temps à donner aux morts, ceux dont la vie, à chaque minute incertaine, doit être vouée sans réserve à la défense du sol. Les plus soignées parmi les tombes sont celles des Cosaques. Plus ou moins, tous les hommes d'un même régiment appartiennent au même village, en tout cas, à la même région : Cosaques d'Orenbourg, du Don, du Térek, du Kouban... Ils se connaissent et entretiennent entre eux, surtout à la guerre, une très fraternelle camaraderie. Certains régimens, ceux de la *Division Sauvage*, par exemple, se flattent de n'avoir pas laissé jusqu'à ce jour, entre les mains de l'ennemi, un seul de leurs blessés ni de leurs morts. Chaque Cosaque doit pouvoir rendre compte au village de la vie de chacun de ses frères d'armes ou renseigner sa famille sur l'emplacement où repose son corps. Les inscriptions qu'on leur dédie sont naïves et touchantes et rappellent la bravoure du héros tombé ou l'amitié qu'il inspira...

Après les tombes des Cosaques, les mieux entretenues sont celles de la cavalerie, moins éprouvée au combat, ce qui donne aux survivans une facilité relative de s'occuper des morts. Quant aux pauvres fantassins fauchés par milliers, c'est à peine si l'on arrive à épargner à quelques-uns la fosse commune ; mais la Russie les aime, et le cœur de chaque vrai Russe est un cénotaphe pour ces héros obscurs.

Sans apparat, afin de n'émouvoir personne, on apporte le corps du jeune soldat pour qui la fosse est achevée. Une sœur l'accompagne et un infirmier porte la croix de bois blanc. Quelques hommes qui ont aperçu le petit convoi se joignent

à lui. Peut-être n'ont-ils pas connu celui qui va dormir son dernier sommeil sur ce coin de terre russe qu'il arrosa de son sang. Qu'importe? A cette heure, ils le chérissent comme un ami, car la divine fraternité des devoirs est entre eux.

La journée a été claire et bleue dans ce décor de neige blanche. Maintenant, le soleil se couche derrière les canons du bivouac. Un rayon lointain glisse entre les arbres et, sur cette tombe où l'on descend l'humble jeune héros, jette un présage d'immortalité.

LA VEILLÉE DES GRANDS BLESSÉS

A BORD DU TRAIN DE LA GRANDE-DUCHESSE OLGA ALEXANDROVNA

Trois heures du matin. On frappe à la porte de mon coupé. Avertie la veille de cette visite nocturne, j'ai eu soin de ne pas fermer au verrou.

— Entrez!

La porte s'ouvre, et le jeune visage de *Sistra* Nathalie Dimitrievna, éclairé par la lueur d'une bougie, apparaît dans l'entrebâillement. Nous devons relever ensemble la sœur de garde et achever la nuit dans le wagon des grands blessés.

Avant de nous y rendre, il faut visiter tout le train, s'assurer que les infirmiers sont à leur poste, que les malades et les blessés légers dorment et, s'ils souffrent, leur faire prendre la potion qui ramènera le sommeil.

Le premier wagon est celui des officiers. Ils y sont logés à deux ou quatre, selon les compartimens. Un petit grattement avant d'entr'ouvrir la porte, afin d'avertir de notre présence... Rien d'anormal... Allons, c'est bien... Et l'on passe!

Sistra Nathalie Dimitrievna marche devant moi avec sa croix-rouge et son voile blanc. Son pas est léger, comme il convient à une garde-malade de nuit. Elle a, devant chaque couchette, une façon d'incliner son buste, de voiler la flamme de la bougie qui révèle une âme attentive. Les blessés légers dorment, la tête enfouie sous leur couverture, malgré la température de 18 degrés que l'on entretient dans les wagons. La plupart des Russes, qui supportent si admirablement les froids

du dehors, aiment à vivre chez eux dans une atmosphère d'étuve. Un des hommes chargés d'entretenir les feux dans notre train m'en fournit chaque jour un amusant exemple. Assis par terre, roulé en boule dans un espace de trois pieds carrés à peine, il dort à côté du poêle embrasé. Une touloupe doublée de fourrure, dont le col immense remonte plus haut que ses oreilles, l'enveloppe. Un bonnet de laine lui couvre la tête jusqu'aux yeux. Ainsi « encoquillé, » il ne se réveille que lorsque le thermomètre naturel de son corps l'avertit qu'il faut jeter du charbon dans le foyer, ou quand son estomac lui sonne l'heure de la soupe. Au sortir de son train, en plein mois de décembre, avec ce même bonnet et cette même touloupe, notre homme affrontera les rues de Petrograd, — ceux qui savent ce que c'est me comprennent!... — comme s'il avait emmagasiné assez de calorique pour ne pas s'apercevoir du changement.

Dans le wagon des malades, notre attention est attirée par un gémissement suivi d'un appel : « *Sistritza!* » (Petite Sœur!) Un beau gars à moustache blonde gît, les yeux grands ouverts. Sa main passe et repasse sur sa poitrine, continûment. La sœur se penche, l'interroge, le calme par quelques bonnes paroles et lui administre une potion :

— Maintenant, ferme les yeux, tu vas dormir.

Tout au bout du train, dans un wagon destiné aux isolés, un grand malade est couché. Il nous est défendu de nous approcher de lui, à cause de la contagion que nous pourrions apporter aux blessés. Mais on l'a donné pour mort après le dîner, et nous tenons à savoir comment il a passé la première partie de la nuit. La porte entr'ouverte doucement, nous faisons signe à l'infirmier qui le veille : le malade est dans le coma, le médecin est venu le voir tout à l'heure et pense qu'il mourra avant le lever du jour... Encore un, hélas! qui s'en ira dormir à quelque cent mètres de nous, dans le petit cimetière, sur la lisière de la forêt!

La tournée achevée, nos mains soigneusement lavées dans une solution de sublimé, nous nous rendons auprès des grands blessés. Ils occupent deux wagons, de vingt couchettes chacun. Tout y a été disposé en vue de la moindre souffrance. Grâce à l'écartement des voies russes, les wagons sont larges et commodes. Leur mode de suspension ne laisse rien à désirer et, de

plus, les quatre coins des couchettes reposent sur un boudin à ressort, destiné à amortir les chocs.

Sistra Nathalie Dimitrievna et moi, nous nous installons auprès d'une petite table, l'oreille tendue au moindre appel. Parfois, tout en travaillant, nous échangeons quelques mots à voix basse. Quelle impressionnante et mystérieuse veillée! Le train est arrêté en pleine campagne, à six verstes à peine de la ligne de feu. Aussi loin que la vue s'étende, de la neige, des forêts, et, çà et là, quelques pauvres *isbas* dont les habitans sont partis. Leurs fenêtres sans vitres sont comme des yeux où le regard s'est éteint... On croirait voir des morts oubliés sur un champ de bataille. Devant la forêt, les croix neuves du cimetière de campagne, que l'on n'a pas eu le temps de peindre, tracent de minces lignes blanches sur l'écran noir des sapins. Près de nous, des soldats de garde se sont creusé un gîte entre des balles de foin. L'un d'eux veille, et un feu allumé tout près projette fantastiquement son ombre agrandie. Comme le paysage est calme, comme la nuit est silencieuse!... Perfide silence! Derrière la ligne brune des forêts, la mort guette, prête à siffler par la voix des balles, à rugir par celle des canons.

Dans le fond du wagon, un balbutiement se fait entendre : « Ma... ma. Ma... ma! » Nathalie Dimitrievna se lève. Celui qui gémit ainsi, c'est Karpe Kousmitch, que la mort nous prendra sans doute avant la fin du voyage. Il a perdu son père, mais il lui reste, dans un village du gouvernement de Kalouga, onze frères ou sœurs dont il est l'aîné, malgré ses dix-neuf ans, et une mère, précocement vieillie par ses trop nombreuses maternités. Une balle lui a traversé la tête. Comme elle a touché les centres nerveux, tout son côté gauche est paralysé. Maintenant, un abcès interne se forme au siège de sa blessure et toute l'habileté de nos chirurgiens ne peut plus rien pour lui. Le pauvre enfant passe ses jours et ses nuits dans une sorte de coma coupé de lucidités brèves. Alors, il se rend compte qu'il va mourir. Il n'a pas un regret, pas une plainte : toute la résignation de l'âme russe est en lui. Ses sommeils sont entrecoupés de délires, pendant lesquels il parle avec une émouvante petite voix d'enfant. *Sistra* Nathalie Dimitrievna l'entoure de soins maternels. Il s'en aperçoit :

— Ma chère maman, comme tu me soignes bien! dit-il,

croyant, malgré les vingt ans de Nathalie, avoir affaire à sa mère véritable.

Quelquefois aussi, il l'appelle : *galoubka*, « ma petite colombe. »

Hier, tant est grand son désir de lui offrir quelque chose en échange de ses soins, il lui a dit :

— Si tu veux du fil, du long fil bien blanc, j'en ai là, dans mon sac, prends-le.

Pauvre cher garçon qui ne s'aperçoit pas qu'en se donnant lui-même, il a tout donné !

Nos braves blessés ! Je les ai vus arriver tous, les uns portés sur des civières ou se soutenant avec des béquilles ; les autres le bras en écharpe ou la tête entourée de bandages ; quelques-uns non pansés encore, les vêtemens tachés de sang, à peine revenus de l'attaque ou sortis de la tranchée. On les a couchés devant moi sur la table d'opérations, on m'a montré leurs blessures, et je les connais par leur nom. Celui dont les pâles yeux bleus restent ouverts et fixés sur nous toute la nuit, c'est Illia. Une balle l'a traversé de part en part, et il est agité de vomissemens que Nathalie Dimitrievna calme en lui glissant de petits morceaux de glace entre les lèvres. Grâce à Dieu, le docteur nous assure qu'il guérira. Nous lui avons offert de mettre entre nous et lui l'écran qui le protégerait contre la lueur de notre petite lampe. Il a refusé, se sentant moins seul à regarder deux êtres qui veillent comme lui. Et, chaque fois que nous nous tournons vers sa couchette, il fait un effort pour sourire doucement.

Presque en face d'Illia se trouve Piotr. Une balle, entrée par l'œil droit, lui est sortie par l'oreille gauche. Il y a trois jours, il a dû subir l'ablation de l'œil, mais il ne se rappelle rien.

— *Slaou Bogou !* (Dieu soit loué !) dit-il, j'ai assisté à bien des combats, mais sans jamais être blessé.

Il se croit malade et s'étonne seulement des épaisses ténèbres dans lesquelles son œil droit est plongé. Il rêve à voix haute et nous entretient de son champ, des derniers labours, du toit de l'*isba* qu'il fallait réparer à l'automne et aussi des semailles prochaines.

Ah ! ces rêves, échos des champs de bataille ou souvenirs du passé, comme ils ajoutent pour moi à la mystérieuse angoisse

de cette nuit! En France, dans mes rares veillées du dernier hiver, les propos échappés à nos soldats pendant la fièvre me rappelaient des choses familières, des gestes connus : la maison paysanne sur la grande route ou au bord du champ, la vie du bureau, du magasin, de l'atelier; les plaines où se livrèrent jadis d'autres batailles et dont mon enfance apprit à honorer les noms. Ici, ces phrases entrecoupées et incomplètes, ces confidences inachevées ne font qu'ouvrir à mon imagination des échappées qui, aussitôt, se referment et ma curiosité devient plus profonde de se sentir inassouvie!

Victimes plus ou moins directes de la guerre, tous nos blessés ne viennent cependant pas des tranchées. Celui-ci, dont la jambe mutilée repose sur un coussin, nous a été apporté sanglant, à dix heures du soir, il y a quatre jours, et il a fallu l'opérer bien vite.

Faisant partie d'un convoi militaire, il est tombé du train à cent mètres à peine de la gare de débarquement. Blessé à la tête, la jambe réduite en une bouillie sanglante, il n'a dû qu'à la rigueur de la température, — et peut-être aussi à l'écrasement des artères, — de ne pas succomber à une hémorragie. Maintenant il se sent mieux, il est gai, plaisante tout le jour, résigné à sa mutilation, et s'endort le soir d'un sommeil tranquille.

La passivité du soldat russe dans la souffrance, sa résignation au fait accompli vont parfois jusqu'au mysticisme. *Sistra* Marie Dimitrievna me cite en exemple le fait de ce soldat mutilé, d'un des hôpitaux de Tsarskoïé-Sélo, qui, venant de croiser le Tsar au cours d'une promenade, se tourna vers elle et lui dit :

— Loué soit Dieu pour mon bras amputé. Sans lui, je n'aurais jamais vu l'Empereur!

Dans une des couchettes de la rangée supérieure dort la petite Katia du village de X... Nous avions visité son village, situé sur la lisière des marais, près des rives de Styr, et admiré le sang-froid des paysans. Confians dans la valeur des armées russes, et bien qu'à trois verstes à peine de la ligne de feu, ils n'ont pu se décider à quitter leurs chaumières, à abandonner leurs bestiaux, tout leur pauvre avoir si laborieusement acquis. Le lendemain, on nous apportait l'enfant, blessée à la jambe par une bombe allemande en même temps que

quelques moujiks inoffensifs. Katia, si courageuse devant sa blessure, a peur d'être emmenée bien loin... et pleure ! Le jour, elle étouffe ses sanglots dans l'oreiller, à cause de ces hommes qui l'entourent ; le soir, elle s'endort, la poitrine encore gonflée de soupirs. Il a fallu tous nos efforts, — et plusieurs tablettes de chocolat, — pour la convaincre qu'on la laisserait à l'ambulance la plus voisine où sa mère viendra la chercher dans quelques jours ; son sommeil est plus calme cette nuit. Katia nous est arrivée dans un état de propreté douteuse : Nathalie Dimitrievna a passé une heure à la laver et à la peigner, après le pansement. La leçon muette n'a pas été perdue. Ce matin, j'ai eu la surprise de trouver Katia assise sur son lit, lissant soigneusement ses cheveux blonds. C'est maintenant une tout autre petite fille, jolie et délicate comme la fleur du lin, une pauvre petite fleur déchirée par la brutale main allemande.

Parmi les derniers arrivés se trouve un prisonnier autrichien. Sa blessure, pansée trop tard, présente un aspect gangreneux, et il a la fièvre. Mais sa joie est grande d'être parmi des Russes. Hier, je me suis arrêtée un instant près de lui. Mains jointes, les yeux clos, il récitait à mi-voix les prières orthodoxes en langue slave, et je n'ai pas osé l'interrompre dans l'accomplissement de ce pieux devoir. Mais, aujourd'hui, comme je demandais à l'infirmier si c'était un Slovaque, le blessé, sans attendre la réponse a protesté vivement : « *Niet Slovaque, Roussky!* » (Pas Slovaque, Russe !) Et, tandis que le docteur le pansait, il l'a prié de le guérir vite et de l'envoyer sur le front combattre avec les Russes.

Si tel est le sentiment des Slaves d'Autriche, jugez de ce que doit être celui de nos braves soldats.

Depuis un mois, je vis avec eux, sur le front. Combien l'atmosphère que l'on y respire est différente de celle des grandes villes, faite le plus souvent de pessimisme et de découragement ! Officiers ou soldats, valides ou blessés, personne ici ne doute de la victoire, personne n'est disposé à considérer l'œuvre comme achevée avant que cette victoire soit certaine, complète, définitive. « Nous en avons assez des Allemands, il est temps d'en finir avec eux ! » disent-ils. Les propositions de paix allemandes arrivent à nous en rumeurs vagues et on ne leur accorde qu'un haussement d'épaules dédaigneux. C'est qu'ici on ne perd son temps ni en discussions oiseuses, ni en raisonnemens

stériles : on agit. On ne reconnait qu'une nécessité : vaincre. On laisse aux chefs les responsabilités de la stratégie et l'on se contente de faire strictement, scrupuleusement son devoir dans la sphère où l'on est placé. Ainsi, aucune force ne se perd, aucun courage ne s'abat. Bien chaussé, bien vêtu, bien nourri, bien portant, largement pourvu de munitions, le soldat russe ne demande qu'à aller jusqu'au bout de son effort, quelque difficile, quelque dur que cela soit.

Parmi tous nos blessés, il n'en est pas qui excitent plus d'admiration et d'enthousiasme que les Cosaques-Partisans. On nous les a amenés un soir, à la lueur des torches, encore tout frémissans de leurs exploits dans les marais de Pinsk. L'avant-veille, un détachement de 700 d'entre eux avait anéanti un bataillon de cavalerie allemande, sans compter des fantassins et des artilleurs, capturé ou tué l'état-major de la 82e division d'artillerie, fait sauter des canons et un dépôt de munitions, sans perdre plus de trois tués et une trentaine de blessés.

Dès le lendemain, avec ce dédain de la souffrance qui leur est propre, assis sur leurs couchettes, ils ont refait pour nous sur les cartes militaires le chemin de leur dernière incursion.

— Nous étions là, près du Stroumen, dont les Allemands occupent l'autre rive. Des paysans nous avaient appris qu'il y avait tout un régiment cantonné à Niével avec son état-major. Les Allemands se croient bien gardés par les marais qu'eux-mêmes ne peuvent franchir. Mais ils comptent sans nous dont la mission est justement de tomber à l'improviste sur les derrières de l'ennemi et de lui faire le plus de mal possible. Nous résolûmes donc de les surprendre. Nous laissons nos chevaux et nous partons conduits par quelques moujiks. Il faisait une claire nuit d'étoiles. Nous parcourûmes en traîneau la distance qui nous séparait des marais, puis nous entrâmes résolument dans la boue gluante et froide. Nous en avions parfois jusqu'aux cuisses et il arrivait qu'un camarade s'y enfonçât tout à fait, vite retiré par une main solide. Pas un mot, pas un cri, pas un souffle : on serait mort plutôt que d'appeler au secours. Le succès de nos incursions dépend de la rapidité et de la discrétion avec lesquelles on les conduit.

— Malheur à celui qui éternue ! avait dit un officier avant

de se mettre en route; je lui ferai rentrer son éternuement dans le cerveau ou sa toux dans la gorge avant qu'il ait le temps de crier : Ouf!

Notre détachement arriva ainsi jusqu'au poste allemand sans être aperçu. On entendit :

— Halte! *Wer da!*

Tout en répondant : « Amis! » nous avons silencieusement levé nos baïonnettes... Avant qu'ils eussent le temps de tirer un coup de fusil, tous les hommes du poste étaient exterminés. Cela commençait bien... Bientôt, les feux du village de Niével, silencieux et dormant, brillèrent devant nous. Il était facile de voir que l'on n'y attendait pas des hôtes. Les sentinelles furent enlevées sans un son, sans un cri, et alors commença la véritable besogne. Le tour des porteurs de grenades à main était venu. Nous avions appris par nos guides qu'il n'y avait plus d'habitans à Niével et que toutes les maisons en étaient occupées par les Allemands. Donc, aucun scrupule. Le village s'étendait sur une seule ligne et nous avions assez de grenades à main...

Le maniement en est facile. On écrase doucement la vitre, avec le coude et on lance la bombe. En dix secondes, juste le temps pour l'homme de se mettre à l'abri, elle éclate avec une terrible force. Tout ce qui est à l'intérieur de la maison est brisé, les hommes sont projetés en l'air, mis en lambeaux, la maison s'enflamme... et tout est fini!

A travers la vitre d'une maison éclairée on voyait des officiers tranquillement occupés à une partie de cartes. Des valises ouvertes, des cartes déployées; toutes sortes d'ustensiles de campagne étaient étalés autour d'eux. Les reliefs de leur repas encombraient un coin de la table. Sans doute c'étaient des officiers arrivés un peu avant nous à Niével. Leur présence nous était une agréable surprise... Un bref tintement de vitre brisée, une explosion assourdissante, et il ne resta plus de ce calme tableau qu'une maison en flammes au milieu de laquelle se consumaient les corps déchiquetés des officiers allemands.

Notre présence, que décelaient l'éclatement des bombes et la lueur des incendies, ne pouvait pas être tenue longtemps secrète. Les Allemands réveillés sortaient affolés des maisons, mais c'était pour tomber sur la pointe de nos baïonnettes... Partout retentissaient des cris, des appels, des imprécations... puis la

mort clouait les bouches et les rendait pour jamais silencieuses... En quelques minutes, tout un bataillon du 71e régiment de cavalerie était anéanti.

Pendant qu'une partie de notre détachement achevait d'incendier le village et de servir les Allemands à la baïonnette, une autre découvrait le dépôt des munitions et faisait sauter les canons et les engins. En même temps, un troisième groupe des nôtres cernait la principale maison du village que nous savions devoir être occupée par l'état-major. Nous ne voulions pas l'incendier, mais y saisir les documens et en rapporter les trophées. Contre toute attente, nous y trouvâmes, avec l'état-major du régiment, celui de toute une division, arrivé la veille à Niével! Ainsi nos succès dépassaient toutes nos espérances. Les officiers, pris à l'improviste, essayèrent de tirer sur nous, mais ils furent sabrés en un clin d'œil. Le général von Tabernis, commandant la 82e division d'artillerie, eut le temps de lever une main, ce qui le sauva. Il était vêtu d'un simple tricot de laine et nous ignorions quel était son grade.

Dès que nous en eûmes fini avec les hommes, nous nous emparâmes des papiers, des cartes, en un mot de tout ce que nous pûmes découvrir.

L'affaire avait été jusque là bien conduite, mais il en restait une partie difficile à accomplir : le retour. L'alarme avait été donnée au loin, les secours arrivaient et, si les Allemands réussissaient à nous entourer, rien ne resterait de notre succès, ni de nous.

Des troupes d'infanterie et des détachemens de cavalerie apparaissaient déjà de tous côtés, et nous nous mîmes en marche en tiraillant contre eux.

— Et les prisonniers? demandai-je.

— Il y en a un, là-bas, au bout du wagon, dit-il. Outre celui-là et le général von Tabernis, nous en avons fait quelques autres : nous les avons placés au milieu de nous pour le retour. Le général, vieux, maigre, taciturne, nous suivait en silence. Avec son tricot, et sans casque par cette nuit d'hiver, il avait froid. Quelqu'un de nous lui offrit un bonnet. Il le refusa et se couvrit la tête avec son mouchoir. A une question militaire qu'on lui posa, il dit :

« Pourquoi m'interroger ? Vous savez bien que je suis un général prussien et que je ne répondrai pas. »

Un moment après, il demanda des nouvelles du chef de son état-major.

— Je l'ai sabré ! dit un *prapeurtchik :*

Et il tira son sabre ensanglanté.

Von Tabernis regarda sans une parole l'officier, le sabre, et baissa la tête.

Tout le monde resta silencieux.

Maintenant, ces hommes intrépides dorment, tranquilles comme des enfans. L'un a les mains croisées sur la poitrine, un autre a replié son bras sous sa tête, en un geste de mol abandon. Le jour, ils sont, avec nous, d'une timidité charmante. L'un de ces partisans, légèrement blessé, ayant appris que j'écrivais dans les « gazettes, » est venu dans la journée se promener devant la porte ouverte de mon coupé, cherchant à attirer mon attention. Assise devant ma petite table à écrire, le dos tourné, je ne m'apercevais pas de son manège. A la fin, j'entends un appel à voix basse : « *Sistritza !* » Je me retourne et me trouve en face d'un garçon de vingt-deux ans, très gêné du succès de sa tentative.

Je me hâtai de venir à son aide. Encouragé, il entre, accepte le siège que je lui offre. Puis il me propose de me raconter son histoire, afin qu'à mon tour je la raconte aux soldats de France.

— Ce que tu ne comprendras pas, je l'écrirai, *sistritza !*

Aussitôt je lui ai tendu mon bloc-notes, mon crayon. D'une main habituée au lourd maniement de la pique, il a pris le petit bâtonnet léger comme une tige de roseau. Avec quel plaisir je contemplais son embarras, sa mine attentive, son application d'écolier ! A chaque ligne, péniblement tracée, il se reculait un peu pour se relire et juger de l'ensemble !... Son effort scriptural a été court : à la fin de la page, il n'a pas jugé à propos de tourner la feuille, et il a respiré à pleins poumons après avoir tracé la dernière lettre de ce nom romantique : « Dimitri Krivorogoff (Dimitri Corne-Recourbée) ! » Mais la conversation qui a suivi, et pour laquelle il cherchait à dessein les mots les plus simples de son vocabulaire, s'est prolongée jusqu'au dîner. C'est de lui que je tiens la plupart des détails de cet épisode dramatique digne d'une épopée.

L'Allemand prisonnier occupe le dernier lit du wagon. Il a

reçu dans le côté un coup de baïonnette. C'est un blond fade, à figure peu avenante. Sans doute son esprit reste hanté de l'horrifique vision, car son sommeil est coupé de cauchemars et, tout à l'heure, il m'a semblé lui voir lever une main dans l'ombre...

Notre veillée s'avance ; la petite Katia s'agite dans son lit... Le pope, que l'infirmier est allé quérir, vient de passer, en étole, portant sur sa poitrine le viatique des mourans... La lueur du jour filtre à travers les vitres givrées et ternit la flamme vacillante des bougies... Une bande rose paraît à l'horizon et dore la plaine blanche, car, dans ces régions, la neige alterne avec le soleil. Nos blessés se soulèvent un à un et regardent : le réveil est proche. Seul, le soldat Illia s'est enfin assoupi. Il est temps d'entreprendre notre dernière tournée. Comme nous nous y préparons, un coup de canon éclate, puis un autre, un autre encore : ce sont les Allemands qui saluent à leur manière le lever du soleil... Les yeux de Nathalie Dimitrievna ont rencontré les miens. Nous sommes un peu pâles, mais ce n'est ni de fatigue ni de peur. Seulement, une même pensée vient d'endeuiller notre âme : ce canon qui recommence à tonner là-bas, ce sont de nouvelles blessures à panser, de nouvelles douleurs à consoler ce soir !

MARYLIE MARKOVITCH.

LA REINE HORTENSE

ET

LE PRINCE LOUIS

(EXTRAITS DU *JOURNAL* DE Mlle VALÉRIE MASUYER)

IX[1]

LES DERNIERS JOURS DE LA REINE HORTENSE

(AVRIL — OCTOBRE 1837)

Vendredi 7 avril 1837.

... En rentrant, M. Cottrau nous a conté que M. Lisfranc lui avait promis de faire l'opération, si elle était faisable. Cela nous a un peu remis et, pourtant, rien ne saurait peindre les angoisses de cette journée, angoisses d'autant plus cruelles qu'il fallait les cacher à la Reine et ne l'aborder qu'avec un visage riant. Par moment, ce m'était impossible. Nous attendions réunis dans le salon comme des condamnés qui attendent leur sentence. Nous faisions, en attendant, de la charpie demandée par M. Lisfranc... Sauter est arrivé le premier, après le déjeuner. Ils se sont d'abord entendus tous trois. M. Lisfranc était dans une impatience extrême de ce que M. Schönlein n'arrivait pas. Je le voyais au moment de s'emporter. Il a pris patience en lisant *Mme Parquin*. La veille déjà, je lui avais donné le procès et la brochure de M. de Persigny. Il ne connaissait

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er octobre, 15 novembre 1914, et des 1er mars, 15 juin, 1er août et 15 novembre 1915.

même pas la première lettre du Prince à sa mère, et, comme il est influent, on cherche à le gagner. Mais à quoi bon? tout n'est-il pas fini!... Enfin, M. Schönlein est arrivé, et, après avoir conféré tous les quatre, ils sont montés chez la Reine, puis ils sont revenus conférer encore... Mon sang s'arrêtait, dans cette cruelle perplexité... Je suis entrée chez la Reine avec un visage riant. Elle m'a dit qu'on ne lui faisait pas l'opération et je m'en suis réjouie avec elle. Elle a écrit à son fils pour le *rassurer*. Elle m'a donné sa lettre pour la faire partir. J'ai mis sous le cachet : *Revenez, revenez!* et je l'ai bien vite envoyée à M. Aman... J'ai veillé la Reine; elle a bien souffert et a pourtant mieux dormi que les autres nuits.

Ce matin, M. Conneau est venu causer avec nous. Il est le plus malheureux parce qu'il est le plus responsable. Lisfranc a trouvé l'opération impossible et ne lui donne pas sept mois de vie. Sauter dit qu'en suivant ses avis, on pourrait peut-être la conserver un an ou deux. Schönlein était d'avis de l'opération, mais, Lisfranc ne voulant pas la tenter, personne au monde n'aurait osé la faire... Mme Salvage dit que le testament de la Reine est fait et qu'elle l'a nommée son exécutrice testamentaire. Elle lui a montré une lettre de Mme Récamier faisant son testament, lui confiant tous ses intérêts et l'engageant par réciprocité à faire le sien et à lui donner la même marque de confiance... Elle a dit à la Reine y être décidée et vouloir, par ce testament, donner sa fortune au Prince. La Reine, en acceptant une pareille preuve de son affection, n'a pu hésiter à faire ce qu'on lui demandait, et l'a nommée son exécutrice testamentaire. Tous ces soins me paraissent bien prématurés et bien cruels. Je me désole en pensant que les efforts de courage qu'elle a faits, pour se décider à cette opération et s'y préparer, ont pu aussi hâter le mal! Mais Conneau dit qu'il date de plusieurs années et que cet anneau d'or qu'elle portait, et dont elle n'a jamais parlé à personne, est la première cause de son mal, que l'on eût pourtant été à temps de guérir, il y a cinq ou six mois. — Si elle avait vu un médecin à Paris, elle était sauvée; et ils ne lui en ont pas laissé le temps; ils l'ont tuée... et, si on lui eût dit que son fils allait au Brésil avant New-York, elle ne serait pas morte d'angoisses pendant quatre mois. M. de Briqueville lui a écrit hier pour lui assurer que le Prince allait à New-York, M. Buchon a écrit la même chose à M. Cottrau

pour rassurer la Reine dans le cas où un article, qui dit que l'*Andromède* va au cap Horn, l'aurait inquiétée.

M. Arese à Mlle Masuyer.

New-York, le 15 mars 1837.

Par le paquebot de Liverpool, je vous ai écrit une longue lettre et une autre à Mme Eugénie, et je vous adresse ces deux lignes par le Havre pour que les nouvelles de Louis vous arrivent le plus promptement possible et d'une manière sûre. Le *Potomac*, frégate américaine, arrivée ici de Rio-de-Janeiro, a dit avoir laissé dans ce dernier port l'*Andromède*, avec le Prince et la *Didon*, avec le ministre de France aux États-Unis, et qu'elles allaient, quatre ou cinq jours après son départ, mettre à la voile ou pour New-York ou pour Norfolk, qui est au Sud de Baltimore. Dans ce dernier cas, je partirai tout de suite pour Norfolk. Depuis que je suis à New-York, je vous ai écrit quatre lettres, une de Liverpool et je crois une de Londres, et j'espère qu'au moins en fait de lettres, vous voudrez bien me payer de retour. Écrivez-moi de longues lettres, et parlez-moi aussi de vous *in longo*. Mes deux lettres de Florence n'ont reçu aucune réponse, c'est consolant! Adieu! que les absens n'aient pas toujours tort. Dans mon cas, ce serait de l'ingratitude. Adieu, je vous embrasse de tout mon cœur. — J. A.

(Samedi 22 avril 1837.)

Cette lettre. reçue aujourd'hui, m'a rendue encore plus heureuse que celle de la veille, je la sais par cœur... Sauter est venu, et a été charmé du mieux de la Reine. J'étais en joie complète...

Arese à Mlle Masuyer.

New-York, le 3 avril 1837.

Je suis heureux de vous dire que le Prince est arrivé à Norfolk, et bien portant; en preuve de quoi, je vous envoie le petit bout de gazette ci-joint. Cette lettre vous parviendra par Liverpool, avec une autre que je vous ai écrite avant-hier... Je vous écrirai aussi deux lignes par le Havre pour vous annoncer

cette nouvelle. J'ai su son arrivée, il y a cinq minutes. Dites mille choses à Madame (la Reine), à laquelle j'aurais bien voulu écrire, mais je ne veux pas risquer de manquer les paquebots.

A la grande-duchesse de Baden pour la Reine.

1er mai 1837.

Ma chère Stéphanie. — Je suis tellement faible que non seulement je ne puis écrire moi-même, mais que c'est à peine si j'aurai la force de dicter cette lettre. Je viens d'avoir une petite rechute dont je ne suis pas encore remise; je ne dors pas, je ne mange pas, et le mauvais temps n'a pas peu contribué, jusqu'à présent, à prolonger l'état de crispation de mes nerfs, — qui est tout à fait indépendant de ma maladie et qui en est pourtant le plus pénible. Pour me distraire de mes souffrances, je fais des châteaux en Espagne, des projets dont l'exécution est peut-être encore un peu éloignée, car je suis bien loin d'être transportable. Je te prie, pendant que tu es à Vienne, de parler de ma part à M. de Metternich. Je voudrais, pour voyager en Italie, avoir des passeports autrichiens; qu'il veuille bien donner à M. de Bombelles l'ordre de m'en délivrer, lorsque je le lui demanderai, pour moi et pour les personnes qui composent ma maison. J'irai peut-être cet été ou à Ischl ou à Aix-en-Savoye. Dans l'état de santé où je suis, il est impossible que je puisse passer l'hiver dans un climat comme celui-ci. Je voudrais aller à Gênes ou à Naples, dans un bon climat enfin, celui que désigneraient les médecins. Je suis trop heureuse de ravoir mon petit docteur : il s'entend à merveille auprès des malades et je n'ai qu'à me louer des soins que je reçois.

Je viens d'apprendre par ma belle-sœur toutes les fêtes que l'on a faites à Munich. Je t'engage à ne pas abuser de tes forces comme tu le fais ordinairement. On est trop heureux d'avoir une bonne santé, il ne faut pas la compromettre, on ne sent tout ce qu'elle vaut que lorsqu'on l'a perdue. Adieu, je t'embrasse de tout mon cœur ainsi que Marie.

March 16 mai.

Hier, nous avons eu la visite du baron de Wildegg. Il venait

exprès pour avoir des nouvelles de la Reine et a été bien attristé de l'état où il l'a trouvée ; elle l'a reçu après son déjeuner ; elle était fort triste et lui a dit, quand il l'a quittée : « Je vous reverrai peut-être encore, j'espère. » Il a répondu qu'il viendrait dans l'été... Elle a confessé et communié hier pour commencer la neuvaine avec le prince de Hohenlohe... Le sang s'est arrêté hier, et la Reine en a fait la remarque en disant : « Le bon Dieu voudrait donc que je guérisse ; cela va me rendre superstitieuse. »

Le comte Arese à Mlle Masuyer.

New-York, 16 avril 1837.

... Louis est bien et n'est pas triste. Hier, nous avons été à Long-Island voir un petit arsenal de marine, et, demain, nous irons visiter les fortifications de la ville de New-York et des environs. Les bals, soupers et dîners et autres réjouissances, sont tout à fait suspendus à cause du très mauvais état des affaires. Il y eut, ce dernier mois, près de cent banqueroutes, pour plus de cent millions de francs, ce qui fait que le Prince ne connaît pas encore la société de cette ville. Nous restons beaucoup à la maison et nous causons à nous sécher le gosier. Hier au soir, le *Columbus*, paquet de Liverpool, est arrivé ici, mais, à cause du dimanche, nous ne pouvons avoir les lettres que demain matin, de manière que nous n'y pourrons répondre que par le paquet du 24. Je serai bien content de me mettre en route, car j'en ai de New-York par-dessus la tête.

Lettre de la Reine à la grande-duchesse Stéphanie après la permission donnée par M. de Metternich d'aller en Italie.

J'ai reçu ta lettre avec plaisir, ma chère Stéphanie. Je te remercie de l'exactitude que tu as mise à faire toutes mes commissions et je suis charmée de l'obligeance que l'on t'a montrée pour moi. J'espère que tu ne partiras pas sans avoir vu terminer cette affaire et sans que les ordres aient été envoyés à M. de Bombelles pour que mon passeport soit signé de tous les ministres, de manière qu'on ne puisse me faire de tracasseries et d'ennuis nulle part. Je ne sais encore ce que fera

Louis, quand il me saura malade, quoique je lui aie caché en partie la gravité de mon état, mais j'espère que, s'il venait avec moi, on aurait pour lui la même obligeance que pour moi. A présent, il ne peut plus inquiéter personne, ayant joué son va-tout à jeu découvert. On ne pourra plus supposer qu'il veuille se mêler d'intrigues subalternes au-dessous de la position qu'il a prise, je m'en fais le garant partout. Il paraît que la bonté que l'on a montrée à Paris s'étend jusqu'ici et que l'on regrette de m'avoir fait tant de mal. Le maréchal Gérard m'a fait dire par quelqu'un qui me l'a écrit que le gouvernement français trouverait tout simple que Louis revienne bientôt pour me soigner et que l'on ne fera rien qui puisse l'en empêcher. Je n'ai pas eu de nouvelles depuis le 17 avril, j'ignore donc ce qu'il fait et ce qu'il compte faire. Pour moi, je suis décidée à partir pour l'Italie au 1er septembre. Si j'allais bien avant, je partirais d'ici encore plus tôt pour pouvoir passer six semaines dans les bains sulfureux, en allant. Je compte me reposer un mois à Gênes, autant à Naples, et passer les trois mois de gros froids à Palerme. J'ai été si souffrante que l'on a été longtemps fort sévère pour moi. On n'a pas permis à la Princesse douairière de Hohenzollern de venir me voir plus tôt. Elle vient de passer une semaine avec moi. Sa présence m'a fait grand plaisir et aucun mal. Elle m'a quittée aujourd'hui. Je l'engage beaucoup à venir en Italie. J'attends pour jeudi Eugénie et Joséphine, je me fais un grand plaisir de les voir. Sois sans inquiétude pour ta fille : M. Conneau est là... Je ne pourrais te dire combien j'ai reçu de marques d'intérêt depuis que je suis malade; il m'en arrive de tous les coins de l'Europe. J'ai été bien sensible à celles que j'ai reçues de la Reine douairière de Bavière. Il y avait si longtemps que nous ne nous étions vues que je ne pouvais espérer qu'elle m'eût conservé toute l'amitié qu'elle m'a toujours témoignée, mais elle vient de m'en donner mille preuves affectueuses, ainsi que le prince Charles; elle voulait venir me voir.

Voilà un mois écoulé depuis mon dernier accident, sans que j'aie posé le pied à terre; on me porte d'un lit à l'autre. Mais voici le beau temps, et j'espère qu'un peu de bon air achèvera de me remettre la santé.

HORTENSE.

Samedi 3 juin.

La Reine m'a fait copier par la grande-duchesse la lettre du Prince Louis à M. Vieillard.

New-York, le 30 avril 1837.

... Maintenant je vous dois une explication des motifs qui m'ont fait agir. J'avais, il est vrai, deux lignes de conduite à suivre : l'une qui, en quelque sorte, dépendait de moi, l'autre des événemens. En choisissant la première, j'étais, comme vous le dites fort bien, un moyen ; en attendant la seconde, je n'étais qu'une ressource. D'après mes idées, ma conviction, le premier rôle me semblait bien préférable au second. Le succès de mon entreprise m'offrait les avantages suivans. Je faisais par un coup de main, en un jour, l'ouvrage de dix années peut-être; réussissant, j'épargnais à la France les luttes, les troubles, les désordres d'un bouleversement, qui arrivera, je crois, tôt ou tard. « L'esprit d'une Révolution, dit M. Thiers, se compose de passions pour le but, et de haine pour ceux qui font obstacle. » — Ayant entraîné le peuple par l'armée, nous aurions eu les nobles passions sans la haine, car la haine ne naît que de la lutte entre la force physique et la force morale. Personnellement ensuite, ma position était claire, nette, partant facile. Si j'arrivais à Paris, je ne devais ma réussite qu'au peuple et non à un parti. Arrivant en vainqueur, je déposais de plein gré, sans y être forcé, mon épée sur l'autel de la Patrie. On pouvait alors avoir foi en moi ; ce n'était plus seulement mon nom, c'était ma personne qui devenait une garantie. Dans le cas contraire, je ne pouvais être appelé que par une fraction du peuple, et j'avais pour ennemis, non un gouvernement débile, mais une foule d'autres partis, *eux aussi peut-être nationaux*. D'ailleurs, empêcher l'anarchie est plus facile que de la réprimer; diriger les masses est plus facile que de suivre leurs passions. Arrivant comme une ressource, je n'étais qu'un drapeau de plus jeté dans la mêlée, dont l'influence, immense dans l'agression, eût peut-être été impuissante pour rallier. Enfin, dans le premier cas, j'étais le gouvernail sur un vaisseau qui n'a qu'une seule résistance à vaincre; dans le second cas, au contraire, j'étais sur un navire battu par les vents, et qui, au

milieu de l'orage, ne sait quelle route il doit suivre. Il est vrai qu'autant la réussite de ce premier plan m'offrait d'avantages, autant le non-succès prêtait au blâme. Mais, en entrant en France, je n'ai pas pensé au rôle que me ferait une défaite; je comptais, en cas de malheur, sur mes proclamations comme Testament et sur la mort comme un bienfait. Telle était ma manière de voir...

« J'ai encore vu peu le pays, mais ce que j'ai lu et entendu dire sur les Deux Amériques m'a fait faire quelques réflexions que je soumets à votre jugement. Tous les États-Unis d'Amérique, jadis colonies européennes, ont été fondés sous des auspices plus ou moins favorables. Lésés dans leur intérêt, qui ne pouvait être que commercial, ils se sont détachés de la mère-patrie, ils ont fait un nœud au lien qu'ils avaient coupé, afin que le tissu ne s'effilât pas, et, après cette simple opération, ils se sont constitués en nations. Mais un mineur qui se déclare indépendant à seize ans, quelle que soit sa force physique, n'est qu'un enfant; l'on n'est homme que lorsque l'on a atteint le développement de toutes ses facultés physiques et morales. Or ce pays a une force matérielle immense, mais de force morale, il en manque totalement. Les États-Unis se sont crus nation dès qu'ils ont eu une administration élue par eux, un président et des Chambres; ils étaient et ne sont encore qu'une colonie indépendante. Cependant, tous les jours, maintenant, la transition s'opère, la chenille se dépouille de son enveloppe grossière et prend des ailes qui l'élèveront plus haut, mais je ne crois pas que cette transition s'opère sans crises et sans bouleversemens. Dans le principe, toute colonie est une vraie république, c'est une association d'hommes qui, tous, avec des droits égaux, s'entendent pour exploiter les produits d'un pays. Qu'ils aient pour chef temporaire un gouverneur ou un président, peu importe. Ils n'ont besoin pour se gouverner que de quelques réglemens de police. Cela est si vrai que la Caroline du Nord, je crois, ayant demandé au célèbre Locke une constitution, celui-ci, croyant avoir affaire à une nation, lui envoya des lois où tous les pouvoirs étaient balancés comme dans une société européenne, où, sur un petit espace de terrain, il y a des millions d'hommes qu'il faut faire concourir au même but, quoiqu'ils aient des intérêts opposés les uns aux autres. La constitution de Locke ne put être mise en pratique. La population

étant composée de gens égaux par leurs mœurs, par leurs idées, par leurs intérêts, ce n'était qu'une seule roue à faire tourner, — mécanisme entièrement simple, pour lequel il ne fallait ni génie, ni complication de forces. Mais, actuellement, la population s'est accrue considérablement. Elle se compose d'un type américain qui s'est bien dessiné et d'émigrations journalières, qui n'ont ni instruction ni tradition populaire, partant point de patriotisme. Maintenant, l'industrie et le commerce ont rompu l'égalité des fortunes, de grandes villes se sont formées, où l'homme n'a plus à lutter avec le sol, mais avec l'homme, son voisin; maintenant enfin, le monde moral commence à surgir du monde physique. On voit, aujourd'hui, çà et là, des indices que le règne des idées commence aussi de ce côté de l'Atlantique. Parmi ce peuple de marchands, où il n'y a pas un homme qui ne spécule, il est venu dans la tête de quelques honnêtes gens que l'esclavage était une mauvaise chose, *quoiqu'il rapportât beaucoup*, et le cœur de l'Américain a vibré pour la première fois, pour un intérêt étranger à l'argent. Il est venu dans la tête d'un parti, à tort ou à raison, que la banque empiétait sur les droits de la démocratie, et, pour un principe, on a renversé l'autel du commerce; enfin, les mêmes hommes qui, par tradition d'Europe, n'avaient jamais pensé qu'à avoir des garanties contre le pouvoir, en cherchent maintenant contre la tyrannie de la foule, car, ici, il y a liberté d'acquérir, il n'y a pas liberté de jouir; il y a faculté d'agir, il n'y a pas faculté de penser; enfin (qui le croirait?) il y a ici souvent licence et arbitraire. Tant il est vrai, comme le dit Montesquieu, que « les lois qui ont fait qu'un petit peuple est devenu grand lui sont à charge lorsqu'il s'est agrandi... »

NAPOLÉON-LOUIS BONAPARTE. »

8 juillet.

... Je viens d'établir la Reine à l'air. Pour qu'on puisse l'y porter ainsi chaque jour, il a fallu établir un grand escalier extérieur en bois, partant de la terrasse, où l'on avait placé sa tente les premiers jours de printemps. Rousseau lui a fait faire une chaise à porteurs où elle est à demi couchée. Elle est recouverte d'une capote, qui se baisse et se relève à volonté. MM. Cottrau et de Querelles, qui sont de la même taille, la

portent avec beaucoup de soins et sans secousse. Le dernier m'a fait deux petits croquis représentant l'installation dans la tente et la descente de l'escalier. Ils me seront de précieux souvenirs de ces tristes momens.

Le comte Arese à Mlle Masuyer.

New-York, 6 juin.

... Mon ami part jeudi, le 8, à bord du *George Washington*, et que le ciel le bénisse et lui donne tous les bonheurs qu'il mérite. S'il y avait eu quelque malheur à craindre, vous pouvez être sûre que je ne l'aurais pas quitté; mais, comme ce n'est pas le cas, et comme je ne puis lui être d'aucune utilité, je m'en vais rester en Amérique, et, dans quatre jours, je me mets en train de rouler ma bosse. J'irai à Philadelphie, Baltimore, Washington; je traverserai la Virginie pour voir les sources minérales et le pont naturel; je descendrai l'Ohio, à Cincinnati, Louisville, et je remonterai le Mississipi jusqu'à Saint-Louis, et, de là, je remonterai le Missouri aussi loin que je pourrai et je reviendrai à Saint-Louis pour remonter le Mississipi, je traverserai la prairie du Chien, j'irai aux chutes de Saint-Antoine, fort Cheltin, Rivière de Saint-Pierre, et, par les lacs, je reviendrai à Green Bay, Chicago, Detroit, Niagara, Montréal, Québec, Saint-Laurent, Boston et New-York. Sur la carte, c'est très long, — entre 5 ou 6000 milles, — mais, ici, on voyage si vite que ce n'est rien du tout, et excepté un mois que je voyagerai à cheval ou à pied, tout le reste sera fait en *steamboat* ou *stage*. Je fais ce voyage en mauvaise compagnie, avec moi-même; mais c'est égal, j'espère en moi-même assez de ressources pour me passer des autres. Si Louis était venu avec moi, je n'aurais pas voulu aller si loin; mais, étant seul et ne devant rendre compte à personne de mon existence, j'irai aussi loin que je pourrai...

Lundi 17 juillet.

... La Reine a reçu de Londres une lettre de son fils, du 9 juillet. Il s'occupe d'avoir ses passeports. Mais enfin, le voilà en Europe. Quelle joie ce serait de le revoir, si la Reine n'était pas mourante! Tout le voisinage est sens dessus dessous.

M. Aman veut le fêter; et nous avons la mort dans l'âme! La Reine a la bouche pleine d'aphtes, elle souffre de la gorge, et je tremble. C'est dans ces dispositions que, le soir, j'ai fini ma lettre à M. Arese. Dieu sait où elle le trouvera... La Reine m'a fait appeler pour des arrangemens de bijoux. Elle tenait une petite miniature d'elle peinte par Jaques sur bague. « Vous ferait-elle plaisir? » m'a-t-elle dit. — « Certainement, Madame. » — « Ce n'est pas assez satisfaisant. J'aime mieux vous donner mon portrait bleu garni de turquoises... » Elle est bien mal, bien changée...

Vendredi 28 juillet.

Mercredi soir, j'ai reçu une lettre de la duchesse de Raguse en contenant une de M. Bréchet. Sauter est venu. M. Tascher lui a parlé. Il dit que le col de la matrice est entièrement détruit, que ce mal gagne la matrice, mais que, si l'on peut remettre l'estomac, cela peut durer encore, comme le moindre accident peut tout finir...

Lundi 31 juillet.

Hier, pendant qu'on était à table, Rousseau est venu me remettre une lettre de M. de Persigny, datée du 24 de Londres :

« Mademoiselle... Je vous écris à la hâte pour vous faire savoir que notre ami, ne pouvant se procurer les papiers dont il avait besoin, se décide à partir sans eux. Il se mettra en route dans deux ou trois jours au plus tard, il vous écrira en route. Il est en parfaite santé... »

Le Prince Louis à Mlle Masuyer.

Londres, 30 juillet 1837.

« Enfin, *mon ami* va partir. Cela n'a pas dépendu de lui qu'il partît plus tôt. Pour les plus petites choses, il y a parfois de grands obstacles. Il vous écrira de la route, de sorte que vous saurez le jour et l'heure de son arrivée avant lui. Il a le cœur navré de tant de chagrins, ou plutôt du seul qui le touche de si près. Écrivez à Mannheim, poste restante, à M. Thomson, une lettre précise et détaillée sur a santé de Mme Eugénie, afin

qu'il sache à quoi s'en tenir avant d'arriver. Adieu, ne soyez point inquiète et ne vous impatientez pas de la route. Il donnera de ses nouvelles à M. Rahn. Adieu, recevez l'assurance de mon amitié. — LOUIS. »

Samedi matin 5 août.

Grâce au ciel, le Prince est arrivé sain et sauf. En rentrant hier soir, j'ai fait ma toilette pour veiller, et nous avons couché la Reine. A peine était-elle endormie et toute la maison tranquille, que j'ai entendu une voiture du côté de Maunbach. En suivant le son, elle tournait la maison. Je n'osais ouvrir pour regarder, j'étais dans une agitation extraordinaire; enfin, malgré les volets fermés, j'ai vu les lanternes de la voiture arrêtée devant chez Vincent. J'ai couru tout doucement chez M. Conneau. J'ai ouvert sur la terrasse et me suis assurée que le Prince était arrivé...

A une heure, comme je faisais une infusion de tilleul à la Reine qui était bien agitée, Conneau est venu se coucher, il m'a conté que le Prince était parti le 31 avec un passeport américain...

Dimanche 6 août.

Outre que je n'ai pas dormi hier, la journée a été si remplie pour moi d'émotions si nombreuses et si vives qu'elle m'a paru avoir la longueur d'un siècle. J'étais si agitée de ma nuit que, le matin, je me suis promenée longtemps sur la terrasse en chenille, tout en causant avec MM. Cottrau et Tascher. A neuf heures, j'ai fait appeler Mme Cailleau, et, lorsque j'ai été habillée, j'ai couru chez le Prince, je l'ai embrassé avec bien de l'émotion. Il m'a dit *qu'il était charmé de me voir*. Je l'ai trouvé maigri. Après quelques mots insignifians, on est venu à parler de la Reine, et je me suis sauvée fondant en larmes, ne voulant pas que mon attendrissement gagnât le pauvre Prince, qui doit être encore plus malheureux que moi, quoiqu'il fasse bonne contenance. Après les remèdes, on avait remis à la Reine une lettre apportée, soi-disant par un exprès de M. Rahn. Le Prince avait daté de Mannheim, du 3, en disant qu'il serait ici samedi entre onze heures et midi. La Reine s'était endormie deux fois après cette nouvelle, et on guettait son réveil pour lui annoncer l'arrivée. Je tremblais comme si on allait lui faire

une opération dont sa vie dépendait. Au fait, ce pouvait être le coup de grâce pour elle. Le Prince le sentait si bien qu'il était blanc comme un linge en entrant dans la chambre de sa mère. Il y est resté assez longtemps. J'étais sur des épingles. Enfin, pour lui et pour elle, tout s'est mieux passé que je ne l'avais espéré. M. de Querelles était revenu à pied de Constance où il avait appris l'arrivée du Prince. M. Parquin, averti, est arrivé à cheval au moment où l'on s'est mis à table pour déjeuner.

Lundi 7 août.

Je me suis emparée de vive force de mon ancienne place à côté du Prince, ce qui a fait faire à Mme Salvage une terrible grimace. Après déjeuner, je suis montée comme de coutume chez la Reine. Le Prince et les habitués y sont venus... Il nous a parlé de l'Amérique où les moustaches sont tellement détestées qu'on y court des dangers en en ayant. De là, il a passé à l'inquiétude qu'il a pour M. Arese, qui a eu l'entêtement de ne pas vouloir couper les siennes, et, à ce propos, il a conté qu'il est fort amoureux (quoiqu'il ne veuille pas en convenir) d'une Américaine, peu jolie, mais fort riche et fort aimable, que le Prince lui a bien conseillé d'épouser, — il finira peut-être par là, — j'ai dû pâlir, car le cœur m'a manqué, je me sentais prête à m'évanouir. Conçoit-on une bêtise pareille? Cela m'a prouvé qu'à mon insu, en dépit de ma raison, il jouait un rôle plus important que je n'aurais voulu dans mes affections, dans mes rêves! Je sais très bien qu'il n'a jamais eu d'amour pour moi, que, d'un moment à l'autre, il peut se marier, — mieux vaut loin que près! — eh bien! malgré tout, cela m'a fait un mal affreux et je ne puis y songer sans fondre en larmes, je n'ai pu m'en remettre de toute la journée. Heureusement, j'avais assez d'autres choses pour justifier l'altération de mon visage. Lorsque la Reine s'est levée, elle a fait une très petite promenade, le temps était couvert. Lorsque nous avons été rentrés dans la bibliothèque, le Prince nous a fait voir un joli *keepsake* et quantité de vues de New-York. Il a répété la nouvelle de l'amour de M. Arese, qui a causé une joie extrême à Mme Salvage. Je sentais ses yeux, ceux d'Élisa, ceux de M. de Querelles, fixés sur moi, et rien ne saurait rendre le malaise que j'en

éprouvais. Le Prince ajoutait que M. Arese a tellement pris en grippe les Américains que cela lui donne sur les nerfs. Un jour où l'on rendait au Prince des honneurs en lui présentant l'un après l'autre tous les *aldermen* de New-York, M. Arese était si impatienté de la manière dont tout cela se faisait, qu'il disait au Prince : « Si cela ne finit pas, je saute par la fenêtre, » — et, à tout ce que le Prince disait, il ajoutait tout bas : « Mais ils ne vous entendent pas, ce sont des perles devant des pourceaux. » — Il avait raison. Les Américains ne comprennent rien que leurs intérêts mercantiles... On faisait voir au Prince la Salle du Congrès, et on lui proposait de s'asseoir sur le fauteuil de Washington. Le Prince refusait modestement en disant « qu'il n'avait rien fait encore pour mériter cet honneur. » Perdu ! Eux s'y asseyaient, en faisant remarquer « comme il était bien rembourré. » Un avocat disait au Prince qu'il devait être bien étonné qu'on ne lui donnât pas son titre (que tout le monde lui donnait). Le Prince répondait que son nom seul était pour lui le plus beau titre. Je n'ai jamais autant entendu causer le Prince que depuis son retour, quoique je l'aie peu vu et qu'il m'ait à peine adressé la parole. J'avoue que je suis blessée au cœur de tant d'indifférence. Après ce qui s'est passé depuis huit mois, la part que j'y ai prise, et mes soins pour sa mère, c'est presque de l'impolitesse ; il est si malheureux. Samedi soir, ils étaient si nombreux dans la chambre de la Reine qu'elle n'en pouvait plus. Elle a eu sa douleur dans la tête pendant la nuit, qui n'a pas été bonne.

Mardi 8 août.

Quoique je me fusse levée matin, je n'ai pu voir la Reine que tard : ou son fils était chez elle, ou elle dormait. Dans un moment où j'y étais, elle l'avait demandé ; il se promenait avec Mme Salvage. En revenant, il s'était croisé avec moi, sans me dire bonjour, sans me saluer. Il en a été de même au déjeuner, où nous étions l'un à côté de l'autre sans nous ouvrir la bouche. Je suis ulcérée de sa manière d'être avec moi ; ma sensibilité et ma fierté s'en révoltent également. Ce n'est pas là ce que j'avais lieu d'attendre. Je sais bien que tous les hommes prennent de grippe toutes les femmes qu'ils n'ont pu avoir quand ils en avaient envie, mais je croyais que cela n'arrivait que lorsqu'elles se donnaient à d'autres... Ah ! mon cher

Prince, que sont devenues les effusions de bienveillance, d'amitié, de confiance, d'intérêt, par lesquelles vous m'avez appris à vous aimer? — C'est donc parce que j'ai voulu conserver votre estime que je perds ces sentimens? Pauvres femmes que nous sommes, il en coûte plus qu'on ne croit pour rester honnêtes et pures...

La Reine est sortie enfin. On l'a promenée, mais elle en a eu bientôt assez de l'air; nous l'avons couchée, et nous sommes restées auprès d'elle, pendant que son fils était allé voir Gottlieb, dont il s'est dit enchanté, peut-être pour lui faire plaisir. Il a vraiment gagné sous le rapport de la conversation. Autrefois, il ne s'en donnait pas la peine. A présent, il parle avec son cœnr, son esprit, et tout ce qu'il a de noblesse et de vraie supériorité.

On parlait de la révolution de Juillet, et qu'il aurait peut-être dû aller en France. Il disait à cela que, dans le premier moment, Louis-Philippe convenait à tout le monde, qu'il l'aurait probablement accueilli, fait son aide de camp; qu'il l'aurait accepté, et qu'après, il se serait trouvé dans la position la plus fausse. — Un autre aurait fait des rodomontades, au lieu d'avouer cela. — Il est toujours lui-même en toute circonstance.

En sortant de table, j'ai été un moment chez la Reine avec M. Cottrau. Le Prince est survenu. Le jour tombait. Je l'écoutais avec un plaisir que je n'essayais pas de cacher, et ses yeux fixés sur moi me disaient qu'il ne tiendrait qu'à moi de le trouver, en apparence au moins, un peu moins indifférent qu'il ne se montre. J'ai détourné la tête, et, lorsque M. Vieillard est entré, j'ai quitté la chambre de la Reine. J'ai fait un tour de promenade, et, quand je suis revenue, elle répondait à M. Cottrau, qui lui disait de se guérir : « J'y travaille, et je sens qu'il s'est fait en moi une révolution favorable. » Pauvre femme, et elle va de plus en plus mal...

Vendredi 11 août.

La Reine n'était pas mal. Sa journée a été une des meilleures que je lui aie vu passer depuis longtemps. Il faisait une chaleur étouffante. On l'a sortie une heure, pendant laquelle Sauter est venu. Il est plus désespérant que jamais. La comtesse Camerata, qui voudrait redonner de l'espoir à son cousin,

en était furieuse... Quand les Crenay sont arrivés, ainsi que la baronne, la jolie Louise en toilette soignée faisait son effet sur le faible cœur du Prince, qui avait déjà été passer une heure chez elle. Sauter a ramené Mme de Graimberg. Restée seule avec Élisa, qui ne vit que de caquets, elle m'a conté une histoire du Prince avec Mlle de Reding, que Mme de Graimberg tenait de Mme de Ruppelin, à laquelle sa cousine l'avait écrite. Élisa se rappelait très bien qu'au moment du départ de Mlle de Reding pour l'Italie, le Prince *subito* partit pour *Arbon* avec M. Rheinhardt. Au lieu de cela, il était allé à Roschach, où Mlle de Reding, qu'il croyait seule, couchait. Elle était accompagnée de son parent, M. Hanz. On a soupé ensemble, on s'est promené, et le Prince faisait sa cour assidûment. Jusque là, il n'y avait rien à dire. Le soir, retirée chez elle après s'être bien enfermée, Mlle de Reding se déshabille et allait se mettre au lit, lorsqu'elle voit paraître le Prince par une petite porte qu'elle croyait condamnée. Il était pâle, ému, il se jette à ses pieds et lui fait la scène la plus pathétique pour en venir à ses fins. Heureusement que la pauvre fille, qui est sujette à des attaques de nerfs, n'en a pas eu. Il lui disait qu'elle aurait beau appeler, crier, que personne ne viendrait à son secours, que les gens de l'auberge étaient gagnés, etc. Un vrai Lovelace, un vrai guet-apens. Elle lui disait qu'elle n'avait au monde que son honneur et qu'il ne voudrait pas le lui arracher..., et enfin elle est parvenue à se débarrasser de lui et à le faire repartir par la petite porte, qu'elle a refermée sur lui. Le lendemain matin, elle s'est plainte à l'aubergiste, qui ignorait que ses garcons fussent du complot. M. Hanz, à qui elle l'a conté, lui avait dit qu'elle avait eu grand tort de ne pas l'appeler ; qu'il aurait assommé le Prince de coups de bâton..., et il le méritait.

Mlle de Perrigny n'en revenait pas, disait-elle, de cette infamie et de ce dont les hommes sont capables, et les allusions à son innocence et à sa position revenaient.

Mardi 15 août 1837.

Cette date me fait mal. Toutes les autres années, je fêtais le Prince ce jour-là. Quelle tristesse affreuse remplace aujourd'hui les témoignages d'affection dont il n'a pas fait l'usage qu'il devait... La Reine va de plus en plus mal et j'ai le cœur comme

dans un étau... Ce qu'il y a de plus affreux, c'est que la Reine a les yeux ouverts sur le danger de son état. Hier matin, elle me disait que, dans *cette maladie*, on laissait les gens mourir de faim, et, hier soir, M. Cottrau étant près d'elle, elle a pleuré et dit de ces choses qui laissent peu de confiance dans les illusions qu'elle se fait...

Jeudi 1er septembre.

Chère Fanny, Aujourd'hui est un des jours les plus pénibles de ma vie. Jusqu'à présent, la Reine souffrait peu. Mais elle vient d'avoir une crise comme je n'en ai jamais vu. J'ai cru qu'elle me resterait dans les bras. Je n'en suis pas remise encore; le cœur me manque quand je pense que de pareils accidens se renouvelleront encore bien des fois peut-être avant le terme inévitable que chaque jour approche et auquel je ne puis penser sans terreur et sans douleur. Je prie le bon Dieu qu'il soutienne ma force et mon courage jusqu'à la fin. Remercie bien ton excellente Princesse de l'hospitalité qu'elle m'offre. J'en suis bien touchée, mais je crois qu'il serait plus raisonnable d'aller tout de suite à l'Étoile.

La Reine et le Prince seront charmés de la voir...

Valérie à sa sœur Fanny.

Vendredi 15 septembre.

... La Reine a été mieux pendant quelques jours pour retomber plus bas aujourd'hui. C'est une lampe qui s'éteint. Heureusement sans grandes douleurs. De temps en temps, nous nous ranimons avec elle, pour revenir ensuite aux angoisses les plus vives... La duchesse de Leuchtenberg nous a quittées dimanche, emportant encore des espérances auxquelles je n'ose plus croire aujourd'hui...

Lundi 25 septembre.

Chaque date apporte quelque chose de désolant à écrire... Les forces de cette pauvre victime s'épuisent, et chaque heure avance celle que nous redoutons. J'ai supplié le Prince de faire venir Sauter: Celui-ci ne l'a pas trouvée si mal, et nous nous sommes un peu ranimés. La princesse Joséphine est arrivée à

quatre heures avec Mlle de Fahnenberg; les Crenay sont venues aussi; Fanny et sa princesse; les Zeppelin avec Henriette... Fanny m'a conté que les Montfort, que le prince Charles a vus à Stuttgart, n'ont pas seulement demandé des nouvelles de leur cousin et de leur tante, tandis que le roi de Wurtemberg s'informait de sa santé et le chargeait de le rappeler à elle...

Mardi 26 septembre.

... Ma sœur est partie avec sa vieille princesse, qui fondait en larmes et faisait à chacun des amitiés comme un dernier adieu, à cette pauvre Reine qu'elle aime tant, à ce beau pays, à nous tous! M. de Mayenfisch a amené la princesse héréditaire samedi et est venu la reprendre lundi. La princesse Joséphine est partie à une heure, très triste aussi. Fahnenberg a à peine vu la Reine, qui était très faible et très mal. Au moment du départ, le Prince lui a dit qu'il ne pouvait l'accompagner à Constance, parce qu'il lui était défendu d'y aller. Effectivement, il venait de recevoir une lettre par laquelle on l'en prévenait. C'est pour lui une grande contrariété. C'était la seule distraction qu'il pût prendre. Ceci va le rejeter d'autant plus vers Maunbach. On a encore transporté la Reine dans son autre chambre; mais elle est si faible que je crains bien que ce ne soit pour la dernière fois...

Je m'y suis trouvée quelques instans seule avec le Prince. Je lui ai conté les sottises dites en son absence sur M. Vaudrey, qui l'ont beaucoup fâché. Plus tard, nous trouvant ensemble dans le cabinet, il m'a priée d'ôter les clés du serre-bijoux, tout le monde couchant dans cette chambre. Il avait, le matin, fait porter les rentes chez Vincent. Cela prouve qu'il se fait peu d'illusions sur la situation de sa mère.

Fanny à sa sœur Laure.

Mardi soir 26 septembre.

Conneau, à tout ce qu'on lui demande, dit : très mal. Il est jaune de souci. Elle est tellement faible qu'on ne peut s'en faire une idée; elle ne mange que quelques grains de raisin, quelques cuillerées d'eau et de vin et du thé de fleurs d'oranger. Elle divague par momens. Ou la Duchesse succombera dans

quelques jours, ou elle reprendra un peu de forces et traînera encore quelque temps, car on dit que, dans ce moment, elle ne mourrait pas de la maladie principale, qui n'est pas à sa fin ; elle ne souffre pas du tout, et c'est son estomac et l'inanition qui la font mourir... Elle voudrait être enterrée près de sa mère. J'espère qu'on ne lui refusera pas cette faveur. Je te fais grâce de plus de détails sur elle. J'ai été saisie de la voir. Ce n'est plus que des os et la physionomie d'une mourante.

Valérie à sa sœur.

Chère amie, je ne sais comment te parler de la Reine. Je n'ai pas le courage d'aborder cette pensée unique qui me déchire le cœur, à présent qu'il ne reste plus d'espoir. Elle vit, elle respire, voilà tout ce que je puis t'en dire! Mais le changement opéré depuis votre départ est effrayant. Le bouillon a passé hier ; à différentes reprises, elle en a pris vingt et une cuillerées à café ; mais Sauter dit que cela ne signifie plus rien et peut tout au plus se prolonger deux ou trois jours, et, à voir son visage, on ne peut espérer davantage. Je suis au désespoir, car je perds un appui, une protectrice et un cœur où j'avais place. Je m'aperçois bien que la Reine est trop affaiblie pour me soutenir au milieu de tous ses alentours...

Avec un caractère et une conscience comme les miens, on est au-dessus de la méchanceté et de la calomnie ; mais, à quelques mots du Prince, j'ai pu voir qu'on ne m'a pas ménagée auprès de lui. Il m'a dit tout franchement que la froideur qu'il me témoigne tient à la conduite de ma sœur et de mon beau-frère, qui auraient pu prévenir tous ces malheurs, si ma sœur l'avait averti de la dénonciation de M. Raindre. Quel horrible regret et quel chagrin pour moi! Mais tout pâlit à côté des craintes du moment. Je ne puis croire à cette mort inévitable, prochaine ; je me fâche contre ceux qui y croient et, à cette pensée, ma douleur est telle que tout mon être se révolte... Ce sera pour moi une consolation, comme un devoir, de ne me séparer d'elle que le plus tard possible. Elle m'avait promis de remplacer ma *maman!*

Jeudi 28 septembre.

... Avant-hier, au moment où nous allions dîner, j'ai eu une

conversation avec le Prince : des rentes d'Espagne, rapportées je ne sais plus quand par Rousseau et que la Reine a fait serrer devant lui, ne se retrouvent plus dans la caisse de fer-blanc que le Prince lui a remise, et Mme Salvage, que j'avais crue au courant de cela, l'ignore. Le Prince me faisait presque des excuses de m'interroger là-dessus. C'était, disait-il, par délicatesse pour tout le monde qu'il s'occupait de cela et afin que, s'il manquait quelque chose, chacun ne pût pas en rejeter la faute sur son ennemi. Il a ajouté qu'il savait bien que j'en avais dans la maison, mais que je puis être bien sûre qu'il est là-dessus du même caractère que sa mère et que de lui dire du mal de quelqu'un dont il connaît les antécédens, c'est peine perdue. Il m'a assurée de son amitié pour moi en ajoutant que, s'il avait été plus froid avec moi, c'est qu'il ne peut pardonner à ma sœur et à mon beau-frère de ne l'avoir pas averti de la conduite de M. Raindre. J'ai été fort étonnée de cela, lui ayant dit, ainsi qu'à la Reine, le peu que Laure m'avait fait savoir. Il ne se rappelle pas que je lui en eusse dit quelque chose, et pourtant je suis très sûre de lui avoir dit, ainsi qu'à la Reine, tout ce que je savais ; il paraît que cela ne l'avait pas éclairé, tous ses soupçons tombaient sur Mme Gordon... Le dîner nous a interrompus. Nous nous sommes promis de reprendre cet entretien. Je vois qu'il ne suffit pas d'avoir sa conscience pour soi, de faire tout ce qu'on doit, puisque j'ai besoin de me justifier de quelque chose.

Vendredi 29 septembre.

La force me manque pour écrire, tant mes journées sont remplies d'émotions douloureuses. Ma pauvre Reine ! Mais ce n'est pas de ma douleur que je dois parler. Elle est là pour longtemps, c'est, au contraire, pour conserver le souvenir des faits qu'elle me ferait oublier. Avant-hier, j'ai vu Mme Lindsey et les Crenay, Mlle Louise portant au col des cheveux de Mademoiselle et au doigt une bague avec une ancre et des cheveux du Duc de Bordeaux. Tout cela ne changeait en rien l'amour du Prince, tandis que les opinions de ma famille l'éloignent tant de moi. M. Conneau a dormi sur le canapé du petit salon et moi, je suis restée assise à côté du lit de la Reine. Elle a été fort agitée, mais pourtant sans qu'aucun incident soit survenu. Le Prince est venu de bonne heure et voulait m'envoyer reposer,

mais je voulais assister au réveil de la Reine... Dieu, quel réveil! Nous avions mille peines à la sortir de son engourdissement, ses yeux blancs et tournés, son visage cadavérique nous donnaient l'idée de la mort. — Quelle horrible torture que de voir ainsi la décomposition de quelqu'un qu'on aime tendrement!... Après déjeuner, pendant que je respirais dehors avec Me Vieillard et son ami, on cherchait partout le Prince pour recevoir un monsieur qui le demandait. C'était M. Walewski. La Reine a voulu le voir et lui a parlé étonnamment bien, elle nous semblait un peu moins à l'agonie que la veille. Pendant que nous étions à table, on est venu appeler le Prince. Il croyait que c'était Mme Vaudrey, mais c'était M. de Gregori, que son père lui envoyait avec une lettre.

Lundi 2 octobre.

... M. Kissel est venu dire que la Reine avait reçu tous les sacremens et, malgré cela, on l'a fait coucher ici de crainte d'accident cette nuit... M. Tascher dispose tout comme si c'était fini. Cela me met hors de moi, et pourtant il a raison et je l'ai bien engagé à prendre toutes les précautions contre les voleurs

4 octobre.

... C'était moi qui veillais cette nuit et quelle nuit! bon Dieu! Nous espérions qu'elle ne souffrirait pas, et, à peine tout le monde était-il retiré, qu'elle a été prise de vives douleurs qui me perçaient le cœur. J'ai passé toute la nuit à genoux, à côte de son lit, à la frotter, à la soutenir, je suis brisée. Elle avait toute sa présence d'esprit. J'ai réveillé Conneau qui dormait dans le petit salon. Voyant qu'il n'y pouvait rien, je l'ai envoyé dormir. Mais les douleurs allaient toujours croissant, je l'ai rappelé à minuit pour tout à fait. Le pouls allait tellement en déclinant qu'il a cru que nous touchions au dernier moment et, à une heure, il a été réveiller le Prince, M. Tascher et M. Kissel, qui s'est mis en prières dans le petit salon. Le Prince seul est entré. M. Conneau nous a laissés attendre le dernier soupir de cette pauvre agonisante et est allé pleurer et dormir à côté. Il revenait de temps en temps. J'avais comme un fer rouge dans l'estomac, une sueur froide me coulait dans le dos, sur le front, et je n'avais pas un cheveu qui n'en fût trempé. Le Prince est

homme, il a du courage... La crise s'étant calmée, il est allé dormir auprès des trois autres qui ronflaient, et, à cinq heures, M. Tascher a gagné son lit. Je suis restée seule près de cette pauvre femme jusqu'à sept heures et demie. De temps en temps, elle m'appelait. Comme j'étais à genoux : « Vous êtes mal, me disait-elle, vous êtes assise par terre. » ... Charles a été à Constance s'occuper du deuil, je trouve cela inconvenant et déchirant à la fois. J'ai peur que M. Tascher, à qui le Prince a donné carte blanche, ne lui attire du blâme en se pressant trop...

Valérie à sa sœur.

Le 6 octobre, au matin.

Ne t'inquiète pas de moi, chère amie, le bon Dieu me donne le courage et la force qui me sont nécessaires dans ces tristes momens, et ces détails, près de la Reine dont tu t'effrayes pour moi, me sont au contraire une consolation. Je ne l'ai pas encore perdue entièrement tant que je puis m'occuper d'elle. ... La Reine est encore dans sa chambre. Le pauvre Conneau va l'embaumer. On fera les cérémonies religieuses à Ermetingen, et puis on attendra réponse de Paris, je crois, car je ne sais rien, je ne me mêle de rien que de la Reine, parce que là est mon cœur et mon devoir; du reste, on ne me dit rien. Le testament a été ouvert. Mme Salvage en est l'exécutrice. Elle nous a fait venir, Élisa et moi, dans sa chambre pour nous lire, ainsi qu'aux femmes, l'extrait qui en avait été copié pour être lu nous regardant. Le Prince est bien pauvre et bien accablé de charges. Élisa et moi sommes traitées de la même manière : mille francs de pension, un cachemire, un petit bijou...

Vendredi soir 6 octobre.

Je ne veux pas que tu sois inquiète de moi, je me porte bien et le courage ne m'a pas manqué au milieu de ces tristes détails... M. Tascher m'a dit par forme de conversation que mercredi après le service, la Reine était enterrée pour tout le monde et que personne n'avait plus après le droit de vouloir l'accompagner nulle part, à moins que le Prince ne le désirât. J'en ai conclu qu'il compte se charger seul de cette mission que tu supposais que l'on me donnerait. Je suis donc libre de partir

quand je voudrai. Le Prince a mis de la bonne grâce à me prier de ne pas me presser... L'angoisse la plus vive de la Reine au milieu des tortures de son agonie était son anxiété sur le sort de son fils, ses craintes pour lui, l'isolement où elle le laisse, sans appui, sans amis, sans lieu de refuge et presque sans fortune ! Que deviendra-t-il ?...

Vendredi 7 octobre.

... Notre prince est en tout digne de sa mère. J'aurai mille choses à t'en conter qui sont au-dessus de tous les éloges. Le pauvre Conneau remplit en ce moment le plus pénible de tous les devoirs et, en voyant les dégâts faits par la maladie, il s'étonne que la Reine ait pu vivre et souffrir aussi peu. On a écrit à Paris pour demander à la porter à Rueil, et je crois que personne ne partira avant la réponse. Je voudrais, lorsqu'elle sera arrivée, partir tout de suite pour me trouver à Rueil pour la cérémonie. Devant aller à Paris cet hiver, cela me semble convenable et me satisferait. Ce serait donc avant que j'irai te faire une petite visite d'adieu en te contant ce que la Reine a fait pour Élisa et pour moi.

Dimanche 8 octobre.

Tout est fini, et cette interruption de quatre jours a été remplie par les émotions les plus déchirantes. Comment peindre une pareille douleur et de pareils momens ? Pendant cette journée du mercredi 4, la Reine ne paraissait pas plus mal que les jours précédens et, pourtant, la pensée de la mort était dans tous les esprits. Cette pauvre Reine a conservé ses goûts et ses habitudes de caractère jusqu'au bout. M. Cottrau lui a fait un grand plaisir en ayant l'idée de faire apporter devant elle le tableau du petit Samuel, de la Chapelle. Je crois qu'en parlant de *cet enfant qui prie*, elle pensait à celui qu'elle a perdu en Hollande. Elle a aussi parlé de son fils Napoléon plusieurs fois : « Que fera-t-il avec ses Suisses ? » disait-elle. J'ai cette consolation de me dire que je l'ai quittée le moins que j'ai pu et que je lui ai prodigué les soins les plus pénibles. Elle souffrait tellement que l'on ne pouvait plus la toucher. A la chute du jour, le Prince et M. Conneau ont décidé de faire entrer M. Kissel. Je lui ai dit que Mmes de Crenay étaient venues la voir pendant

qu'elle dormait, que M. Kissel venait tous les jours, qu'il était encore là, si elle ne voulait pas le voir. Comme elle ne répondait pas : — « C'est un brave homme, M. Kissel, ne voulez-vous pas le voir, maman? » a dit le Prince. Elle a fait signe que *oui*. On l'a fait entrer, et nous les avons laissés seuls. Il n'est resté qu'un moment, elle n'avait pas bien sa tête en ce moment, il lui a donné l'absolution générale et s'est bientôt retiré, ne voulant pas l'inquiéter, ni l'effrayer. Je ne sais par quel hasard, les derniers jours de la vie de cette pauvre Reine, nous nous sommes toujours trouvés treize à table; d'abord depuis que M. de Gregori était ici, et ensuite depuis que M. Kissel n'a plus quitté la maison. Dans la soirée, j'ai été une minute au salon. J'ai trouvé M. Cottrau dans ses exagérations, voulant étrangler M. Pisseau parce qu'il avait voulu confesser la Reine, et faire sauter la maison parce qu'on s'occupait de préparatifs de mort avant que cette pauvre femme eût expiré. J'avoue que j'en étais, comme lui, outrée contre M. Tascher, mais que je n'avais pas comme lui l'injustice de m'en prendre à cet infortuné fils, qu'il prétend ne rien sentir, lui si bon, si sensible! pauvre cher Prince! Ce jour-là, moi aussi, j'étais mal disposée contre lui comme s'il était responsable de tout ce que Mme Salvage fait d'antipathique.

Le soir, à neuf heures, M. Conneau a renvoyé tout le monde et surtout moi, me disant que je tomberais malade. J'ai baisé la main de la Reine en lui disant bonsoir, puis je lui ai dit à demi-voix en me rapprochent d'elle : « Je vais me déshabiller et je reviendrai! Elle m'a fait un signe approbateur, a posé sa main sur la mienne et me l'a serrée affectueusement... C'est le dernier témoignage que j'ai reçu de son affection! J'ai été faire ma toilette de nuit, et je suis revenue dans la chambre de la Reine (où Élisa qui veillait était déjà installée), sans passer par le cabinet où MM. Tascher, Kissel et Conneau veillaient. Le Prince était constamment à genoux près de sa mère, ou, s'il ne tenait plus aux efforts qu'il faisait pour cacher sa douleur, il allait dans le cabinet. Élisa et moi nous frictionnions sans cesse ses membres décharnés, et devenus si sensibles qu'on n'osait plus les toucher, nous réchauffions entre les nôtres ses mains glacées et déjà couvertes d'une sueur froide. Nous changions sans cesse les serviettes chaudes et rien ne pouvait calmer ses souffrances. Elle se débattait contre elles, ses bras étaient sans

cesse en mouvement et une fois sa main est venue frapper rudement sur mon visage. Cela lui a rendu toute sa connaissance, elle a recouvré sa voix naturelle et m'a dit avec l'accent de sa voix angélique : « Mon Dieu! je vous ai fait bien mal. » — « Non, Madame, » et j'ai retenu cette main en l'appuyant sur mon visage et en la couvrant de baisers. Pauvre chère Reine, je suis persuadée que c'est la dernière fois qu'elle m'a vue. Ses angoisses et ses souffrances allaient en augmentant et, à minuit, le pouls avait cessé de battre. M. Conneau a fait entrer M. Kissel et s'est placé avec lui à côté du lit. Élisa était près d'eux, mais Mme Salvage, qui est survenue, l'a bientôt chassée pour s'emparer de sa place, et, dans ce moment solennel et suprême où chacun était absorbé par les plus terribles et les plus douloureuses émotions, elle a trouvé moyen de viser à l'effet. Le Prince à genoux près de sa mère couvrait ses mains et son visage de baisers.

Un moment, elle l'a pris par la tête et l'a embrassé en lui disant : « Adieu pour toujours! » et cela au commencement de la soirée...

Mais comment peindre cette longue et cruelle agonie? Cette scène horrible ne s'effacera jamais de mon cœur, ni de ma mémoire, et pourtant il me serait impossible d'en rendre l'impression. J'étais à côté de mon pauvre Prince, que la douleur pétrifiait pour ainsi dire; tout le monde était arrivé successivement; Élisa était venue se réfugier près de moi; M. Cottrau, qui avait peine à étouffer ses sanglots; je lui faisais des yeux terribles ainsi qu'à Rousseau pour qu'elle ne les entendît pas, je tenais avec le Prince la main de sa mère, je la baisais lorsqu'il me l'abandonnait, et je lui disais sans cesse de lui parler, parce que le son seul de sa voix semblait la calmer un peu.

Elle parlait avec une volubilité incroyable; la difficulté de sa prononciation, le peu de suite de ses phrases, toujours interrompues par ses souffrances et ses gémissemens, ne nous a pas permis de retenir tout ce qu'elle disait. Mme Salvage, qui m'a l'air d'avoir attrapé ainsi des héritages et de savoir faire dire aux malades ce qui lui convient, s'est écriée : « Elle a dit : Mme Salvage, » — ce qui n'était pas vrai, car personne ne l'avait entendu.

Mais ce que chacun a retenu, ce sont ses recommandations à son fils pour la sûreté de sa personne, ses craintes pour lui,

qui dominaient tous les autres sentimens et qui s'exprimaient par des mots entrecoupés. — « Les Français ont été bien méchans pour nous »... « Ce sont de petites gens ces juste-milieu, » « ils rapetissent tout, même la Colonne »... « et ils osent parler de l'Empereur »... « les Anglaises, »... « les Françaises, »... « Si vous faites un mouvement sur Paris, vous êtes perdus »... « Prends bien garde »... « Songe à la sûreté de ta personne »... « Ils ont peur de nous »... « ils te feront du mal »... « Nous verrons s'ils sont généreux »... « Les médecins, ils disent que je vais mieux, et, pourtant, vous voyez! »

Il n'y a pas de doute que la crainte de la mort et de ce qui la suit l'oppressait. M. Kissel, qui lui avait donné tout de suite l'extrême-onction, ne parlait pas assez haut; elle entendait à peine les paroles consolantes qu'il lui disait — « Madame, vous êtes pure devant Dieu, vous prierez pour nous... Vous nous ouvrirez les portes du ciel. » — « Priez pour moi, » reprenait la pauvre agonisante, car, moi, je ne peux plus rien, j'ai fait le bien autant que j'ai pu, et j'espère qu'Il sera bon pour moi »... « On dit qu'Il est bon, et pourtant, Il fait souffrir »... « C'est comme si on m'arrachait les entrailles avec des tenailles. » Elle a nommé : « Ma sœur Auguste. » — Cette effroyable agonie a duré quatre heures et plus, sans relâche à ses souffrances, sans repos à ses paroles. « Mon enfant, mon cher enfant! » disait-elle. Sa connaissance lui est revenue pleine et entière en approchant du dernier moment. — « Adieu, disait-elle, mes chers amis, ne m'abandonnez pas, priez pour moi. » — « Nous sommes près de vous, Madame, » lui répondions-nous. — Elle a répété plus de vingt fois : « Adieu, adieu! mes chers amis... Ma chère France... mes chers compatriotes, adieu, priez pour moi! Ne m'abandonnez pas! » Et la voix s'affaiblissait à mesure et l'horreur de ses souffrances si cruelles et si prolongées nous causait une telle douleur que chacun de nous se sentait soulagé en voyant que le terme approchait. Le pauvre Conneau éclatait en sanglots. Mais comment dire ce qu'était le Prince, ce qu'il éprouvait? Il était, pour ainsi dire, pétrifié par la douleur, il a été sublime de courage, de tendresse, de délicatesse. « Ma chère mère, ma chère mère, » disait-il sans cesse, « je vous suivrai dans le monde meilleur où vous allez. Vous allez retrouver votre mère, mon frère! » et sa voix suffoquée n'achevait pas;... « et moi je reste seul ici »... Tous vos vœux seront exaucés, ma

chère maman, on vous conduira près de votre mère, nous prierons pour vous; vous prierez pour nous, et nous nous retrouverons bientôt... » Il ne m'est pas possible de me rappeler tous les mots touchans qu'ils se disaient réciproquement, mais toute mon âme était à l'unisson d'une telle douleur. Il tenait la main de sa mère, et moi, je tenais ces deux mains dans les miennes!

Petit à petit, la voix s'éloignait, les yeux devenaient fixes et le pauvre Prince éclatait en sanglots : « Bénissez-moi, ma mère, » s'écriait-il, « maman, je suis là, m'entendez-vous? » Et, à chaque accent de cette voix chérie, un mouvement de la mourante répondait! Elle était raide, un seul petit souffle restait encore dans sa poitrine oppressée, qu'un signe léger disait encore : « Je t'entends. » Tout était fini que nous restions glacés à la même place, abîmés par la douleur! M. Tascher et M. Vieillard sont venus arracher de force le Prince à ce corps inanimé! On a passé une bougie devant la bouche, plus tard une glace, et tout était fini. O mon Dieu! la douleur que ce moment m'a fait éprouver me sera-t-elle comptée en expiation lorsque, à mon tour, je serai à ce moment suprême! Les sanglots éclataient de toutes parts et, un moment, j'ai été hors de moi, M. Vieillard m'a prise dans ses bras et voulait m'emmener, mais je voulais remplir jusqu'au bout mes tristes devoirs. M. Conneau a renvoyé tout le monde, je suis restée avec lui et M. Kissel jusqu'à huit heures du matin près de ce corps qui conservait toute sa chaleur, toute sa souplesse et, à quelques mouvemens des yeux, on l'aurait pu croire vivant encore...

Mais on m'a rappelée pour la messe; le trouble de ce moment m'empêche de me souvenir si le Prince a eu le courage d'y venir aussi... Après, nous avons causé un instant en bas. Dans des momens pareils, chacun prend sa douleur avec son caractère. M. Cottrau y mettait son exagération ordinaire. Je lui aurais pardonné, s'il n'était pas parti de là pour déblatérer, contre notre pauvre malheureux Prince, si bon, si noble, si supérieur à tout! Dire *qu'il n'est pas impressionnable!* Je l'ai quitté, impatientée, avec Mme Vieillard, qui dit qu'il lui donne sur les nerfs, elle qui a si peur que la moindre émotion lui fasse mal! Je me suis jetée sur mon lit, mais j'ai été bientôt rappelée par Malvina de la part du Prince, pour lui dire où était une botte de fer-blanc qui devait se trouver dans le

petit cabinet de la Reine. Je suis descendue en toute hâte. M. Conneau, qui devait passer vingt-quatre heures auprès du corps, demandait à ce que le Testament fût ouvert tout de suite pour connaître les dispositions de la Reine pour l'embaumement. On le cherchait partout, il ne se trouvait pas. Je n'avais pas connaissance de la boîte qu'on cherchait, je n'en avais nul souvenir et Malvina et Mme Salvage la désignaient. Je n'en avais jamais vu d'autre chez la Reine que la grande contenant les rentes que le Prince a dit à Rousseau d'emporter chez lui. J'ai dit tout ce que je savais ; mais ce qui me semblait le plus désespérant, c'est que ce devrait être dans ce coffre que se trouvent les rentes d'Espagne qui nous ont tant occupées. On a cherché partout, quoiqu'il fût bien difficile de penser qu'une boîte de cette taille ait changé de place sans qu'aucune de nous n'en sût rien. Je ne sais pourquoi, en ce moment où tout le monde cherchait, il me semblait voir sur la physionomie de Rousseau quelque chose de moins curieux que chez nous. Il était sûrement convaincu, comme moi, qu'il n'y avait qu'une seule boîte, celle emportée chez lui. Lui, en revenait sans cesse à ces rentes d'Espagne, qu'il m'a remises, dit-il. Mme Salvage est venue par-dessus le marché pour faire ses esbroufes. Elle a fait les grands bras et a dit que, puisque cette boîte ne se retrouvait pas, il fallait la chercher chez tout le monde et qu'elle allait donner le bon exemple. Le Prince, là-dessus, s'en est allé désolé. M. Tascher s'est récusé à cause de sa goutte et M. Vieillard a été appelé pour faire, avec Rousseau et Charles, la visite de toutes les chambres. J'ai demandé à ce qu'on commençât par la mienne, et je suis montée ouvrir tout chez moi. C'était non seulement ignoble, mais une bêtise, car certainement, le voleur, s'il y en avait un, avait mis tout en sûreté. Je suis descendue au salon où tout le monde se regardait stupéfait d'une pareille chose. Pour un moment, elle a fait diversion à la douleur de tout le monde. M. Cottrau disait que les rentes d'Espagne étaient la moindre des choses, puisqu'elles ne valaient plus rien, mais que la disparition de cette boîte était une chose incroyable et celle du testament un désespoir éternel pour le pauvre Prince : nous nous en désolions pour lui.

On ne savait qui accuser, on allait presque y mettre de la politique. Le déjeuner était prêt, le Prince ne venait pas. J'ai été le chercher chez lui pour lui montrer que je n'étais pas la

moins du monde mortifiée de ce qui venait de se passer. Après déjeuner, on a continué les recherches, on est revenu chez moi, parce qu'on n'avait pas visité mon lit! C'était une bêtise atroce passant toute idée. Cette incroyable visite finie, je suis revenue me mettre sur mon lit... puis, j'allais m'endormir lorsque M. de Querelles est arrivé tout essoufflé me dire que tout était retrouvé. Ni lui ni moi n'avons pensé à l'inconvenance qu'il entrât ainsi chez moi. Je le remerciais, lorsque le Prince est arrivé aussi pour me dire que tout était retrouvé : « Vous verrez comme maman a été bonne pour tout le monde ; elle n'a oublié personne ; elle pense aussi à vous. » Je lui ai tendu la main et je l'ai embrassé, quoique dans mon lit. J'étais contente pour lui et pour moi. C'eût été la perdre une seconde fois que de ne pas trouver ses dernières volontés. Le testament s'était trouvé tout bonnement au fond d'un tiroir, ce que je ne m'explique pas.

Tout le monde étant rassuré là-dessus revenait à sa douleur, et nous nous succédions avec empressement près du corps de ma bien-aimée Reine. Mme Lindsey avec le chanoine et Mme de Graimberg que je n'ai fait qu'apercevoir et, bien tard, Mme de Crenay et Louise, qui sont venues me trouver chez moi pour pleurer après l'avoir *vue*... Mme Salvage a daigné nous faire venir chez elle, avant les femmes de chambre, Élisa et moi, pour nous lire la copie du passage du testament qu'il nous était permis de voir. La Reine nous remercie, Élisa et moi, de « nos bons soins. » — Mme Salvage substitue « les services, » — et nous donne à chacune 1 000 francs de pension, 500 francs pour notre voyage, un cachemire et un bijou ; moi, j'ai un gros bracelet vert qu'elle portait toujours. Mme Salvage est exécutrice testamentaire et dans les termes les plus flatteurs. Elle est triomphante. C'est à elle qu'on confie les *Mémoires* jusqu'à ce qu'on les imprime ; toute l'estime, toute la confiance est pour elle. En cela, la Reine n'a pas été de toute justice. Dépouillez Mme Salvage de ses 50 000 francs de rente, et l'on verra ce qui lui reste de mérite !...

...Le vendredi, nous nous sommes encore relayées près de notre chère morte. Le matin, le Prince est venu me remercier des soins que j'avais donnés à sa mère. Il a été froid, poli, et moi, très émue. Je lui ai dit ce à quoi j'avais réfléchi toute la nuit. C'est qu'il n'a retrouvé ni la boîte de fer-blanc, ni les rentes, et qu'il a dit cela pour mettre fin aux interprétations.

Il s'est fait un peu prier pour convenir que oui ; il m'a dit que, les rentes n'étant pas mentionnées dans ce que laissait sa mère, cela voulait dire qu'elle en avait disposé, et quant à la boîte, elle n'avait jamais existé peut-être,... quoique Malvina raconte qu'il y a dedans une lettre qui a pour adresse : *A mon fils*, — ce qui serait un amer regret pour lui. — J'ai bien reconnu là sa bonté, sa générosité et sa noblesse de cœur. C'est un trait bien digne de lui. Je lui ai dit que j'avais pensé à partir, dès que la Reine avait eu les yeux fermés, mais que je ne m'éloignerais pas que toutes les affaires fussent réglées. Il m'a fort engagée à ne pas me presser. J'ai ajouté que j'emporterais de son amitié ce que je pourrais, mais que je voulais son estime tout entière et qu'avant de partir, je voulais qu'il me dise tout ce qu'il avait contre moi et tout le mal qu'on lui a dit de moi. Il m'a répondu que je connaissais la franchise de son caractère et qu'il m'avait *presque* tout dit. Là-dessus, il m'a quittée, me laissant un peu blessée de sa froideur lorsque je lui montrais tant d'émotion. Lorsque Mme Cailleau est venue m'habiller, elle m'a conté qu'elle allait être très heureuse, que le Prince, au lieu de s'en tenir aux volontés de sa mère, leur donnait 12 000 francs et un logement à Gottlieb. Quand je l'ai revu plus tard, je l'ai grondé de se laisser aller ainsi à sa générosité : finalement, il ne lui restait plus rien !

...Dans l'après-midi, nous avons transporté cette chère morte de son lit dans la petite serre où l'autopsie devait se faire ; c'était une dernière séparation qui me déchirait l'âme ; c'était un adieu éternel à tout ce qui reste de cette angélique créature tant aimée ! J'ai mis ses boucles d'oreilles qui viennent de l'Impératrice et qu'elle donne à la grande-duchesse (avec ses cheveux que M. Conneau avait soigneusement coupés), ses bagues et ce petit bracelet, qui l'a tant amusée ! dans une cassette, et j'ai porté le tout chez le Prince. Il est venu me retrouver chez lui comme j'en sortais, j'y suis restée un moment à causer et pleurer avec lui. Il m'a montré le passage du testament qui me regarde, la lettre d'adieu que lui écrivait sa mère en Amérique, quand on devait lui faire l'opération et qui l'a tant ému qu'elle a décidé son départ... Cela m'a fait du bien de causer ainsi avec lui avec intimité et confiance... J'avais tant pleuré que j'ai voulu prendre l'air pour me remettre. M. Visconti m'a accompagnée par curiosité, mais il en savait

déjà plus que moi sur le testament, par Mme Salvage, qui est d'une indiscrétion extraordinaire. Elle lui a parlé d'une mission de confiance, un paquet secret qu'elle doit emporter à Paris, qu'on lui a remis ouvert, et qu'elle a exigé qu'on cachetât, etc.

...Le soir, nous nous sommes tenus dans la grande serre pour n'être pas si près de la petite où se faisait l'embaumement. Conneau est venu un moment. Il ne conçoit pas que la Reine ait pu vivre si longtemps. Le cancer avait fait un trou à fourrer le bras. Mais l'estomac était presque sain... Tous les soirs, le Prince quitte le salon de bonne heure, et sitôt après, Mme Salvage disparaît. Le bon peuple ne tarde pas à en faire autant...

Samedi, Mme Lindsey est venue. Le Prince a tant pleuré qu'il en suffoquait. On a repassé les derniers momens de cette pauvre Reine. Le Prince m'ayant recommandé de ne pas dire que sa mère a parlé politique, j'ai refait la moitié de la lettre que j'avais écrite à la maréchale Ney... Le bourgmestre de Constance, avec les deux messieurs Delisles, qui sont Conseillers, sont venus de la part de la ville. Ils ont répété leurs regrets que le Prince ne vînt plus en ville, en ajoutant que ce n'est pas la faute du gouvernement badois.

Ce matin, nous avons été, Élisa, Mme Salvage et moi, à la messe à Ermetingen parce qu'on tendait la chapelle en noir, et rien ne pourrait rendre l'impression de tristesse que j'ai ressentie en y entrant dimanche... Ces messieurs ont porté eux-mêmes ce corps bien-aimé, perdu pour nous. On l'a placé sur un catafalque entouré d'innombrables bougies, et notre infortuné Prince est venu assister à la messe avec nous... Après être restée une heure à la chapelle, je suis remontée écrire... Élisa est venue me trouver et me parler d'un fils que la Reine a à Paris, à ce que dit M. Visconti, et auquel elle laisse sûrement quelque legs secret... J'ai dit ne rien savoir, mais je suis sur la voie depuis longtemps...

Jeudi 12 octobre.

Avant-hier soir, Mme Salvage s'étant retirée de bonne heure, le Prince, qui ne parle presque jamais lorsqu'elle est au salon, a causé très longtemps avec moi. J'en étais contente parce que j'avais tant de bonnes choses à lui dire de cœur que j'imaginais que, lui aussi, il était mieux disposé pour moi. Mais le fond de

sa conversation avec moi était qu'il m'offrait une voiture pour m'en aller avec M. Cottrau et Mlle de Perrigny, si cela nous convenait à tous les trois d'aller ensemble. Je n'y voyais qu'une attention, une marque de bonté à laquelle j'étais sensible, mais je vois, à présent, que ce n'était que le désir de nous voir partir au plus vite. Je le lui ai dit, et il m'a répondu franchement qu'il y avait bien un peu de cela. Je lui ait dit aussi que je lui connaissais trois amis véritables, dévoués et désintéressés : M. Arese, M. Vieillard et M. Conneau. Il en est tombé d'accord, mais, lorsque je lui ai fait sentir combien son hiver avec M. de Querelles et M. Conneau serait triste, il m'a laissée dire.

Hier matin, était le service d'Ermetingen. Franciska est venue m'habiller de bonne heure. J'étais prête quand une lettre m'est arrivée. Elle était apportée par M. de Mayenfisch, que la Princesse envoyait pour assister au service ; il était venu avec une voiture de la maison, et ma bonne Fanny, toute préoccupée de moi, m'engageait à profiter de cette bonne occasion pour venir bien vite me remettre près d'elle. Pendant que je causais avec M. de Mayenfisch, qui était monté près de moi, M. Conneau est venu lui dire qu'il marcherait à côté de M. Tascher, comme représentant ses princes. J'ai dit exprès devant lui combien je me sentais souffrante et qu'ayant besoin de me soigner, j'étais empressée de m'en aller, ne pouvant le faire ici. Nous sommes parties pour la cérémonie, nous quatre dames ensemble... Nous avons attendu une heure le cortège qui était allé chercher le corps. Nous étions seules de femmes dans le chœur ; en face de nous était le Prince, pâle, mais courageux, seul en avant. Derrière lui, étaient les hommes le plus marquans : le sous-préfet de Constance, le bourgmestre et deux conseillers, députés par la ville, les principales autorités du canton. Le seul uniforme à l'enterrement de la Reine était un uniforme anglais, celui du général Lindsey.

Vendredi 13. — Je ne saurais exprimer l'impression que j'en éprouvais, sa femme, qui est mal portante, et qui vise toujours un peu à l'effet, a quitté le banc de l'église où elle était avec les Crenay, Macaire et toutes nos connaissances, pour venir se réfugier dans la sacristie. La cérémonie était grave, belle, noble, imposante et simple : une musique religieuse analogue, venue de Constance et de Kreutzlingen, en complétait l'effet. Le prélat de l'abbaye de Kreutzlingen coiffé de sa mitre, et accom-

pagné de ses religieux, officiait avec un bel organe et une dignité admirable. Les protestans qui étaient là devaient être frappés de l'ensemble de ces rites religieux. Au moment où les portes de l'Église ont été ouvertes à la foule, elle s'y est précipitée avec tant de violence qu'il y a eu, au bas de l'église, un court moment de tumulte. Cela n'a duré qu'une minute, et je voyais sur le visage du Prince, que je ne perdais pas de vue, l'inquiétude qu'il en avait. La cérémonie a commencé par un discours allemand, très bien dit par M. Nicolai. M. Vieillard en avait donné la substance ; ainsi il devait être très bien. Le prélat a ensuite commencé la grand'messe, pendant laquelle six prêtres l'assistaient. D'autres disaient des basses messes, qui se succédaient sur les deux autels latéraux...

Nous avons eu peine à percer la foule pour gagner notre voiture qui n'a pas tardé à rejoindre le cortège arrêté à la croisée du chemin, hors du village, où se disaient les dernières prières. De là, le clergé et les moins zélés retournaient à Ermetingen, le plus grand nombre suivait jusqu'ici... Mme Vieillard disait avec raison que tout avait été poétique dans la vie de la Reine, que sa fin et les honneurs qui lui étaient rendus l'étaient encore : ce beau pays, cette foule éparse, cette longue course à pied de tout ce cortège, tout parlait à l'imagination et au cœur!

A la demande de Mme Salvage, nous avons mis pied à terre pour nous rapprocher autant que possible du corps pendant que les dernières prières se faisaient, puis nous avons pris la vieille route et nous sommes arrivées ici longtemps avant le cortège, et nous avons été nous agenouiller dans la chapelle pour recevoir le corps qu'on y est venu déposer et qui y restera jusqu'au départ pour la France... J'avais le cœur si serré à ce dernier moment qu'une larme n'aurait pas pu se faire jour, et je me sentais si souffrante que j'aurais voulu me sauver bien vite, bien loin, pour aller me soigner, et, pourtant, je comprenais que ma tâche n'était pas remplie. J'ai demandé à M. Tascher si ma présence était encore nécessaire. Il m'a dit que non; que je pouvais partir avec M. de Mayenfisch si je voulais, à moins que je ne fusse nécessaire au Prince pour débrouiller les affaires de sa mère; qu'il fallait le lui demander.

En attendant le déjeuner, qui n'a eu lieu qu'à une heure, le Prince ayant quitté le salon, je lui ai demandé de faire un tour

de promenade avec lui. Il m'a bientôt rejointe. Il me semble impossible de rendre compte de cette conversation où le Prince, tout en voulant être très bien pour moi, me disait les choses les plus pénibles que je pusse entendre. Je lui ai demandé si je devais partir avec M. de Mayenfisch pour revenir ensuite pour faire les distributions aux femmes de chambre et ranger mes affaires. Il m'a dit que je devais faire ce qui me conviendrait le mieux et ne me gêner en rien, mais qu'il préférait que je finisse tout le plus tôt possible, qu'il avait hâte de tout terminer et que, plus tard, il était douteux que je trouvasse des dames ici, — ce qui voulait dire que je devais partir au plus vite. Il m'a avoué que ce qui l'avait aussi beaucoup refroidi pour moi, c'était *mon intimité* avec M. Cottrau; qu'il nous avait laissés vivant comme chien et chat et qu'il nous retrouvait faisant cause commune; qu'il ne lui appartenait pas de scruter mes affections, mais qu'il m'en voulait de ce que je tâchais toujours de faire entrer M. Cottrau chez sa mère, tandis qu'il était inconvenant qu'il y fût autant et surtout qu'il y entrât le matin; qu'il le lui avait défendu depuis son retour et que si sa mère était guérie, il aurait dit qu'il fallait que lui ou M. Cottrau quittassent la maison; qu'il ne doutait pas que ces rentes d'Espagne ne lui eussent été données par la Reine pour ses tableaux et le courtage du collier qu'il avait porté à Munich; que cela ne le regardait pas. M. Cottrau avait confirmé cette croyance par des bêtises qu'il avait dites à M. Vieillard et à M. Parquin. Il croyait que je le savais, que j'y avais été pour quelque chose, que j'avais été interloquée quand il m'avait parlé de ces rentes d'Espagne, qu'il y avait une hésitation dans mes paroles et qu'il m'avait crue de moitié dans tout cela. Il désirait que M. Cottrau partît et qu'il le lui avait déjà dit et le lui dirait encore, si c'était nécessaire; qu'il ne pardonnait pas à M. Cottrau ses manières inconvenantes qui tendaient à faire croire qu'il était l'amant de la Reine. Moi, j'ai dit (et d'après les paroles d'Élisa) que je ne pardonnais pas à Mme Salvage de le dire et qu'elle le faisait dans l'idée de faire éloigner M. Cottrau. Quant à moi, il m'était facile, en disant le vrai, de lui montrer l'injustice et la fausseté de tout ce qu'il me disait. Ce n'est pas lui qui a pu avoir de pareilles idées, mais c'est déjà assez mal qu'il ait pu se laisser emberlificoter par Mme Salvage au point de les adopter venant d'elle. Comment est-il possible qu'il ait

pu me soupçonner pour ses rentes d'Espagne, ou me croire complice de qui que ce fût contre lui? Nous sommes revenus sur les affaires de Strasbourg. Il pense, d'après le procès, que, mon beau-frère ayant fait la dénonciation de M. Raindre et ayant envoyé sa femme ici après, c'était pour l'espionner! Cela venait à me croire la complice d'une telle indignité, moi si vraie, si dévouée, si désintéressée, est-ce ainsi que je devais être jugée jamais, et par qui? par le Prince que j'aime tant, et après avoir passé sept ans de ma vie avec lui! Ah! que sa pauvre mère me rendait mieux la justice que je méritais! J'ai fondu en larmes et je lui ai dit avec bien de l'amertume qu'il était affreux qu'il ait pu avoir des idées pareilles sur mon compte. Je ne saurais me rappeler tout ce que nous avons dit pendant cette longue conversation dont le souvenir me sera longtemps pénible. Je suis rentrée chez moi si affligée et, en même temps, si malade de mon irritation de poitrine que je me suis mise au lit, écrasée de tant de souffrances morales et physiques. Moi qui avais toujours compté sur l'amitié, sur la justice du Prince, en être soupçonnée ainsi, c'était affreux et, encore à présent, j'en suis oppressée...

J'étais seule après dîner lorsque le Prince est arrivé chez moi, croyant, disait-il, y trouver M. Conneau. Il venait me demander je ne sais plus quoi et comment j'allais; de fil en aiguille, nous nous sommes mis à causer assez gentiment, il m'a versé une tasse de thé, puis il s'est approché de mon lit en me tendant la main et me disant : « Faisons la paix. » Je l'ai embrassé tendrement en lui reprochant d'avoir pu croire que je machinais contre lui avec qui que ce fût au monde. « J'avais été absent si longtemps, les absens ont tort, » disait-il. « Pas près de moi, mon Prince, » lui ai-je répondu. J'étais si malheureuse de cette scène amère du matin que l'idée de retrouver quelque chose de son ancienne affection me causait un trouble extrême et me consolait presque...

La comtesse de Zeppelin à Mlle Masuyer.

Geiersberg, ce 11 octobre 1837.

Je suis tout abattue encore de notre pénible cérémonie de ce matin. Hélas! que ce douloureux événement va laisser pour

toujours de tristesse dans nos âmes! Oh! dites, je vous en prie, au Prince comme je sens et je partage sa peine... J'ai eu bien mal au sortir de l'église. Adieu, à revoir, j'espère bientôt, il me tarde de pleurer avec vous. Si c'est à Sigmaringen que vous allez, dites bien des choses tendres à Fanny. Toute à vous.

AMÉLIE DE ZEPPELIN.

Hier matin, je suis restée au lit, j'avais l'ouvrière, et, au moins, je pouvais un peu me faire soigner par elle. Le Prince est venu me voir le matin et dans l'après-midi. Je me suis levée pour recevoir, sur sa demande Mme de Graimberg et le chanoine qui veut nous lire encore une oraison funèbre, plus le jeune couple Aman. J'ai dîné à table et passé la soirée au salon, où je me sentais bien souffrante. Mme Salvage s'étant retirée, le Prince en a profité pour me dire quelques mots affectueux, dont il ne me reste rien, sinon qu'il est très pressé de se trouver seul... J'aurai bu le calice des mécomptes, ici, jusqu'à la lie. — Mes réflexions ont été pénibles, comme toujours, cette nuit, je me suis dit que je devais partir et partir au plus vite, toute malade que je suis; au lieu de rester dans mon lit ce matin, je me suis levée de bonne heure, pour m'occuper d'arranger mes affaires... J'ai reçu le matin la lettre de condoléance de la Princesse régnante de Sigmaringen et celle de la princesse de Hohenzollern.

La Princesse régnante de Hohenzollern à Mlle Masuyer.

Neuburg, 10 octobre 1837.

Soyez, je vous prie, Mademoiselle, l'interprète de tous mes sentimens auprès du malheureux prince Louis; exprimez-lui, au nom de toute ma famille, la part bien vivement sentie et partagée que nous prenons à l'irréparable et douloureuse perte qu'il vient de faire d'une mère si parfaite et si digne d'être aimée de lui et de tous ceux qui, comme nous, savions apprécier et reconnaître sa douce bonté, son extrême amabilité. L'attachement que je portais à cette bonne duchesse s'étend aussi sur son fils. Parlez-lui de ma consternation, de l'intérêt que je porte à sa malheureuse situation.. Quant à vous, mademoiselle, qui avez rempli une tâche si honorable, qu'il y a du

moins quelques consolations pour vous en songeant que vous n'avez épargné ni soins, ni peines, qui étaient excités par tant de dévouement, et qui n'en étaient pas moins touchans, — il me serait doux, mademoiselle, de vous réitérer, de vive voix, les sentimens d'estime que je me plairai à vous conserver.

ANTOINETTE, Princesse régnante de Hohenzollern.

Eugénie de Hohenzollern à Mlle Masuyer.

Tegernsée, ce 11 octobre 1837.

Ainsi c'est fini sans retour! et nous avons perdu le seul lien qui nous restait de la famille de notre pauvre Père! Pauvre, pauvre Louis, qu'il doit être malheureux, puisque nous le sommes tous de cette perte cruelle! Étant ici réunie à ma mère, j'ai su en premier lieu par elle la triste perte que nous avons à déplorer! et mes pensées se sont tout de suite portées vers vous, chère et pauvre Mademoiselle de Masuyer, sachant combien vous étiez attachée à ma bonne et adorable tante. Merci, mille fois, chère Mademoiselle de Masuyer, pour le souvenir que vous me prouvez en ce moment, où vous êtes si bouleversée. Oh! bien sûr, je n'oublierai jamais tout ce que vous avez fait pour ma Tante et l'intérêt que vous n'avez cessé de m'inspirer ne peut qu'augmenter à présent que je vous sais malheureuse, car je sais que vous l'êtes autant que nous. Tout ce que vous me dites de Louis ne m'étonne pas, il est excellent... Mais je le supplie de ne pas se croire seul au monde, tant qu'une de nous existe. Nous l'aimerons toujours comme un frère... J'espère vous rencontrer encore dans la vie, chère Mademoiselle de Masuyer, du moins c'est mon vif désir, pour vous exprimer encore de vive voix tout ce que vous ne cesserez de m'inspirer. Que Dieu vous accorde tout ce que vous lui demanderez!

Votre toute dévouée,

EUGÉNIE DE HOHENZOLLERN.

— Je n'ai pu m'empêchr de pleurer en parlant avec Mme de Crenay de tout ce qui remplit mon cœur en ce moment... Ces dames ne partent pas, quoiqu'elles en parlent encore. Gare le pauvre Prince!

— Je trouve singulier qu'il ne parle jamais des visites qu'il

leur fait. Il était sorti à cheval, j'ai continué la besogne avec M. Tascher, et je descendais gelée quand le Prince a reparu, il est venu se chauffer avec nous, et nous lui avons prêché l'économie. Il s'est bientôt enfui pour se promener, disait-il, mais autant peut-être pour éviter de se trouver avec moi que pour courir ailleurs. ...Le Prince était moins triste ce soir et rêvait à Mlle Louise, je lui ai fait bien peur en lui disant que j'aurais voulu rester pour aider Me Burre à mettre tout en ordre ; qu'il se rassure, je partirai... Comme il a quitté le salon de bonne heure, j'en ai fait autant.

... Je ne veux plus avoir rien de commun avec personne ici... Mmes de Crenay sont venues. Le Prince les a reconduites avec Mme Salvage. Élisa devine que c'est la présence de ces dames qui fait désirer au Prince d'être seul ici. A présent, ces dames ne parlent plus de partir, et, probablement, elles resteront fort longtemps. Mme de Graimberg m'a conté que pendant qu'elle était à Maunbach, chaque matin, à sept heures, Mlle Louise allait seule se promener dans le petit bois. Elle ne doute pas que ce ne fût pour y retrouver le Prince et que Mme de Crenay le savait. Elle voit là un piège pour lui faire épouser cette jeune fille, — ce que sa mère n'eût pas approuvé, — et elle prétend qu'il est de mon devoir de prévenir le Prince. L'oserai-je?

Samedi 14 octobre.

Conneau, qui m'apportait des cheveux de la Reine, est venu me voir ce matin. Le Prince voulait que j'emportasse toute la musique de sa mère. C'est une collection de partitions des plus complètes et des plus considérables. Cela doit avoir de la valeur, et je l'ai refusée comme tout ce qu'il m'a offert. Il ouvrait devant moi les coffres où étaient les dentelles et les fourrures de sa mère, en me pressant d'y prendre tout ce qui me ferait plaisir. Je l'ai remercié en le priant notamment de n'en rien distraire pour personne : « Vous vous marierez, mon Prince, et, dans votre situation de fortune, il vous sera agréable d'offrir toutes ces choses à une jeune femme qui les appréciera; il vous faudrait des sommes folles pour les remplacer. »

Mardi 16 octobre.

Hier, nous avons été à la messe à Maunbach. Mme Vieillard pense qu'il faut que le Prince soit pressé d'être seul pour jouir du voisinage de Maunbach, pour n'avoir pas dit un mot afin de retenir M. Vieillard. La teinte rosée de Mlle Louise à l'arrivée du Prince et l'affectation qu'ils mettent à ne se rien dire est une preuve, dit-elle. Cela fait que, pour ne pas les gêner, sitôt après que la messe a été dite, je me suis sauvée toute seule, laissant toute la société à Maunbach... Après déjeuner, j'ai commencé à mettre les romances de la Reine en ordre, j'ai été interrompue par Mme Salvage. D'un air majestueux, elle est venue nous dire qu'elle allait distribuer les souvenirs que la Reine nous laisse. M. de Querelles, assis à une table comme un notaire, écrivait une formule de reçu, que nous devions signer tous, à commencer par moi. Cette forme donnée à une chose toute de cœur me serrait à la gorge. Je me suis sauvée pour cacher mes larmes. Je suffoquais, il me fallait de l'air, à peine ai-je regardé le beau cachemire que la Reine me laisse, cette Sévigné, ces bracelets qu'elle a tant portés!... Mmes de Crenay étaient en bas et y étaient encore à la nuit quand je suis descendue. Le Prince les a reconduites chez elles en faisant bien attention de ne se placer à côté de Mlle Louise que lorsqu'il a été hors de vue. Il n'a reparu qu'au dîner. J'ai continué l'arrangement des romances avec ce bon Querelles. Il paraît qu'il s'est grisé le jour de l'enterrement, chez les Aman, et que le Prince l'a grondé...

Mardi 17 octobre.

Le Prince me dit poliment de ne pas me presser. Nos arrangemens d'effets font que je me rencontre souvent avec lui, et toujours pour en recevoir de bons procédés. A chaque instant, il veut me donner quelque chose. Hier, c'était un bonnet de dentelles de vingt louis, dit Mme Tascher. Je le refusai... Élisa m'a conté qu'elle a parlé au Prince de ses amours avec Louise et qu'il a répondu de manière à la rassurer tout à fait... Le Prince était dépité d'une lettre de M. Rugger, qui lui dit qu'on va le faire renvoyer d'ici. Comme cela vient du prince de Furstenberg, et par suite du grand-duc, il s'en inquiète; il voudrait qu'on le laissât tranquille ici; il est bien décidé à ne

pas s'en aller qu'on ne le chasse de force... A déjeuner, j'ai trouvé le Prince occupé d'un article malveillant de l'*Allgemeine Zeitung*. Le Prince a reçu hier une lettre d'Amérique où on lui dit qu'on a reçu une lettre de M. Arese, qui s'amuse beaucoup en voyage et compte être de retour à New-York à la mi-octobre. D'après cela, j'espère qu'il sera ici avant deux mois. Le Prince m'a encore donné des romances de sa mère, en les rangeant. M. Cottrau commence le portrait de l'Empereur pour M. Tascher. Il ne sait qu'inventer pour rester ici...

Jeudi 19 octobre.

J'ai été dire adieu à Mme de Lindsey, à laquelle le chanoine venait de lire son oraison funèbre de la Reine... Élisa est revenue avec une lettre de Mlle de Beauharnais, qui lui disait que la permission est accordée. Le Prince la recevait en même temps en des termes fort polis : on enverra des passeports pour les personnes qui accompagneront. M. Tascher part demain pour Munich, il ne pense revenir et partir avec le *corps* que le 1er novembre. Cela me donnerait la possibilité d'y arriver en même temps, et me ferait plaisir de rendre ce dernier devoir à ma pauvre Reine. Mme de Crenay ne parle que du bonheur qu'elle aurait à passer l'hiver ici...

Après le déjeuner, le Prince m'ayant demandé mes brouillons des *Mémoires de Mr Parquin*, je lui ai porté ces quatre gros volumes, mon travail de quatre ans, pour le brûler. Cela m'a fait de la peine, j'aurais voulu les conserver. Nous avons causé un peu. Il est faux que le général Voirol ait été de la conspiration. Ainsi, Mme Salvage a menti. Je me suis un peu trop lâchée à parler d'elle. Pourtant, le Prince ne l'a pas mal pris. Il se chamaille avec elle ; elle fait l'huissier priseur. Il me donnera une assurance de ma rente, mais il ne veut pas que j'en parle à personne ; il ne le fait pas pour les autres pensions... Il en veut toujours à ma sœur pour ces affaires de Strasbourg. Élisa, avec qui j'ai causé après, m'a dit que ce reflet était très fâcheux pour moi et qu'aucun des amis du Prince ne viendrait me voir à Paris, si je demeurais avec mon beau-frère, etc. Le Prince a porté brûler les restes des papiers au four. Je crains bien que cela n'ait pas été fait discrètement, car, jusqu'au Dernier Jugement, je nierai avoir participé en rien à ces *Mémoires*.

Mlle de Beauharnais à Mlle Masuyer.

Paris, 14 octobre.

...A l'instant, mon père reçoit une lettre du ministre relativement à la triste cérémonie de Rueil. Toutes les difficultés sont levées, l'itinéraire de la marche est tracé, on n'a pas voulu fixer d'époque, on laisse cela à la disposition de la famille, dit-on. Mon père écrit donc à l'instant au Prince pour lui faire part de tout cela. Ce sera alors lui qui vous instruira de l'époque fixée où nous nous réunirons tous à Rueil autour de notre pauvre et chère Reine, nous pleurerons ensemble celle que nous adorions. Hélas! ce n'était pas ainsi que je croyais la retrouver! ce n'était pas là que je croyais vous revoir! A bientôt donc, chère Mademoiselle, je vous retrouverai avec bonheur et douleur. S'il vous était agréable en arrivant à Paris de descendre chez moi, il n'est plus besoin de vous dire que vous me rendriez mille fois heureuse. J'espère bien que vous n'en doutez pas. Encore une fois adieu, mais adieu bien tristement. Croyez toujours à la tendre amitié que je vous porte. — HORTENSE DE BEAUHARNAIS.

Vendredi 20 octobre.

Je ne vois le Prince que pour avoir des remercimens à lui faire ce matin, il m'a apporté un des beaux mouchoirs de sa mère, qui vient de l'Impératrice. J'étais honteuse du désordre où il m'a trouvée.

Samedi 21 octobre.

Je suis au bout de mes forces... Si je ne pars pas, je tomberai malade, mes nuits sont affreuses et mes journées ne me reposent pas. Ce matin, nous avions messe à Maunbach pour la Reine et l'oraison funèbre, à laquelle le chanoine travaillait depuis quinze jours avec tant d'assiduité. J'ai été avec le Prince à qui je me suis permis de parler de ses affaires. J'ai touché la corde des Crenay. Le Prince m'a fait les mêmes réponses qu'à Mlle de Perrigny, ce qui ne m'a pas empêchée de lui dire que Mme de Crenay spéculait depuis six mois sur les consolations dont il aurait besoin dans ce moment et sur la liberté, que lui laisse la mort de sa mère, d'épouser qui il veut... La

messe a été dite par le curé et l'oraison funèbre du chanoine fut médiocre...

Dimanche 22 octobre.

Est-il possible, mon Dieu! que cette date soit la dernière que je place à Arenenberg! Je croyais y vivre et y mourir!... Ce matin, j'ai emballé, en attendant la messe à laquelle j'ai été à dix heures à Maunbach. M. Visconti y était, Mme Salvage et Élisa sont arrivées tard. Mme de Crenay a été étonnée que le Prince et ces autres Messieurs eussent été de préférence à Ermetingen. C'était parce que le Prince avait envoyé chercher M. Kern, avec lequel il a de grandes affaires, avec Mme Salvage. Elle est arrivée rouge comme un coq à déjeuner, — ce sont les affaires du testament... Le Prince était absent lorsque la Reine a écrit ses dernières volontés; elle laissait aux soins de Mme Salvage ses *Mémoires* et d'autres choses qui ne sont pas de son ressort. Une fois le Prince présent, il rentre dans ses droits pour arranger ses affaires comme il l'entend, et l'importance de l'exécutrice testamentaire est diminuée d'autant. Mme Salvage ne pouvait en prendre son parti, et M. Kern avait dû, comme avocat, venir trancher la question débattue entre elle et le Prince.

Je suis revenue à mes emballages que j'ai enfin terminés. J'ai achevé une lettre à la maréchale Ney, à laquelle j'envoie des cheveux de la Reine. Puis je suis descendue pour dire adieu à Mme de Crenay. Louise m'a donné une petite bague pour souvenir. J'ai dit : « Au revoir, à Paris, » — sans l'espérer, j'aime mieux cela que des adieux. Quand elles ont été parties, le Prince m'a suivie sur l'escalier pour me demander où je désire toucher ma pension. Pour ne pas lui donner d'embarras, j'ai dit : A Paris, chez M. Noël. Je lui ai encore parlé de Maunbach. Il a pris bien la chose et m'a promis de m'écrire comment le départ de ces dames finira.

Je pars à six heures. Le cœur m'en saigne. J'ai donné une petite bourse à M. de Querelles, un cachet à Conneau... Je me sens comme pétrifiée, j'agis machinalement, poussée comme par un ressort à m'éloigner d'ici où tant d'affectueux souvenirs me retiennent. Au comble du malheur, l'agitation cesse.

VALÉRIE MASUYER.

LEUR ART

Quel est l'Art de ces gens-là ? Et qu'ont bien pu faire les artistes, signataires de l'*Appel au monde civilisé*, pour remplacer, dans le patrimoine esthétique des hommes, les merveilles qu'ils ont biffées du portail de Reims, — je veux dire les Behrens, les Klinger, les Stuck, les Trubner, les Hildebrand, sans parler de leurs aînés, signataires du même manifeste, les Hans Thoma, les Gebhardt, les Kaulbach, les Kalkreuth, les Liebermann, les Defregger ? Beaucoup de gens ne soupçonnaient pas leur existence ; ils viennent, il y a un an et demi, de la révéler par un procédé infaillible : celui de cette suffragette qui lacéra la *Vénus au miroir*, ou de ce vagabond qui déroba la *Joconde*. C'est de la notoriété, si ce n'est pas de la gloire, et l'on demeure ébahi de leur prestesse à l'acquérir. Il y a des ouvriers qui cherchent à se faire connaître par la production de quelque œuvre : le monde surpris n'a su les noms de ceux-là que par la destruction d'un chef-d'œuvre.

Mais comme, après tout, il ne suffit pas de lacérer une toile ou de mutiler une statue pour être réputé « artiste, » — ni de se solidariser avec ceux qui l'ont fait, — ces *Vertreter deutscher Kunst*, comme ils s'intitulent eux-mêmes, doivent quelque part, en un temps quelconque, avoir façonné quelque chose, des objets réputés « objets d'art » par eux et leurs amis. Ils ont dû modeler des figures, dont la place leur paraissait marquée au portail de Reims, au lieu de la *Reine de Saba*, du *Saint Rémy*, du *Saint Thierry* et de l'*Ange* de Saint-Nicaise. Ils ont dû peindre des panneaux pour reposer leurs yeux que fatiguaient nos verrières, réduites par leurs soins en poussière. Peut-être, avec ce goût de l'organisation préventive qui les distingue,

quelques-uns d'entre eux étaient-ils, déjà, désignés pour retoucher nos imagiers du XIIIe siècle. Et, sûrement, il en est de chargés de reconstruire Louvain, selon un plan plus moderne et plus rationnel. Que sont donc ces artistes et que valent-ils? On se pose, malgré soi, cette question.

Je vais tâcher d'y répondre. Cette réponse, — ai-je besoin de le dire? — ne sera pas dictée par des faits étrangers à la cause. Si, durant quelque vingt-cinq ans, — c'est-à-dire depuis la réunion des *Portraits de Lenbach*, en 1888, au Palais de Cristal, de Munich, jusqu'à l'Exposition du *Pavillon des Arts industriels allemands*, à Bruxelles, en 1910, — il n'est guère de manifestation de l'Art allemand que je n'aie suivie et notée, et si, cependant, je n'en ai jamais parlé, ce n'étaient point les horreurs de Louvain ou de Senlis qui arrêtaient l'éloge : c'est qu'il n'y en avait point à faire. Le silence est une opinion, et cette opinion ne devait rien alors aux circonstances. L'expression ne leur devra rien, non plus, sinon l'occasion, ou la justification, de ces lignes.

I

« Depuis un siècle, au moins, les Allemands n'étaient plus maîtres. Ils faisaient figure de petites gens réduites au crédit des voisins, courbées sous une férule de régent. Ils s'avouaient de pauvres lourdauds éternellement stériles qui, incapables de jamais rien produire, devaient toujours se tenir au service, à la discrétion des Anciens, de leurs voisins plus intelligens et à des livres de classe. Ils ébranlaient le monde du tonnerre victorieux de leurs armes; leur science, leur technique, leur industrie envahissaient l'univers : les plus privilégiés d'entre eux cependant languissaient dans une servitude misérable. Oui, leurs chefs commandaient à des armées monstrueuses, à des forces et à des trésors sans nombre ; et, touchant la vie intellectuelle, affinée, ils érigeaient la soumission aux idoles des temps morts en dogme patriotique. Vit-on jamais grand peuple, en progrès et capable de se créer une civilisation particulière, choir dans une si horrible perversité? Certes, nous étions assez instruits pour savoir qu'il n'y a, pour l'homme d'honneur, à vivre que s'il domine la vie, que s'il lui imprime le sceau de sa puissance, le sceau de sa déification, c'est-à-dire la Beauté.

Mais nous n'osions y tendre de nos mains (1)... » Ainsi gémissait, il y a une quinzaine d'années, un critique allemand, s'exprimant en français, — ou à peu près, — dans une des Revues d'Art les plus répandues outre-Rhin.

Ce gémissement révèle une blessure assez peu connue de la vanité allemande. Nous savions bien qu'il n'y avait plus d'art très original au pays des Holbein et des Dürer, — exception toujours faite pour la musique, — mais nous n'imaginions pas qu'on dût en souffrir à ce point. D'ailleurs, au moment où ces lignes paraissaient, on pouvait voir à l'œuvre, ensemble, Lenbach, Uhde, Hans Thoma, Liebermann, Menzel et quelques autres, dont les portraits ou les scènes modernisées de l'Évangile, ou les tentatives impressionnistes ou les anecdotes sur la vie du grand Frédéric n'étaient pas si méprisables. Mais la jeunesse les méprisait. C'était un art européen, dérivé des Hollandais, des Flamands et des Français. « Vous êtes couverts des signes du passé, leur disait Nietzsche, et ces signes, vous les avez peinturlurés de nouveaux signes..., le visage et les membres barbouillés de cinquante taches..., ô gens du présent! Qui est-ce qui pourrait encore vous reconnaître? Sût-on sonder les reins, qui croire que vous en avez encore, des reins? Vous êtes pétris de couleurs cuites et d'étiquettes collées les unes contre les autres... » On était dominé par cette idée, — une des plus fausses de la mentalité contemporaine, — qu'un grand peuple, puissant par son négoce ou ses armes, doit nécessairement procréer un grand art. Il y avait disproportion, semblait-il, entre Hambourg et le Palais de Cristal, entre Essen et la galerie Schack. Et les petits racontars de Menzel lui-même, si spirituels et si savoureux qu'ils fussent, donnaient mal l'impression d'un gigantesque effort national. Assez de dîners à Sans-Souci, de Frédéric jouant de la flûte, assez de moines égarés dans les caves ou de jeunes ménagères dévorant des lettres d'amour, assez de promenades sentimentales sur le vieux fleuve, en face des ruines romantiques, au son de la harpe, assez de villageois lutinés par les kobolds, au fond de la vieille forêt germanique, ou de seigneurs en équipages surannés traversant leurs vieilles villes du Tyrol, — tout ce que Menzel, Grutzner, Defregger, Richter, Schwind, Spitzweg et tant d'autres avaient chuchoté, si

(1) Georg Fuchs. Le Vestibule de la Maison de Puissance et de Beauté. *Deutsche Kunst und Dekoration*, Darmstadt, 1902.

longtemps, sans autre prétention que de les divertir, à leurs auditoires ébahis! Tout cela n'était que de petits côtés de l'Allemagne, traduits par un art aussi bien flamand ou hollandais qu'allemand. A un grand peuple il fallait un grand art, nettement national et inspirateur de grandes actions. L'Art devait être l'éducateur des masses et non leur amuseur. Rembrandt avait été un « éducateur. »

Mais ce n'est pas une culture étrangère, c'est-à-dire « inférieure, » que l'Art devait apporter aux peuples germaniques, c'était une culture germanique, par conséquent empruntée au sol même de la patrie. On répétait ces mots du poète Stephan Georg : « Ce qui est le plus nécessaire à l'Allemagne, c'est un geste qui soit, enfin, allemand! Cela est plus important que la conquête de dix provinces! » Voilà où en étaient les jeunes artistes et la jeune critique d'outre-Rhin, dans le dernier quart du XIXe siècle. Ils cherchaient le maître qui ne devait rien aux nations rivales, ni au sentiment latin, pour en faire leur maître. Ils cherchèrent longtemps, tous leurs peintres à cette époque étant plus ou moins infectés de l'esprit et de la technique des Français. Enfin, ils crurent apercevoir celui qui devait les libérer et concentrer les aspirations de Berlin, de Weimar, de Munich, de Darmstadt, de Dresde, de Hambourg. Ils l'aperçurent, debout, au seuil de l'Allemagne, sur les bords du Rhin, tenant la clef du grand art entre ses mains. Ils se précipitèrent vers cet Allemand-type. C'était un Suisse.

Certes, il y a beaucoup à prendre en Suisse et à en apprendre. Les exemples que ce pays nous donne, dans la paix et dans la guerre, seraient bons, par toute l'Europe, à méditer. Et quand on considère que le Suisse en question était de Bâle, il n'est pas très surprenant, au premier abord, qu'une tradition purement alémanique ait pu revivre en lui. A la vérité, il n'habitait point Bâle : il habitait San Domenico, près de Florence, à mi-côte de Fiesole, et vivait entouré de cosmopolites. Mais ce ne sont là que des contingences. Malgré son obstination à vivre loin de sa patrie, on pourrait imaginer qu'il est resté fidèle à sa race, en son volontaire exil. Mais si l'on voit une seule de ses œuvres, on est tout de suite fixé. Tout l'œuvre de Bœcklin est un effort furibond, têtu, désespéré, pour se rattacher à l'antiquité classique et méditerranéenne. C'est une perpétuelle nostalgie d'une race et d'un pays et, plus encore, d'une culture

dont il n'était pas ou dont il n'était plus, si, comme le disent ses admirateurs, il en avait été dans quelque « existence antérieure. » Il prend à cette antiquité et à sa mythologie ses sirènes, ses centaures, ses néréides, toute son animalité à figure humaine, mais il les vide, aussitôt, de leur esprit antique, je veux dire la mesure, la pureté des lignes, l'harmonie. C'est Phidias chez Breughel, l'Olympe chez Téniers, quelque chose d'énorme et de débraillé, qui fait songer aux anamorphoses que subirait une statue antique, si elle se trouvait entourée de miroirs déformans ou de boules-panoramas. Plus coloriste, il eût approché Rubens, plus spirituel, amusé comme Doré, c'est-à-dire, en tout état de cause, tourné le dos à l'antique. Tel qu'il est, sa prétention au grand art peut intéresser, mais ne touche guère, d'autant que, comme métier, c'est le plus composite et le moins original qui soit. Malgré tous nos efforts, — et Dieu sait si nous avons été hospitaliers aux génies étrangers! — nous n'avons jamais pu admirer ce parti pris violent de mépriser la mesure, dès l'instant qu'il n'aboutissait pas à quelque trouvaille de métier ou d'art.

Fût-il, d'ailleurs, le maître original que quelques-uns ont cru, Bœcklin n'avait plus rien d'allemand, à moins qu'on n'appelle précisément « allemande, » depuis Cranach jusqu'à Cornelius, cette incapacité foncière de comprendre l'Antique. Sur tous les points et avec une application constante, il prenait le contre-pied des vertus qui avaient fait les grands artistes de la vieille Allemagne : la minutie, la conscience, l'étude des visages, analytique et serrée, le goût des joies de la vie intime et recueillie. Aussi est-ce un des plus surprenans phénomènes de mimétisme, que l'engouement des Allemands, et des seuls Allemands, pour ce renégat de toutes leurs traditions esthétiques. Ils avaient tant d'autres modèles! Dans la ville même de Bœcklin, à Bâle, quand on visite les salles hautes de ce curieux musée qui se dresse à pic sur le Rhin, on éprouve une des émotions les plus profondes que puisse donner l'Art : le commerce familier avec des hommes ensevelis depuis plusieurs siècles, dans un subit dédoublement de notre personnalité, qui nous fait assister à la vie de quelques êtres privilégiés bien avant que la nôtre ait commencé. On est devant Holbein : la famille de Thomas Morus, Erasme, Jacob Mayer et sa femme, Dorothée Kannengiesser, Amerbach. Ces figures nous révéle-

raient, si nous savions les lire, tout le mystère de leur destinée. Les artistes allemands de l'école moderne ont passé devant elles sans y prendre garde. Puis, non loin de ces merveilles, on voit de lourdes caricatures de l'Antique : des allégories où le modèle d'atelier, figé en sa pose, attend patiemment l'heure de se rhabiller, des Naïades jouant dans la mer avec les soubresauts que la foule se divertit à observer au déjeuner des otaries : la négation constante des utiles leçons de Holbein, la prétention aux grands contours synthétiques, aux vastes symboles, à la décoration murale, à la philosophie, exprimée par le dessin le plus commun, le plus banal et le plus lamentablement académique. C'est là que les artistes allemands se sont arrêtés, là qu'ils ont cru trouver l'idée rénovatrice de la peinture allemande! Franz Stuck, Max Klinger, Trubner, Wilhelm Bader, cent autres sont sortis de là.

A la vérité, Bœcklin avait trouvé quelque chose : c'était d'aller prendre les êtres fantastiques créés par l'art antique et de les remettre dans des paysages vrais, les paysages d'où ils étaient venus, où ils avaient été, pour la première fois, aperçus ou devinés par l'imagination apeurée des bergers : de remettre Pan et les faunes et les satyres dans les bois, les sirènes et les naïades dans l'eau, les nymphes au creux des sources, et de faire galoper les centaures par les prés et les rochers sauvages. Il tirait le centaure de sa métope et l'envoyait, d'un coup de fouet brutal, bondir en plein marécage; il dévissait le faune de son socle ou de son cippe, et le jetait à la poursuite d'une femme à travers la feuillée des grandes forêts; il persuadait aux néréides de quitter les trois ou quatre volutes, par quoi sont figurés les « flots grecs, » sur les terres cuites ou les mosaïques antiques, pour piquer une tête dans le golfe et faire une pleine eau. De là, mille apparitions imprévues, bien que logiques, d'un ragoût savoureux, qui faisaient écarquiller les yeux des archéologues et rugir d'aise les rapins : des corps de monstres ou de demi-dieux fouettés par les branches, tigrés par la boue, ruisselans d'embruns, pris dans l'écheveau vert des varechs et roulés par le ressac. C'était une idée. Il en avait une autre, corollaire de la première,et aussi féconde. Étant donnée telle forme fantastique mi-humaine, mi-bestiale : le centaure, par exemple, ou le triton ou la néréide, en déduire toutes les postures qu'elle peut prendre, qu'elle doit prendre en certaines

occasions et ne pas s'en tenir aux attitudes réglées par la statuaire antique : par exemple conduire son centaure chez le maréchal ferrant, le faire ruer, sauter des obstacles, montrer des néréides qui jouent et s'ébrouent comme des phoques, des bébés tritons qui sautent sur les nageoires de leurs pères, une Vénus à demi liquide au sortir des eaux, des faunes ou des ægypans vieillis, blanchissans, obèses, sur les confins de la caricature, en un mot, toute une mythologie réaliste. Cela aussi était une idée. Sans doute, l'antiquité en avait donné des exemples, sinon dans ses chefs-d'œuvre, du moins dans ses petites figurines décoratives, sur la panse de ses vases ou au plat de ses murs peints, comme à Herculanum et à Pompéi. L'artiste avait, déjà, en plus d'un endroit, suggéré des gestes assez libres à ses tritons et à ses centaures, imaginé des centauresses, voire des ichtyo-centaures, des hippocampes, des panthères marines, des *pistris* ou serpens-dauphins et même flairé le « grand serpent de mer. » Sans même remonter si haut et en s'en tenant à ce qu'on voit au musée de Bâle, Bœcklin avait pu observer de très savoureux gestes de centaures dans les vieux dessins d'Ursus Graf ou de Baldung Grien. Mais ce que nul n'avait jamais fait, c'était de les plonger en pleine nature, dans le milieu humide ou herbeux, ou parmi les mystères sylvestres, au fond des paysages découverts par Corot; telle fut l'idée de Bœcklin.

Le malheur de ces idées-là, en art, c'est qu'elles ressemblent trop à des découvertes d'ordre scientifique. On peut les communiquer par de simples mots. Le moindre dessinateur, en les entendant énoncer, voit, tout de suite, le parti qu'il peut en tirer et, sans avoir connu l'œuvre de Bœcklin, il en reproduira l'aspect à peu près. C'est si vrai qu'il y a eu, dans la vieillesse de Bœcklin, un procès pour savoir si tel tableau était de lui : — et il n'a su le dire, l'ayant oublié! Puis il suffit de tirer les conséquences logiques d'une idée, en art, pour choir inévitablement dans l'absurde. Aussi bien, quand il fut parvenu à la vieillesse, le peintre de Bâle, s'exagérant lui-même, rendit-il son système insupportable à ceux qu'il avait, un instant, charmés. La modernité de la Fable avait vécu.

Toutefois, il en était l'inventeur et l'on pardonne beaucoup aux inventeurs. Mais que dire des Allemands, des Stuck, des Klinger, des Bader, des Trubner, des Paul Burck, parfois même de Hans Thoma, qui, venus après Bœcklin, la formule étant trouvée,

l'ont systématisée, développée, amplifiée, en un mot exploitée, comme on fait un brevet d'invention? On ne peut s'empêcher, en les voyant, de penser à cette caricature de Bruno Paul dans le *Simplicissimus* : un jeune rapin famélique, carton sous le bras et pipe à la bouche, est debout auprès de son père, vieillard moribond qui tient un basset sur ses genoux, et le vieillard lui dit : « Mon fils, je ne te laisse rien que ce basset : ce sera ton gagne-pain. Tu pourras, chaque semaine, envoyer une blague sur lui aux *Fliegende Blaetter*, » — faisant allusion aux plaisanteries sans nombre que la petite bête, courte sur jambes, longue sur reins et tout en oreilles, inspire aux humoristes de la feuille célèbre. Bœcklin a fait comme ce vieillard. Il a légué son centaure à Stuck et à Klinger, et c'est merveille ce qu'ils en ont fait et toutes les sauces à quoi ils l'ont accommodé! Ce centaure poursuit encore, là-bas, une carrière extrêmement profitable. La magnifique villa antique de Stuck, à Munich, a été payée par ce centaure. Les idées, — même les idées d'autrui, — ne demeurent pas improductives en Allemagne.

Enfin, Bœcklin avait fait une dernière trouvaille : son *Ile des Morts*. Il en était si satisfait qu'il l'a répétée, nul ne sait combien de fois. C'est la page de lui qu'on connaît le mieux à l'étranger : une cuve de pierre, pleine de cyprès, baigne dans un lac noir, échancrée en toute sa hauteur pour qu'on puisse voir qu'il ne s'y passe rien, une barque glisse sur les eaux endormies et ramène à la « bonne demeure » un hôte debout en son linceul. C'est une création très artificielle. On sent que l'artiste a réuni, méthodiquement, tout ce qui peut donner l'idée de l'insensible et du perpétuel : une île escarpée et sans bords, une eau sans mouvement, un crépuscule éternel, l'ombre, une nature où rien ne change, où rien ne naît, où rien ne souffre, où rien ne meurt. L'impression produite, bien qu'artificielle, est assez forte. Ainsi se clôt le cycle des découvertes du peintre suisse. La passion de l'antique, la recherche du brutal, et le terrifiant, — voilà tout l'Art de Bœcklin.

Et c'est tout l'Art allemand contemporain. Les deux plus notables représentans de cette école sont Franz Stuck et Max Klinger, tous deux à peu près du même âge, entre cinquante et soixante ans. Klinger doué de la figure classique du *herr professor* à lunettes, broussailleux, soupçonneux, hirsute, l'œil vif sous le sourcil épais, plus petit serait Mime, et Stuck, bonne

tête ronde de *feldwebel*, l'œil rond, extasié, impérieux, plus grand, jouerait les Siegfried, tous deux sculpteurs autant que peintres et décorateurs autant que sculpteurs, menant tout de front, visant à tout, appelés artistes et maîtres seulement en Allemagne, répondant à ce que, dans tous les autres pays, on honore du nom d' « amateur. »

Ils se sont partagé le royaume de Bœcklin : Stuck a pris la terre et Klinger a pris la mer. Tous deux ont gardé le centaure. Seulement, Stuck lui donne quelques nouveaux agrémens. Il lui met quelquefois une crinière, il lui rase la tête à la manière « hygiénique » allemande et lui ôte la barbe qu'il portait au Parthénon. Il en fait un cerf que poursuit un centaure, chasseur et archer. Il a même imaginé un centaure nègre, une sorte de bon géant courtisant une jeune blanche, au grand ébahissement de ses compagnes. Il a fait des centauresses blondes fuyant, les cheveux dénoués et en riant comme des folles, la poursuite des centaures mâles, ou encore, attendant paisiblement, couchées comme un cheval dans son box, l'issue de la lutte entre deux rivaux. Tous ces centaures ont appris à galoper à l'école de M. Muybridge, ou tout au moins, de M. Marey. Ils respectent les enseignemens de la chronophotographie. Aussi offrent-ils un mélange de réalisme, de modernité, d'archaïsme, de pédantisme et de fantaisie, qui atteint la plus haute bouffonnerie.

Klinger, lui, a conduit son centaure dans la mer, parmi les néréides et les ordinaires chevaux marins, les mouettes et les goélands, l'a englouti à demi, dans les vagues, échevelé dans le vent du large, balafré d'écume. Telles sont, notamment, ses peintures décoratives pour la villa Albers, conservées dans les musées de Berlin et de Hambourg. Il est parvenu, ainsi, à insuffler à son Chiron, ou à son Nessus, une vie brutale et joyeuse qui, au premier abord, séduit. L'attrait de la nature méridionale pour l'homme du Nord y éclate. C'est une ruée vers la mer bleue, l'horizon d'or dentelé par l'étrave des caps, la Méditerranée convoitée au loin, par delà les lacs trop calmes et trop froids, par delà les Chiemsee et les Constance, l'art qui cherche à déboucher en « eau chaude, » comme l'Empire lui-même, et y tend d'un effort vertigineux.

Dans tout cela, qu'est devenue la vieille Allemagne, la vie paisible, les drames ou les joies intimes de la famille, les rêve-

ries sentimentales que nous peignaient, hier encore, les maîtres, et qui sont encore sensibles dans l'œuvre de Hans Thoma? Il n'y en a plus trace... Les gens que Paul Richter nous montrait passant l'Elbe, sur une petite barque, en face d'un vieux château en ruines; les jeunes amoureux, la main dans la main, le vieillard penché sur sa harpe, le touriste debout, sac au dos, s'adonnant avec ferveur aux joies esthétiques de la contemplation, et le poète échevelé, pensif, qui va noter quelque chose de profond, ou, tout au moins, d'obscur, — que sont-ils devenus? Un souffle a passé sur les ateliers allemands contemporains, qui en a chassé toute cette humanité naïve, parfois mesquine, mais touchante et, en tout cas, vraie. Il n'est plus resté que des figurans de théâtre, laborieusement travestis en symboles, guindés dans leur archaïsme et empêtrés dans leur philosophie.

C'est une fatalité, en effet, que les artistes allemands cherchent toujours à réaliser ce à quoi ils sont le moins propres : le symbole, et sous les formes qui sont le moins dans leur génie : les formes classiques. Certes, leur passion pour l'antique n'est point nouvelle. On chantait, jadis, dans leurs ateliers :

Des Deutschen Künstlers Vaterland,
Ist Griechenland, ist Griechenland!

Mais c'est une passion toujours malheureuse. Elle a perdu Cornelius et son école, elle a donné à Munich et à Berlin leur faux grec. Dès qu'elle saisit son homme, elle le tue. Moritz de Schwind, par exemple, au milieu du XIXe siècle, anime d'une vie très divertissante les figurines sentimentales ou grotesques, qu'il conduit à travers les mystères de la forêt germanique, mais ses figures symboliques sont vides de toute substance. Il réussit toujours le nain : il manque toujours la Walkyrie, à plus forte raison, la déesse antique. Cornelius croit s'inspirer de l'antique : il le surmoule. Tout l'imprévu, toute la netteté, toute la hardiesse et la force, tout l'accent de l'antique est perdu. On ne sent plus ses os.

De nos jours, Trubner croit beau de montrer l'empereur Guillaume Ier, en triomphateur, accompagné des Walkyries : il n'évoque autre chose que l'idée d'un vieux monsieur égaré dans les praticables de Bayreuth, au moment où l'on prépare la figuration.

Les nouveaux venus, il est vrai, ont cru sauver leurs pas-

tiches de l'Antique en y introduisant deux caractères que l'Antique offre bien rarement : le colossal et le terrifiant. Mais c'est encore une erreur, ni l'un ni l'autre n'étant dans les moyens du Germain, — du moins dans ses moyens plastiques. Habich modelait, en perfection, de petites statuettes de bronze, propres à mettre sur une table, comme encriers ou presse-papiers : il a fait dans la *Künstler Colonie*, à Darmstadt, des statues gigantesques d'Adam et d'Ève, qui passent les bornes du ridicule. Klinger réussit fort bien, aussi, la statuette de bronze : il a imaginé des Beethoven ou des femmes en marbre polychrome, dont les meilleures, si elles étaient plus spirituelles, eussent dû aller chez Mme Tussaud. Hildebrand, à force de fréquenter les Antiques et les Florentins, dans sa maison de San Francesco di Paolo, arrive à des approximations fort agréables du *quattrocento* dans les petits sujets : rêve-t-il de monumens, il choit dans le banal. Frantz Metzner parvenait, çà et là, dans de simples bustes inspirés par des figures réelles, à exprimer un sentiment saisissant ; il a voulu se hausser aux colosses d'Égypte, ou peut-être d'Assyrie, en sa figure de *la Force*, dans le monument de Leipzig : le résultat est lamentable. Évidemment, il a été impressionné par le *Pugiliste au repos* des Thermes de Dioclétien, mais il lui a trouvé l'air trop intelligent. Il a regardé, avec sympathie, le *Penseur* de M. Rodin, mais il lui a trouvé les extrémités trop fines. Il a voulu bâtir un hercule où tout ce qui n'est pas brutal disparaît, mais alors le crétinisme pathologique, où il est parvenu, enlève à son demi-Dieu non seulement toute sa divinité, mais toute son humanité et, par là, toute sa vraisemblance. C'est un pantin colossal et qui ne fait plus peur.

La peur, cependant, ou plutôt la terreur, tel est le sentiment que l'Allemand cherche le plus, depuis quelque vingt ans, à inspirer. Il semble que ce soit pour lui un moyen de triompher en art, comme chez ses théoriciens militaires de triompher, dans la guerre. La toile la plus fameuse, peut-être, de Stuck est son allégorie de la *Guerre :* un entassement de cadavres nus sous le cheval du triomphateur insensible. Les sphinx, les chasses infernales, les furies, les harpies, tout ce qui menace l'homme dans l'ombre et lui rappelle l'énigme de sa destinée, lui paraît admirable à peindre. C'est si vrai que, depuis la guerre, les caricaturistes allemands, lorsqu'ils veulent symboliser la terreur qu'ils s'imaginent inspirer à leurs ennemis,

n'ont qu'à reproduire quelque page célèbre, de Sascha Schneider, par exemple, en en détournant le sens. Ainsi, le Destin, batracien dégoûtant, guette l'homme nu, désarmé, qu'il encercle de ses griffes inévitables : c'est, dans leur folle présomption, Hindenburg guettant le grand-duc Nicolas. Malheureusement, cette entreprise de terreur échoue de façon misérable. Le *Lucifer* de Stuck ressemble à un jeune Anglais qui suit passionnément les péripéties d'un match de boxe ou de foot-ball. Son *Remords* est un marin en permission qui a pris le pas gymnastique pour ne pas manquer le dernier canot. Son triomphateur de la *Guerre* est un gars de la campagne qui revient, le soir, sa journée finie, sur son cheval fourbu. Son *Vice* et toutes les femmes fatales, qu'il a entortillées d'un serpent boa ou python, semblent tout simplement des charmeuses de serpens. Son *Guerrier* est un jeune valet de chambre qui époussette une statuette de la Victoire avec un plumeau fait de feuilles de laurier. Son Ange du *Paradis perdu* est une manière de suisse qui, debout, raide, les jambes écartées, tient son épée flamboyante fichée en terre en face de lui, comme un portier de Rome sa canne à boule, sous le portique d'un somptueux palais. Tout cela rappelle inévitablement le piteux effet que produit, à la scène, l'apparition de *Fafner*. Mais, à côté de ces horrifiques images, figure-t-il un faunin luttant, tête contre tête, avec un jeune bélier, dans un cercle d'autres petits faunes ébahis, ou dessine-t-il des paysans allemands en visite dans un musée, pour les *Fliegende Blaetter*, — et voici la main d'un artiste vrai, particulier, spirituel, qui paraît.

Sur un point, toutefois, cet appel à la terreur est émouvant dans *la Danse des Morts*. Klinger a fait toute une suite d'eaux-fortes intitulée *De la Mort*, fort ingénieuses, à la manière de M. André de Lorde, pour entretenir, chez l'être périssable que nous sommes, l'appréhension du mystère et l'horreur de l'étroit passage. Ses *Miséreux* au carcan ; son bébé assis sur le rigide cadavre de sa *Mère* endormie ; sa figure d'homme en train de se noyer ; sa *Pieta*, où saint Jean a pris la tête de Beethoven ; sa *Mort guérisseuse*, conçue à la manière du « libérateur céleste » de Lamartine, tout cela est nouveau et d'un artifice assez adroit à nous émouvoir. Cela doit tenir à quelque caractère foncier de la race, car, à toutes les époques, les Allemands ont excellé dans le squelette. La suite d'Holbein est géniale. On pourrait

croire qu'il avait épuisé les ressources tragiques et comiques du macabre, — mais presque à chaque génération, l'Allemand sait le renouveler. Encore au XIXe siècle, Alfred Rethel, médiocre dans tout le reste, a trouvé un étonnant symbole du mouvement révolutionnaire de 1848, avec sa *Mort* à cheval. De nos jours, un artiste de second plan, Joseph Sattler, en figurant la Mort, sur des échasses, qui passe sur les feuillets des livres et y laisse ses traces, a prouvé que le don ancien de fantaisie macabre n'est pas perdu. Cette Mort, sortie d'un cabinet d'anatomie, grimace et fait des mines de vieille coquette, — dolichocéphale, bien entendu. Chez Hans Thoma, le squelette, bien droit sur ses apophyses épineuses, tend un drap, avec le geste du garçon de bain, derrière *Adam et Ève*, prêt à les envelopper dès qu'ils auront cueilli la pomme... C'est un rien, mais il fallait le trouver. On n'en finirait pas de citer toutes les facéties funèbres de ces morticoles. On ne voit guère que Liebermann qui dédaigne d'épouvanter ainsi ses contemporains. Ainsi, le macabre, chez les Austro-Allemands, est une industrie nationale. Et cela encore, ils l'avaient trouvé dans l'œuvre de Bœcklin : si peu Allemand qu'il fût dans son art, il avait pourtant cru devoir enseigner l'équitation à une *Mort* en habits carnavalesques, dans la *Guerre*, et figurer un squelette raclant du violon derrière son propre portrait.

Il ne faut pas croire, cependant, que Bœcklin, seul, serve de modèle. L'artiste allemand prend des modèles partout. Liebermann a toujours pastiché nos impressionnistes, Hohlwein pastiche Nicholson, Frederyk Pautsch pastiche Brangwyn, Georg Merkel pastiche Maurice Denis, Otto Barth et Junghanns pastichent Segantini : Paul Burch, aussi, à l'occasion, et maint autre, car Segantini a fait, outre-Rhin, une impression presque aussi profonde que Bœcklin. Hans Thoma, dans plus d'un endroit, a pastiché Holman Hunt, et Max Klinger, dans son *Aphrodite*, a pastiché Watts. Adolf Brütt pastiche Rodin, Joseph Wackerle pastiche Thorwaldsen, Max Neumann pastiche Toulouse-Lautrec, Sascha Schneider pastiche de Groux, Hildebrand pastiche, à merveille, les della Robbia et moins bien Verrocchio. En sculpture, il semble toujours qu'on ait déjà vu, « dans un monde meilleur, » l'anatomie et le geste que produit le statuaire allemand. En art appliqué, c'est la même chose, et à peine a-t-on pénétré dans quelque salle de « style moderne, » que le faux

Copenhague, le faux Gallé, le faux Doulton, le faux Delft, le faux Rozenburg, le faux Roestrand, le faux Tiffany éclatent aux regards. On a souvent parlé de créer un Musée des pastiches, c'est inutile : il suffit d'entrer dans une exposition d'art allemand contemporain.

Le plus singulier est que ces emprunts perpétuels au génie étranger n'entament pas la confiance de l'Allemand en la supériorité de son génie propre. Il a, au moment même où il imite les autres, un immense contentement de soi-même. Il revendique l'esprit du voisin comme un trait de sa race à lui, égaré hors de ses frontières, et qui doit lui faire retour par conséquent. « Ceci est beau, dit-il, donc cela doit venir de moi, ou de mes ancêtres. » Par exemple, un de leurs critiques loue Courbet et Millet d'avoir « introduit des élémens absolument allemands dans la peinture française (1). » C'est une forme de folie raisonnante fort curieuse à observer. Ruskin, qu'on me pardonnera de citer cette fois encore parce qu'il serait difficile de mieux voir aujourd'hui même ce qu'il démêlait, il y a longtemps déjà, avec une lucidité singulière, écrivait dans *Fors Clavigera*, en 1874 : « Il n'y a de bonheur que pour les doux et les miséricordieux et l'Allemand ne peut être ni l'un ni l'autre : il ne comprend même pas ce que ces mots signifient. C'est là qu'est l'intense, l'irréductible différence entre les natures allemande et française. Un Français n'est égoïste que lorsqu'il est vil et déréglé; un Allemand est égoïste dans les plus purs états de vertu et de moralité. Un Français n'est sot que lorsqu'il est ignorant : aucune somme de science ne rendra jamais un Allemand modeste. « Seigneur, dit Albert Dürer en parlant de sa propre œuvre, cela ne peut être mieux fait. » Luther condamne, avec sérénité, l'Évangile de saint Jean tout entier, parce qu'il arrive que saint Jean n'est pas précisément de son avis. De même, lorsque les Allemands occupent la Lombardie, ils bombardent Venise, volent ses tableaux (dont ils sont incapables d'apprécier un seul coup de pinceau) et ruinent entièrement le pays moralement et physiquement, laissant derrière eux le vice, la misère et une haine intense déchaînée contre eux sur tout le sol que leurs pieds maudits ont foulé. Ils font précisément la même chose en France, l'écrasent, la dépouillent,

(1) Rosenhagen. *Trubner*. Leipzig, 1909

la laissent dans la misère, la rage et la honte, et s'en retournent chez eux, se pourléchant d'aise, chanter un *Te Deum* (1). »

Ceci n'est pas et ne peut être un diagnostic de l'âme allemande. Il y a d'autres élémens à considérer que l'Art dans la psychologie d'un peuple, surtout quand cet art est, comme ici, voulu, guindé, composé de toutes sortes d'emprunts. Mais l'artifice même, que dévoile cette recherche et l'échec total où elle aboutit sont de précieux indices. A ne considérer l'âme allemande que dans son art, il ne semble pas du tout que le brutal, le colossal, et le terrifiant en soient des caractères fonciers. Ce sont manifestement des caractères acquis et assimilés par une forte volonté. Tandis que la grâce, l'ordre, la mesure sont, chez l'artiste français, si naturels que, pour y manquer, il faut qu'il fasse quelque effort, ce caractère hautain et brutal de l'Allemand est si manifestement voulu que le même artiste, fort médiocre quand il se l'impose, devient tout de suite meilleur lorsque, d'aventure, il cesse de se suggestionner et se remet, comme ses ancêtres, à peindre des petites filles dans des prairies, des vieillards lisant leur bible, ou des gnomes lutinant des fées dans la forêt. Hans Thoma, Max Klinger, Franz Stuck peuvent servir de contre-épreuve. Il semble donc bien qu'ils expient, en ce moment, leur infidélité au penchant naturel de leur race. La génération précédente : les Jean-Paul Richter, les Moritz de Schwind, les Defregger, les Spitzweg, les Menzel, n'étaient pas de très grands artistes, mais leur art n'était nullement emprunté. Ils faisaient tranquillement leur petite besogne locale et de terroir. Ils balayaient devant leur porte.

Leurs successeurs n'ont pas été si sages, ni si heureux. En se juchant, tout d'un coup, sur un Sinaï de pacotille, en enflant la voix pour annoncer des choses qui dépassent de beaucoup leur compréhension et réaliser des prodiges qui excèdent de beaucoup leur puissance, ils ont oublié tout ce qu'ils avaient à dire et n'ont rien trouvé d'autre. L'artiste allemand ressemble à un bon comptable qui s'imagine, un jour, avoir le génie des affaires : il emprunte à tout le monde, monte une entreprise gigantesque, s'y affole, s'y ruine, et donne à rire aux passans, jusqu'au jour où il regrimpe sur un tabouret et se remet à faire ses petits calculs, à la satisfaction générale.

(1) John Ruskin. *Fors Clavigera*, vol. IV.

II

En est-il ainsi des Arts Décoratifs? Assurément, ils n'ont pas suscité de moindres ambitions que les autres. C'est peut-être là, que s'est porté le principal effort de l'artiste allemand et qu'il croit le plus sincèrement l'avoir emporté sur ses voisins. Si l'on pouvait tirer de lui, en toute franchise, son opinion intime sur l'Art de son pays, il avouerait peut-être que sa peinture et sa sculpture n'ont pas éclipsé les françaises, mais il réclamerait en faveur de l'architecture, du meuble, et de la décoration intérieure de la maison allemande. « Si, dans le domaine de l'architecture, dit Ostwald, une forme d'art a pris naissance, c'est à l'Allemagne qu'on doit ce progrès sur une stagnation qui durait depuis environ mille ans. » Et le professeur Kuno Francke explique : « Ce n'est pas seulement dans le bon gouvernement ou dans le progrès social que l'Allemagne, durant les quarante dernières années, a dépassé la plupart des autres pays La supériorité germanique s'est aussi manifestée avec une rapidité et un poids surprenans dans les choses qui comptent pour la beauté et la joie et l'ornement de la vie. Tandis qu'au point de vue architectonique, Paris conserve toujours le cachet du Second Empire et Londres de l'ère victorienne, et que, dans les provinces françaises et les petites villes d'Angleterre, l'art de bâtir ne s'exerce que lentement et selon les vieux erremens, Berlin, Hambourg, Brême, Hanovre, Cologne, Cassel, Darmstadt, Francfort, Nuremberg, Munich, pour ne pas parler de beaucoup d'autres villes allemandes, ont entrepris de véritables révolutions, durant la dernière génération. De nouveaux halls municipaux, des théâtres, des opéras, des musées, des bâtimens universitaires, des hôpitaux, des gares, des magasins, de somptueux hôtels particuliers ou des cottages modèles ont surgi partout, et, dans tous ces cas, un style d'architecture nouveau et typiquement allemand semble se développer. Il y a pas mal de lourdeur dans tout cela, mais certainement on n'y voit plus cette imitation académique et cet éclectisme formels de souvenirs pseudo-gothiques ou pseudo-renaissans. Il y a, là, la preuve fréquente d'une imagination originale et puissante et un effort incontestable vers la majesté, la proportion, la symétrie

de la silhouette (1). » Il y a quelque chose de vrai dans ce panégyrique : l'ampleur de l'effort allemand. Quiconque a visité une de ces expositions d'art industriel ou décoratif qu'on a multipliées depuis le début du siècle, pour aider à la gestation d'un style moderne, à Paris comme à Turin, comme à Saint-Louis, comme à Bruxelles, quand il est entré dans la section allemande, a été frappé d'une impression particulière : puissance et cohésion. Il semblait qu'on parcourût un royaume de titans. Les portes massives et hautes, les cyprès ou les lauriers, les aigles noirs, tout parlait de gloire, de mort, de rapacité. Mais un royaume de titans-unis.

Tout portait la même marque, révélait le même caractère, et, sur chaque objet semblait imprimée la trace d'une même main démesurée. A certains momens, il semblait plutôt qu'on fût dans le royaume d'un nain : l'industrieux gnome à capuchon, aux jambes torses, à la barbe patriarcale, que Richter et Moritz de Schwind ont popularisé. Car, en toute chose, les caractères étaient de forgerons, d'alchimistes, de bûcherons : objets mal dégrossis, taillés à coups de cognée, puis ornés, tout à coup, dans un coin, d'un joyau précieux. Mais, nains ou géans, la besogne était la même : énorme et collective. Pas de noms propres : çà et là, des noms de sociétés, de ligues, c'est tout. A Paris, en 1900, il n'y avait pas *des* exposans de jouets, il n'y en avait qu'*un* : l'Allemagne. Et ce pays où la pédagogie règne jusque dans la confection des polichinelles, — car il y a des écoles spéciales pour jouets en Thuringe, — présentait tous ses pantins et leurs accessoires sur une seule scène, machinée comme une salle du musée Grévin. Mais où l'impression était la plus forte, c'était durant l'automne de 1902, sur les bords du Pô en Piémont. La ville de Turin avait invité les artistes de tous les pays à déployer, en liberté, les monstres du *modern style*. Tout était admis, pourvu que rien ne ressemblât aux chefs-d'œuvre du passé. Et, en effet, cela n'y ressemblait pas. Il y avait, là, des appartemens pour gens maigres et des appartemens pour gens gras. Il y avait des armoires rondes, des secrétaires sphériques, des garde-manger sphériques, des fauteuils triangulaires, des sièges tendus de peau ou parchemin, retentissans comme des tambours, des

(1) Prof. Kuno Francke, « The Kaiser and his people. » *Atlantic Monthly*, octobre 1914.

harmonies décoratives pour calmer toutes les espèces de neurasthénies et aussi pour en procurer d'autres. Naturellement, les portes allaient s'élargissant vers le haut, les cristaux étaient tout à fait opaques, et les porcelaines plus lourdes que du plomb. Il semblait que l'homme d'esprit qui présidait alors aux destinées de la ville de Turin, eût voulu montrer à l'Europe tout ce qu'il fallait éviter. Mais les Allemands prirent la chose fort au sérieux. Nul de ceux qui passèrent, ce jour-là, sous l'étrange velum égyptien tendu à l'entrée du parc de Valentino ne peut l'avoir oublié. Tous les pays se présentaient à leur guise et avaient envoyé leurs meilleurs exemples de tératologie ornementale. Mais aucun ne se présentait en bataille, en rangs serrés, comme une armée. La France apparaissait dans un désarroi notable : ici, la vitrine d'un de ses joailliers, là, quelques meubles d'un artiste moderne, plus loin des céramiques. Seuls, les noms des auteurs apprenaient que, parmi tant d'autres exposans, il y avait quelques Français. L'Angleterre existait à peine : il y avait la salle Mackintosh, il y avait la salle Walter Crane, mais d'ensemble britannique, point. Les autres nations faisaient claquer au vent les noms de leurs artistes comme des drapeaux : « Horta ! Hobé ! Henry van de Velde ! » criait la Belgique. Le Danemark exposait ses porcelaines fameuses en deux endroits fort séparés l'un de l'autre.

Au contraire il y avait toute une région, toute une suite de salles, tout un dédale purement allemand. Pas de noms : l'Allemagne. On ne trouvait, si bien que l'on fouillât toutes les pièces, que deux individus, deux têtes dressées du même rythme, impassible, hautain, impersonnel : d'abord l'Empereur, au-dessus d'une fontaine massive et rude, et puis, au fond d'une petite chambre, Nietzsche. L'homme qui a dit : « Je vous en conjure, mes frères, restez fidèles à la terre et n'en croyez pas ceux qui vous parlent d'espérances supraterrestres ! Ce sont des empoisonneurs... » et celui qui a dit : « L'Art doit être une aide et une force éducative pour toutes les classes de mon peuple, c'est-à-dire lui donner, quand il est las après un dur labeur, le moyen de se fortifier par la contemplation des choses idéales. » C'était tout. Si vous prêtiez l'oreille aux accens des constructeurs, ou de leurs amis, voici les étranges paroles qu'on entendait : « *Pénètre, étranger : ici*

règne l'Empire allemand; considère d'un cœur joyeux sa vaillance! — C'est une devise de ce goût qu'il faudrait graver au centre de l'entrée. Car ce qui se révèle silencieusement dans ce hall, c'est la puissance : c'est la puissance de l'Empire de Wilhelm II, mûre, prête, décidée, forte du même droit, de la même possession, de la même autorité, s'il lui fallait assurer sa place parmi les puissances du monde, dans un nouveau partage du globe, que celles que le destin de ses peuples a publiées comme son immuable décret (1)... »

Alors, on s'enfonçait dans des salles obscures, çà et là, éclairées d'une lumière louche, vers des fontaines où l'eau semblait rouler une poussière d'or. Des meubles trapus se courbaient vers la terre et y enfonçaient leurs griffes, comme s'ils avaient peur qu'on les en arrachât. Des cheminées en forme de sarcophages, des tables myriapodes, des tentures massives comme des cottes de mailles, défiant le temps, des figures de cauchemar : toujours la lutte de l'homme contre la destinée, ou des symboles du courage, de la patience, de la force : une lionne, un chevalier tout armé ; des forêts sombres, des sommets incultes, neigeux, une nature implacable dans son indifférence ou son hostilité, — voilà ce qu'on rencontrait toujours et partout. Ah! elle était loin, la recherche du *gemütlich!* Ce n'était pas beau, mais c'était écrasant. Parmi la dispersion des autres pays, l'Allemagne se présentait, là, unie et disciplinée comme une armée en bataille. Et quand on repassait sous le velum et sous le monument sculpté par Calandra, et qu'on quittait cette éphémère apothéose de l'extravagance internationale, que fut l'Exposition de Turin, en 1902, on emportait une impression de malaise à la pensée de l'immense nation organisant un art comme on organise une invasion.

D'où venait cet art? De l'endroit le moins fait, semble-t-il, pour inspirer de pareils énergumènes : de Darmstadt. Car c'est de là, plutôt que de Munich, plutôt que de Weimar, qu'est parti, à la fin du XIXe siècle, le mouvement qui devait « rénover, » au dire de M. Ostwald et de M. Kuno Francke, « l'Art de la maison, » en Allemagne. Il y avait, en ce temps-là, dans la capitale de la Hesse, un jeune prince épris des arts, qui venait de ceindre la couronne grand-ducale. Il s'appelait Ernst-

(1) Georg Fuchs. Le Vestibule de la maison de Puissance et de Beauté. *Deutsche Kunst und Dekoration*, Darmstadt. 1902.

Ludwig, et méditait de laisser ce nom à la postérité, entouré des prestiges que donne un mécénisme intelligent. Il méditait, aussi, de faire une bonne affaire. Or, à l'extrémité de sa bonne ville, bien loin vers l'Est, par delà les casernes, près de l'ancienne porte de la ville, appelée « la porte des Chasseurs, » sur le chemin des prairies et des forêts de hêtres, s'étendait un parc touffu, ombreux, mystérieux, enchevêtré, qu'on appelait la *Mathildenhœhe*. On n'y voyait jamais personne, sauf quelques enfans, le jeudi, ce qui faisait qu'on l'appelait le « parc du jeudi. » Beaucoup de vieux habitans de Darmstadt ignoraient son existence. Des pavillons royaux, inhabités, contrevens fermés, oubliés par les princes, adoptés par les mousses et les aristoloches, paraissaient, çà et là, au détour d'une allée. Le reste était sauvage. On eût pu, en cherchant bien, trouver les troncs d'arbres où habitait la sœur des *Sept corbeaux*, où l'épée de Siegfried est plantée. C'était beau. Toutefois le jeune prince jetait sur ces splendeurs végétales un regard sévère. Peut-être se rappelait-il le parti que les habitans de la Riviera ont su tirer de leurs pinèdes et de leurs champs d'oliviers, en les remplaçant par des garages d'automobiles ou des maisons de rapport. Il lui parut que l'Allemagne avait assez entretenu de forêts mystérieuses, dans le passé, pour le plaisir des Richter et des Schwind, et qu'il était temps de monnayer le mystère. Bref, il découpa, abattit, dépeça, vendit tout ce qui était d'un rapport facile, traçant, à travers le parc féerique, des rues et des trottoirs, pour mieux attirer le chaland. Il restait encore un morceau d'importance : ne sachant qu'en faire, il le donna aux artistes.

Un des thèmes favoris de la critique contemporaine est que l'absence d'un style moderne, dans l'Art, tient à l'absence de liberté chez l'artiste. L'architecte, le décorateur, le dessinateur de meubles, ont la tête pleine de nouveautés heureuses, prêtes à s'extérioriser : malheureusement, le bourgeois, qui les emploie, pèse de tout son poids, du poids de ses préjugés et de son or, pour les arrêter dans leur essor. Il y a, aussi, les ordonnances de police sur les façades, qu'il faut rendre responsables des mascarons sans génie et des pâtisseries superfétatoires. Enfin, la division du travail et la spécialisation à outrance, — ces deux conditions de travail moderne, — sont de grandes coupables. Au lieu que ce soit l'architecte, comme dans les temps anciens,

qui ait la haute main sur tout l'œuvre et en règle les diverses parties, sculpture, décoration, meubles même, dans leur rapport avec le plan général de l'édifice, chaque artiste employé ne songe qu'à faire une exposition de ses talens, comme s'il était seul, et sans égard à l'effet que produisent les autres. Que l'artiste ne dépende plus du bourgeois et que tout dépende de l'architecte, — et le style du XXe siècle est né.

Le grand-duc de Hesse entendait ces doléances, comme nous les avons tous entendues, il y a quelque vingt ans, et il résolut d'y mettre un terme. Il décida d'appeler, de toutes parts, les « stylistes modernes » et de leur donner, libéralement, les moyens de bâtir des demeures qui « répondent à la personnalité humaine et artistique de leurs habitans, » comme on disait dans le jargon du moment. Il leur offrit cet espace admirable de la *Mathildenhœhe*, demeuré sauvage, tout en légères ondulations, et plein des plus beaux arbres du monde, pour y établir un groupe de maisons et d'ateliers, à leur guise, une *Künster-Colonie*. Il fournit l'argent nécessaire. Tous les artistes capables de réaliser l'insaisissable style moderne furent conviés au grand œuvre. Il alla chercher, à Paris, Hans Christiansen, Allemand formé par la fréquentation des ateliers français et connu seulement par les dessins modernistes qu'il envoyait à la *Jugend;* il alla prendre, à Vienne, l'architecte Olbrich, redoutable bâtisseur de villes mi-orientales et pseudo-italiennes; il fit venir, de Munich, le sculpteur Habich; il découvrit, à Mayence, le jeune Patriz Huber, âgé de vingt ans tout au plus, décorateur alaman de Souabe, qui donnait les plus grandes espérances; il appela, de Magdebourg, un enfant prodige, Paul Burck, la tête déjà pleine de réminiscences de tous les maîtres, spécialement de Segantini; il emprunta à Berlin Rudolf Bosselt, qui, comme tant d'autres, ciselait des figures de femmes exaspérées d'être attachées à des objets de première nécessité; il nomma maître de l'œuvre Peter Behrens, architecte et décorateur notable, déjà, et qui devait le devenir plus encore. Il les lâcha dans le parc de la *Mathildenhœhe* et leur dit : « Allez! Il n'y a plus de style, il n'y a plus de loi, il n'y en a jamais eu. Faites la maison de vos rêves! »

Ce qu'ils firent, les bons Hessois le virent à l'Exposition de la *Künstler-Colonie*, en 1901, et se demandèrent, respectueusement, si leur grand-duc avait bien sa tête à lui. A peine au

sortir de leur ville, il leur sembla qu'ils entraient dans un autre monde : celui de la cacophonie et de l'incongru. « Qu'est cela? se dirent-ils, nous ne sommes plus à Darmstadt! » Ceux d'entre eux qui avaient vu, à Paris, la rue du Caire, en 1889, ou bien à Berlin, *Venise*, pensèrent qu'ils assistaient à une nouvelle fantaisie de ce genre. Mais du moins, à Paris, ils s'étaient amusés! Ici, on ne s'amusait qu'aux dépens de l'art allemand.

Pourtant, on était en présence d'une imposante manifestation d'union et de solidarité esthétiques. Olbrich avait bâti la maison de Hans Christiansen, que celui-ci avait décorée de roses, de roses sanglantes plaquées entre des murs bleus, sous un toit de tuiles vertes. Comme décor d'un jour, c'était criard, mais réussi : seulement, il ne semblait pas qu'on pût habiter dans ce « déjeuner de soleil. » Olbrich avait encore bâti, au milieu de la colonie, la maison commune des artistes, celle où ils devaient tous avoir leur atelier : la Maison Ernst-Ludwig. On voyait, sur le perron, deux gigantesques statues de Habich qu'on croyait laissées à la porte par l'impossibilité où l'on avait été de les faire entrer. Peter Behrens avait bâti sa propre maison dans le style perpendiculaire, à longs filets de briques, qu'on voit à quelques vieux édifices allemands. Les autres s'étaient entr'aidés à construire ou à décorer, avec un enthousiasme collectif. L'ensemble paraissait fait pour loger des marionnettes. Les intérieurs, tout en coins et en recoins, pouvaient servir de décors à des scènes de genre, mais interdisaient l'espoir d'y vivre bourgeoisement. Certaines choses, comme la Maison Ernst-Ludwig, étaient franchement horribles.

Les gens de Darmstadt se consultèrent avec inquiétude. Ils se racontaient l'histoire d'un jeune homme riche de Munich qui, ayant eu la faiblesse de se bâtir une maison *art nouveau*, avait pris le parti, la voyant terminée, d'aller faire le tour du monde. Puis la foule s'écoula, plus goguenarde qu'on ne l'eût attendu, peut-être, d'une foule allemande, et les artistes se trouvèrent seuls dans la « maison de leurs rêves... » Ils n'y restèrent pas longtemps. Bientôt, à l'usage, ils s'aperçurent que dans le groupe des ateliers, on ne pouvait pas faire d'ateliers et que dans les maisons d'habitation, on ne pouvait pas vivre. Dès lors, il suffit d'un vent d'hiver pour les lasser de leur fantasmagorie moderniste, et ceux qui l'avaient conçue, épouvantés de leur propre œuvre, se hâtèrent de fuir sous

d'autres plafonds, se chauffer à d'autres foyers, moins modernes, mais plus pratiques, montrant ainsi qu'ils étaient capables de toutes les gageures, hors d'habiter la maison qu'ils avaient bâtie.

La première tentative d'art nouveau, en Allemagne, était donc un échec. Croyez-vous qu'on s'en tint là? Pas du tout. « Les moulins allemands tournent lentement, mais ils tournent toujours. » On se remit à l'œuvre, sur de nouveaux frais. Un peu partout, à Berlin, à Munich, à Dresde, on travailla. A Weimar, notamment, la grande-duchesse s'était mis en tête de renouveler, dans une certaine mesure, la tentative de Darmstadt sans tomber dans ses erreurs, et ce fut un Belge, Henry van de Velde, qui prit la direction du mouvement nouveau. Il fut rapidement entouré de disciples; les plus audacieuses tentatives furent envisagées, spécialement pour renouveler le meuble; les plus hauts problèmes d'esthétique abordés. Quelques-uns prétendirent que « les jours de Gœthe étaient revenus... » D'autres, plus prudens, prirent le paquebot pour l'Angleterre, soupçonnant que le meuble anglais, solide sans être massif, clair, simple, pratique, exactement adapté aux exiguïtés de nos demeures et aux exigences de la vie moderne, était peut-être plus facile à démarquer qu'à surpasser. Ce qu'il advint de tous ces efforts, on le vit à l'Exposition de Bruxelles, en 1910, et l'on fut édifié.

Reprenons, par le souvenir, le chemin de cette Exposition, telle qu'elle apparaissait à la lisière du Bois de la Cambre, avant que l'incendie en eût détruit nombre de palais. Dépassons les pavillons anglais et français et arrêtons-nous sur le plateau où se tient l'Allemagne. De fort loin, on l'aperçoit, tout entière, concentrée dans une cité bâtie par elle-même, comme un État dans l'État, annonçant son omnipotence par un aspect rogue et cossu. Il y a un abîme entre les prétentions architecturales du *modern style*, à Darmstadt en 1901, ou de Turin en 1902, et celles de Bruxelles en 1910. L'Allemagne s'est très assagie. On voit, tout de suite, qu'on y a beaucoup travaillé et qu'on a renié, sans vergogne, la plupart des principes affichés avec hauteur, dix ans auparavant. « Rien des styles anciens! » telle est la théorie, en 1901, à Darmstadt. Tous les styles anciens mélangés selon de nouvelles formules : telle est, à Bruxelles en 1910, la pratique. On s'est retourné complètement, et, si l'on s'est

trompé, du moins ce n'est pas de la même façon. L'influence a passé à d'autres maîtres, à Emmanuel de Seidl et à Hermann Muthesius, notamment. Ils ont fait triompher le massif, le sobre et le sévère. Dorénavant, l'architecte allemand ne cherche plus à tirer une salle de bains des profondeurs de sa propre conscience, ni à extérioriser son état d'âme dans un vestibule. Il revient au solide et au traditionnel. Il se remet aux styles anciens, qui ont ceci de bon qu'ils ont été expérimentés et soumis à la contre-épreuve des siècles et ont prouvé leur vitalité en vivant. La route qu'il suit désormais est meilleure et si elle ne l'a mené à aucun chef-d'œuvre, elle ne l'a pas conduit à des abîmes de mauvais goût.

Comme aspect, c'est, au premier abord, bizarre. Cela commence comme un temple grec et cela finit comme une maison de Nuremberg. Un grand capuchon de tuiles sur des colonnes doriques, basses et trapues, le vieux pignon national couronnant la maison gréco-romaine, — telle est l'impression d'ensemble. A considérer le détail, on s'aperçoit que cette maison antique ne ressemble, en rien, à la véritable demeure des anciens, que ce toit gothique se relève par des ondulations et des renflemens, sans une seule coupure nette du profil, jusqu'au moment où il jaillit en pignon, et que tout cela est une combinaison de vieux et de neuf. Puis on s'étonne de la couleur noire et blanche sur les grands plans, avec de petites décorations d'un rouge vif de géranium. On remarque les fenêtres, larges et basses, quadrillées de carreaux blancs, tendues de rideaux roses, gris et noirs. C'est une architecture de deuil, avec, çà et là, des roses.

L'intérieur est aussi surprenant. Il n'est pas rare d'y trouver un plafond blanc Louis XV, soutenu par des piliers de la Susiane en briques vernissées, vert et lie-de-vin; un boudoir sombre et carré, alternant avec une salle d'étude ovale décorée dans le goût de Sans-Souci; une chambre à coucher sépulcrale meublée comme une cour d'Assises, une salle à manger plaquée de céramiques diverses, avec un aspect de damier gigantesque et de jeu de dominos, où les verres, pleins de vins du Rhin, montent et éclosent comme des fleurs. Nul souvenir de la ligne torse et retorse qu'on appelle le grand « vermicelle belge, » ni du « modern-style » français, lequel empruntait presque toutes ses formes au monde sous-marin. Quand, par hasard, ce n'est pas

sombre et trapu, c'est tout simplement anglais. L'ensemble, abstraction faite des rares souvenirs du XVIIIe siècle, donne l'impression de quelque chose d'étoffé, de rabattu sur le sol, de dur et de géométrique, de « cubique, » en un mot, — ce mot étant le seul qui transpose, en une notion intellectuelle, pour le lecteur, l'ensemble des sensations que le visiteur a éprouvées.

Aussi, le meuble et la décoration intérieure, en Allemagne, ont-ils encore abouti à un échec. Nous en avons vu quelque chose, en 1910, à Paris, au *Salon d'automne*, dans les salles de l'Exposition des arts décoratifs de Munich. Il fallut, à cette époque, tout l'engouement irraisonné qu'on professait à l'égard des innovations exotiques pour se dissimuler la pauvreté de cette œuvre.

Mais il en va tout autrement de l'architecture même et de la décoration extérieure. Quand on parle du « goût décoratif » des Allemands, il ne faut point en juger par celui que la femme allemande déploie dans ses toilettes. Il ne faut pas en juger, non plus, par les articles de « camelote » débités dans le monde entier et tellement adaptés au goût des foules de tous les pays que, le plus souvent, ces foules la croient marchandise nationale. Une autre opinion tout aussi erronée est que l'architecture allemande se reconnaîtrait à sa surabondance d'ornemens parasites, à son faux luxe, à ses entassemens de figures et de surplombs. C'est juste le contraire qui est vrai. L'édifice allemand contemporain se reconnaît à ce qu'il y a, dans sa construction, de sobre, de massif et de sévère, — disons même de triste, et c'est son plus grand défaut. De grandes surfaces plates et nues, encadrées de hautes tiges droites, du sol aux combles, où les pleins l'emportent de beaucoup sur les vides, où les ornemens n'apparaissent que par petits groupes et généralement en retrait, au lieu d'être en saillie, les colonnes mêmes rentrantes dans le plan des façades, une matière très dure et compacte, des toits tombant très bas et encapuchonnant l'édifice : — voilà son caractère évident. Rien n'est plus éloigné du rococo, du *Zwinger* de Dresde ou des fantaisies de Louis II de Bavière. C'est une réaction totale, hautaine, brutale même contre tout ce que l'Allemagne, francisée au XVIIIe siècle, adora.

C'est ce qu'on trouve, par exemple, dans la *Surintendance* de Dresde, bâtie par Schilling et Graebner, dans le château Zlin, à Mähren, bâti par Léopol Bauer, dans les maisons bâties

par Paul Ludwig Troost, dans la Georgenstrasse, à Munich, dans la maison Lautenbacher bâtie par Emmanuel de Seidl, dans la maison Lautenschlager, à Francfort-sur-le-Mein, bâtie par Hugo Eberhardt, à la *Caisse d'Épargne* et le *Gymnase du Roi George*, de Dresde, bâtis par Hans Erlwein, la *Banque provinciale* de Dresde, bâtie par Lossow et Viehweger, pour ne citer que les plus connus. De même, encore, la villa du docteur Narda, à Blankenburg, en Thuringe, la maison des Anglais à Elberfeld, par Seidl et le château Wendorff dans le Mecklembourg, bâti par Paul Korff. Tout n'est point mauvais dans ces laborieuses combinaisons de styles anciens, nationaux ou autres. En tout cas, ces tentatives, relativement nouvelles, sont beaucoup moins malheureuses que les anciennes. L'art décoratif moderne, après tant de siècles inventeurs, est une adaptation plutôt qu'une création et une recherche d'appropriation des belles formes trouvées par d'autres à des besoins ressentis par tous. C'est un travail tout à fait conforme au génie allemand. Même à Berlin, dans les maisons, palais ou salles de concert bâtis par les Rathenau, les Gessner, les Endell, les Bischoff, les Berndt, les Schaudt, les Jaster et Herpins, les Klopsch, et surtout par Muthesius, on trouve d'heureuses appropriations.

Mais qu'est-ce qu'il y a d'allemand dans tout cela ? Rien du tout. Seuls, les philosophes ou apologistes de rencontre, comme Ostwald, prétendent voir, dans les constructions nouvelles de leur pays, des caractères spécifiquement germaniques. Les critiques d'art et les artistes savent mieux à quoi s'en tenir. Il n'est pas niable, — et ils ne nient pas, — que tout ce que l'art allemand a produit de bon, dans l'application décorative, soit venu d'Angleterre. « Nous ne saurions ni ne voudrions passer sous silence, — dit l'auteur de la notice sur l'*Industrie d'art en Allemagne*, en tête du catalogue officiel de l'exposition de Bruxelles, en 1910, — que les principes de réforme qui ont été par la suite pour notre industrie d'art comme la parole de salut, ont pris pour nous venir d'Angleterre, dans une proportion considérable, le chemin de la Belgique, et que dans ce pays de réalités industrielles, ils ont été, pour notre profit, dégagés tout d'abord d'un romantisme de mauvais aloi. Il n'y a pas un ouvrier d'art allemand qui puisse visiter cette exposition sans se remémorer les noms autrefois si souvent prononcés des Lemmen, des Finch, des Serrurier-Bovy, ou des Horta, mais

surtout de Henri de van de Velde... C'est de Muthesius, à la fois artiste et administrateur, et qui a pendant un temps étudié à fond l'organisation de l'enseignement industriel en Angleterre, que part, dans ce qu'elle a d'essentiel, la réforme radicale des écoles allemandes d'art industriel... »

La seule prétention des artistes d'outre-Rhin est d'avoir adapté aux conditions économiques de la foule et aux moyens de production mécanique, les idées venues d'Angleterre : « Le large esprit de réforme éthico-esthétique, dit le même auteur, à la conscience duquel se sont éveillés les temps nouveaux, dans les ateliers professionnels du groupe Morris ou aux tables de travail du groupe Ruskin, et qui s'est ensuite modernisé, socialisé, individualisé en Belgique d'une façon décisive, a pris, dans l'Allemagne contemporaine, un tel élan de croissance qu'il y régit en grande puissance l'Industrie, le Commerce et l'Art (1). » Cette prétention même est insoutenable. L'Angleterre avait donné, bien avant l'Allemagne, des exemples de cottages, de portails, de meubles, d'aménagement et de décoration intérieurs, fort simples et fort bon marché, du moins pour les bourses anglaises. Des architectes comme Baillie Scott et Voysey avaient travaillé dans ce sens bien avant les Allemands et Voysey avait même fait la théorie de ette pratique. On ne sait ce que signifient ces mots « modernisé, socialisé en Belgique, » lorsqu'on observe que ce souci de l'esthétique ne s'est pas arrêté, chez les Anglais, aux classes supérieures, mais qu'il a été porté, depuis bien longtemps, dans les projets d'habitations ouvrières et, depuis vingt ans, dans l'organisation des immenses *garden-cities*, qui sont des modèles. Tout ce que les Allemands ont de bon, dans cet ordre de choses, est anglais.

Un seul caractère nouveau se révèle dans les récentes constructions allemandes : le colossal ou le cyclopéen. Certes, ce caractère n'est pas nouveau dans l'architecture monumentale et commémorative, ni dans la statuaire qui en fait partie intégrante. La *Germania* du Niederwald, le monument de Barberousse et de Guillaume Ier, sur le Kyffhaüser, en Thuringe, par Geiger ; la statue d'Arminius, dans la forêt de Teutoburg ; la statue colossale de Bismarck, bien d'autres gigantesques entassemens de pierres ou de bronze avaient, dès longtemps, révélé ce

(1) Karl Scheffer. *L'Industrie d'art en Allemagne.* Catalogue officiel de la section allemande. Exposition universelle de Bruxelles, 1910.

goût immodéré de l'Allemand pour ce qui tient de la place. Ce qui est nouveau, c'est de le porter dans l'aspect extérieur de simples maisons de rapport, de banques, de gares de chemins de fer ou de magasins de nouveautés ; c'est de donner une structure cyclopéenne, en pleine ville d'affaires, le long d'une rue où roulent les tramways, à des édifices d'usage domestique et journalier, et d'évoquer, tout d'un coup, Thèbes ou Ipsamboul, à propos de rien. Cette innovation, la dernière en date, des architectes d'outre-Rhin, leur appartient bien en propre ; mais elle n'est pas heureuse, et nul n'aura l'idée de la leur emprunter.

Dans l'art du décor de théâtre, il s'est produit aussi une évolution curieuse et fort inattendue. Du temps de Wagner, c'était un axiome que la mise en scène devait donner, aussi complète que possible, la vision de la réalité. S'il s'agissait d'une forêt, on devait se croire vraiment transporté en pleine ombre verte, sous des feuilles bruissantes, avec l'éclairage véritable et changeant que donne la nature ; s'il s'agissait d'un intérieur, le jour ne devait venir que d'un côté, non de la rampe, et frapper inégalement les figures. Le détail des objets concourait à une illusion complète. Aujourd'hui, c'est tout le contraire : un schéma de décor suffit, une arabesque sur la toile suggère un nuage, un pan de terrain, une forêt ; deux ou trois grands traits symbolisent des arbres ; quelques cubes sombres, l'intérieur d'un palais.

Pratiquement, c'est le retour au décor conventionnel, c'est-à-dire qui ne ressemble point à la nature. La seule différence, c'est qu'on a remplacé le mot « conventionnel » par le mot « stylisé. » Ainsi, tout l'effort du décorateur ancien tendait à meubler la scène de choses diverses et pittoresques pour amuser l'œil et l'occuper en même temps que l'oreille. Tout l'effort du nouveau est de vider la scène de tout ce qui n'est pas indispensable pour en suggérer, vaguement, le lieu. Tels sont les décors d'Adolphe Appia, et de Ludwig Sievert pour *Parsifal*, d'Ottomar Starke pour *Gudrun* et *Jules César*, de Walter Bertine pour *Aglavaine et Selysette*, de Fritz Schumacher pour *Hamlet*. D'autres décorateurs, au théâtre des Artistes, de Munich, ont appliqué plus ou moins heureusement ce programme. Au reste, il semble bien que cette réforme vienne encore d'un Suisse, Adolphe Appia, en même temps que deux autres Suisses, Hodler

et Dalcroze donnaient, dans divers domaines, des exemples très suivis de l'autre côté du Rhin. En parvenant au terme de cette étude, nous retrouvons donc ce qui nous a frappé, dès le début, dans cette école : l'imitation.

Ainsi, l'art allemand d'aujourd'hui, médiocre dans la peinture, détestable dans la sculpture, emprunté dans la décoration, est toujours une adaptation, plus ou moins heureuse, des styles étrangers. C'est pourquoi n'avait-il jamais, jusqu'ici, fait parler de lui. On pensait qu'il n'en ferait jamais parler : on se trompait. Le manifeste pour la destruction de la cathédrale de Reims est, à cet égard, un coup de maître. Ce texte où les sculpteurs, les peintres et les architectes se solidarisent avec les bombardiers, qui ont brisé nos statues du XIIIe siècle, n'est imité d'aucune œuvre ancienne, ne doit rien à personne : il est entièrement original. Il y a des exemples d'un pareil vandalisme, dans l'histoire : il est sans exemple que les artistes d'un pays se soient levés pour l'applaudir. Il faudrait, je ne dis pas pour les excuser, mais pour les comprendre, que, dans un délire d'ambition créatrice, ces hommes se fussent sentis capables de donner au monde un chef-d'œuvre en échange de celui qu'ils ont détruit. Or, ils ne le sont pas.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

ONZE MOIS DE CAPTIVITÉ
EN ALLEMAGNE

SOUVENIRS D'UN AMBULANCIER

II[1]

LES RIGUEURS DU COLONEL

Novembre-Décembre. — On trouve sur eux tout un bric-à-brac hétéroclite d'objets les plus divers. Ces découvertes et l'irritation qui en résulta chez nos geôliers entraînèrent pour nous les plus désastreuses conséquences. La haine du colonel s'en exaspéra davantage et se traduisit par un redoublement de cruauté.

Nous fûmes, plusieurs mois durant, jusqu'à l'heure où les efforts du Comité Suisse de la Croix-Rouge, s'exerçant en haut lieu, aboutirent à nous procurer un adoucissement de sort, traités comme le rebut des bagnes, non pas en prisonniers de guerre qui ont droit à l'estime et à la pitié.

Désormais, nous perdîmes jusqu'à notre état civil pour devenir, comme les forçats, de simples numéros. On nous barbouilla sur la poitrine un chiffre à la peinture rouge, répété sur une plaque à notre képi. Puis, le colonel inventa de séparer les Français, de les mélanger aux Russes par petits paquets. Cette promiscuité nous devint rapidement intolérable parmi ces pauvres gens malpropres et grossiers. Il défendit aussi de fumer,

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

de chanter, même de parler à voix haute. Par un raffinement de barbarie, il imagina encore de nous parquer comme des animaux. Sur son ordre, on tendit des fils de fer barbelés autour des écuries, ne laissant entre eux qu'un faible espace libre. Nous pouvions nous promener, nous apercevoir de loin, mais il était impossible de communiquer, de causer entre soi. A l'arsenal des punitions que j'ai énumérées, il en ajouta une supplémentaire et non la moins redoutée : le poteau de discipline.

Celui qu'elle frappait, sous le prétexte le plus futile, se voyait attaché plusieurs heures à un pieu, les mains liées derrière le dos. En hiver, cette immobilité forcée, sous les morsures du froid, était déjà terrible : elle devenait peut-être plus odieuse encore en été. La vermine qui nous dévorait transformait alors en véritable supplice chinois un châtiment d'apparence anodin. J'ai vu des hommes vigoureux sangloter sous les piqûres immondes, se tordre en des attaques de nerfs. Leur martyre grotesque était à ce point effroyable que les sentinelles elles-mêmes, saisies de compassion, venaient leur gratter le corps avec la crosse de leurs fusils.

Le soir venu, on nous verrouillait dans les écuries où nous nous trouvions si fort entassés qu'il fallait, faute d'espace pour se retourner, dormir une nuit couché sur le côté droit et la suivante sur le côté gauche. On peut aisément supposer l'odeur infecte et répugnante qui s'exhalait de cette étable humaine.

De jour en jour aussi, déclinait notre santé épuisée dans cet enfer par les privations et s'avilissait notre dignité d'homme si atrocement soumise à ce *hard labour* moral. Des murs, des palissades, des grilles, des armes sans cesse braquées sur nous, tel était notre horizon ; des menaces, des insultes, des voies de fait, notre réconfort et notre soutien. Il se produisit des cas de folie soudaine, de délire hypocondriaque ou furieux. L'infirmerie ne désemplissait plus. Chaque nuit, nous devions transporter sur des civières, au lazaret, des malheureux en démence. Le docteur B... s'indignait, protestait, mais le colonel demeurait inflexible.

Dans ces affreuses conjonctures, survint par bonheur un événement qui nous rendit un peu de courage, nous apporta quelque consolation.

Le capitaine von P... nous rendait de fréquentes visites ; il nous annonça, vers la mi-novembre, une nouvelle accueillie par des transports de joie :

— Vous allez pouvoir, déclara-t-il, écrire en France, à vos parens, à vos familles, et, si la Suisse consent à servir d'intermédiaire, vous pourrez également recevoir les réponses, ainsi que les mandats qui vous seront adressés.

Le jour même, on nous distribua du papier et des enveloppes, et nous commençâmes, avec l'émotion que l'on devine, à tracer nos lettres au crayon, l'encre demeurant prohibée, j'ignore pour quelle raison saugrenue. Les sous-officiers ramassaient le lendemain un abondant courrier; mais alors premier contretemps et pénible déception. Nos épîtres, beaucoup trop longues, ne seraient pas expédiées. Il fallait les écourter, les réduire à dix lignes au plus, nous borner à fournir des renseignemens sur notre santé, sans glisser la moindre allusion à la guerre, à l'existence que nous menions au camp. Ainsi expurgée, notre pauvre correspondance put enfin partir. Trois longues semaines s'écoulèrent dans une anxieuse impatience. Au commencement de décembre, les réponses nous parvinrent enfin, fidèlement transmises par la Croix-Rouge de Genève. C'étaient les premières nouvelles de France, des nôtres, du foyer perdu mais toujours bien-aimé. Malgré leur concision obligée, nous les dévorions les yeux pleins de larmes, apprenant, les uns, quelque avis favorable, d'autres, hélas! plus nombreux, des ruines et des deuils.

La plupart des envois contenaient des mandats, qui se multiplièrent les mois suivans. Nous les touchions régulièrement, mais on ne nous remettait jamais plus de cinq marks (6 fr. 25) à la fois et par semaine, de crainte sans doute d'évasion.

Dans notre pitoyable détresse, cette petite somme représentait une fortune; mais comment l'employer, puisque nous ne trouvions quoi que ce fût à acheter dans notre prison et qu'il était interdit de rien faire venir du dehors?

Le sens pratique de nos ennemis, leurs instincts de lucre et de profit se manifestèrent dans l'occasion de la façon la plus heureuse pour nous. Dès qu'on connut à Bautzen que les Français avaient reçu de l'argent, le commerce local s'émut, assaillit le colonel de sollicitations pour être autorisé à tenir boutique au camp. Il refusa tout d'abord; mais, sur les instances des autorités civiles, finit par consentir.

Un matin glacé de décembre, comme la neige tourbillonnait en épais flocons, nous fûmes avisés qu'une cantine s'installe-

rait dans l'après-midi. Déjà des charpentiers travaillaient à construire près des cuisines un appentis en planches. Elle s'ouvrit, en effet, quelques heures plus tard, et ce fut une belle ruée d'affamés à la porte de l'étroite échoppe. Trois mille cinq cents Français et Russes piétinaient, se bousculaient dans la boue, sous les rafales. Grelottans, transis de froid, nous ressemblions à ces marmiteuses théories de claque-dents qu'on voit s'écraser à l'entrée des fourneaux populaires. A grands coups de crosse sur les reins des plus impatiens, les sentinelles mettaient un peu d'ordre dans cette cohue famélique.

Le bienheureux débit vendait de la charcuterie, du sucre, du miel, de la margarine, du cirage, des cartes postales. Il fut dévalisé en un quart d'heure ; seul, le cirage, luxe pour nous vraiment superflu et de ressource alimentaire plutôt nulle, resta pour compte au tenancier.

Cette cantine, toujours suffisamment approvisionnée, rendit les plus appréciables services à ceux qui pouvaient disposer de quelque argent. Elle permit aux plus fortunés de corser l'indigent menu de nos repas et de venir en aide à leurs compagnons moins favorisés. La plus touchante solidarité s'établit, en effet, entre camarades de gamelle ; une sorte de roulement s'organisa ; à tour de rôle, dans la limite de ses moyens, celui qui « était de mandat » se chargeait d'alimenter la popote collective.

RESSOURCES D'AFFAMÉS

Décembre-janvier. — Les Russes n'étaient pas aussi privilégiés et ne recevaient aucun envoi. Leurs maigres économies s'épuisèrent vite, et le cantinier, bien entendu, refusait tout crédit. J'ai montré leur insatiable appétit ; notre ordinaire de famine ne pouvait leur suffire ; on les voyait rôder par tout le camp, comme des loups. Nous les secourions de notre mieux, mais nous étions nous-mêmes presque aussi boulimiques. Nécessité rend inventif : ils trouvèrent le moyen d'assouvir leur faim sous le nez des sentinelles, qui mirent longtemps à s'apercevoir de l'ingénieux « chapardage » qui s'accomplissait à leur barbe.

A la corvée de pommes de terre, pendant que l'un d'eux amusait l'attention des surveillans, ses camarades se hâtaient

d'emplir leurs vastes poches des tubercules convoités. Dissimulés sous leurs manteaux, ils en dérobaient ainsi quotidiennement plusieurs kilogrammes. De retour avec ce butin, ils commençaient une étonnante cuisine. A l'aide d'ustensiles primitifs, bidons coupés par le milieu, boîtes de conserves auxquelles on avait adapté un manche pour les transformer en poêlons, ils faisaient sauter les « patates » dans la margarine que fournissaient les Français. Un suave parfum de « frites » se répandait dans l'atmosphère, et, pour en déguiser l'âcreté caractéristique, nous brûlions du sucre, sous prétexte de chasser les mauvaises odeurs. Il s'établit ainsi tout un commerce clandestin, qui rappelait aux Parisiens les guinguettes de la banlieue. Nous venions tous les jours, pour quelques sous, faire remplir nos écuelles, nous procurer un savoureux supplément de ration pour accompagner nos harengs et nos saucisses.

Hélas! ces délectations culinaires n'eurent, elles aussi, qu'une durée trop brève. Cette anormale consommation de pommes de terre finit par intriguer l'économat. On prit l'habitude de fouiller les corvées. Il fallut renoncer à notre régal préféré.

Les Russes, alors, se rabattirent sur la chasse aux souris qui pullulaient dans les baraques. Ils tendaient des pièges aux rongeurs, en attrapaient toutes les nuits un bon nombre. Les prisonnières étaient soigneusement engraissées dans de grandes cages fabriquées à cette intention. On les gavait de restes et de débris, telles des oies d'Alsace ou du Périgord. Lorsqu'elles semblaient dodues à point, on les sortait de leur épinette pour les tuer et les dépecer. Fricassées dans la margarine, les bestioles se transformaient en ragoût hautement apprécié. Je n'ai jamais voulu, quant à moi, tâter de cette douteuse ratatouille ; des camarades, moins difficiles, m'ont affirmé que la saveur en était agréable et rappelait celle des mauviettes. Je leur laisse la responsabilité de cette indulgente appréciation.

Huit jours environ avant la Noël, nous eûmes une joyeuse surprise : les premiers colis postaux arrivèrent de France. Leurs destinataires furent appelés à la *Kommandantur*, où eut lieu la première distribution. Je laisse à penser le plaisir, l'émotion attendrie avec laquelle leurs fortunés possesseurs développaient ces paquets. Déjà vieux de deux mois, le contenu s'en trouvait pour la plupart malheureusement avarié. Le pain, entre autres, complètement moisi, était immangeable. Les

boîtes de conserves, les salaisons, par bonheur, avaient mieux résisté. Nous partageâmes fraternellement ces provisions, qui nous servirent à passer de façon moins lugubre les nuits du Réveillon et du Jour de l'An, arrosées par quelques rasades de mauvais rhum que le cantinier consentit à nous procurer dans le plus grand secret, à beaux deniers comptans.

Les mois qui suivirent, le nombre des colis postaux augmenta de telle sorte qu'il en parvenait à peu près tous les jours. On commanda des corvées avec une voiture pour aller les chercher à la gare. C'était, pour ceux qui se voyaient désignés, l'occasion d'une joie nouvelle que de pouvoir sortir du camp, de traverser la ville, de reprendre un peu contact avec le mouvement et la vie.

Le colonel, qui regrettait évidemment son impuissance à s'opposer à ces envois, donna les ordres les plus stricts pour la surveillance de leur livraison. Les ballots devaient toujours être ouverts en présence d'un officier, et tous les journaux, les imprimés qui pouvaient servir d'enveloppe aux victuailles étaient impitoyablement déchirés, par crainte que nous pussions y trouver quelque indication sur la guerre et la marche des événemens.

Il finit même par faire examiner les conserves, de peur qu'on n'y eût glissé quelque correspondance clandestine. Plus encore et mieux que le terrible Messer Grande de Casanova, ce hobereau de Poméranie était un inquisiteur soupçonneux et subtil.

Ces colis postaux, par leur abondance et leur variété, nous sauvèrent de la famine. Grâce au supplément de nourriture qu'ils nous procuraient, notre santé, altérée par les privations, commença de se rétablir. Leur profusion stupéfiait nos gardiens qui plaisantaient, nous traitant d'ogres et de Crésus. Assurément, ils pouvaient nous porter envie, car ils étaient alors réduits à la portion congrue, et la population civile, sévèrement rationnée, ne trouvait rien à acheter chez les fournisseurs sans être munie d'une carte de consommation spéciale.

LES PRISONNIERS AU TRAVAIL

Février-Mars. — Dans les premiers jours de mars, la main-d'œuvre commençant à manquer sérieusement en Allemagne, des ordres arrivèrent de Berlin, prescrivant d'utiliser au mieux

les « aptitudes professionnelles » des prisonniers. Le travail, au début, n'était pas obligatoire ; mais ceux qui le refusaient s'exposaient à de telles vexations qu'ils ne tardaient pas à se soumettre, encore qu'il fût contre toutes les lois de la guerre de leur imposer une pareille exigence.

On fit donc passer dans les chambrées des listes où chacun dut inscrire le métier qu'il exerçait et la besogne s'organisa avec cet esprit d'ordre et de méthode qui caractérise les Allemands.

Parmi les Russes se trouvaient un grand nombre de cordonniers et de tailleurs, auxquels nous avions eu précédemment recours pour rapetasser, moyennant quelques sous, nos chaussures et nos guenilles. On les employa à la confection des souliers et des vêtemens militaires. Ils s'acquittaient volontiers de cette tâche qui, toute mal rétribuée qu'elle fût, rapportait aux plus habiles quatre à cinq marks par semaine. De même les selliers se virent astreints à fabriquer des sacs et des harnais pour l'armée ; les forgerons, des ferrures, des écrous et des rivets. Mais alors surgirent des difficultés qui faillirent tourner au conflit. Les sous-officiers français et russes s'entendirent, révoltés à la pensée que le travail de leurs hommes dût profiter à l'ennemi. Par la voie hiérarchique, ils adressèrent courageusement une réclamation à la *Kommandantur*. La réponse du colonel ne se fit pas attendre : le lendemain, les auteurs de la plainte étaient punis de quinze jours de cellule et, dans chaque atelier, un piquet de landsturm en armes, fusils chargés et baïonnette au canon, surveillait et stimulait les ouvriers.

Notre cher *Oberst* crut néanmoins devoir en référer à Berlin. La réponse qui lui parvint donne bien la mesure de la cautèle et de l'hypocrisie germaniques. Les prisonniers demeuraient libres de se refuser à travailler directement pour l'armée, mais ils ne jouissaient pas de la même faculté à l'endroit des entreprises privées, comme si la production de celles-ci ne se trouvait pas, depuis la mobilisation, réquisitionnée tout entière pour les fournitures militaires. Deux mois plus tard au surplus, cette tartuferie était elle-même jugée inutile et, sans plus de distinction, le travail obligatoire imposé à tout le monde.

Les Français internés à Bautzen, étant pour la plupart des paysans et des cultivateurs, eurent la bonne fortune de se voir employés comme jardiniers et ouvriers agricoles chez les propriétaires des environs. La Saxe est justement fière de ses

cultures de roses qui sont l'orgueil traditionnel du royaume. Ce fut pour tous ces ruraux un bonheur et un réconfort que de reprendre leur vie au grand air, d'échapper à l'oppression des murailles et des palissades, de piocher et de fouir au printemps dans les enclos fleuris. Au mois d'avril, on répartit même chez les fermiers d'alentour les plus capables et les plus dociles pour aider aux travaux des champs. Les postulans étaient nombreux à solliciter une faveur qui leur donnait l'illusion d'une liberté relative.

En somme, et toutes réserves faites sur le but réel poursuivi par les Allemands, le travail fut une distraction pour les prisonniers, en même temps qu'une diversion salutaire aux angoisses et aux humiliations de la vie quotidienne. Ils pensaient moins à leurs misères, le temps passait plus vite et, la fatigue aidant, ils dormaient mieux, la nuit venue, sur leur litière de paille.

Les infirmiers avaient toujours joui, grâce au docteur B..., d'un traitement privilégié. Nous touchions même une solde, 5 marks 80 pfennig (7 fr. 25) tous les dix jours, et, à partir de janvier, on nous attribua l'ordinaire du soldat allemand, de sorte que nous étions à peu près nourris et beaucoup moins à plaindre sous ce rapport que nos autres camarades.

En dehors de nos obligations à l'égard des blessés et des malades, nous fûmes à cette époque et jusqu'à la fin du printemps très pris par une besogne nouvelle : la vaccination préventive contre le typhus et le choléra.

Une épidémie venait de se déclarer à F..., dont les progrès parurent bientôt redoutables. Des ordres sévères arrivèrent de Berlin, enjoignant de prémunir contre elle tous les prisonniers sans exception. Chacun d'eux devait recevoir trois coups de lancette sur la poitrine ou sur les bras. En deux mois, sous la surveillance des majors, nous fîmes ainsi plus de vingt mille piqûres assez douloureuses et qui provoquaient une forte fièvre.

Les Français, habitués à être vaccinés au régiment, ne se révoltèrent pas trop contre cette nécessité ; il en allait autrement des Russes dans leur méconnaissance absolue des procédés d'hygiène les plus élémentaires. La plupart répugnaient à une contrainte qui terrifiait leur ignorance. Persuadés qu'on voulait leur inoculer du poison, ils cherchaient à se dérober par tous les moyens, ce qui nous imposait une police de contrôle des plus pénibles et des plus malaisées.

Cette épouvante puérile aboutit à une catastrophe. Un *moujik*, originaire du gouvernement de Toula, préféra se trancher la gorge avec son couteau plutôt que de subir l'horrifique ponction. On apporta, la trachée béante, le malheureux à l'infirmerie. Pansé, recousu, interrogé, il répondit avec force signes de croix qu'il aimait mieux mourir que d'être voué au diable qu'on voulait lui « mettre dans le corps. » Il mourut, en effet, le lendemain, stoïque, résigné, entêté jusqu'au bout dans sa folie mystique, sans avoir pu recevoir les consolations suprêmes d'un pope, appelé en toute hâte et qui n'arriva que pour l'enterrement.

Pour récompenser les ambulanciers de leur zèle, on leur avait ouvert l'accès de la cantine allemande, plus abondamment fournie que la nôtre et, munis d'une carte permanente, il leur fut permis de franchir sans encombre les portes intérieures du camp, toujours gardées par des sentinelles.

Cette cantine occupait un assez vaste bâtiment dans l'avant-cour de la caserne d'artillerie. La salle principale, grande, claire, aérée, était agréable et proprette, peinte en vert à réchampis blancs avec une profusion d'arabesques et de rinceaux. Des tables recouvertes de toile cirée, des bancs de chêne massif en constituaient le seul mobilier avec un grand portrait chromolithographié du Kaiser, en uniforme de cuirassier blanc. Derrière une sorte de guichet semblable à ceux qu'on voit dans les banques, le cantinier, un Saxon corpulent et réjoui, vendait, pour quelques pfennig, de la bière, du pain, du chocolat, des conserves et l'innombrable variété des *delikatessen* d'outre-Rhin. L'alcool, même le vin étaient rigoureusement interdits.

Je profitais fréquemment de l'autorisation qui nous était accordée et traversais, pour me rendre à la gargote, l'avant-cour dont j'ai parlé. Un spectacle tous les jours pareil s'offrait alors à mon regard. On instruisait les recrues, au milieu d'un vacarme assourdissant de commandemens et de clameurs. Vêtues en *feldbraü* de pied en cap, la tête coiffée de la petite calotte ronde, le casque suspendu à l'épée-baïonnette, le sac pesamment chargé aux reins, elles manœuvraient lourdement, effectuant les exercices du maniement d'armes, les mouvemens de l'école du soldat, d'escouade et de section.

Aux portes du quartier, une foule avide, curieuse, enthousiaste, s'écrasait derrière les grilles. Elle saluait les soldats de

ses applaudissemens, de ses *hoch*, de ses *hurrah*. Évidemment, dans sa pensée, des troupes si bien entraînées, si vigoureusement conduites, si merveilleusement équipées, ne pouvaient que voler à la victoire... *Deutschland uber alles*. Calais, Londres, Paris, Pétrograd, ne tarderaient plus à succomber; le pas du Michel allemand allait bientôt marteler leurs avenues triomphales : la paix suivrait alors, la paix dans l'opulence et la ripaille.

Le temps passait cependant; semaine après semaine, il s'écoulait avec lenteur. Les victoires escomptées n'arrivaient guère vite ; en revanche, là-bas, sur la Vistule et sur l'Yser, dans les boues polonaises et dans les tranchées de l'Argonne, Michel, le bien-aimé, le glorieux, l'invincible Michel succombait en masses épouvantables, et, devant la caserne, maintenant aux trois quarts vide, le public se faisait rare, moins bruyant et plus réservé. En revanche, beaucoup de femmes, vieilles mères en deuil ou pleurantes jeunes filles, venaient une dernière fois embrasser, avant son départ, l'enfant ou le fiancé qui s'en allait sans joie vers l'inconnu de la mitraille et de la mort.

A la cantine, je retrouvais naturellement beaucoup de troupiers allemands. Certains grommelaient sur mon passage ou me lançaient de mauvais regards. Beaucoup, au contraire, cherchaient à m'adresser la parole, et d'aucuns s'enhardissaient à m'offrir un verre de bière, auquel je ripostais par le don d'un cigare, sous les yeux narquois du cantinier, qu'amusait cet échange de politesses dont profitait son commerce. J'eus même l'occasion de m'entretenir en français avec un *gefreïte*, serveur dans une brasserie de la place Pigalle avant la guerre, qui n'avait pas assez de regrets pour sa vie montmartroise.

Je comprenais suffisamment l'allemand pour saisir ce qui se disait autour de moi. Les jeunes soldats qui n'étaient pas encore allés au feu conservaient en général leur confiance et leurs illusions; mais les autres, ceux qui revenaient du front, avaient perdu tout enthousiasme et les désabusaient péniblement par le récit des maux et des horreurs qu'ils avaient traversés.

L'impression était bizarre et paradoxale de se trouver attablé côte à côte en uniforme, d'échanger des santés avec l'ennemi, et quel ennemi! Le frère de ce gros garçon placide et blond s'est couvert de crimes en Belgique, en France; lui-même ira bientôt le rejoindre, tirer sur mes compatriotes, incendier et dévaster mon pays, en attendant que le sien soit à son tour sac-

cagé, et nous sommes ici à causer pacifiquement, à tout le moins sans colère !

Belle matière à philosopher, sans doute, si j'en avais eu le temps et le courage.

LUEURS D'ESPÉRANCE

Mai, juin. —

> Le temps a quitté son manteau
> De vent, de froidure et de pluie...

Sans transition, le soleil et la chaleur ont succédé aux brouillards, à la neige, aux averses. Le réveil de la nature exerce sur nous, sur nos sentimens et notre moral, sa bienfaisante influence. L'homme est ainsi fait qu'il subit sans s'en rendre compte l'ascendant des phénomènes extérieurs, participe inconsciemment à leur mélancolie comme à leur allégresse.

Le renouveau nous trouvait donc moins déprimés, l'âme mieux affermie, prompte à saisir la plus légère espérance. Les circonstances, d'ailleurs, contribuaient à retremper notre courage. Avec le temps, sans précisément se relâcher, la discipline était devenue moins implacable. Uniquement préoccupé des Russes, le colonel, en retour, laissait les Français à peu près tranquilles. Quoi qu'il en eût, au reste, il lui fallait bien à présent mettre un frein à ses fureurs comme à ses fantaisies pénitentiaires. Des commissions mixtes hispano-suisses de la Croix-Rouge, accompagnées de médecins et d'officiers d'état-major, parcouraient dans toute l'Allemagne les différens dépôts de prisonniers, recevant les doléances, signalant les abus, réclamant les améliorations qu'elles jugeaient nécessaires. Soucieux de ménager l'opinion des neutres, on tenait un compte sérieux à Berlin de leurs observations. Elles accomplirent ainsi la plus utile besogne, sauvèrent bien des vies humaines, et l'on ne saurait trop leur marquer une juste reconnaissance.

Nous reçûmes à différentes reprises leur visite à Bautzen. Comme elles étaient annoncées à l'avance, on juge l'émoi, le branle-bas général de nettoyage et de mise en état qu'elles provoquaient au camp. Tout le monde passait à la douche; les rations étaient ce jour-là plus abondantes; nous recevions du fil et des aiguilles pour réparer nos effets.

Fut-ce la conséquence heureuse d'une de ces visites? L'au-

torisation bien imprévue nous fut accordée de faire un peu de musique pour nous distraire et passer le temps des longues soirées d'été. Un groupe d'exécutans fut bientôt constitué parmi les paysans russes. Les instrumens manquaient, une quête nous permit d'acquérir accordéons, mandolines et guitares. Chaque soir, après la soupe, s'organisaient des concerts en plein air. Allemands et Français écoutaient avec une surprise ravie les chants populaires russes, les mélodies sibériennes au charme plaintif, celles de l'Oural, plus prestes et saccadées de rythme. D'autres fois, les musiciens entonnaient un air de danse et les bons *moujiks* ne résistaient pas à cet appel entraînant. Aux premières notes, ils bondissaient et tous leurs pas nationaux se succédaient dans une pittoresque confusion : valses et mazurkas polonaises scandées de coups de talons et de claquemens de mains; *canaïca* tourbillonnante, *kastachouck* acrobatique de l'Ukraine. Je me rappelais la saison russe au Châtelet, mais combien ici le spectacle était plus « nature » et plus vrai, plus sincère aussi la conviction empreinte au visage des danseurs, émus par le souvenir de leurs fêtes villageoises, sans rien d'apprêté ni d'artificiel, de tout ce que l'argot boulevardier a baptisé irrévérencieusement : du « chiqué ! »

Je n'assistais pas toujours à ces concerts. Le docteur B... m'avait pris en intérêt et m'invitait, plusieurs fois par semaine, à venir causer avec lui dans la chambre qu'il occupait à la caserne. Le but apparent de nos réunions était d'augmenter par ses enseignemens et ses conseils mes connaissances pratiques d'infirmier. En réalité, je soupçonne le matois Esculape d'avoir simplement cherché à se perfectionner dans l'usage du français. Le fait est que nous parlions plus souvent grammaire et syntaxe que pansemens ou chirurgie opératoire. Je goûtais à ces visites un agrément réel, trouvant un fauteuil confortable, une tasse d'excellent café et de temps à autre des journaux allemands que j'étais autorisé à parcourir et qui, bien que de source ennemie, par conséquent suspecte, me donnaient des nouvelles de la guerre.

Bientôt, une joie plus grande allait m'être réservée.

Le dernier jeudi de mai, notre dépôt était pour la troisième fois parcouru par une de ces commissions sanitaires dont j'ai parlé. J'étais à mon poste au lazaret, quand je vis le docteur s'approcher d'un officier qui tenait une longue liste à la main,

échanger avec lui quelques rapides paroles. Presque aussitôt, celui-ci vint à moi et me dit que, désigné par le ministère de la Guerre, je devais être incessamment rapatrié et, par la Suisse, dirigé vers la France.

La surprise, l'émotion, le bonheur, me clouèrent sur place; je demeurai stupide, tournant mon képi entre mes doigts.

Croyant que je n'avais pas compris, le major B... voulut me confirmer l'heureuse nouvelle, ajoutant que mon départ n'était plus qu'une question d'heures.

On juge de ma joie. J'avais grand'peine à m'empêcher de crier. Ainsi, l'affreux cauchemar touchait à son terme! Finies les longues misères, le froid, la faim, la crainte perpétuelle et les déshonorantes humiliations. Je cessais d'être moins qu'un esclave, je redevenais un homme. Encore un peu de temps, — si peu! — et ce serait de nouveau la France, le retour auprès des miens dans la douceur du foyer enfin retrouvé. « Joie, joie, joie, pleurs de joie! »

Après le départ de la commission, nouvel étonnement. Le capitaine von P... me fit appeler pour me demander :

— Vous n'êtes presque plus un prisonnier, que puis-je faire qui vous serait agréable?

Je répondis en sollicitant la permission de sortir, de visiter Bautzen, cette ville que je ne connaissais pas et qui me gardait depuis bientôt dix mois. Elle me fut immédiatement accordée.

Le jour même, à deux heures, accompagné pour me servir de guide par le secrétaire du capitaine, un étudiant de vingt-trois ans qui parlait suffisamment le français, je me mettais en route.

Pour la première fois après si longtemps, j'éprouvais la volupté de marcher librement. Il faisait beau, les rues ensoleillées me semblaient superbes, et splendides leurs magasins cependant bien modestes. Les passans s'ébahissaient à la vue de mon uniforme, quelques gamins nous poursuivaient, criant : « Franzose, franzose! » Chemin faisant, mon compagnon me décrivait en conscience les curiosités de l'endroit. L'esprit ailleurs, je n'ai pas retenu grand'chose de ses explications; je crois me souvenir pourtant de certaine maison, occupée par une boutique de nouveautés, où Napoléon passa la nuit du 20 mai 1813, veille de la bataille de Bautzen. Il me montra encore la cathédrale Saint-Pierre, de style romano-gothique, mais sans grand caractère et les ruines du château royal

d'Ortenbourg. Un moment, nous nous assîmes sur les bords d'un étang fleuri, où sommeillait un vieux moulin. L'étudiant avait arrêté ses commentaires. Nous nous taisions, hésitant à parler, à nous interroger mutuellement. Une gêne insurmontable retenait sur nos lèvres l'expression des sentimens même les plus banaux. Pourtant, cet étranger était courtois, bien élevé, complaisant. Un an plus tôt, nous eussions conversé avec intérêt, pris plaisir à notre rencontre et comme l'autre jour, à la cantine allemande, je réfléchissais, malgré moi, à l'absurde cruauté de la guerre.

UNE ATTENTE DOULOUREUSE

Juin-Juillet. — Je dormis mal cette nuit-là. Un énervement, trop facile à comprendre, me tenait éveillé. Je me tournais, me retournais dans mon lit, sans trouver le sommeil. Dès l'aube, j'étais debout à m'occuper fébrilement de mon bagage. Les camarades m'entouraient, venant me féliciter, m'accabler aussi de commissions sans nombre. Pauvres gens et pauvre moi, bien des jours s'écouleraient encore avant l'heure bénie de la délivrance qui me permettrait de m'en acquitter!

La journée passa, puis celle du lendemain, encore une autre après, sans que je fusse appelé à la *Kommandantur*. A la lettre, je ne vivais plus : le temps paraissait à mon impatience d'une longueur intolérable. Dans mon agitation, je vaguais de baraquement en baraquement, questionnant les uns et les autres, cherchant dans leurs réponses un apaisement à l'inquiétude qui me dévorait.

Les semaines s'éternisaient et rien, toujours rien. Une morne tristesse succédait à l'enivrement qui m'avait transporté. Tant de fois déjà, le bruit avait couru du rapatriement de certains prisonniers, grands blessés reconnus impropres à faire campagne, de l'échange du personnel sanitaire, ambulanciers et médecins! Cette mesure d'humanité ne s'était jamais réalisée. Je possédais, il est vrai, l'assurance formelle d'un officier, mais celui-ci ne se trompait-il point? n'était-ce pas de sa part un jeu cruel et décevant?

Mon abattement ne connut plus de bornes lorsque j'appris l'entrée en jeu de l'Italie.

Comment continuer à espérer, maintenant que l'Alle-

magne fermait sa frontière suisse, que nul train ne partait plus dans cette direction, que la fureur s'exaspérait davantage contre les nations latines?

Je tombai alors dans une véritable hypocondrie, malgré les affirmations et les encouragemens que me prodiguait le docteur B... Ce fut la plus lamentable période de ma captivité. Heureusement pour ma santé, elle fut de courte durée. Une épidémie de dysenterie qui éclata sur ces entrefaites vint m'arracher aux sombres pensées où je m'absorbais. Il y eut soudain au lazaret un travail intensif auprès des malades qui devint une diversion salutaire à la neurasthénie qui me gagnait. A soigner de plus éprouvés que moi, j'en oubliais un peu ma propre affliction. En même temps, les lettres que je recevais de Paris contribuèrent à rétablir ma confiance ébranlée. Elles me faisaient comprendre à mots couverts qu'après de longues difficultés qui les avaient suspendus, les échanges de prisonniers allaient reprendre prochainement. Du moins, était-ce l'interprétation qu'en mes instans d'optimisme je me plaisais à leur attribuer, car il n'était pas toujours facile de déchiffrer les *rébus* compliqués sous lesquels la sollicitude des nôtres s'ingéniait à dissimuler les renseignemens qu'on essayait de nous communiquer. Au début, revenaient continuellement des allusions à la santé d'une certaine sœur Marianne qui se rétablissait avec lenteur, à la besogne épineuse d'un jardinier nettoyant progressivement ses parterres des loirs qui les infestaient. Symbolisme un peu bien transparent qui n'avait pas tardé à exciter la méfiance de nos gardiens et leur faisait impitoyablement supprimer ou « caviarder » les trop naïves épîtres. Il avait fallu trouver autre chose et souvent les tortueuses énigmes soumises à notre perspicacité prenaient la tournure de véritables casse-têtes.

Juillet était venu accablant et torride. L'épidémie semblait définitivement enrayée; nous chômions au lazaret et je retombais dans ma tristesse et ma lassitude, lorsque le 16, vers deux heures, date à jamais inoubliable pour moi, je fus tout à coup convoqué à la *Kommandantur*. Je me rappelle encore le tumulte d'émotions qui m'agitaient durant que je traversais les cours sous l'éclatant soleil. Mes jambes se dérobaient sous moi quand je poussai la porte. Était-ce cette fois la délivrance?

Le capitaine von P... me tend un papier. Les yeux brouillés,

j'y jette un regard rapide. C'est ma feuille de route et mon départ est fixé au lendemain. Je voudrais parler, crier mon bonheur, mais le colonel est présent et sa vue arrête les paroles sur mes lèvres. Je remercierai plus tard ; un bref salut militaire, demi-tour et me voilà dehors. Par exemple, sitôt hors de vue, je me mets à gambader, à « piquer un chahut » échevelé. Mes nerfs exacerbés me trahissent, j'éclate d'un rire convulsif qui se termine par une crise de larmes.

Un peu calmé, je cours à la cantine avaler un *moss* de bière qui n'étanche qu'à peine une soif ardente et subite ; puis je me dirige vers les baraquemens annoncer la bonne nouvelle à mes camarades. Aussitôt, comme il y a deux mois, je suis assailli de demandes et de prières. Tous veulent écrire, me supplient de leur servir de courrier. Si je me laissais faire, j'emporterais plus de quinze cents lettres. A mon profond regret, force m'est de refuser. Je serai certainement fouillé avant de monter dans le train et le seul résultat de ma complaisance serait une punition qui me retiendrait de longs jours encore à Bautzen. Je me contente de noier dans ma mémoire, aussi soigneusement que je puis, les instructions variées dont on me charge et de promettre de les exécuter. Je me hâte d'expédier mes adieux forcément pénibles aux pauvres gens que je dois laisser derrière moi en proie à toutes les affres de la captivité ; ils s'accrochent à moi, m'embrassent en pleurant, me conjurent de porter des nouvelles aux leurs ; je ne m'arrêterai un peu longuement qu'à l'infirmerie, auprès d'un malheureux garçon charmant etcultivé, qui agonise douloureusement, une balle dans le poumon gauche, pour lui dire un au revoir menteur, à l'instant d'une séparation que je pressens trop bien devoir être éternelle.

LA DÉLIVRANCE

Le lendemain, après une nuit blanche, bien avant l'instant fixé pour le départ, j'étais debout, contemplant sous la jeune lumière le morose panorama de ces cours, de ces écuries où j'ai vécu les onze mois les plus cruels de ma vie et que je vais quitter pour toujours. Absurdement, le récitatif de *Faust :* « Salut, ô mon dernier matin ! » s'évoque à ma mémoire et je m'empêche à grand'peine de le fredonner.

A six heures, alors que nos camarades se trouvent déjà au

travail, après la visite et la fouille minutieuse que j'ai prévues, on nous rassemble derrière les grilles de la caserne, et l'on nous mène à la gare sous la conduite d'une section de landsturm. Nous sommes peu nombreux, une dizaine environ, mais ce chiffre va s'augmenter sans cesse au cours de notre longue traversée de l'Allemagne du Sud, si bien qu'il dépassera quatre cents à notre arrivée à Constance. Le train est composé de voitures de quatrième classe à notre usage, d'un wagon de seconde pour les médecins et provient du camp voisin de Liegnitz. Par les portières de joyeuses rumeurs nous accueillent : ce sont d'autres infirmiers, libérés comme nous, qui saluent notre arrivée.

La machine s'ébranle. Bautzen diminue, s'estompe, puis disparaît à l'horizon. Nous traversons des champs, des plaines coupées de vastes landes, d'opaques forêts de sapins. Un babil désordonné emplit d'un pépiement de volière la caisse roulante qui nous cahote sans pitié. Jamais époux partant en voyage de noces, après un mariage d'amour, n'ont vécu plus délicieuses minutes, goûté extase comparable à la nôtre. Notre confort est cependant bien rudimentaire, le trajet s'annonce long et fatigant, le sommeil presque impossible sur les dures banquettes de bois où nous nous tenons entassés ; n'importe, nous allons vers la France ; cet air que nous respirons, c'est celui de la liberté, bientôt celui de la Patrie !

Dresde, premier et long arrêt. Sous le hall de la vaste gare, nous n'apercevons rien de la *Florence du Nord :* la belle ordonnance de ses avenues nous échappe, comme la splendeur de ses édifices. Nous sommes autorisés à descendre sur le quai où nous pouvons acheter du tabac, du pain, des saucisses et autres victuailles. Il en sera de même dans toutes les villes où nous passerons.

Chemnitz, Bamberg, Erlangen, Auxbach, Ulm, à chaque station s'allonge notre train accru de wagons nouveaux. La chaleur et la fatigue aidant, je somnole tant bien que mal, et c'est dans une demi-torpeur que j'entrevois les campagnes bavaroises semées de champs de blé, de seigle, d'avoine où s'affairent à la moisson des prisonniers français et russes qui agitent leurs coiffures à notre passage.

Au matin du quatrième jour, nous apercevons enfin les flots agités d'un grand lac. Quelques tours de roue encore ; la flèche elancée d'une église gothique poignarde le ciel : c'est Constance,

terme de notre voyage en Allemagne. Nous sommes aux portes de la Suisse.

Nous descendons et traversons la gare décorée de verdures, pavoisée d'oriflammes. Sur le trottoir qui nous fait face, je remarque un groupe d'infirmiers allemands sans doute rapatriés de France, reconnaissables à leurs uniformes. On nous dirige sur les bâtimens d'une école de jeunes filles dont nous occupons les dortoirs. Nous y séjournons trois jours, dévorés d'impatience et comptant les heures trop lentes à notre gré. Le jeudi 22 juillet, nous apprenons enfin que le départ est fixé pour deux heures. Après une nouvelle fouille, on nous rassemble, et nous arpentons la ville sous les yeux d'une foule indifférente et muette. Notre aspect, cependant, prêterait facilement à rire ; plutôt qu'à des soldats, nous ressemblons à une caravane d'émigrans, dans nos haillons bariolés et ruineux.

Le train nous attend et la vue des wagons suisses réjouit mon regard. Les premières voitures sont occupées par un transport de grands blessés. C'est un spectacle à la fois pitoyable et tragique que celui de ces infortunés, amputés et mutilés de toutes sortes, manchots, culs-de-jatte ou aveugles.

Un coup de sifflet, les wagons démarrent pour stopper une centaine de mètres plus loin. La dernière sentinelle allemande s'immobilise sur le ballast, des officiers suisses prennent possession du convoi. Nous avons quitté l'Allemagne, nous entrons sur le territoire de la République helvétique.

Toute la population de Gottlieben, la petite ville frontière, s'est portée sur la voie. L'enthousiasme est indescriptible, la scène prodigieuse : on nous acclame, on nous jette des fleurs, des bouquets ; on nous tend des cigarettes, du vin, des sandwichs, du chocolat ; des vieillards nous serrent les mains, des jeunes filles offrent leurs joues à nos baisers. L'émotion nous serre la gorge, des pleurs attendris coulent de nos yeux, et la *Marseillaise* jaillit éperdument de nos poitrines, reprise en chœur par les grands blessés. Quand le train repart, longtemps encore le bruit des ovations parvient à nos oreilles.

Partout où nous passons, se manifeste le même accueil de chaleureuse sympathie. A Zurich, dans un éblouissant brasier de lumières, des tables enguirlandées sont dressées sous le gigantesque vaisseau de la gare. Un copieux souper nous est servi, et les représentans des divers comités de la Croix-Rouge

prodiguent à chacun les marques de la plus touchante sollicitude. Nous remercions de notre mieux les organisateurs, et en signe d'hommage, avant le départ, sur l'ordre des médecins qui nous commandent, nous défilons au pas et en rangs devant eux.

A Berne, où nous arrivons à onze heures, j'ai la surprise d'entendre prononcer mon nom et descends aussitôt m'enquérir. Une dame, au milieu d'un groupe d'infirmières, m'adresse quelques paroles de bienvenue et m'offre une boîte de cigarettes enrubannées de faveurs tricolores. C'est une amie de ma famille, Mme la colonelle I..., femme de l'ex-commandant en chef des forces helvétiques. Tout confus d'un pareil honneur, je lui témoigne ma respectueuse gratitude. Je crois devoir aussi lui exprimer les sentimens de profonde reconnaissance envers la Suisse, qui remplissent le cœur des prisonniers français. Pour être improvisée vaille que vaille, ma petite harangue a du moins le mérite de la sincérité, car c'est aux efforts obstinés de cette généreuse nation, au dévouement inlassable de ses représentans et de ses envoyés que la plupart d'entre nous doivent le salut, le bonheur de revoir leur patrie.

Le temps s'est mis à la pluie et nous franchissons la frontière, sans nous en apercevoir, sous des cataractes. La vue d'un peloton de territoriaux, rendant les honneurs à Bellegarde, nous fait enfin comprendre que nous sommes en France. Aussitôt, rythmée avec ferveur par sept cents voix, éclate à nouveau la *Marseillaise*, comme un hymne d'orgueil, d'allégresse et d'amour.

J'épargnerai au lecteur le récit de notre arrivée à Lyon, de la réception qui s'ensuivit. Les journaux ont maintes fois fourni à cet égard toutes les précisions désirables. Congrûment abreuvés de champagne et de discours officiels, nous fûmes ensuite coucher à la caserne des cuirassiers. Après une nuit réparatrice, mon premier soin fut d'aller faire couper la barbe de fleuve qui me couvrait les joues. Le train ne partait que l'après-midi; j'eus donc tout loisir d'aller savourer un succulent chateaubriand aux pommes, mon rêve inexaucé depuis un an bientôt!

Dix heures plus tard, nous entrions en gare de Lyon. Je saute dans les bras de mon frère, blessé en Alsace et convalescent, que j'aperçois sur le quai. Nous nous étreignons longuement. Il y a onze mois et vingt-deux jours que j'ai quitté Paris.

A. Augustin-Thierry.

POUR LE
RAVITAILLEMENT DES ARMÉES

LES STATIONS-MAGASINS

Tous les yeux sont aujourd'hui fixés sur notre admirable armée, et, assurément, ce qui retient le plus l'attention de tous, comme il est trop juste, ce sont les exploits de nos soldats, c'est la vie du front elle-même. Mais si rien ne peut égaler l'intérêt de ces exploits et de cette vie, exposée sans cesse aux pires dangers, tout le monde comprend l'importance des questions en relation étroite avec le bien-être et la vie même de nos combattans : je veux dire le ravitaillement de nos armées.

L'œuvre du ravitaillement est, à l'heure actuelle, incomparablement plus difficile que par le passé. Les petites armées de quelques milliers d'hommes, quelques dizaines de mille au plus, ont été remplacées par des armées composées de tous les hommes valides d'un pays, soit souvent plusieurs millions. Puis les exigences du soldat européen ont considérablement augmenté; et les besoins de l'armement ont subi une progression bien plus forte encore. Le temps est loin où chaque soldat portait sur lui toutes ses armes offensives et défensives, pouvant fournir à toute une campagne sans avoir besoin d'être remplacées. Chaque nouvelle guerre dépasse toutes les prévisions précédentes, et la consommation de munitions devient vraiment effrayante : n'a-t-on pas vu, en avril dernier, l'armée anglaise consommer plus de munitions en quinze jours, dans l'affaire

de Neuve-Chapelle, que pendant les deux années de la guerre du Transvaal?

Dans cette opération capitale du ravitaillement, un rôle essentiel est joué par un organe à peu près complètement ignoré du grand public et qui porte le nom de *station-magasin*. Nom singulier à première vue, pas trop mal choisi cependant, s'il n'avait le tort de n'indiquer qu'une partie des opérations effectuées par ces établissemens. En temps de paix, rien ou à peu près n'en indiquait l'existence, sauf parfois de vastes magasins; mais le public, n'y étant pas admis, ne pouvait savoir ce qu'ils contenaient. La station-magasin est presque exclusivement un organe du temps de guerre, et c'est ce qui explique qu'elle était ignorée des villes mêmes qui en possédaient une.

Dès qu'une armée a stationné longtemps en un même point ou qu'elle avance en une région déjà exploitée par l'adversaire, le ravitaillement sur place devient absolument insuffisant; dans les pays ravagés, il est réduit presque à néant; il faut donc faire venir presque tout de l'arrière, et c'est ici qu'apparaît l'utilité de la station-magasin.

L'idée n'en est pas complètement nouvelle; au temps de Louvois ou de Napoléon, les armées avaient déjà des magasins organisés à l'avance en temps de paix, tout au moins dans la période qui précédait immédiatement les hostilités. Ces magasins étaient d'ailleurs créés pour un motif tout autre qu'aujourd'hui : c'était l'extrême difficulté des communications qui les rendait nécessaires, sans parler du désir de s'affranchir dans une certaine mesure des services coûteux des fournisseurs aux armées. S'il avait fallu faire venir de l'Ouest ou du Midi le blé ou l'avoine nécessaires à l'approvisionnement d'une armée opérant dans l'Est ou le Nord, hommes ou chevaux auraient pu mourir de faim avant de le recevoir. Le danger est qu'en vertu de ce système l'armée pouvait se trouver liée à ses approvisionnemens et n'osait trop s'en écarter. Grâce à la rapidité actuelle des communications, cette difficulté a été très atténuée; elle a presque disparu dans certains pays dotés d'un réseau ferré très complet. Mais l'utilité des stations-magasins réapparaît à raison du nombre immense d'hommes, chevaux et voitures automobiles à ravitailler; et, loin que ce soit aujourd'hui la lenteur des communications qui nécessite la création de cet organisme, c'est leur facilité même qui en permet le fonctionnement : éta-

blies à grande distance les unes des autres, ou même des armées qu'elles desservent, elles ont été aussi très perfectionnées et sont loin aujourd'hui d'être les simples magasins que leur nom semble indiquer.

Les stations-magasins peuvent être situées indifféremment dans la zone de l'intérieur ou dans la zone des armées; mais il est clair qu'il y a en général intérêt à ne pas les établir trop près de l'ennemi. Cela est évident surtout s'il y a la moindre crainte d'avance de sa part, parce qu'on ne peut courir le risque de laisser à sa portée des approvisionnemens aussi considérables; et il y a à leur éloignement relatif une autre raison encore, c'est la difficulté qu'on éprouverait à réunir ces approvisionnemens dans un pays déjà épuisé par le passage ou le stationnement des armées.

Dans ces quelques pages sur l'organe peut-être le plus important de tous ceux qui sont destinés à assurer le ravitaillement de nos armées, j'essaierai de mettre en lumière les services rendus par des hommes qui accomplissent un métier aussi pénible qu'il est nécessaire, et pour lequel ils ont été désignés dès le temps de paix à raison de la profession qu'ils exercent dans la vie civile; car il faut des spécialistes de tous les corps de métier pour assurer le fonctionnement presque impeccable de ces stations- magasins, qui aura contribué pour une bonne part à permettre à nos soldats de résister à la dure vie des tranchées, en attendant qu'ils puissent entamer leur marche victorieuse en Allemagne.

QU'EST-CE QU'UNE STATION-MAGASIN?

Une station-magasin est d'abord une sorte d'immense entrepôt de denrées, vivres et approvisionnemens de tout genre, affecté à une armée déterminée et situé bien entendu en un point muni de toutes les facilités de communications, au moins par voie ferrée et, si possible, par eau. Car les transports par eau, par mer surtout, auront joué un grand rôle dans cette guerre où, pris un peu au dépourvu — bien que ce ne soient pas les avertissemens qui nous aient manqué, — il a fallu faire venir de l'étranger, d'Angleterre et d'Amérique surtout, de nombreux approvisionnemens en vivres, vêtemens ou munitions. On a maintenant l'explication des deux mots dont la

réunion désigne la station-magasin : elle est un centre d'approvisionnement d'abord et de réexpédition ensuite. Mais elle est aussi bien autre chose, boulangerie de guerre, parc à bétail, atelier de concassage pour les grains destinés à l'alimentation des chevaux, etc.

Pour ces travaux si variés, la station-magasin ne dispose que d'un personnel restreint. Ce personnel comprend d'abord un sous-intendant, qui, jusqu'à une date récente, était toujours de l'armée active. Chef du service de l'intendance de la station-magasin, indépendant par conséquent de l'intendance régionale et correspondant directement avec le ministre, il a sous ses ordres un attaché à l'intendance du cadre auxiliaire et un certain nombre d'officiers d'administration des bureaux de l'intendance et des subsistances; l'un d'eux, appelé gestionnaire, prend en charge tout le matériel et les approvisionnemens dont il est responsable en principe, même pécuniairement. Un commissaire militaire, doté d'un ou de plusieurs adjoints, a pour mission d'assurer les relations entre les chemins de fer et les services techniques, intendance, artillerie, etc. Ce personnel officier dispose d'un détachement de commis et ouvriers d'administration, qui peut atteindre jusqu'à deux mille hommes dans les grandes stations-magasins, et d'une, deux ou trois compagnies spéciales d'infanterie, mises à sa disposition tant pour les services de garde et de surveillance de la gare et des magasins que pour les corvées, chargemens et déchargemens. Si ces élémens se trouvent insuffisans au moment d'un effort considérable à réaliser, ils peuvent être complétés par des hommes de corvée empruntés aux troupes de la garnison ; parfois aussi, s'il s'agit de transports à effectuer, par des attelages de supplément, là où il existe des troupes d'artillerie ou du train des équipages; ailleurs, par des voitures civiles réquisitionnées avec leurs conducteurs et leurs chevaux.

Dès les premiers jours de la mobilisation, chaque station-magasin a été le siège d'une activité intense. Immédiatement garnies de leur personnel, dont une partie devait arriver le premier jour de la mobilisation, il leur fallut se mettre aussitôt en état de fonctionner. Là surtout où l'installation n'était pas complète dès le temps de paix, comme dans certaines stations-magasins dites de réserve, il fallut procéder au montage immédiat des fours, tout au moins à leur recouvrement de terre, à

l'installation des tentes pour abriter les boulangers et la paneterie, à la pose des voies Decauville, et passer des marchés pour l'évacuation des braises produites en énorme quantité par les fours travaillant jour et nuit, ou encore pour l'enlèvement des issues là où devait fonctionner un abattoir, etc.

En même temps, les immenses magasins de la station, qui vont se remplir des denrées les plus diverses, commencent par se vider de tout ce qui y a été entassé dès le temps de paix en vue de la guerre. Là spécialement où le siège de la station-magasin coïncidait avec celui d'un escadron du train des équipages, ce fut pendant plusieurs jours un défilé ininterrompu de voitures de toute espèce, voitures des convois administratifs et de la boulangerie de guerre, voitures d'ambulance, etc., sans compter parfois un grand nombre de voitures des services de l'artillerie et du génie, remisées en temps de paix dans les locaux libres, qu'elles doivent rapidement évacuer pour permettre l'installation des services de la station-magasin. En même temps avait lieu le défilé des dizaines de milliers de chevaux de réquisition destinés à atteler toutes ces voitures. Il y eut alors plus d'un départ mouvementé, plus d'une roue ou d'un timon brisés par des chevaux trop vifs ou mal conduits, mais qui allaient bientôt, comme les hommes, prendre l'habitude de la vie en commun, pittoresquement campés en attendant leur départ sur une place publique ou en plein champ; bien vite d'ailleurs, leur première ardeur allait se trouver calmée par les longs et monotones trajets à faire sur les routes poudreuses et ensoleillées de l'été de 1914, en attendant les fondrières et l'horrible boue de l'hiver suivant.

Peu à peu, ce mouvement devait se régulariser, mais en restant toujours presque aussi intense. La station-magasin allait commencer à jouer son rôle normal, recevant d'abord ou fabriquant elle-même les approvisionnemens nécessaires à l'armée à laquelle elle est affectée, et les réexpédiant ensuite sur cette armée. Avec la gare régulatrice, sur laquelle elle les expédie directement, elle constitue comme le cœur de cet immense organisme, la pièce maîtresse du mécanisme destiné à assurer le ravitaillement d'une armée déterminée. Elle se trouve pour cela reliée d'un côté aux services du territoire, à l'intendance régionale notamment, chargée de se procurer une partie de ces approvisionnemens, lourde tâche qu'elle a remplie

sans défaillance pendant cette première année de guerre, et de l'autre à la gare régulatrice, gare sur laquelle sont dirigés tous les envois de la station-magasin. A cette gare siège une commission militaire qui dirige les trains de vivres, conformément aux demandes de l'avant, sur des gares plus rapprochées du front, les gares de ravitaillement, chargées à leur tour de les distribuer aux convois administratifs, ou directement aux corps auxquels ils sont destinés. C'est ce double travail d'approvisionnement et de réexpédition qu'il est intéressant de connaître; quand on aura touché du doigt en quelque sorte les principales difficultés de tout genre auxquelles il se heurte, nul doute qu'on n'admire davantage qu'il ait pu être effectué si longtemps et sur une aussi grande échelle, avec une régularité quasi mécanique.

ENTREPÔTS DE MARCHANDISES

Comment, d'abord, la station-magasin va-t-elle se procurer les milliers de tonnes de denrées de tout genre, dont la valeur dépasse parfois plusieurs millions, qui doivent être entreposées dans ses magasins et renouvelées sans cesse au fur et à mesure des expéditions faites pour donner satisfaction aux demandes de l'armée?

La station-magasin répond, on l'a vu, à deux sortes de besoins : tantôt elle est simple entrepôt de denrées, qu'elle réexpédie telles qu'elle les a reçues, et tantôt elle doit faire subir à ces denrées certaines préparations et manutentions avant de les envoyer sur le front.

Dans le premier cas, la station-magasin n'intervient guère que pour recevoir et réexpédier les marchandises. Au début cependant, ou du moins après les évacuations précipitées du début de septembre, les stations-magasins de création nouvelle, pour lesquelles rien n'avait pu être prévu, passèrent elles-mêmes d'assez nombreux marchés pour les denrées les plus diverses, sauf cependant celles de première nécessité, blé, farine, avoine, fourrages, bétail, répandues à peu près sur l'ensemble du territoire national et pour lesquelles les commissions de ravitaillement fournirent une grande partie des quantités nécessaires. Assez vite d'ailleurs, les choses se modifièrent, et les stations-magasins n'eurent plus à passer de mar-

chés qu'accidentellement. Pour certaines denrées, les marchés furent passés sur place par l'intendance régionale; d'autres furent amenées de tous les points du pays, conformément à un tableau graphique des expéditions soigneusement établi de façon à éviter tout retard dans les approvisionnemens de la station-magasin. Il est impossible, en effet, que tout se fasse au jour le jour, pour un organisme de cette importance, alors que si par exemple l'envoi de farine du jour venait à manquer, la boulangerie de guerre devrait cesser la fabrication du pain. Aussi, doit-il en principe exister en magasin pour toutes les denrées un approvisionnement variant, suivant leur nature, de deux jours, pour le bétail, à cinq, dix, et même, pour les petits vivres, vingt fois les besoins quotidiens de la station.

Une partie de ce stock est réunie dès le temps de paix, pour les conserves de viande par exemple, ou le pain de guerre (l'ancien biscuit de guerre) et, à dates fixes, on fait consommer les denrées par les hommes pour renouveler les approvisionnemens. Mais pour bien des raisons, financières et autres, cette façon de procéder ne peut être employée que pour une faible partie des stocks à réunir, et seulement pour les denrées susceptibles de longue conservation. Quant aux autres denrées, celles qui sont répandues à peu près dans tout le pays sont autant que possible achetées dans les centres voisins; mais quand les ressources de la région sont épuisées, il faut bien les faire venir de plus loin, comme celles qui n'existent pas dans la région. Ces diverses sortes de denrées sont fournies aux stations-magasins, au fur et à mesure de leurs besoins, par des centres spéciaux : gares de groupement de bétail, gares de groupement de foin pressé, établissemens divers (usines de conserves, biscuiteries, etc.), réserves des stations-magasins.

Ces centres spéciaux sont désignés en tenant compte des conditions géographiques et économiques du pays. Certaines régions sont très riches en bétail, en fourrages, en conserves, tandis que d'autres sont dépourvues de ces denrées. Le premier travail à effectuer est donc de s'enquérir exactement de ce qui peut être demandé à chaque région et en quelle quantité. Une organisation de ce genre ne peut évidemment s'improviser; la détermination de ces régions et de leurs disponibilités a fait l'objet d'un travail minutieux, accompli à loisir en temps de

paix. Il est impossible d'entrer ici dans les détails de cette œuvre gigantesque, car ce serait toute l'organisation du ravitaillement en France qu'il faudrait exposer. Voici en quelques mots les grandes lignes de cette organisation.

Dans chaque département fonctionne, sous la présidence du préfet, un comité départemental de ravitaillement, composé de représentans des autorités civiles et militaires. Il est chargé d'établir le plan départemental de ravitaillement. Ce plan se divise en deux parties. La première évalue les ressources de toute nature du département utilisables pour les besoins de la guerre ; la seconde étudie les voies et moyens les plus propres à l'exploitation de ces ressources. Deux commissions permanentes, dont le sous-intendant fait nécessairement partie, correspondent à cette division du plan de ravitaillement ; ce sont la commission d'évaluation et la commission d'exploitation des ressources.

La statistique des ressources, qui fait l'objet de la première partie du plan, se subdivise elle-même en deux branches. Elle comporte d'abord une statistique des stocks minima de toutes les ressources agricoles (céréales, fourrages et bétail existant chez les producteurs) et commerciales (ressources entreposées dans les magasins des commerçans et les établissemens industriels). Cette statistique permet de savoir les quantités sur lesquelles on peut compter au moment de l'année le plus défavorable : car, bien entendu, le stock varie considérablement d'une saison à l'autre pour certaines denrées, grains ou fourrages par exemple.

La seconde branche, la statistique des existences, suit au contraire d'une façon continue les variations de certaines ressources, spécialement pour le blé, la farine de blé et l'avoine, et permet de connaître ainsi les quantités réellement disponibles à tout moment de l'année. Elle indique le chiffre de la production de la région, connu par la statistique agricole annuelle, à l'établissement de laquelle collabore le directeur départemental des services agricoles, et aussi le chiffre des importations, connu, comme celui des exportations, par les renseignemens que fournit le service des douanes. Il faut, bien entendu, défalquer les quantités nécessaires aux semailles et à l'alimentation des hommes et des animaux de la région, quantités que des enquêtes spéciales permettent de connaître.

Quant à la seconde partie du plan, celle qui a trait à l'exploitation des ressources, elle a pour but de préparer leur groupement en un certain nombre de centres répartis aussi également que possible sur toute la surface du département et nommés centres de réception. Ils sont choisis, pour faciliter les transports, à proximité d'une gare ou d'un port fluvial ; quant au nombre d'attelages qui restent disponibles une fois partis les chevaux et voitures sujets à réquisition, il est facile de le connaître par les listes de recensement. Il faut aussi s'assurer de l'existence des locaux convenables pour recevoir le bétail et les denrées, effectuer les pesages, la mise en sacs, etc. A chacun de ces centres est affectée une commission de réception dotée, pour les vérifications à effectuer, d'un certain nombre d'experts correspondant aux principales catégories de denrées à recevoir, céréales, farines, bétail, fourrages et épicerie ; toutes doivent être livrées de qualité loyale et marchande dans la région. Les achats se font en principe « à caisse ouverte, » et le paiement est effectué par l'agent du Trésor le plus rapproché ; c'est seulement quand les acquisitions n'ont pu se faire à l'amiable qu'on recourt aux réquisitions ; les prix sont alors fixés conformément à un tarif arrêté par une commission spéciale.

Les maires jouent eux aussi un rôle important dans cette organisation. Ils ont pour mission de donner la plus grande publicité aux dispositions qui leur sont notifiées ; ils provoquent les efforts de leurs administrés, de telle sorte qu'on puisse en principe recourir aux ventes à l'amiable de préférence aux réquisitions ; enfin ils renseignent les présidens des commissions de réception venus pour prendre connaissance des ressources de la commune et vérifier si elles sont conformes aux prévisions.

Chaque autorité intéressée, préfets, gouverneurs de places fortes, sous-intendans militaires, possède un journal de ravitaillement contenant l'exposé des mesures prises, l'indication par ordre chronologique des diverses opérations qu'elle est chargée d'effectuer, et la liste des plis fermés qui ne doivent être ouverts qu'en cas de mobilisation ou sur ordre spécial.

Toute cette organisation minutieuse, chef-d'œuvre de prévoyance et de méthode, était mise à l'essai dès le temps de paix,

au cours des manœuvres ou d'exercices de ravitaillement, pour qu'on pût être sûr de son bon fonctionnement. La réalité a presque partout répondu aux prévisions. Dès le début de la mobilisation, les diverses commissions sont entrées en fonctions dans le pays; placées sous le contrôle de l'intendance régionale, bien que composées d'élémens civils, elles ont rendu de grands services, dans certaines régions spécialement, grâce à la valeur et au dévouement des hommes mis à leur tête.

Les statistiques du plan de ravitaillement indiquant les disponibilités de chaque région forment la base première du travail du ravitaillement pour tout le territoire. En harmonie avec elles, il existe dès le temps de paix, pour chaque station-magasin, — je parle, bien entendu, de celles qui avaient été organisées à l'avance, — un tableau prévoyant jour par jour les envois à faire sur cette station. Pour les deux premiers mois spécialement, tout était prévu dans le plus grand détail ; ensuite, la machine, mise au point, pouvait continuer à fonctionner avec des indications plus générales : par exemple, réception de tant de quintaux de farine ou d'avoine tous les trois, quatre ou cinq jours, ou de tant de sucre ou de café venant de tel endroit, les 10, 20 et 30 de chaque mois.

Ce graphique est une pièce absolument secrète, cela va de soi ; il est établi avec le soin qu'on devine, puisque la régularité du ravitaillement de l'armée en dépend. Il a fallu en établir un à la hâte pour les stations-magasins créées au cours de la guerre afin de remplacer celles qui étaient disparues, et aussi afin d'en augmenter le nombre, presque doublé aujourd'hui, qui ne dépassait pas une douzaine au début. Le sous-intendant de chaque station a ainsi un tableau où sont inscrites jour par jour toutes les réceptions à faire ; il sait que tel jour il doit recevoir tel nombre de quintaux de denrées déterminées, venant souvent des points les plus éloignés de la France : une même station-magasin recevra de Montpellier le vin, de Marseille le savon, de Nantes les conserves de viande, de Billancourt le pain de guerre, du Havre ou de Bordeaux le sucre et le café. C'est un des premiers devoirs de l'intendant de comparer chaque jour les réceptions de la veille et celles qui sont portées au graphique, et de s'informer ou de réclamer pour celles qui ont fait défaut.

BOULANGERIES DE GUERRE

Nous n'avons encore envisagé jusqu'ici que le cas où la station-magasin apparaît comme un simple entrepôt. Mais son rôle est loin de se borner à réexpédier telles quelles les denrées reçues ; très souvent elle doit leur faire subir certaines préparations ou manutentions. Ce travail est effectué dans les locaux de la station-magasin, par de nombreux ateliers spéciaux, des ordres les plus divers, comme les denrées elles-mêmes. Chaque station-magasin compte d'abord une boulangerie de guerre pour la fabrication du pain, un entrepôt de bétail alimenté par un ou plusieurs parcs de groupement, des approvisionnemens du service des subsistances, et souvent aussi de l'habillement et du campement ; il doit de plus y avoir une station-magasin au moins par armée, qui renferme des approvisionnemens pour l'artillerie, le génie, la télégraphie et le service de santé. Tous ces approvisionnemens sont à l'entière disposition du général directeur des étapes pour les besoins de l'armée à laquelle la station-magasin est affectée.

En ce qui concerne les services spéciaux, artillerie, génie, télégraphie et service de santé, le rôle de la station-magasin est en général assez limité : il se borne le plus souvent à recevoir tout achevé le matériel à réexpédier, munitions de guerre par exemple, pièces et fils métalliques, matériel médical ou pharmaceutique. Il en est autrement du service de l'intendance, beaucoup plus intéressant à notre point de vue, car il comporte fréquemment, en ce qui concerne le service des vivres notamment, d'importans travaux de préparation ou de manutention.

Parmi les services les plus importans de la station-magasin, et même au premier rang de tous, il faut placer la boulangerie de guerre. Le pain forme, avec la viande fraîche ou de conserve, la base de l'alimentation du soldat français; sa fabrication est donc un point capital, et il faut reconnaître que, d'une façon générale, elle a donné satisfaction aux plus exigeans : on peut même dire que le pain de troupe, — la fameuse « boule de son, » — fait avec des farines de première qualité et dans d'excellentes conditions, s'est souvent révélé supérieur, au début de la guerre notamment, au pain de bien des boulangeries civiles, même dans les grandes villes.

Les stations-magasins sont pour les troupes du front le principal centre de fabrication du pain, mais non le seul. Il en est quelques autres, les manutentions des villes situées près des armées par exemple, et encore les boulangeries de campagne, formations mobiles destinées à suivre les armées. L'avantage que présentent ces deux derniers centres, c'est de permettre de donner aux hommes du pain plus frais. A raison de l'éloignement de la plupart des stations-magasins, le pain qu'elles fabriquent ne peut être consommé avant une semaine au minimum. Il faut bien compter en effet un jour ou deux de ressuage (dessiccation), autant pour le transport à la gare régulatrice, autant encore pour le transport par les trains régimentaires et la distribution au corps, le double même, si, à raison de la distance entre la gare régulatrice et l'emplacement des corps, les convois administratifs doivent intervenir.

Pour parer à cet inconvénient, les stations-magasins, qui sont de beaucoup les plus grands centres de fabrication, font ce qu'on appelle du pain biscuité. Ce pain se rapproche d'ailleurs beaucoup plus du pain ordinaire que du biscuit; il n'en diffère guère que parce qu'il est un peu plus cuit et soumis à une dessiccation plus prolongée. Il est encore très mangeable après un délai de quinze à vingt jours; en tout cas, il se conserve parfaitement dix à douze jours, ce qui représente en principe le délai maximum où il doit être consommé.

La « boule » du troupier, ainsi préparée, perd tout droit à son appellation traditionnelle, car elle est notablement aplatie; elle se présente sous la forme d'un pain rond et plat, pesant, après vingt-quatre heures de ressuage, environ quatorze cents grammes (soit deux rations journalières de sept cents grammes). Chaque pain porte la date du jour de sa fabrication, marquée avec un jeu de chiffres avant la cuisson, de façon à indiquer son ancienneté. Dans plusieurs stations-magasins, par exemple toutes celles qui ont été installées à la hâte, après l'invasion allemande, dans des villes éloignées du front, les fours sont non pas des fours permanens en briques, mais des fours portatifs d'un système ingénieux, nommés fours Godelle ou Lespinasse, du nom de leur inventeur, et composés d'un certain nombre de pièces en tôle faciles à démonter et à transporter en caisses. L'installation consiste à établir, sur un massif de terre élevé de quelques centimètres, une sole de four

en briques, réfractaires autant que possible; les plaques de tôle, montées à 40 centimètres environ au-dessus de la sole, sont à leur tour recouvertes de quelques centimètres de terre, pour mieux conserver la chaleur; un tuyau coudé d'un mètre cinquante à deux mètres forme cheminée; devant la bouche de chaque four, on creuse une tranchée ou parfois un simple trou, dit trou du brigadier, d'environ quatre-vingts centimètres de profondeur, pour que l'homme chargé d'enfourner et défourner les pains se trouve à la hauteur voulue; par-dessus le tout, on monte, pour chaque massif de six à huit fours, une tente, remplacée à peu près partout, depuis l'hiver, par une baraque en bois, pour protéger contre la pluie les hommes et les fours, et toute l'installation est prête à fonctionner.

La première opération à effectuer dans la fabrication du pain, c'est la confection des levains, pâte fermentée destinée à faire lever la masse de la pâte pour la rendre plus légère et plus digestive. La pâte est en général travaillée sur deux levains, mais ce sont là des détails trop techniques pour qu'il y ait lieu d'y insister. Vient ensuite le pétrissage qui dure de vingt minutes à une demi-heure; puis la formation des pâtons par le brigadier, c'est-à-dire la mise de la pâte en pains; enfin, le pesage et la mise en panetons, corbeilles d'osier doublées de toile où la pâte s'étale et prend la forme qu'elle devra garder une fois passée au four.

Pendant ces diverses opérations, les fours ont été chauffés; la pâte préparée est enfournée; chaque pain est, avant sa mise au four, saupoudré d'une légère couche de farine grossière (fleurage), pour éviter l'adhérence à la pelle sur laquelle on l'enfourne, puis incisé, à la partie supérieure, de quatre traits formant un losange ou un carré, à l'intérieur duquel se trouve inscrite la date de fabrication : ces traits sont destinés à faciliter l'évaporation de l'excès d'eau contenu dans la pâte, de façon que le pain s'aplatisse davantage; cette dessiccation plus grande, jointe à sa plus longue cuisson, est la caractéristique du pain biscuité et assure sa conservation.

La durée moyenne de la cuisson est d'une heure vingt pour le pain biscuité, soit une demi-heure en sus de ce qu'exige le pain ordinaire. Cela donne en pratique cinq fournées par jour, dix au maximum en marchant jour et nuit, et c'est le cas normal dans les stations-magasins. Chaque four, servi par un

brigadier, deux pétrisseurs et un aide, donne théoriquement un rendement de cent-quatre-vingts rations par fournée, en pratique plutôt cent-soixante-dix; ce qui fait dix-sept cents rations par four et par jour. Pour deux cent mille rations journalières, il faudra donc un groupe d'environ cent vingt fours.

La quantité de farine nécessaire pour mille rations de pain est d'un peu plus d'une tonne, soit 110 000 kilos pour 200 000 rations; il faut à peu près dix fois moins de sel, soit 10 000 kilos, et environ 30 000 kilos de bois sec, ce qui donne, pour le chiffre de 200 000 rations, un poids total de matières premières d'environ 150 000 kilos. Bien entendu, l'eau nécessaire à la fabrication (75 000 litres) n'est pas comptée dans ce chiffre; elle est fournie par le service d'eau urbain, au moyen de conduites spécialement posées à cet effet, s'il n'en existait pas à l'emplacement choisi pour l'installation des fours.

Il est facile, d'après ces chiffres, de se représenter les complications et le coût du transport des matières premières quand la boulangerie de guerre ne se trouve pas tout à proximité d'une gare ou d'un embranchement de la voie ferrée permettant de décharger sur place l'énorme stock nécessaire de farine, sel et bois. On se rend compte aussi de l'importance de cette sorte de grande usine qu'est la boulangerie de guerre d'une station-magasin, où travaillent jour et nuit plusieurs centaines d'hommes. C'est un coup d'œil impressionnant, la nuit, de voir, à la lumière de ces multiples lampes électriques qu'il a fallu installer partout, sous les tentes et dans les allées, circuler les centaines d'hommes de cette énorme ruche, la plupart nus jusqu'à la ceinture, debout devant la gueule rougeoyante des fours, ou transportant dans des civières ou sur des wagonnets le pain tout brûlant encore.

Aussitôt le pain défourné, il est porté, en général grâce à un petit chemin de fer Decauville, dans la paneterie; soigneusement rangé sur des étagères à claire-voie et bien aéré, il y subit un ressuage de trente-six à quarante-huit heures pour faire disparaître l'humidité qui nuirait à sa conservation. Si la station-magasin doit fournir quotidiennement 200 000 rations de pain, elle en aura donc toujours 3 à 400 000 sur étagères, sans compter une avance d'un jour chargée sur wagons. Cette avance est nécessaire pour parer à tout imprévu : demande d'un gros ravitaillement éventuel, ou, au début, quand les

fours étaient peu ou pas abrités par des tentes dressées surtout en vue de protéger le personnel et les pétrins, ou survenance d'un orage violent faisant manquer une ou plusieurs fournées.

POUR AVOIR DE LA VIANDE FRAICHE

Après la boulangerie de guerre, un des services les plus importans de la station-magasin est celui du ravitaillement en viande fraîche. Il existe à cet effet à la station-magasin un entrepôt de bétail, alimenté par un, deux ou trois parcs de groupement de bétail. Ces parcs sont plus ou moins éloignés de la station qu'ils desservent; il est désirable qu'ils ne le soient pas trop; sinon, il en résulte une fatigue pour les animaux et une perte de temps qu'il faut toujours chercher à éviter.

Le mouvement de l'entrepôt de bétail est parfois considérable dans les grandes stations-magasins. Il n'est pas rare de voir, pendant d'assez longues périodes, des réceptions et des expéditions quotidiennes de plusieurs centaines de têtes de bétail. Le bétail arrive et repart, en règle générale, par trains complets. En cas d'urgence, surtout si le parcours n'est pas trop long, le train arrivé du parc de groupement peut être immédiatement réexpédié, après qu'on a fait boire les animaux, quand c'est possible. En général, les bêtes sont aussitôt débarquées et gardées un certain temps à l'entrepôt, d'où elles sont réexpédiées à l'avant sur demande du régulateur. Cette demande est toujours formulée en rations; un calcul est donc nécessaire pour savoir le nombre de têtes à envoyer, nombre très variable suivant la grosseur des animaux.

La ration forte de viande (500 grammes) a été reconnue trop élevée, du moins pendant la longue période de stationnement dans les tranchées. Les troupes ne touchent plus qu'une moyenne de 400 grammes à titre gratuit. La ration forte correspond à environ un kilogramme de viande sur pied par homme et par jour, en admettant un rendement de 50 pour 100 pour le bétail bovin (pour les porcs, le rendement atteint 75 pour 100). S'il y a 200 000 hommes à ravitailler, il faut donc 200 000 kilos de viande sur pied, soit environ 500 bêtes pesant en moyenne 400 kilos, qui peuvent être chargées en deux trains de 25 wagons à 10 bêtes chacun. Mais le nombre de bêtes à envoyer peut être beaucoup plus ou beaucoup moins élevé. Il varie,

pour ce même chiffre de 200 000 kilos, entre 700 et 300 têtes, suivant qu'il s'agit de bêtes petites comme en Bretagne, ou très fortes, au contraire, comme en Normandie.

Toutes les bêtes doivent être immatriculées; elles le sont par les commissions de réception, au moyen d'une marque faite aux ciseaux ou à l'ocre; cette dernière est d'application facile, mais s'efface à la pluie. Cette indication permettra d'exercer, s'il y a lieu, des poursuites contre un vendeur qui aurait livré des bêtes impropres à la consommation. Si une bête est blessée gravement au cours du transport, elle est abattue à l'arrivée et livrée aux usines de conserves, au cas où il en existe dans la localité; sinon, elle est vendue ou consommée par le détachement ou les troupes de la garnison.

Lorsque les demandes de l'avant se ralentissent, le bétail s'accumule à l'entrepôt ou dans le parc de groupement; il peut y avoir ainsi jusqu'à 1 000 ou 2 000 bêtes réunies. En été, il est facile de les parquer dans un herbage; en hiver, cela est plus compliqué: on loue ou on réquisitionne des étables ou des hangars, dans lesquels on établit des installations de fortune pour les abreuvoirs, mangeoires, etc.; mais, bien entendu, en cas d'épizootie, le danger de contamination est alors beaucoup plus grand qu'en plein air.

Le ravitaillement en viande fraîche est une des inquiétudes de l'avenir, pour le cas où la guerre se prolongerait. Il serait déraisonnable de réquisitionner les vaches pleines ou les vaches laitières, ou même un trop grand nombre de bœufs de travail, dans les pays où les travaux agricoles s'effectuent par leur moyen. Aussi, en certains départemens, la quantité des bêtes disponibles a notablement diminué. Pour éviter un trop grand appauvrissement du cheptel national, on a eu recours à l'envoi de viande provenant d'autres animaux, moutons ou porcs. Mais ces derniers voyagent moins facilement que le bétail bovin, surtout par les chaleurs; aussi a-t-on été conduit à installer dans les stations-magasins des abattoirs avec des locaux destinés au flambage, salage, découpage en quartiers et étiquetage des morceaux. Chicago en miniature, une station-magasin moyenne préparait ainsi environ 200 porcs par jour, et, plus tard, quand il a fallu remplacer les porcs par des moutons, beaucoup plus petits et donnant plus de déchet, environ 600 moutons français ou algériens. Mais la préparation du

mouton est plus délicate, la conservation en est moins assurée ; par temps orageux spécialement, les quartiers arrivaient parfois avariés, si bien que, malgré les précautions prises, saupoudrage au sel et même injection d'une solution saline dans les tissus, on a dû renoncer à ce système pour les longs trajets et en revenir au transport des moutons vivans, comme pour le bétail bovin.

La vraie solution eût été de recourir plus tôt et plus largement que nous ne l'avons fait à la viande congelée ou frigorifiée. Cela nous eût permis de ménager notre bétail en nous adressant davantage à l'étranger, et, de plus, eût atténué la hausse de prix formidable dont a souffert la population civile comme l'armée. Malheureusement, il eût fallu, pour conserver cette viande en grande quantité, posséder des installations qui nous manquaient, et c'est regrettable, car la consommation n'en présente aucun des inconvéniens qu'offre celle des conserves de viande prolongée au delà d'un certain temps.

Les conserves de viande, pour lesquelles il y a eu d'énormes marchés passés aux premiers jours de la guerre, sont précieuses en certaines circonstances, à raison de leur petit volume (chaque boîte contient une ration de 300 grammes) et de leur longue conservation. Chaque homme doit en avoir deux boîtes dans son sac à titre de vivres de réserve. C'est le fameux « singe » que mangent nos soldats, quand il est impossible de les ravitailler en viande fraîche, ou qu'ils ne peuvent faire cuire la viande fraîche qui leur a été distribuée. Au début, pendant la période de recul, et, plus tard encore, dans les tranchées de première ligne, où on n'osait pas faire de feu, le cas s'est souvent présenté d'hommes obligés de jeter, sans pouvoir l'utiliser, la viande qu'on leur donnait Il n'y avait pas à ce moment de cuisines roulantes, d'ailleurs difficilement utilisables en cas de recul, et ce n'est évidemment pas le rôle des services de l'arrière de fournir aux troupes la viande toute cuite. Par la suppression de tout apprêt, les conserves apparaissent comme la nourriture tout indiquée pour les troupes en marche. Aussi aujourd'hui que, Dieu merci, un recul n'est plus à craindre, la demande d'un fort ravitaillement en boîtes de conserves est un heureux symptôme. Et, dans cette prévision, la station-magasin en possède, comme pour le pain de guerre, des lots immenses empilés en monticules dans les hangars où ils attendent leur chargement. Mais il y

aurait des inconvéniens, au point de vue de la santé des hommes et du maintien de leur appétit, à les nourrir exclusivement de ces conserves pendant longtemps. C'est ce qui a motivé les récentes propositions de passer des marchés pour la préparation de conserves nouvelles, composées à la fois de viande et de légumes, qui permettraient d'offrir aux hommes, à un prix plutôt inférieur, une alimentation plus hygiénique et plus variée.

PETITS VIVRES ET DENRÉES DIVERSES

De même qu'il existe pour la viande d'énormes stocks de conserves, le pain a lui aussi un succédané, c'est le pain de guerre, qui est au pain ordinaire ce qu'est la conserve de viande à la viande fraîche. Chaque homme doit en avoir 600 grammes dans son sac. Il est préparé par un grand nombre d'usines, notamment la plupart des grandes biscuiteries civiles qui, réquisitionnées comme les usines de conserves, ont au début de la guerre travaillé jour et nuit pour augmenter les approvisionnemens. Le pain de guerre actuel, plus petit et plus mince que l'ancien biscuit de guerre, fournit sous un petit volume un aliment très substantiel ; en cas de nécessité, il remplace momentanément, sans trop de désavantage, le pain dont le troupier français ne saurait se passer.

Vient ensuite une série de vivres de moindre importance, — d'où précisément le nom de *petits vivres* qui leur a été donné, — qui font partie, comme le pain et l'avoine, du ravitaillement quotidien. La viande même n'est envoyée en principe que sur demande spéciale ; mais le directeur des étapes et services peut toujours prescrire de faire rentrer n'importe quelle denrée dans la composition du ravitaillement quotidien. Ces petits vivres sont les légumes secs ou le riz, le second beaucoup moins apprécié du soldat, peut-être parce qu'il est en général mal préparé. Ils sont distribués au taux général de 100 grammes par ration ; ils peuvent être remplacés par des légumes frais, des pommes de terre par exemple, en plus grande quantité bien entendu (750 grammes). Puis viennent le sel (20 grammes), le lard (30 grammes), qu'il a fallu souvent, sur la demande des soldats de religion musulmane, remplacer par de la cocose ou d'autres graisses végétales dans les ravitaillemens destinés aux

troupes d'Afrique ; enfin, deux denrées particulièrement appréciées du troupier, le café (24 grammes) et le sucre, dont la ration ordinaire (32 grammes) a été à bon droit doublée depuis les premiers mois de guerre. Le café est préparé bien entendu à la station-magasin, qui le reçoit vert et le fait griller, la plupart du temps dans des appareils spéciaux à grand rendement; sinon, on se représente le nombre d'hommes et de brûloirs à café qui seraient nécessaires pour faire griller chaque jour de 4 à 6 000 kilos de café !

Pour ce qui est du vin, le traditionnel « quart » a été doublé pour les hommes du front, et ce n'est pas une petite affaire que l'envoi, chaque jour, pour 2 à 300 000 hommes, d'un demi-litre de vin par homme, et souvent plus, avec les dons généreux des viticulteurs qui n'entrent pas en ligne de compte dans ce chiffre. Certaines stations-magasins envoient chaque jour de 4 à 600 pièces ou barriques d'environ 228 litres; ce simple chiffre suffit à indiquer l'importance de ce nouveau chantier. Il faut d'abord chaque jour réunir les milliers d'hectolitres nécessaires ; ils arrivent parfois par bateau, pour les dons des viticulteurs algériens par exemple ; plus souvent dans d'énormes wagons-foudres dont chacun contient de 150 à 200 hectolitres. Il faut ensuite les « dépoter » ou transvider dans les barriques ou les fûts destinés à être envoyés sur le front. Mais auparavant, que d'opérations nécessaires ! Bien entendu, les stations-magasins n'emploient pas toujours de nouveaux fûts; sinon, le pays n'eût jamais pu suffire à une aussi effroyable consommation. On fait donc revenir les barriques du front. On devine l'état de la plupart d'entre elles; aussi a-t-il fallu créer de toutes pièces dans les stations-magasins un véritable atelier de tonnellerie. Heureusement, elles possèdent toujours, dans leur personnel d'ouvriers d'administration, des hommes de tous les métiers; en cas d'insuffisance, les dépôts des villes de garnison environnantes fournissent le complément des tonneliers nécessaires. Tous les fûts, à leur arrivée, sont donc vérifiés, réparés, parfois démontés, une douve ou un fond changé, des cercles rajoutés ; ils sont ensuite nettoyés, passés à l'eau chaude, à la chaîne s'il y a lieu, souvent aussi soufrés ; après quoi, ils peuvent être remplis à nouveau sans crainte de détérioration pour le vin qu'on leur confie. Si bien qu'une station-magasin de quelque importance, avec son avance de

plusieurs jours de vin en fûts prêts à être chargés, ses milliers de fûts vides, et les longues files de wagons-foudres qui s'alignent sur ses quais, semble une succursale de Bercy transportée dans une gare de province.

De temps en temps, en plus du vin, on distribue aux soldats de l'eau-de-vie ou du rhum. Pendant les froids humides de l'hiver dernier, une tasse de thé additionnée d'un peu d'eau-de-vie était un des meilleurs moyens de réchauffer les hommes ensevelis vivans dans les tranchées boueuses ; beaucoup ont appris là à apprécier la boisson favorite de nos alliés anglais et russes... si bien que la guerre actuelle sera peut-être cause d'un notable accroissement de la consommation du thé en France!

Toute l'année également, pour varier l'ordinaire de nos soldats, les services de l'arrière se sont ingéniés à leur procurer des légumes frais que les corps ne pouvaient plus acheter dans les régions dévastées du Nord et de l'Est. Choux, choux-raves, carottes, navets, oignons, ajoutés au bœuf du pot-au-feu, le transforment et en doublent, sinon la valeur nutritive, tout au moins la sapidité. Certaines stations-magasins, situées dans les contrées grandes productrices de légumes, ont pu envoyer ainsi des 100 000 kilos de légumes chaque semaine, pour le plus grand bonheur des hommes du front ; tous préfèrent singulièrement le pot-au-feu avec légumes aux potages condensés préparés pour l'armée.

Enfin, les stations-magasins possèdent encore une foule d'autres denrées qui peuvent être distribuées à titre gratuit sur ordre du commandement, ou envoyées à titre de substitution pour remplacer d'autres denrées faisant défaut, mais qui ne sont le plus souvent cédées qu'à titre remboursable, c'est-à-dire achetées par les popotes d'officiers ou les ordinaires des corps sur leurs bonis. La liste en est presque illimitée ; ce sont d'abord les fromages variés, ceux surtout à pâte dure, au premier rang le gruyère, dont on a fait une telle consommation que la Suisse a dû prendre des mesures pour en restreindre l'exode. Ces énormes meules empilées, dont certaines dépassent cent dix kilos, occupent dans les halles de la station-magasin des vingtaines de mètres carrés et voisinent avec les fromages français plus petits, cantal et autres; puis viennent les pâtes alimentaires, le chocolat, les oranges, les fruits secs, figues et pruneaux, les confitures ou marmelades variées, la choucroute,

les jambons, les conserves de tout genre, homards, poissons, légumes, tomates, etc., le tout réparti en lots soigneusement étiquetés et qui forment de vrais monticules s'élevant souvent jusqu'au toit des hangars qui les abritent.

Une dernière denrée qui, pour n'être pas alimentaire, n'en est pas moins considérée par beaucoup d'hommes comme un objet de première nécessité, c'est le tabac. On en a fait dans les tranchées une consommation considérable, beaucoup de ceux-là mêmes qui ne fumaient pas s'étant mis à faire comme leurs camarades. A quinze grammes par homme, c'est par milliers de kilogrammes que se chiffrait la consommation quotidienne de chaque armée, et c'étaient chaque semaine des wagons entiers des tabacs les plus variés qui s'acheminaient vers le front, depuis le caporal ordinaire jusqu'anx cigarettes algériennes pour les troupes d'Afrique, en passant par le tabac à priser, qui fut quelquefois réclamé lui aussi ; seul le traditionnel tabac à chiquer de nos marins ne l'a pas été jusqu'ici.

*
* *

Tout ceci ne vise que les hommes; mais ils ne sont pas les seuls qu'il faille entretenir à l'armée, et le ravitaillement des chevaux, quand ils se dénombrent par 80 à 100 000, n'est pas non plus une opération de petite importance.

En ce qui concerne les fourrages, pour éviter l'encombrement des wagons et des lignes, les stations-magasins ne reçoivent et n'expédient en principe que du foin pressé en balles : il tient deux ou trois fois moins de place que le foin bottelé et a de plus le grand avantage de se laisser beaucoup moins pénétrer par la pluie. Il existait, dès le temps de paix, un certain nombre d'ateliers de pressage répartis dans les régions productrices de fourrages, et il a fallu, au cours de la guerre, multiplier ces installations.

Mais c'est l'avoine qui, à un certain moment, a causé le plus de difficultés. Les réserves excessives faites par beaucoup de cultivateurs, les spéculations de certains acquéreurs, jointes à l'impossibilité de recevoir des grains de Russie, avaient fait notablement augmenter le prix des avoines. Aussi prit-on le parti, après le premier mois de guerre, de recourir au mélange de cette denrée avec d'autres dans des proportions variant de un tiers aux deux tiers : riz non décortiqué (paddy),

pois pointus, féverolles, orge, maïs surtout. Plusieurs de ces grains étant très durs, les chevaux n'auraient pu que difficilement les broyer; l'avoine qui y était mélangée aurait subi le même sort : les chevaux l'auraient « bue, » au grand détriment de leur santé. Aussi a-t-il fallu procéder au concassage des grains trop durs, du maïs notamment, qui a été le plus employé jusqu'ici.

Une fois le concassage fait au moyen d'appareils spéciaux, il est nécessaire d'effectuer le mélange avec l'avoine. Comme ce mélange porte chaque jour sur des milliers de quintaux, il ne saurait être question de le faire à la pelle ; le travail serait à la fois beaucoup trop long et nuisible à la santé des hommes, à raison de la poussière intense soulevée. Il a donc fallu installer, à côté des concasseurs, des élévateurs mécaniques qui élèvent les quantités voulues d'avoine et de maïs jusque dans une cuve où s'effectue le mélange; un ventilateur électrique enlève en même temps la poussière et améliore ainsi sensiblement la qualité de certaines avoines. Ici encore, pour peu qu'il s'agisse de livrer 2 à 300000 kilos par jour, il a fallu créer de toutes pièces, en quelques jours, une véritable petite usine. C'est un bel exemple de régie directe ou par économie et, pour une fois, elle justifie ce nom d'économique que méritent si peu d'ordinaire les travaux directement effectués par l'État. L'outillage, marchant en général à l'électricité, a souvent été installé par les officiers mêmes de la station-magasin, dont les plus compétens s'improvisent ingénieurs, et les appareils fonctionnent sous leur direction, surveillés et réparés, le cas échéant, par les électriciens ou mécaniciens pris dans le personnel. Cent à cent cinquante hommes sont ainsi occupés sans trêve, souvent même de nuit en cas d'urgence, à décharger, concasser, mélanger et recharger les milliers de sacs d'avoine ou de maïs nécessaires pour le ravitaillement quotidien des chevaux d'une armée.

On ne se contente plus aujourd'hui des chevaux pour assurer les transports de l'armée; on utilise dans de larges proportions les moteurs mécaniques. Un peu négligés dans notre armée avant l'ouverture des hostilités, la guerre les a vite mis à leur vraie place, qui sera la première dans les guerres de l'avenir, — un avenir éloigné, il faut l'espérer. Je ne parle pas

ici, bien entendu, de la cavalerie, ni même de l'artillerie de campagne, mais qu'il s'agisse de convois de vivres et de munitions à transporter, ou *a fortiori* de déplacemens de corps entiers à effectuer rapidement d'un point à l'autre du front, les tracteurs ou véhicules automobiles de tous genres rendent, au point de vue de la puissance et de la rapidité, des services qu'on ne saurait attendre des chevaux. On sait que les autobus parisiens ont été particulièrement précieux : très robustes, ils transportaient en général jusqu'au front la viande fraîche, parfois aussi les hommes, quand le rendement des voies ferrées se trouvait insuffisant pour un mouvement stratégique urgent et de grande ampleur comme il s'en est souvent produit au cours de cette guerre, avec un front s'étendant sur plusieurs centaines de kilomètres. Des voitures réquisitionnées de toute espèce ont circulé ainsi toute l'année; parmi elles, plusieurs milliers avaient été commandées par les Allemands aux États-Unis; grâce à notre maîtrise des mers, c'est nous qui en avons pris livraison et les utilisons contre eux.

Il faut aussi se garder d'oublier cet automobilisme aérien, qui a rendu de tels services comme instrument de reconnaissance et de combat. Il est nécessaire d'alimenter tous ces moteurs, et le ravitaillement de ces millions de chevaux-vapeur, s'il cause moins d'encombrement que celui des chevaux en chair et en os, ne va pas sans créer cependant quelques difficultés. Heureusement, nous n'avons jamais manqué de pétrole ni d'essence, ce combustible de l'avenir, dont le rôle déjà immense dans cette guerre ne fera que croître, sur terre comme sur mer. Il en faut d'énormes réserves pour satisfaire, en dehors du ravitaillement régulier, aux demandes éventuelles, parfois considérables, qui peuvent être adressées d'urgence à la station-magasin. Aussi, dans un endroit isolé, de crainte d'incendie, s'entassent les bidons, les caisses et les fûts de toutes formes et de toutes marques, essence, pétrole, huile, graisses diverses, carbure de calcium pour l'éclairage à l'acétylène. Tout cela, soigneusement bâché pour éviter soit la lente infiltration de l'eau dans les bidons par temps de pluie, soit l'incendie causé par une flammèche, est rangé en tas immenses qui forment, suivant les catégories d'ingrédiens, des sortes de quartiers avec de petites rues tracées au cordeau et se coupant à angle droit comme les quartiers neufs des villes.

Ce sont là les principales denrées qui constituent l'approvisionnement normal d'une station-magasin, mais il en est bien d'autres qu'elle est tenue d'avoir, ou tout au moins de pouvoir se procurer d'urgence en cas de demande de ravitaillement éventuel. Glycérine pour automobiles, en vue d'empêcher la congélation de l'eau dans les moteurs pendant les grands froids, bois, coke, charbon de bois ou de terre, savon, bougies pour s'éclairer dans les tranchées, pipes et papier à cigarettes, onguens pour les pieds des hommes et des chevaux, son, allumettes, alcool solidifié, les articles les plus divers peuvent être demandés, et le plus souvent par quantités énormes; et il faut se les procurer dans les délais les plus rapides, dès la réception des télégrammes du directeur des étapes ou du commissaire régulateur qui les réclament.

Rien qu'en s'en tenant à ce qui constitue son approvisionnement normal, c'est par dizaines de millions de francs qu'au cours d'une année de guerre une grande station-magasin aura vu passer dans ses magasins les denrées de toutes sortes par elle expédiées sur le front. Certaines de ces denrées sont de conservation difficile, surtout par la chaleur ou l'humidité, et leur entretien en bon état n'est pas un petit embarras pour le personnel de la station-magasin. Et ce n'est pas la seule difficulté à laquelle il se heurte; il y a aussi à craindre les fraudes de tous genres d'expéditeurs peu scrupuleux. Ce sont d'abord les fraudes ordinaires sur la qualité, contre lesquelles des lois récentes sont venues armer les acheteurs; à cet effet, un chimiste, pris autant que possible dans le personnel de la station-magasin, est chargé à chaque réception de faire les analyses nécessaires. Mais il faut de plus surveiller de façon toute spéciale les fraudes sur la quantité, le volume ou le poids des denrées livrées. Insignifiantes lorsqu'elles se produisent sur une petite échelle, elles deviennent ici très graves à raison de l'énormité des chiffres en jeu. Si, sur un lot de cinq cents quintaux de conserves par exemple, chaque boîte pèse en moyenne 980 grammes au lieu d'un kilogramme, ou contient une proportion d'eau de 20 grammes de plus que la normale, c'est de 1 250 kilos que l'État se trouve fraudé. Si l'on songe que, justement en vue d'éviter certaines fraudes, les conserves pour l'armée sont achetées aujourd'hui au poids net, métal non compris, eau même égouttée pour les conserves de légumes, on

voit quelles opérations méticuleuses sont nécessaires à leur réception.

Quand on a affaire à un industriel ou à un commerçant déterminé, la tâche est relativement simple ; mais lorsque l'expédition critiquée provient de commissions de réception négligentes, acceptant sans vérification suffisante des bêtes tuberculeuses ou des sacs d'avoine pesant deux ou trois kilos de moins que le poids dû, souvent on ne sait même pas à qui s'en prendre; le sous-intendant de la station-magasin se débat alors entre les reproches de la gare régulatrice ou de l'intendant d'armée d'un côté et de l'autre les protestations des commissions de réception jurant leurs grands dieux qu'il leur est impossible de remplir leur rôle avec plus de conscience et de soin!

TRAINS DE VIVRES ET DE MUNITIONS

Quand tout ce travail déjà formidable a pu s'accomplir sans trop d'à-coups, la tâche du personnel de la station-magasin est loin d'être achevée. Reste la deuxième partie de cette tâche, l'expédition des trains de vivres ou de munitions sur l'armée, plus exactement sur la gare régulatrice; car l'emplacement de l'armée est ignoré de la station-magasin, ou du moins censé l'être, et c'est le commissaire régulateur qui reçoit et réexpédie sur l'avant les trains envoyés par la station-magasin, conformément aux demandes qui lui ont été adressées.

Pour éviter toute erreur ou double emploi dans un service à la fois aussi vaste et aussi minutieux, voici comment on procède. Le général commandant chaque armée, — en fait, l'intendant militaire qui lui est adjoint, — indique chaque jour au directeur des étapes et services les besoins pour le jour suivant, un ravitaillement éventuel par exemple, ou bien une modification au ravitaillement quotidien. Ces demandes sont par lui transmises aux intéressés, notamment au commissaire de la gare régulatrice. Ce dernier dirige les quantités demandées, soit sur les gares de ravitaillement, où les corps viennent se ravitailler directement par le moyen de leurs trains réglementaires, soit, s'il a fallu former des routes d'étapes, à la gare ou aux gares origines d'étapes de l'armée, d'où partent les convois administratifs chargés de ravitailler les troupes.

La gare régulatrice est créée, comme l'indique son nom, pour régulariser les mouvemens, empêcher ou amortir les à-coups; elle peut aussi, grâce à son stock de denrées sur rails, donner immédiatement satisfaction aux demandes urgentes, sauf à se faire dès le lendemain expédier une quantité équivalente par la station-magasin chargée de la ravitailler, ou par l'une de celles-ci, si elles sont plusieurs; aussitôt le télégramm reçu, le personnel de la station-magasin se met au travail pour effectuer l'expédition des denrées réclamées.

A cet effet, ses principaux magasins sont toujours reliés à la gare par voie ferrée; en un cas même, ces magasins ne furent autres qu'une partie des bâtimens de la gare, ceux de la gare des marchandises, qui dut alors cesser le trafic commercial. Chaque soir, à la station-magasin, le bureau du mouvement calcule le nombre de wagons vides nécessaires pour assurer les expéditions du lendemain et indique les voies sur lesquelles ils devront être amenés, et cette note de service est transmise, par l'intermédiaire du commissaire militaire, au chef de gare qui fait effectuer ces mouvemens pendant la nuit.

Chaque jour, — les dimanches et les jours de fête comme les autres, — il y a tout au moins à préparer le ravitaillement quotidien, qui doit être expédié sans nouvel ordre; presque tous les jours aussi, il y a en outre à préparer un ravitaillement éventuel plus ou moins considérable. Or, un seul jour de vivres pour un corps d'armée à deux divisions représente environ vingt-deux wagons, dont huit de pain, douze d'avoine et deux de petits vivres; s'il y a un ravitaillement en bétail, ce qui se produit presque tous les jours, lorsque les troupes stationnent, on doit compter en plus seize wagons de bétail. Pour une armée, il faut multiplier ces chiffres par un nombre égal à celui des corps qui la constituent, quatre par exemple; si bien qu'en ajoutant les ravitaillemens éventuels, on arrive vite à la mise en route de plusieurs trains chaque jour, soit quatre ou cinq trains de vingt à trente wagons chargés chacun de six à sept tonnes en moyenne. Il est difficile d'obtenir une moyenne plus élevée, à cause des denrées encombrantes ou légères.

On se rend compte maintenant du nombre de trains militaires mis en marche dans une station-magasin au cours d'un fonctionnement de quelques mois. Une grande station magasin

peut ravitailler une armée à elle seule. Ce sera donc une centaine de wagons environ qu'elle devra faire partir chaque jour, et certains jours ce chiffre sera doublé ou même triplé, ce qui peut donner une moyenne de quatre à six mille wagons expédiés par mois. Et comme il lui faut, bien entendu, en recevoir, pour son réapprovisionnement à elle-même, un nombre presque aussi considérable, surtout si cette station, comme c'est le cas général, est située dans une ville qui n'est pas en même temps un grand port maritime, on peut juger par ces chiffres de l'importance du mouvement des trains dans une station-magasin.

Il arrivera parfois que la besogne matérielle du chargement se trouvera facilitée par des circonstances favorables. S'il s'agit de denrées pour lesquelles la date d'entrée en magasin importe peu et qui n'exigent aucune manutention, on pourra faire repartir pour l'expédition du jour, sans leur faire rompre charge, une partie des wagons qui viennent d'arriver. Mais ce cas est relativement rare. Il faut d'abord supposer la réception par chemins de fer à voie normale, non par chemins de fer à voie étroite, voitures ou bateaux. La question ne peut, évidemment, se poser non plus pour les denrées préparées au fur et à mesure des besoins, et ce sont les plus nombreuses, pain, mélange d'avoine et de grains concassés, ni même pour celles qui doivent être l'objet, avant leur réexpédition, d'une manutention spéciale, triage, criblage ou vannage, par exemple. Il faut encore supposer des denrées de longue conservation, pour lesquelles il n'est pas nécessaire de renouveler fréquemment le stock en magasin; autrement, on devra, bien entendu, expédier en premier lieu celles qui sont déjà emmagasinées depuis un certain temps et décharger les nouvelles arrivées, qu'on ne peut songer à conserver sur roues; sinon, tous les wagons du réseau se trouveraient bientôt immobilisés dans les gares.

Il faut enfin qu'il n'y ait pas de vérification ou de réglage à faire, et c'est malheureusement le cas le moins fréquent. Pour faciliter la distribution au front, les sacs d'une même denrée doivent toujours être réglés au même poids, par exemple 40 kilogrammes pour le café, 50 pour le son, 75 pour l'avoine, 100 pour le sucre. Cela est très naturel et simplifie beaucoup la tâche des services de l'avant, mal outillés et manquant de temps pour vérifier le poids de chaque sac. Mais, comme

fréquemment les expéditions de l'étranger ou celles des commissions de réception sont faites en sacs de poids variable, ou de poids uniforme, mais différent de celui qui est fixé pour l'envoi à l'armée, ou même en vrac, pour les pommes de terre par exemple, il faut donc de toute nécessité décharger le tout, soit, en cas d'envoi en vrac, pour ensacher les denrées reçues, soit, dans les autres cas, pour vérifier le réglage des sacs.

On en profite souvent pour contrôler la qualité de la denrée, ou l'améliorer, la passer au tarare, par exemple, s'il s'agit d'avoine, pour enlever la poussière et les pierres, et c'est fort utile à coup sûr. Mais on ne se figure pas, avant de l'avoir expérimenté, ce qu'une simple note de ce genre, si facile à rédiger dans un bureau ou à expédier du front : « Tous les sacs d'avoine devront désormais être réglés à 75 kilos, toutes les balles de foin pressé devront être pesées et étiquetées, » coûte de peine au personnel de la station-magasin : il faut descendre un à un chaque sac ou chaque balle, le faire passer sur la bascule, l'ouvrir pour en compléter ou en diminuer le poids, s'il y a lieu, le changer même, s'il se trouve trop petit, pour l'adjonction à faire, enfin le recharger. Pour peu qu'il s'agisse d'expédier chaque jour deux trains d'avoine, chacun de trente wagons d'une dizaine de tonnes comprenant 133 sacs de 75 kilos, c'est une nombreuse équipe d'hommes qui devra consacrer la journée entière à ce travail pénible et ingrat.

Souvent aussi, un travail de chargement et de déchargement se présente avec un caractère d'urgence absolue; les hommes auront alors à accomplir un effort énorme en très peu de temps. Les grands transports de troupes qui ont été faits d'un point à un autre du front par autobus ou automobiles de tout genre, exigeaient d'énormes quantités d'essence et d'huile; c'étaient 1 500 ou 2 000 hectolitres demandés d'urgence à une station-magasin, qu'il fallait faire partir parfois même par marche ou train spécial, pour gagner du temps; car, bien entendu, en temps de guerre, un train militaire complet et convoyé va trois ou quatre fois plus vite que des wagons ajoutés à un train quelconque. Il faut alors qu'une équipe d'hommes solides passe la journée entière à charger les bidons de 50 litres, ou les caisses de bidons de cinq à dix litres, pesant chacune dans les soixante kilos avec l'emballage; ces hommes auront le soir les épaules toutes

meurtries, et ils n'en reprendront pas moins leur travail le lendemain.

D'autres fois, c'est un grand navire qui arrive, ou même plusieurs à la fois, de cinq ou six mille tonnes chacun. Il faut les décharger rapidement; sinon, une fois le délai écoulé, les surestaries monteront à plusieurs milliers de francs chaque jour. Le grain, élevé dans des bennes par les grues du port, est pesé et mis en sac et les sacs empilés à la hâte sur les quais ou dans un hangar, sur une hauteur de 10, 12 ou 15 sacs; or, il n'y a plus guère de dockers de profession pour accomplir ce travail très dur; la plupart sont mobilisés, et ceux qui restent sont les moins forts; on aura donc recours à la main-d'œuvre militaire, et il arrivera parfois que cette main-d'œuvre, si décriée en temps ordinaire, donnera un rendement aussi élevé que celui auquel on atteint avec des professionnels.

Quant aux chargemens ou déchargemens en gare, ils sont faits exclusivement par des soldats. Rien que le chargement d'un wagon de pain exige en moyenne deux heures avec une équipe de cinq hommes. Comme c'est plusieurs dizaines de wagons qu'il faut charger chaque jour, ici encore il faudra une nombreuse équipe qui travaillera toute la journée à cette besogne; et sa longueur est doublée quand, la boulangerie de guerre étant située à quelque distance de la gare, un chargement sur voitures ou camions et un déchargement supplémentaire se trouvent de ce fait rendus nécessaires.

Souvent enfin, ce ne sont pas les chargemens ou déchargemens de denrées, mais aussi les mouvemens mêmes des wagons dans la gare, ou tout au moins une bonne partie d'entre eux, qui sont exécutés par les soldats. Ce sont les wagons vides qui manquent, la gare n'ayant pu en passer dans la nuit la quantité demandée et, pour les trouver, il faut se livrer dans toute la gare, — qui compte parfois plusieurs kilomètres de voies, — à une chasse fatigante; il faut former à l'avance pour le train du lendemain les rames de wagons chargés d'une même denrée, puis plomber tous ces wagons, car pour éviter des soustractions en cours de route, chaque station-magasin plombe soigneusement tous ses wagons avec un plomb à elle. Plus d'une fois, au moment du départ, il faudra décharger à la hâte et recharger sur un autre wagon amené à cette intention, un wagon dont un coup de tampon trop rude, au cours de la formation du train,

aura endommagé le contenu, défoncé un fût, par exemple, ou détruit l'équilibre d'un chargement de sacs ou de balles. D'autres fois, ce sont des wagons à peser, et il faut, pour cela, les faire passer, après une manœuvre plus ou moins compliquée, sur un des ponts-bascules de la gare, soit pleins, soit parfois même successivement vides et pleins, car la tare inscrite sur les wagons n'est exacte qu'à 200 ou 300 kilos près, suivant l'âge du wagon, le temps sec ou pluvieux, etc. Dans la plupart des cas, tous ces mouvemens nécessitent de fréquens passages sur les plaques tournantes, ce qui cause toujours une grande perte de temps, puisqu'ils doivent se faire pour chaque wagon pris isolément, et non par rames entières de wagons, comme les manœuvres par aiguillage.

Certes, les employés de la gare ne restent pas inactifs : ce sont eux qui effectuent, avec les machines de manœuvres, les mouvemens importans, ceux qui portent sur un grand nombre de wagons. Mais ces employés, en partie mobilisés, surtout sur le réseau de l'État, sont aujourd'hui peu nombreux; depuis la reprise des transports commerciaux, ils sont parfois surmenés; souvent, les mouvemens demandés ne se font pas ou se font mal, de sorte qu'alors il faut bien que ce soient les soldats de la station-magasin, dirigés par leurs officiers ou sous-officiers, qui se préoccupent d'assurer le service. En tout cas, ils l'assurent presque exclusivement pour les mouvemens de wagons isolés. Et cela peut être dangereux avec des hommes dont la plupart, jusque là, ne s'étaient jamais approchés d'un wagon autrement que pour s'y faire eux-mêmes transporter. Aussi arrive-t-il de temps en temps des accidens, quelquefois mortels : des hommes sont écrasés par un coup de tampon ou renversés par des machines en manœuvre. Leur mort, comme celle des boulangers mourant à l'hôpital d'une broncho-pneumonie pour être passés, à peine vêtus, de leur tente surchauffée aux courans d'air de la paneterie, est moins glorieuse assurément que celle du soldat frappé en se lançant à l'assaut d'une position ennemie, mais ils n'en sont pas moins morts au service du pays, et n'ont pas droit à une moindre reconnaissance.

Une fois le train formé et parti, le rôle du personnel de la station-magasin n'est pas encore terminé : chaque train, et même en principe chaque wagon complet, quand il n'est pas attelé à un train militaire, doit être accompagné d'un ou

de plusieurs convoyeurs. Un train complet doit en avoir au moins deux; de cette façon, en cas de wagons différés, c'est-à-dire laissés en cours de route, régulièrement ou par suite d'accident, l'un d'eux pourra s'occuper de ces wagons, alors que l'autre poursuit sa route avec le reste du train. Souvent, les convoyeurs en question, après livraison de leur train à la gare régulatrice et vérification de son contenu, doivent faire retour à leur gare de départ avec un nouveau convoi : emballages vides, sacs, fûts, bidons ou caisses d'essence; car, avec l'importance des envois sur le front, si ces emballages vides n'étaient pas réexpédiés, on courrait risque souvent de se voir obligé de cesser les expéditions, faute de pouvoir s'en procurer de nouveaux.

Les trains de ravitaillement envoyés par la station-magasin partent suivant des horaires établis à l'avance; un certain nombre de « marches » sont réservées pour le service de la station-magasin, et ce nombre peut être augmenté en cas de nécessité. Quant au commerce et à l'industrie, malgré leur importance pour la vie économique du pays, en temps de guerre, ils ne viennent évidemment qu'en seconde ligne.

C'est seulement à l'arrivée à la gare régulatrice que prend fin le rôle de la station-magasin. A ce moment, en effet, l'officier gestionnaire de la gare régulatrice prend en charge les denrées reçues, dont il donne décharge au convoyeur. De là, elles seront dirigées sur l'armée à desservir, par chemin de fer toujours, jusqu'à la gare la plus proche du front, où elles seront livrées aux convois administratifs ou même aux corps directement. C'est alors la distribution finale, et avec elle cesse la mission de l'intendance militaire.

Ce que j'ai essayé d'esquisser dans ces quelques pages, c'est le tableau du fonctionnement normal d'une station-magasin. Mais ce cas d'un travail normal n'est pas toujours réalisé, et ce sont alors des efforts formidables qui deviennent nécessaires pour éviter ou atténuer les à-coups dans un service qui ne peut souffrir d'interruption. C'est déjà ce qui se produit sur une plus ou moins grande échelle chaque fois qu'une denrée importante, demandée d'urgence, manque ou se trouve en quantité insuffisante; il faut savoir faire l'impossible pour se la procurer et l'envoyer dans le plus bref délai. Mais c'est surtout lors de la retraite du mois d'août que des circonstances, qu'on ne

reverra heureusement plus, nécessitèrent parfois des efforts inouïs de la part du personnel des stations-magasins. Une retraite est toujours un moment terrible pour l'intendance; il devient extrêmement difficile d'assurer à l'avant le ravitaillement régulier des troupes, qui ne peuvent même pas toujours savoir le point précis où s'arrêtera le mouvement de recul; et, si la retraite prend de fortes proportions, les services de l'arrière peuvent se trouver eux-mêmes gravement éprouvés. C'est ainsi que, bien qu'on ait évité de placer les stations-magasins trop près de l'ennemi, lors de la marche foudroyante des Allemands en août, plusieurs se trouvèrent dans la zone occupée ou sur le point d'y tomber.

Or, avec leurs immenses approvisionnemens, l'évacuation des stations-magasins ne peut se faire en vingt-quatre ni même en quarante-huit heures, sans compter qu'il faut pour l'effectuer des dizaines de trains, qu'on ne peut, surtout dans de tels momens, réunir instantanément sur un même point. Sous aucun prétexte cependant on ne peut laisser l'ennemi s'emparer de semblables approvisionnemens. D'un autre côté, la destruction de ces milliers de tonnes de denrées coûteuses ne doit être décidée qu'à la dernière extrémité. Il ne reste donc qu'une solution admissible, c'est l'évacuation ordonnée au dernier moment, mais en temps utile cependant. Aussi, dans les derniers jours qui ont précédé immédiatement la bataille de la Marne, et pendant cette bataille même, certaines stations-magasins menacées ont-elles travaillé jour et nuit à leur évacuation. On a pu la regretter après la victoire, mais la prudence paraissait alors l'imposer : la meilleure preuve en est que, dans certaines d'entre elles, les derniers départs s'effectuèrent sous les obus ennemis qui commençaient à pleuvoir sur la gare. Dans l'une d'elles, la réserve d'essence chargée sur un bateau que des formalités administratives, — en temps de guerre! — empêchèrent de partir à temps, fut atteinte par un obus et prit feu tout entière. Et cependant, pour permettre d'achever l'évacuation, le « service de garde » que la compagnie spéciale d'infanterie était chargée d'assurer consista, le dernier jour, à arrêter pendant seize heures, avec les fusils de ses 240 territoriaux, la poussée des forces allemandes qui arrivaient avec des mitrailleuses et des canons.

Pendant cette angoissante période, ç'a été dans les stations-

magasins menacées un travail forcené, prolongé pendant quatre jours et quatre nuits sans interruption, et sans établissement de relais possibles, puisque tout le personnel était occupé à la fois ; ce personnel a donné là le maximum d'effort qu'on puisse demander à des hommes, surtout d'un certain âge et non entraînés. Dans la plupart des stations-magasins tout a été sauvé, depuis les denrées jusqu'aux fours démontables ; les machines mêmes, dynamos, torréfacteurs, tout ce qui était transportable ou démontable a été enlevé.

Quelques jours plus tard, tout se trouvait remonté et reformé à l'arrière, à l'Ouest ou au Midi, — en attendant la reprise de la marche en avant, bien lente au gré de tous. Et de nouveau le fonctionnement intense reprenait, mais cette fois avec une installation de fortune, fours montés à la hâte et provisoirement non abrités, hangars et magasins insuffisans ou dispersés aux quatre coins de la ville, comme parfois les hommes eux-mêmes ; sous peine d'affamer l'armée, il fallait arriver à produire et expédier sans délai son ravitaillement normal.

*
* *

On voit que, loin d'être le simple magasin ou entrepôt que se figurent quelques-uns, les stations-magasins doivent, avec leurs diverses fabrications et les multiples manutentions nécessaires, fournir sans arrêt un travail énorme, et cela avec un nombre relativement restreint d'hommes et d'officiers.

Il n'est pas inutile de le redire, alors surtout qu'à la suite d'une campagne utile à ses débuts, mais qui tombe aujourd'hui dans une exagération regrettable, on tend trop souvent à voir des embusqués dans tous les hommes affectés aux services de l'arrière, même les plus indispensables. C'est là une vue bien superficielle, car si leur rôle, moins dangereux, est moins brillant que celui des services de l'avant, il est souvent aussi pénible et parfois davantage, à raison de la continuité de l'effort. Et ceux qui l'accomplissent ne sont pas soutenus par l'entraînement de la lutte ; ils ne connaissent ni la griserie du succès âprement disputé, ni la joie de ces récompenses honorifiques, croix, médailles, citations à l'ordre du jour, auxquelles les Français sont toujours si sensibles.

Pourtant, ils sont loin d'être sans mérite, car maintenant

surtout que la plupart des hommes jeunes et valides ont été pris pour le front, ce sont de durs travaux qu'il faut demander à l'arrière à des hommes dont beaucoup sont malingres ou déjà âgés. Leur constante bonne volonté a suppléé au défaut de force. Par tous les temps ils ont travaillé des dix et onze heures par jour, ruisselans de sueur l'été sous un soleil brûlant, ou transis l'hiver par les averses glaciales. C'est grâce à leurs efforts couronnés de succès qu'ont pu être obtenus ces résultats que constatait récemment un brillant écrivain espagnol autorisé à visiter nos lignes; il ne cachait pas son étonnement de ne rencontrer partout, — on n'en pourrait sans doute pas dire autant de l'autre côté des tranchées, — que des hommes bien portans, ayant « une mine de chanoines, » grâce « au zèle d'une intendance sans rivale. » C'est là un hommage qu'il est bon d'enregistrer; il faut le joindre à ces témoignages venus du front, proclamant tous bien haut que, grâce à la perfection des services d'intendance, ceux qui se battent là-bas ne manquent jamais du nécessaire.

C'est aussi, pour tous ceux qui se livrent à cette tâche, un encouragement à continuer sans trêve leur dur labeur. Pour humble qu'il est, il n'est pas méprisable à coup sûr; il est, en son genre, aussi indispensable que celui même des combattans, aussi longtemps qu'on n'aura pas trouvé le moyen d'avoir des soldats qui puissent vivre sans manger et se battre sans munitions. On peut dire sans exagération que l'excellence de nos services de l'arrière a été la condition matérielle des succès de notre héroïque armée : il est donc juste qu'une petite part de la reconnaissance du pays aille à ces prétendus embusqués auxquels nous devons, non certes nos succès mêmes, mais du moins la possibilité de ces succès.

LOUIS LE FUR.

LE MAROC ET LA GUERRE

La question du Maroc, née le jour où les Français entrèrent à Alger, n'intéressa le public qu'après les traités anglo-franco-espagnols de 1904.

Inaugurant alors une politique plus active, nous venions de prêter 90 millions au Sultan, à qui notre plénipotentiaire, M. Saint-René Taillandier, présentait tout un programme de réformes. Certains pangermanistes faisaient, dans ce même moment, des efforts inutiles pour intéresser l'Allemagne à cette contrée située aux portes de l'Europe et qui, seule dans le monde, restait, en dépit de ses richesses naturelles, rebelle à toute pénétration.

La guerre russo-japonaise s'achevait. Nos discussions politiques faisant croire à notre propre faiblesse, l'empereur Guillaume II vint à Tanger, le 31 mars 1905, affirmer son attachement au principe de l'indépendance marocaine.

C'est sur ce terrain que l'antagonisme franco-allemand allait désormais se montrer en toute occasion.

Nos voisins de l'Est ont peut-être, dès ce moment, caressé le rêve d'une prise de possession au moins partielle de l'empire chérifien, mais l'Empereur et ses conseillers cherchaient surtout, en contrecarrant nos projets d'annexion, à nous imposer leurs propres vues sur la politique européenne.

La thèse allemande, telle que le chancelier von Bülow la présentait alors au Reichstag, pouvait se résumer ainsi. La France s'est entendue au sujet du Maroc avec l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie; elle a laissé systématiquement l'Allemagne en dehors de toute négociation; l'Entente Cordiale, suscitée par elle, paraît de plus dirigée contre l'Empire. Le

porte-parole du Kaiser ajoutait : « Nous eussions été d'accord en deux heures, on ne l'a pas voulu. Le conflit vient de là ! »

L'histoire des négociations franco-allemandes à propos du Maroc, commencées dès ce moment et continuées jusqu'à la veille de la déclaration de guerre, est encore présente à toutes les mémoires.

Tantôt la Wilhelmstrasse déclinait, comme avant la visite impériale à Tanger, tout intérêt d'ordre politique dans ce pays, pourvu qu'y fût proclamé le principe d'égalité économique. Tantôt, au contraire, elle exigeait impérieusement des compensations, sur place ou partout ailleurs. Mais, toujours, elle nous opposait une hypothèque prise sans titres réels et sans cesse renaissante, malgré les « levées » successives auxquelles nous consentions.

L'opposition allemande à nos premiers projets de protectorat conduisit l'Europe à la Conférence internationale d'Algésiras. Commencée le 15 janvier 1906, cette lutte diplomatique, prélude pacifique de la guerre actuelle, se termina le 7 avril de la même année.

L'Europe entière, faisant bloc contre l'hostilité et les prétentions allemandes, nous confia, conjointement avec l'Espagne, le mandat de la représenter dans l'œuvre reconnue nécessaire de la réforme marocaine.

Notre victoire était incontestable, comme le prouvait l'éviction de l'Allemagne. Nous devions toutefois payer si cher ce résultat que notre succès devenait négatif en quelque sorte. On reconnaissait en effet notre situation privilégiée au Maroc, sans nous y donner tous les titres de propriété que nous aurions souhaité obtenir de l'assentiment général.

Un diplomate a dit de l'Acte d'Algésiras qu'il serait un armistice de cinq ans. L'armistice n'eut pas même cette courte durée, et les escarmouches commencèrent bientôt entre les deux combattans.

Les attaques et les déprédations des tribus marocaines de la frontière oranaise nous contraignant à prendre des gages dans cette région, Oudjda fut occupé et les Beni-Snassen réduits par le général Lyautey en 1907. Le meurtre de neuf Européens, dont cinq Français, commis le 30 juillet de cette même année à Casablanca, nous obligeait à débarquer des troupes dans ce port de l'Atlantique.

Tel fut le début de notre intervention militaire au Maroc. Notre occupation s'étendait l'année suivante sur toute la Chaouïa, mais nos progrès militaires nous étaient imposés par les attaques des tribus voisines de nos postes, et nous n'avancions qu'à regret, en multipliant les assurances de notre désintéressement. Cet état d'esprit timoré nous fit commettre plusieurs erreurs. Le sultan Abd-El Aziz avec lequel nous avions traité, fut renversé par son frère Moulay Hafid, sans que nous tentions rien pour le maintenir au pouvoir. Nous prenions même, un peu plus tard, vis-à-vis de ce dernier, l'engagement de retirer nos troupes des diverses régions du territoire marocain alors occupé par nous.

La transformation, progressivement imposée par les événemens, de notre situation au Maroc n'en suscita pas moins de nouveaux efforts de l'Allemagne pour combattre notre influence grandissante. L'affaire des déserteurs de Casablanca, survenue en 1908, révéla des faits d'une extrême importance. Les consuls allemands eux-mêmes s'employaient par tous les moyens à faciliter la désertion de nos troupiers.

L'accord franco-allemand du 8 février 1909 fut la suite de la décision arbitrale qui trancha ce grave différend.

L'Allemagne abdiquait une fois de plus toute prétention politique au Maroc, mais elle exigeait en échange une collaboration économique tellement étroite entre elle et nous que l'éviction des autres Puissances s'ensuivrait fatalement.

L'accord boiteux ne pouvait durer, les deux parties ne le comprenaient pas de la même façon.

De nouveaux événemens se produisirent. La révolte menaçant le Sultan assiégé dans sa capitale, nous étions conviés par lui, le 27 avril 1911, à délivrer Fez où nous arrivions moins d'un mois plus tard.

Cet événement raviva sans doute les désirs d'expansion au Maroc naguère caressés par la Wilhelmstrasse. Celle-ci, toujours réaliste, n'a jamais dédaigné les profits de toute nature que pouvaient, dans leur désir de conciliation, lui abandonner ses partenaires.

L'envoi de la canonnière *Panther* à Agadir date du 1er juillet 1911. Les négociations reprirent tout de suite entre M. de Kiderlen-Waechter et notre ambassadeur M. Cambon. Mais le *veto* de l'Angleterre fit promptement abandonner une

fois de plus aux Allemands la prétention qu'ils laissaient paraître de prendre pied au Maroc.

On connaît les péripéties de cette lutte diplomatique, souvent obscurcie par la duplicité allemande. La convention du 4 novembre 1911 en sortit. Elle consacrait le désintéressement territorial de l'Allemagne. Le gouvernement de Guillaume II reconnaissait notre protectorat sur l'empire chérifien où nous nous engagions à maintenir l'égalité économique entre toutes les nations. Nous cédions en échange à notre adversaire une notable partie du Congo.

La seule lecture des articles du nouveau traité suffit à prouver dans quel esprit peu amical l'Allemagne signa cet accord, cependant si profitable pour elle.

Elle voulait se ménager par les arrangemens précédens des occasions de peser sur notre politique générale et de la faire dévier. Mais, ses échecs successifs et la fermeté de nos alliances et de nos amitiés l'ayant contrainte à un changement de tactique, elle va dorénavant nous susciter dans notre Protectorat des difficultés telles que notre prise de possession définitive en sera retardée et sa mise en valeur compromise.

La diplomatie allemande sait prochaine l'heure de la grande conflagration voulue et préparée par elle. Elle estime que l'entreprise de conquête du Maroc, dans laquelle nous allons nous engager à fond, sera pour notre armée une cause de faiblesse.

Il semble qu'avec la patience, la science extraordinaire des détails qui caractérisent la race germanique, elle va s'employer par tous les moyens à nous rendre la tâche encore plus ardue.

Avant que sonne l'heure du grand duel, le Maroc deviendra donc pour nous, dans sa pensée, une plaie profonde, qu'elle saura entretenir et par laquelle un peu de notre sang et de notre force va s'écouler chaque jour.

*
* *

L'accord de 1911 aurait dû ne laisser entre les Puissances contractantes aucun sujet de contestations nouvelles.

Il n'en a pas été ainsi, dès le premier moment, par l'évidente volonté de l'Allemagne. Si la question de notre protectorat n'était plus mise en cause par elle, chacune des matières dans lesquelles pouvait s'affirmer notre mainmise sur le gouver-

nement chérifien donnait lieu à des restrictions ou même à des refus catégoriques de sa part.

Les ressortissans étrangers au Maroc avaient été, jusqu'ici, de par les traités eux-mêmes, soustraits à la justice marocaine trop sujette à caution. Leurs consuls nationaux tranchaient seuls leurs différends.

L'Allemagne avait déclaré que cette justice consulaire « pourrait » être remplacée par la nôtre, dès que nous aurions institué des tribunaux réguliers. Cette formule imprécise, volontairement employée, lui permit jusqu'au dernier jour de se refuser à tenir une promesse que nos négociateurs avaient cependant le droit de croire formelle.

La question des protégés, si importante pour notre protectorat, ne fut pas non plus résolue à notre avantage, malgré la netteté des engagemens pris.

Le dernier paragraphe de l'article 12 de l'accord était ainsi conçu : « Les deux gouvernemens conviennent de poursuivre, auprès des Puissances signataires, toutes modifications de la Convention de Madrid que comporterait, le moment venu, le changement de régime des protégés et associés agricoles. »

Ce texte prêtait peu à discussion honnête. La lettre explicative de M. de Kiderlen-Waechter à notre ambassadeur, M. Cambon, n'offrait non plus aucune obscurité.

« J'ajoute que dans ma pensée, écrivait le ministre allemand, l'expression changement de régime des protégés implique l'abrogation, si elle est jugée nécessaire, de la partie de la convention qui concerne les protégés et associés agricoles. »

L'Allemagne s'engageait donc, si l'on s'en tenait au sens général du texte, à agir de concert avec nous auprès des Puissances intéressées pour amener la réforme de cette question. La lettre explicative du chancelier spécifiait que l'Empire soutiendrait même une demande d'abrogation présentée par nous. L'ambiguïté d'un ou deux membres de phrase permettait toutefois à un contradicteur, évidemment malintentionné, d'ergoter encore. Quand le moment serait-il venu? Par qui l'abrogation devrait-elle être jugée nécessaire ?

Or, malgré ces engagemens antérieurs assimilés sans doute à des chiffons de papier, M. Zimmermann, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, déclarait devant le Reichstag, le 19 mai 1914, que l'Allemagne ne pensait pas à abandonner

les droits conférés aux Puissances par la Convention de Madrid.

Nous avions cependant acheté en 1911, à l'Allemagne, la part qui pouvait lui revenir de ces droits et elle en avait touché d'avance le prix convenu!

Il en était ainsi de tout.

La règle des adjudications marocaines admettait la libre concurrence internationale. L'Allemagne prétendit nous imposer un régime analogue pour tous les travaux publics, ceux des villes comme ceux de l'État. Mais elle imagina une entrave plus étroite encore, afin de mieux retarder nos progrès dans le nouveau Protectorat.

Notre expérience coloniale, confirmée par celle des autres peuples, nous fit, dès les premiers jours, nous rendre compte de l'importance primordiale des chemins de fer au Maroc. La rapide pacification du pays, sa mise en valeur prochaine tenaient surtout à la création d'un réseau de voies ferrées permettant de faciles déplacemens de troupes et d'approvisionnemens, puis de marchandises.

Le développement du commerce, lié à celui de l'agriculture et de l'industrie, la mise en exploitation des mines sur la découverte desquelles les Allemands eux-mêmes fondaient de grandes espérances, tous ces progrès dépendaient également de ce même facteur. L'Allemagne avait proclamé sans cesse, en même temps que son désintéressement politique, sa volonté très ferme de maintenir la liberté commerciale au Maroc, et nous lui avions donné toute satisfaction sur ce sujet. Son intérêt le plus évident était donc attaché à ce que le Protectorat engageât rapidement les travaux de construction d'un vaste réseau ferré. Il eût semblé naturel qu'elle prît des précautions contre notre lenteur possible et qu'elle nous imposât un délai maximum pour l'ouverture des chantiers.

Ses capitalistes et ses entrepreneurs, admis à lutter contre les nôtres, auraient trouvé l'occasion d'appréciables bénéfices dans une politique de ce genre.

Elle aurait pû également nous proposer d'autres clauses par le moyen desquelles de nouvelles garanties d'égalité parfaite avec les nôtres seraient accordées à ses producteurs.

L'article IV de l'accord franco-anglais du 8 avril 1904 spécifiait par exemple que le commerce des deux nations jouirait des mêmes avantages pour le transit à travers les possessions

africaines de l'un et l'autre contractant. L'Angleterre s'assurait ainsi tous les avantages que nous donnait la possession de l'Algérie, limitrophe du Maroc.

Or, l'Allemagne nous imposa une obligation qui ne pouvait que retarder la création du réseau ferré si utile à ses propres nationaux.

Nous nous engageâmes vis-à-vis d'elle, qui ne devait y trouver aucun avantage, à n'accorder la concession d'aucune ligne marocaine avant celle de la voie ferrée internationale devant réunir Fez à Tanger.

Ce chemin de fer effectuerait un parcours de près de 200 kilomètres chez nous, puis de 100 kilomètres en protectorat espagnol. Il traverserait également 15 kilomètres du territoire internationalisé de Tanger. Cette ville n'était pas encore pourvue de son statut politique dont la rédaction s'annonçait comme devant être excessivement longue et difficile. Les négociations nécessaires entre nous, l'Espagne et les diverses Puissances intéressées à la question de Tanger devaient donc immanquablement exiger de nombreuses années. La concession du premier chemin de fer marocain était par conséquent et sciemment rejetée, du fait des exigences allemandes, à une date indéterminée.

Du même coup, notre protectorat tout entier se trouvait dans l'impossibilité de construire le réseau ferré dont il avait tant besoin pour hâter sa pacification d'abord, mais aussi pour rendre possible son essor économique.

La volonté allemande de combattre, ou du moins de retarder notre œuvre marocaine, était donc évidente dès le premier jour. Elle paraît du moins telle à la lueur des événemens actuels. Bien des faits postérieurs la démontrèrent encore. Nous avions, par exemple, tourné l'interdiction de commencer un réseau ferré en construisant des Decauville, uniquement destinés aux besoins de nos troupes.

L'Allemagne protesta d'abord, puis, n'ayant pu faire prévaloir son opinion, elle tint la main à ce que la destination ou l'organisation de ces Decauville ne fût pas transformée peu à peu.

Les calculs allemands semblèrent se réaliser dans les premiers temps. Nous avions, au début de l'expédition, envoyé 7 000 hommes à Casablanca. Ce chiffre doubla dès l'année 1909, puis il diminua et nos troupes ne comptèrent plus que 6 000 hommes. Mais la marche sur Fez nous contraignit à faire

venir 27 000 hommes de France et d'Algérie, sans parler des contingens coloniaux. Le dernier accord franco-allemand nous permettant de supposer que nous avions dorénavant les mains libres, l'importance de notre corps expéditionnaire s'accrut rapidement au point d'atteindre 75 000 hommes, en y comptant 12 000 hommes de troupes auxiliaires marocaines.

On pouvait donc penser alors que la conquête du Maroc exigerait, pendant un certain nombre d'années, l'emploi d'une très notable partie de nos forces métropolitaines. Mais, grâce au chef dont nous avions doté le Protectorat, les zones pacifiées s'étendirent rapidement. Il était toutefois d'autant moins possible de songer à réduire nos effectifs avant longtemps, que l'œuvre devenait de plus en plus difficile, à mesure qu'on pénétrait davantage vers l'intérieur.

Nous avions à peine abordé le Moyen-Atlas. Les crêtes les plus élevées, les régions les plus sauvages restaient à conquérir. Notre prise de possession de Kénifra, que 200 kilomètres séparent à vol d'oiseau de l'Océan, date du 12 juin 1914. Il nous fallait encore traverser une zone d'égale largeur où les altitudes atteignent 4 000 mètres, pour tenir le pays tout entier, de l'Ouest à l'Est.

Aussi beaucoup estimaient-ils, chez nous comme en Allemagne, que le Maroc serait pour notre armée, en cas de guerre européenne, une cause de véritable faiblesse. Cet argument avait longtemps été utilisé à Paris par les adversaires de toute intervention dans l'Empire chérifien. Et dès que la tension diplomatique fit prévoir aux plus optimistes de graves événemens prochains, le gouvernement dut naturellement envisager l'éventualité d'une évacuation au moins partielle du Protectorat. Le bruit de l'adoption d'une détermination de ce genre courut du moins avec persistance dans divers milieux français du Maroc, pendant les quelques jours d'incertitude qui précédèrent le début des hostilités.

Et tel fut le rôle de l'Empire chérifien dans cette période de l'histoire qu'on a pu appeler « l'avant-guerre. »

*
* *

Que furent les instructions précises données au Résident général dans ces momens critiques? Ceci est encore le secret des bureaux, mais on en dévoilera bien quelque jour tous les détails.

On peut du moins supposer *a priori* que l'idée d'une évacuation totale de la zone française n'a jamais dû effleurer l'esprit

d'aucun de ceux qui avaient charge de nos destinées. L'importance de nos sacrifices précédens plaidait trop en faveur du maintien de notre autorité dans tout ou partie du Protectorat. Nous avions déjà dépensé un demi-milliard pour l'entretien du corps expéditionnaire au cours des années précédentes. Des travaux publics importans avaient été entrepris un peu partout. Plusieurs ports s'organisaient à grands frais. Celui de Casablanca avait absorbé de gros capitaux. Rabat, Kénitra, port très sûr, récemment créé à l'embouchure du Sebou, s'équipaient aussi. Les pistes d'hier se transformaient en routes. Enfin tout un réseau de tramways militaires, de 60 centimètres d'écartement de voies, joignait entre elles les grandes agglomérations de la Côte, atteignait Meknès, aux portes de Fez, reliait Oudjda et la frontière algérienne à Mçoun, poste voisin de Taza, s'avançait vers le Sud dans la direction de Marrakech (1).

L'exemple de l'administration avait été suivi par les particuliers. Nos nationaux, beaucoup d'Européens à leur suite, s'étaient fixés dans les villes de la Côte et même jusque dans les derniers postes de l'intérieur occupés par nos troupes. On pouvait estimer leur nombre à 50 000. Les capitaux engagés par cette colonie active et entreprenante se chiffraient par centaines de millions. Plusieurs grandes villes européennes étaient nées et se développaient avec une rapidité tout américaine. Nombreux même étaient les colons acquéreurs de domaines ruraux plus ou moins vastes qui se livraient à la culture dans des régions pacifiées de la veille.

La valeur totale de l'effort réalisé par nous pouvait donc s'estimer à près d'un milliard que ferait perdre immanquablement l'évacuation du pays.

Restaient deux solutions en dehors de celle-ci. Nous pouvions chercher à conserver tout le terrain conquis ou bien abandonner une partie plus ou moins considérable de l'intérieur pour nous rapprocher de nos deux bases d'opérations, l'Algérie à l'Est et l'Océan vers l'Ouest.

Mais comment tout conserver, alors que la patrie, menacée dans son existence, avait besoin de l'ensemble de ses ressources? Le Maroc nous échapperait certainement si la France était vaincue en Europe, et nous éprouverions alors la suprême

(1) La ligne de l'Ouest a été poussée depuis lors jusqu'à Fez, et Taza se trouve également relié au réseau de l'Est.

tristesse d'avoir conservé, au prix de coûteux sacrifices, une magnifique proie pour nos ennemis.

La dernière solution n'offrait pas des dangers moins considérables. L'histoire nous apprend en effet, qu'on n'a jamais fortifié sa situation dans un pays mal soumis, en se cantonnant passivement sur les positions conquises, moins encore en cédant du terrain. Tout recul ne produit-il pas une recrudescence de la révolte?

On n'a pas perdu le souvenir de la première expédition de Constantine et de la désastreuse retraite qui la suivit. Or, nos troupes de Taza devraient, pour rallier Oudjda et la frontière oranaise, couvrir plusieurs étapes dans une région terriblement accidentée, défendue par des montagnards bien armés, exaltés par ce qu'ils appelleraient notre fuite. Parvenues au petit chemin de fer militaire qui se soude au réseau algérien, il leur faudrait encore retraiter sur une distance de 150 kilomètres environ pour atteindre la frontière; mais celle-ci n'est qu'une ligne idéale!

Le recul vers l'Ouest des troupes de Fez serait au moins aussi difficile. Et quels dangers courraient ceux de nos bataillons qui gardaient la ligne de l'Atlas! Jusqu'où n'iraient pas, à la suite de nos colonnes alourdies par tous les *impedimenta* de la retraite, les partisans que Moha ou Hamou savait naguère maintenir devant notre avance victorieuse? Ne serions-nous pas acculés un peu plus tard à nous réfugier dans certaines villes littorales, comme ont fait si longtemps les Espagnols dans leurs Présides?

De graves difficultés pouvaient d'autant mieux se produire que les intrigues allemandes travaillaient depuis longtemps les milieux indigènes marocains. Des rapports diplomatiques secrets, récemment publiés, ont fait connaître que nos ennemis escomptaient des troubles dans l'Afrique du Nord et en Russie. Ils avaient particulièrement multiplié les efforts et les sacrifices pour les faire naître au Maroc.

Nous avions été jusque là à peu près désarmés dans ce pays contre les étrangers. L'Acte d'Algésiras, la crainte d'incidens diplomatiques faciles à soulever, arrêtaient le plus souvent notre action coërcitive, même contre les éléments les moins recommandables. La guerre changea heureusement tout cela. La saisie des correspondances des consuls et des sujets alle-

mands, les perquisitions opérées chez les uns et les autres, dès le début des hostilités, prouvèrent aux indigènes que l'Empire germanique ne nous inspirait aucune crainte. Elles amenèrent de plus la découverte de dépôts d'armes et de munitions, celle également de l'organisation de tout un système d'espionnage et de préparation à la révolte. La justice condamna à mort plusieurs des coupables pris sur le fait. Les uns furent fusillés au commencement de novembre, d'autres en janvier suivant.

Les intrigues allemandes ne furent certainement pas étrangères aux incidens qui se multiplièrent dans le courant du mois d'août sur tout notre front. Les premiers départs de troupes de l'active ramenées des avant-postes vers la Côte pour s'embarquer semblèrent donner raison aux rumeurs propagées par nos ennemis. Et de même, les difficultés éprouvées par quelques-uns de ces corps pour traverser les régions où elles opéraient, ont démontré à quel point une évacuation totale de l'intérieur eût présenté de dangers.

Le Maroc paraissait donc bien le terrible guêpier prévu par les Allemands. Nous risquions, en y demeurant, de priver notre armée métropolitaine de l'incomparable élément de forces constitué par nos contingens d'Afrique. Si nous décidions de l'abandonner, même en partie, nous devions craindre de voir notre retraite se transformer en désastre.

Le succès de l'expédition de Madagascar, préparée, trop exclusivement peut-être, dans les bureaux de la rue Saint-Dominique, nous coûta naguère un prix trop élevé. Il est certain qu'on voulut à tout prix éviter en 1914 les erreurs de 1895!

Avant de prendre la résolution définitive, le gouvernement sut entendre en effet les conseils de l'homme qui connaissait le mieux la question marocaine, le général Lyautey.

On peut le dire aujourd'hui puisque le fait a déjà été dévoilé au public, la première intention du ministère aurait été d'évacuer l'intérieur du Protectorat. Le Résident général qui lui fit abandonner cette décision donna, en assumant une telle responsabilité dans un pareil moment, un bel exemple de courage civique en même temps que de clairvoyance militaire. Mais le gouvernement eut la sagesse de l'écouter.

Distribuer l'éloge aux uns et aux autres serait certainement inutile dans les circonstances présentes; l'Histoire le fera mieux plus tard.

*
* *

Les troupes du Maroc pouvaient être considérées comme les meilleures de notre armée. Elles étaient en effet entraînées par plusieurs années d'une campagne pénible. Toutes avaient vu le feu. Elles représentaient une importante fraction, la dixième partie environ, de l'ensemble de notre armée active, et c'est pourquoi on ne pouvait songer à les conserver sur place. Mais leur nombre ne présentait plus qu'une importance secondaire, si on le comparait à celui que le recrutement général de la nation armée pouvait mettre à la disposition des autorités militaires.

Le remplacement de ces magnifiques troupes de choc par des contingens de seconde ou de troisième ligne, en nombre égal ou inférieur, pouvait donc permettre, sans nuire à la sécurité du Protectorat, de donner à la Défense nationale tout ce qu'elle était en droit d'espérer de l'armée d'Afrique. Il est possible que ce raisonnement ait influé sur les décisions prises.

Nous possédions lors de la déclaration de guerre, comme l'indique une note parue le 14 septembre au *Bulletin officiel* du Protectorat, 48 bataillons dans le Maroc Occidental : 17 seulement furent maintenus sur place. Ils se composaient en majeure partie de contingens recrutés en Algérie, en Tunisie et au Sénégal. La répartition de ces troupes d'active se fit uniquement à la limite des divers fronts occupés par nous avant l'agression allemande. La partie la plus importante de ces effectifs fut distribuée le long des frontières Zaïan. C'est là que le danger était le plus pressant. Lias, Kénifra, Kasba-Tadla, nos divers postes édifiés le long de l'Oum el Rbia jalonnaient cette ligne sans cesse parcourue au moyen de fortes colonnes mobiles.

Derrière ce réseau de troupes d'active, assez solide pour maintenir les positions acquises, un certain nombre de bataillons formés des réservistes et des territoriaux recrutés sur place garnisonnaient dans les divers postes de l'intérieur. Enfin, les bataillons de territoriaux envoyés de France dès le début du mois de septembre furent répartis sur la côte, le long de la frontière espagnole du Gharb et auprès des voies ferrées, dans les régions entièrement pacifiées.

Ces dernières troupes ont acquis elles-mêmes, au bout de quelques mois, assez de cohésion pour pouvoir prendre part, fort honorablement, à des colonnes de police. Elles ont vu l'en-

nemi, et les pertes excessivement minimes qu'elles ont subies démontrent seulement l'excellence de leur commandement et l'ascendant qu'elles ont su prendre sur leurs adversaires.

On opéra exactement de la même façon dans le Maroc oriental où douze bataillons se trouvaient rassemblés avant la guerre. Une bonne moitié de ces effectifs fut également envoyée en France et remplacée par des territoriaux.

La répression sévère des menées allemandes, les entraves apportées du même coup à la contrebande des armes ont facilité l'œuvre de la pacification.

Grâce aux mesures militaires précédemment énumérées, la sécurité a été maintenue sur toute la surface du Maroc soumis à notre autorité.

Cependant, dès la fin du mois de septembre, une note officielle (1) pouvait affirmer avec un patriotique orgueil : « Il a été envoyé en France l'effectif de plus de trois divisions d'infanterie avec une brigade de cavalerie, deux groupes de cavalerie montée, la plupart des troupes du génie et tous les services afférens à ces formations, effort supérieur à celui que demandait le gouvernement et qui ne semblait pas, au début, pouvoir être donné ni avec cette importance, ni dans ce délai.

Le télégramme n° 1511 G (daté du 29 septembre) du ministre de la Guerre, dont le texte a été publié remerciait donc à juste titre le commissaire résident général de ce magnifique effort.

Mais les avantages militaires que nous avons retirés de l'adoption de ce programme ne se sont pas bornés là. Personne n'ignore l'héroïsme déployé en France par ceux de nos effectifs recrutés au Maroc. Ils se sont révélés de beaucoup comme nos meilleurs auxiliaires. Rien ne les étonne, rien ne les effraie et, par exemple, ils pratiquent d'eux-mêmes la tactique moderne du défilement qu'on apprend aux tirailleurs sénégalais avec assez de peine.

Or, le réservoir de ces troupes incomparables reste toujours à notre disposition. Des engagemens nombreux sont journellement recueillis dans le Maroc loyaliste. Ils nous permettent de combler les vides, faits en Belgique et ailleurs, dans ces corps d'élite.

Il convient également de faire entrer en ligne de compte les nombreux approvisionnemens que la sécurité des mers, garantie

(1) Parue au *Bulletin officiel.*

par notre alliance avec la Grande-Bretagne, nous a permis de tirer des riches provinces marocaines.

Des chevaux, une quantité considérable de grains nous ont été ainsi envoyés; des milliers de peaux de moutons achetées sur place ont servi à préserver nos troupiers du froid et de la neige. L'automne pluvieux de 1914 faisait présager pour l'année suivante une abondante récolte. Cet espoir n'a pas été trompé, et l'approvisionnement en céréales de la métropole s'en est ressenti favorablement.

Peut-on craindre de voir se transformer à notre détriment cette situation si favorable? L'avenir n'est à personne, a dit le poète, mais la victoire qui nous a donné tant de gages en Europe peut moins encore nous abandonner au Maroc!

Un incident qu'on eût qualifié de désastre, il y a quelques années, s'est produit auprès de Kénifra le 13 novembre 1914. Une colonne attaquée par Moha ou Hamou dans le voisinage du camp, perdit presque tous ses officiers et plusieurs centaines d'hommes. Cinq jours après, Kénifra était secouru et ravitaillé. Une autre semaine ne s'était pas écoulée que le général Henrys avec une forte colonne parcourait la région tout entière et pourchassait les rebelles. Cette surprise militaire n'a donc pas eu, grâce aux mesures prises, la moindre répercussion sur l'état politique du Protectorat.

L'événement malheureux de Kénifra aura seulement fourni la preuve décisive de la solidité de notre autorité. Car derrière la ligne ténue, mais suffisamment forte de nos postes-frontières, le pays continue non pas à végéter en attendant des jours meilleurs, mais à vivre, à progresser comme un jeune organisme sain.

Les grandes cités côtières ont en effet poursuivi, par ordre exprès du commissaire Résident général, l'exécution de leurs travaux, comme si la paix régnait encore. Rabat, Casablanca construisent leurs ports, leurs égouts, leurs adductions d'eaux. Elles se dotent de tout un réseau de rues larges et macadamisées. Les petites villes comme Kénitra suivent cet exemple. Le Protectorat a maintenu également ses chantiers de construction de routes, il en a même ouvert de nouveaux. Son réseau de tramways se complète : il dessert Fez depuis le mois de février 1915 et il se soudera bientôt à celui de l'Algérie.

Le Protectorat a même osé concevoir et pu mener à bien le projet d'une Exposition à Casablanca. Près de 200 000 per-

sonnes ont visité cette œuvre de paix réalisée en pleine guerre, dont le succès aura une heureuse influence sur le prochain avenir économique du Maroc.

Nous donnons ainsi aux indigènes l'impression d'une force tranquille et sûre, gage unique, mais certain, de leur fidélité.

Mais il est encore un autre profit que nous tirons, dès aujourd'hui, de la politique suivie par nous dans l'Empire chérifien. Pour être purement moral, ce profit n'en est pas moins inappréciable.

Le monde admire la magnifique résistance que notre pays sut opposer à l'agression allemande. Il s'étonnera bientôt, quand le temps de la réflexion sera venu, que nous ayons pu trouver, dans les circonstances tragiques où nous étions, la force matérielle et l'impassibilité d'âme nécessaires pour continuer la grande œuvre de pacification et de civilisation si récemment entamée par nous dans le Maroc barbare.

Et pour rester dans le domaine des faits pratiques, quand viendra le jour inéluctable du règlement des comptes, nous pourrons montrer aux belligérans le Protectorat indemne de tous dommages. Nous ne l'aurons pas abandonné un seul instant, aucun des intérêts qui s'y étaient engagés sous notre garantie n'aura souffert des événemens.

Nous n'aurons donc, désormais, plus rien à solliciter dans cette terre devenue française, nous pourrons au contraire nous y prévaloir de droits nouveaux à la gratitude de l'Europe.

Or, nous aurons obtenu au prix de risques insignifians ces magnifiques résultats matériels et moraux. Aussi le pays devra-t-il se souvenir avec reconnaissance de ceux de ses bons serviteurs qui lui ont conservé le Maroc.

Leur destin les tenait éloignés de la frontière envahie. Ils ont su accomplir ce qui était leur devoir, sans hésiter et sans faiblir. Leur rôle fut toujours pénible et souvent périlleux. Le ministre de la Guerre avait donc raison d'écrire à leur chef : « Dites à celles de vos admirables troupes qui restent que le pays comprend toute l'étendue du sacrifice qu'il leur demande. »

S'il fut considérable, personne ne peut ignorer combien aussi fut fécond ce sacrifice, et c'est la meilleure récompense de ceux qui l'ont consenti.

D'ANFREVILLE DE LA SALLE.

REVUE LITTÉRAIRE

LE ROMAN DE LA NEUTRALITÉ (1)

M. Benjamin Vallotton, romancier vaudois, avait publié une dizaine de volumes, très originaux, imparfaits : il vient de donner son chef-d'œuvre : *Ce qu'en pense Potterat*, petit roman qui d'abord se présente avec beaucoup de simplicité, qui même a l'air d'une plaisanterie, et qui tourne au grave, et qui aura, pour l'histoire de notre époque et pour l'histoire, sinon de la guerre, au moins de ses répercussions morales, une valeur de témoignage. Un Suisse, un neutre, y pose nettement la question de la neutralité, la résout à sa manière et, tenant compte des réalités autant que des principes, aboutit à des conclusions dignes d'intérêt, dignes de notre amitié. Ce Suisse est un ami de la France. Il l'a prouvé, depuis le début de la guerre, par une série d'articles qui ont paru dans la *Gazette de Lausanne*, maintenant réunis en un volume, *A travers la France en guerre*, bons articles, d'une loyauté manifeste : l'auteur ne se contente pas d'affirmer ses goûts français, de formuler sa foi en notre cause ; il possède les argumens de sa sympathie et de sa confiance, argumens que lui a fournis une enquête menée chez nous, parmi nous, au front et à l'intérieur de notre pays, argumens qui sont des faits. Son enquête n'a pas eu à le convertir ; mais elle a fixé sa préférence. Il avait jadis étudié en France, et aussi en Allemagne ; il a été longtemps professeur en Alsace : et, bref, il a bien vu, de près, les deux nations. Néanmoins, il est Vaudois et patriote suisse. N'allons pas le considérer comme un

(1) *De la paix à la guerre. Ce qu'en pense Potterat*, roman, par Benjamin Vallotton ; librairie Payot.

citoyen de l'univers, comme un philosophe détaché, comme un spectateur libre, et que la curiosité tire de son indifférence pour choisir et parier. Ce n'est pas cela. Patriote suisse et vaudois, il n'examine le problème ni en partisan ni en pur idéologue. Il note les faits, je le disais ; et il les interprète au moyen de sa raison suisse et vaudoise. Il n'est point un amateur, mais un neutre qui se décide sans négliger, plus que les règles de la conscience humaine, l'utile volonté de sa patrie.

On n'est pas moins cosmopolite, et l'on ne se confine pas dans son canton plus jalousement que M. Benjamin Vallotton. L'un de ses volumes, un bien léger petit volume, raconte un voyage qu'il a fait en Orient. Mais il est rentré chez lui et s'y est enfermé comme si toute son erreur ne lui avait appris seulement qu'à demeurer. Potterat, son héros, qui habitait une maisonnette auprès du lac, tranquille maisonnette avec un jardin, des légumes, des animaux, déménage et, à contre-cœur, se loge dans un appartement au quatrième étage d'un immeuble, à Lausanne. C'est le remous, le tourbillon, dit-il ; et il se plaint : « Quand on est seul dans ses murs, on abonde dans son sens ! » Pour abonder dans son sens, M. Benjamin Vallotton s'est réfugié dans ses murs, dans ses montagnes, comme naguère Potterat, comme aussi le charmant Töpffer autrefois. Tous ses romans sont du pays vaudois, tous ses paysages, tous ses personnages. Il ne cherche pas, romancier, les aventures ; voire, il les redouterait : plutôt, il sait qu'il n'est pas d'aventure plus touchante, plus capable de nous émouvoir, de nous étonner même, que l'aventure, en apparence anodine, d'un pauvre homme dans son coin. Il ne cherche pas les singularités et les complications de l'âme ; mais il les trouve, car la vie retirée et morne des humbles gens qu'il observe est celle qui développe le mieux les particularités du caractère et qui préserve ses bizarreries. Il ne cherche pas les grandes idées et ne montre aucune ambition de composer un système du monde qu'on dût approuver jusque dans les étoiles ; mais il s'aperçoit que toutes les idées humaines se résument dans une existence patiente et quotidienne, hormis celles qui ne sont que mensonge ou vain bavardage. Telle est, en peu de mots, la sagesse de M. Benjamin Vallotton... Si nous visitons les célèbres galeries de peinture, je crois que nous sommes bientôt las de la Renaissance épanouie et de ses abondantes réussites. Soudain nous enchante un peintre moins habile et qui, avant le déploiement de l'art le plus magnifique, ou seul, loin de Rome et de Venise et de Florence, loin des maîtres qui enseignaient la perfection comme un absolu, peignit

joliment son rêve modeste, son lent rêve et celui de son village M. Benjamin Vallotton n'est pas très habile : je le préfère à de plus malins. Ses défauts mêmes ont souvent une sorte de naïve gentillesse.

Je n'ose pas compter au nombre de ses défauts le zèle qu'il a quelquefois consacré au service de la vertu, dans ses livres et, par exemple, dans ces trois romans qui se continuent sans faiblesse : *La moisson est grande, Il y a peu d'ouvriers* et *Leurs œuvres les suivent.* Les titres indiquent déjà l'intention recommandable, mais prédicante. Trois volumes de réalisme évangélique ; et, le réalisme, l'aménité religieuse le tempère. La moisson, si grande, serait la moisson des âmes et le moissonneur est un pasteur de village, un doux garçon muni de courage et de tendresse. On ne l'aide pas beaucoup : ni sa femme ni, auprès de lui, personne, hélas ! ne participe à sa ferveur de charité spirituelle. Peu d'ouvriers, pour rentrer la moisson des âmes ! Le seul ouvrier, le pasteur, s'est marié peut-être étourdiment Considérant que « la vie est amour, » il a fait un mariage d'amour et, tard, vérifie que la vie et l'amour sont deux choses. Sa femme n'évite pas l'occasion de le trouver, dans le monde, plus gauche que ne le permet la coquetterie conjugale. Et il endure un continuel tourment. Un jour, telle est sa détresse morale que nous avons pitié de lui. De toutes parts, il ne rencontre que l'hostilité ou l'indifférence, pire que la haine à sa bonté active. Il passe devant un jardin où un terrible vieil athée, notoire pour ses farouches doctrines, chauffe sa paralysie au soleil. Ce bonhomme, les autres pasteurs craignent de l'aborder. Il entre : « Je passais devant votre porte et... » Le bonhomme reconnaît le pasteur : « Merci, je n'en use pas ! » Cette rudesse n'effare point le pasteur : ah ! veuille-t-on ne voir en lui que son désir d'apporter quelque sympathie !... « De la sympathie ? Je n'en veux pas ! » Et le pasteur : « Me permettez-vous au moins de vous serrer la main ? » L'autre ne s'adoucit pas : lui serrer le main ? pourquoi ?... — « Parce que cela me ferait du bien : c'est moi qui ai besoin de sympathie... » Le vieil athée regarde aux yeux son visiteur étrange, soulève difficilement son bras, tend la main. Puis le pasteur s'en va, disant : merci. « De nouveau le calme était dans son cœur... » Une scène si belle et pathétique par la noble ingénuité de la pensée est l'honneur d'un livre. Néanmoins, la trilogie de la Moisson, des Ouvriers et de leurs Œuvres qui les suivent n'évite pas d'être, s'il faut l'avouer, un peu ennuyeuse. L'auteur ne nous tient pas toujours dans le sublime ; et tant mieux, car trois tomes de sublime nous fatigueraient excessivement. Mais, quand il nous laisse retomber aux

petites vertus, qui sont de pratique longue et perpétuelle, il ne nous épargne guère les mérites de la résignation. La frivolité du lecteur n'est pas un crime et demande des ménagemens. Nous ne marchandons pas notre estime au pasteur généreux qui accomplit sa tâche obscure et bienfaisante ; mais nous ne le valons pas et volontiers nous ne serions pas plus que sa femme assidus à l'accompagner dans toute sa besogne édifiante. Nous l'admirons, quand un ivrogne est sur le point d'assommer une famille et que lui, l'homme de douceur, n'a seulement qu'à se présenter pour apaiser le brutal : angélique fascination du bien, ce buveur ne boira plus. Cette imagerie d'Épinal, ou de Genève, nous divertit quelque temps, et puis cesse de nous divertir avant que nous n'ayons achevé la trilogie de la Moisson, des Ouvriers et des Œuvres. M. Benjamin Vallotton, dans ses ouvrages persuasifs, nous traite un peu sérieusement. Il n'est pas un apôtre gai.

Mais qu'il est gai, de la façon la plus heureuse, dès qu'il oublie d'être un apôtre et ne songe plus qu'à peindre, avec tant de cordialité, ses compatriotes ! Au surplus, cette gaieté-là ne contredit pas à l'austérité de la trilogie : cette bonne humeur et cette humeur sérieuse ont la même origine dans une exquise pureté de l'âme, et font un agréable mélange, assez vaudois, il me semble. Ni pour condamner le vice, ni pour se moquer des ridicules, M. Benjamin Vallotton n'a de rudesse ou d'amertume. Il n'est point un satiriste cruel, mais débonnaire ; et il y a dans son réalisme de l'indulgence, il y a dans son ironie de la mansuétude. Après cela, ne le prenez pas pour un écrivain fade. Il peint très juste ; et ce n'est point sa faute, c'est son aubaine, si ses modèles, qu'il a copiés et fait vivre, ont quelque chose de sa bonhomie.

Le sergent Bataillard, si pacifique d'habitude et tout à coup, l'uniforme endossé, si bien féru de discipline ; Frochon, le cocher de la diligence qui roule d'Echenaz à Lausanne, de Lausanne à Echenaz, tous les jours, Frochon si haut perché sur son siège, et content de « frôler les ailes des insectes en voyage, » de « glisser dans l'air bleu des matins d'été, » de « toucher les nuages du bout de son fouet, » bel homme et qui, après sa course, redescendu parmi les autres gens sur le sol, garde une espèce de suprématie ; M. Profit, professeur, si sage, si rangé, très méthodique, trop chimérique, malheureux, et qui gaspille chacune de ses journées, et qui aura gaspillé sa vie entière, et qui peut-être n'avait rien de précieux à tirer de son effort pour lui et pour son prochain : autant de types, — et beaucoup d'autres, —

délicieux de vérité, de naturel, de facile et vive désinvolture, très divers, et tous Vaudois, fameusement Vaudois!

La merveille, c'est Potterat : M. Potterat, commissaire de police à Lausanne, un fin limier, fort avisé de philosophie. Et non plus très jeune; il approche de la soixantaine, quand nous lions connaissance avec lui. L'amitié ne languit pas. M. Potterat nous séduit dès l'abord : il a tant de grâce et d'amabilité! Sans travail! et c'est ainsi que nous l'aimons : il ne dit point un mot qui ne soit exactement pareil aux sentimens qu'il éprouve : ses sentimens sont la spontanéité même. Ses occupations étant d'un genre assez particulier, l'on pourrait craindre qu'il ne fût très enfoncé dans sa compétence; et les spécialistes ont parfois manqué de loisir : M. Potterat, sans négliger son commissariat, ne s'y laisse point absorber. Et il a des clartés de tout; il a mieux que des clartés : il a, sur toutes choses, les opinions qu'il doit avoir pour être Potterat, ce Potterat si judicieux, si attrayant, si drôle, si bien pourvu de fantaisie et dont la fantaisie même porte, pour ainsi dire, un cachet de nécessité. Le libre arbitre de Potterat n'est point en cause; mais la liberté de Potterat, je la compare aux caprices de la nature, caprices que des lois gouvernent... « Arbres, je vous aime. Troncs agenouillés dans l'herbe haute, allègres peupliers au bord des routes,... arbres, vous ne dites jamais : C'est derrière la ligne des monts que fleurit le bonheur! » Ce langage n'est pas celui de Potterat, mais d'un jeune homme hier déraisonnable, et qui se repent, le fils de Frochon le cocher. Parlant à lui-même, il ajoute : « Justin Frochon, tes ancêtres furent plus arbres que les arbres... » Opportune remarque d'un déraciné sur le retour. Lui, Potterat, fidèle à ses racines, c'est un arbre. Et un arbre pousse de tous côtés ses branches, ses rameaux, les enchevêtre et se dessine de telle sorte qu'il ne ressemble pas à un autre : son image ne se poserait pas sur l'image d'un autre. Cependant, il obéit aux volontés de son essence. Et ainsi Potterat. Quel arbre! Il a pris le suc de la terre; il s'en est nourri, fortifié. Quasi vieux, il reste jeune.

Mais il est veuf et la solitude lui pèse. En outre, depuis quelque trente ans qu'il veille sur l'ordre public à Lausanne, les journées lui deviennent prévues, leurs incidens médiocres; puis de nouveaux réglemens ordonnent aux commissaires de se boucler la taille d'un ceinturon : sa taille à lui, gros homme, veut de l'indépendance. Il fait un petit héritage; un cousin lui a légué, à Bioley-Orjulaz, non loin de Lausanne, un bien modique et agréable. Et Potterat, qui a marié sa fille, traverse de son mieux, et assez mal, une crise de mélancolie.

Mélancolie analogue à celle de l'automne : voici l'été de la Saint-Martin. Potterat, dans ses courses professionnelles à travers la ville, a distingué une modiste, Mme veuve Bolomey : il la trouve jolie encore ; il sait qu'elle est sage. Or, Justin Frochon, le déraciné qui se repent, dit à lui-même : « Demeure ; c'est ici seulement que tu ne seras ni balourd, ni absurde, ni malheureux... » Potterat ne fut jamais malheureux, ni absurde, ni certes balourd. Il se meut avec aisance par la ville, par la campagne et dans le domaine des idées. Il a ses familiarités partout. Mais il a ses délicatesses du cœur qui le rendent timide, quand il songe à organiser, auprès de l'aimable modiste, sa deuxième existence. Lui Potterat, si sûr de lui ordinairement, et qui sait parler aux hommes et aux femmes en toutes circonstances, fût-ce pour les incarcérer, tremble et doute de son attrait, du moment qu'il est amoureux. Il se déclare tout de même, sans effronterie, avec une maladresse ravissante. Il épouse Mme Bolomey, renonce à la police municipale, et recommence du bonheur dans sa maison du bord de l'eau.

C'est là que nous le retrouvons avec plaisir. D'un geste de ses deux bras, il nous montre l'horizon : « Je me plais bien dans ce coin, » nous annonce-t-il ; « les Alpes à gauche, le Jura à droite, le Jorat derrière, le lac en face, le soleil dans le haut, un jardin, moi au milieu, que souhaiter de plus ? » Il est vrai. Potterat dans son jardin, dans sa cuisine, dans sa cave où il y a deux tonneaux, des pots de confiture alignés avec soin, le bois pour l'hiver et un établi de menuisier ; Potterat dans sa chambre, dont les murs sont ornés de son portrait en commissaire et des portraits de ses deux femmes ; Potterat dans toute son installation, Potterat dans toutes ses besognes et dans sa flânerie, est admirable de contentement. Il est d'accord avec lui-même, d'accord avec les choses et les gens, d'accord avec la nature, avec le temps et l'espace, avec le sort et avec Dieu. Aucune minute ne lui paraît longue, ou trop courte ; il n'a ni hâte, ni ennui. Sa conscience ne le taquine pas, ni les problèmes de la morale ou de la métaphysique : problèmes qu'il ne méprise pas, mais qu'il a résolus, pour ce qui est de lui. Le premier dimanche du mois, il ne manque pas d'aller à l'église, d'écouter le sermon, de se lever et de chanter quand il faut. Il considère qu' « on n'est pas des chiens, du moins pas tous ; » et que les aéroplanes, grimpant au ciel, n'y trouvant rien, font du tort aux célestes légendes ; mais qu'il faut de la religion. Il est, en somme, pragmatiste. Il va au cimetière, tous les ans, un beau jour d'avril ; et, tandis que chantent les merles dans les sombres feuillages, il nettoie la pierre qui recouvre sa première femme. Il écarte l'herbe et les

broussailles qui empêcheraient de lire sur la pierre « Jenny Potterat. » Il dit à la mémoire de Jenny : « Tu vois qu'on se souvient ! » Il passe devant la tombe de M. Bolomey, premier mari de la seconde Mme Potterat, ne s'y attarde pas et, à M. Bolomey, dit simplement : « Salut ! » Puis il rentre chez lui, satisfait de savoir que le présent et le passé sont en paix et en bonne intelligence mutuelle. Jamais nous n'ignorons ce qu'il pense. Il parle beaucoup, fût-il seul : c'est qu'il n'a pas l'impression d'être seul, les animaux, les arbres et les meubles étant ses amis, ses confidens ; il parle à son petit jardin, il parle au paysage qu'il aime et il parle à son bonheur. Il a un compagnon : c'est un vieux vagabond, jadis l'un des hôtes les plus fréquens du commissariat de Lausanne, Bélisaire, toujours pincé, — mendicité, colportage sans patente, maraude ; — et, une nuit que Potterat faisait le guet dans son jardin pour attraper le polisson qui chapardait ses jolies pêches duvetées, c'est Bélisaire qu'il surprend. Il l'admoneste : « A ton âge ! lamber les barrières, s'aguiller dans les pruniers, quand on a l'âge d'être grand-père !... » Bélisaire a le projet de se pendre : la police n'a plus d'aménité, à Lausanne, depuis que Potterat s'en est allé. Potterat lui offre le gîte, la mansarde, un vieil habit, cinq francs au bout du mois ; en échange de quoi, Bélisaire bricolera, se rendra utile, arrosera les plants de fraisiers, couvrira de feuilles mortes les chicorées et, vers la fin du printemps, repeindra de vert les volets de la maison. Potterat n'a, en ce monde, qu'un sujet de contrariété : son voisin, qui est aussi son gendre, et qui s'appelle Schmid, un Suisse, non point un Vaudois. Ce Schmid, un taciturne, un pédant : Potterat déteste cet homme avec qui l'on ne cause pas et qui, d'ailleurs, laisse ses lapins se glisser dans le jardin de Potterat, manger les salades de Potterat. Qu'importe ? et les menues querelles n'ont pas de conséquence. Mais le malheur qui rôde, le voici. Le malheur, c'est un Allemand ; c'est un diable de dénommé Mauser, acheteur et accapareur de terrains. Les intentions de ce Mauser ne sont pas claires ; et, du sol vaudois qu'il se procure, que fera-t-il, cet Allemand ? On le devine ; on croit le deviner : on se méfie. Seulement, il paye des vingt-trois ou vingt-cinq francs le mètre ; il arrondit tous les jours sa conquête. Potterat, qui n'est pas la dupe de cet envahisseur dangereux, organise la résistance : arrière, l'Allemand ! Schmid, au contraire, transige le premier. Peu à peu, l'on transige par-ci par-là. Seul, Potterat dédaigne la tentation de Mauser et de sa monnaie. Seul ; et son jardin devient une île battue par les démolisseurs et les bâtisseurs qui l'entourent : l'île devient un

enfer de vacarme, de poussière. Impossible de ne pas céder. Potterat, qui est un héros, mais non point un fou, cède. Et il s'en ira. L'on démonte les lits et l'on descend les meubles : on déménage, on fuit. Dans les chambres vides, Potterat mène sa colère et son chagrin; son pas sonne. Il voit, le long des murs, passer les ombres des heures mortes. Il est ému. Il ôte son chapeau et dit : « On ne peut pas aller contre le fil des événemens. C'est Schmid qui a mis ce quartier en cupesse, c'est Mauser qui a traité avec ce diantre. On va te démolir vieille maison. Respect!... Mieux vaut périr que de contempler ce que tu aurais contemplé. Adieu, vieille boîte à beaux jours, adieu! » Il s'attendrit avec une sincère éloquence.

Potterat, si bien vivant, si réel, n'est point un symbole; ni ses tribulations, des emblèmes. M. Benjamin Vallotton ne se proposait pas de combiner comme une allégorie les aventures de Potterat. Mais il y a, dans les collectivités humaines, un lien qui fait qu'aux époques troublées le contre-coup des événemens se propage et va toucher ceux-là mêmes qui semblaient à l'abri; et ainsi l'humble histoire de Potterat contient, en quelque manière, l'histoire du monde. A la veille de la guerre, Potterat qui est chassé de chez lui par le travail sournois des Allemands; et, à la veille de la guerre, Potterat qui est dans un étrange désarroi, qui abandonne, en même temps que sa maison, ses habitudes, et qui ne le sait pas, mais qui attend éperdument la catastrophe; et, à la veille de la guerre, Potterat qui se détache du passé, qui ne conjecture pas l'avenir et qui a les idées en désordre : ce Potterat, s'il n'est pas un symbole, est un signe de la péripétie universelle. Il ne s'en doute pas : qui se doutait de rien? Les adieux qu'il adresse à la vieille maison de ses beaux jours sont d'innocentes prophéties.

A Lausanne, dans le « remous » et dans le « tourbillon, » Potterat n'a point trouvé sa quiétude, quand, un matin, sur la place du marché, tout embaumée du parfum des framboises, un roulement de tambour éclate et ce cri : « La guerre!... » Puis : « La guerre... la guerre... On marche! » Puis les chuchotemens : « Sont-ils déjà en Suisse?... » Et bientôt : « Leur cavalerie est à Zurich... On se bat près de Schaffhouse... » Leur cavalerie n'est point à Zurich et l'on ne se bat aucunement près de Schaffhouse. Potterat, qui rencontre des amis, parle; et on le supplie en vain de se taire : il a résolu de risquer toute imprudence et il se fâche s'il entend dire que « l'intégrité du territoire est garantie par les traités. » Les traités? Potterat sait ce que ça vaut. «Pour être respecté, il faut se tenir une baïonnette, un fusil et deux

cents cartouches! » Mme Potterat le supplie de se taire : il y a des Allemands à l'autre étage. Potterat voudrait monter sur le toit de la maison et crier de là-haut la vérité. La vérité? laquelle?... Eh bien! est-ce que la neutralité de la Suisse n'est pas garantie?... Oui, par les mêmes qui mettent la Belgique à feu et à sang!... Potterat songe à l'histoire de sa patrie, à ces tyrans qu'elle a chassés et à ces grands hommes qu'elle a exaltés, à Guillaume Tell, à Winkelried, à Nicolas de Flue, aux drapeaux qui flottent sur les clochers les jours de fêtes commémoratives, et à ces beaux chants de souvenir qu'entonnent, le verre en main, les camarades pour célébrer la paix glorieuse... « Et voilà que deux très petits pays, le Luxembourg et la Belgique, nos frères en neutralité, sont envahis. On brûle des villes, on fusille des hommes coupables de défendre leur sol... Et nous?... — Chut! taisez-vous; le mieux est de ne pas dire un mot, de ne pas attirer sur soi l'attention... » Potterat s'indigne; il endure le supplice de la neutralité contrainte : « et il cherche sa Suisse, la Suisse des chants d'école, celle qui sent le rhododendron, l'alpe, la vapeur du torrent, celle qui frissonne au mot de liberté, pour elle et pour les autres. Il la sait vivante. Vivante, mais enchaînée. Par quoi? par qui? par quelle crainte?... » A l'idée que la Suisse ait peur, il veut tout briser. Les gens qui épiloguent sur les préambules de ce conflit, sur le crime de Serajevo, sur les actes de la diplomatie, ne le détournent pas de comprendre fort bien la guerre, l'immense guerre soulevée par la querelle des têtes rondes et carrées : « Nous, Dieu merci, on a la tête ronde, si bien qu'on sait qui on doit croire et avec qui on doit sympathiser. Les petits savent toujours trouver la mère... » Potterat crie : « Vive la France! » et, quant à lui, déclare la guerre aux deux empires abominables. Cela lui occupe l'imagination; mais, plus il a l'esprit en éveil, plus il tolère mal d'être inactif. Le salut, pour sa bonne intention généreuse et pour sa volonté de vaillance, fut l'arrivée à Lausanne d'une bande de pauvres Belges misérables et désespérés. « J'en veux! » s'écria-t-il; et il demanda deux orphelins, — « s'ils étaient trois frères et sœurs, même quatre, on s'arrangerait, » — qu'il logerait, nourrirait, blanchirait et envelopperait d'une atmosphère familiale. Faute des orphelins demandés, il reçut un vieux bonhomme et une vieille bonne femme; il les accueillit, les dorlota : et il les eût consolés, si de telles infortunes pouvaient recevoir une consolation. Dès qu'on signale un passage d'émigrans, Potterat fouille dans ses tiroirs, dans ses armoires, assemble ce qu'il trouve de meilleur en fait de linge et de vêtemens et va sans traîner

à la gare ; il distribue chemises, vestons, gilets et les anciennes robes de sa femme, — et des bretelles, car « il n'y a rien de plus angoissant, quand elles ont sauté, que de marcher en serrant son pantalon avec les coudes, » des bretelles brodées de croix fédérales ; — dans les poches des vêtemens qu'il donne, il a fourré des bouts de papier, des lettres, ces simples mots : « Courage ! sympathie ! condoléance ! » A la vue de tant de malheur, les larmes lui viennent aux yeux ; alors, il se cache. Ensuite, pour se dégonfler le cœur, il jure pendant une heure d'horloge. L'émotion qui l'étreint, toute une foule bienfaisante l'éprouve. Les gendarmes, gardiens de la neutralité, tâchent de contenir les manifestans : Potterat, de son thorax, ouvre une brèche dans la digue et l'on n'a rien à répliquer, lorsqu'il déclare : « La charité passe avant la gendarmerie ! »

Cette charité, qui anime les bons Vaudois, Potterat l'aime : elle lui excuse la neutralité qu'il déteste. Et enfin Potterat, tel que le voilà, c'est un fanatique de la guerre ? Un fanatique de l'honneur !... Mais que réclame-t-il ? Pour sa patrie, le sort de la Belgique martyrisée ? Les partisans d'une neutralité parfaite le lui reprochent ; et ils font appel à son patriotisme. On jugerait mal Potterat, son patriotisme et aussi son goût des opinions méditées, si l'on croyait que de telles objections ne comptent pas pour lui, ne le touchent pas, et qu'il les écarte sans barguigner. Il n'est pas têtu, mais sensible ; et, s'il répond vite, il réfléchit avec une loyauté lente. Ne le prenez pas pour un énergumène de l'héroïsme et pour le vain prôneur du danger. Nulle question n'est toute simple : et Potterat, qui est sincère, ne méconnaîtra pas le devoir logique de l'hésitation. Certes, il a proclamé ce principe : « Tous les petits pays sont solidaires ; » d'où il résulte que le maintien de la neutralité suisse est une faute. Puis, songeant aux malheurs de la Belgique, il a honte, le soir, de trouver dans son lit douillet une boule d'eau chaude : « Pour un peu, je ferais ronron ! » dit-il avec une narquoise tristesse. Le matin, quand il est l'heure de réveiller la maisonnée, il crie amèrement : « Debout, les neutres ! » Et pourtant, un jour qu'il est allé à Bioley, pour un concours de tir, la campagne tranquille et charmante le convainc d'aimer la paix. Il tire mieux que personne, et ses émules n'ont même pas à être jaloux de lui : sa supériorité est admise, fêtée. Roi du tir, Potterat se laisse complimenter, choyer ; et les satisfactions de l'orgueil le disposent à la bienveillance : il s'attendrit sur son peuple et n'envoie plus aux périls de la guerre une jeunesse qui le glorifie. Potterat, vers la fin de la journée, regarde les fumées des villages, les

champs fertiles et les collines illuminées de soleil. Les enfans jouent, les filles chantent, la fontaine murmure; au cabaret, les camarades s'asseyent sur le vieux banc près des pots de fleurs et des fagots. Potterat, couronné de laurier, se lève et prononce un discours : « Cette journée m'a fait du bien. Elle m'a replongé dans le sein de la nature. Parfaitement ! La nature est neutre. Nos autorités l'ont bien compris. Il y a des jours où je me suis laissé entraîner à la critique. J'ai eu tort. A vous trouver, vous qui êtes le fond de la race, si modérés dans l'appréciation des événemens, j'ai senti que vous suiviez la route de la sagesse, la bonne route, celle où sont les poteaux du télégraphe. Je porte mon toast à la paix des champs. Je porte mon toast à ceux qui les cultivent. Honneur à eux !... » C'est Potterat qui parle ainsi ? Potterat lui-même, eh ! devant une tranche de gâteau aux cerises, devant un verre de vin blanc et tandis que « par la fenêtre entre le parfum des foins coupés, le chuchotement du tilleul que lutine la brise du soir. » Une idée se forme dans l'esprit de Potterat : la belle Suisse, belle à miracle, et préservée par chance ou par une faveur providentielle, ce n'est point à ses fils de la risquer.

Mais Potterat retourne à Lausanne. Peu à peu, l'amollissant souvenir de la journée trop délicieuse se dissipe. Enfin, Potterat lit les journaux, lit le rapport de la Commission belge sur les atrocités commises en Belgique par les Allemands. Alors, il s'écrie : « Cette Belgique, pour moi, c'est comme une autre Suisse. Tonnerre ! Est-ce qu'on a une conscience, oui ou non ? Est-ce que le droit s'arrête aux frontières ? Neutre, c'est vite dit... » Et : « Vive la Belgique ! » Passe à Lausanne un train de blessés, rapatriés d'Allemagne en France : Potterat distribue aux malheureux du chocolat, de bonnes paroles, des bouquets tricolores, phlox blancs et rouges et scabieuses bleues. Or, ici, dans ce wagon, défense de monter : « Mon brave monsieur, ces malheureux sont aveugles... » Et Potterat : « Pas possible !... Ils sentiront au moins l'odeur : quand on sent une fleur, on la voit... » Désormais Potterat n'aura plus d'hésitation : « Tout ce que j'ai dit à Bioley, je le retire ; tout, vous entendez ! » Il n'aura plus d'hésitation, ni de repos. Quelle nuit, quand sa femme est couchée et quand il veille, bouleversé ! Son phonographe, qu'il enferme dans un placard, afin que la maisonnée dorme, si elle veut dormir, lui joue le *Cantique Suisse* et *Sambre-et-Meuse*. Il rêve, il frémit d'une terrible ardeur. Et il écrit à Joffre, et il écrit au roi Albert, et il écrit au président du Haut Conseil fédéral suisse. Lettres véhémentes et res-

pectueuses : au généralissime français et au souverain belge, il adresse des félicitations et des encouragemens ; au président du Haut Conseil, il soumet le plan d'une activité un peu hardie. Après tout, si le Haut Conseil ne lance pas les armées suisses dans la mêlée européenne, Potterat ne dénigre pas cette prudence ; mais il ne voudrait pas que la prudence de la Suisse eût l'air d'un consentement tacite accordé à la scandaleuse Allemagne : comment la Suisse garde-t-elle le silence? Potterat supplie le Haut Conseil de protester au moins en faveur de la Belgique. Ce n'est pas tout ce qu'il désire : c'est tout ce qu'il ose demander. Son désespoir se fait modeste. Potterat, qui a été fonctionnaire, ne traite pas sans égards les magistrats de son pays : il les secoue avec déférence. Et puis, il meurt. Pourquoi meurt-il ? C'est que son âme tourmentée a brisé son corps ; et c'est beau. Cependant, M. Benjamin Vallotton, qui le tue ainsi, nous attriste. Il fallait conserver Potterat pour la victoire!... Potterat méritait bien cette récompense. Mais enfin, quand le héros d'un roman meurt et laisse après lui quelque regret, c'est un bon signe. Tant d'autres, en disparaissant, débarrassent l'auteur, et le lecteur aussi.

Admirable Potterat, dont l'émoi donne à rire et à pleurer! L'invention de Potterat suffirait à la renommée d'un conteur. M. Benjamin Vallotton, qui confie à ce simple bonhomme le soin d'exprimer les plus poignantes pensées, les sentimens les plus profonds de son pays, au moment où un cas de conscience terrible se pose et s'impose à toutes les nations, le romancier publiciste a bien choisi son interprète. Potterat, c'est la Suisse, la sincérité, la spontanéité de la Suisse : et il dément la neutralité de la Suisse, la véritable neutralité, celle du cœur, l'indifférence. Le reste n'est que de la politique et ne nous regarde pas. Les gouvernemens divers jugent à leur gré l'opportunité d'une intervention : c'est affaire à eux. Mais, entre les races de proie et les peuples qui défendent la liberté du monde, il n'y a plus de neutres : voilà ce que Potterat nous annonce, avec sa bonhomie éloquente et persuasive.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

IL FAUT RÉVEILLER LA TERRE (1)

Pour sauver la France et la faire refleurir dans sa grâce adorable, à nulle autre seconde, il ne faudra pas seulement bouter le Teuton bien loin de cette ligne de tranchées, qui court comme un long pli de souci sur le front meurtri de la patrie. Cette terre qu'on aura sauvée de l'ignoble esclavage, et qui de son corps brun fait un rempart là-bas à ses défenseurs, il faudra ensuite, il faut maintenant déjà la ranimer, la ressusciter, car elle se meurt, et dès le temps de paix, nous l'avions laissée s'engourdir, dans une léthargie toute proche de la mort.

Quelques chiffres exprimeront mieux que tous les discours, et d'une éloquence plus tristement frappante, en sa sécheresse, ce que je veux dire.

Nous avons dressé, à l'aide des données réunies par l'*Annuaire international de statistique agricole*, un tableau donnant pour les principaux pays, les rendemens annuels moyens, par hectare cultivé en froment, pendant les trois périodes quinquennales de 1901 à 1905, de 1906 à 1910 et de 1910 à 1914. Dans ce tableau, nous avons rangé les pays dans l'ordre de leur rendement, pendant la dernière de ces périodes.

Il en résulte que le premier des pays du monde au point de vue du rendement en blé est le Danemark, dont la merveilleuse organisation agricole est depuis longtemps hors de pair, et où le rendement moyen du blé à l'hectare est passé de 27,2 quintaux dans la période

1. Diverses données de cette méthode ont été empruntées aux intéressans et récens travaux de M. le docteur Emile Rey et de M. Silbernagel-Cherrière.

1961-1905 à 28, 5 quintaux dans la période suivante, et à 32,6 dans les cinq années précédant la guerre. Ensuite, et bien après vient la Belgique, qui a fourni dans cette dernière période 25 quintaux à l'hectare, puis la Hollande, l'Allemagne avec 19 quintaux dans la première, et 21,3 quintaux dans la dernière période, l'Angleterre, la Suisse, la Suède, la Nouvelle-Zélande (ô honte pour le vieux monde), l'Égypte, la Norvège, le petit Luxembourg, l'Autriche, le Japon, la Hongrie. Ensuite seulement vient la France, avec 13,6 quintaux, en 1901-1905, et 12,9 seulement dans ces dernières années d'avant-guerre. Puis la fin de la liste (car nous ne sommes pas les derniers, ce qui est une petite consolation), est occupée par les autres pays, la Russie y voisinant avec les États-Unis, la Serbie et Formose.

Diverses conclusions découlent de ce tableau : d'abord celle-ci, fort attristante, que la France, la plantureuse France, malgré son climat unique et modéré, malgré la richesse de son sol heureux, la France initiatrice de tant de découvertes, dans tous les domaines, et qui, comme nous le rappellerons tout à l'heure, a été l'instigatrice des principaux progrès de la chimie agricole, et la première protagoniste des engrais chimiques, est aujourd'hui, dans l'intensité relative de sa production du blé, au quinzième rang, et devancée par de tout petits pays comme le Danemark, la Hollande, la Suisse, par nos alliés, l'Angleterre et le Japon, par nos ennemis, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Le fait d'être, dans ce domaine, moins en retard que la Russie ou les États balkaniques, ne saurait nous être une consolation d'amour-propre, que si nous étions vraiment dénués de réflexion.

On nous dira peut-être que ces constatations sont attristantes, et pourraient atteindre notre moral, et que ce n'est guère le moment d'attirer l'attention sur nos imperfections. Tel n'est point notre humble avis ; nous estimons au contraire (et bien qu'il s'agisse ici uniquement de questions agricoles, ces remarques se pourraient peut-être généraliser) que les seules misères dont il ne faille point faire étalage, sont celles qui ne se peuvent point réparer. Pour les autres, au contraire, qui sont heureusement les plus nombreuses, il y a grand intérêt à débrider la plaie, comme en chirurgie de guerre, pour en pouvoir extirper les germes nocifs. La lumière et le grand air sont souverains contre tous les miasmes. L'ignorance systématique des imperfections entraîne celle de leurs causes, et celle des moyens propres à les balayer.

Elle est souvent la cause, toujours l'excuse ou le prétexte de leur pérennité. Il y a un grand principe que Newton a inscrit dans sa « Phi-

losophie Naturelle » et qui, destiné dans sa pensée aux choses de la science, n'est, croyons-nous, pas moins fécond dans d'autres courants d'idées, plus étroitement mêlés au bouillonnement tragique des événemens présens : *Omnis enim philosophiæ difficultas in eo versari videtur ut a phenomenis investigemus vires naturæ; deinde ab his viribus demonstremus phenomena reliqua*, ce que je traduirai un peu librement, pour ceux assurément très rares de nos lecteurs qui ont oublié ou perdu leur latin : Souvent la peur d'un mal fait tomber dans un... moindre.

Nous continuerons donc cet exposé de la situation agricole du pays, qui va nous faire toucher du doigt les remèdes simples et nécessaires, d'où l'agriculture française peut sortir demain, rénovée et triomphante.

***

Le tableau précédent ne met pas seulement la France à un rang indigne d'elle. Il montre que dans les quinze dernières années, les principaux pays civilisés ont vu, à peu d'exceptions près, leur rendement en blé augmenter sensiblement (pour le Danemark de 15 pour 100, pour l'Allemagne, de 11 pour 100, etc.). La France, au contraire, a vu son rendement moyen diminuer légèrement. On ne saurait donc invoquer à ce fait des causes météréologiques, qui se seraient également fait sentir dans les pays voisins.

Le blé n'est d'ailleurs point une exception à ce point de vue. Si nous regardons la situation en face, et que nous comparions le rendement moyen à l'hectare de la France et de l'Allemagne, pour les principaux produits agricoles, pendant les deux dernières périodes quinquennales, nous obtenons le tableau suivant, dont la signification est, hélas! la même d'un bout à l'autre.

Rendement moyen à l'hectare en quintaux.

	1906-1910		1910-1914	
	France	Allemagne	France	Allemagne
Froment	13,6	20,1	12,9	21,3
Seigle	10,6	17,0	10,2	17,8
Orge	13,0	19,6	13,9	20,5
Avoine	12,6	19,7	12,9	19,4
Pommes de terre	86,3	136,2	81,8	135,8
Betteraves à sucre	258,0	300,6	238,5	285,6

Nous n'avons pas fait figurer dans ce tableau les superficies

totales, cultivées respectivement en chacun de ces produits, et qui sont fort inégales pour les deux pays. Par exemple, la France a à peu près 6 millions et demi d'hectares cultivés en blé, l'Allemagne, moins de 2 millions. Au contraire, tandis que la France n'a que 1 million et demi d'hectares de pommes de terre, l'Allemagne en a plus du double. Mais ces superficies totales, qui n'ont guère varié depuis longtemps, importent peu pour notre discussion.

Quelles sont les causes de notre infériorité? Est-ce le morcellement de la propriété en France? Mais elle n'y est pas plus morcelée qu'en Danemark, en Belgique, en Suisse où le rendement est meilleur; elle y est plus morcelée qu'en Russie où le rendement est moins bon.

Est-ce faute d'une main-d'œuvre rurale suffisante, est-ce, comme on dit dans la rhétorique des comices agricoles (exception faite pour le sous-préfet d'Alphonse Daudet qui, même aux champs, était un lettré), est-ce parce que « l'agriculture manque de bras? » C'est là l'excuse traditionnelle. Il est vrai malheureusement que les ouvriers agricoles, désertent de plus en plus les campagnes pour la ville dont les bistros, les cinémas, le clinquant et le bruit, et aussi les salaires supérieurs, ont trouvé pour leurs âmes simples plus de charmes que les paisibles douceurs bucoliques. Mais si on regarde la chose de près, on voit que pour cultiver une superficie de terres labourables à peu près égale à celle de la France, l'Allemagne emploie un nombre d'hommes au plus égal à celui dont nous disposons. Si la main-d'œuvre est insuffisante, elle l'est donc autant en Allemagne qu'en France. D'où provient donc, en fin de compte, la différence de rendement qu'illustrent douloureusement les tableaux précédens ? *Uniquement de ce que les méthodes de culture sont chez nous surannées, beaucoup moins modernes que les méthodes employées ailleurs.*

Si dans la plupart des pays civilisés la crise réelle de la main-d'œuvre agricole a été surmontée, si dans ces pays les rendemens ont néanmoins progressé, c'est que l'on a su augmenter le rendement de la main-d'œuvre elle-même en perfectionnant l'outillage. Aux attelages de chevaux et de bœufs qui, depuis les temps bibliques, tirent avec la même poétique lenteur les charrues immuables à travers les siècles, on a substitué les machines faisant plus vite et plus complètement le même travail et traînant des charrues appropriées. A la culture virgilienne des temps passés on a substitué la *motoculture*. Si la silhouette des labours en a perdu un peu de son harmonie pittoresque, si une Rosa Bonheur en eût brisé peut-être ses pinceaux, en revanche la *motoculture* a été ailleurs et doit être chez nous un bien-

fait et une nécessité pour l'agriculture. Pourquoi et comment? C'est ce que nous examinerons dans une prochaine étude.

*
* *

Aujourd'hui un autre aspect de la question nous tente, plus passionnant parce qu'il touche à des questions plus hautes de philosophie naturelle et parce qu'il est issu plus directement des idées françaises. A côté de la motoculture qui est en somme le remplacement de la traction animale des instrumens aratoires par la traction mécanique, et en dehors d'elle, il y a une autre solution, peut-être plus riche en conséquences, des problèmes agricoles actuels : et cette solution ne tendrait à rien d'autre qu'à modifier radicalement, dans sa nature même, le travail que l'on fait subir à la terre, à le révolutionner complètement.

« La terre, comme l'a si bien dit Berthelot, est un être vivant. » Elle n'est pas seulement le piédestal indifférent de nos petits gestes éphémères ; c'est d'elle qu'émanent toutes les substances qui nous permettent de subsister. Si nous passons rapidement en revue les diverses opérations où l'homme collabore avec la nature pour féconder cette matrice de toute vie humaine, nous serons amenés tout naturellement à comprendre et à souhaiter cette révolution nécessaire de nos méthodes agricoles.

Le blé est d'une fécondité absolument prodigieuse. Dès le XVIIIe siècle, des expériences ingénieuses avaient établi son étonnante faculté de reproduction. Ainsi Charles Miller en 1765 à Cambridge, en replantant une seule fois les élémens du pied fourni par un grain de blé, obtint 2000 épis, ce qui, au taux d'environ 30 grains par épi, moyenne assez courante, correspond à une production de 60 000 pour un. En multipliant et combinant les repiquages des tiges provenant d'un seul grain, le même auteur a obtenu en un an à peine une multiplication plus de neuf fois plus forte.

Ces expériences ont été reprises par les agronomes modernes. Dans une expérience récente, M. Bellenoux, en semant une vingtaine de grains de blé et en repiquant convenablement les pieds ainsi produits, a obtenu au bout d'un an une récolte telle, que chaque grain de blé primitif en avait fourni finalement plus de 700 000. Il n'y a guère que les harengs qui dans le règne animal manifestent une fécondité comparable. L'expérience de M. Bellenoux a donné finalement un rendement d'environ 63 quintaux par hectare, soit le double du rendement moyen actuel au Danemark et plus du quintuple du rende-

ment moyen français. Assurément on ne peut espérer obtenir dans la grande culture des résultats comparables à ceux-ci qui ont été obtenus par la transplantation dans des expériences soignées et limitées. Mais quelles magnifiques espérances une telle fécondité ne nous fait-elle pas entrevoir!

Quelles sont donc les conditions phénoménales qui laissent varier dans de telles proportions les rendemens en blé? L'expérimentation scientifique nous permet de les définir. La terre est comme un laboratoire où, sous des influences variées et que nous allons passer en revue, se fabriquent et se nourrissent les végétaux, à l'aide d'élémens empruntés au sol lui-même et à l'atmosphère. Dans ce que M. le sénateur Rey a appelé heureusement « l'usine végétale, » l'expérience prouve tout d'abord que l'air joue un rôle considérable et essentiel. Depuis des dizaines de siècles, le travail destiné à fertiliser le sol est le travail par excellence, le *labour*. Que fait donc le *laboureur*, le travailleur, avec sa charrue? Il ouvre le sol et le rend propre à emmagasiner l'eau, il le retourne et le subdivise et y fait pénétrer l'air. Ces opérations empiriques qui ont pour effet de fertiliser le sol, on sait aujourd'hui quelle est leur raison d'être, et la science nous a dit le *pourquoi* de ces choses dont l'humanité penchée pendant des milliers d'années sur la terre nourricière avait à tâtons appris le *comment*.

Toutes les conditions qui améliorent la nutrition des plantes augmentent du même coup leur fécondité. Celle-ci n'est fonction que de celle-là. C'est une chose bien curieuse que la nutrition des céréales. Les lumières récentes que la chimie agricole et la microbiologie ont projetées dans ce domaine nous ont ouvert des horizons étranges sur le cycle de la vie organisée, et cette sorte de métamorphose circulaire qui transmute indéfiniment la substance des végétaux en celle des animaux, ceux-ci enfin en matières minérales qui seules entretiennent la vie des plantes. Comme les coureurs antiques dans le stade, ces trois formes de l'être sensible se passent sans fin le flambeau de la vie. En ce qui concerne plus particulièrement la nutrition des végétaux qui nous donnent le pain, on a établi avec certitude que les élémens dont ils ont besoin pour vivre, croître, et se multiplier, oxygène, azote, carbone, hydrogène, phosphore... (ils sont quatorze en tout) ne sont assimilables par eux que sous la forme de certains composés exclusivement minéraux. Les plantes, contrairement aux animaux (parmi lesquels il faut bien, hélas! que nous nous rangions de temps en temps et notamment lorsqu'il est question de nourriture), ne peuvent se nourrir de substances organisées. Il est prouvé qu'avant de servir

à l'alimentation des plantes, les corps organiques animaux ou végétaux doivent être décomposés complètement jusqu'à être rentrés dans le règne minéral. Tel est notamment le cas de l'azote que les plantes ne peuvent absorber sous ses formes de décomposition organique et tant que les microbes nitrificateurs ne l'ont point transformé en azotates purement minéraux. Étrange soudure qui ferme la chaîne sans fin de la vie terrestre : ce sont des microbes qui minéralisent les produits de l'ultime déchéance des êtres vivans, tandis que d'autres microbes replongent, comme nous allons voir, et parallèlement à l'assimilation chlorophyllienne, les substances minérales dans le grand torrent vital.

Cette découverte précieuse tend à révolutionner toute l'agriculture, car elle a rendu possible l'emploi des engrais minéraux. Grâce à elle le cultivateur a compris qu'il n'est pas tenu de fumer sa terre uniquement avec l'engrais de ses étables, ce qui l'obligeait à entretenir un nombreux bétail et à créer des récoltes fourragères. Aujourd'hui, il peut se borner à acheter ce qui n'est que le produit ultime de la décomposition des anciennes fumures. Le rôle des engrais organiques est pourtant loin d'être devenu complètement inutile, mais nous ne saurions y insister sans nous écarter de notre sujet.

L'eau est l'agent nutritif par excellence des végétaux ; non seulement elle leur fournit l'hydrogène qui fait partie de leurs tissus, non seulement elle sert de véhicule aux sels minéraux nécessaires par ailleurs à leur nutrition et qu'elle prend en dissolution, mais encore elle entre telle quelle dans leur poids pour une proportion considérable qui descend rarement au-dessous de 70 pour 100 et dépasse parfois 90 pour 100. On a démontré que la production de 1 kilo de blé exige le passage de 700 à 800 litres d'eau au travers des tissus du végétal. L'eau est le sang des plantes. Or les eaux pluviales seraient dans la plupart des pays suffisantes pour suffire à cette énorme consommation, si, d'une part, elles ne s'écoulaient en grande partie à la surface du sol pour aller alimenter les cours d'eau et si, d'autre part, elles ne s'évaporaient notablement. En outre elles tombent rarement au moment opportun, tantôt en trop grande quantité, tantôt trop peu. L'*ameublissement* du sol que produit le labour y remédie. L'expérience a montré en effet que la terre meuble emmagasine beaucoup plus d'eau que la terre tassée ; et d'autre part, l'évaporation y est au contraire beaucoup moindre. Dehérain, Grandeau et d'autres ont établi que ces effets sont d'autant plus notables que la division du sol est plus parfaite.

***

Ce n'est pas tout : l'air a un rôle essentiel dans l'opération de la *nitrification* qui fournit à la plante l'AZOTE, lequel est, plus que tout autre, son aliment essentiel. Deux de nos compatriotes, M. Schlœsing, à qui l'Académie d'Agriculture vient de décerner sa plus haute récompense et M. Müntz, ont l'honneur historique d'avoir montré que les matières organiques contenues dans la terre (débris de végétaux, fumier, etc.) transforment leur ammoniaque de décomposition en *nitrates* assimilables par les plantes sous l'influence de petits êtres vivans minuscules, de fermens dont le premier a été isolé par M. Winogradsky. Or, ces fermens nitrificateurs, qui agissent en oxydant l'ammoniaque, ne travaillent naturellement qu'autant qu'ils se trouvent dans une atmosphère oxygénée où ils puissent prélever l'élément qu'ils vont fixer sur l'ammoniaque. Une pulvérisation notable de la terre, en y faisant pénétrer partout l'air qui en baigne toutes les particules, sera donc favorable à une bonne nitrification, c'est-à-dire à une meilleure nutrition des plantes. Par surcroît, l'humidité, ainsi mieux assurée comme nous avons vu, n'est pas moins nécessaire que l'air lui-même à l'évolution de ces fermens nourriciers. Dehérain et Schlœsing, dans une remarquable expérience qui corrobore cette manière de voir, ont trouvé que la production de nitrate dans une terre triturée avait atteint $2^{kg},88$ par mètre cube contre $0^{kg},025$ seulement dans la même terre n'ayant pas subi cette préparation.

Dehérain a montré d'ailleurs que la proportion de substances azotées enfermées dans les sols cultivés est souvent 100 fois supérieure aux besoins des récoltes. Si néanmoins on est obligé d'incorporer à la terre des nitrates coûteux fabriqués ou importés au Chili, c'est que la nitrification naturelle se fait mal. Tout ce qui améliorera celle-ci comme fait la trituration très poussée du sol, augmentera les rendemens, tout en réduisant les frais.

Mais, dira-t-on, si abondantes que soient les substances azotées du sol, elles finiront alors par s'épuiser. Il n'en est rien, d'abord parce que la putréfaction des chaumes et les cultures dérobées suffiraient à les renouveler. Ensuite et surtout parce que ce renouvellement, — qui est souvent un enrichissement, — se fait grâce à l'azote puisé directement dans l'atmosphère par les microbes spéciaux découverts par Berthelot, et qui, par des mécanismes encore inconnus, transportent directement l'azote atmosphérique dans la substance même des plantes.

Ainsi de petits microbes infimes, réalisant ce que n'ont jamais pu faire les plus grands chimistes de nos laboratoires, assimilent directement à la matière vivante ce corps qui est, avec le carbone, l'élément essentiel à la vie, cet *azote* que l'étymologie nous montre si injustement nommé. Le jour où notre organisme saura utiliser ces microbes lui-même, — ce qui pourrait bien arriver dans quelques dizaines de siècles au maximum, — le problème de l'alimentation humaine sera singulièrement simplifié : une bouffée d'air atmosphérique, constituera presque un repas.

De tout cela il ressort que tout ce qui améliore l'aération et la division particulaire de la terre arable doit améliorer son rendement.

Telles sont les inductions de la théorie. Que prouve à cet égard l'expérience ? Il n'est pas nécessaire, comme dans les curieux essais de M. Bellenoux, de transplanter le blé pour le multiplier dans des proportions étonnantes. On y arrive par d'autres moyens. Depuis longtemps on a remarqué que dans les terres finement divisées des jardins potagers le blé est remarquablement prolifique. D'autre part diverses expériences, celles notamment de Grandeau qui ont donné 43 quintaux à l'hectolitre, ont prouvé ce qu'on peut obtenir lorsqu'on traite la plante comme une récolte sarclée de façon à la préserver des plantes parasites et *à tenir le sol constamment* ameubli et propre. Il n'est d'ailleurs nullement nécessaire, pour obtenir ces grands rendemens, de faire des semis abondans. Il en est des plantes comme des hommes : ce ne sont pas les peuples polygames qui ont la plus forte natalité.

Enfin certains exemples de cultures exotiques du blé sont particulièrement édifians à cet égard : dans certaines régions de Chine où l'énorme densité de la population exige une grande fertilité du sol, on est arrivé à une production d'environ *120 quintaux à l'hectare* (4 fois plus que le Danemark, 10 fois plus que la France) grâce à des semis faits en quinconce ou en ligne dans une terre constamment ameublie, pulvérisée, triturée même à la main.

On comprend dans ces conditions les fermes conclusions relatives à l'avenir de l'agriculture auxquelles était arrivé Dehérain : « Quand une terre est convenablement remuée, aérée, travaillée, l'azote habituellement inerte qu'elle renferme évolue, devient soluble, assimilable ; la matière organique de l'humus, attaquée par des fermens, se réduit en acide carbonique, eau et nitrates, et si nous sommes réduits encore à acquérir ces nitrates, c'est que le travail du sol tel que nous le pratiquons aujourd'hui est inefficace. C'est aux ingénieurs à se

mettre à l'œuvre ; c'est à eux qu'il appartient d'imaginer un instrument qui divise, remue, secoue, aère le sol tout autrement que ne font encore nos charrues et nos herses qui certainement dans cinquante ans d'ici seront reléguées dans les magasins de curiosités à côté des pieux durcis au feu des Gaulois ou des araires des sauvages. »

Il est évident en effet que la longue bande parallélipipédique que fournit la charrue n'est qu'un travail très imparfait au point de vue de la division de la matière et de l'aération, même complété par l'effet de la herse, et par celui toujours aléatoire des gelées.

***

Au problème si bien posé par l'illustre Dehérain divers chercheurs se sont attaqués avec des fortunes diverses. Parmi les solutions proposées il faut faire une place à part, pour son élégance et sa simplicité, à celle dont l'auteur porte un nom qui, dans cette maison, est cher et vénéré. L'appareil, que M. Xavier Charmes a appelé avec une pittoresque exactitude « l'effriteuse, » et qu'il a conçu depuis plus de douze ans et réalisé tout récemment sous sa forme définitive, pourrait bien apporter dans nos erremens agricoles la révolution si nécessaire qui leur infuserait un sang nouveau et plus riche. Sans entrer dans des détails techniques qui ne sauraient trouver place ici, il me suffira de dire que l'effriteuse de M. Charmes est constituée en principe par un châssis-automoteur portant une série de couteaux soigneusement étudiés, disposés sur un disque rotatif animé par le moteur et qui pulvérisent, effritent avec beaucoup de finesse le sol, tout en laissant sa surface parfaitement plane, ce qui réalise les conditions nécessaires aux semis réguliers et aux cultures à grand rendement. L'outil a fourni des essais très remarquables, notamment en Tunisie, et il a fait naître, chez beaucoup d'agronomes, de grands espoirs. On a constaté notamment qu'avec ce genre d'appareil, les mauvaises herbes sont détruites, ce qui supprime en partie la nécessité du *déchaumage*, et que, d'autre part, le fumier de ferme qui, avec la charrue, se trouvait enfoui au contraire par paquets compacts et dispersés, est ici infiniment divisé et intimement incorporé aux particules du sol.

Comme il fallait s'y attendre, et comme c'est inévitablement le cas chaque fois qu'une nouveauté surgit qui heurte un peu les habitudes... et les préjugés, ce nouveau mode de travail de la terre, que divers autres appareils effectuent également avec beaucoup de simplicité, a soulevé de vives critiques qui ne sont d'ailleurs pas

négligeables. On s'est demandé notamment si la suppression des grosses mottes que produit la charrue est désirable ou du moins nécessaire. Le gel a en effet pour résultat, à cause de l'augmentation de volume que réalise l'eau en passant à l'état de glace, d'émietter les grosses mottes en particules beaucoup plus petites. C'est exact, mais, d'une part, la division du sol est alors beaucoup moindre et moins régulière qu'avec les appareils effriteurs. En outre, il est peut-être imprudent de confier l'aération du sol aux vicissitudes de la météorologie hivernale. Il se peut, en effet, qu'il ne gèle pas ou peu. En outre, il gèle très rarement dans un grand nombre de pays cultivés, notamment sur les rives de la Méditerranée. S'il ne gèle pas, l'air ne pénètre pas, et la motte n'est pas délitée. Enfin, l'argument ne porte guère que sur les blés de printemps qui n'entrent que pour une très faible part dans les emblavures françaises, puisque, dans la moyenne de cinq des dernières années, la proportion des blés de printemps, dans la totalité des surfaces ensemencées de blé, ne dépasse pas 4 p. 100 [1].

On a fait un certain nombre d'objections analogues, qui sont toutes fondées sur des argumens *a priori*. En ne se cantonnant pour un instant que dans le domaine théorique, on peut y répondre qu'un type d'instrument établi conformément aux idées et aux désirs de ce grand agronome que fut Dehérain, ne peut pas choquer les théories qu'il connaissait toutes fort bien. L'expérience seule, « source unique de toute vérité, » peut permettre finalement de se prononcer dans cette controverse. Or, d'expérience concluante, suivie, scientifique et suffisamment vaste, il n'en a pas encore été fait. Les résultats des essais partiels et comparatifs auxquels on a procédé appellent des réserves nécessaires qui permettent de les interpréter dans un sens ou dans l'autre... On n'y a pas manqué. Il faut donc souhaiter que des expériences parfaitement définies, et réalisées dans des conditions excluant toute discussion, soient poursuivies à bref délai dans ce domaine, concurremment avec les essais de motoculture dont M. Fernand David a eu l'heureuse initiative, et dont il sera question dans une prochaine chronique.

* * *

On concevra l'importance de la question posée, si on veut bien se

1. Il convient d'ailleurs de remarquer que les adversaires les plus déterminés des effriteuses en reconnaissent la grande utilité pour les pays de sécheresse et de chaleur, pour ceux où on doit pratiquer le *dry farming*.

souvenir que la production moyenne à l'hectare en froment de la France était d'environ 13 quintaux, que pour chaque augmentation d'un seul quintal, la France gagnerait ou économiserait 150 millions, que si le rendement moyen était de 20 quintaux... comme en Nouvelle-Zélande seulement, nous économiserions, au pays, au moins 1 milliard par an. Si enfin nous arrivions à un rendement moyen égal à celui du Danemark, c'est près de 3 milliards que nous gagnerions. D'ailleurs, la fertilité atteinte par le Danemark est loin d'être une limite maxima, comme nous l'avons vu, et nous prévoyons très bien le jour où elle sera largement dépassée... d'abord par le Danemark lui-même.

La situation que nous venons d'exposer ne peut que s'aggraver encore beaucoup après la guerre, car la main-d'œuvre rurale sera notablement plus rare qu'avant, et les animaux de trait manqueront. Déjà, on peut calculer que nous avons dû importer de l'étranger pendant la première année du conflit pour environ 300 millions de blé. C'est par milliards que se solderont nos achats annuels de produits alimentaires à l'extérieur, si les pouvoirs publics ne prennent toutes les mesures propres à améliorer le rendement de notre sol.

Le moment est venu de se souvenir que « les blés d'or » dont parle le poète ne sont pas seulement une image, mais une réalité dont dépend la richesse ou l'appauvrissement du pays. Mais il faut, comme disait Candide, cultiver notre jardin. Comment ne le ferions-nous pas avec joie, avec passion, puisque notre jardin, c'est la France ?

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. le président du Conseil et ses compagnons de voyage sont revenus d'Italie enchantés de l'accueil qu'ils y ont rencontré. La France entière voudra partager leur satisfaction. Rien ne peut lui être plus cher que cette amitié retrouvée qui s'affirme de jour en jour davantage. A Rome aussi, l'enthousiasme est allé croissant. Malgré les menaces qu'une matinée maussade avait laissées dans un ciel encore mal essuyé, plusieurs milliers de personnes s'étaient rangées aux environs de la gare, pour assister à l'arrivée de nos ministres. Comme le train s'annonçait, le soleil a fait son apparition : heureux présage, en un pays où l'on n'a jamais négligé ces sortes de signes ou d'avertissemens. De la station centrale au Grand-Hôtel, la distance est très courte, il n'y a guère que la place des Thermes à traverser : la première prise de contact a donc été des plus rapides. Néanmoins la curiosité sympathique que, pour bien des raisons, l'originale personnalité de M. Aristide Briand, vue, peut-être, un peu à travers la légende, devait éveiller chez un peuple artiste, n'a pas tardé à se changer en une agitation bruyante ; les acclamations ont retenti ; il a fallu se montrer au balcon. Une fois la glace rompue, là-bas, elle fond vite, et il n'y avait pas, heureusement, de glace à rompre. Presque aussitôt la chaleur est devenue extrême, montant d'un degré à chaque sortie, pour atteindre son point culminant le soir du dîner donné à l'ambassade. Un cortège aux lanternes, pour ainsi dire improvisé, encadré seulement par ces mêmes associations du Transtévère qui jouèrent dans les événemens du mois de mai 1915 un rôle important, sinon décisif, et où revit, où survit plutôt l'esprit de la forte corporation romaine, part de la place Colonna, par le Corso Umberto Ier, la place de Venise, siffle l'Autriche au passage, et, par le Corso Vittorio-Emmanuele, gagne le palais Farnèse. Drapeaux au vent, vert, blanc et rouge,

bleu, blanc et rouge, dont les couleurs se mêlent à la flamme des feux de Bengale, remous et rumeurs de foule, vivats et chants d'hymnes nationaux; puis, tout à coup, une fenêtre s'ouvre, et dans la nuit, une voix magnifique, d'une souplesse et d'une étendue, d'une profondeur et d'une sonorité incomparables, commence : « Citoyens de Rome !... » *Che bella voce! Bellissima !* Joie, joie, pleurs de joie! La Rome de la rue est conquise, mais elle s'était donnée spontanément et n'était plus à conquérir.

Cependant, au monde officiel, à celui que le peuple ne touche que derrière une haie de gardes municipaux et de carabiniers, sans avoir d'autre moyen que ses cris pour lui faire parvenir l'expression de ses sentimens, étaient réservées les déclarations si impatiemment attendues au dehors, quelque brèves et discrètes qu'elles fussent. Toasts de la Consulta, du Capitole, du palais Farnèse, de la villa Borghèse, plus solennels, prononcés à de pareilles heures, en ces lieux illustrés par l'histoire et par l'art. C'est d'abord M. Sonnino, tête froide et modèle des orateurs concis, habitué à peser syllabe à syllabe ses paroles. En deux phrases, il invoque « les antiques traditions et la fraternité renouvelée des armes, la ferme confiance dans la fin victorieuse de la lutte que mènent les Alliés avec la force de leur indestructible union pour la cause de la liberté et de la justice. » C'est ensuite le maire de Rome, le prince Don Prospero Colonna : à son tour, il salue « nos frères de France qui luttent, comme nous, pour la cause du droit et de la justice ; » à son tour, également, « du haut de la colline historique qui, au cours de tant de siècles, a vu passer les plus épouvantables tempêtes et célébrer les plus splendides triomphes, » il confesse sa foi « dans l'avenir des races latines, la confiance absolue que de notre union, durant la lutte, naîtra la plus parfaite harmonie après l'immanquable victoire. » C'est enfin M. Salandra lui-même, plus « rond, » plus expansif : « Cette lutte est longue et difficile ; mais notre foi dans la victoire finale est inébranlable, parce que notre cause est juste et que les efforts des gouvernemens alliés, sagement coordonnés dans l'action politique et militaire, sont soutenus par l'enthousiasme des peuples, dont la volonté de vaincre doit briser tous les obstacles. »

Jusqu'ici le langage est resté, suivant une expression courante en Italie, un peu « générique. » A part ces quelques mots : « les efforts des gouvernemens, sagement coordonnés dans l'action politique et militaire, » on n'a guère dit que des *generalia*, on n'a parlé qu'*in generalibus ;* si le duc de Valentinois ne les aimait pas, ces géné-

ralités sont de celles que, nous, nous aimons à entendre, car elles rendent un son d'âme qui nous va droit à l'âme. Mais M. Salandra précise. S'adressant à M. Briand : « Demain, continue-t-il, au pied de nos âpres montagnes, vous serez au milieu de nos soldats, près de notre bien-aimé souverain, du premier soldat d'Italie. Vos yeux verront l'effort long et tenace, la dure fatigue d'un peuple en armes qui, guidé par son Roi, veut conquérir à la patrie les frontières naturelles et nécessaires sur les Alpes et sur la mer. Nos pensées vous suivront, nous associant cordialement au salut fraternel que l'armée italienne vous confiera pour l'armée française. »

Dans ce morceau si bien venu et d'un accent de sincérité si frappant, peut-être une exégèse minutieuse isolerait-elle, comme objet principal, cette indication ou cette définition « d'un peuple en armes qui, guidé par son Roi, veut conquérir à la patrie les frontières nécessaires sur les Alpes et sur la mer ; » et elle croirait alors y reconnaître des choses dites depuis longtemps, et dont notre jeunesse fut bercée : « l'Italie libre jusqu'aux Alpes et jusqu'à l'Adriatique. » Ainsi cette critique, en défaut par son excès même, prétendrait expliquer le titre que ne cessent d'imprimer les journaux : « *la guerra nostra*. » « Notre guerre, » oui, mais qu'est-ce au juste, et de quel sens plein une telle formule est-elle chargée ?

La guerra nostra, ce n'est pas à dire simplement, ce n'est pas à dire vraiment « notre guerre à nous, Italiens, » celle que nous faisons à côté et, si l'on le veut, en bordure ou en marge, mais en dehors du grand conflit européen, qui lui demeure parallèle et, à ce titre, le côtoie, mais ne le rencontre pas. Non, ce n'est pas cela ; et la déclaration d'alliance le prouve, et la déclaration d'adhésion à la convention de Londres, excluant toute paix séparée, le prouve doublement. C'est-à-dire encore et surtout « notre guerre à nous seuls, » la guerre qu'après 1859, après 1866, où nous eûmes des secours étrangers, nous faisons par nos propres armes, *per le proprie armi*, achevant notre libération et complétant notre unité, rachetant nous-mêmes nos terres non rachetées, chassant du sol italien les Barbares, écrivant de notre main le dernier chapitre du *Prince*.

Que conclure de là, sinon qu'une politique idéaliste n'est pas obligatoirement une politique romantique, et que la politique italienne est à la fois idéaliste et réaliste ? Idéaliste en ses desseins, depuis les premières aspirations à l'unité jusqu'au *Risorgimento*, jusqu'aux journées de mai dernier, qui ont jeté l'Italie du côté du droit, dans le camp de l'humanité civilisée, elle est aussi, à travers toute son his-

toire, du XVIe siècle au XIXe, et de Machiavel à Cavour, réaliste en ses moyens comme en ses fins prochaines ; attirée par les principes que Rome a enseignés au monde, et en même temps attachée à Trente et à Trieste, à ses *terre irredente*. Pour cette politique ardente et savante, qui prend son équilibre sur deux pôles, l'imagination propose, la réflexion dispose ; l'audace conçoit, la prudence exécute ; le génie l'oriente, le bon sens la fixe. Elle n'embrasse jamais assez pour risquer de ne rien étreindre, n'est pas dupe des mots, des formes vaines, des enveloppes vides ; elle ne fait pas un geste qui ne puisse pas être un acte. Il lui est arrivé de s'armer pour la croisade et de s'arrêter à l'Adriatique.

Mais, au bout du compte, il n'importe : cette exégèse trop aiguë eût-elle raison, qu'elle aurait tort. *La guerra nostra*, c'est possible ; et c'est possible, elle a pour objectif immédiat ou particulier de « conquérir les frontières naturelles et nécessaires, jusqu'aux Alpes et jusqu'à la mer. » Seulement, ces subtilités ne tiendront pas toujours, elles ne tiennent jamais longtemps devant la force des choses. Aussi bien n'est-il, pour l'Italie, qu'une chance d'avoir les Alpes et la mer, c'est la victoire de la Quadruple Entente : vainqueurs tous ensemble, elle le sait, ou personne ne sera vainqueur. L'unique front, selon le mot de M. Briand, fera la guerre unique, qui fera la commune victoire.

Afin que la force des choses, quand ce sera son heure, ne rencontre point de résistance, et que tout s'incline, au contraire, dans le sens où elle l'emportera, il n'était pas inutile de créer ou d'entretenir l'*ambiente*, le milieu favorable. C'est ce que j'appellerais, si j'osais, en de si grands événemens, user d'une image aussi familière : faire le lit de la fatalité. En cette besogne préparatoire, le charme et l'éloquence de M. Aristide Briand ont parfaitement réussi. Les témoignages en abondent. Un des romanciers les plus célèbres de l'Italie, professionnellement exercé à l'observation, écrit : « Ces jours-ci nous avons eu à Rome la visite de votre gouvernement ; il y avait, dans l'atmosphère, comme une vibration de fête pour la rencontre des deux nations, et, toujours plus vive et plus ferme, l'espérance de notre victoire. » Ce n'est point un petit résultat, n'y en eût-il pas eu d'autres ; mais il y en a au moins un autre. S'il ne semble pas que l'on en soit encore à accepter l'idée de constituer à Paris un organisme permanent et unique, qui, pour la guerre unique et la commune victoire, réglerait, par une direction unique, la commune action des Alliés, il a été toutefois convenu que des réunions, des Conseils de guerre

élargis, diplomatiques et militaires, politiques et économiques, auraient lieu périodiquement, et que l'Italie y participerait, avec la France, l'Angleterre et la Russie. Déjà l'Entente se resserre, comme c'est la loi de toute confédération ou seulement de toute alliance, et la guerre démontre à nouveau sa rude vertu unificatrice. D'autre part, l'Italie, par une coïncidence trop exacte pour n'avoir pas été ménagée, fermait définitivement sa frontière au commerce allemand, — puisqu'en dépit du paradoxe, quoiqu'elle ait déclaré la guerre à tous les alliés de l'Allemagne, l'Allemagne ne lui a pas déclaré la guerre, — tandis que la frontière française s'ouvrait, toute barrière abaissée, à la main-d'œuvre italienne. Très sagement, avec cette espèce d'intelligence tactile dont il a souvent, dans le passé, donné des marques si intéressantes, M. Aristide Briand s'est gardé d'aller au delà. Il a senti, il a compris que l'Italie, plus qu'émancipée, majeure, maîtresse de ses décisions et de ses destinées, n'avait pas besoin et ne souffrirait pas d'être invitée à faire ou à ne pas faire; que, comme, au mois de mai 1915, elle a choisi librement sa place, elle veut remplir librement son devoir. Réintroduite l'une des dernières dans l'assemblée des grandes Puissances, il lui serait intolérable que l'on prît, envers elle, des façons de tuteur ou seulement de sœur aînée, car personne n'est son aîné, et elle se souvient d'avoir été la mère et la reine de l'Europe. C'est un des traits profonds de son caractère national, au point d'être chez elle une manière de fierté ou de pudeur même, de détester les prépotences, les injonctions et les protections, les *prepotenze*, les *sopraffazioni*. Le discours de Cavour à la Chambre piémontaise, du 6 février 1855, est, à cet égard, une leçon. Au moment d'engager son pays en Crimée, aux côtés de la France et de l'Angleterre, il consacre trois pages à établir que le royaume de Sardaigne n'a subi aucune pression, sous la forme même la plus amicale. Lui, Cavour, il ne touche à ces nerfs et à ce cerveau, qui sont les siens, qu'avec une extrême délicatesse : il y met mille précautions. A combien plus forte raison, un homme d'État étranger ! Mais ce qui rend l'abstention facile, c'est qu'il n'y a en réalité rien à faire que de laisser faire l'Italie. Voilà quatre ou cinq siècles qu'elle guette l'occasion, et qu'elle attend l'appel de la nécessité. On peut être tranquille. L'Italie réaliste ne laissera pas s'enfuir l'instant que l'Italie idéaliste a annoncé.

A peine M. le président du Conseil était-il rentré, que les ministres de France, d'Angleterre et de Russie accomplissaient au Havre, auprès du gouvernement belge, une démarche hautement significative. Ils

ont remis à M. le baron Beyens ce document dont le texte pourrait être gravé dans l'airain : « Les Puissances alliées, signataires des traités qui garantissent l'indépendance et la neutralité de la Belgique, ont décidé de renouveler aujourd'hui, par un acte solennel, les engagemens qu'elles ont pris envers votre pays, héroïquement fidèle à ses obligations internationales. En conséquence, nous ministres de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, dûment autorisés par nos gouvernemens, avons l'honneur de faire la déclaration suivante : « Les Puissances alliées et garantes déclarent que, le moment venu, le gouvernement belge sera appelé à participer aux négociations de paix, et qu'elles ne mettront pas fin aux hostilités, sans que la Belgique soit rétablie dans son indépendance politique et économique, et largement indemnisée des dommages qu'elle a subis. Elles prêteront leur aide à la Belgique, pour assurer son relèvement commercial et financier. »

La note poursuit : Le ministre d'Italie a ajouté « que l'Italie, n'étant pas au nombre des Puissances garantes de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique, faisait connaître qu'elle n'avait aucune objection à ce que la déclaration susdite fût faite par les Alliés. De son côté, le gouvernement japonais a fait une communication identique. »

Comme en 1831, comme en 1839, il s'est retrouvé cinq Puissances pour garantir à la Belgique « l'indépendance et la neutralité ; » mais ce ne sont pas les mêmes. « Au nom de la très sainte et indivisible Trinité, S. M. l'empereur d'Autriche, S. M. le roi des Français, S. M. la reine de la Grande-Bretagne, S. M. le roi de Prusse et S. M. l'empereur de toutes les Russies » avaient promis dès le 20 janvier 1831 (Bases de séparation de la Belgique d'avec la Hollande, arrangemens fondamentaux, article 6) : « La Belgique, dans ses limites, telles qu'elles seront tracées conformément à ces mêmes principes, formera un État perpétuellement neutre : les cinq Puissances lui garantissent cette neutralité perpétuelle, ainsi que l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire, dans les limites mentionnées ci-dessus. »

Le traité dit des Dix-Huit articles (27 janvier 1831) stipulait en outre : « Article 10. — Par une juste réciprocité, la Belgique sera tenue d'observer cette même neutralité, envers tous les autres États, et de ne porter aucune atteinte à leur tranquillité intérieure, ni extérieure, en conservant toujours le droit de se défendre contre toute agression étrangère. » — Et encore, quatre mois après, le 15 novembre 1831, le traité des Vingt-Quatre articles répétait : « Article 7. — La Belgique,

dans les limites indiquées aux articles 1, 2 et 4, formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États. » Cet article est transcrit, sans qu'il y soit corrigé une virgule, dans le projet de traité communiqué au roi des Belges, le 23 janvier 1839 ; puis, comme s'il ne suffisait pas, deux articles, 25 et 26, le surchargent d'une addition : « Les Cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, garantissent à S. M. le roi des Belges l'exécution de tous les articles précédens. — A la suite des stipulations du présent traité, il y aura paix et amitié entre S. M. le roi des Belges d'une part, L.L. M.M. le roi de la Grande-Bretagne, l'empereur d'Autriche, le roi des Français, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies de l'autre part, leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets respectifs, à perpétuité. »

L'autre jour, l'Autriche et la Prusse n'étaient pas au Havre, et pour cause : traités des Dix-Huit, des Vingt-Quatre, des Trente-Quatre articles, qu'est-ce que tous ces « chiffons de papier ? » L'Italie et le Japon, en revanche, non comme garans, mais comme alliés, ont assisté, en témoins, à la rénovation du serment par les trois Puissances qui y sont demeurées fidèles : leurs ministres ont tenu à faire constater leur présence, qui revêt la valeur d'une adhésion. La presse allemande a longuement et lourdement épilogué là-dessus avec une inconscience qui n'aurait de mesure que la malhonnête candeur du lecteur allemand, si celle-ci n'était sans fond et sans bords. A l'en croire, l'Italie se serait contentée de « ne point s'opposer à l'indépendance de la Belgique, » sans figurer positivement à l'acte solennel, qui en promet la restauration. Mais comment y figurerait-elle, n'ayant été, ni en 1831, ni en 1839, ni plus tard, parmi les Puissances garantes? La Prusse ferait mieux de se regarder elle-même, et de se demander pourquoi, par quel parjure, par quelle trahison, son roi n'y figure pas. Si le nouvel engagement, n'a-t-elle pas honte d'insinuer, a été rendu public, c'est qu'il y aurait eu, entre le gouvernement belge et les gouvernemens de l'Entente, « des divergences d'opinions qui ne seraient pas fondées précisément sur la confiance. » Le monitoire est bon, venant de qui il vient ; et lorsque nous voudrons désormais fonder la confiance sur le respect scrupuleux des traités, nous irons en apprendre la manière à l'école du roi de Prusse ! Mais M. le baron Beyens a d'avance répondu : « Vos paroles auront un vibrant écho dans le cœur des Belges, soit qu'ils combattent sur le front, soit qu'ils souffrent dans le pays occupé ou

qu'ils attendent en exil l'heure de la délivrance, tous avec un égal courage. Les nouvelles assurances que vous venez de me donner confirmeront leur conviction inébranlable que la Belgique sera relevée de ses ruines et restaurée dans sa complète indépendance politique et économique. Je suis certain d'être leur interprète en vous disant que vous devez avoir pleine confiance en nous comme nous avons confiance en nos loyaux garans, car nous sommes tous résolus à lutter énergiquement avec eux jusqu'au triomphe du droit, pour la défense duquel nous nous sommes sacrifiés sans hésitation, après la violation injustifiée de notre patrie bien-aimée. »

Ah ! si l'Allemagne, au prix de la plus pesante et lassante patience, pouvait glisser sa pointe en quelque jointure de la cuirasse des Alliés ! Mais elle a la pointe un peu grosse ; et, contre cet estramaçon, la dague florentine parera et passera, en se jouant. Analysons le texte du Havre comme un texte d'histoire ; c'en est un.

Les Puissances alliées « renouvellent » donc « par un acte solennel » leurs engagemens envers la Belgique, après avoir, non moins solennellement, constaté qu'elle a été « héroïquement fidèle à ses obligations internationales. » Elles déclarent que, « le moment venu, » au lendemain de la victoire définitive : 1° le gouvernement belge sera appelé à participer aux négociations de paix ; 2° et qu'elles ne mettront pas fin aux hostilités : *a*) sans que « la Belgique soit rétablie dans son indépendance politique et économique ; » *b*) sans qu'elle soit « largement indemnisée des dommages qu'elle a subis ; » 3° qu'elles « prêteront leur aide à la Belgique pour assurer son relèvement commercial et financier. »

C'est bref et net ; c'est clair et pur comme un miroir sans tache, comme une vie sans reproche. Les Alliés peuvent se regarder dans les yeux et regarder la Belgique en face. Mais quelqu'un a dit : « A quoi bon la déclaration du Havre ? Elle ne contient que quatorze mots qui soient de la nouveauté : les autres ne sont que répétition ; et ces quatorze mots, « le moment venu, le gouvernement belge sera appelé à participer aux négociations de paix, » il était inutile, peut-être même était-il imprudent de les prononcer. N'auront-ils pas pour conséquence d'enlever à la Belgique sa position de neutralité ? N'est-ce pas préjuger de sa position future ? Traitant de la paix avec l'Angleterre, la France et la Russie contre l'Allemagne et l'Autriche, pourra-t-on dire encore de la Belgique qu'elle est neutre ? »

Il y a dans ces objections deux points distincts : la question de l'utilité de la phrase incriminée, et celle de sa témérité. Sur le premier

point, il était plus qu'utile, indispensable que ces mots fussent écrits, il était impossible qu'ils ne le fussent pas : on exagérerait à peine en faisant remarquer que, comme ils sont toute la nouveauté de la déclaration, ils en résument aussi toute l'importance. Dans le conflit où se heurtent l'une contre l'autre les deux moitiés de l'Europe, la situation de la Belgique est particulière ; elle ne s'y est pas mêlée, elle y a été précipitée. Elle n'est pas une belligérante de droit, ou de volonté ; elle est une belligérante de fait. Elle n'est sortie de la neutralité que pour défendre sa neutralité, comme elle y était moralement et légalement, politiquement et juridiquement contrainte par les traités qui furent la charte de son institution ; comme, en tout cas, c'était son droit de le faire, reconnu par les traités, contresigné par l'Autriche et la Prusse (article 10 du traité des Dix-Huit articles : « ... en conservant toujours le droit de se défendre contre toute agression étrangère »). C'est la situation, s'il est permis d'employer une comparaison vulgaire, d'une personne à qui des criminels font violence, et qui leur oppose les dents et les ongles. Belligérante sans l'avoir voulu, belligérante malgré elle, mais quand même belligérante, « héroïquement fidèle » depuis vingt mois à elle-même et à « ses obligations internationales, » à son indépendance et à sa neutralité. Pourquoi et comment, ayant été présente dans la guerre, serait-elle absente à la paix ? pourquoi, ayant été à la peine, ne serait-elle pas à l'honneur ? pourquoi, ayant consommé le sacrifice, ne serait-elle pas admise à la réparation ? Or, n'étant que belligérante de fait, sans déclaration de guerre ; étant pour l'Angleterre, par la violation qu'elle a subie, la principale raison de l'intervention dans la guerre ; étant pour les Puissances alliées, par la restauration qui lui est promise, l'un des principaux objets de la continuation de la guerre, il est évident que la Belgique ne pouvait adhérer directement à la convention du 5 septembre 1914, par laquelle les Puissances ses garantes s'interdisent toute paix séparée. Elle ne pouvait pas prendre d'engagement envers les autres, mais on pouvait, on devait en prendre envers elle ; et l'engagement qu'on a pris est une manière, la seule qu'il y eût, de l'associer à la Convention de Londres, et de lier publiquement, officiellement sa fortune au sort de l'Entente.

Sur le second point, la témérité de cette promesse, il faut répondre qu'on ne voit vraiment pas en quoi la perspective pour la Belgique d'être appelée à participer, le moment venu, aux négociations de paix pourrait faire, dès maintenant, préjuger, dans un sens ou dans l'autre, de l'abandon ou du maintien de sa neutralité future. La question

n'est pas posée : le sera-t-elle, ne le sera-t-elle pas? Ce ne saurait être qu'hypothèse, et nous avons, pour le moment, d'autres ennemis à fouetter. Plutôt que de considérer la neutralité belge dans l'avenir, attachons-nous à la considérer dans le passé et dans le présent. Ses bienfaits sont manifestes ; je me sers à dessein du mot que le feu duc Albert de Broglie donnait pour titre au livre qui fut comme son testament : *Le dernier bienfait de la Monarchie*, et où il retraçait magistralement la part des Français et de leur roi dans la création de la Belgique. « En présence des réalités, dit-on, parler de la neutralité belge est d'une ironie à faire frémir ! » Sans doute ; mais d'abord, à ne regarder que la tragédie dont elle est l'une des pires victimes, si la Belgique n'eût pas été neutre, eût-elle été moins exposée? Placée comme elle l'est géographiquement, entre deux États, entre trois États, de grand volume et de grand poids, la Belgique eût été irrésistiblement entraînée dans l'orbite de l'un ou de l'autre, et plus sûrement encore, lorsqu'un de ces États est l'Allemagne impériale, militariste et envahissante, elle n'aurait eu que ce choix : ou asservie ou immolée, ou complice ou martyre. La violation de sa neutralité lui coûte aujourd'hui, ce n'est que trop vrai, des mois, des années d'angoisse et de torture : mais sa neutralité même lui a valu quatre-vingt-cinq ans de sécurité relative, ou de moindre insécurité, pendant lesquels elle s'est formée, affermie, développée, enrichie, a réalisé d'immenses progrès, est devenue, par son commerce et son industrie, comme une très grande œuvre en un petit format, par ses lois et ses mœurs comme un laboratoire universel d'expériences politiques et sociales, un exemplaire d'humanité vers lequel les hommes s'étaient accoutumés à tourner leurs esprits et leurs yeux. Dire que sa neutralité ne l'a pas protégée, c'est dire que le Code est inutile, puisqu'il n'empêche pas toujours l'assassinat. Il y a pourtant moins d'assassinats, infiniment moins, que s'il n'y avait pas de Code.

Du point de vue international, on peut s'en rapporter à l'opinion de Talleyrand, dont les *Mémoires* contiennent cette prophétie : « Si la France a une guerre contre l'Angleterre, nous aurions un intérêt égal à celui de l'Allemagne à ce qu'on respectât la neutralité de la Belgique ; *et si, au contraire, c'est contre l'Allemagne que la France fait la guerre sans que l'Angleterre y participe, celle-ci défendra la neutralité de la Belgique.* » Soit ; le 2 août 1914, l'Allemagne n'a pas respecté la neutralité de la Belgique ; mais son échec lui a déjà prouvé, sa défaite, demain, lui prouvera mieux encore qu'elle-même, elle la première, avait tout intérêt à la respecter. Ce murmure de répro-

bation, qui parfois éclate en clameurs indignées, et qui, même quand il est sourd, est une force aussi, le mépris deviné sur les lèvres muettes, jusque chez les peuples qui aux extrémités du globe ont pu se dérober au raz de marée sanglant, tout cela, tout ce châtiment qui commence, cette note d'infamie qui précède, accompagne, suit, éternise l'affliction, on ne l'aurait pas arraché au cœur hésitant, à la conscience partagée, à la voix sollicitée des juges, si, dans le ciel, sur la terre et sous les eaux, et très haut par la bouche de la Belgique violée, le forfait de l'Allemagne ne hurlait pas contre elle. Le dernier bienfait de la neutralité belge, le voilà ; mais non, ce n'est pas le dernier : elle n'a pas épuisé ses bienfaits. Ce n'est pas seulement son indépendance, comme les traités l'ont proclamé, qui, dans le passé, a été attachée à sa neutralité, c'est son existence même ; en la plénitude du terme, elle ressuscitera justement de sa neutralité violée. Et je ne sais si, en Belgique ou ailleurs, il se trouvera des partis ou des publicistes pour en discuter. Mais je viens de parcourir les deux gros volumes où sont rassemblés « tous les discours qui ont été prononcés dans les Chambres législatives belges » et dont le recueil compose « l'histoire parlementaire du traité de paix du 19 avril 1839 entre la Belgique et la Hollande, » acte final de la séparation, acte de constitution du nouveau royaume. Les protestations s'y accumulent, avec une énergie farouche et souvent injurieuse, contre la renonciation à une partie du Limbourg et du Luxembourg : à peu près aucune, ou j'aurai mal cherché, ne s'est élevée contre la neutralité, présentée comme la garantie de l'indépendance et laissant naturellement à la Belgique neutre le droit de s'armer autant qu'elle le croirait désirable pour repousser une agression. Depuis lors, depuis 1831 où la Belgique est née, il s'est, dans la paix et dans le travail, écoulé quatre-vingt-cinq ans : la longue vie d'un homme, un long espace de la vie d'une nation. Quelle nation, dans ce monde livré aux folies les plus scélérates, ferait fi d'un siècle de tranquillité, même imparfaite, suspendue de temps en temps et entrecoupée par quelques alertes ? Dans un monde pareil, ce n'est pas sur ce qu'on aimerait à son gré qu'il faut calculer sa puissance, mais sur ce qu'on est obligé de craindre au gré d'autrui.

En Russie, tandis que le premier ministre, M. Sturmer, s'apprête à arranger, avec la Douma, convoquée pour entendre l'exposé de M. Sazonow, les difficultés que lui a léguées son prédécesseur, M. Goremykine, le grand-duc Nicolas triomphe, à la tête de l'armée du Caucase. Les militaires diront la portée que peut avoir, pour la

suite des opérations, la prise foudroyante d'Erzeroum. Nous nous bornerons à dire que nos Alliés poussent au Nord-Ouest vers Trebizonde, et qu'ils ont au Sud-Est gagné Akhlat et Mouch. Ils tiennent l'Euphrate occidental et l'Euphrate oriental, ils touchent au cours supérieur du Tigre : ils ont en mains, par conséquent, les deux clefs de la Mésopotamie. Erzeroum est le centre de quatre routes : l'une qui conduit, à l'Ouest, sur la Mer-Noire, à Trébizonde même (314 kilomètres) ; à l'Est, jusqu'à la frontière persane (280 kilomètres). C'est par là qu'en temps ordinaire cheminent, à dos de bêtes de somme ou en chariot, bon an mal an, de 12 000 à 16 000 tonnes de marchandises valant de 20 à 25 millions de francs. Une autre mène d'Erzeroum à Bitlis (250 kilomètres) en traversant Mouch, qu'occupe l'armée russe ; une troisième se dirige vers Van, en plein pays arménien (396 kilomètres) ; une quatrième, à l'opposé, vers Erzindjan (176 kilomètres d'Erzeroum). C'est une contrée âpre et glacée, un des hauts lieux où traditionnellement sont les autels de la divinité. Frère Odoric de Pordenone, qui la visita au XIVe siècle, en a légué une description aussi naïve que pittoresque. « De Trapesonde, terre très bien assise, car c'est le port de Persie et de Médie, et de toutes ces terres de Orient là environ, raconte le Bienheureux dans la vieille version française, je m'entournay en Arménie la grant qui a nom Artiron (Erzeroum). Cette cité est moult bonne et riche et seroit encore plus si ne feussent Tartre et Sarrazin qui la ont detruitte (eux non plus n'ont pas changé), car on y trouve encore pain et char et tous autres vivres en très grant habondance fors de vins et de fruit. Ceste cité est moult froide car les gens dient qu'elle sciet au plus haut terroir qui soit aujourd'huy habité. En ceste cité a moult bonnes eaues et est la cause car cestes eaues du fleuve de Euffrates qui en est à une journée près de ceste cité à my voye de Trapesonde et la cité de Thoris. — De ceste cité m'en alay jusques à une montaigne qui a nom Sabissa Colloasseis. Près de là est le mont Harach, sur lequel est l'arche Noël... » Tavernier, bien plus tard, en 1679, trace ainsi l'itinéraire d'Erzeroum à Constantinople, beau sujet de méditation pour les Turco-Allemands. « Il n'y a que cinq journées d'Erzeroum à l'ancienne Trebizonde, appellée aujourd'hui Tarabosan, assise sur la Mer Noire ; et, embarquant à Constantinople, on pourrait s'y rendre avec un vent favorable en quatre ou cinq jours. De cette manière on ferait en dix ou douze jours et à peu de frais le chemin de Constantinople à Erzeroum. » Cependant, point d'illusion : « Quelques-uns ont essayé cette route, mais ils ne s'en sont pas bien

trouvez, et n'ont pas eu envie d'y retourner. C'est une navigation très dangereuse et qui se fait rarement parce que cette mer est pleine de brouillards, et sujette aux orages ; et c'est pour cette raison plutôt que pour la couleur de son sable qu'on luy a donné le nom Mer Noire : tout ce qui est funeste et obscur étant appelé noir selon le génie universel de toutes les langues mortes et vivantes. »

La perte d'Erzeroum sera sensible, par surcroît, aux Empires du Centre, qui espéraient faire du vilayet un réservoir pour leur ravitaillement. Sa production en blé et en orge est estimée à environ 200 000 tonnes par an ; on y compte un demi-million de têtes de bétail de race bovine ; près de trois millions, de race ovine. De la province et de l'arrière-pays qui de plus ou moins loin l'environne était tirée la majeure partie de l'alimentation en viande de l'Asie Mineure, de la Syrie et de Constantinople même. Mais, à d'autres égards encore, la chute d'Erzeroum est un coup dont la répercussion peut être immense. On n'a jamais, surtout en Orient, que la diplomatie de sa force. Les troupes anglo-françaises à Salonique, les Italiens à Vallona, les Russes dans Erzeroum, à Mouch, bientôt peut-être à Trébizonde : notre diplomatie devient très forte ; des germes d'évolution sont semés dans les Balkans. A tout le moins, pour ne parler que des plans à la Pyrrhus, il y a un bâton dans la roue colossale qui menaçait, en grinçant, de broyer l'Égypte et les Indes.

En attendant que les ministres italiens rendent aux nôtres la visite qu'ils en ont reçue, une délégation des membres de la Chambre des Lords et de la Chambre des Communes a passé la Manche pour tenir à Paris la première réunion de la « Commission interparlementaire » qui se propose de grouper un jour des représentans de tous les peuples alliés. Le projet est vaste, et nous ignorons quels résultats pratiques il pourra donner. Mais que les députés anglais soient les bienvenus, puisque d'ores et déjà leur présence chez nous est un gage que l'union sacrée est indissoluble entre les nations de l'Entente comme à l'intérieur de chaque nation.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

L'AUTRE LUMIÈRE[1]

QUATRIÈME PARTIE[1]

XII

— Ah ! c'est bien, de tenir votre promesse ! s'écriait Mussol en voyant Claude, venu par les champs, pénétrer dans son ermitage. Vous me trouvez seul ; ma femme et les petits viennent d'aller chercher des œufs chez le garde forestier de la Croix de Saint-Hérem. Entrez dans l'atelier !

Claude, d'ordinaire, y évoluait sans trop de peine. Une fois gagné le large divan du fond, il s'y calait avec sécurité. Cette fois-ci, Mussol lui saisit le bras :

— Que je vous guide ! L'arrivée de mon Persée a amené quelques déplacemens ; prenez garde, il y a là un chevalet ; ici, c'est ma table à dessin que j'ai avancée. Voulez-vous dire bonjour au Persée ? Il est là, dans le fond de la pièce. Je vais vous apporter l'escabeau, pour que la statue qui repose sur le socle soit à votre hauteur. Une, deux, trois marches, vous y êtes... Rien à craindre, je tiens l'escabeau, et le Persée ne tombera pas ; il est trop lourd.

Délicatement, avec émotion, Claude étendit les mains, rencontra le poli et le froid du bronze, reconnut les pectoraux, caressa le long buste, remonta aux bras, le droit pendant qui tient le glaive, le gauche brandissant dans un geste vainqueur

(1) *Copyright by* Paul Margueritte, 1916.
(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février et du 1er mars.

la tête de Méduse, dont le corps, bouillonnant du sang qu'il verse, se tord crispé sous les pieds du héros.

— La patine est superbe, fit Mussol ; ce Tofani est étonnant. Vous le sentez, le bronze est aussi de toute beauté comme fonte, netteté et fini d'exécution.

Claude touchait la tête fine et fière, le front casqué d'ailes ; son exploration descendait, le long des omoplates creusées d'un sillon, jusqu'aux reins musclés et à la fuite allongée et gracieuse des jambes.

— En vérité, je le vois, dit-il. Mais de quelle couleur est-il, Mussol ? Du bronze vert pompéien, avec ses coulées vert-de-gris ? Il ne se prêterait pas à cet admirable noir d'Herculanum, qui a le brillant sombre du basalte.

— La patine est, en effet, vert foncé, dit Mussol. J'ai fait comme vous : pendant plus d'une heure, je suis resté à palper ce chef-d'œuvre, et j'ai compris, moi peintre, les joies que le toucher peut révéler à un sculpteur. Ce Benvenuto était un voyant autant qu'un artiste. Son Persée est vivant comme la jeunesse et l'audace dont il est l'incarnation à la fois souriante et sereine. Attendez, mon bon, trois marches : là, tournez à droite, vous touchez le divan... Une cigarette ? Non, c'est vrai, vous ne fumez pas... Est-ce Marius qui viendra vous prendre, au cas où vous rentreriez par le village ?

— Non, mon oncle l'a emmené à Paris.

Et Claude, d'un air las, mit Mussol au courant.

— Marius ne s'est pas effrayé ?

— Lui, il irait aussi bien chez le Grand-Turc ou le Grand-Mogol... Ah ! les gens du Midi ont un optimisme enviable. Avez-vous jamais vu un Provençal triste ?

— Vous n'êtes guère Provençal aujourd'hui, ce me semble, Claude ?... dit Mussol qui l'observait depuis le commencement de sa visite.

— Pourquoi ?

— Parce que vous avez l'air de broyer du noir.

— Ah ! oui, un peu...

— Il ne faut pas.

— Non, il ne faut pas. Mais un vaillant capitaine n'a-t-il pas dit qu'on n'était pas tous les jours courageux ? Quand je pense à ce qui me manquera toujours...

— Quoi donc, tant ?

— Vous avez un foyer, Anthime, vous avez une femme et deux enfans.

— Je vais même bientôt en avoir trois...

— Vous possédez la vraie vie, celle du cœur et de l'esprit...

— N'exagérons rien, dit Mussol ; ma bonne Germaine n'entend pas grand'chose à la peinture et n'est guère lettrée ; mais elle m'admire de confiance, et comme elle est la plus dévouée des compagnes et la meilleure des mères...

— Tout l'idéal humain tient peut-être là, dit Claude ; peu d'ambitions, peu de besoins, une femme qui vous aime et des enfans qu'on aime...

— Je ne rêve en effet rien au delà, dit Mussol ; fumer une bonne pipe quand j'ai travaillé huit heures par jour comme un manœuvre, regarder sous la lampe ma femme qui tricote la layette du bébé à venir et Jean et Madeleine qui lisent ou feuillettent un vieux *Magasin pittoresque*... Mais ce bonheur-là, pourquoi ne l'auriez-vous pas ?

— Ah ! dit Claude, parce que...

— Vous ne me persuaderez jamais, dit Mussol, qu'il n'y a pas, à l'heure qu'il est, quelque part, une jeune fille ou une femme qui serait heureuse de vous consacrer sa vie ?...

— Par pitié peut-être... J'ai refusé cette pitié-là.

— Ne vous payez pas de mots ! La pitié est chez elles le plus sûr chemin de l'amour.

— Sans être riche, j'ai plus de bien-être qu'il ne m'en faut. Qui pourrais-je tenter, sinon celles qui n'en ont pas ? Être épousé par cupidité, la sinistre perspective !

— Vous serez aimé simplement pour vous-même, Claude, c'est moi qui vous le dis. Les combinaisons de la chance sont infinies. Il faut croire fermement que les choses seront pour qu'elles soient.

Claude resta silencieux un long moment et, pensif :

— C'est curieux, Mussol : lorsque, il y a quelques mois, je pensais que je devrais me marier, l'idée de l'enfant n'entrait nullement, comme déterminante, dans mon projet. Cela me paraissait le gage accessoire de l'union, sa suite normale, pas du tout sa raison d'être. Si je désirais aujourd'hui trouver une compagne, ce ne serait pas seulement pour qu'elle partageât avec moi les joies et les peines, l'intérêt sérieux et doux de

l'au-jour-le-jour, mais pour revivre dans une autre existence. Comprenez-vous, Anthime, avoir un fils, oui, de préférence un fils, complet, sain, robuste, et qui réaliserait intégralement, lui, mon destin raté, qui me continuerait dans l'avenir, et à qui j'aurais servi de marchepied pour qu'il se développe harmonieusement, pleinement!...

— Si je le comprends, dit Mussol, fichtre oui! Sans enfans, le mariage me semblerait bien vide; quand je regarde grandir mes petits sauvageons, Jean avec ses épaules carrées, son torse large et ses jambes solides, quand je vois la grâce fleurir le visage de Madeleine et ses mouvemens encore gauches annoncer déjà l'essor prochain de la jeune fille, j'éprouve un contentement qu'aucun de mes tableaux, même les meilleurs, ne saurait me donner. Et quand je pense que Germaine, dans cinq mois, va mettre au monde un nouvel être pétri à notre ressemblance, cette merveille de fragilité résistante, ce petit univers en puissance qu'est un enfant, j'éprouve une véritable extase, comme si j'avais quelque mérite et que je fusse un Dieu créateur...

— Moi, dit Claude assombri, si j'avais un fils, quelle amertume!... Je ne pourrais le voir!

— Mais lui vous verrait, dit Mussol; il verrait tout ce qui existe...

Frappé, Claude répéta d'un accent profond :

— Il verrait, c'est vrai!...

Peu à peu, dans les prunelles flottantes de ce tout petit, des images confuses s'ébaucheraient; son premier regard irait vers la lumière qui le blesserait, trop vive; il apprendrait à coordonner ses gestes et à saisir les objets qu'il croirait d'abord tous sur le même plan... Puis, les lieux désignés par leur nom se mettraient à vivre; il les épellerait, d'abord d'une voix tâtonnante, et, à mesure que sa petite intelligence s'éveillerait, ils se préciseraient; peu à peu il prendrait conscience du vaste Cosmos que les leçons familiales, l'école lui montreraient en raccourci : continens, archipels, caps, terres sillonnées de rivières, plantées de forêts, reliées par les rails des trains, les fils des télégraphes, séparées par des frontières naturelles ou factices. Les voyages alors et ses magiques trouvailles le promèneraient à la surface de ce sol, que trente siècles connus de notre histoire ont ensemencé de la cendre des générations; il

connaîtrait l'ivresse sans égale de regarder de tous ses yeux, d'absorber la lumière qui se joue sur les paysages et nimbe les monumens; des hauteurs de Fiesole, Florence s'étendrait à ses pieds comme une grande femme de pierre, au bord de l'Arno verdâtre; du campanile San Giorgio, Venise lui apparaîtrait comme une large dorade, sillonnée d'écailles vertes et bleues par ses canaux; le Parthénon dresserait sur l'Acropole son architecture parfaite; et quand les plus beaux décors de la mer latine auraient ravi son regard, il voguerait plus loin, vers les falaises de Cornouailles, les fjords de Norvège, les sables africains. Comme Claude, il serait subjugué par la dévorante curiosité de découvrir les aspects innombrables du monde.

— A quoi pensez-vous? demanda Mussol un peu inquiet.

— Mon fils verrait..., répéta Claude avec un sourire contenu, où déjà le renoncement paternel, sans jalousie, se consolait par l'idée que les yeux clairs et lumineux de son fils seraient, à défaut des siens, largement ouverts sur la splendeur des choses.

Il ajouta :

— Mais je ne suis ni marié, ni père... Parlons d'autre chose!

Il regagna tard sa maison; Mussol l'accompagna. C'est toujours avec malaise que Claude traversait le village, et pourtant le trajet était court. Dans la rue de Mussol, où des lierres taillés faisaient aux maisons un rideau de verdure, cela allait encore; on ne rencontrait presque personne, mais la grande rue, dès le tournant, rappelait à Claude les regards braqués sur lui, avec l'insistance particulière aux gens de village... Du magasin d'épicerie avec son relent de conserves, de la boutique du coiffeur laissant filtrer ses fades odeurs de savon, de l'hôtel Mallet soufflant son odeur d'écurie et d'essence, de ses petites tables sur la rue fleurant la bière et les apéritifs, Claude se savait observé : sensation au début si pénible qu'après le voyage de Belles-Feuilles, il était resté à Marlotte un mois sans sortir de chez lui.

Arrivé devant sa porte, il remercia Mussol et gagna son cabinet de travail; la nouvelle servante s'affairait. Claude, à qui la continuité des habitudes tissait un voile protecteur, remarqua qu'elle avait la voix criarde, ce qui lui porta sur les nerfs;

le logis lui parut vide du départ de Marius. Pourvu que Thérèse de la Hodde se fît à la bonhomie expansive du vieux marin!

Le retour de l'oncle Adrien ne lui rendit pas, comme l'autre soir, la maison plus vivante et plus gaie... Cependant, les nouvelles rapportées par M. Abryat n'étaient pas mauvaises : Marius avait fait bonne impression sur Mlle de la Hodde et le malade l'avait accueilli sans trop protester.

— Dans trois jours, dit l'oncle Adrien, Marius sera installé là comme chez lui. Le médecin, que j'ai vu, a approuvé ce choix et souhaite que Mlle de la Hodde puisse bientôt prendre un peu de repos, dont elle a grand besoin. Je ne pense pas qu'elle quitte son père plus de quarante-huit heures, et encore faudra-t-il que j'insiste beaucoup. M'approuverais-tu, Claude, si je l'invitais à venir les passer auprès de nous?

Claude dompta les palpitations joyeuses, l'agitation soudaine que lui causait cette surprise :

— Elle n'y consentira pas, dit-il tristement. Et puis...

Il n'ajouta pas que vraiment cette hospitalité serait sans charme pour elle ; quelles distractions trouverait-elle dans cette maison provinciale, entre un vieillard et un infirme?

— Est-ce que cela te déplairait, de la revoir? demanda l'oncle Adrien d'un ton sérieux qui cachait une pointe de malice.

— Oh! moi...

Il se rappelait les courts instans où, avant de quitter Belles-Feuilles, elle lui avait laissé deviner une sympathie, plus même qu'une sympathie, une pitié secourable et attendrie; car enfin, il n'avait pas rêvé ces larmes sur sa joue, et l'effleurement, avant qu'elle ne disparût tout à fait, d'un baiser sur ses cheveux. Oui, à ce moment-là, elle avait cédé à un élan d'âme, à une bonté souveraine... Mais depuis, ne s'était-elle pas reprise? Pourquoi risquer de se retrouver ensemble, gênés, silencieux, pareils à des étrangers? Rien ne lui avait signifié, depuis cinq mois, qu'elle eût gardé le souvenir de ces marques de trouble, plus fortes que sa volonté, et que peut-être elle s'était reprochées? Son complet silence n'était-il pas la preuve de ses regrets tardifs?

— S'il ne lui est pas trop pénible de venir, dit-il enfin, si ma vue ne lui répugne pas, vous savez bien, mon oncle, qu'elle honorera notre seuil et sera la bienvenue.

— Je crois, dit l'amiral, qu'elle viendrait volontiers, si toutefois la santé de son père le permettait. Nous la promènerions en forêt; elle a tant besoin de se retremper un peu dans l'air vif et pur !

Claude ne répondit pas; il se demandait s'il était bien vrai qu'il dût la revoir, et que cet espoir fût proche?

Ce soir-là, ils n'en dirent pas davantage.

Des jours coulèrent, les uns bons, les autres mauvais pour Claude : tantôt le cafard sévissait, tantôt il retrouvait un peu de sa sérénité perdue. Mais la crise où se débattaient son orgueil et son amertume se prolongeait. Il ne pouvait penser à Mlle de la Hodde sans des sentimens contradictoires, dont il souffrait comme d'un mal insidieux, aux sursauts de fièvre et aux accalmies de langueur. Il ne pensait plus à Pombasle qu'avec une sorte de mansuétude, à Antoinette qu'avec une résignation définitive; mais Mlle de la Hodde dressait l'angoisse d'une énigme, de plusieurs énigmes dans sa conscience.

La certitude qu'il ne pouvait, qu'il ne devait rien espérer, qu'il lui était interdit d'orienter aucun projet, même le plus vague, dans cette direction, pesait sur lui comme une obsession de défaite et le poursuivait d'une honte physique inconsolable. Autrefois, oui... qui sait si?... Mais à quoi bon modifier imaginairement des événemens qui ne s'étaient pas et ne se seraient pas accomplis? Son choix jadis porté sur Antoinette ne lui avait permis aucun retour, aucun flottement. Aurait-il pu, en pleine intégrité de son être, rompre des fiançailles arrêtées, et offrir à Mlle de la Hodde l'hommage d'une préférence qu'elle eût certainement écartée, par une fierté justifiée? Était-ce donc maintenant, où elle ne le reverrait peut-être qu'avec une stérile pitié, qu'il irait élever vers elle le plus timide et le plus crédule espoir? Il le savait trop, l'irréparable les séparait. Elle ne pensait pas à lui, elle ne viendrait pas à lui; et, muré dans son isolement farouche, ne voulant inspirer ni la compassion désabusée, ni l'intérêt avide, il n'irait certes pas, soupirant ridicule, mendier l'aumône d'un amour qu'on ne pouvait plus éprouver pour lui. Il se tenait pour un paria. Ce n'était pas à tort que le préjugé populaire décrétait l'infériorité de ses pareils et qu'il avait perçu, dans son entourage même, cette nuance de commisération qui s'adresse aux êtres diminués.

Mais s'il acceptait le verdict, il n'en sentait pas moins l'injustice : et c'est de cela qu'il ne se consolait pas, pour cela que sa détresse ne trouvait ni repos ni trêve. Ah! l'oncle Adrien, en vérité, avait été bien inspiré de réveiller en lui ces sentimens assoupis, et de faire revivre les fantômes d'un passé qu'il eût voulu ensevelir dans des ténèbres aussi compactes que celles dans lesquelles il vivait!

Et cependant, contradiction inévitable, il aspirait à la revoir, cette Thérèse de la Hodde, dont le nom seul rendait un son de grâce énigmatique; et en même temps, il eût tremblé de se retrouver devant elle. Il s'était passé entre eux quelque chose d'indéfinissable, de ténu comme ces bulles de verre soufflé qui peuvent, immobiles et préservées, reluire pendant des années de leur irisation délicate, et qu'en les touchant maladroitement on voit éclater en poussière. Il avait peur que leur rencontre n'anéantît le charme frêle et sans nom précis qui avait, à travers d'innocentes émotions, noué un souvenir inoubliable entre leurs âmes. Si seulement il avait su, à la seule minute où peut-être il eût pu encore se reprendre et élire sa route, choisir entre elle et l'autre, deviner sa supériorité morale, comprendre ce que son charme volontairement effacé comportait de belles réserves, de trésors cachés?... Ne l'avait-il pas offensée en passant aveugle, — ah! oui, aveugle alors, — sans s'arrêter devant elle?

De quels remords obscurs ou de quelle absurde espérance poursuivait-elle ainsi sa pensée? L'absence de Marius, les nouvelles que tous les huit jours l'amiral allait chercher à Paris, les impressions qu'il rapportait, peu rassurantes, sur le compte de M. de la Hodde, l'inquiétude que Claude éprouvait en songeant à la jeune fille, tout avivait son tourment et lui rendait plus insupportable sa cécité, en lui montrant son incapacité totale à assurer à un être aussi rare et aussi digne d'attachement son aide matérielle et morale.

M. Abryat, qui n'avait pas suscité sans motif chez lui ces mouvemens intérieurs et qui en avait calculé la portée, essayait en vain de le distraire. En vain lisait-il tout haut pendant de longues séances les livres qui autrefois plaisaient le plus à Claude, en vain l'encourageait-il à se remettre sérieusement à son piano, puisqu'il trouvait dans la musique une diversion salutaire, en vain le contraignait-il à user sa pensée par de la

fatigue, l'emmenait-il, avec Tambelle bondissant joyeuse et aboyant devant eux, sur les routes de la forêt, vers cette mare aux Fées dont Claude se représentait l'eau glauque dans un décor de vieux arbres, ou sur la route de Nemours que balaye le vent de la plaine, ou sur la route de Fontainebleau qu'embaume la résine des pins, il ne parvenait pas à restaurer chez lui cette évolution paresseuse et reposante au cours de laquelle du moins il ne désirait rien, n'espérait rien, ne craignait rien de pis, comme un homme qui a touché l'extrême fond du malheur.

« Pauvre garçon, pensait M. Abryat. Il s'inquiète, il doute, il espère et n'ose s'avouer quoi, en désespérant pour ce qu'il sait trop; mais il vit! Le pire désastre pour lui eût été de s'enlizer dans une sorte d'engourdissement végétal, qui n'eût ni exercé ses riches dons, ni employé son cœur chaleureux. Ce n'est pas dans le repos qu'il doit trouver une véritable consolation, mais dans l'action; et seule, une vie normale l'y conduira. Comme il doit déplorer son ancienne existence si remplie et si vide, sans substructure pour l'étayer aujourd'hui et lui rendre, par la conscience de son utilité et la saine fatigue du travail, le goût de la vie! »

Des conversations avec le docteur Brissage qu'il tenait au courant, et que Claude, par une singulière réserve, ne cherchait pas à consulter, préoccupaient l'oncle Adrien. Quel intérêt procurer à un voyant devenu subitement non-voyant, pour maintenir son cerveau en activité, sinon la continuation, réduite ou appropriée, de ses occupations anciennes? On peut supposer et on a vu un sculpteur continuant, à l'aide de la mémoire et par l'adresse du métier, à pétrir et à modeler la glaise. On conçoit un religieux, un professeur, un savant, un écrivain, poursuivant sa vie contemplative, ses études, ses recherches, ses livres; un musicien gardant sa virtuosité, un médecin s'appliquant à certaines parties de son art; un numismate conservant la passion de ses médailles. Que d'exemples typiques, cités par le docteur Brissage ou dans le beau livre de Pierre Villey, agrégé de l'Université et aveugle lui-même. L'historien Augustin Thierry, en France; William Prescott, en Amérique; Henry Fauwcet, ministre des Postes en Angleterre; Georges V, roi de Hanovre; le sculpteur animalier Vidal, avaient montré ce que peut la volonté au service de l'intelligence, alors que la petite

communauté des Sœurs aveugles de Saint-Paul, dont Maurice de la Sizeranne s'est fait l'historiographe, témoignait ce qu'effectue la charité au service de la foi. Chez les aveugles-nés, une éducation rationnelle avait amené des dressages surprenans : la célèbre Américaine Hélène Keller, sourde, muette et aveugle, n'incarnait-elle pas la haute vie intellectuelle?

« Mais, reconnaissait l'amiral, ici la difficulté est grande. Claude, en art et en littérature, était un dilettante. De sa carrière militaire, il n'a gardé qu'une saine hygiène physique et une discipline de l'esprit, de l'ordre dans ses pensées, de la rectitude de jugement; mais sa vraie vocation était la joie de vivre. Il a fallu que sa nature fût vraiment généreuse pour ne pas se laisser dessécher par l'égoïsme des oisifs et des jouisseurs. Le marier à une femme d'élite, qui devienne sa véritable compagne d'aspirations, est certainement la seule chance de salut. Une Antoinette Langre eût été pour lui la pire des erreurs. »

M. Abryat savait bien quelle femme pourrait apporter à Claude un dévouement si simple et si grand que l'idée même de sacrifice en serait absente; il savait quelle force morale et quelle patiente volonté s'étaient accumulées dans l'âme recluse de Thérèse de la Hodde, habituée dès l'enfance à ne songer qu'aux autres; et c'est sans hésitation qu'il lui assignait dans sa pensée un rôle de haute et angélique amoureuse, de grande consolatrice. Mais que d'obstacles! Ignorant les secrets replis du cœur féminin, il se demandait si elle aimerait Claude assez pour courir les risques d'un engagement aussi périlleux, car un échec eût équivalu pour elle, comme pour lui, à un véritable suicide d'âmes. Un instinct l'avertissait bien que Thérèse n'avait pu rester insensible au malheur de Claude, mais la pitié est-elle l'amour? Et chez une Thérèse de la Hodde, ayant hérité de la mentalité délicate de sa mère, créature exquise à laquelle il ne pouvait penser sans une douleur et une tristesse extrêmes, qui savait les scrupules qui pouvaient paralyser ses élans? Sa demi-pauvreté d'abord pouvait lui paraître un obstacle insurmontable, si tant est qu'elle eût envisagé, dans ses plus audacieuses rêveries, que Claude à présent était libre et qu'elle s'appartiendrait plus tard? L'idée de paraître céder à une arrière-pensée qui manquât de noblesse l'eût empêchée, même adorant en secret Claude, de jamais le lui laisser voir. Une autre diffi-

culté pouvait venir de la modestie avec laquelle elle se jugeait, de sa défiance d'elle-même devant une tâche qui nécessitait sa vigilance de tous les instans, une abnégation absolue, le goût de la retraite et le renoncement presque total au monde. Or, quelque juste opinion qu'il eût d'elle, M. Abryat pouvait-il exiger, de sa jeunesse avide peut-être de respirer, ayant bien le droit de s'épanouir enfin, l'acceptation d'une destinée aussi austère? Qui sait même si, involontairement et dût-elle s'en vouloir, elle n'éprouverait pas vis-à-vis de Claude, si impressionnant avec son visage immobile, ses gestes lents et rares, une gêne inavouée? L'intimité de mariage deviendrait alors un martyre pour un être décidé à considérer cette union comme absolue. Sans avoir fait jamais beaucoup de psychologie dans sa vie sur mer, M. Abryat voyait dans ces diverses considérations de quoi retarder longtemps, sinon même empêcher la solution favorable. Encore ne devait-il pas oublier que la maladie de De la Hodde pouvait durer longtemps et que Thérèse opposerait à l'idée de le quitter ou de le confier à des soins mercenaires une décision inflexible : déchirée peut-être entre ces deux devoirs, mais se résignant, pour être sûre de ne pas se laisser égarer par des raisons de sentiment et de préférences personnelles, à remplir jusqu'au bout celui qui lui coûterait le plus.

Chez Claude, l'amiral prévoyait aussi des scrupules, des objections désintéressées, mais qui ne tiendraient pas debout, espérait-il, devant la certitude que Thérèse l'aimât et attendît en silence un aveu réciproque. Seulement, entre ces deux êtres supérieurs, l'une si affinée et l'autre aigri par la douleur, un malentendu pouvait exister déjà ou surgir qui contrariât leur entente. Heureusement, la force de la jeunesse, les secrètes influences de leurs situations semblables, un attrait probable se feraient les complices d'un plan dans lequel M. Abryat pensait autant au bonheur de Mlle de la Hodde qu'à celui de Claude. Il n'eût certes pas voulu la sacrifier, et en faisant confiance à son neveu des qualités de cœur et d'intelligence qui peuvent rendre une femme heureuse, il escomptait l'apparition d'un être transfiguré par le bonheur; Claude traversait en ce moment une période d'incubation, mais la larve sortirait du cocon : Thérèse opérerait le miracle qui ferait de lui un homme nouveau.

Restait ce problème : l'amour, si complet fût-il, ne pourrait remplir toute sa vie. A quel labeur, à quel ordre de pensées, à quels efforts s'assujettirait Claude pour satisfaire ses aspirations secrètes et torturantes. L'oncle Adrien avait bien la réponse sur les lèvres : mais, pour cet emploi des mérites de Claude, seule la femme qu'il souhaitait pour lui saurait lui donner consistance et durée. Claude avait encore une belle vie féconde à remplir, mais, seul, vraisemblablement il n'y parviendrait jamais.

L'oncle Adrien n'en suivait qu'avec une attention plus soutenue les manifestations de la pensée de son neveu, ses heures de marasme, ses reprises de bonne volonté pour se réintéresser au monde extérieur, donner aux longues heures du jour un aliment. Mais par momens, il le sentait plié sous la rafale des regrets et la désespérance du spleen. Il connaissait maintenant tout ce que peuvent livrer d'elles-mêmes la démarche qui ne se croit pas surveillée, la pesanteur d'une tête penchée, le renoncement des mains inactives posées à plat. Il remarquait certains jours chez Claude comme une régression dans ses progrès d'adaptation, moins de sûreté dans son allure, une fatigue à tâter l'écriture Braille, des migraines et des torpeurs dues aux variations atmosphériques, au vaste trouble du printemps en marche vers l'été. Jacques, venu déjeuner un dimanche, avait, pessimiste de nature, confié son mécontentement à M. Abryat. Claude semblait dépérir; l'oncle ne remarquait-il pas qu'il avait maigri?

— Il faut le distraire, que diable! avait dit Jacques.

Le distraire, pensait l'amiral, mais comment? Il s'avisa qu'ils pouvaient sans inconvénient s'éloigner pour une semaine ou deux de Marlotte. Marius était sûr; le docteur, qui soignait de la Hodde, renommé pour son habileté. Une lettre ou un télégramme d'appel pouvaient toujours le rejoindre. Ce voyage ne serait-il pas salutaire?

— Tu t'ennuies, mon ami? demanda-t-il un soir où il le vit plus affaissé que de coutume et où Claude avait écouté, la pensée ailleurs, un chapitre de Dickens, sur ce savoureux M. Pickwick dont il aimait pourtant la bonhomie joviale et les aventures calamiteuses.

— Oui, c'est vrai, il me semble que je me résignerais mieux, si ma vie poursuivait quelque chose d'extérieur à moi-même, si

je pouvais échapper à l'obsession de cette prison de chair où je tourne en cercle. Bien qu'ayant appris, et sans grand mérite, par les impressions qui me viennent du dehors, à suivre la marche de la saison, du temps qu'il fait, de l'heure, toutes mes pensées se succèdent décolorées et comme dans un steppe noir et froid. Je vous ai raconté les rêves qui ont précédé mon accident; il me semble les revivre encore, dans leur vague et inexplicable horreur. Comment vous expliquer cela? Mes idées gardent la confusion de mes rêves, et donnent à la conscience que j'ai de moi une sensation d'irréalité. Est-ce que je suis éveillé? Est-ce que je dors? Je me le demande parfois. Est-ce que je vis? Des limbes me baignent, j'erre dans des pays morts...

— Pourtant autour de toi, tout vit.

— Tout vit, je le sais, mais que m'importe? Ce qui relie les vivans à l'ordre régulier des choses est coupé pour moi.

— Non, si tu te persuades du contraire!

— Je le sais encore : rien n'est que dans notre cerveau. N'est-ce pas Beaumarchais qui a dit : « Rien n'est vraiment à moi que la pensée que je forme et la minute où j'en jouis? » C'est exact!

— Un point de vue change toutes nos notions.

— Oui, je le sais, je le sais... Vouloir suffirait... et pouvoir! Longtemps j'ai craint, je vous l'ai dit, d'oublier ce que j'avais vu; non! ma mémoire reste fidèle, et parfois implacable. Ah! si je ne me réfugiais pas dans ce que j'ai vu!...

— Il est d'autres choses que tu n'as pas vues.

— Oui, l'autre lumière dont parlait Brissage, et qui devait éclairer pour moi la vie et le monde de significations émouvantes et neuves. Je ne la nie pas : certains jours, elle se lève en moi comme une espérance, comme l'aurore d'un jour qui ne vient pas et d'une nuit qui dure toujours.

— Appelle-la, Claude. Brissage a raison, il a consolé d'autres malheurs que le tien, il a déterminé d'autres résignations!

— C'est son rôle, et je consens à reconnaître qu'il est bienfaisant. Donner des illusions à un être dans ma situation, c'est faire œuvre pie.

— Ce ne sont pas, Claude, des illusions. Cette autre lumière brille. Elle t'inondera un jour.

— Vous qui en parlez, vous a-t-elle jamais éclairé?

— Oui, trop rarement, car j'ai vécu comme un simple, et en somme un médiocre...

— Non, pas médiocre; je sais, moi, ce que vous valez!...

— Je n'aurais pas valu grand'chose, mon enfant, si un jour, à une heure bien dure, cette lumière que Brissage te prédit en connaissance de cause, ne m'avait sauvé du plus grand danger que j'aie couru.

— Quel danger?

— Celui de perdre une âme... dit l'amiral Abryat, l'histoire banale, mais qui pour moi contenait toutes mes raisons de vivre, tout mon amour.

— Vous avez aimé, mon oncle?

— Cela t'étonne? Oui! Comme un pauvre homme, comme tous les hommes... Celle que j'adorais depuis des années en silence n'était pas libre, mais mariée...

— Ah! dit Claude.

— Ne cherche pas à savoir, laissons dormir les morts, dit M. Abryat d'une voix altérée. Nous souffrions trop : j'ai failli dire à celle qui m'était plus chère que ma vie, que mon honneur même d'ami et de marin, les mots imprudens et irréparables...

— Alors?

— Je me suis ressaisi à temps, j'ai entrevu le crime que j'allais commettre dans un accès de folie, qui détruisait en moi tout sentiment moral; car trahir un ami, ce n'était plus rien à mes yeux; briser ma carrière, car un amour pareil n'eût rien respecté, la fuite et le scandale, ce n'était rien; priver de sa mère une fillette qui l'adorait, salir cette innocence, ce n'était rien que de la douleur causée à autrui, celle dont on se console le plus aisément, et de la honte qu'on accepte lorsqu'on se dit qu'on en videra à deux, dans un baiser, l'amer calice; mais ce que j'ai vu aussi à cette lumière divinatrice et supérieure, c'est que je ne pouvais faire déchoir celle que j'aimais, c'est que je ne voulais pas qu'elle fût avilie pour ceux qui la respectaient, c'est la certitude que lui apporter par mon amour une souillure me deviendrait intolérable et nous rendrait l'existence impossible. J'ai été brave, si c'est être brave que de fuir. J'ai obtenu un commandement lointain, deux ans de croisière... Mais je valais moins que celle que mon départ, bien qu'elle l'eût compris et approuvé, a désespérée, car...

Claude respecta le silence oppressé de M. Abryat.

— Car elle est morte de langueur quelques années après, et moi j'ai vécu...

Claude, invinciblement, pensait à la mère de Thérèse ; oui, une grande douleur dormait là, et c'était aussi là le secret de l'affection protectrice de l'amiral envers la jeune fille...

M. Abryat changea de conversation :

— Veux-tu que nous allions passer une semaine à Belles-Feuilles ? Ta sœur serait si contente de te revoir, et ton beau-frère donc !

Ce serait une épreuve extrêmement pénible pour Claude ; mais qui sait si, remis en face de son malheur et constatant le chemin parcouru depuis, il ne trouverait pas en lui-même une nouvelle énergie pour aller de l'avant ?

— Plus tard, dit Claude... Et pourtant, oui, embrasser Robert m'aurait fait plaisir.

— Écoute, j'ai résolu de vendre les meubles superflus de mon petit logement de Toulon et de rapporter les quelques épaves de mes voyages auxquelles je tiens.

— Vous allez les caser ici ? C'est gentil !

— Non, mon ami. Mon intention est de me réinstaller très simplement à Paris.

— Vous n'allez pas me quitter ? demanda Claude alarmé.

— Pas maintenant, plus tard, quand tu n'auras plus besoin de moi.

— J'aurai toujours besoin de vous, fit Claude avec une tendresse attristée.

— Non, une autre me remplacera, et vous viendrez alors me voir dans mon petit coin de Montrouge ou de Levallois-Perret.

— Une autre ? répéta Claude incrédule.

Mais le mot avait porté et infiltrait en lui une nostalgie poignante. L'oncle Adrien, comme Mussol, jugeait donc que l'avenir n'était pas infranchissablement barré pour lui ? Espérer, si peu que ce fût, n'était-ce pas une raison formelle de vivre ?

— Eh bien ! partons. Robert et Aline pourraient venir nous embrasser à la gare, à Dijon... Et vous me montrerez Toulon... Tant pis si je vous fais l'effet d'un colis encombrant.

Ils partaient le lendemain.

XIII

Claude n'avait pas quitté sa maison et son jardin sans appréhension. Si son impatience avait accueilli comme un dérivatif aux journées trop vides la petite agitation du voyage, maintenant, dans le train express qui l'emportait avec M. Abryat, par une chaude journée de mai, il regrettait presque ce déplacement, comme si déjà la vieille demeure avait tissé autour de lui les mille invisibles petits liens qui, dans le pays de Lilliput, garrottaient Gulliver. Que lui servait de s'éloigner, s'il emportait son tourment?

Mais la variété des impressions odorantes ou tactiles, jointes à celles que l'ouïe lui apportait, réveillèrent assez vite sa curiosité et son attention. Le roulement du train, l'odeur du wagon, et, par la vitre abaissée, l'air du dehors plus frais au vent de la course, le soleil qui chauffait ses mains, le froissement du journal parcouru par un voisin, le nom des stations crié par les employés, reconstruisaient en lui tous les élémens figurés du voyage. Il se rappela, avec intensité, la glorieuse journée de novembre par laquelle il allait à Belles-Feuilles, inaverti de la catastrophe embusquée, leurré par la joie du paysage et grisé d'espérances.

Il avait éprouvé d'abord un malaise aigu à se sentir conduit à la gare de Montigny-Marlotte dans l'omnibus de l'hôtel Mallet, à côté de voyageurs dont le contact un peu surpris et méfiant le gênait; mais peu à peu, l'accoutumance s'était faite. Gare de Lyon, il avait, au bras de l'oncle Adrien, gravi l'escalier du buffet et retrouvé des sensations bien connues en entendant le maître d'hôtel proposer le saumon froid mayonnaise et conformer le menu, de sa voix artificielle comme au théâtre, d'après l'indication de M. Abryat. Claude avait entendu le glissement sur ses roulettes de la grande cloche de métal qui recouvre les énormes rost-beefs et reconnu le léger remuement des cuillères de corne assaisonnant la salade. Une odeur de fraises en primeur venait d'un dressoir. Il avait récupéré ce respect humain si fort chez les gens du monde, qui leur interdit de se singulariser. Son infirmité le dénonçait trop à ses voisins pour qu'il ne s'évertuât pas à la dissimuler, grâce à la correction de ses gestes et son adresse à se servir.

Sans que l'être intérieur perdît rien de l'acuité de ses impressions, l'être social reparaissait; et si vaines et menues que fussent les préoccupations qui réglaient son attitude, elles ne lui en apportaient pas moins quelque chose d'inaccoutumé et de distrayant, par la tension d'esprit qu'elles supposaient. Un homme d'équipe vint prendre leurs colis, quand l'oncle Adrien eut soldé l'addition. Sur le seuil, un monsieur entrait en sens inverse, dont le sac de voyage frôla Claude, qui, retenu au bras de son oncle, eut l'intuition d'un léger recul de celui-ci. Aussi dit-il à mi-voix :

— Tu connais ?

Persuadé qu'il devinerait une réticence, et habitué à ne rien lui cacher, l'amiral répondit :

— C'est M. Darlay.

C'était M. Darlay, en effet, le teint fleuri et la mine altière, Il avait eu un haut-le-corps à leur vue, et, très rouge, avait passé en détournant la tête, comme s'il ne les reconnaissait pas. Jamais Claude n'en avait reparlé. M. Abryat savait qu'après quelques semaines de soins et de repos à la maison de santé du docteur Blanche, — Jacques n'avait pu supporter de le garder dans la sienne, — il avait repris sa liberté, ses plaisirs et son grand livre sur la vénerie.

Claude n'avait rien répondu. Une heure après seulement, il s'était mis à rire.

— Pourquoi ris-tu ? avait demandé l'oncle Adrien.

— De la tête que Darlay a dû faire... Et puis, c'est drôle, ce nez à nez du paisible assassin avec sa victime. Il doit s'estimer heureux de s'en être tiré à si bon compte.

Et haussant les épaules :

— Dire que je ne lui en ai pas voulu serait mentir; mais je ne le hais pas; il m'est devenu indifférent comme le cheval de fiacre dont le brancard m'aurait tamponné, comme le pot de fleurs qui, du cinquième, me serait tombé sur la tête. Je ne revois même plus distinctement ses traits. Pour moi, c'est la figure anonyme du Destin.

Le train roulait. Depuis longtemps on avait dépassé Dijon. Une demi-heure d'arrêt; des voix sur le quai; les effusions de sa sœur, nerveuse; l'étreinte virile de Robert : des propos décousus et où cependant l'affection protectrice de l'une, attendrie sous des dehors de fermeté chez l'autre, se manifeste.

Aline a apporté une gerbe de roses et des menthes glaciales, lui un flacon de cassis velouté et un pâté en croûte comme Claude les aime, doublé d'une panne de pâte blanche et onctueux de gelée. Tandis que, sous un prétexte, Aline emmène l'oncle en tête du train pour exhaler son indignation contre le mariage d'Antoinette, — car elle ne s'était jamais consolée de la parole rendue à la jeune fille par son frère, — M. Dussaulles aidait Claude à se dérouiller les jambes en faisant les cent pas. Il parlait de Belles-Feuilles et des projets de sa femme. Elle voulait louer l'hiver prochain un grand appartement à Paris pour se rapprocher de sa fille... et de Claude aussi, ajouta-t-il. La voix paraissait terne et comme fatiguée.

— Un reste de rhume, dit-il.

On fermait les portières. Claude entendait alors les phrases coutumières d'adieux. Décidément, il avait eu raison de ne pas aller cette année-là à Belles-Feuilles; comme il s'y serait senti dépaysé!... Et cependant il devait faire bon sous les grands arbres.

L'air était dense et sans vibrations. Claude aspirait les parfums chauds de la terre, des prés, des bois... Bien aimables, Robert et Aline, d'être venus l'embrasser : que disaient-ils maintenant de lui en s'en retournant? Il croyait entendre leurs réflexions et leur accent de pitié. Certes, on l'aimait toujours, on le plaignait encore, mais on s'habituait à ce qu'il en fût ainsi. On acceptait sa déchéance prétendue ou réelle. Et lui-même n'avait-il pas cru, ne pensait-il pas encore par momens qu'il s'habituerait?...

Le soir tomba, la fraîcheur s'accentuait; il remonta à demi la vitre. A Lyon, le voyageur qui occupait un coin à l'autre bout du compartiment descendit; un couple monta avec une petite fille, dont Claude entendit avec plaisir la voix fraîche, qui soudain cessa de se faire entendre, comme si les parens venaient, par une décence exagérée, de lui faire signe de se taire, craignant que son babil ne gênât le jeune monsieur silencieux qui, immobile en face d'un vieillard décoré, semblait écouter ses propres pensées.

La nuit descendit, l'atmosphère du wagon se fit plus lourde. Claude rêva longtemps, en écoutant la chanson des rails, puis s'endormit pour ne se réveiller qu'à Marseille, au matin.

Marseille! Il l'eût deviné rien qu'au vaste brouhaha de la

gare, au zèle des porteurs bousculés, aux résonances des voix méridionales, à cette odeur d'ail et de musc qui se répandait autour de lui. Leur train ne repartait que deux heures après.

— Faisons un tour de promenade, proposa M. Abryat.

Claude, assis dans une victoria ouverte dont le cocher portait, sous son feutre de travers, un œillet à l'oreille, revivait des sensations non oubliées : on devait descendre les allées de Meilhan et maintenant l'on était à la Cannebière, n'est-ce pas? Il lui semblait apercevoir les mâts des bateaux et il humait les senteurs complexes du goudron, de l'eau pourrie et des docks; des grandes couffes d'osier lui jetaient au passage le parfum des oranges; ici, c'était la fragrance de la cannelle et des épices. La voiture les emmenait vers le Palais de Longchamp, revenait vers le centre de la ville : des petits étalages en plein vent exhalaient leurs effluves de fleurs. Marseille, pour Claude, vivait ardemment sous le soleil matinal, grouillante de foule, animée par la bonne humeur des hommes et la grâce épanouie des femmes. Des odeurs d'absinthe et d'anisette sortaient des terrasses de cafés; il entendait le timbre saccadé des trams. Un cahot provoqué par un choc contre la roue d'un camion amena une dispute furibonde entre les deux automédons : celui de la victoria menaça l'autre de lui « manger les foies tout crus, » à quoi le camionneur riposta en lui promettant « un coup de pied dans la genchive tel que ses dents elles en sauteraient en l'air, jusqu'à la Bonne Mère de la Chapelle de la Garde! »

Maintenant, le train roulait à nouveau : on avait passé la Ciotat et ses ateliers, Bandol et ses bains de mer, Ollioules et ses gorges. La Seyne-Tamaris ; Toulon! Ils descendaient. Claude se sentait transporté dans un autre pays, sous un autre ciel, au milieu d'une autre race, bruyante, familière et indolente, dans la touffeur d'un été dévorant. Tandis que l'omnibus de l'hôtel les emmenait, l'oncle Adrien lui annonçait l'avenue Vauban, le boulevard de Strasbourg; en passant devant le monument de la Fédération, l'hôpital de la Marine et la fontaine de la place de l'Intendance, on arrivait aux beaux vieux arbres de la place d'Armes; l'hôtel était dans une rue transversale. Ils descendirent, accueillis par un fumet de bouillabaisse qui perçait au milieu du relent puissant de la ville, ce relent des villes de mer qui allie les bouffées de la pêcherie à celles des fleurs, de l'alcool et de la vase des ports marchands.

Les quatre jours nécessaires à l'amiral pour la vente d'une partie de son mobilier et l'emballement du reste donnèrent à Claude une illusion de vacances : ce fut une trêve pittoresque à ses pensées journalières. Les marchandages des tapissiers et des brocanteurs juifs, leur âpreté goguenarde ou gémissante, le grand fracas des coups de marteau sur les caisses, les promenades dans la ville à travers les rues montantes et descendantes, des repas dans de petits restaurans amusans, dans des « réserves » où la brise de mer tempérait l'ardeur du soleil et faisait par momens claquer les grands stores de toile, une halte dans la fraîcheur du Jardin botanique, des rencontres fréquentes d'officiers de marine venant saluer l'amiral et échanger un bout de conversation avec lui, les quais et leur chaleur d'étuve, des essences volatiles de goudron et de peinture sortant des bassins de radoub et des cales sèches; le frôlement des innombrables employés de l'arsenal, tout apportait à Claude une impression de changement et de renouveau. Il communiait tellement plus qu'il ne l'aurait supposé avec la vie innombrable! L'oncle Adrien, cicérone infatigable, lui expliquait :

— Ici, nous sommes en face de la Darse vieille, qui communique à droite avec la Darse neuve par le canal de Mange-Garri. Le parc d'artillerie sépare la Darse neuve de la Darse de Gastigneau.

Il évoquait la formidable agglomération de bâtimens de l'Arsenal, avec ses ateliers de corderie, de chaudronnerie, de fonderie, d'ajustage, sa forge, sa boulangerie : toute une ville de travail, de machines et de bruits dans la ville ensoleillée. De la Batterie du Salut, il déploya, pour l'imagination de Claude et les souvenirs assez confus que celui-ci gardait d'un rapide séjour autrefois, l'admirable panorama des forts, des défenses et de la rade, la petite et la grande, avec les cuirassés de l'escadre, allongés grisâtres sur la mer brasillante, comme d'énormes cétacés de métal.

Claude dit :

— Si vous saviez combien cela me rappelle mon dernier départ pour Colombo! Marseille offrait un ciel aussi embrasé de flamme; c'était partout la même floraison de vie heureuse et facile, qui amenait un sourire sur les plus rudes visages de portefaix; on avait seulement un peu plus qu'ici, ville marine et militaire, la sensation d'une cité cosmopolite où aboutis-

saient la langue, les mœurs, les vices de tous les peuples latins : partout des Génois, des Maltais, des Espagnols, des Arabes; on entendait les patois les plus divers; et des matelots anglais, norvégiens passaient, blonds et racés, au milieu de cette foule ambrée et crépue; Marseille, c'est déjà l'Orient, c'est déjà Suez, c'est déjà l'Inde!

Une lettre de Marius Proclus, à laquelle manquait son savoureux accent, les attendait à l'hôtel : « L'amiral il allait mieux de sa santé, et doux comme brebis; mais la demoiselle elle était tant fatiguée, que le docteur il voulait qu'elle mangeât la côtelette et se donnât le repos. »

— Nous pourrions peut-être repartir? proposa l'oncle Adrien; je m'arrêterai à Paris pour voir de la Hodde et ramener Thérèse à Marlotte.

Claude retrouvait sa maison et son jardin avec un plaisir inattendu. Le voyage avait réveillé et vivifié toutes ses facultés; il s'étonna presque de la facilité avec laquelle il rapprenait, comme si un travail intérieur et inconscient s'était opéré en lui, les parcours familiers et les contacts avertisseurs. La vieille demeure, plus encore que la première fois, l'accueillait en amie. Tout lui paraissait prendre une saveur inédite : jamais les meubles, les marches du perron ou de l'escalier, la charmille, les allées des pelouses ne lui avaient donné de leur présence une notion plus sûre. Le sens même des obstacles, ce sens délicat entre tous, et le sens de la direction s'étaient développés en lui. Mis en wagon gare de Lyon par l'oncle Adrien, il avait su revenir seul et, bien que ce petit trajet n'eût pas de quoi l'enorgueillir, il éprouvait la satisfaction légitime d'un premier affranchissement.

Rien ne lui avait paru plus pénible que sa dépendance des premiers jours; elle l'avait souvent paralysé : ne rien tenter sans un concours obligeant, craindre la maladresse qui renverse un verre, la négligence involontaire dans les détails de toilette, la brusque sensation d'égarement qui vous arrête désemparé, le tracas constant d'imposer à autrui une gêne; sa délicatesse avait éprouvé là de courtes, mais pénétrantes angoisses. Une lettre du docteur Brissage, dictée à la machine en Braille, l'attendait, lui demandait de ses nouvelles et contenait un reproche affectueux de son silence et de son

abstention à venir le voir, comme il l'y avait souvent invité.

« J'aimerais causer avec vous, ajoutait un *post-scriptum*, et j'ai peut-être quelque chose à vous demander. »

Claude s'était reproché une attitude que le docteur pouvait interpréter comme un manque de reconnaissance. Mais que pouvait-il lui vouloir? Sa première idée fut celle d'un service pratique ou intéressé. Cela ne cadrait pas avec le caractère de celui qui lui écrivait, et il l'écarta bien vite. En vérité, quel crédit, quelle influence avait-il encore dans sa solitude et son abandon? Eh bien! il irait bientôt, le plus tôt possible voir M. Brissage.

Une carte postale de l'oncle Adrien, que Mme Tartine, flattée de cet honneur, lui épela, annonçait pour le lendemain l'arrivée de Mlle de la Hodde. Claude, proposait-il, pourrait, pour rendre à celle-ci l'arrivée plus agréable, venir les chercher à la gare de Fontainebleau. Cette proposition le jetait dans un trouble joyeux où se mêlait quelque effroi. Évidemment l'idée était bonne : on ferait un grand tour en forêt; Mlle de la Hodde se familiariserait aussi peut-être mieux avec lui, grâce à la complicité des beaux sites, à l'admirable variété d'une promenade qui les mènerait par exemple goûter aux gorges de Franchart. En semaine et en cette saison, il n'y aurait pas grand monde encore. Son premier souci fut de se procurer un bon landau, deux chevaux, postillon à gilet rouge; tout seul, il alla téléphoner à une grande remise de Fontainebleau. Cette commande si simple, qui lui aurait paru naguère difficile, lancée sans encombre grâce à l'obligeance de la receveuse de la poste, Claude s'inquiéta de savoir si le jardin était en bon état, les plates-bandes nettes, les pelouses arrosées; rassuré par le jardinier, il n'eut repos ni cesse qu'en sa présence Euphémie, — la servante qui remplaçait Marius, — n'eût aéré la chambre destinée à Mlle de la Hodde, lavé les carreaux, encaustiqué les parquets, battu les tapis. Comme la pièce gardait un peu de cette senteur de pomme qu'ont les chambres de campagne, il y vaporisa la moitié d'un flacon d'eau de Chypre, retrouvé dans son armoire. Avec Mme Tartine, il combinait le menu du dîner.

A peine si Claude dormit. Il étendait la main vers sa montre, tâtait les heures en relief, s'impatientait : le jour ne viendrait-il jamais? Il s'habillait avec un soin raffiné; un bonheur anxieux précipitait et ralentissait ses mouvemens. Toute la

nuit il avait passé de l'espérance confuse au découragement le plus sombre. Il sentait qu'en présence de la jeune fille, une timidité atroce refrénerait son élan, sécherait son gosier : trouverait-il seulement les bonnes paroles d'accueil ? Comment allait-elle le juger ? Quelle impression nerveuse produirait-il sur elle ? Ce premier contact du regard l'épouvantait.

« Si j'allais lui faire horreur, comme à une autre, jadis !...

« Mais non, puisqu'elle m'a laissé deviner, à Belles-Feuilles, son exquise pitié...

« Oui, mais c'était dans l'émotion irréfléchie des premières heures, j'étais un blessé ; aujourd'hui, — et Claude prononça ce mot avec désolation, — je suis un infirme...

« Nous disions au régiment : « Un homme n'est pas laid tant qu'il ne fait pas peur à son cheval. » Mais... il s'agit d'un être de la plus rare, de la plus fine sensibilité. Et je ne sais même pas l'aspect attristant ou supportable que je lui offre. Je ne connais plus mon visage... »

Il pria Mme Tartine de lui dire si sa cravate était bien épinglée ; il s'était assuré, du revers de sa main, qu'il avait su se raser de près ; la brave femme lui dit, obligeante :

— Monsieur n'a rien à se reprocher.

L'arrivée du landau, où elle prit soin de l'aider à monter, et le trot des chevaux, firent courir plus vite le sang de Claude dans ses artères. Dans une heure à peine, il allait la revoir !... La forêt déversait ses plus doux aromes, l'amertume saine des pins, le vert acide des taillis.

Un émoi délicieux le gagnait, une sève de printemps et de jeunesse comprimée, un émoi jeune d'adolescent qu'agitent une ombre féminine et le nom seul de l'amour. Mais aussitôt, il se jugea absurde et sur une pente dangereuse : si Mlle de la Hodde contenait en elle le charme prestigieux de la femme, de toutes les femmes, si elle était, de plus, une créature d'élection, il n'allait pas, parce qu'elle voulait bien venir passer ici quelques heures, sous la sauvegarde de l'amiral, un vieil ami, presque un tuteur, s'imaginer... Si encore il avait quelque indice sur ses sentimens actuels !... Mais rien...

« Ah ! se disait-il, que peut-elle penser de moi ? »

Thérèse de la Hodde subissait exactement les mêmes inquiétudes, des alternatives d'espoir timide et de doutes déprimans. Depuis son départ de Belles-Feuilles, elle n'avait cessé de

penser à Claude ; trop franche et trop habituée à ne pas biaiser avec sa conscience, elle s'était, sitôt qu'elle eut cessé de le voir, rendu compte qu'elle l'aimait, qu'elle l'avait aimé tout de suite, et aussi que c'était une folie sans issue, à laquelle elle devait renoncer : n'était-il pas fiancé ?

Mlle Heurdelot, qui cherchait à s'insinuer dans ses bonnes grâces et qui eût voulu rendre agréables et utiles ses services auprès de M. de la Hodde, — très récalcitrant d'ailleurs, — racontait la rupture des engagemens de Claude et d'Antoinette. La jeune fille en avait éprouvé un saisissement où une joie, qu'elle se reprochait comme égoïste, s'alliait à un véritable chagrin. Sa pitié et son admiration pour Claude s'en accroissaient d'autant. Elle se répétait : « C'est beau ce qu'il a fait là, c'est héroïque ; comme il a dû souffrir ! Mais elle, comment a-t-elle reculé devant ce rôle si digne d'une véritable fiancée ? »

Elle s'était persuadé ensuite que la clairvoyance de Claude avait été sage ; non, Antoinette Langre n'était pas l'épouse qu'il lui fallait ! Mais quelle femme était digne de lui ? Ne commettait-elle pas elle-même un péché d'orgueil en se supposant capable d'assumer ce rôle d'honneur ? Peut-être ; mais sa bonne volonté suppléerait à son insuffisance. Et combien elle eût voulu que Claude pensât à elle, lui témoignât qu'il n'avait pas douté qu'elle ne vît là le plus cher, le plus beau des devoirs à remplir, un devoir tout de tendresse et de joie !...

Pas une minute l'idée d'une diminution physique ne s'était imposée à son esprit. Pour elle, aveugle ou non, Claude serait toujours le prédestiné. Pendant des semaines, elle avait espéré... rien de précis... Il fallait que le temps fît son œuvre ; il ne pouvait oublier si vite Antoinette et en garderait, sans doute, longtemps encore, le regret. Sur ces entrefaites, Mlle Heurdelot était venue, tout agitée, lui apprendre, en termes désapprobateurs, le mariage de Mlle Langre avec le richissime M. Crownfield. Lâchée complètement par Mlle de Kerveuc et sa nièce, l'idée de ces deux fortunes, s'unissant en millions, irritait encore le cuisant urticaire de sa haine envers les gens heureux.

— Hein ! croyez-vous, elle n'a pas mis longtemps à se consoler du malheur de M. Chartrain ! C'est indigne, *darling !* Au surplus, ce que j'en dis... M. Chartrain n'est pas du tout intéressant...

Un froid soudain et décisif accueillit ces derniers mots où elle traduisait sa rancune envers l'homme qui s'était refusé à apprécier ses mérites et ses charmes. Mlle Heurdelot ne dut jamais comprendre par quelle irréparable maladresse elle avait brisé net les dispositions favorables que Thérèse de la Hodde, en dépit d'une méfiance instinctive, s'efforçait de lui conserver encore.

« Ainsi, se dit alors la jeune fille, tout est fini de ce côté; Claude, — elle l'appelait déjà ainsi avec la confusion et la jouissance d'une privauté secrète, — Claude est deux fois libre. »

Et elle sentit se préciser en elle un espoir qu'elle tentait de repousser sans y parvenir : peut-être allait-il risquer une démarche, peut-être allait-elle le revoir? Mais rien... Sans doute lui était-elle indifférente... Pourquoi l'eût-il aimée, au surplus?... En s'imaginant que très obscurément, sans qu'ils s'en fussent même rendu compte, une attraction réciproque avait noué entre eux à Belles-Feuilles un lien furtif, elle s'était trompée. Et pourtant...

Avec les idées reçues et qu'elle partageait naïvement sur l'initiative de l'homme, sur l'effacement obligé de la jeune fille, ne devait-elle pas croire que, du moment qu'il gardait ce complet silence, c'est qu'il ne pensait nullement à elle?... Et pourtant...

Et pourtant, elle éprouvait un bonheur indicible à l'idée qu'elle allait le revoir; jamais journée de juin ne lui avait paru plus exaltante : il lui semblait s'évader d'une geôle, et puisque l'état de son père ne l'alarmait pas aujourd'hui, elle pouvait sans remords jouir de sa délivrance. Dans le train qui l'emportait vers Fontainebleau, elle trouvait sympathique le visage des voyageurs et presque agréable une vieille dame hargneuse; elle souriait à M. Abryat, elle comptait les minutes... Enfin!... Claude n'était pas sur le quai. Il n'avait pas osé se risquer, mais il les attendait dans la voiture; très émue, elle oublia qu'il ne pouvait les voir, et faillit esquisser un petit geste de son ombrelle.

— Nous voilà, Claude! dit M. Abryat satisfait.

— Oh! je vous devinais!... Montez vite, et il se dressa pour qu'elle et l'oncle Adrien se missent dans le fond.

— A Franchart, dit-il au postillon. Passez par le Bouquet du Roi!

L'amiral, qui se frottait les mains, respectait, de son silence, leur silence; Thérèse attendrie contemplait Claude avec une pitié et une douceur infinies.

— Comme je suis contente de vous revoir! dit-elle enfin.

— Moi aussi, répéta-t-il, si content!

Et tous deux en face l'un de l'autre se sentirent confians, simples et rassurés comme des enfans.

Claude est en train de vivre un rêve délicieux et qu'il sait être réel. Ce n'est pas tant le sens des paroles échangées que le son de la voix qui l'émeut, pendant que la voiture roule sous les grands arbres, passe de l'air vif des larges carrefours aux murailles de feuillages qui répandent un parfum concentré de terre, de sève et de verdure. L'oncle Abryat désigne à mesure, pour Thérèse de la Hodde, les endroits traversés; mais il sent bien qu'elle l'écoute par déférence et que sa pensée est ailleurs. Elle est toute avec Claude, en Claude; et lui, écoute, attend, espère la voix émouvante qui, par une transposition singulière, lui donne, de son vibrant prolongement d'âme, la même impression de beauté que le regard qu'elle levait jadis sur lui, dans un court et si expressif rayonnement! Ce sont les yeux admirables, immenses, profonds, couleur d'océan dans la lumière, qu'il retrouve dans la richesse de cette voix musicale. A l'entendre, il éprouve un plaisir inouï; il croit découvrir en elle l'eurythmie de l'univers, la fraîcheur et la grâce de la vie, la certitude de toutes les vérités. Thérèse de la Hodde est celle qui ne ment pas, dont la parole est l'expression directe du sentiment et de la pensée, comme la chaleur jaillit de la flamme et comme la pureté sort du cristal.

Ils n'ont échangé encore que des phrases banales, mais qui, par leur résonance indéfinissable, donnent toute sa valeur à la minute qu'ils vivent et toute sa gloire à la journée divine. Il s'était persuadé que ne pas la voir serait pour lui une souffrance indicible si près d'elle, à la frôler, et le mur d'ombre entre eux!... Il s'était dit que ce serait pour lui une angoisse intolérable qu'elle le vît tel qu'il était; eh bien! non; sa tristesse si âpre s'idéalise d'un allégement de confiance et de réconfort! Il ne lui fait nullement horreur. D'elle à lui, dès le premier mot, s'est établi ce mystérieux courant magnétique qui affirme la sympathie et annonce l'amour. L'amour, mot effrayant, vaste

comme le monde infini dans lequel il baigne sans le voir ; mot doux et terrible : osera-t-il, non le prononcer tout bas, mais se l'avouer à lui-même, dans le cœur de son cœur ? Aimer, aimer Thérèse de la Hodde, il oserait ?... N'ayant que si peu de joies à lui offrir, et tant de soucis ! Quoi ! il aurait passé à côté d'elle naguère, comme un voyageur distrait qui daigne à peine remarquer un chef-d'œuvre ; et c'est maintenant, foudroyé par le malheur, qu'il irait lui demander de l'aimer ?

Mais aussitôt la voix persuasive, la voix irrésistible, comme si elle eût deviné son tourment, rassurait sa délicatesse et consolait sa fierté en lui apportant la lumière, oui, la lumière révélatrice des regards d'autrefois. Elle exprimait, cette voix, une telle conviction intérieure, une telle foi réfléchie qu'il n'y pouvait méconnaître une lueur, une grande lueur d'espoir se levant sur son horizon mort. Non seulement il ne lui faisait pas horreur, mais elle éprouvait pour lui quelque chose de plus que l'amitié, quelque chose de plus que la pitié, quelque chose qui ressemblait à... Le mot effrayant, doux et terrible, de nouveau bouleversa son imagination. Qu'il l'aimât, lui, c'était trop naturel, c'était fatal ; n'était-elle pas restée de loin, dans l'obscurité de ses yeux et de son esprit, pour la détresse de son calvaire, l'étoile de la mer, la tour d'ivoire, celle vers qui sa pensée découragée cherchait involontairement un refuge ? En vérité, ce serait incompréhensible qu'il ne l'aimât point ; mais elle, quelle raison avait-elle pour l'aimer, elle, nature d'élite marquée pour les hauts et rares sacrifices ; l'aimer, lui qui n'avait pu lui laisser pressentir jadis ce qu'il valait, en bien et en mal ; lui, faible devant l'infortune ; lui, si indigne d'elle ?

Et pourtant, quand ils arrivèrent à Franchart, sans qu'ils se fussent rien dit de plus, sans qu'ils se fussent même effleurés du petit doigt, Claude était sûr qu'elle l'aimait !

Ils se dirigeaient vers le restaurant, qui était vide. On n'entendait que les bruits sylvestres d'animaux destinés à récréer les touristes et devant lesquels ils s'arrêtèrent un instant. Dans une caisse de verre, une vipère ondulait, dressant sa tête plate en fer de lance ; par une instinctive répulsion, ils ne s'y arrêtèrent pas. Un écureuil en cage faisait tourner frénétiquement un rouleau de bois, trompant par cette activité inutile son besoin de sautiller de branche en branche et de courir sur la feuillée.

— C'est un peu mon image, dit Claude avec un sourire.

La voix fervente murmurait avec un reproche à son oreille :

— Non, mon ami, vous avez en vous la liberté d'agir, de penser, de vivre.

Il ne répondit pas, confus d'être grondé et joyeux pourtant. Il respira largement les aromes balsamiques de la forêt, et dit :

— N'est-ce pas que cette journée est bien belle?

Ils s'attablèrent : sur son désir, elle lui versa du lait qu'on venait de traire; elle but, elle aussi, à petits coups ; l'oncle Adrien, ému de la voir reprendre des couleurs et plein de gratitude pour tout ce qu'il devinait, la regardait avec une gravité attendrie.

Des tourterelles, emprisonnées dans un arbre presque au-dessus d'eux, roucoulèrent leur plainte rauque et pâmée. Claude et Thérèse levèrent la tête et, sans parler, écoutèrent un long moment le chant d'amour.

Ils se dirigèrent ensuite vers le chaos de Franchart; Claude se rappelait la mer de roches figées, le formidable écroulement à peine égayé de bouleaux frêles, et si majestueux sous le ciel!

Au bras de l'oncle Adrien, il s'engagea dans le sentier marqué de flèches bleues, et, envahi d'une fatigue soudaine, il demanda à s'asseoir hors du passage, au pied d'une grande roche forée de trous comme une éponge.

Un long moment il savoura la plénitude de ses sensations; puis, s'adressant à son oncle :

— Dites-moi...

Ce fut la voix de Thérèse de la Hodde qui lui répondit, un peu tremblante :

— Nous sommes seuls; votre oncle voulait descendre jusqu'au bas du coteau.

Il répéta :

— Je ne l'ai pas entendu partir...

— Il s'est éloigné sur le sable...

Il fut saisi d'un émoi presque aussi tremblant que le sien et dit :

— Thérèse, moi non plus, je ne vous entendais pas venir vers moi.

La chère, la tendre voix répondit :

— Pourtant, vous le voyez, je suis venue.

— Je vous attendais depuis si longtemps dans le noir, Thérèse.

— Et moi, je vous attendais, dans ma solitude...

Il protesta :

— Mais je n'osais pas! Ma misère est si grande... Est-ce que nous sommes toujours seuls?...

La voix répondit avec un accent joyeux :

— Seuls... Il semble que la forêt nous appartienne, et ce désert, et l'espace illimité...

— Voulez-vous me donner votre main, Thérèse?

— La voici.

— Librement, sans hésiter?

— Sans hésiter, librement...

Leurs paumes s'unirent, leurs doigts se pénétrèrent. Claude eut un grand frisson; l'amour, de son torrent, entrait en lui à pleines veines; il croyait revoir les yeux d'océan de Thérèse, il sentait autour de lui l'éternité des choses immobiles et la merveille des choses vivantes; la vie bourdonnait à ses tempes comme une fanfare!

— Que dois-je croire?... balbutia-t-il.

— Croyez en moi, Claude!

Le ton fut si ferme qu'il ne pensa plus à douter, et pâlissant :

— Mon amie... serait-ce donc l'amour?

Il devina qu'elle inclinait la tête et que l'émotion l'étouffait; il implora :

— Ce n'est pas la seule pitié?... Ah! et puis, qu'importe à présent! Votre pitié, votre amour... L'essentiel est que vous êtes là!... Vous me parlez! Et je n'ai pas encore osé vous dire que je vous aime, et que je vous aime, sans m'en douter, dès le premier jour...

Elle répondit, et sa voix se fit gaie, avec des intonations malicieuses qu'il ne lui connaissait pas :

— Quand vous êtes entré brusquement dans le compartiment, l'impression a été si vive pour moi! Vous rappelez-vous, avec vos belles grappes de raisin!

— Ah! oui, et il sourit, le raisin que j'avais disputé à une marchande, par-dessus la barrière...

Elle eut un rire de jeunesse, presque d'adolescence :

— Nous étions si altérées, et il faisait si chaud; vous êtes

entré comme un voleur, et vous étiez le bon Samaritain : vous nous avez tendu les grappes fraîches...

— Thérèse... vous aussi, à cette minute-là, vous êtes entrée dans ma vie, les mains pleines...

— Je ne savais pas alors que j'allais vous aimer; et pourtant, depuis, je vous ai aimé chaque heure davantage!

— Et moi, Thérèse, je vous aime éperdument; mais l'avenir... savez-vous à quoi vous vous engagez?...

— A être un jour votre femme, si vous m'acceptez telle que je suis, pauvre et sans beauté.

— C'est moi qui suis le pauvre, c'est moi le...

— Claude, vous êtes pour moi le seul homme que j'aurais pu aimer, celui que j'aimerai toujours. Mais il faudra nous armer de patience. Mon pauvre père consentira-t-il à notre mariage? J'en doute. Et je dois rester à ses côtés...

— Je sais cela... je sais cela! dit-il avec force. Ah! maintenant j'aurai du courage, tout le courage nécessaire! Je vous attendrai, je vous mériterai!...

Et attirant la petite main qui lui communiquait tant de confiance et d'énergie, cette frêle petite main qui ne se défendait pas, il la couvrit de baisers avec adoration.

PAUL MARGUERITTE.

La dernière partie au prochain numéro.)

SOUVENIRS

SUR

FRANCIS CHARMES

Au lendemain de la mort de Francis Charmes, M. Paul Leroy-Beaulieu a rendu hommage ici au directeur de la *Revue des Deux Mondes* et a exprimé éloquemment les sentimens d'admiration, de reconnaissance et de regret dont nous étions tous animés. Je voudrais revenir sur ce beau et triste sujet, entrer dans quelque détail de cette noble vie, faire connaître quelques traits de ce bon et charmant caractère. L'amitié m'y pousse, et aussi ce sentiment que, les modestes se faisant tort à eux-mêmes pendant leur vie, c'est bien le moins qu'après leur mort on les remette pleinement dans la place, dans toute la place qu'ils doivent légitimement occuper.

Francis Charmes était né à Aurillac aux premiers mois de l'année 1848. Il était l'aîné de deux frères, Gabriel et Xavier et d'une sœur. Sa mère, veuve de bonne heure, se consacra à ses quatre enfans avec un dévouement sans bornes comme sans trêve. Francis fit ses études d'enseignement secondaire au collège d'Aurillac d'abord, puis au lycée de Poitiers à partir de la rhétorique.

C'est à Poitiers que je l'ai connu, à l'âge de dix-sept ans. Le vieux lycée l'accueillit paternellement et bientôt le couva avec tendresse. C'était une bonne vieille maison, à vieux livres, à vieilles méthodes, à vieilles traditions. Les professeurs y étaient vieux eux-mêmes, pour la plupart, extrêmement convaincus et

extrêmement dévoués à leurs élèves. Ils avaient le sens de la pédagogie sans se douter que ce fût une science. Mais entre leurs mains, c'était un art et un art charmant, et ils y étaient artistes exquis, tout naturellement et, sinon sans application, du moins sans effort. Imaginez que nous avions un censeur qui était un poète dans la manière du plus pur (et du plus honnête) XVIIIe siècle, et un professeur de philosophie qui ne respirait que Malebranche. Les autres étaient antiques comme des humanistes de la Renaissance et ne vivaient qu'avec Homère, Sophocle, Virgile et Horace. Tous aimaient chèrement Francis Charmes. Nous ne l'aimions pas moins. Il était doux, cordial, sociable et enjoué, comme il a été toute sa vie. Il ne lui déplaisait pas de plaire ; mais il ne faisait aucuns frais pour cela, en quoi il avait raison, car il plaisait tout de suite. Avant tout, il était calme et tranquille.

Il était si dépourvu de l'instinct de rivalité, que je me demande s'il connaissait le sentiment de l'émulation. Il travaillait sans la moindre fièvre, avec conscience, avec scrupule et avec quiétude. Il savourait le travail. Il ne luttait ni contre les autres ni contre lui-même. Et tel il fut, ce me semble, jusqu'à la dernière heure. Il semblait, aussi, n'avoir aucune ambition. Du moins il n'en manifestait aucune et il était, comme nous étions tous, d'une telle ouverture de cœur, que je crois bien que, s'il n'en déclarait aucune, c'est qu'en effet il n'en avait pas.

Je fais effort pour me rappeler quelles étaient ses opinions politiques ; car nous en avions dans cette vieille ville un peu endormie, et qui allaient du légitimisme le plus dévot au républicanisme le plus hardi. Je crois que Charmes attendait pour avoir des idées générales, d'avoir un peu réfléchi.

Du reste il se préparait bien à réfléchir. Il aimait tout particulièrement l'histoire et la philosophie. Il écrivait déjà fort bien, d'un style net, précis et court. Il exposait avec lucidité et avec froideur. Il était déjà un *debater*. Nous l'appréciions parce qu'il nous éclairait de la lumière calme et large qui émanait de lui. Sa collaboration avait quelque chose d'une maîtrise, sans avoir rien jamais d'impérieux ni de prétentieux. S'il était un maître, il était tout à fait un maître malgré lui ; mais il l'était souvent et, plus ou moins consciemment, nous profitions de ses idées et de ses méthodes.

Il vint à Paris, suivi bientôt de ses deux frères, pour y faire
s études de droit. Elles lui plurent. Il avait quelque goût de
subtilité comme on ne laisse pas d'aimer les difficultés dont
n est sûr de sortir. 1870 le surprit comme il venait de conqué-
r sa licence. Il fit la campagne comme officier des mobiles du
antal et s'acquitta brillamment de son devoir.

*
* *

Après la guerre, il entra presque en même temps dans la
dactiou du *XIXe Siècle* et au ministère des Affaires étrangères,
il suivit longtemps ces deux carrières parallèles de diplomate
de journaliste. Dans la première, il parvint rapidement jus-
u'au grade de ministre plénipotentiaire. Dans la seconde, il
uitta assez vite le *XIXe Siècle*. Ce journal un peu léger, un peu
gressif déjà, ne lui agréait pas extrêmement. Au fait, c'était
n journal assez singulier. Il avait des rédacteurs très bril-
ns : Edmond About, Francisque Sarcey, Schnerb ; et il s'y
épensait énormément d'esprit ; mais il ne savait pas très pré-
sément où il allait. Le meilleur jugement qui ait été porté
ur lui l'a été dans cette exclamation de Sarcey. Il venait de
auser avec Edmond About, et il entrait dans la salle commune.
e le vois encore faire irruption en levant au ciel ses bras
ourts et en s'écriant : « Ah ! mes enfans, c'est excellent ! About
ui vient de me parler de la ligne du journal ! » Il était vrai :
XIXe Siècle n'avait pas de ligne.

Charmes, qui aimait l'ordre et la méthode, se trouvait gêné
e cette incoordination des efforts. Il passa au *Journal des
ébats* avec son frère Gabriel, sous les auspices du vieil ami de
famille, Silvestre de Sacy. Très vite il fut content de son
urnal, et son journal fut content de lui. Le *Journal des Débats*,
cette époque, s'acheminait, par évolutions assez savantes, vers
« République conservatrice, » comme on disait alors. La vieille
daction orléaniste se retirait et était remplacée par de jeunes
rivains pleins d'ardeur sous la direction active et zélée de
ntinot. Le Bulletin politique était rédigé à tour de rôle par
Jules Dietz, André Heurteau et Francis Charmes. Ernest
enan restait fidèle à *son* journal, comme il disait, et lui don-
it de temps à autre quelque « Variété. » Le général de Gal-
fet venait y causer avec son brillant esprit et ses saillies
prévues. La maison était sérieuse, « avec de la gaieté dans

les bords. » Elle était surtout très intellectuelle, un peu raisonneuse, un peu discutante. Tout cela ne déplaisait pas à Francis Charmes, qui apportait dans le régime parlementaire de la maison ses observations nettes et claires, toujours pratiques, toujours *pragmatiques*, inspirées par le goût à la fois des principes justes et des réalisations désirables.

Il était extrêmement apprécié du public. Il avait l'exposition admirablement claire, le style précis sans concision affectée, très classique, agréable et d'une élégante simplicité. Ses idées étaient justes, mesurées, modérées, toujours prudentes et conduites par un ferme bon sens et une saine logique. C'était un journaliste dans lequel on sentait un homme d'État, et il apportait à écrire la même conscience, les mêmes scrupules et la même prudence qu'un ministre apporte ou doit apporter à agir. Il était si bien dans le cadre grave et de bon goût du *Journal des Débats*, qu'il semblait qu'il était né pour ce journal, et plutôt encore que ce journal était né pour lui.

Il fréquentait beaucoup M. Thiers à cette époque. Le premier président de la République française l'avait tout particulièrement distingué et avait pour lui une estime et une sympathie singulières. Non seulement il parlait abondamment devant lui, ce qui lui arrivait presque avec tout le monde ; mais, ce qui était tout à fait exceptionnel, il l'interrogeait, avec bienveillance et avec curiosité. Charmes a profité tout autant de ce que M. Thiers lui a dit que des efforts de réflexion prompte et ferme qu'il a faits pour lui répondre.

Sans hâte, ni rien de fébrile, comme au collège, il travaillait énormément, amassant un trésor d'histoire diplomatique, d'histoire politique et d'histoire ethnique, apprenant l'Europe, — car avant tout il faut savoir l'Europe, disait Thiers, — dans ses grandes lignes et dans tout son détail et la conservant tout entière dans sa mémoire, qui était une des plus belles que j'aie jamais connues.

Du reste, il vivait doucement, en famille, avec sa sœur et ses deux frères, puis quand il eut perdu prématurément Gabriel, avec Xavier et avec sa sœur, très attaché au foyer et cependant aimant à fréquenter le monde et, comme le personnage de Casimir Delavigne, manquant partout quand il dînait chez lui.

Il apportait des soins infinis à sa bibliothèque, qui devint peu à peu très belle, très riche, très fière de livres rares. Il

'aimait comme une fille belle et séduisante qui fait honneur à eux qui l'ont élevée. Il la fréquentait, en bon bibliophile, à la ois avec passion et avec respect. Sa vie était simple, intelli-ente et noble. Elle rappelait celle des gentilshommes lettrés de a Renaissance, qui mettaient et qui maintenaient au même ang l'humanité, la civilité, la bonne nourriture de l'esprit et 'honneur.

Il était dans ses relations la bonne grâce même et la sensi-ilité et le tact. Il entrait dans la confiance de son interlocuteur omme de plain-pied et par les chemins les plus courts. Sa olitesse restait diplomatique par une réserve de bon goût, nais elle était sans froideur et au contraire se mêlait d'une ensibilité qui, quoique se contenant, ne s'effaçait pas. Tous ses ropos et tous ses gestes respiraient la bienveillance d'une âme roite, généreuse et hospitalière. Un lettré me disait en sou-iant : « Il aurait été l'ami de Cicéron. Il me rappelle Atticus. »

Il s'était présenté aux électeurs de son pays, qui l'envoyèrent l'abord à la Chambre, puis au Sénat, et qui finirent, le trouvant ans doute trop sage, par l'abandonner. Il n'aimait pas beaucoup a tribune et il parla peu. Mais je me souviens encore de l'admi-ation d'un sénateur, homme de grand goût du reste, qui venait l'entendre, comme par accident, un discours de Francis Charmes : « C'était, me disait-il, d'une sûreté de parole, d'une netteté, l'une précision et aussi d'une cadence pour ainsi dire naturelle t spontanée, à ne rien souhaiter ni imaginer de mieux. Les rands orateurs anglais doivent parler ainsi. » Il n'en revenait as, et il y revenait toujours. Moi qui, aux *Débats*, l'entendais uelquefois exposer une opinion ou proposer un projet avec sa arole limpide, j'étais celui à qui l'on n'apprend rien.

La vérité est que Francis Charmes à la Chambre et au Sénat, omme partout où il passait, eut une grande influence par ses onversations, par ses propos, par la brève réponse à une uestion posée, par une réflexion, par une question même et ne manière d'interroger que j'ai bien connue et qui était une anière de suggérer. Il a semé autour de lui la meilleure graine u monde. Il a incliné les esprits, bien des fois, du meilleur ôté par une pression presque insensible. Il est à regretter que horreur du bruit l'ait empêché de prendre dans les assemblées ette autorité plus apparente et plus en relief qui mène aux lus hauts emplois. Il eût été un ministre singulièrement sage,

prudent, avisé et laborieux. Il était dans sa nature de ne pas désirer l'être et même de désirer ne l'être pas. Il y a à regretter quelque chose; il n'y a rien à lui reprocher.

Cependant Ferdinand Brunetière, directeur de la *Revue des Deux Mondes*, surveillait avec intérêt les travaux de Francis Charmes. Certes, entre ces deux hommes supérieurs, les différences étaient nombreuses. Certes l'un était ardent, nerveux, inquiet, autant que l'autre était calme et égal. Certes Brunetière était belliqueux et facilement irritable, autant que Charmes était pacifique et d'une fermeté tout enveloppée de douceur. Mais Brunetière se connaissait en hommes et il savait apprécier les qualités les plus différentes des siennes. Quand la chronique politique fut vacante à la *Revue des Deux Mondes*, il alla tout droit à Francis Charmes et sans hésitation la lui offrit.

Francis Charmes accepta et, dans ce nouvel office, il se trouva tout à fait sur son terrain et dans son atmosphère. La chronique politique de la *Revue des Deux Mondes* est une histoire, quinzaine par quinzaine, de la France, de l'Europe et du monde entier. Elle exige une information très étendue et très exacte, une grande pénétration psychologique et ethnique et le don de se souvenir et le don de prévoir. Francis Charmes ne manquait d'aucune de ces qualités et possédait chacune d'elles à un degré éminent. Il était né historien et il aimait et il était propre à décrire et dépeindre un ensemble plus qu'à disserter ou discuter sur un seul point. Sa chronique était l'histoire de la France et du monde pendant quinze jours, écrite avec une précision parfaite, placée dans une lumière excellente, pleinement satisfaisante pour la curiosité à l'égard des hommes et des choses. La partie surtout qui concernait la politique extérieure était bien d'un homme qui, pendant son passage dans la diplomatie, avait beaucoup observé et beaucoup consigné dans son esprit.

Il faut savoir au surplus que la chronique de la *Revue*, si elle bénéficia des connaissances diplomatiques de Francis Charmes, y contribua aussi et les augmenta singulièrement. Par elle et pour elle, il entra en relations avec une foule de diplomates et d'hommes d'État européens et le champ de ses connaissances et de ses opérations intellectuelles s'élargit extrêmement. Francis Charmes, dans sa chronique de la *Revue*, était une sorte de ministre des Affaires étrangères consultatif

qui prenait des avis, qui en donnait, qui consultait, qui était consulté, et qui prévoyait de telle sorte qu'il prouvait que si « gouverner, c'est prévoir, » prévoir, c'est mériter de gouverner.

Quand Ferdinand Brunetière mourut, succombant aux multiples tâches qu'il assumait en dédaignant de les compter, Charmes fut appelé à la direction de la *Revue des Deux Mondes*. Il accepta, tout en gardant sa chère chronique, à laquelle l'attachaient des souvenirs de travail et de succès. Il continua, dans la chronique, à être ce qu'il y avait été et, dans ses fonctions nouvelles, il montra d'éminentes qualités de dirigeant et d'administrateur. Il *pensait* la Revue tout entière, dans ses grandes lignes et dans tout son détail. Il excellait à distinguer, à découvrir des talens et ceux-là mêmes qui s'ajoutaient et s'adaptaient le mieux à la *Revue*. Il n'était pas moins habile à susciter, à suggérer l'article à faire, l'étude à entreprendre, la recherche à pousser sur tel terrain ou sur tel autre. Un directeur doit être un trouveur d'hommes et un devineur de sources. Il était l'un et l'autre à souhait. De son pas tranquille, il allait à la découverte et ne revenait jamais sans avoir trouvé quelque chose d'utile à la maison et à ceux qui y fréquentaient.

C'était l'âme de la *Revue*, une âme très calme, mais très active, très patiemment active, et très lumineuse et très ferme. Sous sa direction, la *Revue* fut, plus qu'elle ne l'avait jamais été, l'organe impartial, l'organe *central*, qui, au milieu des différens partis, cherche la vérité et l'intérêt de la France et s'attache uniquement et strictement à ces deux objets. Il a admirablement mérité du vieil organe du libéralisme européen qu'il représentait et qui le représentait aussi, de telle manière qu'ils semblaient n'être qu'un seul être en deux personnes.

L'Académie avait depuis longtemps les yeux sur cet excellent écrivain et cet esprit si juste et si parfaitement équilibré. Il avait évité de se présenter à la mort de Brunetière et quelque temps même à la suite de cette mort, pour ne pas paraître vouloir recueillir à la fois toutes ses successions. Mais, en 1908, il se présenta au fauteuil de l'illustre Berthelot et fut élu sans difficulté. Il fit, avec sa clarté et sa précision habituelles, l'éloge de son grand prédécesseur et fut reçu, avec une sympathie cordiale où il entrait du respect, par Henry Houssaye, qui, comme tous ceux qui parleront de Charmes, rendit un hommage au

Journal des Débats et à la *Revue des Deux Mondes*, dont Francis Charmes paraissait et paraîtra toujours inséparable.

Il fut un bon académicien, fort assidu, fort attentif et, quoique très discret, là comme partout, donnant souvent des avis très importans et très précieux, soit sur telle conduite à tenir, soit sur telle question concernant cette langue française qu'il connaissait si bien et qu'il aimait tant à servir et qu'il aimait tant qu'on ne lésât point. L'Académie, comme toutes les maisons qui ont eu l'honneur de l'accueillir, gardera de lui un souvenir où l'affection se mêlera à la gratitude.

***

Il prenait des années ; car on ne peut employer le mot vieillir en parlant de lui, tant le temps épargnait et sa personne physique et sa personne intellectuelle ; il prenait des années en souriant et sans les compter. Plus que jamais il était affectueux, accueillant et gracieux dans ses manières et dans ses propos, avec une discrétion, une délicatesse et un tact qui mettaient comme la dernière main et le dernier lustre à ses profondes qualités d'honnête homme. Sa conversation était charmante. S'il est vrai, comme l'a dit quelqu'un qui était fort spirituel, mais que je soupçonne d'avoir aimé à parler, que la première qualité d'un causeur est de savoir écouter, il était déjà par là un causeur bien remarquable ; mais il savait écouter et il savait interroger et il savait répondre ; et voilà, je crois, les trois points essentiels de « l'art de conférer, » comme disait Montaigne. Il avait l'interrogation utile et agréable, celle qui déjà répond à moitié et vous suggère ce que vous songiez inconsciemment à dire, mais qui, s'il était déjà un peu dans votre esprit, ne serait pas venu à vos lèvres sans ce secours. Et il avait le mot spirituel, jamais caustique, toujours juste et placé avec une parfaite exactitude. Il ne passait jamais à côté ni de la question, ni de sa pensée. Ses paroles étaient des lumières vives et douces, qui s'allumaient juste quand il fallait et qui s'éteignaient avec discrétion pour rejaillir quand on désirait qu'elles reparussent.

Il se connaissait bien. Quand on parvenait un instant à lui faire dire un mot de lui, c'était une vive lumière jetée sur ce caractère heureux et qui le faisait aimer davantage. Comme je le félicitais sur sa modération en toutes choses : « Mais la modé-

ration, c'est là nature même. Devant une opinion violente comme devant un acte violent, je ne puis pas m'empêcher de croire que j'ai affaire à un homme qui se force, qui s'excite et qui sort de son caractère. La nature est lente et calme. La violence est contre nature. » Une autre fois, il me disait : « Ce que je suis? Mais je suis possibiliste. J'envisage toujours ce qui peut se faire, et j'écarte tout ce qui est impraticable ou extrêmement difficile à réaliser.

« — L'impossible est infini; mais le possible est encore immense.

« — Précisément! C'est ce qu'on ne croit pas généralement : mais il y a beaucoup de choix dans le domaine des possibles. Et voici à quoi je tâche : dans le champ du possible, aviser le meilleur.

« — Et tu le dis en vers.

« — Oh! comme disait de Maistre, la rime n'y est pas, mais la raison suffit. »

La raison lui suffisait avec beaucoup d'habileté à la mettre en lumière, et beaucoup d'esprit pour la rendre aimable et engageante.

Sa conversation laissait toujours dans l'esprit cette impression, d'abord qu'elle avait été trop courte, ensuite qu'il fallait la remémorer, la méditer, la classer et la semer en bonne place dans son esprit comme germe, pour l'avenir, de pensées justes et d'opinions judicieuses. Il inspirait l'idée de profiter des largesses de son esprit et de revenir les provoquer ou les solliciter à nouveau. Personne, avec une parfaite discrétion, n'a plus, malgré lui, excité les autres à une certaine indiscrétion à son égard.

C'était un sage. Aucun homme ne m'a donné du sage qu'ont rêvé les philosophes antiques une idée plus nette, ni une plus exacte réalisation. Il semblait vivre pour que la droiture, la rectitude, la modération, les tempéramens, le juste équilibre, eussent une image sensible et persistante.

C'était un sage, et il faisait aimer la sagesse et il la faisait, un temps, croire facile, quoique l'on comprît vite en y réfléchissant quelle réussite d'élémens multiples et divers était ce caractère si excellemment exceptionnel.

C'était un sage, mais qui, Dieu merci, ne croyait pas que le *abstine* fût la moitié de la sagesse, ni que même il en fût partie

intégrante. C'était un sage actif, continuellement mêlé à l'action, aimant l'action, la recherchant toujours, ne la délaissant jamais et qui seulement ne confondait pas l'action avec l'agitation.

C'était un sage qui, sans précipitation ni même empressement, agissait sans cesse pour la tâche choisie, pour le but visé, pour le noble résultat souhaité et qui se donnait tout entier, sans altération de son calme, à sa mission. Français et bien Français, Français du cœur de la France, il eût méprisé cette *ataraxie* qui au fond, quoique demandant du courage, ne laisse pas d'être mêlée de quelque paresse et langueur de cœur, quand elle n'est pas cela même caché sous un beau nom philosophique. Il était un sage qui mettait sa sagesse dans l'action, et qui en l'y mettant ne croyait pas la compromettre, mais croyait la placer où il faut qu'elle soit et c'est à savoir à l'endroit qui a le plus besoin d'elle.

C'était un sage et il ne semblait pas s'en apercevoir et tout au moins il ne songeait pas à s'en féliciter. Il était la modestie même et non pas de cette modestie qui se dénonce et qui, en faisant remarquer qu'elle existe prouve précisément qu'elle n'est guère qu'à l'état de louable intention, mais qui est dans le silence sur soi et dans l'art instinctif de se dérober à l'éloge, et, sans le repousser avec éclat, de le mettre doucement en déroute. Sa physionomie et son attitude semblaient dire : « Je ne permets à personne de faire mon éloge, pas même à moi ; et parce que je ne le fais pas, même indirectement, il faut bien croire que je veux que personne ne le fasse, puisque le laisser faire, c'est toujours un peu y collaborer. »

C'était un sage ; je suis tenté de dire : c'était le sage.

*
* *

Ses deux dernières années furent particulièrement dignes d'admiration et de respect. Il a vu venir avec calme cette guerre qu'il avait tant prévue et il l'a vue éclater avec impassibilité. Il n'a pas interrompu la publication de la *Revue des Deux Mondes;* il ne l'a pas transportée hors de Paris, malgré les inquiétudes d'août et de septembre 1914. Dans ses chroniques de 1914 et 1915 toujours lucides, toujours pénétrantes, toujours admirablement *prévoyantes*, il a mis, de plus, la confiance, la résolution, l'intrépidité, la volonté de vaincre qui étaient dans le

cœur de la nation, mais auxquelles il a donné une forme admirablement éloquente et puissante. Cette fois, il a été pleinement l'âme de la France et il a eu cet honneur, bien mérité, que le pays parlât par sa voix.

On retrouvera ces chroniques dans son volume intitulé *la Guerre*, qui va jusqu'au printemps de 1915 et qui va être suivi d'un second contenant les derniers articles du grand journaliste. On y relira et l'on y goûtera singulièrement une étude sur la carrière et le caractère du prince de Bülow, qui est un modèle de psychologie comme de science politique et qui fut infiniment remarquée par la presse du monde entier. On y avisera tout particulièrement encore tous les articles se rapportant aux questions d'Orient, sur lesquelles Charmes avait une information étendue et très sûre, et qu'il faisait passer par son filtre, si on se permet de parler ainsi, avec une adresse et une infaillibilité admirables. Il avait toujours refusé de mettre en volume les chroniques de la *Revue;* mais pour celles-ci, il sentit que cette histoire au jour le jour était de la grande histoire et aussi que les vertus morales dont elles étaient l'expression pouvaient être, seraient certainement un entretien et une nourriture profondément salutaires, aux circonstances où nos sommes, pour les esprits et pour les cœurs.

Il eut raison, et cette lecture que je viens d'achever, en faisant repasser devant mes yeux les jours terribles que nous avons vécus, et en me faisant assister aux belles émotions d'une grande âme, m'a donné quelque chose de la magnifique fermeté et de la générosité réconfortante dont elle fut pleine. Un jour, prochain sans doute, à ces deux volumes sur la guerre de 1914, on joindra quelques volumes constituant un *choix* des articles de Francis Charmes, et la postérité pourra y prendre l'idée de ce que fut au XIXe siècle le bon sens français, la raison française appliquée aux choses de la politique et de l'histoire. Je crois pouvoir assurer que de ce sens droit et de cette raison sûre nul plus exact représentant ne se trouvera, ni plus fidèle dépositaire, ni plus lumineux interprète, que l'essayiste Francis Charmes.

*
* *

Il mourut brusquement, d'une maladie cachée et insidieuse, qu'il ignorait, et qui faisait en lui son progrès insensible et

redoutable pendant qu'il se soignait pour autre chose qui était moins grave. Il fut doux envers la mort comme il l'avait été envers la vie, s'étonnant seulement un peu de sa promptitude, qui en effet fut extrême. Si sa vie à la dernière heure s'est déroulée devant son esprit, il a eu cette récompense d'y voir une succession d'actions bonnes et justes et comme une théorie harmonieuse de belles manifestations de la plus noble activité humaine. Il n'a vécu que pour bien penser et pour aider les autres à bien penser. Il n'a vécu que pour donner à son pays le secours de bons conseils et de méditations sérieuses et salutaires.

J'estime que son influence a été très considérable et qu'elle a été excellente. Pendant quarante ans, presque quotidiennement, il a donné une forme claire, accessible et engageante aux idées libérales, généreuses et civilisatrices. Pendant quarante ans, il a engagé tous les partis à se rallier à la politique de la justice, de la tolérance réciproque, de l'amour de la Patrie et de l'émulation dans cet amour. Pendant quarante ans, avant la séance du 4 août 1914, il a prêché de tout son cœur l'union sacrée. Son action répétée et infatigable, comme elle a été sans trêve, n'a pas été sans résultat. Elle existe, cette troisième France, qui n'est ni la France noire, ni la France rouge et qui veut être uniquement la France française; elle existe, cette France qui veut être libre du côté des partis comme du côté des gouvernemens, et qui ne demande que justice pour tous et pour tous libre exercice et libre expansion des saines initiatives. Elle existe, et c'est un peu et c'est beaucoup à Francis Charmes qu'elle doit d'exister et d'avoir conscience d'elle-même.

C'est le rôle et c'est l'office du grand journaliste, non pas de créer des états d'esprit, mais de leur donner une forme précise, une attitude caractéristique, une physionomie propre, un mot où ils se sentent exprimés et définis, grâce à quoi ils acquièrent constance et fermeté et comme un degré de plus dans l'être. Il n'y a pas, de la part du journaliste, création proprement dite, mais il y a organisation, constitution d'un organisme. Cette démiurgie, personne ne l'a exercée avec plus d'art, ni avec plus de persévérance et douce ténacité que Francis Charmes.

La France libérale, qu'il fût ou qu'il ne fût pas dans le Parlement, qu'il fût ou qu'il ne fût pas personnellement et nom-

mément connu d'elle, a eu en lui un chef, une pensée centrale et dirigeante, une âme sensiblement ou insensiblement opérante, une source discrète, à demi cachée, mais perpétuellement féconde et vivifiante. Il y a, il y aura quelque chose de la pensée de Charmes dans tout vote qui est émis, qui sera émis dans le sens de la liberté, de l'équité, du respect des droits, du respect des bonnes volontés, du respect des consciences. Et il n'y a pas plus belle récompense d'une belle vie que de laisser ainsi comme un héritage de bonnes pensées se transformant en actes bons et utiles au pays aimé.

D'autre part, je crois que son influence a été grande aussi et salutaire à l'étranger. Cette France sage, généreuse, libérale, avisée, prudente, éloignée des chimères, qui existe et dont, autour de nous, nous constatons tous les jours la présence, il a persuadé aux étrangers qu'elle existait. Il en a fait comme la démonstration et l'expérimentation sous les yeux de l'étranger. Il était beaucoup lu, je le sais, et beaucoup, pour ainsi parler, *consulté* au delà des frontières; car on savait qu'il exprimait la pensée d'une partie très considérable du peuple français. Or, par sa manière d'envisager les faits politiques de l'Europe et du monde, il disait à l'Europe et à l'univers que la France n'était désormais un danger pour personne et était une utilité pour tout le monde, était un bien international; qu'à jamais guérie de l'esprit d'ambition et de conquête, elle ne voulait que l'équilibre européen, que, par conséquent, de cet équilibre, elle était le soutien comme le garant, et que l'Europe entière, sans parler de l'au-delà, était intéressée à la vitalité et à la grandeur de la France.

Il disait ces choses que les faits devaient prouver si justes; il les disait en suivant au jour le jour les événemens et les incidens et il aidait ainsi les événemens à préparer la grande alliance entre les peuples qui ne veulent aussi que l'indépendance et l'autonomie des peuples européens. Cette alliance à laquelle les destinées du monde sont attachées, cette alliance dont dépend toute l'histoire future, c'est la force des choses qui l'a faite; mais la force des persuasions y a aidé et dans cette force des persuasions Francis Charmes a une très large part.

Si donc, de quoi je ne doute point, la victoire définitive et durable reste aux défenseurs du droit et aux champions du monde, si cette victoire achemine l'Europe vers une constitu-

tion pacifique et sûre où tout peuple ait son indépendance et où aucun n'ait l'empire; si de cet état de choses résulte une période de labeur fécond, d'émulation sans rivalité et de prospérité et de bonheur, ou du moins de bien-être, pour le genre humain, Francis Charmes, n'en doutons pas, sera compté par la voix de l'histoire au nombre des préparateurs, modestes mais considérables, de ces grands effets et la reconnaissance des peuples ira vers le groupe (anonyme peut-être pour eux, mais qu'importe?) des hommes de bonne volonté, de grand labeur et d'ardente foi dont il aura voulu être et dont il aura été.

Nous qui saurons son nom et qui aurons eu le bonheur de le connaître, nous garderons son souvenir comme un réconfort et comme un exemple et comme un viatique. Il nous sera une conscience. Tenant la plume, prenant la parole ou simplement nous mêlant aux entretiens des hommes, nous nous dirons, selon les cas : « Francis Charmes m'eût approuvé; » ou : « Francis Charmes n'aurait peut-être pas été content de moi. » Cette façon de se survivre est réservée aux grands honnêtes gens et c'est quand on a été une belle conscience pour soi-même qu'on mérite d'être la conscience des autres et qu'en effet, tout naturellement, comme tout justement, cela nous arrive.

Et c'est ainsi que Francis Charmes continuera à vivre parmi nous et continuera à rendre des services à ce pays qu'il a tant aimé. La France elle-même, la France en possession d'une victoire qu'il n'aura pas eu le bonheur de voir, la France généreuse et libérale, — et j'espère bien que désormais cette France-ci sera la France tout entière, — gardera pieusement le nom de Francis Charmes, avec affection et reconnaissance, le gardera maternellement, parmi ceux des meilleurs et des plus nobles de ses enfans.

ÉMILE FAGUET.

VISITES AU FRONT

I. — EN ARGONNE

Mars 1915.

Grâce à une permission de visiter quelques ambulances et hôpitaux d'évacuation, j'eus, à la fin de février 1915, ma première impression directe de la guerre.

A ce moment-là, Paris n'était déjà plus compris dans la zone militaire, ni en réalité ni en apparence. Certes, le nuage de guerre pesait encore sur la ville, mais elle était animée d'une telle activité, d'une confiance si réconfortante, que la menace cachée derrière ce sombre nuage semblait bien lointaine, — lointaine par la distance autant que par le temps. Maintenant encore, à quelques kilomètres des portes, on est frappé de passer brusquement de cette atmosphère de sécurité et de travail paisible dans une région où la guerre apparaît dans toute sa réalité.

En allant vers l'Est, on commence à s'apercevoir de ce changement tout de suite après Meaux. Entre cette tranquille cité épiscopale et la colline où s'élève Montmirail, la grande lutte du mois de septembre n'a guère laissé de traces, sauf, de loin en loin, au milieu des champs abandonnés ou fraîchement labourés, un petit monticule surmonté d'une croix avec une couronne desséchée. Pourtant, on a déjà le sentiment qu'on est dans un autre monde. En ce jour glacé de février, quand nous quittâmes Meaux pour prendre la route de l'Argonne, cette impression nous vint surtout de l'étrange absence de vie dans les villages que nous traversions. Parfois, sur le ciel d'hiver, on voyait la silhouette d'un laboureur avec sa charrue, ou bien

une vieille femme ou un enfant debout sur une porte ; mais la plupart des champs étaient déserts et presque toutes les portes étaient vides. Nous dépassions quelques charrettes conduites par des paysans, un vieillard qui coupait du bois dans un taillis, un cantonnier sur la route ; mais plus d'automobiles civils. Tous ceux que nous pouvions voir passaient comme des tourbillons, étaient d'un gris poussière uniforme, sur lequel nous distinguions la Croix-Rouge ou le numéro d'un corps d'armée.

A chaque pont, à chaque passage à niveau, une sentinelle barrait la route en élevant son fusil au-dessus de sa tête. Il fallait s'arrêter et montrer ses papiers. C'était, jusque là, à peu près la seule manifestation visible du régime militaire, mais en descendant la première côte après Montmirail on avait subitement l'impression de tomber en pleine guerre.

Le long de la route blanche, on voyait l'interminable file des automobiles militaires serpenter à perte de vue, se dirigeant vers l'Est, interrompue de temps en temps par la sombre masse d'un régiment en marche ou par un train d'artillerie dont on entendait de loin les caissons résonner sur la route.

Dans les intervalles, après chaque passage de ces masses militaires, nous avions la route pour nous, quittes à nous garer parfois pour laisser passer comme un éclair quelque motocyclette montée par une estafette ou un petit automobile glapissant surchargé d'officiers, apparitions bizarres avec leurs lunettes, leurs peaux de biques et leurs passe-montagnes.

Tous les villages semblaient vides, — non pas au figuré, mais à la lettre. Aucun d'eux n'avait réellement souffert de l'invasion allemande : à peine, par-ci par-là, une maison en ruines sur laquelle quelque vengeance accidentelle s'était exercée. Mais depuis l'exode général, en septembre 1914, ces villages avaient été abandonnés et n'étaient plus occupés que par les troupes. De Montmirail à Châlons, tout ce riche pays n'était plus qu'un désert.

Dès l'arrivée, on se sentait électrisé par l'aspect de Châlons. La vieille ville resserrée entre le canal et la rivière, servait de quartier général à une armée... non pas à un corps d'armée ou à une division, mais à une armée complète ; et les vieilles rues grises qui se croisent au pied des tours de Notre-Dame étaient toutes vibrantes d'activité guerrière. La place où s'élève

l'hôtel de la Haute-Mère-Dieu présentait le tableau le plus complet et le plus vivant qu'il fût possible d'imaginer de la guerre moderne. Les canons et les omnibus automobiles en longues files ne forment pas de groupes pittoresques comme les cavaliers d'un régiment; le bruit des motocyclettes crachant la fumée est moins belliqueux que le hennissement impatient des chevaux, et le métal des torpedos de course ne brille pas comme l'acier des casques et des cuirasses. Pourtant, une fois qu'on a l'œil habitué à la laideur des lignes et à l'uniformité des couleurs du nouvel appareil guerrier, on découvre tout ce qu'il y a de brillant dans une pareille scène. C'est le spectacle magnifique de tout ce qui peut se concentrer d'énergie dans un grand centre guerrier, sans que ce spectacle évoque encore la douloureuse vision où aboutira, hélas! un peu plus loin l'élan de cette superbe énergie.

Et encore, même ici, cette vision ne nous est-elle pas pour longtemps épargnée; car on ne peut pas traverser Châlons sans rencontrer la longue procession des éclopés, douloureuses épaves revenant du champ de bataille, brisés, anéantis, sourds, à moitié gelés et paralysés. C'est par milliers que ces malheureux sont renvoyés du front pour aller se soigner et se reposer. On se sent pénétré de tristesse en les voyant se traîner misérablement, et en rencontrant les regards hallucinés de ces yeux qui ont vu tant de choses que l'on n'ose pas décrire...

Si l'on pouvait ne pas voir les éclopés dans les rues, et les blessés dans les hôpitaux, Châlons offrirait un spectacle réconfortant. A notre retour à l'hôtel, l'harmonie grise des automobiles et des uniformes semblait presque étincelante sous le ciel d'hiver. Le continuel va-et-vient des estafettes affairées, les ordonnances tenant en mains les chevaux des officiers qui se mettaient en selle (car il y a encore des officiers à cheval), l'arrivée d'élégans autos remplis d'uniformes chamarrés, les innombrables camions gris s'en allant pour être immédiatement remplacés par d'autres, le passage des ambulances de la Croix-Rouge ou des détachemens se dirigeant vers le front, — tout cela formait une vision de guerre qu'on ne pouvait se lasser de regarder.

Et à l'hôtel, quel encombrement de manteaux de fourrures et de havresacs! Dans le restaurant, autour des tables, quels groupes pittoresques de figures énergiques et bronzées!

Peu de de civils peuvent arriver jusqu'à Châlons, et presque toutes les tables sont occupées par des officiers et des soldats, — car, en dehors du service, il ne semble pas y avoir de distinction de rang dans cette belle armée démocratique, et un simple pioupiou a le droit de s'offrir l'ordinaire excellent de la Haute-Mère-Dieu tout comme son colonel.

Le coup d'œil est d'un intérêt sans égal. C'est un travail que d'essayer de s'y reconnaître dans les uniformes si variés. Après une semaine dans le voisinage du front, on a pu constater qu'il n'y a pas deux uniformes pareils dans l'armée française. Les autorités militaires ont longuement cherché un bleu invisible à distance. Pour s'assurer qu'il n'est pas un ton qui n'ait été essayé, il suffisait de regarder autour de nous tous ces uniformes, variant du gris bleu le plus pâle au bleu marin le plus sombre. D'autres couleurs s'ajoutent aussi à la gamme de ces bleus sans nombre : le rouge coquelicot des tuniques des spahis, et des nuances moins accusées, tel un certain drap verdâtre qu'on a sans doute fini par employer parce que toutes les ressources du matériel d'étoffes ont été épuisées.

La coupe aussi varie : on voit des tuniques ajustées de l'ancien modèle, d'autres, copiées sur celles des Anglais, flottantes avec des ceintures. Et comment déchiffrer, quand on n'en a pas la grande expérience, les emblèmes désignant les grades et les différentes armes? On peut, à la rigueur, reconnaître les ailes des aviateurs, la roue des automobilistes, et quelques autres symboles; mais il y en a tant : les majors, les pharmaciens, les brancardiers, les sapeurs, les mineurs, et Dieu sait combien d'élémens de cette multitude qui est en réalité la nation tout entière! Ce tableau offre autant de variétés dans les physionomies que dans les uniformes; et tous ont également leur caractère. On s'explique, à les considérer, pourquoi les Français disent, en parlant d'eux-mêmes : « La France est une nation guerrière. » La guerre est le plus grand des paradoxes : elle est la plus brutale régression de l'humanité, et pourtant, elle éveille dans chaque race des qualités morales qu'elle seule, semble-t-il, a le don de ressusciter. Tout dépend du genre d'émotion que la guerre réveille chez un peuple. Il suffit de jeter un regard sur les figures entrevues à Châlons pour comprendre dans quel sens la France est une nation guerrière.

Ce n'est pas trop dire que d'affirmer qu'ici la guerre a revêtu

de beauté ces figures françaises, souvent spirituelles, fines, malicieuses, mais plus rarement douées de traits réguliers. Presque tous ces visages de soldats qui se pressent autour des tables, jeunes ou vieux, distingués ou vulgaires, ont le même caractère d'énergie et de confiance : il semble que toutes les nervosités, les agitations, les petits égoïsmes et les mesquineries personnelles aient disparu au contact d'une grande flamme de patriotisme. Merveilleux exemple de la rapidité avec laquelle l'extérieur même des hommes peut être transformé par la noblesse de leur idéal.

Sans doute, la déclaration de guerre avait trouvé la plupart de ces hommes attelés à des besognes modestes, vaines ou futiles. Aujourd'hui, chacun d'eux prend sa part d'une œuvre immense. Il en a conscience, et par là même se sent grandi.

La route, en quittant Châlons, continue au Nord à travers les collines de l'Argonne. Encore des pays déserts : des soldats musent sur les portes où jadis des vieilles filaient leurs quenouilles. D'autres soldats baignent leurs chevaux dans la mare du village, ou font la soupe dans les cours des fermes. Encore des soldats dans les boqueteaux sur le bord de la route; ceux-ci abattent de jeunes sapins, les coupent à des longueurs égales, et empilent les troncs sur des charrettes. Nous ne tardâmes pas à voir à quel usage ces sapins étaient destinés. A chaque carrefour, à chaque pont de chemin de fer, une guérite faite de boue, de paille et de branches de sapin enchevêtrées, était collée au talus ou soudée comme un nid d'hirondelles dans un coin abrité.

Un peu plus loin, nous commençâmes à voir de grands parcs d'artillerie de plus en plus rapprochés. C'étaient des groupes de 75, nez à nez, généralement dans un champ derrière un bois, à quelque distance de la route, et toujours flanqués d'une rangée de lourds camions automobiles. Les 75 ressemblaient à des gazelles géantes paissant au milieu d'un troupeau d'éléphans, et les écuries construites à côté avec des branches de sapin tressées eussent pu passer pour les abris de leurs gardiens.

Le pays, entre Marne et Meuse, est l'un de ceux où la fureur des Allemands s'est exercée avec le plus de sauvagerie pendant ces sinistres journées de septembre 1914. A mi-route, entre Châlons et Sainte-Menehould, nous vîmes les premiers témoi-

gnages de l'invasion : c'étaient les pitoyables ruines du village d'Auve.

Ces sourians villages de l'Aisne se ressemblent tous, avec leur grand'rue bordée de maisons aux bois apparens, les hauts toits de leurs granges et leurs pignons tapissés d'espaliers. On s'imagine donc facilement ce que pouvait être Auve, sous la lumière bleue de septembre, au milieu de ses vergers mûrissans et de ses récoltes blondes se déroulant jusqu'à un horizon de collines boisées. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un chaos de gravats et de scories. A peine peut-on distinguer la place qu'occupait chaque maison. Nous avons vu, par la suite, bien d'autres villages ravagés; mais Auve était le premier. Peut-être est-ce pour cela que nous y fûmes, plus qu'ailleurs, hantés par la vision de toutes les angoisses, de toute la terreur et de tous les déchiremens que représentent les ruines de la plus chétive bourgade. De tous les mille et un petits souvenirs qui rattachent le passé au présent, — photographies accrochées aux murs, buis bénits pendus au crucifix, lettres écrites d'une main malhabile et lues avec effort, robes de mariées pieusement gardées au fond de vieilles malles, — de tout cela il ne reste qu'un tas de briques calcinées et quelques bouts de tuyaux tordus par l'incendie...

En consultant notre carte, aux environs de Sainte-Menehould, nous constatâmes que derrière la ligne des collines parallèle à la route, à 12 ou 15 kilomètres au Nord, les deux armées étaient aux prises. Mais nous n'entendions pas encore le canon, et rien ne nous révélait le voisinage très proche de la lutte, quand, à un détour de la route, nous nous trouvâmes en face d'une longue colonne de soldats vêtus de gris. C'étaient des prisonniers qui s'avançaient vers nous entre deux rangs de baïonnettes. Ils venaient d'être pris : jeunes gars vigoureux, bâtis pour le combat, ne paraissant, hélas! ni affamés ni exténués. Leurs larges visages blonds étaient sans expression : visages clos, ne témoignant ni arrogance ni abattement. Ces vaincus ne semblaient nullement affligés de leur sort.

Notre laissez-passer du Grand Quartier Général nous mena jusqu'à Sainte-Menehould, aux confins de l'Argonne, où il fallut nous arrêter au Grand Quartier Général de la Division pour obtenir la permission d'aller plus loin.

L'État-Major était logé dans une maison qui avait eu beaucoup à souffrir de l'occupation allemande. On y avait improvisé

des bureaux à grand renfort de cloisons. On nous fit asseoir dans un de ces bureaux de fortune, sur un vieux canapé de damas éraillé. Au mur, des affiches de théâtres, et en face, un lit avec une courtepointe de soie prune. Tout en attendant, nous entendions la sonnerie du téléphone, le bruit sec d'une machine à écrire, le son d'une voix dictant des lettres, au milieu d'un va-et-vient d'estafettes et d'ordonnances.

La prolongation nous fut enfin accordée, mais on nous pria de gagner au plus tôt Verdun, la route, ce jour-là, n'étant pas ouverte aux automobiles particuliers. Cet avis, aussi bien que l'activité qui régnait au Quartier Général, nous donna à penser qu'il devait se passer quelque affaire d'importance derrière la ligne des collines bordant la route au Nord. Nous devions bientôt savoir de quoi il s'agissait.

Nous quittâmes Sainte-Menehould vers onze heures, pour arriver avant midi à un village situé sur une hauteur qui dominait tout le pays d'alentour. L'aspect des premières maisons n'avait rien d'anormal; mais bientôt la grande rue, après une descente, déboucha brusquement sur une longue perspective de ruines désolées, restes calcinés de ce qui fut Clermont-en-Argonne. La situation pittoresque de ce petit bourg, au sommet d'une colline, fait paraître plus lamentable encore l'aspect de ses ruines. Il domine tout le pays; et, à travers les arceaux de son église saccagée, on découvre un si riant paysage!

A l'autre extrémité de ce qui fut la grande rue s'élève encore un petit groupe de maisons dominé par l'hospice de vieillards. Sœur Gabrielle, qui le dirige, n'a pas quitté ses pensionnaires au moment de la grande panique qui a mis en fuite toutes les autorités de Clermont. Depuis lors, elle a recueilli et soigné les blessés qui ne cessent de lui arriver du front voisin. Nous la trouvâmes en train de préparer, avec ses religieuses, le déjeuner des malades dans la petite cuisine de l'hospice, — cuisine qui lui sert en même temps de salle à manger et de cabinet de travail. Elle insista pour nous offrir une part de la « popote » de l'hospice, et nous raconta, pendant que nous déjeunions, l'histoire de l'invasion : les soldats allemands enfonçant les portes à coups de crosse, et les officiers faisant irruption, revolver au poing, dans le grand vestibule voûté où elle se tenait parmi ses vieillards et ses religieuses.

Sœur Gabrielle est petite, plutôt forte, et pleine d'activité.

Sa figure rappelle ces visages vermeils et malins qui se détachent sur les fonds sombres de certains vieux tableaux flamands. Ses yeux sont pétillans de vivacité, et il y a dans son récit autant de gaieté que de colère. Elle n'épargne pas les épithètes quand elle parle de ces « satanés Allemands. » Les religieuses et les infirmières du front ont vu trop de choses pour ménager leurs termes. Malgré toute l'horreur des sinistres journées de septembre, alors que Clermont n'était qu'un vaste brasier, et que ceux des habitans qui n'avaient pas fui étaient à tout instant menacés de mort, aucun des petits détails de la vie quotidienne n'avait échappé à sœur Gabrielle. Elle nous racontait, par exemple, son embarras pour s'adresser au Commandant, « si grand, disait-elle, qu'elle ne pouvait pas voir ses pattes d'épaules... »

Une sœur tourière nous versait le café quand une femme entra et nous dit, du ton le plus naturel du monde, qu'on se battait ferme de l'autre côté de la vallée. Elle ajouta qu'un obus venait de tomber tout près de là, et, que, si nous voulions traverser la rue, nous pourrions voir la bataille d'un jardin de l'autre côté de la rue. Nous ne fûmes pas longs à nous y rendre. Sœur Gabrielle nous montra le chemin, montant quatre à quatre les marches de la maison d'en face, où nous rejoignîmes un groupe de soldats rassemblés sur une terrasse gazonnée.

Le canon tonnait sans répit et nous semblait si proche que nous ne pouvions comprendre comment la colline que nous regardions pouvait avoir conservé son paisible aspect de tous les jours. Mais quelqu'un nous prêta une longue-vue et subitement, il nous fut donné de voir nettement tout un coin de la bataille de Vauquois : l'assaut des pentes par l'infanterie française. En bas, les traînées de fumée flottant au-dessus des batteries françaises, et au fond, sur les crêtes boisées se profilant contre le ciel, les éclairs rouges et les panaches blancs des pièces allemandes. — Pan ! pan ! — Les canons se répondaient, tandis que l'infanterie, escaladant la côte, s'engouffrait dans le taillis strié de la lueur des coups. Et nous restions là, muets de saisissement de nous trouver, par le plus imprévu des hasards, témoins de l'une des rares luttes visibles de cette guerre souterraine.

Sœur Gabrielle, pour habituée qu'elle fût à de pareils spectacles, suivait avec le plus vif intérêt les péripéties de la lutte. Debout à nos côtés, bien d'aplomb dans la boue sur ses jambes

fortes, elle tenait la jumelle aux yeux, ou la faisait passer aux soldats qui l'entouraient. Mais lorsque nous prîmes congé d'elle, le beau sourire que nous lui avions vu s'était éteint, et elle nous dit tristement : « Nous venons de recevoir l'ordre de tenir quatre cents lits prêts pour ce soir. »

Le moment était venu de tenir notre promesse et de quitter Clermont. A quelques kilomètres au delà, nous vîmes une banderole de la Croix-Rouge sur une maison au bord de la route. C'était dans un petit pays, le hameau de Blercourt, composé de chaumières et vacheries éparses : et nous nous arrêtâmes pour demander au médecin-chef si sa formation avait besoin d'être ravitaillée.

Pataugeant à sa suite dans une boue infecte, nous passâmes de l'une à l'autre des chaumières où il avait aménagé son hôpital. Ensuite, comme nous regagnions la grande route, il nous demanda si nous voulions voir l'église. Il était près de trois heures : sous le porche, le curé sonnait les vêpres. C'était une petite église sans bas côtés. Tout le long de la nef étaient alignées, sur quatre rangs, des couchettes de bois aux couvertures brunes. Presque toutes étaient occupées. On y avait mis « les plus mauvais cas » du docteur ; peu de blessés, mais beaucoup de fiévreux et d'autres malades trop atteints pour être transportés plus loin. Quelques-uns se retournèrent pour nous regarder entrer, mais la plupart ne bougèrent pas.

Le curé, sortant de la sacristie, arrivait devant l'autel suivi d'un enfant de chœur. Un groupe de femmes, sans doute les seuls restes de la population civile, et quelques-uns des soldats que nous avions rencontrés dans le village, se tenaient entre les rangées de couchettes. Le service commença. Sous la lumière pâle de cet après-midi sans soleil, tout était dessiné en demi-tons, noir, blanc ou gris : les malades immobiles sous leurs couvertures sombres, leurs figures livides sur les oreillers blancs, les vêtemens noirs des femmes, et la brume argentée de l'encensoir qu'agitait l'enfant de chœur. Seuls, les cierges de l'autel, piquant de leurs points lumineux le crépuscule, et accrochant des étincelles à la chasuble de l'officiant, faisaient comme le pâle reflet d'un couchant d'hiver. D'abord on n'entendit que les répons monotones des vêpres ; mais tout à coup le curé entonna le cantique du Sacré-Cœur, composé pendant la guerre de 1870. Les voix tremblantes des assistans se joi-

gnirent à la sienne, et bientôt dans toute l'église résonna le refrain :

Sauvez, sauvez la France;
Ne l'abandonnez pas.

Des voix de femmes montaient près de l'autel, cependant que du fond de l'église, les mâles accens des soldats reprenaient le refrain. Les corps sur les couchettes restaient toujours sans mouvement, et plus le jour tombait, plus cette église ressemblait à un cimetière paisible à la lisière d'un champ de bataille.

Après que nous eûmes quitté Sainte-Menehould, le sentiment de la proximité du front nous devint plus obsédant encore. Chaque route que nous voyions à notre gauche semblait une artère menant au cœur de la bataille : Varennes, le Four de Paris, le Bois de la Grurie, n'étaient guère à plus de 12 à 15 kilomètres au Nord. Sur la route même, les convois d'auto-camions et les trains de munitions s'allongeaient et devenaient plus fréquens. Nous dépassâmes une longue file de « soixante-quinze » et, plus loin, nous vîmes un grand détachement d'artillerie traversant à fond de train un champ. Le mouvement de ravitaillement paraissait incessant : tous les villages que nous traversions regorgeaient de soldats chargeant ou déchargeant des camions ; d'autres étaient groupés autour des autobus d'où l'on voyait sortir, à profusion, des pains, des quartiers de bœuf et des conserves.

A mesure que nous approchions de Verdun, le bruit de la canonnade devenait plus intense. En passant sous les fers aigus de la herse, nous eûmes l'impression d'arriver dans un des derniers avant-postes d'une puissante ligne de défense. La désolation de Verdun n'était pas moins impressionnante que la fébrile activité de Châlons.

La population civile avait été évacuée dès septembre, et bien peu d'entre les habitans étaient revenus depuis. Le plupart des magasins étaient fermés, et presque toutes les troupes étant dans les tranchées, il n'y avait aucune animation dans les rues.

Avant de se mettre en quête d'un logement, le voyageur ayant montré ses papiers à la sentinelle qui garde la porte, est tenu de les faire vérifier à la citadelle, où l'autorité mililaire lui délivre un permis de séjour qu'il faut ensuite faire viser par

la police. Le principal hôtel de Verdun était bien moins encombré que la Haute-Mère-Dieu de Châlons. Bon nombre d'officiers y prennent leurs repas, mais l'ambiance est tout autre; ici le silence et comme un recueillement passif. Toute la vie de Verdun paraissait concentrée dans ses hôpitaux. A mesure que la nuit tombait, les rues devenaient plus désertes encore et la canonnade paraissait se rapprocher et redoubler de violence.

Ce premier soir, le sentiment d'isolement était tel que chaque écho renvoyé des collines par delà les remparts évoquait une vision particulière de destruction. Puis, soudain, au moment où l'imagination tendue semblait avoir atteint la suprême limite d'endurance, ce tonnerre lugubre prit fin. Un instant après, sous ma fenêtre, un pigeon se mit à roucouler; et pendant toute la nuit, j'entendis alterner étrangement le roucoulement du pigeon et le roulement du canon.

On nous avait avertis, à Sainte-Menehould, que, pour des raisons d'ordre militaire, nous devrions suivre, pour retourner à Châlons, une route située plus au Sud. En quittant Verdun le lendemain, nous prîmes donc la direction de Bar-le-Duc, à travers un beau pays assez accidenté, où la guerre n'avait laissé d'autre trace que l'abandon des villages, uniquement occupés par la troupe.

Après Verdun, le bruit du canon devint de moins en moins distinct et cessa finalement tout à fait. Nous avions l'impression de nous éloigner de plus en plus de la fournaise pour rentrer dans un monde normal; mais, à un carrefour, nous vîmes sur un poteau un nom qui, brusquement, nous ramena en pleine guerre : *Saint-Mihiel, 18 kilomètres.*

Saint-Mihiel, l'écueil, le point dangereux de la région, le défaut de la cuirasse, Saint-Mihiel n'était qu'à quelques kilomètres! Un quart d'heure d'auto sur ce chemin d'aspect paisible, et nous nous trouverions au milieu des uniformes gris et des casques à pointe...

Le souvenir de ce poteau nous a suivis pendant bien des kilomètres, comme l'ombre d'un nuage gros de tempête assombrissant parfois tout un paysage.

Rien de cette ombre ne s'étendait sur Bar-le-Duc. La charmante petite ville était assoupie dans son calme habituel. On rencontrait peu de soldats; c'était la vie civile qui prévalait.

Après quelques jours passés sur les confins de la guerre, dans une région où tout est empreint de son influence mystique, on se sent comme diminué à ses propres yeux en rentrant dans un milieu d'activité familière. Malgré soi, on cherche dans les yeux des passans un reflet de cette autre vision, et l'on est déçu de ne voir que des gens qui vaquent avec indifférence à leurs propres affaires.

Un peu après Bar-le-Duc, une autre impression de guerre nous attendait, car notre route suivait exactement la piste de l'invasion d'août 1914, et, entre Bar-le-Duc et Vitry-le-François, la grande route est bordée de villes en ruines.

La première de ces villes victimes est Laimont, qui semble avoir été fauchée par un cyclone; puis Revigny, gros bourg de plusieurs milliers d'habitans, moins complètement rasé parce que ses maisons étaient plus solidement construites, mais semblant plus tragique encore, avec ses larges rues entre des pans de murs roussis où l'on retrouvait des débris de devantures de magasins, des portes ornementées, les restes de colonnades ayant naguère entouré la cour d'un édifice public. Un peu plus loin, le village d'Heitz-le-Maurupt, lamentable entre tous : jadis entouré de jardins et de vergers, maintenant, comme tant d'autres, un amas de ruines informes. Sa pauvre église dépouillée, déshonorée, ressemblait à une victime humaine abandonnée snr le bord du chemin.

Dans cette région, où les croisemens des routes sont fréquens, nous avions souvent de la peine à trouver notre direction. Toutes les indications de pays et de distances ont été effacées sur les bornes; les poteaux ont été renversés; on a même enlevé les plaques qui, sur la première maison des villages, eussent indiqué le nom. Cela complique les voyages, car, les villages étant détruits ou déserts, on ne peut s'adresser qu'aux soldats que l'on rencontre, et leur réponse est presque invariablement la même : « Nous ne savons pas, nous ne sommes pas d'ici. » C'est bonne fortune quand la sentinelle connaît le nom de la localité qu'elle garde.

Sensation étrange de se trouver à soixante kilomètres à peine de Paris, dans un pays d'aspect sauvage, errant, comme nous l'avons fait, pendant des heures sur un plateau couvert de bruyères, interrogeant de tous côtés l'horizon sans que la moindre indication nous permit de découvrir où nous étions!

A un tournant, le hasard nous mena dans un chemin de traverse où des « soixante-quinze » étaient alignés le long du talus comme des fourmiliers gris de quelque monstrueuse ménagerie. Un peu plus loin, nous arrivâmes à un village fangeux occupé par la cavalerie et l'artillerie. Les soldats semblaient sur le point de se mettre en marche : notre arrivée leur causa une telle surprise que la sentinelle ne nous arrêta pas, et nous eûmes ainsi l'occasion de voir, au moment où nous allions sortir de la zone de guerre, un dernier tableau de la vie active et mouvementée du front.

C'était encore cette activité que nous retrouvâmes à Châlons. Déjà, lors de notre précédente visite, la ville était pleine de soldats : à notre retour, les rues vibraient sous les pas des troupes nouvellement arrivées qu'elles pouvaient à peine contenir. Sur la Place, devant la Haute-Mère-Dieu, plus de mouvement que jamais : chacun était pressé, couvert de boue, chacun tenait son emploi dans l'énorme ruche militaire...

Le bruit du canon, de plus en plus proche et intense, se chargea, dès le lendemain matin, de dissiper cette vision de paix ; il grondait plus encore que le premier soir à Verdun. Le lendemain quand nous nous mîmes en route pour rentrer à Paris, il nous sembla qu'une nouvelle armée avait surgi du sol pendant la nuit. Plus d'une fois, il fallut ranger notre voiture pour laisser passer le flot des troupes qui paraissait ne s'épuiser jamais, se dirigeant vers le Nord de la ville. Toute une armée se déroulait devant nous, comme sur une frise : l'infanterie, puis l'artillerie, les sapeurs, les mineurs, les convois sans fin de canons et de munitions, la longue file de voitures de ravitaillement, et enfin les brancardiers suivant les ambulances de la Croix-Rouge. C'était toute l'histoire d'un jour de vie guerrière que nous avions sous les yeux, en regardant ce flot humain s'écoulant silencieusement vers le front. Nous en eûmes encore la vision en lisant, quelques jours plus tard, la concise relation d'un renouvellement d'activité autour de Suippes et du gain coûteux, entre Perthes et Beauséjour, d'une précieuse bande de terrain.

II. — EN LORRAINE ET DANS LES VOSGES

Nancy, 13 mai 1915.

J'ai là, près de moi, sur ma table, un bouquet de pivoines..., de ces honnêtes pivoines roses de jardin de village, qui ont une bonne figure ronde et épanouie. Elles ont été cueillies, tantôt, à Gerbéviller, dans le jardin d'une maison en ruines, — d'une maison à ce point calcinée et bouleversée que, pour trouver des épithètes propres à la décrire, il faudrait emprunter le langage imagé de quelque prophète hébreu, célébrant la chute d'une cité d'idolâtres.

Depuis notre départ de Paris, hier matin, nous avons passé par des rues et des rues aux maisons ainsi éventrées ; nous avons traversé des villes et des villes tordues par les dernières convulsions de leur agonie ; et partout, devant les monceaux de pierres qui furent jadis des maisons, et les fondrières qui furent des rues, nous avons vu des fleurs et des légumes pousser dans des jardins fraîchement ratissés et arrosés. Si je parle de mes pivoines, ce n'est pas pour en faire une allégorie de la nature inconsciente voilant de fleurs les barbaries humaines : je les place en tête de mon récit comme symbole de l'énergie consciente qui replante et rebâtit au milieu de la dévastation.

Au mois de mars dernier, les villes de l'Argonne que nous traversions semblaient complètement mortes ; mais hier on voyait germer partout une vie nouvelle. Nous suivions une autre piste de l'invasion, une de ces gigantesques balafres dont la Bête avait déchiré le pays en septembre dernier, entre Vitry-le-François et Bar-le-Duc. Étrepy, Pargny, Sermaize-les-Bains, Andernay sont les noms de ses victimes.

Sermaize-les-Bains était autrefois une jolie petite ville d'eaux au milieu de coteaux boisés ; les autres, de gros bourgs entourés de fermes. De tout cela il ne reste que quelques escarres sur le riant paysage printanier.

Mais beaucoup de ces ruines résonnaient du bruit du marteau, et partout des maçons étaient déjà à l'ouvrage. Là où tout semblait le plus mort, apparaissaient des symptômes de retour à la vie : des enfans jouaient dans les ruines, et, de loin en loin, un visage âgé risquait un regard timide à travers les fentes d'un abri accoté à un pan de mur écroulé. Une ancienne

voiture de tramway, convertie en café, portait l'enseigne : « Au Restaurant des Ruines ; » partout, entre les murs calcinés, dans les jardins soigneusement ratissés, on voyait pousser radis et laitues.

Au sortir de Bar-le-Duc, nous prîmes au Nord-Est ; et, en entrant dans la forêt de Commercy, nous commençâmes à entendre la grande voix du front. C'était le plus tiède et le plus paisible des jours de mai ; dans la clairière où nous fîmes halte pour déjeuner, le silence de midi fut soudain rompu par le puissant grondement de l'artillerie. Dans l'intervalle des détonations, aucun bruit, sauf le bourdonnement des cousins voltigeant au soleil et le rappel sylvestre d'un coucou au fond de la futaie... Au bout du sentier apparurent des cavaliers vêtus de bleu fané ; les robes de leurs chevaux luisaient comme des châtaignes mûres. Ils échangèrent quelques mots avec nous, acceptèrent des cigarettes et repartirent ; et, dans le silence plus profond, l'insecte, l'oiseau et le 75 reprirent leur trio interrompu.

La ville de Commercy paraissait aussi impassible que si la canonnade qui ébranlait ses vitres eût été l'écho de quelque rumeur renvoyée par les collines. Les villes voisines du front, aguerries au bruit des combats, poursuivent leur vie quotidienne avec un calme que l'on pourrait appeler de l'inconscience s'il ne méritait pas un nom plus honorable. A l'heure présente, l'existence de Commercy est toute subordonnée à l'occupation militaire. Mais en voyant ces rues ensoleillées qui semblent si paisiblement endormies, on a peine à croire qu'on soit vraiment à moins de 8 kilomètres de la ligne de feu. Et pourtant les Français, par une étrange perversion de l'amour-propre national, continuent à se donner eux-mêmes pour une race nerveuse et impressionnable !

Cet après-midi, en route pour Gerbéviller, nous retrouvâmes une fois de plus le sillon de l'invasion de septembre 1914. Ces collines, maintenant toutes frissonnantes de fraîcheur printanière, ont été, pendant ces jours brûlans d'automne, prises et reprises à la fortune des combats. Chaque engagement a laissé sa trace sinistre. Les champs sont semés de croix de bois que la charrue fait un détour pour éviter ; beaucoup de villages ont été détruits ; parfois une ruine isolée marque le centre d'une lutte plus violente. Mais les travaux rustiques se poursuivent si

paisiblement sous la verdeur des premières feuilles que les cicatrices de la guerre semblent déjà les vestiges de calamités anciennes. Ce n'est qu'en nous trouvant en vue de Gerbéviller que nous fûmes de nouveau bouleversés par l'horreur immédiate de la guerre. La ville s'étendait naguère sur la pente qui domine la Meurthe : ce devait être un paisible et gracieux séjour. Du moins, est-ce ainsi qu'on peut se figurer le Gerbéviller d'antan, quand on le découvre par delà la vallée. Mais lorsqu'on se rapproche, tout disparaît dans un chaos informe. Gerbéviller a été nommée « la Ville martyre, » honneur que beaucoup d'autres villes pourraient lui disputer; mais il est peu probable qu'il en soit une dont la dévastation puisse rivaliser d'horreur avec celle-ci. Les ruines de ses maisons semblent à la fois avoir été vomies par la terre et broyées sous un cyclone. En songeant que ce cataclysme n'est pas dû à quelque convulsion de la nature, mais qu'il est le résultat d'un plan froidement conçu et exécuté par des êtres soi-disant humains, on se sent comme glacé de désespoir. Cette pitoyable petite ville, ceinte de jardins, a été bombardée comme si on eût eu affaire à une forteresse blindée; puis les Allemands, une fois entrés, aménagèrent un foyer incendiaire dans chaque maison et, à un signal donné, y lancèrent une pastille explosive. La besogne fut si minutieusement organisée qu'en présence d'une telle méthode, on a lieu de s'étonner qu'un seul être humain ait pu échapper au brasier. Quelques-uns y parvinrent cependant, mais n'allèrent pas loin, car les baïonnettes les attendaient.

A un coin de rue nous lûmes, au-dessus d'une porte noircie par la fumée, l'enseigne : « Monumens funèbres. » Le nom de la rue était : « Ruelle des Orphelines. »

A l'une des extrémités de la grande rue s'élevait une jolie habitation, dans le vieux style lorrain, avec sa porte basse, son grand toit et ses hauts pignons : c'est du jardin de cette maison que viennent mes pivoines roses, cueillies par le propriétaire, M. L..., ancien maire de Gerbéviller, qui a été témoin de toutes les horreurs de l'invasion.

M. L... vit maintenant dans la cave d'un voisin, la sienne étant entièrement comblée par les débris de sa demeure. Il nous narra l'histoire des trois jours d'occupation allemande : comment lui, sa femme, sa nièce et ses petits-neveux se réfu-

gièrent dans leur cave pendant que les Allemands mettaient le feu à la maison ; et, comment, par l'imposte de la porte donnant sur la basse-cour, ils s'aperçurent que leur retraite avait été découverte par les incendiaires qui s'efforçaient de les y atteindre. Par bonheur, les soldats avaient entassé des monceaux de bois et de paille tout autour des murs, et la chaleur suffocante de ce brasier les empêchait d'approcher de la porte. M. L... et sa famille, pendant trois jours et trois nuits, brisèrent tous les barils qui étaient dans la cave, et, par l'imposte, en jetèrent les morceaux sur le feu qui était leur sauvegarde. Le troisième jour, enfin, commençant à craindre que les murs ne s'écroulassent sur leurs têtes, ils décidèrent de faire une tentative suprême pour s'échapper. La maison était à l'extrémité de la ville; les femmes et les enfans parvinrent à s'enfuir dans la campagne ; mais M. L... fut aperçu par un soldat allemand. Il courut jusqu'au mur qui séparait son jardin du cimetière, et, parvenant à l'escalader, se laissa glisser de l'autre côté, entre le mur et une grande croix de granit couverte de couronnes de verroteries.

A l'abri de ces couronnes, M. L... resta immobile jusqu'à la nuit, écoutant les voix des soldats qui le cherchaient parmi les tombes. Heureusement, ce jour-là devait être le dernier de leur occupation, et la retraite allemande lui sauva la vie.

Toute la ville avait été mise à feu et à sang; et, à l'autre bout de la longue rue, une femme, une religieuse, avait tenu bon, comme Sœur Gabrielle Rosnet à Clermont-en-Argonne, réunissant autour d'elle le troupeau de ses vieillards et de ses orphelins, et leur faisant, de son corps solide et replet, un rempart contre les baïonnettes menaçantes. Elle nous raconta, avec une indignation tranquille et une saisissante simplicité, toutes les atrocités commises pendant ces trois journées sanglantes. Mais c'est déjà de l'histoire ancienne; et, pour le moment, elle n'est occupée qu'à donner aux habitans de Gerbéviller vêtemens et nourriture. Car les deux tiers de la population sont déjà revenus « à la maison : » c'est ainsi qu'ils parlent de leur retour dans ce désert! « Voyez-vous, nous explique Sœur Julie, il y avait les semailles à faire, les jardins à soigner. Il fallait bien revenir. Le gouvernement construit à ces malheureux des baraquemens de bois ; et il y aura certainement de bonnes âmes pour leur envoyer des lits et du linge! »

(Oui, certes, on leur en enverra ! Qui pourrait résister à un tel appel ?) « Et de gros souliers pour travailler aux champs. Il en faut pour les femmes comme pour les hommes, — de pareils à ceux-ci. » Sœur Julie, en souriant, nous montra les gros clous de ses semelles. « Eh ! oui, c'est moi qui ai fait faire tout l'ouvrage de notre ferme. Toutes les femmes s'y sont mises ; il faut bien que nous remplacions les hommes. » Il me semblait voir mes pivoines fleurir sous ses pas...

14 mai.

Nancy, l'une des plus belles cités de France, n'a jamais été plus belle que maintenant. En revenant, hier au soir, de notre tournée dans les villes en ruines, il nous semblait que toutes ses humbles sœurs eussent été sacrifiées pour sauver sa beauté ; et je croyais les entendre nous supplier de ne pas les oublier en admirant l'aînée, dont la sécurité avait été achetée si cher.

La dernière fois que je contemplai l'ordonnance magnifique de la place Stanislas, c'était par une chaude nuit de juillet, un jour de Fête Nationale. La foule emplissait la place et les avenues. Les lignes harmonieuses des arcades et des palais illuminés se détachaient sur la nuit tombante, et des guirlandes de lampions dessinaient la courbe des arcades menant à la place de la Carrière. L'arc de triomphe était couronné de flammes multicolores. Le long rais lumineux d'un projecteur caressait les sombres charmilles du parc, les sculptures des fontaines et les beaux rinceaux dorés des grilles de Jean Damour, et sous ce grand dôme de lumières on entendait le murmure d'un peuple joyeux, célébrant avec insouciance la tradition de belles victoires à demi oubliées.

Maintenant, aussitôt le soleil couché, un silence de plus en plus profond descend sur la place vide et sur les avenues désertes. Hier, vers neuf heures, on ne voyait plus une lumière dans les rues ; toutes les fenêtres étaient hermétiquement closes, et la nuit sans lune semblait couvrir la ville d'un dais de velours noir. Soudain, le pinceau lumineux d'un projecteur cingla le ciel, mit sur les façades sombres des palais une clarté fugitive, sema sur les invisibles grilles des étoiles d'or, puis disparut, laissant la nuit plus noire encore. Quand nous sortîmes du restaurant de la place Stanislas, dont tous les volets étaient fermés, on descendit rapidement derrière nous le rideau

de fer de l'entrée, et nous nous trouvâmes, sur la place, dans des ténèbres si denses que le garçon dut nous guider jusqu'au bord du trottoir. Puis, peu à peu, nos yeux, s'habituant à l'obscurité, purent distinguer les colonnades irréelles de la place de la Carrière et les masses obscures de ses charmilles. Les belles lignes des palais revêtirent alors une dignité auguste, les distances devinrent infinies; sous la voûte du ciel à peine étoilé, Nancy semblait une ville enchantée. On n'entendait pas un bruit : ni le pas d'un passant attardé, ni le frémissement d'une feuille, ni le moindre souffle sous les arcades. Et, tout à coup, dans le silence, le canon se mit à tonner...

14 mai.

Déjeuner avec l'état-major, dans une vieille maison bourgeoise d'une petite ville endormie. Dans le jardin, toute la flore du printemps : acacias, lilas, aubépines, roses banksia. Tout s'épanouissait à la fois. Le long des murs ensoleillés, couraient des plates-bandes rustiques bordées de buis et de lavande. Jamais les fleurs n'avaient répondu plus joyeusement à l'appel du printemps. Au premier étage, le général avait transformé en bureau une chambre à coucher Empire. Nous le trouvâmes là, au milieu de bons gros meubles de province tout surpris de se voir couverts de cartes d'état-major, de plans de tranchées, de photographies prises en aéroplane, et de tous les multiples documens de la guerre moderne. A travers les fenêtres ouvertes, on entendait le bourdonnement des abeilles, le murmure du jardin, et l'on devinait, tout près, derrière les murs, d'autres jardins semblables, où rien n'avait interrompu l'ordre monotone de la vie provinciale.

Nous partîmes de bonne heure pour Mousson sur la Moselle, vieille forteresse en ruines sur une colline dominant la ville de Pont-à-Mousson. Notre route se déroulait aux pieds des hauteurs du Grand Couronné, allant du Sud-Est de Pont-à-Mousson à Saint-Nicolas-du-Port. Pendant tout l'automne dernier, ce joli pays n'a été qu'un vaste champ de bataille. De ces tristes jours, il ne reste d'autre souvenir visible que des croix de bois dans les champs; on ne voit pas de troupes, aucun de ces tableaux de guerre qui donnaient, en mars, un aspect si tragique à l'Argonne. Ici, au contraire, c'est la vie paisible des champs. La route qui va à Mousson est dominée par un village

qui rappelle certains bourgs d'Italie, accrochés au sommet d'une hauteur. C'est le point exact où, en août 1914, l'invasion allemande fut définitivement arrêtée et repoussée, et sur cette même colline, il y a un monument où l'on peut lire cette inscription : « Ici, en l'an 362, Jovinus mit en déroute les hordes des Teutons. »

Un peu avant d'atteindre la hauteur de Mousson, nous dûmes laisser l'automobile dissimulé derrière un talus. La route est repérée par les Allemands, et des piétons isolés ont moins de chance qu'un automobile d'attirer leur feu. Nous grimpâmes sous une pluie battante. A l'abri du château, nous nous arrêtâmes pour regarder la vallée de la Moselle, les toits de Pont-à-Mousson et le pont détruit qui reliait jadis les deux quartiers de la ville. Seules, les ruines de ce pont nous rappelaient que nous étions si près de la guerre. Le vent était trop fort pour que les batteries pussent tirer. Rien ne laissait deviner que le bois que nous voyions à nos pieds, derrière le toit de l'hospice, était bordé de tranchées ennemies et hérissé de fusils, ni que les collines de l'autre côté de la vallée étaient garnies de canons aux aguets. Et pourtant, les Allemands étaient bien là, et entouraient d'un cercle de fer trois côtés de l'éperon où nous nous trouvions : en regardant par une meurtrière des anciennes murailles, on avait l'impression de revivre au moyen âge, et de dominer, du haut d'un donjon, l'armée des assiégeans. Plus on regardait, plus cette invisibilité de l'ennemi devenait sinistre et menaçante. « Ils sont là, et là, et là encore. » Nous écarquillions nos yeux et n'arrivions à voir que des pentes paisibles et des fermes qui semblaient endormies. C'était comme dans un conte de fées, où les hordes ennemies se seraient transformées en mottes de terre et leurs armes en brins de gazon. Seule, toute proche, en face de nous, une colline en pain de sucre avait un aspect étrange. Un réseau de sillons couvrait ses flancs pelés : on eût dit d'une gigantesque fourmilière. C'étaient les tranchées françaises, mais on eût cru bien plutôt voir les vestiges presque effacés d'un campement préhistorique.

Tout à coup, un officier, montrant la vallée à l'Ouest de ces tranchées, nous dit : « Voyez-vous cette ferme ? » Elle était à nos pieds, si près que de bons yeux eussent aisément distingué, dans la cour, des personnes ou des animaux, s'il y en avait eu;

mais tout y semblait somnoler dans une paix bucolique. « Ils sont là, » dit l'officier. Et cette inoffensive petite ferme me sembla tout à coup avoir une figure humaine, grimaçante et haineuse. Jamais la plus furieuse canonnade n'avait évoqué *leur présence* de façon si saisissante.

A cet endroit, le front de combat et l'ancienne frontière se confondent presque partout, et à travers une éclaircie dans les hauteurs boisées qui cachent les batteries allemandes, nous vîmes à l'horizon une grande masse grise se dessiner. C'était Metz, la ville promise, se dressant avec ses clochers et ses tours, comme la bannière mystique qui apparut à Constantin pendant la bataille...

Nous descendîmes à pied, à travers des vignes et des vergers détrempés, jusqu'à Pont-à-Mousson. C'est un hasard météorologique qui nous permit d'y entrer, car, quand le vent se tait, le canon parle, et alors le pauvre Pont-à-Mousson ne reçoit pas de visites. On se l'explique facilement quand on est dans le jardin du grand monastère de l'ordre de Prémontrés, où l'on a installé un des hôpitaux de la ville. Entre les charmilles de tilleuls les obus allemands ont creusé trois ou quatre cratères, dans l'un desquels, pas plus tard que la semaine dernière, une petite fille a trouvé la mort. La façade du bâtiment est criblée comme une cible et défigurée par de grands trous béans. Pourtant, sous cet abri précaire, sœur Thérésia, de la même race indomptable que les sœurs de Clermont et de Gerbéviller, a réuni un troupeau de soldats blessés dans les tranchées, de civils dispersés par le bombardement, d'éclopés, de vieilles femmes et d'enfans, toutes les épaves humaines de ce coin du front en butte à tant d'orages. Sœur Thérésia ne se déconcerte pas quand les obus pleuvent sur son toit. Le bâtiment est immense; quand une aile reçoit un obus, elle réunit ses protégés, avec lits et bagages... et en route pour une autre aile... « Je promène mes malades, » dit-elle avec calme, comme si elle nous faisait les honneurs du plus moderne des hôpitaux. Et elle nous guide à travers de longues galeries voûtées, chargées d'une ornementation baroque, aux encorbellemens soutenus par des figures de saints en stuc, qui contemplent avec indifférence les couchettes alignées et les longs tréteaux où des éclopés aux yeux hagards s'attablent pour manger la soupe.

15 mai.

Au Sud-Ouest de Nancy est un petit pays qui s'appelle Ménil-sur-Belvitte. Jusqu'ici l'histoire a ignoré ce nom, mais le jour viendra où il sera connu.

Ménil-sur-Belvitte est un village aux confins des Vosges. Il est bien ravagé, car on s'y est battu avec frénésie dans le premier mois de la guerre. Les maisons sont dans un bas-fond, derrière lequel le terrain s'élève et forme un plateau couvert de champs de blé, aboutissant à des pentes boisées. C'est le champ de bataille par excellence, tel qu'il est décrit dans les livres d'histoire. Et c'est bien une réelle bataille, à ciel ouvert, comme dans le bon vieux temps, qui a eu lieu ici. Les Français y repoussèrent les Allemands, mais leur victoire leur coûta cher, et des milliers d'entre eux tombèrent dans les champs de blé dévastés.

L'église du Ménil est une ruine, mais le presbytère a survécu. Le curé nous y reçut et nous mena dans une chambre qu'il a transformée en chapelle. Cette chapelle est aussi un musée de guerre. Tout ce qui s'y trouve a rapport à la rencontre qui s'est déroulée dans les champs de blé : les candélabres de l'autel sont faits avec des obus de 75, l'auréole de la Vierge est un rayonnement de baïonnettes, et les murs sont ornés tant de trophées enlevés aux Allemands que de reliques françaises. Au plafond, le curé a fait peindre une sorte de carte zodiacale de toute la région, dont le hameau de Ménil-sur-Belvitte est l'astre principal, Verdun, Nancy, Metz et Belfort n'en étant que d'humbles satellites. Mais la chapelle n'est qu'une des formes du culte passionné que porte le curé aux glorieux morts. C'est sur le champ de bataille qu'il l'a véritablement exercé. Le combat terminé, il consacra ses soins aux longues rangées de tombes fraiches, les entoura de barrières, y planta des fleurs et de jeunes sapins, marqua soigneusement les noms de ceux qui y reposaient et la date à laquelle ils avaient succombé.

En allant à Ménil, nous nous arrêtâmes au village de Crévic. Les Allemands y sont venus au mois d'août 1914, mais ils n'ont rien saccagé, sauf le château. Il est situé dans un parc au bout du village et appartenait au général L..., un des meilleurs soldats de France et l'ennemi le plus redouté des Allemands en

Afrique. Aussi, Crévic, pourtant modeste et ignoré, ne put-il échapper à la fureur des envahisseurs. A peine y furent-ils arrivés que l'officier commandant se fit conduire à la maison du général, et fit dresser dans la cour un bûcher où l'on jeta papiers, portraits, meubles et souvenirs de famille..... après quoi, il fit brûler l'habitation. Assis dans le parc abandonné, devant la ruine lamentable, nous écoutâmes de la bouche du jardinier le récit de cet exploit. Le fait qu'aucune autre maison n'a été endommagée à Crévic accentue encore la lâcheté préméditée de cette basse vengeance.

16 mai.

A deux kilomètres à peu près de la frontière allemande (front aussi bien que frontière sur ce point) une colline isolée s'élève des plaines de Lorraine. A l'Est, on voit une rivière serpenter entre les peupliers. Ce petit cours d'eau sert de limite entre la République et l'Empire. Par un temps clair comme celui-ci, la vue du haut de cette colline est extraordinairement intéressante. Au sommet, un canon contre aéroplanes se dresse vers le ciel, guettant l'arrivée des oiseaux ennemis. Et tout autour une tranchée profonde, ou plutôt un boyau, circule, rattachant les postes d'observation les uns aux autres. Dans chacun de ces terriers blindés, ingénieusement munis de claies et de toits, se tiennent deux ou trois officiers d'artillerie, aux visages absorbés et tranquilles, qui dirigent par téléphone le tir des batteries, nichées dans les bois à plusieurs kilomètres de là. Quelque intéressant que fût l'endroit, les hommes que j'y vis m'intéressèrent bien davantage. Ils appartenaient visiblement à des classes sociales différentes, et n'avaient pas reçu la même éducation ; et pourtant leur fraternité de cœur et d'esprit était complète. Ils étaient tous plutôt jeunes, et leurs visages avaient ce caractère que la guerre a donné aux visages français : un caractère d'intelligence plus précise ; de volonté plus ferme : comme si toutes leurs facultés décuplées étaient tendues vers un but suprême, et comme s'ils marchaient, éblouis par la splendeur de leur haute vision.

De cette petite éminence, d'où tant d'yeux vigilans sont toujours fixés sur la frontière, nous descendîmes à un village à mi-côte où l'officier qui commandait nous offrit le thé dans une charmante vieille maison, au jardin fleuri. Au bas de la

terrasse, la Lorraine s'étendait jusqu'à l'horizon bleu, et, derrière nous, la colline en éveil faisait bonne garde jour et nuit. La douceur de cette heure, la paix de ce jardin, rendaient plus accablante encore l'horreur de toute la sombre tragédie.

Du village, la route descendait vers une forêt, dans la plaine, et notre auto s'arrêta près d'une colonie de huttes surgissant entre les branches. Elles-mêmes étaient une si étonnante combinaison de gazon, de branches et de feuillages qu'elles semblaient quelque forme transitoire entre l'arbre et la maison. Nous étions dans ce que l'on appelle au front un « village gnère » des tranchées de seconde ligne, où les hommes se tiennent au repos. Cette colonie est aménagée avec un souci tout particulier du confort : les maisons, en partie souterraines, sont reliées entre elles par des boyaux profonds et sinueux, sur lesquels on a jeté de légers ponts rustiques ; leurs toits, presque au ras du sol, sont faits de mottes de terre si épaisses qu'on n'a presque rien à craindre des obus. Et pourtant, ce sont de vraies maisons, avec de vraies portes et de vraies fenêtres ; à l'intérieur, il y a de vrais meubles, et devant les portes, de vraies corbeilles de pensées et de pâquerettes. Chez le colonel, un grand bouquet de fleurs printanières s'épanouissait sur la table ; et partout c'était la même propreté, le même ordre, la même recherche amusante du joli. Les hommes dînaient, assis à de longues tables sous les arbres ; leurs visages fatigués n'étaient pas rasés, leurs uniformes de coupe et de couleurs disparates étaient défraîchis. Ils étaient au repos et de bonne humeur ; mais sur la figure de chacun d'eux on retrouvait le caractère qui m'avait frappé là-haut, sur la colline. Chaque fois que je vais au front, j'ai, en voyant les hommes, la même impression : c'est que l'unique pensée de la défense de la France vit dans l'esprit et dans le cœur de chaque soldat avec autant d'intensité que dans l'esprit et dans le cœur de leurs chefs.

Nous marchâmes jusqu'à la lisière de la forêt. A travers la palissade qui lui servait de clôture, nous pouvions voir, à un kilomètre environ, de l'autre côté d'un champ, les toits d'un village tranquille. Je m'avançai de quelques pas dans le champ ; mais je me sentis vivement tirée en arrière : « — Prenez garde, ce sont les tranchées allemandes. » — Ce qui me semblait un sillon tracé par une charrue était bel et bien la ligne ennemie :

et, dans le petit village tranquille, les canons français veillaient. Tout à coup, pendant que nous étions là, ils parlèrent. A ce moment même, nous entendîmes ce bruit d'un aéroplane, ce ronflement auquel on ne saurait se tromper, et nous vîmes, bien haut dans le ciel, un point noir. La mitrailleuse perchée sur la colline se fit aussi entendre. Les hommes quittèrent leur dîner pour essayer de voir le *taube* à travers les arbres ; et l'oiseau de malheur, se voyant signalé, fit demi-tour et disparut derrière les nuages.

17 mai.

Aujourd'hui, nous partîmes animés d'un réel esprit d'aventure.

On nous avait toujours dit, à l'avance, ce que nous pourrions voir, et jusqu'où l'on nous permettrait d'aller; cette fois-ci, nous nous lancions dans l'inconnu. Arrivés à un certain point, nous nous savions absolument entre les mains d'un colonel de chasseurs à pied : notre destinée dépendait de son bon vouloir. Il fallut faire beaucoup de chemin pour le rejoindre dans les replis des montagnes du Sud-Est.

Accompagnée d'un officier d'état-major, nous longeâmes une ruine féodale sur une colline; puis, en suivant une vallée étroite bordée de falaises boisées, nous arrivâmes à l'endroit où était établi le colonel de la brigade. Après un court colloque entre le colonel et notre officier d'état-major, on nous adjoignit un capitaine de chasseurs et nous repartîmes. Notre route traversait une ville si exposée que notre compagnon du quartier général suggéra qu'il serait peut-être sage de l'éviter; mais notre guide ne voulut pas nous imposer une telle déception. « Oh! dit-il avec bonhomie, l'auto ne s'arrêtera pas. Nous ne ferons que traverser la ville au plus vite. »

Oh! la pauvre ville! quand nous y arrivâmes, par une route labourée d'obus tout récemment tombés, je n'eus aucune envie de m'arrêter. Je n'avais qu'un désir : partir et effacer ce souvenir de ma mémoire... Ce qui était particulièrement douloureux, c'est que cette ville n'était pas tout à fait morte : au milieu de son agonie, il lui restait une faible lueur de vie. Quelques enfans jouaient dans ses rues dévastées, sous la surveillance de leurs mères, qui les guettaient par les portes de leurs caves.

Nous nous élevâmes de plus en plus dans les montagnes,

et peu à peu la beauté du paysage effaça l'horrible vision des angoisses humaines. Nous étions dans des bois de sapins. L'air en était embaumé; le sol exhalait la fraîche odeur de la pluie récente (et de petites cascades faisaient frissonner les branches au-dessus des eaux cachées). Partout, nous ne voyions que la forêt : elle couvrait la colline, descendait dans la vallée étroite, et allait se perdre dans un lointain bleuté. A un tournant, nous rencontrâmes une compagnie de soldats portant leurs bêches et leurs sacs à outils. Ils allaient creuser des tranchées sur les hauteurs.

Nous montâmes toujours jusqu'à un col où nous fîmes halte dans un autre « village nègre, » presque une ville cette fois. Des soldats entourèrent l'automobile : chasseurs à pied aux uniformes passés et couverts de boue. C'était un plaisir pour eux de voir des figures nouvelles, car peu de visiteurs viennent jusque là. Ils nous accueillirent par un grand cri de : « Vive l'Amérique ! » L'Amérique se sentait heureuse et fière d'être là, dans cette atmosphère de courage et de résistance obstinée. La plupart des hommes étaient des réservistes, c'est-à-dire mariés, et ayant passé l'âge où le combat passionne. Depuis bien des mois, sur ce côté du front, il n'y a pas eu d'action, pas de grande aventure pour enflammer l'imagination. La vie s'y est écoulée monotone sans autre but que celui de surveiller et de tenir bon. Nous lisions tout cela sur la figure des soldats; on ne voyait pas dans leurs yeux la flamme d'une fougue impétueuse, mais l'expression réfléchie d'hommes qui savent ce que la patrie attend d'eux, et qui tiendront jusqu'à la victoire ou à la mort.

Dans le souterrain du colonel, une table décorée de tulipes et de lilas était préparée pour le thé. Dans d'autres de ces catacombes hospitalières, nous vîmes des tréteaux pour la popote, où des cuisines, des casseroles appétissantes grésillaient sur un bon feu. Partout, des inventions ingénieuses de mobilier rustique et de décoration intérieure. Plus loin, un passage conduisait à travers un fourré de sapins à un hôpital caché, merveille d'aménagement souterrain.

Pendant que nous causions avec le chirurgien, un soldat rentra, venant des tranchées. C'était un homme d'âge mûr, barbu, dont la figure n'avait rien de martial. Il avait au crâne une blessure qu'on venait de panser, et il était très pâle.

Le colonel s'arrêta pour lui poser quelques questions, puis lui dit :

« Eh bien ! ça commence à aller mieux? » — « Oui, mon colonel. »

« Bon. Dans un ou deux jours, on va penser à retourner aux tranchées, hein ? » — « J'y vais de ce pas, mon colonel. » De part et d'autre, cela fut dit avec une parfaite simplicité. Le colonel ajouta seulement : « Allons, très bien, mon ami, » et il posa sa main affectueusement sur l'épaule de l'homme.

Nous visitâmes ensuite une hutte au toit de gazon. « A l'Enseigne des Artisans Ambulans, » où un petit groupe de soldats modelaient et ciselaient toutes sortes de babioles faites avec l'aluminium des obus allemands. L'un d'entre eux terminait une bague avec deux têtes de faunes finement ciselées; un autre m'offrit un « pickelhaube » microscopique, mais complet dans les moindres détails et incrusté d'un aigle de bronze pris dans un *pfennig* impérial. Il y a beaucoup de fabricans de bagues parmi les soldats du front, et le dessin sobre et archaïque de leurs bijoux témoigne de la sûreté du goût français. Mais ceux que nous venions de visiter se trouvaient être des orfèvres de Paris, qui étaient trop modestes en se qualifiant d' « artisans. »

Plus haut, à l'ombre de la futaie, s'élevait un autre petit bâtiment; un abri de bois couvrant un autel avec des candélabres et des fleurs. La messe y est dite par un prêtre-soldat, au milieu de l'assemblée agenouillée entre les troncs des sapins; et, tout auprès, s'étend le cimetière, où, chaque jour, ces hommes déposent quelques-uns de leurs camarades, des pères de famille qui ne rentrent pas au foyer.

L'entretien de ce cimetière est laissé tout entier aux troupiers et leur piété a des trésors d'invention pour orner les tombes. Ils descendent jusque dans la vallée chercher les fleurs dont ils les couvrent. Souvent, ils réunissent leurs économies pour orner celle d'un camarade favori d'une couronne de verroterie ou de métal. L'après-midi finissait et beaucoup de soldats erraient dans les sentiers entre les tombes. « C'est leur promenade favorite du soir, » nous dit le colonel. Il s'arrêta pour nous montrer l'une de ces tombes, surchargée de mementos et de couronnes : celle du dernier d'entre eux tombé. « Il a été cité à l'ordre du jour..., » et les soldats qui nous entouraient se

redressèrent avec orgueil, comme s'ils étaient désireux de bien s'assurer que nous comprenions la grandeur de ce qui les rendait si fiers...

« Et maintenant, dit notre capitaine de chasseurs, que vous avez vu des tranchées de seconde ligne, que diriez-vous d'un aperçu d'une tranchée de première? »

Nous le suivîmes plus haut encore dans la montagne, et nous nous enfournâmes dans un profond fossé de terre rouge, qui conduisait aux premières lignes. Il fallait encore grimper sous les sapins mouillés, puis escalader la crête de la colline et descendre en zigzag de l'autre côté. Nous marchions un à un, le menton au niveau du haut de la tranchée, sous un abri de branches vertes. Le boyau descendait avec des détours presque à pic dans le ravin profond. Soudain, à un tournant, nous arrivâmes à un poste d'observation : le guetteur était là, tournant le dos, l'œil rivé à une ouverture ménagée dans la palissade de branches de sapins entrelacées. Au prochain détour, il y avait une autre ouverture; mais là c'était une mitrailleuse qui veillait de son œil cerclé de fer. Nous étions arrivés à une centaine de mètres des lignes allemandes, cachées comme les nôtres, mais de l'autre côté de l'étroit ravin. On se sentait dans une atmosphère de mystère causée par le profond silence et par le fait de savoir l'ennemi si proche, derrière ces branches. Tout à coup, un bruit sec : une balle ricochant contre le tronc d'un arbre à quelques mètres au-dessus de nos têtes.

« Ah! c'est encore le tireur posté dans l'arbre, dit notre guide. Ne parlez plus, je vous prie; il est en face de nous, et dès qu'il entend des voix, il tire. Mais nous finirons bien par le repérer. »

Nous marchâmes en silence jusqu'au point où le boyau s'élargissait un peu. Des soldats étaient assis sur le bord d'un rocher, aussi calmes que s'ils avaient attendu leurs bocks à la terrasse d'un café du boulevard.

« Pas plus loin, s'il vous plaît, » dit l'officier, en me retenant par le bras; et je m'arrêtai. Nous étions donc réellement dans une tranchée de première ligne! Cette pensée nous faisait un peu battre le cœur; mais, sans l'indiscret qui nous écoutait dans son arbre, et qui tira encore un ou deux coups de fusil, et sans le guetteur immobile et attentif dont nous voyions le dos près de la claie, nous aurions aussi bien pu

nous croire à dix lieues de l'ennemi. Peut-être fut-ce aussi l'impression du capitaine de chasseurs, car au moment où j'allais revenir sur mes pas, il me dit, avec un sourire indulgent : « Avez-vous très envie d'aller un peu plus loin ? — Oui. — Eh bien ! alors, venez... »

Nous dépassâmes les soldats assis sur le rocher et nous descendîmes assez longtemps encore jusqu'aux derniers arbres, qui bordaient le fond du ravin. Le tireur s'était découragé, et rien ne troublait plus le silence, si ce n'est le seul égouttement de la pluie sur les feuilles. Nous étions arrivés à la fin du terrier, et le capitaine me fit signe que je pouvais risquer avec précaution un regard au dehors. Je vis à mes pieds une prairie étroite d'un vert éclatant et, en face, un rocher boisé qui s'élevait à pic. Rien de plus. Le rocher boisé fourmillait d'Allemands : quelques pas à peine nous en séparaient, et cependant tout était enveloppé de la paix profonde de la forêt. Une fois encore, j'eus l'impression d'un génie du mal, invisible et pourtant présent, saturant tout ce paysage de quelque étrange vitriol de haine ; impression qui se dissipa vite, me laissant en face d'un vallon sans danger ni mystère, comme il y en a tant de par le monde...

Nous nous mîmes à regrimper, revenant par le même boyau, dépassant les soldats assis, la mitrailleuse silencieuse et le guetteur immobile. Il nous entendit, laissa l'officier passer, et, tournant la tête avec un signe d'intelligence, dit : « Voulez-vous regarder là, en bas ? Le soldat s'écarta d'un pas de l'ouverture et nous fit place. Du poste d'observation, on dominait tout le ravin, et l'on voyait, au milieu de la petite prairie verte, à mi-chemin entre une falaise et l'autre, un uniforme gris gisant par terre. C'était un cadavre allemand. — « Il y a trois jours qu'il est là ; ils ne peuvent pas arriver jusqu'à lui pour le reprendre, » expliqua le guetteur ; et nous nous sentîmes presque soulagés de savoir que l'ennemi qui était là, de l'autre côté du ravin n'était pas un monstre intangible. mais un adversaire qu'on pouvait voir et atteindre...

Le soleil était couché quand nous revînmes au village souterrain. Les chasseurs à pied flânaient le long de la route et bavardaient, arrêtés en groupe autour de notre auto. Il y avait longtemps qu'ils n'avaient vu des figures de l'autre vie, de cette vie qu'ils avaient quittée depuis près d'un an, et où il ne

leur avait pas été permis de retourner pour un seul jour. Il y avait sous leur bonne humeur et leurs plaisanteries un fond de nostalgie, quand ils nous dirent adieu. Mais on sentait que ce fugitif regret d'un monde qu'ils avaient laissé loin derrière eux passerait comme un rêve, pour faire place à l'unique pensée qui remplissait leurs esprits : garder le morceau de France qu'on leur a confié pour le défendre. Cette unité de pensée, qui anime tous les soldats français, frappe vivement tous ceux qui ont été au front. Elle ressort, peut-être, moins de ce qu'on leur entend dire que du regard qu'on lit dans leurs yeux. Toujours ce regard est là, même quand ils font des plaisanteries de tranchées ou acceptent les cigarettes qu'on leur donne ; et si on les rencontre inopinément, le regard est là aussi. Il n'a pas cessé de nous suivre, ce regard, pendant que nous descendions à travers la forêt ; et, en longeant le ravin qui sépare les deux armées, nous nous sentions pénétrés de la certitude que de l'autre côté du ravin étaient les hommes qui avaient fait la guerre, tandis que, de ce côté-ci, étaient les hommes que la guerre avait faits.

EDITH WHARTON.

L'APÔTRE DES INDES ET DU JAPON

FRANÇOIS DE XAVIER

II [1]

DANS L'INDE

IV. — L'INDE PORTUGAISE

Quand François s'embarquait de Lisbonne, il touchait à la maturité de l'âge. Pourtant le jeune missionnaire qui sort du séminaire pour monter sur le paquebot ne nourrit pas plus d'illusions. On voudrait l'avertir. Celui qui de nos jours ne serait renseigné sur les peuples de l'Extrême-Orient que par le dernier boy d'un navire anglais en connaîtrait plus que lui. Depuis quarante ans que les Portugais écument ces routes nouvelles, ils n'en ont rapporté que de l'or et des idées superficielles ou fausses. Leurs navigateurs ont observé les courans de Guinée et de Mozambique ; ils commencent à fixer la loi des moussons ; Jean de Castro, cette année même, tracera le *Routier de la Mer-Rouge* et s'assurera enfin que les eaux n'en ont point la couleur écarlate que leur prêtait la carte catalane du XIVe siècle. Mais que savaient-ils des mœurs, des religions, des âmes de l'énorme continent dont ils avaient saisi quelques franges de sable et de pierre ? Derrière leurs vieux ennemis, les Arabes, qu'ils y ont retrouvés, ils se heurtent aux

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1916.

plus anciennes civilisations du monde et n'ont pas l'air de s'en douter. Ils sont portés à mépriser ce qu'ils ne comprennent pas, et, sauf leurs intérêts immédiats, ils ne comprennent presque rien. Mieux eût valu pour l'apôtre une ignorance complète que les lueurs mensongères et les demi-vérités dont ils prévenaient son imagination. Mieux eût valu surtout qu'il n'apportât pas l'Évangile en compagnie de gens, nés chrétiens, qui en étaient les vivans démentis.

La traversée était pénible et terriblement hasardeuse. Ces grosses caraques aux quatre ponts, que leur château d'avant et leur château d'arrière gonflaient au-dessus des flots, ne résistaient guère à plus de deux ou trois voyages. Quand elles ne sombraient pas, la mort les délestait d'une partie de leurs passagers; et le reste arrivait en si mauvais état que, chaque fois qu'elles entraient au port de Goa, les hôpitaux de la ville se remplissaient. Les voyageurs du XVIe et du XVIIe siècle nous ont énuméré leurs épreuves et leurs périls : l'incommodité des cabines ; la mauvaise qualité des vivres ; le manque d'eau douce ; l'été torride et un froid presque hivernal tombant tour à tour sur des épaules qui portaient souvent toute leur garde-robe ; des bonaces de cinquante et soixante jours qui vous immobilisaient sous un ciel équatorial, « dont les flammes attirées par les narines saisissaient le cerveau et le faisaient bouillir en dedans ; » les trombes marines ; les corsaires ; l'ivrognerie qui endormait l'homme du gouvernail et son « page » près de la lanterne éteinte et de la boussole obscure ; les récifs dont la pensée hantait les regards attachés à ces eaux mystérieuses ; les apparitions fantastiques qui frôlaient les flancs du navire dans ces parages où Camoëns évoque le spectre formidable d'Adamastor et où, plus tard, Mocquet, garde du Cabinet des Singularités de S. M. Louis XIII, vit de ses yeux surgir un monstre « de forme étrange et d'émerveillable grandeur, » une rondache devant la tête et une selle sur le dos. Mais les alertes, l'épouvante, le scorbut, les contagions de ce cloaque errant et ballotté, si des gens pouvaient les affronter par amour du lucre, il était naturel qu'un prêtre les endurât pour l'amour de Dieu. Et il était naturel que ce prêtre, cet apôtre, malade lui-même, soignât les malades, raffermit les courages, prodiguât autour de lui les secours de son ministère. Ce ne sont point les misères matérielles d'une traversée exceptionnellement longue et dure, ni le

mal de mer dont il souffrit pendant deux mois, qui arrachèrent à François, d'ordinaire si réservé, cette phrase dans sa première lettre à Ignace, datée de Mozambique, le 1er janvier 1542 : « La nature des peines et des labeurs à embrasser était telle que, pour le monde entier, je n'aurais pas osé les affronter une journée seulement. »

Sauf les marins, qui étaient en général de braves gens, la caraque était bondée de soldats la plupart enrôlés par force, d'aventuriers recrutés dans la basse pègre de Lisbonne, et d'esclaves. Tous ces gueux sentaient le fauve ; et les plus sales passions fermentaient sur le pont. Quant aux officiers de l'État-major et au Vice-Roi, les mêmes mirages de jouissances les hallucinaient. François se taira sur ces tristes spectacles comme sur les dessous de la politique portugaise. Il ne faut chercher dans ses lettres ni la peinture des hommes ni la description des pays. Cette absence de couleur n'est pas seulement l'effet d'une discrétion prudente. Son esprit, uniquement tourné vers le monde des âmes, n'y voit jamais se refléter les décors de l'univers. Lorsqu'il abordera au promontoire où se dresse la ville musulmane de Mélinde et qu'il apercevra la croix de pierre du cimetière des Portugais, aucun paysage de l'Asie ne lui donnera une pareille secousse d'étonnement et de joie. J'ai sous les yeux un vieux plan de Goa, avec ses forêts plantées en quinconces ; mais, sur le quai, le cartographe, soucieux du détail topique, a dessiné deux petits éléphans, la trompe en l'air, presque aussi hauts que les églises, et surmontés de leurs minuscules cornacs : ces petits éléphans, vous ne les verrez jamais passer dans les lettres de François. Et vous n'y rencontrerez pas plus les Éthiopiens, ivres du vin de palme, qui, à Mozambique, échangeaient l'or, l'ambre gris et l'ivoire contre des patenôtres de verre ou des toiles de coton, ni ces pauvres Éthiopiennes dont les Portugais se jouaient si cruellement, ni ces sirènes au groin de pourceau que les nègres harponnaient sur la mer et qui étaient, dit-on, leurs Éthiopiennes. Mais, de temps en temps, une phrase, un mot trahira, malgré lui, sa fatigue et ses dégoûts : « Pour le monde entier, je n'aurais pas osé les affronter un seul jour ! » Et plus tard, à Goa, on l'entendit répéter en soupirant : « Oh ! ce *Santiago !* » C'était le nom de la caraque qui l'avait amené à Mozambique et qui se perdit quelques mois après. On a voulu voir dans ses soupirs le

pressentiment de ce naufrage : j'y verrais plutôt la hantise qu'il avait gardée des horreurs de sa première traversée.

La flotte, retardée par les calmes équatoriaux, n'avait touché Mozambique qu'en septembre 1541 ; et les vents contraires l'y retinrent six mois. Les Portugais s'étaient répandus sur cette île d'Arabes et de Cafres, où le Portugal avait élevé une forteresse. François élut domicile à l'hôpital. Il y fut pris d'une fièvre contagieuse, qui lui causa de violens délires. On remarqua qu'au plus fort de ses divagations, il retrouvait sa lucidité, dès qu'on lui parlait de choses spirituelles. Les cimes pures continuent de réfléchir le soleil au-dessus de l'exhalaison des marécages. Quand il se rétablit, il ne quitta point l'hôpital : c'était là qu'on respirait le moins de miasmes. Deux petits vaisseaux étaient arrivés des Indes sous la conduite d'un certain Suarez de Mello, surnommé le Gallego. Cet homme s'était enfui de Goa, où il avait encouru une condamnation à mort, et venait offrir à Alphonse de Sousa, moyennant sa grâce, des révélations sensationnelles contre le Vice-Roi dont les pouvoirs allaient expirer, Étienne de Gama, un des plus honnêtes gouverneurs qu'ait eus l'Asie portugaise. Le plaisir d'un vice-roi, en prenant son poste, n'eût pas été complet s'il n'avait perdu de réputation son prédécesseur. Le pirate obtint sa grâce; et l'on commença à machiner un réquisitoire contre celui qui représentait encore dans l'Inde l'autorité royale. François n'avait point à s'immiscer dans des affaires qui ne regardaient pas l'Église. Mais quels dangers pour la propagande catholique de lier partie avec un gouvernement déjà si corrompu ! Hélas ! on était embarqué. Il essaya du moins de ne pas se trouver mêlé au conflit possible entre les deux vice-rois; et il manifesta le désir de demeurer à l'hôpital de Mozambique, un vrai cimetière. Sousa ne le lui permit pas. Mansilhas et Micer Paul restèrent près des malades; et François suivit le Vice-Roi, qui, monté sur un navire que Gama avait envoyé aux nouvelles, leva l'ancre, accompagné de son pirate.

Après une escale de quelques jours au port de Mélinde, où, un passager étant mort à point, les Portugais lui firent des funérailles destinées à frapper d'admiration les Infidèles, on atteignit l'île de Sokotora. Cette île, riche en aloès et en encens, avait une renommée analogue à celle des Phéaciens d'Homère. Marco Polo en considérait les habitans comme les plus habiles

enchanteurs du monde, et l'historien portugais de Barros attribuait à leurs femmes le pouvoir de lier ou de déchaîner les tempêtes. Mais tous leurs sortilèges les défendaient mal des incursions des Arabes, et ces pauvres gens ne se glorifiaient que de descendre des chrétiens de saint Thomas. Ils avaient même oublié qu'ils comptaient peut-être parmi leurs aïeux des colons macédoniens envoyés par Alexandre, sur le conseil d'Aristote. Ils ne remontaient dans leur passé que jusqu'à l'apôtre. Leur christianisme s'était effrité en petites pratiques dont ils ne comprenaient pas plus le sens que celui des *Alleluia* qu'ils chantaient. François fut pour eux comme si saint Thomas revenait. Il rassembla autour de lui ces enfans égarés du Christ, caressa d'une main très tendre leur pieuse ignorance, leur distribua le baptême et pria le Vice-Roi de le laisser quelque temps chez eux. Pour la seconde fois, le Vice-Roi refusa. Il ne voulait point se séparer d'un homme dont la sainteté lui semblait être une garantie contre les naufrages. Plus François se rapproche de son but, plus il désire allonger les escales de ce voyage interminable ; et, dès qu'il y aura touché, il se hâtera d'en repartir. On méconnaîtrait le tragique de sa vie intérieure, si l'on perdait de vue que ses épreuves les plus crucifiantes lui vinrent des hommes de sa race et de sa foi.

De Sokotora, le navire mit le cap sur Goa, à travers ces mers sillonnées de vaisseaux arabes, dont les chargemens répandaient une odeur de musc et où s'entassaient les pèlerins pour le Tombeau du Prophète, avec leurs femmes voilées derrière des galeries de bambou. On n'en rencontra point ; et l'on entra, les mains nettes de pillage, au port de Goa, le 6 mai 1542, vers minuit. Sousa envoya aussitôt à Gama la nouvelle de son arrivée, en des termes qui manquaient de courtoisie. Il était de règle que deux vice-rois ne pouvaient se trouver en même temps dans les murs de Goa. Celui qui venait s'arrêtait à la forteresse de Pangin, que baignait l'eau profonde de la rivière à mi-chemin de la barre et de la ville ; et, quand il faisait son entrée au son des canons, celui qui allait partir l'y avait déjà remplacé. Alphonse de Sousa eut beau fouiller dans l'administration de son prédécesseur : il ne releva aucune charge contre lui. Son pirate l'avait volé. Il n'en fut que plus irrité et s'appliqua à lui rendre le voyage de retour aussi inconfortable que possible.

Cependant François avait foulé la terre de ses rêves. Cinq mois après son débarquement, le 20 septembre 1542, il écrivait à Ignace et aux Pères de Rome : « Goa est une belle ville, peuplée de chrétiens ; elle a une magnifique cathédrale et beaucoup d'autres églises et un couvent de Franciscains. Les chanoines de la cathédrale et les religieux du couvent sont nombreux. Béni soit Dieu que le nom de Jésus-Christ soit ainsi glorifié sur une terre si lointaine et au milieu des Infidèles ! » Ces quelques mots ne nous donnent guère l'idée de l'étrange ville où François commença son apostolat.

Prise et reprise sur les Mores du temps d'Albuquerque, l'île de Goa, tout près du continent, était formée par deux larges rivières qui la séparaient au Nord de la péninsule des Bardes, au Sud de la terre de Salsette. La ville, sans être encore comparable à Lisbonne, avait déjà assez grand air. On y comptait cinquante églises à la fin du siècle, des palais, des arsenaux, des hôpitaux, de belles rues. La plus belle, la *Rua Drecha* ou Rue Droite, avec ses étalages de lapidaires et d'orfèvres et ses sonneries d'or sur le comptoir des banques, allait du palais du Vice-Roi à l'église de la Sainte-Miséricorde, dont le portail était orné d'une figure en bosse d'Albuquerque. Les marchés étaient nombreux. Dans la matinée, on fréquentait surtout celui des esclaves. On y vendait des filles de toutes les contrées de l'Inde, depuis trente-deux sous six deniers jusqu'à trente *perdaos*, ce qui n'était pas très cher, vu que la plupart d'entre elles savaient jouer des instrumens, broder, coudre et faire des confitures. Quand le soleil se couchait, un autre marché commençait près de la place du Pilori où l'on achetait principalement des marchandises acquises par larcin, des armes et des hardes. Dans chaque carrefour, les femmes indigènes fricassaient et rôtissaient des poissons. Ces odeurs de cuisine et le relent de poireaux verts qui se dégageait du corps échauffé des portefaix nègres se mariaient dans l'air aux senteurs des aromates et au parfum de santal qui suit les Hindous.

Mais les âmes, plus diverses encore, composaient à cette première ville de l'Inde européanisée une extraordinaire atmosphère morale. Le commerce était tenu par les Mores, anciens conquérans. Les artisans et les ouvriers étaient presque tous des Hindous. Il n'y avait pas beaucoup de Brahmes, les plus riches et les plus importans s'étant retirés à Calicut. En revanche,

les parias, pour qui les *Frangui*, c'est-à-dire les Européens, étaient un peu des frères, n'avaient aucun motif de s'éloigner. Une nouvelle classe s'était formée : les métis. Quand Albuquerque avait été chassé de Goa, il avait enlevé un grand nombre de femmes qu'il avait ramenées dans la ville reconquise, puis baptisées et mariées avec ses soldats. Les Portugais avaient pris goût à ce genre d'établissement qui leur assurait de l'argent et des terres. Les femmes aussi. Le gouvernement fut débordé de demandes; et le roi du Portugal dut limiter le privilège d'épouser une Hindoue aux hommes qui avaient rendu des services. C'était fort élastique, et les unions se multiplièrent. On espérait ainsi travailler pour la foi et pour la colonisation. En réalité, on ne faisait qu'une population hybride qui participait des faiblesses et des vices de l'Europe et de l'Asie. On a tout dit sur l'orgueil des Brahmes et sur la fierté des Portugais, mais il y avait un être encore plus fier et plus orgueilleux : le petit-fils d'un Portugais et d'un brahme. Au-dessus des métis se plaçaient les Portugais nés à Goa de parens portugais, et au-dessus d'eux les Portugais du Portugal.

Le Cap de Bonne-Espérance les avait tous anoblis, même ceux qui, deux ou trois mois plus tôt, gardaient les pourceaux dans les champs lusitaniens. Ils ne sortaient qu'à cheval ou en palanquin. Leurs chevaux de Perse et d'Arabie, plus petits que ceux d'Espagne, avaient été domptés par les écuyers du Dekkan. Ils les caparaçonnaient de soie et de pierreries. Les étriers étaient dorés, les brides enrichies de joyaux et de sonnettes d'argent. On mettait des boucles d'or jusqu'aux crochets de leur trousse-queue. Ils se faisaient escorter de petits pages et de Cafres râflés à Mozambique, sombres estafiers armés d'épées pendant le jour et, la nuit, de piques et de hallebardes. La soie était si commune que les vrais hommes de qualité préféraient la serge. Les soldats, qui débarquaient couverts de vermine, louaient à neuf ou dix un logis et un esclave, et ils achetaient un costume qu'ils revêtaient à tour de rôle. Aussi ne paraissaient-ils dehors qu'en grands seigneurs et avec un domestique qui leur tenait le parasol. Leurs goûts naturels et la politique étaient d'accord. Il fallait à tout prix assurer le prestige du vainqueur, et le faste est toujours plus commode que la vertu. C'était pour la même raison qu'aux grands jours de fête ils ne venaient jamais saluer en corps le Vice-Roi : les Musulmans et

les Hindous auraient pu les dénombrer. Mais, répandus dans la ville et chacun d'eux faisant plus d'embarras qu'une troupe armée, ils imprimaient aux vaincus une terreur salutaire. On pense bien que les femmes ne se laissaient pas distancer. Elles exagéraient les modes du Portugal, robes de brocart, de soie et d'argent, et autant de perles et de pierreries que les chevaux. Mais elles avaient remplacé le masque par des couches de fard et elles étaient montées sur de si hauts patins que leurs suivantes devaient les soutenir dans les quelques pas qu'elles faisaient de leur porte à leur palanquin et de leur palanquin à l'église. Elles se rendaient aux offices précédées d'esclaves qui portaient leur siège en bois doré, leurs oreillers, leur sac de velours, leur éventail et un tapis. La messe se disait au milieu des conversations, des rires, des plaisanteries, des disputes. Mais, au Saint-Sacrement, tous levaient la main, criaient miséricorde et se baillaient trois ou quatre coups sur la poitrine. Rentrés chez eux, dans leurs maisons en pierres rougeâtres, à un seul étage, où l'on montait par un double perron et qu'ombrageaient des jardins de palmes, ils se relâchaient de leur ostentation. Les hommes mettaient bas leurs beaux habits et s'assemblaient sous leurs vérandas en chemise et en caleçons. Pendant que leurs esclaves les éventaient, leur grattaient les pieds et en ôtaient les cirons, ils arrêtaient les passans pour faire la causette, ils appelaient les bateleurs et les montreurs de serpens. Les femmes, déshabillées dans leur jupe claire et fine, chantaient, jouaient, mâchaient du bétel et demeuraient de longues heures à leurs jalousies en forme de cages peintes, d'où elles voyaient tout sans être vues.

Sous ce luxe, et malgré cette mollesse, les passions faisaient rage et autant l'avarice que la volupté. Le mélange des races provoque toujours l'individu à ne prendre des nouvelles mœurs qui s'étalent autour de lui que les plus favorables au développement de ses mauvais instincts. Les Portugais n'imitaient pas toujours la décence extérieure des Hindous et des Musulmans, mais ils leur avaient emprunté la manière forte dont usent les tyrans polygames et jaloux. On se chuchotait à l'oreille des histoires bizarres. Les médecins n'étaient ni curieux ni savans. Pour eux, toute mort était naturelle, même quand le cou portait la trace des mains qui l'avaient un peu trop serré; et tel barbier, qui venait de saigner une

femme, ne se retournait jamais pour voir si, derrière lui, le mari ou l'amant déliait les compresses. De leur côté, les femmes, et surtout les métisses, puisaient à pleines mains dans le riche arsenal pharmaceutique de l'Inde. Elles connaissaient les philtres qui endorment, excitent ou tuent. On fermait les yeux sur bien des assassinats, et on souriait aux vols. Non seulement le baptême ne mettait pas l'indigène à l'abri du conquérant, mais il l'exposait aux rancunes des païens qui payaient à ce conquérant le droit de le molester. Les Goanais battaient monnaie de tout et même de ses sentimens les plus respectables. Par exemple, ils avaient remarqué l'horreur que lui causait le meurtre des bêtes ; et l'on voyait souvent un rustre empanaché qui faisait semblant de vouloir tuer un oiseau pour que l'Hindou lui achetât cette petite parcelle de vie sacrée. Nous imaginons aisément ce qu'avaient pu faire dans des villes, où les dieux des pagodes avaient des prunelles de pierreries et les filles des temples les mains et les pieds chargés de bagues, ces aventuriers ivres de soleil et d'impunité. Cinquante ans après le passage de François, le traitement des esclaves soulevait encore le cœur des voyageurs français qui s'égaraient jusqu'à Goa. Les femmes renchérissaient sur leurs maris, car la jalousie les rendait ingénieuses à varier les tortures. Mocquet nous raconte d'affreux supplices dont il a été témoin. Mais il n'a rien écrit de plus terrible pour ces maîtres sans pitié que ce mot appliqué à leurs bastonnades : « Ils comptent les coups avec leur rosaire. »

On comprend qu'un étranger, qui assistait à de pareils spectacles, se détournât avec sympathie sur les pauvres Yogui aux longs cheveux qui contemplaient, immobiles et nus, leur feu de bouse sèche dont ils prenaient la cendre pour se saupoudrer la tête et les épaules, ou sur ces brahmes paisibles qui s'en allaient le long des rues, regardant où ils posaient leurs sandales de bois, toujours attentifs à éviter les souillures. On comprend aussi que les villes hindoues et musulmanes qu'ils ont pu visiter, comme Calicut, leur aient semblé, par contraste, des séjours de justice et de probité. Il est vrai qu'ils savaient très peu ce qui se passait derrière cette façade orientale, que nous sommes toujours plus sévères dans ces pays excentriques pour les Européens qui nous les gâtent, et qu'aux yeux du voyageur qui écrit ses souvenirs, les honnêtes gens sont moins voyans et

moins pittoresques que les autres. Cependant, leurs impressions concordent avec les plaintes des missionnaires. Mais, quand on lit les récits de ceux qui, cent ou cent cinquante ans plus tard, connurent le Batavia des Hollandais, on y retrouve les mêmes scandales : mêmes débauches de luxe, mêmes dames parées comme des châsses et que leurs servantes soutiennent pour passer d'une chambre à l'autre, même inhumanité envers les esclaves, mêmes exactions, même déséquilibrement des âmes, qui prouve qu'elles ont besoin, comme les corps, de s'acclimater à ces pays de feu. Et les Goanais nous paraissent moins noirs, car il ne faut pas oublier qu'il y eut parmi eux de très nobles figures et que, s'ils péchaient fortement, ils se repentaient parfois aussi fortement.

Ni le soleil de l'Inde, ni l'ardeur des concupiscences n'avaient tari dans tous les cœurs la charité chrétienne. On donnait de l'argent aux églises, aux hôpitaux, aux fondations pieuses, et, n'eût-ce été que pour gagner des indulgences, cette générosité montrait du moins qu'ils éprouvaient le besoin de se racheter. Leur première conquête avait eu des airs de croisade; et, tout en travaillant à s'enrichir, ils gardaient toujours un vague désir de travailler au salut des âmes païennes. Dès l'année 1500, les Franciscains avaient repris la route des Indes où leurs frères du XIIIe et du XIVe siècle avaient laissé leurs os. Je ne donnerai pas, d'après le Père Da Soledade, le chiffre des rois, reines et princes du sang qu'ils avaient convertis, des pagodes qu'ils avaient renversées, des sectes qu'ils avaient détruites, car ce chiffre est trop beau et augmenterait dans des proportions trop mélancoliques celui des défections. La vérité est que ni ces religieux, malgré leur ferveur, ni les prêtres séculiers, souvent mal recrutés, n'étaient capables de soutenir l'ambition apostolique du roi de Portugal. Ils voyaient très peu clair dans la masse obscure des peuples hindous. De l'Inde ou plutôt des Indes, qui continuaient de vivre leur vie mystérieuse et anarchique sous les dominations superficielles des Arabes et du Grand Mogol, lequel était un Turc, ils ne connaissaient que ce qu'ils en apercevaient de leurs escales et de leurs comptoirs.

Lorsque les compagnons de Vasco de Gama étaient entrés à Calicut persuadés, sur la foi d'anciennes traditions, que l'Inde était peuplée de chrétiens, une foule immense les conduisit au plus grand temple; et le vieil historien des Indes, Castanheda,

raconte qu'ils firent leurs oraisons devant des peintures de saints couronnés de diadèmes, dont quelques-uns avaient des dents si longues qu'elles leur sortaient bien un bon pouce de la bouche, et particulièrement devant une image où ils crurent reconnaître la Sainte Vierge. Mais l'un d'eux, Jean de Saa, ému de leur laideur, fut saisi d'inquiétude, et, se mettant à genoux, dit : « Si cela est un diable, je n'entends toutefois adorer que le vrai Dieu. » Le capitaine l'entendit et se retourna vers lui en riant. On n'avait pas tardé à démasquer le démon dans ces faux dieux. L'Inde était devenue aux yeux des Portugais le vaste empire de Satan. C'était lui qui se faisait adorer au fond des pagodes sous la forme d'une idole à la tête de veau, au milieu de filles qui dansaient toutes les nuits en tenant des lampes allumées. C'était à lui qu'on dressait des autels où venaient boire les serpens. Il déchaînait des sabbats dont les initiés accomplissaient tous les crimes contre nature que flétrit le Lévitique. Et, selon son habitude d'abêtir les créatures qu'il avilit et de mêler la dérision à la dépravation, il leur apprenait à tracer sur leur front, ce front humain qui se lève naturellement vers le ciel, les signes de la plus honteuse impudicité.

Toutes les impuretés du paganisme, qu'avaient dénoncées les Pères de l'Église, vivaient, croissaient, multipliaient sur cette terre brûlante. Lorsque l'historien anglais Whiteway, ancien fonctionnaire de l'Inde, nous déclare que les Hindous étaient plus civilisés que les Portugais, de quels Hindous parle-t-il? Les Vichnouistes étaient-ils plus chastes que les Goanais, et les féroces Sivaïstes moins cruels? Les adorateurs de Kali, les sectateurs de la *Main Gauche*, ne poussaient-ils pas plus loin que tous les autres peuples la passion, le délire des rites obscènes et sauvages? De temps en temps, des voix s'élevaient à Goa contre les iniquités. Mais, depuis mille ans, aucune voix ne s'était élevée dans l'Inde contre le mépris ignominieux des parias. Et même quand l'Inquisition fonctionna chez les Goanais, les bûchers qu'elle alluma ne consumèrent pas autant de victimes en un siècle que ceux du Malabar n'en dévoraient en un an. Quel monstrueux chaos de peuples que cet énorme pays qui portait indifféremment d'abjects sauvages et de grands artistes, des barbares et des métaphysiciens, et, comme le dit un autre Anglais, sir Alfred Lyall, quelle jungle de superstitions depuis

celles qui interdisaient le meurtre d'une mouche jusqu'à celles qui se délectaient dans les sacrifices humains! Demandez-vous seulement ce que pouvaient penser des gens d'Europe quand ils voyaient des Hindous suivre leur vache, un vase de cuivre à la main, et attendre le moment de recueillir son urine pour s'en laver la tête et le visage.

Mais ces gens d'Europe ne se disaient pas que la vue de leurs usages familiers causait à ces Hindous d'aussi violentes répulsions. Ils ne se disaient point que le Brahme ne distinguait pas entre les Portugais nourris de viande et les parias mangeurs de charognes, et que ces beaux guerriers, chaussés de cuir et fièrement cambrés dans leurs buffleteries, lui apparaissaient hideusement revêtus de cadavres. Le gouvernement portugais, en s'installant dans l'île de Goa, avait été obligé de reconnaître les communautés de villages qui lui payaient les mêmes tributs qu'à leurs anciens maîtres. On ne pouvait obtenir la soumission des indigènes qu'à la condition de respecter leurs traditions. De même, le christianisme n'avait quelque chance de s'insinuer dans les âmes que s'il trouvait le moyen de s'accommoder d'institutions civiles, dont l'origine était évidemment religieuse, mais que le temps avait fini par laïciser. Les Portugais avaient bien donné le nom de castes aux différentes classes sociales des Hindous; seulement ce mot ne représentait pas pour eux ce qu'aujourd'hui il représente pour nous. Ils n'avaient pas mesuré la distance infranchissable qui sépare un Brahme d'un sudra, un sudra d'un paria. Les castes hindoues ne leur paraissaient être que des mondes comme ceux dont se compose la société européenne, mais un peu plus fermés. Pourquoi l'Évangile ne réunirait-il point parias et Brahmes comme jadis esclaves et patriciens? Ils ne songeaient pas que la notion d'égalité, que propage la doctrine chrétienne, tendait dans l'Inde non seulement à une révolution politique et sociale, mais à un bouleversement si intime de l'être humain qu'il en devenait presque physiologique. On avait vu à Rome des affranchis ramper jusqu'aux plus hautes dignités et là respirer un encens que des patriciens brûlaient en leur honneur. On voyait tous les jours en Europe des parvenus anoblis; et la richesse forçait toutes les portes. Mais jamais un paria ne s'était approché d'un trône; jamais il ne souillait même le seuil d'un Brahme. Jamais le sudra enrichi n'avait acquis le quart de la considération qui

allait au Brahme réduit à la mendicité. Le vice-roi le plus superbe de Goa ne trouvait point mauvais que son confesseur eût confessé avant lui des Cafres et que la main qui lui donnait l'hostie l'eût donnée à ces malheureux esclaves que l'on traînait à l'église les fers aux pieds. Mais un missionnaire qui avait touché à un paria participait de sa dégradation aux yeux des Brahmes, et son haleine même viciait l'air autour d'eux.

Que, depuis des centaines et des centaines d'années, cette caste de pharisiens se soit imposée aux autres sans exercer le pouvoir, sans disposer de la police, sans détenir la richesse, par le seul prestige du sang et de l'esprit; qu'elle ait poursuivi son chemin à travers les âges, entourée d'une vénération qui n'obtenait d'elle que des regards méprisans; qu'elle ait gardé sous des dominations étrangères et sur des millions d'êtres, qu'elle ne protégeait pas, une autorité si absolue que ces millions d'êtres considéraient ses privilèges comme un trésor aussi intangible que la vie de leurs vaches et aussi sacré que leurs dieux : c'est assurément un des phénomènes les plus déconcertans de l'histoire. L'apathie des Hindous aide à le comprendre, mais surtout les vertus de cette caste ou son perpétuel souci de paraître vertueuse, la dignité de son maintien, l'obéissance rigoureuse à ses traditions. L'abbé Dubois, au commencement du XIXe siècle, remarquait qu'au contraire des Chrétiens qui croient à leur religion et ne l'observent pas, les Brahmes ne croyaient pas à la leur et l'observaient. Une si constante hypocrisie, qui suppose un dévouement infatigable de l'individu à l'intérêt permanent d'une collectivité, peut se décorer du nom de vertu sociale. Du reste, tout n'était pas hypocrisie chez les Brahmes. Si la ruse et l'art de mentir entraient dans leur éducation, et s'ils abusaient de la crédulité des autres castes jusqu'à leur faire croire qu'à la lecture de leurs Livres Saints la tête de quiconque n'était point né Brahme se fendrait en deux, les prescriptions et les austérités qui les préparaient à jouer leur rôle de demi-dieux constituaient une si rude servitude qu'on a admiré l'héroïsme des missionnaires qui, plus tard, pour se rapprocher d'eux, s'y soumirent. Ceux qui ont connu l'Inde tombent d'accord que cette division des Hindous en castes les a retenus sur le bord de la plus abominable des anarchies. Dans ce pays dont le climat détend les ressorts de l'âme, elle assignait à chacun sa place et son emploi, l'y enchainait et lui

faisait de ses chaînes son unique support. Les gens qu'elle avait abandonnés à leurs instincts, les parias, qui vraiment vivaient en hommes libres, se vautraient dans l'ignominie. Au contraire, les Brahmes, toujours exposés à commettre une infraction, et dont l'existence était un continuel esclavage, se maintenaient à un niveau moral relativement assez élevé. Et, de même que leur corps avait gardé une grande beauté de formes, leur âme rayonnait encore par momens des premières clartés divines. Enfin toutes ces castes avaient ceci de bon que l'intolérance n'y dominait qu'à l'intérieur et qu'une si parfaite tolérance régnait autour de chacune d'elles, que les pratiques les plus extravagantes n'attiraient à leurs fidèles ni mépris ni haine. On peut penser que les missionnaires sans vaisseaux armés ni conquistadors derrière eux, auraient formé à la longue avec leurs chrétiens, et en respectant les bienséances, une nouvelle caste qui se fût étendue. Il n'était pas permis d'espérer davantage. Mais voilà ce que personne ne dit à François de Xavier.

Il ne se remit jamais, je crois, des premières impressions dont l'accabla la ville de Goa, et il ne l'aima jamais. Sa première visite avait été pour l'évêque, Fray Juan de Albuquerque. Il s'agenouilla et lui présenta le bref du Pape qui le nommait nonce apostolique. « J'userai de mes pouvoirs, lui dit-il, quand et comme il plaira à Votre Seigneurie, pas davantage. » A quoi l'évêque, touché de sa modestie, répondit : « Usez de tous les pouvoirs que vous a conférés Sa Sainteté. » Il ne pouvait répondre autrement; mais la déférence de François l'avait rassuré. C'était un brave homme, d'intelligence moyenne, et d'autant plus jaloux de son autorité qu'il était moins capable de la défendre. Il n'était arrivé que depuis quatre ans, n'avait aucune expérience de l'Inde et se laissait conduire par son vicaire général Michel Vaz, un prêtre de mœurs pures et d'esprit tranchant, plus préoccupé de refréner les Portugais de Goa que d'évangéliser les Hindous. Il avait aussi près de lui un Franciscain relevé de ses vœux, Diego de Borba, que le Roi avait envoyé à titre de théologien prédicateur. J'ignore ce qu'il valait comme théologien; mais on avait besoin d'un homme pratique, dévoué, désintéressé; et il l'était. Sur son initiative appuyée par les personnages les plus considérables de la ville et par le notaire de la matricule Cosme Anès, on avait fondé le collège ou séminaire de Sainte-Foi, et on y avait réuni une

soixantaine de jeunes Hindous. Ces trois hommes firent à François le meilleur accueil : l'évêque très satisfait de son humble attitude, Michel Vaz heureux du renfort que lui envoyait la Providence dans ce prêtre éminent, Diogo de Borba ravi à l'idée que son collège passerait aux Jésuites et prospérerait entre leurs mains.

François se mit à l'œuvre. Cinq mois après, il adressait à Ignace et aux Pères de Rome sa première lettre depuis Mozambique. Décousue, vide, cette lettre, sans les noms géographiques et les termes d'infidèles et de païens, pourrait aussi bien avoir été écrite de n'importe quel endroit du monde. Quelques mots sur la ville de Goa qui paraissent interpolés, car il revient aussitôt à Mélinde et à Sokotora, puis une anecdote insignifiante au sujet de la haine que les habitans de Sokotora ont vouée aux Musulmans, puis l'emploi de ses journées à Goa : il loge à l'hôpital ; il y administre les sacremens d'eucharistie et de pénitence ; il confesse les prisonniers ; il catéchise les enfans ; le dimanche et les jours de fête, il va dire la messe chez les lépreux qu'il communie et dont il a gagné l'affection ; l'après-midi, instruction au peuple dans la chapelle de Notre-Dame et explication des articles du Symbole pour les indigènes. Enfin il part. Le gouverneur l'envoie à deux cents lieues, au cap Comorin. Il se demande comment il procédera avec les païens et les mahométans ; et il espère que les Pères de Rome le lui feront savoir pour l'amour de Jésus-Christ. Il veut dire qu'il attend de leurs prières un secours providentiel, car les Pères de Rome seraient bien embarrassés de le conseiller dans l'ignorance où il les laisse de tout ce qui se passe aux Indes. Une seconde lettre particulière à Ignace ne nous en apprend pas davantage. Elle n'a trait qu'à la fondation du collège et à certains désirs du gouverneur qu'il recommande tout particulièrement aux prières d'Ignace, afin que ce Martin de Sousa, « dont les qualités et les mérites l'ont conquis, » ait la sagesse et la force de bien administrer ces immenses pays de l'Inde et « traverse les biens temporels sans perdre les éternels. » Ces derniers étaient déjà fort aventurés ! Je ne vois dans l'aridité incolore de ces deux lettres, qui trahissent la déception, qu'un seul élan du cœur : « Je pars content : fatigues d'une longue navigation, prendre sur soi les péchés d'autrui quand on a bien assez du poids des siens, séjourner au milieu des païens, subir

les ardeurs du soleil brûlant et tout cela pour Dieu, voilà sûrement de grandes consolations, matière de joies célestes, car enfin la vie bienheureuse pour les amis de la croix de Jésus-Christ, c'est, je pense, une vie semée de telles croix. »

Les témoins sont plus précis. Grâce à eux, nous pouvons le suivre, vêtu d'une pauvre soutane de coton très lâche et qu'en marchant il relève légèrement de ses deux mains, à travers la foule chatoyante des Goanais. Il se rend des infectes prisons, « les plus ordes et les plus sales du monde, » disait notre compatriote Pyrard de Laval qui en avait tâté, à l'hôpital et de l'hôpital à l'église. Mais il s'arrête souvent. Il aime à interroger les passans et surtout les matelots, les soldats, les domestiques, les esclaves. Il n'y a pas dans toute l'Inde d'homme qui soit moins brahme que lui. Il ne redoute aucune promiscuité. Tous chemins lui sont bons pour arriver aux âmes. On l'a vu attablé devant un jeu de dés en compagnie de vauriens. Il jouait contre le diable. Il mendie de porte en porte pour les malades et pour les prisonniers. Il se fait inviter inopinément chez des gens dont il sait l'irrégularité scandaleuse de leur intérieur; il tient à connaître la maîtresse du logis, et, s'il y en a plusieurs, il ne doute point que ce soient les sœurs de son hôte. L'hôte est gêné : son souper lui paraît moins bon et ses gargoulettes moins fraîches. François ne veut pas sentir cette gêne et la prolonge avec une ingénuité impitoyable jusqu'au moment où quelques paroles adroites et fermes soulagent sa victime et la décident à épurer sa famille. Mais ces comédies évangéliques, où François se montrait un émule d'Ignace, plus familier et d'un tour d'esprit plus malicieux et plus tendre, personne ne les a mieux racontées que le Père du Jarric, au début du XVIIe siècle, dans son *Histoire des Choses Mémorables advenues ès Indes Orientales*. La page est délicieuse :

Il avait une singulière grâce et dexterité à manier les hommes, mêmement ceux qu'il trouvait embourbes ès sales et deshonnêtes plaisirs. Il tâchait de se mettre en la bonne grâce de celui qu'il désirait aider à sortir de ce bourbier, le saluant quand il le rencontrait avec une chère joyeuse et agréable, et lui faisant beaucoup de caresses pour s'insinuer peu à peu dans son amitié. Puis, quand il jugeait qu'il était bien affectionné en son endroit, il s'invitait à dîner ou à souper chez lui, et quelquefois le prenait à l'impourvu de manière que l'autre était contraint, voulut il ou non, de le recevoir. Étant assis à table, il priait son hôte de faire venir là ses enfans pour leur dire quelques petits mots d'instruction

s'ils étaient grandelets, ou, s'ils étaient encore petits, pour les voir tant seulement. Quelquefois, il les prenait entre ses bras, même s'ils étaient fort petits et leur faisait tout plein de caresses. Puis il remerciait Dieu de ce qu'il avait donné des enfans à son hôte pour lui succéder un jour et priait la divine bonté de leur faire la grâce d'être un jour gens de bien. Après cela, il demandait où était la mère des enfans, laquelle celui qui l'avait invité était contraint de faire venir à son instance et prière. Étant venue là, le Père la saluait fort modestement, lui demandant d'où elle était, si elle était chrétienne et depuis quand, ou choses semblables. Puis, s'il y avait en elle quelque grâce ou beauté naturelle, il l'en louait devant son maître, disant qu'elle semblait être Portugaise et que les enfans qu'il avait eus d'elle méritaient bien d'être estimés Portugais. « Qu'est-ce donc, disait-il, qui empêche que vous vous mariiez ensemble? Quelle plus belle et plus honnête femme sauriez-vous désirer? Si vous me croyez, vous l'épouserez tant pour obvier à l'infamie de vos enfans qu'au déshonneur de cette pauvre créature: car en cela vous montrerez si vous l'aimez ou non. » Ces propos ne tombaient pas d'ordinaire en terre; ainsi advenait souvent que là même, et en la présence du Père, ils s'épousaient.

Il mettait ainsi un peu d'ordre dans la cité; et comme à Lisbonne, il renouvelait chez les Chrétiens assoupis le désir des sacremens. Les pauvres et les indigènes baptisés se pressaient à ses prédications; et toute la foule accourait dès qu'elle entendait sa clochette dans les rues et dans les carrefours et son appel : « Fidèles chrétiens, amis de Jésus-Christ, envoyez vos fils et vos filles, vos hommes et vos femmes esclaves, à la sainte doctrine, pour l'amour de Dieu! » Il y eut vraiment, pendant quelque temps, quelque chose de changé à Goa. Il avait réveillé le clergé portugais. Les exercices du catéchisme, dont il avait donné le modèle à la chapelle de Notre-Dame, étaient maintenant pratiqués dans toutes les églises. Mais la façon d'agir de François était si originale qu'on pouvait appréhender que l'efficacité n'en diminuât avec la nouveauté. Les cœurs se seraient peu à peu prémunis contre les surprises et les pièges que leur tendait ce voleur de plaisirs. D'autre part, il n'était pas venu dans l'Inde pour diriger le collège de Sainte-Foi. Son titre de nonce apostolique et sa vocation d'apôtre lui commandaient de parcourir l'immense diocèse de Goa, le plus immense de la Chrétienté, puisqu'il s'étendait d'Ormuz et de Mascate jusqu'aux îles Moluques. Toutes ensemble, les possessions des Portugais, qui, hormis à Goa, n'excédaient pas les limites de leurs forteresses, auraient tenu dans une de nos provinces; mais elles étaient disséminées sur des milliers de

lieues. Le nonce devait les visiter et, sur chacun de ces points, allumer ou rallumer un foyer de lumière. Nous ne sommes donc point surpris que François ne soit pas demeuré à Goa. Mais nous le sommes un peu qu'il n'y soit pas resté le temps de se familiariser avec la langue des pays où il se rendait. Son départ a quelque chose de précipité. Il avait laissé à Mozambique Paul de Camerino et Mansilhas. D'un jour à l'autre, la flotte allait arriver. Il ne les attend pas. Et pourtant ils auraient eu besoin de ses conseils. Dès maintenant, il faut s'y résigner : durant les dix années où nous le verrons passer de Goa à Cochin, de Cochin à Tuticorin, de Tuticorin à Malaca, de Malaca aux Moluques, des Moluques à Goa, puis au Japon, puis encore à Goa, puis en Chine, et où il traitera les Océans comme il eût fait du lac de Genève, nous serons plus d'une fois réduits aux conjectures sur les mobiles qui ont décidé de ses départs. Derrière lui, aux rivages, d'où son ombre nimbée s'élance et court les mers, nous soupçonnerons bien des rivalités et des complications qu'il ne nous a pas dites. Il s'éloignait donc de Goa au bout de cinq mois. Il emportait, en guise de bagage, les uns disent un parasol, les autres du cuir pour se faire de nouvelles gamaches quand les siennes seraient usées. Peut-être l'exemple contagieux de la magnificence goanaise le poussa-t-il à emporter l'un et l'autre. Et il n'était accompagné que de trois clercs indigènes dont il n'eut point à se louer.

V. — LES PREMIÈRES SEMAILLES

François descendit la côte occidentale de l'Inde. Il longea les lagunes du Malabar, où l'étrange ville de Calicut s'était ouverte aux premiers navigateurs portugais, puis refermée; il passa devant Cochin, d'où les vaisseaux retournaient en Europe chargés de cannelle et d'épices jusqu'au mitan du mât, et devant le royaume de Travancore. Enfin il débarqua au cap Comorin, chez les pêcheurs de perles, les Paravers.

Les Paravers avaient été, huit ans auparavant, évangélisés par Michel Vaz : ils l'avaient oublié. Mais leur reconnaissance était provisoirement acquise à Sousa qui, du temps qu'il guerroyait dans l'Inde avant d'y retourner comme vice-roi, les avait délivrés de la flibuste maure. Ils formaient une caste qui ne se considérait point comme inférieure. Leur métier, si dangereux

à cause des requins, procurait à beaucoup d'entre eux l'aisance, à quelques-uns la richesse. Sans doute partageaient-ils les privilèges de tous les pêcheurs qui pouvaient donner de l'eau à des gens d'une caste plus élevée, leur pétrir du pain, et goûter aux alimens interdits sans en garder la souillure. Ils avaient le droit de boire de l'arack et du toddy ou jus de palmier; et ils ne s'en privaient point; leurs femmes non plus. Ils étaient éparpillés sur vingt à trente lieues de côtes en face des rivages de Ceylan, mêlés aux autres castes, mais sous l'autorité d'un roi qui résidait dans une paillote de Tuticorin et de qui dépendaient les chefs de leurs villages. En 1838, ce Roi, dont la royauté avait survécu à des dynasties plus puissantes, portait comme un manteau à traîne le nom de Don Gaspar Antonio da Cruz vas Correyo. A l'époque de François, on n'était pas encore si Portugais chez les Paravers; mais on y était prévenu en faveur des Portugais. Et l'on y avait de toute éternité les défauts des Hindous : l'amour du mensonge, la ruse, la couardise et la vanité, une vanité qui se communique de caste en caste comme l'eau, dont on lave les dalles sacrées du temple, tombe de marche en marche jusqu'au bas de l'escalier.

La côte de la Pêcherie est basse, sablonneuse, hérissée de cocotiers, mortellement chaude, même quand la mousson du Nord-Est descend du golfe de Bengale et l'arrose de ses ondées. Un pays implacable! Le touriste en supporte un instant l'inhospitalité par égard pour l'exotisme. Il s'assied au pied d'un arbre. Là-bas, derrière des palmiers en éventail, quelques paillotes soulèvent leurs murs de terre. Devant une porte, un homme nu se verse sur la tête l'eau d'un vase de cuivre qu'un rais de soleil fait resplendir. Des colporteurs se hâtent d'un pas rythmique, leurs deux paniers en balance. Des vieillards à barbe grise, le torse nu, cheminent, enveloppés jusqu'au-dessous du genou d'une étoffe jaune, blanche ou rose. La barbe grise convient à ces visages d'une couleur de pain d'épices : elle ne les vieillit point; elle les éclaircit et atténue l'expression un peu farouche que leur donne le blanc trop vif de l'œil autour des prunelles sombres. Parfois un maigre mendiant s'avance en haillons comme un spectre de famine recouvert de toiles d'araignées. Les enfans entièrement nus jouent sur l'herbe courte avec une souplesse féline. Les petites filles ont souvent la grâce des statuettes de bronze. Mais les femmes, en général

lourdes et tassées, semblent se traîner comme des esclaves sous les cercles d'or qui distendent le lobe de leurs oreilles et qui surchargent leurs poignets et leurs chevilles. La simple bande de toile dont elles sont vêtues forme une étroite jupe, qui tombe par devant jusqu'à leurs pieds et qui, relevée par derrière, découvre leurs jarrets. Les plus élégantes le sont moins encore que ces Brahmes qui vont le front haut, les regards au-dessus de toutes les têtes, éventant leur menton d'une feuille de palmier. Tous ces êtres passent sans bruit. La plupart sont pieds nus: les sandales des autres ne s'entendent point. Le sable ne crie que sous les roues des petites charrettes attelées de zébus. La marche épuise vite l'Européen. Des villages d'une vingtaine de chaumières se succèdent. On arrive à une ville qui n'est qu'une agglomération de villages, mais populeux et bruyans. Les marchands accroupis au milieu de leurs épices, les pâtissiers au milieu des mouches lancent leurs appels. Le cuivre retentit sous le marteau du ciseleur, et le fer sur l'enclume du forgeron. Les porteurs de palanquin crient. Des files de chameaux et des éléphans refoulent la multitude ondoyante. Et que de prêtres! Que de pèlerins! Nous sommes dans une des régions les plus superstitieuses et les plus miraculeuses de l'Inde. Un des cinq plus grands sanctuaires, dédié à Siva, celui dont on rapporte une céleste béatitude, s'élève à Ramesvaram sur le chapelet de récifs qui relie Ceylan à la péninsule. Les temples et les monastères écrasent les faubourgs avec leurs coupoles, leurs portes pyramidales, leurs escaliers de granit usés par des millions de pieds nus et qui mènent à des dieux et à des monstres barbouillés de cinabre. Mais partout, on rencontre de petits pagotins qui ressembleraient à nos chapelles rustiques si, à travers leurs barreaux, n'apparaissait la figure animale d'un dieu. La nuit, les gens ont peur. L'Hindou redoute les ténèbres qui s'abattent si rapidement sur lui. Les nuits de l'Inde ont parfois une splendeur de pierreries et souvent une noirceur d'encre.

C'est dans cette contrée que François erra pendant plus de deux ans. Sa vie fut plus dure que celle d'aucun des missionnaires qui vinrent après lui et dont pourtant les labeurs nous remplissent d'admiration. Il allait à pied sans faire cas des rayons du soleil. Il se nourrissait d'un peu de riz qu'il cuisait lui-même et qu'il assaisonnait d'eau de poivre, d'un peu de

poisson quelquefois, et, les jours de gala, il buvait un peu de lait aigre-doux. Il couchait dans de misérables paillotes dont l'air nauséabond sentait le rat et la chauve-souris, au milieu des serpens. Ses vêtemens étaient rongés par les fourmis blanches qui dévorent tout, les morts et les hardes des vivans. Il était exposé aux piqûres des moustiques, plus redoutables que les rats et les serpens, car ils sont toujours d'attaque et tuent votre sommeil. Il dormait à peine deux heures par nuit. Et il avait de pires souffrances, et la pire de toutes était celle de ne pouvoir s'exprimer. Cet amour des âmes qui lui gonflait le cœur ne trouvait point de mots ou n'en trouvait que d'étrangers aux hommes vers qui ses bras se tendaient. Les clercs indigènes qui l'accompagnaient ne parlaient pas le malabar. Il y a, dans la longue lettre qu'il écrivit quatorze mois plus tard et où il raconte ses labeurs, un passage d'une exquise tristesse. « La langue de ce pays, dit-il, est le malabar; la mienne, le basque. » On s'est demandé pourquoi il n'avait pas mis le castillan ou le portugais. Mais il sourit en écrivant ces mots, et d'un sourire mélancolique. Il ne serait pas plus dénué devant les Hindous, s'il n'avait jamais parlé d'autre langue que celle de son village natal. Son ignorance le replace dans la condition d'un petit enfant. Il faut qu'il refasse son éducation, qu'il réapprenne à assembler des syllabes; et, tout naturellement, le souvenir de sa langue basque lui revient à la mémoire.

Il réunit plusieurs habitans qui comprenaient quelques mots de Frangui; et, non sans beaucoup de mal, on traduisit les prières, qu'il se récita jusqu'à ce qu'il les sût par cœur. Il devait en être de ces traductions comme de celle du premier catéchisme, où les missionnaires indianistes relevèrent plus tard des contresens effarans. Le mot de gloire céleste y était rendu par un terme qui signifiait un état passager de bonheur et de volupté sur les bords du Gange. « D'où il est arrivé, dira au XVIIe siècle le Père de Nobili, qu'un poète païen, ayant, à la prière des chrétiens, composé un poème à la louange de ce paradis, ne manqua pas d'y placer des troupes de concubines, et, comme aucun de nos Pères ne comprend les vers tamouls, ce poème est resté en grand honneur sur toute la côte de la Pêcherie. » Une foule d'expressions n'étaient usitées que dans les castes les plus viles; d'autres étaient absolument barbares, comme celle de *misei*, employée pour désigner la messe et qui

voulait dire en tamoul les moustaches. Enfin la question : *Veux-tu embrasser la religion chrétienne?* se traduisait par : *Veux-tu entrer dans la caste des Frangui?* ou, si vous aimez mieux : *Veux-tu entrer dans la caste des gens impurs?* C'était avec ce truchement que François tentait les approches des cœurs.

Il s'installait pendant un mois dans un petit groupe de hameaux; et, deux fois par jour, au son de sa clochette, il appelait les enfans et leurs parens. On commençait par le *Credo*. François disait les premières paroles, et tous suivaient. Le *Credo* achevé, il le répétait, lui seul, article par article. Il leur expliquait, dans un commentaire appris par cœur, que l'on est chrétien si l'on croit fermement les douze articles, et, après chacun d'eux, il leur demandait : « Le croyez-vous? » Et tous, les bras en croix sur la poitrine, répondaient : « Oui. » Et l'on passait aux dix commandemens. Il leur faisait remarquer, soit en des phrases toutes préparées, soit avec l'aide d'un interprète, combien la loi du Christ est conforme à la raison naturelle. Et c'est là qu'il devait endurer le plus impatiemment son impuissance à se communiquer par la parole. Son cœur n'était plus qu'une prison douloureuse où s'agitaient des pensées muettes. A ces momens-là, son visage s'inondait de sueur. Cependant ses auditeurs, qui n'avaient jamais envisagé la possibilité de rien savoir des sciences divines, étaient stupéfaits d'apprendre tout à coup que ces sciences se réduisaient à des principes si clairs et que Dieu les avait dès l'origine déposées dans leur âme. Cette connaissance de leur propre richesse les remplissait d'autant de joie qu'Adam et Ève le furent de confusion quand ils connurent qu'ils étaient nus. Alors il reprenait le premier article du *Credo;* et tous avec lui suppliaient Jésus et la Vierge de leur faire la grâce d'y croire; et ainsi des douze articles. Puis il reprenait le premier commandement; et tous avec lui suppliaient Jésus et Marie de leur faire la grâce de pouvoir l'observer; et ainsi des dix commandemens. Méthode admirable par sa simplicité et sa patience, et parce qu'elle convenait à l'humeur des Orientaux, si sensibles au charme des litanies.

Ce n'était qu'une partie de sa tâche. Les prières terminées, on l'interrogeait; on ne se lassait point de lui poser des questions, les mêmes dont on fatigue encore le missionnaire, car les hommes se transmettent leur ignorance et leurs curiosités. Votre pays est-il bien éloigné? Avez-vous vu le Pape?

Comment est-il fait, et de quelle caste? Y a-t-il des païens en Europe? Y a-t-il des hommes noirs? « Quand on leur répond que non, écrivait le Père Garnier en 1839, ils se mettent la main devant la bouche, se regardent et rient d'étonnement. » François était harcelé. Puis il y avait les malades. On venait le chercher. Chez les Hindous, dès que la mort approchait, on apportait au moribond, pour le purifier, de l'eau lustrale et de la bouse de vache, et l'on récitait sur lui la formule du prêtre ou *gourou*. Il fallait substituer à cette purification matérielle celle dont la source est en nous-mêmes. Il accourait, le cœur compatissant, avec son crucifix et son rosaire. Une douceur inconnue pénétrait sous ces toits de chaume. Les malades renaissaient. Aussi nul ne s'alitait qu'il ne voulût avoir le Père près de sa natte. Et François n'en pouvait plus. Heureusement il avait toujours une escorte d'enfans. Là où la nubilité est si précoce, l'intelligence devance les années. Je ne crois pas qu'il y ait nulle part d'enfans plus intelligens que dans ces pays d'Orient où le nombre des hommes imbéciles est plus grand qu'ailleurs. François chérissait les petits propagateurs de la foi chrétienne, si ardens à renverser les idoles : ils étaient le monde de demain, l'Inde nouvelle illuminée par le Christ. Il remettait à ces jeunes « centurions » son crucifix et son rosaire et les envoyait près de ceux qui souffraient, si bien que ce rosaire et ce crucifix, on ne les voyait presque jamais suspendus à son cou, tant ils voyageaient de cabane en cabane. Et il prenait garde de ne point éveiller les susceptibilités jalouses. On s'enviait l'honneur de le recevoir; et toutes les rivalités, qui déchirent les hommes et leur obscurcissent la vérité, jouaient leur rôle dans ces villages comme sur les grands théâtres du monde. Enfin, il y avait les morts à ensevelir.

En a-t-il ressuscité? Sa route d'apôtre a-t-elle été jalonnée de miracles? Les témoins du procès en canonisation en ont affirmé beaucoup. Nous n'avons point le droit de mettre leur sincérité en doute; nous ne sommes pas non plus d'humeur à chercher des explications naturelles aux faits qui leur parurent surnaturels. C'est un jeu trop facile. Quand on nous rapporte, par exemple, qu'une prière et un attouchement de lui guérirent des gens de la morsure d'un cobra, nous pourrons toujours nous demander si le serpent n'avait pas mordu une autre victime depuis trop peu de temps pour que le poison se fût

reformé dans sa dent et si les signes d'empoisonnement que présentait le malade ne provenaient pas uniquement de son effroi. Peu de miracles résistent à une critique qui se donne des apparences de profondeur à force de conjectures. Pour lui, non seulement il n'a jamais fait la moindre allusion à ses dons de thaumaturge, mais il les a niés avec une vivacité qui, du reste, en prouverait l'existence, car le vrai thaumaturge ensevelit dans un silence de pudeur les miracles qui s'opèrent par son entremise et dont il est lui-même plus effrayé que ravi. Malheureusement, les hagiographes n'ont pas observé sa discrétion. Ils étouffent leur saint sous une végétation de petits miracles qui nous cachent sa figure, et, plus encore, ses souffrances et la sainte stérilité de ses efforts. On raconte d'un célèbre marabout qu'étant dans un misérable état il arriva un soir au bord du Tigre. Comme il désirait traverser le fleuve, les deux rives se rapprochèrent jusqu'à se toucher. Mais il pria Dieu d'éloigner de lui la tentation : « Non, s'écria-t-il, je n'abuserai pas de mon crédit auprès du Seigneur pour économiser un liard! » Et il traversa le Tigre sur le bac du passeur. Les saints pourraient reprocher souvent à leurs biographes d'avoir été trop économes de leurs liards. Et j'en veux presque à ceux qui, sur la foi de quelques témoins étonnés que François se fit comprendre des indigènes d'une île malaise, lui accordèrent le don des langues, ne fût-ce que par intermittence, quand il ressort de sa correspondance qu'il souffrit toujours de ne pas l'avoir et même d'éprouver tant de difficultés à les apprendre. D'ailleurs, pendant ces dix années de l'Inde, sauf quelques Asiatiques qui connaissaient le portugais, il n'a jamais confessé aucun indigène. Sa tâche eût été bien aplanie s'il avait eu le don de son prédécesseur saint Thomas; et les conversions qu'il a faites paraîtraient moins surprenantes. Pourquoi lui retirer un mérite en lui prêtant une faveur divine? Il tient à tous les clous de sa croix. Ils sont tous joyaux pour lui. Et puis la question est moins de savoir si les miracles qu'on lui attribue sont indiscutables que de savoir pourquoi on y crut. On y crut parce que sa vie était un perpétuel miracle; et il ne venait à l'esprit d'aucun de ceux qui l'approchaient que cet homme ne fût pas un homme de Dieu, tant il était pur, dévoué aux âmes, tendre envers les malheureux et modeste.

Le soir, les pieds brûlans d'avoir foulé le sable, la bouche

sèche d'avoir récité tant de prières, les mains lasses d'avoir tant baptisé, il se retirait en lui-même où il trouvait Dieu, la Vierge, les saints et les anges. Il reprenait haleine en leur rendant compte de sa journée. Autour de lui les pauvres hommes dormaient, mais des milliers d'êtres se réveillaient et se mettaient en chasse, depuis les tigres jusqu'aux reptiles et aux scorpions. Les chacals vagissaient. Il ne les entendait pas. Les chauves-souris effleuraient son front de leurs grandes ailes. Il ne les sentait pas. Des myriades de mouches à feu promenaient leurs petites lampes d'émeraude dans les ténèbres. Il ne les voyait pas, car ses yeux s'ouvraient à une lumière dont les lucioles de l'Inde ne peuvent pas plus donner l'idée que la splendeur du soleil. Et, bien qu'il fût déchaux, ni les rats venimeux, ni les scorpions, ni les serpens ne le mordirent jamais.

On dit qu'à Manapad, il avait coutume d'aller sommeiller et prier dans une grotte creusée par les flots. Il restait là jusqu'à l'heure matinale où la face du soleil surgit sur la mer. Là-bas, pas très loin, l'île de Ceylan qu'il devinait lui faisait battre le cœur. Les chercheurs d'aromates et de pierres précieuses n'ont jamais sondé l'horizon incandescent, où pâlit cette terre promise, d'un regard plus passionné. Mais, en remontant avec le soleil vers les villages, il se disait qu'il était bien seul et que ses bras étaient trop faibles pour embrasser tous ces mondes et pour les tirer hors de l'idolâtrie. Comme le moissonneur solitaire qui du haut de la colline contemplerait d'immenses moissons, qui vont pourrir debout si Dieu ne lui envoie pas des aides, il se sentait défaillir de tristesse. Alors, il songeait à retourner en Europe, à parcourir les Universités et principalement celle de Paris, et là, en pleine Sorbonne, à grands cris, comme un homme hors de sens, il dirait à ces docteurs si riches de science, mais si indifférens au salut des âmes, combien d'âmes, par leur négligence, étaient frustrées de la gloire. Si, tout en étudiant les Lettres, ils s'étudiaient aussi à considérer le compte que Dieu leur en demandera, ne s'écrieraient-ils pas : « Seigneur, me voici. Qu'ordonnez-vous? Envoyez-moi où il vous plaira et, s'il le faut, jusqu'aux Indes! » Et, à l'heure de la mort, ils seraient fondés à compter sur la miséricorde divine : « Seigneur, vous m'aviez remis cinq talens; j'en ai gagné cinq autres : les voici! » Mais il se rappelait tristement les ambitions de ces jeunes

étudians qu'il avait partagées jadis. « Je veux devenir savant pour acquérir un bénéfice, une dignité d'église : arrivé là, j'entends y servir Dieu. » Ils ont si grand'peur que Dieu ne veuille pas ce qu'ils veulent! Ils commencent par prendre leurs sûretés contre Dieu. Cependant des millions de Gentils se feraient chrétiens, si les ouvriers ne manquaient pas. Et, en agitant ces pensées, il regagnait la ville ou le village caché sous la verdure. Les femmes rapportaient du puits leur cruche d'eau fraîche avec leur petit enfant à califourchon sur leurs hanches; et sa clochette tintait comme celle du chevrier dans les rues encore désertes et déjà ensoleillées des petites cités espagnoles.

Le nombre grandissant des conversions l'autorisait à croire qu'il suffirait de disperser à travers les Indes un collège de jeunes prêtres pour vider les pagodes. Tout de même les Brahmes l'inquiétaient, ces Brahmes qu'il rencontrait partout et dont il avouait n'avoir converti qu'un seul depuis son arrivée. Il les juge sans indulgence : « Ces gens-là ne disent jamais la vérité; ils s'ingénient à fabriquer des mensonges avec finesse. Ils trompent les peuples simples et ignorans. Ils leur affirment que les idoles exigent telles et telles offrandes : ce sont les offrandes qu'il leur faut, à eux, pour entretenir leurs femmes et leurs enfans. » Il a très bien vu le charlatanisme des Brahmes, comme plus tard celui des Bonzes. Mais il n'a point soupçonné le système philosophique qui justifiait ce charlatanisme ou, du moins, le dépouillait d'une partie de sa cynique insolence. Je suis très loin de révérer un métaphysicien dans chaque Brahme ou dans chaque bonze ; mais tous nos prêtres, et ceux de Goa par exemple, n'étaient point des théologiens. Du défaut d'intelligence et d'instruction que nous constatons chez la plupart des bonzes et des Brahmes, il serait dangereux de conclure à la vanité philosophique de leur religion ou de la réduire à une parade de saltimbanques. François et beaucoup de missionnaires se sont formé des religions asiatiques, si l'on en excepte le caractère démoniaque, la même image superficielle et caricaturale que nos Encyclopédistes de toutes les religions. Ils leur ont fourni des armes. Ils ne comprenaient pas l'âme orientale pour qui les contradictions ne sont point signes d'erreur, ni les mensonges le contraire de la vérité; ils n'admettaient pas que nos démonstrations par l'absurde pussent ne pas convaincre les Hindous et les supercheries dévoilées de leurs prêtres ne pas

les confondre. Ils restaient en somme désarmés devant eux. Le mot de Chateaubriand sur saint Augustin « qu'il poursuivait les sectes païennes leurs livres à la main » ne s'applique point à François ni aux premiers apôtres des Indes. C'est à un de leurs successeurs, au Père de Nobili, un des hommes les plus extraordinaires de la Compagnie de Jésus, débarqué soixante ans après eux sur ce coin de terre, que revient l'honneur d'avoir hardiment pénétré dans les arcanes du Brahmanisme. Il se fit Brahme parmi les Brahmes; et il établit fortement que ce n'était qu'en les gagnant et en s'appuyant sur eux que le Christianisme avait quelque chance de se répandre par-dessus les barrières. François, trompé par les préjugés des Portugais et par la facilité relative de son premier apostolat, ne devina pas la nécessité du travail intellectuel qu'exigeait l'évangélisation des Hindous. Quand il rêve d'appeler à son secours les étudians et les maîtres de la Sorbonne, ce n'est point qu'il espère de leur science et de leur goût pour la science un éclaircissement des obscurités où se dérobe l'âme de l'Inde : il n'attend d'eux qu'une charité comme la sienne.

Ses rencontres avec la caste maudite ne réformèrent point son opinion. Il nous en raconte une, et, aux détails qu'il nous donne et dont il est d'ordinaire si ménager, on sent qu'elle a marqué dans ses souvenirs. Un jour qu'il passait devant un monastère, nous dit-il, les Brahmes vinrent le voir. L'expression est bien vague. On imagine plutôt qu'ils le prièrent d'entrer et le reçurent dans leur cour. « Dites-moi, leur demanda-t-il, que vous ordonnent vos dieux pour aller au ciel ? » Ils se concertèrent et décidèrent que le plus âgé lui répondrait.

Le vieux, qui avait plus de quatre-vingts ans, me pria d'exposer d'abord ce qu'ordonnait le dieu des Chrétiens. Mais, pénétrant sa finesse, je refusai de parler avant lui. Il fut donc obligé de mettre à jour son ignorance : « Nos dieux, dit-il, pour que nous allions où ils sont, nous commandent deux choses : la première, de ne pas tuer les vaches et de les adorer, eux, en elles ; la seconde, de faire des aumônes aux Brahmes des pagodes. » Ce qu'ayant entendu, et attristé de voir que la puissance des démons allait jusqu'à se faire adorer d'eux, au mépris de Dieu, je me dressai, disant aux Brahmes de rester assis ; et, de toute ma voix, je récitai en leur langue le *Credo* et les Commandemens, et, après chaque commandement, je m'arrêtai un peu pour l'expliquer ; puis, en leur langue, je les admonestai... Mon exhortation achevée, ils se levèrent et me firent de grandes caresses. « Vraiment, disaient-ils, le dieu des Chré-

tiens est le vrai Dieu, puisque ses Commandemens sont si conformes à la raison naturelle. » Ils me demandèrent si l'âme meurt avec le corps comme l'âme des brutes. Dieu Notre-Seigneur m'inspira de leur répondre de telle sorte que mes argumens se trouvèrent adaptés à leur capacité : ils entendirent clairement l'immortalité de l'âme et témoignèrent en ressentir une vive satisfaction. Il faut se garder avec ces pauvres intelligences de recourir aux subtiles considérations de nos docteurs scolastiques. Ils me demandèrent ensuite : « Quand l'homme meurt, par où s'en va son âme? » Et encore : « Quand il dort et quand il rêve qu'il est avec ses amis (ainsi m'arrive-t-il très souvent d'être avec vous, frères bien-aimés!) l'âme va-t-elle en effet ailleurs et cesse-t-elle d'être unie au corps? » Ils me prièrent aussi de leur dire si Dieu est blanc ou noir. Il leur semble en effet qu'entre ces diverses couleurs des hommes, Dieu doive faire son choix. Eux, ils n'hésitent pas à dire qu'il est noir, et ils trouvent cette couleur belle parce qu'il n'y a dans le pays que des noirs. De là vient que presque toutes leurs idoles sont noires. Encore les trempent-ils très souvent dans l'huile, de sorte qu'elles ont une odeur infecte et sont laides à faire peur. Je répondis de manière à les satisfaire et je conclus : « Faites-vous donc chrétiens, puisque vous connaissez la vérité. » Ils répondirent comme beaucoup parmi nous : « Que dira-t-on si nous changeons à ce point et d'état et de vie? » Sans compter la tentation où les met la pensée qu'une fois chrétiens, ils manqueraient du nécessaire.

La scène est impressionnante. Dans cette cour entourée de portiques, où les colonnes évidées soutiennent toute une ménagerie divine peinte et sculptée, où les chauves-souris, suspendues par leurs griffes au bec de proie des dieux, immobiles, la tête enveloppée de leur membrane comme d'un manteau, attendent que le crépuscule des longues galeries s'assombrisse, la vision de ce prêtre maigre et minable, dressé, le crucifix à la main, au milieu des Brahmes élégamment drapés de mousseline blanche, le front marqué du trident symbolique, serait digne d'inspirer un grand peintre. Mais qu'il prenne garde : sur les beaux visages de ces Hindous, il faut que son pinceau sache diversifier les expressions et mêler aux curiosités attentives les gravités dédaigneuses et la malice et la sournoiserie. Ils ne sont pas tous assis; les plus jeunes, appuyés aux colonnes, regardent l'étranger avec leurs yeux de femme perverse et leur sourire ambigu. L'emblème rouge et blanc de la force génératrice qui s'épanouit à leur front relève leur langueur d'une insolence de défi.

François ne nous dit pas qu'il était accompagné d'un interprète. Mais il l'était. Et que valait cet interprète? Ce n'était pas un Brahme. Un Brahme n'eût point consenti à paraître au milieu

de ses pairs dans un rôle qui l'eût exposé à leur mépris. Il appartenait donc à une caste inférieure, et, si chrétien qu'il fût, il n'en gardait pas moins le respect de la caste souveraine. Par conséquent, il atténuait tout ce que les paroles de l'apôtre avaient de vif et d'impérieux, et d'autre part, pour le flatter et l'honorer, il ne lui transmettait, dans les paroles des Brahmes, que ce qui pouvait ressembler à une adhésion polie. Les interprètes sont de terribles conciliateurs. Que les Brahmes aient admis l'immortalité de l'âme, nous n'en sommes point surpris; mais ils n'ont pas dit comment ils l'entendaient, et la distinction qu'ils auraient faite entre l'homme et la bête nous paraît assez étrange et bien plus occidentale qu'orientale. François, convaincu qu'il n'avait en face de lui que des gens aussi peu lettrés que ses Paravers, ne s'est point mis en frais d'explications théologiques que, du reste, son interprète eût été incapable de rendre. Et il est arrivé ce qui arrive toujours en pareil cas : l'entretien s'est abaissé à des curiosités que nous estimons puériles, parce que nous en sommes l'objet, sans songer que la plupart des nôtres le sont tout autant. Quand ils lui ont demandé par où s'en allait l'âme, ils voulaient simplement savoir si c'est l'habitude en Occident, comme dans l'Inde, de briser le crâne du mort afin de la mettre en liberté. Leur question sur la couleur de Dieu n'était naïve qu'en ce sens qu'ils auraient pu deviner, à la blancheur de notre teint, comment nous nous le représentions. Et François, pour qui les divinités hindoues sont aussi hideuses que pour les anciens voyageurs ces montagnes et ces précipices dont nous admirons aujourd'hui la beauté grandiose et mélancolique, François semble oublier que nous avons des statues de bronze et des Vierges Noires. Enfin, il est impossible de voir dans leurs dernières paroles autre chose qu'une fin de non-recevoir enveloppée de courtoisie. Lorsque l'apôtre les quitta, ils portèrent probablement sur lui un jugement analogue à celui qu'il emportait d'eux : une pauvre intelligence avec des lueurs.

Cependant, François rencontra, dans une localité de la côte qu'il ne nomme pas, un Brahme qui lui parut « un peu instruit. » On disait qu'il avait étudié dans des écoles célèbres, probablement à Maduré. « Je trouvai le moyen, raconte-t-il, d'avoir des entrevues avec lui. Il me confia, en grand secret, que la première chose que les maîtres exigent de leurs écoliers, c'est le serment de ne jamais révéler certaines doctrines qui

leur seront enseignées. Par amitié, le Brahme me fit connaître, toujours en grand secret, ces choses qu'ils doivent tenir cachées. En voici une : Vous ne direz pas qu'il y a un seul Dieu créateur du ciel et de la terre, lequel est dans les cieux; mais vous l'adorerez, lui, et non les idoles, qui sont des démons. » L'abbé Dubois rapporte une formule à peu près semblable que le Brahme prononçait devant son fils en l'investissant du cordon brahmanique. Il n'y est point question d'idoles qui seraient des démons, et pour cause : l'abbé Dubois connaît l'Inde, et François l'ignore. Les idoles n'étaient point des démons aux yeux des Hindous, ou plutôt les Hindous ne concevaient point les démons comme des ennemis de Dieu ou comme des êtres s'opposant à Dieu. Du reste, l'abbé Dubois nous avertit que cette formule d'initiation est souvent obscure et peu intelligible, au moins pour l'adolescent qui la reçoit. Et l'on peut douter que lui-même il l'entende très bien, tant l'idée d'un Dieu personnel est le plus souvent étrangère à l'esprit panthéistique des Hindous. François était dupe de vagues analogies et de traductions inexactes. Son Brahme lui dit aussi que ces sages docteurs observaient le dimanche. « Chose à peine croyable! » s'écrie-t-il. Même genre d'erreurs : la semaine hindoue est identique à la nôtre; mais le dimanche n'est, pas plus que les autres jours, consacré à la prière. Enfin il apprit, avec un étonnement qui nous prouve combien l'ignorance des Portugais était profonde, que les Brahmes possédaient « quelques livres » où étaient renfermés « des commandemens conformes à la loi naturelle. » Ses relations avec ce Brahme se terminèrent sur une scène curieuse. Le Brahme, après lui avoir confié ainsi les secrets de sa religion, le pria de lui révéler à son tour les mystères de la loi du Christ et lui promit de ne les découvrir à personne. Mais François lui répondit : « Je ne vous les dirai que vous ne m'ayez, au contraire, promis de les proclamer! » Dans la paillote obscure où s'échangent difficilement leurs pensées, ces deux hommes représentent les esprits religieux de deux mondes. L'un, venu de nuit comme Nicodème, est persuadé que la vérité n'est que le privilège d'une initiation mystérieuse et qu'elle a besoin de la pénombre pour éployer ses ailes; l'autre est convaincu qu'elle appartient de droit à tous et qu'elle craint si peu la lumière que, là où elle passe, l'ombre devient lumière.

La lettre de François, qui nous donne tous ces détails, la

quatrième qu'il écrivait depuis son départ de Lisbonne et la première vraiment intéressante, inaugure un genre épistolaire nouveau, celui des *Lettres Édifiantes*. Elle produisit une forte impression en Europe; elle détermina même des conversions. Désormais les missionnaires prendront l'habitude d'écrire ces lettres où d'innombrables lecteurs trouveront, avec le récit des progrès de l'Évangile, un aperçu de la vie des apôtres et un tableau vivant des pays lointains. Elles formeront un des plus riches trésors de notre littérature de voyages; et elles exerceront une très grande influence sur la pensée et l'imagination occidentales. Mais on ne les lira pas toujours comme elles furent écrites et comme leur titre et François de Xavier, qui en avait donné les premiers modèles, voulaient qu'elles le fussent. Ce sont avant tout des œuvres d'édification. Elles ne racontent pas tout et ne peuvent tout raconter. Elles se taisent sur les peines intimes du missionnaire, sur ses démêlés avec les autorités civiles ou religieuses, sur ses découragemens inévitables, sur les scandales fréquens des convertis, sur certaines corruptions des peuples à convertir. Elles sont volontairement optimistes. Faute de les avoir mises au point, Rousseau idéalisera les sauvages, et Voltaire les Chinois. Ils étaient gens crédules, et, sans qu'on s'en doutât, trop faciles à édifier. Les Jésuites ne se flattaient pas plus d'être historiens complets, que nos soldats des tranchées quand ils écrivaient des lettres qui faisaient le tour des journaux et où respirait tant de confiance et d'héroïsme. Il serait tout aussi injuste de leur reprocher leurs omissions que d'accuser les autres de fourberie pour nous avoir dissimulé leurs souffrances, leurs appréhensions et l'horreur des spectacles qu'ils avaient sous les yeux.

Et cette lettre nous montre encore François à une heure presque douce et heureuse de sa vie d'apôtre. On a remarqué, dans sa conversation avec les Brahmes, ce mot charmant au sujet des voyages de l'âme pendant les rêves : « Ainsi m'arrive-t-il d'être souvent avec vous, mes frères bien-aimés! » Il termine sur des effusions dont la mélancolie n'a rien d'amer. Son premier séjour chez les Paravers fut l'aimable aurore d'une journée apostolique dont le midi devait être souvent aride, le couchant glorieux et le crépuscule désolé.

André Bellessort.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

PREMIÈRE APPLICATION EN FRANCE

I

Voici donc l'impôt sur le revenu entré dans notre législation financière, ou plutôt, hâtons-nous de le redire, un nouvel impôt sur le revenu ajouté à ceux que nous payions jusqu'ici. Car, nous ne saurions trop le répéter, la plupart de nos revenus étaient déjà plus ou moins lourdement amputés ; mais l'art de nos anciens législateurs avait consisté à dissimuler l'action du fisc, à la répartir ingénieusement sous des formes et des appellations diverses ; ils avaient cherché à éviter le contact immédiat et personnel entre le taxateur et le contribuable, l'inquisition administrative qui répugne à notre caractère national, la recherche du revenu global et surtout du revenu net, dans la fixation duquel interviennent tant d'élémens actifs et passifs, que le plus honnête homme du monde est souvent fort embarrassé pour en établir le chiffre véritable.

Résumons notre législation antérieure, œuvre des assemblées de la première Révolution, soigneusement élaborée par des hommes épris de justice et de liberté, qui avaient souffert des maux de l'ancien Régime, de la taille pressurante, c'est-à-dire de l'impôt personnel et arbitraire sur le revenu, et qui avaient apporté tous leurs soins à l'organisation d'un système destiné à atteindre le contribuable sans le soumettre à l'inquisition. Ce système a pour base ce qu'on a appelé les signes extérieurs de la fortune. Les quatre contributions directes, foncière, mobilière, portes et fenêtres, patentes, sont assises d'après des faits

connus, des données que l'administration possède sans avoir à demander aucun renseignement vexatoire ni à poursuivre d'enquête minutieuse, tels que le produit d'un immeuble, le loyer de l'appartement occupé, le nombre d'ouvertures de la maison, l'importance des locaux affectés à une industrie ou à un négoce, le nombre des employés d'une entreprise commerciale. A l'époque où cette législation a été mise en vigueur, elle ne laissait échapper aucune portion appréciable du revenu, à l'exception des rentes sur l'État qui, de propos délibéré, avaient été affranchies de l'impôt. Cette exemption se comprenait d'autant mieux que, par la consolidation, on venait de frustrer les rentiers des deux tiers de ce qui leur était dû. La fortune des Français consistait en immeubles, ou s'alimentait par les profits du négoce, de l'industrie, de certaines professions libérales, assujetties à la patente comme les entreprises commerciales. L'impôt foncier était proportionné aux sommes dérivées de cette source ; l'impôt mobilier variait en raison de la valeur locative des locaux occupés, estimée devoir être d'autant plus élevée que la fortune de l'habitant est plus grande.

A côté de ces quatre contributions était instituée une série d'impôts sur le capital qui, sous le nom de droits d'enregistrement, atteignent la propriété chaque fois qu'elle change de main : les droits de mutation frappent les immeubles ou les meubles au moment où ils passent dans un nouveau patrimoine par suite de donation, de vente ou de décès. Les droits de timbre, applicables aux effets de commerce, procèdent de la même idée et correspondent au prélèvement d'une fraction de la valeur des marchandises dont l'échange donne lieu à la création d'une traite. L'importance de ces diverses amputations est considérable : les acheteurs d'immeubles acquittent environ 8 pour 100 du prix entre les mains du percepteur, sans compter les honoraires du notaire. Pour peu qu'une maison ait changé de propriétaire une demi-douzaine de fois en un demi-siècle, ce qui arrive fréquemment, la moitié de sa valeur a été versée à l'État.

Lorsque le développement rapide des valeurs mobilières eut mis en circulation un très grand nombre de ces titres, le législateur se préoccupa de soumettre cette partie de la fortune à des impôts équivalens à ceux qui en frappaient les autres élémens. Ici, la constatation du revenu étant particulièrement facile, rien ne s'opposait à l'établissement d'une taxe le frappant

directement : le résultat fut obtenu par l'institution d'un impôt annuel sur les coupons des actions et des obligations. Il convient de remarquer que les auteurs de cette loi nouvelle restaient fidèles aux principes directeurs de notre système fiscal : ils se sont bien gardés d'asseoir la taxe sur les bénéfices des sociétés qu'il s'agissait d'atteindre; ils se sont dit avec raison que, tôt ou tard, tous ces bénéfices viennent à être distribués aux actionnaires et que le fisc est ainsi assuré de toucher sa part en se bornant à la prélever sur chaque répartition faite aux intéressés. Bien que nous ne donnions en ce moment aucun chiffre et que nous nous occupions seulement d'expliquer l'esprit de notre législation, nous croyons bon de rappeler à nos lecteurs que l'ensemble des droits qui frappent le coupon des valeurs mobilières s'élève, dans certains cas, à 17 pour 100, c'est-à-dire au sixième du revenu.

Comme ce prélèvement ne s'exerçait que sur les titres des sociétés françaises ou sur ceux des sociétés étrangères qui se négocient en France, la loi du 29 mars 1914 a établi un impôt de 5 pour 100 sur les coupons des fonds d'État étrangers et des titres de sociétés étrangères ne circulant pas en France. Des prescriptions minutieuses obligent le propriétaire ou usufruitier de titres ou valeurs mobilières étrangères domicilié en France, qui se fera envoyer ou encaissera à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les dividendes, intérêts, arrérages ou tous autres produits de ces valeurs, à apposer annuellement sur chaque titre, au moment de détacher le premier coupon annuel, un timbre mobile spécial, d'une valeur égale au montant de la taxe sur le revenu de l'année entière. Faute de se conformer à cette obligation, le propriétaire ou usufruitier devra, dans les trois premiers mois de l'année, souscrire, au bureau de l'enregistrement, la déclaration du montant total des dividendes, intérêts, arrérages ou produits encaissés par lui au cours de l'année précédente et acquitter la taxe sur ce total. Cette loi de 1914, dont un règlement d'administration publique du 21 juin de la même année a fixé l'application, complète le cycle des mesures législatives qui ont eu pour effet de faire tomber sous le coup d'une perception fiscale la quasi totalité des revenus des Français.

Toutefois, si nous avions la chose, nous n'avions pas le nom, ou du moins nous ne l'avions que pour les taxes sur le

revenu des valeurs mobilières : or, chacun sait le pouvoir des mots sur l'imagination populaire et parlementaire. De nombreux projets sont donc éclos, tendant à l'établissement d'un impôt sur le revenu; mais il faut rendre à la plupart de leurs auteurs cette justice qu'ils avaient compris qu'il ne pouvait être question d'ajouter un impôt identique à ceux qui existaient; qu'il fallait supprimer ces derniers en même temps que l'on introduirait une assiette nouvelle. Nous ne referons pas ici l'histoire des tentatives qui, depuis un quart de siècle, ont toujours avorté, jusqu'à ce qu'en 1914, à la veille de la guerre, le Parlement votât une loi, qui est bien la moins étudiée et la moins logique de toutes celles qui ont été présentées sur la matière. Son défaut capital est d'organiser non pas un impôt sur le revenu, comme semble le promettre son titre, mais une taxe surérogatoire, un impôt de superposition qui frappe tous les revenus fonciers et tous les revenus mobiliers, déjà atteints par les lois antérieures que nous avons rappelées.

Ceci dit, nous ne nous attarderons pas à critiquer davantage une loi qui a été régulièrement votée, dont la mise à exécution, après avoir été retardée d'une année, a été définitivement ordonnée et qui est en vigueur depuis le 1er janvier 1916. Nous allons en examiner les dispositions essentielles, essayer de faire comprendre, aux citoyens français qui vont avoir à s'y conformer, quels sont, en cette matière, leurs droits et leurs devoirs, chercher à leur tracer la ligne de conduite qu'ils ont à suivre, afin de remplir les obligations résultant de textes souvent obscurs et parfois incomplets. A cet effet, nous exposerons dans une première partie les élémens essentiels de la loi, en ce qui concerne l'assiette de l'impôt; dans un second chapitre, nous nous occuperons de la perception, par voie de taxation ou en vertu d'une déclaration; enfin, nous rechercherons quel est le meilleur parti à prendre pour le contribuable : convient-il de déclarer son revenu ou de laisser à l'administration le soin de nous taxer?

II

La loi du 15 juillet 1914 a établi un impôt général de 2 pour 100 qui frappe le revenu total d'un certain nombre de

contribuables. Cet impôt est dû, au 1er janvier de chaque année, par toute personne ayant en France une résidence habituelle et rentrant dans les catégories prévues. Chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de sa famille qui habitent avec lui, à moins que ces revenus ne soient déclarés séparément et ne rendent alors leurs propriétaires directement redevables de l'impôt vis-à-vis du fisc. Ne sont assujettis à l'impôt que ceux dont le revenu excède 5 000 francs. L'impôt est établi d'après le montant total de revenu net annuel dont dispose chaque contribuable. Le revenu net est déterminé, eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède le contribuable, aux professions qu'il exerce, aux traitemens, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes occupations lucratives auxquelles il se livre, sous déduction : 1° des intérêts des emprunts et dettes à sa charge; 2° des arrérages de rentes payées par lui à titre obligatoire; 3° des impôts directs acquittés par lui; 4° des pertes résultant d'un déficit d'exploitation dans une entreprise agricole, commerciale ou industrielle. Le revenu imposable correspondant aux diverses sources énumérées ci-dessus est déterminé chaque année d'après leur produit respectif pendant la précédente année.

Telles sont les dispositions fondamentales de la loi, qui frappe les individus et non les associations ni les sociétés par actions, dont les titres acquittent déjà largement l'impôt sur le revenu. On remarquera l'incohérence d'un texte où il est parlé de la détermination du revenu eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède le contribuable : ceci s'appliquerait beaucoup mieux à un impôt sur le capital qu'à un impôt sur le revenu et semble vouloir faire entrer en ligne de compte, pour l'assiette de la taxe, des élémens qui y sont étrangers. La suite énumère au contraire exclusivement des revenus et rentre par conséquent dans l'esprit de la loi. Celle-ci a été rectifiée ou tout au moins précisée par le décret de janvier 1916, qui porte règlement d'administration publique concernant son application.

En vue de la détermination, dit l'article 1er de ce décret, pour chaque contribuable passible de l'impôt, du revenu total qui doit servir de base au calcul de sa contribution, les revenus provenant de source diverse sont classés de la façon suivante :

Revenus des propriétés foncières bâties;

Revenus des propriétés foncières non bâties;

Revenus des valeurs et capitaux mobiliers;

Bénéfices de l'exploitation agricole;

Bénéfices du commerce, de l'industrie, de l'exploitation minière et des charges et offices;

Revenus des professions libérales;

Revenus des emplois publics et privés;

Revenus de tous capitaux et de toutes occupations lucratives non dénommées ci-dessus;

Retraites, pensions et rentes viagères.

Cette énumération semble aussi complète que possible : rien n'y échappe. Le Conseil d'État a soin d'expliquer que les revenus frappés ne sont pas seulement ceux qui se perçoivent en argent : pour chaque catégorie, spécifie le décret, le revenu net est constitué par l'excédent du produit brut effectivement réalisé, y compris la valeur des profits et des avantages dont le contribuable a joui en nature, sur les dépenses réellement effectuées en vue de l'acquisition et de la conservation du revenu. Celui qui habite sa maison doit en faire entrer la valeur locative dans l'addition de ses revenus. Celui qui vit sur son fonds en se nourrissant de son bétail, de ses volailles, des fruits et des légumes de son jardin, doit évaluer ces consommations et les faire entrer dans le bilan annuel qui servira au règlement de son compte avec le fisc.

Les dépenses, dont la déduction est autorisée, sont énumérées comme suit pour chacune des catégories. En ce qui concerne les propriétés foncières, les frais de gestion, d'assurance, d'entretien, et l'amortissement du capital immobilier, à l'exclusion des sommes dépensées pour l'accroissement de ce capital. Pour ce qui touche les valeurs mobilières, les impôts, dont la charge annuelle incombe au possesseur de ces valeurs. Pour les exploitations agricoles, commerciales, industrielles et autres, le loyer, ou, si l'exploitant est propriétaire, la valeur locative des fonds sur lesquels porte l'exploitation agricole, ainsi que des propriétés immobilières occupées pour les besoins des exploitations; l'intérêt des capitaux prêtés à l'entreprise, lorsque la personnalité de celle-ci est distincte de celle de l'exploitant; les traitemens, salaires et rétributions diverses payés aux employés, ouvriers et auxiliaires, ainsi que la valeur des avantages et des produits qui leur sont concédés en nature, le coût des matières

premières, les frais généraux divers et les frais d'assurance; le loyer du matériel et des installations n'ayant pas un caractère immobilier, ou, si l'exploitant en est propriétaire, les frais d'exploitation et l'amortissement, en tenant compte de la nature et des conditions de l'exploitation, à l'exclusion des sommes dépensées pour donner une plus-value à l'outillage et de celles qui sont affectées à l'extension de l'entreprise ou à la constitution de réserves. En ce qui concerne les professions, emplois et autres occupations lucratives, les frais de toute nature et les dépenses que nécessite spécialement l'exercice de la fonction, de la profession, de l'emploi ou de l'occupation, ainsi que les retenues supportées et les sommes versées pour la constitution de pensions ou de retraites.

On voit dans quel détail les auteurs du règlement sont entrés pour essayer de prévoir tous les cas qui se présenteront. Ils ont dressé en quelque sorte les cadres de cette loi des bilans dont il a été si souvent question à propos des sociétés anonymes et qui va s'appliquer maintenant aux particuliers. Chacun de nous, au bout de l'année, sera en effet obligé de se livrer à des calculs compliqués et minutieux pour déterminer quel a été son revenu net. Le Conseil d'État a eu le souci de se montrer équitable ; mais n'est-ce pas décourager les Français qui voudraient être bons administrateurs de leur fortune que de leur défendre de faire des réserves? Quelle source de difficultés entre le fisc et le contribuable que ces définitions qui s'efforcent d'être précises, mais qui ne peuvent l'être! Comment déterminer si un amortissement tient compte de la nature et des conditions de l'exploitation? Comment le distinguer des sommes dépensées pour donner une plus-value à l'outillage?

Voici, par exemple, des installations qui ont été faites par un usinier en vue de commandes qu'il a reçues pour la guerre. Il voudra sagement les amortir dans un très bref délai, car bientôt, peut-être, elles ne lui seront plus d'aucune utilité; mais l'Administration lui objectera qu'elles pourront servir encore, qu'elles ont donné une plus-value à l'outillage, et que, par conséquent, les sommes qui y ont été consacrées doivent être taxées. En matière agricole, comment estimer l'importance et la valeur des avantages et des produits perçus en nature par le propriétaire ou l'exploitant, ou accordés aux employés, ouvriers et auxiliaires? Nous pourrions multiplier nos

points d'interrogation : ceux que nous avons posés nous paraissent donner aux contribuables une idée suffisante des problèmes qui vont se présenter. En réponse à une question qui lui était adressée au mois de février par le député Daniel, le ministre des Finances reconnaissait que les taux applicables pour le calcul des amortissemens ne sauraient être fixés par voie de règle générale et sont susceptibles de varier, dans chaque espèce, suivant la nature, la consistance et l'application des bâtimens ou du matériel en cause.

La loi, et c'est un de ses bons côtés, a accordé certaines exonérations : 2000 francs en faveur du contribuable marié, 1000 francs par personne à sa charge, jusqu'à concurrence de cinq, et 1500 francs pour chaque personne au delà de la cinquième : seront considérées comme personnes à sa charge les ascendans âgés de plus de soixante-dix ans ou infirmes, les enfans âgés de moins de vingt et un ans ou infirmes. Chaque contribuable n'est taxé que sur la portion de son revenu, qui, après déduction de ces charges, dépasse 5000 francs.

D'autre part, l'impôt est calculé en comptant pour un cinquième la fraction du revenu imposable comprise entre 5000 et 10000 francs; pour deux cinquièmes, la fraction comprise entre 10000 et 15000 francs; pour trois cinquièmes, la fraction comprise entre 15000 et 20000 francs ; pour quatre cinquièmes, la fraction comprise entre 20000 et 25000 francs; pour l'intégralité, le surplus du revenu : on applique au chiffre ainsi obtenu le taux de 2 pour 100. Sur la somme qui résulte de ce calcul, le contribuable a droit à une réduction de 5 pour 100 s'il a une personne à sa charge ; de 10 pour 100 s'il a deux personnes; de 20 pour 100 s'il en a trois, et ainsi de suite, chaque personne au delà de la troisième donnant droit à un nouvel abaissement de 10 pour 100, sans que toutefois la réduction puisse être, au total, supérieure à la moitié de l'impôt. Cette disposition de la loi a tenu compte, dans une large mesure, du vœu formulé depuis si longtemps par les économistes que des avantages sérieux soient accordés aux chefs des familles nombreuses.

Voici, à titre d'exemple, un tableau de quelques revenus, qui montre l'effet des déductions. Dans plusieurs cas, le père de famille paie moins de la moitié de ce qu'acquitte le célibataire.

Chiffre du revenu total.	Montant de l'impôt dû par un contribuable. Célibataire.	Marié sans enfans.	Marié avec 3 enfans mineurs.
6 000 francs	4 francs	»	»
8 000 —	12 —	4 francs	»
10 000 —	20 —	12 —	»
12 000	40 —	24 —	8 francs
15 000 —	60 —	44 —	16 —
20 000 —	120 —	96 —	48 —
25 000 —	200 —	168 —	96 —
30 000	300 —	260 —	160 —
50 000 —	700 —	660 —	480 —
100 000 —	1 700 —	1 660 —	1 280 —
200 000 —	3 700 —	3 660 —	2 880 —
500 000 —	9 700 —	9 660 —	7 680 —

Examinons trois hypothèses qui nous permettront d'expliquer le mécanisme et la façon dont s'établiront les calculs. Nous rappelons que le taux normal est de 2 pour 100. Voici un célibataire qui a un revenu de 20 000 francs : il ne doit rien pour les premiers 5 000 francs ; il paie 20 francs pour les seconds 5 000 taxés à raison d'un cinquième, 40 francs pour les troisièmes 5000, taxés à deux cinquièmes, 60 francs pour les quatrièmes 5000, taxés à trois cinquièmes, soit au total 120 francs.

Supposons maintenant un homme marié sans enfans, ayant un revenu de 30 000 francs. Il ne doit rien pour les premiers 7 000 francs ; 20 francs pour les 5000 suivans à raison d'un cinquième ; 40 francs pour les 5000 suivans à raison de deux cinquièmes ; 60 francs pour les 5000 suivans à raison de trois cinquièmes ; 80 francs pour les 5000 suivans à raison de quatre cinquièmes ; 60 francs pour les derniers 3000, à raison de l'impôt plein de 2 pour 100, soit au total 260 francs.

Considérons, enfin, un homme marié, père de trois enfans mineurs, qui a un revenu de 50 000 francs. Il ne doit rien pour les premiers 10 000 francs ; il paiera 20 francs pour les 5 000 suivans à raison d'un cinquième ; 40 francs pour les 5 000 suivans à raison de deux cinquièmes ; 60 francs pour les 5 000 suivans à raison de trois cinquièmes ; 80 pour les 5000 suivans à raison de quatre cinquièmes et 400 francs pour les 20 000 derniers à raison de l'impôt plein de 2 pour 100, soit au total 600 francs. Cette somme sera réduite de 20 pour 100, c'est-à-dire de 120 francs, du chef des 3 enfans que le contribuable a à sa charge, de sorte qu'en définitive il aura à payer 480 francs.

Telles sont les dispositions essentielles de la loi, au point de vue de la détermination des contribuables assujettis et de la fixation du taux de l'impôt. Ses deux plus graves défauts sont de se superposer à une foule d'autres impôts qui frappent déjà le revenu et de n'atteindre qu'un petit nombre de Français. En Angleterre, terre classique de l'*income tax*, qui y a été établi pour la première fois au début du XIXe siècle et rétabli en 1842 après une éclipse de 25 ans, jamais le même revenu n'est frappé deux fois. D'autre part, les revenus sont taxés à partir de 4 000 francs, sans déduction d'aucune charge; et l'on sait que le niveau des salaires et des revenus étant plus élevé de l'autre côté de la Manche que chez nous, 4 000 francs, dans le Royaume-Uni, correspondent à quelque chose comme 3 000 ou 2 500 francs en France. Il a été récemment question d'abaisser encore la limite imposable et de la réduire à 2 500 francs, ce qui augmenterait, dans une proportion énorme, l'effectif des imposés. Le nombre des Anglais (plus de 1 100 000) qui acquittent cet impôt est déjà aujourd'hui bien plus considérable que ne le sera celui des Français atteints par la loi de juillet 1914. C'est une injustice que d'établir des taxes dont le poids n'est pas ressenti par tous les contribuables : qu'elles soient légères pour ceux dont les ressources sont modestes, mais que tous les citoyens qui ne sont pas des indigens connaissent et mesurent l'étendue du sacrifice demandé à la nation!

On a essayé de calculer le nombre de nos concitoyens qui seront appelés à payer le nouvel impôt. On s'est reporté au tableau qui était joint au projet déposé en 1907 par M. Caillaux, et d'après lequel les 22 milliards et demi de francs, auxquels était évalue le revenu national, se répartissaient comme suit :

Chiffre du revenu total.	Nombre de revenus par catégories.	Montant des revenus millions de francs.
2 500 francs et au-dessous . .	9 509 800	12 342
2 501 à 3 000 francs	563 000	1 597
3 001 à 5 000 francs	446 000	1 735
5001 à 10 000 francs.	294 000	2 109
10 001 à 20 000 francs	123 000	1 798
20 001 à 50 000 francs	51 000	1 673
50 001 à 100 000 francs	9 800	674
100 001 francs et au-dessus. . .	3 400	572
	11 000 000	22 500

D'après cette statistique, l'impôt nouveau atteindrait 481 200 personnes, possédant ensemble un revenu de 6 726 millions, soit moins du tiers du revenu total des Français. Mais, ainsi que l'a fait observer M. Paul Leroy-Beaulieu, les diverses réductions édictées par la loi ramèneraient à 60000 environ le nombre des contribuables et à 3 milliards à peu près le chiffre des revenus acquittant intégralement l'impôt. Les revenus compris entre 5 000 et 20 000 francs jouissent de dégrèvemens tels que leur part dans la recette totale, au taux actuel, sera très faible.

III

Comment va être assis cet impôt qui constitue une révolution dans notre législation fiscale, parce qu'il doit faire connaître à l'autorité publique un élément qui lui échappait jusqu'à ce jour : le revenu global du contribuable? Deux voies nous sont ouvertes à cet effet, la déclaration ou la taxation, l'initiative ou l'immobilité, l'offre spontanée du renseignement apporté au fisc ou l'attente de l'oukase administratif. La loi n'a pas, à cet égard, toute la clarté désirable. L'article 16 débute comme suit : « Les contribuables passibles de l'impôt souscrivent une déclaration de leur revenu global, » et pourrait ainsi faire croire que cette déclaration est obligatoire; mais la fin de l'article rectifie aussitôt l'erreur qui aurait pu naître de cette rédaction ambiguë, en expliquant la situation qui donnera lieu à la taxation d'office, alternative laissée à celui qui n'aura pas fait de déclaration. Celle-ci s'opère de deux manières, selon qu'elle est faite dans les deux premiers mois de l'année ou postérieurement. La première hypothèse est susceptible elle-même de deux variantes, selon que le contribuable se borne à indiquer son revenu global ou bien appuie cette déclaration du détail des élémens qui le composent. La déclaration doit contenir les indications relatives aux charges de famille. De plus, pour avoir droit aux déductions prévues du chef des intérêts, impôts, pertes, spécifiés à l'article 10, il faut communiquer le chiffre et la nature des dettes et des pertes. Les déclarations dûment signées sont remises ou adressées au contrôleur des contributions directes, qui en délivre récépissé.

L'Administration affirme que, seul, le déclarant peut déduire

ses dettes et pertes. Cela ne nous paraît pas résulter du texte de la loi : car, si l'article 16 porte que le contribuable, pour jouir du bénéfice de ces déductions, doit indiquer le chiffre et la nature des pertes, cela ne veut nullement dire que celui qui est taxé d'office et qui conteste cette taxation ne puisse pas, dans l'établissement des élémens de revenu qu'il fournit pour combattre le chiffre administratif, opérer cette déduction. C'est l'avis du *Comité central d'études et de défense fiscale* qui, dans une consultation fortement motivée, arrive à cet égard à une conclusion différente de celle que contient la note du gouvernement publiée à l'*Officiel*, à la suite du règlement d'administration publique.

Le contribuable qui a laissé s'écouler deux mois sans faire de déclaration, est prévenu, par un avis émané du contrôleur, qu'il peut encore en présenter une dans un délai d'un mois, courant du jour de la réception de cet avis, mais à la condition d'indiquer alors la répartition, par nature de revenus, de l'ensemble de ses ressources. Il est informé en même temps du chiffre de revenu d'après lequel son imposition sera établie d'office, dans le cas où il ne produirait pas de déclaration satisfaisant à la condition qui vient d'être déterminée.

Les droits de l'Administration vis-à-vis des déclarans sont spécifiés à l'article 17. Le contrôleur, y est-il dit, vérifie les déclarations uniquement à l'aide des élémens certains dont il dispose en vertu de ses fonctions, tels que les données servant à l'établissement des rôles des contributions directes et des taxes assimilées, ainsi que de ceux qui, recueillis par tous les services publics en vertu des lois existantes, doivent, sans exception, lui être communiqués. Il n'a le droit d'exiger de l'intéressé la production d'aucun acte, livre ou document quelconque. Le contrôleur peut rectifier la déclaration. Mais, dans ce cas, il adresse au contribuable, avant d'établir la nature du rôle, l'indication des élémens qui serviront de base à son imposition, l'invite à se faire entendre ou à faire parvenir son acceptation ou ses observations, et à fournir, s'il y a lieu, les justifications utiles au sujet des déductions qu'il demande.

L'Administration, dans la « Note pour les contribuables, » qu'elle a publiée au *Journal officiel*, en janvier 1916, cherche à leur démontrer qu'ils ont avantage à faire la déclaration. Elle reconnaît qu'il n'y a pas de différence sensible entre la situa-

tion de celui qui déclare au cours des deux premiers mois et de celui qui attend, pour s'y décider, l'invitation que le contrôleur lui adressera après ce délai.

« Dans l'une et l'autre hypothèse, la déclaration, dit la Note, comporte les mêmes conséquences. Les énumérations qu'elle contient sont tenues pour exactes, à moins que l'Administration, après l'avoir vérifiée, uniquement à l'aide des élémens certains dont ses agens disposent en vertu de leurs fonctions, n'apporte la preuve du contraire. C'est là une situation différant essentiellement de celle du contribuable qui, n'ayant pas fait de déclaration, est taxé d'office par le contrôleur des contributions directes : car il incombe, dans ce cas, au contribuable de prouver l'inexactitude de la base d'imposition qui lui a été assignée. La déclaration assure, en outre, au contribuable le bénéfice de la déduction des charges qui peuvent grever son revenu global, dettes, impôts, etc., cette déduction n'étant acquise qu'à ceux qui produisent la déclaration de leur revenu. Il ressort de là que, conformément à l'intention nettement exprimée du législateur, la déclaration, lorsqu'en particulier le contribuable en a pris l'initiative, comporte, pour celui qui la souscrit, de très notables avantages. »

Nous avons expliqué plus haut pourquoi nous ne sommes pas d'accord sur l'interprétation que l'Administration donne à la partie de la loi qui concerne la faculté de déduction des dettes et charges. Elle se fonde, pour se prononcer dans ce sens, sur les travaux préparatoires; mais le texte ne nous semble pas justifier cette opinion.

L'examen des divers élémens du revenu imposable par le contrôleur est le point délicat du mécanisme. On a dit que le contribuable qui déclare met le fardeau de la preuve à la charge du fisc. La loi parle en effet de « vérification » par le contrôleur; mais, lorsqu'il s'agit de la taxation d'office, il est dit que l'imposition sera établie d'après les élémens définis à l'article 17, qui s'applique au contribuable déclarant. La différence entre les deux cas n'apparaît donc pas clairement. Voyons ce que prévoit la loi pour le contribuable qui n'a pas fait de déclaration. A défaut d'élémens certains, dit l'article 19, le revenu imposable ne peut dépasser : 1° pour les propriétés bâties et non bâties, une somme égale au revenu net servant de base à la contribution foncière ; 2° pour les bénéfices agricoles,

une somme égale à la moitié de la valeur locative des terres exploitées; 3° pour toute profession assujettie à la patente, une somme égale à trente fois le principal de la patente. Il ne semble donc pas qu'il soit laissé plus de place à l'arbitraire administratif en cas de taxation d'office qu'en cas de déclaration : il est vrai que la loi est muette en ce qui concerne l'évaluation des revenus divers de capitaux mobiliers, qui constituent la portion la plus difficile à déterminer du revenu des contribuables.

Observons enfin qu'il est une catégorie de contribuables que la loi exempte de la déclaration : celle des personnes qui, sans avoir de domicile en France, y ont une résidence. Dans ce cas, le législateur a très sagement eu recours, une fois de plus, aux signes extérieurs, ce procédé excellent qu'il abandonne pour les Français, mais qu'il applique aux étrangers, non domiciliés, vis-à-vis desquels le Parlement a compris qu'il serait impolitique de recourir à des procédés vexatoires. Leur revenu imposable sera calculé en multipliant par sept la valeur locative de leur habitation, à moins que les revenus tirés par eux de propriétés, exploitations ou professions, sises ou exercées en France, n'atteignent un montant plus élevé : ce dernier chiffre sert alors de base à l'impôt. Même dans les trois cas visés, le législateur ne cherche pas à connaître le patrimoine de ce contribuable; il se borne à constater des revenus fonciers, commerciaux ou industriels, auxquels il applique le maximum de taxation établi d'après le produit de l'immeuble, la patente ou la valeur locative des terres exploitées.

Les difficultés de ce côté paraissent donc écartées, et notre nouvelle législation aura du moins le mérite de ne pas éloigner de notre territoire les étrangers qui séjournent en France et qui nous ont donné, au cours de la guerre, de si précieux témoignages de leur sympathie.

IV

La question que se pose à cette heure tout Français dont le revenu atteint ou dépasse le minimum imposable est celle de savoir s'il doit spontanément faire, avant le 1er mai 1916, la déclaration dans les formes prescrites, ou bien attendre les événemens. Après que le premier délai se sera écoulé sans qu'il

ait pris de parti, il recevra du contrôleur des contributions directes un avis l'informant de la somme à laquelle l'administration évalue son revenu. S'il l'accepte, tout est dit. S'il la conteste, il peut, dans le mois qui suit la réception de l'avis, faire sa déclaration, avec cette différence qu'au lieu de son revenu global, il devra le déclarer par catégories. S'il ne la produit pas, il paiera l'impôt calculé sur le revenu fixé par l'avis du contrôleur.

Quelle est la différence de situation entre le contribuable qui a déclaré et celui qui s'est laissé taxer? On a voulu jeter une sorte de défaveur sur le second et répandre l'opinion que ce n'était pas faire acte de bon citoyen que de ne pas prendre, en cette matière, l'initiative prévue par la loi. C'est une opinion qu'il est permis de ne pas partager : la taxation d'office est un mode parfaitement légal, organisé par la loi dans ses moindres détails et par conséquent tout aussi honorable que la déclaration. L'inconvénient de cette dernière est que, si elle est reconnue inexacte, le double droit est exigible; et cette formalité, remarquons-le bien, frappe même l'homme de bonne foi, s'il s'est trompé involontairement de plus du dixième. Il y a là un danger considérable : certains revenus sont de nature contestable, les charges à déduire peuvent donner matière à bien des controverses; si, après discussion, l'Administration fait triompher sa manière de voir, elle pourra accuser de dissimulation ou tout au moins frapper de l'amende des contribuables qui auront agi en toute sincérité. Il n'en est pas moins vrai que certains députés ont voulu favoriser le déclarant : des opinions en ce sens ont été exprimées au cours des travaux préparatoires, elles ne se fondent pas sur le texte de la loi.

Nous estimons qu'au point de vue moral, chacun de nous est libre de prendre le parti qu'il préfère. Il peut d'autant mieux laisser à l'Administration le soin de le taxer que la loi a pris soin de fixer la méthode qui devra être appliquée pour déterminer le revenu de celui qui a gardé le silence, et ce n'est pas une des moindres bizarreries de cette législation que de la voir organiser un impôt sur le revenu global avec des cadres préparés jadis pour un impôt cédulaire. Le législateur est ainsi ramené, par une sorte de force mystérieuse, aux signes extérieurs, à cette pierre angulaire de notre ancien et excellent code fiscal. Il prescrit au taxateur certaines règles dont il ne

pourra se départir et qui, le cas échéant, seront une sauvegarde pour le contribuable, à qui elles épargneront des démêlés pénibles avec l'administration. Voici par exemple un commerçant dont les bénéfices sont variables : tantôt ils dépassent le maximum légal de trente fois la patente, tantôt ils lui restent inférieurs ; voici un médecin ou un avocat qui se trouvent dans le même cas : les accuserons-nous d'incivisme, s'ils acquittent bon an mal an la taxe telle que la loi l'a établie ? Voici un fermier qui, grâce à la hausse exceptionnelle des denrées, a gagné plus de la moitié de la valeur locative des champs qu'il exploite : agit-il incorrectement parce qu'il accepte l'imposition légale de la moitié, alors que, l'année suivante, il réalisera peut-être des bénéfices inférieurs à cette présomption et qu'il préférera néanmoins subir la taxation d'office plutôt que d'entrer en discussion avec le fisc ?

D'un autre côté, nous comprenons que celui qui a des revenus bien définis, soumis à peu d'aléas, qui peut en quelques minutes connaître exactement le total de ce qu'il a encaissé au cours de l'année, se décide à faire une déclaration qu'il espère devoir régler définitivement sa situation, sans qu'il puisse d'ailleurs avoir aucune certitude à cet égard.

Toutes les hésitations qui se manifestent, toutes les discussions qui se sont ouvertes montrent combien cette loi de 1915, semblable sous ce rapport à un très grand nombre de celles qui ont été votées par nos Assemblées, est mal faite. A peine était-elle bâclée qu'il a fallu l'étayer du règlement d'administration publique, élaboré par le Conseil d'État, auquel la Chambre et le Sénat laissent volontiers le soin d'éclaircir non seulement la lettre, mais l'esprit de leurs prescriptions. Il vaudrait beaucoup mieux demander à ce grand corps de préparer la rédaction des lois avant de les soumettre à la discussion parlementaire. On aurait ainsi des textes clairs, coordonnés, cohérens, qui ne contiendraient ni contradictions, ni lacunes, ni obscurités ; qui ne heurteraient pas les lois existantes, s'harmoniseraient avec elles et contribueraient à faire un Code, au lieu de nous donner le spectacle peu édifiant de dispositions qui mettent souvent les justiciables dans un embarras qui n'a d'égal que celui des magistrats ou des fonctionnaires chargés de les appliquer.

Dans l'espèce, le règlement d'administration publique n'a pas apporté de grandes clartés, par l'excellente raison que le

Conseil d'État ne se reconnaît pas le droit d'interpréter, encore moins de modifier les intentions du législateur. Il se borne à fournir les moyens pratiques de mettre la loi en vigueur et à édicter à cet effet un certain nombre de règles; mais il se garde bien de trancher à l'avance les litiges qu'il sera plus tard appelé à juger en dernier ressort comme tribunal administratif suprême. En commentant la loi, il donne simplement un avis; à cet effet, il doit suivre pas à pas le texte qui lui est soumis et dont il ne s'écarte pas. Le gouvernement lui-même a eu le sentiment des obscurités qui subsistaient, puisqu'il a fait suivre la publication, au *Journal officiel*, du règlement d'administration publique d'une note explicative, destinée à fournir aux contribuables des renseignemens complémentaires. Nous le demandons à tout homme préoccupé de la bonne marche des affaires publiques : est-il admissible qu'une loi ait besoin de ces commentaires successifs pour devenir intelligible et pouvoir être appliquée ?

On dirait qu'un vice originaire pèse sur elle : ce soi-disant impôt sur le revenu n'est qu'une superposition à tous les impôts sur *les* revenus qui existent déjà en France. C'est ce qui explique à la fois l'étroitesse de sa base (nous avons montré combien sont peu nombreux ceux qu'il atteindra réellement), les réductions consenties à la plupart des assujettis, et enfin la modestie apparente de son taux. Il est bien évident que, surtout aujourd'hui, en pleine guerre, un prélèvement de 2 pour 100 semble à l'abri de toute critique; mais si l'on considère que ces 2 pour 100 s'ajoutent à des taxes qui amputent jusqu'à 17 pour 100 du coupon des valeurs mobilières, à un impôt foncier qui, dans beaucoup de cas, s'élève au même chiffre, à des patentes souvent élevées, à l'impôt spécial qui atteint le revenu des valeurs étrangères non abonnées et des fonds d'État étrangers, on cesse de s'extasier sur la mansuétude du législateur. On est au contraire fondé à redouter les conséquences suivantes : à cause de la division des fortunes et de la modicité des patrimoines moyens en France, peu de revenus seront frappés; les contestations inévitables qui s'élèveront entre le fisc et les contribuables sur la question de savoir qui sera assujetti, et pour quelle somme, créeront un sentiment de malaise général.

D'autre part, les Chambres qui avaient cru trouver, grâce à

cette nouvelle arme fiscale, des ressources appréciables, seront très déçues lorsqu'elles verront quelle maigre somme elle produit et de quel médiocre secours elle est au budget. Elles seront alors tentées, suivant l'expression aujourd'hui consacrée, de donner un tour de vis, c'est-à-dire d'augmenter le taux de l'impôt qui, par suite de son caractère surérogatoire, deviendra aussitôt excessif parce qu'il s'ajoute aux autres : il dépassera la quotité de l'*Income tax* anglais, qu'on nous cite volontiers en exemple, mais en oubliant d'ajouter qu'il ne se superpose jamais.

Que nos lecteurs ne voient pas dans ce qui précède une vaine récrimination ni une critique chagrine, par le seul motif qu'une charge nouvelle est ajoutée à celles que nous supportons déjà. Nous savons, mieux que personne, qu'une guerre comme celle que nous menons implique des dépenses formidables et qu'elle aura pour conséquence le doublement de nos impôts. Les Français sont prêts à tous les sacrifices et à tous les efforts pour se débarrasser à jamais d'un ennemi qui voulait nous asservir, nous enlever le bien suprême, celui sans lequel tous les autres ne sont rien, l'indépendance. Nous ne marchanderons pas plus notre or que notre sang, mais à deux conditions : la première, c'est que les dépenses soient ordonnées et contrôlées avec la sévérité qu'exige le respect des forces contributives de la nation ; la seconde, c'est que les impôts soient assis avec logique, franchise et clarté. La loi du 15 juillet 1914 ne répond malheureusement pas à ce desideratum.

Elle est néanmoins entrée en vigueur, et nous n'avons, en bons citoyens, qu'à choisir entre les deux modes prévus par elle, déclaration ou taxation administrative. Nous nous sommes efforcé de la faire connaître dans son ensemble et dans ses détails, et d'écarter les doutes qui peuvent subsister sur plusieurs points, même après l'étude la plus approfondie. L'époque de guerre n'est pas favorable pour tenter une expérience aussi pleine d'inconnues. Nous eussions compris que l'on commençât par majorer un certain nombre des impôts existans, comme l'ont fait plusieurs belligérans. Sans parler de l'Angleterre, qui est le pays des résolutions fiscales vigoureuses, n'avons-nous pas vu la Russie et même l'Italie, dont les dépenses sont cependant faibles en comparaison des nôtres, augmenter le taux d'un grand nombre de taxes déjà établies, ce qui est en général

plus aisé que d'en introduire de nouvelles? On nous a objecté que plusieurs de nos départemens sont encore occupés et qu'on ne saurait, sans injustice, frapper les autres, alors que certaines régions du Nord et de l'Est ne peuvent fournir leur quote-part. Mais il nous semble que toutes les parties du territoire qui sont restées inviolées doivent d'autant plus allégrement consentir des sacrifices qu'elles ont échappé au désastre de l'invasion. D'ailleurs cet argument, s'il était topique, s'opposerait encore bien mieux à l'application d'un impôt nouveau. En résumé, nous disons au gouvernement: Nous allons acquitter l'impôt complémentaire sur le revenu; mais il ne vous donnera que peu de chose. Présentez-nous donc d'autres projets. Personne ne s'imagine qu'une tourmente comme celle que nous traversons n'aura pas une influence profonde sur l'économie nationale, sur les finances de l'État et celles des citoyens. Plus vite on prendra les résolutions nécessaires, et mieux cela vaudra. On a prétendu quelquefois que les Français donnaient leur vie plus aisément que leur bourse: si cela est vrai de quelques-uns d'entre eux, l'immense masse de la nation met les sacrifices à leur place, et sait que celui d'une partie de nos biens n'est rien à côté de celui de nos enfans. Nous empruntons, avec raison et avec succès: mais il convient, en face des arrérages à payer et du capital à amortir, d'inscrire dans notre budget des ressources nouvelles. C'est à quoi nos législateurs devraient s'appliquer sans retard.

Ici même, à plusieurs reprises, nous avons tracé le programme de ce qu'il conviendrait de faire. Un double décime devrait être ajouté aux impôts existans et procurerait immédiatement des sommes appréciables. Il faudrait rétablir certains droits sur les boissons, tels que ceux de circulation et de congé, qui avaient été supprimés et qui représentent une charge bien légère en comparaison de celle que fait peser sur le consommateur la hausse violente des vins, qui ont doublé de prix depuis l'an dernier. Un projet de loi sur l'alcool, susceptible de fournir un appoint sérieux au budget de l'État et à celui des communes, a été déposé par M. Ribot au mois de septembre 1915. Qu'attend le Gouvernement pour le faire mettre à l'ordre du jour des Chambres? Il est d'autant plus nécessaire de hâter le vote de cette loi qu'elle est destinée à apporter un premier remède, encore bien insuffisant, hélas! à l'effroyable fléau de l'alcoolisme

qui nous ronge en pleine guerre et qui constitue pour notre pays et notre race un danger aussi grand que la barbarie teutonne.

En dehors de ce résultat espéré qui, à lui seul, justifierait la discussion immédiate du projet, il doit apporter au budget une ressource bien supérieure à ce que, dans les évaluations les plus optimistes, procurera le nouvel impôt sur le revenu. D'autre part, les allocations aux femmes de mobilisés continuent à être distribuées avec une injustice criante : de pauvres mères, dont la situation est digne d'intérêt, ont peine à se faire payer ce qui leur est dû, tandis que d'autres qui sont à leur aise se voient attribuer des sommes auxquelles elles n'ont aucun droit. Les abus se traduisent par une surcharge budgétaire, fort inopportune en ce moment. Ce n'est pas parce que la guerre absorbe des milliards qu'il faut jeter au vent les centaines de millions. Nous demandons l'application de la loi des allocations selon sa lettre et selon son esprit.

Certains hommes politiques avaient voulu ériger en dogme l'idée de ne faire subir aucun changement à notre système fiscal, aussi longtemps que durerait la guerre. Cette théorie ne se défend plus, maintenant que la loi de l'impôt sur le revenu est mise en vigueur et que la transformation de la législation sur l'alcool est proposée. Entrons donc dans la voie des résolutions salutaires et hâtons-nous d'augmenter nos recettes en nous adressant à toutes les sources de nature à les alimenter.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

L'ALLEMAGNE

ET

LA PSYCHOLOGIE DES PEUPLES

Au nombre des sciences que l'Allemagne se flatte d'avoir créées, il en est une, la psychologie des peuples (*die Völkerpsychologie*), à qui elle a peut-être la première donné ce nom, mais qui ne lui doit, certes, ni la naissance, ni les œuvres le plus remarquables, et qui surtout ne lui a guère servi à elle-même dans la connaissance des peuples, dans l'art de les comprendre, de se les concilier, d'établir entre eux et elle des rapports d'intelligence, de confiance, de sympathie. — S'il est, en effet, dans la longue et intense préparation que l'Allemagne avait faite de la présente guerre, un point défectueux, une lacune et une tare, c'est précisément le manque de psychologie, c'est l'ensemble, je devrais presque dire le système des erreurs qu'elle a commises, sur elle-même d'abord et ses alliés, puis sur ses adversaires, en troisième lieu sur les neutres, enfin, et d'une façon générale, sur les conditions dans lesquelles elle provoquait et engageait la lutte contre le monde civilisé, au moment où la civilisation était le moins disposée à subir le joug de ce qu'il faut bien, du seul nom qui convienne, appeler la barbarie.

I

L'Allemagne n'a jamais eu, il est douteux qu'elle puisse avoir jamais le sens psychologique. Elle n'a pas même celui de

la vie, de la vie humaine et sociale. M. T. de Wyzewa faisait, il y a quelques mois, remarquer ici même, dans l'étude intitulée *la Faillite de la littérature et de l'art allemands*, comment, faute de ce don de la vie, il n'y a vraiment, dans toute la littérature allemande, aucune création proprement dite, aucune figure vivante, aucun personnage capable, comme ceux d'un Shakspeare, d'un Cervantes, d'un Molière, d'un Balzac, d'un Tolstoï, de faire concurrence à l'état civil. Chez Gœthe lui-même, qui cependant avait senti la puissance de vie de l'art français, de l'art italien, de l'art grec, le héros le plus humain, Faust, se métamorphose presque aussitôt en symbole, et, comme si le symbolisme du premier Faust n'avait pas suffi, il y ajoute la symbolique plus impénétrable du second. — Mais c'est la philosophie allemande qui a le mieux démontré peut-être cette impuissance du génie germanique à ressentir et réaliser la vie, s'il est vrai qu'après Kant, et lorsque ses successeurs tentèrent de sortir de la prison subjective où la *Critique de la Raison pure* les tenait enfermés, l'âme humaine et ses diverses facultés, le « moi » lui-même, la conscience, la raison, l'imagination, la volonté, ne servirent, chez Fichte, Schelling, Hegel, Schopenhauer, qu'à des constructions métaphysiques qui n'ont rien laissé subsister de l'âme humaine et du « moi, » noyés dans l'infini, l'absolu, l'univers ou le néant. — L'œuvre d'absorption et d'unification, ainsi accomplie dans la philosophie allemande, se poursuivit, après 1848, dans la nation elle-même où l'achèvement de l'unité se fit par l'absorption de l'Allemagne dans la Prusse. La nation eut en politique le sort que l'âme et le « moi » avaient eu dans la philosophie : elle fut noyée dans le régime prussien, et l'unité ne se consomma que par la servitude. — Ces précédens ne formaient pas l'Allemagne, il faut l'avouer, à l'intelligence, à la science, à la psychologie des peuples : l'expérience n'allait pas tarder à le démontrer. Si, vers la fin du XVIIIe siècle, Hamann et Herder, inspirés d'ailleurs de Voltaire (*l'Essai sur les Mœurs*), de Montesquieu (*l'Esprit des Lois*), de J.-J. Rousseau, eurent et projetèrent d'assez larges lueurs ou divinations sur l'origine, sur la préhistoire des grandes civilisations, si Hegel, au XIXe siècle, fut, par sa métaphysique du devenir, l'initiateur d'un mouvement historique qui n'a pas été sans éclat, si Lazarus et Steinthal fondèrent vers 1860 la Revue *(Zeitschrift)*

de la *Völkerpsychologie*, l'objet même de cette science, le sens de la vie propre, de l'originalité de l'âme des peuples, ne se découvrait pas, ne se rendait pas à ces savans.

L'Allemagne, pour commencer par elle, s'est, comme nation et comme État, ignorée, ou mieux encore, elle s'est déformée elle-même. Elle a pratiqué sur son propre peuple, ou sur l'ensemble des variétés et espèces qui le composent, une série d'opérations artificielles dont l'effet a été la création d'un être de laboratoire, d'un monstre de sociologie, « homunculus » ou « surhomme, » selon le miroir dans lequel il se reflète. Elle a entrepris, à partir de 1870 et plus encore de 1890, de s' « organiser, » comme le docteur Faust avait entrepris de se rajeunir. N'ayant que mépris et dédain pour ce qu'elle avait été, condamnant l'idéalisme et le sentimentalisme du passé, elle a manipulé, forgé, selon le codex de ses nouveaux docteurs, un État dont le seul objectif, le seul souci devait être le développement de la puissance matérielle sous toutes les formes. A l'Allemagne individualiste et particulariste d'autrefois, avec ses royaumes, grands-duchés, principautés ou villes ayant leur caractère propre, leur culture, leur originalité, était substituée en quelques années une Allemagne dans laquelle une brusque et brutale centralisation militaire, administrative, économique et scientifique était imposée comme un joug. Toute l'énergie, toute l'activité de la nation était, de force, détournée vers un but unique : la construction de l'énorme machine qui devait conquérir et asservir le monde. Henri Heine qui, Prussien libéré comme il s'appelait lui-même, connaissait à fond son pays et qui l'avait étudié dans la phase si instructive, si révélatrice, de 1830 à 1848, avait deviné et pressenti ce que deviendrait sous le régime prussien, sous le militarisme, l'Allemagne qu'avait vue ou cru voir Mme de Staël, et ce qu'une poigne de fer et d'acier ferait du pays du clair de lune romantique et de la métaphysique transcendantale. L'Allemagne de 1813 avait formé contre les armées de Napoléon la ligue de la vertu (*Tugendbund*). L'Allemagne de 1848 avait cherché au Parlement de Francfort l'unité dans la démocratie et la liberté. L'Allemagne créée par Bismarck, Moltke et de Roon, achevée par Guillaume II, von Bernhardi et von Tirpitz, est la Germanie casquée, cuirassée, pour qui il n'y a que la force, qui ne demande à la civilisation que de fourbir ses armes, d'enfler

son trésor de guerre, et, à l'occasion, de dissimuler, pour un temps, sous le vernis de la culture et jusque sous le masque des traités, ses abominables desseins d'universelle convoitise et conquête. Tout en s'armant et se ceignant les reins dans ses arsenaux, ses casernes, ses chantiers, ses ports et ses banques, elle a voulu, pendant la paix, se réserver le bénéfice du droit; elle a signé des traités et conventions qu'elle était d'avance résolue à violer; elle n'est restée dans la compagnie des Puissances civilisées, elle n'a adopté ou paru adopter les idées, principes et mœurs qui constituent la communauté des nations et le droit des gens que pour mieux couvrir et abriter la préparation de ses forfaits.

Après s'être ainsi déformée et reforgée elle-même, sur un autre plan et modèle, pour l'œuvre qu'elle préméditait, l'Allemagne n'avait plus le regard très clair, ni le jugement très sûr, pour apprécier les autres peuples ou États, pas même ses alliés, auxquels elle n'a jamais d'ailleurs témoigné grande considération. L'Autriche-Hongrie, l'ancienne rivale et ennemie, exclue par elle de la Confédération germanique, et rattachée à sa politique par crainte et haine de la Russie, n'a jamais reçu d'elle qu'un assez médiocre traitement. L'Allemagne lui a, à certains momens, décerné le brevet de brillant second, lorsqu'elle était satisfaite de sa docilité, mais elle ne lui a pas même conservé dans la pratique de l'alliance les avantages qu'elle avait fait luire devant elle du côté de l'Orient. Dans la poussée vers l'Est (*Drang nach Osten*), c'est l'Allemagne qui s'est poussée elle-même le plus avant, du moins vers les points utiles et lucratifs, écrémant tout le dessus du pot au lait où l'Autriche-Hongrie avait cru placer ses espérances. Quand l'heure des réalisations a sonné, l'Autriche-Hongrie n'a recueilli que les deux provinces de Bosnie et d'Herzégovine, qu'elle détenait déjà sous un autre titre : encore a-t-elle dû les racheter à la Turquie, et cette annexion non gratuite, mais éphémère, va coûter de plus à la double monarchie une bonne moitié de ce qui lui restait, si le sacrifice n'est pas plus considérable encore. — Il est à peine besoin de mentionner ici la Turquie ; celle-ci n'a été qu'un instrument, une vassale, et elle achève ignominieusement, dans sa servitude présente, une existence dont elle n'a dû la prolongation inattendue qu'à la générosité des Puissances aujourd'hui unies pour y mettre un terme.

C'est, parmi ses alliés, l'Italie que l'Allemagne a le plus ignorée et méconnue. L'Allemagne et l'Italie avaient, dans leur histoire contemporaine, une similitude, presque une parenté : toutes deux avaient trouvé leur unité dans ce principe des nationalités, à qui aujourd'hui encore l'Italie donne un nouveau témoignage de fidélité, en se rangeant du côté de ceux qui, comme elle, le respectent, mais que l'Allemagne a, de même que tant d'autres idoles, foulé aux pieds et profané. L'Italie, en se rapprochant de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, avait cru trouver dans le traité d'alliance une garantie, une sécurité de paix. L'Autriche-Hongrie ne pouvait être pour l'Italie, selon le mot du comte Nigra, récemment cité et médité, je pense, par le prince de Bülow, qu'une alliée ou une ennemie. Que l'Autriche-Hongrie ait laissé, par son aveuglement et l'égoïsme de ses propres desseins, l'alliance se transformer en inimitié, il n'y a pas lieu de s'en étonner. Mais que l'Allemagne n'ait été ni plus avisée, ni plus prévoyante, qu'elle n'ait pas compris, malgré des signes et des avertissemens réitérés, que l'Italie ne se prêterait pas à une offensive, surtout contre une nationalité menacée, cela vient de l'incurable impuissance de l'Allemagne à admettre qu'un État se sente lié par le respect de ses engagemens, par la foi aux traités, par le culte de l'honneur. L'Italie de 1914 n'oubliait pas l'Italie de 1848, de 1859, de 1866 : elle restait fidèle aux souvenirs de son affranchissement, elle ne pouvait être complice ni dupe d'attentats commis contre le principe auquel elle devait la vie. Elle est revenue tout naturellement se placer à côté de ses alliés de 1859 et des Puissances qui, avec nous, defendent, en même temps que le respect des nationalités, la liberté de l'Europe et la paix du monde.

L'Italie avait libéré son âme. La Triple Alliance, d'autre part, se rétablit et compléta son chiffre fatidique par l'accession définitive de la Turquie, associée prédestinée des Empires de proie, mais qui, comme l'Autriche-Hongrie, paraît appelée à fournir surtout un des plus gros lots du butin.

II

Vis-à-vis de la Triple Entente, soit dans son ensemble, soit dans chacun des membres qui la constituent, les erreurs psy-

chologiques, les fautes de jugement et de pronostic de l'Allemagne, depuis vingt-cinq ans, ne se comptent pas.

Autant le prince de Bismarck avait pris soin d'empêcher, de prévenir le rapprochement, l'union entre la France, la Russie, l'Angleterre, autant, depuis 1890 et surtout depuis 1904, l'Allemagne de Guillaume II a, par la découverte de ses desseins, par ses faux calculs, par l'infatuation de son orgueil et l'ostentation de sa force, resserré elle-même les liens entre les Puissances que liguait la communauté du péril et de la menace. Son premier mouvement, d'abord envers l'alliance franco-russe, puis envers l'entente cordiale de l'Angleterre et de la France, avait été de méconnaître, de nier la réalité, ou tout au moins la portée d'actes qu'elle n'admettait pas, qui choquaient sa suffisance, qui risquaient de gêner, de déconcerter ses propres plans. Elle ne s'était résignée à l'alliance franco-russe que parce qu'elle l'avait présumée impuissante, et non sans chercher constamment, soit à intervenir en tiers entre les alliés, soit à susciter à chacun d'eux des difficultés et des embarras. Elle a cru de même pouvoir étouffer dans l'œuf l'entente cordiale anglo-française en s'opposant à notre politique marocaine. Elle n'a pas craint alors de prétendre s'immiscer jusque dans nos affaires intérieures et dans celles de l'Angleterre et peser sur l'attitude, sur les résolutions des partis dans les deux pays. Elle imagina un instant de se plaindre des tentatives d'encerclement qu'elle accusait le roi Édouard VII et la France de machiner contre elle. Puis, et sur la foi de succès qu'elle se vantait d'avoir remportés en soutenant l'Autriche-Hongrie dans la campagne d'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, elle préféra penser elle-même et accréditer dans le monde l'idée que la manœuvre d'encerclement avait échoué, que désormais elle était, avec son brillant second, maîtresse de l'heure et que la Triple Entente n'était qu'une combinaison diplomatique impropre à l'action et aux sanctions. A la veille de la guerre qu'elle préparait et préméditait avec tant d'ardeur et d'espoir, elle se demandait encore si cette guerre, elle aurait besoin de la faire, tant il lui semblait que les trois Puissances de l'Entente avaient, chacune pour des raisons différentes, le désir, la volonté de l'éviter. M. de Tchirsky à Vienne, le prince Lichnowski à Londres, M. de Schœn, à Paris, le comte Pourtalès, à Saint-Pétersbourg, étaient

également convaincus qu'aucune des trois Puissances ne marcherait. Guillaume II, qui n'avait pas encore songé, comme il le fit après ses premières déceptions, à accuser, tantôt l'une, tantôt l'autre, des Puissances de la Triple Entente, de provoquer la guerre, pensait au contraire, avec quelque regret sans doute, qu'il n'aurait, le *Quos ego* une fois prononcé, qu'à croiser les mains sur la poignée de son épée.

L'Allemagne n'a jamais connu ni compris la France. Ses deux seuls hommes d'État qui aient eu parfois une intuition, une lueur de ce que la France pouvait être, le prince de Bismarck et, plus tard, le prince de Bülow, n'ont pu, devant les préjugés de leur entourage et du milieu où ils vivaient, agir en conséquence et donner le coup de barre du bon côté. Le prince de Bismarck a trop tiré parti lui-même de notre propre histoire pour nous ignorer et se tromper à notre égard autant que l'ont fait tous ses compatriotes. Le prince de Bülow, qui avait longtemps vécu parmi nous, qui lisait nos journaux et nos livres, qui avait réfléchi sur cette page profonde dédiée par M. de Tocqueville à la France, et qu'il cite tout au long dans son ouvrage sur la Politique allemande, qui avait le goût de notre esprit et de notre langue, n'a pas non plus partagé toutes les erreurs commises dans son pays sur notre compte. Mais, de fait, ils n'ont, ni l'un ni l'autre, dans leur gouvernement, mis à profit cette intelligence relative qu'ils avaient de nous pour orienter la politique allemande dans une autre direction. Ils ont pratiqué à notre endroit le système de la double douche, tantôt nous faisant, dans le détail (et avec quelle lourdeur!) des offres, des avances imprévues, le plus souvent nous menaçant, sans se rappeler qu'ils avaient affaire à un peuple fier, fidèle à ses souvenirs, prêt aux plus grands sacrifices, et qui, sur le chemin de l'honneur, ne bronche pas. Ils n'ont pas vu que, malgré mainte traverse, maint obstacle, la France, qu'ils s'étaient efforcés de réduire, de contenir, d'enfermer dans son isolement, se relevait, se conciliait l'estime, la sympathie, la confiance de Puissances sur lesquelles l'Allemagne croyait encore pouvoir compter. Le prince de Bülow et son successeur n'ont pas senti battre, l'un en 1905, l'autre en 1911, le pouls de la France, dont la consultation eût dû suffire à éclairer leur diagnostic. Ils n'ont pas compris que leurs provocations, leur arrogance, retrempaient le patriotisme français et l'unité natio-

nale, et que c'était là l'unique influence que leurs maladroites manœuvres pouvaient exercer sur l'orientation de notre politique.

Quant au jugement que l'Allemagne portait sur notre état moral et social, sur notre littérature et nos arts, bien qu'elle crût en emprunter les élémens à quelques-uns de nos propres écrivains, à certaines de leurs œuvres, là encore elle trahissait son irrémédiable inaptitude à nous connaître. Alors que ses naïfs et malveillans compilateurs collationnaient les citations, extraits ou analyses, d'articles de journaux, de brochures, de romans, de pièces de théâtre, qui n'attestaient que notre étrange manie de nous dénigrer nous-mêmes, de nous faire pires que nous ne sommes, la vie et les mœurs de la France, le travail de la nation sur elle-même, les aspirations nouvelles, tout ce mouvement de la génération montante, et dont l'effet apparaît aujourd'hui, leur échappait. Ils ne voyaient chez nous que ce qui attire si facilement l'étranger, un étalage cosmopolite, le faux et décevant miroir d'une vie considérée comme parisienne, qui n'est pas la nôtre, et qui répond bien plutôt au grossier idéal des snobs de Berlin et de Vienne. Depuis lors, l'Allemagne a essayé de nous rendre un peu plus justice. Au lendemain de la bataille de la Marne, elle nous a découverts.

L'Allemagne eût pu avoir une connaissance moins inexacte de l'Angleterre, à laquelle la rattachaient certaines origines ethniques, le souvenir d'une ancienne alliance, des relations commerciales et financières parfois assez étroites, une commune admiration pour Shakspeare. Mais, et quoique, depuis 1870 jusqu'à la fin du règne de la reine Victoria, l'Angleterre, malgré son isolement, n'eût pas marqué d'éloignement pour la politique allemande, l'Allemagne n'a jamais bien compris le génie, les mœurs, les institutions britanniques, et, surtout, elle n'a pas vu la transformation qui s'opérait chez nos voisins d'outre-Manche. Elle s'en est tenue à la légende de l'Angleterre insulaire, conservatrice, égoïste, chez qui elle croyait remarquer des traces de ralentissement et de décadence. Elle pensait pouvoir égaler bientôt la puissance navale de sa rivale, qu'elle se promettait de déposséder ensuite de la suprématie si longtemps exercée sur toutes les mers, ainsi que de son immense empire colonial. Elle a essayé de hâter l'heure de cette dépossession par de décevantes négociations sur la limitation des

armemens ou sur la neutralité. Elle s'efforçait aussi d'affaiblir l'Angleterre par toutes sortes d'intrigues intérieures, de divisions que ses agens suscitaient, soit dans les cercles politiques et financiers, soit dans la population industrielle et ouvrière. Elle se flattait d'y avoir réussi, d'avoir d'avance désarmé nos voisins, — et elle demeurait persuadée que jamais l'Angleterre ne dépasserait, dans l'entente cordiale avec la France et la Russie, les limites de l'action diplomatique. Elle était prête, dans la guerre qu'elle désirait et préparait, à faire provisoirement la part de l'Angleterre, dont elle escomptait l'abstention, et qu'elle se réservait ensuite, ses autres adversaires une fois vaincus, d'accabler de toute sa force.

Pour ce qui regarde la Russie, l'Allemagne se targuait, non seulement de la connaître, mais, et même en pleine paix, de la dominer. Les relations anciennes entre les deux Cours, l'origine et les affinités germaniques d'une partie de la bureaucratie russe, les habitudes commerciales et industrielles, certaines traditions financières qui avaient survécu à l'alliance franco-russe, les influences d'Universités, de culture et de langue, lui donnaient l'illusion d'avoir et d'exercer sur le vaste Empire russe je ne sais quelle maîtrise. L'alliance franco-russe elle-même n'avait pas fait perdre à l'empereur Guillaume II l'espoir de conserver encore son action personnelle sur la Russie et sur le Tsar. Dans ses heures de fantaisie et de rêve, le Kaiser s'est même parfois bercé de l'idée que, par la Russie, il apaiserait l'inimitié française, comme, plus tard, dans sa dernière conversation avec sir E. Goschen, le chancelier de Bethmann-Hollweg prétendait qu'en cultivant l'amitié de l'Angleterre, l'Allemagne avait espéré aussi se rapprocher de la France. La vérité est que tout l'effort allemand s'appliquait à énerver, à alanguir la Triple Entente, à séparer en détail les Puissances amies, à intervenir dans les rapports des unes avec les autres, à susciter entre elles des causes ou occasions de divergence, et, chez chacune d'elles, des difficultés domestiques. L'Allemagne s'était attachée à capter, en Russie, à la Cour, dans le Gouvernement, dans l'armée et la marine, dans le haut commerce, l'industrie et la finance, dans la presse, diverses sources de pouvoir, de richesse et d'influence. En Russie, comme en Angleterre et en France, elle avait poussé très loin cette première campagne d'avant-guerre; mais son

erreur a été de ne pas voir que, dans chacun des trois pays, il y avait des forces de résistance, des ressources d'énergie, et, entre les trois pays eux-mêmes, une solidarité, une union étroite, qui ne les laisserait pas isolément exposés aux menaces d'une provocation germanique. L'Allemagne en était venue à tellement identifier l'idée de l' « organisation » avec celle de la préparation mécanique et matérielle, qu'elle n'attribuait plus d'importance et de valeur aux forces morales, aux liens et engagemens entre États, aux traités. Elle se figurait que la seule entrée en scène et en jeu de sa puissance organisée suffirait à contenir ou à dissoudre la coalition d'États qui, n'étant pas géographiquement contigus ou similairement préparés, ne résisteraient pas à un choc dont la violence serait égale en soudaineté implacable à celle d'une catastrophe physique, d'un cataclysme de la nature. Elle croyait avoir, par l'organisation et la science, de même que par l'élimination de tout scrupule de conscience, de morale et de droit, porté l'exécution de ses desseins à un tel degré d'infaillible certitude que l'hypothèse même d'une résistance, à plus forte raison d'un échec, était exclue.

III

Parmi les calculs que ne troublait pas la considération de la conscience, de la morale et du droit, était la liberté que l'Allemagne s'accordait de disposer, dans l'exécution de ses plans, non seulement de ce qui ne lui appartenait pas, mais de ce qu'elle s'était solennellement engagée, par contrat signé et scellé avec quatre autres États, à respecter elle-même, plus encore à garantir. Son plus grand crime, mais aussi sa plus grande faute, sa plus grave erreur de psychologie, a été la violation de la neutralité de la Belgique.

Les Pays-Bas avaient été constitués en 1814-1815, la Belgique avait été maintenue en 1830, non certes de par la volonté des Belges, mais par la diplomatie de l'Europe, comme une barrière contre la France. Il se trouva, quarante ou cinquante ans plus tard, que, le péril d'hégémonie ayant changé de camp, la barrière opposée à la France commença à être considérée par l'un des membres de l'ancienne alliance comme une tentation ou facilité de passage. Le comte de Bismarck en 1870 avait trop perfidement dénoncé les prétendus projets de la France, il

avait aussi trop d'intérêt à ménager l'Angleterre pour qu'à cette date la Prusse osât franchir la frontière belge. L'Allemagne de Guillaume II et du général von Bernhardi n'avait plus de telles hésitations. Longtemps avant 1914, ce n'était plus en Europe un mystère que l'Allemagne, si les circonstances l'exigeaient, ne se laisserait nullement arrêter par la neutralité de la Belgique. Les plans de son état-major, le réseau de ses chemins de fer, étaient nettement dirigés vers le pays de Liége. Elle avait prémédité et arrêté l'invasion de la Belgique comme étant la voie qui lui était nécessaire pour atteindre et frapper vite la France. Ses préparatifs de mobilisation étaient faits dans ce sens et avec ce but. Tandis que la France, avec une loyauté impeccable, mobilisait sur l'Est, considérant la frontière du Nord et du Nord-Ouest comme hors de la zone des hostilités, l'Allemagne mobilisait sur la Belgique même. Lorsque, dans les derniers jours du mois de juillet 1914, la Grande-Bretagne, garante comme l'Allemagne et comme la France de la neutralité de la Belgique, demanda aux Cabinets de Berlin et de Paris de l'assurer de leurs intentions à l'égard de cette neutralité, la réponse de la France fut aussi immédiate que satisfaisante. L'Allemagne se récusa, alléguant que répondre serait découvrir ses plans. Elle les découvrait par là même et avouait, mais en même temps elle cherchait à gagner l'Angleterre par les éhontés marchandages de la dernière heure qu'a révélés le *Livre bleu* britannique, comme si la neutralité belge, garantie par cinq grandes Puissances, pouvait faire l'objet d'un marché entre deux d'entre elles. L'Allemagne, dès longtemps habituée à ne voir dans les traités et le droit que ce qui la sert, n'admit pas un instant que l'Angleterre pût faire de cette question de la neutralité belge un *casus belli*. La stupeur du chancelier et de M. de Jagow devant l'ultimatum anglais montre la profondeur et la sincérité du mépris dans lequel ils tenaient le respect des traités, des « chiffons de papier : » elle trahit aussi l'inconscience avec laquelle les ministres allemands avaient compté, non seulement sans les sentimens de droiture et d'honneur des gouvernemens belge et anglais, mais même sans le souci de légitime défense qui ne permettrait pas au gouvernement britannique de tolérer, de laisser s'accomplir impunément ce guet-apens contre le droit de l'Europe, contre la sécurité de la France, contre la sienne propre. La violation de la neutralité

belge avait donc pour premier effet de ranger l'Angleterre à côté des Alliés contre l'Allemagne, et de disqualifier l'Allemagne elle-même, ennemie déloyale qui, pour atteindre son adversaire par un coup oblique, ne craignait pas d'attaquer traîtreusement la Puissance garantie par un traité portant sa signature.

Un autre effet que l'Allemagne, dans son aveuglement, n'avait pas prévu, c'est que cette violation du territoire belge, après l'avoir disqualifiée, allait l'affaiblir et révéler le défaut de sa cuirasse. La résistance de la Belgique, en retardant de deux ou trois semaines la ruée des armées allemandes contre la France, laissait aux armées françaises le temps d'achever leur concentration et de se reporter peu à peu sur la frontière Nord Nord-Ouest. Le gain que l'Allemagne avait prétendu s'assurer en frappant la France d'un coup rapide au cœur, avant que la mobilisation russe ne fût avancée, ce gain se trouvait compromis, et l'Allemagne risquait de ne pouvoir plus faire, en temps utile, les déplacemens de troupes, les mouvemens de navette entre les deux fronts de l'Ouest et de l'Est.

Ajoutez que le dépit, la fureur éprouvée par l'Allemagne à l'échec et au retard que lui infligeait la résistance belge, l'amenait à faire à la Belgique une guerre inexpiable, une guerre d'atrocités et de tortures, qui non seulement lui aliénait à jamais les populations ainsi sacrifiées et immolées, mais qui allait mettre l'armée allemande au ban de la civilisation.

Pour échapper à cette condamnation, à cette flétrissure, l'Allemagne essaierait d'abord de nier, puis de retourner l'accusation contre la victime elle-même. Elle n'a pas craint, en effet, de prétendre que c'était la population civile qui avait, par ses sévices, provoqué les représailles des troupes, les incendies et les massacres. Elle est allée plus loin, s'efforçant de découvrir dans les archives saisies à Bruxelles la preuve que c'était la Belgique elle-même qui la première avait manqué à ses devoirs de neutralité par des ententes préparées avec l'Angleterre, sinon même avec la France, et qu'elle était la seule responsable de la catastrophe qui avait fondu sur elle. Dans cet enchevêtrement de fautes et de crimes s'engendrant les uns les autres, l'Allemagne en venait à oublier ce qu'elle avait pourtant reconnu, et que c'était bien elle qui, délibérément, pour se tirer d'affaire, et parce que nécessité n'a pas de loi, avait, au mépris

des traités, violé la neutralité de la Belgique. De ce que son plan avait en partie échoué, de ce que la Belgique avait résisté et l'avait retardée, elle aurait voulu conclure qu'elle n'était plus si coupable. Le chancelier de Bethmann, réputé jusqu'ici comme un philosophe et un juriste, n'a pas eu honte, après avoir tout avoué le 4 août 1914, après avoir reconnu publiquement l'offense faite au droit des gens, de rétracter, au mois de décembre suivant, puis au mois d'août 1915, les aveux qu'il avait faits. Mais le monde ne s'y est pas trompé. Les neutres qui, aux Pays-Bas, dans les États scandinaves, en Suisse, aux États-Unis, ont contrôlé les documens, n'ont pu suivre le chancelier dans sa vaine tentative d'apologie ou de palinodie. L'opinion, qui ne fait que devancer l'histoire, a déjà prononcé. La violation de la neutralité belge, si elle est tout d'abord un crime contre le droit, est aussi la plus lourde faute politique, peut-être même militaire, que l'Allemagne pût commettre. Elle pèse de tout son poids sur la suite des événemens. Elle est comme la Justice du célèbre tableau de Prud'hon, la Justice poursuivant, dans l'ombre de la nuit, le meurtrier qui ne peut lui échapper.

IV

Après avoir traité de cette façon, et comme le pire ennemi, la Puissance neutre, de neutralité perpétuelle et garantie, — il est aisé de penser que l'Allemagne ne devait avoir, vis-à-vis des autres neutres, que, je ne dis pas les sentimens, tout sentimentalisme étant une fois pour toutes exclu par elle, mais que l'attitude et la politique conformes à ce qu'elle considérait comme son strict intérêt. Mais là encore, jusque dans la notion même de cet intérêt, et, en tout cas, dans la connaissance et appréciation exacte de la situation, des dispositions, de l'état d'âme des neutres, elle n'a le plus souvent cessé de se tromper. Le principal don et la plus sûre méthode en psychologie, c'est la sympathie, c'est-à-dire l'art d'entrer dans la pensée, le sentiment ou l'intérêt des autres, de se mettre un moment à leur place. L'Allemagne, elle, n'a d'autre méthode que de préférer; et tout aussitôt de substituer sa pensée ou son intérêt à la pensée et à l'intérêt des autres. Elle ne se met à leur place que pour la leur prendre : sa psychologie n'est que de l'annexion.

Vis-à-vis de la Hollande, par exemple, que, surtout après l'immolation de la Belgique, elle avait tant d'intérêt à épargner, à rassurer, à se concilier, quelle a été son attitude, quel a été son langage? Après avoir laissé entendre que l'occupation de la Belgique, sans la possession des bouches de l'Escaut et du Rhin, n'était pas suffisante, elle a cru faire merveille, dans les interviews de M. Zimmermann avec l'un des membres du Parlement néerlandais, en déclarant n'avoir aucun mauvais dessein, aucune convoitise à l'égard des Pays-Bas, mais qu'il était clair que l'avenir des Pays-Bas était de se rattacher économiquement au *Zollverein* allemand. — La neutralité suisse et l'armée de la Confédération helvétique lui ont inspiré d'abord quelque respect. Mais elle n'a pas tardé à s'émouvoir de la liberté laissée à certains journaux, à des conférenciers, dans les cantons de langue française, ou même de langue allemande, de se montrer francs, c'est-à-dire sévères pour elle. Et, dans ce problème difficile du ravitaillement de la Suisse, en consentant à exporter chez ses voisins la houille, le sucre, et autres matières ou produits qui pouvaient leur être nécessaires, n'a-t-elle pas aussitôt, ne songeant qu'à elle-même exigé comme condition et contre-partie que la Suisse lui livrât des denrées, matières premières ou produits que la France ne pouvait expédier à ses voisins d'outre-Jura que s'ils n'étaient pas réexportés dans les Empires germaniques? — Aux États scandinaves, si peu suspects de vouloir la gêner, si prêts, au contraire, à lui adoucir les amertumes du blocus, elle n'a témoigné, à eux et à leur marine marchande, que de rares ménagemens.

Elle avait, dans les États balkaniques, par diverses parentés de Cours, par des relations commerciales ou financières d'une assez grande importance, et malheureusement aussi par les divisions et rivalités de quelques-uns de ces États, des moyens d'action et d'influence. Elle ne s'en est pas contentée. Se doutant bien que sa propre politique, sauf pour la Bulgarie secrètetement gagnée et félonne, ne pouvait être la leur, et que son alliance avec l'Autriche-Hongrie et la Turquie ne lui permettait guère de paraître très favorable à la satisfaction de leurs désirs, elle s'est efforcée de corrompre une opinion qui ne pouvait lui être autrement acquise. L'or allemand a coulé à flots dans les capitales balkaniques, comme à Constantinople, non seulement pour soudoyer la presse et ébranler les

consciences, mais pour créer des dissentimens entre les partis et les personnes, pour entretenir les hésitations, les obscurités, les défiances. Ce n'est jamais, et pour cause, aux sentimens généreux, à un idéal élevé, que la propagande allemande fait appel. Elle ne peut, par ses propres tendances, comme par ses liens avec l'Autriche-Hongrie et la Turquie, compter que sur les puissances de ténèbres et de réaction. Et c'est ainsi que, peu à peu, ses efforts se retournent contre elle, et qu'en usant ses médiocres ou fâcheux instrumens, elle achève de se discréditer elle-même. La diffusion de l'intrigue et du mensonge obscurcit jusqu'aux milieux dans lesquels elle se meut, et, comme les gaz asphyxians de ses tranchées, étouffe et paralyse ceux qui ont mission de les répandre. La propagande qui lui a coûté si cher, qui lui a fait semer à travers le monde tant de papiers, de brochures, de livres, de gravures et tant d'or, n'a pas empêché la vérité de se faire jour. Et la seule apparition de la vérité a été déjà la revanche des Alliés.

Il y a une neutralité que l'Allemagne avait par-dessus toutes les autres à cœur de garder, de préserver, celle de l'ancienne alliée, de l'Italie. — La déclaration de cette neutralité, au début de la guerre, lui avait été une pénible déconvenue, attestant et proclamant à la face du monde le caractère offensif de la guerre, rendant plus difficile l'exécution de sa tâche militaire, lui fermant les accès et les débouchés du Sud. Et maintenant, elle s'attachait, se cramponnait à cette neutralité, comme à une ancre de salut. Non, certes, dans l'espoir de proroger le bénéfice de l'alliance même, mais pour conjurer du moins une rupture entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, pis encore un rapprochement entre l'Italie et la Triple-Entente. Pour prévenir et exorciser ce suprême péril, l'empereur Guillaume II n'hésita pas, malgré d'anciens froissemens, à réaccréditer sur les bords du Tibre le plus habile de ses diplomates, son 420 diplomatique (comme l'appela aussitôt le *Pasquino* de Rome), le prince de Bülow lui-même. Mais c'est alors qu'apparut la différence entre une diplomatie qui connaît vraiment la psychologie des peuples, qui a elle-même une âme, et la diplomatie allemande faite alternativement de fausseté, de corruption, de menace. L'Italie, restant sur le terrain des traités, n'invoquant que son droit, avait ouvert avec le Gouvernement austro-hongrois une négociation dont l'objet était non plus d'établir qu'elle n'avait pas à

suivre ce Gouvernement dans une guerre offensive, mais que l'agression contre la Serbie et le trouble apporté à l'équilibre de la péninsule balkanique obligeaient l'Autriche-Hongrie, en vertu de l'article VII du traité d'alliance, à lui donner, à elle-même, des compensations. L'Italie ajoutait qu'étant neutre, et ne pouvant réclamer, à titre de compensation, des territoires placés sous la souveraineté de tiers, les territoires qu'elle réclamait étaient des territoires appartenant à l'Autriche-Hongrie, et que c'étaient, d'ailleurs, les seuls dont la possession pût satisfaire ses aspirations nationales. Ici, comme l'Autriche-Hongrie se récrie, et que l'Italie, de son côté, déclare que, dans ces conditions, si elle n'obtient pas la satisfaction qu'exigent ses aspirations nationales et son avenir, elle reprendra sa liberté d'action, l'Allemagne s'inquiète, elle intervient pour décider l'Autriche-Hongrie aux sacrifices nécessaires. L'Allemagne n'hésite jamais, lorsqu'il s'agit de se tirer d'affaire, à disposer des territoires de ses alliés. Comme tout de même le Gouvernement austro-hongrois trouve la pilule difficile à avaler, le Gouvernement allemand insiste, mais sans succès. L'Autriche-Hongrie se refuse à céder les territoires que l'Italie réclame, et surtout elle se refuse à les livrer immédiatement, comme l'Italie l'exige, c'est-à-dire en pleine guerre.

L'Italie, en conséquence, et après avoir résumé d'une façon magistrale les argumens qui ne lui permettaient pas, lorsque le traité d'alliance a été violé, d'observer une neutralité contraire à ses intérêts comme à ses droits, dénonce le traité et reprend sa liberté. Il faut lire, dans le *Livre Vert*, où toute cette négociation est consignée, les lumineuses dépêches du baron Sonnino, qui poursuit avec une cinglante justesse, une logique indéfectible, la démonstration de son droit, et qui aboutit sans un faux pas à l'inexorable conclusion. On y verra à quelle sûre et infaillible balance une diplomatie inspirée de la tradition de Cavour et fidèle à la doctrine des nationalités a pesé le traité d'alliance, et, dénonçant dans l'ultimatum du 23 juillet à la Serbie, dans la déclaration de guerre qui l'a suivi, la violation flagrante de la lettre comme de l'esprit du traité, reprend en effet son entière liberté d'action et conclut que le traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie est désormais annulé. Quant à l'Allemagne, plutôt que de s'incliner devant le résultat fatal d'une négociation qui ne pouvait avoir d'autre issue, elle essaya

encore *in extremis*, selon les procédés qui lui sont familiers, par la corruption ou la menace, de provoquer à Rome une crise ministérielle et parlementaire dont le seul effet fut de donner à la libération, à l'affranchissement de l'Italie, par la protestation indignée de la nation comme du Parlement, le caractère d'une sorte de plébiscite, la sanction d'un acte de justice solennellement accompli par tout un peuple. Le prince de Bülow a pu entendre, de sa terrasse de la villa Malta, les cris de la foule acclamant sur la Piazza del Popolo, outre le Roi, les deux ministres, Salandra et Sonnino, qui avaient déjoué l'intrigue et vengé la conscience nationale. Il a dû ainsi constater et vérifier une fois de plus ce qu'il en coûte d'ignorer ou de mépriser dans ses calculs l'âme d'un peuple.

L'Allemagne avait une autre et décisive expérience à faire encore en ce genre. Elle n'y a pas échappé, et cette dernière leçon lui est venue des États-Unis. Elle avait là cependant, au début, par la nombreuse population allemande ou germano-américaine établie dans les divers États, par ses immenses relations d'affaires, par une partie de la presse, par sa propagande enfin qui fut d'une activité, d'une hardiesse, d'une prodigalité sans pareilles, une atmosphère favorable. Dans les premières semaines de la guerre, la violation même de la neutralité belge ou les atrocités commises en Belgique n'eurent pas tout de suite le retentissement et l'effet qu'elles devaient avoir plus tard. La presse allemande dissimulait, atténuait, expliquait. Ce n'est que quand des Américains notoires, hommes d'État, diplomates, membres du Congrès, banquiers, journalistes, eurent fait eux-mêmes leurs enquêtes, que peu à peu la vérité se fit jour, pénétra et commença à inspirer l'indignation et l'horreur. Quelques esprits énergiques et vigoureux, comme l'ex-président Roosevelt, n'avaient pas eu besoin d'attendre des informations plus complètes pour flétrir, dès le premier jour, l'attentat contre le droit des gens et les traités, et pour regretter que le Gouvernement fédéral n'eût pas aussitôt élevé sa protestation. Le mouvement toutefois ne s'étendit et ne se généralisa que quand l'incendie de Louvain, le bombardement de la cathédrale de Reims, les massacres de femmes, d'enfans, de vieillards, de prêtres furent connus dans leurs affreux détails, et surtout quand l'Allemagne, par les « raids » de ses Zeppelin, par les exploits de ses submersibles, par la prétention monstrueuse de

bloquer les côtes et certaines zones de mer à l'aide de ses sous-marins, par le torpillage des bâtimens de commerce et des grands paquebots, jeta un sanglant défi à l'ensemble du monde civilisé. L'Allemagne, au lieu de s'arrêter devant cette explosion d'horreur et de colère, sembla prendre plaisir à la braver. Les chefs de sa propagande, M. Dernburg en tête, l'ambassade elle-même, en annonçant les catastrophes qui attendaient les Américains assez obstinés pour continuer à prendre passage sur les *steamers* anglais, osaient les justifier comme des mesures de représailles contre le blocus des flottes alliées et contre le transport, par les divers bâtimens anglais, français ou autres, de matériel de guerre et de munitions destinées à l'ennemi. Lorsqu'un certain nombre de citoyens américains eurent péri dans ces exploits de sous-marins, lorsque le torpillage de la *Lusitania* eut anéanti plus de quinze cents existences humaines, le Gouvernement fédéral ne put manquer de s'émouvoir et de demander des explications au Gouvernement allemand. Ce qu'a été la longue négociation entre les Cabinets de Washington et de Berlin, comment à l'émotion de tout un peuple l'Allemagne n'a d'abord répondu que par des arguties dilatoires, puis par la prétention d'imposer un nouveau code de guerre maritime, puis, après les ripostes nécessaires et péremptoires des États-Unis, par le silence, puis par le nouveau torpillage de l'*Arabic*, le monde le sait, le monde en est témoin. C'est à la dernière heure, lorsque la rupture paraît imminente, lorsque d'autre part le Gouvernement allemand a dû s'avouer à lui-même la faillite de la piraterie sous-marine, et qu'il pressent l'avantage qu'il a à ne pas s'aliéner définitivement les États-Unis, la grande Puissance dont l'influence morale peut, au jour de la paix, être si précieuse, c'est alors seulement que l'Allemagne s'incline, se soumet, paraît venir à résipiscence. Elle s'est dit que tant d'atrocités commises, tant d'autres en voie d'exécution ou préméditées sur le sol même de l'Amérique contre la liberté du travail, de l'industrie, des transactions, des communications, tant d'or dépensé pour la corruption, l'intrigue, l'embauchage de criminels, finiraient par crier vengeance et se retourner contre elle. C'est la première fois que, sans comprendre encore son ignominie et les motifs de la réprobation universelle qui l'atteint, elle se demande si sa doctrine d'orgueil, de mépris et de haine ne l'expose pas à un terrible danger. Ce

n'est pas par respect pour le droit, pour la conscience, pour la loi du monde civilisé qu'elle s'arrête ; c'est par intérêt et par peur, parce qu'elle sent que sa doctrine, au lieu de terroriser et de dompter l'univers, est menacée de faillite et de ruine, que tout d'un coup elle s'interrompt. Ce n'est ni le remords, ni la lumière tardive de la vérité qui opèrent cette conversion ; c'est l'impuissance d'aller plus loin, le *nec plus ultra* dressé soudain devant son inutile fureur.

V

Plus encore peut-être que son ignorance et son mépris de l'âme, des idées, sentimens, aspirations des peuples et des États, ce qui caractérise l'Allemagne présente, l'Allemagne de ce dernier quart de siècle (de 1890 à 1915), c'est surtout la parfaite suffisance, sérénité ou inconscience avec laquelle elle est demeurée insensible ou plutôt étrangère à l'esprit du temps *(Zeitgeist)*, à cette sorte de fonds et de patrimoine commun d'une génération, à cette atmosphère intellectuelle et morale dans laquelle se meuvent les contemporains et qui, d'une façon générale, est ou semblait être à peu près la même sous toutes les latitudes. Il faut, à cet égard, faire exception pour l'Allemagne qui, précisément sans doute parce qu'elle s'était elle-même fabriquée et réorganisée de toutes pièces, parce qu'elle se considérait comme la nation supérieure et élue, ne s'est plus souciée de rester en communion avec les autres peuples. Elle n'appartenait plus que de nom et d'apparence à une civilisation qu'elle croyait vraisemblablement avoir dépassée, dont elle retenait encore cependant les bénéfices et avantages, mais à la condition de s'affranchir de tout ce qui, dans cette civilisation, pouvait être pour elle une gêne ou un obstacle.

Pour qui évoque et se représente avec quelque précision la façon dont l'Allemagne a préparé cette guerre, dont elle l'a déclarée, dont elle l'a faite, il est clair qu'elle n'avait plus, qu'elle ne se reconnaissait plus de commune loi et mesure avec les autres nations, qu'elle ne se sentait plus liée par le code moral et international de l'humanité, que toutes les acquisitions faites, tous les progrès accomplis à l'honneur de la race humaine étaient à ses yeux comme nuls et non avenus, qu'elle était vraiment au-dessus de tout, *über alles*, non plus seulement le

« surhomme, » mais la « surnation. » C'est ainsi que, pour préparer plus sûrement ses desseins, elle avait, en pleine paix, fait résolument l'avant-guerre, par l'espionnage universel, par l'invasion des marchés, des industries, des banques, par l'occupation des situations commerciales, industrielles, financières, destinées à lui servir d'étapes, par la propagande et l'imposition de tout ce qui était allemand, par l'intervention dans le domaine intérieur, dans la vie politique et sociale, dans la littérature, la science, l'art, la presse, des différens pays. C'est ainsi encore que, sans égard pour les traités qu'elle avait signés, pour les garanties solennelles qu'elle avait données, elle a réclamé de la Belgique le droit de passage à travers son territoire, comme s'il s'agissait d'une servitude de mitoyenneté qu'un grand voisin ne s'attend pas à se voir refuser. C'est ainsi que, dans ses déclarations de guerre, elle a cherché, sans y réussir, à rejeter sur d'autres une responsabilité qui était exclusivement sienne. C'est ainsi enfin que, pour hâter le dénouement et s'assurer à bref délai la victoire qu'elle escomptait comme certaine, elle a donné à la guerre, par la barbarie des engins employés, par la cruauté des sévices contre les non-combattans, par l'incendie, le pillage, la destruction systématique des œuvres d'art et des sanctuaires, le caractère le plus contraire au droit des gens et à toutes les conventions d'humanité si noblement consacrées par les actes des conférences de La Haye.

Il y a eu, par la volonté de l'Allemagne, une ostentation, non seulement d'inhumanité, mais de véritable monstruosité dans la remise en pratique, sous le nom de prisonniers civils et d'otages, de l'antique esclavage, dans le but assigné aux « raids » des Zeppelin, dans les entreprises absolument déloyales et barbares de la guerre sous-marine. L'Allemagne, après s'être elle-même transformée, par l'artifice et le sortilège de ce qu'elle appelle l' « organisation, » en une sorte de monstre de la culture, a mis son point d'honneur et sa gloire à produire et à inaugurer dans cette guerre les pires raffinemens de l'art de tuer et de détruire, les Zeppelin, les sous-marins, les gaz asphyxians, les canons d'énorme calibre, et à en faire usage, non seulement, ce qui serait légitime, contre les combattans et les ouvrages ou engins militaires, mais contre la population civile, contre les villes ouvertes, les paquebots, les chalutiers et barques de pêche. C'est ici que se trahit, que se découvre le

plus manifestement la résolution de rompre avec les mœurs, lois et usages de l'humanité, la prétention d'appartenir à une autre espèce, titanique ou démoniaque, avec laquelle l'humanité n'a rien de commun.

Que l'Allemagne s'étonne encore, dans ces conditions, d'avoir suscité la haine du monde entier, qu'elle considère, avec le maréchal von der Goltz, cette unanimité de haine comme une énigme, n'y a-t-il pas là encore une autre preuve, singulièrement significative, de l'abîme par lequel elle s'est séparée elle-même du reste du monde? Dans la doctrine et le système qu'elle avait adoptés, l'Allemagne s'est condamnée, s'est vouée aux plus mauvais rôles. Elle représente, comme dans le Faust de Gœthe, l'esprit du mal, l'esprit qui nie *(der verneinde Geist)*. Ajoutez : l'esprit qui ment. Tout en se proclamant supérieure et victorieuse, l'Allemagne, en effet, ne compte jamais sur la vérité. Si elle a organisé dans le monde une propagande universelle, c'est pour y répandre, non la vérité, mais le mensonge. Et, comme il arrive à celui qui ment, force lui est de se contredire sans cesse. Au début de la guerre, c'est la Russie qu'elle accuse de l'avoir provoquée. Au bout de quelques semaines, c'est l'Angleterre qui est considérée comme la provocatrice, et qui, à ce titre, doit être, suivant la devise allemande, punie de Dieu *(Gottstrafe England)*. A l'égard de la Belgique et de la violation de la neutralité, mêmes variations. Le premier jour, M. de Bethmann-Hollweg et M. de Jagow reconnaissent, l'un devant le Reichstag et l'ambassadeur d'Angleterre, l'autre devant le ministre de Belgique, que l'Allemagne a, en effet, manqué au droit des gens, et violé le traité, mais que c'est la nécessité qui l'a poussée et que nécessité n'a pas de loi. Puis ils se ravisent, ils découvrent dans de soi-disant documens d'archives que c'est la Belgique qui a elle-même violé sa neutralité en faisant appel à l'Angleterre. Le chancelier de l'Empire non seulement ne craint pas de se contredire, mais il revient sans cesse sur le sujet, comme un malfaiteur qui rôde autour du lieu de son crime. Quand il essaie d'évoquer l'histoire, quand il rappelle les négociations engagées avec l'Angleterre pour la limitation des armemens navals, pour un engagement préventif de neutralité, il altère les textes, intervertit les rôles et calomnie le co-négociateur qu'il n'a pas réussi à duper. Ses discours au Reichstag forment, depuis le 4 août 1914 jusqu'à la date pré-

sente, une collection prodigieuse d'aveux, de démentis, d'apologies, de contradictions, de redites, et surtout de mensonges. Toute l'intellectualité allemande, les quatre-vingt-treize signataires du manifeste de la culture se sont réunis pour affirmer vainement que ces mensonges étaient la vérité et pour se solidariser avec les crimes commis au nom de la « Kultur. » Sur le théâtre même de la guerre, même recours perpétuel au mensonge. Non seulement les communiqués de l'état-major et de l'agence Wolff dénaturent sans cesse les faits, mais les soldats, les officiers même se déguisent, empruntent les uniformes de l'ennemi, truquent les pavillons et les drapeaux, se servent frauduleusement de la Croix de Genève, feignent de lever les bras et de se rendre, tuent les prisonniers, achèvent les blessés.

Dans un monde où le respect de la vérité, où la correspondance étroite entre la parole et l'acte est la seule garantie, le seul gage des relations sociales, l'Allemagne a systématiquement miné et ruiné ce fondement élémentaire de la vie des hommes en société. Elle s'est ainsi, tout en l'exploitant, retranchée elle-même du monde civilisé. Sa devise, qui est le contraire de la belle maxime de Térence : *Homo sum, humani nihil a me alienum puto*, devrait être ainsi formulée : « Je ne suis pas humaine, tout ce qu'il y a d'humain m'est étranger. » C'est ce que M. de Bethmann-Hollweg a, dans un de ses discours, traduit crûment par ces simples mots : « Nous en avons fini avec le sentimentalisme. »

VI

L'humanité, heureusement, n'est pas de cet avis : elle continue de se prononcer pour ceux qui défendent son idéal et son droit. Elle s'est reconnue en nous. Et c'est pourquoi, dans la guerre actuelle, ceux qui s'appellent de ce beau nom : les Alliés, qui ont fait de sa cause la leur, qui lui appartiennent, ont vu, tandis que la haine allait à l'Allemagne, venir à eux la sympathie, la gratitude, et nous pouvons bien ajouter l'admiration et l'espoir du monde.

Chacun des Alliés, en même temps qu'il combat pour son sol, pour sa liberté, pour sa vie, sent sa cause se fortifier et s'ennoblir, non seulement du concours prêté à ses compagnons

de lutte, mais du service rendu à ceux mêmes qui ne combattent point avec nous, et qui, par nous, cependant, échapperont au joug, à l'absorption dont les menaçait l'orgueil, l'égoïsme de l'Allemagne. Ce que nous offrons au monde, c'est, non pas ce qui, sous le nom de culture et d'organisation supérieure, n'est, avec le régime allemand, que l'unité dans la servitude, mais, au contraire, la liberté des peuples, l'indépendance des petits comme des grands États, le respect des civilisations nationales, l'union dans les pensées, les sentimens, les aspirations qui sont communs à l'humanité tout entière. Tandis que l'Allemagne, qui a déchaîné la guerre, y poursuivait l'exécution d'un plan de conquête universelle, la France revendique, avec les réparations du droit, le retour au foyer national des deux provinces qui lui ont été arrachées; la Russie défend l'indépendance de la Serbie et de tout le slavisme menacé; l'Angleterre s'est armée pour l'indépendance de la Belgique et la liberté du monde; l'Italie, dégagée d'une alliance dans laquelle elle avait été sacrifiée, libère les terres qui lui avaient été ravies, rectifie les frontières, et concourt à l'œuvre commune d'affranchissement; le Japon, après avoir purgé le continent et les mers d'Asie des établissemens, soldats et bâtimens allemands, s'acquitte loyalement de ses devoirs d'allié; la Belgique, la Serbie, le Montenegro, soutiennent énergiquement, à côté des grandes Puissances libératrices, la lutte contre les Empires oppresseurs. Tous les Alliés mènent en outre le grand combat contre la vraie cause et le redoutable instrument de cette guerre, contre le militarisme prussien, qui, après avoir conquis et uni l'Allemagne, l'avoir façonnée à sa mode et selon ses desseins, l'avoir absorbée dans un rêve monstrueux d'orgueil et de domination, l'a détachée de l'humanité et précipitée comme un fléau contre l'Europe. Ce qui doit sortir de cette lutte gigantesque, c'est, avec la victoire des Alliés, celle de l'humanité et de la civilisation, telle que l'humanité l'a voulue et faite, non pas celle de Thor et Odin, et du vieux Dieu qu'invoque Guillaume II, mais celle que, depuis l'origine des siècles, la conscience des hommes et des peuples a conçue et appelée de ses vœux, celle que le monde gréco-romain, le Christianisme, la Renaissance, le magnifique effort des trois derniers siècles, ont inlassablement rapprochée de l'idéal; celle à laquelle toutes les nations ont concouru, celle à laquelle l'Allemagne seule a

osé préférer sa « Kultur, » mais qu'il ne lui appartient pas, qu'il ne lui sera pas permis de détourner de ses voies.

Si la bataille de la Marne a été, dans la campagne de France, le rétablissement stratégique qui a brisé sur notre front l'offensive allemande, la victoire des Alliés sera le rétablissement dans ses droits, sur les esprits, sur les âmes, sur les peuples, de la vieille et éternelle civilisation que l'Allemagne, comme un autre Xerxès ou comme un despote d'Assur, a pu, dans son impudence, défier et menacer, mais qui les rejette et leur survit. L'humanité n'a jamais accepté ceux qui l'ignorent, la méprisent ou la bravent. « Connais-toi toi-même, » disait la sagesse antique, qui enseignait ainsi la vraie méthode de la psychologie. Dans la psychologie des peuples, de même, la première règle, pour les connaître, est non pas de prétendre s'élever au-dessus d'eux, hors d'eux, mais de se retrouver en eux, comme de les retrouver en soi. C'est la sympathie, au sens original du mot, qui permet de les connaître tout ensemble et de les aimer. Et l'amour, quoi qu'en pense l'Allemagne, est, en même temps que la meilleure méthode de la connaissance, le plus sûr moyen de se faire aimer. Les Alliés ont aimé l'humanité et les peuples, ils les ont ainsi mieux connus et se sont fait aimer d'eux. L'Allemagne a fait juste le contraire : d'où les erreurs qu'elle a commises et la haine qu'elle inspire. Que le maréchal von der Goltz veuille bien voir dans cette simple constatation le mot de l'énigme qu'il paraît avoir tant de peine à résoudre.

A. Gérard.

LE CONVOI DES " GRANDS BLESSÉS "

A TRAVERS LA FRANCE

Par ce matin d'automne, comme au mois de juillet dernier, l'ambulance d'Ambérieu, maternelle envers les blessés venant du front, envers les permissionnaires et les convalescens, s'est parée de drapeaux et de verdures pour accueillir les mutilés qui arrivent d'Allemagne.

Le train est annoncé. Les autorités, les officiers, les soldats, la foule, tous ceux qui attendent, se taisent. Minute de poignant silence. Une fumée tourbillonne sur les pans bleus de la montagne. Il apparaît. Il approche. Une longue clameur le précède. Avant de discerner les blessés, nous recevons leur salut : tous les képis rouges agités aux portières et les mains qui brandissent des fleurs.

Les premiers wagons ramènent les hommes étendus. Les couchettes, jonchées de bouquets, défilent très lentement. Sur les oreillers, de pâles figures sourient. Encore un... Encore un... Cinq wagons. Et voici venir la foule des soldats plus valides ; voici, pressés aux portières enguirlandées, tendus vers nous, impatiens, radieux, leurs visages...

Visages enfantins des plus jeunes, visages des territoriaux barbus, leur joie pareille les fait se ressembler, une joie plus belle d'être peinte sur des traits encore souffrans.

La longue perspective de ce train, paré de drapeaux et de roses, cette suite de wagons offrant les mêmes groupes de mutilés rayonnans, ces uniformes fripés tout chamarrés de

fleurs, quelle image plus saisissante exprimerait le don allégrement consenti, le don complet offert à la Patrie ?

C'était le matin où l'on connut l'avance décisive en Champagne. Déjà les Suisses avaient annoncé la victoire à leurs hôtes d'une nuit.

Au signal donné par les clairons, les soldats les plus ingambes descendirent. Et la foule qui avait envahi les quais s'empressait à les aider.

Bientôt ils entourèrent la longue table servie étincelante dans le soleil matinal qui exaltait l'écarlate des drapeaux et des uniformes. Et le sourire de tous ces yeux, la joie puérile de ces propos entre-croisés, cette impression de liberté retrouvée, nous laissaient oublier une minute toutes les manches vides, les pantalons flottans, les jambes raccourcies, les têtes bandées, les faces défigurées, gonflées, tordues, trouées... Tous ces bruits de béquilles résonnant sur le trottoir...

— Ah ! comme on est content d'être en France !

Eux aussi, ils oubliaient. Leurs souffrances passées s'effaçaient, telles des images lointaines. Déjà, ils étaient prêts à reconstruire leur bonheur. Un rien les amusait, les émouvait, comme des enfans.

— Et moi, madame ! donnez-moi aussi un peu de champagne ! Il y a si longtemps qu'on n'en a pas goûté !

— Et nous en rapportons, des cadeaux !

— Si l'on est heureux, aujourd'hui !...

Ils riaient. Ils plaisantaient. Et cependant nous devinions à travers leurs sourires une sorte de recueillement. Beaucoup riaient qui s'efforçaient de ne pas pleurer.

Accent du Nord, accent du Midi, accent des Ardennes, accent breton, accent de Paris, j'écoutais tous ces accens se répondre et se rejoindre comme les notes différentes d'un accord.

Soudain un bruit de moteur fit tressaillir les soldats : trois aéroplanes décrivaient des cercles au-dessus de la gare et jetaient des fleurs.

Ah ! ce salut qui descendait sur eux de ce beau ciel ! Pour eux tout cela... Pour eux, les grands oiseaux planaient dans la lumière. Pour eux, tous ces gens exaltés qui riaient et pleuraient à la fois...

— C'est trop..., dit un petit fantassin qui se détournait pour qu'on ne vît pas ses larmes.

Dans le wagon des blessés tuberculeux, nous entendions retentir les voix joyeuses des camarades, et quelques-uns des alités, faisant signe contre les vitres, essayaient bien de prendre part à cette fête dont le brouhaha parvenait jusqu'à eux.

D'autres semblent déjà trop loin de nous pour que les rumeurs de la vie les atteignent encore.

Cet homme brun, si pâle, à l'air déjà vieux, dit à l'infirmier qui essaie de lui faire boire un peu de champagne :

— Au commencement... j'aurais pu guérir... mais à présent!...

C'est un Méridional. Nous lui parlons du bon soleil de la Provence. Sans répondre, il tourne vers nous son visage, et je rencontre le regard de ses yeux sans espérance. Il ne se plaint pas cependant. Il a même, pour remercier, une ombre de sourire. Mais je devine qu'à cette minute où il rentre au pays, le mot demain déroule devant lui la perspective inexorable et toute proche. On a beau accepter le sacrifice, il est des heures où il apparaît avec une précision terrible. Et il faut, chaque fois, le consommer de nouveau.

Cet homme dit simplement :

— J'ai là-bas, en Provence, ma femme et mes quatre enfans...

Ah! ils ne se font pas d'illusions... Un autre rapatrié a dit :

— Je rentre en France pour mourir.

Ces malades ont entre eux comme un air de famille : cette face exténuée, la peau qui se tend sur les pommettes luisantes, cette maigreur... Ces visages encore jeunes et qui apparaissent arides et dévastés. Une infirmière soutient celui-ci dans ses bras, le recouche avec précaution. Alors il me dit, d'une voix qui n'est qu'un souffle, avec quelle expression de douleur :

— Le pauvre camarade!

Et il désigne du regard une couchette vide et rabattue contre la paroi.

J'ai compris. Je n'ose pas répondre. Et je demande tout bas à la sœur :

— Quand?

Elle dit :

— Ce matin, entre Lausanne et Genève. On l'a descendu à Bellegarde.

Le train si rapide n'avait pu accomplir le voyage assez vite; le moribond n'a pas touché vivant la terre de France. Et dans ce wagon tout fleuri, parmi les rêves troublés des camarades, il agonisa et rendit son dernier souffle. Une main avait épinglé à son drap un petit drapeau tricolore... Déjà il ne voyait plus, sans doute, les trois couleurs sur le drap blanc. Mais ce petit drapeau français, au chevet du mourant, ce fut pour les autres comme une consolation, la consécration suprême du devoir accompli; la Patrie était là, présente et reconnaissante. L'humble soldat qui mourut au seuil de la récompense si longtemps attendue n'avait rien de plus à donner.

— Alors, dit la sœur, nous l'avons recouvert de fleurs.

Et je pense que cette mort-là fut, malgré tout, une mort magnifique, au milieu des camarades mutilés, dans ce train qui symbolise toute la douleur et toute la gloire, ce train en marche pour la France.

Je me penche sur le soldat qui avait assisté, minute par minute, au départ de son voisin de lit.

— Il était votre ami?

Et il répond, les yeux remplis de larmes :

— On s'était connu en voyage.

Il me raconte ce voyage : la traversée d'une partie de l'Allemagne, deux jours et une nuit dans un wagon de quatrième classe, « comme ils en ont là-bas, » deux longues banquettes. On ne pouvait se coucher. Alors, comme ils étaient trop las, ils se sont étendus par terre, entre les banquettes, et on leur a donné un peu de paille.

Parmi ces hommes qui se taisent et se détournent, une fois de plus, j'ai la notion concrète et précise de ce lien, aussi fort que les liens de la chair et du sang, qui attache l'un à l'autre les compagnons de douleur.

Nous essayons de leur faire boire du champagne. Ils gardent leurs yeux tristes.

Cependant, l'accent vibrant d'un discours pénètre jusqu'à nous. On distingue le mot de victoire clamé à plusieurs reprises. Oui, l'avance en Champagne, les prisonniers, l'héroïsme des troupes, cet élan que rien ne pouvait retenir,

c'est donc bien vrai! La nouvelle se confirme! Et les voici qui tressaillent sur leurs lits. Leurs yeux s'animent. Et la pensée de l'œuvre à laquelle ils ont appartenu et qui se poursuit dans l'espérance et dans le sang, les arrache à eux-mêmes.

Un tout jeune soldat aux yeux bleus, aux joues délicates et blanches, la couverture ramenée jusqu'au menton, me dit qu'il a les deux jambes amputées.

— Quel âge avez-vous, mon petit?

— Vingt ans...

Il n'a plus sa mère. Il ira chez sa sœur qui est mariée. Il ajoute avec un sourire :

— Elle me soignera bien.

Un autre, aussi jeune, aussi pâle, demande :

— Madame... J'ai les deux jambes amputées... Est-ce que vous croyez que je pourrai entrer dans l'aviation?

Son voisin s'écrie :

— Ah! comme je voudrais retourner sur le front...

Et avec un accent d'indicible nostalgie, il ajoute :

— Rejoindre les camarades...

Un Parisien, l'air vif, gai, intelligent, raconte son histoire. Il a un bras amputé. On l'a opéré deux fois.

— A l'hôpital, dit-il, j'étais bien soigné... Dans le camp, naturellement, le régime était différent. La discipline était très sévère. Il y avait des punitions. Mais leurs soldats avaient les mêmes. Oui... la nourriture était mauvaise..., mauvaise.

J'écoutais ces propos. Et je me rappelai un autre soldat français, prisonnier, qui me dit :

— *Ils* avaient encore moins que nous... Et quelquefois *ils* venaient nous demander notre soupe...

— Et vous la leur donniez?

— Aux civils... aux femmes et aux enfans... Oui. Nous avions nos colis, n'est-ce pas?

Cette image d'un poilu prisonnier, partageant sa soupe avec de petits Allemands affamés, m'apparut tout à coup éclairée d'une merveilleuse lumière.

Et je me souviens d'un soldat de vingt ans qui, racontant son histoire, avait ajouté cette parenthèse :

— J'avais fait un prisonnier... Il neigeait... Il toussait, il était enrhumé... n'est-ce pas? Ben... je lui ai donné mon cache-nez...

Ce fut dit si simplement!...

Cependant le Parisien acheva son récit.

Blessé, il était resté couché sur le champ de bataille, tandis que les balles pleuvaient... et les obus.

— On sait bien que ça va être votre tour... Le prochain est pour moi... Ça va être fini. Alors, on tâche de se cacher, de se tasser par terre, de s'abriter comme on peut. Et puis on se traîne...

Lui s'était traîné jusqu'à une ferme abandonnée où il resta trois jours et deux nuits, seul avec trois officiers qui moururent les uns après les autres, et un caporal fou, blessé au ventre, qui, tout en riant, plongeait sa main dans sa blessure, et secouait sur eux des gouttes de sang.

Des soldats allemands qui venaient de se battre les avaient un peu soignés. Puis ils partirent. Plus tard, des infirmiers français survinrent. On le mit dans le lit encore chaud du dernier officier qui venait de mourir. Mais les infirmiers s'en allèrent et ne revinrent pas. Il fut de nouveau seul avec les trois cadavres et l'aliéné. Il tremblait que le caporal fou ne le piétinât dans son lit. Les heures étaient longues. A la fin, le caporal mourut.

Il se tait. Et tout à coup, il a de nouveau son rire si jeune, si joyeux :

— Ah! c'est bon de rentrer au pays! Et un jour de victoire encore!

Et j'admire ce garçon qui a gardé son rire d'autrefois, qui peut rire comme *avant*...

La sonnerie des clairons. Je m'arrache au train qui va partir. Insensiblement, il se met en marche. Les visages sourians nous saluent une dernière fois. Voici le wagon des tuberculeux... Ah! toutes ces fleurs... Et la face souffrante du garçon de vingt ans aux deux jambes coupées... Et celui qui rêve d'être aviateur... Et le Parisien aux souvenirs effroyables. On ne voit déjà plus que des drapeaux flottant aux portières... C'est fini. Un rectangle noir, qui décroît dans la fumée, disparaît.

C'est toujours le même déchirement profond lorsqu'on voit s'éloigner ce convoi de mutilés... Heure par heure, n'avons-nous pas tout su de leur calvaire? Et les figures des blessés que nous avons soignés défilent devant nos yeux brouillés de larmes, à côté de ces visages inconnus et pourtant familiers. N'avons-

nous point participé d'avance à leur vie diminuée? Et l'affreux tourment de leur mère et de leur femme, le tourment monotone à venir, ne l'avons-nous pas ressenti au fond de nous-mêmes d'une façon aiguë et continue? Ah! tous ces gens qui pleurent et ne songent même plus à cacher leurs larmes, comme ils le ressentent aussi!

***

Si l'on n'avait pas le travail... Un convoi de blessés venant du front est annoncé pour huit heures et demie. Le train de ce matin a laissé à Ambérieu une montagne de fruits, des corbeilles de cigarettes, de cigares et de chocolat, le surplus des cadeaux que les mutilés ne pouvaient emporter. A la hâte, il faut trier les fruits les plus délicats, préparer des paniers. Et quand les blessés arrivent, quelle joie de passer dans les wagons avec des plateaux couverts de pêches, de poires, de raisins, de fleurs, de « gâteries! »

— Tenez, prenez! voilà pour vous. Vos camarades de retour d'Allemagne ont donné ceci pour vous.

Oh! l'accueil des soldats!

— S'il y en a assez pour tous les autres, donnez-moi encore une poire, madame! j'ai si soif!

L'un d'eux, que je vois encore, debout, appuyé à la paroi et la tête bandée, demandait une poire très mûre, parce qu'il n'avait plus de palais; il ne pouvait plus mâcher.

Et, pendant deux jours, aux blessés qui passaient, aux permissionnaires retournant au front, aux trains de troupe, nous avions de quoi donner ce superflu si nécessaire. Et puis un autre train sanitaire arrivait de Suisse et renouvelait la provision.

Je pense à tous ces vergers, des bords du Bodan aux bords du lac de Genève, à tous ces clos soignés, où des gens se sont promenés lentement, le long des treilles et des murs d'espaliers, choisissant leurs plus beaux fruits, les cueillant d'une main respectueuse, heureux d'avoir quelque chose à donner, et les yeux pleins de larmes en songeant à ces hôtes d'une nuit... Ah! que personne ne vienne ici parler de profusion inutile, puisque cette profusion va toujours à des soldats qui souffrent ou vont souffrir, puisque le convoi tragique dispense un peu de joie le long de sa route!

Je revois un train de convalescens évacués d'un hôpital du front à qui nous distribuions des fruits et qui en redemandaient sans se lasser.

Une infirmière questionna l'un d'eux :

— Vous n'êtes pas des blessés... Vous êtes des malades... Qu'avez-vous donc? Quelle maladie?

Et le soldat répondit :

— Le typhus! Nous avions tous le typhus, madame!

Nous avons jeté un cri.

— Le typhus! Et nous qui vous avons donné tous ces fruits!

— Oh! ça ne fait rien, madame! ça ne fait rien du tout! N'ayez crainte! Ça ne nous fera pas de mal, allez!

Mais nous n'étions pas du tout rassurées. Et la directrice leur fit promettre de donner de leurs nouvelles.

A plusieurs reprises, elle me dit :

— Je suis bien inquiète de ces garçons...

Enfin les cartes arrivèrent. Ils allaient très bien et ils envoyaient d'enthousiastes remerciemens.

Et je me rappelle ce wagon de blessés qu'on détacha d'un convoi sanitaire et qui attendit, sur une voie de garage, tandis que l'on amenait à l'ambulance un voyageur trop souffrant, qui ne supportait plus son pansement. On eut le temps de servir dans ce wagon un repas complet, avec une distribution de fruits, de cigarettes et de chocolat. Les hommes ressemblaient à des enfans à qui l'on donne des friandises. Ils disaient :

— Ah! nous nous rappellerons cet arrêt à Ambérieu!

Et lorsqu'ils nous voyaient courir le long de la voie pour leur chercher encore des fruits, ces garçons qui venaient des tranchées, qui allaient au-devant de l'opération, de l'amputation, peut-être, nous disaient :

— Que de peine vous prenez pour nous!

Cette parole, qui décèle un cœur si modeste et si tendre, que de fois nous l'avons entendue, dans la petite buvette de l'ambulance, alors que nous servions à souper aux permissionnaires, aux soldats en congé de convalescence, le soir, entre deux trains, ou avant de les conduire au dortoir!

— Que de peine vous prenez pour nous!

On voudrait leur dire :

— Nous serions heureuses que vous nous coûtiez de la

peine... Nous serions heureuses si nous pouvions souffrir pour vous, à notre tour... Mais vous servir est notre plus douce joie.

Être là, avec eux, tandis qu'ils prennent l'assiette de bouillon ou la tasse de café, les écouter, les regarder, savoir qu'ils sont bien, qu'ils sont contens assis là, près de nous, à cette table, aimer leurs propos naïfs, qui font tout à coup surgir devant nous leur épopée, deviner la souffrance qu'ils ne veulent pas dire... sentir qu'ils retrouvent en nous, dans nos voix, dans nos gestes, quelque chose des femmes qui leur sont chères... Vous qui nous remerciez avec une si jolie courtoisie, vous ne savez pas combien vous nous donnez...

Je revois ce soldat déçu, lorsqu'il découvrit qu'il n'avait plus de train pour Annemasse, qu'il devait passer la nuit à Ambérieu et perdre ainsi douze heures « de la maison. » Lorsqu'il se trouva installé dans la petite salle chaude et bien éclairée, il se consola un peu. Il revenait des Dardanelles. Tombé malade là-bas, il fut évacué sur un navire-hôpital. Après sa permission, il retournera à son dépôt.

Ce paysan de Savoie essayait d'évoquer ses impressions d'Orient. Il disait :

— J'ai fait un beau voyage que jamais je n'aurais pu me payer ! Je ne regrette pas !

Et il essayait de décrire les pays qu'il avait vus. Il disait :

— Les levers de soleil et les couchers de soleil sur la mer, c'était magnifique ! Le soleil semblait plus gros qu'ailleurs. Et la mer, à mesure qu'on avançait, était d'un bleu différent : bleu foncé, et puis bleu bleu, et puis plus pâle, toute claire.

Les mots lui manquaient. Il cherchait. Il tâchait de dire ce qu'il avait vu.

— Là-bas, la terre était comme grasse. Il y avait des oliviers comme dans le Midi...

Une nuit, ils avaient couché dans un champ de thym. Ils étaient tout parfumés. Il parlait aussi des cimetières turcs qui l'avaient beaucoup étonné, parce qu'il n'y avait pas de croix. Et il décrivait les fontaines où l'eau était si bonne... ces fontaines qui jouent un si grand rôle dans un pays où l'habitant ne boit pas de vin ! Le brave Savoyard n'en revenait pas de la sobriété des Turcs... Et pourtant ils sont forts. Ils se battent bravement. Ils vont à l'assaut en plein jour et les mitrailleuses les fauchent.

Il pensait que les Turcs sont de braves gens : ils suivent bien leur religion. Le soir, on les entendait qui disaient leurs prières tous ensemble. Beaucoup de prisonniers parlaient français, et leur déclaraient qu'ils aiment bien les Français, mais qu'ils sont forcés de se battre contre eux.

— Quelquefois, disait-il, déroulant ses souvenirs, on faisait des tranchées avec des cadavres. On mettait un peu de terre dessus...

Nous écoutions ces impressions si nuancées, ces jugemens si modérés. Et je m'émerveillais de cet esprit de finesse de ce simple paysan sans culture.

Un soir, un petit soldat très jeune, qui avait été blessé deux fois, qui avait vu tomber les trois quarts de sa compagnie, me dit :

— On n'aurait jamais cru que le cœur puisse autant souffrir...

Je le suivis des yeux dans l'obscurité. Il allait partir. Il se perdit dans la foule des voyageurs et des permissionnaires qui attendaient sur le quai. Et ce mot si poignant me rappelait un autre mot, d'un soldat rapatrié à qui l'on demandait si les camarades, refusés par la commission de réforme et réexpédiés en Allemagne, avaient pleuré en les voyant partir :

— Ah! c'est le cœur qui pleure..., répondit-il.

Tous, les invalides échangés, les soldats qui retournent au front après leur congé de convalescence, les permissionnaires, ils nous font éprouver ce même sentiment : ils sont *vrais*.

L'épreuve terrible les a débarrassés de toutes les choses enseignées ou lues, des formules de parti, des conseils de l'égoïsme, de tout ce qui dénature, rend partial, méfiant, intéressé. La main de fer de la souffrance les a rendus à leur être véritable. Et leur être véritable a grandi. C'est pourquoi ils ont des mots si justes, et si profonds, et parfois si douloureux. Leurs paroles sont l'expression toute fraîche de cette âme nouvelle à qui la spontanéité de l'enfance est revenue, et que la mort si proche, la discipline du devoir et du sacrifice ont épurée. Toutes les scories humaines dont il nous faut, pour nous défaire, une si longue patience, des luttes, une vie d'efforts, ils en sont, à cette heure, brusquement délivrés. Heure de grâce! Heure encore tout éclairée par la lumière rédemptrice de la mort! Quelques-uns ont atteint le sommet d'eux-mêmes, et leurs moindres propos rendent un son qui nous fait tressaillir.

Nous repensons à eux, pendant les nuits de garde à l'ambulance. Nous évoquons leurs visages, visages des mutilés qu'on rapatrie et qui nous ont souri si doucement, visages résolus, brûlés des permissionnaires qui retournent se battre, visages dolens et pourtant gais des blessés qui rejoignent les hôpitaux de l'arrière, incessant va-et-vient, double courant, sans cesse renouvelé.

Dans cette salle étroite où deux lits sont dressés derrière un paravent, nous écoutons le souffle des locomotives, les sifflets déchirant la nuit, le long roulement décroissant des trains qui s'en vont, et ces rumeurs nous semblent comme un lointain écho de la guerre. L'évocation des tranchées, des courses furieuses à l'assaut, des champs de mort, toutes les images que ces soldats crottés, bronzés, ramènent avec eux, promènent avec eux à toutes les minutes du jour et de la nuit, remplissent la chambre qui tressaille au bruit des trains rythmant les heures.

Lorsque le ravitaillement est terminé, que les derniers trains ont passé, que les derniers soupers ont été servis, que les soldats ont tous été conduits au dortoir de l'ambulance, nous nous allongeons tour à tour sur l'une des couchettes où parfois l'on étendit un blessé avant de le porter à l'infirmerie. Et je resonge au petit soldat qui est mort sur un de ces lits, en souriant, si calme et si blanc, qui s'est endormi au bruit des trains ébranlant les murs, qui s'est endormi avec une impression de bien-être, conscient peut-être de l'achèvement du voyage, du repos bien gagné, des perspectives radieuses de l'arrivée...

*
* *

Ce fut décembre. Le train des grands blessés se remit en route. Les ténèbres pluvieuses du matin d'hiver emplissant le hall, les préparatifs achevés aux lumières, les guirlandes de gui à la place des roses... La réception qui avait cessé d'être officielle prenait un caractère plus intime. On convoquait les jeunes officiers aviateurs. Un automobile s'en allait par les routes toutes noires chercher à l'hôpital d'Ambérieu les trois amputés convalescens et les ramenait à la gare, afin de leur donner cette joie de saluer les camarades qui rentraient au pays.

Je garderai toujours dans ma mémoire la nuit qui précéda le passage d'un de ces trains de grands blessés.

Tous les infirmiers étaient malades, et nous les avions envoyés se coucher en prévision du coup de feu de cinq heures du matin.

Il y eut d'abord, entre neuf et dix heures, à ravitailler un convoi d'évacués civils. Il ne s'arrêtait que quelques minutes. Les visages ternes des femmes, penchées aux portières, réclamant du lait pour leurs enfans, un pêle-mêle de faces ahuries qui ne souriaient pas, des misères entassées, quelle tristesse morne pesant sur tout ce train!

— Où allez-vous?

— Nous ne savons pas...

— Combien d'enfans? Vite, passez-nous vos bouteilles vides. Dépêchez-vous!

Et des femmes qui appellent, des bustes qui se tendent, des mains faisant signe, des voix réclamant. Le coup de sifflet. Les wagons s'ébranlent. Nous tendons au vol les dernières bouteilles de lait. Et le convoi d'épaves disparaît dans la nuit.

On avait annoncé un train de troupes, un millier d'hommes qui allaient s'embarquer pour la Serbie. Nous étions trois femmes occupées à servir un repas aux permissionnaires arrivés par l'omnibus de Lyon. Nous avons choisi quelques-uns d'entre eux pour nous aider à porter sur le quai des brocs de café bouillant. Tous aussitôt s'offrirent. A onze heures le train est entré en gare, lentement, précédé d'une immense clameur : toutes les têtes étaient aux portières. Les soldats chantaient.

Nous avons commencé la distribution. Pour maintenir l'ordre, la règle est de servir dans les wagons et de prier les voyageurs de ne pas descendre. Mais ce soir nous fûmes débordées. Les troupiers nous entouraient, tendant leur quart, tous à la fois, sans se bousculer cependant, toujours polis, remerciant, demandant gentiment :

— Et moi, ma sœur? Par ici, madame!

En un instant les arrosoirs se vidaient. Nos infirmiers improvisés avaient fort à faire de courir à la buvette pour les remplir.

Comme je faisais reculer tout le groupe incessamment reformé, les quarts tendus, un soldat me dit doucement :

— Voyez, madame, nous vous suivons, comme si vous étiez notre mère...

Quel plus beau don pouvait-il me faire, ce petit soldat

inconnu qui m'offrait cette parole, que je garderai, avec les plus chères paroles, celles que l'on serre sur son cœur comme un trésor impérissable et secret?

Un train de marchandises est venu s'arrêter sur l'autre voie, interrompant la communication avec la buvette.

Impossible de passer! Un de nos infirmiers volontaires réussit à escalader les chaînes entre deux wagons, et à rapporter encore un arrosoir. Mais il fallut bien lui interdire de recommencer. Il fallut rationner, donner des demi-quarts. Les braves garçons, voyant notre chagrin, se résignaient tout de suite, partageaient, rentraient leur quart vide. Pas un ne récrimina.

Ils avaient un entrain, ces soldats... ils partaient aussi joyeux qu'aux premiers jours de la guerre. Ils s'avisèrent tout à coup que la gare était pavoisée. Aussitôt quelques-uns se mirent à grimper aux montans qui supportaient les drapeaux. En un clin d'œil, tous les drapeaux furent enlevés. Et les soldats les agitaient aux portières avec une joie telle qu'il était vraiment impossible de les gronder.

A la fin, le train de marchandises finit par s'ébranler. Nous avons eu le temps de courir chercher des cigarettes et des branches de gui. Chacun voulait un rameau « pour nous porter bonheur, » disaient-ils. Sur l'ordre du clairon, tous rentrèrent dans leur compartiment. Un jeune soldat, se penchant, nous suggéra :

— Demandez donc à celui-ci de vous chanter quelque chose! Il a une belle voix : il chantait au théâtre!

Ce ne fut pas long. Aussitôt un soldat qui avait une trompette, et un autre qui avait un tambour descendirent sur le trottoir. Deux ou trois chanteurs se groupèrent. Et ils nous donnèrent une sérénade. Tous reprenaient le refrain de la chanson sentimentale chère au cœur des soldats. Puis la marche de *Sambre-et-Meuse* s'éleva, et la nuit d'hiver fut remplie de visions de batailles et de gloire, exaltées par les notes ardentes, rendues plus proches et plus intenses par la présence de ces braves qui chantaient.

Jamais concert aussi magnifique ne nous fut dispensé.

Le signal du départ. Tous, dans les wagons, chantaient encore.

Je regardais une dernière fois leurs visages, ces visages qui allaient contempler la mort, et qui se penchaient vers nous si sourians, les visages de ces héros qui avaient trouvé une si charmante façon de nous dire adieu.

Six heures plus tard, l'autre convoi, celui des grands blessés, devait passer. D'autres soldats souriraient aussi en agitant leurs képis... Le même entrain. La même vivacité joyeuse. Seulement, les uns vont au-devant du sacrifice. Les autres l'ont, en partie, derrière eux. Les uns n'ont pas souffert encore. Tandis que ceux-là... Cependant leurs sourires se ressemblent et se rejoignent : sourire de ceux qui, étant prêts à tout, ayant tout accepté, savent accueillir les joies minimes tout le long du chemin.

*
* *

Un matin d'hiver, il me fut permis d'achever le voyage avec les grands blessés.

Il y avait, dans les wagons des mutilés les plus valides, un joyeux remue-ménage :

Encore une heure... Et l'on arrive !

Les soldats faisaient toilette, défripaient leur capote, coiffaient leur képi, épinglaient à leur uniforme de nouveaux bouquets, rassemblaient les fleurs, les musettes, les sacs gonflés de menus présens.

Les infirmières habillent les blessés couchés. Celui-ci n'a plus de mains... Celui-là est si faible qu'il faut le soutenir, tandis qu'on ajuste son dolman. Cet autre est à demi paralysé. Et rien n'est pathétique comme cette toilette de tous ces hommes dont la vigueur est perdue, devenus plus faibles et plus dépendans que des tout petits.

J'aide à se vêtir un tuberculeux amputé de la jambe et du bras, désarticulé à l'épaule, au visage énergique et amaigri, que sa barbe longue, et surtout la maladie vieillissent prématurément. Tout à l'heure, il a parlé de sa femme et de ses trois enfans qu'il va retrouver. Il sourit. Il a le courage de sourire, tout en donnant des indications à demi-voix : le pantalon rouge dont une jambe est repliée, épinglée, le tricot, le gilet, et puis la bottine unique que je lace, agenouillée, et les doigts tremblant un peu. Et ce geste me rend plus sensible le calvaire qui l'attend tout le reste de sa vie. Ah ! la souffrance qu'il y aura dans son

constant appel à l'aide et dans la réponse de sa femme : « Laisse-moi faire. Je vais t'aider. » Ce malheur qui va durer et qu'aucune puissance humaine ne pourra défaire...

Il remercie en souriant toujours. Et il me montre fièrement un beau képi tout neuf qu'on vient de lui donner.

— Et celui-ci?

Je lui tends le vieux képi retrouvé sous sa couchette, tout déformé, le drap décousu et percé, le cuir qui semble avoir été mâché, petit képi, fatigué, abîmé, glorieux.

— Oh! dit-il, je vais le laisser ici.

— Alors, si vous ne le gardez pas, donnez-le-moi, voulez-vous?

Il me l'a donné.

Et je l'emporte, ce képi rouge, auquel tant de souvenirs et d'émotions sont attachés, ce képi qui partit, orné de fleurs, en août 1914, qui traversa la bataille et vit la mort tout autour de lui, et reposa sur le sol, sous les balles, le jour de la blessure, et puis séjourna si longtemps dans un hôpital d'Allemagne. Je le garderai...

Des acclamations font tressaillir les blessés.

Une glace abaissée laisse entrer l'accent joyeux des clairons qui sonnent aux champs. Nous passons devant la Valbonne. Des groupes d'uniformes bleu clair s'immobilisent. Des compagnies alignées présentent les armes. Les « petits bleus » de la classe 16 saluent les camarades qui reviennent.

Treize soldats de ce wagon sont vêtus, tout prêts sur leur lit. Ils promènent leurs yeux le long du compartiment fleuri, qu'ils vont quitter tout à l'heure, étroite chambre provisoire qui leur a donné l'avant-goût de la maison. Le quatorzième, les yeux fermés, livide, et déjà dans le coma, a la mort sur le visage. On l'enveloppera chaudement d'une couverture, et on l'emportera ainsi. Pourvu qu'il ne meure pas avant l'arrivée! De temps à autre, l'infirmière tâte sa main déjà froide. On baisse la voix en passant auprès de lui et l'on regarde anxieusement ce visage d'ivoire, où toute chair est fondue, où saillent les os, où, d'avance, le squelette se devine. Celui-ci est hors de notre portée. Aucune consolation ne peut plus l'atteindre.

Le Rhône déploie son large cours gris, qui bleuit sous un pâle soleil.

Une dernière fois, je les considère, les uns après les autres,

ces hommes que je ne reverrai plus : le territorial paralysé, indifférent à la fièvre joyeuse des camarades; ce blond garçon, si gai, amputé du bras droit et de la main gauche, et celui qui m'a donné son képi, et tous les autres, amputés devenus tuberculeux... Je rassemble dans ma pensée ceux à qui je me suis attachée pendant ces rencontres éphémères, et qui sont maintenant dispersés dans leur patrie : le jeune asthmatique qui redit toute une nuit : « Je suis content... » Et le pâle gamin de dix-huit ans qui rêvait à sa maman, et le petit aveugle qui disait : « J'ai eu de la chance ! »

Et tant d'autres...

Nous arrivons.

Le train, ralenti, pénètre dans la gare des Brotteaux, où se presse une multitude : infirmières toutes blanches, officiers, soldats, masse confuse des civils. Les clairons sonnent. La *Marseillaise* éclate.

Minute magnifique et déchirante. Toutes les douleurs que nous amenons avec nous, ces misères qui remplissent l'interminable convoi nous oppressent brusquement. Et il semble qu'elles nous devancent, s'échappant de toutes ces portières, exprimées par les sourires mêmes des mutilés, devenues soudain visibles et saignantes, et qu'elles accablent cette foule immobile qui se tait, parce que les sanglots refoulés étouffent toutes les gorges.

Les wagons défilent très lentement. Penchée sur une plate-forme, je reçois ces regards levés vers les blessés, ces yeux remplis de larmes et d'amour qui interrogent et parfois se détournent, ces yeux qui, tous, sont des yeux fraternels. Et j'entends cette parole, affirmée par les lèvres muettes : « Nous avons tout accepté... O Patrie, tout ceci, c'est pour toi... »

Soudain, la foule recouvre la voix. Des acclamations retentissent et se croisent. Un général salue les mutilés. Le train est arrêté enfin.

Ils descendent. Quel émerveillement de les retrouver si joyeux ! Ils sourient. Leur fatigue est oubliée. Avec leurs uniformes tout fleuris, leurs mains encombrées de bouquets, ils ont l'air de vainqueurs. Ils ont gardé leurs promptes reparties. Ils adressent, aux infirmières qui les aident et s'emparent des sacs de cadeaux et des musettes gonflées, des mots gentils et gais.

Le lent cortège s'allonge et se déroule jusqu'aux grands escaliers, tandis qu'à l'autre extrémité de la gare, avec précaution, les brancardiers transportent les civières.

Un adolescent lyonnais demande si l'on ne pourrait pas lui donner un petit drapeau suisse en souvenir de ce jour. Ce vœu me touche, et je cherche dans les wagons un drapeau oublié. Mais aucun mutilé n'a laissé le sien. L'un d'eux a dit en détachant l'insigne qui décorait un présent, et le serrant avec une piété délicate :

— C'est cela qui est le plus précieux...

Et, à cette minute, j'ai vu ces intérieurs modestes d'ouvriers et de paysans de France, où, désormais, parmi les plus chers souvenirs, figurera ce drapeau, la croix blanche sur le fond écarlate.

Un infirmier m'a tendu le sien, et le jeune homme l'épingla soigneusement à sa veste. Il est des minutes où aucun geste n'est indifférent.

Cependant, les infirmières ont conduit les invalides dans la grande salle, où les autorités les reçoivent.

Les discours de bienvenue, les fanfares, ces officiers, ces délégations, tous ces pleurs et tous ces vivats continuent d'exalter la souffrance, l'héroïsme et le renoncement de ceux qui reviennent mutilés.

Dans cette atmosphère électrisée, au milieu de cette foule d'invalides, les mots de patrie et de sacrifice évoquent des images si proches et si impérieuses que toute autre image disparaît de nos yeux. Même la vision des douleurs futures s'est écartée. Seule s'impose la tragique grandeur du dépouillement : la splendeur de cet appareil militaire, la sonnerie des clairons triomphaux, et, depuis des heures, le cri des foules accourues, célèbrent son pouvoir et sa vertu. Les plus aimés, les plus glorieux, ceux dont le sort, à cette minute, apparaît enviable, sont ceux qui ont donné davantage.

Eux non plus ne songent point à l'avenir pendant ce moment d'apothéose qui leur est offert. Ils sont là, sourians, essuyant une larme, un peu confus et très fiers, et beaucoup d'entre eux ressentent cette impression que celui-ci exprime d'une voix volontairement brusque :

— Bien sûr, on ne s'attendait pas à tout ça...

Pendant de si longs mois, ils durent se désaccoutumer de

la tendresse. Et depuis dix-huit heures, leur cœur est comme saturé d'affectueuses émotions. Ils ont besoin de répondre et ils sont trop troublés pour parler. Alors, ces hommes, qui ont tout enduré et tout traversé, éprouvent qu'il est doux, quelquefois, de pleurer.

***

Durant toute la cérémonie, de groupe en groupe, des femmes se sont glissées, s'approchant d'un rapatrié, l'interrogeant anxieusement, à voix basse.

— Savez-vous s'il y a parmi vous un soldat qui revient de tel camp?

Ou bien :

— Vous êtes de tel bataillon... pouvez-vous me dire si un soldat de telle compagnie se trouve parmi vous? Il saurait peut-être quelque chose de un tel...

Un tel... le fils, le mari, dont on n'a pas de nouvelles depuis tant de mois... Oh! le pauvre espoir qui tremble dans chaque syllabe!...

Ou bien :

— Vous êtes de la même compagnie que mon fils... Savez-vous quelque chose de sa mort?

Le soldat qui riait a brusquement cessé de rire. Il réfléchit. Il remue ses souvenirs. Ah! comme il voudrait donner une indication à cette mère en deuil, savoir quelque chose, faire revivre un instant devant elle son mort glorieux... Il ne sait rien, ils étaient tant! Mais ne voulant pas qu'elle désespère, il l'adresse à un camarade :

— Celui-ci saura peut-être...

Et cet après-midi, demain, à l'hôpital où les rapatriés prennent un peu de repos avant de repartir, des femmes viendront se pencher sur leurs lits, les questionnant l'un après l'autre.

Quelquefois, des certitudes sont données. Par le récit d'un camarade, une mère apprend que son fils, porté disparu, a été revu mort, après le combat.

On ne peut plus oublier ces questions angoissées, ces regards qui implorent et qui tremblent de savoir, et les yeux du petit soldat soudain remplis de filiale pitié.

Ils savent désormais, ceux-ci. Ils ont appris la compassion.

Ils connaissent les paroles qu'il faut dire. La langue de la douleur est, pour eux, accessible et familière, cette langue éternellement ignorée de ceux qui ne souffrent point.

Mais qui peut l'ignorer aujourd'hui? La douleur, jamais, ne fut plus universelle. Nous protestons de tout notre cœur en détresse, avant de l'accueillir, elle qui dispense l'atmosphère cruelle, où les âmes éclosent, où les âmes se libèrent. Jamais autant d'hommes n'ont à la fois franchi tous les degrés de l'expérience implacable, et jamais non plus, sans doute, n'a-t-on senti dans le monde autant d'âmes vivantes. On les devine, on les discerne partout autour de soi, et elles se rejoignent et communient en silence, agitées d'un même souci, bouleversées par les douleurs d'inconnus, reportant sur les autres tout leur pauvre amour déchiré. Et je ne sais quelle vision est la plus belle, de ces soldats qui courent au-devant de la mort, de ces mutilés qui reviennent en chantant, ou de ces femmes en deuil, qui se détournent pour cacher leurs larmes, et puis offrent un visage souriant au petit soldat dont elles adoptent l'infortune.

O vous, toutes les victimes, toutes les mères crucifiées, vous dont les yeux sont fermés, à qui, désormais, une autre lumière est venue, vous tous les mutilés, si faibles et dépendans que vous soyez aujourd'hui, une grandeur invisible est en vous...

Ah! que nous sachions maintenir autour de vous notre tendresse, et vous faire sentir que vous n'avez pas fini de nous donner!

NOËLLE ROGER.

LA PART

DE

LA MARINE MARCHANDE

DANS L'ŒUVRE DE DÉFENSE NATIONALE

« On ne peut sans la mer, ni profiter de la paix ni soutenir la guerre. »

Le 26 février, à quinze heures quarante-cinq, entre l'île de Malte et la Crète, la *Provence-II*, le plus beau navire de la Compagnie Générale transatlantique après la *France*, sombrait dans des circonstances assez mystérieuses. Il faisait beau temps, la veille était bien exercée sur le pont, tout à coup sans que personne eût vu ni sillage de torpille, ni périscope, une détonation terrible se fit entendre à l'arrière du paquebot, et celui-ci disparut en quelques minutes. Le steamer avait-il heurté une mine dérivante, était-ce un sous-marin inconnu qui l'avait frappé, on se le demande encore. Quoi qu'il en soit, devant ce douloureux sacrifice, il est impossible de ne point comprendre la grandeur de la tâche accomplie par notre marine marchande. Je voudrais, au cours de cette étude, exposer les services qu'elle rend à la Défense nationale ; la disparition de la *Provence* donne à un tel sujet une actualité saisissante, le navire naufragé étend sa grande ombre tragique sur ces pages.

Jamais en effet le jugement prophétique que Richelieu prononçait en 1626, devant l'assemblée des notables : « on ne peut sans la mer *soutenir la guerre*, » n'a reçu une confirmation plus éclatante qu'au cours des événemens actuels. Le cardinal

avait en vue le rôle commercial de la marine marchande. Il avait compris l'importance qui s'attachait pour un État, dont les frontières terrestres étaient momentanément fermées, à jouir de la liberté de la mer et à continuer à échanger ses produits contre ceux de l'étranger, tout en assurant les relations de la métropole avec ses colonies. Cependant, Richelieu ne pouvait pas se douter qu'un jour les vaisseaux marchands, arborant la flamme en tête de mât, combattraient côte à côte avec ceux de la marine nationale. Car aux vieilles formules concernant la collaboration de la flotte de commerce avec la flotte de guerre, se sont ajoutés des plans nouveaux de coopération étroite. Il se produit ce phénomène singulier : nos dreadnoughts, sur lesquels nous avons accumulé les armes les plus perfectionnées, restent inutilisés dans les ports, et ce sont des bâtimens, nullement préparés à cette tâche : des chalutiers, des remorqueurs, des paquebots qui mènent la chasse contre les sous-marins ennemis et nous débarrassent des mines automatiques que les Allemands sèment à l'entrée des ports. Pendant qu'un cuirassé de 23 000 tonnes, comme le *Courbet*, qui possède 12 pièces de 30 centimètres, 22 canons de 14 centimètres et 4 tubes lance-torpilles séjourne au mouillage de La Valette, de Bizerte ou de Toulon, attendant un adversaire qui ne se présente jamais, l'équipage du chalutier *Nord Caper* monte à l'abordage d'une felouque turque, le pauvre cordier *Jésu-Maria* saute sur une mine dormante, le croiseur auxiliaire *Indien* disparaît en mer, et la *Provence* entraîne au fond de la mer une moisson de vies humaines.

Les conditions de la guerre navale sont complètement métamorphosées. Contrairement à ce que l'on escomptait, il ne s'est pas produit de choc entre les escadres adverses; il n'y a pas eu de batailles rangées en lignes parallèles; les canons gardent le silence dans les tourelles des lourds mastodontes. Nos ennemis, reconnaissant leur impuissance, n'ont pas cherché à nous disputer la maîtrise de la mer, mais ils ont répondu à notre *blocus de surface* par un *blocus sous-marin* dirigé contre notre marine marchande; il a donc fallu improviser de nouveaux procédés de défense, et c'est en dehors de la liste navale que nous avons été chercher les navires destinés à contrecarrer les desseins de nos ennemis. L'expédition d'Orient a nécessité en outre des transports de troupes et de matériel si nombreux

qu'on a dû mobiliser une grande partie des bâtimens de commerce français. Peut-on dire même que ceux qui restent sous la coupe de leurs armateurs soient en marge de la lutte? Non évidemment. Les routes ne sont plus sûres; ni en Méditerranée, ni dans l'Océan; toute coque qui navigue, fût-elle neutre, est exposée aux pires dangers. Les Allemands, dans leur exaspération, violant tous les traités et toutes les conventions, ont inondé les mers de mines dérivantes; la mort guette le charbonnier ou le courrier postal à chaque stade de son trajet. Refusera-t-on les honneurs du combattant aux équipages qui courent de tels risques? D'ailleurs, pour se protéger contre les sous-marins, nous verrons que bien des navires reçoivent un armement approprié.

On peut donc l'affirmer : soit qu'ils aient été réquisitionnés par l'État, soit qu'ils demeurent à la disposition de leurs armateurs, presque tous les navires de commerce ont été conduits à participer intimement à l'œuvre de défense nationale. On délivrait, autrefois, des lettres de marque à des corsaires, qui faisaient la course pour leur compte, tout en servant les intérêts du Roi. La déclaration de Paris, en supprimant cette pratique, semblait avoir tracé une ligne de démarcation absolue entre le navire « de guerre » et le navire « de commerce. » Nos diplomates se flattaient d'avoir assuré par toutes sortes de protocoles le respect de la propriété individuelle. Or, il se trouve que jamais cette propriété n'a subi de plus grands dommages; jamais il n'y a eu plus de confusion entre le pavillon national et le pavillon privé, si bien que l'on peut se demander actuellement si nous ne marchons pas vers une militarisation complète de la flotte marchande.

I

L'aide que celle-ci apporte indirectement à la résistance d'un belligérant est un thème classique. De tout temps, on a fait ressortir les avantages qu'on peut attendre du commerce maritime pendant la période des hostilités (1). A un moment où les consommations se développent, pour les besoins des armées en

(1) C'est ce qui a toujours conduit l'Angleterre à ne pas voter au Congrès de Paris et à celui de La Haye les dispositions protectrices du navire de commerce en temps de guerre, et notamment la renonciation au droit de prise.

campagne, et où la production se ralentit nécessairement, il importe que les échanges s'effectuent aussi librement que possible, par la voie de mer. Toutefois, cette vérité ne s'était point encore affirmée avec un tel éclat. La guerre que nous soutenons est, en raison du chiffre prodigieux des combattans et des richesses dépensées, autant une guerre industrielle et économique qu'une guerre militaire. On se demande ce que nous aurions pu faire sans les vaisseaux marchands pour ravitailler la population civile et les armées; pour assurer à nos usines l'approvisionnement en combustible et en acier, et pour acheminer sur notre pays tout le matériel de guerre; armes, munitions, explosifs, matières premières de toutes sortes, qui nous ont permis de suppléer à l'insuffisance de notre préparation. Toutefois, je laisserai ce point en dehors de mon étude, car cela m'entraînerait à trop de développemens, pour me borner à mettre en lumière le rôle joué directement par nos bâtimens de commerce dans la conduite des opérations militaires, ce qui est le trait caractéristique de la guerre navale actuelle.

Une loi du 2 mai 1899 avait réglé la situation des équipages appelés à faire partie, en cas de guerre, de la flotte auxiliaire. L'article 18 de cette loi dispose en effet : « les inscrits maritimes appartenant aux équipages des navires de commerce dont la réquisition pour le service auxiliaire de la flotte est prévue par une convention spéciale conclue avec le département de la Marine peuvent, dès le temps de paix, demander à continuer leur service, en temps de guerre, sur les dits bâtimens pour le cas où la réquisition en serait opérée. » Cette même loi déterminait les grades à attribuer aux capitaines au long cours et officiers mécaniciens embarqués sur ces navires.

Ainsi, le législateur avait bien compté, « dès le temps de paix, » recourir à la marine marchande, mais dans son esprit le choix ne devait se porter que sur une catégorie restreinte de navires. On était loin de se douter, même à l'État-major général, de l'ampleur que cette question devait prendre dans l'avenir. En exécution des plans de mobilisation, on réquisitionna, dès l'ouverture des hostilités, des paquebots postaux, que leur vitesse permettait de transformer en croiseurs, des remorqueurs destinés à constituer le service de la reconnaissance qui se créait de toutes pièces, des chalutiers pour le service du dragage

des chenaux de sécurité et du matériel flottant de renfort pour les directions des mouvemens du port. Mais presque aussitôt des besoins naquirent. Il fallut aménager des steamers en transports-hôpitaux; puis le commandant en chef de l'armée navale s'aperçut qu'il manquait de transports auxiliaires pour entreprendre les mouvemens de matériel entre ses escadres et les bases de ravitaillement. Quand fut enfin décidée l'expédition d'Orient, la nécessité de mettre à la disposition du département de la Guerre le tonnage utile pour recueillir le corps expéditionnaire, devint à ce point urgente et impérieuse que presque toute la flotte présente à Marseille fut inscrite sur le Carnet de réquisition de l'administrateur de la Marine. En dernier lieu, les modalités de la guerre sous-marine allaient donner une importance toute spéciale aux chalutiers à vapeur, qui constituaient le meilleur moyen de défense contre les submersibles ennemis. Dès le commencement de l'année 1915, le département de la Marine entreprit la transformation des chalutiers en navires patrouilleurs. Petit à petit, on réussit à mettre la main sur presque tous les chalutiers français en état de servir.

L'utilisation de la flotte de commerce pour un but militaire était devenue de cette façon aussi radicale que possible. On s'en fera une idée par la proportion suivante. Sur 2 500 000 tonnes de jauge que représentait la flotte française avant la guerre, il reste encore 1 884 000 tonnes de vapeurs, sous déduction de 100 000 tonnes coulées environ, et de 500 000 tonnes de voiliers. Sur cet ensemble, le tonnage des navires qui sont ou ont été réquisitionnés ressort à 1 100 000 tonnes; ce qui représente un pourcentage de 58 pour 100. La part proportionnelle du tonnage *actuellement* réquisitionné, par rapport au tonnage total, atteint approximativement 50 pour 100. Ce chiffre varie du jour au lendemain à cause des réquisitions et des déréquisitions opérées selon les besoins du moment. Si l'on ajoute les bâtimens coulés, on se rend compte que les armateurs se trouvent aujourd'hui privés de plus de la moitié de leur flotte par suite *du fait de guerre*.

La prise de possession de ces nombreux navires s'est effectuée selon trois procédures différentes : par l'exécution du contrat postal, par l'affrétement, par la réquisition.

Au moment de la mise en chantier de certains navires rapides, il avait été convenu entre l'État et les propriétaires

que ces derniers, moyennant la concession de primes spéciales, consentiraient à effectuer à bord des aménagemens qui faciliteraient l'armement de ces navires. En cas de guerre, ceux-ci feraient donc partie de la flotte auxiliaire et le personnel recevrait à l'avance une commission particulière ainsi que nous avons eu l'occasion de l'exposer. L'exécution de ces conventions a procuré à la Marine un certain nombre de navires.

L'affrétement est un traité librement débattu entre les armateurs et les affréteurs. En 1914, la Rue Royale avait passé d'assez nombreux contrats d'affrétement en *time-charter* (1) avec des Compagnies de navigation qui devaient se charger des transports de charbon entre Cardiff et l'armée navale. Ces contrats subsistent. Ce procédé présente un avantage indéniable pour l'État. Comme on prévoit au contrat des temps maxima de parcours entre les diverses localités fréquentées par le navire, les capitaines sont intéressés à ne pas dépasser ces délais sous peine de se voir infliger des pénalités pour retard. Malheureusement, il était impossible, ainsi qu'on a essayé de le faire, d'étendre cette pratique aux navires qui ne sont pas affectés à des transports réguliers. La réquisition devint donc, en fait, le procédé ordinaire de mise à la disposition de l'État des bâtimens de commerce.

Le droit de réquisition découle de la loi du 3 juillet 1877, modifiée, en ce qui concerne la marine, par la loi du 17 juillet 1898. Des décrets des 8 mai 1900, 31 juillet et 30 août 1914, règlent la procédure de réquisition des « navires de commerce et de plaisance, embarcations et engins flottans de toute nature, le matériel, les approvisionnemens et les marchandises existant à bord desdits bâtimens, embarcations et engins, et appartenant à des Français. » L'état-major et l'équipage sont tenus de prêter leur concours, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'armer le navire en qualité de croiseur auxiliaire.

La réquisition donne lieu à des formalités fort simples. Elle s'effectue par le ministre de la Marine ou ses délégués, en l'espèce les administrateurs de l'Inscription maritime, les officiers du commissariat de la marine ou les commandans à la mer. La réquisition est faite par écrit. « Il est dressé, au moment de la remise, un état descriptif du navire et un inventaire des

(1) Ce texte de contrat, emprunté aux usages britanniques, suppose que l'affréteur loue le navire à la journée ou à l'heure.

marchandises, des approvisionnemens et du matériel réquisitionnés. Les procès-verbaux sont établis contradictoirement par un représentant de l'autorité requérante et par le capitaine. » A partir de ce moment, le bâtiment passe sous l'autorité des commandans des forces navales.

En ce qui concerne le payement des réquisitions, des discussions se sont élevées entre le ministre de la Marine et les armateurs qui n'acceptent pas les bases d'évaluations fixées sur le rapport de la Commission centrale des réquisitions. Ces controverses n'intéressant pas notre étude, nous ne les signalons que pour mémoire. Sur le fait même de la réquisition, l'armement a fait entendre certaines doléances. Il s'est plaint que la charge de cet impôt très lourd fût inégalement répartie entre les intéressés. Certaines compagnies privilégiées n'ont eu que quelques-uns de leurs navires frappés, tandis que d'autres voient leur flotte presque entièrement immobilisée. J'ai sous les yeux une liste indiquant, pour quelques grandes Compagnies, le pourcentage du tonnage réquisitionné par rapport au tonnage total. La vérité des critiques dont nous venons de parler ressort de la comparaison des données de cette liste. Une Compagnie n'a que 19 pour 100 de sa flotte atteinte, cinq autres de 30 à 33 pour 100 ; pour les quatre dernières, la proportion du tonnage mis au service de l'État est respectivement de 44, 49, 56 et 57 pour 100.

Je ne parle pas des petites Compagnies, qui ont eu jusqu'à 100 pour 100 du tonnage réquisitionné, tandis que des sociétés rivales étaient indemnes. Il est donc exact que la réquisition a diversement atteint les armateurs, bien que, depuis quelque temps, de grands progrès aient été réalisés à ce point de vue. Il est difficile d'arriver à une solution inattaquable. On est obligé, dans l'exercice du droit de réquisition, de tenir compte de la convenance des navires, de leur présence sur les lieux où ils sont utiles, etc. Le ministre de la Marine avait même proposé au syndicat des armateurs de France de se charger d'exécuter ses ordres en désignant les navires; mais le syndicat, qui craignait de soulever au sein du comité des discussions funestes, a dû repousser cette proposition. La Rue Royale s'efforce donc dans la mesure du possible d'égaliser les charges entre les uns et les autres; elle n'y parvient pas toujours.

Les armateurs ont aussi fait ressortir que l'utilisation des

navires réquisitionnés était mauvaise. Au moment où le fret est si recherché, ils ont cité des exemples de navires demeurés improductifs pendant de longs jours, au mouillage de Malte ou de Bizerte. Il est certain que, dans l'armée navale, le rendement des transports auxiliaires, pâtissant de l'incertitude qui régnait au sujet du déplacement de nos escadres, n'a pas toujours été parfait. Il serait également désirable, dans l'intérêt généra du pays, que nos navires charbonniers rentrant à vide sur Cardiff, fussent autorisés à charger en cours de route pour les ports de l'Océan. Ils pourraient aussi décongestionner l'Algérie dont les exportateurs ne parviennent pas facilement à écouler leurs marchandises.

Quoi qu'il en soit, nous savons que 58 pour 100 de notre flotte marchande est ou a été employée pour le compte de la marine nationale et que 50 pour 100 environ est actuellement à son service. Comment l'administration de cette flotte considérable a-t-elle été comprise ?

Les navires réquisitionnés subissent trois régimes distincts. Les uns sont *militarisés*, tout en conservant leur autonomie. De ce fait, il n'y a aucune différence à faire entre eux et un navire de guerre, quel qu'il soit. Ils appliquent les lois et règlemens concernant le service à bord; leurs hommes sont habillés, payés, nourris dans la même forme que les marins de l'État. Leurs états-majors ont une assimilation identique avec leurs camarades des cuirassés. La *Provence-II*, notamment, se trouvait dans ce cas.

D'autres navires réquisitionnés sont *militarisés, mais ne conservent pas leur autonomie*. Ils sont administrativement rattachés à un groupement naval déjà existant : direction des mouvemens du port, défense fixe, etc. Le fait de ne pas former une unité indépendante ne modifie pas le statut de leur personnel, qui est placé sur le même pied que les autres équipages militarisés.

Tous les bâtiments militarisés hissent la flamme en tête de mât ; les navires réquisitionnés *non militarisés*, au contraire, n'ont pas le droit d'arborer ce signe distinctif. Ces derniers conservent leur personnel et leur commandement commercial et obéissent aux règles administratives auxquelles ils étaient soumis avant la réquisition, leurs matelots ne portent pas le col bleu. La gestion de ces navires est assurée de deux façons,

soit par l'armateur pour le compte de l'État, soit par la Marine elle-même.

Dans le premier cas, l'armateur continue à recruter ses marins, à les payer, à les nourrir, à entretenir le bâtiment, à le fournir de matières consommables et à le réparer. Chaque mois, le propriétaire fournit les mémoires de ses dépenses, qui lui sont remboursées par la Marine.

Quand celle-ci se charge elle-même de la gérance des bâtimens réquisitionnés, les capitaines deviennent les mandataires de l'État et procèdent en son nom à toutes les opérations voulues, sous réserve d'en rendre compte. Cette gérance a été réglée par une circulaire récente du 1er décembre 1915. Le capitaine tient un carnet, sur lequel le représentant de la Marine inscrit à chaque escale le montant des avances faites; à la relâche suivante, le capitaine doit justifier de l'emploi de cette somme à l'aide de factures de fournisseurs, d'états de payement du personnel, etc. Les directions de travaux doivent procéder à toutes les réparations jugées nécessaires sur les navires. Des recommandations précises ont été adressées à ces directions pour que les appareils évaporatoires soient l'objet de visites régulières, pour que les coques passent au bassin en temps voulu. Bref, la Marine a pris toutes ses précautions, afin que les navires confiés à sa charge soient aussi bien entretenus que possible.

II

Quelle est l'utilisation actuelle de cette flotte réquisitionnée? A quels besoins répond-elle? Nous allons essayer de l'indiquer avec toute la discrétion qu'un pareil sujet comporte. Pour plus de clarté, et sans tenir compte de l'ordre chronologique dans lequel les bâtimens ont été saisis par l'État, nous reprendrons la division de la flotte en trois parties : bâtimens militarisés autonomes, bâtimens militarisés rattachés à des groupemens spéciaux, bâtimens non militarisés.

Dans la première catégorie, nous trouvons les plus beaux échantillons de la flotte réquisitionnée. Ce sont les croiseurs auxiliaires : la *Lorraine*, construite en 1899, filant 21n,9, de 11 372 tonnes de jauge brute (1); la *Provence*, que nous venons

(1) Nous adopterons pour tous les navires réquisitionnés le tonnage de jauge

de perdre, lancée en 1906, filant 22n,2, de 13 753 de tonnage brut; la *Savoie*, datant de 1911, donnant 22n,2, de 11 167 tonnes. La marine avait également réquisitionné la *Touraine*, mais ce navire a été rendu fin août 1914 à la Compagnie transatlantique et replacé sur la ligne de New-York. Au début de la guerre, ces croiseurs à grande vitesse et à grand rayon d'action ont été rattachés à la deuxième escadre légère, dans la mer du Nord, sous les ordres de l'amiral Rouyer, et ils ont contribué puissamment au blocus de l'Allemagne. Il suffit de consulter la liste de la flotte pour se convaincre que nous manquions de navires similaires. Nous ne possédions, en effet, dans l'Océan, que les sept croiseurs cuirassés type *Condé*, dont la vitesse ne dépassait pas 20 nœuds, et les quatre *Kléber*, qui donnaient à peine 17 nœuds. La réunion à notre escadre légère des trois grandes unités rapides de la Compagnie transatlantique constituait donc un appoint très appréciable. Plus tard, les navires en question furent rattachés à l'escadre des Dardanelles, où ils n'ont cessé de rendre des services de la plus haute importance, soit comme éclaireurs, soit comme navires de bombardement, soit comme transports rapides. C'est en portant des troupes à toute vitesse vers Salonique que la *Provence-II* a trouvé une fin glorieuse.

A côté de ces grands « Leviathan, » citons les croiseurs auxiliaires de 1 400 à 1 700 tonnes, *Corte-II*, *Golo* et *Liamone* de la Cie Fraissinet qui étaient précédemment affectés à la ligne de Corse et qui, filant 17 et 18 nœuds, ont été précieux à plusieurs titres au commandant en chef. L'un d'eux a soutenu un combat contre des sous-marins et des hydravions autrichiens. Les uns et les autres ont contribué au ravitaillement du Montenegro. La marine a également classé comme croiseurs auxiliaires le *Burdigala*, de 20n,5 et 12 009 tonnes, le *Lutetia*, de 20n,5 et 14 581 tonnes, la *Gascogne*, de 18 nœuds et 7 100 tonnes et le *Sant'Anna*, de la Cie Fabre, de 9 000 tonneaux donnant 16n,8.

N'oublions pas, avant de terminer le chapitre des croiseurs auxiliaires, l'*Indien* qui a été coulé par événement de guerre avec 13 hommes d'équipage.

brute qui figure à l'annuaire du Comité des armateurs de France. Ce tonnage est sensiblement inférieur au *déplacement* du navire, c'est-à-dire, à son poids réel, seul procédé de calcul du tonnage des bâtimens de guerre.

Nous avons également incorporé dans nos forces navales des *éclaireurs auxiliaires*, qui ont été choisis parmi les petits bâtimens rapides et de préférence parmi les yachts. Exemple : l'*Atmah*, au baron E. de Rothschild ; l'*Éros*, au baron H. de Rothschild, la *Poupée*, à M. Viennet. Le *Rouen*, qui appartenait aux chemins de fer de l'État, fait enfin avec ses 24 nœuds un excellent service d'éclaireur.

Des navires de gros tonnage figurent eu outre dans cette catégorie, ce sont les *navires-hôpitaux*. A part quelques vieux transports militaires mal aménagés comme le *Vinh-Long*, le *Bien-Hoà* et le *Dugay-Trouin*, qui avaient fait autrefois les voyages de Chine et dataient de 1880, et de 1878, nous n'avions aucun navire pouvant être converti en transport-hôpital. Dès les premiers jours de la guerre, la Marine réquisitionna le *Canada* de la Cie Cyprien Fabre. Ce paquebot de 9 684 tonnes, affecté au service des émigrans, était particulièrement apte à recevoir les blessés et les malades, grâce à la transformation de ses vastes batteries en salles d'hôpital. Il fallut quelques jours à peine pour dégager les entreponts, approprier les salons et les fumoirs somptueux en salles d'opération claires et aseptiques et pour placer sur le spardeck des projecteurs destinés à la recherche nocturne des naufragés. Au *Canada*, on adjoignit dans la suite la *Bretagne*, de 6 755 tonneaux, le *Ceylan*, de 8 213 tonneaux, le *Tchad*, de 4 317 tonneaux, le *Divona*, de 6 484 tonneaux, le *Saint-François-d'Assise*, de 407 tonneaux, le *Sphinx*, de 11 374, et enfin la *France-IV*, le superbe courrier d'Amérique dont le tonnage est de 23 666 tonneaux et la vitesse de 24n,5. Tous ces navires ont servi à l'évacuation de nos blessés, notamment pendant les opérations de la presqu'île de Gallipoli. On sait que, par suite de la convention de Genève, ils sont protégés contre toute attaque ennemie après notification de leur affectation. Leur qualité ressort de la couleur de leur coque blanche, rayée d'une large bande verte, qui doit être éclairée pendant la nuit. Jusqu'ici, les sous-marins austro-allemands ont respecté ces navires-hôpitaux, à condition que ceux-ci ne se livrent à aucune démonstration pour signaler l'approche des sous-marins. Malheureusement, si les sous-marins peuvent distinguer leur adversaire, les mines sont aveugles ; il se peut que l'une d'entre elles fasse un jour sombrer un navire-hôpital dans les mêmes conditions que la *Pro-*

rence. Il faut espérer toutefois que cette éventualité ne se réalisera pas. D'après la convention de Genève, les transports-hôpitaux sont tenus de prêter secours et assistance à tous les belligérans sans distinction. Les sous-marins allemands pourraient donc arrêter nos transports et les requérir d'embarquer leurs malades et leurs blessés.

En dehors de ces croiseurs, éclaireurs, transports-hôpitaux, quelques navires ont été également militarisés sous le nom de transports-auxiliaires d'escadre. Toutefois, ces unités sont presque toutes armées commercialement.

III

La seconde catégorie est celle des bâtimens militaires rattachés à un centre naval. Elle comprend une série de petits navires qui, en raison de leur faible tonnage, n'ont pu être constitués en formations administratives autonomes. Ils se rattachent aux trois unités suivantes : les *directions des mouvemens du port*, les *fronts de mer* et les *flottilles de patrouilleurs*.

Dès le temps de paix, on jugeait que les directions des mouvemens du port, chargées du remorquage, de l'accostage des escadres et de leur ravitaillement sur rade, ne possédaient pas un matériel flottant assez important pour la période des hostilités. On avait donc prévu, dans les journaux de mobilisation, la réquisition d'un nombre assez élevé de *remorqueurs auxiliaires* qui furent pris dans nos principaux ports de commerce avec leur matériel d'acconage (chalands, citernes, pontons-grues, etc.). Ces remorqueurs, au nombre d'une vingtaine, ont été répartis dans nos différens arsenaux. Le commerce maritime a beaucoup souffert de ces prélèvemens à un moment où le trafic aurait, au contraire, appelé un développement de cet outillage.

En outre, les expéditions d'Orient ont conduit la Marine à constituer, sur différens points, à Moudros, à Salonique, à Mytilène, des directions du port nouvelles destinées à présider aux relations entre les transports auxiliaires et les armées d'occupation. Le service de ces bases navales exigeait l'emploi d'une flottille importante de vapeurs qui ont été groupés en division sous l'autorité de l'amiral de Bon. Cette « division des bases, » célèbre dans l'histoire de notre corps expéditionnaire, a été pourvue de moyens d'action puissans. Grâce à eux, nos armées

ont été ravitaillées régulièrement et ont pu, en temps opportun, se *décrocher* de la presqu'île de Gallipoli avec une promptitude et une sûreté merveilleuses. Une douzaine de petits cargos, (exemple : *Amiral-l'Hermite*, *Angele-Achaque*, *Édouard-Corbière*, *Gaulois*, *Glaneuse*, etc.), dont le tonnage atteint généralement 500 tonnes, ont été rattachés au rôle *Goliath-Shamrock*, qui leur sert de mère Gigogne. Un nombre à peu près égal de remorqueurs font partie de ce groupement, leur force en chevaux variant de 150 H. P. à 500 H. P.

Si les directions des mouvemens du port commandaient simplement un développement de ressources préexistantes, les *fronts de mer*, en revanche, sont des créations entièrement nouvelles dues à l'état de guerre. Les *fronts de mer*, qui ont été placés, dans nos principaux ports de guerre ou de commerce (Dunkerque, Calais, Boulogne, Dieppe, le Havre, Saint-Nazaire, Marseille), sous la direction d'un capitaine de vaisseau, sont chargés de la police de la navigation, de la reconnaissance des navires, de l'entretien des chenaux de sécurité et du dragage des abords des bassins et des rades.

Les fronts de mer ont à leur disposition des *arraisonneurs*, qui doivent se porter au-devant de tous les bâtimens qui se présentent dans nos eaux territoriales. Ces petits navires procèdent à la formalité de l'arraisonnement, c'est-à-dire à l'examen des papiers de bord. Ce n'est que lorsque cette visite est reconnue satisfaisante que les nouveaux venus sont admis à pénétrer dans nos ports. Les arraisonneurs leur communiquent les consignes générales et se chargent de les leur faire observer. Ce service de l'arraisonnement est extrêmement pénible; il exige que l'on monte une garde vigilante, par tous les temps, de jour et de nuit, et comme le nombre des bâtimens affectés à cette mission est peu élevé, les arraisonneurs sont généralement obligés de passer trois jours sur quatre à la mer. Ce sont des navires de commerce, réquisitionnés avec leurs équipages, qui accomplissent cette rude corvée; soit dans les ports, soit à l'entrée des fleuves, par exemple en Gironde ou à la barre de l'Adour. Une vingtaine de remorqueurs, de chalutiers ou de petits vapeurs sont chargés de l'arraisonnement, de la police de la navigation et de la police des rades. Un certain nombre de *dragueurs*, ou plus exactement d'*arraisonneurs-dragueurs*, leur sont adjoints; grâce aux appareils de dragage dont ils sont fournis,

ils procèdent constamment au nettoyage des voies d'accès de nos ouvrages. Leur tâche est singulièrement lourde depuis que nos ennemis viennent, à l'aide de sous-marins mouilleurs de mines, poser leurs engins à l'aplomb de nos jetées. Dans la Manche, notamment, nos dragueurs sont continuellement occupés à racler des champs de mines et grâce à leur vigilance on a pu jusqu'ici éviter bien des sinistres. Une raison que l'on comprendra m'oblige à ne point révéler le nombre exact de nos dragueurs.

Un motif analogue me contraint à beaucoup de discrétion touchant les chalutiers affectés aux flottilles de patrouilles. A l'encontre des fronts de mer qui étaient des organes de mobilisation prévus, les *escadrilles de patrouilleurs* constituent une innovation. Au moment où les sous-marins allemands engagèrent, autour des Iles Britanniques, leur campagne destinée à entraver le commerce de nos Alliés, ceux-ci cherchèrent par tous les moyens à se débarrasser de ces hôtes encombrans. On reconnut que le procédé le plus efficace à leur opposer consistait à répandre dans les zones menacées une nuée de navires à faible tirant d'eau, munis de pièces d'artillerie légère, et qui resteraient constamment à l'affût des submersibles. Les chalutiers à vapeur, que les Anglais possédaient en abondance, convenaient admirablement à ce dessein. Les chalutiers ne se contentent pas de détruire les coques de sous-marins, qu'ils surprennent à la surface, ils gênent surtout les évolutions de ces navires et les empêchent de semer les ruines sur leur route. Dès qu'un pirate est signalé, les patrouilleurs se portent à sa rencontre et engagent le duel d'artillerie. Combien de cette façon ont-ils sauvé de navires marchands? En obligeant, enfin, leurs adversaires à rester en plongée constante, les escadrilles fatiguent et énervent les équipages sous-marins, dont les raids deviennent de plus en plus pénibles.

Suivant l'exemple de la Grande-Bretagne, nous avons organisé sur nos côtes des flottilles de chalutiers. Limitée d'abord à la Manche et à la mer du Nord, leur action s'est étendue successivement dans l'Océan, en Méditerranée occidentale, en Adriatique et dans le Levant au fur à mesure que les sous-marins allemands se déplaçaient. J'ai dit qu'il m'était impossible de donner la composition de ces escadrilles pour ne point laisser passer une indiscrétion dont nos ennemis pourraient profiter; il m'est cependant loisible de faire connaître les ressources que

l'industrie de la pêche offrait à la Marine, d'après les indications de l'annuaire du Syndicat des armateurs de France, annuaire qui est connu des Allemands.

Il existe plusieurs variétés de chalutiers à vapeur. Ceux qui naviguent à la grande pêche sur les bancs de Terre-Neuve ou d'Islande sont les plus puissans. Leur tonnage dépasse souvent 500 tonneaux de jauge brute ; leur puissance atteint 800 chevaux donnant de 10 à 12 nœuds, leur tirant d'eau varie de 4^{m},50 à 5 mètres. Le *Nord Caper*, qui appartient à cette série, a les caractéristiques suivantes : 417 tonnes, 650 chevaux, sa vitesse est de 11 nœuds. Le type de chalutier le plus commun est le pêcheur côtier avec 225 tonneaux de jauge et une puissance de 360 à 400 chevaux pouvant donner 9 nœuds. Tels sont par exemple les navires de la Société des Pêcheries d'Arcachon. Enfin, à côté des chalutiers proprement dits, on rencontre les *cordiers*, qui peuvent être beaucoup moins robustes, puisqu'ils se bornent à tendre les lignes et ne relèvent pas de filets. Les cordiers ne jaugent guère plus de 100 à 150 tonnes.

Le port le plus important de chalutage à vapeur est sans contredit celui de Boulogne-sur-Mer, qui possédait en 1913 une flotte de 135 vapeurs : puis vient Arcachon avec 38 unités; La Rochelle avec 29; Dieppe avec 24; Lorient avec 19; Calais avec 11 ; Alger avec 8 chalutiers, etc. Au moment de la déclaration de guerre, leur total devait dépasser 200 unités environ. Ce genre de pêche était loin d'avoir atteint le développement qu'il aurait dû prendre. Dans certains quartiers, les inscrits s'étaient formellement opposés à l'installation des pêcheries à vapeur, redoutant que celles-ci ne vinssent à tarir la source de revenus des pêcheurs à voile. Les pouvoirs publics, ne se doutant pas que les chalutiers à vapeur seraient si précieusement employés pendant la guerre, n'avaient pas su vaincre ces résistances locales. C'est pourquoi nous avons, somme toute, rencontré si peu de navires de pêche à vapeur, lorsqu'il s'est agi de les réquisitionner.

La transformation d'un chalutier en patrouilleur est la chose la plus simple du monde. Le navire débarque ses filets et conserve son équipage industriel, auquel il est adjoint des matelots fusiliers ou canonniers et un opérateur de T. S. F. quand c'est nécessaire. Un commandant, choisi parmi les enseignes de vaisseau, les premiers maîtres de la flotte, ou les

lieutenans au long cours, est désigné. On installe sur le pont une ou plusieurs pièces d'artillerie légère, 47 millimètres ou 100 millimètres selon le tonnage. On embarque à bord un appareil de dragage, et le chalutier rallie le centre de la flottille dont il dépend. Il reçoit aussitôt les instructions de son chef de division et peut commencer sa patrouille qui s'effectue dans des zones bien déterminées. Il s'agit de monter une garde sévère : les canonniers de veille demeurent la crosse de leur pièce à l'épaule, prêts à faire feu sur le moindre périscope, ou la moindre carène qui surgirait à la surface des flots. Les qualités de promptitude de tir sont, en effet, essentielles dans ce genre de chasse, ainsi que dans le guet de la macreuse, où il faut saisir l'instant propice pour lâcher le coup de fusil sur le gibier en perpétuel mouvement d'immersion.

Les chalutiers ont-ils détruit beaucoup de sous-marins? C'est là un secret qu'il est assez difficile de divulguer. Les communiqués officiels nous ont appris à diverses reprises que des patrouilleurs avaient pu canonner à courte distance des sous-marins allemands. Une tache d'huile répandue sur les vagues avait laissé supposer que l'adversaire avait été blessé à mort. Il est très probable, quoiqu'on n'ait pu avoir à cet égard aucune précision, que plusieurs submersibles ont été ou détruits ou avariés par nos chalutiers. Mais ceux-ci ont surtout été utiles en pourchassant leurs ennemis et en les empêchant de faire leurs mauvais coups. En fait, pendant quelques mois nous avons bénéficié d'une accalmie dans la campagne sous-marine qu'il faut en grande partie attribuer à l'action des patrouilleurs.

Ceux-ci, ainsi que nous l'avons dit, sont réunis en flottilles; ils sont administrés dans la forme admise pour les torpilleurs. Un bâtiment central commandé par un officier supérieur, assisté d'un conseil d'administration comprenant un commissaire de la marine, est chargé de pourvoir le chalutier de tout ce dont il a besoin : solde, vivres, matériel, charbon, etc., et de faire procéder à son entretien et à sa réparation. Les flottilles sont elles-mêmes divisées en escadrilles et en sections, dernier groupement tactique de la flottille. Il y a une flottille de la Manche et de la mer du Nord, une flottille de l'Océan, une flottille de l'Armée navale, répartie elle-même en de nombreuses escadrilles : Adriatique, Levant, Algérie, etc. ; on comprendra que je n'insiste pas davantage.

Nos chalutiers ont déjà payé de leur personne au cours de leurs croisières audacieuses ; nous avons en effet perdu successivement le *Marie*, le *Saint-Pierre I*, coulé le 22 septembre 1915, le *Saint-André III*, coulé le 29 septembre 1915, l'*Alose*, coulé le 5 octobre 1915, le *Jesu-Maria* dont on est sans nouvelles depuis le 9 novembre 1915, l'*Étienne*, et l'*Au-Revoir*, qu'on a réussi à échouer. Ces pertes ont entraîné la mort de plus de cinquante marins. Le métier de patrouilleur n'est donc pas exempt de dangers et ces dangers augmentent tous les jours du fait de la nouvelle méthode de guerre de mines adoptée par nos ennemis. Les chalutiers ne servent pas seulement à la patrouille, mais encore au dragage; alors que les arraisonneurs-dragueurs opèrent à l'entrée des ports, les chalutiers poursuivent ces opérations au large. Le dragage s'effectue, dans la marine française, à l'aide d'un dispositif ingénieux, inventé par l'amiral Ronarc'h. Les mines dormantes étant maintenues entre deux eaux par un orin en fil d'acier auquel est assujetti un crapaud fixé au fond de l'eau, l'appareil Ronarc'h a pour but de couper à l'aide de cisailles l'orin d'acier : la mine monte alors à la surface et on la fait exploser ou on la coule à coups de fusil pour la rendre inoffensive. Ce métier de releveur de mines est évidemment plein d'aléas : bien des navires comme le *Au-Revoir*, périssent en voulant purger les mers de ces terribles engins automatiques.

L'amiral Ronarc'h, après avoir commandé la brigade de fusiliers-marins avec l'énergie que l'on sait, vient justement d'être placé par l'amiral Lacaze à la tête des services de recherches et de défense contre les sous-marins. Le vice-amiral Ronarc'h est connu comme un des officiers les plus compétens en matière de dragage et d'emploi tactique des flottilles, toute sa carrière s'étant consacrée au commandement de ces petites unités. On peut être assuré que sous ses ordres la question de la chasse aux sous-marins recevra une impulsion vigoureuse. La dissolution de la Brigade a permis de donner, à l'amiral Ronarc'h, des effectifs dignes du résultat à atteindre.

IV

Arrivons maintenant à la catégorie des bâtimens réquisitionnés non militarisés. En principe, la Marine n'a militarisé

les navires de commerce que lorsqu'elle y a été contrainte en raison de la nature de la mission remplie par ces navires; autrement, elle s'est efforcée de leur conserver leur statut commercial. C'est donc dans cette dernière catégorie que nous rencontrerons, sinon le plus grand nombre de bâtimens, du moins le tonnage le plus important.

Sans vouloir donner des chiffres précis, on peut dire qu'à l'heure actuelle, il existe une centaine de navires réquisitionnés dans ces conditions. Un certain nombre de ces unités l'ont été pour le compte de la Marine, mais la plupart sont mobilisés pour les besoins du département de la Guerre. Dans un cas comme dans l'autre, d'ailleurs, la Rue Royale est chargée de centraliser les réquisitions. Les navires, dont il va être question, sont presque exclusivement des paquebots mixtes ou des cargo-boats. Passons-les en revue.

D'abord, les *charbonniers*, qui font un va-et-vient constant entre le pays de Galles et nos escadres auxquelles ils apportent la provende de houille nécessaire. En raison de l'intensité des transports, les consommations de combustible ont augmenté dans de fortes proportions et les bases de ravitaillement se montrent insatiables. Nous possédons une cinquantaine de ces navires charbonniers, y compris les affrétés.

Les *pétroliers*, dont les citernes se vident dans les cales de nos sous-marins ou de nos contre-torpilleurs mazoutiers. Exemple : la *Radioléine* de 4 029 tonneaux.

Les *transports auxiliaires* d'escadre qui transportent les vivres et le matériel demandés par nos divisions sur les lieux de consommation. Exemple : l'*Ariadne*, la *Havraise* de 4 046 tonneaux.

Les *ravitailleurs* faisant un service régulier entre la métropole et nos bases de ravitaillement. Dans cette classe, figurent un assez grand nombre de bateaux provenant du service des prises et des paquebots, comme le *Melbourne* des Messageries maritimes, de 3 998 tonneaux, comme le *Colbert*, de 5 394 tonneaux, etc.

Les *transports de troupes*, choisis parmi les steamers les plus confortables et les plus rapides. Exemple : le *Memphis*, de 2 382 tonnes, qui vient d'être coulé en évacuant l'armée serbe, la *France* des Transports maritimes, de 4 025 tonneaux, l'*Italie* de Fraissinet, de 3 966 tonneaux, le *Natal* des Messageries mari-

times, de 4 002 tonneaux, etc., etc. La qualification des navires indique suffisamment quel genre de navigation ils effectuent. Quand on réfléchit qu'ils ont transporté le corps expéditionnaire des Dardanelles et celui de Salonique, qu'ils ont évacué l'armée serbe, on doit reconnaître qu'ils n'ont pas perdu leur temps. Une quinzaine de vapeurs ont été affectés à ces transports.

Je ne puis chiffrer le nombre des soldats qui ont été ainsi transportés : en Égypte, à Gallipoli ou à Salonique. Mais avec les mouvemens de va-et-vient qui ont été rendus nécessaires pour l'exécution de nos projets de débarquemens, ce chiffre se compte par centaines de mille. Le sauvetage de l'armée serbe, que nous avons réalisé avec l'aide de nos alliés italiens et anglais, fait le plus grand honneur à notre flotte de guerre et à notre flotte marchande. Nous n'en retirerons pas seulement un avantage matériel, en récupérant 140 000 guerriers, désireux de venger leur patrie, mais encore un bénéfice moral.

Les *transports de munitions*, spécialement gréés pour recevoir ce chargement délicat.

Les *transports auxiliaires*, chargés d'expédier les matières de ravitaillement nécessaires à nos armées d'occupation : vivres, bois, habillement, articles d'équipement et de casernement, etc., dont il existe une dizaine d'unités.

On peut se rendre compte, par le nombre des navires et la variété des services qu'ils remplissent, de l'importance de leurs attributions. En fixant à 4 000 tonnes de jauge brute la moyenne de leur tonnage, celui-ci atteindrait environ 400 000 tonnes pour cette catégorie de bâtimens non militarisés. Plusieurs d'entre eux ont déjà péri au cours de leurs voyages. Je citais tout à l'heure le *Memphis ;* il faudrait ajouter l'*Amiral-Hamelin*, coulé le 7 octobre 1915 ; le *Calvados*, coulé le 4 novembre ; la *France-III*, coulée le 9 novembre ; le *Djurjura*, coulé le 14 décembre 1915.

Aucun de ces bâtimens n'était armé. C'est avec intention que le ministre de la Marine ne les avait pas militarisés, et ils étaient dépourvus, malgré leurs fonctions, de toute espèce de moyen de défense. Ils devaient donc être considérés, au point de vue international, comme de simples navires marchands soumis au droit de visite de l'ennemi. En admettant que celui-ci, après s'être assuré de la destination militaire de la cargaison, coulât le navire, il devait au moins permettre à

l'équipage de se sauver. Nous avions fait preuve, vis-à-vis de nos adversaires, d'une confiance dont ils auraient dû nous savoir gré, sinon par esprit de générosité, du moins parce qu'elle cadrait avec leurs propres intérêts. Comme les sous-marins étaient assurés de ne rencontrer aucune résistance de la part de ces navires, ils n'avaient aucune précaution à prendre pour les détruire. Ils pouvaient donc les attaquer en surface, ce qui représentait pour eux d'énormes avantages. En plongée, un sous-marin marche moins vite que le bâtiment à attaquer, fût-il cargo-boat; il faut qu'il se place à l'affût pour lancer sa torpille, et, dès que le périscope est aperçu, le navire menacé peut manœuvrer pour éviter de tomber sous la trajectoire. Enfin, une attaque en immersion nécessite la consommation d'une ou plusieurs torpilles, et l'approvisionnement de ces appareils compliqués, — dont la construction exige plusieurs semaines, — n'est pas illimité comme celui des munitions des pièces de 88 millimètres qu'emploient les submersibles allemands. Bref, c'est un axiome que, réduite à l'attaque en plongée, la campagne ennemie contre la flotte de commerce perd beaucoup de son efficacité.

Les Allemands ont profité longtemps d'une situation due à notre excessive longanimité. Ils ont détruit le *Calvados* (1) et l'*Amiral-Hamelin* dans des conditions particulièrement atroces. Pour ce dernier transport, ils ont poussé l'impudence jusqu'à prétendre que celui-ci avait ouvert le feu le premier sur son agresseur. Les déprédations commises par les pirates teutons dans notre flotte réquisitionnée furent telles que l'on fut bien forcé, tout en leur conservant leur caractère commercial, de prendre des mesures de sauvegarde. Nos transports auxiliaires furent ainsi compris dans la décision générale d'après laquelle nos navires marchands durent être armés, décision dont il me reste à parler. Je ne comprends pas encore pourquoi nos ennemis ont provoqué ce changement dans un état de choses dont ils tiraient tous les bénéfices, pour le seul plaisir d'assassiner des marins du commerce.

(1) Les marins allemands ont insulté les naufragés de ce transport coulé devant Mostaganem.

V

Nous avons vu quelle importante fraction de la flotte marchande coopère activement aux opérations militaires. Celle qui reste à ses armateurs rend, ainsi que nous l'avons dit, des services indirects à la Défense nationale. En outre, étant donnée la tournure prise par la guerre sous-marine, presque tout navire qui navigue est actuellement devenu un centre, sinon d'offensive, du moins de défensive navale. Après avoir résisté longtemps aux suggestions des capitaines qui lui demandaient d'armer leurs navires, le ministre de la Marine, poussé à bout par les crimes des submersibles allemands, s'est enfin vu contraint de munir les vapeurs voyageant dans les zones fréquentées par les flottilles ennemies, d'un armement de défense. Les Anglais avaient commencé longtemps avant nous ; mais notre état-major avait estimé que cet armement présentait « plus d'inconvéniens que d'avantages. » A la suite des torpillages opérés en Méditerranée sans avertissement (1), la Marine dut revenir sur ses premières idées. Des canons légers ont été placés sur le gaillard et sur la poupe de nos paisibles cargo-boats, et on a embarqué à bord un noyau d'artilleurs qui ne doivent intervenir que pour riposter à une agression. Les vapeurs qui ne possédaient pas de T. S. F. ont autant que possible été pourvus d'un appareil d'émission, notamment ceux qui transportent des passagers.

Les maîtres du droit international enseignaient avant la guerre que, s'il était fait emploi de la torpille contre un paquebot, cet attentat « provoquerait immédiatement une ligue de neutres. » Nous berçant sans doute de cette illusion, nous n'avions rien préparé dans le sens de l'armement de nos navires de commerce; il a donc fallu improviser cet armement, ce qui ne va pas sans de sérieuses difficultés. Les calibres qui conviendraient le mieux à la résistance seraient les pièces de 100 millimètres. Or, nous en possédions peu dans nos arsenaux, et il ne faut guère songer à en forger de nouvelles, les besoins de l'armée de terre passant avant ceux de notre marine marchande.

Quoi qu'il en soit, ce qui a été fait suffit à rendre nos vapeurs

(1) Ex. : l'*Aude*, la *Ville-de-Mostaganem*, le *Sidi-Ferruch*, etc.

redoutables aux sous-marins austro-allemands. Par les renseignemens qu'ils nous donnent, grâce à leur T. S. F., sur les mouvemens de l'ennemi, par l'action d'artillerie qu'ils sont à même d'engager, les paquebots participent à la lutte implacable que nous avons déclarée aux flottilles impériales.

Ce sont nos adversaires qui seront responsables devant l'histoire d'avoir ainsi ramené la guerre sur mer aux dernières limites de la barbarie humaine. C'est vraiment une chose déconcertante de penser qu'après plus de deux siècles de spécialisation à outrance, navires de commerce et navires de guerre se confondent, aux yeux de l'ennemi, en un même objectif de destruction. Toutes les conquêtes du droit, tous les efforts d'une diplomatie désireuse d'atténuer les conséquences du drame qui déchire les nations, se trouvent anéantis d'un seul coup.

Il me reste à dire quelques mots de certains services accessoires que la marine marchande rend à la Défense nationale. Elle a permis tout d'abord au début de la guerre de mener à bien la mobilisation du 19e corps. Celui-ci a pu être transporté sur le front de Belgique avec une rapidité qui a surpris tout le monde. Dans un rapport du 26 mars 1915 sur les réquisitions (1), M. Bouisson, député des Bouches-du-Rhône, indique que pendant le seul mois d'août la Compagnie Transatlantique a effectué 78 voyages de mobilisation transportant 48 762 passagers de la guerre vers la France et 16 187 vers l'Algérie-Tunisie; soit un total de 65 000 passagers. Du 1er août au 31 décembre 1914, la Compagnie générale Transatlantique a transporté plus de 100 000 passagers militaires sur les seules lignes de la Méditerranée. Sur ce même réseau, elle a assuré le transport de 7 750 chevaux, 400 voitures et camions automobiles, 37 655 tonnes de céréales, 16 390 tonnes de matériel divers. Nos Compagnies de navigation ont réalisé un effort analogue entre la métropole et les colonies, avec lesquelles nous continuons à entretenir par mer des relations difficiles, mais constantes.

On attachait jadis avec juste raison une grande importance au fait que la marine marchande était la pépinière des matelots. J'ai montré que cette question avait perdu beaucoup de son intérêt (2). Cependant, on peut toujours considérer que la flotte de commerce est indispensable pour procurer à nos escadres

(1) Ce rapport a été rendu public.

(2) Voyez la *Revue* du 1er février 1916.

toute une catégorie de marins professionnels (gabiers, timoniers, chauffeurs), que la marine nationale est impuissante à former elle-même.

Le plus humble navire de pêche prête enfin son concours à la cause générale en fournissant des renseignemens aux autorités compétentes sur la position des champs de mines et en procédant, parfois involontairement, au repêchage des mines dérivantes. C'est ainsi que deux dundees se sont déjà perdus corps et biens au large de l'île d'Oléron, en relevant une mine dans leurs filets. J'apprends enfin, en rédigeant ces lignes, qu'un troisième dundee, la *Marie*, des Sables-d'Olonne, vient de sombrer avec son équipage pour avoir lui aussi dragué une mine dans son chalut. Le ministre de la Marine, désireux de reconnaître et d'encourager ces modestes artisans de l'œuvre de défense nationafe, vient, dans une circulaire récente, de promettre des primes, dont le taux peut atteindre des chiffres élevés, à tous les équipages qui apporteraient des indications intéressantes concernant la position des champs de mines, ou la présence des sous-marins.

J'ai passé en revue les services de toute nature que la marine marchande avait rendus à la France pour « soutenir la guerre. » Pendant que les armateurs ont donné au pays, dans un dessein purement militaire, la fraction la plus précieuse de leur flotte, celle qui reste à leur disposition continue, en dépit de tous les périls, l'exploitation intensive de la mer. Même dans ce rôle commercial, nos steamers, las de recevoir les coups sans les rendre, apportent à notre marine de guerre des élémens de résistance sérieux dans sa lutte contre les sous-marins ennemis.

Voilà vraisemblablement la raison pour laquelle nous avons eu peu de sinistres à enregistrer dans la période qui a suivi l'adoption de ces mesures énergiques d'armement de nos navires de commerce. J'ai appris avec une réelle satisfaction qu'à plusieurs reprises des paquebots avaient bravement ouvert le feu contre les sous-marins, échappant ainsi à leurs coups. Exemple : le *Karnak* et le *Tafna* qui, dans le courant de janvier, se sont mesurés avec un submersible allemand. On prétend même que le *La Plata* aurait réussi à couler son agresseur. Depuis qu'on les traite en pirates, depuis qu'ils savent que chaque navire marchand est résolu à se défendre jusqu'à la

mort, les flottilles ennemies s'exposent à payer cher leurs tristes victoires, qui leur ont procuré, d'après la déclaration de l'amiral Stileman, le chiffre effrayant de 2329 victimes civiles. On sait que les Allemands ont officiellement déclaré qu'à compter du 2 mars, ils couleraient tous les navires armés sans avertissement. En fait, l'exécution de cette menace ne change rien à leurs pratiques. Cependant, la diplomatie teutonne espérait ainsi nous faire renoncer à placer de l'artillerie sur nos navires de commerce. Le texte de la déclaration remise à M. Lansing, par le comte Bernstoff, l'indique clairement. Nos ennemis ne devront renoncer à détruire les navires marchands, sans assurer la sécurité des personnes qu'autant *que les navires n'essayeraient pas d'échapper ni d'opposer de la résistance*. Décidés à persévérer dans une méthode qui nous a réussi, nous ne nous sommes heureusement pas laissé prendre à ce piège grossier. Il faut s'attendre, toutefois, à une lutte implacable. Après les croisières pénibles qu'ils ont soutenues dans le dernier trimestre 1915, les sous-marins ennemis avaient besoin de se réparer, de compléter leur stock de combustible liquide et de torpilles. La reprise de leur campagne, qni vient d'être marquée par des pertes de navires importantes, coïncide avec l'exécution de ce programme et avec l'entrée en service de nouveaux navires. Notre marine marchande a déjà, par fait de guerre, perdu, avons-nous dit, un tonnage de 100 000 tonnes environ, ce qui représente 5 pour 100 du tonnage total des vapeurs existant à la déclaration de guerre. Elle doit s'apprêter à de nouveaux holocaustes; elle les supportera avec fierté sans interrompre sa mission sacrée et son œuvre féconde.

Nous avons consenti, en sa faveur, dans ces vingt ou trente dernières années, des sacrifices financiers très lourds sous forme de primes à la construction ou à la navigation; nous ne devons pas aujourd'hui regretter ces dépenses. Les événemens actuels nous démontrent que toute tonne flottante est un instrument de victoire entre des mains qui savent s'en servir. En fait, il n'existe plus, par suite de la déloyauté ennemie, de distinction entre la flotte de guerre et la flotte de commerce : l'une et l'autre courent les mêmes dangers, l'une et l'autre ont des droits égaux à notre sollicitude, car elles tendent vers un but commun.

René La Bruyère.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *La Première Bérénice*, comédie en un acte, en vers, de M. Adrien Bertrand. — *Andromaque*, pour les débuts de M. de Max. — Reprise de la *Figurante*, pièce en trois actes de M. François de Curel. — Mort de Mounet-Sully.

Voilà bien longtemps que je n'ai parlé de théâtre aux lecteurs de la *Revue :* c'est que les théâtres ne m'en ont pas fourni l'occasion. Les futurs historiens de la société française pendant la guerre auront à noter ce phénomène assez curieux. Aux premiers mois de 1915, alors que la vie générale était encore presque totalement suspendue, les théâtres ont montré une certaine activité ; ils se sont essayés à renaître : on a remis à la scène des pièces d'une inspiration très noble, auxquelles le temps de paix n'avait pas toujours été favorable ; on a organisé des séries de représentations classiques suivant un plan concerté d'avance, afin d'exalter l'idée française ; même on a monté des ouvrages nouveaux, parmi lesquels je ne compte pas les revues, attendu qu'elles ne peuvent pas être comptées et que leur vogue aurait fait concurrence à celle du cinéma, si le cinéma ne défiait toute concurrence. Cette année, alors que, la guerre se prolongeant et devenant, elle aussi, une habitude, les civils s'organisent une sorte d'existence pour « civils qui tiennent, » l'essai de mouvement théâtral a fait place à la stagnation absolue. La raison en est dans un scrupule qui fait le plus grand honneur au public. Le public est simpliste. On a beau plaider auprès de lui la cause du théâtre, par des argumens d'ailleurs excellens ; on lui répète en cent manières que le théâtre est pour beaucoup de gens qui en vivent un métier, un gagne-pain dont il convient de ne pas les priver, et qu'il nous sert à tous, en

fournissant à nos esprits la détente dont nous avons besoin pour ne pas nous énerver, et même qu'il peut être un enseignement, une école de patriotisme et de vertu... le public laisse dire et garde son opinion. Pour lui le théâtre est un lieu de divertissement ; il va au théâtre dans l'espoir d'y passer une soirée agréable, et il sait bien que dans le budget de tous les ménages, les frais de spectacle figurent à la colonne des menus plaisirs. Or, il estime que le moment n'est pas à prendre du plaisir et chercher du divertissement. Dans les sociétés modernes, la religion a, de tout temps, traité le théâtre en ennemi, car l'endroit est profane. Pareillement, cette autre religion qui est celle de la patrie nous le rend aujourd'hui suspect. De là une conséquence imprévue, mais logique : c'est la déroute des pièces sérieuses et le triomphe du théâtre gai. Une grande discussion s'est élevée entre augures pour savoir si le théâtre, en temps de guerre, doit être grave ou plaisant, instructif ou amusant, s'il doit faire penser ou faire rire. Voici qui tranche la question. A nous tous, tant que nous sommes, il semble que ceux-là seuls ont le droit de se montrer au théâtre qui l'ont acheté sur le champ de bataille ou dans les tranchées, au prix de mille souffrances et des pires dangers. Que les permissionnaires et les familles des permissionnaires aillent au théâtre, nul n'y trouve à redire, au contraire, et c'est pour le mieux. Mais le théâtre pour permissionnaires doit être tout le contraire d'un théâtre d'éducation. Cela résulte de la nature des choses, et les plus beaux raisonnemens n'y feront rien...

En dehors de ce théâtre spécial, qui est éminemment du « théâtre utile, » le chroniqueur dramatique n'a que peu à glaner. Une seule nouveauté digne d'arrêter notre attention : quelle joie de savoir qu'elle est l'œuvre d'un soldat, et parmi les plus braves ! Le lieutenant de dragons Adrien Bertrand a été grièvement blessé, comme son frère le capitaine Georges Bertrand. Un congé de convalescence lui a permis de venir surveiller les répétitions de sa pièce. Car la *Première Bérénice* est mieux qu'un à-propos, c'est une pièce où s'annonce un auteur dramatique, c'est la comédie d'un jeune poète très heureusement doué. L'épisode que l'auteur a mis à profit est le séjour de Racine à Uzès, où son oncle, le chanoine Sconin, lui faisait « espérer » une abbaye. Ce séjour nous est fort bien connu par de charmantes lettres qu'écrivait aux siens le petit Racine. Il semble que l'écolier de la veille se soit assez bien accommodé de sa villégiature méridionale. Il a vingt ans ; le pays est nouveau pour lui ; il ne fait rien et il voit de sa fenêtre un « tas de moissonneurs, rôtis du soleil,

qui travaillent comme des démons ; » les journées sont chaudes, mais les nuits sont délicieuses. Les femmes sont d'une beauté qui passe l'imagination : pas une villageoise, pas une savetière qui ne soit d'une figure à rendre jalouses les filles d'honneur de la Reine. Aussi, avec quelle violence on les aime ! « Vous saurez qu'en ce pays-ci on ne voit guère d'amour médiocre : toutes les passions y sont démesurées. » Jules Lemaître se demande si plus tard, quand il nous montrera les terribles amoureuses de son théâtre, Racine ne se souviendra pas des Hermione et des Roxane à foulard rouge de ce brûlant pays d'Uzès ; et, parce qu'il est homme de goût, la remarque une fois faite, il n'insiste pas... M. Adrien Bertrand a imaginé, comme c'était son droit, que Racine s'ennuie dans son exil languedocien et qu'il a pris en horreur cette nature trop éclatante, ce paysage trop ensoleillé, ce ciel trop implacablement bleu ; il se souvient d'autres campagnes au charme plus discret et plus nuancé ; il revoit Port-Royal, son grand cloître,

Les étangs, les jardins, les tonnelles, les bois,
Et le vallon voilé d'angoisses salutaires,
Où la mère Angélique, avec les solitaires,
Passait en robe blanche et la croix au milieu...

Et c'est tout le décor où s'est encadrée son enfance, qui s'évoque dans son âme nostalgique :

Les sentiers parfumés de violette rose,
La discrète grandeur des troubles horizons,
Et la blancheur qui vêt la robe des maisons
Sous le sombre bonnet de leurs vieux toits d'ardoise,
La subtile senteur des foins et de l'armoise,
Les ondulations si souples des terrains,
La courbe des coteaux au bord des cieux sereins,
Les lointains ouatés, leur vague transparence,
Toute la pureté de notre Ile-de-France...

Ces vers donnent assez bien l'idée de la manière qui est celle de M. Adrien Bertrand : un peu trop de fleurs, de ciels roses et de soirs roux, mais de la grâce, de l'harmonie, des images brillantes, un souffle généreux de lyrisme. Tant y a que tout rappelle Jean Racine à Paris, capitale de l'art dramatique. Mais alors Mariette ? Qui est cette Mariette ? Une fille ingénue qui s'est éprise du poète parce qu'il a vingt ans, parce qu'il est beau, et parce qu'il dit d'une voix si caressante des choses si tendres ! Il est clair qu'elle ne peut le

suivre, et il est non moins évident qu'elle ne doit pas le retenir. Il ne faut pas qu'un jour, il ait à lui dire : « Ah! que vous me gênez ! » Elle doit se sacrifier à sa gloire. Elle accomplit le sacrifice gentiment, sans phrases qu'au surplus elle ne sait pas faire, et en essuyant tout juste une larme à la dérobée. Ce n'est pas une Hermione ni une Roxane, encore qu'elle soit d'Uzès. C'est une Bérénice, une petite Bérénice de province. Quelle reconnaissance ne lui devons-nous pas s'il est vrai que du souvenir qu'elle avait laissé à son jeune amant soit née l'autre Bérénice? Et qui pourra jamais nous prouver le contraire? C'est une grande force pour déjouer les entreprises des érudits, de n'avoir jamais existé.

La Comédie-Française a mis sa coquetterie à monter avec goût cette jolie pièce. Le rôle de Mariette est très agréablement tenu par Mlle Bovy. M. Le Roy est un Jean Racine un peu avantageux, comme il sied à un poète de vingt ans. M. Sylvain, dans le rôle du chanoine Sconin, obligé de flétrir les choses et les gens de théâtre, s'acquitte de ce devoir avec une abnégation méritoire chez le doyen de la plus illustre Compagnie de comédiens qui soit au monde.

La meilleure manière d'honorer les poètes, c'est évidemment de jouer leurs œuvres et de les bien jouer, d'en renouveler sans cesse l'interprétation et de la maintenir au niveau le plus élevé. Chaque fois qu'on fait quelque effort pour présenter dignement au public nos chefs-d'œuvre classiques, le succès est assuré. J'en ai eu une nouvelle preuve, après combien d'autres! en allant entendre à la Comédie-Française *Andromaque*, pour les débuts de M. de Max. La pièce est jouée par tous les chefs d'emploi. Andromaque, c'est Mme Bartet dont on sait que ce rôle de tendresse, de sensibilité contenue et de piété douloureuse a été l'un des plus beaux triomphes de sa carrière. Hermione, c'est Mme Segond-Weber qui, surtout dans la seconde partie du rôle, se montre admirable tragédienne. M. Paul Mounet est un Pyrrhus plus brutal que galant et dont on ne s'étonne pas trop qu'il ait commis toutes les atrocités qui le rendent éternellement odieux à la veuve désolée d'Hector. Quant à M. de Max, il a dessiné d'Oreste une silhouette des plus intéressantes et j'y reviendrai. Cela fait un remarquable ensemble. La pièce reprend les couleurs de la vie. Aussi, il fallait voir comme toute la salle était suspendue aux lèvres des acteurs, frémissante, haletante d'émotion! Cet art est si profondément humain! La souffrance qu'il exprime est si vraie! C'est

le cœur qui parle au cœur. La pièce, suivant un mot de Racine, est faite de rien. Pas d'incidens, pas de faits, jusqu'à la catastrophe finale ; toute l'action est dans la progression des sentimens, dans le flux et le reflux des passions; et c'est l'action la plus serrée, la plus précipitée, la plus pressante, la plus empoignante, la plus fertile en coups de théâtre dont chacun n'est que la soudaine révélation du travail intérieur qui se fait sourdement dans les âmes. Et partout la divine simplicité, l'impression du définitif, de l'absolu : la nature humaine fixée sous l'aspect de l'éternité.

Le propre des chefs-d'œuvre, c'est qu'ils continuent de vivre à travers les siècles et qu'en s'adaptant à des milieux de pensée et de sensibilité différens, ils en reçoivent une signification un peu différente. Pour les contemporains de Racine, comme pour Racine lui-même, le sujet de la pièce est l'extraordinaire aventure qui fait d'Andromaque captive la maîtresse de sa destinée, et jette à ses pieds son farouche vainqueur. La fidélité de l'épouse à l'époux plus ardemment aimé par delà le tombeau, le dévouement de la mère au fils en qui revit son Hector, la toute-puissance de l'amour qui l'emporte dans le cœur de Pyrrhus sur la raison d'État et fait taire la raison, voilà ce qui ravissait une cour jeune et galante. Et voilà ce qui répondait le mieux aux besoins d'une littérature désormais en possession de son idéal. Le type d'Andromaque en est une des plus pures créations. C'est sur lui qu'est concentrée toute la lumière. Hermione et Oreste ne sont qu'au second plan. Pour le spectateur d'aujourd'hui, le point de vue a changé. Notre sensibilité moins délicate est moins touchée par la grâce souveraine d'Andromaque et notre oreille moins fine n'entend plus aussi bien les soupirs qu'elle étouffe. Il faut pour nous remuer des passions plus violentes : nous nous reconnaissons mieux en des âmes plus troublées. Ainsi, par un léger déplacement de l'intérêt, ce qui nous sollicite le plus, dans cette tragédie de la piété conjugale et de l'amour maternel, c'est la jalousie d'Hermione et c'est la mélancolie d'Oreste.

Cette Hermione, ah ! comme nous la sentons vivre ! Comme nous lisons dans son cœur ! Un seul sentiment l'emplit tout entier, et tous les autres ne sont qu'autant de formes de celui-là. Elle aime Pyrrhus, et ne vit que pour l'aimer, et ne sait pas autre chose. Elle l'aime à l'instant qu'elle croit le haïr ; ou plutôt, avec cette clairvoyance des héroïnes du XVIIe siècle, elle se rend bien compte que la haine est chez elle l'exaspération de l'amour. Un seul être existe pour elle, dans le monde entier, et c'est Pyrrhus : qu'elle puisse vivre sans lui, loin

de lui, c'est ce que rien ne lui fera jamais ni admettre, ni concevoir. Qu'il se soit éloigné d'elle, c'est un accident, une folie passagère, un cauchemar, l'erreur d'un moment et ne peut pas durer. Elle le reprendra, il sera à elle et rien qu'à elle, car il lui appartient, et cela seul est vrai et tout le reste est absurde. Par là s'explique qu'à la moindre apparence d'un retour, elle n'ait pas une minute d'incertitude et ne doute pas un instant que Pyrrhus ne lui soit revenu. Comment ne prendrait-elle pas pour réalité ce qu'elle souhaite éperdument, de tous les instans de sa vie et de toutes les forces de son être? L'autre soir, quand elle a crié à Pyrrhus qui feint de la croire indifférente : « Je ne t'ai pas aimé, cruel, qu'ai-je donc fait? » un mouvement instinctif nous a soulevés ; nous étions prêts à lui apporter notre témoignage ; nous l'avions si bien reconnu à toutes ses paroles et à tous ses gestes, à ses attentes, à ses colères, à ses désespoirs, à ses attendrissemens et à ses fureurs, cet amour unique et impérieux ! Le fameux « Qui te l'a dit ? » n'est pas un démenti qu'Hermione se donne à elle-même dans un brusque évanouissement de la mémoire et dans un soudain égarement de la passion. Tout au contraire, c'est le cri de ses entrailles, celui qui atteste sa volonté vraie, profonde et de toujours : conserver le cours d'une si belle vie, protéger une tête si chère ! Le crime d'Oreste ne lui apparaît pas seulement odieux, mais stupide. Imaginer qu'Hermione souhaitât la mort de Pyrrhus, par qui seul elle respire, comment un être s'est-il rencontré pour commettre cette aberration énorme et cette monstrueuse sottise?

Ce qu'il y a de plus frappant dans le rôle d'Oreste, c'est son extraordinaire « modernité. » En effet, tandis que les personnages du théâtre classique sont, à peu près tous, des êtres bien portans, en possession de toutes leurs facultés, et, jusque dans le paroxysme de la passion, maîtres de leur esprit, celui-là est un malade. Racine en a fait, comme s'expriment les aliénistes d'aujourd'hui, un demi-fou. Les premiers mots que Pylade lui adresse sont pour nous signaler cette mélancolie dont l'âme de son ami est depuis si longtemps envahie et cette obstination qu'il met à chercher la mort. Humeur noire, neurasthénie, manie du suicide à laquelle il faut joindre la manie des persécutions, nous voilà en pleine psychologie morbide : le poète du XVIIe siècle n'a pas attendu que notre littérature eût fait appel aux enseignemens de la clinique. Par cela même qu'il est un malade, et un malade de l'esprit, Oreste est déjà un héros romantique. Il est, comme le sera plus tard Hernani, le maudit sur qui pèse

la fatalité et qui répand autour de lui la contagion du malheur :

> Excuse un malheureux qui perd tout ce qu'il aime,
> Que tout le monde hait et qui se hait lui-même.

Il est le révolté qui s'insurge contre les lois humaines et divines :

> Mon innocence enfin commence à me peser.
> Je ne sais de tout temps quelle injuste puissance
> Laisse le crime en paix et poursuit l'innocence.
> De quelque part sur moi que je tourne les yeux,
> Je ne vois que malheurs qui condamnent les Dieux.

Le jeune premier fatal et le héros byronien n'ont rien inventé. A vrai dire, dans la connaissance du cœur humain, pour inventer quelque chose, c'était s'y prendre trop tard que de venir après nos classiques.

M. de Max, récemment engagé à la Comédie-Française, a pris possession du rôle d'Oreste. Il y a été tout à fait remarquable. Certes, il faut regretter qu'il n'ait pas réussi à se débarrasser entièrement d'un fâcheux accent. Mais il n'a pas tenu à lui et il faut le prendre tel qu'il est. Il a de très beaux dons. La voix est bien timbrée, l'attitude, le geste sont naturellement tragiques. Ces moyens sont mis au service d'un sens de l'art à la fois très sincère et très raffiné. M. de Max est un artiste. Et il travaille avec une belle conscience. Son jeu vaut par la composition. Il a montré une très pénétrante intelligence du rôle, étudié avec un soin scrupuleux, fouillé dans tous ses détails, pénétré dans toutes ses nuances ; peut-être même en a-t-il à l'excès souligné toutes les intentions, comme s'il avait voulu bien nous prouver que rien ne lui en avait échappé. Félicitons-le encore de s'être très heureusement assagi. Il a compris qu'en passant du drame à la tragédie et des théâtres de genre à la première scène française, il convenait de modérer ses effets, de discipliner sa fougue. Ce travail a été notamment très visible dans la dernière scène, celle des « fureurs » tenue dans une note très juste. C'est un début qui fait grand honneur à M. de Max. Nous aurons plaisir à le suivre dans ses prochaines incarnations et nous espérons de lui beaucoup, pour rendre à plusieurs des personnages de notre tragédie, un peu effacés dans de récentes interprétations, le relief et la couleur.

On peut distinguer dans l'œuvre, souvent puissante et profonde, de M. François de Curel, deux sortes de pièces. Les unes sont des pièces

d'idées, où l'auteur transporte à la scène et traite avec une sorte de violence passionnée, certains problèmes du temps présent. Ainsi *la Nouvelle idole* que la Comédie-Française s'était annexée, aux dernières semaines qui ont précédé la guerre. Ainsi *les Fossiles*, *le Repas du lion*. Dans une autre partie de son théâtre, où il se conforme davantage à la tradition, il se borne, si c'est se borner, à pousser très avant l'étude de certains caractères, qu'à vrai dire il choisit volontiers parmi les plus singuliers ou même les plus bizarres. C'est un moraliste sans illusions et un écrivain sans timidités. Il pense peu de bien de notre nature, et il le dit comme il le pense. Son pessimisme ne connaît ni n'admet les atténuations et les ménagemens. Ses personnages ont pour qualité maîtresse une franchise, qui ne se soucie pas d'être une aimable franchise. Ainsi dans *l'Envers d'une sainte*, et dans *l'Invitée*. Ainsi dans *la Figurante*, jouée à la Renaissance, il y a vingt ans, et que la Comédie-Française vient d'inscrire à son répertoire.

Rappelons en quelques mots la situation. Hélène de Monneville est, depuis cinq ans, la maîtresse d'Henri de Renneval. Cinq ans, c'est bien long pour un amour éternel. Hélène s'en aperçoit à la lassitude de son compagnon de chaîne. Celui-ci trouve chaque fois un prétexte nouveau pour abréger la rencontre ou manquer le rendez-vous ; il voit partout des imprudences et des dangers et qualifie d'horreurs les mêmes phrases, dont jadis la douceur l'eût tant ému ! La raison conseillerait à Hélène de ne pas laisser se traîner dans d'humiliantes complications cette fin de liaison. Mais elle aime, donc elle s'obstine. Elle s'avise de cette combinaison, qui, m'assure-t-on, n'est pas sans exemples dans la vie réelle : marier son amant pour le conserver, lui donner une femme pour rester sa maîtresse. Il va sans dire que ce mariage, combiné par une amante jalouse, ne saurait être qu'un mariage blanc. La femme à laquelle Hélène confiera le soin de lui garder son amant, doit être une femme de tout repos, une femme en peinture, une femme pour rire, un mannequin. Ce sera une figurante. On la choisira tout exprès, ambitieuse et froide, douée d'intelligence mais non de tempérament, désireuse de briller, incapable d'aimer. Bien entendu, l'oiseau rare, qu'on s'apprêtait à aller chercher bien loin, on l'a sous la main : on ne trouvera pas mieux. C'est une petite parente pauvre, élevée dans la maison, cœur sec, âme calculatrice, et qui, pour échanger sa misère contre une existence dorée, acceptera n'importe quel programme. Françoise sera la figurante... Tel est le point de départ. Il a cet inconvénient

que tout de suite on devine quel sera le terme d'arrivée. Les moins avertis prédisent que la figurante évincera la titulaire. Les moins perspicaces ont compris que, sous ses airs de froideur, Françoise est une amoureuse. Nous n'avons aucune surprise à attendre. Mais apparemment c'est un genre d'intérêt que l'auteur a dédaigné : il n'a voulu que peindre des caractères.

Ce ne sont pas de beaux caractères. Laissons de côté Henri de Renneval : ballotté entre deux femmes, trompant l'une, abusant l'autre, mentant à toutes les deux, il fait triste figure. M. de Monneville, le mari d'Hélène, appartient à une catégorie de maris trompés, pour lesquels la morale de théâtre professe une sorte d'admiration tout à fait singulière. Vieillard qui a commis la faute d'épouser une jeune fille, il a, le soir même des noces, trouvé chez la nouvelle mariée une répugnance devant laquelle il s'est fait un devoir de ne pas insister. Depuis lors, il s'est réduit au rôle de père vis-à-vis de Mme de Monneville ; au courant de sa liaison, dont il souffre et qu'il se borne à inquiéter par des taquineries, il favorise le projet d'union entre Françoise et Renneval : c'est sa vengeance. Ce mari philosophe, qui tolère sous son toit l'adultère, et surveille l'alcôve de sa nièce, ne le trouvez-vous pas fort déplaisant? Hélène nous est présentée, et très justement, comme un personnage antipathique et digne d'être châtié. Fille pauvre, elle aussi, quand elle a épousé M. de Monneville, déjà membre de l'Institut, elle savait à quoi elle s'engageait : elle avait fait un marché, elle devait en exécuter les clauses. Quant à cet autre marché qu'elle propose à Françoise, c'est, à n'en pas douter, une infamie. Voilà une méchante femme. C'est pourtant la seule à qui nous serions tentés de nous intéresser, car elle est malheureuse, tout le monde s'acharne à la faire souffrir, et le spectacle de la souffrance nous laisse rarement indifférens. Quant à Françoise, la figurante, pour qui il semble bien qu'on nous convie à prendre parti, il n'y a qu'un mot qui serve : elle est odieuse. Pourquoi tombe-t-elle soudain follement amoureuse de ce pleutre de Renneval? On ne m'empêchera jamais de croire qu'elle a flairé l'intrigue de sa tante et tout de suite rêvé de lui souffler son amant. Les pires moyens lui sont bons et elle les trouve tout de suite à sa portée : elle vole les lettres, comme si elle n'avait fait autre chose de sa vie. Elle joue la comédie avec une sûreté de dissimulation et une profondeur d'hypocrisie qui confondent. Elle accepte, sans une protestation, l'humiliant marché qu'on lui impose ; elle promet tout ce qu'on veut et donne abondamment sa parole : je sais bien qu'elle a la

ferme intention d'y manquer, mais ce n'est peut-être pas suffisant comme excuse. Et elle met à triompher de sa rivale une telle âpreté, elle apporte dans son triomphe tant de joie impérieuse, d'orgueil et de dureté, qu'on se demande s'il y a place dans son cœur pour d'autres sentimens que ceux de la vengeance et de la domination : ce ne sont sûrement pas les qualités que nous goûtons le plus dans la nature féminine.

Mlle Leconte a joué avec toute son intelligence et tout son art le rôle de Françoise, où l'occasion ne lui était pas fournie de montrer sa grâce coutumière. Mlle Cerny a trouvé plusieurs fois, dans le rôle d'Hélène, le moyen de nous émouvoir. M. de Féraudy joue, avec plus de bonhomie et de cynisme malicieux que n'en mettait jadis M. Antoine, le rôle du vieux Monneville qui semble écrit pour lui.

La mort de Mounet-Sully est une grande perte pour l'art français. Ce fut un tragédien génial. Sa place est marquée, dans l'histoire du théâtre, à côté des plus illustres. Il avait la passion de son art, et il en avait le respect. Avant toute chose, il faut louer sa belle conscience, sa probité professionnelle, la dignité de sa vie et l'unité de sa carrière d'artiste. Il a résisté à ce courant qui a poussé les plus célèbres acteurs contemporains à chercher des succès bruyans dans des aventures d'où ils sortent toujours un peu diminués. Il s'est consacré à la gloire d'une seule maison, d'un seul genre. L'art, tel qu'il le concevait, était, éminemment, le grand art. Les plus purs poètes dont s'honore la littérature universelle, de Sophocle à Shakspeare, et de Racine à Victor Hugo, voilà ceux dont il a été l'interprète souvent inspiré. Auprès d'eux il était dans son atmosphère. Dans la prose des personnages modernes il était gêné, mal à l'aise, et donnait l'impression de subir une déchéance, comme s'il fût un roi en exil. Pendant quarante ans, il a personnifié, pour des milliers et des milliers de spectateurs, l'Idéal et la Poésie.

Je n'ai pas assisté à ses débuts : je sais pourtant, par l'écho de maintes conversations restées dans ma mémoire enfantine, l'énorme impression qu'il produisit sur ceux mêmes qu'il déconcertait par certaines outrances. Je n'ai pas entendu, et combien je le regrette ! ce duo merveilleux d'une Doña Sol et d'un Hernani, qui étaient Sarah Bernhardt et Mounet. C'est sous les traits d'Œdipe qu'il m'est d'abord apparu, et ce n'est pas trop de dire que ce fut une révélation. Après cela, je l'ai applaudi, avec tous ceux de ma génération, dans vingt rôles qu'il a marqués d'une empreinte ineffaçable.

Ce qu'il y avait d'abord d'admirable en lui, c'était l'apparence physique, la taille haute et souple, la noblesse sculpturale des lignes, jointe à l'élégance et à la grâce des mouvemens. Il était fait pour porter le costume et les plus riches costumes et les plus pittoresques, ceux de la Renaissance, ceux de l'Espagne ou de l'Orient, à moins que ce ne fût celui qui les efface tous : la draperie antique. Il poussait jusqu'à la perfection cet art de se costumer : rien qu'à le voir entrer en scène, tout le personnage s'évoquait aussitôt avec toute son époque, comme dans un tableau de maître. La voix était splendide, si chaude, si colorée, emplissant aisément de son volume toute une salle, avec des notes d'une étonnante profondeur et aussi des intonations charmantes, d'une douceur infinie, qui ravissaient comme une caresse. On était conquis, gagné, remué, on échappait aux platitudes du monde réel ; on entrait avec l'enchanteur dans le monde des illusions généreuses et des rêves splendides.

Il vivait chacun de ses rôles, il était le personnage qu'il représentait et dont il avait fait passer l'âme en lui. Jamais le « paradoxe du comédien » n'a reçu plus formel démenti, et jamais acteur n'a plus véritablement éprouvé tous les sentimens qu'il traduisait. Cela explique qu'il ait été inégal, non pas d'un rôle à l'autre, mais d'un soir à l'autre dans le même rôle. Je lui ai entendu dire qu'il jouait pour lui, uniquement pour lui, pour se satisfaire, et sans jamais y parvenir. Le rôle qui lui était le plus familier, il l'étudiait encore et cherchait à y progresser. La centième fois, il le jouait comme s'il ne l'avait jamais joué. Est-il besoin de faire remarquer, après cela, que son jeu était très personnel ? Pour se l'assimiler complètement, il fallait qu'il modelât le rôle à sa ressemblance. Pour vivre le personnage, il fallait qu'il pût continuer d'y être lui-même.

Ses qualités naturelles, son exubérance méridionale, son lyrisme, — cette jeunesse qu'il a conservée jusque dans les derniers temps, jusqu'à l'époque où il accomplissait ce tour de force de continuer, presque aveugle, à tenir la scène, — tout le destinait à être, par excellence, le jeune premier romantique. Il l'a été avec une séduction incomparable. Il a été Hernani, le jeune amant, le pâtre héros, le bandit généreux, le proscrit sublime. Il a été Ruy Blas le rêveur, le ver de terre amoureux d'une étoile. Il a été Gérald, cet autre Roland. Et plus que tous il a été leur adorable aîné, le chef du chœur, celui à qui Pierre Corneille avait soufflé sa grande âme : il a été le Cid avec son ardeur, son emportement, ses enthousiasmes, et son prodigieux amour et ses élans chevaleresques et son charme vainqueur.

Mais sa nature était trop riche, il possédait trop bien toute l'ampleur du clavier tragique pour se tenir à un seul emploi, fût-il le plus noble et le plus poétique. Ce jeune premier a été aussi bien le vieillard d'épopée. Ce Français de race et de tradition a voulu se mesurer avec les plus grands rôles du théâtre étranger et du théâtre antique : le fait est qu'il y a trouvé les plus fameux succès de sa carrière. Dans son interprétation du rôle d'Hamlet les Anglais ne reconnaissent pas leur Hamlet, je le crois sans peine ; mais avec ses impatiences, ses lassitudes, ses révoltes, son ardente mélancolie, c'était l'Hamlet dont tous les romantiques avaient rêvé, et c'était surtout celui de Mounet-Sully qui jouait pour des Français. Son plus beau triomphe et qui restera sans doute sa gloire la plus pure, c'est sa magnifique interprétation d'Œdipe. Depuis l'instant où il apparaissait au haut des marches, comme le sauveur qu'implore le peuple agenouillé, jusqu'à la minute suprême où il prélude, en se crevant les yeux, à l'expiation de son crime involontaire, il évoquait devant nous toute la grandeur de l'art antique. Il était le symbole de l'humanité en lutte contre les dieux jaloux. Cela allait très loin, par delà les murs du théâtre et par delà les limites du moment présent, très loin dans les temps, dans les profondeurs de l'histoire et de la légende. On sentait passer en soi le frisson sacré, on respirait l'air de ces sommets où l'art confine à la religion.

Telle a été la part de celui qui vient de mourir. Il a réalisé à la scène les plus hautes conceptions du génie dramatique. Il nous a mis sous les yeux l'idéal des plus grands poètes, il a rendu vivantes pour nous des créations qui sans lui ne nous seraient arrivées que par le livre. Il nous a fait communier avec les plus beaux sentimens, sous les formes les plus pures. Parce qu'il a été, au sens supérieur du mot, un artiste, il a contribué à maintenir parmi nous le goût des aspirations élevées et des nobles émotions : l'âme française, telle que nous la voyons aujourd'hui, lui doit un peu de sa générosité et de son enthousiasme.

René Doumic.

REVUE MUSICALE

LE SECOND ACTE DE *GUILLAUME TELL*

C'est une idée heureuse — pour plusieurs raisons, que nous allons déduire, — d'avoir inscrit au programme des spectacles-concerts de l'Opéra le second acte de *Guillaume Tell*. Parmi ces raisons, quelques-unes sont d'aujourd'hui; une autre est de toujours. *Guillaume Tell*, sujet suisse, traité par un musicien d'Italie, pour la scène française, nous fournit une excellente occasion d'honorer deux nations voisines et de les remercier : l'une de son concours, l'autre, de ses bienfaits. On a pu croire un instant, à la suite d'une « affaire » récente, que « *l'Helvétie entière* », comme dit Arnold, allait entonner, d'une seule voix, ou peu s'en faut, le célèbre anathème :

Si parmi nous il est des traîtres,
Que le soleil, de son flambeau
Refuse à leurs yeux la lumière.

Mais laissons cela, qui n'est plus en question. Quoi qu'il en soit, nul n'ignore en France et n'oubliera jamais l'accueil généreux, la réception triomphale, à la fois consolatrice et vengeresse, que le peuple suisse ne se lasse pas de faire au cortège incessant de nos blessés, de nos malades ou de nos prisonniers délivrés. En ce pays de l'hospitalité par excellence, toutes les hôtelleries sont devenues semblables à celle où naguère le Bon Samaritain conduisit un homme que des voleurs également avaient surpris et dépouillé.

Autre chose, et qui va sans dire : dans le temps où nous sommes, le second acte de *Guillaume*, l'acte patriotique et populaire par excellence, a tout ce qu'il faut, comme s'exprime encore un person-

nage de l'opéra, pour nous « *frapper au cœur.* » A ce propos, on peut remarquer, et regretter aussi, que, dans la musique dramatique française, pas une œuvre ne possède ce caractère, cette dignité purement nationale, qui fait de *la Vie pour le Tzar*, en Russie, l'opéra des opéras. *La Muette*, n'est-ce pas, ne saurait prétendre à pareil honneur, et son « *Amour sacré de la patrie* » ne prévaudra jamais contre celui de *la Marseillaise*. Auber, le premier, ne s'y est pas trompé. Un jour que je ne sais quel ministre lui rappelait aimablement la part glorieuse que le duo célèbre avait prise à la révolution de Juillet : « Votre Excellence me flatte, » répondit le malin vieillard. « On exagère beaucoup. Soyez sûr que si l'Opéra, ce jour-là, avait joué *Blaise et Babet*, les choses auraient tourné de même. »

Raisons internationales et nationales, toutes ces raisons actuelles de reprendre le second acte de *Guillaume Tell*, encore une fois, sont bonnes. La raison musicale n'en est pas mauvaise non plus, et celle-à pourrait bien être éternelle. On affirme que plusieurs de nos musiciens s'en seraient dernièrement avisés. Un chef d'orchestre tel que M. Camille Chevillard n'a pas caché son admiration pour des beautés auxquelles on aurait pu le croire moins sensible. Elles nous trouvent, nous-même, plus que jamais fidèle, et nous saisissons volontiers l'occasion de les repasser avec vous.

Il y a plus de choses dans ce second acte, que dans toute la philosophie, et la métaphysique, et l'esthétique des pédans qui se piqueraient encore de le dédaigner. Deux sentimens le remplissent et se le partagent : l'amour de la nature et l'amour de la patrie. Si le second nous touche aujourd'hui plus que jamais, le premier ne saurait nous laisser indifférens. La nature ! Il y a si longtemps que nous vivons séparés et comme exilés d'elle, de ses formes, de ses spectacles, de ses enchantemens ! Dans le péril, dans le deuil des êtres, les choses ne nous sont plus rien. Quand nous redeviendront-elles amies et bienfaisantes, hélas ! peut-être seulement consolatrices ! Quand serons-nous de nouveau charmés, émus par la beauté des cieux et des eaux, des monts et des bois! Jouissons, en attendant, ne fût-ce qu'une heure, de leur image sonore et ne séparons pas l'un de l'autre les deux élémens que vous savez : l'état d'âme et le paysage, qu'une musique deux fois expressive, admirable deux fois, a réunis et fondus.

Dès le début de ce second acte de *Guillaume Tell*, que nous allons relire ensemble, le petit chœur : « *Voici la nuit* » forme un paysage comparable aux plus purs chefs-d'œuvre, en ce genre, de tous les

temps et de tous les pays. Pour ne parler que des chefs-d'œuvre littéraires (vers ou prose), de ceux du moins qui tiennent en peu de mots, rappelez-vous le « *per amica silentia lunæ* » ou le « *majoresque cadunt...* » de Virgile ; de Chateaubriand, « le grand secret de mélancolie, » ou la « cime indéterminée des forêts ; » de Victor Hugo : « La chaste obscurité des branches murmurantes » ou bien encore : « J'aime les soirs sereins et beaux, j'aime les soirs. » Et nous allions oublier le plus beau, le plus serein de tous, et le plus fameux, celui que Dante, « grande âme immortellement triste, » a chanté : « *Era già l'ora che volge il disio...* » De celui-là même, aucun trait ne manque au « soir » rossinien : ni la cloche pleurant le jour qui se meurt, ni les « *naviganti* » que nous verrons bientôt, comme disent les librettistes, moins poètes que Dante, « sur les flots *s'ouvrir*, avec leurs rames, un chemin qui ne trahit pas. » Ce chef-d'œuvre, qu'à l'Opéra jadis on ne traitait pas même en hors-d'œuvre (l'exécution en était horrible), se compose de trois brèves strophes mélodiques écrites sur de médiocres versiculets. Encore n'y a-t-il ici qu'un écart entre les paroles et la musique. Le plus souvent, dans *Guillaume Tell*, c'est un abîme, nous l'allons montrer tout à l'heure. Strophes mélodiques, avons-nous dit, mais harmoniques également, dont la mélodie invariable est colorée, à la fin, par des accords et des modulations trois fois renouvelées, de nuances qui changent, se dégradent et s'éteignent comme les teintes mêmes du soir. On le sait, le charme, l'enchantement des dernières mesures, véritablement ravissantes, n'est égalé que par leur incorrection. Faute, sans doute, mais heureuse faute, et qui peut se défendre. Gounod la justifiait en ces termes, techniques il est vrai, mais que nos lecteurs musiciens nous sauront gré de rappeler : « Jamais ce passage n'a choqué ou ne choquera l'oreille de qui que ce soit. La succession des quintes (outre celle des octaves) y est cependant affirmée quatre fois de suite dans une série d'accords parfaits ayant tous pour basse leur note fondamentale... Mais, remarquons d'abord que cette succession des quatre accords parfaits d'*ut* majeur, *si* majeur, *la* mineur, *sol* majeur, ne détourne pas une seule fois l'oreille de la tonalité de *sol* majeur, qui est celle du morceau. Première raison qui empêche les quintes successives de choquer l'oreille. Supposons que le troisième accord eût été *la* majeur au lieu de *la* mineur, la tonalité était rompue. Quant au deuxième accord, celui de *si* mineur, il est, comme dominante de *mi* mineur, parfaitement tonal en *sol*.

« Il faut remarquer de plus que la présence des quatre octaves de

suite, qui embrassent les quatre quintes, en adoucit considérablement l'impression, quoique les suites d'octaves soient proscrites par les règles aussi bien que les suites de quintes.

« Mais la raison pour laquelle cette suite d'octaves adoucit l'impression que produirait sans elle la suite de quintes, c'est que, par la présence même de ces octaves, l'effet ressenti par l'oreille est celui d'une suite de sixtes, qui est comme la résultante de l'emploi simultané des quintes et des octaves.

« Ainsi le sens infaillible du génie devine (sans même se les définir souvent) les conditions supérieures sous lesquelles la violation d'une règle élémentaire cesse d'être une incorrection. »

Peu de « morceaux, » dans le répertoire de notre « grand opéra, » sont plus célèbres, plus populaires que « *Sombres forêts.* » Fi donc! Une « romance! » Et de princesse encore! Double vieillerie. Mais d'abord, il y a de belles romances, et « *Sombres forêts* » est l'une des plus belles. Un admirable prélude, un prélude romantique l'annonce. En quoi « romantique? » On fait dire au mot tant de choses! Brunetière y voyait, entre autres, le moyen âge et le catholicisme, qui n'ont sûrement rien à faire ici. Le romantisme de cette introduction consisterait plutôt en un certain sentiment, ou mieux en un sentiment incertain, mystérieux, qui dans la nuit et dans la solitude, au fond des bois, émeut et trouble vaguement le cœur d'une jeune fille. Une princesse, ne l'oublions pas, amoureuse d'un paysan. « Quel état et quel état! »

Arnold! Arnold! Est-ce bien toi,
Simple habitant de ces campagnes,
L'espoir, l'orgueil de nos montagnes,
Qui charmes ma pensée et causes mon effroi?

Sujet, donnée, antithèse, conditions inégales des amans, rien de plus conforme encore au pur idéal romantique : voyez Victor Hugo (la Reine et Ruy Blas), ou George Sand (Bénédict et Valentine, dans le roman qui porte ce dernier nom). La situation respective des deux personnages, dans l'opéra, n'est pas moins saugrenue que dans le roman et dans le drame. Peut-être l'est-elle encore davantage, à cause des paroles, de celles que nous venons de citer, et d'autres, que nous transcrirons encore. Oublions-les, oublions aussi le rang de l'héroïne, de l'amoureuse, et l'humble, trop humble objet d'une flamme si belle. Ne pensons qu'à cette flamme même, à cet amour « en soi. » Dans la musique alors, dans la seule musique de ce prélude, puis de ce récita-

tif, nous en admirerons la sombre, ardente et pathétique beauté.

Égale, mais contraire, est la beauté de la romance qui suit, chef-d'œuvre de rêverie paisible, de pure, chaste et sereine tendresse. « Dieux! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts! » Si ce n'est que l'air célèbre de Mathilde se chante debout, on croirait voir, entendre s'accomplir ici le vœu de la reine tragique, en faveur de la princesse d'opéra. Chaque mesure, y compris les cinq ou six premières, d'orchestre seul, avant le chant, est un soupir, une caresse. Chacune ajoute une douceur nouvelle à l'incessante flatterie des triolets balancés et berceurs. Le seul Mozart, avant Rossini, le Rossini d'une page semblable, avait dessiné, d'une main aussi légère, d'aussi gracieux et suaves contours. Ici, de nouveau, que sont, que servent les paroles! Ou plutôt, comment se peut-il que, par de telles paroles, la musique ne soit pas desservie! Passe encore pour la première strophe. Mais la seconde! La voici :

Toi, du berger astre doux et timide,
Qui sur mes pas vas semant tes reflets,
Ah! sois aussi mon étoile et mon guide :
Comme lui tes rayons sont discrets.

Comme lui. « Qui, lui? », demandait autrefois notre grammaire latine. Alors triomphent déjà les ennemis de la musique, ceux qui la diffament, ou qui la nient, parce qu'ils ne l'entendent point. « Vous le voyez, la célèbre boutade a raison, et ce qui ne vaut pas la peine d'être dit, on le chante. » Mais non, et bien plutôt ce qui se chante ici, c'est ce que de pauvres, d'ineptes paroles ne savent pas dire, ce qu'elles ne feraient, — toutes seules, — que dénaturer et trahir. Tout le sujet, toute la pensée et tout le sentiment, toute la poésie et toute la beauté, tout cela, qui n'existe pas dans les mots et par eux, ne vit, d'une vie supérieure, idéale, que dans et par les sons.

Arrive Arnold, et plus étonnante encore est la transfiguration de ce qu'il dit par ce qu'il chante. Il dit, ce paysan, à cette princesse, il dit, entre autres choses, les choses que voici :

Il faut parler, il faut, en ce moment
Si cruel et si doux, si dangereux peut-être,
Que la fille des rois apprenne à me connaître.
J'ose le dire avec un noble orgueil,
Pour vous le ciel m'avait fait naître;
D'un préjugé fatal j'ai mesuré l'écueil :
Il s'élève entre nous de toute sa puissance;
Je puis le respecter, mais c'est en votre absence.

Mathilde, ordonnez-moi de fuir loin de vos yeux,
D'abandonner ma patrie et mon père,
D'aller mourir sur la terre étrangère,
De choisir pour tombeau des bords inhabités...

Lisons maintenant, non plus seulement en paroles, mais en musique, l'extraordinaire tirade. Alors, au lieu d'une divagation, nous y trouverons un développement, une progression irrésistible, un torrent d'éloquence et de passion lyrique, un chef-d'œuvre du genre ou du style récitatif. Alors, comme le poète de *Chantecler* a salué le soleil, nous te saluerons, nous te bénirons, ô musique, « sans qui les choses, » — et des choses pareilles ! « ne seraient que ce qu'elles sont. »

Fût-ce avec la musique, le duo suivant (entre Arnold et Mathilde) n'est qu'une chose légère, frivole, dont le second « mouvement » seul (*andante*) a de l'agrément, une certaine sensibilité, voire quelque tendresse. Après avoir longtemps considéré les difficultés de la situation, c'est plaisir de voir soudain Mathilde se tirer d'affaire par une roulade, une espèce de pirouette vocale, et les deux amoureux s'engager alors, de concert, dans un libre et gai finale, où rien ne paraît plus subsister de tant d'obstacles, par eux signalés et redoutés précédemment.

Voilà le badinage unique, et la seule faiblesse de ce second acte, où tout est sérieux, où tout est fort. L'amour amoureux, dans *Guillaume Tell*, n'est que l'amour-goût, aurait dit ce rossinien de Stendhal. Les traits de l'amour-passion, et ses accens, n'y appartiennent qu'à l'amour filial et à l'amour de la patrie. L'un et l'autre animent, exaltent les scènes qui suivent, et les portent sur l'une des plus hautes cimes où s'éleva jamais la musique de théâtre. Trio, chœurs, ensemble, finale ; tombés en désuétude aujourd'hui, ces vocables désignent ici des formes de la musique demeurées belles, demeurées jeunes, après quatre-vingt-dix années, et partant assurées de ne point vieillir.

Un récitatif éloquent, tout en dialogue rapide, en répliques brèves et heurtées, à la Corneille (nous ne parlons toujours que de la musique), prépare le célèbre trio. Ce peu de mesures, d'un accent constamment expressif et juste, posent admirablement les trois personnages de Guillaume, de Walther et d'Arnold : le premier, sérieux, avec beaucoup de bonté ; l'autre, plus rude ; le dernier, ombrageux, bouillant et prompt à s'emporter. Il y a là des phrases, parfois moins que des phrases, des mots étonnans de vérité et de vie. Tout chante en ce discours lyrique et tout y parle aussi. Plus chantant, mais ora-

toire encore, le trio bientôt s'engage. L'ordonnance en est classique, et, de loin, comparable à celle d'une sonate ou d'une symphonie : *allegro*, *andante*, et finale. Il s'agit, on le sait, pour Guillaume et Walther, d'arracher Arnold à son amour en lui révélant le meurtre de son père, et de l'entraîner, avec eux, à la défense, à la délivrance de la patrie. La première partie n'est, en quelque sorte, que de préparations et de ménagemens, traitée avec gravité, mais avec résolution, sur un ton viril et sans faiblesse. Dans les propos échangés d'abord entre les deux messagers et l'ami qu'ils viennent instruire, la diversité des sentimens se concilie parfaitement avec l'analogie, sinon l'identité des formes sonores. Il n'est pas jusqu'au rythme saccadé, pointé, que la première réponse d'Arnold n'emprunte à la première interpellation de Guillaume, en y ajoutant, il est vrai, par la qualité seule et le timbre de la voix de ténor, un éclat, une flamme de jeunesse, d'insouciance heureuse, que ne comporte naturellement ni la voix plus grave de Guillaume, ni son caractère général, ni surtout sa présente et cruelle mission.

Walther prend la parole à son tour. Sa voix, plus basse que celle de Guillaume, donne à la phrase, par lui reprise, une solennité nouvelle, un sens encore plus direct et plus menaçant. Il porte enfin le coup décisif. Tout le monde en connaît, en admire l'effet, ou les effets.

Ses jours qu'ils ont osé proscrire,
Je ne les ai pas défendus.

On sait quel rang occupe et gardera cette plainte filiale dans la musique de théâtre, dans ce qu'on pourrait nommer les annales lyriques de la douleur. Cantilène toute mélodique, purement vocale, qui songerait, tandis qu'elle chante, à regretter, à remarquer seulement l'insignifiance de l'orchestre qui l'accompagne et qui semble, lui-même, l'écouter, l'admirer, presque silencieux ! *Farà da se*. Il y a des cas où, comme l'Italie sa mère, la mélodie italienne agit seule et suffit à tout. Elle suffit ici à toutes les expressions, à tous les modes, à toutes les voix, à tous les cris du désespoir. Comme l'orchestre, on dirait qu'ils l'écoutent eux-mêmes, les deux messagers de malheur et de salut qui viennent d'en provoquer l'éclat. Ils se concertent tout bas, suivant avec respect, avec pitié, la crise où se débat une âme qu'ils ont voulu changer et reconquérir. On écrirait des pages sur cette page, sur cette phrase unique, d'une courbe si vaste et si haute, tantôt immobile, inerte et comme atterrée, et qui tantôt s'élance, d'un

seul jet, pour en redescendre aussitôt, jusqu'aux dernières notes de la voix masculine.

Précipice élevé d'où tombe mon honneur,

dit un héros de Corneille. De là semble tomber aussi, d'une seule chute, la douleur du héros rossinien.

Mais déjà tout se relève, le courage d'Arnold et ses discours. A la méditation douloureuse, le mouvement, l'action héroïque succède. L'orchestre et le chant s'excitent, se pressent mutuellement. Emportés par je ne sais quelle émulation, ivres d'un croissant enthousiasme, ils se passent en quelque sorte l'un à l'autre les mêmes accens, les mêmes traits, et frappent tour à tour les mêmes coups. Les anciens Grecs distinguaient en leur génie deux modes ou deux principes. L'esprit dionysiaque entraîne cette frémissante *coda*. Dans les scènes qui suivent régnera plutôt l'esprit apollinien.

Après la tragédie intime et privée, voici le drame national et populaire. Du lyrisme individuel, la musique s'élève à l'épopée. Elle y atteint et s'y égale sans effort, avec autant de naturel et d'aisance, que de grandeur et de majesté. Rien d'aussi vaste, avant *Guillaume*, fût-ce un « ensemble » de la *Vestale*, de *Cortez* ou d'*Olympie*, n'avait paru dans le genre de l'opéra dit français. On peut ajouter : rien d'aussi pur. Entendez par là : rien où la vérité dramatique naisse plus facilement et toute seule, sans la corrompre aucunement, sans lui coûter le moindre sacrifice, de la plus musicale beauté. Qu'on ne parle point ici d'un décor musical : le mot, comme la chose, ne désigne que le dehors ou l'apparence grossière. Disons plutôt une fresque, avec la fermeté, la puissance et l'exactitude que cet art-là comporte, avec la couleur, en outre, et l'éclat qui peuvent lui manquer. Tous les élémens concourent à la grandeur d'une telle composition : premièrement les chœurs, dont se développe la série magnifique et diverse. Chacun a son mouvement, son rythme, son thème vocal, et chacun est précédé par un prélude d'orchestre. De ces motifs nombreux, pas un qui ne possède son caractère particulier et sa valeur propre; pas un non plus que ne relie aux autres, à tous les autres, une sympathie secrète et comme une mystérieuse parenté. Ainsi, dans la suite infinie des formes sonores, nulle disparate et nulle monotonie. Que de fois, en écoutant se dérouler, sans hâte ni contrainte, les fières et libres polyphonies, on se prend à déplorer qu'un absurde système, ou plutôt peut-être une impuissance inavouée, défende à trop de nos modernes musiciens l'usage de ressources, de richesse pareilles, et les

réduise à la sécheresse, à la pauvreté de maigres et fastidieuses conversations. Guillaume, il est vrai, ne s'interdit point ici les discours, ou du moins les apostrophes. Entre deux périodes chorales, il les jette çà et là, toujours brèves, mais toujours vives et fortes, éloquentes toujours. Pour la foule qui l'écoute, il est, dirait d'Annunzio, l'*animatore*, ou mieux, comme dit le Livre de la Sagesse, le *dominator virtutum*. Dans un *Conciones* lyrique, il n'y a pas une de ses phrases, pas un de ses accens qui ne mériterait de figurer. On pourrait suivre, analyser mesure par mesure, la magnifique harangue qui débute ainsi : « *L'avalanche, roulant du haut de nos montagnes.* » Exorde *ex abrupto*, s'il en fut. Et la voix, qui roule d'abord elle-même, comme elle frappe ensuite, comme elle appuie, comme elle enfonce et les mots et les sons !

Amis, contre ce joug infâme
En vain l'humanité réclame...

Une seule note ici, martelée, implacable, tient, retient l'auditoire, fixant, pour ainsi dire de force, et les yeux et les âmes de ce peuple asservi, sur la misère et la honte de la servitude.

Nos oppresseurs sont triomphans :
Un esclave n'a pas de femme,
Un esclave n'a pas d'enfans !

De quel mépris, de quel dégoût et de quelle horreur peuvent être chargées deux notes, oui, rien que deux notes, proférées par le seul Guillaume et reprises aussitôt par les conjurés, tout d'une voix, dans un lugubre unisson ! Lacordaire a parlé quelque part du glaive froid du sublime. De tels passages sont de ceux où ce glaive nous atteint, où il nous blesse, et d'une blessure que nous sentons aujourd'hui, nous, Français, profonde, saignante et sacrée.

D'un bout à l'autre de l'admirable scène, les chœurs sont dignes du coryphée. Sans se ressembler, presque sans s'interrompre, ils se suivent. Ils diffèrent, sans se contrarier, jusqu'à l'héroïque, éblouissante péroraison qui vient, en les surpassant tous, les couronner de lumière et de flamme.

Enfin, en chacun d'eux, et l'on ne saurait trop insister sur cette alliance, le sentiment ou l'influence du paysage se mêle, se fond, au point de n'en être pas séparable, avec l'amour du pays. Autant qu'elle en exprime l'âme, cette musique reflète, en quelque sorte, le visage même de la patrie. Nous l'avons dit naguère et l'on nous permettra

de le redire, en un sujet suisse, Rossini, préoccupé (pour une fois) de la couleur locale, ne pouvait négliger un élément qui s'imposait : le ranz des vaches. Les ranz plutôt, car ils sont nombreux et variés. Le ranz (un mot dérivé peut-être de l'allemand *Reihe*, suite, ou file), le ranz est la mélodie que sonnent les bergers pour faire rentrer leurs bêtes une à une : *la Marseillaise* des bestiaux, disait Labiche, ou plutôt leur *Chant du départ*. On trouve quelques détails sur les ranz dans un ancien et curieux opuscule : *Recherches sur les ranz des vaches*, par Tarenne (1813). L'auteur y signale un ranz imprimé pour la première fois dans une *Dissertation sur la nostalgie*, de Zwinger (Bâle, 1710). Il en indique un autre, noté par Jean-Jacques Rousseau dans son *Dictionnaire de musique*. Un écrivain plus récent, M. van der Stracten (*De la mélodie populaire dans le « Guillaume Tell » de Rossini*) a recherché consciencieusement dans l'opéra les traces de ces deux ranz. Il a même fini par les y découvrir un peu partout. Pour lui, le moindre appel de cors devient ranz. Ranz aussi, les deux premières mesures de l'entrée de Mathilde, et sa phrase, ou ce fragment de sa phrase chantée : « *Désert triste et sauvage.* » De l'un et de l'autre ranz, celui de Zwinger et celui de Rousseau, la mélodie essentielle se composant de trois notes successives, la tonique, la tierce et la quinte, reliées ou non par des notes de passage, M. Van der Stracten conclut à la présence du ranz dès que ces trois notes se rencontrent : dans le motif instrumental (violoncelles) qui annonce l'arrivée des conjurés d'Uri ; dans le chœur suivant : « *Guillaume, tu le vois !* » enfin dans le cri trois fois jeté : « *Aux armes!* » par où le second acte s'achève. Si l'on en croyait notre auteur, on en viendrait à considérer le ranz des vaches comme le gigantesque *leitmotiv*, la cellule génératrice de *Guillaume Tell* entier. C'est beaucoup dire, et faire la part bien grande au calcul, bien petite à l'instinct du génie. Parmi des rapprochemens nombreux, trop nombreux, il en est de forcés, d'arbitraires. Mais il en est aussi de naturels, d'incontestables. En somme, le mieux serait peut-être, avec l'auteur aussi, de conclure en ces termes : « Rossini, après s'être imbibé de ranz, a laissé vaguer son inspiration, qui lui a fourni par centaines des variantes paraphrasées des thèmes suisses. Quelques-unes peuvent avoir été inconscientes en détail, quoique intentionnelles dans l'ensemble. »

Ranz ou non, le finale du second acte de *Guillaume Tell* abonde en effets pittoresques ou descriptifs. Il baigne tout entier dans le sentiment de la nature, ou, comme dirait notre auteur, il en est « imbibé. » Des sonneries lointaines, des phrases discrètes et comme

prudentes, qui semblent ramper sous bois ou sur les eaux; à ces mots : « *J'entends de pas nombreux la forêt retentir,* » un tremolo bruissant comme la forêt même; des appels et des réponses étouffées, des récits enveloppés d'ombre, un motif d'orchestre où l'on croit sentir, avec l'approche et le glissement des barques, le rythme, la pesée des rames et jusqu'à l'effort des rameurs; l'éclat enfin de l'hymne suprême, radieux comme l'aube qui l'accompagne, tout l'ordre sonore manifeste ici la conscience et l'aide mystérieuse de la nature. Oui, la nature ici se fait saintement complice de l'homme, et cette complicité pour leur commune délivrance, la musique a su l'exprimer. Le finale du Rutli, c'est la conjuration des choses, de la terre, du ciel et des flots, comme celle des âmes, c'est l'aspiration universelle à la sainte liberté.

Parlant un jour de Rossini, l'un des grands critiques du siècle dernier, Émile Montégut, écrivait ceci : « Même lorsqu'il exprime... les sentimens les plus graves... le patriotisme et la passion de la liberté... je ne sais quelle joie et quelle ivresse découlent de ses chants. » Rien n'est plus vrai, même de *Guillaume Tell*, et, dans *Guillaume Tell*, des passages même les plus pathétiques. Si nous cherchons un sentiment, un état de l'esprit ou de l'âme dont le nom désigne et résume le caractère général du chef-d'œuvre rossinien, ce ne sera ni la tristesse, encore moins le désespoir, ni la haine ou la fureur, en un mot aucune des passions terribles ou sombres. Mais plutôt, et sous les réserves nécessaires, ce sera la joie, une joie auguste et grandiose, ce sera le calme et la majesté. Rappelons-nous, dans le fameux trio, la plainte même d'Arnold. Sans doute, et nous l'avons dit, elle est traversée, dominée peut-être, par deux ou trois éclats qui percent, ou fendent le cœur. Le reste, pour émouvant qu'il soit, le fondrait plutôt. Le reste, c'est le mouvement sans hâte, le rythme, — nous l'avons vu, — qui balance et berce la cantilène; c'est la symétrie des périodes, le cours magnifique de la mélodie, tout enfin ce qui fait du sublime *andante* comme un fleuve d'amertume et de larmes : un fleuve, mais non point un torrent.

S'il faut, pour mieux comprendre ces choses, ou les mieux sentir, un rapprochement, qui soit une antithèse, ouvrons une partition de Wagner, et qui soit *Tristan*. Là, dans l'amour, partant dans la joie, ou ce qui devrait l'être, vous rencontrerez plus d'âpreté, plus de frénésie qu'il ne s'en trouve ici dans la douleur. Et vous reconnaîtrez que le pathétique de *Guillaume Tell* ressemble trait pour trait à celui que Montégut encore a signalé « comme propre à l'Italie heureuse : un

pathétique qui, à bien prendre, n'est autre chose qu'une forme du bonheur. »

La conjuration du Rutli se déroule tout entière sans qu'un souffle de colère, sans qu'un cri de fureur en altère la presque religieuse solennité. Je ne sais pas de plus noble musique, plus digne d'être proposée, rappelée à un peuple noble, plus capable d'exalter, d'enflammer son âme, sans la troubler. Des trois motifs annonçant l'arrivée des trois cantons, pas un n'est vulgaire et pas un n'est irrité. Aucun non plus ne se hâte et dans le vaste finale, un seul épisode, assez court, est d'allure vive, de rythme syllabique et pointé. Partout ailleurs, le récitatif, la mélodie se développe et s'étale ; tout est large, lié, tout se déploie en ondes vastes et pures, comme si la nature amie communiquait à ses fils, avec toute sa grandeur et toute sa force, toute sa sérénité.

« *Pacem summa tenent.* » Aux jours de guerre où nous sommes, pour en supporter le poids, en soutentr l'effort héroïque jusqu'à la fin et sans faiblir, il est bon, que dis-je, il est nécessaire, dans une certaine mesure et de quelque manière, que la paix demeure en nous, que, radieuse et déjà triomphante, elle occupe les sommets de notre âme, les illumine et les fortifie. Promesse et gage de victoire, voilà la paix que la musique du second acte de *Guillaume* possède et qu'elle répand. Voilà comment un génie étranger, glorifiant autrefois chez nous une patrie étrangère, vient aujourd'hui concourir au salut et à la gloire de notre patrie.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN VOLONTAIRE ANGLAIS DANS L'ARMÉE DU GRAND-DUC NICOLAS.

An Englishman in the Russian ranks, par John Morse, 1 vol. in-18, Londres, 1916.

M. John Morse était bien près d'atteindre la soixantaine, — si même il ne l'avait pas déjà dépassée, — lorsque, durant l'été de 1914, l'idée lui est venue de s'offrir enfin le loisir et les surprises d'un voyage à l'étranger. Ayant remis provisoirement aux mains de sa femme la direction de la modeste maison de commerce qu'il avait fondée, trente ans auparavant, dans une petite ville du Nord de l'Angleterre, il s'en est allé rendre visite, dans leurs pays, à ses principaux « correspondans » français et allemands, qu'il n'a pu manquer d'émerveiller, j'imagine, par l'incroyable fraîcheur juvénile de sa curiosité. Foncièrement incapable de se familiariser, si peu que ce fût, avec aucune autre langue que son anglais natal, il n'y avait rien, cependant, qu'il ne voulût connaître, aussi bien en fait de monumens que d'institutions ou de mœurs ; et c'était un plaisir de voir, par exemple, avec quelle passion ingénue ce paisible négociant sexagénaire, — d'ailleurs accoutumé dès l'enfance à détester le régime « tyrannique » de la conscription, — s'intéressait aux moindres détails de la vie militaire dans chacune des régions qu'il parcourait. Lui-même nous apprend qu'une des choses qui l'ont le plus frappé, dans nos villes françaises, a été que l'armée paraissait y tenir, relativement, moins de place et y jouer un rôle moins considérable que dans des

villes anglaises d'importance équivalente. « La forteresse de Verdun, nous dit-il, m'a produit l'effet d'avoir une garnison inférieure à celles de Plymouth ou de Chatham. J'y ai suivi un bataillon d'environ six cents hommes qui marchait aux sons du clairon; dans un autre quartier, j'ai assisté à l'instruction d'une centaine de fantassins; et je me souviens aussi d'avoir croisé, çà et là, des groupes d'artilleurs : mais, certes, tout cela me révélait aussi clairement que possible combien la France, à cette date du début de juillet 1914, était loin de toute pensée de mobilisation. »

Tandis que l'Allemagne entière, qu'il a visitée les semaines d'après, s'est montrée à M. Morse absolument « encombrée de soldats: » au point qu'un jour notre voyageur, se trouvant en compagnie d'un officier allemand qui savait parler l'anglais, n'a pu s'empêcher de lui demander « s'il était d'usage, dans l'armée allemande, d'appeler toutes les réserves pour participer aux manœuvres. »

— Notre armée ne s'en va pas aux manœuvres, — a répondu l'Allemand, — mais bien à la guerre !

— A la guerre? Et contre qui?

— Contre les Russes et les Français !

— Et vous vous croyez assez forts pour cela ?

— Les Autrichiens marchent avec nous. Avant un mois, nous serons à Paris!

Fort étonné de ces prédictions, M. Morse n'en a pas moins continué d'explorer tranquillement les « centres » commerciaux du Nord de l'Allemagne; après quoi, vers le 25 juillet, il est arrivé à Ostrowo, petite ville polonaise placée presque aux confins de la Prusse et de la Russie, avec l'intention de s'y reposer pendant quelques semaines chez un confrère allemand qui, de tout temps, lui avait témoigné une amitié toute particulière. C'est là que, le soir du 31 juillet, son hôte lui-même et plusieurs autres personnes lui ont conseillé de quitter le sol allemand le plus vite possible, sous peine pour lui, en sa qualité d'Anglais, de se voir « interné » jusqu'à la fin de la guerre. Car non seulement la réalité de celle-ci était dorénavant trop certaine, mais tout portait à penser que l'Angleterre aussi allait y prendre part, sous l'effet d'un « ultimatum » que l'empereur Guillaume, disait-on, venait d'adresser à sir Edward Grey.

Nul moyen, avec cela, pour M. Morse de songer à utiliser la seconde moitié du « billet circulaire » dûment payé par lui à une « agence » anglaise, et qui lui permettait de s'en retourner dans son pays par l'Allemagne du Sud : il eût risqué d'être arrêté vingt fois

avant d'avoir atteint la frontière française ! La seule issue était de passer tout de suite en Russie, d'où il verrait à s'embarquer pour l'Angleterre par le premier paquebot en partance de Riga ou de quelque autre port de la Baltique. Et force a été à M. Morse, pour vexé qu'il en fût, de suivre ces conseils de ses amis d'Ostrowo. Dès la nuit du 1er août, deux officiers allemands l'ont emmené sous leur protection jusqu'à la frontière, d'où il s'est rendu seul, tout d'une traite et sans le moindre accident, à la ville polonaise de Kalisz, située à une lieue de là, en territoire russe.

Ou plutôt cette ville avait bien appartenu, naguère, à l'Empire russe : mais lorsque M. Morse y a fait son entrée, le 2 août vers cinq heures et demie du matin, — sans autre bagage qu'un petit « sac à main » contenant un peu de linge et des objets de toilette, — il l'a trouvée déjà toute peuplée de soldats allemands. « J'ai eu ainsi du même coup, nous raconte-t-il, une première preuve de l'ouverture des hostilités entre les deux nations et un premier indice de la manière dont l'Allemagne, pour sa part, allait procéder à la pratique de ces hostilités : attendu qu'un bon nombre des officiers et soldats allemands que j'allais rencontrer dans les rues de Kalisz étaient ivres-morts, et que beaucoup plus encore étaient en train de se conduire comme des bêtes féroces. »

Je pus passer toutefois auprès de plusieurs groupes de ces soldats sans être inquiété, — poursuit-il, — chose qui toujours, depuis lors, m'a paru merveilleuse. Aucune des boutiques n'était ouverte, à cette heure matinale : mais déjà les Allemands avaient pénétré par force dans une foule d'entre elles, et se regalaient goulûment des victuailles qu'ils y avaient volées. Je vis aussi un sous-officier occupé à remplir ses poches de montres, de bagues, et d'autres bijoux. Il ne tarda pas à être rejoint par d'autres gaillards de son espèce, qui eurent tôt fini de vider la boutique.

Sachant à peine que faire, mais comprenant le danger qu'il y aurait eu pour moi à errer dans la ville sans avoir en vue quelque objet défini, je me mis en quête de la gare de Kalisz, ou tout au moins d'un endroit où je pusse déjeuner. Sur la porte d'une auberge, pendant que je passais, je fus témoin de l'assassinat du « patron » de la maison. Brusquement sorti de son lit, et à peine vêtu, cet homme avait tenté de protester contre l'envahissement de son auberge : sur quoi un soldat lui avait plongé sa baïonnette dans la poitrine. Au moment même où je m'approchais, j'entendis le malheureux proférer un terrible cri ; et dès l'instant d'après je le vis transpercé d'une douzaine d'autres baïonnettes. Puis ce fut une femme qui, attirée par le cri du mourant, se précipita hors de la maison, et appela au secours. Je me sentais tenté irrésistiblement d'intervenir pour la protéger ; et Dieu sait à quel sort j'allais m'exposer

lorsque j'eus la chance d'être interpellé par un officier qui, furieux de ne pas recevoir de réponse, me saisit brutalement par le bras et me fit signe de passer mon chemin. Je m'éloignai donc, en retenant ma colère ; mais l'horrible spectacle de l'homme ensanglanté et de la femme outragée par une poignée de soldats ne devait plus cesser désormais de me hanter comme un cauchemar, jusqu'à ce que mes yeux se fussent accoutumés à d'autres visions semblables, — et bien pires encore.

Tout le long de mon chemin, j'entendais s'élever autour de moi des cris désespérés de femmes où se mêlaient de grossiers éclats de rire d'hommes ivres. Parfois aussi une femme s'élançait dans la rue, vêtue d'une robe de nuit et les cheveux dépeignés, s'efforçant vainement d'échapper à un soldat prussien qui la poursuivait; et je n'oublierai jamais, surtout, deux cadavres gisant au bord d'un trottoir, deux cadavres dont l'un était celui d'un tout jeune garçon. J'ai eu ainsi l'occasion, je crois bien, d'être témoin des premiers actes de guerre de l'Allemagne contre la Russie, consistant en un lâche massacre de créatures désarmées et tout à fait sans défense.

Enfin M. Morse est arrivé dans la grande rue de Kalisz, où se trouvaient les deux principaux hôtels de l'endroit. A la fenêtre de l'un d'eux, des officiers ivres se divertissaient à tirer violemment par les bras et les jambes un homme âgé, qui pouvait bien être l'hôtelier. « Derrière eux, dans la vaste salle du restaurant, d'autres officiers buvaient et chantaient en compagnie d'une demi-douzaine de filles publiques. Que si j'avais lu quelque part une description de cette scène, assurément j'aurais accusé l'écrivain d'être un menteur éhonté. Mais aussi bien n'insisterai-je pas davantage sur les atrocités que j'ai vues ce jour-là. Je me bornerai simplement à noter que nul fait d'hostilité, nul combat d'aucune sorte n'avait encore eu lieu entre Allemands et Russes. L'Allemagne me faisait voir là toute la bestialité de l'hyène immonde, se repaissant de sa proie avant qu'un seul coup de dent fût porté contre elle. »

Mais l'heure s'avançait, M. Morse commençait à souffrir de la faim; et puis, en vérité, l'autre hôtel lui offrait un aspect beaucoup plus rassurant. Il s'est donc enhardi à y pénétrer, en tenant à la main une pièce d'or anglaise et une douzaine de *marks* allemands dont un seul lui a suffi, d'abord, pour fléchir la rigueur d'une jeune sentinelle prussienne postée sur le seuil de la salle du restaurant. Dans cette salle, encore à peu près vide, il a aperçu l'hôtelier, sa femme, et tout son « personnel » affalés sur un banc, à demi morts d'effroi. S'approchant d'eux avec son sourire le plus amical, il a essayé de leur faire entendre, par les signes d'usage, qu'il désirait manger et boire : mais sans doute l'hôtelier l'aura pris pour quelque haut fonctionnaire

allemand, car, après l'avoir salué jusqu'à terre, il lui a simplement servi deux énormes bouteilles de vin de Champagne ! Par bonheur, l'une des servantes de la maison, plus intelligente ou moins « sidérée » que ses maîtres, s'est enfin avisée de lui faire préparer une omelette au jambon ; et déjà M. Morse se réjouissait de la perspective de pouvoir achever à loisir un excellent déjeuner, quand il a eu la surprise désagréable de voir entrer dans la salle un officier allemand !

Le fait est que celui-ci, d'après l'habitude de sa race, n'a pas manqué de venir s'asseoir à l'unique table du restaurant qui fût déjà occupée. Il paraissait, au reste, d'humeur pacifique, et ne s'est pas même montré trop fâché de découvrir qu'il avait affaire à un « porc anglais. » Tout au plus s'est-il accordé l'innocent plaisir d'annoncer à M. Morse que d'innombrables zeppelins, après avoir détruit la Tour de Londres et la cathédrale de Saint-Paul, se préparaient maintenant à traiter de la même façon les édifices publics de Manchester et de Liverpool. Mais voilà que, par degrés, et probablement sous l'influence des deux bouteilles de champagne naguère apportées de la cave pour son voisin de table, l'officier s'est ressouvenu du vieux grief de ses compatriotes contre ceux de M. Morse : à tel point qu'en sortant de la salle il a signifié à ce dernier son intention de le dénoncer sur-le-champ comme un espion anglais ! Ou bien, peut-être, ce type parfait du « loustic » allemand aura-t-il voulu seulement continuer de s'amuser, comme il l'avait fait tout à l'heure avec son récit des exploits merveilleux de l'escadre de zeppelins ; mais le naïf et prudent M. Morse n'en a pas moins cru devoir hâter son propre départ. Laissant sur la table sa livre sterling, il s'est enfui par une porte de derrière, et a réussi, en fin de compte, à s'engager dans des ruelles à peu près désertes, qui bientôt l'ont conduit en dehors de la ville. Encore n'a-t-il pas pu réaliser ainsi sa « providentielle » évasion sans être forcé d'assister, sur son passage, à un nouvel exemple de la « culture » germanique :

Sur une petite place que je traversais, une troupe nombreuse de soldats venait d'amener huit prisonniers. Trois de ceux-ci étaient vêtus de l'uniforme des officiers russes, trois autres me faisaient l'effet d'être des gendarmes ou des agens de police, et les deux derniers portaient des costumes bourgeois. Tous étaient très pâles et de mine sérieuse, mais, au total, pleins de fermeté, à l'exception de l'un des deux civils, dont je pus voir qu'il tremblait, et que ses genoux s'entrechoquaient de manière à lui rendre malaisé de se tenir debout. Un officier prussien d'un rang élevé, — un major-général, si j'ai bon souvenir, — vint alors se placer en face des

prisonniers, et se mit à interroger l'un des officiers russes, qui se contenta de le regarder d'un air de mépris, sans lui rien répondre. Sur quoi l'Allemand lut quelque chose dans un papier qu'il avait en main, pendant qu'un autre officier s'occupait de placer un groupe de six soldats devant chacun des prisonniers. J'en étais encore à ne pas comprendre bien nettement ce qui allait avoir lieu que déjà le major-général se mettait à l'écart, et agitait la main. Immédiatement les huit groupes de soldats levèrent leurs fusils et firent feu sur les prisonniers. Ceux-ci, d'ailleurs, ne furent pas tous tués du premier coup. L'un d'eux se roulait dans une agonie affreuse, deux autres tâchaient à se relever, et j'en vis même un qui tentait de s'enfuir. Il y eut alors une fusillade qui me parut durer interminablement : plus de cent coups furent tirés avant que toutes les victimes finissent par ne plus remuer. Et ces huit prisonniers ne furent pas les seules victimes de l'exécution. L'officier chargé de commander le feu n'ayant daigné prendre aucune précaution, ni donner le moindre avertissement, un certain nombre des spectateurs reçurent des balles égarées; après quoi se produisit, sur la petite place, une bousculade où plus d'un civil fut foulé aux pieds. Et toujours je rappelle au lecteur que ces assassinats monstrueux s'accomplissaient avant qu'un coup de feu eût été tiré entre les forces armées des deux nations ennemies!

C'est seulement le lendemain 3 août, dans l'après-midi, que M. Morse rencontra des gendarmes russes qui, — après avoir d'abord sérieusement songé à le pendre, — le conduisirent jusqu'à une petite ville du voisinage où se trouvaient cantonnés un régiment d'infanterie et plusieurs bataillons de Cosaques. L'excellent vieux général en présence duquel il ne tarda pas à devoir comparaître eut d'abord, lui aussi, quelque difficulté à interroger un étrange vagabond qui semblait s'obstiner à ne comprendre aucune des questions qu'il lui posait tour à tour en russe, en français, et en allemand : mais il se souvint, fort à propos, que l'un des officiers du régiment, le major Polchow, avait la réputation de parler couramment l'anglais. Par l'entremise du major, M. Morse put enfin expliquer l'aventure qui l'amenait, et donner en même temps certains renseignemens des plus précieux sur des mouvemens de troupes allemandes qu'il avait eu l'occasion d'observer pendant les jours passés. « Il était plus de minuit déjà lorsque notre conversation prit fin ; et je pus voir tout de suite que mes réponses avaient produit sur tous mes auditeurs une impression favorable. Ce fut également durant cette soirée que j'appris, à mon grand soulagement, la fausseté des récits de l'officier allemand de Kalisz touchant la destruction de nos villes anglaises. Avant de me congédier, le général me dit que je pouvais être assuré d'obtenir, en Russie, l'aide et la protection que j'y étais venu chercher. Je lui

fis part de mon désir de retourner en Angleterre aussi tôt que possible ; et il fut convenu que, dès le lendemain, l'on s'occuperait de faciliter mon départ pour Riga. »

Mais voilà que, le lendemain, au moment où déjà ses nouveaux amis s'apprêtaient à lui dire adieu, voilà que M. Morse se sentit envahi d'un scrupule imprévu ! « La destinée avait fait de moi un Anglais, Dieu merci ; et il me semblait dur d'être forcé de tourner le dos à l'ennemi de mon pays avant de lui avoir montré le blanc de mes yeux ! » En vérité, le commerçant anglais ne pouvait pas se résigner à quitter l'armée russe sans l'avoir, tout au moins, un peu aidée à combattre et à vaincre non seulement « l'ennemi de son pays, » mais plus encore la « bête féroce » qui s'était révélée à lui dans les rues de Kalisz. « Je commençais dès lors à savoir quelque chose de la cruauté et de l'ignominie allemandes, » nous dit-il. L'image des assassins de l'aubergiste et celle des exécuteurs des huit prisonniers inconnus, et puis aussi, sans doute, les deux images de l'officier qui l'avait, lui-même, grossièrement poussé par le bras et de celui qui l'avait « mystifié » avec ses fausses nouvelles de Londres ne cessaient pas de lui « hanter » la mémoire avec un ricanement de mépris, comme si tous ces répugnans personnages le raillaient de « leur tourner le dos » avant d'avoir « réglé ses comptes » avec eux. De telle sorte que, renonçant brusquement à son projet de retour en Angleterre, M. Morse demanda au général russe la faveur de « faire le coup de feu » contre les Allemands !

Après quoi, pendant près d'un an, ce vieux bourgeois anglais, « libéral » et volontiers « pacifiste, » avec cela incurablement ignorant d'aucune autre langue que la sienne propre, a « fait le coup de feu » dans les rangs de l'armée russe, — ou, pour être plus exact, en marge de ces rangs, car ses chefs lui permettaient d'employer librement, suivant sa fantaisie, les précieuses qualités d'énergie, de sang-froid, et de ténacité qu'ils avaient vite fait de découvrir chez lui. Remplissant tantôt le rôle d'un officier, et tantôt se réduisant à celui d'un simple tirailleur, prenant sur soi tour à tour les tâches les plus diverses, parmi lesquelles figurait même celle de « soutirer » des renseignemens « confidentiels » à des prisonniers ennemis qui parlaient l'anglais, — « car, nous dit-il, je m'abaisserais de bon cœur à des métiers plus pénibles encore que celui de l'espion pour empêcher le malheur effroyable que serait le triomphe de l'odieux tyran prussien, » — pendant près d'un an, il a dépensé toutes ses

forces de corps et d'esprit à combattre la « bête féroce » allemande; et sans doute il aurait continué de la combattre jusqu'à la fin de la guerre, si l'obligation de se cacher durant des semaines dans les bois et les marécages de la Prusse Orientale, — après avoir réussi à s'échapper de mains ennemies qui déjà s'apprêtaient à le fusiller, — ne l'avait mis décidément hors d'état de servir. — Et combien je regrette de ne pouvoir pas, du moins, traduire ici les quelques chapitres où il nous raconte les péripéties de sa captivité et de son évasion, avec ce mélange savoureux d'observation pittoresque et de bonhomie qui, tout au long de son livre, nous le fait apparaître comme un digne héritier de l'école « littéraire » d'un sergent Bourgogne ou d'un capitaine Coignet!

Mais surtout ce livre du volontaire anglais, avec l'admirable accent de franchise « radicale » qui en ressort pour nous à toutes les pages, nous offre la portée d'un sûr et solide « document » historique. M. Morse a beau pousser à un degré malaisément croyable la déformation de tous les noms propres qu'il lui arrive de citer, — en telle sorte que nous le voyons, par exemple, servir successivement sous les ordres de généraux appelés Jowmetstri, Krischelcamsk, et Tunreshka, pour devenir enfin le familier d'un chef qu'il va nous présenter toujours, depuis lors, sous le nom fantastique du « capitaine Folstoffle; » — je doute qu'il se trouve jamais un autre historien qui nous révèle d'une manière à la fois aussi précise et aussi détaillée la physionomie authentique des mémorables opérations militaires où il lui a été donné de participer.

Son récit nous fait assister, notamment, à une demi-douzaine de grandes batailles dont j'imagine que l'on pourra sans trop de difficulté reconstituer plus tard le véritable nom, et qui, dès maintenant, se déroulent sous nos yeux avec une netteté quasiment « cinématographique. » Sans compter l'intérêt incontestable des jugemens de ce témoin éminemment impartial sur les mérites et les défauts « professionnels » des différentes catégories de soldats russes au milieu desquels il a eu à vivre. Écoutons-le, simplement, nous résumer l'impression générale que lui a laissée son année de séjour à l'armée commandée alors par le grand-duc Nicolas :

Le soldat russe, pris dans son ensemble, est une créature superbe, mais sans que je puisse aller jusqu'à dire qu'il est un combattant de premier ordre. C'est d'ailleurs chose extrêmement malaisée, de le définir comme il faut. On nous l'a représenté maintes fois comme soumis d'avance à tous les coups du sort : cela est vrai, mais à la condition d'y joindre un cou-

rage indomptable. Le malheur est que son courage soit trop souvent dépourvu d'initiative. Le soldat russe a besoin d'être conduit; mieux il est conduit, plus il déploie d'ardeur et d'intrépidité à se battre. Il éprouve, au fond de l'âme, une vénération presque religieuse pour ses chefs; et d'ailleurs tout soldat russe est profondément religieux. Fidèle, franc de cœur, et d'une générosité sans pareille, jamais il ne se résigne à abandonner un ami; il est vrai que, d'autre part, je crains fort que jamais il ne pardonne à un ennemi. Il peut être d'une dureté implacable pour ceux qu'il déteste; et pourtant, dans son humeur ordinaire, on aurait peine à trouver quelqu'un qui ressente plus de répugnance naturelle à verser le sang. Excellent mari, avec un amour passionné des enfans, il est lui-même un grand enfant que son ami, ou bien encore son officier, mènera toujours à son gré où il lui plaira... Que l'on ajoute à cela une vigueur corporelle splendide, et une faculté d'endurance dont n'approche sûrement aucune autre race civilisée. Le soldat russe peut marcher et combattre, par exemple, avec des rations de nourriture si maigres et si mauvaises que nul autre soldat européen ne consentirait à s'en accommoder. Un bon nombre des régimens où j'ai servi ne recevaient, pendant plusieurs journées, absolument pas d'autres vivres que du thé et du biscuit.

Quant au soldat allemand, que M. Morse s'est également trouvé à même d'étudier de très près, l'opinion finale de notre auteur anglais à son endroit diffère naturellement, sur plus d'un point, de celle qu'il avait naguère emportée de Kalisz. C'est chose incontestable, par exemple, que les troupes allemandes « savent mieux se battre » que bon nombre des Russes, avec une « méthode » et une « discipline » infiniment supérieures. Mais, par-dessous tout cela, il y a décidément toujours, au fond de la nature allemande, quelque chose de bas et, en vérité, d'« animal. » Jusque dans sa bravoure, l'Allemand n'apporte pas « cet élément de générosité » que nous font voir les autres nations. « Il est cruel dans sa victoire, et devient aussitôt d'une lâcheté répugnante à l'instant de la défaite. » Son instinctive « joie de nuire, » — cette *Schadenfreude* qui n'a d'équivalent dans aucune autre langue, — se traduit à tout moment, sur son passage, par des traits comme la mise à mort, par un jeune et élégant officier prussien, d'un couple de canaris appartenant à la petite fille de certains notables polonais. L'officier, poliment accueilli dans la maison qui lui était assignée pour résidence, s'était, de son côté, montré tout aimable; mais ensuite, avant de partir, — et malgré la hâte d'un départ commandé par la soudaine approche d'un régiment de Cosaques, — le brillant capitaine avait pris la cage de l'enfant de ses hôtes, et s'était diverti à tordre le cou des deux canaris. Le lendemain encore, la petite fille pleurait ses chers oiseaux; et M. Morse ajoute qu'il pour-

rait citer une foule de cas où, semblablement, « des oiseaux, des chats, des chiens favoris ont été tués de sang-froid par des Allemands, tantôt afin de vexer les possesseurs de ces pauvres créatures, et tantôt, simplement, par plaisir de tuer. »

Quoi d'étonnant que de tels ennemis se soient bientôt attiré, de la part des Russes en général et notamment des Cosaques, de dures « représailles ? » M. Morse nous apprend que, le soir du 26 août 1914, après une sanglante défaite des Allemands, ceux-ci ont empêché les Russes de secourir les blessés en tirant obstinément sur tout infirmier porteur des insignes de la Croix-Rouge. « Les cruautés sans nom accomplies sur nos blessés par les Allemands, et qui nous étaient assez clairement révélées par les cris, supplications, et imprécations des victimes, ont fini par éveiller chez mes Cosaques un tel désir de vengeance que je sais qu'il y a eu du moins une partie du champ de bataille où pas un blessé allemand n'est resté en vie. Mais je dois déclarer que, après que j'ai vu amener à notre ambulance deux Russes ayant les yeux arrachés, ainsi qu'un troisième à qui l'on avait coupé le nez, les oreilles, et la langue, je me suis senti incapable d'émettre un seul mot de protestation contre ces représailles. Les Allemands envoyés sur le front russe me sont vraiment apparus des êtres d'une férocité bestiale, ou même diabolique ; et je jure qu'ils ont pleinement mérité tous les traitemens qu'ont pu leur infliger des adversaires connus pour être d'humeur peu accommodante ! »

« Jamais durant tout mon séjour dans l'armée russe, nous affirme encore le volontaire anglais, jamais je n'ai vu ni appris qu'un soldat de cette armée eût causé le moindre mal à une femme ou à un enfant. » En cela comme en bien d'autres choses, la différence était grande entre le soldat russe et son adversaire. Presque de page en page, le livre de M. Morse évoque devant nous une série d'« atrocités » dépassant, à coup sûr, toutes celles qui nous ont été signalées sur notre « front » de l'Ouest. Chaque jour, l'auteur est contraint d'assister à des scènes comme les suivantes, — que je prends un peu au hasard, tout au début du livre :

La région voisine de Prasnycz, que nous traversâmes le 17 août, avait été parcourue avant nous par les Allemands, et nombreuses y étaient les traces de leur passage. Toutes les jeunes femmes avaient été outragées, et presque toutes les vieilles cruellement maltraitées. Les hameaux, les fermes isolées, tout cela avait été incendié. Souvent les ruines fumaient encore ; et Dieu sait ce que l'on avait fait des habitans. Quelques-uns, en tout cas, avaient été tués : car nous avons trouvé le corps d'une femme

plongée, la tête en bas, dans une fosse à purin, et, dans une autre aile de la même ferme, ceux de deux hommes pendus dos à dos. La femme avait été tuée d'un coup sur la tête, qui avait fracassé le crâne; et son corps avait été traité de la manière la plus scandaleuse. Les canonniers de notre batterie ont enterré ces trois misérables créatures dans un même tombeau, pendant la demi-heure de repos qui nous était accordée. Puis, ayant continué d'explorer la maison en ruines, nos hommes ont découvert le cadavre d'un vieillard paralytique, assassiné dans son lit à coups de baïonnette. Près de lui était un enfant de quelques mois, probablement mort de faim dans son berceau. Ce spectacle, et d'autres semblables dans le voisinage, ont produit un effet terrible sur mes compagnons; et je ne serais pas étonné que maints blessés prussiens, les jours suivans, eussent été achevés expressément par représailles de ces crimes commis dans la ferme polonaise.

Ou bien encore, quelques pages plus loin, dans le récit de la fameuse, — mais hélas ! trop brève, — invasion de la Prusse Orientale par la cavalerie du général Rennenkampf :

D'entendre affirmer que l'armée allemande n'est qu'une bande organisée de criminels, un corps bien dressé de voleurs et d'assassins, cela doit sembler à maintes personnes une exagération de mauvais goût ; mais certainement, si ces personnes avaient vu ce que j'ai vu là-bas, elles-mêmes ne pourraient s'empêcher d'affirmer tout cela. Dans des villages de la frontière, des jeunes filles ont été obligées de boire jusqu'à ce qu'elles devinssent profondément ivres; après quoi, des officiers allemands les ont fait mourir, à force d'outrages. Nous avons trouvé le corps d'une vieille femme polonaise pendu par les pieds à un arbre : ses bourreaux lui avaient dévidé les entrailles, et avaient épinglé sur elle cette inscription allemande : « Une vieille truie qu'il ne reste plus qu'à saler ! » Une compagnie entière de fantassins prussiens a abusé du corps d'une pauvre femme qui a fini d'agoniser dans notre camp. Dans un village, plus de 150 hommes et enfans mâles ont été brûlés vifs. Ailleurs, dans un petit hameau près de Chiplichki, — (toujours les étranges noms russes élaborés dans les oreilles anglaises de M. John Morse !) — nous avons entendu les hurlemens de gens qu'on brûlait, et, en effet, nous en avons vu plus tard les restes consumés. Et que l'on ne croie pas que je cite là des cas isolés! Tous les jours il m'est arrivé d'en voir d'analogues : mais j'évite d'en faire mention par crainte de trop dégoûter le lecteur. L'assassinat et la mutilation des blessés étaient, pour l'ennemi, une pratique invariable, chaque fois qu'il avait le temps de s'y livrer; à tel point que nous nous étions tous plus ou moins endurcis et blasés devant ces horreurs.

D'autre part, lorsque la cruauté allemande était poussée trop loin, les Russes ne se faisaient pas faute d'user de représailles. Mais comment auraient-ils pu ne pas en user? Et d'ailleurs je crois volontiers à l'efficacité pratique de ce genre de représailles : dans l'espèce, celles des Russes

ont sûrement réussi à effrayer les Allemands et à contenir quelque peu leurs atrocités. Un jour que je voyais pendre dix officiers et une centaine de soldats allemands, surpris tandis qu'ils essayaient contre nous une ruse particulièrement lâche et vilaine, je me suis rappelé que les premiers meurtres dont j'eusse été témoin dans cette horrible guerre avaient été ceux d'infortunés « civils » russes dans les rues de Kalisz ; et que si maintenant, en levant un doigt, j'avais pu sauver la vie de l'un quelconque de ces 110 gredins, j'atteste mon honneur que je ne l'eusse point levé! Car il faut savoir encore que chacun d'entre eux se trouvait dûment convaincu d'avoir outragé des femmes, achevé des blessés, torturé des enfants, et dévalisé des maisons du voisinage. — Mais n'importe, le fait est que mes Cosaques étaient vraiment des gaillards terribles et dont il ne fallait pas exciter la colère!

Dans un village des environs de Souwalki, d'où les Russes venaient de chasser un régiment prussien, M. Morse a découvert les traces de forfaits si monstrueux que les pages qu'il emploie à nous les décrire risqueraient, vraiment, de « dégoûter » le lecteur français. C'est comme si un vent de folie sanguinaire et « sadique » avait soufflé tout d'un coup sur ces âmes rudimentaires, balayant tout ce que des siècles de civilisation chrétienne y avaient déposé de sentimens « humains. » Et toujours l'irrésistible « plaisir de nuire, » et toujours ce manque foncier d'intelligence psychologique dont j'ai eu déjà mainte fois l'occasion de parler. Connaissant la piété du soldat russe, les troupes allemandes n'avaient pas de plus grand bonheur que de profaner ignoblement les églises des villes et villages où elles pénétraient! De telle façon que nous-mêmes, tout au long de l'émouvant récit du volontaire anglais, ne pouvons pas nous empêcher d'excuser, pour le moins, ces « représailles » dont nous devinons qu'il a volontiers pris sa petite part. Et comme nous comprenons, en tout cas, l'ardeur ingénue du vieux négociant d'outre-Manche, — avec ses instincts nationaux de *sportsman*, — à « faire le coup de feu » sur un « gros gibier » tel que celui-là !

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous avons, ces dernières semaines, vécu de grandes heures. De toute la masse de ses divisions d'élite, de tout le poids de son artillerie lourde, de toute la puissance de sa chimie destructive, de toute la rage, en un mot, de la fureur teutonique, l'armée allemande s'est ruée contre Verdun. Nous étions prévenus depuis quelques jours. L'Empereur, et tel ou tel des princes confédérés, avaient de nouveau proféré des paroles truculentes devant l'Allemagne qui les supporte, annonçant comme prochaine « la plus formidable bataille que l'histoire ait jamais vue, » ajoutant que l'Allemagne avait 200 000 vies à y dépenser. Ces discours de hauts personnages sont rarement de simples extravagances. De Hollande, de Suisse, on signalait d'incessans mouvemens de troupes, une énorme accumulation de matériel. Nos services de renseignemens suivaient pour ainsi dire de nuage en nuage l'orage, bientôt tempête, puis cyclone, qui s'amassait, se fixait, crevait. Dès le 15 février, nous attendions, précisément là où elles ont sévi, les rafales des 105, des 210, des 305, des 380 et des 420. Il n'y a donc pas eu de surprise. Les Allemands sont venus. Nous les avons vus venir. Ils n'ont pas vaincu.

Le bombardement a commencé le 20, un dimanche (Guillaume II est plein d'attentions pour le « vieux dieu » germain, que réjouissent les hécatombes), sur un front d'une dizaine de lieues, de Montfaucon, en Argonne, à Étain, dans la Woëvre. Nos tranchées et les forts au Nord de Verdun furent donnés pour cibles à un feu d'enfer : la ville elle-même, devenue un vrai « nid à obus, » dut être, par ordre, vidée de ses derniers habitans. A partir de ce dimanche matin, l'action s'engage et se développe, implacable. Une vague allemande accourt, se brise en une écume de sang; une autre vague suit, déferle, s'écroule, recule ; mais d'abord la marée avance; elle gagne, du 21 au 26 février,

deux, quatre, six kilomètres. Comme l'on peut, sur la plage, quand la mer s'est retirée, se représenter, aux épaves qu'ils y ont laissées, les lignes successives des flots, ici l'on peut, aux amoncellemens de cadavres sur le terrain, reconstituer les lignes successives du combat. La première lame ne couvre qu'un assez petit espace, de Brabant-sur-Meuse, par le sud d'Haumont et le bois des Caures, dans la direction de Grémilly (23 février). La deuxième, déjà plus large (jeudi 24), va de Samogneux à l'Herbebois. Le 25, la troisième s'épand, de Champneuville, au-dessous d'Ornes, par le Sud de Beaumont. Enfin, le samedi 26, une quatrième vague s'élance de Vacherauville sur la côte du Poivre, passe au Sud du bois de la Vauche, bat le village et le fort de Douaumont, s'arrête au Nord du village et du fort de Vaux. En même temps, nos troupes de la Woëvre sont ramenées au pied des Hauts de Meuse. Alors, il semble bien que le Destin intervienne et dise à l'invasion : « Tu n'iras pas plus loin. »

Le samedi 26 marque le sommet de la courbe. C'est le point et l'instant critiques. Dans l'après-midi, pour une raison que, plus tard, nous connaîtrons mieux, — arrivée d'un homme ou de milliers d'hommes, arrivée d'un homme et de milliers d'hommes, — la bataille est fixée, clouée sur place, immobilisée. Elle s'apaise même pendant un jour ou deux, et l'on dirait que les armées épuisées s'endorment debout, l'une en face de l'autre, tandis que seul, par intervalles, le canon gronde. Il faut enterrer les morts, consolider les positions nouvelles, refaire les approvisionnemens de munitions. Sans doute, ce n'est qu'une pause, ce n'est pas la fin ; et l'ouragan, pour la seconde fois déchaîné, s'acharne autour de Douaumont, qui est pris, perdu, repris, reperdu, repris encore et reperdu encore. Mais, depuis le 26 février, sur ce front du Nord de Verdun, la bataille ne bouge plus. Depuis le 26, les Allemands ne nous ont pas enlevé un mètre, presque pas un pied, pas un pouce, de sol français. En se retournant, ils peuvent d'un coup d'œil mesurer toute leur conquête, six kilomètres à peine de largeur ; et ils peuvent mesurer aussi la hauteur, la profondeur de leur sacrifice : de cent mille à cent cinquante mille de leurs meilleurs soldats, jusque là épargnés par l'avare astuce de l'État-major, pour être jetés sans pitié dans un suprême coup de partie ; fils de la Poméranie et du Brandebourg qui n'auront point entendu le salut hâtif du roi de Prusse au Landtag de leur province, à qui ne sera point parvenu le remerciement un peu sec, et où l'émotion sonne aussi faux que le triomphe, dont devait être payée leur fidélité.

Car ce triomphe télégraphique sonne faux. Sans attendre davan-

tage, nous savons combien peu la gigantesque tentative des Allemands a réussi, encore qu'ils l'aient redoublée et triplée, reportée sur la rive gauche de la Meuse, vers l'Ouest, par Forges et Regnéville : arrêtés de nouveau devant la Côte de l'Oie, ils ne la monteront point au pas de parade. Pour savoir combien ils ont échoué, il faudrait savoir positivement ce qu'ils s'étaient proposé ; mais ce n'est qu'une question de plus ou de moins, et le moins sera déjà d'une immense conséquence. Au début de l'offensive allemande sur Verdun, on s'est étonné du choix d'un tel lieu et d'un tel moment. Quant au moment, il est choisi au mépris des préceptes de l'art de la guerre, lesquels « recommandaient jadis de ne point faire la guerre au printemps, » c'est-à-dire en cette saison froide et pluvieuse où nous sommes, qui est, au propre et au figuré, comme la liquidation de l'hiver ; préceptes qu'un vieux traducteur résumait par antiphrase dans cette formule : « Qui veut par ainsi que les forces, l'ordre, la discipline et la vertu militaire ne lui profite et vaille rien, qu'il fasse hardiment la guerre au printemps ; » mais il y a des siècles de cela, et les conditions de la guerre ont tant changé ! D'ailleurs, les Allemands n'ont peut-être pas été (écrivons prudemment : peut-être) ils ne sont peut-être plus les maîtres de l'heure. L'Allemagne a pu être pressée par diverses raisons ; et de ces raisons, qui sont des aiguillons, on en pressent, on en devine de toute sorte.

Raisons politiques : elle va émettre son quatrième emprunt de guerre, qu'il serait urgent de soutenir et de chauffer par la victoire ; le Reichstag est convoqué pour le 15 : il serait à la fois agréable et utile de lui sonner un réveil en fanfare. L'esprit public, sinon l'opinion parlementaire, toute de style officiel, paraît en avoir besoin. Raisons dynastiques, un peu plus menues ou plus égoïstes : l'Empereur, dans l'intérêt de la famille, aurait voulu procurer à son fils, dont le prestige est ébranlé, l'occasion d'un éclatant succès, lui faire gagner un bâton de maréchal plus long que ceux d'Hindenburg et de Mackensen, le ceindre, par anticipation d'hoirie, de la couronne de laurier : *Heil dir im Siegerkrantz!* Raisons plus générales et plus graves, les unes d'ordre économique : l'Allemagne, si elle n'est pas réduite à la famine, est certainement très gênée ; si elle ne souffre pas d'une disette absolue, elle manque de bien des choses considérées comme nécessaires, en ce sens au moins qu'elle n'en possède, n'en produit et n'en reçoit pas une quantité suffisante : elle n'est pas encore à la diète, mais elle est depuis des mois déjà à la ration. Bien que, contre son gré, elle n'achète pas au dehors autant que d'autres nations, la valeur du *mark*

allemand continue de baisser, dans les pays scandinaves comme à Amsterdam, et à Genève comme à New-York. Les matières premières dont elle alimentait son industrie, elles-mêmes, se font rares. Dire et répéter cela, c'est dire sûrement la vérité, d'un ton probablement au-dessous de la vérité.

Raisons graves aussi d'ordre diplomatique : l'hésitation même de la victoire, promise à grand fracas, fait hésiter les neutres, et certains alliés qui se fatiguent à mesure que la décision s'éloigne : qui sait si elle ne pourrait, par une espèce d'effet contraire, déterminer à l'action hostile des Puissances qui se réservaient par crainte plus que par sympathie, et qui, tenues, dans l'orgueil de la force, pour secondaires, seraient capables, à l'heure où la Fortune penche, de fournir l'appoint, de donner la chiquenaude qui la précipiterait? Point de temps à perdre : il faut les arrêter, en frappant un coup dont la terre tremble. D'autant plus, et voici des raisons militaires, — pourquoi n'y en aurait-il pas? — d'autant plus que la prise d'Erzeroum par les Russes et les opérations qui l'ont suivie, celles qui vont amener vers Trébizonde, sur les rivages de la Mer-Noire, les cosaques du grand-duc Nicolas, et qui, au pays de l'aurore, marquent pour les bons guetteurs le lever d'un autre soleil, ont fait ou inclinent à faire, dans l'Orient le plus proche, changer de camp la peur et le sourire. Pour ceux-là mêmes dont il n'y avait point à transformer les sentimens, la tournure et l'allure des événemens modifient, fortifient les possibilités. Sous l'empire de ces préoccupations, en face de Salonique occupée solidement par les Anglo-Français, de Vallona défendue par les Italiens, de l'armée serbe reposée, réorganisée à Corfou, de l'armée roumaine chaque jour plus complètement mobilisée, de l'armée grecque impatiente de l'injure bulgare, le coup de Verdun, à l'autre extrémité de l'Europe, qui dans une si grande catastrophe est toute petite, serait la réponse, le défi, le gros juron de l'Allemagne, riche en jurons horrifiques et prodigue de la menace de son poing.

Laquelle de ces raisons est la bonne? ou lesquelles? ou toutes ensemble ont-elles poussé l'Allemagne à choisir ce moment, quelque peu indiqué qu'il parût par la météorologie? Mais justement ne l'a-t-elle pas choisi parce qu'il n'était pas indiqué? En avançant le printemps, en décrétant qu'il s'ouvrirait militairement au mois de février, n'a-t-elle pas songé surtout à devancer l'offensive concertée que les Alliés, dont le conseil de guerre commun devait se réunir en mars, lui promettaient pour le printemps vrai? De même, quant au choix du lieu. Les experts se demandent encore si l'attaque de Verdun n'est

qu'une « feinte, » au prix de laquelle on n'aurait pas regardé, afin de mieux couvrir un dessein différent, un plan qui se déroulerait ailleurs, ou si c'est une attaque « à fond, » après quoi, la malice allemande serait provisoirement à bout d'invention ou de ressources.

Nous ne les suivrons pas, on le comprend, en des considérations techniques d'où nous risquerions de ne point sortir. Mais supposons, comme il devient de plus en plus vraisemblable par la durée et par l'intensité de l'effort, que l'attaque sur Verdun soit bien le grand coup, l'attaque « à fond. » Ce serait une erreur de conclure : les Allemands nous ont attaqués à Verdun, *quoique* ce soit un des points les plus forts de nos lignes. Il serait plus logique et plus psychologique de dire : les Allemands nous attaquent à Verdun, *parce que* c'est un de nos points les plus forts. Les argumens purement militaires ne manqueraient pas, et la presse d'outre-Rhin, pour pallier un échec qu'elle prévoit, en a déjà rassemblé plusieurs : Verdun s'enfonce comme un coin entre deux positions allemandes d'une importance particulière, la forêt de l'Argonne et la dent de Saint-Mihiel ; des hauteurs de la Meuse et de la plaine de la Woëvre, les Français peuvent à leur aise troubler les communications de l'ennemi, et, l'assaillant à l'improviste, mettre en danger d'être isolées les troupes allemandes qui occupent des positions plus avancées.

Assurément, l'entreprise est aventureuse, mais la guerre, qui est calcul, est aussi aventure. De même qu'il faut réfléchir et préparer, il faut oser. Ou plutôt, de même qu'il est des temps de réfléchir, de même il est des temps d'oser. Au surplus, les Allemands se flattent d'avoir si parfaitement combiné leur affaire, qu'ils ne pensent qu'au succès et à ses bénéfices, dont le moindre ne serait pas de réintimider l'univers en démontrant par le plus difficile l'invincibilité allemande. Qu'importe, en regard de ce résultat, un aléa réduit au minimum, la part infime de hasard qu'on ne saurait éliminer par conseil et sagesse, et qui du reste peut s'appeler la chance ? Sans doute, si l'on se trompait... ; mais c'est de certitude qu'on doit se remplir les yeux et l'esprit ; or, c'est la certitude allemande, que l'Allemagne est au-dessus de tout. Et peut-être, d'autre part, que l'Allemagne n'y pense plus tant, ni de si loin ; peut-être maintenant ses mouvemens sont-ils moins commandés, moins coordonnés qu'on ne le croit ; peut-être y entre-t-il plus qu'on ne le croit d'impulsions et de réactions instinctives. On a, à son endroit, usé jusqu'à en abuser de comparaisons peu avantageuses. On l'a comparée au taureau piqué de banderilles et qui fonce, à la bête en cage cherchant une issue et se cassant la tête

contre le mur. Au lieu du cirque et de la cage, je verrais assez bien une salle de jeu. Il est tard ; voici les dernières parties, la dernière occasion de « se refaire, » de sauver sa mise. Le coup de Verdun est pour l'Allemagne ce qu'est pour le joueur le coup de quatre heures du matin.

Mais s'il en est réellement ainsi, quel jour jeté sur sa situation ! Comme les raisons politiques de son va-tout militaire s'accusent et s'imposent ! Elle n'a plus qu'une carte à abattre : l'aube blanchit, elle est obligée d'aller vite. Seulement, nous, nous ne sommes point obligés de brûler de sa fièvre. Nous avons appris depuis vingt mois que nos deux principaux alliés sont l'espace avec la Russie et le temps avec l'Angleterre. Tout en les aidant de notre mieux, nous pouvons patiemment les laisser travailler. Pour dire les choses comme elles sont, sans exagération et sans atténuation, les Allemands se sont un peu rapprochés de Verdun : il leur en a coûté des pertes effroyables Mais nous les contenons, nous nous maintenons, nous tenons.

Longwy, Mangiennes, Damvillers, Vauville, Ormont, Samogneux, Malancourt, Clermont-en-Argonne, Maisons-de-Champagne, Massiges, Somme-Tourbe, tous ces noms apparaissent en août et septembre 1792. Et c'est le 22, après Valmy, — qu'est-ce que les dix mille coups de canon tirés alors de chaque côté? — que Gœthe écrivit la page demeurée célèbre : « Ainsi s'était écoulé le jour ; les Français restaient immobiles... On rappela nos gens du feu, et ce fut comme s'il ne s'était rien passé. La plus grande consternation se répandit dans l'armée. Le matin encore, on ne parlait que d'embrocher et de manger tous les Français... Maintenant, chacun paraissait rêveur ; on ne se regardait pas, ou, si cela arrivait, c'était pour détester et maudire. A la nuit tombante, nous avions par hasard formé un cercle, au milieu duquel un feu ne put même être allumé comme d'ordinaire. La plupart se taisaient ; quelques-uns discouraient... Enfin, on m'interpella... Je répondis : « De ce lieu et de ce jour date une nouvelle époque dans l'histoire du monde, et vous pourrez dire : « J'y étais. »

Tandis que, chez nous, elle contracte à l'extrême et crispe son visage de violence, en Suisse, l'Allemagne découvre une autre de ses faces. On la sentait derrière la porte du prétoire du tribunal militaire de Zurich où s'est débattu le procès des colonels Egli et de Wattenwyl. Ces officiers étaient poursuivis pour avoir : 1° le colonel Egli, en sa qualité de sous-chef de l'état-major de l'armée fédérale, communiqué aux deux attachés militaires d'un des groupes de Puissances belligérantes tout ou partie des bulletins quotidiens de la section des rensei-

gnemens de l'état-major (à l'un, l'attaché allemand, le bulletin complet, depuis le mois de février 1915 ; à l'autre, l'attaché autrichien, une partie de ce bulletin, depuis le printemps) ; 2° le colonel de Wattenwyl, rétabli l'équilibre, en ordonnant, pendant une absence du colonel Egli, la communication du bulletin entier à l'attaché militaire qui jusque là n'en avait reçu qu'une partie ; 3° tous deux, le colonel Egli et le colonel de Wattenwyl, porté à la connaissance d'un des attachés militaires (l'allemand) des documens étrangers échangés entre ces gouvernemens et la Suisse, ou entre ces gouvernemens et leurs organes officiels en Suisse (dans l'espèce, le gouvernement russe, sa légation à Berne, ou ses attachés militaires à Londres, Stockholm et autres villes du Nord). » Disons tout de suite que le Tribunal a écarté le troisième chef d'accusation, comme ne reposant que sur des raisonnemens ou inductions sur lesquels ne peut se fonder la preuve juridique. Il a retenu les deux premiers, considéré la preuve comme faite et déclaré cet acte « contraire à l'article premier de l'ordonnance du Conseil fédéral sur la neutralité ; » mais il a estimé que si « la communication du bulletin constitue une violation de la neutralité, dans le sens d'une violation des devoirs de service, » il était difficile de lui appliquer les dispositions pénales, très rigoureuses en temps de guerre, qui visent le service des renseignemens en faveur d'une Puissance étrangère ; qu'au demeurant, les colonels Egli et de Wattenwyl avaient agi avec une bonne foi qui ressort du fait que la communication du bulletin avait lieu ouvertement. En conséquence, il les a acquittés, en les renvoyant devant leurs supérieurs pour un jugement disciplinaire. Des arrêts de rigueur leur ont été, par suite de cette décision, récemment infligés. Le colonel de Wattenwyl a donné sa démission. Le colonel Egli prend sa retraite. L'affaire est donc réglée et il n'y aurait pas à y revenir, si le procès de Zurich, comme on l'a dit en Suisse même, ne comportait pas une philosophie, ne se rattachait pas à des causes, n'enveloppait pas des conséquences, ne prêtait pas à des observations qui le dépassent singulièrement.

Non seulement il s'est déroulé en une atmosphère surchauffée, agitée durant toute l'année 1915 par des incidens répétés, qu'il ne nous convient pas de rappeler ici, et dont nous nous bornerons à dire avec regret que notre mauvaise étoile a permis qu'ils fussent tous dirigés dans le même sens ; mais il a posé pour la Suisse, ou révélé qu'il se posait pour la Suisse de graves problèmes de politique intérieure ; l'un qui touche aux rapports du Conseil fédéral et du général en chef ; en termes qui nous sont familiers, aux relations du gouver-

nement et du commandement ; l'autre, beaucoup plus vaste encore, et qui n'est rien de moins que le problème des rapports des différentes nationalités ou des différentes races ou des cantons de différentes souches dans la Confédération helvétique.

L'article 85 de la Constitution du 29 mai 1874, en son paragraphe 4, attribue à l'Assemblée fédérale, — pouvoir législatif résidant en deux Chambres, Conseil national et Conseil des États, — « l'élection du général en chef de l'armée fédérale ; » en son paragraphe 6, il lui reconnaît le droit de prendre « les mesures pour la sûreté extérieure, ainsi que pour le maintien de l'indépendance et de la neutralité de la Suisse. » Ce serait en vertu de cet article (combiné avec les paragraphes 9, 10, 11 et 12 de l'article 102), que de pleins pouvoirs auraient été, le 3 août 1914, conférés au Conseil fédéral, sorte de Directoire, formé de sept membres, en qui s'incarne le pouvoir exécutif, ministres que préside le propre président de la Confédération, et qui sont, à ce titre, la plus haute expression du pouvoir civil. En somme, c'est au pouvoir civil, en leurs personnes, et en tant que Conseil fédéral, non pas au général en chef, non pas à l'État-major, non pas au pouvoir militaire, s'il n'est pas incorrect en droit de parler d'un « pouvoir militaire, » que ces pleins pouvoirs ont été accordés. Le premier usage que le Conseil fédéral en a fait, dès le lendemain 4 août, a été de proclamer, avec une netteté qui ne souffre aucune équivoque, ce principe de neutralité absolue : « L'impartialité la plus stricte sera observée à l'égard de tous les belligérans : on devra donc s'abstenir de tout acte favorisant l'un ou l'autre d'entre eux. » — A quoi, en dépit de la règle, l'État-major en était arrivé, on l'a vu au procès de Zurich par l'attitude des deux colonels, qu'est venu couvrir et approuver le chef de l'État-major lui-même, le colonel de Sprecher, dont certaines phrases mériteraient d'être relevées, s'il n'était plus sage et plus digne de les oublier. Encore les accusés n'avaient-ils pu être amenés jusqu'au tribunal militaire que parce que l'opinion publique irritée n'avait pas toléré qu'on les y dérobât. Il n'a pas fallu moins d'un mois. C'est le 8 décembre 1915 que le colonel Egli et le colonel de Wattenwyl avaient été dénoncés. Le 11 décembre, le général en chef avait été saisi ; il répondit en réglementant les relations entre les attachés étrangers et l'état-major. Le 20, l'affaire fut soumise à la délégation du Conseil fédéral, qui demanda des sanctions plus sévères. Le 23, le général en chef déplaça de l'état-major, en leur confiant d'autres commandemens, les officiers qu'il était contraint d'écarter. Jusqu'au 11 janvier 1916, le Conseil fédéral ignora tout. On conçoit

que, traité de la sorte, il ait trouvé que ses « pleins pouvoirs » étaient en réalité peu de chose et qu'il ait eu de la peine à croire à la « prépondérance du pouvoir civil. » Le Conseil fédéral et le général en chef, dans la situation fausse où ils se sont vus brusquement placés l'un vis-à-vis de l'autre, ont pris le bon moyen : ils se sont expliqués. Le Conseil fédéral a revendiqué ses droits. Le général en chef a protesté de son respect. La Commission compétente a enregistré ce nouveau pacte *mutuæ defensionis et associationis civicæ*. Nul doute que l'Assemblée fédérale, saisie à son tour, ne s'empresse de résoudre par une conclusion aussi heureuse une querelle qui eût pu s'aigrir.

Mais, si sérieuse que fût cette première difficulté, la seconde est pire. Elle a des racines plus profondes, des ramifications plus étendues. Elle n'est pas seulement d'ordre constitutionnel, mais d'ordre national. Il faut avoir toujours présentes à la pensée la configuration géographique de la Suisse et sa formation historique, les conditions naturelles et les circonstances politiques de son existence et de son développement. La Suisse, divisée à l'intérieur par ses montagnes et ses vallées en de nombreux compartimens, s'ouvre, vers le dehors, sur trois nations : la France, l'Allemagne et l'Italie. Ce sont trois civilisations, ou du moins deux, la germanique et la latine, dont elle subit les attractions divergentes, d'autant plus fort qu'elle use couramment et même officiellement des trois langues, le français, l'allemand et l'italien. La pente des relations commerciales, qui suit celle des voies de communication, l'entraîne aussi de ces trois côtés à la fois. Au dedans, la croissance de la Confédération s'est accomplie en cinq périodes : les trois Cantons, les Huit Cantons, les Treize Cantons, les Dix-neuf Cantons, les Vingt-deux Cantons. Le noyau primitif, était allemand (les Trois cantons forestiers, de 1291 à 1351); allemands encore, les Huit cantons (de 1351 à 1481 : allemands toujours, à la presque unanimité, les Treize cantons (de 1481 à 1803); allemands enfin en très grande majorité, sauf le Tessin (italien), Vaud (romand), les Grisons (pour partie, latin ou romanche), allemands quinze ou seize des Dix-neuf cantons (1803-1814). Ce n'est qu'au Congrès de Vienne que sont introduits les trois cantons romands, d'affinité française, du Valais, de Neuchâtel et de Genève, par l'accession desquels s'achève « l'intégration » de la Suisse en ses Vingt-deux cantons. Mais, avant cette intégration, et même après, des forces de dissociation ne cessent de travailler et de tirailler les membres du Corps helvétique. Dans l'ancienne Confédération, toute allemande pourtant, c'étaient la rivalité des cantons urbains et des cantons ruraux ; l'opposition des cou-

rans qui drainaient les mercenaires vers le service de l'Empereur, ou du roi de France, ou des princes et des républiques d'Italie; les disputes religieuses, portées souvent jusqu'à la guerre et à l'extermination.

Dans la nouvelle, ce fut, il n'y a guère qu'un demi-siècle, en 1847, le Sonderbund, né, du moins comme prétexte, d'une histoire de jésuites, de couvens et d'université. Comment, sur un pareil État, si divers d'origines, d'intérêts, de sympathies, le grand conflit, qui met aux prises les trois nations auxquelles les cantons sont apparentés, ne se répercuterait-il pas? Il est curieux de noter que, même en ce qui concerne les rapports du pouvoir militaire et du pouvoir civil, les cantons se groupent sous l'influence allemande, d'un côté; de l'autre, sous l'influence française. Prenons, par exemple, la dernière discussion au Conseil national : ici, MM. Bueler (de Schwytz), Bühlmann et Kœnig (de Berne); là, MM. Fazy (de Genève), Chuard (de Vaud), Henri Calame (de Neuchâtel), Borella (du Tessin), encadrent respectivement le rapporteur de langue allemande, M. Spahn (de Schaffouse) et le rapporteur de langue française, M. Secrétan (de Lausanne). Mais le lien fédéral subsiste néanmoins intact, et des forces de cohésion combattent et maîtrisent les élémens de dissociation, si bien qu'on a eu tort de dire : « les cantons allemands, » et qu'on aurait tort de dire « les cantons français. » Il n'y a que des cantons « alémaniques » et des « cantons « romands, » également suisses en leur ensemble, qu'ils soient en leur particulier romands ou alémaniques. Le président du Conseil national, M. Eugster, s'est écrié, pour clore sa harangue : « Au cours de cette guerre, nous nous sommes voués aux œuvres de charité. Tout nous convie à la concorde. Nous voulons nous retrouver et nous tendre la main. Nous voulons être Suisses, et rien que Suisses. » Pour nous, Français, nous ne voulons voir que cette Suisse charitable, qui nous a si généreusement donné des occasions de la connaître. Qu'elle soit la Suisse, et rien que la Suisse! Nous n'aurions pas l'indiscrétion de lui demander davantage.

A Washington, troisième aspect de la figure allemande : belliqueuse et farouche chez nous, insinuante et tentatrice à Berne, voici maintenant l'Allemagne chicanière, ergoteuse, tracassière : elle n'est pas plus belle. Alors que l'affaire du paquebot *la Lusitania* semblait en voie de s'arranger, et que quelques-uns jugeaient peut-être que le président Wilson et M. Lansing, son secrétaire d'État, se montraient un peu trop faciles, le gouvernement impérial a eu l'impertinente idée de lui adresser un memorandum, dans le style d'un ulti-

matum. Quand on le lit attentivement, on n'aperçoit pas bien ce que ce memorandum du 8 février 1916 changeait ou ajoutait à la déclaration du 4 février 1915. L'Allemagne, il y a un an, fit savoir à tous ceux qu'il appartiendrait « qu'à partir du 15 février prochain (1915) elle considérerait comme zone militaire les régions maritimes qui touchent à la Grande-Bretagne et à l'Irlande ; et qu'à partir de cette date les navires de guerre allemands de tout genre détruiraient tout navire qu'ils rencontreraient dans ces eaux, même s'il n'était pas possible de sauver l'équipage et les passagers, et qu'aucune garantie ne serait accordée aux navires neutres. » Ses ambitions ont grandi, avec les sous-marins de M. de Tirpitz. Elle rêve d'amplifier colossalement la sphère de sa malfaisance. Elle ne cache pas que sa marine possède à présent des engins perfectionnés qui pourront, sans se ravitailler, faire le trajet de New-York et retour. L'avertissement n'est pas galant, mais il est clair. La zone dangereuse ne sera donc plus limitée au voisinage des Iles Britanniques : tout l'Océan et tous les Océans, s'il ne dépend que de l'Allemagne, deviendront inhabitables. Elle les frappe d'interdiction. La place nous manque aujourd'hui pour exposer, comme nous l'aurions désiré, cette question capitale de la police des mers, de la liberté et de la sécurité des neutres. Les prochains attentats de l'Allemagne nous y ramèneront nécessairement. Pour l'instant, les neutres sont prévenus : s'ils ne veulent pas faire la mauvaise rencontre de l'Allemagne et de ses œuvres, qu'ils restent chez eux ; qu'ils ne confient surtout ni leurs personnes, ni leurs biens, à des navires marchands « armés » des nations en guerre contre l'Empire allemand. Armés, ces navires le seront, même s'ils ont à l'arrière ce qu'on nommait autrefois une coulevrine, ou un fusil de bord, la pièce la plus faible, la plus impuissante, de quoi effrayer une bande de requins ; ils seront armés, même sans armes, si l'Allemagne soupçonne et décide qu'ils le sont. Elle est l'Allemagne, il suffit : son caprice est la loi du monde.

Par bonheur, « le vieux Dieu » qui l'a faite terrible la fit encore plus maladroite. Redoutant de ne point avoir en M. Wilson un ami assez complaisant, elle a songé aux bons germanophiles, aux bons progermains du Congrès. Elle les a priés de déposer au Sénat et à la Chambre des représentans une motion invitant le Président à conseiller aux citoyens américains de ne pas s'embarquer et de ne pas embarquer de marchandises sur des navires armés, sous peine de perdre la protection du drapeau. M. Woodrow Wilson a saisi la balle au bond. Quelle étourderie aussi, ou quelle témérité, d'appeler sur le terrain de la procédure parlementaire l'auteur du *Gouvernement*

congressionnel! N'y est-il pas maître passé? Dès qu'en M. Wilson, le juriste a senti que l'on s'attaquait au juriste, il a repris sa tranquillité, et, avec elle, sa supériorité. Par une lettre à M. Stone, président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, il a demandé l'avis de ce Comité, qui, il l'avait enseigné dans sa chaire de Princeton, est le grand moteur de la politique extérieure des États-Unis.

Ensuite, il a réclamé, du Sénat et de la Chambre des représentans, un vote formel et immédiat, sur le fond des résolutions de M. Gore et de M. Mac Lemore, champions de l'arrogance germanique. Ce vote a eu lieu : les motions ont été rejetées, au Sénat par 54 voix, à la Chambre des représentans, par 133 voix de majorité. Le Président, raffermi et encouragé, s'applaudit d'avoir haussé le ton. « Il m'est impossible de consentir à aucune restriction des droits des Américains. L'honneur et la renommée de la nation sont en jeu. Nous désirons la paix; mais empêcher notre peuple de maintenir ses droits, par crainte d'avoir à les défendre, serait une abdication... Nous soutenons, en cette affaire, l'essence même des choses qui ont fait de l'Amérique une nation souveraine. Nous ne pouvons y renoncer sans avouer notre impuissance en tant que nation et abdiquer notre position indépendante parmi les autres nations. » Peut-être M. Woodrow Wilson se souvient-il d'une boutade où il s'amusa naguère à vanter « cette force de caractère, cette promptitude d'esprit, cette clarté de vision, cette puissance d'intelligence, ce courage dans les convictions, cette ferme volonté dans les résolutions, cet instinct et cette capacité pour diriger, qui sont les huit chevaux qui traînent le char triomphal de tous les chefs marqués pour gouverner des hommes libres. » De ces huit chevaux symboliques dût-on n'en pouvoir atteler que six, espérons que le Président, la route étant libre désormais, va faire avancer sa voiture. Quoi qu'il arrive, ainsi que, de Berne, on a répondu « Suisses, et rien que Suisses, » on répond, des États-Unis : « Washington, et non Berlin. » Les Allemands ont la tête dure : mais, tout de même, il faudra bien qu'ils finissent par comprendre.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

L'AUTRE LUMIÈRE[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

XIV

Claude, accompagné de l'amiral, remit sa carte au domestique qui répondit :

— Parfaitement. M. le docteur rentrera un peu tard, parce qu'il a une communication à lire à l'Académie de Médecine. Mais il compte sur ces messieurs et les prie de bien vouloir l'attendre.

Il les introduisit dans un salon où il y avait des cliens et, se ravisant :

— Si ces messieurs veulent bien plutôt venir dans le petit salon où ils seront seuls, l'accordeur va avoir fini.

M. Abryat, après avoir installé Claude dans un fauteuil, le quittait : il reviendrait le prendre à cinq heures.

— C'est cela, mon oncle. A tout à l'heure...

Il entendit tourner le bouton de la porte, puis du côté de la fenêtre, un couvercle qui se referme, — celui du piano sans doute, — et le remue-ménage léger de quelqu'un qui semble réunir de petits outils dans une sacoche. De la rue de l'Université montaient parfois le faible grelot d'un fiacre ou le roulement d'un auto ; Claude se sentait presque à l'aise, ainsi livré seul à lui-même. Son grand bonheur persistait : trois jours, oui, trois jours durant, Mlle de la Hodde avait vécu sous son toit, s'était

(1) *Copyright by* Paul Margueritte, 1916.
(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février, 1er et 15 mars.

assise à sa table, avait fait connaissance avec la vieille maison. Elle avait admiré les portraits du docteur Chartrain et de sa femme, apprécié le confortable suranné des meubles, elle s'était promenée avec lui dans la charmille et s'était reposée sur le banc de pierre, elle avait accepté des roses qu'il avait cueillies pour elle en les reconnaissant à leur parfum, une Éclair rouge ardent, une Juliet jaune, elle avait caressé Tambelle; c'est un livre qu'il aimait, de Mæterlinck, qu'elle avait choisi dans sa bibliothèque; au piano, elle lui avait joué des fugues de Bach et le dernier soir, sur son instante prière, elle avait chanté l'*Alceste* de Glück.

L'après-midi, le landau était venu les prendre tous trois, pour les conduire aux Sables d'Arbonne, et, une autre fois, à Barbizon. Puis il les avait ramenés à la gare de Fontainebleau, et l'oncle Adrien avait accompagné Thérèse chez son père. Il devait faire, de la part de son neveu, la démarche d'usage auprès de son vieux camarade. Avec quelle impatience Claude attendit son retour!

D'abord très irrité de savoir que sa fille avait pu disposer d'elle avant d'avoir obtenu son consentement, puis élevant force objections sur l'état particulier de Claude, l'amiral avait fini par gémir sur lui-même, sa paralysie, son impotence; il ne vivrait plus longtemps, il en avait le pressentiment : ne pouvait-on le laisser tranquille? Pressé par M. Abryat, il avait fini par grommeler que sa fille était trop jeune, qu'il avait d'ailleurs besoin d'elle et qu'il fallait qu'il s'accoutumât à cette idée. Il ne disait pas oui, il ne disait pas non. Il entendait réserver l'avenir. Il n'acceptait pas Claude comme fiancé, il ne l'excluait pas non plus absolument pour l'avenir; il exigeait que l'on ne violât point son isolement, et il en serait comme si Abryat ne lui avait rien dit.

Peu encourageante, la réponse eût pu être pire. L'oncle Adrien avait ajouté :

— Que veux-tu? L'égoïsme des malades... Ce pauvre de la Hodde n'est plus que l'ombre de lui-même; l'amour de Thérèse t'est acquis, c'est l'important.

Claude, ayant foi en elle, avait foi en lui-même. Fiancé secret aujourd'hui, il pouvait attendre d'être le mari avoué demain, quand M. de la Hodde aurait consenti. Pourquoi craignait-il de rester seul? Ses enfans le prendraient avec eux,

le soigneraient : on n'aurait pas la dureté de vouloir le séparer de sa fille?... Et pour premier acte de sa volonté, Claude s'était décidé à venir voir le docteur Brissage et à lui demander conseil. Il voulait trouver un genre d'activité qui l'occupât vraiment. Or, presque toutes les carrières lui étaient fermées. La société n'a prévu, dans ses cadres fixes, d'emplois que pour des individus normaux.

Du côté de la fenêtre, là où s'était accusée une présence, il n'entendait plus d'autre bruit qu'une respiration asthmatique. Intrigué, il se leva, et, entendant grincer la roulette de son fauteuil, quelqu'un demanda :

— Pourriez-vous me dire l'heure qu'il est, monsieur?

Claude consulta sa montre :

— Quatre heures.

L'homme reprit :

— Mon cornac ne vient pas, c'est bien ennuyeux; je devais faire encore un accordage rue de l'Odéon.

Claude, qui s'approchait peu à peu du piano, rencontra l'obstacle d'une épaule, il recula avec une irrépressible horripilation :

— Ah! dit-il, *vous aussi!*

Ces mots échappés l'étonnèrent; une voix essoufflée d'homme mûr et qui devait être gros, répondit :

— J'avais bien deviné que vous l'*étiez comme moi :* chez M. Brissage, ça n'a rien d'étonnant. Moi, cela m'ennuie que mon guide... parce que je ne connais pas le quartier. Si c'était seulement aux Gobelins... je saurais bien revenir tout seul chez moi.

Claude éprouvait une bizarre sensation d'aversion physique et de sympathie morale pour cet inconnu qu'il savait être un frère obscur, un des frères épars de sa propre infortune. Par une obsession plus forte que sa volonté, il n'avait jamais pensé encore aux autres aveugles qu'avec la méfiance et la pitié qu'il eût ressenties autrefois pour sa situation actuelle, s'il avait pu la prévoir. Entre Homère et Milton, grands poètes, et l'homme à la clarinette des ponts, le mendiant à sébile, entre la conception du tragique et celle du comique triste, il n'avait jamais encore rétabli de juste milieu. Son cas lui était toujours apparu exceptionnel, poétisé par la qualité dramatique de l'accident, maintenu à un certain niveau par sa situation sociale et sa

fortune. L'idée de l'aveugle banal, non seulement de l'ouvrier ou du paysan, mais de l'aveugle bourgeois qui accorde des pianos et tient l'orgue d'une église, lui inspirait un instinctif éloignement, comme l'image même du destin qui, en d'autres circonstances, eût pu lui être départi.

Il entendait toujours la respiration courte; une odeur très légère de colophane et d'huile fine lui parvenait aussi. Il s'entendit demander :

— Vous êtes non-voyant de naissance ?

— Non, depuis quelques mois seulement.

— Ah! moi, c'est de naissance, dit l'accordeur tranquillement.

Claude reçut un petit choc au cœur : de naissance! Cet homme ignorait la lumière, la couleur, la beauté des femmes, les tableaux de maîtres; il avait dû, d'après un apprentissage patient, se faire, par le toucher et l'ouïe, une idée de cet univers qu'il n'avait jamais contemplé ; et il semblait résigné, sa voix n'annonçait pas d'amertume.

« Et moi qui me plaignais! pensa-t-il : n'est-il pas bien plus misérable que moi? »

— Si votre guide vous a oublié, dit-il, nous pourrons vous déposer chez vous en voiture, une fois que j'aurai vu M. Brissage.

— Oh! dit l'accordeur, merci bien : des voitures, je n'en prends jamais, ça coûte trop cher. Le tramway me suffit.

Claude se sentit un peu humilié : ainsi cet infirme, plus infirme que lui, se tirait mieux d'affaire dans cet immense Paris! Une curiosité violente lui fit demander, quoique par pudeur il baissât le ton :

— Est-ce que vous êtes très malheureux ?

— Non, monsieur, dit l'autre avec suffisance, je gagne bien ma vie, j'ai ma femme qui travaille aussi de son côté, et, ma foi, nous faisons de petites économies, en vue des garçons. J'en ai deux qu'on élève à l'École Augustin-Thierry fondée par M. Brissage.

Il n'avait pas semblé comprendre la question, ni qu'on pût être très malheureux pour des causes morales. Il tendit à Claude un carton que celui-ci, avec étonnement, se sentit mettre dans la main comme si l'accordeur avait calculé exactement la distance :

— C'est ma carte avec mon adresse, monsieur, si vous aviez des pianos à faire accorder, chez vous ou chez des amis ; pour un collègue, je fais toujours un rabais de dix pour cent.

— Merci, dit Claude décontenancé, certainement je...

Et il se répéta, honteux de ce que cela supposait encore en lui de survivance du vieil homme :

« Son collègue... Son collègue... Après tout, il a raison. Que suis-je d'autre ? »

Il éprouva, alors seulement, malgré la petite prévention qui ne désarmait pas encore chez lui, une sympathie soudaine, jaillie du plus humain de sa propre souffrance, envers ce déshérité qui, lui, devait travailler de son intelligence et de ses mains pour vivre et qui acceptait son sort, et qui n'en semblait pas sentir la cruelle disgrâce.

La porte s'ouvrait brusquement.

— Ah ! monsieur Bounilon, votre guide est là.... Venez donc ! Vous permettez, monsieur Chartrain ?

Le docteur Brissage, — car c'était lui, — revint un instant après et fit passer Claude dans son cabinet.

— Ce brave homme, dit le docteur, a du mérite ; car, outre son ménage, il soutient avec des ressources modiques ses vieux parens. Je vous remercie d'être venu à mon appel...

— C'est moi, dit Claude, qui aurais dû...

— Vous viviez votre période critique, le rude apprentissage... Je sais par quels états d'âme on passe. Maintenant vous acceptez résolument votre sort.

— Il le faut bien, dit Claude. Je viens de me rendre compte qu'il y a des gens plus malheureux que moi.

— Oui ?... Et M. Brissage le regarda avec une attention pénétrante : — C'est pour M. Bounilon que vous dites cela ?

— Sans doute... N'ai-je pas été un privilégié ? Moi, je n'avais ni pain à gagner, ni charges de famille, et j'ai été entouré, soutenu par une tendresse constante... Mon oncle...

— Mais, fit le docteur, M. Bounilon n'est pas si à plaindre. Un cerveau positif, une éducation moyenne, des origines humbles lui font trouver sa vie très sortable. Et n'ayant pas connu le sens qui lui manque, il a moins souffert que vous de sa privation. D'ailleurs, si on soupçonnait ses propres facultés d'adaptation à la nécessité, combien d'êtres prédestinés à perdre la vue, combien leurs proches se consoleraient !... Ainsi, après

avoir été ballotté sur les flots orageux, vous voilà entré dans l'eau calme du chenal... Vous aurez encore de mauvaises heures, mais vous en sortirez, parce que...

M. Brissage prit un temps :

— Parce que vous avez découvert de bonnes raisons de vivre... Je n'ai eu qu'à vous voir entrer dans cette pièce; votre attitude, votre son de voix... ; est-ce que je me trompe ?

— Non, dit Claude, je commence à croire qu'un sens de moins n'est pas indispensable...

— Voilà, s'écria M. Brissage, voilà ce que tout le monde devrait savoir : ce jour-là, le sort des aveugles, — vous pouvez supporter le mot, à présent, — serait bien différent : ils ne se sentiraient plus en marge, tenus en suspicion, mis à l'écart...

— J'avais moi-même, une minute auparavant, ce préjugé... Mais vous m'avez écrit que vous aviez quelque chose à me demander?... Je crois que je devine. Vous estimez, n'est-ce pas, que, plus favorisé que beaucoup de... mes pareils, je dois leur venir en aide? Et, en effet, je rougis un peu de n'avoir pas entrevu plus tôt quels devoirs m'assignait ma situation nouvelle. Je puis mettre à votre disposition tout le superflu des dépenses que je prévois, ma vie une fois organisée de façon stable. Est-ce bien cela ?

— Oui et non, dit le docteur Brissage, de sa bonne voix qui réchauffait le cœur. La philanthropie a fait autant de mal que de bien. Je ne dis pas que, plus tard, je n'accepterai pas votre offre... Elle ne me surprend pas, elle me touche, mais, en ce moment, elle est prématurée...

— Peut-être, hasarda Claude avec timidité, jugez-vous que j'ai manqué de tact, et que, sans le vouloir, j'ai paru manquer de modestie... Je vous jure bien que je ne tire plus aujourd'hui aucune vanité de l'aisance que je possède...

M. Brissage ne put s'empêcher de sourire de la clairvoyance affinée de Claude, et il répliqua :

— Ce que je veux de vous, c'est votre aide personnelle, c'est que vous contribuiez non en argent, mais de votre labeur, à l'œuvre que, sous les auspices de M. de la Sizeranne, le courageux fondateur de l'Association Valentin Haüy, nous tentons pour le relèvement de la condition sociale et morale des aveugles.

— Je le voudrais, mais comment ?

— En vous initiant d'abord à leur situation, à leurs besoins, à leur travail, à leur développement physique et intellectuel... Savez-vous combien il y a de non-voyans en France ?

— Non.

— Trente mille environ ; ils étaient vingt-sept mille en 1901, d'après le livre de Villey : *Le Monde des aveugles*, que vous avez lu sans doute ?

— Mon oncle m'en a parlé...

— Il faut que vous le lisiez, avec les écrits de Maurice de la Sizeranne et d'autres que je vous indiquerai...

— Trente mille aveugles... répéta Claude avec émotion.

Quoi ! tant d'êtres sacrifiés, voués à des peines qu'il connaissait trop et à des difficultés de gagne-pain qu'il ignorait !

— A peine si, sur ce nombre, cinq cents sont en mesure, par leur éducation, leur âge ou leur situation, de servir utilement la cause de la masse. Or, malgré de très appréciables résultats, beaucoup reste à faire et à organiser. Chaque pays a ses méthodes : les uns se sont appliqués à développer l'éducation rationnelle des sens et à spécialiser les non-voyans dans des ateliers-asiles ; d'autres ont en vue surtout la culture physique ; en France, on dirige de préférence les non-voyans vers la carrière musicale ou l'enseignement des langues ; les professions manuelles, tricot, brosserie, vannerie, matelasserie, cordonnerie étant le lot des moins favorisés. Le foyer de propagande est, vous le savez, à l'Association Valentin Haüy.

Un arrêt, un feuillettement de pages avertit Claude que M. Brissage allait lire :

« Elle est entre les groupes et les œuvres locales le lien vivant, le fil de transmission... C'est elle qui prend en main les intérêts de l'aveugle isolé. Dans cette maison, unique en son genre, ses œuvres multiples ont pu être réunies : rédaction des périodiques, bibliothèque Braille, dépôts d'objets à vendre manufacturés par les aveugles, consultations juridiques et médicales, réunions du dimanche... »

Le livre se referma. M. Brissage reprit :

— Venez à nous, mon ami, vous retrouverez parmi les non-voyans des professeurs de haute valeur, des médecins distingués, des musiciens parfois hors ligne, des savans, des écri-

vains et des sociologues, sans parler des typhlophiles voyans qui se dévouent à notre cause, copient des livres en Braille, placent nos protégés, inventent des appareils destinés à faciliter leur travail.

— Certes, dit Claude profondément remué, je m'offre à vous de tout cœur. Mais comment pourrai-je vous servir ?

— De bien des façons. Il est impossible que, dans un champ d'action aussi complexe, vous ne vous découvriez pas des aptitudes : collaboration à nos revues, le *Valentin Haüy* et le *Louis Braille ;* contrôle de nos écoles, — en dehors de l'Institution nationale des Jeunes Aveugles, il y en a au moins vingt-six en France, — et des ouvroirs-ateliers (une douzaine environ); recherches à l'étranger et études comparatives sur les moyens d'instruction et de perfectionnement : ce n'est pas la besogne qui vous manquera !

— Je serais venu plus tôt à vous, dit Claude...

— Sans une nécessaire adaptation.

— Non, sans un absurde orgueil.

— Ah ! oui, dit M. Brissage avec une chaude sympathie ; c'est dans votre orgueil, n'est-ce pas, que vous avez le plus souffert ?

— Cruellement, oui ; mais je veux l'employer désormais à me prouver à moi-même, à prouver aux autres qu'un homme, voyant ou non, en vaut un autre.

— Voilà, dit le docteur en se levant, voilà la vérité. L'humilité est un noble sentiment, utile à notre perfectionnement moral ; mais je ne vois aucun inconvénient à le soutenir par l'orgueil de l'action, fondé sur la volonté et le désir de se rendre utile.

— Oui, dit Claude, redressant la tête et se sentant pour la première fois consolé ; mon erreur était de souffrir au contact des voyans. Je dois me réjouir au contraire en compagnie de mes pareils, en songeant que la cécité n'est pas le plus grand de leurs maux. N'y a-t-il pas des cécités morales pires, sans parler d'autres infirmités? Il y a, en effet, un grand devoir pour ceux qui peuvent aider leurs frères d'infortune, les consoler, les encourager, et surtout s'évertuer à leur faire dans la société un sort de plus en plus normal.

— Vous avez déjà, dit M. Brissage, un conseil éclairé : l'amiral Abryat est des nôtres ; il a appris tout ce qui lui a été

possible pour vous faciliter la tâche. Il vous guidera dans vos débuts. Vous a-t-il dit qu'il pratique la méthode Braille et qu'il reproduit la nuit des travaux pour nos aveugles?

— Je l'ignorais, dit Claude, et je savais pourtant quel cœur admirable sa discrétion cache. Je lui devrai, comme je vous dois, docteur, d'entrevoir un peu ce que vous m'annonciez, penché à Belles-Feuilles sur ma blessure...

— Quoi donc? demanda M. Brissage.

— L'autre lumière... dit Claude.

Comme ils revenaient ensemble :

— Mon oncle, dit Claude, vous êtes un cachottier!

Et, mettant M. Abryat au courant de sa conversation avec le docteur, il ajoutait :

— Comme vous êtes bon pour moi!

L'amiral répondit paisiblement :

— Mais, mon ami, c'est tout simple; je fais là une chose qui m'est très douce; et puis, sais-tu que cela m'intéresse beaucoup? M. Brissage avait raison : je suis entré un peu pour t'aider, un peu pour aider les autres, beaucoup pour m'instruire, dans un monde insoupçonné. Tout ce que j'ai appris est très consolant. Suppose que demain la guerre éclate pour un oui, pour un non, une nouvelle brusquerie de l'empereur Guillaume, un incident de frontière comme lors de l'affaire Schnæbelé, pour le Maroc, que sais-je? Demain, parmi les innombrables blessés, qui sait combien ne verront jamais plus? Quel supplice pour ces êtres jeunes, quelle tristesse pour leurs familles! Combien ce malheur serait plus naturellement accepté et courageusement supporté, si l'on savait que la vie ne sera pas suspendue, gênée un peu seulement, et qu'après un stage de rééducation, elle continuera presque intégrale, et aussi riche de sensations et d'idées!

— Certes, dit Claude, ce sont là des notions à répandre dans le grand public.

Il ajoutait :

— M. Brissage m'a remis d'aplomb; sûr de Thérèse comme de moi, je sens que je vais, sinon vers la joie, du moins vers l'apaisement.

— Tu en es déjà à ta seconde étape, Claude. Ensuite, tu prendras l'habitude du bonheur.

— Qui m'eût dit ce mot à Belles-Feuilles m'eût frappé de

stupeur ; et cependant, oui, aujourd'hui l'irréalisable me semble possible, presque facile même. Nous allons bien travailler, hein ?

L'amiral eut plutôt à modérer son zèle de néophyte qu'à le stimuler. Il ne voulait pas que Claude se fît une idée trop exaltée d'un chemin somme toute assez aride au départ. Il avait réuni toute une bibliothèque spéciale, il commença par lui donner des aperçus théoriques sur la question des aveugles : observations médicales, psychologiques, organisation scolaire et rôle social. Présenté par M. Brissage aux principaux membres de l'Association Valentin Haüy, Claude put entrevoir la réalité nue et froide : il visita les institutions, les ateliers, les ouvroirs, tous les endroits où l'aveugle depuis sa naissance évolue, s'instruit. Les écoles l'étonnèrent par l'impression de gaîté tranquille qu'elles donnaient et l'ingéniosité des moyens d'enseignement : cartes en relief, formes géométriques solides ; cette éducation des non-voyans le remplissait d'admiration.

Il connut l'œuvre des Sœurs aveugles de Saint-Paul et surtout il se familiarisa avec cette maison de la rue Duroc, depuis le petit musée si curieux où la mémoire de Valentin Haüy, le premier bienfaiteur des aveugles, se perpétue à travers les caractères en relief qu'il procurait aux doigts clairvoyans de ses élèves, jusqu'à la bibliothèque Braille où de grands albums de papier fort, suspendus côte à côte, comme dans un vestiaire, contenaient en plus de vingt mille tomes toutes les connaissances utiles, sans oublier les œuvres d'imagination et les partitions musicales. Il apprit à s'y diriger tout seul, comme presque tous ceux qui en étaient les hôtes assidus.

La lenteur, qu'il mettait malgré lui à lire et à écrire en Braille, l'amenait à dactylographier ses lettres. En même temps, il se reprenait d'un goût plus vif pour la lecture que lui faisait son oncle, et, grâce aux leçons d'un remarquable organiste de Saint-Eusèbe, il travaillait son piano de façon à y faire de rapides et sérieux progrès. Avec cela, des promenades régulières en forêt ou à Paris, l'accoutumance, au bras de l'amiral, de courses dans les quartiers les plus divers, augmentaient en lui le sens de l'orientation, l'audace à se risquer. Son existence remplie ne laissait plus guère place à l'ennui.

Sur ces entrefaites, une surprise inespérée : M. de la Hodde cédait brusquement aux discrètes suggestions de M. Abryat,

sans doute aussi à ce que la soumission de Thérèse lui rappelait d'heures et de jours passés avec une abnégation angélique à son chevet, peut-être encore l'influence, — qui sait? — de Marius qui avait su se rendre indispensable par son dévouement et sa bonne humeur. Marius, sans avoir reçu de confidences, avait décrété que la « demoiselle et Monsieur Clodde ils feraient bien ensemble à l'église pour qu'on leur mît l'anneau au doigt. » Il avait tellement vanté les mérites de Monsieur Clodde, que De la Hodde avait fini par dire à sa fille :

— Pourquoi « ton » monsieur Chartrain ne m'a-t-il jamais fait encore de visite? Ce n'est guère aimable de sa part. Je sais bien que pour une vieille ruine comme moi...

Thérèse émue avait rougi :

— Mais vous m'aviez défendu de vous en parler.

— Eh bien! est-ce que je ne suis pas le maître de le recevoir si c'est mon bon plaisir?

— Ah! vaï, risquait Marius à mi-voix, sûr que si vous commandez, amiral, il s'en va courir au rapport!

— Qu'est-ce qui te demande ton avis, matelot? avait grommelé le vieux bourru.

Marius, clignant de l'œil, encourageait la jeune fille :

— Voulez-vous, mon père, que notre vieil ami M. Abryat l'amène dimanche?

— Pourquoi pas? Suis-je à faire peur? Je ne le mangerai pas, « ton » monsieur Chartrain!

Claude, malgré l'évident malaise d'une semblable entrevue, avait plu à M. de la Hodde. Cet hercule, si maigri maintenant que ses os saillaient sous la peau parcheminée, et que sa tête doguine prenait l'expression d'une tête de mort, se sentit pris, vis-à-vis de la cécité de Claude, d'un sentiment de supériorité. Il avait au moins ses yeux pour voir l'homme qu'aimait sa fille, tandis que Claude ne pouvait le contempler, lui, dans sa décrépitude.

Le soir, il déclarait à Thérèse :

— Alors, tu es bien résolue à l'épouser après ma mort?

— Ne parlez pas ainsi, mon père!

— Enfin tu es résolue à l'épouser; je te connais avec tes airs innocens, ferme comme le granit breton, têtue comme moi, pardieu! Rien ne te fera changer, je le vois. Eh bien, eh bien! j'autorise ses visites tous les dimanches.

Elle se mettait à genoux et lui baisait les mains.

— Minute! Je ne veux pas entendre parler de fiançailles. Il vient ici à titre de visiteur. C'est compris?

— Tout ce que vous voudrez!

— Ouais! Et si je ne voulais plus, à présent? fit-il avec un petit éclair dans le regard.

Elle devint pâle, alors il s'attendrit :

— Ma pauvre enfant, je t'en aurai fait voir de dures... Bah! tu n'en as plus pour bien longtemps...

Claude maintenant possédait l'ivresse de se retrouver avec Thérèse. Il l'entretenait de ses projets, de ses occupations. L'enthousiasme de la jeune fille avait été sa meilleure récompense.

— C'est bien, c'est très bien, Claude, ce que vous faites! Voudrez-vous me permettre de vous seconder? J'ai appris à me servir de la machine à écrire.

— Mais moi aussi, fit-il, touché d'une pareille pensée.

— Oh! vous, vous y transcrirez les belles choses que vous aurez à dire; mais pour votre correspondance, vos travaux d'érudition, qui sait si vous ne consentirez pas à me dicter? J'écris déjà très vite.

— Et moi, très lentement.

— Vous voudrez bien aussi que je sois votre lectrice?

— Oui, Thérèse, vous me lirez ce qu'il y a de beau et de passionnant dans les poètes, les historiens, les romanciers.

— J'ai tant à apprendre, je suis si ignorante!

— Nous apprendrons ensemble, j'ai un vernis de tout, mais je n'ai rien approfondi. Quelle douceur à vibrer ensemble aux plus émouvantes pages de Michelet, de Balzac, de Flaubert! En ce moment, mon oncle me lit les souvenirs entomologiques d'Henri Fabre, ce grand savant ignoré. La nature avec ses infiniment petits, à travers le monde prodigieux des insectes, s'y révèle inépuisable et dramatique dans le mystère de l'instinct, les lois immuables de l'espèce : c'est beau comme du Shakspeare. Et vous déploierez aussi pour moi la splendeur des maîtres de la musique!

Elle le contemplait de toute la profondeur heureuse de ses grands yeux gris et glauques.

— Claude, ce sera une belle vie que la nôtre; toutes nos pensées en commun, rien de caché l'un à l'autre, vous me le promettez? Si je vous déplais sans le savoir, il faudrait me le dire.

— Mon amie, mon aimée... celui qui recevra le plus, allez, ce sera moi. Vous serez la dispensatrice du monde révélé, vos yeux seront mes yeux, votre esprit sera mon esprit...

— Et mon cœur sera votre cœur, murmura-t-elle avec ferveur.

— Mais, Thérèse, j'y songe, si ma vie devient vraiment active, et si vous voulez bien la partager en m'accompagnant souvent au dehors...

— Toujours et partout, dit-elle.

— Marlotte, l'hiver, ne sera guère commode pour les communications, et les trajets deviendront vite fatigans. Ne croyez-vous pas que nous devrons garder la vieille maison comme résidence de printemps et d'été et passer l'hiver et l'automne à Paris ?

— Si, j'y songeais...

— Alors, il faudra louer un appartement ou un petit hôtel...

— Vous déciderez, mon ami, selon votre bon plaisir...

— Oh ! quelle petite femme raisonnable j'aurai là ! fit-il en plaisantant. Mais vous avez bien une préférence ?

— Si vous me laissez le choix, dit Thérèse, eh bien ! je nous vois très bien six mois de l'année dans un quartier clair et sain, commode pour les promenades, Passy par exemple, à la porte du Bois : une petite maison au soleil, avec un bout de jardin. Tant pis si ce n'est pas votre goût, il ne fallait pas me consulter !... Et d'abord, nous ne ferons que ce que vous voudrez.

— Parlez ! parlez ! dit-il attendri ; un bout de jardin et des fleurs, n'est-ce pas ?

— Des fleurs tant qu'il en pourra contenir ! C'est le seul luxe que je désire et dont je suis privée ici. Quant à une petite maison...

— Nous la choisirons ensemble...

— Pas si vite, vous n'êtes pas encore agréé par mon père.

— Je le serai... Il faut qu'il ait pitié de nous et qu'il nous permette de nous marier !

Thérèse, jouissant de ce qu'il y a de plus délicieux au monde pour une femme, la joie d'organiser en imagination son nid, reprit :

— Oui, l'appartement simplifie le service, mais avec ses plafonds que transpercent les bruits des voisins, la loge de la concierge bavarde, il restreint trop l'intimité. Donc, un petit *home* à nous...

— Oui, Thérèse, à nous...

— Étoffé de tapis et de tentures, simplement meublé : pas de luxe inutile. Vous aurez un meilleur emploi à en faire.

Ainsi bâtissaient-ils d'avance le château de rêves, organisaient-ils leur bonheur, jusqu'à ce que Marius arrivât sur la pointe des pieds :

— L'amiral, il dit comme ça qu'il trouve que Mademoiselle et monsieur Clodde, ils ont assez filé la chaîne du cabestang et qu'ils pourraient venir faire un peu la cosette avec son fauteuil qu'il est là dedans, le pôvre, à se tourner les pouces en rond!

Claude n'avait plus que trois jours de pénibles. Le lundi et le mardi, il vivait de ses souvenirs : Thérèse absente escortait son souvenir, ses pas ; il la revoyait, oui, il n'est pas d'autre mot, par toute la révélation qu'elle lui donnait d'elle-même, sa voix et son âme ; et le samedi, il vivait dans l'attente du dimanche. C'est lui maintenant qui, pour ne pas perdre ce précieux jour, allait voir Jacques de temps à autre. Son frère le contemplait avec surprise : où étaient le découragement d'antan, les ténèbres au milieu desquelles Claude semblait tâtonner misérablement? Quel levier puissant soulevait maintenant son courage et son espoir? Il approuva ses projets de travail ; une seule chose le préoccupait encore : l'avenir sentimental de Claude. Il n'était pas possible de croire que sa santé ne souffrirait pas d'une vie de cénobite. Marier son frère serait évidemment la solution la plus naturelle, encore fallait-il trouver, — que de difficultés! — une compagne de tout repos, point trop intéressée, d'humeur patiente et capable de dévouement. Il en écrivit en cachette à Aline qui lui fit quelques objections, car l'idée que Claude demeurât célibataire lui avait paru très naturelle, sans même y mêler d'arrière-pensées trop précises, excusables ou non pour une mère qui estimait que sa fille ne serait jamais assez riche. Oncle à héritage, Claude était d'assez belle santé, Dieu merci, pour qu'on ne comptât en rien sur le présent et qu'on laissât courir, sans y penser, une éventualité qui leur ferait toujours assez de peine, même survenant le plus tard possible.

Sur les représentations de Jacques, — il fit valoir d'autres dangers, des séductions possibles, qui sait jamais? — Aline promit de s'en occuper. Elle chercherait autour d'elle. La province offrirait à cet égard plus de garanties d'honnêteté qu'une grande ville trouble comme Paris.

Claude, pendant ce temps, savourait le délicieux mystère de ses fiançailles : jour à jour, il se sentait pénétré davantage par la grâce de Thérèse, l'éveil chez elle d'une allégresse dont on aurait pu croire, à la voir si sereine, qu'elle l'ignorerait toujours. Mais il commençait aussi à trouver insuffisantes leurs courtes heures de causerie, le dimanche. La loi du désir insatiable lui inspirait maintenant près d'elle des tentations ardentes; et la contention qu'il s'imposait pour ne pas les laisser trop paraître lui infligeait peu à peu un véritable martyre... Double souffrance : n'oser risquer de lui déplaire, et se sentir lié par la crainte des gaucheries que son infirmité imposait toujours à son imagination. Par un étrange renversement des rôles, il devait se contenter avec gratitude de ce qu'elle, retenue par sa pudeur, pouvait oser de privautés délicates : sa main qu'elle ne refusait pas de porter à ses lèvres quand elle en devinait chez lui le désir avide, son bras qu'elle glissait sous le sien pour l'aider à se rendre d'une pièce dans l'autre ; déjà ces petites joies, si intenses aux premiers jours, ne suffisaient plus à Claude.

Un samedi soir, où il préparait son départ du lendemain matin pour Paris, l'oncle Adrien dit en ouvrant le courrier :

— Tiens, Suzanne est de retour avec son mari ; ils s'invitent à déjeuner ici.

— Ah ! fit Claude déçu, il va de soi que je serai ravi de les revoir, mais Thérèse ?... C'est « mon » dimanche !

L'amiral sourit :

— Ils prennent mal leur jour ; veux-tu que je leur télégraphie de ne venir que lundi ?

— Non, dit Claude, nous avons rendez-vous ce jour-là pour visiter l'asile de Saint-Mandé. Que voulez-vous ? Il faut bien être raisonnable.

Après tout, s'il pensait aux occupations bousculées qui attendent de jeunes mariés, magasins, préparatifs de leur installation, cette visite était vraiment affectueuse. Il est vrai que dimanche, jour de repos, ils ne sacrifiaient rien..., mais il ne verrait pas Thérèse.

— Écris-lui, dit l'oncle ; elle partagera ton désappointement, et nous trouverons bien un jour de la semaine pour nous risquer chez de la Hodde ; il est beaucoup moins farouche depuis que son état s'améliore. Et sais-tu à quoi j'ai pensé ?

— Non ; sûrement à quelque chose qui doit nous faire plaisir.

— Si .., ce n'est qu'une supposition, si... mais admettons! mon vieux camarade finissait par consentir à votre mariage... j'ai trouvé un moyen de rassurer la conscience de Thérèse et de ne pas laisser seul De la Hodde, qui, outre Marius, a besoin d'un contrôle constant. Je le connais, il ne consentira pas à vous encombrer de son poids mort, son orgueil s'y refuserait; mais moi, si je lui proposais de partager sa vie sous le même toit et de remplacer un peu, très mal sans doute, mais à ma manière, sa fille... Je crois qu'il accepterait cette présence d'un vieux compagnon d'armes...

— Mais, mon oncle, songez à ce que Thérèse a enduré, songez à la patience méritoire du brave Marius...

— Eh bien! j'exercerai la mienne. Est-ce que l'idée que je facilite votre bonheur, que vous ne serez pas attristés par ses colères et ses jérémiades, ne sera pas pour moi une raison déterminante?... J'ai toujours pensé que je ne ferais pas un mauvais garde-malade.

— Vous, mon oncle : vous êtes la perfection. Mais Thérèse ne voudra point consentir...

— Tu vas lui écrire qu'elle nous verra arriver mardi à trois heures et qu'elle veuille bien y disposer son père.

Le déjeuner s'était très bien passé ; Mussol, seul ce jour-là, sa femme et les petits passant quelques jours en Touraine chez les grands-parens, s'était invité.

— Bonne idée, Anthime, vous verrez « les enfans : » ma nièce Suzette et son mari Louis Navole qui reviennent d'Italie...

— Ah! mais non, voilà que je gaffe encore! J'ignorais que vous alliez être en famille!

— Plaisantez-vous, Mussol? Je me fâche si vous ne venez pas.

Il était venu, et les Navole, en randonnée d'auto avec des amis et descendus par discrétion devant l'hôtel Mallet, arrivaient de leur côté, bras dessus bras dessous, animés de la course et réjouissans à entendre tant ils semblaient heureux.

Assez vite, leur impression de tristesse causée par le premier contact se dissipait à voir Claude, non du tout l'infirme hésitant qu'ils se représentaient, mais déterminé dans ses gestes et se passant fort bien d'aide dans cette maison où tout lui était familier. Lui aussi constatait le temps écoulé et la transfor-

mation du jeune ménage. Doudou parlait avec la décision d'un homme qui a assumé des responsabilités importantes, et Suzette avec la malicieuse désinvolture de la jeune femme pour qui la vie ne comporte plus de secrets.

Ils étaient ravis de leur voyage, ravis d'être revenus, ravis d'eux-mêmes et ravis d'être ici. Leurs voix jeunes et gaies, la bonne grosse voix de Mussol alternaient pour le contentement de Claude. Et puis, ces belles heures italiennes, il lui semblait les revivre. Il louait Louis et Suzette d'avoir prolongé leur séjour, de n'avoir pas, avec une boulimie absurde, absorbé ville sur ville, monumens sur musées, dans un de ces entassemens où impressions d'art et souvenirs se brouillent pour ne laisser qu'une fatigue confuse. La façon dont Doudou avait conduit leur itinéraire dénonçait une méthode, un réel désir de s'instruire en admirant, et, ce qui était mieux encore, d'initier sa femme à des concepts de beauté déconcertans pour elle au premier abord et pour lesquels des préparations n'étaient pas superflues.

Claude fut surpris des attentions de Louis pour Suzette. Il n'avait rien du ton léger et supérieur qu'affectent tant de jeunes maris infatués; il ne lui coupait pas la parole à tout moment; et l'on sentait que, presque enfant la veille, elle avait elle aussi mûri et su profiter de cette difficile épreuve, la meilleure lorsqu'elle réussit : la vie commune sans témoins indiscrets, sans parens importuns, la découverte de deux êtres l'un par l'autre, dans leur cerveau et dans leur cœur. Claude, à la sincérité de leur voix, eut la réconfortante certitude qu'ils avaient franchi les écueils.

Mussol et Louis Navole s'entendirent si bien que Louis exprima le désir d'aller visiter l'atelier du peintre. Suzanne, qui désirait causer un peu avec son oncle, prétexta une légère migraine. M. Abryat, averti par son tact, les laissa seuls. Suzanne, qui regardait Claude avec une tendresse rassurée, lui passa les bras autour du cou et l'embrassa sur les deux joues.

— Merci encore, dit-elle, puisque c'est à toi que je dois mon petit Louis.

— Alors, ma chérie, tu es contente ? L'Italie t'a plu ?

— Enthousiasmée, petit oncle. Mais, à la vérité, j'ai moins cherché à connaître l'Italie, — j'aurai toujours le temps, — que le caractère de mon mari. C'était le plus pressé !

— Eh bien ! il me semble qu'il a un excellent caractère.

— Petit oncle, Louis est un homme charmant qui n'aurait que le défaut d'être trop charmant. Aussi, suis-je bien décidée à le garder pour moi seule, et c'est pour cela que je me suis tant étudiée à l'observer, alors que, personne entre nous, dans la vie quotidienne la plus fondue, je pouvais discerner son fort et son faible.

— Voyez-vous cela, petite madame Machiavel? Et le résultat de cet examen?

— Tu ne me trahiras pas, n'est-ce pas? Eh bien! je te confierai ce que je ne dirai à personne, ce que je n'ai même pas dit à maman quand nous nous sommes arrêtés huit jours à Belles-Feuilles...

— Tu as eu raison, toute confidence inutile est dangereuse; c'est de toi seule que tu dois tirer ta précoce expérience; mais pourquoi me fais-tu l'honneur de tes petits secrets?

— Parce que vis-à-vis de toi qui as été si généreux pour moi, il me semble que j'acquitte un peu une dette de gratitude, et puis parce que je sens que tu comprendras, toi homme et qui as vécu, des choses qu'une mère, même la plus tendre, peut mal interpréter.

— Tu prêtes à ma cécité une clairvoyance à laquelle croyaient les anciens : tu m'élèves au rang du devin Tirésias; eh bien! le résultat de tes profondes réflexions?

— Un égoïsme raisonné, oncle Claude, pour le bonheur de Louis et le mien. Je suis résolue à le rendre aussi heureux que possible, mais j'entends qu'il me rende heureuse. Je ne sais si tu as remarqué que Louis avait une tendance à flirter?

— Vraiment?

— Oui, Mme Ouvrart à Belles-Feuilles l'an passé, et d'autres madames plus ou moins jeunes ou plus ou moins séduisantes. Pas de ça, j'y ai mis bon ordre!

— Complimens. Comment as-tu fait?

— Louis, comme tous les hommes, aime la flatterie...

— Ta généralisation m'amuse, elle a du vrai.

— J'ai donc persuadé à Louis que moi seule savais l'apprécier à sa valeur; ensuite je l'ai convaincu, — ça, c'était plus difficile, — que de mon côté, je valais la peine d'être conquise et qu'aucune autre ne lui donnerait ce que je lui donnais.

— Qui t'a appris ce que tant de femmes intelligentes ne savent pas toujours?

— L'intuition, petit oncle, l'intuition des dangers redoutables qui me guettaient avec un mari très sûr de lui et très joli garçon : car moi, je ne veux pas être trompée, je le tiendrai de court ; seulement, il ne sentira pas la corde.

— Petite futée...

— Pour commencer, il adore les enfans, je lui en donnerai un pour Pâques ; c'est à tort que beaucoup de femmes se croient assez fortes pour garder seules leur mari : l'enfant est le plus doux et le meilleur auxiliaire du bonheur conjugal. Et on peut, je crois, être à la fois une femme aimante et une bonne mère. Je compte, cela va de soi, nourrir mon petit, car ce sera un garçon, ce dont Louis sera très fier.

— Et si c'est une fille ?

— Alors il sera très attendri. Donc, je nourrirai...

— Tu veux, je le vois, te singulariser.

— Non, Louis me saura gré, je le sais, de ne me dérober à aucune des charges de la maternité. Maintenant si, ayant mis toutes les chances pour moi, le malheur voulait qu'il me trompât... j'aurais la sagesse douloureuse de l'ignorer en laissant peser sur lui la crainte que, si je l'apprenais, il perdrait du coup une femme qui lui est devenue nécessaire et un enfant qu'il adorera. Mais cette éventualité fâcheuse, si je ne l'écarte pas absolument, c'est parce que je joue franc jeu avec le destin. Ou je me trompe fort, ou je m'attacherai Louis si étroitement et si bien...

— Puis tu l'occuperas, sans doute ?

— J'allais te le dire : travail et ambition seront sa devise, et c'est pour nous qu'il voudra réussir. Un homme heureux chez lui tient plus qu'on ne croit à agrandir sa situation sociale, sa fortune ; il sait que ceux qu'il aime en profitent : or ceux qu'il aime, c'est encore lui : sa femme, ses enfans, c'est toujours *lui*. Ai-je tort, à ton avis ?

— Et ce beau programme ne comporte rien de plus ?

— Si, m'oublier autant que je le pourrai, ne lui peser en rien, caresser sa vanité sociale en lui faisant honneur dans le monde, lui rendre l'intimité douce, partager ses soucis, m'intéresser à ses travaux, enfin m'installer si bien en lui, qu'il éprouve le besoin de me garder toujours. Te dire qu'il n'y aura pas là un effort d'abnégation, et que ma jeune sagesse ne trouvera pas parfois la tâche lourde serait mentir ; mais, n'est-ce pas, le but en vaut la peine ?

— Certes, Suzette! Tu mérites d'être heureuse, et, bien que ce ne soit pas une raison suffisante devant le hasard et la chance, tu auras du moins mis pour toi, comme tu dis, tous les atouts dans ton jeu.

— Alors, bénis-moi et embrasse-moi comme dans les comédies morales du bon vieux temps.

— Chère petite!... L'amour t'a inspirée, il te guidera. Serai-je le parrain de l'enfant?

— C'est déjà résolu entre Louis et moi.

— Il a beaucoup gagné, ton Doudou, c'est un homme.

— Il n'y a plus de Doudou : Doudou pour tout le monde, tu ne trouves pas ce nom ridicule? C'est mon Louis à moi, à présent.

XV

Un automne précoce était venu, dépouillant la forêt et détrempant les routes sous la pluie. Ce soir-là, 2 novembre, Claude, un peu enrhumé pour être resté trop longtemps à l'humidité du jardin, s'était retiré de bonne heure dans sa chambre, et il méditait devant les braises où il ranimait de temps à autre une flambée crépitante avec quelques pommes de pin et des brindilles sèches.

Un an d'écoulé! Demain ramènerait le premier anniversaire de son accident. Il refit l'étape des souvenirs. A pareille heure, il était à Belles-Feuilles, et le fiancé de la future Mme Crownfield. Quatre ou cinq jours plus tôt, il était arrivé par un glorieux soleil qui incendiait les arbres roux.

Un an d'écoulé; si plein qu'il semblait contenir une longue période de sa vie, tant il s'y était accumulé de souffrance, d'efforts, de progrès, toute une transformation de son être physique et moral. Il y a un an, quel avenir différent il proposait à son ambition! Eût-il voulu cependant, pour retrouver ses yeux ouverts sur la vie magnifique et ses tableaux mouvans, consentir à se retrouver aveugle aux réalités profondes et aux significations essentielles? Non, si cuisante que fût la perte qu'il avait faite, il n'estimait pas payer une rançon trop cruelle, maintenant qu'il avait conscience d'avoir trouvé, sur son calvaire, une autre vérité, et, consolatrice élue, cette Thérèse qui était plus que sa vie.

N'est-ce pas pour elle qu'il avait rêvé les possibilités d'action

qui lui restaient permises, afin d'instaurer entre eux la noblesse d'un idéal commun? N'est-ce pas pour elle qu'il s'était efforcé de se désempêtrer de ses liens, afin de lui apporter le moins possible une charge, afin que la pitié seule ne fleurît pas dans son cœur? N'est-ce pas pour elle qu'il avait compris la nécessité d'atteindre une valeur supérieure, afin qu'elle n'eût pas la déception d'avoir donné son cœur à une âme vulgaire?

Un an d'écoulé! Et Claude se reconnaissait à peine : était-ce lui qui avait rêvé la puissance et la fortune pour n'en faire que des instrumens de jouissance; et fallait-il que seule une si dure leçon l'eût conduit à entrevoir les bases sûres et immuables sur lesquelles reposait la vie?

Il se rappelait sa fiévreuse attente du lendemain, son ivresse de chasseur, la nuit de cauchemars, et son triomphal orgueil de jeunesse et de force lorsque, dans le bois, posté derrière l'orme moussu, près de la coulée verte, il guettait le galop du sanglier pourchassé par les chiens.

Ne devait-il pas reconnaître qu'à travers l'absurde fatalité, de mystérieuses et persistantes influences l'avaient protégé pas à pas : la présence de Thérèse de la Hodde au château, le nœud invisible formé alors entre eux par la douleur de la jeune fille et tout ce qu'il éprouvait de confus sous le terrible coup d'assommoir; le réconfort donné par Brissage, et l'affection de l'oncle Adrien qui avait abrégé depuis, sans même en avoir l'air, son initiation maladroite? Oui, il avait été conduit comme par la main, peu à peu, au havre de grâce où l'attendait l'amour de Thérèse.

Oui, il avait été privilégié, jusque dans son existence matérielle inchangée, jusque dans la protection familière de la vieille maison où l'abritaient son passé d'enfance et la garde tutélaire des morts, jusque dans cela qu'il n'avait pas eu à se débattre contre l'abandon total, la misère, les portes closes, contre tout ce que, des confidences le lui ont révélé, des non-voyans avaient connu de morne et d'affreux. Antoinette avait préféré sa liberté, mais combien il aimait mieux cette Thérèse qui s'enchaînait d'elle-même à tous les devoirs, et, loin d'en éprouver une tristesse, semblait y puiser un allégement! Oui, Pombasle l'avait oublié; pourquoi lui en vouloir et aux autres qu'il croyait ses amis, alors que les véritables attachemens lui restaient fidèles? S'il dressait le bilan de ce

qui, un an auparavant, lui avait paru une faillite, il se trouvait agrandi de forces spirituelles, enrichi d'une paix intérieure qu'il eût toujours ignorée. Est-ce à dire qu'il était vraiment satisfait de lui, qu'il n'avait jamais de rechutes, que le vieil homme ne taxait jamais le nouveau de duperie? Est-ce à dire qu'il avait la sensation de déployer déjà toutes ses facultés d'intelligence et de travail et de remplir entièrement sa mission? Non, mais il avait appris aussi que rien ne se fait que par évolution, et que l'habitude, le temps, la volonté et la patience devaient achever leur tâche de perfectionnement.

Les braises ne répandaient plus qu'une tiédeur : il se coucha et s'endormit d'un sommeil paisible.

Vers six heures du matin, l'oncle Adrien, déjà debout et dont la chambre touchait la sienne, l'entendit pousser une exclamation sourde; il entra :

— C'est toi qui appelles, Claude? Qu'est-ce qu'il y a?

Celui-ci répondit d'une voix altérée :

— Où est donc Thérèse?

Et ses mains semblaient chercher quelqu'un d'absent.

L'amiral surpris répondit :

— Mais, mon ami, à Paris, près de son père.

— Elle vient de m'apparaître : je l'ai vue comme je vois en rêve, et cependant je jurerais que j'étais éveillé. Elle avait les yeux baignés de larmes. Oncle Adrien, aujourd'hui je crois aux pressentimens... Et vous?

— Il y a de fausses apparences, Claude, comme il y a des visions télépathiques...

— Avez-vous été jamais averti?

— Deux fois dans ma vie, la veille de la mort du commandant Rivière; je l'ai vu tomber en rêve, devant moi; et j'ai été aussi prévenu, par une apparition, de la triste fin de celle dont je t'ai parlé, un jour...

La mère de Thérèse... Claude très ému répondit :

— Certainement il est arrivé un malheur à ma fiancée. Partons vite!

— Est-ce bien raisonnable?

— Cela ne se raisonne pas... Si je me suis trompé, il n'en sera rien de plus; si c'est une révélation, ma place n'est-elle pas auprès d'elle?

— Mais il n'y a pas de train immédiat.

— Prenons l'auto de louage de l'hôtel. Vite, mon cher oncle! vite!

Son insistance triomphait des objections de l'amiral. Une heure et demie après, ils arrivaient à la porte de la maison de M. de la Hodde.

— Ah! ces messieurs savent déjà? dit la concierge.

Marius qui apparut ajouta :

— Eh oui, je courais au télégraphe porter la dépêche!

Thérèse en larmes les reçut, elle ne parut point surprise, et pressant les mains de Claude :

— Mon ami, mon pauvre père avait eu une journée satisfaisante, un peu d'agitation seulement, mais rien d'alarmant; comme je le veillais, vers une heure du matin, il m'a appelée pour me dire : « Je ne veux pas, mon enfant, prolonger ton attente; tu as été une bonne fille pour moi, je tiens Claude pour un brave garçon : je ne fais plus d'opposition à votre mariage. Télégraphie-lui demain de venir me parler... Quelque chose m'avertit que je ne dois plus longtemps retarder les mesures que j'ai à prendre... » Là-dessus sa langue s'est embarrassée, il a eu une syncope. En hâte, j'ai envoyé chercher le médecin. Mon père a eu le temps de reprendre connaissance pour me dire quelques mots inintelligibles : il a parlé, je crois, de coffre-fort, de procuration... il a dit : « Tu seras riche. » Je pense qu'il délirait... Il n'a pas tardé à tomber dans une sorte de léthargie, sa prunelle s'obscurcissait, son souffle devenait court. Quand le médecin est arrivé, mon pauvre père avait cessé de souffrir.

— Thérèse, chère Thérèse... Je vous plains et je vous aime...

— Je le sais, Claude, je n'ai plus que vous à présent...

L'enterrement de M. de la Hodde se fit dans l'intimité; depuis longtemps, sa maladie et sa réclusion l'avaient retranché de toute vie officielle et mondaine. Attirée par le malheur d'autrui, comme si elle pouvait y trouver une consolation, Mlle Heurdelot fut la première à accourir, bourdonnante, comme une mouche suspecte. Elle s'offrait à tenir compagnie à Thérèse, qui ne pouvait rester seule; elle lui eût même offert, forçant la note, de ne plus jamais la quitter si, avec une fermeté polie, celle-ci ne lui eût annoncé son désir d'une retraite momentanée dans une de ces maisons religieuses où des dames seules et des

jeunes personnes orphelines peuvent abriter leur indépendance et leur dignité. Mlle Heurdelot, s'étant trouvée alors en présence de Claude, avait hésité entre la froideur et l'effusion. C'est pour ce dernier parti qu'elle s'était décidée, avec des sourires si pleins de sous-entendus que Mlle de la Hodde avait cru devoir l'avertir que M. Chartrain et elle étaient fiancés. La grimace de Mlle Heurdelot, pour avaler cette pilule amère, eût été réjouissante en un autre moment. Elle multiplia les protestations et battit en retraite.

— Je suis trop sûr qu'elle médira de nous, hasarda Claude.

— Je voudrais bien voir cela, répondit M. Abryat indigné. Et qu'y a-t-il à dire sur votre compte, mes pauvres enfans, qui ne soit à votre honneur?

Malgré la répugnance de Thérèse pour tout ce qui touchait à ses intérêts matériels, il s'était érigé son tuteur officieux, et l'avait contrainte à venir, selon les formalités d'usage, ouvrir le coffre-fort que l'amiral de la Hodde possédait, d'après indications trouvées dans son secrétaire, au Crédit Lyonnais. Son testament, réserve faite de quelques legs de bienfaisance, laissait à Thérèse toute sa fortune : six cent mille francs environ, sur lesquels il avait pendant des années gardé un silence tenace et dont les seuls arrérages constituaient une somme importante.

Claude apprenant que Thérèse, qu'il avait cru épouser pauvre, devait aux bizarreries de son père de se découvrir soudainement riche, fit valoir ses scrupules; elle les dissipa d'un mot :

— Je n'ai jamais compté sur cette fortune, je ne la considère pas comme m'appartenant; si vous y consentez, nous en affecterons la presque totalité aux œuvres de protection et d'assistance auxquelles vous vouliez subvenir un jour.

Claude venait d'écrire à Aline pour lui annoncer son prochain mariage, — à quoi bon retarder de quelques semaines leur union? — lorsqu'il reçut la visite de Jacques qui, revenant de voyage, ignorait encore tout. Il avait une figure de circonstance, dont l'oncle Adrien ne put s'empêcher de sourire.

— Mon cher Claude, — vous n'êtes pas de trop, mon oncle! — Aline et moi avons beaucoup songé à ton avenir.

— Cela ne me surprend pas, mon ami...

— Ne crois-tu pas qu'un mariage raisonnable offrirait pour toi de grands avantages?

— J'en suis persuadé, dit Claude, qui, flairant les intentions des siens, se donna le plaisir innocent de les lui laisser développer jusqu'au bout.

— Ah ! fit Jacques agréablement surpris, voilà qui simplifie la question. Ta sœur, dans sa prévoyante sollicitude, et moi avons cherché une jeune fille qui pût remplir les conditions de charme et de sécurité nécessaires.

— Et vous avez trouvé ?

— Aline me charge de te proposer une personne qui, pense-t-elle, pourra te plaire.

— Voyons...

— Elle n'a pas de fortune, mais avec ton désintéressement que nous connaissons tous... Elle est de bonne famille ; la ruine de ses parens la force à donner des leçons de piano, d'aquarelle et de français.

— Jolie ?

Jacques hésita :

— Plutôt distinguée.

— Bonne santé ?

— Heu ! comme ça... pas mauvaise.

— Jeune ?

Nouvelle hésitation :

— Vingt-neuf ans.

— Et elle consent ?

— Elle ne serait pas si à plaindre de t'épouser, et Aline lui croit beaucoup de qualités sérieuses. L'indispensable, n'est-ce pas, est quelqu'un qui tienne bien ta maison, et porte convenablement notre nom ? Mademoiselle Flore répond à cet idéal et on la dit très bonne.

— Flore, qui ?

— Mademoiselle Corniud... En somme, de part et d'autre, c'est un mariage de raison.

— Il me serait difficile, dans ces conditions, de prétendre à un mariage d'amour, fit Claude avec une involontaire ironie.

Constatant ce que le choix de ceux qui l'aimaient le plus comportait à son égard de protectrice pitié, il mesura la distance qui séparait le désir d'Aline, jadis, de lui voir épouser Mlle Langre, et son pis aller actuel de la pauvre fille provinciale et vertueuse qui se résignait, par sagesse pratique, à l'épouser sans le connaître.

— Mon cher Jacques, je suis très touché, mais je crois avoir trouvé mieux, sans me vanter, et je m'excuse de ne pas t'avoir annoncé plus tôt, — seulement tu étais absent, — mon très prochain mariage.

Il devina le sursaut de son frère, qui ne put maîtriser son incrédulité, comme si, pour Claude, disposer seul de soi était chose singulière, et déroutait l'idée qu'il s'était faite, sans s'en rendre bien compte, de son infériorité.

— Sérieusement, tu comptes te marier?

— Je suis fiancé avec Mlle de la Hodde.

— Depuis longtemps?

— Depuis six semaines : son père ne m'a agréé réellement que quelques instans avant sa mort.

— Il est certain que socialement... D'ailleurs, Mlle de la Hodde est, elle aussi, sans fortune?

Claude sourit : ce pauvre Jacques... Toujours un peu mécontent et jaloux?

— Tu te trompes, mon ami, elle est aussi riche que moi.

Jacques jaunit un peu :

— Allons! tu as toutes les chances!

— Je n'en ai qu'une et, à mes yeux, elle les vaut toutes : je respecte et j'aime infiniment Thérèse de la Hodde, qui veut bien me faire la grâce de m'aimer.

Jacques eut un rire un peu forcé :

— Et toi qui me laissais aller... Et vous aussi, mon oncle!

Il fit un effort sur lui-même :

— Eh bien! frère, toutes mes félicitations; je suis très heureux!

— Pas plus que moi, dit Claude pour seule épigramme.

Aline, dans une lettre de douze pages, reconnut de bonne grâce qu'il n'y avait aucune comparaison entre le choix de Claude et le sien. L'idée de la fortune de Thérèse surtout lui semblait une garantie de bonheur au moins égale aux nobles qualités de la jeune fille. Ceux à qui cette nouvelle causa la plus sincère joie furent Robert Dussaulles et Suzette, dont aucune arrière-pensée n'avait jamais effleuré l'esprit pour escompter, même dans le plus lointain avenir, les dispositions qu'il conviendrait à Claude de prendre, s'il avait épousé, probablement sans en avoir d'héritier, Mlle Corniud (Flore).

L'oncle Adrien se frottait les mains : n'avait-il pas réalisé

le plus cher de ses vœux? Marius Proclus, avec un roulis d'épaules, décrétait :

— Si le bou Diou il n'est pas content le jour que M. Clodde il mènera sa promise à la chapelle, vaï! c'est qu'il sera difficile. D'un pareil couple, on n'en voit pas sur toute la Cannebière!

XVI

Claude et Thérèse n'ont voulu, en raison de leur deuil, d'autres témoins que ceux que la loi exige : M. Abryat et M. Dussaulles pour elle, Jacques et M. Brissage pour lui. C'est dans la petite mairie et dans l'église de Bourron-Marlotte que l'union civile et la cérémonie religieuse sont célébrées. Claude évite ainsi le dépaysement, à Paris, des escaliers et des salles inconnues. Il reste au centre de son passé, baigne dans ses souvenirs; rien n'interrompt, même pour une heure, le présent dont les mailles se soudent à l'avenir.

Thérèse accuse sur ses traits maigris de longs mois de fatigues et de soucis, mais déjà la foi passionnée dans son existence nouvelle la transfigure. Et sur le visage immobile de Claude, règne cette sérénité auguste qu'un grand sculpteur donnerait à l'image du bonheur. Son regard mortel ne perce pas le voile impénétrable; mais, s'il ne voit pas Thérèse, rien d'elle ne lui est ignoré; il se représente la coupe de son vêtement-tailleur sombre, il a effleuré l'aigrette de son chapeau de feutre, il l'a aidée à boutonner ses gants; et la frêle odeur de verveine, qui s'exhale de la voilette abaissée, lui semble parfumer les fins cheveux et le visage exquis.

Ce n'est pas le mariage qu'il aurait eu jadis à la Madeleine, avec la pompe des orgues et le moelleux tapis pourpre sur lequel ondule la traîne blanche de l'épousée; on n'entend pas les coups de hallebarde des suisses, une foule mondaine ne s'entasse pas dans le chœur et ne défile pas interminablement à la sacristie. L'église de décembre est froide, la voix du prêtre y résonne avec simplicité; mais quelle majesté pour Claude et Thérèse prend cette communion divine de leurs vies, dans ce modeste décor qui laisse aux rites toute leur ampleur nue et grave! C'est qu'ils ne se marient pas pour les autres, et qu'aucune vanité ne rehausse leur engagement solennel devant les

hommes et devant cette providence à laquelle Thérèse croit fermement, et dont Claude n'ose méconnaître à cette heure la lente et mystérieuse action. En se mariant ainsi, ils savent ce qu'ils contractent de responsabilités et d'obligations. S'ils s'unissent selon la loi et le culte où ils ont été élevés, c'est parce qu'ils entendent remplir non seulement leurs devoirs l'un envers l'autre, mais aussi les devoirs qui leur incombent du fait de leur rang, de leur intelligence et de leur fortune, vis-à-vis de ceux qui souffrent et qui méritent d'être protégés et consolés.

Ce n'est pas seulement la charité facile, c'est le réconfort de l'âme autant que l'aide matérielle qu'ils voueront à la légion sacrifiée où Claude a pris sa place. Cette pensée constante sanctifiera leur amour, en le purifiant de tout égoïsme trop personnel. La présence de M. Brissage et ce qu'elle évoque de bienfaisant pour les non-voyans scelle leur tacite promesse.

A la maison les attendent Aline, Louis et Suzette, qui déjeuneront avec eux : la famille, avec ses hauts mérites et aussi ses imperfections, avec la beauté de certains caractères et la demi-valeur des autres, n'est-elle pas, en ce jour unique comme dans l'avenir, leur meilleur entourage et leur naturel soutien ? La joie d'Aline persuade Claude que sa sœur l'aime vraiment et aimera sa femme ; l'affection de Jacques lui-même s'est réchauffée, et Claude sent qu'on lui sera d'autant plus favorable désormais que sa volonté et sa chance le redressent sur le piédestal où l'esprit de parenté place ceux qu'on sait dominer la vie. On ne l'admirera plus pour ce qu'il y avait en lui de fortuit, sa gaieté, son brillant dans le monde, la réputation de ses bonnes fortunes ; on l'admirera pour ce qu'il a acquis dans l'épreuve : sa ténacité, son courage, et aussi, Claude ne se le dissimule pas, — et sa reconnaissance pour Thérèse s'en accroît, — on l'aimera pour le prestige qu'elle répand sur lui, rien que par le rayonnement de son amour. Claude aimé, Claude se passant du secours d'autrui, Claude libéré autant qu'il se peut des entraves de sa prison de chair, apporte à l'orgueil un moment menacé des siens une compensation rassérénante.

Claude est heureux, et entre les joies de tous, celles de l'oncle Adrien, du bon Robert et de la jolie Suzette lui sont les plus précieuses. Marius, qui va accompagner ce soir l'amiral dans le modeste logement que celui-ci a arrêté à Auteuil, non loin du petit hôtel que les Claude vont installer, Marius réjouit

l'honnête candeur de Mme Tartine et la niaiserie maligne d'Euphémie par sa jovialité gaillarde. Mussol est venu, un moment, apporter ses vœux au jeune ménage. Et, à la fin de la journée, Aline et Robert, Louis et Suzanne prennent congé. Suzanne embrasse avec tendresse son amie :

— Au revoir, chérie, à bientôt ! Votre premier déjeuner à Paris chez nous, n'oubliez pas !

C'est l'oncle Adrien qui part le dernier. Une émotion profonde étreint les jeunes époux, et Claude sent monter à sa gorge des paroles de gratitude qui s'étranglent... Sans ce vieil homme et sa mâle bonté, serait-il ce qu'il est aujourd'hui ? M. Abryat n'a-t-il pas été le bon génie qui a présidé à leur union ? Sans lui, ne se serait peut-être jamais, entre Thérèse et Claude, déclenché l'amour qui les rapprocha, dès son irruption dans le compartiment en marche, dès l'élan de Thérèse lui saisissant la main dans l'obscurité, prophétique symbole, et, depuis, tout ce qui a aimanté leur réciproque tendresse à travers la pitié et la douleur.

Ils sont seuls : ils ont pris possession de la vieille maison ; les lampes, dont Claude ne voit pas les cercles jaunes sur les tables et les tapis, font luire de leurs foyers intimes le bois des crédences, les soies usées et les velours des meubles. Le piano a élevé dans la nuit un chant d'allègre et pure harmonie. Et maintenant, se tenant par la taille, lentement, religieusement, Claude et Thérèse gravissent l'escalier et pénètrent dans la grande chambre tendue à neuf où les attend l'intimité la plus douce et la plus poignante. Ineffable puissance des sentimens absolus qui magnifient ce qu'ils touchent et font passer, dans la créature pétrie du limon de la terre, l'infini des émois éternels, une étincelle de vie sublime qui franchit la durée et l'espace, rejoint l'abîme des connaissances irrévélées, le grand mystère de l'au-delà !

Et puis, ce fut l'au jour le jour : la vie où la médiocrité côtoie la grandeur ; la vie avec ses plaisirs et ses peines ; la vie banalement humaine, mais vivifiée par la volonté d'être haute ; la vie avec les influences salutaires de Claude sur sa femme et de Thérèse sur lui ; la vie avec le rythme des habitudes, le pain et la viande des repas ; la vie dans le cercle étroit de la demeure ou l'horizon élargi du voyage ; la vie avec ses réveils

qui sont un recommencement et ses nuits où le sommeil ressemble à la mort.

Claude s'était rattaché à la grande espérance de l'enfant, comme au plus complet épanouissement de lui-même. Il se rappelait sa conversation avec Mussol : non ! il ne verrait pas son fils, — car ce serait un fils, — mais son fils le verrait !... Son fils, qui réaliserait tout ce qui serait resté en lui d'incomplet; son fils, qui serait le transmetteur du flambeau sacré par quoi une race resplendit de toutes ses facultés et de toutes ses énergies. Claude connut l'émotion anxieuse et douce de sentir, la main appuyée aux flancs maternels, tressaillir cette petite vie. On l'appellerait Jean, du nom du docteur Chartrain. Thérèse préparait la layette, avec un recueillement de fée pensive.

Claude acceptait de plus en plus son sort. Il s'était acclimaté au petit hôtel loué boulevard Montmorency, en un coin de verdure et de silence, à peine troublé par le roulement des trains de ceinture. Cet hôtel, provenant du village russe de la dernière Exposition universelle, formait une élégante isba avec des toits contournés et de lourds ornemens de bois suspendus. Ils y passèrent l'hiver et le printemps, occupés de leur apostolat et s'efforçant à se rendre utiles aux œuvres d'aveugles. Leur intimité délicieusement resserrée n'accueillait guère que l'oncle Adrien, les Navole, M. Brissage et quelques membres éminens de l'Association Valentin Haüy. Peu de soirées au théâtre, mais ils suivaient les grands concerts où l'oncle Adrien les accompagnait volontiers; et leurs meilleures heures étaient celles où, seul à seule, Thérèse lisait à Claude ou chantait pour lui leurs maîtres préférés.

En avril, Suzanne eut une jolie petite fille qui porta le nom de Claudie. Aline et M. Dussaulles vinrent s'installer à Paris; Aline épaissie, mais toujours robuste, n'oxygénait plus ses cheveux où une mèche grise tranchait dans le blond persistant; elle avait mis un frein à ses dépenses exagérées, et une entente parfaite régnait entre elle et son mari.

Elle insista beaucoup pour que les Claude vinssent avec les Louis Navole passer le mois de juillet à Belles-Feuilles; ils y consentirent. Il fut alors question du mariage de Jacques avec la fille d'un grand banquier dijonnais; ce projet n'aboutit pas. Les prochaines couches de Thérèse la ramenèrent avec Claude à

Paris ; elle sentait s'alourdir son corps où une autre vie frémissait chaque jour davantage.

Cette fois, c'est la vieille maison de Marlotte qui les reçoit. Septembre va pâlir la forêt et la délivrance de Thérèse approche. Claude à présent vit dans une inquiétude qui se précise et s'aggrave jusqu'au jour atroce du lit de misère. Pourquoi Thérèse doit-elle risquer sa vie ? Il hait ceux qui la soignent, et se prend lui-même en horreur, devant la venue si lente du bien-aimé pour qui Thérèse accepte, vaillante, l'épreuve de toutes les mères. Tout à coup, après une dernière, sauvage et funèbre clameur, un silence indéfinissable est tombé. Claude se dit que sa femme et l'enfant sont morts, et qu'en eux tout meurt de lui-même et de ses raisons de vivre. Mais on s'agite, une voix faible et perçante salue le jour, la garde annonce :

— C'est un superbe garçon !

Claude s'incline, défaillant, vers celle qui lui sourit et qui sourit à la petite créature née de leur amour. Il baise avec ferveur la main froide et épuisée.

— Tout va bien, allons ! tout va très bien ! dit la voix de tête d'Aline, qui a voulu servir de mère à Thérèse.

La garde reprend, au bout d'un long moment pendant lequel on a soigné, baigné, habillé le nouveau-né :

— Tenez, monsieur, prenez-le, et faites-le embrasser, doucement, à sa maman.

— Mon ami, murmure Thérèse, il te ressemble ; et il est si beau !...

Claude connaît alors un bonheur plus grand peut-être que celui qu'il a éprouvé quand Thérèse est devenue sa femme. Son fils est là, vivant, robuste, déjà lourd, espérance de ses lendemains, dédommagement glorieux de son infortune, son fils qui porte déjà dans ses yeux un reflet du soleil qui éclaire la chambre et, peut-être, — Claude le souhaite ardemment, — l'aube encore incertaine de cette autre lumière à la clarté de laquelle il voit s'illuminer les profondeurs de son âme, la beauté morale de Thérèse, et l'immense monde invisible.

PAUL MARGUERITTE.

LETTRES D'ANGLETERRE

I

L'OPINION ANGLAISE ET LE SERVICE OBLIGATOIRE

Monsieur le Directeur,

Vous me demandez de renseigner les lecteurs de la *Revue* sur la mentalité anglaise telle qu'elle est en ce moment, au lendemain du vote de la loi qui a établi le service militaire universel et obligatoire. Vous n'attendez de moi, évidemment, ni des dissertations, ni des prophéties, mais des impressions : les impressions d'un témoin qui réside depuis longtemps en Angleterre et que les moindres circonstances de la vie journalière mettent à même de recueillir le sentiment des différentes classes sans qu'il ait besoin d'interviewer, d'interroger personne, puisque l'information vient à lui sans qu'il la cherche.

Je vais essayer de vous satisfaire en vous donnant mes impressions. A défaut d'autre mérite, elles auront, au moins, celui de la sincérité. Je reconnais pourtant que la situation d'un témoin permanent, fixé sur le champ de son observation, a ses inconvéniens aussi bien que ses avantages. Le principal de ces inconvéniens est le curieux effet de l'accoutumance. Elle émousse la netteté, la vivacité, la brusquerie des sensations premières ; elle introduit dans l'esprit, par infiltration, les modes d'appréciation et, parfois, les préjugés du peuple au milieu duquel nous vivons. Ce phénomène ne peut être plus sensible que dans la question actuelle du service militaire obligatoire. La première parole de tous les Français que

j'ai rencontrés ou qui sont venus me voir depuis le commencement de la guerre a été celle-ci : « Pourquoi donc l'Angleterre n'a-t-elle pas établi le service obligatoire dès le mois d'août 1914? » Et ils s'étonnaient de ma lenteur à répondre. Ils attendaient un mot qui leur expliquât le mystère. Mais un mot ne pouvait enfermer toutes les raisons, petites et grandes, bonnes et mauvaises, anciennes et nouvelles, les raisons historiques, morales, économiques et techniques qui s'opposaient à l'établissement de cette mesure, et qui en faisaient ce qu'on appelle ici « un saut dans les ténèbres; » et rien n'effraie davantage un peuple évolutionniste, mais nullement révolutionnaire, un peuple réfractaire à toute innovation, surtout si elle vient de l'étranger, qui a mis soixante ans à nous emprunter le scrutin secret et qui résiste depuis plus d'un siècle au système métrique. Pour faire comprendre à mes interlocuteurs la valeur de ces raisons, il m'aurait fallu passer en revue toutes les classes de la société anglaise, depuis la plus haute jusqu'à la plus infime, les sphères politiques, c'est-à-dire le gouvernement, le parlement et la presse, la Cité et le monde des affaires, enfin les masses ouvrières. Après quoi, j'aurais eu à montrer toutes les phases par lesquelles a passé l'opinion publique pour accepter, finalement, la levée en masse avec une quasi-unanimité, faite de beaucoup d'enthousiasme et d'une certaine dose de résignation.

Tout cela, cherchons-le ensemble. Rien ne sera plus propre à nous donner la mesure de la résolution inflexible qui anime nos alliés dans cette guerre.

L'Angleterre n'était pas préparée, comme la France, à adopter le service obligatoire. Plusieurs siècles ont passé depuis le temps où tout Anglais était un soldat, exercé dès l'enfance à tirer de l'arc, et où des feux, allumés de colline en colline, faisaient surgir de terre une armée prête à combattre. Le remplacement de l'arc par le mousquet marque la fin de cette période. Les ramassis de paysans, sans esprit militaire et sans instruction technique, qui prennent les armes pour les guerres civiles, ne décident jamais du sort des batailles : la cavalerie, formée des *gentlemen* et des *yeomen*, est le seul élément actif des armées. L'institution d'une armée permanente date des deux derniers Stuarts et de Guillaume III, mais elle n'a été

créée qu'au milieu d'une très vive opposition, qui s'est répétée toutes les fois que cette armée s'est développée, car elle était toujours regardée avec une méfiance extrême, comme pouvant devenir un instrument de despotisme, et l'on a entendu déjà, au XVIIIe siècle, les phrases qui, depuis deux ans, ont été si souvent sur les lèvres des pacifistes, à savoir qu'une armée destinée à opérer sur le continent était inutile et que la flotte seule suffisait à protéger le sol contre une invasion. Et puis, si, par hasard, la flotte échouait dans sa mission, n'y avait-il pas les volontaires? En effet, il s'en présenta cent mille au moment où Napoléon préparait son expédition à Boulogne. Le péril passé, cette armée se dissipa aussi rapidement qu'elle s'était formée. Il n'en fut pas de même, en 1860, lorsque l'Angleterre se crut menacée d'une invasion française, au moment même où la France, après s'être unie à elle dans une guerre commune, venait de signer un traité où nos intérêts, — on l'admet généralement aujourd'hui, — étaient subordonnés, sinon sacrifiés, à ceux de la Grande-Bretagne.

Pourquoi le mouvement, engendré par cette panique absurde, a-t-il pu se perpétuer pendant trente-cinq ans? Ne serait-ce pas, précisément, parce qu'une armée de volontaires répondait aux besoins militaires de l'Angleterre d'hier et d'avant-hier, de l'Angleterre de Cobden, de John Bright et de Gladstone? L'Anglais a tout ce qu'il faut pour faire un excellent soldat; mais la caserne l'ennuie, la discipline lui semble pénible et quelque peu humiliante; de plus, il n'est pas disposé à accepter en temps de paix les privations, les fatigues et le manque de confort qui accompagnent nécessairement la vie en campagne.

Lorsque j'habitais Londres, je demeurais en face du dépôt d'un de ces bataillons londoniens, et j'aimais à les voir défiler lorsque, après leur promenade du samedi soir, ils ramenaient le drapeau au quartier. Ils avaient une brillante allure; ils étaient, comme on dit, *very smart*, c'est-à-dire élégans jusqu'à la coquetterie. Beaucoup de plumets et de panaches, beaucoup de musique et de parades. Mais il n'y avait pas de lien entre les unités; d'un corps à l'autre, tout différait : les uniformes, la méthode d'instruction, le nombre des effectifs.

Ce sont les enrôlemens volontaires qui ont permis à l'Angleterre de terminer heureusement la campagne contre les Boers.

Ce fut donc une raison pour le public, en général, de croire plus que jamais à l'efficacité du volontariat. Mais, dès ce moment, les gens du métier, les professionnels, les experts, sentirent la nécessité d'une armée nationale où tous les citoyens seraient soldats. Le commandant en chef de l'armée d'Afrique, lord Roberts, se mit à la tête du mouvement. Il entreprit avec beaucoup de courage une campagne oratoire, pour réconcilier la nation avec l'idée du service universel. Malgré le respect et l'admiration qui entouraient cette haute personnalité militaire, il ne réussit qu'à moitié et convainquit seulement ceux qui étaient convaincus d'avance. J'en vois la preuve dans ce fait que ni l'un ni l'autre des deux partis, occupés alors comme ils l'étaient par la défense et par l'attaque de la Chambre des Lords ou par la question des tarifs douaniers, ne se risqua à inscrire sur son programme la réforme de l'armée. Le ministre de la Guerre d'alors, lord Haldane, si amèrement critiqué depuis, proposa et mit en pratique un système intermédiaire, qui substitua les territoriaux aux volontaires. Ces territoriaux étaient soumis à un plan uniforme et rattachés à l'armée régulière. Les choses en étaient là lorsque la guerre éclata. L'Angleterre jeta immédiatement sur le sol de France la plus grande partie de son armée régulière, fournie par le recrutement habituel, qui se faisait au coin de certaines rues où stationnaient des sous-officiers de toutes armes, chargés de ce service. En mettant à part la milice et la *yeomanry*, cette armée ne comptait pas plus de 170 000 hommes, et ce sont ces hommes-là qui nous ont aidés à repousser l'ennemi de l'Ourcq sur la Marne et de la Marne sur l'Aisne. Les territoriaux, engagés pour le service intérieur et pour la défense du territoire anglais, se sont, presque tous, proposés pour servir sur le continent, et leur nombre (ils n'étaient pas 200 000) fut immédiatement triplé ou quadruplé par des enrôlemens spontanés. Je dirai, pour n'y plus revenir, qu'ils ont plus que justifié les espérances fondées sur eux et qu'ils se sont comportés au feu comme de vieux soldats.

Ce n'est pas tout : de nombreuses recrues se sont présentées pour répondre à l'appel du ministre de la Guerre : elles formèrent ce qu'on a appelé la nouvelle armée ou l'armée de Kitchener. Au mois de septembre 1914, j'ai vu passer dans les rues de Londres plusieurs bandes de ces conscrits, qui n'avaient

pas encore d'uniformes, mais qui marchaient au pas, comme d'instinct. La plupart, autant qu'on pouvait en juger par leur attitude et leur costume, appartenaient à la partie inférieure de la classe moyenne : probablement des employés de banque ou de magasin; mais l'élément populaire figurait déjà parmi eux pour une proportion considérable. On les regardait avec sympathie; les femmes leur souriaient, et plus d'une agitait son mouchoir. Quant à eux, ils avaient l'air allègre, comme s'ils allaient à une partie de plaisir. On sentait que tous croyaient à une guerre courte et heureuse, à une guerre d'émotions et d'aventures, qui leur ferait connaître des pays nouveaux et des mœurs nouvelles.

Lord Kitchener avait demandé d'abord un million, et je crois qu'il eut son million avant la fin de l'automne. Plus tard, il en a réclamé deux, puis trois, puis enfin quatre. Mais j'imagine qu'il eût été embarrassé si les quatre ou cinq millions d'Anglais valides et bons pour le service militaire s'étaient offerts tous à la fois pour prendre les armes, car le ministre de la Guerre n'avait ni fusil, ni uniforme, ni munitions à leur donner, ni officiers pour les instruire, ni sous-officiers pour les encadrer. Je laisse aux experts le soin d'expliquer quelle est la tâche d'un ministre qui doit créer *ex nihilo* une armée de plusieurs millions d'hommes. Il est facile de comprendre que beaucoup de gens, même parmi ceux qui approuvaient et désiraient la guerre, souhaitaient de voir limité le mouvement des enrôlemens volontaires, dans la crainte de désorganiser les services publics et les industries privées. Ajoutez à cela quelques mécontens qui faisaient la grimace. Oh! ils ne sont pas nombreux, mais ils ne sont pas sans influence, et je dois indiquer rapidement qui ils sont, d'où ils viennent, et quelle fraction de l'opinion ils représentent ou sont censés représenter.

Je mentionne d'abord, pour mémoire, quelques hauts dignitaires de l'Église anglicane qui se considèrent comme obligés par leur devoir professionnel, à prêcher l'union entre les hommes et entre les peuples, même lorsque cette union est irréalisable ou lorsqu'elle peut tourner au détriment de l'humanité et de la justice. J'ajoute que l'autorité de ces prélats sur le clergé est médiocre et que, sur le public, elle est nulle. Dans le Parlement, on trouve quelques radicaux en qui survivent les théories pacifistes à outrance de John Bright et de

Cobden. Ces deux hommes, d'ailleurs, singulièrement surfaits, s'ils revenaient parmi nous, auraient conscience de l'immense changement qui s'est opéré en Europe depuis soixante ans; ils n'oseraient plus prononcer les mêmes phrases qu'alors, ou, s'ils se risquaient à les répéter sur une plate-forme, ils seraient hués impitoyablement par les petits-fils de leurs admirateurs. Mais les obscurs radicaux en qui se perpétue leur doctrine sont incapables de s'apercevoir qu'ils sont en contradiction avec l'esprit de leur temps et, quoique diminués en nombre chaque jour, ils persistent dans une opposition plus sournoise qu'énergique. Dans le monde des affaires, on n'aurait pas eu à chercher loin pour découvrir un groupe de financiers et de commerçans dont les intérêts étaient enchevêtrés dans des intérêts allemands.

L'opinion irlandaise était divisée. Quelques nationalistes extrêmes voyaient de mauvais œil une guerre qui était venue si mal à propos ajourner pour eux les bienfaits du *Home rule*, au moment où ils croyaient déjà y mettre la main. Stimulés par leurs compatriotes d'Amérique, dont les sentimens contre le gouvernement anglais sont si amers et si passionnés, ils auraient voulu fermer au recrutement l'Irlande, qui a toujours été une pépinière d'admirables soldats. Heureusement, leur chef, M. Redmond, qui est un véritable homme d'État, a senti le danger de cette politique de mauvaise humeur et de mauvaise volonté; il a ramené à des vues meilleures la majorité de son parti et par là il a rendu au gouvernement anglais un service important dont il lui sera certainement tenu compte.

Même division dans les rangs du parti ouvrier. Les uns, différant en cela des socialistes du continent, se sont prononcés nettement contre la guerre et quelques-uns ont même fait des efforts pour créer une propagande pacifiste parmi les travailleurs. C'est sous leur influence qu'on a vu éclater des grèves destinées à obtenir une augmentation de salaire en menaçant l'Angleterre de la priver de charbon au moment où elle en avait le plus besoin pour soutenir la guerre. Si l'on met à part le cas des mineurs du pays de Galles, on doit reconnaître que les excitations antipatriotiques essayées par certains membres ouvriers du Parlement sont restées absolument sans effet sur les masses dont ils se disent les représentans. La raison en est

simple. C'est que, depuis longtemps, il n'y a eu autant de bien-être dans le peuple que depuis le commencement de la guerre. Cet effet a été immédiat. Ces miséreux, ces vagabonds, qu'on appelle les *tramps* et qu'on rencontrait errant sur les routes et quêtant du travail, avaient disparu. Parmi les ouvriers, beaucoup avaient quitté leur usine pour s'enrôler et pour toucher le *shilling* quotidien que l'État leur promettait. Il n'y avait plus de compétition, mais, au contraire, du travail pour tout le monde, plus de travail que les classes laborieuses n'en pouvaient fournir. Mon jardinier m'avait écrit cette lettre caractéristique : « Monsieur, ne comptez pas sur moi la semaine prochaine. Je pars pour répondre à l'appel de mon roi et de mon pays. » J'eus grand'peine à lui trouver un remplaçant, qui me demandait deux francs de plus par jour et qui m'abandonna dès qu'il trouva à gagner davantage chez un voisin. On se disputait la main-d'œuvre pour toutes les besognes qui exigeaient la force masculine et on assistait, sur ce marché du travail quotidien, à une véritable surenchère.

Un homme qui avait été à mon service et qui, depuis la fin de l'année précédente, cherchait, sans la trouver, une place, si humble qu'elle fût, pour nourrir sa femme et son enfant, fut tout à coup avisé qu'il était admis dans l'administration des tramways avec des appointemens de deux livres (cinquante francs) par semaine. Il s'empressa de profiter de l'aubaine et se trouva plus à l'aise qu'il n'avait jamais été. Je cite le cas de cet homme, parmi bien d'autres, parce que son histoire est l'histoire même de sa classe.

Les femmes avaient reçu leur part de ce qu'on peut appeler, sans aucune ironie, les bienfaits de la guerre. L'immense majorité des filles du peuple se placent dans les magasins, comme employées et comme ouvrières ou, comme servantes, dans les maisons bourgeoises. Sait-on en France combien le nombre des servantes est plus considérable, à proportion, en Angleterre qu'il ne l'est chez nous? Ce luxe de servantes peut être attribué à diverses causes. D'abord, la vanité des maîtresses de maison : si mistress Jackson a trois bonnes, il est naturel que sa voisine, mistress Johnson, en ait autant ou davantage. D'ailleurs, une maison entière, de la cave au grenier, exige plus de personnel que les demi-étages où se concentre notre vie parisienne. Enfin, les servantes anglaises réclament de fré-

quentes sorties, et il faut qu'elles se remplacent les unes les autres pour assurer le service domestique.

Dès le début de la guerre, les dames anglaises, pour diminuer les charges si lourdes de cette domesticité surabondante, ont essayé de réduire non pas le nombre, mais les gages de leurs domestiques. En conséquence, ces gages sont tombés très bas; mais, par une réaction presque immédiate, cette baisse artificielle a été suivie d'une hausse non moins rapide. Le problème des munitions à produire en large quantité venait d'ouvrir des débouchés nouveaux. Un grand nombre de filles ayant une chance de voir leur salaire doublé ou même triplé, n'hésitèrent pas à se présenter aux usines où elles trouvèrent de l'emploi. Une seule chose les retenait : le danger, non pas, comme on pourrait le croire, le danger d'une explosion, mais celui de noircir leurs mains pour un temps indéfini, et ce fait n'étonnera pas ceux qui savent que leur coquetterie va jusqu'à la démence, surtout en ce qui touche leurs mains, parce que ce sont leurs mains qui les trahissent lorsqu'elles veulent se déguiser en *ladies*.

A mesure que les enrôlemens volontaires, qui semblent avoir continué régulièrement jusqu'à l'été dernier, faisaient des vides dans les rangs inférieurs des administrations publiques, les femmes se présentaient pour remplir les places vacantes. Je les ai vues dans différentes villes prendre en main la succession des employés mâles dans les gares et dans les tramways, partout où la force physique n'était pas absolument nécessaire. J'étais à Brighton au moment où le service des postes a été confié à un personnel, féminin et je puis attester que ce service n'a pas souffert un seul instant du changement opéré.

Les femmes des soldats recevaient une allocation hebdomadaire, suffisante à assurer leur existence, même sans qu'elles y ajoutassent aucun travail personnel et, au cas où leurs maris succombaient dans un combat ou à l'hôpital, l'allocation continuait à leur parvenir jusqu'au moment où elles se remariaient et, en ce cas, l'État intervenait encore, avec une sollicitude toute paternelle, et leur remettait, en guise de dot, une somme égale à deux années de pension. Du moins, on me l'a assuré, mais je n'ai pu vérifier ce point.

Sur la moyenne classe, les effets de la guerre étaient variables. Certaines industries et certains commerces souffraient

par la suppression des relations économiques avec l'Allemagne. Je me rappelle un ménage dont la situation était curieuse. Le mari tenait à Londres une boutique de librairie et, sa clientèle spéciale ayant disparu, il était sur le point de faire faillite. Pendant ce temps, sa femme faisait des affaires d'or en louant des appartemens meublés dans une ville maritime. Lorsque ses appartemens étaient vides, le gouvernement y logeait les soldats de la Défense des Côtes, en lui payant pour leur nourriture une somme assez considérable pour donner lieu à un sérieux bénéfice. Dans cet ordre d'idées, il ne faut s'étonner de rien. On sait que l'économie n'est pas la qualité caractéristique du gouvernement anglais et qu'il a été souvent accusé par les réformateurs, notamment par lord Randolph Churchill, de prodigalité et de gaspillage. Je crois que l'État n'a jamais dépensé plus largement que pendant les premiers mois de la guerre.

*
* *

Les choses ont marché ainsi jusqu'à l'été de 1915. Les listes de morts et de blessés qui paraissaient dans les journaux rappelaient seules à la population que l'Angleterre était engagée dans une guerre meurtrière. L'aspect de Londres n'était pas sensiblement changé, sauf dans la soirée, mais la police traitait avec beaucoup d'indulgence les manquemens aux règlemens qui limitaient l'usage du gaz dans les boutiques et dans les maisons. C'est un des points sur lesquels il est le plus difficile d'amener l'Anglais à se réduire. Il répand des torrens de lumière dans les moindres recoins de sa demeure, de façon à former autour de son logis une sorte d'atmosphère lumineuse.

Les théâtres et les *music-halls* restaient ouverts ; les journaux étaient bourrés d'annonces et la poste de chaque matin apportait à peu près la même quantité de paperasses, circulaires et prospectus, sans oublier les lettres insidieuses de ces industriels qui sont toujours prêts à obliger un gentleman dans l'embarras. Depuis qu'une flotte allemande avait bombardé Scarborough, les plages de l'Est étaient presque abandonnées ; mais celles de la côte Sud étaient à peu près aussi animées qu'elles le sont d'ordinaire, à pareille époque. J'y ai trouvé en mai et en juillet des légions d'enfans creusant des tranchées dans les sables et des groupes de jeunes filles vêtues de blanc des

bottines à l'ombrelle. Le seul trait nouveau était la présence des soldats dans les maisons vides transformées en casernes et d'où sortait la chanson d'un gramophone. Ce tableau évoquait l'idée de la « vieille et joyeuse » Angleterre d'autrefois, bien plutôt que celle d'un pays en danger et en deuil.

Pourtant, les événemens prenaient une tournure inquiétante. La campagne destructive des sous-marins, l'échec des Russes dans les Carpathes suivi de l'offensive austro-allemande en Galicie, en Pologne et en Finlande, l'insuccès de notre expédition à Gallipoli, la menace d'une invasion de la Serbie et d'une attaque sur l'Égypte, la défection des Bulgares dont on avait cru acheter le concours par des promesses, alors qu'ils étaient déjà liés par un traité à nos ennemis et prêts à suivre les Turcs dans leur action militaire au service des monarchies centrales, tous ces faits, venant les uns après les autres ou groupés ensemble, donnaient à réfléchir aux gens sérieux, capables de suivre et de comprendre les événemens. Ils sentaient que l'Angleterre était tenue de faire un grand effort non seulement pour exécuter ses engagemens envers les nations alliées, mais pour sauver l'existence même de l'Empire britannique chaque jour visé avec une haine plus directe et plus violente par toutes les voix venant d'Allemagne. Or, le mouvement du recrutement volontaire était complètement arrêté. Il avait donné de magnifiques résultats, des résultats vraiment inespérés; mais il n'y avait plus rien à en attendre.

Le peuple ne connaissait de la guerre que les grandes nouvelles, les nouvelles à sensation, imprimées en grosses lettres à la porte des boutiques de journaux. Il est incapable de mesurer le progrès ou le recul quotidien, dans cette guerre d'escarmouches, plus sanglantes que les grandes batailles d'autrefois. Mais il s'aperçoit, sans qu'on ait besoin de l'en aviser, de l'augmentation dans le prix des denrées nécessaires, c'est-à-dire de la viande, du thé, du beurre, du sucre et du tabac que les ouvriers placent sur le même rang que les alimens indispensables. Or, quelques-unes de ces choses avaient doublé de valeur et les autres avaient augmenté d'un tiers. On ne faisait pas espérer à l'ouvrier une diminution de ces articles. Le gouvernement faisait savoir qu'il n'y aurait plus de sucre à la fin de 1916. Quant au tabac, l'importation en était interdite et il faudrait se contenter du stock qu'on avait

en magasin. En effet, depuis que tous les navires étaient en péril, le prix du fret avait considérablement monté et s'ajoutait à celui des denrées elles-mêmes. Comment l'ouvrier ne se serait-il pas ému de cette menace directe à son budget et à son bien-être?

A ce moment, c'est-à-dire vers la fin de l'été 1915, les Allemands se sont crus en mesure d'employer leurs zeppelins à une action décisive contre l'Angleterre. Une seule fois, ils ont réussi à détruire une fabrique de munitions. En général, c'est la population civile, les personnes et les propriétés qui ont été atteintes. Comme l'a dit M. Balfour au Parlement, le nombre total des décès causés par les attaques de la flotte aérienne allemande reste inférieur aux pertes d'une seule journée de bataille en France ou d'un seul paquebot torpillé en mer. Mais, pour la première fois, depuis le commencement de la guerre et, je puis l'ajouter, depuis plusieurs siècles, l'Angleterre éprouvait l'horrible sensation du fer dans la plaie, connue seulement des nations envahies. La guerre cessait d'être un spectacle lointain, elle devenait une réalité prochaine et terrible. C'était bien là ce que se proposaient nos ennemis, mais ils s'étaient trompés grossièrement sur le point le plus important : ils se figuraient intimider les Anglais au point qu'ils demanderaient merci et accepteraient la paix la plus défavorable. Ils ont produit, tout au contraire, un mouvement de furieuse indignation et ils ont rendu inévitable l'adoption, jusque là douteuse, du service obligatoire qui n'est pas sans leur causer à eux-mêmes une vive inquiétude, comme leurs journaux en font foi. Cette campagne des zeppelins n'a donc pas été seulement une action abominable, entreprise au mépris des lois de l'humanité et même des lois de la guerre, elle a été une fausse et stupide manœuvre dont nous serions tentés de nous réjouir lorsque nous en voyons le résultat.

Cependant, il a fallu traverser encore une dernière phase avant d'arriver au vote définitif de la loi. C'est celle où l'on a mis en pratique le Derby *scheme* qui en est la préface. Voici en quoi il consistait. On disait à peu près ceci aux hommes de dix-neuf à quarante ans : « Vous allez être appelés au service, les circonstances l'exigent pour l'honneur et la sécurité du pays. On prendra d'abord les célibataires; les hommes mariés viendront ensuite. Un dernier délai vous est accordé pour transformer

en un enrôlement spontané l'appel qui sera rendu obligatoire par mesure législative et auquel nul ne pourra se soustraire. » Au délai primitivement fixé ont été ajoutés des jours, puis des semaines de grâce. Le reste de la nation attendait des chiffres qui lui fissent connaître si le système de lord Derby avait réussi ou échoué, et l'anxiété était profonde. Peu à peu on vit paraître dans les rues, dans les voitures publiques, un peu partout, des hommes de tous les rangs, des hommes qui portaient au bras gauche un brassard d'étoffe khaki sur lequel était appliquée une couronne rouge. Ce brassard signifiait que le porteur s'était désigné lui-même à l'autorité militaire, comme prêt à prendre les armes quand viendrait son tour. C'est à ce moment que j'ai retrouvé mon ancien domestique. Il continuait à accomplir sa besogne comme conducteur de tramway; mais il avait *attested*, c'est-à-dire qu'il avait signifié d'avance sa soumission à la loi qui l'appellerait au service et il portait au bras le signe de cette soumission. Il paraissait, d'ailleurs, résigné à son sort et je crois que la plupart des hommes dans sa situation pensaient de même. Le sentiment populaire se prononçait, à ce qu'il m'a semblé, en faveur de la loi d'obligation. On regardait de mauvais œil les jeunes hommes qui circulaient sans brassard, et j'imagine que plus d'un a dû entendre sur son passage des paroles peu obligeantes.

*
* *

Il ne restait donc plus qu'à voter la loi, mais les pacifistes n'avaient pas encore dit leur dernier mot, et ils s'agitaient désespérément autour du ministère. Sir John Simon, l'un des membres du Cabinet, donna sa démission presque à la veille de la présentation du bill, et il faut le louer de sa franchise, si cette retraite ne lui fut pas imposée. Le gouvernement gardait dans son sein deux de ses membres, au moins, qui étaient les adversaires avoués ou secrets du service obligatoire. Leurs démarches, à ce moment, seront expliquées plus tard et ils auront à en porter la responsabilité. Ce qui est certain, c'est que leurs partisans ne se tenaient pas pour battus et qu'ils employaient, sans y être autorisés, le nom de M. Asquith pour fomenter une résistance à la loi, avant même qu'elle fût discutée et votée. Fort au courant, d'ailleurs, de toutes les res-

sources parlementaires, ils savaient qu'on peut introduire dans une loi, soit lorsqu'on en prépare le texte, soit au moment de la discussion en troisième lecture, des clauses perfides qui en dénaturent l'esprit et en détruisent la portée.

C'est ce qui fut fait pour la loi d'obligation. A côté de motifs d'exemption dont la justice est indéniable, on y fit passer deux stipulations qui ouvraient la porte aux échappatoires et aux faux-fuyans. La première concernait les « indispensables, » ceux dont le départ eût désorganisé les services publics. La seconde permettait aux conscrits d'invoquer une « objection de conscience, » un scrupule religieux qui ne leur permettait pas de verser le sang. L'article relatif aux indispensables était élastique et pouvait prêter à bien des interprétations. A ce propos, je vois que, dans un comté du Nord, quarante fermiers se sont présentés à l'audience de la Cour de justice et ont déclaré qu'ils ne pouvaient entreprendre et mener à bien les travaux de la campagne, si l'on n'exemptait du service militaire leurs manœuvres : sur quoi, un délai de six mois a été accordé aux ouvriers agricoles de la région. Cette décision sera-t-elle confirmée par l'autorité militaire à qui il appartient de prononcer en dernier ressort dans ces questions? J'ai lieu de croire que non, si je m'en rapporte aux récentes déclarations du gouvernement dans la Chambre des Communes.

Quant à l'objection de conscience, elle donne lieu aux plus vives récriminations. Il y a un grand nombre d'années, on a accordé aux quakers, lorsqu'ils ont à témoigner devant la justice, la faculté de substituer une affirmation au serment sur la Bible. Cette concession, dont on a fait grand bruit autrefois, me semble toute simple, car l'affirmation d'un honnête homme vaut mieux que le serment d'un coquin qui baise dévotement un vieux livre. Quoi qu'il en soit, c'est ainsi que s'est introduite dans le langage légal cette formule de l'objection consciencieuse qui vient de reparaître inopinément pour fournir un refuge aux poltrons désireux de se soustraire à l'accomplissement du devoir patriotique. Cette objection a donné lieu et donne lieu, tous les jours, devant les tribunaux, à des discussions dont le côté grotesque ne fait pas disparaître entièrement le côté odieux. On demande à l'un de ces *objectors* : « Que feriez-vous si, devant vos yeux, un assassin massacrait votre femme, votre mère ou votre enfant? » et la réponse a été : « Je

protesterais. » On demande à un autre si, ne voulant pas se battre, il est disposé à soigner les blessés, et il répond : « Je ne pourrais soigner les blessés, car je craindrais de les remettre en état de retourner à l'armée pour tuer encore des ennemis. » La foule prend parti contre les hommes qui prononcent de pareilles phrases et dont quelques-uns, chose étrange! semblent prêts à se faire tuer pour ne pas être soldats. Dans plusieurs villes de province, il y a eu des désordres; on en cite une où l'on a promené, — comme on fait chaque année, au 5 novembre, le mannequin de Guy Fawkes, — l'effigie d'un marchand qui avait réclamé l'exemption sous prétexte d'objection consciencieuse. S'il obtient ce qu'il désire, il est probable que sa boutique ne recevra pas, cet été, la visite de nombreux cliens.

Le gouvernement, du reste, va mettre un terme à ces comédies et reviser la liste des conscrits, telle qu'elle avait été primitivement dressée; il revisera aussi, j'espère, les exceptions médicales qui paraissent avoir été accordées un peu légèrement. En cela, il sera soutenu par le sentiment public : ceux qui partent ne comprendraient pas pourquoi ils laissent derrière eux des privilégiés placés dans un cas exactement identique au leur, avec cette seule différence qu'ils sont protégés par une influence puissante ou embusqués dans un prétendu scrupule religieux. C'est M. Lloyd George qui a fait pressentir des sévérités nécessaires et l'on peut s'en fier à lui pour les pousser jusqu'où elles doivent aller en alliant l'énergie à la prudence. Il me semble impossible d'écrire le nom de M. Lloyd George sans rappeler les services exceptionnels qu'il a rendus non seulement comme ministre des Munitions, mais comme l'inspirateur d'une politique vraiment nationale. Quoi qu'il ait fait avant la guerre et quoi qu'il fasse au lendemain de la guerre, ses services actuels le placent à côté des ministres qui ont fait autant pour la grandeur militaire du pays qu'un Marlborough ou un Wellington. Et on ne saurait oublier comment, en plus d'une circonstance, il a parlé de la France et avec quelle conviction émue il a rendu hommage, devant ses compatriotes, au dévouement et à l'abnégation des malheureuses populations atteintes ou menacées par l'invasion.

Au moment où j'écris ceci, et pendant tout le mois de mars, on incorpore les hommes non mariés; le premier ban des hommes mariés (de dix-neuf à vingt-sept ans) sera appelé le

mois prochain! puis viendront les derniers bans. Dans trois mois, quatre au plus, l'Angleterre possédera son armée nationale tout entière. La révolution sera accomplie, car c'est bien une révolution, « la plus importante qu'ait vue ce pays, » comme l'a dit très justement l'autre soir, devant la Chambre des Lords, celui qui a été le plus intelligent et le plus énergique ouvrier de cette grande œuvre, lord Derby. Le service obligatoire, qui fait de la Grande-Bretagne une nation militaire comme celles du continent, sera-t-il maintenu quand cesseront les hostilités? Deviendra-t-il une institution permanente, un fragment de la Constitution? Pour risquer une prédiction à ce sujet, il faudrait savoir comment finira la guerre, si elle aboutira à une simple trêve ou à une paix solide et durable.

Pour le moment, la question du jour est celle-ci : comment l'Angleterre va-t-elle s'y prendre, maintenant qu'elle est privée de ses hommes, pour maintenir le train journalier de sa vie, pour garder ouvertes ses banques, ses boutiques, ses lignes de chemins de fer? Une chose est certaine : le gouvernement a pris son parti et appliquera la loi avec fermeté. Le langage du premier ministre ne permet pas d'en douter. Il y a trois semaines, il était interrogé dans la Chambre des Communes à propos de ces sottes rumeurs de paix que nos ennemis mettent périodiquement en circulation. Après avoir rappelé, une fois de plus, que l'Angleterre ne pouvait accepter ni même écouter aucune ouverture de paix sans être d'accord avec les Puissances auxquelles elle est liée par un pacte indissoluble, il répétait exactement les mêmes paroles qu'il avait fait entendre au banquet de Mansion House, en novembre 1914 : « Nous ne remettrons pas au fourreau l'épée, que nous n'en avons pas tirée à la légère, avant que la Belgique, — et j'ajouterai aujourd'hui la Serbie, — aient recouvré tout ce qu'elles ont perdu, et plus encore; avant que la France soit prémunie d'une manière sûre contre toute agression nouvelle; avant que l'indépendance des petites nationalités européennes ait été établie sur une base inébranlable; enfin avant que le despotisme militaire de la Prusse ait été complètement et définitivement détruit. »

La Chambre a passionnément applaudi ces paroles auxquelles la lenteur réfléchie de l'énonciation, détachant et accentuant chaque syllabe, donnait un caractère étrange de force et d'autorité. Elle a eu nettement conscience d'assister à une minute

solennelle, à une minute émouvante de l'histoire nationale. Plus d'un auditeur a dû se souvenir du temps déjà lointain où Campbell Bannerman, lorsqu'il voyait faiblir les libéraux sous une vive attaque de leurs adversaires, disait à ses partisans : « Allez me chercher le rouleau ! » et l'on allait chercher le rouleau, c'est-à-dire M. Asquith, et le rouleau faisait son œuvre. L'autre soir, le rouleau a passé sur les pacifistes et les a écrasés au moment où ils se vantaient encore d'avoir un complice dans le chef du Cabinet.

M. Asquith n'est pas un pacifiste, mais un pacifique, un ministre pour les temps de paix. Ne me dites pas que cela le rend incapable de gouverner l'Angleterre à travers cette grande crise. Pitt était un ministre pour la paix, lui aussi, et cependant il est superflu de rappeler quelle rude guerre il a menée contre la France. Ne me dites pas non plus que Pitt avait du génie et que M. Asquith n'en a point, car il est des heures où l'obstination vaut mieux que le génie. En réalité, c'est l'Angleterre elle-même qui a prononcé, par la bouche de son premier ministre, ces paroles mémorables qui ne peuvent plus être retirées, ni atténuées. Nul, en Europe, après les avoir lues, ne peut douter que l'Angleterre soit invinciblement résolue à jeter, sans réserve, toutes ses forces dans la lutte suprême contre les barbares.

***

UNE PERSONNALITÉ RELIGIEUSE

GENÈVE

1535-1907

III[1]

DE BONAPARTE A JAMES FAZY : LA RENTRÉE DU CATHOLICISME

En 1794, Genève révolutionnaire professa formellement que, pour avoir chez elle la qualité de citoyen, il fallait être un protestant ; le civisme genevois gardait ainsi une assise nettement confessionnelle. Cent treize ans se passent, et l'on voit Genève, en 1907, à la faveur de cet euphémisme politique : « suppression du budget des cultes, » séparer l'État genevois et les Églises. « Les Églises, » remarquons ce pluriel ; c'est au cours du XIXe siècle qu'il s'introduisit ; et dans cette Genève qui, de 1535 à la fin du XVIIIe siècle, n'avait connu qu'une Église, ce pluriel fut une première nouveauté. Et voilà qu'au XXe s'en produit une seconde, plus grave encore : par cela même qu'il prend congé des Églises, l'État divorce, en théorie, d'avec cet établissement réformé dont les destinées, pendant plusieurs siècles, avaient été étroitement associées à celles de la cité : événement pacifique, purement législatif, qui pourtant acquiert la portée morale d'une révolution. Il nous faut suivre, en deux étapes, ces émouvantes vicissitudes, couronnées par ce dénouement.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1914 et du 1er février 1916.

I

Le 15 avril 1798, Desportes, résident de France, faisait occuper Genève par des troupes françaises. Vingt-quatre heures plus tard, deux délégués des pasteurs arrivaient chez lui, le priant de conserver l'Église telle que jusqu'alors elle avait existé. Il fut bienveillant, « donna les assurances les plus positives, » et réclama un mémoire écrit. En trois jours, le mémoire fut rédigé, et expédié à Desportes.

« Une fatalité incroyable souffle sur nous, gémissait le syndic Butin. La Compagnie des pasteurs n'a-t-elle pas écrit au Résident, sans en prévenir le gouvernement, une lettre pour lui recommander le culte? N'a-t-elle pas, dans cette lettre, parlé du vœu de la réunion comme si c'était les citoyens qui l'eussent prononcé? La plume me tombe des mains, quand je vois des pasteurs oublier leurs supérieurs et se mêler de faire des démarches séparées, quand je les vois river leurs chaînes et celles de leurs concitoyens par la démarche la plus irrégulière et la plus inconsidérée. »

Ce gouvernement dont parlait Butin, et que les pasteurs n'avaient pas prévenu, n'était autre que la commission extraordinaire qui, depuis quelques mois, régissait Genève; et cette commission, dès le lendemain de l'entrée des Français, faisait, de son côté, œuvre très efficace pour l'Église, en déclarant les biens de la République « biens communaux indivisibles entre les citoyens actuels et leurs descendans, » et en décidant qu'ils seraient administrés par une *Société économique*, composée de quinze Genevois, laquelle dirigerait les établissemens relatifs à l'éducation et au culte réformé. Sous cette inoffensive raison sociale, *Société économique*, se constituait le retranchement qui, durant la sévère période de centralisation napoléonienne, devait en quelque mesure garantir l'autonomie et sauvegarder l'intégrité du peuple de Dieu. Grâce à la *Société économique*, les ressources de l'Église, les ressources de l'Académie, ces deux créations de Calvin, étaient à l'avance protégées contre toute ingérence trop indiscrète de la grande puissance qui s'installait dans Genève : l'Église, l'Académie allaient demeurer, tout à la fois, les bénéficiaires et les garantes de ce qui restait de libertés genevoises.

Au mois d'août, Desportes manda le modérateur de la Compagnie. Le Directoire, lui dit-il en substance, veut que le culte protestant de Genève se répande dans toute la France. Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de placer ce culte au jour du Décadi ; et Desportes ne doutait pas que le clergé de Genève, « éloigné du fanatisme et de la superstition par une religion plus rapprochée qu'en nul autre pays de la religion naturelle, » accordât son assentiment. Les pasteurs délibérèrent ; ils décidèrent de maintenir le dimanche, mais d'organiser aussi, chaque Décadi, des prêches et des prières ; et quatre mois plus tard un commissaire officiel témoignait que « les réunions décadaires étaient décentes, nombreuses et même gaies ; que les temples, souvent remplis, ne retentissaient plus que des préceptes d'une saine morale, et qu'une douce philosophie était en train de s'enter insensiblement sur le culte réformé. » Desportes et ce commissaire étaient satisfaits des pasteurs, et peut-être escomptaient-ils, déjà, l'heure vraiment républicaine où, dans l'Église de Genève, il n'y aurait plus que des Vicaires Savoyards, prêchant trois fois par mois, aux trois Décadis.

Mais, avec le 18 Brumaire, un autre esprit soufflait : la religion décadaire s'effondrait. Le bruit se répandait bientôt qu'entre le Premier Consul et Rome des négociations étaient proches. L'insécurité du culte catholique allait diminuant, et comme la liberté des cultes était théoriquement proclamée par la Constitution française, comme les neuf dixièmes des fonctionnaires et des soldats amenés à Genève par l'occupation étaient d'origine catholique, Genève, ville française, devait s'ouvrir au catholicisme. Il avait dû se blottir, jusque là, dans des chapelles de résidens, coins de terre française ou sarde qui jouissaient, sur le sol de Genève, des immunités diplomatiques ; il avait le droit, aujourd'hui, de se libérer de ces fictions et de réclamer une place dans Genève, sur terre authentiquement genevoise ; mais Genève fut moins accueillante pour la Messe qu'elle n'avait fait mine de l'être pour le Décadi.

Un jeune prêtre savoyard qui, comme Bonaparte, comptait alors trente ans, Jean-François Vuarin, et un autre prêtre nommé Neyre, évadé des prisons de l'île de Ré, installèrent publiquement, à la fin de 1799, la pratique du papisme dans Genève. Une messe de minuit, célébrée à Noël dans une chapelle improvisée, attira quelque affluence. Mais des plaintes

grondèrent : ces deux papistes parurent provocateurs ; ils ne surent bientôt plus où se loger, où loger leur Dieu. En trois ans, ils durent changer cinq fois d'abri : les propriétaires qui les accueillaient n'osaient conserver longtemps de tels locataires. Non seulement c'étaient deux idolâtres et fauteurs d'idolâtrie, mais des rumeurs les accusaient d'acheter les petits enfans, de les expédier ailleurs. Le 1er juillet 1801, dans la troisième de leurs installations, ils furent lapidés en pleine messe ; la préfecture les invita, quelques jours durant, à cesser le culte public jusqu'à ce que Genève se fût calmée. L'Église primitive avait acheté, par trois siècles de souffrances, la paix constantinienne, et, par la halte aux catacombes, la jouissance du plein soleil ; à leur tour, ils trouvaient d'âpres séductions à payer de trois ans de mauvais traitemens et d'une série de déménagemens cette autre paix qu'allait obtenir l'Église, la paix napoléonienne.

L'afflux des catholiques augmentait : secrètement, en 1802, la municipalité s'efforça d'évaluer leur nombre ; on constata qu'ils étaient déjà 1 367 dans la commune de Genève et 3 117 sur l'ensemble du territoire. Ils pourraient y rester, s'y multiplier, y prier ; ainsi l'exigeait des Genevois la tolérance française. Une sorte de Fénelon genevois, le bon pasteur Cellerier, prototype de ce pasteur Prevère que dans son *Presbytère* Töpffer a mis en scène, prêchait un sermon sur l'excellence du culte réformé, pour mettre les fidèles en garde contre cet autre culte, « naguère étranger, et qui pouvait attirer les regards, exciter chez quelques-uns une indiscrète, une imprudente curiosité. » C'était un langage inattaquable ; un conducteur d'âmes a le droit de prémunir ses fidèles contre des doctrines qui lui semblent un mauvais climat pour leurs consciences. Mais lorsque, en 1800, le pasteur Duby s'élevait contre le principe de tolérance adopté par la République française ; lorsque, en 1801, le pasteur Roustan parlait des prêtres et des cérémonies catholiques avec mépris, maire et préfet firent entendre des réprimandes. Il n'est pas permis à M. Duby, déclara le préfet d'Eymar, d'ignorer que les lois de l'État ne veulent reconnaître aucune religion dominante. C'en était fait, à Genève, de l'exclusivisme religieux ; à côté d'elle, en dehors d'elle, l'Église calviniste devait tolérer d'autres âmes, et que les besoins de ces âmes fussent eux-mêmes satisfaits.

Ce principe une fois posé et fermement maintenu, Bonaparte affectait d'honorer le passé de Genève et les prérogatives morales qu'un tel passé créait à cette ville. Un jour de 1801, Pictet-Diodati, que Mme de Staël et Benjamin Constant venaient de faire nommer, pour cinq ans, membre du Corps Législatif, avait dit au Premier Consul : « Surtout, conservez-nous notre instruction religieuse et ne nous donnez pas d'évêque, nous sommes tous hérétiques. » Bonaparte avait compris. Annonçant au Conseil d'État les préparatifs du futur Concordat, il ajoutait que les calvinistes de France auraient leur métropole à Genève. Compensation consolante pour le peuple de Dieu : il était devenu Français ; mais, de par la volonté du gouvernement français, il pourrait exercer sur les protestans de toute la France une primauté. Les circonstances nouvelles s'éclairaient, la situation se définissait : Genève devait laisser dire la messe, et même la laisser chanter ; à prendre au pied de la lettre la parole de son préfet, il n'y avait même plus, sur les bords du Léman, une religion prépondérante ; mais l'Auditoire de théologie allait redevenir, comme au temps de Calvin, une sorte de séminaire central pour le calvinisme de langue française. Portalis pensait comme Bonaparte ; il fallait que Genève demeurât, dans le protestantisme, une ville prééminente. En décembre 1804, après le sacre, ce fut un pasteur de Genève, Martin-Gourgas, qui présenta à l'Empereur les délégués des Églises réformées françaises, et qui dirigea la réunion dans laquelle les vingt-cinq présidens des Consistoires échangèrent leurs vues sur l'avenir de la Réforme ; et c'est vers Genève que les Églises de France tourneront leurs regards lorsqu'en 1811 elles songeront à élaborer un projet pour une organisation d'ensemble. Genève éprouvait peut-être quelque fierté pour son rôle de métropole ; mais elle ne le remplit jamais qu'avec une certaine discrétion. Elle était plus préoccupée, semble-t-il, d'empêcher la mainmise de la France sur son Académie, sur sa Faculté de théologie, que d'assurer à cette Académie, à cette Faculté, un vaste rayonnement sur les Églises de France. Elle était plus jalouse d'indépendance qu'ambitieuse d'hégémonie. Il lui restait quelque chose de la Genève calvinienne, facilement ombrageuse, habituée à se suffire à elle-même, à se contenter d'elle-même et des apports que lui amenait son Dieu, et qu'elle s'assimilait.

L'Empereur, certes, faisait aux Genevois un beau cadeau,

en leur montrant, d'un geste, la France protestante comme un champ sur lequel ils pouvaient régner. Mais ce cadeau était gâté, pour Genève, par la présence de l'abbé Vuarin. Ce prêtre, et surtout sa messe, gênaient cette cité. Au début de 1803, le préfet d'Eymar étant mort, Vuarin réclama de la ville un cimetière pour les catholiques. Il fallut l'accorder : la concession, si pénible fût-elle, ne faisait qu'assurer le repos éternel d'une poignée de papistes, qui étaient des morts. Mais une autre demande, bien plus grave, présentée par d'Eymar dès le mois de mai de l'année précédente, inquiétait la *Société économique*, la Compagnie des pasteurs et la municipalité. L'administration française réclamait, pour l'Église romaine, la jouissance du temple de Saint-Germain. On tergiversa, on épilogua, on proposa de prêter le temple allemand de l'Oratoire, ou d'aménager pour ces envahissans mystères, qu'on avait si bien crus pour toujours abolis, les vastes souterrains des greniers de Rive.

Mais les catholiques refusaient : l'évêque d'Annecy se remuait, faisait remuer Fesch, qui venait de monter sur le siège de Lyon. Paris insista; Genève dut céder, et sa municipalité dut payer un bail, elle-même, à la *Société économique*, pour le temple de Saint-Germain, afin que les catholiques en eussent la jouissance. Le 16 octobre 1803, l'abbé Lacoste, nommé curé de Genève, bénissait l'église et y célébrait la messe. C'était le premier temple où jadis la Réforme fût entrée : son curé, Pierre Vandel, passant au protestantisme, l'avait lui-même livré au culte nouveau. Ce qu'avait fait Pierre Vandel, Lacoste l'allait défaire. Sa messe de minuit, en décembre 1803, fut troublée par des tumultes : à l'Offertoire, il dut quitter l'autel, se retirer. Mais la liberté de la messe avait pour elle l'autorité française. La haine traditionnelle contre l'idolâtrie pouvait s'épancher en suprêmes soubresauts : quelque chagrine que fût leur humeur, les manifestans comprirent qu'ils devaient se résigner, et garder à l'avenir silence et respect.

En septembre 1804, l'évêque Mérinville arriva d'Annecy pour sa visite pastorale : depuis Saint-Julien, des gendarmes l'escortaient; il échangea des complimens avec le maire de Genève. Pour la première fois depuis la Réforme, un évêque entrait officiellement dans la ville de Calvin. Il partait très content : « Les protestans, disait-il plus tard à Pictet, se sont montrés plus amis des catholiques que plusieurs de ceux-ci

entre eux. » Mais l'amitié des autorités genevoises pour les catholiques avait des limites : l'abbé Vuarin, devenu curé en mars 1806, ne tarda pas à s'en rendre compte. Lorsque, en 1808, la mère de Napoléon désira que la ville de Genève reçût et entretînt trois sœurs de charité, un conseiller s'écria : « Le XVIe siècle nous a débarrassés des nonnes ; nous ne voulons pas, au XIXe, rétrograder. » Vuarin tint bon. Dans l'été de 1810, Noyon, la patrie de Calvin, essayait en vain de retenir une religieuse nommée sœur Benoît, que ses bonnes œuvres avaient fait aimer. Elle s'arrachait à la petite ville picarde pour devenir à Genève supérieure de la communauté des sœurs de Saint-Vincent de Paul, créée par Vuarin. C'est de Noyon, près de trois siècles auparavant, qu'était venue dans Genève la foi sans les œuvres. Une coïncidence ironique voulait que ce fût Noyon qui réintégrât dans Genève l'ascétisme catholique et qui, dans Genève, ramenât les œuvres.

Le Consistoire prit ombrage, nomma une Commission « pour informer dans le cas où les sœurs chercheraient à faire des prosélytes ; » et, de crainte que le culte immigré, qu'on soupçonnait d'être ambitieux, ne prétendît à se réinstaller dans Saint-Pierre, la Réforme y consolidait ses positions en installant la Faculté de théologie dans une des chapelles de l'édifice. Les anxiétés genevoises s'avivaient d'autant plus que les sentimens de l'Empereur à l'endroit de Genève s'étaient publiquement modifiés. Pouvait-il, aux yeux de Napoléon, venir quelque chose de bon de Genève, puisque Mme de Staël demeurait tantôt dans la ville, tantôt dans sa banlieue ? Au cours du duel que l'Empereur soutenait contre cette femme, Genève risquait fort de recevoir quelque terrible coup. Au demeurant, Genève donnait moins de conscrits qu'on ne l'eût souhaité ; on cherchait les causes, on constatait un chiffre assez élevé de suicides ; et Montalivet inclinait à dire que la faute peut-être en était à la Réforme, qui ne soumettait pas l'homme à la confession et qui était moins apte à consoler le désespoir. L'administration napoléonienne arrêtait ses regards sur la personnalité religieuse de la ville : on eût dit qu'elle aspirait à la modifier ; à l'encontre des pasteurs réformés et des prêtres romains qui, pour des raisons inverses, redoutaient pareillement les mariages mixtes entre protestans et catholiques, un fonctionnaire déclarait qu'on devait encourager ces unions, afin de changer promptement le

mauvais esprit genevois. La *Société économique* et l'Académie, considérées comme des barricades derrière lesquelles s'abritait l'esprit confessionnel de Genève, étaient l'une et l'autre visées. « Tant que la *Société économique* existera, écrivait à l'Empereur en 1811 le colonel d'Hautpoul, Genève se croira et sera, par le fait, séparée du reste de l'Empire ; » et l'Empereur lui-même concluait qu'il fallait supprimer cette société pour « effacer des traces d'indépendance, d'État à part. » Cette même année, à la suite d'un incident qui l'avait mis en colère, l'Empereur songeait à introduire dans l'Académie un nombre de professeurs catholiques égal à celui des professeurs protestans. En 1813, la suppression de la *Société économique* et la vente de ses biens étaient formellement décidées, et des Frères de la Doctrine chrétienne survenaient à Genève, pour ébaucher une installation dont les fonds de l'Académie devaient faire les frais.

Mais l'Empire craqua, puis tomba : les décisions de 1813 demeurèrent lettre morte. Le 31 décembre de cette même année, le syndic Ami Lullin et vingt-deux autres Genevois, d'accord avec le général comte de Bubna, qui commandait les troupes des coalisés, se constituèrent en gouvernement, sous le titre de « syndics et conseil provisoire, » dans Genève redevenue libre. Quatre jours plus tard, ils reçurent cinq députés de l'Église de Genève : « La République, leur dit Ami Lullin, avait, quoique éteinte, continué à vivre dans l'Église. » En fait, au cœur de cette « plus grande France, » révolutionnaire et napoléonienne, qui s'était savamment assise sur la ruine de beaucoup d'autonomies locales, une corporation s'était maintenue qui, forte de son passé, avait pu, grâce à la *Société économique*, garder une certaine indépendance matérielle et morale : c'était l'Église de Genève, et Genève avait dû au prestige séculaire de son Église, de n'être pas traitée comme le commun des préfectures de l'Empire français.

II

Sous la protection des baïonnettes autrichiennes, Genève était devenue, théoriquement au moins, maîtresse d'elle-même : n'allait-elle pas reprendre son rôle historique, son rôle de cité de Dieu, sanctuaire jaloux d'un Dieu jaloux, sanctuaire non contaminé? Vous ne voulez pas vous en aller, criaient certains

passans dès les premiers jours de 1814, lorsqu'ils apercevaient les prêtres catholiques ; vous attendez donc que nous vous donnions la chasse. Un pasteur parlait du chancre rongeur qui dévorait Genève depuis quinze ans. Un autre déplorait qu'on y eût fait revenir l'impur limon dont la Réforme l'avait nettoyée; et des projets s'étudiaient pour expulser de Saint-Germain les catholiques que la France y avait installés.

L'abbé Vuarin veillait; et dans les premières semaines de janvier 1814, partirent de Genève, vers le quartier général des Alliés, d'une part des diplomates dépêchés par le gouvernement provisoire, et d'autre part Vuarin. Le curé, qu'aucune étiquette ne paralysait, chevauchait plus vite que les diplomates. Ils se croisèrent à Bâle, le 16 janvier, dans l'antichambre des empereurs de Russie et d'Autriche et du roi de Prusse ; mais avant cette date, Vuarin, blotti dans le traîneau d'un pope qui s'en allait rejoindre en Franche-Comté l'état-major des armées alliées, avait eu déjà le temps de rendre visite au prince de Schwarzenberg, leur général en chef, et d'obtenir de lui deux lettres, l'une pour Metternich, alors à Bâle, l'autre pour Bubna, à Genève. L'avenir du catholicisme genevois était dès lors assuré de la protection des Puissances. Vuarin, l'été suivant, s'en fut d'ailleurs à Paris, pour faire de nouvelles démarches auprès des plénipotentiaires de l'Europe et pour se confirmer dans la certitude que l'obligation d'être tolérante, imposée par Napoléon à la Genève de Calvin, continuerait de peser sur elle, par la volonté des Alliés vainqueurs de l'Empire. A travers deux siècles et demi, Genève politique s'était si étroitement identifiée à l'Église protestante, que l'Église catholique genevoise, concurremment avec les plénipotentiaires de Genève, devait poursuivre pour elle-même, en son propre nom, une action diplomatique ; cette Église qualifiée d'intruse et qui, dans l'humble temple de Saint-Germain, se sentait à peine chez elle, insérait ainsi ses propres négociations dans l'histoire des destinées genevoises et devenait, à sa façon, une ouvrière de ces destinées.

Qu'allaient donc faire de Genève les « syndics et conseil provisoire » et les plénipotentiaires de l'Europe? Il apparut, dès l'été de 1814, que Genève allait entrer dans la Confédération suisse, et, pour y faire figure, recevoir quelques territoires des alentours. Le mandement de Peney, qui lui appartenait,

était de tous côtés encerclé par des terres françaises ; Jussy et les villages de la Champagne, qui étaient aussi possession genevoise, se trouvaient comme emprisonnés par des terres savoyardes. Il fallait, tout au moins, « désenclaver » Peney, Jussy et la Champagne, rendre genevoises toutes les terres françaises ou savoyardes qui s'interposaient entre ces possessions rurales de Genève, et réunir géographiquement le territoire du futur canton à celui du canton de Vaud. S'incorporer ainsi dans la Confédération suisse, c'était pour la petite république l'indépendance politique assurée ; mais on pouvait se demander ce que deviendrait, dans ce statut nouveau, la personnalité religieuse de Genève, qu'une brochure de Sismondi célébrait comme la capitale continentale du protestantisme. Il y avait vingt ans seulement que le dernier mot du peuple souverain avait frappé d'ostracisme les catholiques ; ce peuple, devenu sujet, avait dû en recevoir quelques milliers ; de nouveau il était souverain, et voici qu'il lui fallait insérer dans son territoire un chiffre notable d'agglomérations catholiques. Il s'agissait de faire de Genève, pour la rendre plus digne de devenir un canton suisse, une république plus riche de terres, plus riche d'hommes ; mais ces terres étaient des terres d'idolâtrie ; ces hommes, confondus avec le reste du corps genevois, se permettraient de venir, dans Genève, étaler leur idolâtrie. Au loin, en Italie surtout, grâce à des colonies genevoises, la vieille âme de la vieille Genève rayonnait. Sismondi notait qu'à Gênes et à Naples une souscription était ouverte pour établir un ministre genevois, qu'à Corfou, même, on voulait suivre l'exemple, que l'Angleterre songeait à créer des bourses pour des Italiens, pour des Vaudois, pour des Français, qui viendraient étudier à Genève et porteraient ensuite en pays catholique l'Évangile genevois. Et cette Genève, dont le rôle religieux semblait bien n'être pas achevé, risquait d'être cernée, et bientôt peut-être submergée par le flot des catholiques : n'ayant rien de commun avec l'âme genevoise, ils allaient peut-être devenir des membres du corps genevois.

J'imagine que certains fidèles de la Réforme, voyant en quelle tentation Genève était induite, relurent souvent dans leur Bible, en ces années 1814 et 1815, l'épisode du Fils de Dieu repoussant les offres de Satan qui, lui montrant les royaumes de la terre, lui disait : Tout cela t'appartiendra. Le peuple de

Dieu, pour demeurer le peuple de Dieu, allait-il retrouver en face des plénipotentiaires, en face de ses propres diplomates qui aspiraient à revenir les mains pleines, le geste sommaire et décisif du Christ? Les respectables traditionalistes qui purent avoir un instant cette illusion durent bientôt l'abandonner : la politique ne permettait plus à Genève d'être toute petite, et ce n'est qu'en demeurant toute petite que Genève eût pu redevenir, ou à peu près, la fidèle captive de son passé. La politique réclamait que les limites de Genève fussent reculées, et qu'avec ces limites se modifiât son âme.

Il semble que tout d'abord, à la fin d'avril 1814, les pasteurs firent effort pour conjurer le péril : en leur nom, le modérateur Choisy et le secrétaire Bourrit écrivaient au Conseil que :

Pour les populations réunies pour la première fois aux Genevois, Genève pourrait bien être un centre d'affaires, de commerce, d'intérêts divers, un théâtre d'ambitions, mais jamais une patrie, que le mot de liberté n'y serait pas compris de la même manière par les uns et les autres, que la religion réformée y a toujours été trop unie à l'État pour souffrir sans inconvénient une division sur ce chapitre, tandis que, de son côté, l'Église romaine n'a rien changé à ses dogmes; que l'expérience des seize dernières années n'est pas faite pour infirmer ces craintes.

Les angoisses des pasteurs s'expliquaient; mais, pratiquement, que pouvaient-ils conseiller? Ils sentaient eux-mêmes que le désir de voir Genève canton suisse progressait et prévalait. Un excellent protestant comme l'apothicaire Broé parlait avec assez d'amertume de ceux qui ne voyaient dans l'augmentation de la République que la subversion totale des principes religieux. Il constatait qu'en présence de l'immoralité française et de la religion catholique, on était devenu plus assidu dans les temples. Le spectacle de la Suisse, pays mixte, « où les secousses du fanatisme étaient plus rares que dans le reste de l'Europe, » et puis son mépris naturel de vieux Genevois pour le catholicisme, « cette religion de superstition qui ne peut pas être celle d'un peuple éclairé, » rassurait l'apothicaire. Certaines démarches clandestines du Consistoire contre une augmentation de la République faisaient l'effet à Broé d'une manœuvre « déplacée. » Voilà une jolie équipée anarchique, écrivait, de son côté, Charles de Constant au sujet de l'intervention des pasteurs auprès d'Ancillon, familier du roi de Prusse, pour empêcher Genève de s'agrandir.

Avant que ne fût encore fixée la superficie de la République de Genève, le patriciat qui avait restauré cette République fit voter vertigineusement, sans laisser au peuple le droit de l'étudier, une constitution. Des *lois éventuelles* y furent adjointes, qui, par une curieuse méthode, mettaient l'art mathématique au service de l'intolérance. Elles stipulaient que si les citoyens dont on pressentait l'annexion n'égalaient pas le tiers de l'ancienne population, ils seraient admis à égalité des droits électoraux ; que, s'ils égalaient le tiers, ils ne pourraient nommer qu'un cinquième des membres du conseil représentatif; que, s'ils surpassaient le tiers, ils n'en pourraient nommer qu'un quart; et que, s'ils surpassaient la moitié, ils n'en pourraient nommer qu'un tiers. Étranges chinoiseries, par lesquelles la vieille Genève protestante prétendait s'assurer à l'avenir la majorité dans les conseils, alors même que la population catholique qui lui serait adjugée aurait un chiffre d'habitans cinq ou six fois supérieur à celui de Genève elle-même.

Genève protestante s'inquiétait à la pensée que des Savoyards, des catholiques, pourraient devenir, chez elle, membres du corps souverain. Mais, inversement, les consciences catholiques, consciences de rois, consciences de peuples, s'éveillaient et se troublaient, à la pensée que des paroisses catholiques allaient être attribuées à la République genevoise. Louis XVIII éprouvait toutes sortes de scrupules à céder à cet État protestant le catholique pays de Gex, et, finalement, Louis XVIII le gardait. Dans les communes savoyardes, une pétition circulait, représentant à la démocratie helvétique que la conduite constante de Genève envers les Savoyards et les catholiques n'était pas de nature à faire espérer des relations de confiance et de fraternité. Enfin Vuarin, par ses relations avec Noailles, avec Metternich, avec Pozzo di Borgo, combattait le démembrement de la Savoie, et du moins il obtenait que sa petite patrie, Collonges-sous-Salève, ne devînt pas genevoise.

Anxiétés protestantes et anxiétés catholiques s'épiaient mutuellement, se mesuraient du regard, et, pour des raisons inverses, elles convergeaient en définitive vers le commun souci d'empêcher que Genève ne devînt trop grande. Protestans qui ne voulaient pas que le peuple de Dieu fût comme dissous dans un État non confessionnel, catholiques qui redoutaient de devenir les sujets du peuple de Dieu, semblaient conspirer ensemble,

en vertu même de leur séparation confessionnelle, pour que Genève demeurât toute petite. Ces susceptibilités religieuses entravaient l'action des diplomates; et il fallut près de deux ans, de mai 1814 à mars 1816, — deux ans troublés par la prodigieuse équipée des Cent Jours, — pour que le second congrès de Paris et le traité de Turin achevassent de définir ce que serait dorénavant Genève.

A la différence de Gênes, et de Venise, et de la Pologne, Genève, dans le droit public de la nouvelle Europe, demeurait une personne : la notoriété qu'elle avait obtenue comme ville-Église et qui lui valait l'attention spéciale des Puissances réformées en était en grande partie la cause. « C'est le monde dans une noix, » disait d'elle Bonstetten; on n'avait pas jeté cette noix aux convoitises avides, à la France ou bien à la Sardaigne, parce qu'une accoutumance historique avait habitué le monde réformé à s'abriter, à s'instruire, à se réchauffer dans sa coque hospitalière. Mais ces bienfaits de l'Europe, que Genève devait au caractère confessionnel de son passé, avaient à jamais compromis le caractère confessionnel de son avenir.

Genève recevait de la France 6 communes et 3 350 habitans, de la Sardaigne 14 communes et 12 700 habitans : cette banlieue catholique cernait désormais la cité. Les Genevois, disait un homme politique de l'époque, ont désenclavé leur territoire, mais ils ont enclavé leur religion.

A l'écart de la diplomatie genevoise, la diplomatie de l'abbé Vuarin, représentante improvisée de ces communes catholiques qu'on livrait à Genève, avait agi ; et le protocole du Congrès de Vienne du 29 mars 1815, le traité de Turin du 16 mars 1816, plaçaient l'Église catholique de Genève sous la sauvegarde du droit public européen. Genève devait entretenir les prêtres et le culte, dans les communes savoyardes qu'elle acquérait, comme l'avait fait, jusque là, la cour de Turin ; elle s'engageait, vis-à-vis de cette cour, à respecter certaines libertés canoniques, certaines prérogatives de la hiérarchie ; à maintenir, à sa propre charge, « l'Église catholique existant à Genève, » à en loger le curé, à le doter convenablement. La volonté de l'Europe et de l'État sarde fixait ainsi les obligations que Genève devait accepter à l'endroit du culte catholique dans le territoire même de la vieille cité. Par surcroît, la cour de Turin s'occupait de la situation politique de ses anciens sujets sous leurs nouveaux

maîtres : adieu les lois éventuelles, par lesquelles Genève s'était disposée à limiter les droits de ses citoyens catholiques! Elle dut promettre à son voisin Savoyard de les assimiler pleinement, pour les droits civils et politiques, aux Genevois de la ville.

Instruit et guidé par Vuarin, le gouvernement de Turin, qui, deux siècles plus tôt, à l'heure de l'Escalade, n'avait pu s'implanter dans la cité protestante, pénétrait désormais, en quelque mesure, dans la vie politique du canton : il donnait aux Genevois un petit morceau de sol, de sol catholique, mais le traité même qui le leur attribuait, leur défendait d'y faire acte de législation oppressive. La Sardaigne, de concert avec l'Europe, avait agrandi la République de Genève; mais la Sardaigne faisait planer, sur les catholiques dont elle lui avait faît présent, une protection très stricte, très prévoyante. Genève, en 1824, devra, sur l'ordre de la Sardaigne, modifier la législation qu'elle s'était permis de faire en 1821 sur le mariage civil ; elle devra déclarer que, dans les communes cédées par le gouvernement sarde, les mariages ne seront valides que s'ils sont célébrés devant les curés compétens ; et jusqu'en 1866 il y aura dans le canton deux catégories de citoyens : les uns, catholiques dès anciennes communes sardes, ne dépendront de la législation genevoise qu'autant qu'elle sera compatible avec les traités internationaux qu'avait dû signer Genève; les autres, au contraire, relèveront sans réserve de la législation intégrale de l'État.

III

Le traité de Turin signifiait à Genève qu'elle était désormais un canton mixte; et si mixte signifiait impur, c'était tant pis. La Genève calvinienne devait être hospitalière aux catholiques, et pour veiller à ce qu'elle gardât conscience de ce devoir, l'abbé Vuarin était là. Le curé de l'Église qui, vingt ans plus tôt, dans la petite Genève, n'était encore qu'une Église expulsée, allait surveiller au jour le jour la conduite de la « plus grande Genève. »Vingt ans plus tôt, il était une façon de lépreux, que tour à tour les propriétaires éconduisaient. Aujourd'hui, rendu chatouilleux par les affronts mêmes qu'avait subis son Église, il se dressait, toujours aux aguets, pour que le canton cessât, loyalement, sincèrement, d'être un canton confessionnel;

et quand en 1817 parut un essai de statistique qui portait au frontispice une médaille de Calvin et qui contenait certains couplets, offensans pour les catholiques, de la chanson de l'Escalade, Vuarin se plaignit aux magistrats, et voulut même se plaindre au Tsar, par l'intermédiaire de Joseph de Maistre, ministre de Sardaigne en Russie.

Curé catholique, il conseillait un jour à quelques membres du Grand Conseil de gouverner en philosophes. — « En philosophes, répliquaient ceux-ci, monsieur le curé, vous n'y pensez pas. — Oui, messieurs, en philosophes, répondait Vuarin ; ayez comme particuliers votre religion, protégez-la, c'est nécessaire. Mais, comme magistrats, ne soyez ni protestans, ni catholiques. Soyez philosophes, c'est-à-dire impartiaux, ce qui ne veut pas dire que vous devez gouverner en incrédules. »

Et comme l'abbé Vuarin visait toujours à s'appuyer sur le gouvernement sarde, ce fut une bonne fortune pour Genève, bonne fortune due à l'entremise de Niebuhr, diplomate de la Prusse protestante, d'obtenir du Saint-Siège, en 1819, que les catholiques genevois ne dépendissent plus de l'évêché sarde de Chambéry, mais de l'évêché suisse de Lausanne. Les liens se distendaient un peu, par cela même, entre le catholicisme genevois et la Sardaigne. Une façon de concordat conclu entre Genève et l'évêque Yenni, de Lausanne, précisait la situation nouvelle. Mais quand Genève, tout de suite après, réclama de l'évêque Yenni le renvoi du « sieur Vuarin, curé de Genève et archiprêtre, » l'évêque refusa.

Malgré les démarches successives du gouvernement genevois auprès de l'évêque de Lausanne, démarches auxquelles les oreilles épiscopales ne furent pas toujours inaccessibles, l'abbé Vuarin, soutenu par Rome, devait rester, vingt-trois années encore, curé de Genève ; il eût pu mourir évêque, cardinal, il préférait à ces dignités la cure de Genève et son rôle à Genève, et trois ans avant sa mort, qui survint en 1843, il prévenait le syndic Rigaud que Dieu saurait mettre après lui, dans la cure de Genève, « un successeur qui ne gâterait pas les affaires. » « La divine Providence, insistait-il, n'a pas établi à Genève, croyez-moi, une paroisse catholique de 8000 âmes en moins de quarante ans au milieu des circonstances les plus étranges et les plus inouïes, pour nous retirer la protection de son bras. »

Le pasteur Jacques Caton-Chenevière, témoin de ce phéno-

mène, déclarait en plein Conseil d'État, d'une voix douloureuse : « Il ne s'agit plus d'une Escalade de nuit qui échoue, mais d'une Escalade de vingt-cinq ans qui réussit. » Il ne déplaisait pas à Vuarin que son Église acceptât cette réputation d'escaladeuse, qu'elle se conduisît en importune, et qu'elle convainquît ainsi les Genevois, dussent-ils en être endoloris, et de son existence, et de son droit de vivre. Sans ménagement, sans aucune de ces transitions que volontiers eût concertées l'évêque Yenni, Genève, à l'école de ce curé, fit un très rude apprentissage de la vertu de tolérance, un apprentissage au cours duquel elle fut plus d'une fois houspillée, bousculée, publiquement dénoncée pour ses lenteurs, ou pour ses délits, ou même, parfois, pour ses peccadilles d'intention. Elle avait, en Vuarin, un surveillant qui ne lui passait rien ; elle voyait ses actions, et même ses pensées, déférées à l'opinion du monde par un prêtre papiste, disposant en Europe d'un réseau d'influences qui le rendaient intangible, et elle savait que ce prêtre ne se laisserait déraciner du sol de Genève qu'au jour où Dieu le rappellerait.

Rares étaient, au temps de Vuarin, les esprits comme Gaspard de la Rive et son fils Auguste qui, rêvant d'une alliance entre catholiques et protestans contre l'impiété, servaient en quelque sorte de lien entre les deux Genèves, entre celle qui, glorieuse de son passé religieux, s'y cramponnait et voulait le perpétuer, et celle qui, au nom même des idées de liberté, devait accepter un nouveau contact avec l'antique foi jadis émigrée ; ils demeureront rares, longtemps encore, jusqu'à ce qu'ils trouvent dans la personne du philosophe Ernest Naville un interprète admirable, et qui osera parler. En face de ce petit groupe, beaucoup de Genevois, à travers le siècle, porteront le deuil de l'ancienne Genève, de la Genève d'avant Vuarin, de la Genève qui n'était pas encore une République mixte : il leur semblera que la survenance d'une confession nouvelle est comme une atteinte à l'intégrité de leur patrie. Ce sont ces Genevois qui, en septembre 1837, pousseront et suivront à Saint-Pierre et dans un autre temple le pasteur Jacques Caton-Chenevière et cinq de ses collègues : malgré l'État qui, par égard pour la paix confessionnelle, préférait faire célébrer par Genève, d'accord avec tous les citoyens de la Suisse, le Jeûne Fédéral, ils voudront rétablir le vieux Jeûne Genevois, commémoratif de la Saint-Barthélemy, le vieux Jeûne qui, vis-à-vis de l'infil-

tration papiste, préviendra certains oublis, réchauffera certaines colères. « Dans la Rome protestante, s'écriera douloureusement Chenevière, tout le monde est libre de servir Dieu quand et comme il l'entend, tous, sauf nous, anciens Genevois ; » et quand Chenevière sera châtié par le Conseil d'État et pour six mois exclu des chaires de Genève, beaucoup l'acclameront comme une sorte de héraut de la vieille Genève, protestant et pleurant au cœur de la nouvelle.

Et ce sont ces mêmes Genevois, tenacement attachés au passé, infatigablement provocans à l'endroit de leur siècle, qui fonderont, en 1843, l'*Union protestante*, société mystérieuse dépendant d'un conseil central mystérieux; cette *Union* tâchera d'entraver le libre établissement des catholiques; elle prônera, pour enrayer le péril, des moyens moraux, comme la conversion de ces catholiques au protestantisme, et des moyens matériels, consistant à remplacer insensiblement les ouvriers et domestiques catholiques par des protestans, à empêcher par des prêts l'émigration des Genevois calvinistes, à favoriser l'immigration d'étrangers appartenant à la Réforme.

Sur cette colline, au XVIe siècle, une cité des âmes, une sorte de patrie morale, avaient prétendu s'installer; en 1814, la colline s'était comme élargie, mais la cité des âmes avait été entamée, la patrie morale avait été pénétrée par des élémens qu'elle se sentait hétérogènes. Et cela fera souffrir, presque jusqu'à nos jours, bien des âmes de vieux Genevois, sans même que cette souffrance résulte, nécessairement, d'une intolérance spéciale contre le catholicisme. Tel pasteur, comme Borel, qui se rapprochera à certains égards de la foi de Rome, et qui ne s'en cachera pas, gardera toujours cependant, au fond de son âme genevoise, une désolation secrète devant ce spectacle chaque jour plus inévitable et plus visible : Genève État mixte.

IV

Cet État, de nouveau, se déclarait uni à l'Église réformée, et de nouveau il proclamait son pouvoir sur l'Église réformée; mais il comptait désormais dans ses conseils quelques catholiques, représentans des communes nouvelles, et ce chiffre de catholiques pouvait s'accroître. Des catholiques allaient-ils donc régner sur le fonctionnement intérieur de l'établissement pro-

testant? Allaient-ils, dans la mesure où ils auraient part à la souveraineté de l'État, jouer un rôle fragmentaire d'évêques protestans? C'était illogique, c'était impossible. De cette impossibilité même il résulta qu'en fait, sous ce régime nouveau, les magistrats et députés laïques s'effacèrent de la vie intérieure de l'Église ; les pasteurs furent plus pleinement les maitres, et l'on vit pendant quelque temps l'Église de Genève devenir, dans toute la force du terme, une « Église-clergé. » Le corps pastoral acquérait ainsi un rôle plus accentué, plus impérieusement prépondérant, que ne le comportaient, et la tradition des trois derniers siècles, et la lettre même des ordonnances. En réalité, malgré la prérogative théorique dont l'État continuait d'être investi, c'était à la Compagnie des pasteurs et à elle seule qu'appartenait l'élection des pasteurs, la surveillance, la direction du culte, celle des paroisses. Jamais l'élément laïque n'eut, dans l'Église réformée, moins d'influence effective : le Consistoire même ne contre-balançait pas la Compagnie, puisque les voix de tous les pasteurs de la ville et de la campagne, qui de droit y siégeaient, formaient majorité.

C'est ainsi qu'à côté de la classe patricienne, qui avait à peu près sevré le peuple de toute habitude sérieuse de l'action politique, s'installait une sorte de hiérarchie ecclésiastique, nettement dessinée, passablement dictatoriale, de moins en moins gênée par l'État, se laissant de moins en moins gêner par les laïques. Tandis que, dans l'ancienne Genève, les membres du Conseil des Deux-Cents, c'est-à-dire deux cents laïques, étaient saisis par le Petit-Conseil de toutes les mesures importantes prises par la Compagnie, tandis qu'ainsi le dixième à peu près des électeurs décidaient en dernier ressort des choses de l'Église, les pasteurs aujourd'hui tranchaient souverainement.

Mais à l'heure même où les circonstances paraissaient si propices à la pacifique hégémonie de la hiérarchie pastorale, des tempêtes éclataient, suscitées par des questions de dogme, et ces tempêtes risquaient de l'ébranler.

Un « socinianisme honteux, » voilà, s'il en faut croire Frommel, l'état d'esprit où s'attardait la majorité de ces pasteurs. Quelques-uns, sans doute, grâce à la profondeur de leur vie intérieure, s'étaient libérés de cette mode théologique : ils avaient su s'élever au-dessus de ce christianisme raisonnable qui, d'après Guizot, niait les croyances fondamentales, et dont Vinet,

âme éprise de la folie de la croix, devait plus tard écrire : « Chose singulière, quand le christianisme est raisonnable, il n'a plus de force. » Ces pasteurs s'appelaient Demelleyier, Moulinié, Peschier, Diodati, Duby, Cellerier. Mais ils n'étaient que des exceptions, et ces exceptions parfois devenaient suspectes : la Compagnie des pasteurs, apprenant que Moulinié donnait chez lui des réunions bibliques, s'en montrait choquée, comme d'une muette critique qui visait l'enseignement de l'Académie.

Cependant la secrète révolte des âmes avait passé outre aux susceptibilités de la Compagnie. Dès 1810, quelques étudians, Ami Bost, Empeytaz, Guers, conquis à une foi plus mystique par l'influence de certains Frères Moraves, créaient, pour se réchauffer entre eux, *la Société des Amis :* ils sentaient dans l'Église « l'atonie absolue de la foi, véritable *aqua tofana* des âmes ; » ils voulaient réagir, ils cherchaient ailleurs le salut. Mme de Krüdener, qui parut à Genève en 1813, portait dans leurs conciliabules son prophétisme exalté.

Le Consistoire et la Compagnie grondèrent, et se disposèrent à sévir ; après d'inutiles efforts pour amener Empeytaz à résipiscence, ils le déclarèrent, en juin 1814, exclu des chaires de Genève. Il finit, en août 1816, par publier à Baden des *Considérations sur la divinité de Jésus-Christ adressées à messieurs les étudians de l'auditoire de théologie de l'Église de Genève.* La Compagnie, une fois de plus, était convaincue d'être arienne. Cellerier père, qui avait tout à la fois un grand respect pour le passé de la Compagnie et une sorte de tendresse pour les âmes ferventes qui se détachaient d'elle, se flatta de les pacifier et de sauver ainsi l'honneur de ses confrères en proclamant, dans un sermon, le jour de Noël, la divinité du Christ ; mais dans un discours sur les mystères, le pasteur Jacques Heyer visa Cellerier ; il mit ses auditeurs en garde contre « le danger de s'occuper préférablement des choses incompréhensibles ; » et s'insurgeant contre certain calvinisme, il réclama le droit, pour les chrétiens, d'admettre que leurs âmes avaient été créées pures et bonnes. Les polémiques allaient s'échauffant. Silence ! silence ! édicta la Compagnie : il fut décidé qu'on traiterait Jésus d'être divin, qu'on admettrait que tous les hommes sont pécheurs, et que sur les points controversés on se tairait.

Mais au silence des chaires allait riposter un certain murmure, entre les quatre parois d'une chambre d'hôtel. En

février 1817, un ancien officier de marine, frotté de méthodisme, Robert Haldane, arrivait d'Angleterre ; il s'installait à l'hôtel de l'Écu et captivait un groupe d'étudians, en leur commentant l'*Epître aux Romains* et en leur parlant du Christ-Dieu et de la faute originelle. Et puis le silence même des chaires fut rompu par un ministre de l'Église officielle, César Malan : violant hardiment les prohibitions de l'autorité, il prêcha sur le salut par grâce, avec une belle ostentation. Alors un pasteur philosophe qui, pendant près d'un demi-siècle encore, devait perpétuer à travers l'Église genevoise l'esprit du XVIIIe siècle, Jacques-Caton Chenevière, s'en fut voir Malan, lui fit des reproches. « J'ai parlé d'après ma conscience, » ripostait Malan. La Compagnie exigea que cette conscience redevînt muette : elle interdit toute répétition du prêche incriminé, et, le 3 mai 1817, un règlement fut rédigé, d'après lequel les pasteurs de Genève s'abstiendraient à l'avenir de donner leur opinion sur la manière dont la nature divine est unie à la personne de Jésus-Christ, sur le péché originel, sur la grâce efficiente, sur la prédestination. Silence ! Silence ! tel demeurait le programme. Au nom de l'individualisme, on avait pris la liberté d'amputer le *Credo* de la primitive Réforme ; pour la bonne tenue, pour la belle ordonnance de l'Église, on supprimait la liberté des consciences pastorales qui voulaient, en chaire, revenir à ce *Credo*. Un mauvais plaisant parodiait : « De par la vénérable Compagnie des pasteurs, défenses sont faites de parler de Jésus-Christ, soit en bien, soit en mal. » Guers et deux de ses amis refusèrent de laisser enchaîner leur verbe ; ils voulaient, eux, continuer de parler. Ils ne purent être consacrés.

Un nouveau méthodiste anglais, Drummond, était survenu, riche de foi, riche d'écus. Il les poussa et les aida à fonder une Église indépendante ; et chez lui, le 21 septembre 1817, la Cène fut distribuée par les soins de Malan. Pour la première fois depuis bientôt trois siècles, des Genevois communiaient hors de l'Église officielle. Sous les regards de cette Église s'essayèrent bientôt deux centres de *réveil* religieux : en 1819, l'Église du Bourg-de-Four s'organisa, avec Empeytaz, Ami Bost, Guers ; puis Malan, révoqué par le Consistoire comme pasteur, révoqué par la vénérable Compagnie comme régent du Collège, fonda en 1820, au Pré-l'Évêque, la *Chapelle du témoignage*, « posant la pierre de l'angle à la gloire de la très

sainte Trinité. » Malan, à la différence des mystiques du Bourg-de-Four, reprenait dans toute leur rigueur les vieilles thèses calviniennes sur la prédestination ; et, dans le type d'église qu'il rêvait de fonder, l'autorité du pasteur, c'est-à-dire, en l'espèce, son autorité à lui, Malan, était plus stable, plus impérieuse, que ne le comportaient les principes de démocratie spirituelle qui régnaient au Bourg-de-Four.

Après avoir voulu souffler dans les chaires, l'esprit du Réveil, en 1827, voulut souffler dans les catéchismes, et derechef la Compagnie fit barrière. Gaussen, conquis par ces courans nouveaux, refusa de se servir du catéchisme officiel qui datait de la fin du XVIIIe siècle. On le convoqua, on lui demanda pourquoi. Mais ce fut son tour de questionner, et, prenant le livre, il interrogeait ses juges : Où est la divinité du Christ? leur demandait-il. Où est la chute? Où est la justification par la foi? la régénération par le Saint-Esprit? On lui donna un mois pour réfléchir, et les deux lettres où il consigna ses réflexions disaient en substance : « J'ai la Bible, non votre catéchisme, comme livre d'enseignement, et je veux bien un catéchisme, mais celui de Calvin. Au nom de votre liberté, vous l'avez déserté ; au nom de ma liberté, je déserte le vôtre. » La presse se mêla de l'affaire ; les pères de famille prirent parti pour Gaussen, et l'ébranlement de l'opinion fut si décisif que, sous les auspices de ce pasteur, qui pour un an était chassé des séances de la Compagnie, se forma, le 24 janvier 1831, dans le sein même de l'Église de Genève, une *Société évangélique*. Après l'Église du Bourg-de-Four, après celle du Pré-l'Évêque, c'était le troisième groupement spontané qui surgissait sans l'aveu de la Compagnie et sous un pavillon d'orthodoxie. Mais cette fois le groupement s'installait au cœur même de l'Église ; et, dans les assemblées qu'il organisait, les âmes affluaient.

Entre 1819 et 1829, la Compagnie n'avait nommé que deux pasteurs orthodoxes, l'un pour l'hôpital, l'autre pour les prisons, comme si l'on voulait à l'avenir, tout en laissant à l'orthodoxie le droit de vivre, la poster, ironiquement, sur le chemin des cimetières ou la murer dans les geôles. En 1830, la Compagnie avait ouvert ses rangs au pasteur Duby, qui passait pour un théologien de stricte croyance. Mais elle ne prétendait pas, en agissant ainsi, rendre hommage à la théologie traditionnelle ; elle voulait, uniquement, affirmer son éclectisme

doctrinal. De cet éclectisme elle se faisait gloire ; elle s'enorgueillissait de cette nouveauté, par laquelle Genève lui semblait devancer l'avenir.

« Genève, lisait-on en 1831 dans le programme du journal *le Protestant*, offre à la chrétienté le spectacle d'une Église constituée et toutefois subsistante par la seule force de ses règlemens de discipline. Tandis que la plupart des Églises protestantes nationales sont encore, au moins pour la forme, sous le joug des formulaires de dogmes, tandis que celles qui se sont déclarées ou dissidentes ou indépendantes n'ont ainsi procédé que pour entendre prêcher et professer en leur sein certains dogmes et non pas d'autres, Genève, depuis plus de cent ans, a su à la fois se passer de confession de foi autre que la Bible, et se maintenir Église nationale en réunissant autour d'elle la généralité des fidèles qui constituent son troupeau. Les pasteurs de Genève ont admis et proclamé, les premiers, le grand fait de la variété des doctrines comme compatible avec l'unité de l'Église et avec celle de la discipline. »

La variété dans l'unité, ripostera plus tard l'austère Agénor de Gasparin, « ce n'est qu'un salut adressé à nos péchés favoris. » Et puis, parmi ces doctrines variées, lesquelles, péchés ou non, étaient des favorites, et lesquelles des disgraciées? Il était permis, pour en avoir un indice, d'attacher quelque importance aux cours de l'Académie : Jacques-Caton Chenevière fit savoir à Genève et au monde réformé, en 1831, par la publication de ses *Essais de théologie*, quelle était la dogmatique dont s'alimentaient, sur les bancs, les futurs pasteurs. Dans ce livre de Chenevière, on cherchait la Trinité, on ne la trouvait plus ; l'auteur était franchement unitaire. On y cherchait le calvinisme, et on y lisait, en guise de conclusion, que le calvinisme est en opposition avec l'Évangile, que le calvinisme et son frère le méthodisme sont, « de toutes les formes qu'a prises la religion dans une conscience d'homme, les plus rebutantes et, dans les temps modernes, les plus haïssables ; » et Chenevière garantissait que, dans l'Évangile, pas une personne impartiale et sensée ne pouvait trouver le calvinisme. L'attitude de l'Église devenait un grand sujet de troubles pour les jeunes candidats au pastorat qui commençaient leurs études : certaines pages de jeunesse d'Ernest Naville témoignent que dans l'auditoire de théologie il sentait ses convictions s'ébranler et que l'esprit de vocation

ecclésiastique y devenait inconnu. « Ma première année de théologie, écrira plus tard le pasteur Théodore Borel, fut une souffrance continuelle : j'ai entendu traiter si légèrement les choses religieuses, j'ai vu faire la prière de chaque jour avec tant de désinvolture, sauf par M. Cellerier, j'ai entendu démolir avec tant de sans-gêne quelques-unes de mes opinions les plus chères, que j'ai passé par la phase douloureuse de l'incrédulité. » Et le jeune pasteur Charles Barde, qui devait tenir dans la chrétienté genevoise une place très respectée, rentrant d'Angleterre en 1830, se demandait avec quelque angoisse s'il pouvait entrer dans la Compagnie, qui, du reste, soupçonnant en lui un méthodiste, ne l'accueillait qu'après beaucoup de mauvaise grâce; il interrogeait sa conscience : un ministre du Christ devait-il « s'astreindre à rendre compte à un corps dont il estimait que la majorité n'était pas dans la foi? » La façon si franche, si cassante, dont l'Église genevoise rompait ses liens avec Calvin, avec son premier pape, éveillait des doutes, suscitait des scrupules, provoquait des mouvemens de retraite.

V

Mais des hommes se levèrent pour venger Calvin et pour recueillir les étudians dont la foi s'affaissait : c'étaient les hommes de la *Société évangélique*, et ce fut dans cette minorité religieuse, frappée de suspicion par les organes officiels du peuple de Dieu, que s'abrita la gloire chancelante de l'infortuné Calvin. La *Société évangélique* lança l'avis qu'une école libre de théologie allait s'ouvrir : Gaussen, son ami Galland, qui dirigeait à Lausanne un institut missionnaire, et puis Merle d'Aubigné, chapelain de la cour des Pays-Bas, occupèrent vaillamment les premières chaires. Un crédit de 10 000 francs, ouvert par le colonel Tronchin, fut le premier viatique de ces aventureux professeurs. « Dieu créa notre école de rien, » disait plus tard Gaussen, et suivant le mot d'Edmond Scherer, qui fut l'un de ses maîtres, elle ne pouvait fournir à ces étudians, lorsqu'ils quitteraient ses bancs, que le bâton de pèlerin et l'affectueuse bénédiction. Mais elle se considérait comme seule susceptible de maintenir des communications entre Genève et les autres Églises réformées, demeurées étrangères à l'évolution dogmatique qu'attestait avec fracas l'ouvrage de Chenevière.

Cette prétention, nettement affichée, fut accueillie par la Compagnie comme un outrage : à la fin de novembre 1831, la Compagnie et le Consistoire enlevaient à Gaussen sa paroisse de Satigny et lui interdisaient, ainsi qu'à ses deux collègues, toutes les chaires du canton. Les trois parias résistèrent, suivirent leur voie : le 30 janvier 1832, encouragés par les adresses de cent vingt-trois pasteurs et de plus de huit cents ecclésiastiques anglicans, ils ouvrirent leurs cours. « La puissance individuelle de ces hommes, écrivait alors Vinet, est un foyer dont l'action ne peut qu'augmenter dans la position réelle et indépendante qu'on vient de leur assigner. »

Ils bâtissaient en 1834 la chapelle de l'Oratoire : la Compagnie ayant elle-même coupé les liens que la *Société évangélique* espérait d'abord garder avec elle, on vit la *Société* ouvrir un culte, aux mêmes heures où se célébraient les cultes dans l'Église nationale; elle commença d'y célébrer la Cène, à la Pentecôte de 1835. Bien que Gaussen n'aspirât qu'à rentrer dans l'Église nationale, les deux établissemens religieux s'opposaient; ils semblaient se surveiller. En 1835, à l'occasion du jubilé de la Réforme, la Compagnie gratifiait d'un prix le travail où le méthodisme était le mieux attaqué, et les dissidens, en leur chapelle, priaient pour la conversion de Genève. L'Église vaudoise, l'Église presbytérienne d'Écosse montraient à la *Société évangélique* leur attachement en refusant de se faire représenter aux solennités jubilaires de l'Église nationale : ce jubilé de la Réforme, de l'individualisme religieux, devenait une occasion, pour l'une et l'autre Église, de se reprocher réciproquement l'usage qu'elles faisaient de leur individualisme.

Jacques-Caton Chenevière, en ces turbulentes années, recevait parfois d'étranges visites : des jeunes filles, formées par le Réveil, venaient lui montrer la Bible et plaidaient pour le devoir qu'avait l'Église, au nom du Livre, de professer tel ou tel dogme : leur pétulance de théologiennes, alléguant en faveur de ces dogmes leur liberté de protestantes, mettait hors de lui le docte professeur. Du haut de son jabot de dentelles, il les stigmatisait : « Des vierges de treize à quatorze ans font la leçon à leurs pasteurs et leur disent sans baisser les yeux qu'ils ne sont pas chrétiens; de jeunes demoiselles écrivent à des ecclésiastiques des lettres toutes cousues de passages des livres saints, mal appliqués; des jeunes filles viennent catéchiser et

enseigner des docteurs. » Mais voici que derrière ces jeunes filles, c'étaient les vieilles qui survenaient ; et Chenevière, de plus en plus enflammé, détestait depuis longtemps ces « régimens de demoiselles entre deux âges, » qui s'en allaient, comme de profondes théologiennes, visiter artisans, pauvres, campagnards, et qui peut-être, à la différence des jeunes, ne se donnaient même pas la peine de venir lui soumettre la Bible, à lui pasteur, à lui ecclésiastique, à lui docteur.

Mais ces jeunes vierges, ces vieilles filles, ces étudians de l'École libre de théologie devaient peu à peu, par la vie même de leurs âmes, agir sur l'Église nationale, et fortifier et réchauffer ceux des membres du corps pastoral qui demeuraient attachés à une certaine orthodoxie. Les conférences d'un ancien combattant de Waterloo devenu pasteur de l'Église nationale, Jacques Martin, sur la rédemption et sur le salut, feront en 1846 et 1847 beaucoup de bruit : elles marqueront un esprit singulièrement différent de celui dont s'inspirait la dogmatique de Chenevière. Le Réveil apparaîtra bientôt à tous les esprits, ou à presque tous, comme un bienfait pour la vie religieuse genevoise : il l'avait empêchée de s'anémier, de se tarir ; il exerçait, par surcroît, sur l'Église réformée de France, une influence profondément chrétienne. Mais autre chose est la vie religieuse de Genève, autre chose est le maintien de sa personnalité religieuse, de la situation confessionnelle qu'avait affectée, trois siècles durant, son État-Église. Cette personnalité religieuse, voyant se dresser en dehors d'elle, et parfois contre elle, des consciences protestantes dont la Réforme pouvait s'honorer, était nécessairement diminuée par une telle sécession.

VI

Un fait s'imposait aux regards : des âmes très hautes, très éprises de l'Évangile, abritaient désormais leur vie religieuse dans certaines chapelles qu'aucun lien n'unissait à l'État. Elles avaient demandé un coin de nef dans la vaste Église nationale : cette Église avait répondu, en fermant à leurs conducteurs ses sacristies. Elles apercevaient l'État voisin, celui de Lausanne, interdisant en 1824, par complaisance pour l'Église nationale du canton de Vaud, les réunions des méthodistes, « des mômiers, » sous peine d'amende, de prison, de bannissement ; elles le

voyaient, en 1839, abolir la confession de foi helvétique et faire une loi ecclésiastique dont le principe, au dire de Vinet, était cyniquement matérialiste. Et la voix de Vinet, dans son *Mémoire en faveur de la liberté des cultes*, qui est de 1826, dans son *Essai sur la conscience et sur la liberté religieuses*, qui est de 1829, dans son *Essai sur les manifestations des convictions religieuses*, qui est de 1842, se faisait progressivement la messagère d'une solution nouvelle : la séparation des Églises et de l'État. On ne pouvait concevoir une idée qui fût plus essentiellement anti-genevoise, plus offensante pour ce qu'avait été Genève et pour ce qu'elle voulait toujours être, plus subversive de la personnalité de cette ville. De prime abord, il semblait impossible que Vinet fût compris. Son ami le pasteur Burnier, qui préconisait l'adoption d'un système ecclésiastique pareil à celui des États-Unis, trouvait fort peu d'échos.

Mais en cette même année 1842, la cité politique commençait de se transformer. Une Constituante, convoquée par le patriciat sous une irrésistible pression populaire, élue par le suffrage universel, décidait que tous les citoyens du canton, investis désormais sans distinction de cens de droits politiques égaux, nommeraient le Grand Conseil, et que tous, pourvu qu'ils fussent laïques, seraient éligibles. Cette Constituante s'occupait des cultes : composée de protestans et de catholiques, elle était l'État, qui devait légiférer sur l'Église d'État. Les principes démocratiques que l'on commençait de restaurer dans l'État commencèrent à être restaurés dans l'Église : le Consistoire comprit désormais, à côté de quinze pasteurs, nommés par la vénérable Compagnie, vingt-quatre laïques élus par les citoyens protestans des conseils municipaux; ces vingt-quatre laïques, joints aux membres de la Compagnie, devaient à l'avenir nommer les pasteurs; et la Compagnie devrait leur proposer tous les règlemens qu'elle jugerait séans pour l'intérêt de l'Église.

C'était là un premier coup porté à cette Église-clergé, qui depuis 1815 régnait sur Genève; c'était la porte ouverte, dans l'Église réformée, aux influences de la masse électorale. L'État genevois, incarné dans la Constituante, avait pris acte des libertés que les traités de 1815 et 1816 contraignaient Genève d'accorder aux catholiques; ces traités mêmes l'avaient empêché d'apporter aucun changement grave à la situation du catholicisme. Mais cet État, tout mixte qu'il fût, avait, en définitive,

légiféré sur le protestantisme; il avait proclamé, dans un article de la Constitution, que la religion protestante était *dominante* dans le territoire de l'ancienne république, et puis, après cette proclamation, il avait réorganisé cette religion, comme s'il ne l'eût déclarée dominante que pour faire sur elle, tout en même temps, acte de domination.

Les nouveautés politiques dont Genève était le théâtre rendaient Rodolphe Töpffer inconsolable :

Apprenez, écrivait-il, de quels élémens se compose le parti qui renverse notre Constitution. Nos élections livrées à l'esprit de localité, notre législation obligée désormais de compter avec deux fortes minorités : l'une catholique, votant à peu d'exceptions près comme un seul homme, l'autre radicale, suivant avec non moins d'uniformité les impulsions de la foule ignorante qui lui servira d'appui; ces deux minorités prêtes à se réunir lorsque leurs intérêts particuliers se trouveront d'accord entre eux, mais opposées aux plus chers intérêts de Genève, à l'intérêt général du pays, à ceux de l'intelligence et du protestantisme; voilà en deux mots notre révolution. Nos confédérés nous exhortent à la modération et au libéralisme. Au libéralisme, quand c'est Rome qui prend pied chez nous!

Les fidèles de Rome, membres de l'État de Genève, avaient pris pied, par cela même, dans l'Assemblée qui avait modifié l'Église protestante, Église de l'État. N'était-ce pas un argument de plus pour que cette Église cessât bientôt d'être l'Église de l'État, pour que bientôt il y eût séparation? — Non certes, répondait le pasteur Munier : la perspective d'une Église que l'État cesserait d'encadrer lui faisait peur; il l'apercevait s'égrenant en chapelles, sous la poussée du méthodisme. Il voyait les papistes aux portes, avec leur dangereuse maxime : diviser pour régner. Munier les soupçonnait de considérer le méthodisme comme leur meilleur auxiliaire, et peut-être de l'encourager. Et percevant ces voix aventureuses qui demandaient que l'Église fût séparée de l'État, c'est-à-dire que Genève se dédoublât, se brisât, Munier disait : « J'ai cette conviction que le lendemain du jour où la séparation serait prononcée, nous aurions la division de l'Église elle-même, et le démembrement de fait... Quelle plus grande fête pourrait-on servir au papisme? »

Mais sa confiance dans la vocation de Genève érigeait cependant son âme au-dessus de ces alarmes : « Je ne puis croire, s'écriait-il, à la catholicité de Genève, c'est-à-dire à son anéantissement. » Et tandis que Munier parlait ainsi, retentissait,

dans un autre coin de la ville, une voix de prophète, qui, tel Jonas à Ninive, annonçait aux Genevois la plus grave des catastrophes et l'appelait presque comme un châtiment. C'était la voix de Malan. Rome est aux portes, disait Munier. Oui, clamait Malan, Rome est aux portes! et Malan, messager du Dieu qui punit, accablait Genève de ses douloureux sarcasmes :

Si la génération qui va nous suivre est semblable, hélas! à la nôtre, si elle ne lui devient pas supérieure et qu'elle ne compte aussi que peu, très peu de chrétiens, une effrayante majorité d'ariens, et de déistes, et de moqueurs, et s'il en doit être ainsi de nos enfans, viens, viens seulement, ô Rome! et ne tarde plus! Viens donc, toi qui dévores, et que la Réforme périsse enfin sous tes serres!

Sur les lèvres de l'apôtre du Réveil, partisan de la séparation, se dressait le spectre du péril romain, comme il se dressait sur les lèvres du pasteur Munier, adversaire de la séparation. La démocratie genevoise, en tant qu'organisme politique, recélait des élémens qui représentaient Rome : contre ce fait politique, aucunes douleurs, si éloquentes fussent-elles, ne pouvaient prévaloir; et les événemens de 1847 allaient aggraver encore et ce fait et ces douleurs.

VII

La vieille discipline calvinienne n'avait pas survécu à la Révolution et à l'Empire ; le dogme calvinien n'avait pas survécu à la philosophie du XVIIIe siècle. La Constitution politique de l'État calvinien, où les tendances aristocratiques avaient lentement aboli la vieille démocratie du Moyen Age, allait à son tour achever de péricliter. En 1838, sous la signature d'un publiciste genevois, James Fazy, était paru le premier tome d'un *Essai de Précis sur l'Histoire de Genève*. L'auteur conduisait cette histoire jusqu'à la Réforme ; et la conclusion de ce volume, c'était un procès politique contre Calvin. L'historien protestant Galiffe venait de verser, un peu pêle-mêle, dans le dossier de la Réforme, toutes sortes de documens nouveaux ; Fazy, que son tempérament même portait à prendre contre Calvin le parti des libertins, trouvait, dans Galiffe, de quoi meubler son réquisitoire.

L'opposition de gauche, dans la France de 1830, connaissait

bien Fazy : il avait tour à tour, dans la presse parisienne, bataillé contre Charles X, bataillé contre Louis-Philippe ; il fût assurément devenu, s'il se fût laissé retenir par la France, l'un des protagonistes de l'année 1848. Mais il se donnait pour lointaine mission de régner sur une Genève transformée ; et la transformer, cela consista, pour lui, à réagir contre les altérations dont Calvin avait été l'ouvrier. Il se fit donc historien pour éplucher le passé de la vieille Genève ; et il déclara que Jean Calvin, par son absolutisme dogmatique, avait bridé plutôt que développé l'esprit des Genevois, qu'il s'était mis en lutte ouverte avec l'ancienne Constitution genevoise, qu'il avait fondé une République de contrainte, une République à la Spartiate, étroite et sombre. Et Fazy témoignait son regret pour les libertés genevoises du Moyen Age, qu'avait sapées Calvin ; et il dessinait le plan de la façon démocratique dont Calvin aurait dû organiser son Église, s'il avait voulu tenir compte des mœurs et des aspirations de Genève. Après Calvin réformateur politique, Calvin réformateur religieux était traduit à la barre, et censuré.

Puis là-dessus, Fazy s'interrompait ; son œuvre historique demeurait inachevée : jamais le tome second ne vit le jour. Mais elle allait recevoir un autre achèvement : elle fut continuée, sanctionnée, couronnée, par l'œuvre politique de Fazy.

L'*Essai d'un Précis de l'Histoire de la République de Genève* annonçait implicitement l'orientation que Fazy, au jour où il serait chef, imprimerait à cette République. Or, en 1846, Fazy devint chef : appuyé sur le quartier Saint-Gervais, il attaqua la majorité patricienne qui, malgré les bouleversemens de 1842, avait pu se maintenir dans les Conseils ; il l'accusa de trop de complaisances pour les cantons catholiques de la Suisse, qui venaient de conclure entre eux la ligue du *Sonderbund*, et qui revendiquaient le droit d'avoir chez eux des Jésuites. Le sort de Loyola en Suisse dépend de Calvin, disait plaisamment Guizot, qui constatait que dans la Diète fédérale les représentans de Genève pouvaient faire pencher la balance pour ou contre les Jésuites. Le quartier Saint-Gervais ne voulut pas que Calvin sauvât Loyola. Le 10 octobre 1846, le patriciat démissionna, descendit des cimes où depuis si longtemps il s'était hissé, et laissa Genève à elle-même, c'est-à-dire à Fazy.

Le gouvernement provisoire constitué par cet heureux

joueur convoqua un Grand Conseil constituant de 95 membres, qui devaient fixer les assises de la Genève contemporaine. La ville de Genève envoya à ce Conseil 44 radicaux ; la campagne, entre autres députés, expédia 20 catholiques ; les alarmes qu'épanchait peu d'années auparavant Rodolphe Töpffer se vérifiaient. La révolution s'était faite avec un programme de guerre contre les confédérés catholiques de la Suisse ; mais, par cela même qu'elle fondait dans Genève le pouvoir absolu de la démocratie, elle accentuait l'influence politique du peuple catholique, membre de cette démocratie. L'amertume des ouvriers et paysans catholiques contre cette mystérieuse *Union protestante* qui semblait leur marchander le droit de vivre, le droit, tout au moins, de travailler en terre genevoise, les concilia tout de suite avec un régime qui, pour la première fois, admettait sincèrement, entre catholiques et protestans, l'égalité des droits et l'équivalence de dignité.

Cette démocratie mixte, abordant, entre autres besognes, la constitution de l'Église protestante, tint compte des faits nouveaux, introduits dans Genève par l'année 1815, et se refusa cette fois à déclarer que la religion protestante fût la religion dominante ; elle constata seulement, dans un article de la Constitution, que c'était « la religion de la majorité dans l'ancien territoire de la République. » Puis on transporta délibérément sur le terrain de l'Église les maximes qui venaient de prévaloir sur le terrain de l'État : la masse des fidèles protestans devint légalement souveraine de l'Église protestante. D'Église-clergé, qu'elle était encore dans une certaine mesure, cette Église devint une Église-peuple. Pour faire partie du corps électoral qui désormais régnerait sur elle, aucune confession de foi n'était demandée : il suffisait d'accepter les formes organiques, c'est-à-dire les règlemens administratifs, édictés pour le fonctionnement de l'établissement religieux. Des amendemens furent proposés pour qu'on stipulât, tout au moins, que cette Église nationale protestante était une Église chrétienne. Le Grand Conseil constituant les repoussa. Le corps électoral, qui dorénavant devait diriger le protestantisme genevois, se recrutait ainsi, sans aucune condition de croyance, ni même de moralité ; c'était une application brute, mécanique, du principe du suffrage universel.

Il fallut que la Compagnie subît en 1847 ce qu'en 1842 elle

avait refusé d'introduire; qu'elle acceptât la nomination d'un Consistoire élu par l'assemblée générale des citoyens dits protestans; qu'elle acceptât l'élection des pasteurs par l'assemblée générale des paroissiens; et qu'en ce qui regardait enfin le traitement des pasteurs et professeurs de théologie, elle dépendît des votes budgétaires annuels du Grand Conseil, élu par l'ensemble des citoyens du canton, protestans et catholiques. Ce qui restait à la Compagnie, c'était la surveillance de l'instruction religieuse et de l'enseignement théologique et la consécration des pasteurs : hors de cela, elle n'était plus qu'un corps consultatif, se consolant, puisqu'il le fallait, par cette touchante espérance qu'elle demeurait pour l'Église « un dépôt permanent de lumière, de doctrine, de foi et de piété. »

Dépôt de doctrine : qu'était-ce à dire? le premier consistoire élu d'après le nouveau régime élabora un règlement organique : il y maintenait, comme caractères de l'Église, l'acceptation de l'autorité divine de l'Écriture et la proclamation de la liberté d'examen ; de confession de foi, aucune.

Avec cette constitution nouvelle, s'inaugurait à Genève l'existence d'un type d'Église qu'on devait couramment appeler l'Église *multitudiniste*, mot d'aspect barbare pour désigner une apparence de chaos, un large cadre s'ouvrant complaisamment aux consciences se disant protestantes ou dites protestantes, sans qu'elles eussent besoin de préciser elles-mêmes quel genre de foi, quelle conception de vie recouvre pour elles ce mot. A en croire Gasparin, les âmes, dans la nouvelle Église de Genève, n'allaient plus être des âmes chrétiennes et vivantes, mais des consciences cataloguées. Ces plaintes étaient inutiles : l'Église de Genève ne pouvait demeurer Église d'État, Église nationale, qu'en affirmant et en accentuant de plus en plus son caractère « multitudiniste. » La grande préoccupation qu'avait eue Calvin d'unir étroitement l'État à l'Église, afin d'assurer le règne des principes chrétiens dans la société civile, allait ainsi, au bout de trois siècles, se retourner contre l'Église et la gêner, la paralyser, quand elle voudrait faire régner, chez elle-même, ces principes chrétiens. Les vieux Genevois tenaient à leur Église nationale, survivante du peuple de Dieu ; cette Église survivait, mais son étroit mariage avec l'État, qui jadis, à certaines heures, avait contraint l'État de chasser hors des frontières ceux qui n'étaient plus admis à la Cène, contraignait

aujourd'hui l'Église d'accepter dans son sein, quelle que fût leur attitude religieuse, tous les citoyens qui n'étaient pas romains ou juifs. Ces exceptions mêmes étaient-elles destinées à se maintenir? Fazy dira plus tard au Grand Conseil : « L'organisation de notre Église nationale protestante est avantageuse à l'État républicain ; il n'y en a pas de plus large au monde ; elle admet dans son sein toutes les croyances. On n'y demande pas d'abjuration : un juif, un musulman peuvent en faire partie ; il suffit d'une simple déclaration pour faire partie de l'Église et du corps électoral qui la dirige. »

L'Église, protestaient certains, est désormais réduite à donner aux ennemis de l'Évangile les mêmes droits qu'à ses fidèles ; elle devient une sorte d'établissement anonyme ouvert à toutes les croyances et à toutes les négations ; elle n'est plus qu'un hangar provisoire et banal. Non seulement elle doit recevoir ceux dont elle ne voudrait pas, mais aussi ceux-là qui ne veulent pas d'elle et dont l'État lui attribue les âmes ; et l'on citait l'exemple d'un Rilliet de Candolle, qui avait réclamé d'être rayé du tableau des électeurs de l'Église protestante et qui ne pouvait l'obtenir. « Sur quoi repose l'édifice ? gémissait le pasteur Charles Chenevière ; que sera-t-il dans deux ans ? Personne ne peut le dire. Son existence est mise en question tous les quatre ans par les électeurs, puisque c'est la majorité qui décide et que l'Église ne s'est réservé aucun moyen d'éliminer les incrédules, les indifférens, en un mot les faux membres qui forment la majorité de l'État. » Et les hommes du Réveil, transportant la discussion dans des sphères plus surnaturelles, disaient aux hommes de l'Église officielle : Votre conception multitudiniste confond ce que le Seigneur distingue nettement : l'Église et le monde ; l'Église de multitude, dans le mauvais sens du mot, est une Église asservie : le monde y domine, et, pour mieux dire, elle est le monde.

Il semblait que dans Genève quelque chose se dissolvait, quelque chose se démantelait. Hommes d'Église et pieux fidèles se demandaient si Fazy voulait en étaler le symbole à tous les yeux, à toutes les oreilles, lorsqu'ils voyaient et entendaient les coups de pioche qui, à partir de 1849, démolissaient par son ordre les anciens remparts. Était-ce donc la cité de Dieu qui tombait ? Le bruit de ces pioches qui, gaiement, tout autour de la vieille ville, élargissaient les espaces pour la ville nouvelle,

avait dans beaucoup d'âmes une douloureuse répercussion. Pierre par pierre s'écroulaient donc les vieux remparts de Calvin, les remparts derrière lesquels le peuple de Dieu avait jadis barricadé sa foi, et que ses coreligionnaires d'Angleterre, de Hollande, de France avaient souvent édifiés de leurs deniers et parfois même de leurs bras. Mais James Fazy n'était pas sensible à ces évocations historiques : les réalités du jour, celles du lendemain, dictaient seules sa politique. « Le cercle étroit où on se mouvait matériellement, déclarait-il, était la dernière barrière contre l'émancipation intellectuelle et industrielle de notre cité. » Il fallait donc que ce cercle tombât... Et, pour le faire tomber, pour démolir un de ces bastions qui portait le nom de Bastion Royal et qui avait été élevé par l'argent des Hohenzollern, on voyait affluer, en 1851, les habitans des nouvelles communes savoyardes. Sous le regard de la vieille Genève protestante, toute cette foule catholique, venue de pays catholiques, procédait au nivellement des bastions.

Une statistique du temps marque le chiffre de 4029 journées de travail faites par 1773 hommes. Ces ruraux arrivaient pour démanteler la ville, pour aplanir le sol, en vue de la construction de la grande église Notre-Dame, pour laquelle Fazy concédait aux catholiques l'emplacement du Bastion Royal. Et les vieux Genevois se redisaient que, trois siècles plus tôt, la Réforme, aidée par de braves étudians et des professeurs du Collège, avaient construit les fortifications de Genève ; et qu'aujourd'hui le catholicisme, aidé par les bras des paysans savoyards, contribuait à les renverser.

Les traités de 1815 avaient donné à l'État de Genève une figure nouvelle, en face de laquelle la ville même de Genève représentait le passé. Fazy donnait à la ville même de Genève une figure nouvelle : matériellement et moralement, il y défaisait l'œuvre de Calvin ; il rendait Genève méconnaissable pour les Genevois qui avaient eu vingt ans en 1815, comme Calvin l'avait rendue méconnaissable pour les Genevois qui avaient eu vingt ans en 1535.

Voilà près de quarante ans que James Fazy est mort : il garde encore à Genève de nombreux ennemis. Ils détestent ce radical qui avait des goûts de patricien, ce libertin qui porta la main sur l'arche de l'Église, ce Protée qui souleva la révolu-

tion en déchaînant l'hostilité du quartier Saint-Gervais contre les cantons catholiques de la Suisse et qui, plus tard, devenu le maître, donna souvent aux catholiques de Genève le témoignage d'une équité presque bienveillante, taxée par certains protestans de complaisance partiale. Ils voient en lui le destructeur de tout ce que leurs aïeux aimaient. Le Monsieur Zacharie dont parle quelque part Philippe Monnier, homme triste, aimant son pays d'un zèle amer, se dressant comme un reproche vivant, très charitable au demeurant, mais intraitable sur ce point unique, que jamais il n'a voulu dans sa maison une servante papiste, a la haine de Fazy, qu'il considère comme un antéchrist. Monsieur Zacharie n'est pas un original à Genève : il incarne toute une catégorie de Genevois. Et ces Genevois haïssent Fazy, en raison même de l'importance de son œuvre, de cette œuvre sur laquelle on ne pouvait revenir, — « œuvre nationale par excellence, écrira tout au contraire, à la fin du XIXe siècle, l'abbé Carry, vicaire général de Genève, œuvre qui nous a donné l'unité par la liberté religieuse et l'égalité démocratique. »

Suivant la conception que l'on a de Genève, on admire ou l'on blâme James Fazy. Ce fut en résumé tout son programme, d'adapter la vie politique et sociale de cette ville aux faits nouveaux créés en 1815. Politiquement, il alla jusqu'au bout de sa tâche; religieusement, il s'arrêta à mi-chemin. Il était personnellement partisan de la séparation de l'Église et de l'État. Aspirant à la liberté religieuse la plus absolue, il eût aimé, dès 1847, supprimer de la Constitution le chapitre des cultes pour « l'abandonner à la pure et simple direction des hommes religieux de tous les cultes, qui organiseraient leur Église comme ils l'entendraient : » cela eût réjoui l'âme de Vinet, celle aussi de Secrétan, le futur philosophe de la volonté, qui, dans le *Courrier suisse*, appuyait l'idée de la séparation. Mais Genève voulait encore demeurer, à certains égards, une nationalité religieuse : provisoirement, Fazy disait *Amen*, et, tout en considérant la mission théologique de Genève comme terminée, il laissait à l'Église nationale, dans les cadres du « multitudinisme, » la possibilité de durer, et peut-être de prospérer encore.

VIII

De fait, quelques pasteurs de cette Église : Munier, Oltramare, Louis Tournier, Frank Coulin, Félix Bungener, reconquirent, dans cette Genève désormais chaotique, un réel ascendant. Leur Église avait des assises incertaines et mobiles, mobiles comme l'est le suffrage des peuples ; elle avait une foi incertaine, mobile aussi, comme le sont, dans l'atmosphère de la Réforme, les consciences évoluantes. Mais elle était bien servie, avec éloquence, intelligence et dévouement. Elle instituait en 1850 les diaconies, pour le soin des pauvres et la surveillance de la jeunesse ; elle écoutait avec quelque surprise peut-être, mais non sans hospitalité d'esprit, la thèse que soutenait en 1851 le jeune Auguste Bouvier sur les conditions du développement social du christianisme et qui, de loin, annonçait l'éclosion lointaine du mouvement protestant social ; elle se rencontrait, en 1853, avec les théologiens catholiques dans les conférences de Divonne, dernier essai de colloque entre deux confessions dont l'une ne parlait plus la même langue qu'elle parlait au XVIe siècle, et dont l'autre, immuable, et croyant retrouver devant elle Théodore de Bèze, ne le retrouvait plus.

Les prédications d'un David Munier, le plus bel orateur sans doute qu'ait connu au XIXe siècle l'Église de Genève, marquaient un progrès immense sur les sermons moralistes ou philanthropiques qui, dans le premier quart de siècle, tombaient du haut des chaires. Munier, sans doute, n'avait pas subi personnellement, consciemment, l'influence du Réveil ; et les préoccupations purement dogmatiques passaient chez lui au second plan, puisqu'il disait sur son lit de mort : « Je ne sais si je suis protestant ou catholique, je suis chrétien et pasteur. » Mais, entre les prêches qui moralisaient la Genève de la Restauration et les discours du pasteur Munier, le Réveil s'était déroulé ; il avait ramené dans la Genève socinienne un certain sens des réalités spirituelles, un certain besoin d'un christianisme qui surpassât la sagesse humaine et qui semblât parfois la défier ; d'un christianisme qui élevât l'âme au-dessus des spéculations humaines au lieu de la maintenir bien correctement dans le sillage d'une philosophie trop compréhensible. La prédication

de Munier répondait à ce besoin : sans le Réveil, que certainement il aimait peu, Munier n'eût pas été Munier, et tant pour l'Église de Genève que pour l'éloquence de la chaire, c'eût été vraiment grand dommage.

Sous le regard interrogateur du vieux Jean-Caton Chenevière, et lui conservant d'ailleurs toute la déférence que naturellement il inspirait, l'Église officielle de Genève s'assimilait, je ne dis point les idées du Réveil, moins encore sa théologie, mais certaines de ses tendances, un peu de son souffle, et beaucoup de son esprit.

Mais qu'elle s'animât d'un souffle, qu'elle se vivifiât d'un esprit religieux, c'est à quoi plusieurs de ses partisans, et non des moindres, demeuraient parfaitement indifférens. Elle traînait à sa suite, — c'était peut-être politiquement une force, mais religieusement une faiblesse, — un certain nombre d'âmes dont Gasparin pouvait dire : « Le culte qu'elles professent est celui de leur pays, de leur famille, de leurs habitudes, de leurs convenances, tout en un mot, excepté celui de leur cœur. »

Nous trouvons un document unique sur cette catégorie curieuse d'âmes genevoises dans les multiples brochures que publia contre l'idée de séparation le juriste Joseph Hornung. Philosophiquement parlant, il estimait « que nous ne devons pas rester indéfiniment à l'école de la Judée et du Christ; que la morale du Christ, calculée pour des mœurs toutes différentes des nôtres, ne saurait plus nous suffire à elle seule; que le christianisme est une religion d'origine étrangère, qu'il est au-dessous des vieilles religions positives en ce qu'il divinise son fondateur, au lieu de laisser au divin toute sa majesté; et que le surnaturel enfin n'est qu'une légende de l'Orient, qui fait triste figure à la lumière des discussions publiques. » Politiquement parlant, il estimait que « la distinction entre le sacré et le profane, apportée par l'Évangile, devait disparaître, au profit du profane. » Telle était la façon qu'avait Hornung d'être chrétien. Mais précisément en raison de ces négations, et en raison de ces espérances que l'on pourrait dire antichrétiennes, il voulait, à Genève, le maintien de l'Église nationale. Il le voulait en tant que philosophe, pour favoriser dans cette Église les progrès du rationalisme; il le voulait, surtout, en tant que Genevois, parce qu'il jugeait cette Église indispensable à la vie collective de Genève, parce qu'à ses yeux il était dans les traditions gene-

voises « d'unir étroitement la religion à la vie populaire, et de la mettre en intime relation avec la science, et avec ce rationalisme intelligent qui dominait dans l'État depuis le XVIIIe siècle. » Autant que cela était possible, proclamait-il avec fierté, « nous avons fait du christianisme une chose genevoise, » et Joseph Hornung, impitoyablement logique, apprenant en 1860 qu'il était question de donner à la Suisse le Chablais et le Faucigny, lançait de Lausanne une feuille volante pour conjurer les Genevois, non seulement de refuser ce cadeau, mais même de rétrocéder les communes catholiques sardes qu'ils avaient annexées en 1814, et de se débarrasser ainsi de ce sol catholique qui s'accrochait à la cité, de ce sol intrus, de ce sol ennemi.

Ce penseur antichrétien devenait ainsi l'apologiste par excellence de la vieille conception genevoise d'une Église-État; audacieusement, il abolissait soixante années d'histoire; et vis-à-vis de l'Église romaine, coupable d'être l'antagoniste historique de Genève, vis-à-vis des mômiers de l'Église libre, coupables d'être trop chrétiens et de ne pas corriger l'Évangile comme le savait faire le nationalisme genevois, Hornung rêvait d'une Genève qui garderait une religion officielle, une religion de la cité, reposant, pour toujours, sur les besoins de l'âme genevoise, mais sans être « irrévocablement liée » au christianisme.

Des âmes profondément détachées du christianisme se montreront ainsi, dans la seconde moitié du XIXe siècle, attachées à l'Église genevoise par nationalisme; étrangères à l'esprit même de la religion, elles tiendront à elle comme à un cadre, comme au cadre séculaire de la cité; elles auront ce que le pasteur François Bordier appelait naguère, avec un mélange de tristesse et d'ironie, la piété jubiléenne, piété essentiellement patriotique et quelque peu judaïque; et suivant le mot piquant du peintre Hornung, père du juriste, elles seront les contreforts de la cathédrale de Saint-Pierre; elles soutiendront l'Église, mais du dehors. On traite ces hommes de bons protestans, remarquait le pasteur Champendal; mais ils sont plus protestans que chrétiens; ils soutiennent l'Église comme des arcs-boutans, mais ils n'en sont pas les colonnes, puisqu'ils ne sont pas de l'Église. Le Monsieur Pinget dont Philippe Monnier nous donne un amusant croquis, et qui n'a de préjugé « que contre les mômiers, les calotins et les aristos, » répond à ce signale-

ment. « Il tient comme à un principe à l'Église nationale : peut-être qu'il n'est pas chrétien; à coup sûr, Pinget est protestant. »

Le juriste Hornung pronostiquait, ou peu s'en fallait, que Genève cesserait, le progrès aidant, d'être expressément chrétienne, mais il n'admettait pas que la bâtisse religieuse, créée par Calvin sous les enseignes du Christ, disparût. Le dogme calvinien n'était plus qu'un souvenir; les enseignes du Christ, peut-être, ne seraient bientôt plus qu'un lambeau; mais la bâtisse devait durer. Et l'on ne peut lire ces développemens de Joseph Hornung en faveur de l'édifice calvinien traditionnel sans songer à la cité antique, et sans évoquer ces esprits de la Rome païenne qui, ayant cessé de croire à leurs Dieux, consolidaient cependant les vieux cultes, comme des emblèmes et peut-être, qui sait? comme de mystérieuses protections pour la ville. Après avoir affranchi Genève de son évêque au nom de l'individualisme religieux, Calvin l'avait magistralement subjuguée en l'encadrant d'une puissante armature ecclésiastique. L'individualisme subsista, progressa, finissant par ébranler, dans une âme comme celle de Joseph Hornung, la confiance au Christ. L'armature aussi subsistait, fort lézardée sans doute, mais toujours en place; et parce que patriote, Joseph Hornung, périodiquement, adossait à cette armature ses opuscules, comme de robustes étais. Il ne doutait pas que le Christ fût bientôt par terre; mais Genève-Église, elle, serait toujours debout.

Les débats suprêmes concernant la séparation, cette séparation que redoutait un Joseph Hornung, jetteront une nouvelle lumière sur la psychologie unique et complexe du vieil État genevois, qui avait fini par confondre le citoyen et le fidèle. A force de s'identifier avec l'Église de la Réforme, le vieil État genevois, même envahi par le catholicisme, même défiguré par Fazy, voulait, encore et toujours, que cette Église continuât de régner officiellement, de régner, tout au moins, à titre d'Église patriotique et municipale, alors même que le Christ aurait cessé de régner sur la majorité des consciences individuelles, bureaucratiquement inscrites dans la confession réformée.

GEORGES GOYAU.

L'IMPÉRATRICE

EN

VOILE BLANC

TSARSKOIÉ-SÉLO ET LES HOPITAUX DE SA MAJESTÉ ALEXANDRA FÉODOROVNA

Les retentissans malheurs du peuple belge ont environné sa souveraine d'une éclatante lumière : on a noté ses gestes, enregistré ses paroles, suivi sa trace sur les chemins de l'exil. Jetée hors de son royaume, elle a été en quelque sorte projetée hors d'elle-même. Désormais elle ne s'appartient plus. Elle est entrée dans le symbole : comme Niobé, Hécube ou Antigone, elle personnifie devant l'Histoire un des mille aspects de la Douleur.

Par un émouvant contraste, à mesure que la noble figure de la reine des Belges s'affirmait davantage, celle de l'impératrice de Russie semblait s'effacer et comme se perdre dans une sorte de demi-jour mystérieux. C'est que chacune des deux souveraines, avec un tact admirablement féminin, a su s'adapter au rôle que les circonstances lui dictaient. Autant celui d'Élisabeth de Belgique comportait d'activité, d'expansion, de qualités presque viriles, autant celui d'Alexandra Féodorovna de Russie exigeait de reploiement sur soi-même, de silence et presque de recueillement.

Tandis qu'Élisabeth accompagnait, dirigeait et organisait

l'exode de son peuple, Alexandra, enfermée au cœur de son empire, n'avait d'autre devoir que de grouper le sien autour d'elle, de le rassurer, de raviver sans cesse sa confiance, de panser ses blessures et de raffermir son espoir.

Ainsi a-t-elle fait.

Au fond des nefs orthodoxes, on voit se dresser de somptueuses barrières d'émail et d'or : sur les portans sont peints les visages des saints ou des apôtres; au centre, des portes ont été pratiquées, si belles qu'aux yeux des fidèles prosternés elles semblent les portes d'or du paradis. C'est l'iconostase. Chaque jour, les portes s'ouvrent pour la célébration de l'office divin : la foule est admise à contempler la pompe des cérémonies, l'autel, les diacres, l'officiant. Mais vienne l'heure de la consécration, les portes se referment; le saint sacrifice s'achève à l'abri de tous les regards.

Rien ne me semble symboliser mieux le rôle mystique adopté par l'Impératrice. Après les pompes extérieures auxquelles l'Europe entière était conviée, voici que les portes de l'iconostase se sont closes : c'est derrière elles qu'Alexandra Féodorovna communie avec son peuple, sous le voile blanc des Sœurs de Charité. Pouvait-on rêver une plus parfaite, une plus émouvante adaptation à l'âme et aux traditions de la sainte Russie?

Comme correspondante de la *Revue des Deux Mondes*, j'ai eu le très particulier et très rare honneur d'être admise en la présence de l'Impératrice, dans le sanctuaire même où elle exerce son apostolat.

J'arrivai à Tsarskoié-Sélo par une belle journée de la fin de ce dernier automne. Une glace légère couvrait la surface des étangs. Les villas disparaissaient sous le voile doré des arbres encore pourvus de leurs feuilles. Une fine gelée blanche couvrait les talus et faisait frissonner les dernières fleurs. Personne dans les avenues, sauf des militaires dans leur sombre et sobre tenue de guerre. Près d'une caserne, des soldats s'exerçaient au maniement de la baïonnette où les Russes ont si vite fait d'exceller. De loin en loin, — il faudrait presque dire : de proche en proche, — flottaient des drapeaux de la Croix-Rouge, car la résidence préférée des Tsars de Russie est devenue un immense hôpital.

Selon la saisissante expression de son historien, M. le colonel

de Viltchkowsky, « Tsarskoié-Sélo (le village des Tsars) fut, au XVIIIe siècle, l'opulent berceau de la cour impériale... La guerre contre la Suède, entreprise par Pierre le Grand, n'était pas encore terminée que, déjà, sur les territoires nouvellement conquis, le grand Tsar se mit à bâtir, aux environs de son « Paradis (1), » des châteaux de plaisance. Ainsi s'élevèrent Oranienbaum, Tsarskoié-Sélo, Pavlovsk et Gatchina. »

Élisabeth II, Catherine la Grande eurent une prédilection toute spéciale pour Tsarskoié-Sélo, qu'elles agrandirent et embellirent. Peu à peu, le parc fut créé, le château devint un palais où les empereurs se plurent à imiter le faste de Versailles. En même temps, leur fantaisie faisait élever, dans les endroits les plus pittoresquss du parc, des kiosques, des pavillons où ils pussent se reposer à l'aise et oublier les lois de l'étiquette et de la représentation. L'aristocratie russe s'établit à Tsarskoié-Sélo, à la suite des Tsars. Chaque été, les brillans uniformes des officiers, les fraîches toilettes des femmes, la livrée rouge et or des équipages impériaux donnèrent à la gracieuse résidence une vie scintillante et éphémère. Depuis seize mois, ce bruit s'est tu. Sous l'impulsion de l'Impératrice, la cité d'élégance et de joie est devenue le centre de l'abnégation et du dévouement. Les mêmes aristocratiques visages féminins, qu'on apercevait jadis au fond des luxueux équipages ou à l'abri des claires ombrelles, se retrouvent maintenant sous le voile blanc des Sœurs de Charité.

L'hôpital où l'Impératrice « travaille » avec ses deux filles aînées, les grandes-duchesses Olga et Tatiana, est situé dans le parc impérial. C'est un petit bâtiment, très simple, aménagé pour 37 officiers. Un autre, plus grand, l'avoisine. Il est destiné aux soldats et contient 250 lits. L'un et l'autre sont placés sous la direction chirurgicale de la princesse Guédroïtz.

Sa Majesté avait déjà quitté le petit hôpital lorsque je m'y présentai pour la première fois. Mme la générale Tchébotarieff voulut bien m'autoriser à le visiter et s'offrit à me conduire. Me voilà donc revêtant le « halatt » (blouse) de toile blanche, entrant dans les salles et parcourant les corridors. Dans le petit vestibule du rez-de-chaussée dont les fenêtres donnent sur le parc, je remarque un ouvrage de tricot au métier, abandonné

(1) Nom que le tsar Pierre le Grand donnait à sa nouvelle capitale.

sur un fauteuil en vannerie. C'est celui d'une des grandes-duchesses. Chaque jour, après les soins donnés aux blessés, les jeunes Altesses aiment à s'asseoir ici et à tricoter pour les soldats, près du petit salon où l'Impératrice se repose.

C'est dans ce même petit salon que, dès le début de la guerre, Leurs Majestés ont suivi pendant trois mois les leçons de la princesse Guédroïtz. Aussi sont-elles devenues de très habiles infirmières. Chaque matin, en arrivant du palais, elles revêtent ici le « halatt » et se rendent à la salle de pansement où les attend la princesse. Puis on amène les blessés. Leurs Majestés les pansent elles-mêmes avec la plus tendre sollicitude. Si une opération doit avoir lieu, à quelque heure que ce soit, l'Impératrice veut en être avertie. Aidée des grandes-duchesses, elle assiste l'éminente chirurgienne à qui elle a confié la direction des deux hôpitaux. Aucun détail ne la laisse indifférente, elle s'occupe elle-même des plus humbles ou s'assure qu'ils ont été remplis.

Opérations et pansemens terminés, Leurs Majestés visitent les blessés, s'asseyent auprès de leur lit et causent amicalement avec eux. Personne ne se sent gêné en leur présence. L'Impératrice est la modestie et la bienveillance mêmes, et rien n'ajoute du prix à ses actes comme la simplicité avec laquelle elle les accomplit. Les soldats ne l'ignorent pas. Chaque matin, on en apporte huit de l'hôpital voisin, afin qu'un plus grand nombre puisse tour à tour recevoir les soins de Sa Majesté.

La générale m'ouvre la porte de la salle réservée à ces hôtes d'un jour. Ils sont assis sur leur lit et causent. Autant que les propos échangés entre eux, l'expression de leur physionomie traduit leur satisfaction. Quoi qu'il arrive, ces hommes n'oublieront plus celle qui, ce matin, s'est penchée sur leurs souffrances. Rentrés dans leurs villages lointains, ils y proclameront sa bonté. Ce souvenir restera dans leur vie comme une page de légende. Et je m'imagine qu'en effet, lorsque le temps aura fait son œuvre, *l'Impératrice en voile blanc*, unique dans l'histoire de la Russie, deviendra une sorte de figure légendaire dont les humbles *moujiks* ne prononceront le nom qu'avec dévotion. Sans s'en douter peut-être, par tout ce qu'il y a en elle de naturellement mystique, par son culte profond pour les traditions de la vieille Russie, l'impératrice Alexandra Féodorovna prépare elle-même cette lointaine et poétique métamorphose.

La princesse Guédroïtz, avertie de ma visite, nous fait savoir qu'elle me recevra au grand hôpital. J'y arrive presque en même temps qu'un convoi de blessés amenés du front par un des trains sanitaires impériaux. Déjà leurs vêtemens sont là, dans des sacs, prêts à partir pour la désinfection. Eux-mêmes en ont revêtu de nouveaux et attendent qu'on leur désigne leur salle et leur lit. Dans un coin, un infirmier est en train de procéder au nettoyage de l'un d'eux. Les plus grièvement blessés passent, portés sur des civières. La princesse est auprès des premiers arrivés, dans une des salles de pansement où je la retrouve, affairée, vêtue de la longue blouse réglementaire, une petite calotte de tricot blanc posée sur ses cheveux courts.

Grande amie de la France, élève du professeur Roux, la distinguée praticienne m'accueille avec un intérêt vraiment amical. Je m'excuse d'arriver à un moment aussi inopportun.

— Au contraire, c'est bien plus intéressant pour vous!

Et, se tournant vers un blessé qui attend sur une civière que son tour vienne d'être pansé :

— D'où viens-tu? lui demande-t-elle.

— Du front de Dvinsk.

— Comment êtes-vous là-bas?

— On a des munitions tant qu'on en veut et les Allemands reculent, répond le blessé avec un rapide éclair de contentement dans les yeux.

Cette disette de munitions dont ils ont tant souffert est finie enfin. Aussi, quelle différence entre les retours du front, d'il y a trois mois, et ceux d'aujourd'hui! Alors, c'était la tristesse, l'abattement; maintenant, c'est la confiance, presque la joie. Alors, on se taisait ou on détournait la tête à toutes les questions. Maintenant, au moindre mot, on ne tarit plus. « Nous les aurons! » disent nos braves poilus de France en parlant des Allemands. « *Slaou Bogou* (grâce à Dieu), ils n'avanceront plus! » répètent les Russes, qui n'ont pas renoncé à entrer à Berlin.

Que de souffrances à endurer d'ici là! La princesse Guédroïtz me montre deux mains, horriblement mutilées par des balles dum-dum.

Mais il y a pire encore. On m'a cité le cas d'un officier,

soigné dans un hôpital de Tsarskoié-Sélo, qui, blessé légèrement d'une balle, est cependant mort de sa blessure : *la balle était empoisonnée !*

— J'ai fait comme docteur la campagne russo-japonaise, dit la princesse, mais comment établir une comparaison? Si, après la guerre, Japonais et Russes ont pu redevenir amis, c'est qu'on fut correct des deux parts. Les Alliés n'oublieront pas de sitôt la cruauté et la perfidie allemandes.

Ces paroles me rappellent deux épisodes qui montrent à quel point les Turcs eux-mêmes reconnaissent l'infamie de leurs maîtres et s'en indignent. C'était sur le front russe du Caucase. Au cours d'un engagement, des blessés étaient tombés entre les deux lignes de combat. Une sœur de charité russe s'avança sous les balles pour les relever. Aussitôt les Turcs applaudirent et cessèrent le feu. « Nous ne nous battons pas contre des femmes, » dirent-ils. Voyant cela, les Russes cessèrent aussi de tirer, et les blessés furent ramenés dans leurs lignes. En une autre circonstance, un poste de la Croix-Rouge russe tomba entre les mains des Turcs. Heureux de cette bonne capture, ceux-ci prièrent les Sœurs de panser leurs blessés, puis leur rendirent la liberté après leur avoir offert à dîner : « *Car, tout de même*, dirent-ils, *nous ne sommes pas des Allemands.* » Ils gardèrent les docteurs et les infirmiers, à cause de l'extrême disette de personnel sanitaire dont ils souffraient, mais en s'excusant, en promettant de les bien traiter et de les renvoyer au bout de quelques jours, — ce qu'ils firent.

Le patient auprès duquel nous sommes paraît beaucoup souffrir. Les muscles de son visage se contractent, mais il ne se plaint pas. Tout à coup, la plaie se met à saigner à longs filets.

— Allons, c'est bien, dit la princesse, il saigne ; on va pouvoir l'opérer.

La princesse Guédroïtz a fait ici des opérations remarquables. L'une d'elles a été pratiquée sur un jeune officier du petit hôpital. Un éclat d'obus lui avait traversé l'épine dorsale et comprimait la moelle, provoquant une paralysie. Heureusement la moelle était intacte. Avec une admirable sûreté de main, la princesse, toujours assistée de l'Impératrice, enleva deux vertèbres et demie au blessé qui est maintenant en voie de guérison.

Comme nous traversons les salles, la surprise me cloue devant un pauvre être décharné qui fait peine à voir. Ses yeux enfoncés, son front bombé, ses pommettes saillantes, ses lèvres si amincies et si sèches qu'elles ne couvrent plus les dents, lui donnent une apparence de momie. Ses mains et ses bras sont d'un squelette. Incapable d'émettre un son, il ne s'exprime que par de fébriles mouvemens de paupières et une brève mimique de la main. Ses gardes-malades comprennent ce minimum de langage.

— Celui-ci, me dit la princesse Guédroïtz, a subi deux opérations dont une seule aurait suffi à la capacité de souffrance d'un homme : la trachéotomie et la gastrotomie. Lorsqu'on nous l'a apporté, ce n'était presque plus qu'une bouillie humaine. Maintenant il va mieux. Dans quelques jours, on pourra lui poser une trachée en argent, il respirera plus à l'aise et sera soulagé.

On le nourrit artificiellement : toutes les trois heures la nuit, toutes les deux heures le jour. Précisément c'est l'heure de son repas. Sur une petite table sont déposés du lait, des œufs...

— C'est sa petite cuisine, me dit la comtesse Neiroth, en train de délayer un jaune d'œuf. Je ne sais par quel mystérieux artifice la nature a suppléé chez lui au sens du goût, mais il distingue fort bien le thé d'avec le vin ou le cognac, — car vous devinez que l'oukase impérial impose pour lui silence à ses rigueurs!

La comtesse Neiroth fait maintenant jouer la petite seringue et le malade semble réconforté. Ses paupières s'arrêtent de battre fébrilement sur ses yeux, un peu plus de vie coule en son être misérable...

— Les opérations des mains, des bras ou des jambes, ne sont plus rien pour nous, me dit la princesse; les trépanations mêmes nous paraissent un jeu, seules nous émeuvent les blessures des organes internes où les explosifs, — les balles, — déloyalement manipulés, font de si effroyables ravages.

Nous voici arrivées près de la grande salle à manger des soldats. Le thé est servi sur une petite table voisine de la leur et qui est celle du personnel. La princesse m'invite à le prendre avec elle... Aucune étiquette ni protocole. Sur la toile cirée blanche on pose des tasses, on fait circuler la théière, le beurre et le pain...

Et j'ai trouvé cela très joliment fraternel.

*
* *

Afin qu'il me soit possible de donner aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* une idée exacte de ce que l'Impératrice a voulu qu'on accomplît à Sélo, au point de vue sanitaire, le colonel de Viltchkowsky, délégué principal de la Croix-Rouge et chef de tous les hôpitaux du rayon de Sa Majesté, a décidé de me faire visiter quatre hôpitaux de destination et d'aménagement différens : un hôpital pour les contusionnés, un pour les tétaniques, un hôpital militaire et enfin celui qui est installé pour les officiers dans la partie du palais qui porte le nom du grand-duc Paul.

L'histoire de l'hôpital n° 10, réservé aux contusionnés, commence comme un conte. Il y avait une fois, dans un gouvernement de Russie, un petit *moujik* du nom de Komaroff. Dévoré d'ambition, il s'accommodait mal de la touloupe paysanne et rêvait de troquer l'isba paternelle contre une maison de pierre. Bakou l'attirait. Il n'ignorait pas que, dans l'immense ville au sous-sol de naphte, les fortunes jaillissent comme par miracle avec les flots du liquide précieux. Il y arriva donc un matin, lourd d'espérance et léger d'argent. A force de ténacité, de privations et d'habileté, il réussit à se constituer un petit pécule, entra dans la banque et finalement y réalisa une fortune de 40 millions de roubles (environ cent millions de francs). Son rêve de *moujik* était accompli. Non seulement la touloupe en peau de mouton avait été remplacée depuis longtemps par quelque riche pelisse de fourrures, mais les architectes de Pétersbourg construisaient pour lui une magnifique villa dans une des avenues les plus distinguées de Tsarskoié-Sélo... « Quand l'oiseau a fait son nid... » dit le proverbe. Cette fois encore, les événemens confirmèrent la « sagesse des nations. » Komaroff mourut peu de temps après avoir pris possession de sa nouvelle demeure. Lorsque la guerre éclata, ses héritiers l'offrirent à l'Impératrice pour y installer un hôpital.

Le général de Bouchène, qui en est le directeur, nous reçoit sous la vérandah embellie de plantes vertes. Ce n'est pas seulement l'hygiène et le confort, mais aussi le luxe qui règnent ici. L'ancien jardin d'hiver, au dôme en demi-cintre et vitré, haut de cinq à six mètres, est devenu une salle d'opérations, à laquelle on a adjoint une salle de pansemens. Rien n'y

manque des derniers perfectionnemens de la science moderne, — et de l'élégance. Mais le sentiment donne à toutes choses une âme nouvelle : la flore picturale des vitraux qui continuait celle qu'entretiennent à grands frais les jardiniers de Komaroff, me semble aujourd'hui non un décor factice, mais un bouquet vivant jailli des blessures pourpres sous le scalpel des chirurgiens.

Il est midi. Sous le péristyle devant le jardin, des officiers sont étendus, enveloppés de couvertures et exposés aux rayons d'un pâle soleil. Lorsque le froid les obligera à se réfugier dans la maison bien close, ils pourront s'étendre sous les longues galeries vitrées que l'on chauffe et d'où la vue domine la ville et plonge sur les jardins.

— Nous avons ici des sourds, des paralysés, me dit un jeune docteur qui nous accompagne ; quelquefois même des muets. Jusqu'à présent, ces derniers ont tous recouvré la parole après quelques mois de traitement par l'électricité. En votre qualité de Française, vous apprendrez sans doute avec plaisir que nous appliquons ici le système d'Arsonval.

En même temps, le jeune docteur fait jaillir devant moi les étincelles des machines, met en marche les courans, me montre comment on donne les bains...

— Je tiens à vous faire voir un cas curieux, me dit-il. C'est celui d'un jeune soldat qui dort depuis son retour du front, c'est-à-dire depuis plus de cinq mois. Il se réveille à demi pour manger, prévient la sœur qui le soigne en agitant une petite sonnette placée sous son oreiller, prend son repas et se rendort. Il n'a pas encore prononcé une parole.

— Voulez-vous parier, dis-je, qu'indigné des horreurs allemandes il attend pour se réveiller le jour de la victoire ?

Le jeune docteur sourit.

— Peut-être. En tout cas, si votre prophétie se réalise, je serai heureux, madame, de vous le faire savoir.

L'hôpital des tétaniques (25 lits) est, en temps de paix, une caserne de hussards. Par hygiène, les murs en ont été recouverts, du haut en bas, avec des carreaux de faïence blanche. Les malades atteints de convulsions y sont isolés dans de petites chambres également carrelées de blanc.

En l'absence du docteur, le colonel interroge la Sœur et consulte les livres.

— Vous savez sans doute, me dit-il, que pour donner de bons résultats l'injection de sérum antitétanique doit être pratiquée dès les premiers symptômes de la maladie. Or, avec l'étendue et l'éloignement considérable de notre front, cela n'est pas toujours possible, d'autant plus que le sérum ne se conserve qu'un mois environ. Néanmoins, grâce aux précautions prises, nous avons beaucoup moins de tétaniques qu'au commencement de la guerre.

En venant visiter l'hôpital, j'avais fait provision d'une forte dose d'insensibilité, au moins apparente. Je n'ai heureusement pas eu à la mettre à l'épreuve. Sur les 18 malades présens, un seul était dans la période aiguë, encore son état ne présentait-il plus aucun danger. Tous les autres étaient des convalescens.

Nous arrivons à l'hôpital militaire n° 74 (420 lits) à l'heure du dîner. Comme tous les autres hôpitaux militaires, il est placé sous la dépendance du ministère de la Guerre et de la Croix-Rouge. Cependant, Sa Majesté, désireuse de lui donner une preuve particulière d'intérêt, consacre 2000 roubles à l'amélioration de l'ordinaire. Aussi dois-je voir le menu et goûter la soupe. Mais la pendule de la cuisine retarde de vingt minutes et le dîner n'est pas prêt.

Nous passons donc au bâtiment de la deuxième section qui a sa cuisine particulière. Une excellente odeur nous avertit dès l'entrée qu'ici on est à l'heure et que le dîner sera bon.

— Impossible de vous présenter la carte, plaisante le colonel, mais notre maître-queux va vous annoncer le menu.

Le brave « cuistot » s'avance, tout fier qu'on s'intéresse à ses marmites. Peut-être ne se doute-t-il pas de l'importance de son rôle. Pourtant, c'est au fond de ces chaudrons qui, en Russie comme en France ne sont heureusement pas en peine de s'alimenter, que s'élaborent en grande partie la force, la santé et par conséquent le courage de tant de braves soldats.

Le menu du jour se compose, pour les hommes atteints de blessures légères et sans fièvre, de *chtchi* et de viande rôtie. La viande, agrémentée de jus, est succulente ; mais que dire de la soupe ? Qui n'a mangé ni *borchtch* ni *chtchi* ignore ce qu'est une bonne soupe. Prenez un morceau de viande coupé en petits carrés ; faites mijoter dans le bouillon, jusqu'à ce que le tout soit fondant, du chou, des tomates, et un peu de pommes de

terre. Au moment de servir, jetez une bonne cuillerée de crème aigre dans le mélange... et vous aurez le *chtchi*. Mais vous ne l'aurez savoureux et parfait que si un Russe, un vrai Russe, y a mis la main !

Le menu pour les faibles comportait un consommé, une omelette soufflée, — battue de main de maître, comme une femme de Molière ! — et du *cacha* d'orge. Mais quelle que fût la saveur de ces mets, j'avoue qu'ils ne m'ont pas fait oublier le *chtchi*.

Le général Youféroff, chambellan de la Cour, chef du rayon d'évacuation de l'armée du Nord et directeur de l'hôpital n° 74, nous accompagne dans les salles.

— Bonjour, frères! dit le colonel de Wiltchkowsky en y entrant.

— Nous souhaitons une bonne santé à Votre Haute Noblesse, répondent en chœur les blessés.

Un sous-officier s'avance au rapport et, avec ce rythme saccadé que la discipline russe impose à tout subalterne parlant à son chef : « J'ai l'honneur de rapporter à Votre Haute Noblesse que, dans telle et telle section, il y a tel et tel nombre de blessés et que tout va bien! »

L'hôpital 74 ne reçoit que des grands blessés. Dans la salle où nous sommes, la plupart sont en voie de rétablissement. Le colonel leur annonce que je suis venue tout exprès de France pour leur apporter le salut amical de leurs camarades de l'armée française, et ils me regardent avec une amusante curiosité. Que n'ai-je le temps de causer avec ces braves et d'apprendre d'eux-mêmes leurs exploits. Mais l'heure passe, et il nous reste encore tant à voir !

Au fond de la salle, une cloison mobile vient de glisser sur son rail. Derrière apparaît une sorte de paravent, décoré d'images saintes. Les deux battans du milieu s'ouvrent comme une double porte. Des veilleuses brûlent devant les icones. Et comme je questionne, surprise :

— C'est notre chapelle ambulante. Encore une touchante idée de l'Impératrice. Sa Majesté n'a pas voulu que les blessés fussent, pendant des mois, privés de leurs offices religieux. Chaque jour cette chapelle se transporte dans l'un ou dans l'autre de nos hôpitaux et un prêtre y célèbre le service divin. Je suis heureux que nous l'ayons trouvée ici !

Combien il m'a plu de rencontrer dans le même hôpital cette preuve de la sollicitude d'une souveraine pour le bien-être matériel et le secours moral de son peuple éprouvé!

L'hôpital du Palais me réservait une agréable surprise. Comme nous traversions le grand vestibule, je vis un jeune officier venir à nous. Il s'appuyait sur une canne et boitait légèrement. Il était chaussé de bottes molles et portait la *tcherkeska* avec une élégance que j'aurais qualifiée d'unique, si je n'avais eu déjà l'occasion d'admirer sur place la distinction naturelle des races caucasiques. Un *bachelik* rouge, négligemment jeté sur ses épaules, complétait son pittoresque équipement. Lorsqu'il fut arrivé près de nous, le colonel de Viltchkowsky l'arrêta. Présentations, politesses... et nous voilà causant en arpentant le corridor.

Ce sous-lieutenant O..., appartient au régiment du Second Daghestan qui fait partie de la *Division Sauvage*. C'est le régiment le plus redouté des Allemands et aussi l'un des plus originaux de cette grande Russie qui en compte tant! La Division Sauvage! quel nom à la Tarass Boulba, digne d'inspirer une épopée!

Tous les soldats du Second Daghestan sont des engagés volontaires. Ils appartiennent à cette aristocratie du Caucase qui descend en partie des compagnons de Schamyl et dont l'âme est pétrie de vertus guerrières. La plupart sont musulmans et leurs mollahs les accompagnent. Ils forment entre eux des groupes dont chacun a sa langue, ses traditions, ses bardes et par conséquent ses chants guerriers. Leur coiffure nationale, le *bachelik*, a son histoire. La couleur en varie selon les régimens. Celui du Second Daghestan était blanc. Sous le règne du tsar Nicolas Ier, ce régiment se distingua dans la guerre contre les Turcs. Il fut si éprouvé que vingt hommes seulement revinrent, tous blessés à la tête... et coiffés de *bacheliks* rougis de leur sang. L'Empereur perpétua ce souvenir héroïque en décidant que désormais le Second Daghestan porterait un *bachelik* rouge.

Les cosaques de Tarass Boulba envoyaient leurs fils faire leurs études au séminaire de Kieff, « bien que, nous dit Gogol, une fois hors de l'école, ces libres enfans du steppe s'empressassent d'oublier tout ce qu'ils y avaient appris. » Les futurs

officiers du Second Daghestan vont plus loin encore chercher la science... et ne l'oublient plus. Le sous-lieutenant O... a fait ses études au lycée Richelieu et, sans la canne sur laquelle il s'appuie, je me croirais en conversation avec quelque Parisien raffiné, ayant arboré ce pittoresque costume pour répondre à la fantaisie exotique d'une comtesse de Chabrillan ou d'une duchesse de Clermont-Tonnerre.

Mais les trois croix de Saint-Georges, qui ornent la poitrine du jeune officier, ne sont pas de parade. Il faut voir cependant sous quel voile d'ironie légère il essaie de dissimuler son mérite.

— Comment j'ai gagné mes croix? Mais comme nous les gagnons tous : en essayant de sauver ma peau! Le courage, madame, n'est qu'une forme de la peur. L'instinct de la conservation rend ingénieux le plus naïf : c'est cette ingéniosité que vous appelez héroïsme.

— Soit! dis-je en souriant; mais tout de même, racontez!

— C'est bien simple. La première fois, je fus chargé d'aller en reconnaissance. La plaine n'était qu'une immensité blanche sur laquelle tout faisait tache. Je m'enveloppai d'un drap blanc et j'arrivai en rampant jusqu'aux tranchees allemandes, dont je pris un complet, mais rapide croquis. Deux heures après, j'étais de retour à mon régiment. La seconde fois, c'est moins encore. Il faut vous dire que nous avons la manie de ramener dans nos lignes nos blessés, et même nos morts. Un Cosaque ne doit pas tomber entre des mains ennemies. Donc, je trouve un blessé... Les balles sifflaient de tous côtés. Quel bouclier magnifique m'était offert! Je charge le blessé sur mes épaules, et nous rentrons tous deux au camp... Quant à la troisième croix, c'est mon cheval qui l'a gagnée. Mais le cher et brave animal a été tué sous moi et je rougirais de la porter si elle ne m'était un constant témoignage de sa bravoure!

***

— Je ne vous laisserai pas partir, me dit le colonel de Wiltchkowsky, sans vous avoir montré deux choses qui sont l'œuvre exclusive de l'Impératrice et en lesquelles s'incarne sa pensée intime : l'église du rayon et le *Cimetière fraternel*.

L'église de Constantin et d'Hélène, ou église du rayon, est

bâtie au-dessus d'une crypte qui date des premiers temps du christianisme. Sur la volonté de l'Impératrice, elle a été restaurée dans le vieux style byzantin, et est devenue une église commémorative. Les noms de tous les officiers et de tous les soldats morts des suites de leurs blessures dans les hôpitaux de Tsarskoié-Sélo y sont inscrits sur des plaques de marbre noir.

Sur un petit autel, devant un des piliers de la crypte, le pope, en habits sacerdotaux, célèbre un office commémoratif. L'assistance est bien humble, bien modeste : une sœur, deux ou trois femmes, quelques enfans... Sans doute il s'agit de quelque pauvre soldat d'un gouvernement lointain de Russie ou de Sibérie, dont la famille n'a pu être prévenue à temps. Mais comme on prie pour cet inconnu, comme on le regrette! Vivant, il n'a peut-être jamais été autant aimé! Et je m'imagine que ces prières doivent le réchauffer un peu dans sa tombe...

L'office terminé, le pope vient à nous. Il a une fort belle prestance avec sa barbe blonde, ses cheveux longs, où l'or de la tiare se continue. Ses mains sont fines et blanches et la croix d'or brille sur sa simarre.

L'imagination aidant, je crois voir, descendu pour moi de quelque fresque, un des tsars de la vieille Russie, Jaroslav de Moscou ou Vladimir le Saint, dont la couronne avait l'apparence d'une tiare et qui portaient indifféremment dans leur dextre la croix du prêtre ou le sceptre des Empereurs.

Le décor augmente l'illusion. Le fauteuil impérial, celui du patriarche, les sièges des dignitaires, la chaire, les objets du culte et jusqu'au saint-ciboire que le pope nous présente, tout a été exécuté d'après les plus purs modèles de la sculpture et de l'orfèvrerie byzantines. Les peintures symboliques des murs : le bon berger, les poissons, la vigne et le froment rappellent celles que les siècles effacent lentement aux murs des catacombes ; les lampes qui brûlent devant les icones auraient pu éclairer les veilles d'un Nicéphore ou d'un Hilarion. Quant à la colombe eucharistique dans laquelle on conserve le Saint Viatique, la pieuse Hélène dont l'église porte le nom ne la désavouerait point.

Ce qui m'a le plus touchée peut-être, c'est le gynécée, ménagé sur le côté droit de l'iconostase pour l'Impératrice, les grandes-duchesses et les dames d'honneur. Qui donc a dit que

l'Impératrice était Allemande? En devenant tsarine de toutes les Russies, Alexandra Féodorovna a fait plus que d'adopter les usages de sa nouvelle patrie ; il semble que sa nature idéaliste et mystique soit revenue à son véritable milieu ancestral et en ait retrouvé sans effort les plus intimes traditions.

Un grand enclos, déjà peuplé de tombes, bordé d'une barrière verte dont chaque montant a la forme d'une croix : c'est le *Cimetière fraternel*. Officiers et soldats, tous les morts qui ont passé par la petite église du rayon s'y trouvent. De jeunes sapins, nouvellement plantés, lui feront dans quelques années une clôture plus épaisse et plus verte. Au centre du champ s'élève une église rustique, en bois, et de style vieux-russe dont l'Impératrice a fait les frais et ordonné l'érection. Son toit en pente est couronné d'une coupole bulbeuse à écailles. Les deux porches, que soutiennent de lourdes colonnes en bois taillé, sont surmontés d'un auvent ajouré. Sur les bas côtés s'ouvre une curieuse fenêtre, rectangulaire, plus large que haute, à volets pleins, ornés de motifs vieux style, peints en vert et taillés en plein bois. Sur le toit, des ouvriers armés d'un pinceau à long manche donnent au bois la couleur qu'ont les très anciennes églises des gouvernemens d'Arkhangel et de Vologda.

D'autres, à l'intérieur ou à l'extérieur, cisèlent, martèlent, clouent. Cette église, où tant d'hommes œuvrent, paraît plus vivante encore au milieu de tous ces morts. Deux soldats rabotent l'un devant l'autre, à cheval sur un madrier.

— Ils travaillent pour eux! me dit le colonel.

Et je n'ai pas besoin de souligner la signification poignante que ces mots empruntaient à l'œuvre et au décor.

Autour de l'enclos s'étend une vaste plaine, limitée là-bas par des brumes dont quelques-unes se détachent et traînent sur les prés. Pas une maison. A gauche, une forêt voilée de vapeurs; à droite, un troupeau de vaches qui paissent ; c'est tout le paysage russe avec son silence et sa mélancolie.

Soudain, une voix s'élève dans le jour un peu décroissant : voix de religieuse qui psalmodie derrière une grille. Une femme venait d'entrer dans le cimetière. Elle avait lentement parcouru les tombes, lu les inscriptions, puis s'était étendue, la face contre terre sur un des petits tertres.

— C'est la femme d'un soldat, dit un des travailleurs. Son

mari est mort à l'hôpital, il y a trois jours; elle n'a pu arriver à temps. Maintenant, elle pleure sur sa tombe.

Elle chantait plutôt. Quelle étrange scène! Nous nous approchâmes doucement. Le femme ne nous vit pas venir. Elle tenait la terre embrassée, en égrenant une sorte de litanie, si vieille que nul n'en connaissait l'âge ni le nom. Parfois elle relevait la tête et le buste, alors sa cantilène montait, plus distincte ; parfois elle allait jusqu'à s'écraser le visage contre terre, comme si son chant ne dût être entendu que par le mort. Que lui disait-elle, en cette prose rythmée dont le sens nous échappait? Sans doute, c'était quelque paysanne de ces gouvernemens de l'Est, de Perm ou de Viatka, où s'est conservé l'antique usage des pleureuses, et, pleureuse elle-même, elle répétait à son mari des paroles chantées autrefois pour des morts indifférens dont sa douleur lui révélait aujourd'hui la poignante sincérité.

Le jour tombait, les ouvriers cessaient leur travail. Nous quittâmes le cimetière et, longtemps, sur la route bordée de bouleaux entre les prés, la voix de la pleureuse nous accompagna dans le soir.

***

Et maintenant, pour terminer cet article, je parlerai de l'entrevue que m'accorda l'Impératrice.

Sa Majesté m'accueillit dans le petit salon de son hôpital. Elle se tenait debout contre la bibliothèque, ayant auprès d'elle sa fille cadette, la grande-duchesse Tatiana.

Tous les Français qui l'ont vue se rappellent la jeune Impératrice aux traits régulièrement beaux, à qui Paris fit, il y a quelques années, une réception enthousiaste. Le temps a mûri ses traits sans en altérer la beauté. L'ovale, aminci par l'encadrement blanc du voile, est toujours aussi pur; seulement les tristesses de l'heure actuelle ont imprimé au sourire une expression d'intense mélancolie. L'impératrice de Russie a aujourd'hui l'ineffable et émouvante beauté des êtres sur lesquels a passé la douleur.

Sa Majesté Alexandra Féodorovna me tendit la main avec cette suprême bienveillance qui est la politesse des rois. Puis elle m'interrogea sur la *Revue des Deux Mondes*.

Je lui répondis et lui présentai l'hommage des femmes de France, ainsi que l'expression de leur gratitude pour l'œuvre de salut qu'elle accomplit.

L'Impératrice inclina légèrement la tête, et me présenta la grande-duchesse Tatiana, debout à son côté.

La grande-duchesse Tatiana est l'ingéniosité et l'activité mêmes. Ces qualités se lisent sur toute sa personne, malgré la sage réserve qu'elle s'impose. Les quatre jeunes princesses ont reçu une éducation pratique dont elles donnent actuellement des preuves. J'ai déjà dit qu'Olga et Tatiana se consacrent, à côté de leur mère, aux soins des blessés. Les deux plus jeunes Altesses, Anastasie et Marie, travaillent avec eux ou pour eux à de menus ouvrages d'art. J'ai vu ces travaux à l'*Exposition du Travail des Blessés*, à Tsarskoié-Sélo, dont le docteur Ebermann m'a fait les honneurs. La plupart : boîtes en bois travaillé ou laqué, objets taillés en pierre de l'Oural, triptyques, icones serties de perles ou de pierres du Caucase et de la Perse, seraient dignes de la signature d'un artiste.

Tandis que Sa Majesté m'interrogeait, le clair visage de la grande-duchesse Olga apparut à la porte du salon.

— Voici notre petite Française! dit l'Impératrice avec un sourire d'où la tristesse sembla soudain s'envoler.

Je la remerciai de donner à l'aînée des princesses ce titre que tous les Français ratifieraient avec empressement.

La grande-duchesse me tendit la main, et il me sembla qu'une lueur de rêve passait dans ses yeux. Revoyait-elle la France en fête, la grande poupée offerte à ses admirations d'enfant, le peuple de Paris applaudissant au geste tendu de ses petites mains?...

Mais, tout à coup, le poids du présent retomba sur nous. L'Impératrice voulut bien m'exprimer ses inquiétudes pour la santé de la princesse Guédroïtz, subitement alitée d'un mal contracté au chevet des blessés; puis elle me montra les éclats d'obus et de shrapnells dont elle-même a surveillé l'extraction...

Les minutes s'écoulaient, je n'osais prolonger davantage cet entretien... Je saluai l'Impératrice et les grandes-duchesses et je rejoignis le colonel de Wiltchkowsky pour le remercier de son entremise et le prier d'exprimer à Sa Majesté mes remerciemens pour l'honneur fait en ma personne à la presse française.

— J'ai une autre bonne nouvelle à vous annoncer, me dit le colonel après être allé conférer un moment avec l'Impératrice. Sa Majesté vous accorde l'autorisation de vous rendre sur le front russe avec un de ses trains sanitaires. Ce sera, sans doute, celui qui porte le nom de la grande-duchesse Marie Nikolaïevna. Je vous ferai connaître le jour et l'heure de votre départ...

Quelques jours après, je revenais à Tsarskoié-Sélo pour y prendre ma « feuille de route. » La neige tombait à larges flocons. Les arbres qui, à ma première visite, ressemblaient à de somptueux lampadaires d'or, étaient maintenant dépouillés. Leurs feuilles gisaient, sous la neige, entre les fûts rigides des pins et les troncs blancs et lisses des bouleaux... Les traîneaux glissaient sans bruit, sur l'épais tapis blanc des avenues. Tout était silence, solitude, blancheur... Et, tandis que le traîneau m'emportait au milieu de ce décor quasi idéal, je me disais : « Quels que soient son passé et son avenir, elle mérite de rester ainsi à jamais dans l'histoire la ville blanche, la ville du mystère, du silence et du rêve où, au milieu de son peuple meurtri mais confiant, vit, aime, souffre, se dévoue et espère, la Souveraine de toutes les Russies, *l'Impératrice en voile blanc.* »

MARYLIE MARKOVITCH.

LA VIE CHÈRE

I

EN FRANCE

Au lieu de travailler pour vivre, l'Europe, de par la volonté de l'Allemagne, est forcée de travailler pour tuer. Les Austro-Allemands ayant résolu de tuer pour dominer, les Alliés en sont réduits à tuer pour ne pas mourir, comme peuples, ou, ce qui revient au même, pour ne pas servir. L'Europe, depuis vingt mois, détruit donc au lieu de créer; elle produit surtout des engins de mort et fort peu de marchandises nécessaires ou utiles à la vie; il devait arriver très vite que ces marchandises se raréfient et renchérissent.

Celles du moins que la plupart d'entre nous prétendent consommer en quantité égale ou supérieure. Car il est des denrées dont la rareté n'a nullement ralenti la demande, parce qu'elle n'en a pas réduit le besoin.

I

Toutes les dépenses n'ont pas augmenté; le logement, par exemple, même pour les locataires exemplaires qui continuent de payer leur loyer; les frais de poste, pour les personnes qui affranchissent leurs lettres; les tarifs des chemins de fer; l'éducation des enfans; les places dans les théâtres; le gaz et l'électricité..., pour les consommateurs s'entend, parce que les

intermédiaires seuls ou les producteurs supportent la hausse; les journaux..., pour les abonnés bien entendu; les huîtres, les truffes, les fleurs artificielles et un petit nombre d'autres agrémens dont on use moins.

Le renchérissement de la vie n'atteint pas uniformément toutes les classes sociales; les riches ont vu diminuer ou disparaître de leur budget certains chapitres qui leur étaient propres: celui des voitures, chevaux et automobiles; ceux des domestiques et des livrées, des voyages et entretien des propriétés de luxe, des divertissemens et des fêtes. Madame ne dépense guère pour sa toilette et Monsieur ne dépense rien pour sa chasse; ils ont supprimé tout achat de meubles et de bibelots; or, l'ensemble de ces chapitres représente en temps normal les deux cinquièmes environ des revenus dépassant une quarantaine de mille francs. Les taxes publiques elles-mêmes, auxquelles il faut se préparer à faire dans l'avenir une grosse part, n'avaient pas augmenté jusqu'à la mise en recouvrement de l'impôt sur le revenu.

Mais si les dépenses s'étaient réduites chez les riches, cette économie avait été imposée à beaucoup d'entre eux par la suppression partielle de leurs revenus : suivant qu'ils possédaient des biens fonciers ou mobiliers, des terres ou des usines dans le Midi ou dans le Nord, des fonds d'État ou des valeurs industrielles; suivant qu'ils vivaient d'honoraires ou d'appointemens fixes; suivant le lieu et la source de leurs recettes, les riches, ou soi-disant tels, ont très diversement porté le poids de la guerre; il n'en est pas, j'imagine, qui n'aient ressenti ses effets dans leur situation matérielle, et il en est qui sont réduits au quart ou au tiers de ce qu'ils encaissaient naguère.

La cherté de la vie porte surtout sur les dépenses de première nécessité, et on doit reconnaitre qu'elles tiennent dans les petits budgets une place tout particulièrement importante. La nourriture, par exemple, représente, dans le total de nos débours annuels, une part extrêmement variable, suivant le chiffre des fortunes : une famille composée de quatre personnes consacre à sa table 60 pour 100 d'un revenu annuel de 2 500 francs, 40 pour 100 d'un revenu de 5 000 francs, 25 pour 100 d'un revenu de 20 000 francs et 15 pour 100 seulement d'un revenu de 60 000 francs, bien qu'en ce dernier cas l'effectif des commensaux soit doublé de quatre ou cinq domestiques.

Et, dans la nourriture elle-même, les proportions sont aussi variables pour chaque aliment en particulier : ainsi le pain, sur 100 francs de dépenses de la table ouvrière ou paysanne, absorbe en *moyenne* 40 francs ; mais il n'exige pas plus d'une quinzaine de francs chez les privilégiés de la classe laborieuse, tandis que les familles nombreuses et misérables, qui ne mangent guère autre chose, consacrent au pain jusqu'à 90 pour 100 de leurs frais alimentaires.

Plus heureux que nos ennemis, nous pouvons nous féliciter, dans l'intérêt du plus grand nombre, d'avoir de bon pain à discrétion et de ne pas le payer trop cher. Non qu'il soit taxé, — les taxes ne servent de rien contre la rareté, — mais parce que les grains sont en abondance. Le pain, qui avait beaucoup enchéri depuis une quinzaine d'années, passant à Paris de 0,33 c. le kilog. en 1900 à 0,43 c. en 1913, est une des denrées qui ont le moins haussé depuis la guerre ; le prix du pain de quatre livres n'est aujourd'hui supérieur que de deux centimes, à Paris comme en province, à ce qu'il était la veille des hostilités.

Que ce prix relativement bas soit un peu artificiel, il n'importe ; nous louerons les auteurs de cet artifice. La récolte française de froment avait été inférieure en 1914 à celle des trois années précédentes ; celle de 1915 fut plus basse encore : si nous défalquons du total la dizaine de départemens plus ou moins occupés par l'ennemi où nous ne possédons que des résultats incomplets, — au lieu d'un apport global de 18 millions et demi de quintaux que ces dix départemens fournissaient en général à la récolte nationale, c'est à peine si dans les portions demeurées à l'intérieur de nos lignes, ils en ont recueilli 8 millions en 1915, — et si nous comparons, dans les soixante-dix-sept départemens restant, le froment engrangé l'an dernier (56 723000 quintaux) à ce qu'il était en moyenne dans les trois années antérieures à la guerre, il apparaît une différence en moins de 12 millions de quintaux.

M. Dariac, dont la compétence est connue, évaluait en 1915 à 18 pour 100 la proportion des terres qui « paraissaient devoir être abandonnées ; » il semble bien que jusqu'ici les faits ont donné raison à ces prévisions que l'on estimait pessimistes : les ensemencemens en blé de l'automne dernier, comparés à ceux de l'automne 1913, — déduction faite aux deux dates des dépar-

temens aujourd'hui envahis, — sont évalués au 1er janvier 1914 à 5 417 000 hectares et au 1er janvier 1916 à 4 622 000 hectares seulement. Que les permissions agricoles, accordées sur une large échelle dans la zone de l'intérieur ou dans les dépôts, et que d'autres mesures administratives aient pour effet de réduire dans l'avenir l'étendue des sols demeurés incultes, on peut l'espérer. Il est certain que, dans le passé, la pénurie de froment aurait eu depuis vingt mois une influence néfaste sur les prix. Décréter un taux maximum n'eût servi de rien ; l'on n'a même pas obtenu la suppression du pain de fantaisie à Paris, sauf chez les petits boulangers, incapables d'en faire parce qu'ils manquent de personnel ; les prix se moquent de l'état de siège, comme ils se sont moqués depuis des siècles de tous les gouvernemens libéraux ou despotiques.

Lors même que rien ne serait libre en un État, le prix des choses le demeurerait néanmoins et ne se laisserait point asservir : quant à ceux qui pensent pouvoir influer sur les prix par des arrêtés ministériels ou préfectoraux, imités des Édits innombrables de nos anciens rois sur la matière, ils ressemblent à des gens qui s'imagineraient élever la température en chauffant le thermomètre. Les prix sont des signes ; ils obéissent à une « Loi » que l'on aurait peine à abroger : la loi de l'offre et de la demande.

Ce n'est pas du tout parce que l'État a fixé à 30 francs le prix du quintal de blé que ce prix a été observé et que le cours du pain est demeuré stationnaire ; mais c'est parce que le gouvernement s'est chargé de fournir lui-même à un prix correspondant, aux meuniers et aux boulangers, le grain et la farine qu'il achetait à l'étranger : 3 millions de quintaux de farine et 16 715 000 quintaux de froment ont été importés en 1915, la plus grande partie des États-Unis et d'Argentine, 1 million seulement venait de Russie par Arkhangel, 1 100 000 d'Algérie et de Tunisie. Ces quantités, comparées aux 15 656 000 quintaux de la même céréale introduits dans la dernière année de paix (1913), n'ont rien d'excessif ; mais le système d'achat s'est heureusement inspiré de la période critique où nous sommes.

Au lieu de laisser des fournisseurs indépendans créer la hausse à son détriment, en enchérissant à l'envi les uns des autres sur les marchés d'origine et dans leurs contrats avec les armateurs, l'État français a écarté le commerce libre en réta-

blissant à notre frontière le droit de douane de 7 francs sur le blé, un moment suspendu. Ainsi investi pratiquement d'un monopole, il s'est constitué l'unique acheteur de la France et ses accords avec l'Angleterre et l'Italie permettent aux trois gouvernemens de ne pas surfaire inutilement la marchandise à leur mutuel préjudice.

L'Angleterre s'est réservé l'Australie et les Indes; le Canada, où le blé est d'une qualité supérieure, est commun entre elle et nous. Les achats, exécutés pour la plupart au-dessous de 25 francs le quintal, n'excéderont pas cette année 12 millions de quintaux pour la Guerre et autant pour le Commerce; les deux ministères demeurant distincts tant pour les acquisitions que pour les transports. Ceux-ci ont été assurés, en ce qui concerne le service civil, au moyen de l'affrétement, pour deux années à partir de décembre 1915, de cinquante bateaux de toutes nationalités, d'une capacité moyenne de 6 000 tonnes, dont M. Chapsal, directeur du ravitaillement, suit et dirige de son cabinet tous les mouvemens, heure par heure, afin d'en obtenir le meilleur rendement possible.

Chacun de ces cargos revient à 3 000 francs par jour et, quoiqu'ils soient obligés de repartir sur lest, faute de marchandises de sortie, après avoir déchargé leur cargaison dans nos ports, — deux d'entre eux ont été ainsi torpillés à vide, — le fret moyen pour le blé nous revient entre 8 et 12 francs le quintal, très au-dessous du cours actuel de l'armement. Sur le fonds de roulement de 120 millions, voté par les Chambres pour cette opération sans précédent, il a été dépensé l'an dernier 36 millions; on prévoit pour 1916 un déficit analogue. Mais aussi la France, par cette offre permanente, pèse sur ses prix intérieurs, déjà très avantageux à la culture et, pour maintenir le bon marché relatif du pain, le sacrifice imposé aux finances publiques est bien peu de chose.

II

Ce que l'on a fait pour le blé, pourra-t-on le faire pour l'avoine dont le prix est bien plus élevé (de 30 pour 100) et le déficit bien plus considérable? En tout cas, l'on aurait pu le tenter pour la viande. La viande, beaucoup moins que les grains, se prête aux statistiques. Le kilogramme de bœuf, de

veau, de mouton, suivant qu'il s'agit d'animaux sur pied ou abattus, de Paris ou de la province, du printemps ou de l'automne, de la vente en gros ou en détail, des qualités extra ou inférieures, et, pour le même animal, suivant son mérite et la place du morceau, le kilo de viande varie du simple au décuple ; il se voyait avant la guerre, à Paris, du « bœuf » à 4 francs et à 30 centimes.

Les mêmes disparités existent entre les diverses races de bétail et les diverses régions. Aujourd'hui où les bêtes à cornes se vendent à merveille, les bêtes à laine dans le midi de la France sont encore à bas prix ; les marchés sont encombrés de moutons de cheptel provenant de propriétés abandonnées par les métayers, que la rareté et les exigences des bergers découragent.

Sans reproduire pour nos lecteurs les amples mercuriales officielles de la capitale, où sont prévues pour le « gîte à la noix » et le « milieu de paleron, » quatre qualités distinctes, je me contenterai d'observer que rien absolument ne caractérise à première vue chacune de ces qualités pour les profanes et que, si les prix auxquels elles correspondent étaient obligatoires, — ils ne le sont pas, ce sont de simples indications, — rien n'empêcherait les bouchers astucieux de ranger dans la qualité première ce que les tables administratives appellent « la viande troisième, » sans que le client pût se plaindre, ni même s'en trop apercevoir avant d'avoir sous la dent le corps du délit. Les ménagères, qui n'achètent ni par demi-bœufs, ni par moutons entiers, mais sous forme de beefsteaks ou de gigots, le consommateur de toute catégorie qui s'inquiète peu des cours des marchés et des abattoirs, constate que la viande, qui avait augmenté de 1901 à 1913 d'environ 20 pour 100, a de nouveau haussé depuis le commencement de la guerre en moyenne d'un bon quart, avec cette particularité que nous allons observer pour toutes les denrées et même pour toutes les marchandises : le premier choix a moins enchéri que le commun ; sans doute que le luxe était moins demandé et que la hausse générale obligeait l'acheteur à se rabattre en tout sur des qualités ordinaires.

Ne nous y trompons pas cependant : la cherté actuelle est l'indice très consolant de notre richesse. S'il ne s'agissait que d'alimens somptueux que se disputent quelques privilégiés, la

chose ne tirerait pas à conséquence, et le fait qu'à Noël dernier, il ne se trouvait pas, aux Halles, assez d'asperges à 30 francs la botte pour satisfaire toutes les demandes, ne prouverait pas la richesse de la France; mais les sacrifices faits par la masse de la population, pour conserver la nourriture confortable et variée dont elle a l'habitude, montrent que la France entend ne pas trop se priver et que jusqu'ici elle a le moyen de bien vivre. Un pays pauvre ne connaîtrait pas la cherté, parce que la hausse de certains articles en paralyserait la vente; tandis que l'achat universel d'une marchandise légèrement raréfiée provoque l'élévation des cours autant et plus que la réduction même des stocks.

La ration annuelle de la France était évaluée en 1913 à 1 900 000 têtes de bœufs et de vaches, fournissant environ 600 000 tonnes de viande nette. La guerre a développé les besoins en multipliant les pertes, qu'entraînent forcément la concentration et le transport de troupeaux immenses. On a critiqué les acquisitions de l'intendance; on lui a reproché, non sans fondement, d'avoir manqué de méthode, de s'être trompée, au début des hostilités et pendant les premiers mois qui suivirent, sur les régions qui convenaient à ses approvisionnemens; si bien qu'une partie des bœufs furent abattus à contre-saison. Les détails de cette organisation n'ayant pas été prévus, — et l'on admet volontiers qu'ils ne furent pas les seuls oubliés dans la préparation de cette guerre, — ceux-là mêmes qui ont le plus vivement reproché cette erreur à l'intendance eussent été les premiers à fulminer contre elle si, faute d'expéditions assez rapides du bétail, les troupes au front avaient été moins bien nourries. Or, chacun reconnaît que nos soldats n'ont manqué de rien sous ce rapport et tout le reste était accessoire.

Au 31 décembre 1914, l'effectif de la race bovine avait diminué de 1 700 000 têtes; au 31 décembre 1915, il est chiffré par l'administration à 12 millions et demi au lieu de 14 787 000 qu'il atteignait il y a deux ans. La différence est moindre en réalité, parce que, dans le chiffre ancien, les dix départemens en partie au pouvoir de l'ennemi, compris pour 1 600 000 têtes, ne figurent dans le chiffre actuel, amputés d'une portion de leur territoire, que pour 700 000.

Mais l'âge du troupeau français n'est plus le même : pour les départemens exactement comparables, ce n'est pas seule-

ment son total qui a diminué, c'est sa composition. Un décret du 14 octobre 1915 précédé de mesures analogues prises par les préfets et dont l'observation est assurée surtout par la volonté des éleveurs de repeupler leurs étables, a interdit, sauf dérogations exceptionnelles pour les animaux mal conformés, l'abatage des génisses au-dessous de deux ans et demi. Notre cheptel national comprend aujourd'hui un plus grand nombre d'élèves d'un an et au-dessus, mais deux millions d'adultes de moins qu'avant la guerre. Des réductions analogues peuvent être constatées pour les moutons et pour les porcs; à continuer ainsi, nous « mangions, » au sens propre du mot, notre capital-bestiaux, dont la reproduction normale ne saurait suffire à une consommation accrue. Or, il n'était pas possible de songer à réduire cette consommation supplémentaire qui, avec l'importance des effectifs sur pied, dépasse de 300 000 tonnes, c'est-à-dire de 50 pour 100, celle du temps de paix.

On songea aussitôt à la viande frigorifiée. Les grandes villes des États-Unis n'en connaissent guère d'autre, et l'Angleterre, qui possède d'ailleurs les races de bétail les plus sélectionnées, importe annuellement 700 000 tonnes de viande congelée et réfrigérée, parce que, en Angleterre, les intérêts du consommateur, — qui est le nombre, — ont toujours primé ceux du producteur. Il n'en est pas ainsi dans notre république démocratique, où le socialisme à rebours (le socialisme propriétaire) opérant en vue de la hausse ou du maintien des revenus fonciers, et contre l'abaissement du coût de la vie, jouit de la faveur du Parlement. Le Parlement donna l'an dernier une preuve nouvelle de cette disposition, en rejetant la proposition qui lui était faite de conclure un achat ferme de viande frigorifiée dont la livraison à l'État, garantie par des importateurs solvables, devait s'échelonner sur une période de plusieurs années.

L'affaire était vaste, — il s'agissait de 900 millions de francs, — elle n'était pas mauvaise, puisque, aux prix actuels, cette même quantité de viande coûterait maintenant 1 200 millions. S'il est vrai que la conclusion d'un semblable marché eût permis à certains de griveler quelques menus courtages, ou de s'embusquer dans de vagues emplois, qu'importe auprès du bénéfice public et de l'assurance pour le pays d'une fourniture nécessaire, que nul ne consentirait à risquer sans un

contrat d'assez longue durée. Néanmoins, le projet du gouvernement fut repoussé par cette objection qu'il ne fallait pas que l'État devînt « marchand de viande. » Nous avons vu tout à l'heure qu'il était marchand de grains pour le bien public.

Sans être plus qu'il ne faut socialiste d'État, chacun convient que le rôle de l'État est éminemment d'assumer les besognes d'intérêt général que nul particulier ne veut ou ne peut entreprendre; le tout est affaire de mesure et d'opportunité. Tout État comporte un minimum de socialisme ou de « socialisation; » pour pratiquer dans son intégrité le système individualiste il faudrait vivre tout seul, et dès que Robinson dans son île rencontre Vendredi, le socialisme commence.

Cette viande frigorifiée dont nos Chambres ont repoussé la fourniture directe, comme il fallait à tout prix ménager le cheptel français, nous sollicitons modestement l'Angleterre de nous en repasser 20 000 tonnes par mois pour aider à l'alimentation de nos armées, et l'intendance militaire, qui la reçoit, et la paie, en revend quelque peu à la population civile.

Celle-ci d'ailleurs n'en réclame guère jusqu'ici, et la difficulté consiste plutôt à la lui faire accepter. Rien d'étonnant à cela : depuis longtemps, on s'était soigneusement appliqué à paralyser la concurrence de la viande étrangère; les viscères devaient être adhérens chez les sujets importés, sûr moyen de les faire pourrir en route; on exigeait pour les moutons « la section cruciale, » ce qui, en langage administratif, signifiait qu'ils devaient être coupés en quatre, contrairement aux habitudes du commerce de gros, etc. Bref, comme on ne voulait pas révéler tout crûment que le motif de cet ostracisme était le maintien des prix du bétail français, on était parvenu à déprécier dans l'opinion la viande d'outre-mer, en la représentant comme malsaine ou du moins fort défectueuse. Seuls, des aloyaux frigorifiés parvenaient ces dernières années régulièrement aux Halles; ils étaient vendus de préférence aux grands restaurans, qui les appréciaient pour leur clientèle de choix parce qu'ils étaient plus tendres.

Quant au grand public, on avait si bien réussi à lui imprimer le dégoût de cet aliment que les commissions nommées depuis la guerre pour en organiser l'introduction cherchaient à le baptiser d'un adjectif nouveau, tellement celui de

« frigorifié » semblait déplaisant ; « congelé » ne parut pas plus attractif; quelques-uns proposèrent viande « rafraîchie, » qui n'était pas exact, et l'on tomba d'accord sur « importée. »

Une étiquette ne suffisait pas ; ces quartiers de viande « congelée à cœur, » c'est-à-dire soumise au départ, en Argentine ou en Australie, à une température de 20 à 25 degrés au-dessous de zéro, transformés en blocs rigides et compacts, il fallait en organiser le transfert amiable depuis le frigorifique de la Villette ou celui de Clichy, — ce dernier construit à grands frais par une société anglaise, avant la guerre, et doté d'installations modèles, — jusqu'au fourneau du bourgeois et de l'ouvrier. La maison Félix Potin s'offrit avec bonne grâce ; les épiceries de moindre importance ne l'imitèrent pas. Les intermédiaires naturels étaient les bouchers, mais, par suite de la manie de réglementation qui sévit depuis une dizaine d'années, et à laquelle nous devons la loi dite de « répression des fraudes, » ou soi-disant « fraudes, » au lieu de convier les bouchers à acheter la viande importée comme ils achètent la viande fraîche et de leur laisser l'espérance d'y gagner quelque chose, — le prix du frigorifié est de 1 fr. 62 centimes le kilo pour le bœuf et de 1 fr. 56 centimes pour le mouton, — au lieu de s'en rapporter à eux pour faire l'éducation du public, il fut résolu, pour déférer au vœu de l'Académie nationale d'Agriculture, que cette viande « devait être mise en vente dans des locaux spéciaux ; » un honorable professeur avait même ajouté qu'il fallait procéder « comme pour la viande de cheval. »

Il était difficile d'être plus maladroit, puisque précisément la législation sur la viande de cheval, qui date du second Empire, consistait à la mettre en quarantaine, afin d'éviter qu'elle ne fît aux autres viandes une concurrence redoutable par son prix. Plus tard, lorsqu'on voulut tuer la margarine au profit de l'industrie beurrière, on employa le même procédé et, par la loi qui édictait la séparation des deux commerces et disqualifiait ainsi la margarine, on parvint à faire tomber sa vente de 95 pour 100. Par les conditions imposées au débit de la viande importée, au lieu d'avoir les bouchers pour alliés, on eut pour adversaires ces professionnels qui auraient fourni en abondance la main-d'œuvre nécessaire et se fussent ingéniés par les mille habiletés de leur métier à présenter, parer et vanter cette chair exotique.

Tenus à l'écart, il leur était facile d'en dégoûter la clientèle sans avoir besoin d'inscrire sur leur boutique, comme firent quelques-uns, cet avis hautain : « Ici, on ne vend pas de viande frigorifiée. » Les préventions étaient telles qu'en certaines localités surburbaines on n'osait trop s'approcher de l'étal exclusif où cette viande était offerte ; chacun craignait d'être montré au doigt. La décongélation, du reste, que les bouchers de Londres font depuis longtemps le plus simplement du monde, exige un minimum d'expérience que des novices, recrutés avec peine, ne possédaient pas et la marchandise n'avait pas toujours bon air. Le ministre finit par faire voter à la Chambre une subvention de 500 000 francs en faveur des coopératives de Paris et de province — il y en a jusqu'ici trois ou quatre, — qui vendraient de la viande frigorifiée. Geste platonique, disons-le : l'intendance ne pourra guère céder plus de quelques douzaines de tonnes par jour à la population civile d'ici à la fin de la guerre, et, la guerre terminée, l'éducation du public se fera d'elle-même par les soldats retour du front.

Il faut donc s'attendre à ce que la viande fraîche ne baisse pas au détail, puisque les bœufs et les veaux sur pied sont en hausse moyenne de 30 pour 100 sur les marchés des pays d'élevage. Cependant la France a importé, en 1915, sous forme de bétail vivant ou de conserves en boîtes, de viande salée ou frigorifiée, un poids de 2 millions 800 000 quintaux de plus qu'en 1913.

Pour la charcuterie au contraire, l'importation a diminué ; mais ce n'est pas à la disparition des « jambons d'York, » dont la qualité supérieure venait presque exclusivement de Hambourg, qu'est due la hausse des porcs qui atteint 50 pour 100 depuis la guerre et surtout depuis un an. Les poitrines et les jambons en gros sont passés de 220 francs à 320 et 360 francs les cent kilos ; avec le haut prix des céréales, orge ou sarrasin, les campagnards élèvent moins et ce qu'ils élèvent leur revient plus cher. Des causes analogues, l'augmentation de l'avoine et du son, ont agi sur le prix des lapins qui, de 1 fr. 80, sont montés à 3 francs le kilo.

Les saucissons populaires avaient haussé de 20 pour 100, sans que les porcs eussent enchéri, depuis que l'on avait interdit aux fabricans de salaisons le mélange de viande de cheval, naguère pratique dans la proportion d'un quart avec la chair

du cochon. Cet enchérissement *méthodique* et *artificiel*, poursuivi avec des intentions excellentes sans doute pour le bien des consommateurs, aurait fini par les exaspérer, surtout dans une période de cherté naturelle des vivres, et l'administration autorise maintenant les charcutiers en gros à marier à leur gré, sans être tenus d'en faire mention, la viande du bœuf à celle du porc, ce qui permet de vendre les saucissons meilleur marché.

Certains comestibles ont passagèrement disparu, tel le gibier tant français qu'étranger; ce dernier correspondait en 1913 à 5 millions et demi de kilos consistant en pigeons, pour la plupart italiens, en perdrix et en lièvres allemands ou autrichiens. Bien que la consommation du gibier fût dix fois moins importante que celle de la volaille, son absence a pu contribuer à faire hausser le prix des animaux de basse-cour; mais c'est surtout la cherté des grains et, par une répercussion des prix les uns sur les autres, celle de la viande, qui ont fait enchérir les volailles de 50 pour 100, avec cette particularité que les poulets communs se vendent presque au même taux que les produits renommés de la Bresse, et que, dans la plupart des villes de province, d'où partent de nombreuses expéditions pour la zone des armées, les cours sont aussi élevés qu'à Paris et quelquefois même davantage.

III

Pour les beurres et les fromages, la crise de cherté a atteint une acuité telle qu'elle a provoqué à certains momens des manifestations sur les marchés. La production a-t-elle diminué, comme on le dit, tandis que la consommation augmentait? Notre exportation d'une centaine de milliers de quintaux de lait naturel a presque cessé; au contraire, nos importations de lait condensé sucré ont triplé, jusqu'à concurrence de 45 000 quintaux.

D'après les comptes d'une grosse entreprise laitière à la gestion de laquelle participent les coopératives de consommation, le prix d'achat du lait aux cultivateurs n'aurait augmenté que de 13,5 pour 100, mais les frais généraux de ramassage et de traitement du lait en province ont haussé de 45 pour 100 par suite de la cherté des fourrages et du charbon nécessaire à la pasteurisation. Les gros consommateurs industriels se procu-

rent avec une certaine peine, entre 30 et 35 centimes, le lait dont ils ont besoin ; au détail les familles parisiennes le paient 40 et 45 centimes.

Préoccupées de garder pour leur propre usage les denrées de leur cru, chacune des nations d'Europe en limite ou en interdit la sortie : l'Angleterre ne nous envoie qu'avec parcimonie son chester; de Hollande, il ne nous est venu l'an dernier que 34 000 quintaux de fromages, au lieu de 85 000 ; nous-mêmes avons ramené par décret aux chiffres d'avant la guerre notre exportation des beurres frais et salés qui avait un peu monté en 1915.

Nous avons aussi vendu 100 000 quintaux de fromages en moins à l'étranger. Chiffres minimes d'ailleurs, comparés à ceux que représente la production de ces articles en France : n'oublions pas que, depuis quarante ans à peine, le nombre des vaches et génisses avait passé chez nous de 7 millions à 12 et demi, et que la production d'un seul fromage, le roquefort, dont il se faisait sous Louis XV, 600 000 kilos et 1 200 000 sous Louis-Philippe atteignait onze millions de kilos en 1912.

Depuis la guerre, il semble que la quantité de lait, par suite d'un trop grand abatage de vaches, ait diminué ; son emploi s'est largement accru. Le café au lait, pour bien des adultes arrachés à leurs foyers, a remplacé la soupe rurale. Cette réduction du lait, qui peut-être contribue au moindre élevage des porcs, a eu pour conséquence directe le renchérissement des beurres : à Paris, ceux de Bretagne ont haussé de 90 pour 100, — de 260 francs les 100 kilos, en 1914, à 490 francs aujourd'hui ; — les beurres d'Isigny ou des Charentes, de 40 pour 100 seulement : de 400 francs à 560. Un moment on avait fixé un prix trop bas pour les qualités fines, ce qui les avait chassées des marchés ; il n'en venait plus.

Même au taux actuel, il en vient peu ; pour tâcher de maintenir leur taxe conventionnelle et paralyser la hausse, les mandataires aux Halles limitent les achats ; on se fait inscrire d'avance pour une motte de beurre. Les ménages peu fortunés se rejettent sur le saindoux, la graisse alimentaire à 2 fr. 40 le kilo, ou sur ce qu'on appelle « Végétaline » et « beurre de Coco, » qui ne sont autre chose que des graisses de bœuf bien travaillées avec de l'huile jusqu'à insipidité. C'est, sous un autre nom, la résurrection de la margarine, pour laquelle le commerce et

le Conseil municipal ont demandé la suspension passagère de la loi de 1897, qui prohibe sa cohabitation avec le beurre dans les mêmes boutiques.

Par leur prix excessif, les fromages aussi contribuent à la raréfaction des beurres; le profit sur le fromage est plus grand; il s'est monté depuis la guerre des fromageries importantes : avec deux litres de lait, on fait un camembert qui vaut 1 fr. 10, — juste le double des 0,55 centimes qu'il coûtait il y a deux ans. — Le brie a suivi la même progression : de 35 francs la dizaine, en gros, à 72 francs ; le port-salut, de 200 à 380 francs; le pont-l'évêque, le coulommiers ont aussi doublé. Quant aux gruyères, français ou suisses, au roquefort et au munster, qui, malgré son nom germanique, vient des environs de Remiremont (Vosges), leur augmentation est plus discrète, — 70 pour 100, — mais on en manque.

On a aussi manqué d'œufs l'hiver dernier; à l'époque où la ponte est presque nulle, ils valurent couramment à Paris 240 francs le mille, en novembre, c'est-à-dire 2 fr. 88 la douzaine, en gros. Notre temps, qui a inventé l'aéroplane et la télégraphie sans fil et qui, dans le domaine alimentaire, a résolu beaucoup de problèmes en apparence plus difficiles, n'a pas encore trouvé le moyen de faire pondre les poules en toutes saisons, ou de conserver les œufs frais sans dommage d'une saison à l'autre. Nous importions donc chaque automne, en octobre, des œufs de Russie et de Sibérie, — 154 000 quintaux en 1913, — puis, de janvier à mars, des œufs bulgares ou galiciens, moins gros que les russes. Tous reconnaissables à un goût particulier, dû peut-être aux fibres de bois de leur emballage, mais valant seulement de 85 à 105 francs le mille, formaient les trois quarts de la consommation urbaine durant plusieurs mois de l'année. Depuis la fermeture des Dardanelles, la réduction des importations étrangères sur ce chapitre se chiffre par 310 000 quintaux; ce qui, au poids de 55 kilos le mille, représente plus de 56 millions d'œufs de moins. Les œufs marocains, plus petits que les français, dont on signale depuis peu quelques arrivages, se vendent, comparativement à leur grosseur, aussi cher que les nôtres. Bienvenus d'ailleurs sur notre marché, où cette denrée n'a cessé d'enchérir; le mille d'œufs du Midi, qui valait 75 francs il y a sept ou huit ans, au début du printemps, coûtait, en 1913, 90 francs; il s'est vendu

cette année 160 francs aux détaillans, qui le repassaient à leur clientèle avec un léger bénéfice; car le détaillant parisien gagne peu sur les œufs, de décembre à Pâques; mais, quand la baisse se produit aux Halles, il maintient ses prix autant que possible jusqu'au 1er juillet, et réalise en trois mois son profit annuel.

On aurait tort, du reste, de croire que la hausse actuelle soit pour une part quelconque imputable aux intermédiaires de gros ou de détail. Les légendes d' « accaparement » et de spéculation, qui trouvent de toute éternité bon accueil dans le public et même dans les assemblées délibérantes aux époques d'extrême cherté, sont dénuées de tout fondement. Il n'est pas nécessaire d'être très versé dans les arcanes du commerce, pour concevoir que c'est au contraire en période d'abondance et de bon marché que les intermédiaires, petits et grands, s'approvisionnent amplement à peu de frais et à moindre risque; c'est aussi dans ces momens-là qu'ils jouissent d'une marge importante entre le prix d'achat et le prix de vente; celui-ci toujours plus lent à se réduire : le consommateur, habitué à payer un certain chiffre, ne se plaint pas.

En temps de hausse, c'est l'inverse. Les intermédiaires gagnent à la vérité sur leur stock en magasin, s'ils en possèdent; lorsqu'il s'agit de marchandises susceptibles de conservation, ils en portent le prix au niveau de celui auquel ils devront se réapprovisionner eux-mêmes; seulement, devant les résistances des acheteurs, menaçant de s'abstenir ou de changer de fournisseurs, commerçans de gros et de détail sont portés à restreindre leur prélèvement, non par générosité ou philanthropie, mais par une concurrence naturelle et par le souci de leurs intérêts. A pénétrer intimement, à l'heure actuelle, toutes les branches de commerce qui ne sont pas investies d'un monopole, le phénomène se vérifie aisément, et il est général.

Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu de marchandises surfaites, quoique souvent, parmi celles qui semblent le plus évidemment majorées, il se peut que leur prix excessif ait tenu à une production mal organisée, plus qu'à une ambition de gain démesurée des vendeurs : au début de la guerre, l'État faisait fabriquer pour la troupe, à façon, pour 50 000 kilos par jour de conserves assaisonnées, dont il fournissait la viande et la boîte, et qui lui revenaient à 4 fr. 70 le kilo. Après de longs

mois, il se décida à commander en Amérique, moyennant 2 fr. 70 le kilo, les mêmes conserves, réalisant ainsi une économie de 100 000 francs par jour.

IV

Sans aller en Amérique, l'organisation des achats et des transports, la collaboration des intermédiaires unis dans le désir désintéressé de servir le pays, peuvent, sinon supprimer une hausse incoercible puisqu'elle résulte de l'absence partielle de marchandises, au moins en atténuer sensiblement les effets. C'est ce que fit le « Comité de l'approvisionnement de Paris, » fondé et dirigé par deux hommes d'initiative qui, depuis vingt mois, ont bien mérité de leurs concitoyens : MM. Bouat et Dayné, présidens, l'un des syndicats de l'alimentation en gros de France, l'autre, des syndicats de mandataires aux Halles. Lors de la publication du décret de mobilisation, l'administration municipale s'était préoccupée du ravitaillement journalier de la population pendant la période difficile qui allait s'ouvrir. Les particuliers eux-mêmes créaient la disette par leurs accumulations de provisions, dans l'inquiétude de l'avenir : le riz, de 40 francs montait à 130 francs les 100 kilos; les pommes de terre de 15 francs à 60.

MM. Bouat et Dayné fondèrent, avec des collègues de bonne volonté, comme eux principaux mandataires et commissionnaires aux Halles pour les diverses denrées, un Comité qui offrait cette particularité rare et presque invraisemblable de n'être composé que de gens compétens. Le Préfet de la Seine, M. Delanney, sans que son rôle en fût moins actif dans la sphère de ses attributions, leur prêta un concours énergique en leur laissant carte blanche, et nul homme politique ne leur fut adjoint. Ce Comité, au milieu du désarroi des cours, commença par imposer à tous, expéditeurs, intermédiaires et revendeurs, des prix délibérés et fixés à l'amiable, de commun accord, en modérant les exigences de chacun par un appel au patriotisme ; puisqu'il est connu que l'homme ne vit pas seulement de pain, qu'il est accessible aux mobiles les plus nobles et que tel, dont les intérêts égoïstes se montreront intraitables si l'on prétend les contraindre, sera tout prêt à une besogne de pur dévouement si l'on s'adresse à son cœur.

Provoquer des envois de la part des producteurs découragés par la brusque suppression des transports et se porter garans, vis-à-vis des timides, du paiement de leurs marchandises malgré le moratorium, rechercher avec discernement et obtenir, dans le désarroi inévitable de la vie commerciale, le rétablissement des quelques trains indispensables et des horaires sans lesquels ces trains n'auraient pu être utilisés; c'est à quoi s'employa le Comité tout d'abord. Et, comme chaque saison exige un régime de transports adapté aux conditions climatériques et à la nature des denrées, comme aussi la durée des hostilités suscite des difficultés croissantes, ne fût-ce que pour la navigation maritime; et notamment pour nos relations avec l'Algérie, comme il faut concilier avec les besoins primordiaux de la Défense nationale, avec les voyages de troupes et de munitions, tantôt l'arrivage des oranges africaines *via* Port-Vendres, et le retour des emballages vides outre-mer, tantôt l'envoi des fraises du Tarn-et-Garonne et des asperges de Loir-et-Cher, on présume que ce Comité de professionnels, qui travaillent pour l'honneur, n'est pas sans affaires. Rappelons-nous que certaines denrées, certaines primeurs dont le total se chiffre par millions, sont le pain des agriculteurs qui vivent une partie de l'année sur le produit de ces récoltes de luxe.

Pendant de longs mois, l'alimentation des troupes en campagne s'était surtout composée de viande; lorsqu'on eut reconnu la nécessité de varier ce régime carné, les intendances, agissant isolément, sans unité de direction, passèrent des marchés de légumes avec de nombreux fournisseurs, qui, enchérissant les uns sur les autres, causaient une hausse injustifiée. La population civile en souffrait autant que le Trésor. Le remède proposé par le président du Comité d'approvisionnement, M. Bouat, à cette concurrence fâcheuse que l'État se faisait à lui-même, fut la centralisation des achats. D'octobre 1913 à octobre 1915, les choux aux Halles parisiennes étaient passés de 7 francs à 24 francs les 100 kilos; les navets et les carottes de 10 à 15 et 20 francs; les poireaux de 12 à 32 francs, les oignons de 18 à 38 francs.

Sitôt qu'un mandataire unique fut chargé de la totalité des fournitures militaires, la baisse se fit sentir. Ce spécialiste avisé renversa les rôles : ce furent les vendeurs, qui par lui se trouvèrent piqués d'émulation et au besoin mis en posture de solli-

citeurs. Il envoya dans les provinces des agens de renseignemens qui, sachant les offres de la culture, permirent de peser sur les prix. L'oignon étant déficitaire en France cette année, il en fit venir d'Espagne, d'Italie, d'où l'exportation n'était pas interdite, et même d'Égypte. Par centaines de milliers de kilos partent chaque jour, d'un petit bureau de la rue Sainte-Opportune, les ordres d'achat de légumes pour toute l'armée : à la Villette, où se fait le dosage destiné à chaque corps et à chaque régiment du front, ils arrivent par trains entiers de directions multiples; car ils ne sont que très exceptionnellement achetés à Paris ou aux environs.

Ce ravitaillement sagace, dirigé avec le souci d'éviter tout ce qui pourrait causer une perturbation du marché et amener une hausse factice, s'efforce de faire venir les denrées du fond des provinces, des centres éloignés qui les cultivent, où elles reviennent ainsi moins cher à l'État, en laissant pour Paris les régions plus proches. Ce type d'achats systématisés par un homme du métier peut être cité comme un palliatif à la hausse; il ne saurait toutefois l'abolir, et créer l'abondance quand il y a défaut de marchandises. Quoiqu'il soit entré en France l'an dernier 120 000 quintaux d'oignons de plus que d'habitude, leur prix avait néanmoins plus que doublé cet automne.

Souvent aussi, l'importation est pratiquement impossible : Nous ne recevons plus les lentilles de Russie, ni les haricots de Buda-Pesth; leur absence se remarque davantage que celle des foies gras de Hongrie que les marchands de comestibles destinaient à donner de la fermeté aux nôtres. Les deux millions de quintaux de légumes secs qui nous venaient annuellement de l'étranger et représentaient le double des similaires français, sont tombés à 900 000 en 1915 et, si les pommes de terre coûtent 50 pour 100 de plus, c'est que notre récolte a été inférieure d'un tiers à la moyenne des dix dernières années. Les nations voisines en ont interdit l'exportation; nous n'aurions pas grand profit du reste à les acheter au dehors; elles sont aussi chères en Hollande, en Espagne et en Italie qu'en France. Cependant, nous ne sommes pas à bout de ressources, puisque nous consommons presque autant d'oranges et de bananes que les années antérieures, sans regarder à leur prix.

Du moment que les chalutiers à vapeur, réquisitionnés, pêchaient des sous-marins au lieu de pêcher du poisson, le

poisson forcément devenait rare ; d'autant plus que, si la pêche en haute mer est tout à fait supprimée, la pêche côtière est elle-même fort gênée ; on a dû l'interdire dans les environs des ports et dans presque tous les estuaires des grands fleuves, parce que rien ne serait plus facile à un sous-marin que de s'embusquer derrière un bateau de pêche et, dissimulant ainsi son périscope aux lorgnettes qui fouillent l'horizon, de sortir brusquement de cet abri pour attaquer les paquebots ou les transports de guerre. Le personnel a disparu des ports en même temps que le matériel : le plus grand nombre des pêcheurs sont mobilisés ; il ne reste que les vieux et les mousses. Leur consolation est de gagner davantage. Le poisson de luxe a presque doublé, le poisson commun a plus que triplé : la hausse des soles, de 3 fr. 25 à 6 francs le kilo, semble raisonnable auprès du kilo de dorades ou de colins passé de 0 fr. 75 et 0 fr. 90 à 3 fr. 50 ; du kilo de raies ou de merlans de 0 fr. 50 ou 0 fr. 60 à 1 fr. 50 et 2 francs. Le maquereau, que des crieurs ambulans débitaient le long des rues dans les quartiers populaires : — « Il arrive le maquereau, il arrive ! » — à raison de 16 francs le cent, en vaut aujourd'hui 45. Tous ces poissons fournissaient avant la guerre à la population pauvre une nourriture substantielle et à bon marché.

La consommation du *poisson frais* était de nos jours à Paris vingt fois plus grande qu'il y a cent ans, — de 2 millions de kilos à 40 millions par an, — tandis que celle des *salaisons*, harengs ou morues, qui s'était fort développée en province, était tombée, depuis la fin de l'Ancien régime, de 4 millions de kilos à 900000 aujourd'hui dans la capitale. Les Parisiens voudraient-ils y revenir par économie qu'ils devraient payer la morue 80 pour 100 de plus qu'avant la guerre et qu'une boîte de 25 harengs saurs, au lieu de 2 francs en 1913, vaut 4 fr. 75. Le poisson frais est si disputé que les différentes villes l'enchérissent directement dans les ports, à la plus grande joie des gens de mer.

Scandale inqualifiable, disent les marchands évincés ! Est-il raisonnable, est-il « juste » que ce pêcheur, qui était satisfait et gagnait sa vie en vendant ses soles 3 francs, se mette à les vendre le double et encaisse ainsi un bénéfice « exorbitant ? » Remarquons que si, par une cause quelconque, ce pêcheur, réduit à céder les mêmes poissons pour trente sous au lieu de

3 francs, se voyait menacé de la misère, aucune force humaine ne pourrait maintenir sa marchandise à un taux suffisant pour le faire vivre. On en peut dire autant des cultivateurs qui réalisent en ce moment leurs bestiaux ou leurs fromages à des prix exceptionnels, ou des ouvriers dont la pénurie générale de main-d'œuvre a fait hausser les salaires. Ces privilèges occasionnels sont la contre-partie légitime, pour les uns comme pour les autres, des crises agricoles ou industrielles, des méventes ou des chômages qui sévissent à certaines heures.

Le poisson d'eau douce a, lui aussi, enchéri : les truites de 2 fr. 25 à 5 fr. 50, les brochets et les anguilles de 1 fr. 70 à 2 fr. 75 et 3 francs. La Hollande nous en envoyait avant la guerre et, en revanche, les Allemands venaient à Marseille chercher des anguilles en provenance d'Algérie ; ils les transportaient chez eux en des wagons réservoirs soigneusement aménagés, munis d'un moteur qui, pour aérer l'eau, la pompait sans relâche et la faisait retomber en pluie. L'Allemagne faisait aussi, avec des croisemens français, des élevages de carpes sélectionnées : en France, où le poisson d'eau douce ne représentait qu'un appoint modeste, les 25 000 quintaux introduits en moins (1915) sont peu de chose auprès d'une diminution *des deux tiers* dans les 500 000 quintaux de morue que nous tirions de l'étranger.

Ce n'est pas à une moindre importation qu'est due la cherté inouïe des vins ordinaires ; bien qu'au contraire de ce que l'on croit généralement et malgré les tarifs élevés de notre douane, la France achete en général plus de vins à l'étranger qu'elle ne lui en vend. Ce haut prix ne tient pas non plus à ce que le sulfate de cuivre, nécessaire à la vigne, ait manqué ; mais il a été employé à d'autres usages et, surtout, l'absence de personnel n'a pas permis de donner au vignoble les soins nécessaires.

Sur une vingtaine de millions d'hectolitres récoltés cet automne, le quart a été payé pour l'armée de 30 à 50 francs suivant le cru et le degré ; les gros négocians bien pourvus de capitaux se sont approvisionnés en hâte, ce qui leur permet de revendre le litre au détail avec bénéfice au-dessous du cours actuel de 80 francs. Cette disette de vin eût suscité un formidable mouvement d'opinion en faveur de la liberté du sucrage des vendanges, qui, dans l'occurrence, eût été profitable à tous,

si le sucre avait été à bas prix. Mais le sucre a doublé : de 37 francs à 75 francs, non compris les 25 francs d'impôt, le raffinage et le profit du détaillant, qui le portent à 1 fr. 15 ; et sans doute eût-il triplé comme le vin, si le même ministère, dont nous avons vu le rôle bienfaisant pour le blé, ne s'était fait aussi marchand de sucre.

Les résultats de son intervention sont ici moins saillans : tout simplement parce que le sucre a, sur le marché mondial, beaucoup plus enchéri que le blé, et parce que l'État n'avait aucune raison pour revendre à perte celui qu'il avait acheté au dehors. Au lieu de 700 000 tonnes dont la France disposait annuellement, sur lesquelles 110 000 provenaient de ses colonies, — le reste étant produit sur son propre sol, — nos fabriques indigènes, dont 180 sur 220 sont situées dans des départemens partiellement au pouvoir de l'ennemi, ont produit seulement 140 000 tonnes en 1915. Les envois de nos colonies et les achats faits en Amérique et à Java *par le commerce libre* s'élèvent à 350 000 tonnes. Au moyen d'un stock supplémentaire de 175 000 tonnes, dont il a fait directement l'acquisition à l'étranger, l'État est en mesure d'exercer sur les prix une action régulatrice.

Il le fait avec modération en tenant compte de son propre prix de revient et de celui des cultivateurs et industriels français, dont les frais ont augmenté parce qu'ils travaillent dans des conditions anormales. Il convenait de leur laisser une marge raisonnable, aux uns pour la vente de leurs betteraves, aux autres pour le prix de leur sucre brut. Le Ministère s'est engagé à leur reprendre le sucre invendu pour 70 francs le quintal, à la condition qu'eux-mêmes le cèdent aux raffineries à 75 francs. Tout au contraire des taxes brutales et obligatoires d'autrefois, toujours inopérantes, c'est une entente, un *trust* formé par l'État avec l'industrie privée. La spéculation disparaît, non par décret ou prescription solennelle, ce qui serait un rêve, mais parce qu'on lui enlève son objet en fournissant au public ce qu'il demande. Or le public demande 45 000 tonnes de sucre par mois, très peu de moins que si les prix n'avaient pas haussé.

Personne ne renonce à ses confitures, à ses pâtisseries, à son chocolat; nous importons 28 000 quintaux de thé, au lieu de 12 000 et 75 000 quintaux de cacao de plus qu'avant la guerre, et, — serait-ce que la chicorée est hors de prix? —

230 000 quintaux de café de plus. C'est au point que le gouvernement, trouvant la provision plus que suffisante, songerait à en interdire l'importation, pour ne pas encombrer inutilement les bateaux, et aussi pour nous contraindre à l'économie.

Il est entré en France, l'an dernier, autant de vanille et d'essence de rose, et trois fois plus de musc que d'ordinaire; ce qui prouve que la parfumerie se défend malgré la cherté de l'alcool, qui fait majorer l'eau de Cologne de 80 pour 100. L'alcool pur, en effet, a quintuplé; il vaut aujourd'hui près de 300 francs l'hectolitre; nous sommes obligés d'en faire venir d'Amérique. Quoiqu'il se soit fondé chez nous des distilleries nouvelles, nous étions incapables de fournir à nos poudreries les milliers d'hectolitres qu'elles consomment chaque jour. On sait que les poudres françaises sont faites de deux cotons nitrés à des degrés différens, délayés et mis en pâte dans un mélange d'alcool et d'éther.

V

Est-ce parce que la guerre absorbe ainsi d'énormes quantités de coton que les chiffons de cette étoffe se vendent cinq fois leur prix de naguère? Les déchets de toute sorte, laine ou coton, ont aussi beaucoup augmenté. En tout cas, si le coton brut a passé de 83 francs à 112 les 50 kilos, ce n'est pas que son prix soit plus élevé au pays d'origine; la hausse du fret, de 4 francs à 22 fr. 50, et celle du change suffisent à expliquer cet écart. Pour le tissu de coton écru la hausse est de 50 pour 100 : le mètre, qui valait 50 centimes avant la guerre, vaut 74 centimes aujourd'hui; la différence est plus grande pour les tissus blanchis ou teints, parce que les teintures manquent, l'indigo et le noir font absolument défaut.

Une grande partie des étoffes nous viennent au reste de l'étranger; malgré nos droits de douane très élevés, nous avons été forcés d'importer de la bonneterie d'Amérique. Quelle que soit l'énergie de nos industriels, — ceux de Picardie font des tricots et des chandails au son du canon, à Corbie, sur le front anglais, à Villers-Bretonneux derrière les lignes françaises, — ils arrivent à peine au tiers de leur production normale. Beaucoup sont réquisitionnés par l'intendance; les fabriques de Romorantin et d'Elbeuf ne travaillent que pour l'armée.

Les vêtemens civils tout faits, dont les stocks de l'été 1914 subsistent encore invendus dans les rayons de la nouveauté, les complets à 49 francs pour hommes ont le rare privilège de n'avoir pas enchéri. Pour les femmes, la mode a ses exigences qui les contraignent inopportunément à revenir à l'ampleur : elles sont passées, d'un costume étroit et long, à des jupes courtes et larges qui, au lieu 1 m. 40, absorbent 3 m. 60 d'étoffe; juste au moment où le drap souple, dans lequel sont coupés les costumes tailleur, a haussé de 3 fr. 75 à 7 francs. Les dames pourtant savent se restreindre sur le luxe ou le demi-luxe; dans une série de modèles de 200 francs à 20 francs, les grands magasins ont beaucoup moins de débit que précédemment pour les premiers, et bien davantage pour les seconds. Par les chiffres seuls on mesure mal la distance réelle entre la valeur intrinsèque des marchandises nouvelles et la valeur de celles qu'elles prétendent remplacer; l'on s'est en effet ingénié à diminuer la qualité pour ne pas augmenter le prix : au lieu de faire cinq lots gradués dans une balle de coton, on n'en fait plus que trois; on atténue la hausse en mélangeant au premier choix des substances un peu inférieures, et l'on opère ainsi du haut en bas de l'échelle.

Lorsqu'il s'agit par exemple des flanelles fantaisies, dites *Mic-Mac*, mélangées de coton, employées à la confection des corsages et des jupes, le prix a simplement doublé (de 1 fr. 05 à 2 fr. 10) parce qu'on a pu mettre en œuvre des matières moins pures, surtout dans le noir; de même, la draperie foulée pour hommes n'a haussé que de 5 à 8 fr. 50, grâce à l'usage de laines plus communes, qui servaient antérieurement à faire des feutres ou des tapis. Mais pour la flanelle « irrétrécissable » cotée pure laine, — elle contient en réalité 8 à 10 pour 100 de coton, qui précisément a pour effet de l'empêcher de rétrécir, — comme sa nature n'a pas changé, son prix est monté de 0 fr. 85 à 2 fr. 25.

Ici la hausse de la matière première, de la toison du mouton d'Argentine ou d'Australie, agit autant que le fret et, pour les laines travaillées en France, autant que la façon, filage et tissage, dont tous les élémens (huile, savon, combustible et main-d'œuvre) sont doublés. Manufacturée ou non, la quantité de laine dont nous disposons est d'ailleurs bien réduite depuis la guerre : il est entré 349 000 quintaux de plus qu'en 1913,

à l'état de tissus ou de fils, mais il est entré 2 millions 200 000 quintaux de moins à l'état de laine brute, c'est-à-dire le *quart seulement* de ce que nous importions. Or nous avons depuis deux ans consommé plus de laine; il s'en est porté, usé et perdu plus au front des armées que d'ordinaire dans la vie civile.

La même remarque s'applique au linge; les chemises de soldats ou les caleçons militaires ont absorbé surtout du coton; le peu de chanvre et de lin que nous avons reçu a servi aux tentes, aux sangles, aux bretelles de fusil, et autres besoins de l'intendance et des hôpitaux. Les Allemands s'étaient emparés de tous les stocks de fils et de toiles existant dans le Nord de la France et en Belgique, d'où les filatures ont presque disparu; les 1 120 000 quintaux de lin, que la Russie nous fournissait, ont manqué. Sur le chanvre, le déficit de 230 000 quintaux, broyés, peignés ou en étoupe, ne pourrait être compensé par les 300 000 quintaux de sacs en jute, importés pour les tranchées en 1915.

Si bien que le fil de lin est, suivant sa finesse (sec ou mouillé), trois et quatre fois plus cher; les toiles de ménage, à chaîne coton et trame fil ou inversement, ont plus que doublé, et un torchon pur fil devient chose précieuse. Nous revenons, en fait de linge, sinon à la pénurie de l'ancien régime où les serviettes, nappes et mouchoirs, étaient un luxe, du moins aux prix d'il y a un demi-siècle avant la révolution des industries textiles. Et nous n'avons pas, comme nos aïeux, la consolation d'avoir les chaussures presque pour rien; car, elles aussi, ont monté de 40 pour 100; et elles auraient augmenté bien davantage, faute de cuir, si l'État n'avait importé l'an dernier du dehors 102 000 selles pour notre cavalerie et 5 millions 200 000 paires de bottines ou souliers brodequins pour nos soldats.

VI

L'augmentation des prix du vêtement et de la nourriture tient pour partie à l'absence de main-d'œuvre et pour partie à la suppression des moyens de transport; cette seconde cause est le facteur principal dans le chapitre du chauffage et de l'éclairage. Un simple calcul permettra de saisir le rôle capital de la question transports dans notre vie nationale: avant la guerre,

chaque Français transportait *annuellement*, pour le charme ou la commodité de sa vie, pour mieux vendre ses produits ou acheter à meilleur compte ceux d'autrui, *treize cent mille kilos* à un kilomètre ou *treize mille kilos à cent kilomètres*. Quand je dis qu'il les transportait, j'entends qu'il les faisait transporter ou, plutôt, qu'on les transportait pour lui.

Telle était, rapportée à nos 39 millions de concitoyens, quelque modeste que fût leur rang dans l'échelle sociale, la part *moyenne* qui revenait à *chacun d'eux* dans le volume et le poids gigantesque des 50 milliards de tonnes kilométriques déplacées chaque année à leur intention par les voies ferrées, fluviales ou maritimes, sans parler du mouvement de nos routes terrestres dont il n'existe aucune statistique. Ce mouvement global de 50 milliards de tonnes, chargées, déchargées, voiturées par ou pour nous se décomposait : en 180 millions de tonnes effectuant sur nos chemins de fer un parcours de 135 kilomètres, 35 millions de tonnes accomplissant sur les canaux et rivières un trajet de 156 kilomètres et 40 millions de tonnes importées ou exportées par mer d'une distance que, pour être sûr de rester au-dessous de la vérité, l'on peut chiffrer à 500 kilomètres en moyenne, puisqu'elles venaient en égale quantité d'Angleterre et d'Amérique, faisant tantôt 30 kilomètres et tantôt 7000.

Il peut sembler extraordinaire et même invraisemblable que, pareil à M. Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, chaque Français déplaçât inconsciemment, envoyât ou apportât chaque année d'une distance moyenne de 200 kilomètres, 6 500 kilos par terre ou par eau. Cependant si l'on regarde vivre, dans le premier semestre de 1914, je ne dis pas les riches et les bourgeois, mais le plus simple paysan dans son village, on ne s'étonnera plus que, pour faire vivre comme elle vivait alors la famille qui occupait cette maisonnette, il fallût mouvoir et véhiculer un pareil poids.

Presque tout ce qu'elle consommait venait de loin et les choses mêmes qu'elle produisait sur place, comme les grains ou le bois, pour qu'elles n'enchérissent pas à l'excès, pour que le pain blanc de sa table et la bûche de son foyer ne devinssent pas, en se faisant rares, des objets de luxe qui lui échapperaient, devaient être multipliés par des apports lointains dans l'intérêt de cette famille paysanne. Il fallait que le froment du Nord vînt alimenter le Midi, que le froment de l'Amérique, de l'Inde ou

de la Russie comblât les vides de la récolte française. Si le charbon de terre n'avait pas remplacé le bois dans tous les usages industriels, si les citadins ne l'avaient pas employé de préférence comme combustible ; si, même aux champs, le maréchal, le bouilleur de cru, ne s'était servi de houille pour sa forge ou son alambic, le bois, disputé par des consommateurs plus fortunés, aurait été arraché aux campagnards.

Pour sa nourriture quotidienne cette famille rurale usait de café du Brésil, de sucre de l'Aisne ou du Pas-de-Calais, de morue de Saint-Pierre-Miquelon ou de Terre-Neuve ; le pétrole qui brûlait dans sa lampe de faïence blanche, suspendue aux solives du plafond, venait de Bornéo dans l'océan Indien ou de Bakou sur la Mer-Noire ; sa bougie était le produit de graisses internationales, peut-être de gadoues des États-Unis, désinfectées, blanchies et déshydratées par un procédé scientifique récent. Sa faucheuse était importée d'Amérique, à moins qu'elle n'eût été fabriquée par la succursale française de quelque *International Harvester*. De Lorraine venaient le fer de sa charrue, l'acier de ses essieux, de ses bandages de roues, de ses instrumens aratoires, la ronce artificielle de ses clôtures. Le lien de corde, enroulé sur le front de ses vaches, était fait avec les fibres de Manille (Iles Philippines) mariées au chanvre russe de Riga. Les poutres de son toit, les planches de son grenier étaient arrivées tout équarries et débitées de Suède et de Norvège, d'où lui venaient aussi, sous forme de sapin brut ou de pâte chimique, le papier de son journal et son propre papier à lettres. Sa chemise, son mouchoir, ses serviettes de coton venaient de la Louisiane ou du Texas, la laine de ses habits venait d'Argentine ou d'Australie et, si l'on objecte que, parmi les fournitures qui précèdent, beaucoup étaient de faible poids, on se souviendra que les milliers de kilos d'engrais artificiel qui fertilisaient ses labours ou ses prairies venaient : les nitrates, du Chili, les phosphates de l'Afrique du Nord.

Des diverses provinces françaises et même de toutes les parties du monde étaient *apportés* à ce paysan cent objets nécessaires ou utiles à son exploitation agricole, comme à sa nourriture, à son vêtement, à son éclairage personnel ; mais il n'usait pas moins des moyens de transport pour *exporter* à des prix avantageux presque tout ce qu'il produisait et qu'il n'aurait pu continuer de produire, pendant un an ou même pendant

quinze jours, si des trains entiers de chemins de fer n'étaient partis sans cesse de la station la plus voisine, chargés de ses volailles, de ses légumes, de ses fruits, de ses fleurs, aussi bien que de ses grains, de son bétail ou de son vin.

Plus les moyens de transport étaient, en temps de paix, mêlés à notre vie, plus leur collaboration nous était indispensable et plus rude fut le coup que leur paralysie, leur disparition partielle nous porta. Leur prix était une portion du prix de chaque chose, portion si réduite que, sur mer et généralement par eau, sur les fleuves et les canaux, on voiturait mille kilos de marchandises pour quelques demi-centimes par kilomètre. Aujourd'hui, les frets maritimes ont sextuplé, octuplé, décuplé ; le tarif de la navigation fluviale n'a modestement augmenté que du triple : de Rouen à Paris, ce qui coûtait 3 francs avant la guerre se paie 9 fr. 75. Les tarifs des chemins de fer n'ont pas augmenté ; mais on ne trouve plus ni péniches, ni wagons.

Certaines routes internationales sont barrées : la moitié de la consommation française en pétroles venait de Russie et de Roumanie ; depuis la fermeture des Dardanelles, nous importons exclusivement des États-Unis, moyennant un fret de 140 shillings la tonne, au lieu de 15 shillings autrefois. Essences et huiles lampantes nous arrivent prêtes à être livrées à la vente, — le raffinage, aux prix actuels du charbon et de l'acide sulfurique, serait ruineux pour l'industrie privée. — Seul, l'État importe du pétrole brut de Bornéo, parce que l'on s'est aperçu, en Angleterre d'abord, puis en France, sur les indications de la maison Deutsch de la Meurthe, que cette huile malaise contenait environ 7 pour 100 de toluène, propre à la fabrication des explosifs.

Tandis que l'éclairage enchérissait dans les campagnes par la hausse du pétrole et de la bougie (celle-ci montait de 50 pour 100), il demeurait sans variations dans les villes, où le gaz et l'électricité n'avaient pas changé de prix..., du moins pour les consommateurs. Les Compagnies, que des contrats obligeaient à fournir suivant un tarif déterminé, eurent à supporter de ce chef des pertes importantes ; quelques-unes se virent menacées de liquidation. Pour les Sociétés électriques qui produisent exclusivement l'énergie avec la houille, l'augmentation seule du charbon est plus grande que le prix

même auquel le kilowatt-heure est vendu, quel que soit le combustible employé par elles : les fines de Cardiff sont passées de 18 francs à 60, et de même les grains lavés d'Écosse ; de là, au chemin de fer métropolitain, un surcroît de débours annuel de 4 millions de francs. Sans parler de l'intérêt perdu sur le fonds de roulement improductif, qui triple avec un charbon triplé de prix. Quant aux Compagnies qui vendent à la fois lumière et force, telles que les secteurs électriques de Paris, comme la lumière se vend dix fois plus cher que la force, elles ne sont pas trop à plaindre.

Il n'en est pas de même des Compagnies de gaz, qui emploient annuellement 4 millions de tonnes de houille ; pour elles, la hausse du charbon est loin d'être compensée par le supplément qu'elles tirent de leurs sous-produits : du coke notamment, ou des huiles de goudron, dont la France, comptant sur l'étranger, avait eu le tort grave de négliger la distillation avant la guerre et qui fournissent maintenant du phénol et du crésol pour la fabrication des explosifs. Pour la Société du gaz de Paris, la réduction de l'éclairage des rues dans la capitale n'est pas, comme on pourrait le croire, une source d'économie bien sérieuse ; elle est seulement l'occasion de pétitions innombrables de la part des boutiquiers en crédit près des puissans du jour, en vue de faire rallumer le bec de gaz situé devant ou à proximité de leur porte. Quel élu du suffrage universel refuserait d'appuyer pareille demande de la part des marchands de vins de son quartier ? Quel ministre serait assez dur pour ne pas intervenir en faveur du grand restaurant qu'il honore de sa présence ?

L'éclairage des voies publiques ne représente d'ailleurs que 4 pour 100 de la consommation du charbon. L'obscurité relative où Paris est plongé chaque soir n'a pas empêché la Société du gaz de perdre l'an dernier 20 millions et demi de francs sur une vente de 332 millions de mètres cubes à 20 centimes. Cette perte de 7 centimes 35 par mètre cube oblige la Société fermière à contracter un emprunt, dont l'amortissement privera ses actionnaires pendant sept ou huit ans de leur participation à des bénéfices gagés d'avance. Il s'agit ici, comme on sait, d'une régie intéressée ; le principal bénéficiaire du gaz en temps normal est la Ville elle-même ; privée de ce revenu, elle le retrouvera sous forme d'impôt sur les ménages parisiens qui,

au nombre de 750 000, — c'est-à-dire pour la quasi-totalité, — sont aussi les abonnés du gaz.

Ces abonnés, il est vrai, ne sont pas tous dans leurs foyers : il y a présentement 11 pour 100 d'appartemens inhabités; bien des magasins éteignent de bonne heure, nul atelier ou industrie de luxe ne veille la nuit; mais aussi les abonnés préfèrent employer, pour la cuisine et le chauffage, le gaz qui n'a pas enchéri, afin d'économiser le charbon qui a plus que doublé.

La France consommait, en 1913, 63 millions de tonnes de houille, elle en produisait 41 et en importait 22. Sa production, par occupation partielle du Nord et du Pas-de-Calais, a baissé de plus de moitié; pour son importation, dont 9 millions de tonnes provenaient de Belgique et d'Allemagne, elle a dû s'adresser exclusivement à l'Angleterre. L'arrêt des industries pacifiques a réduit la consommation, mais non dans une mesure correspondante, parce qu'il a été créé ou transformé nombre d'usines de guerre toutes vouées à un travail intense. Le charbon anglais s'étant mis à hausser et les ouvriers du pays de Galles réclamant leur part de cette aubaine, la loi dite *Runciman*, du nom de son auteur, limita les bénéfices des mines à 5 shillings au-dessus des cours moyens de 1913. Cette loi ne s'appliquait qu'au marché intérieur, mais comme il fallait une autorisation spéciale pour la sortie, aux mines qui prétendaient exagérer leur prix on refusait les licences d'exportation. Pratiquement le charbon criblé Newcastle vaut actuellement au départ, rendu à bord, 21 à 23 shillings, au lieu de 14 à 16 en 1913; mais le fret qui était en moyenne de 5 shillings 6 pence est maintenant de 30 shillings.

Au fret s'ajoute presque invariablement la « surestarie, » c'est-à-dire une indemnité de tant par heure, au cas où le navire n'est pas déchargé dans le délai prévu par le contrat. La surestarie ne profite à personne; cette amende est fort loin de compenser pour l'armateur l'absence de gain du bateau qui fait un voyage au lieu de deux; c'est une perte sèche pour la collectivité, puisque ces équipages et ces navires ankylosés sont improductifs, dans un moment où l'outil manque. On constate ce paradoxe désolant : le nombre des bateaux est moindre, et pourtant les ports sont encombrés. Sur les 50 millions de tonneaux de la flotte commerciale du monde, 15 millions ont été enlevés au trafic, soit par immobilisation pour les flottes austro-

allemandes, soit par réquisition militaire pour les navires anglais et français. Et le trafic de ceux qui restent est déséquilibré par la guerre; nous avons, en 1915, importé 6 millions de tonnes de marchandises de plus et nous en avons exporté 3 millions de moins. Cette situation a mis en relief une autre contradiction singulière : les ports les meilleurs dans le monde, en Amérique comme en Europe, les ports-modèles, dotés de tous les perfectionnemens ont été aménagés par les grands entrepreneurs français, tandis que nos propres ports français ne sont pas outillés. La cause en est depuis longtemps connue : au lieu de faire des ports pour les bateaux, on a fait des ports... pour les électeurs. Si l'outillage de nos ports est défectueux, cela n'est pas dû à l'insuffisance de la somme globale qui leur a été consacrée; mais ces sommes considérables, au lieu d'être affectées au parfait agencement de quelques grands ports, ont été éparpillées tout le long du littoral pour la satisfaction de tous les intérêts d'arrondissement. Il en résultait, dès le temps de paix, que les armateurs étrangers appliquaient un tarif de fret plus élevé, lorsque les expéditions se faisaient sur les ports français auxquels ils préféraient Anvers ou Rotterdam. Qui croirait que le port à charbon de Marseille n'est pas relié à la voie ferrée?

Faute de grues, — quelques-unes à Rouen ne marchaient pas parce que, appartenant à des Allemands, elles étaient sous séquestre, — faute de main-d'œuvre, faute de wagons aussi (il nous en manque 50 000) ou de péniches et de remorqueurs, les bateaux demeurent embouteillés à Rouen, aussi bien qu'à Bordeaux ou à Saint-Nazaire, payant des 5 et 6 francs par tonne de surestarie. L'impôt sur les bénéfices de guerre, que l'Angleterre avait établi pour satisfaire l'opinion publique choquée des gains formidables de l'armement, associa l'État à ces gains, mais contribua encore à élever les prétentions des affréteurs. La tonne de charbon anglais, grevée du change de 12 pour 100, du transport maritime et fluvial et de tous les frais accessoires, revient à Paris à 120 francs, c'est-à-dire 67 francs plus cher qu'en 1913.

Seulement, le charbon français coûte moitié moins. C'est pourquoi le consommateur ne paie que 95 francs, et même certains marchands ont consenti des rabais à la clientèle populaire : la maison Bernot cède en sacs de 10 kilos, à 0 fr. 85 chacun, environ 500 000 kilos par jour de charbon criblé, dont

la manutention seule exige, pour la mise en sacs, un personnel de 250 ouvrières. De pareilles ventes au détail, à prix réduit, méritent d'être encouragées; elles sont aussi utiles peut-être que les distributions gratuites faites par la Ville de Paris d'un stock de 200 000 tonnes de charbon, que les pauvres admis à cette aumône vont prendre sur place par quantités de 50 kilos, contenant moitié poussier.

Le prix du charbon tel qu'il est vendu au public dépend en effet de la plus ou moins grande quantité de houille française, que le gouvernement concède aux marchands : celle-ci coûtait avant la guerre 15 francs la tonne, à peu près, sur le carreau de la mine. Par suite des renchérissemens du boisage des galeries et autres frais supplémentaires non spécifiés (?) que les mines en exploitation ont déclaré leur incomber, le Comité des houillères, d'accord avec l'État, a porté le prix de vente à 35 francs, puis tout récemment à 40 francs la tonne. C'est à ce taux que sont servis : les chemins de fer d'abord et naturellement toutes les usines intéressant la défense, les hôpitaux et formations militaires; par égard pour les habitudes locales, les industries situées au voisinage des mines, verreries, meuneries, fonderies, ont continué à recevoir leur combustible habituel. Pour atténuer les pertes que font les Compagnies de gaz, on leur alloue une part de leur consommation, — celle de Paris reçoit de Bruay le quart de la sienne : 1 000 tonnes par jour, — le stock disponible est ensuite réparti entre les marchands et les particuliers, suivant des règles dont un Comité officiel s'efforce de bannir tout arbitraire.

Avouerai-je qu'il n'y a pas toujours réussi? Au moyen d'« ordres de priorité, » qui absorbent en fait la totalité de l'extraction nationale, l'État se trouve investi du privilège redoutable d'avantager de 40 francs par tonne, — chiffre constituant l'écart entre les charbons anglais et français, — ceux à qui ces « ordres » sont accordés. Certains bénéficiaires en ont fait trafic; certains négocians ont revendu au prix de la houille britannique celle qu'ils avaient obtenue de France. L'administration réprime de son mieux ces abus que l'on éviterait, croyons-nous, en faisant connaître au public le détail des quantités réparties. L'État achète lui-même du combustible anglais, des cokes notamment pour nos aciéries, — 5 000 tonnes par mois sont expédiées au Creusot, — et il se charge du

transport par mer ; le fret pour la Méditerranée est si élevé que certaines usines de Marseille trouvaient profit à faire venir la houille jusque de Dunkerque par chemin de fer à travers toute la France.

VII

La crise du papier est aussi une crise de fret, puisque la pâte vient de Suède et Norvège, et une crise de charbon, puisqu'il faut 150 kilos de charbon pour faire 100 kilos de papier. La papeterie française, qui faisait normalement plus de 2000 tonnes de papier par jour, consommait donc onze cent mille tonnes de charbon par an. Pour la fourniture de ce charbon, qui valait alors 17 francs, elle avait, comme toutes les industries, des marchés avec les mines qui, du fait de la guerre, furent anéantis ; elle en passa plus tard de nouveaux à des prix supérieurs, qui ne furent pas tenus davantage.

On sait que la matière essentielle de la grande majorité des papiers est l'épicéa scandinave, tantôt râpé, moulu, réduit en poudre, — *pâte mécanique*, — tantôt mis en copeaux, dissous dans un bain de bisulfite où les fibres du bois se séparent des matières incrustantes, — pâte chimique. — La seconde coûte le double de la première et on les marie à doses variées dans la plupart des papiers, suivant qualité. On pourrait faire du papier avec d'autres essences, on l'a essayé, mais il ne vaut rien. Il a été dit à la Chambre que la France, possédant 650 000 hectares de pins de diverses espèces, devrait tirer de son propre sol les élémens de son papier, sans recourir au dehors ; seulement, on ne prenait pas garde que, de toutes les familles de résineux, l'épicéa, dont nous ne possédons peut-être pas plus de 50 000 hectares, est *le seul* propre à se transformer en papier, parce qu'il ne contient presque pas de résine ; s'il fallait désincruster de sa gomme la fibre du pin sylvestre, les frais seraient exorbitans.

La question du prix de revient domine cette industrie comme toute autre ; c'est ainsi que la hausse des charbons et le transport des bois, très onéreux dans la Baltique, ont fait renoncer nos usines à fabriquer elles-mêmes les pâtes qui, au début, avaient peu augmenté en Scandinavie. Nous-mêmes possédions des stocks, sur lesquels nous avons vécu pendant les six premiers mois de guerre. Le papier de journal valait, en

juillet 1914, 28 francs les 100 kilos ; aujourd'hui, c'est presque le prix du « bouillon, » c'est-à-dire des numéros invendus à mettre au pilon. En tout cas, les vieux papiers, qui se payaient 4 francs, sont passés à 20 francs le quintal ; les Anglais, qui n'en ont que faire parce que leurs papeteries ne les utilisent pas, nous les envoient pour nos cartonnages et autres sortes communes, dont les fabriques de cartouches font grande consommation. Pour les journaux, on ne fait pas de neuf avec du vieux, du moins en ce qui touche le papier ; on ne saurait y faire entrer plus de 3 et, au maximum, 5 pour 100 de déchets.

Les fabricans scandinaves, à qui le soufre manquait pour la pâte chimique, résilièrent leurs contrats ; la sortie de la pâte fut ensuite quelque temps interdite, jusqu'au règlement de la question des tourteaux. Les Alliés, ayant reconnu que les tourteaux d'huile importés en Suède pour l'alimentation du bétail glissaient partiellement en Allemagne, suspendirent tout envoi de cette nature ; à quoi la Suède répondit par une prohibition de sortie de ses pâtes à papier, jusqu'à ce que nous fussions tombés d'accord sur l'expédition annuelle des 20 000 tonnes de tourteaux estimés par elle nécessaires pour son propre usage. Entre temps, le change avait monté de 20 pour 100 ; le fret, de 6 francs la tonne pour la pâte mécanique et de 13 francs pour la pâte chimique, était passé à 42 et 65 francs. Telle compagnie norvégienne de navigation a distribué, pour le dernier exercice, un dividende de 200 pour 100 ; ses actionnaires ont en un an triplé leur capital, bien que la quantité de cellulose importée fût tombée de 4 millions 600 000 tonnes, en 1913, à 2 millions 800 000 en 1915.

Notre Parlement, en vue de favoriser les arrivages, a supprimé le droit de douane de 10 francs ; cette mesure transitoire, qui cessera trois mois après la fin des hostilités, sans quoi la Suède et même le Canada, disposant de la houille blanche et du bois à pied d'œuvre, auraient tôt fait de ruiner la papeterie française, n'a pas donné les résultats espérés. Le prix des papiers a continué à s'élever et leur production à décroître : notre plus forte manufacture fait exactement la moitié de ce qu'elle faisait il y a deux ans. Faute de main-d'œuvre et de matières, faute de toiles métalliques aussi, dont les papeteries ne peuvent se passer, nombre d'usines sont arrêtées.

La situation est la même partout, moins grave pour les papiers de luxe ; — on pourra toujours écrire des lettres, faire des cigarettes ou des billets de banque ; — mais, pour le journal, les sacrifices de certains fabricans en faveur de leur clientèle ne suffiront peut-être pas à maintenir le papier à discrétion. Le rationnement nous guette, par voie de diminution obligatoire et légale des formats, qui nous réduirait tous, écrivains et public, à cette nécessité cruelle de dire tout et de tout lire en moins de phrases...

Tous aussi sans doute nous serons amenés, par le souci des intérêts supérieurs de la patrie et sans que l'État ait besoin d'intervenir par voie de prohibition douanière, à consentir certaines restrictions dans celles de nos dépenses qui ne sont pas de première nécessité. Cette revue sommaire des prix, en pénétrant les causes de leur augmentation, nous a permis de constater avec plaisir que nos concitoyens, tout en gémissant sur la cherté, ne se soucient pas de « vivre de privations, » suivant le dit vulgaire, et qu'ils ont été jusqu'ici assez riches pour vivre autrement. Mais toute richesse s'épuise ; le change doit nous avertir que nous vivons sur notre capital.

L'Anglais, qui avait des affaires et de l'argent, est moins touché que les autres belligérans ; le Français, qui avait plus d'argent que d'affaires, est en bien meilleure position que l'Allemand, qui, avec plus d'affaires que d'argent, souffre davantage de l'arrêt des affaires et a moins de quoi vivre sur son fonds. Quant à l'Autriche-Hongrie, qui n'avait ni affaires ni argent, du moins à un degré comparable aux autres, son change est aussi le plus malade. Avec notre main-d'œuvre et notre industrie paralysée, avec l'importation plus difficile et plus chère, nous aurions tort de continuer à envoyer tous les mois 500 millions de francs à l'étranger. Nous avons jusqu'ici nargué le renchérissement que nos achats mêmes multiplient ; il sera raisonnable de réserver toutes nos ressources pour la Défense nationale et de nous résigner tous à l'économie. Il n'est, en ces heures tragiques, d'autre prodigalité recommandable que celle des obus.

G. D'AVENEL.

LA NOUVELLE GUERRE SOUS-MARINE

C'est le 15 mars que devait commencer « le renforcement de l'action allemande contre l'Angleterre au moyen de la guerre sous-marine, » de manière que les neutres, prévenus un mois environ à l'avance, pussent éviter, à la fois de prendre passage sur des navires appartenant à l'un des belligérans ennemis de l'Empire et de traverser, sur quelque bâtiment que ce fût, la « zone de guerre, » — les eaux anglaises, la Manche, le golfe de Gascogne, — délimitée depuis l'an dernier déjà par l'amirauté de Berlin. Mais nos ennemis ne s'embarrassent pas plus des dates qu'ils fixent eux-mêmes que de toutes autres conventions. Depuis plusieurs semaines déjà, ils ont jeté à la mer des paquets de mines dérivantes qui ont causé un assez grand nombre de sinistres et, il y a quelques jours, le 9 mars, en même temps que notre *Louisiane*, ils torpillaient un voilier norvégien, le *Silius*, tout près du Havre. Bien entendu, *sans avertissement préalable*, ce qui est la caractéristique précise, indiscutable, de l'acte de piraterie (1).

Mais laissons là les discussions désormais inutiles sur ce dernier point. Ne nous occupons que de fixer les traits essentiels des procédés allemands, *au point de vue technique*, dans la nouvelle phase de la guerre sous-marine où nous entrons. Nous verrons ensuite quels moyens d'action on peut mettre en jeu pour limiter le plus étroitement possible les conséquences d'un mode d'attaque qui, — on s'en aperçoit maintenant, — pourrait en entraîner de vraiment fâcheuses.

(1) Au moment où je termine cette étude, on apprend le torpillage, vraiment inouï, cette fois, d'un grand paquebot neutre, le hollandais *Tubantia*, coulé tout près de ses côtes, sans qu'il ait même pu voir autre chose, en raison de la brume, que la torpille qui venait le frapper.

Pour rendre à l'Angleterre et à nous-mêmes blocus pour blocus, les Allemands, dont les bâtimens de surface ne sauraient, même momentanément, être maîtres de la mer, prétendent rendre intenables les eaux des alliés de l'Ouest, d'une part en y multipliant les attaques de sous-marins, de l'autre en y semant des mines automatiques, non plus des mines *fixes*, retenues sur le fond par des *crapauds de mouillage* auxquels les relient un câble en acier ou une chaîne, mais des mines *libres*, abandonnées au fil de l'eau et qui errent inertes, aveugles, jusqu'au moment où une carène quelconque, amie, neutre ou ennemie, vient les heurter.

Occupons-nous d'abord de la multiplication des attaques de sous-marins. Deux moyens se présentaient à l'esprit de nos adversaires pour obtenir ce résultat : multiplier l'engin lui-même en le laissant tel qu'il était dans la première phase de la guerre sous-marine, c'est-à-dire avec le déplacement *maximum* de 800 tonnes environ en surface et 1 100 ou 1 200 en plongée, ou bien le rendre beaucoup plus puissant, plus « offensif, » plus destructeur, en somme, en augmentant son déplacement, ce qui permettait de lui donner plus de vitesse, un plus grand rayon d'action, 4 canons au lieu de 1 ou 2, 4 tubes et de 8 à 12 torpilles, au lieu de 2 ou 3 avec 6 torpilles, au plus.

C'est à ce dernier parti que l'on s'est arrêté dans les conseils de la marine allemande, et peut-être a-t-on eu raison.

A se borner, en effet, à multiplier les exemplaires du type U_{21} ou du type U_{28}, il y avait l'avantage de peu donner au hasard, puisque ces types avaient fait leurs preuves, et aussi celui, au cas de destruction, de limiter l'étendue de la perte, en personnel comme en matériel. Mais il y avait de sérieux inconvéniens. D'abord il fallait multiplier, au préalable, les cales et les chantiers de construction, assez étroitement spécialisés ; il fallait demander aux usines allemandes, suisses, danoises, suédoises, un très grand nombre de moteurs fort délicats, dont la production ne peut guère être « intensifiée » sans risques sérieux, au point de vue de la solidité et de la sûreté de fonctionnement ; il fallait surtout créer de nombreux équipages et former rapidement, — car la consommation était grande, fréquentes étaient les captures et encore plus les « disparitions, » — des commandans, des officiers, des mécaniciens capables de bien manœuvrer un sous-marin, de lui

faire donner tout son rendement militaire, de supporter enfin les extrêmes fatigues physiques et morales de l'existence la plus anormale et la plus dangereuse qui soit, à tous égards.

Ensuite on était obligé de reconnaître que la perfection relative de certaines méthodes de destruction des submersibles employées par les marins alliés rendait fort désirable une augmentation sensible du rayon d'action en plongée, ou, si l'on veut, de la durée maxima de ce genre de marche entre deux émersions consécutives, tandis que l'extension continuelle des théâtres d'opérations, en même temps que les difficultés croissantes des ravitaillemens clandestins, conduisait à porter le plus loin possible le rayon d'action en surface. Or, ces deux avantages ne pouvaient être obtenus que par l'accroissement très marqué du tonnage.

Ce n'est pas tout. Si l'on voulait vraiment pousser les opérations des sous-marins contre l'Angleterre et ses alliés jusqu'au point où le ravitaillement de ces Puissances (le mot de ravitaillement étant pris dans son sens le plus large) serait sérieusement compromis, il fallait, de toute évidence, user du canon contre la foule des « cargo-boats, » en réservant les torpilles pour les grands paquebots ou les navires de guerre ; et il était donc nécessaire d'avoir des soutes à obus bien approvisionnées, ce qui représente du poids et exige du déplacement.

Enfin, ce n'était pas seulement des torpilles et des obus que l'on entendait se servir : la rage de voir les « magnifiques succès » des armées allemandes annihilés par l'action lente, mais sûrement efficace, du blocus économique, avait fait passer sur les quelques restes de scrupules qui pouvaient persister dans la conscience des violateurs de toutes les lois internationales, et l'on s'était résolu, comme je le disais plus haut, à mettre en jeu, d'une manière tout à fait contraire aux prescriptions de la conférence de La Haye (1), les mines libres ou dérivantes, lesquelles ne peuvent être théoriquement employées que dans une action de guerre de durée limitée et doivent couler automatiquement une heure après avoir été jetées à la mer. Or, quel meilleur véhicule et mouilleur de mines que le sous-marin, qui sème ces dangereux engins à peu près comme il veut et où il veut, puisqu'il agit sans être vu? Il fallait, par conséquent, donner

(1) Convention VIIIe : 18 octobre 1907.

des mines aux nouveaux submersibles et leur en donner le plus possible; et. bien que la mine libre fût moins encombrante, moins lourde que la mine fixe, puisqu'elle n'a ni crapaud de mouillage, ni câble de retenue, c'était pourtant une notable augmentation d'espace et de poids disponibles que le marin allemand demandait au constructeur.

Je ne dis rien de la vitesse : on veut toujours, toujours aller plus vite, et il est bien rare que, dans la succession des types, la courbe d'accroissement de cette précieuse, mais coûteuse faculté présente des points de régression. Ne fallait-il pas, du reste, être assuré de ne point laisser échapper un paquebot rapide, et déjà, le 5 mai 1915, le capitaine Max Müller, directeur à New-York du *Norddeutscher Lloyd*, ne disait-il pas à un rédacteur du *New-York Herald :* « Nous aurons sûrement la *Lusitania*. Elle n'est pas aussi rapide que certains de nos sous-marins; » ce qui était faux, d'ailleurs, mais ne le serait peut-être pas aujourd'hui (1)?

Ainsi se trouvait-on logiquement amené, en dépit des inconvéniens que présentent pour les opérations côtières des submersibles qui ne peuvent plonger que par des fonds de 25 à 30 mètres (2), à adopter la seconde des deux solutions qui sollicitaient l'attention des autorités dirigeantes de la marine impériale, celle de la création du sous-marin géant, du sous-marin *dreadnought*, s'il est permis d'accoupler de la sorte les désignations usuelles des deux irréconciliables adversaires.

Mais quand nous disons « sous-marin géant, » que faut-il au juste entendre par là; et enfin, s'il y a sous-marin géant, en effet, à combien d'exemplaires ce type a-t-il pu être reproduit?

La réponse, une réponse précise du moins, n'est point aisée à ces deux questions. L'imagination s'est déjà donné libre carrière au sujet de la taille des nouveaux submersibles allemands, au sujet de leur déplacement total et de leur armement offensif et défensif. Des marins danois affirmaient, il y a deux ou trois mois, avoir vu un sous-marin dont la longueur atteignait au moins cent mètres et qui devait déplacer plusieurs

1 Rappelons-nous que la *Lusitania* a été torpillée alors qu'elle ne filait que 17 nœuds. Je cite le propos significatif du capitaine Max Müller, d'après le livre si intéressant de M. Olivier Guihéneuc : *Dreadnoughts ou submersibles*, qui a paru, au commencement de cette année-ci, chez Perrin et Cie.

2) Voyez à ce sujet, mon étude sur *la Variété des types de sous-marins* dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 novembre 1915.

milliers de tonnes. Un peu plus tard, on parla d'un déplacement de 5000 tonnes, — 5000 tonnes! Autant que les derniers croiseurs du type « des villes d'Allemagne, » quelques centaines de tonnes de plus que nos anciens croiseurs cuirassés du type *Chanzy*, — et enfin un auteur anglais, qui semblait d'ailleurs assez documenté, a pu dire que les nouveaux submersibles allemands étaient des « sous-marins-monitors, » ce qui signifie tout simplement qu'ils portent deux ou quatre bouches à feu d'assez fort calibre sous tourelles (ou, plus probablement, sous capots d'acier à l'épreuve des petits projectiles), car les facultés essentielles des monitors n'ont rien à démêler avec celles des sous-marins.

Mais cependant, que faut-il croire? Faut-il admettre les 5000 tonnes? Je ne le pense pas. Non que l'idée de pousser jusque là et de frapper une fois de plus les imaginations par l'inattendu autant que par le « colossal » n'ait pu germer dans les cerveaux surchauffés de nos adversaires; mais leurs ingénieurs et nombre de leurs marins auraient certainement opposé tout de suite à cette conception l'énumération de difficultés pratiques qui ne seront pas de sitôt résolues, si elles le sont jamais. Il se peut, du reste, que ce chiffre de 5000 tonneaux s'applique à un type très différent de celui du submersible, à un type tout à fait nouveau de bâtiment de combat très bas de plat-bord, qui, susceptible de s'enfoncer au moyen de *water-ballasts* jusqu'au ras de l'eau, aussi bien en vue d'agir par surprise qu'en vue de se protéger contre l'artillerie, pourrait recevoir la dénomination d'*immersible*. Mais laissons pour le moment ces spéculations et, faute de renseignemens plus précis, plus satisfaisans, n'attribuons pas aux navires de plongée les plus récens de l'Allemagne un déplacement supérieur à celui de 2000 ou 2500 tonneaux. Le « progrès, » — toutes réserves faites en ce qui concerne le point de vue technique, — serait déjà considérable (1). Et bornons-nous à reconnaître que les facultés offensives de ces sous-marins du large seraient d'un ordre beaucoup plus élevé que celles de leurs prédécesseurs.

(1) Il faudrait, pour être complet, parler des projets, très audacieux comme conception, de l'ingénieur russe Shuravieff et des ingénieurs italiens Cuniberti et d'Adda. Cela m'entraînerait trop loin. Le lecteur qui s'intéresserait particulièrement à ce sujet consulterait avec fruit l'ouvrage que je citais tout à l'heure, *Dreadnoughts ou submersibles* de M. O. Guihéneuc.

Mais encore, combien sont-ils? Un calcul a été fait récemment, qui semble offrir de sérieuses garanties de justesse, au sujet de l'effectif actuel des sous-marins allemands. Il y en aurait une quarantaine, tous types compris, depuis ceux, bien peu nombreux sans doute aujourd'hui, avec lesquels commencèrent, en août et septembre 1914, les opérations de la guerre sous-marine dans le golfe allemand de la mer du Nord, jusqu'aux géans actuels. Quant à ceux-ci, en particulier, — j'entends les bâtimens de 2 000 à 2 500 tonnes, — il semble difficile qu'il y en ait plus de cinq ou six. Le gros de la flotte sous-marine dont disposent en ce moment nos adversaires doit se composer surtout d'unités de 900 à 1 000 tonnes en surface et de 1 200 à 1 250 tonnes en plongée, appartenant au type des 14 submersibles mis en chantier en 1914 (les U_{39}—U_{53}), dont voici les caractéristiques : longueur, 82 mètres; vitesse $\frac{20^n}{12^n}$; moteur de surface à vapeur, peut-être, en même temps, moteur de plongée, grâce à des chaudières accumulatrices; 4 tubes pour 10 torpilles de 550 millimètres; 4 canons de 88 millimètres (projectile de 11 k.); 10 ou 12 mines automatiques (1); distance franchissable : 3 000 milles environ.

Mais n'oublions pas que les Allemands ne sont pas gens à s'arrêter dans leur effort. On sait assez qu'ils ne se reposent point sur les positions conquises. S'ils ont commencé à faire des 2 000 tonnes, ils continueront et dans quelques mois auront su doubler le chiffre que je fixais tout à l'heure. En tout cas, soyons assurés, — pour en revenir au point essentiel, — qu'avec les sous-marins de 1 000 tonnes comme avec ceux de 2 000, le nombre des attaques sera sensiblement augmenté. A nous de nous ingénier, comme je le dirai tout à l'heure, pour que le nombre des *coups efficaces* n'augmente pas en même temps.

Voyons maintenant la question des mines dérivantes.

L'engin n'est pas nouveau, certes. Peut-être est-il antérieur

(1) D'après certains renseignemens, ces petites unités porteraient beaucoup plus de mines libres, à la vérite d'un modèle relativement petit. En revanche, les grands sous-marins de 2 000 à 2 500 tonnes n'en auraient pas, étant assez étroitement spécialisés pour le tir des torpilles automobiles et celui du canon. Cette dernière assertion me parait difficile à admettre.

au sous-marin qui, lui-même, date de la fin du XVIIIe siècle, ce qui ne laissera pas de surprendre quelques personnes. Mais ne parlons que de la guerre actuelle et rappelons que c'est à une mine dérivante, — probablement une mine du type Léon, — qu'est due la perte du *Bouvet* dans les Dardanelles, il y a juste un an, le 18 mars 1915. Rappelons aussi que, dans l'hiver de 1914-1915, à l'époque où il se produisait encore quelques rencontres dans la mer du Nord entre bâtimens anglais et bâtimens allemands, ces derniers, quand ils battaient en retraite, ne manquaient pas de laisser tomber dans leur sillage des mines libres auxquelles ils confiaient le soin de les débarrasser de l'étreinte de leurs adversaires. Le procédé réussit au moins une fois, mais seulement sur un bâtiment léger.

Dans les deux cas, on ne pouvait reprocher expressément à la mine allemande de violer les dispositions des lois internationales. L'emploi de ces engins est, en effet, autorisé ou du moins toléré quand il s'agit d'un combat naval entre navires de guerre, ou entre ceux-ci et des fortifications côtières, parce que des actions de ce genre s'enferment dans d'assez étroites limites de temps et de lieu. Encore, pour bien marquer ses intentions, le législateur a-t-il soigneusement spécifié que toute mine libre devait être disposée de manière à couler spontanément, automatiquement, au bout d'une heure de séjour dans l'eau, comme je le disais tout à l'heure.

Il ne peut donc y avoir de doute : la mine libre est une arme exclusivement destinée à la destruction de *l'ennemi armé* dans les limites précises de l'action de guerre engagée contre cet ennemi. Dans aucun cas, cette arme ne doit être employée contre l'ennemi non armé, le bâtiment marchand. Bien moins encore, s'il est possible, a-t-on le droit de mettre à l'eau cette mine sans autre objet déterminé que celui de provoquer un sinistre quelconque dont le neutre, comme le belligérant, peut être victime. Enfin, il est évidemment contraire à toutes les lois aussi bien qu'aux plus simples notions d'humanité de se servir de mines dépourvues du système de sécurité prescrit, de mines qui, par conséquent, resteront longtemps offensives, — des mois, des années peut-être! — et qui, fort loin du point où elles auront été mouillées, iront frapper, bien après la conclusion de la paix, des navigateurs sans défiance, des pêcheurs qui relevent leurs filets.

Or, c'est tout justement ce que font en ce moment nos ennemis. Partant de cette idée simple, et d'ailleurs fausse, que le blocus à peu près hermétique, — je dis à peu près! — qui les enserre de tous côtés est illégal et abusif; oubliant ou feignant d'oublier, d'abord que la mise en jeu de la force navale britannique a été la conséquence immédiate de la violation de la neutralité belge, ensuite que, dès les premiers jours du conflit et même avant tout acte d'hostilité de la part des Anglais, ils ont semé de mines automatiques, fixes celles-là, toutes les routes de navigation de la mer du Nord, ce qui est aussi contraire aux conventions de La Haye que l'emploi de mines dérivantes constamment offensives, les Allemands se déclarent autorisés à passer outre, une fois de plus, aux tractations solennelles qui portent les signatures de leurs hommes d'État (1). Et par une inconséquence singulière, alors qu'ils ne manquent aucune occasion d'affirmer l'inefficacité de ce blocus et leur foi absolue dans leur victoire finale, d'une part ils s'efforcent d'émouvoir les neutres en leur peignant les ravages causés par les privations au sein des populations « innocentes » de la pacifique Allemagne, de l'autre ils proclament qu'en essayant d'affamer les populations, l'Angleterre et ses alliés ont mérité tous les genres de représailles. Soit! mais les neutres, ces neutres qu'on veut apitoyer pour qu'ils pèsent sur nos résolutions, ces neutres dont on a tant besoin et qu'il faudrait ménager si soigneusement, sont-ils donc condamnés comme nous, et a-t-on trouvé le moyen d'obliger la mine dérivante à distinguer entre une carène anglaise et une carène suédoise? Il ne semble guère, à ce qui s'est passé déjà.

Aussi bien, je le répète, ne discutons pas : c'est inutile. On ne discute pas avec un animal enragé, on l'abat. Mais avant d'en venir à ce point de la question, recherchons jusqu'où peuvent aller les ravages causés par la bête. Et d'abord, avons-nous une idée du nombre de mines libres qui peuvent être mouillées par exemple dans les eaux britanniques et franco-britanniques? C'est fort difficile. Cependant, si les sous-marins des types de 1913-1914-1915 portent une douzaine de ces engins, ce qui fait que, dans chacune de leurs sorties, —

(1) Convention VIIIe déjà mentionnée; article 2 : il est interdit de placer des mines automatiques de contact devant les côtes et les ports de l'adversaire dans le seul dessein d'intercepter la navigation de commerce.

mettons d'une durée de quinze jours ou trois semaines, — ils en peuvent jeter à la mer 300 ou 400, les grands submersibles tout récens doivent en prendre au moins une soixantaine, ce qui double le total. Voilà donc 800 mines au moins, mises à l'eau tous les mois. Mais n'imaginons pas que l'état-major de Berlin ne confie qu'aux seuls sous-marins la mission de venger ainsi « les victimes de la cruauté britannique. » Déjà, au début de la guerre, il avait été à peu près établi que des vapeurs neutres, des « cargos » de très pacifique apparence avaient été chargés de semer des mines automatiques fixes sur certains points très fréquentés des mers anglaises et même dans les passes des grands ports, tels que Glasgow, Liverpool, Newcastle et Londres même. A supposer que de telles pratiques, évidemment fort dangereuses pour les équipages qui, moyennant de fortes sommes, consentaient à jouer un tel rôle, aient à peu près cessé pendant la période où l'Allemagne comptait absolument sur le succès de la campagne des sous-marins, il est logique d'admettre aussi que ces pratiques vont reprendre, maintenant qu'il faut, sans marchander, tout mettre en œuvre pour réussir. D'ailleurs, il est beaucoup plus facile à un simple « cargo » de jeter à la mer, sans plus d'études et de précautions, des mines libres que de mouiller des mines fixes d'après un plan déterminé. Il suffit, dans le premier cas, de « semer » les engins à peu près sur l'aire convenue, en face de telle ou telle pointe, à l'ouvert de telle ou telle baie, par tels ou tels degrés de longitude et de latitude. Enfin, moins encombrantes, plus simples, les mines libres peuvent être plus aisément dissimulées, ce qui est fort important, en cas de visite.

Il y a encore autre chose. On sait que les Allemands reprennent goût à la guerre de croisière, conduite avec des paquebots rapides, armés en corsaires, mais commandés par des officiers de la marine de l'État, avec quelques canonniers, des torpilleurs, des électriciens pour la T. S. F., des timoniers, etc. Enchantés des résultats inespérés des courses de la *Moewe* dans l'Atlantique, très fiers que ce « blockade runner » ait pu rentrer à Wilhelm'shaven sans être intercepté par les croisières anglaises (1), ils ont fait aussitôt prendre la mer à deux nou-

(1) La *Moewe* a fait un très grand tour par le Nord, du côté des Féroé : elle est ensuite descendue vers le Sud en longeant la côte de Norvège, puis celle de la presqu'île Cimbrique, celle-ci de très près. Il y a là des indications intéressantes

veaux croiseurs auxiliaires qu'ils tenaient prêts à partir. On a signalé le passage de ces bâtimens dans la Manche, en vue du cap de la Hève, et on a émis l'opinion qu'ils auraient très bien pu jeter des mines dérivantes dans ces parages où il s'est produit, en effet, très peu de temps après, de pénibles accidens. Rien n'est plus probable. Ces paquebots armés emportaient certainement un bon nombre d'engins de l'espèce. Ils n'ont pas manqué de se dessaisir de quelques mines en notre faveur.

N'essayons cependant pas d'établir des chiffres qui puissent représenter les résultats de la mise en jeu de ces deux dernières catégories de moyens, en ce qui touche le nombre des mines libres jetées à la mer. Ces chiffres varieraient beaucoup, d'un mois à l'autre; et il faut ajouter que le nombre des bâtimens de surface susceptibles de se livrer d'une manière vraiment utile à ce genre d'opérations restera probablement restreint.

Tant il y a que l'on peut tabler, il me semble, sur un nombre global, — et maximum, — d'un millier de mines mises à l'eau par mois. Cela paraît considérable. 12000 mines semées dans une année! Il semble qu'il y ait de quoi faire sauter tout ce qui vogue sur la mer. En réalité, c'est assez peu de chose et le danger n'est point si grand qu'on pourrait le croire. Il faut penser à la quantité des mines qui seront emportées au large par les courans et qui se perdront dans l'immensité des espaces. Beaucoup d'autres, au contraire, viendront atterrir et seront aussitôt détruites. Les pêcheurs, bon gré mal gré, — et non sans péril, d'ailleurs, — en captureront un bon nombre dans leurs filets. C'est déjà arrivé maintes fois. Le réglage de l'engin, au surplus, n'est point si aisé. Son appareil hydrostatique ne fonctionnera pas toujours exactement (1). Ou bien la mine enfoncera trop et deviendra, par là, inoffensive, ou bien, naviguant en surface, elle sera plus facile à découvrir et à couler. Même si elle explose au contact d'une carène, dans cette dernière position elle fera beaucoup moins de dégâts, faute de bourrage convenable et l'avarie sera moins grave, étant voisine de la flottaison du navire. Enfin, n'imaginons pas que tout

(1) Peut-être n'ont-elles pas toutes d'appareil hydrostatique. Dans ce cas, le maintien à la profondeur voulue, — de 3 à 5 mètres, — nécessaire pour obtenir de bons effets de bourrage, ne peut être garanti que par l'emploi d'un *flotteur* quelconque. Mais un flotteur, par définition, devient visible pour des observateurs attentifs.

bâtiment atteint sera un bâtiment détruit. Toutes les mines n'explosent pas; toutes les explosions ne sont pas mortelles.

Il n'en est pas moins vrai qu'il y a là un sujet de sérieuses préoccupations : de préoccupations immédiates et de préoccupations pour l'avenir, car ceux de ces engins qui n'auront pas explosé, ou qui n'auront pas été capturés, détruits, coulés à fond, resteront pendant des années dangereux pour la navigation. On l'a bien vu dans le Pé-tchi-li, dans les mers de Chine et du Japon, après la guerre de 1904, où il ne s'agissait cependant que de mines fixes qui, accidentellement, avaient rompu leur câble de retenue et flottaient en surface...

*
* *

Ainsi donc, il y a des accidens à craindre et, au demeurant, il s'en est déjà produit, et de fort douloureux.

Comment peut-on y parer?

S'il ne s'agissait ici que de la logique pure, ou même si l'on pouvait toujours régler sa conduite suivant les principes les plus élevés, les plus incontestables de l'art de la guerre, la réponse ne serait guère douteuse. Ce serait celle que je faisais ici même, il y quinze mois, lorsque la question se posait à propos des sous-marins et que je disais : « C'est à l'origine du mal qu'il faut remonter, c'est dans leurs cavernes qu'il faut aller chercher les pirates, c'est à la côte allemande qu'il faut frapper. »

Remarquons par parenthèse qu'il n'était pas nécessaire, — il ne le serait pas davantage aujourd'hui, d'ailleurs, — d'entreprendre des attaques à fond sur les divers ports de cette côte, encore moins de pénétrer de vive force dans certains estuaires que l'on peut supposer bien défendus, s'ils ne sont pas, certes, inexpugnables. Il ne s'agissait que d'un blocus rapproché, méthodiquement organisé, point par point, en commençant par l'Ems et par Borkum, — car l'existence de ces îles frisonnes le long du littoral allemand constituait un précieux avantage pour le bloqueur (1). Et ce blocus, comportant l'emploi le plus large des mines fixes et des filets, pouvait être tenu à faible distance de la côte par les bâtimens légers, soutenus plus au large par les croiseurs, ceux-ci s'appuyant eux-mêmes sur une dernière ligne, celle des unités de combat. Quant à la Baltique, on ne

(1) Voyez l'étude sur *Les Îles de la côte allemande* dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er septembre 1915.

voit pas ce qui pouvait empêcher les Alliés d'en garder rigoureusement les issues, du côté du Nord et notamment le Sund, par des procédés analogues à ceux que les Allemands emploient justement aujourd'hui pour en fermer les portes, du côté du Sud. Le Sund est beaucoup plus étroit, du reste, du côté du Cattégat que du côté de la Baltique ; le Petit Belt aussi. Quant au Grand Belt, il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour reconnaître qu'il peut être aisément « contrôlé » quand on tient le Samsö Belt, qui n'a que 15 kilomètres ou 8 milles marins de largeur.

Mais tout ceci n'est que spéculation pure. Il est entendu, bien entendu que les Alliés ont adopté une ligne de conduite générale, une méthode de guerre navale qui excluent les opérations du genre de celles que je viens d'esquisser. Ont-ils eu raison, ont-ils eu tort, c'est ce qu'il est inutile de rechercher en ce moment, d'autant que les convictions sont faites depuis longtemps et que, seule désormais, l'histoire pourra départager les partisans des deux stratégies, l'active et l'expectante.

Ce point réglé et la thèse admise sans arrière-pensée qu'il nous suffit de nous défendre chez nous, sur nos côtes, dans nos mers, reconnaissons que nous ne sommes point désarmés complètement contre un adversaire aussi audacieux que dépourvu de scrupules. Seulement, il faut que mes lecteurs me permettent de ne pas m'étendre, — ils comprendront aisément pourquoi, — sur les modalités nouvelles qui correspondront, dans les procédés de défense, aux modalités nouvelles que les Allemands introduisent dans leurs procédés d'attaque.

Contentons-nous donc de dire, par exemple en ce qui touche les nouveaux sous-marins, les submersibles géans, que si l'on veut pratiquer à leur égard la méthode de recherche qui a souvent réussi à l'égard de leurs devanciers, il faut évidemment tenir compte à la fois de l'augmentation très sensible de leur puissance militaire et de la faculté précieuse dont ils doivent jouir de prolonger, bien au delà des limites admises jusqu'à ce jour, la durée de leurs marches en plongée. A ces deux avantages on ne peut répondre que par un accroissement très sensible aussi de la puissance, de la vitesse et surtout peut-être de « l'endurance » des bâtimens de surface appelés à poursuivre ces nouveaux adversaires. J'ajoute que s'il est exact, — on en doute encore, — que, chez quelques-uns de ces derniers le

problème ait été résolu de l'adaptation d'un moteur unique aux exigences des deux modes de navigation d'un submersible, en surface et en plongée, il ne faut guère plus compter que sur le hasard ou sur une avarie (1) pour pouvoir surprendre le sous-marin en flagrant délit d'émersion imprudente.

Mais il existe, heureusement, d'autres moyens que celui auquel je fais allusion de se débarrasser peu à peu de nos dangereux ennemis. N'y en eût-il pas en ce moment même qu'il s'en découvrirait bientôt, à mesure que seraient mieux connus les qualités et aussi les défauts, — car ils en ont nécessairement! — de ces nouveaux navires de plongée. Avant de porter la botte décisive, le duelliste avisé tâte son adversaire et en étudie les points faibles. L'un de ces points, quand il s'agit du grand submersible, c'est, j'y insiste encore, l'impossibilité où il est de plonger par les petits fonds, ou, si l'on préfère, les dangers qu'il court dans cette opération et la lenteur qui en résulte pour ses manœuvres.

En revanche, il faut faire attention que si les torpillages étaient plus à craindre, pour la période précédente, dans les mers fermées et aux atterrages qu'en plein Ocean et loin des côtes, il n'en sera plus de même dans la phase où nous entrons. Le submersible géant est essentiellement le « croiseur sous-marin du large » et il opérera, suivant la logique de la mise en œuvre de ses facultés, sur toute la longueur des routes de navigation qui relient, par exemple, l'Europe à l'Amérique du Nord.

Seulement, là, le remède se trouve à côté du mal. Sur la mer, sur la vaste mer du large, *tout est chemin* et il n'est que d'abandonner résolument, — quitte à rester en route un peu plus longtemps, — ceux qu'une longue pratique de la navigation économique traçait aux compagnies, aux armateurs et aux capitaines. Le chemin le plus sûr sera préféré au chemin le plus court; ce qui n'empêchera d'ailleurs pas de distribuer sur celui-ci, de distance en distance, des groupes de bâtimens de surveillance d'un type approprié.

(1) Il est d'autant plus permis de faire état d'une chance de cet ordre que, d'une part, les solutions des problèmes qu'il a fallu résoudre pour la mise en service de ces nouvelles unités ont été forcément très hâtives et par conséquent « approchées; » de l'autre, que la valeur technique des équipages a certainement subi un sérieux déchet depuis vingt mois.

Quant aux mines dérivantes, outre qu'il conviendra d'exercer le contrôle le plus rigoureux sur tout cargo-boat « neutre » qui, venant des mers du Nord de l'Europe, traversera nos eaux ou relâchera dans nos ports, outre qu'il conviendra, — et non pas seulement au point de vue de la guerre sous-marine, — d'organiser des croisières assez serrées dans la mer du Nord pour que les paquebots armés comme la *Moewe* soient à peu près sûrement interceptés à une journée de marche de leur base, il faudra nécessairement perfectionner les procédés de recherche, de repêchage et de destruction des mines déjà mises à l'eau et abandonnées aux courans. Une étude minutieuse, déjà faite en grande partie, du reste, du cours de ces *fleuves marins* sera fort utile et permettra d'établir dans certains parages des systèmes de filets légers qui arrêteront bon nombre des engins errans. Évidemment, il ne faudra pas craindre d'arrêter *momentanément* la navigation dans certaines passes, — « la Déroute, » « le Four, » le Raz de Sein, pour ne parler que de nos côtes, à nous — où les eaux s'engouffrent avec le plus de violence dans le jeu régulier des marées et où, par conséquent, les mines flottantes peuvent être fréquemment attirées. Le concours des pêcheurs, pourvu que ce concours soit régularisé et organisé intelligemment, sera tout à fait précieux, et je ne doute pas qu'on ait déjà beaucoup fait dans ce sens. Enfin il faudra multiplier les opérations de draguage des abords et des passes de tous nos ports de la Manche et de l'Atlantique. Je m'empresse de dire que ce service fonctionne déjà et qu'on lui doit la découverte de bon nombre de mines libres ou fixes qui se trouvaient portées, ou qui avaient été mouillées dans nos « chenaux de sécurité. » On sera probablement conduit à prolonger ceux-ci plus au large et par conséquent à agrandir d'une manière très sensible l'aire déjà soumise aux travaux des dragueurs. C'est une lourde et pénible tâche, une tâche dangereuse aussi. Nos marins s'en acquitteront avec le zèle attentif, avec l'abnégation tranquille qu'on admire toujours chez eux.

Dirai-je encore qu'il ne faut pas s'arrêter à prévenir de notre mieux les accidens sur lesquels nos ennemis comptent pour nous décourager, ou, au moins, pour paralyser en partie nos efforts? Il me semble qu'il n'est pas trop tard pour penser à réparer des pertes à peu près inévitables et que, dès maintenant, — à supposer qu'on ne s'en soit pas avisé plus tôt, — il

conviendrait de pousser avec la plus grande activité, non seulement la construction des petites unités militaires, qui se révèlent si précieuses, si constamment utiles dans la guerre maritime actuelle, si parfaitement adaptées à toutes les exigences, mais aussi celle des navires marchands; et avec la construction neuve, les réparations, les refontes, les transformations. On sait quelle est l'acuité de la crise des frets et des transports maritimes; on sait que beaucoup de paquebots et de cargo-boats sont employés directement par les marines militaires; on sait aussi, — des chiffres ont été publiés qui étaient plutôt au-dessous qu'au-dessus de la vérité, — que la liste est déjà longue des navires marchands anglais, alliés et neutres même, qui ont été victimes des procédés actuels de la guerre navale, telle que l'entendent nos adversaires. Nos achats et nos locations, les réquisitions et confiscations effectuées dernièrement dans certains pays qui sont venus ou qui vont venir à nous, peuvent fort bien ne pas suffire à des besoins sans cesse grandissans. Hâtons-nous donc de construire, mais, en construisant promptement des bâtimens neufs, ne laissons pas d'en adapter les formes, les machines, les facultés aux exigences nouvelles. C'est le cas ou jamais de faire appel à l'imagination; c'est le cas d'innover et de créer. Réduire le plus possible, — ce ne sera jamais assez! — les tirans d'eau; se résigner à diminuer beaucoup les tonnages pour diminuer la portée des pertes qu'il faut prévoir encore; adopter en revanche les moteurs à combustion interne, très économiques et qui laissent au chargement plus de place que les machines à vapeur; s'ingénier enfin à défendre le bâtiment contre la trop rapide invasion de l'eau, en cas d'avarie de la coque plongée, et assurer ainsi au personnel plus de chances d'échapper à la catastrophe, tels sont les linéamens essentiels, les principaux articles d'un programme qui mérite, je crois, de retenir l'attention des architectes navals.

Que l'on ne dise pas que la guerre sera finie quand des navires répondant à ce programme pourront être achevés. Qu'en sait-on? Qui oserait affirmer que la paix sera rétablie dans six mois, dans un an? Et qui, plus audacieux encore ou plus imprévoyant, voudrait jurer que cette paix durera au delà de l'existence d'un paquebot en fer, bien construit?

Prétendra-t-on enfin, — car tout est prétexte pour l'insou-

ciance, — que la retraite de l'amiral von Tirpitz indique que le gouvernement allemand incline à renoncer aux procédés atroces qu'avait conseillés et que soutenait, dit-on, cet officier général ? Ce serait une folle illusion. Pour tout le personnel dirigeant de l'Allemagne, profondément imbu de la doctrine des Clausewitz, des Bernhardi, des von der Goltz, plus que jamais, aujourd'hui que les spectres de la famine et de la défaite apparaissent au travers des fumées d'un démoniaque orgueil, le dogme reste intangible de la nécessité de détruire l'adversaire, *armé ou non armé*, partout où on le trouve, sur mer comme sur terre. Pour sauver l'Empire, il faut plonger ses ennemis dans l'épouvante ; et, en vue d'obtenir un tel résultat, les pires moyens sont les meilleurs. N'imaginons pas, qu'à Berlin plus qu'à Munich, à Cologne ou à Dresde, on se puisse déprendre d'un tel calcul. Nous ne nous épouvanterons pas et l'Empire ne sera pas sauvé ; mais les Allemands continueront à torpiller sans avis préalable et à semer des mines dans nos mers. Prenons donc nos précautions les plus minutieuses. Prenons-les toutes, quelle que soit leur portée, quel que soit leur caractère, celles qui s'appliquent à l'avenir comme celles qui s'appliquent au présent.

Contre-Amiral Degouy.

DE CHAMPAGNE EN ARTOIS

JOURNAL DE MARCHE

I

7 octobre 1914. — Notre deuxième nuit de voyage touche à sa fin. Le jour commence à filtrer par les interstices du fourgon dans lequel je suis étendu sur une botte de paille, entre mes deux compagnons, le lieutenant P..., de mon régiment, le ...e chasseurs, et le lieutenant G..., du ...e régiment d'infanterie. Bercé par le roulement monotone des essieux, je rêve à la nouvelle existence qui s'ouvre devant moi. Avant-hier encore, je me trouvais au quartier de cavalerie, dans la petite ville normande, où la mobilisation m'avait appelé. C'est là que, dans les premiers jours du torride mois d'août, j'ai eu à remplir le rôle ingrat de recevoir les convois de chevaux de réquisition, de les classer, de leur trouver des harnachemens, d'équiper les réservistes, de les grouper par pelotons, et de diriger leur instruction sur le terrain de manœuvres. Mais les unités, à peine constituées, se désagrégeaient aussitôt. Le régiment déjà parti pour le front réclamait d'abord les chevaux, dont les premières semaines de la campagne faisaient une terrible consommation. Ainsi réduits au rôle piteux de cavaliers sans montures, nous voyions encore partir la plupart de nos hommes, appelés à des escortes ou des services d'étapes divers. On ne demandait pas d'officiers, et nous nous rongions d'impatience. Du buffet de la gare où nous prenions nos repas, nous suivions l'angoissant défilé des trains qui emmenaient vers l'Ouest les dépôts des régimens du Nord. C'est par eux que nous appre-

nions nos échecs en Belgique, la violation de notre frontière et la descente de l'armée allemande sur Paris. Ne nous laisserait-on donc pas, fût-ce comme simples cavaliers, prendre part au choc suprême? Non, nous n'eûmes pas la joie d'assister aux jours glorieux de la Marne. Enfin, sur un télégramme du colonel appelant d'urgence deux officiers, j'étais désigné, avec mon camarade P..., pour rejoindre le régiment. Je suis encore dans la fièvre et la joie orgueilleuse du départ. Pendant toute la journée précédente, notre convoi étant garé dans l'immense gare régulatrice de N..., j'ai recueilli par les blessés ou les officiers de passage des échos de l'interminable bataille qui se prolonge sur les bords de l'Aisne. Sans doute maintenant l'heure de la cavalerie est venue. Je rêve aux chevauchées triomphales faites dans l'ivresse de la poursuite.

Cependant mon rêve s'interrompt. Nos ordonnances poussent la porte sur ses glissières et montent dans notre fourgon pour rouler les couvertures, car nous venons d'arriver à notre gare de ravitaillement. Maintenant que le train a cessé de rouler, je perçois un grondement sourd, presque ininterrompu, et scandé de temps à autre par de violens éclatemens. C'est le canon. Je saute sur le quai et j'écoute avidement cette immense et indistincte rumeur, où la canonnade sourde, pressée, de notre artillerie de campagne est dominée parfois par la voix des grosses pièces de siège. Est-ce un simple duel d'artillerie? Ou bien est-ce un nouvel assaut qui se livre là tout près, de l'autre côté de cette ligne de collines qui domine la voie? Un désir ardent me prend d'aller voir au plus vite, d'arriver enfin sur cette ligne de feu où mes camarades se trouvent déjà depuis des semaines.

Du fourgon voisin sortent en s'ébrouant mes deux chevaux et celui de mon ordonnance. Pendant qu'on les selle, je caresse ma première monture, une fine jument alezane réquisitionnée dans un équipage de chasse de Normandie et arrivée au quartier la veille de mon départ. J'admire son harmonieuse et forte structure, ses membres nets et bien musclés. C'est une bête qui résistera à toutes les fatigues, admirablement bâtie et entraînée pour le rôle du cheval de guerre.

La petite gare champenoise dans laquelle nous venons d'arriver sert de centre de ravitaillement à notre corps d'armée. Aussi le quai présente-t-il un pittoresque mélange d'unités.

Ici, ce sont des fantassins arrivés avec nous et déjà occupés à faire chauffer leur café. Plus loin, des artilleurs qui, avec des carrioles de réquisition, sont venus chercher des vivres ou des colis restés en souffrance. Enfin, voici deux camarades, deux officiers de notre régiment, presque méconnaissables sous leurs barbes et leurs accoutremens de fortune. Ils nous donnent brièvement des nouvelles de tous et nous indiquent la route à suivre pour arriver au village de M... où se trouve le régiment.

Le moment est venu de prendre congé de G..., le charmant compagnon avec lequel nous avons voyagé pendant deux jours, dans le même fourgon, mettant en commun notre lit de paille et nos boîtes de conserves. L'intimité se crée vite dans ces conditions. D'ailleurs, G... est de ceux qui éveillent au premier abord la sympathie. Ses traits fins expriment à la fois la douceur et l'énergie. Il allait entrer à l'École de guerre cette année. Gravement blessé à la poitrine, en Belgique, dès la première rencontre, il rentre de son congé de convalescence. Il vient d'échapper à la mort, mais il sait qu'il n'y échappera pas toujours. Au moment de nous séparer, comme je lui exprime le désir de le revoir bientôt, il me répond en me serrant la main : « Vous verrez que nous allons être envoyés tous les deux aux avant-postes. Peut-être avant huit jours ne serons-nous plus de ce monde. » Et, à quelques pas de là, dans le cimetière de la gare, de nombreuses croix blanches, portant le numéro de son régiment si cruellement décimé, autorisent ce triste pressentiment.

Mais, pour le moment, je suis tout à la joie de me sentir en selle après cet interminable voyage, et, suivi de mon ordonnance, qui tient en main mon second cheval, de trotter sur une route ensoleillée. Tout me paraît nouveau. Mon esprit est tendu vers la ligne de feu qui se trouve de l'autre côté de ces collines. Cependant le bruit de l'artillerie se ralentit. Les coups s'espacent. Nous longeons des sections de munitions qui, après s'être ravitaillées à la gare, vont rejoindre leurs batteries.

Nous arrivons en quelques minutes au petit village de M..., blotti au pied de cette ligne de hauteurs. Le colonel s'y trouve précisément sur la place, en train de passer une revue de chevaux. Il nous indique aussitôt notre destination.

Mon camarade P... et moi sommes affectés chacun à l'un des deux escadrons divisionnaires. Le mien est celui de la ...e division d'infanterie, dont le quartier général se trouve à la ferme de L..., située sur un éperon au delà de cette crête.

Enfin, je vais voir le champ de bataille. Je traverse encore un village, où fourmillent tous les services de l'état-major du corps d'armée, et je demande mon chemin aux divers postes que je rencontre. Il faut suivre une route poussiéreuse assez escarpée, et traverser un petit bois de sapins, à la sortie duquel je découvre un immense panorama.

A mes pieds descendent en pente raide les derniers contreforts de la falaise calcaire qui borde la vallée de l'Aisne. Sur le pelage roux des chaumes, de petits bois détachent çà et là les teintes de leurs feuillages jaunissans. En face de moi s'étend, de l'autre côté de la vallée, la ligne de hauteurs occupée par les Allemands. Un cycliste qui vient de s'arrêter me les énumère. Voici d'abord les forts du Nord de Reims, tout ce massif de hautes et abruptes collines, qui sont encore entre les mains de l'ennemi. Cette énorme croupe arrondie, c'est le fort de Berru. Plus près, voici le fort de Brimont, le Minotaure qui surveille la campagne. De l'autre côté du canal se trouvent les Allemands, tapis dans leurs tranchées. Nous n'en sommes pas à beaucoup plus de deux kilomètres, mais ils ne donnent pas signe de vie. Un beau soleil réchauffe la campagne. Des femmes travaillent dans les vignes. Sans le passage des avions et le grondement intermittent des pièces de siège, rien ne révélerait que nous sommes sur le champ de bataille.

Je poursuis ma route et passe derrière une batterie placée en position de surveillance un peu en arrière de la crête. Les pièces à moitié enterrées et dissimulées sous des arceaux de feuillage sont invisibles aux yeux des avions. A quelques centaines de mètres plus loin, j'arrive à la ferme de L..., où est installée la...e division avec tous ses services. Les bâtimens dessinent un grand rectangle, dans un angle duquel se trouve la maison occupée par le général et son état-major. Tout autour sont des hangars sous lesquels on a entassé les chevaux de l'escadron divisionnaire et des équipages de l'artillerie et du train. La cour est encombrée de voitures à bagages, de voitures des postes et d'automobiles du général. Bien entendu, il n'y a pas de place perdue. La petite pièce carrelée dans laquelle je

trouve les officiers de mon escadron leur sert successivement de dortoir, de bureau et de salle à manger. En ce moment, ils sont à table, à côté du petit fourneau sur lequel le cuisinier vient de cuire leur repas. Je prends place auprès d'eux. Enfin, je me sens chez moi, et nous nous racontons tout ce qui s'est passé au régiment ou au dépôt, depuis que nous nous sommes séparés.

Sitôt le repas fini, le capitaine me conduit voir les chevaux de mon peloton. Répartis sous des hangars ou sous des paillotes appuyées au mur extérieur de la ferme, ils portent encore les traces des fatigues de la campagne. Comme, à ce moment, le général P.t..n, commandant la division, s'apprête à sortir, le capitaine en profite pour me présenter à lui. Je connais sa réputation de science, d'énergie et de sang-froid. C'est un futur « grand chef » auquel on prédit les plus hautes destinées.

Je demande ensuite à voir le théâtre de nos opérations, et je vais avec un de mes camarades à l'observatoire des officiers d'une batterie d'artillerie qui, le soir, viennent partager notre modeste local. Le capitaine de cette batterie est précisément là, surveillant les positions ennemies. Avec lui se trouvent ses deux sous-lieutenans, que la guerre vient d'arracher à l'École centrale. L'un d'eux, Du B..., grand garçon songeur, à la figure intelligente et fine, n'est officier que depuis deux jours et porte encore sur sa vareuse ses galons de maréchal des logis. Il m'indique l'emplacement du fameux marais du G... caché sous les feuillages roux de l'automne. Il m'apprend à reconnaître la ligne blanche des tranchées allemandes, et à employer les noms étranges de *Bois en Potence*, de *Bois Macaron*, de *Bois en Dents de Scie*, de *Grand Torpilleur* ou de *Petit Torpilleur*, pour désigner toutes ces petites sapinières transformées en forteresses qu'il a fallu baptiser d'après de vagues analogies.

Le capitaine, muni d'une puissante lunette de marine, montée sur trépied, examine une ferme qui, à sept ou huit kilomètres de là, abrite des détachemens allemands. Précisément en ce moment, il m'en signale un et m'invite à regarder à sa place. Je vois en effet un groupe d'une demi-douzaine d'hommes qui, par deux, l'arme sur l'épaule, se dirigent vers la grande porte de la ferme. Il me semble entendre le pas lourd et cadencé dont ils martèlent notre sol conquis. Cette rapide sensation, qui ne peut se décrire, est de celles qui ne s'effaceront pas.

Les Allemands, eux aussi, nous surveillent, car deux « Drachen-Ballons » s'élèvent sur l'horizon comme deux gigantesques saucisses.

Le soir tombe. Nous rentrons dans notre ferme entourée de factionnaires et d'où nous ne pouvons sortir sans permission. Après le dîner, on apporte des bottes de paille pour les trois officiers d'artillerie qui dorment à côté de nous dans la cuisine. Le capitaine me prévient qu'avec son sous-officier et quelques hommes j'aurai à faire une patrouille au milieu de la nuit. Aussi je m'étends sans tarder. Demain, de grand matin, je serai envoyé en liaison à une division voisine, poste que chacun des lieutenans doit occuper à tour de rôle. Cette guerre de siège ressemble bien peu à celle dont je rêvais la nuit précédente. Mais bientôt, la « marche en avant » va reprendre. Tout ici respire la confiance. Je suis heureux de me trouver sur le front.

*
* *

20 octobre 1914. — L'autre jour, en rentrant d'une division voisine, j'ai appris que j'avais été désigné par le colonel de mon régiment pour remplacer, à l'état-major d'une brigade d'infanterie, le lieutenant B..., tué à la bataille de la Marne. Cette affectation imprévue va me permettre de mener une existence plus active, puisque la cavalerie ne peut jouer aucun rôle dans la guerre de siège que nous faisons ici. Je vais me mêler à l'existence des fantassins, et pouvoir parcourir tous les jours ces tranchées dans lesquelles nous nous enterrons peu à peu.

Précisément je suis aujourd'hui détaché auprès du colonel A..., commandant un des deux régimens de notre brigade. Son poste de commandement se trouve à la ferme du L..., située sur la route nationale dont la double rangée de peupliers trace une ligne droite au fond de la vallée.

Au moment où je pars, escorté de mon ordonnance Loiseau, mon camarade m'annonce qu'il vient de recevoir la nouvelle de la mort de G... qui, pendant nos deux jours de voyage, avait partagé notre existence. Il est tombé à la tête de sa section, en dirigeant une attaque dans le « Bois en Potence » et on n'a pas pu rapporter son corps. Le pauvre garçon ! Ainsi, ses pressentimens se sont réalisés. *Hodie tibi, cras mihi.*

En descendant la côte de M..., j'assiste à un beau duel d'artillerie. Les Allemands bombardent nos secondes lignes, en deçà de la route nationale. On n'entend pas le bruit du départ, mais on distingue très bien le sifflement des obus avant le bruit de l'éclatement. Nos grosses pièces de 220 ripostent et soulèvent sur les positions ennemies d'immenses colonnes de poussière et de fumée, qui se dressent comme des spectres au-dessus de la plaine ensoleillée. On ne voit pas un soldat. Seules quelques femmes, sans se soucier des querelles internationales, s'en vont paisiblement travailler dans leurs vignes. L'étrange bataille!

J'arrive au ruisseau de la R..., dont le cours bordé de saules suit un léger vallonnement qui forme l'unique défilé par lequel je puisse arriver à la ferme du L.. sans être repéré par les observateurs allemands. D'ailleurs, même avec cette précaution, le passage est dangereux. En effet, au moment où je dépasse une batterie de 75 défilée dans le vallon, ses pièces commencent à tirer, avec un déplacement d'air si brutal que nos chevaux sont sur le point de s'abattre. Sûrement, en cherchant cette batterie, les artilleurs ennemis « arroseront » largement le cheminement que je suis. Je vais recevoir ici le baptême du feu.

Quelle contenance vais-je faire? Je me rappelle comment Ardant du Picq décrit l'état d'âme du soldat exposé pour la première fois à « ces souffles effrayans qui font baisser la tête. » Cette impression est d'autant plus pénible qu'on est seul, car, emporté par l'élan de la charge, on pourrait, presque sans y faire attention, traverser un barrage d'artillerie. Déjà les mortiers allemands de 210 (sans doute ceux qui sont dissimulés derrière le fort de Brimont) commencent à battre la zone qui me sépare de la route. J'entends de loin le ronflement sonore de ces gros obus, si facile à distinguer du bruissement métallique de nos obus de 75. Le vol de ces oiseaux de mort, d'abord à peine perceptible, comme un léger susurrement, rend ensuite un son grave, et va en s'enflant jusqu'à la fin de la trajectoire, où il rappelle le souffle violent d'une locomotive. Et les éclatemens, avec un bruit sourd comme celui d'un arbre qui s'abat, se font entendre de l'autre côté du petit bois que je vais avoir à longer.

Je passe devant le « village nègre, » formé d'un groupe d'abris couverts de madriers et de paillotes. Une partie des

hommes y est déjà rentrée. Les autres se tiennent prêts, et sont attentifs à la direction des obus, avec ce sentiment de sécurité que leur donne la proximité de leurs trous.

Je longe maintenant le petit bois qui me cache encore la route nationale. Au moment où j'arrive au coin, une épaisse colonne de poussière et de fumée se dresse devant moi jusqu'à une hauteur de trente mètres, projetant de tous côtés des éclats et d'énormes mottes de terre. Presque au même instant, une autre colonne de fumée se dresse sur la crête à ma droite. Je suis arrivé au barrage qu'il faut franchir.

J'en ai sans doute le temps, puisque ces gros mortiers tirent généralement à la cadence d'un coup par deux minutes. Mais, où enverront-ils leur prochaine salve? Sera-ce à la même place, ou bien allongeront-ils leur tir dans la direction de la batterie, ou bien au contraire le raccourciront-ils pour battre les environs de cette ferme qu'ils ont jusqu'à présent épargnée? Je ne suis qu'à deux cents mètres du colonel A... que j'aperçois debout devant son poste habituel, simple paillote adossée au talus de la route nationale. En quelques instans de trot, je suis auprès de lui, je saute à terre et je jette mes rênes à mon ordonnance pour qu'il ramène mon cheval derrière le petit bois où il sera moins exposé.

Mais il s'est à peine éloigné d'une cinquantaine de mètres qu'il disparaît dans un nuage de fumée. Un des obus vient d'éclater sur la berge du ruisseau qu'il suivait. Je distingue un des chevaux qui se sauve. Qu'est devenu le pauvre Loiseau? Mon inquiétude est de courte durée. Quand la fumée s'est dissipée, Loiseau reparaît, courant derrière le cheval qu'il rattrape et avec lequel il va se mettre à l'abri.

Les obus continuent à tomber régulièrement, annoncés par leur ronflement caractéristique. Ils encadrent notre paillote, sur le toit de laquelle retombent des mottes de terre et des éclats à bout de course. Cette paillote, simple abri contre la pluie, n'offre de protection que du côté où elle s'appuie à la route. Il est vrai que celle-ci forme un remblai escarpé. Aussi toute une compagnie est-elle alignée le long de ce talus qui la protège un peu contre le tir rasant des shrapnells. De l'autre côté de la route, s'élève la ferme où le colonel passe généralement la nuit, et où sont en ce moment installés les téléphonistes, les cyclistes et tout le personnel des agens de liaison. Le colonel

m'explique que, seule, cette maison a été épargnée jusqu'à présent. Cela tient sans doute à la situation qu'elle occupe dans ce fond où l'ennemi ne peut l'apercevoir.

A ce moment, une explosion formidable nous secoue, et une pluie de tuiles et de gravats s'abat sur la route et sur le toit de notre paillote. Nous nous précipitons dehors et voyons un nuage de fumée noire au-dessus de la ferme que les hommes quittent en toute hâte. Un obus vient d'y éclater.

Les conséquences peuvent être fâcheuses pour nos communications, car c'est dans cette ferme que se trouve notre poste téléphonique. Pourvu qu'il soit encore intact! Je me hâte de traverser la route pour entrer dans la ferme.

L'obus a éclaté dans la cour du fond, qui se trouve en contrebas, de sorte que la première pièce dans laquelle je pénètre, — la cuisine, — paraît n'avoir rien reçu. Je remarque seulement, le long du mur de droite, un homme qui, affaissé contre un tonneau, cache sa tête dans son bras replié. Sans doute quelque ivrogne qui dans sa torpeur n'a pas eu conscience de ce qui se passait. Je vais rapidement dans la pièce voisine où se trouve notre poste téléphonique. Seul de tous ceux qui se trouvaient dans la maison, le téléphoniste est resté, fidèle à la consigne qui lui interdit d'abandonner ses appareils. Il est précisément en train de faire des appels. La ligne fonctionne. J'appelle donc, au poste de la brigade, le capitaine R..., qui signalera au général le bombardement insolite dont nous sommes l'objet et qui s'occupera de faire intervenir l'artillerie.

Mais j'entends comme des sanglots dans la première pièce. J'y rentre, et je vois que le soldat qui est affaissé le long du mur est secoué par un mouvement convulsif. Une légère écume paraît sur ses lèvres. Un peu de sang teinte sa nuque, où il a été frappé par un petit éclat d'obus. La porte devant laquelle il était assis à terre donne sur l'escalier de la cave, qui, au ras du sol, prend jour par un soupirail. C'est par ce soupirail que l'éclat est entré. Il a traversé la porte et est venu frapper le malheureux qui gît devant nous.

On le transporte dans la grange voisine, et on l'étend sur la paille. Le médecin-major l'ausculte. Il reconnaît les symptômes de la fin prochaine. Ses services étant inutiles, il retourne au poste de secours où l'on peut avoir besoin de lui.

Maintenant c'est un simple brancardier qui s'agenouille

auprès du moribond, mais la tonsure à peine effacée sur sa tête m'annonce quels sont les secours qu'il vient apporter. Il se penche sur ces yeux mi-clos et demande : « Me reconnaissez-vous ? » Mais seul le sanglot rythmé qui s'échappe de ces lèvres blanches annonce que la vie n'a pas encore entièrement abandonné ce pauvre corps. Tandis que le prêtre prononce les paroles de l'absolution et les prières des agonisans, je regarde ce visage aux traits tirés, envahi par la barbe. C'est certainement un réserviste, que sa famille attend dans quelque village normand. Le spasme régulier qui le contracte s'arrête peu à peu. Ses traits se détentent comme sous la caresse d'une main invisible. Il entre dans l'immobilité et le silence de la mort...

Je sors sur la route avec le brancardier qui se présente à moi. C'est l'abbé M..., curé d'un village de Seine-et-Oise. Son pâle visage d'apôtre, aux traits irréguliers et imprécis, a cette expression d'une bonté et d'une douceur infinies que Rembrandt a su donner au Christ des « Disciples d'Emmaüs. » Nous faisons quelques pas ensemble. C'est l'insuffisance de sa vue qui l'a fait classer dans les services auxiliaires, car la guerre actuelle n'est pas de celles où un prêtre peut rougir de porter les armes. « Notre cause est juste, me dit-il, nous sommes dans le cas de légitime défense, où la résistance est autorisée par les lois divines. » Oui, cette guerre, où notre adversaire poursuit la destruction de notre nationalité, est bien « une guerre sainte. »

Mais le colonel A... m'appelle pour l'accompagner dans la tournée qu'il va faire à ses tranchées de première ligne. La voix claironnante, le geste large, le visage énergique et souriant, le colonel a une belle allure de mousquetaire. Sorti second de l'École de Guerre, durci par des campagnes dans l'Afrique centrale, il a à la fois la science de l'état-major et la longue pratique de la troupe, dont il sait se faire adorer. Il est fier de son secteur et heureux de le faire visiter.

Nous passons derrière la ferme et continuons à descendre le ruisseau. Nous arrivons ainsi à un groupe de « bois rectangulaires » qui forme notre position avancée. A travers les taillis que l'automne commence à dégarnir de leurs feuilles, on aperçoit les lignes blanches des tranchées allemandes. Le bataillon qui défend ces bois a déjà été très éprouvé; une compagnie est commandée par un saint-cyrien, une autre par B..., un lieutenant de réserve que j'ai connu à la division, où il s'occupait de

la justice militaire. Chacun à son tour nous conduit dans le secteur de sa compagnie. Nous suivons les lisières du bois. Puis nous nous engageons sur l'éperon qui forme notre bastion avancé, dominant le ruisseau dont le cours marque la limite entre les positions françaises et allemandes. La tranchée dans laquelle nous marchons n'a guère plus de quatre-vingts centimètres de profondeur, et comme nous ne nous courbons pas assez, les hommes, que le colonel appelle familièrement ses « poilus, » lui crient : « Baissez-vous, mon colonel, attention aux charretiers! » C'est le sobriquet sous lequel les hommes désignent quelques tireurs d'élite qui, du petit poste allemand établi en face du nôtre, surveillent le moindre mouvement dans nos tranchées. Presque aussitôt quelques balles, qui claquent en effet au-dessus de nos têtes comme des coups de fouet, nous annoncent que nous avons été vus. Hier, la tranchée étant encore moins profonde, un adjudant, Cadiot, dont la tranchée portera le nom, a été tué à l'endroit où nous nous trouvons.

Ici nous sommes contre le boqueteau où se trouve maintenant notre poste le plus avancé. Au fond du vallonnement coule le ruisseau qui joue un rôle capital dans cette petite guerre de siège. Chacun des deux adversaires en occupe une rive. Comme aucun d'eux n'avait de grenades, le capitaine de la compagnie française imagina de jeter par-dessus le canal des pétards de mélinite qui rendaient intenable la première tranchée allemande. Les Allemands ne se faisaient pas faute de protester, criant même en français : « Il est inhumain d'employer de tels engins! » Mais ils se sont avisés que, leur berge étant plus élevée que la nôtre, il leur suffisait de barrer le ruisseau un peu en aval pour inonder nos tranchées. Ce projet vient d'être mis à exécution, et la compagnie qui gardait ces tranchées est obligée de se replier dans le boqueteau auquel nous sommes arrivés.

Le colonel s'étant exactement rendu compte de la situation, nous revenons à la ferme du L... où nous nous séparons. Déjà le rapide crépuscule de l'automne ouate d'une brume mélancolique la route nationale, jonchée de feuilles jaunes. Sur le bord de la route s'alignent une quarantaine de tombes fraîches, surmontées de petites croix blanches, Depuis deux heures on en a creusé une nouvelle, auprès de laquelle se tiennent le curé-brancardier et le piquet d'honneur d'une demi-douzaine d'hommes désignés pour rendre les derniers honneurs à leurs

camarades. Je me penche au-dessus de la fosse, au fond de laquelle deux cadavres sont étendus. L'un d'eux, à la barbiche blonde, est celui que j'ai vu mourir tout à l'heure. L'autre, dont les lèvres putréfiées se détachent sur un visage noirci, est resté plusieurs jours étendu devant nos lignes, et a été ramené la nuit dernière par une patrouille. Ils sont fraternellement serrés l'un contre l'autre, sur le lit d'argile humide qui vient de leur être préparé. Le prêtre récite la belle invocation : « Dans la lumière perpétuelle, donnez-leur, Seigneur, le repos éternel. » Le repos, peut-être ne l'ont-ils encore jamais connu, ces pauvres gens pour qui le gagne-pain fut le souci quotidien. Dans ce paysage désolé dont la tombée de la nuit accroît l'inexprimable tristesse, devant les grandes lueurs des incendies et des éclairs de canons, au grondement de cette bataille qui se poursuit sans trêve, quelle douceur dans la promesse sacrée du « repos éternel ! »

*
* *

16 décembre 1914. — Ce matin, j'ai été envoyé à Reims pour faire provision de conserves et réquisitionner une voiture bâchée, car notre fourgon à bagages, très éprouvé par les fatigues de la retraite, montre des fissures inquiétantes dans son avant-train. Or, notre principale préoccupation est de nous tenir prêts à reprendre la « marche en avant, » trop tôt interrompue après la bataille de la Marne. Je me suis donc joyeusement mis en route.

Mais y a-t-il rien de plus navrant que le spectacle de cette malheureuse cité ? Les rues voisines de la place Royale, particulièrement visées par les artilleurs allemands, présentent d'effrayans exemples de destruction. Les fameux obus « avec retard, » tombant verticalement, ont traversé les maisons depuis le toit jusqu'à la cave, d'où leur explosion a fait sauter tous les étages supérieurs. Dans une rue entière, pas une seule maison qui ait gardé un toit, ou même un étage intact. Parfois un coin d'étage est resté encastré dans l'angle de deux murs. De la rue on voit ainsi un lit, une commode, des glaces, suspendus à dix mètres au-dessus du monceau de gravats et de débris tordus qui ont comblé l'emplacement de la cave. Dans ce beau quartier qui formait le centre de la ville, on ne rencontre plus une âme, et l'on croit se promener dans une sorte de Pompéi détruite par la barbarie moderne.

Plus loin, sur un mur resté debout, une immense affiche verte attire mes regards. C'est la proclamation que le gouverneur allemand de la place adressa à la population, lorsque les troupes françaises approchèrent de Reims. Au-dessus de la longue liste des soixante-dix otages qui ont été pris parmi les notables de la ville et des environs, on lit les déclarations suivantes : « Si le moindre obstacle est laissé dans les rues, qui puisse gêner la marche des troupes allemandes, tous les otages seront pendus... Si le moindre acte d'hostilité est commis contre elles, la ville sera brûlée et tous les habitans pendus. » Comment n'être pas révolté par l'épouvantable cruauté de cette menace, qui prétend réserver à de malheureux otages la mort ignominieuse des criminels de droit commun ? Comment se peut-il qu'au xxe siècle il y ait encore un peuple prêt à renouveler les exploits des rois barbares ?

Ces idées m'assiègent tandis que je parcours la ville, allant des boutiques des marchands de conserves chez les camionneurs ou les commerçans en gros. Enfin, je trouve chez Potin la voiture bâchée dont nous avons besoin, et je prends le chemin du retour. L'hiver enveloppe de tristesse la monotone campagne champenoise. Mais en montant la côte de Pargny, je me retourne vers la cathédrale. A l'horizon, les deux forts de Brimont et de Besse. Plus près, au milieu de la plaine, se dresse le magnifique vaisseau de pierre, dont le bombardement et l'incendie ont détruit la toiture. On aperçoit d'ici les longues stries blanches que les obus ont tracées sur la façade occidentale, si délicatement ouvragée. Le cœur se serre en contemplant ce sacrilège. Y eut-il jamais pour nous relique plus vénérable que cette cathédrale, berceau de notre royauté, où pendant tant de générations s'est renouvelé le pacte sacré qui unissait le peuple à son chef, où au-dessus des intérêts individuels s'est peu à peu formée l'image de la collectivité, où, suivant la magnifique expression que Kipling emploie pour l'abbaye de Westminster, a pris naissance ce sentiment de la fraternité nationale, « qui fait que nous disons : Nous !... » Mais soudain le ciel sombre s'entr'ouvre pour laisser passer un rayon de soleil qui frappe la cathédrale. Un arc-en-ciel se forme au-dessus d'elle comme dans un tableau allégorique, et le cœur renaît à l'espoir.

*
* *

10 janvier 1915. — Je suis chargé d'exécuter et de tenir à jour les plans de notre secteur, non seulement en ce qui concerne nos lignes, mais encore en ce qui concerne les lignes ennemies. Ce travail est plus important qu'il ne pourrait paraître à première vue. En effet, sur un front de près de cinq kilomètres et une profondeur de trois ou quatre, le sol présente un dédale, de plus en plus inextricable à mesure qu'on se rapproche de la première ligne, de boyaux de communication, de positions de soutien, d'abris et de bastions. De leur côté, nos adversaires en font autant. Il faut donc suivre leurs travaux, et l'état-major de l'armée, en nous transmettant les renseignemens que les avions lui ont fournis sur les tranchées et les emplacemens de batteries allemandes, nous charge de les compléter. Cette tâche me donne donc l'occasion de circuler à peu près tous les jours le long de la première ligne et d'y rencontrer nos camarades fantassins et artilleurs. Ceux-ci me sont d'un secours particulièrement précieux, car, sur les hauteurs où, comme le capitaine B..., ils ont établi leurs observatoires, à l'aide de jumelles binoculaires pittoresquement appelées « bêtes à cornes, » ils scrutent les moindres détails des retranchemens ennemis. Grâce à eux, je parviens à me reconnaître à peu près dans ces amas de terre blanche qui, des tranchées d'où nous les voyons, paraissent se superposer les uns aux autres, et qu'il m'a fallu quelque temps pour distinguer, malgré les explications données par Du B..., le jour de mon arrivée sur le front.

Précisément, aujourd'hui j'ai quitté notre cantonnement de bonne heure et j'ai fait une longue marche dans les boyaux pour rejoindre Du B... Il remplit les fonctions d'observateur d'artillerie dans les tranchées et s'est installé dans un des rares greniers que le bombardement ait épargnés jusqu'à présent. La cour que je traverse en arrivant à son poste est semée d'entonnoirs de gros obus, et les toits de la ferme du G... ne tiennent plus qu'à moitié. Mais la maison est presque intacte. Elle est restée à peu près telle que l'a laissée le départ précipité de son propriétaire, M. C..., juge au tribunal de la Seine. Cependant il faut éviter de passer par le premier salon. En effet, juste devant ses fenêtres, le bombardement a fait une

brèche dans le mur de la clôture du jardin, de sorte que ce salon est directement surveillé par la première tranchée ennemie. Les traces des balles sur les murs en sont d'ailleurs la preuve. Je pousse donc une porte-fenêtre à gauche et pénètre dans la bibliothèque. J'y sens un tel parfum d'intimité que je m'y arrête un instant. C'est une petite pièce calfeutrée, tapissée jusqu'au plafond de livres de droit qui étalent le long des murs leurs reliures sévères.

O Loiseau, Cujas et Domat, princes des jurisconsultes, avec quelle émotion je vous retrouve ici! La science que vous enseignez, maîtres vénérés, est encore tout imprégnée de cet idéalisme généreux dont on prétend aujourd'hui nous affranchir. Quel asile de paix morale cette retraite me paraît représenter, au milieu des violences qui nous entourent! Sans doute c'était dans cette pièce que le propriétaire préférait se tenir. J'évoque, près de la cheminée, sa fine silhouette de vieux magistrat placide et correct. Les reliures fatiguées des Elzévirs grecs et latins, placés sur ce rayon à portée de sa main, témoignent de ses goûts d'humaniste délicat. Je le vois assis là, un livre ouvert sur la table, laissant un instant errer ses regards sur le domaine qu'il avait aménagé...

Mais je m'arrache à ces images de paix et monte l'escalier à moitié effondré qui conduit au grenier. Les marches disparaissent sous l'amoncellement des plâtras, et de place en place, des trous béans dans le mur extérieur laissent voir les premières tranchées ennemies. Bientôt il n'y a plus d'escalier, et je grimpe le long d'une échelle. Dans l'ouverture du plancher du grenier à laquelle elle aboutit, je vois s'encadrer le visage de Du B... Il me tend la main pour m'aider à franchir l'étroit passage, et je pénètre dans le grenier.

Il faut y avancer avec précaution, car il manque beaucoup de planches et la plupart des tuiles. Cependant celles qui se trouvent du côté de l'ennemi ont été replacées avec soin pour masquer l'observateur. Celui-ci est protégé, sur le devant, par un petit mur de sacs de terre, mais les balles arrivent parfois par les côtés, et l'une d'elles a brisé un bras de fauteuil qui a été hissé jusqu'ici.

Quelle chance que les bombardemens aient jusqu'à présent laissé subsister cet incomparable observatoire! D'ici on embrasse tout l'horizon jusqu'à la cote X, la cote Z, et la ferme S...-M...,

dont les murs en ruines apparaissent au milieu des arbres. Les collines fauves sont marbrées de ces sombres sapinières aux formes géométriques, que les artilleurs ont baptisées au gré de leur fantaisie. Quand l'observateur doit régler le tir de nos batteries, on l'entend, dans le téléphone, donner comme points de repère : « A trois millièmes à droite du *Petit Torpilleur*, » ou : « A cinq millièmes à gauche de la dernière *dent du Crocodile*. »

Ces bois constituent les réduits de la résistance de l'ennemi. A l'aide des jumelles on peut, dès qu'il y a un rayon de soleil, distinguer les épais réseaux de fil de fer qui scintillent entre les arbres. Ces bois sont également les nœuds de communication de la grande ville souterraine qui se construit devant nous. Sous les sapins on aperçoit des parapets de sacs à terre, parfois de véritables blockhaus, nids de mitrailleuses et de canons-revolvers. De là rayonnent les lignes blanches des tranchées ouvertes dans la craie. Ce sont celles-ci que nous avons pour mission de surveiller. Presque chaque nuit poussent comme des champignons de nouvelles excroissances de terre blanche ou brune. Il faut les étudier à la jumelle, noter l'apparition d'un périscope ou d'une plaque de blindage qui peut révéler la présence d'une mitrailleuse. Ces indices, reportés sur les cartes, rendent compte de la disposition générale du système de défense de l'ennemi, et permettent à notre artillerie de détruire les blockhaus et les observatoires les plus gênans.

Aujourd'hui, rien à signaler, sauf quelques niches qui viennent d'être creusées dans le talus du chemin de la cote Z. Peut-être des observatoires. Mais l'éclairage n'est pas favorable ; nous les verrons mieux demain. Pour le moment, nous allons nous assurer des travaux qui viennent d'être exécutés dans nos propres lignes. Nous descendons l'échelle, l'escalier en ruines, et sortons de la ferme par un boyau qui se dirige vers nos premières tranchées. Voici, à gauche, une meule sur laquelle une échelle et quelques bottes de paille adroitement placées ont suffi pour faire un observatoire de fortune, dont nous nous servons quelquefois. Un peu plus loin, on vient de creuser un nouveau poste d'écoute, au sommet d'une pente d'où, par-dessus la route d'A..., on domine les tranchées allemandes du *Bois en Potence*. Nous nous y rendons, mais, bien que nous ayons soin d'enlever nos képis, à peine avons-nous

fait disparaître nos têtes au ras du sol, que le claquement d'une balle nous rappelle que les veilleurs ennemis font bonne garde. Partout devant nous, dans tous ces petits trous, des yeux sont aux aguets. Il faut chercher ailleurs un endroit d'où nous puissions tranquillement observer les tranchées ennemies.

A droite, au delà de la route d'A..., notre ligne de tranchées a été creusée dans le fossé d'un chemin qui suit la lisière du bois du G... Les Allemands ont fait des efforts désespérés pour parvenir jusqu'à ce bois et couper notre tête de pont du G... Les cadavres de leurs dernières attaques, en groupes nombreux et compacts, jonchent encore le champ qui nous sépare du *Bois en Potence*. L'un d'eux me frappe par son attitude. L'homme s'est traîné pour mourir à côté d'un de ses camarades, sur les genoux duquel il a appuyé sa tête, tournant vers le ciel son visage parcheminé, qu'encadre une barbe blonde. Plus loin, devant les bois du Luxembourg, où nous avons pris l'offensive, ce sont des Français qui sont étendus. Quelle inexpiable guerre que celle où les adversaires restent des mois face à face sans s'accorder aucune trêve pour ensevelir leurs morts!

Ici nous pouvons sans difficulté relever les nouveaux élémens de tranchées qui, en avant du bois du G..., constituent l'amorce de futurs bastions. Il est important de situer exactement sur la carte notre première ligne, afin que les artilleurs qui ne peuvent la voir règlent leur tir en conséquence. Notre travail achevé, nous prenons le chemin du retour. Au delà de la crête de la maison B..., on échappe à la vue des observateurs ennemis, et au tir des mitrailleuses qui nous saluent de quelques balles chaque fois que nous arrivons à cheval jusqu'à cette maison en ruines. C'est donc derrière la crête que nous sortons des boyaux. Nous montons sur nos chevaux qui nous attendent à cet endroit et nous rentrons par la route. Avec le crépuscule qui tombe, on sent se répandre une atmosphère d'intimité et de paix. Du B... me parle de ses projets, de tous ses rêves d'avenir dont il espère commencer bientôt la réalisation. Nous nous séparons en nous donnant rendez-vous au G... le lendemain à deux heures. C'est son dernier jour de faction. Il sera accompagné de son camarade d'E..., auquel il passera la consigne et qui le remplacera les jours suivans.

11 janvier. — Au moment où j'arrive au pont du G..., je rencontre d'E... tout ému. En passant dans une tranchée,

Du B... vient de tomber à côté de lui, la carotide tranchée par une balle. Le pauvre garçon repose ici, dans un abri, en attendant que, ce soir, les brancardiers puissent venir le chercher...

12 janvier. — Une froide et brumeuse matinée d'hiver. Des groupes d'officiers se réunissent dans la cour du château d'H... pour suivre l'enterrement du pauvre Du B... Silence. Saluts discrets... Le deuil est conduit par le colonel du ..e d'artillerie. Nous pénétrons avec le curé dans le petit vestibule où se trouve la modeste bière hâtivement confectionnée. Après la levée du corps, le cortège se forme, encadré par le peloton qui rend les derniers honneurs sous le commandement du sous-lieutenant d'E..., camarade du défunt.

On arrive à l'église, éprouvée par un récent bombardement. Vitraux détruits, débris sur le sol. L'office se déroule avec une émouvante simplicité. Mais au moment où il s'achève, s'élève comme un suprême adieu l'air de *Patrie*, de Paladilhe, chanté par un ténor de l'Opéra, artilleur au ..e : « Parmi les plus vaillans — et les plus triomphans — tu revivras — ô toi qui nous donnes ta vie. » Sous la puissance de la phrase musicale qui s'élargit sans cesse, emplissant le vaisseau de la vieille voûte romane, toutes les têtes grises ou blondes se sont courbées, et un grand frisson parcourt l'assistance. Le mystère sacré de la communion des âmes s'accomplit, et tous les yeux, tournés vers l'intérieur, contemplent un instant la loi suprême en vertu de laquelle la véritable vie ne se réalise que par le sacrifice.

*
* *

18 février 1915. — Peu à peu, le bombardement détruit autour de nous tout ce qui donnait à ces lieux une figure humaine. L'autre jour, en entrant dans la ferme du G..., je n'ai pu me défendre de quelque mélancolie. Le matin même, elle avait servi de cible aux gros obus ennemis. Les artilleurs n'avaient éprouvé aucune perte, ayant eu le temps de se réfugier dans la cave. Mais il ne restait rien de cet intérieur dont j'aimais à respirer le charme pénétrant. Seuls quelques pans de mur et un amas de décombres marquent maintenant l'emplacement de la bibliothèque de livres de droit que la guerre avait si longtemps épargnée.

Le village dans lequel nous avons notre cantonnement de repos est, lui aussi, fréquemment bombardé, et ce matin nous avons même eu la désagréable impression que notre maison était particulièrement visée. Je me trouvais devant ma fenêtre, en train d'écrire sur un guéridon, quand je reconnus ce ronflement caractéristique vers lequel l'oreille est toujours tendue tant qu'on se trouve dans la zone de feu. Le gros projectile s'annonce d'abord par un susurrement intermittent, comme s'il avançait péniblement à travers l'espace, incertain de son point de chute. Puis le son se rapproche avec une rapidité effrayante. Il semble qu'une locomotive tombe du ciel. Une seconde de silence angoissante. Enfin un effroyable coup de tonnerre qui s'achève par un craquement sinistre : Ta-ramm! Le sol tremble. Un nuage de poussière et de fumée s'élève au bout du jardin, où l'obus vient d'éclater dans les arbres. Allons, nous avons eu de la chance! Ce n'est pas encore sur notre maison!

Je reprends ma lettre, mais, au bout de deux minutes, un second obus tombe beaucoup plus près, à une quarantaine de mètres. Des officiers sortent sur le perron. Plus de doute, nous avons affaire aux gros obusiers de 210, cachés derrière Brimont, qui, à la cadence régulière de deux minutes, envoient leurs énormes projectiles, longs d'un mètre et chargés d'une centaine de kilos d'explosifs. Serions-nous repérés? Les Allemands auraient-ils réussi à connaître le cantonnement du colonel?

Je me remets à écrire... Mais en entendant le ronflement d'un troisième obus, je ne sais quel instinct me fait écarter mon guéridon de la fenêtre pour le pousser dans un angle. Au même instant, il me semble que la maison s'écroule au milieu d'un affreux tintamarre; je suis presque renversé par le déplacement d'air dans lequel je sens l'odeur fétide de l'acide nitrique, et je me trouve pris sous un rideau qui m'aveugle. Quand je me dégage, revenu de mon étourdissement, je constate que l'explosion a fait voler ma fenêtre et ma porte en éclats, et rempli ma chambre de terre. Au bord du perron qui se trouve juste au-dessous de moi, l'obus a creusé un entonnoir d'une dizaine de mètres de diamètre, criblant d'éclats la partie supérieure de la maison. Heureusement qu'il s'est enfoncé dans la terre meuble. S'il avait rencontré le perron, son « cône d'éclatement » étant beaucoup plus ouvert aurait certainement balayé

le rez-de-chaussée et fait écrouler l'étage où j'étais. Mais peut-être ce résultat sera-t-il obtenu par le prochain obus, si les artilleurs ennemis continuent méthodiquement leur « fauchage. » Il est temps de descendre dans la cave, suivant les dispositions qui ont été prévues en cas de bombardement.

Le principal avantage de la maison qu'occupe le colonel, c'est précisément de disposer de plusieurs caves. La première, située sous un bâtiment des communs, est un magnifique cellier champenois, dont les soupiraux laissent entrer un faible jour, grâce auquel on distingue les énormes fûts couchés en ligne le long du mur. Mais le premier obus percerait ces belles voûtes en berceau. Il faut donc traverser cette cave, descendre encore plusieurs marches, suivre en se courbant un long et étroit tunnel, pour arriver dans une autre cave, où règne une obscurité complète. On allume des bougies. Cette cave, aussi longue que la première, quoique beaucoup plus basse, va servir de dortoir aux secrétaires, cyclistes et téléphonistes, les appareils téléphoniques devant être installés dans une des extrémités. Plus loin se trouve enfin un dernier réduit, dans lequel les officiers pourront dormir, manger et écrire. Là vient s'installer avec nous le général C... commandant de la brigade de réserve qui, hier, nous a rejoints pour appuyer notre attaque. On apporte une table, de la vaisselle, les dossiers que nous allons étudier à la lueur d'une lampe, et les fauteuils dans lesquels nous devons passer la nuit. Je regarde avec mélancolie les moellons humides de notre casemate. Maintenant que la maison est inhabitable, nous sommes définitivement installés dans ce sous-sol. Combien de mois allons-nous y passer, condamnés à traverser ces trois caves pour retrouver l'air et la lumière du jour? Je serais tenté d'écrire sur ce mur : « Vous qui descendez ici, laissez toute espérance... »

II

22 juin 1915. — Depuis plus d'un mois la bataille de l'Artois fait rage. Précipitamment appelés de Champagne au lendemain de l'offensive victorieuse par laquelle l'armée d'Arras avait emporté la Targette et la moitié de Neuville-Saint-Vaast, nous avons jusqu'ici été tenus en réserve et promenés tout le long de la ligne de feu. Nos reconnaissances préparatoires nous

ont conduits successivement à Wailly, d'où nous avons contemplé pour la première fois l'émouvante silhouette de la cathédrale d'Arras, mutilée par les obus, à Carency, où nous avons vu ces fameux abris d'officiers allemands, si somptueux en comparaison des nôtres, à Notre-Dame-de-Lorette où, de l'éperon de la Blanche-Voie, nous avons découvert Souchez à travers les arbres du château de Carleul. Sur tous ces points, notre attente a été déçue et nous n'avons pas encore été engagés. Enfin, depuis deux jours nous sommes installés, au Nord de Souchez, dans le secteur du *Bois Carré* où nous avons relevé une brigade de chasseurs à pied exténuée par plusieurs mois de tranchées et de combats. Les jours précédens, les chasseurs avaient avancé d'un kilomètre environ, de sorte que sur cette zone nouvellement conquise, rien n'est encore organisé : aucun boyau de communication ne relie l'arrière à notre première ligne, et devant celle-ci nous n'avons pas encore le moindre fil de fer pour nous séparer de l'ennemi. Mais on ne pense guère aux organisations défensives, tant la hâte est grande de progresser encore, de tendre la main, au delà du fond de Buval, aux camarades qui descendent les pentes de Notre-Dame-de-Lorette, et de marcher sur Souchez, dont la fameuse « Halte du tramway » se trouve sur la route d'Arras à Béthune, à quelques centaines de mètres au delà du *Bois Carré*.

Dès ce soir, nous devons attaquer le fortin X... sur cette route, et, dans le poste de commandement, j'achève de copier l'ordre que je porterai au colonel du ...e chargé de l'exécuter. Notre poste souterrain est des plus confortables : on descend par des marches dans un étroit et profond boyau tapissé de planches, sur lesquelles prennent jour quatre niches intérieurement soutenues par des plaques de blindage cintrées. Ces niches servent de dortoir, de poste téléphonique et de bureau. Elles sont à l'épreuve des gros obus, mais, quand ceux-ci éclatent à proximité, ils font vibrer désagréablement la carapace métallique dans laquelle nous vivons.

Ayant reçu les dernières instructions du colonel commandant la brigade, je me mets en route. Je traverse le village d'A... N... qui ne compte plus guère de maisons épargnées par les obus allemands, et je monte sur le plateau. D'ici, vers le Nord, se déroule à mes yeux le riant tableau de la plaine de Lens. Au milieu des prés verts, les dessins géométriques des

corons mettent leurs jolies taches de brique rouge. Plus loin, la grande cité ouvrière dresse les cheminées et les élévateurs de ses usines. Plus loin, encore, je cherche à distinguer les fosses de Sallaumines, d'Hénin-Liétard, de Courrières, illustrées par les souvenirs de grèves. Il y a huit ans, au moment de la catastrophe de Courrières, je suivais à Lens le cortège d'un officier du 5e dragons qui avait été tué dans une échauffourée. La ville en état de siège offrait un aspect lugubre, avec ses rues aux volets clos où l'on ne voyait que des soldats. En effet, une armée était déjà installée dans le pays noir, mais c'était pour le défendre contre l'émeute. Comme les temps sont changés!

Je continue mon chemin. A ma gauche, les élévateurs de la fosse n° 5 se dressent comme une sorte de château fort. Les Allemands, y soupçonnant sans doute quelque observatoire d'artillerie, envoient de gros obus fusans sur cette frêle charpente. Elle disparaît par instans au milieu de nuages noirs, mais le bombardement ne produit pas d'effets appréciables.

Le boyau que je suis est tapissé de verdure et de fleurs. Les bleuets et les coquelicots y alternent avec les plantes grimpantes.

Tandis que nous faisions la guerre,
Le soleil a fait le printemps.

Dans cette radieuse matinée de juin, au milieu de cette exubérance de végétation, comment croire que l'œuvre de mort se poursuive si près de nous? Mais, à un détour du boyau, je suis arrêté par un triste cortège. Sur un brancard que les porteurs viennent de déposer pour reprendre haleine, gît une forme humaine. J'interroge l'un des brancardiers. C'est le corps du lieutenant S..., tué avant-hier soir par un obus au moment de son arrivée dans le *Chemin Creux* où se trouve le 2e bataillon. Je demande des nouvelles des autres officiers : « Le lieutenant G...? » — « Mort. » — « Le capitaine B...? » — « Mort, tous morts, » répond le soldat en secouant tristement la tête. Pauvre capitaine B...! Il a eu la cuisse emportée par un obus. Ses derniers mots ont été : « C'est fini. Adieu. Dites aux hommes de s'abriter derrière le talus et de veiller attentivement. » Je revois son placide visage de professeur (il dirigeait une institution

à Neuilly). Quel héroïsme tranquille dans cette nature qui ne paraissait préparée qu'à l'enseignement et à la méditation!

J'arrive à l'abri du colonel H..., commandant le ...e, auquel je remets les ordres, avec les explications nécessaires. Puis je vais à l'observatoire établi près de là, dans une maison en ruines qui se trouve sur le bord de la grande route. J'embrasse du regard l'étroit vallon qui descend sur Souchez, encadré à gauche par le *Bois en Hache*, encore aux mains des Allemands, et à droite par le *Bois Carré* dont nous tenons la lisière septentrionale. Entre les deux bois, au milieu du vallonnement, des touffes de buissons indiquent de place en place la ligne du *Chemin Creux* sur lequel le bombardement fait rage en ce moment.

Le colonel assure lui-même la transmission des ordres au commandant B..., du deuxième bataillon, qui fera l'attaque, mais je dois aller sur le terrain en suivre l'exécution. L'attaque étant fixée à dix heures du soir, j'ai plus de temps qu'il ne m'en faut et veux en profiter pour parcourir l'ensemble de nos positions. Je vais donc aller d'ici au *Bois Carré*, et de là j'essaierai de gagner le point..., à l'extrémité Sud du *Chemin Creux*, où se trouve le poste de commandement du deuxième bataillon. Je me remets en marche dans le boyau qui suit la route d'Arras. Le bombardement est assez vif, et je rencontre dans le boyau des files de blessés, parmi lesquels plusieurs officiers que je connais. J'arrive à la *Tranchée des Saules*. C'est ici qu'était il y a un mois la première ligne allemande; mais, écrasée par nos obus, elle ne présente plus qu'un amas informe de terres bouleversées, d'où émergent des débris de poutres et de ferrailles.

Voici le poste du commandant S..., le chef du bataillon qui commande la défense du *Bois Carré*. Il me montre en riant qu'il vient de l'échapper belle. L'entrée de son abri, sorte de niche taillée dans le béton de la route d'Arras, a été visitée par un obus, qui a mis le feu aux fusées éclairantes entassées en cet endroit. L'artillerie allemande fait un tel barrage devant la lisière du *Bois Carré* qu'il ne croit pas que je réussisse à traverser la prairie pour aller au *Chemin Creux*. Cependant, il va me guider dans cette direction.

Nous entrons dans le *Bois Carré*. Comme le *Bois des Boches*, et le *Bois 10*, qui le prolongent de l'autre côté de la route

d'Arras, il n'est plus représenté que par quelques moignons d'arbres. Comment décrire ces collines calcinées, ravinées, creusées d'entonnoirs, et hérissées de débris? On croirait que cette région a été dévastée par une éruption volcanique.

Nous arrivons à la lisière orientale du bois, mais là nous sommes obligés de nous arrêter. Cette lisière elle-même est balayée par un feu d'artillerie d'une rare violence. Le commencement du *Chemin Creux* est encore à cinq ou six cents mètres plus loin, au bas d'une prairie qui descend en pente douce depuis la lisière du bois, et qui forme un merveilleux glacis battu par les tireurs ennemis du *Bois en Hache*. Un boyau de communication projeté n'a pas encore été amorcé. Impossible de passer en ce moment.

Il n'y a qu'à revenir à la *Tranchée des Saules*, pour gagner le boyau qui de là se dirige sur le chemin d'A... C'est ce boyau qu'ont dû suivre les plantons par lesquels le colonel a fait porter l'ordre d'attaque. Je refais en sens inverse la route parcourue tout à l'heure, et je vais jusqu'au poste du colonel H... pour savoir s'il a des nouvelles du deuxième bataillon. Je trouve le colonel soucieux. Toutes les lignes téléphoniques étant détruites par le bombardement qui fait rage sur la zone comprise entre la *Tranchée des Saules* et le *Chemin Creux*, les ordres ne peuvent être transmis que par plantons. Depuis midi, il a donc envoyé d'heure en heure un planton porter au commandant B... une copie de l'ordre d'attaque. Il est six heures, et aucun de ses messagers n'est encore revenu. Peut-on compter qu'un de ces pauvres garçons a réussi à passer? Le colonel se décide à envoyer un septième planton. C'est un mitrailleur imberbe, qui a l'air d'avoir dix-huit ans. Il reçoit le pli et, au moment de partir, demande gentiment « qu'on écrive à ses parens, s'il n'en revient pas. »

Il est absolument urgent de faire parvenir cet ordre au commandant B..., car l'attaque de son bataillon doit être menée concentriquement avec des attaques de compagnies du ...e, partant du fond de Buval, et du ...e bataillon de chasseurs à pied, partant de Notre-Dame-de-Lorette. Si l'une de ces attaques n'a pas lieu, les autres, ne recevant pas l'appui sur lequel elles comptent, peuvent se trouver dans une situation périlleuse. Le colonel commandant la brigade, informé par téléphone de la difficulté que présentent les communications avec ce bataillon,

me charge, puisque je dois me rendre auprès du commandant B..., de lui porter un huitième exemplaire de l'ordre d'attaque.

Avant de partir, j'accepte l'invitation du colonel H... à partager son frugal repas. Nous descendons dans son abri, où, autour d'une table éclairée par une bougie, sont déjà installés le capitaine de la compagnie de mitrailleuses, le médecin-major, et l'officier d'approvisionnement. Au fond de l'abri un grand lit de paille pour une demi-douzaine de personnes. Quelle impression de confort !

Mais je ne tarde pas à m'arracher à ces délices pour me remettre en route. Le colonel me donne un exemplaire de l'ordre d'attaque qu'il a fait copier et m'accompagne jusqu'à l'observatoire voisin, d'où l'on embrasse toute la vallée. Notre artillerie lourde commence son tir de préparation sur le fortin ... objectif de l'attaque. L'artillerie allemande rend les coups avec usure, et l'air est rempli d'un grondement ininterrompu.

Je reviens à la *Tranchée des Saules*, et, au lieu de la traverser comme tout à l'heure, je la suis tout du long jusqu'au sommet de la crête. Là, au milieu d'un chaos de boyaux bouleversés, de rondins d'abris brisés, et de sacs à terre éventrés, se dresse, seul resté debout, le tronc d'un de ces saules dont la tranchée a pris le nom. N'ayant plus ni branches, ni écorce, il apparaît au-dessus de la plaine comme une lamentable épave. Un peu plus loin j'arrive sur la lèvre d'un énorme cratère, formé par l'explosion d'un de nos fourneaux de mine au moment où nous attaquions la première ligne allemande. Plusieurs tonnes d'explosifs ont creusé un véritable cirque où des abris, des dépôts de munitions, et des postes de commandement ont été aménagés par les compagnies qui sont là en réserve. Immobiles et silencieux, nos soldats s'étagent sur les parois comme sur les gradins d'un immense amphithéâtre. Dans la nuit tombante, au milieu du fracas des décharges d'artillerie qui se répondent de tous les points de l'horizon, je crois voir une assemblée de spectres réunis pour assister aux dernières convulsions du monde.

Bientôt le boyau s'arrête et on marche dans la plaine, en suivant une piste tracée par les convois de vivres et de munitions qui passent ici toutes les nuits. Maintenant l'obscurité serait complète si, prévenus par notre préparation d'artillerie de l'imminence d'une attaque, les Allemands ne faisaient

continuellement partir des fusées. Celles-ci sont si lumineuses que pendant un instant elles éclairent toute la plaine. Dès qu'on les voit s'élever en serpentant dans le ciel, il faut se jeter à terre, pour éviter de donner un point de repère aux tireurs et aux artilleurs ennemis. Je me dirige sur l'entrée du *Chemin Creux*, signalée de loin par une meule à laquelle, à la fin de l'après-midi, un obus allemand a mis feu. C'est un des mauvais passages qui sont surveillés et continuellement battus par l'artillerie ennemie.

En arrivant, je vois là, étendues dans les sillons, deux compagnies du bataillon du commandant S... que j'ai vu tout à l'heure au *Bois Carré*. Elles forment la réserve du deuxième bataillon qui va faire l'attaque. En me voyant passer, des officiers et le commandant S... lui-même se lèvent pour me parler. Notre groupe se détache-t-il trop nettement sur la flamme vacillante de cette meule? Toujours est-il que nous sommes tous enveloppés d'une lueur rouge et d'un coup de tonnerre. Un obus vient d'éclater au-dessus de nous, mais ne fait de mal à personne et ne provoque qu'un éclat de rire du commandant.

Maintenant la piste longe un talus dont la masse noire rend nos silhouettes moins visibles. De place en place, des groupes de morts. Voici le point V... où la piste rejoint le chemin d'Angres qui s'encaisse à cet endroit. Deux voitures abandonnées. Encore une meule incendiée qui achève de se consumer. Enfin je suis dans le *Chemin Creux*.

Cette position, repérée depuis longtemps par l'artillerie allemande, est l'objet d'un bombardement ininterrompu. Les hommes, faisant tous face à la direction du *Bois en Hache* d'où vient cette averse de projectiles, se distinguent à peine du sol, car ils sont comme incrustés dans des alvéoles qu'ils se sont creusés dans le talus. Me trouvant dans le chemin en contrebas, je vois se détacher sur le ciel leurs têtes qui épient le bois d'où une attaque est toujours à craindre. Les gros obus se succèdent sans interruption (un officier en compte un par seconde), et jettent sur ce tableau des lueurs brèves. Le long du talus un homme, frappé à la tête, se raidit dans les dernières convulsions. Des blessés rampent pour s'échapper de cette fournaise. D'autres, étendus le long du chemin, se plaignent doucement. L'un d'eux répète sans cesse : « Oh! mes reins, mes reins! » Mais sur qui compter pour les évacuer? Depuis trois jours ce bataillon est là,

isolé dans un cercle de feu. Les hommes n'ont pas dormi une minute et meurent de soif. Pourtant ils vont partir à l'assaut.

J'arrive à la barricade de sacs à terre où se trouve le poste de commandement du chef de bataillon. L'ordre d'attaque vient précisément de lui être remis par un des plantons qui me précédaient et il a réuni les officiers des deux compagnies d'assaut pour leur donner ses instructions. Malheureusement, l'obscurité et le peu de temps disponible ne permettent guère d'étudier les détails de cette attaque. Cependant, au delà de la barricade il y a deux chemins. L'un, celui de droite, se dirige vers la route de Béthune. A une centaine de mètres d'ici, il traverse au point Z... un talus que les Allemands ont aménagé en tranchée, et rencontre la route au point X..., où se trouve un fortin qui est un des objectifs de l'attaque. Le chemin de gauche conduit à la halte de Souchez. Nous l'occupons jusqu'à une centaine de mètres d'ici, au point Y... C'est de là que partira la seconde attaque, qui doit se porter directement sur la route, pour couper ainsi la ligne des communications du fortin avec Souchez. Chacune de ces attaques est confiée à une compagnie : celle de gauche est commandée par le lieutenant G..., celle de droite par le lieutenant S..., normalien aux traits affinés qui, quoique souffrant, est venu prendre le commandement de cette compagnie dont le chef a été tué hier. Il a pour adjoint le lieutenant R... tout récemment sorti de Saint-Cyr.

Au moment où le commandant achève de donner ses instructions, trois gros obus tombent juste devant la barricade, à la place où doivent se masser les compagnies d'assaut. Heureusement que, par une prudence de vieux troupier, le commandant ne les fait avancer qu'à la dernière minute. Maintenant, il est dix heures dix, l'heure fixée pour l'attaque. La compagnie G... s'écoule homme par homme par un étroit passage ouvert à l'extrémité gauche de la barricade, et suit le chemin de gauche dans la direction de Y... Les hommes meurent de soif et nous demandent à boire en passant. Mais nos gourdes sont bientôt vides. En même temps, la compagnie S... sort du *Chemin Creux* en escaladant le talus de droite. Le peloton de R... doit aller presque jusque sur la route de Béthune, et là se rabattre sur le fortin X... qu'il attaquera en flanc, tandis que S... l'attaquera de face, en suivant le chemin de droite et enlevant la tranchée Z...

A peine ce mouvement est-il commencé depuis cinq minutes que nous entendons le tac-tac d'une mitrailleuse installée en Z... Les balles prennent le chemin en enfilade et viennent frapper les sacs à terre de la barricade au-dessus de la place où le commandant B... a installé son poste de commandement. En même temps, des tranchées ennemies s'élèvent d'éblouissantes fusées blanches.

Par suite de l'amplitude du mouvement tournant que doit exécuter S..., il perd contact avec son chef et appuie trop à gauche. Aussi B... nous fait-il demander où est R... Les agens de liaison ne réussissant pas à le trouver, j'y vais moi-même. Je suis le chemin de gauche, qui monte en pente douce jusqu'à Y..., où il est complètement découvert. Ici, je dois être tout près de la route de Béthune, le long de laquelle sont retranchés des Allemands. Sur la droite, le crépitement ininterrompu des mitrailleuses ennemies annonce que le peloton de S... est aux prises avec la tranchée Z... Derrière moi, le *Chemin Creux* est encore éclairé par les lueurs des obus. Mais partout ailleurs s'étend la plaine sombre. De quel côté marcher? Soudain, une fusée allemande décrit dans le ciel sa courbe sinueuse, et laisse retomber un panache d'étoiles blanches qui, pendant quelques secondes, projettent une éclatante lumière. Devant moi se dressent les arbres de la route de Béthune, dont les feuillages paraissent tout blancs sous cette clarté blafarde. Et à quelque distance, à droite, j'aperçois B... à la tête de sa petite troupe. Je vais à lui. Il croyait devoir marcher directement sur la route, pour s'y installer dans les fossés. Je lui explique qu'il faut au contraire marcher sur la droite, pour attaquer de flanc la tranchée devant laquelle S... est en ce moment arrêté. Il change donc de direction et déploie ses deux sections face à son nouvel objectif.

Qu'est-il advenu, pendant ce temps, de l'attaque de la compagnie de gauche? Sans doute, ses agens de liaison ont déjà apporté les premiers renseignemens au chef de bataillon. Je reviens donc à la barricade, auprès du commandant. R... est maintenant en liaison avec S... et ils vont attaquer simultanément le fortin... Quant à la compagnie de gauche, un message de son chef vient d'annoncer au commandant qu'elle a attein la route de Béthune et s'y retranche dans le fossé.

Je m'assois sur des sacs à terre, car, depuis ce matin, je n'ai

pour ainsi dire pas cessé de marcher. Sans doute nous recevrons bientôt ici des agens de liaison du...e et des chasseurs à pied qui prononcent sur cette position des attaques concentriques avec la nôtre. Ce seront probablement leurs attaques qui, prenant le fortin à revers, le feront tomber. J'irai à ce moment me mettre à la disposition du colonel du...e, qui doit prendre la direction de l'ensemble de l'opération.

Pendant quelques instans, le bombardement s'est arrêté, et je me laisse aller à contempler la beauté de cette nuit de juin. Je cherche les noms des constellations qui étincellent au-dessus de nos têtes. Quel contraste entre cette sérénité et les scènes de douleur dont nous sommes entourés !

« Les Boches nous attaquent ! » Ce cri me réveille en sursaut. Avec un adjudant qui se trouve près de moi, je mets mon revolver à la main et je monte sur le talus, m'écarquillant les yeux dans la direction du petit poste qui vient de donner l'alarme. Le commandant donne l'ordre de faire partir des fusées. La première, mal orientée, part obliquement et pique du nez dans la barricade, qu'elle couvre d'étincelles.

Enfin une deuxième fusée monte en serpentant et éclate dans le ciel. Pendant quelques secondes, nos regards peuvent explorer le terrain qui s'étend entre nous et le *Bois en Hache*. Devant nous, çà et là, des lignes sombres se déplacent rapidement. Mais est-ce que ce sont des troupes en formation d'attaque, ou bien tout simplement les hautes herbes qui ondulent sous le vent ? On fait partir de nouvelles fusées. Une attaque de ce côté pourrait avoir de graves conséquences. Le *Chemin Creux* n'a devant lui aucune défense accessoire. Comment aurait-on apporté les rouleaux de fil de fer barbelé, les piquets, les chevaux de frise, tout cet encombrant matériel, alors que le ravitaillement est si difficile et si précaire qu'on parvient à peine à faire passer les vivres et les munitions ? Si, à la faveur de cette situation, les Allemands peuvent prendre pied dans le *Chemin Creux*, ils coupent l'unique ligne de communication des quatre compagnies qui sont engagées dans l'attaque de la route de Béthune. Sans doute il y a, à la *Tranchée des Saules*, un bataillon de réserve, prêt à accourir au premier appel. Mais comment le préviendrions-nous ? Combien de temps lui faudrait-il pour arriver jusqu'ici, sous ces tirs de barrage qui couvrent d'obus la piste qu'ils auraient à suivre pour venir de la *Tranchée des Saules ?*

Heureusement, nous en sommes quittes pour une alerte. Les patrouilles envoyées en reconnaissance ne rencontrent pas de troupes ennemies dans la direction du *Bois en Hache*. Mais, en revanche, de mauvaises nouvelles arrivent du côté de la route de Béthune. La compagnie de S... a été arrêtée devant la tranchée ... par les mitrailleuses et le feu violent de l'artillerie ennemie. S... l'a reformée et l'a reportée à l'attaque, mais il vient d'être tué et sa compagnie se replie sur ses positions. Nous ne nous sentons soutenus ni par le ...e, ni par les chasseurs à pied, dont nous n'avons aucunes nouvelles, bien que, sur notre droite, nous ayons envoyé à leur rencontre des patrouilles de liaison.

Peut-on, dans ces conditions, laisser la compagnie de G... en flèche dans le fossé de la route de Béthune, à deux cents mètres en avant de nos lignes? Il est deux heures. Nous touchons à la fin de cette courte nuit du solstice, et déjà, vers l'Est, apparaît une légère clarté. Quand le jour sera levé et que cette compagnie, encore insuffisamment retranchée, sera prise en flanc par les mitrailleuses du fortin X... et de dos par le feu des batteries situées derrière le *Bois en Hache*, que restera-t-il d'elle? Le commandant décide de la ramener vers Y... en avant de son point de départ, sur une position où elle pourra s'installer fortement et se tenir prête à se reporter sur la route, si le ...e et les chasseurs à pied poussent jusque là. Afin d'empêcher les Allemands d'amener des renforts, et de faire une contre-attaque, je vais demander à l'artillerie d'exécuter des tirs de barrage en avant de la station de Souchez. Je ferai également envoyer des cartouches, car notre approvisionnement s'épuise.

Je remonte le *Chemin Creux*, sur le talus duquel nos hommes sont toujours couchés, le visage tourné vers le *Bois en Hache*. Les obus ne cessent d'y pleuvoir et leurs éclats déchirent l'air avec un cri aigu. En arrivant à V... près des voitures, j'entends s'écrier à côté de moi : « Ah! les bandits! ils m'ont coupé le pied. » Je reconnais la voix de P... un des hommes de liaison que j'ai été chargé d'instruire. Un éclat d'obus vient de lui arracher une semelle en lui coupant la plante du pied. Mais il me suit en se traînant sur les genoux pour s'échapper de cet enfer.

Nous arrivons à ... où notre chemin est traversé par un

boyau qui vient du *Bois Carré*. Je m'arrête, voyant plusieurs hommes étendus devant moi. L'un d'eux me dit : « Courbez-vous, mon lieutenant, une mitrailleuse du *Bois Carré* prend le boyau en enfilade. » Et en effet, le sifflement des balles se fait entendre au-dessus de nos têtes. Dans ce boyau gisent deux blessés, deux chasseurs à pied de la brigade que nous avons relevée depuis trois jours. Combien y a-t-il donc de temps que ces malheureux, auxquels leurs camarades n'ont pu faire qu'un pansement sommaire, attendent d'être transportés à l'ambulance ? Mais avant les blessés ce sont les outres d'eau, les vivres et les munitions, que pendant ces courtes nuits de juin il faut transporter, en aussi grand nombre que possible, aux combattans qui les attendent. Le premier devoir est d'assurer la continuation de la lutte ; c'est seulement quand il est rempli qu'on a le droit de s'occuper des victimes. Un brancardier qui est agenouillé auprès d'un des blessés tourne les yeux vers moi. A la clarté douteuse du petit jour, qui, à l'horizon, commence à remplacer les étoiles, je reconnais l'abbé M..., rencontré jadis à la ferme du L... auprès du premier soldat à la mort duquel j'aie assisté. Les deux blessés dont il s'occupe ici ne laissent guère d'espoir. L'un d'eux, le visage emmailloté de bandelettes, n'a déjà presque plus de connaissance, et fait entendre de faibles gémissemens ; l'autre accueille avec résignation les exhortations que lui adresse l'abbé M... Je parle à celui-ci de C... dont l'affreuse blessure réclame des soins urgens. Impossible de l'emporter sans brancard. Mais il n'y a pas de brancardiers. « J'irai seul, répond gravement le prêtre. J'en ai l'habitude. Pour transporter un blessé, je le prends sur mon dos en croisant ses bras sur ma poitrine. Mais pour d'aussi longues distances, cela est pénible, continue-t-il comme en se parlant à lui-même. »

Ces mots me frappent de respect et d'admiration. Dans ce terrain que tous traversent à la hâte, tant il est balayé par les obus, je le vois marchant dans les fondrières, obligé de s'arrêter cent fois pour reprendre haleine et laisser reposer le malheureux blessé, auquel, pour le sauver, il impose les plus cruelles tortures. Où donc puise-t-il la force surhumaine qui lui permet de toujours recommencer ce terrible voyage?

Mais il faut que j'aille porter au colonel les renseignemens dont il a besoin. Je reprends ma marche et arrive enfin à la

Tranchée des Saules, où attendent deux compagnies de réserve. Le jour se lève, un jour humide et glacial, dans lequel les visages fatigués des hommes apparaissent livides.

. . . . . .

Le soir tombe. Le deuxième bataillon est relevé par le troisième, qui va recommencer l'assaut. Une effroyable averse a transformé tous les boyaux en marécages. Je remonte péniblement la *Tranchée des Saules*, pataugeant dans la boue jusqu'aux genoux et m'efforçant de ne pas glisser encore dans un abri plein d'eau, comme il m'est arrivé tout à l'heure. Je rencontre le médecin-major du deuxième bataillon. Il vient du *Chemin Creux* où je retourne pour la nouvelle attaque.

— M... est-il encore là-bas ? lui dis-je.

— Mort, répond-il. Je l'ai vu étendu, les bras en croix, près de la barricade. Il a reçu un éclat d'obus dans la tête en essayant d'aller ramasser un blessé.

L'abbé M... est mort. Pour un instant, j'échappe aux tristes réalités qui nous entourent : ce bombardemeut incessant, ces cadavres étendus dans la boue, ces soldats en file indienne, courbant le dos sous la pluie, qui vont à l'attaque où tomberont encore des centaines d'hommes. Je pense à la sublime abnégation de l'humble brancardier. J'entends toujours cette voix grave, intérieure, et je revois ce visage, transfiguré par la bonté, se détachant sur le nimbe dont l'entouraient les premières lueurs de l'aube...

JEAN SONGY.

LA GUERRE AUX CHAMPS

UNE COLONIE DE RÉFUGIÉS

J'habite un pittoresque bourg du Nontronnais, dans un magnifique pays de bois et de collines, mais à quinze kilomètres de toute gare. Un petit tramway local y fait une halte, mais l'unique train d'aller et de retour ne permet pas, sur tout un sens de la ligne, de se rendre d'une station à l'autre et d'en revenir le même jour. On ne voit donc pas beaucoup d'endroits plus perdus, ni plus éloignés de la guerre, et l'on n'imagine pas, cependant, combien elle y a tout changé.

Dès le début, d'abord, le crieur de la commune battait chaque matin le tambour pour réunir les habitans sous le vieil orme du Champ de foire, et leur y lire le journal. Puis, à la longue, cette lecture fatiguait, les choses duraient trop, les gens ne se dérangeaient plus, le mauvais temps venait, les feuilles de l'ormeau tombaient, et l'on cessait de lire les nouvelles. Mais tout n'en continuait pas moins à rappeler la guerre. La plupart des hommes valides étaient partis, et l'on n'apercevait plus, sur les coteaux, piquant les bœufs ou poussant la charrue, que des vieillards, des femmes et des fillettes. A de certaines heures, comme les autres années, des chœurs de voix d'enfans arrivaient de l'école, mais on y reconnaissait *la Marseillaise*, qu'on faisait chanter en classe aux petites filles et aux petits garçons. Le tambour ne convoquait plus les habitans pour la lecture du journal, mais conduisait les gamins qui mar-

chaient en troupe, avec des morceaux de bois en forme de fusils, des chiffons sur le dos à la place de sacs, et de vieilles boîtes de conserves en guise de gamelles. Il battait aussi pour les communications officielles, mais il n'y était toujours de même question que de guerre. Tantôt, il s'agissait de réquisitions, tantôt de recrutement, tantôt de prisonniers allemands qui s'étaient évadés d'un train, et le crieur, un soir de mai, publiait ainsi, à la tombée de la nuit, un avis à la suite duquel les colloques se prolongeaient longtemps et bruyamment devant les portes. Cinquante réfugiés du Nord, évacués avec d'autres sur l'Ouest et sur le Midi, étaient annoncés pour le lendemain, et la nouvelle mettait toute la localité en révolution.

La première impression était l'étonnement. Sans médecin, sans pharmacien, sans gendarmes, sans facilités de transport, le bourg, depuis déjà dix mois de guerre, n'avait encore reçu ni réfugiés, ni blessés, et croyait n'en jamais recevoir. Vrais ou faux, d'autre part, tant de bruits fâcheux avaient couru sur les réfugiés, et tant d'endroits passaient pour en avoir souffert, qu'on n'était pas non plus sans craintes. Enfin, prévenus aussi tardivement, les habitans se demandaient comment ils pourraient bien être prêts à recevoir toute cette colonie.

Le lendemain, cependant, les craintes s'étaient tout de suite dissipées. C'était jour de foire, on n'en accourait que plus en nombre à la petite gare du tramway pour y voir débarquer les nouveaux venus, et leur aspect calmait les appréhensions. A quelques exceptions près, tous étaient fort proprement mis, et ceux mêmes qui paraissaient pauvres avaient la meilleure tenue. D'autres surprenaient même plutôt par leur air d'aisance, ou le volume et la quantité de leurs bagages. Un meunier se faisait suivre d'un coffre énorme qu'il fallait porter à trois, et quelques femmes avaient presque fait de la toilette. Aucun, en somme, n'annonçait rien d'inquiétant, et la Mairie leur trouvait assez facilement des gîtes. Il y avait une dizaine de familles belges, d'Ypres ou des environs, et d'autres de nos départemens du Nord. Les uns étaient des mineurs, d'autres des employés de fabriques, d'autres des cultivateurs, d'autres exerçaient d'autres métiers. On était à la veille de la Fête-Dieu, presque tous en suivirent le lendemain la procession avec recueillement, et les gens du pays n'avaient pas assez de curiosité et d'ébahissement pour regarder défiler toutes ces

figures étrangères si inopinément arrivées, et comme tombées du ciel pour remplacer les absentes.

*
* *

On a logé quelques familles dans le quartier perché au-dessus du Champ de foire, et notamment un ménage belge. L'homme est menuisier, et ne sait pas un mot de français, mais sa femme le parle bien et sert d'interprète à toute la colonie. Aussitôt dans le pays, elle a fait engager son mari comme aide par le sacristain, menuisier comme lui, et dont l'atelier touche à leur logis. Il travaille ainsi tout à côté d'elle, et je la trouve, un après-midi, installée et tricotant devant sa porte. Il fait un temps superbe, on aperçoit au loin le cirque bleu des collines par-dessus les toits du village, le marteau et le rabot résonnent derrière nous dans l'atelier, et, tout en agitant ses aiguilles, elle me raconte leurs misères.

— Ah! monsieur, me dit-elle avec un gros soupir, personne n'aurait jamais cru possible tout ce que nous avons souffert, et je suis bien heureuse de n'avoir pas d'enfans. Nous sommes mariés depuis deux ans et, aussitôt après notre mariage, nous nous étions établis à Ypres, dans une petite maison dont nous devions devenir les propriétaires, lorsque l'été dernier, quelques jours avant la foire, on apprenait, sans pouvoir d'abord y croire, que la guerre était déclarée. Un mois après, on voyait un matin des cavaliers à grandes lances le long du canal, et une immense armée allemande entrait chez nous, dans la soirée, par quatre endroits différens. La nuit, cependant, se passait bien, et l'armée, le lendemain, repartait au petit jour. Mais les Anglais et les Français arrivaient ensuite à leur tour, on se battait dans les environs, et nous ne cessions plus, à partir de ce moment-là, de vivre dans un cauchemar... De tous les côtés, d'abord, des réfugiés de la campagne accouraient en masse. Des femmes qui pleuraient en portant leurs enfans! Des fermiers qui poussaient leurs bêtes devant eux! Des infirmes et des malades dans des chariots et jusque dans des brouettes! Puis, le bombardement commençait, les obus pleuvaient dans les rues, sur les monumens, dans les maisons. Nous étions obligés de nous cacher dans notre cave, et un jour, vers trois heures de l'après-midi, mon mari, qui était parti depuis le matin pour aller chercher à manger et que je croyais tué, finissait par

revenir, mais tout tremblant, pâle comme un mort, et me disant que tout le quartier croulait, qu'il n'y avait plus une seconde à perdre, que nous allions être enterrés vivans, et qu'il fallait nous enfuir immédiatement...

A ces souvenirs, la voix de la pauvre femme se troublait, son tricot tremblait dans ses mains, et elle continuait, tout émue :

— Ah! monsieur, lorsque je me rappelle ce départ, j'ai toujours envie de pleurer... Cette maison que nous abandonnions, elle était comme à nous, et c'était comme notre maison. En la quittant, nous perdions tout ce que nous avions!... Mais nous ne pouvions plus rester. Une partie de notre rue était déjà tout en ruines, et nous devions, à chaque pas, nous jeter derrière un mur ou au fond d'un fossé, pour ne pas être tués. Enfin, nous réussissions à nous sauver, nous parvenions à un village où nous passions la nuit dans une grange et, le soir suivant, nous arrivions à Hazebrouck... Là, nous avons vécu six mois, mais comment? Et dans quelles souffrances! Notre pauvre maison!... Nous ne pouvions pas nous décider à l'abandonner : il y avait trente-cinq kilomètres pour y aller, il fallait les faire à pied, et mon mari, pendant plus de cinq mois, y est retourné presque chaque semaine. Il regardait si elle n'était pas démolie, revenait, et repartait encore pour la revoir. Presque toujours il en rapportait quelque chose, des outils ou bien des vêtemens, ou bien seulement un souvenir. Certaines fois, lorsque le bombardement n'était pas trop fort, il restait deux ou trois jours, et réparait les dégâts, ou cachait les objets qui risquaient d'être volés. D'autres fois, les obus tombaient avec tant de violence qu'ils l'empêchaient d'arriver, et qu'il devait s'en retourner sans avoir pu même approcher. Une nuit, à l'un de ces voyages, il a vu brûler la cathédrale Saint-Martin et l'échafaudage placé autour. Tout le ciel et toute la ville n'étaient plus qu'un brasier. Une autre nuit, il a vu brûler les Halles et, le mois dernier, il était encore reparti, lorsqu'il apprenait, en arrivant, la mort d'un de nos voisins et de ses sept enfans, tués tous les huit par une bombe tombée chez eux. Chez nous, il en était aussi tombé une. Elle avait crevé le toit, traversé le plancher de notre chambre, et fait explosion dans la cuisine. Il y avait un gendarme mort près du fourneau, et tout, en même temps, avait été pillé et saccagé. On avait brûlé les

portes, les bancs, les chaises, l'armoire, la commode, les tiroirs, la garde-robe, et volé tout ce qui n'avait pas été caché... Ah! monsieur, nous en avons pleuré! Nous n'avions plus rien, et mon mari voulait encore retourner, mais on a donné l'ordre de nous faire évacuer Hazebrouck, et de nous embarquer tous pour le Midi... Alors, un train nous a d'abord emmenés à Calais, et de là à Rouen, puis à Tours. Pendant deux jours et deux nuits, nous n'avons pas quitté le chemin de fer. Nous mangions et nous couchions dans les wagons... Nous ne pouvions même pas en sortir... Et, maintenant, nous voilà ici...

Elle s'arrêtait encore et ne pouvait plus parler, de nouveau toute remuée par ses souvenirs, posait ses aiguilles, et essuyait ses yeux, pendant qu'on entendait toujours clouer et raboter dans l'atelier, et qu'on voyait, au-dessous de nous, à l'autre bout du Champ de foire, s'étendre l'ombre du vieil orme sous lequel, l'été précédent, le crieur lisait les nouvelles...

*
* *

Logé quelques maisons plus bas, un mineur du Pas-de-Calais, qui se loue dans le village, tantôt pour un travail, tantôt pour un autre, me raconte l'effroyable sauve-qui-peut des populations de sa contrée.

Il habitait La ..., dans une de ces cités ouvrières si nombreuses en ces régions. Un jour, les Allemands envahissaient le pays, entraient dans la cité, y prenaient les matelas et les meubles des locataires, en faisaient de grands tas dans la rue, y mettaient le feu, et les détails de la fuite de tout ce troupeau humain se sauvant de ce village en flammes, le long du canal de l'Yser, vous donnent le frisson. Les malheureux avaient cru pouvoir prendre la grande route, mais la trouvaient barrée par nos propres troupes, en train d'y opérer leur retraite, et s'y heurtaient partout aux baïonnettes des factionnaires, qui leur faisaient rebrousser chemin, en leur criant : « On ne passe pas! » Alors, tout affolés, ils se jetaient dans les terres labourées, où beaucoup ne pouvaient plus marcher. Il y avait des infirmes qui renonçaient à avancer, des familles qui se perdaient sans pouvoir se retrouver. Une femme, devenue folle, se précipitait dans le canal avec ses quatre enfans. D'autres, qui étaient grosses, accouchaient contre les meules, et mouraient près de leurs enfans morts. Partis sans rien, courant depuis des heures,

exténués, l'estomac vide, affamés, ils arrachaient en chemin les betteraves et les pommes de terre pour les manger crues et, harassés, fous de misère, finissaient cependant par arriver à B..., mais ne se doutaient pas de ce qui les y attendait... Des milliers de fuyards encombraient déjà la ville, l'envahissaient de plus en plus, et la population, effrayée et menacée par ces foules qui demandaient à être nourries, ne savait qu'inventer pour s'en délivrer. On leur faisait faire queue pendant des heures, pour leur donner un morceau de pain gros comme le poing qu'on leur faisait payer un prix exorbitant, ou qu'on leur refusait même au dernier moment.

— Nous avions toutes les peines du monde à avoir du pain, me dit le malheureux mineur, et les boulangers n'osaient pas toujours nous en vendre. La foule leur criait de ne pas nous en donner!... Un jour que je m'étais procuré pour deux sous de lait, et que j'étais allé demander à un habitant de mes amis de me le faire chauffer, il me regardait comme s'il ne m'avait jamais vu, et me fermait sa porte à la figure en me disant qu'il ne comprenait pas ce que je lui voulais... Il ne me reconnaissait plus... Un ami!...

Le pauvre homme n'était naturellement pas resté à B..., et le flot de la guerre avait fini par le jeter dans notre village avec sa femme et ses filles, pendant que ses fils étaient au front.

— Nous ne connaissons pas le travail de par ici, me déclare-t-il en terminant; mais nous ferons tout ce que nous pourrons, les foins, les moissons, les vendanges, tout ce qu'on voudra nous faire faire!... Moi, je peux scier du bois, en charger, en décharger, casser des pierres. Nous pourrons, quand il en sera temps, arracher les betteraves et les pommes de terre. Mais ce n'est pas ce que nous avons mangé depuis huit mois qui nous donnera de la vigueur!... Tenez, monsieur, ce pantalon que j'ai là, c'est celui avec lequel je me suis sauvé, le pantalon de l'Administration, et je n'en ai pas eu d'autre tout l'hiver. Quand je travaillais la nuit, dans l'eau, à creuser des tranchées pour les Anglais, il était quelquefois tellement trempé que je ne pouvais plus le supporter. Alors, je l'ôtais, je le tordais, et je le remettais tout mouillé... Il y a un an, je pesais plus de cent soixante-quinze. Aujourd'hui, je ne pèse même pas cent quarante... Le mois dernier, j'ai voulu m'engager, mais on n'a pas voulu de moi... Et quand je pense à ce que nous étions

avant la guerre! Nous vivions alors en famille, et nous avions, à nous tous, dix-sept francs à dépenser par jour. Ah! on ne mettait rien de côté, mais on ne se refusait rien, et on était heureux! Oui, monsieur, dix-sept francs par jour, et vous pouvez faire le calcul... Moi, j'étais lampiste, et j'avais l'entreprise de huit cents lampes, ce qui faisait cinq francs, vingt-cinq. Mon fils aîné était mineur, et gagnait cinq francs. L'autre l'était aussi, et en gagnait trois. Ma fille aînée gagnait deux francs soixante-quinze dans une fabrique de tissage, et ma femme se faisait environ un franc par jour, l'un dans l'autre, en revendant des lainages dans les marchés. Vous pouvez compter, ça faisait bien dans les dix-sept francs!... La veille du jour où il a fallu nous sauver, nous avions plus de deux cents francs à toucher le lendemain, pour notre quinzaine... Ah! oui, on était heureux, et nous ne l'avions même jamais été autant!.. Mais je cause, et je n'en ai pas le temps... J'ai cinq sous de l'heure pour scier du bois, et il faut que vous m'excusiez...

***

Deux familles de cultivateurs des environs d'Ypres, celle d'un journalier et celle d'un petit fermier, occupent en commun les trois pièces d'un logement inhabité. Ils sont douze, parens et enfans, et les maris sont beaux-frères. Le journalier seul parle un peu le français, et l'histoire de ces pauvres gens est navrante.

Ils habitaient un village d'abord rançonné par les Allemands, repris ensuite par les Alliés, et qu'avait dû évacuer la population. Séparée de son mari en service dans l'armée belge, la sœur du petit fermier avait suivi son frère avec ses deux petits garçons, une petite fille encore au sein, et les trois familles étaient parties ensemble.

Une certaine chance parut d'abord les favoriser. Le petit fermier avait pu sauver une vache, l'emmener et la vendre en route à la troupe. Parvenus ensuite sans encombre à une localité importante, ils y avaient trouvé du travail dans une exploitation agricole, et vivaient ainsi à l'abri, aussi tranquilles que possible, entendant seulement au loin l'incessant grondement du canon, quand ils avaient tous failli périr dans un drame horrible.

Ils logeaient dans une auberge où se trouvaient en même temps cantonnés des chasseurs d'Afrique, et un chasseur, un jour, rapportait une tête de shrapnell pour amuser les enfans. Le joujou avait eu le plus grand succès, et les petits garçons ne cessaient plus de faire rouler la petite boule sur la table et sur le plancher, la lançaient, la relançaient, la rattrapaient, et jouaient ainsi sans méfiance, quand elle ricochait un soir sur la pierre d'évier. Une explosion terrible ébranlait alors la maison, et la sœur du fermier poussait un épouvantable cri. Assise près de la cheminée, à la place où elle donnait d'habitude à teter à sa petite fille, elle avait les deux jambes coupées au-dessus des chevilles, un trou au-dessus d'une hanche, un autre à la gorge, et l'enfant avait le ventre ouvert. On se précipitait pour essayer de les sauver, mais tout était inutile. Elles ne donnaient déjà plus signe de vie en arrivant à l'ambulance, et mouraient un quart d'heure après.

Expulsés quelques semaines plus tard de la localité où ce malheur atroce avait eu lieu, comme ils l'avaient déjà été de leur village, réduits à la dernière des misères, et longtemps ballottés d'un refuge à l'autre, les deux beaux-frères, leurs familles et les deux petits orphelins vivent maintenant ici, dans ce coin du Nontronnais, sous le même toit de paysan, mais du moins loin des catastrophes, et devant le même âtre au triste feu, mais dont le pauvre filet de fumée monte en paix sous un ciel où ne sifflent plus les bombes et où n'éclatent plus les shrapnells. Ils ont longtemps erré de pays en pays, couchant dans les étables ou même dans les champs, manquant de tout, perdant l'espoir, et le journalier me dit, en baissant la tête, avec les quelques mots de français qui lui servent à se faire comprendre :

— Triste, la guerre, c'est triste !... Tout mort, tout cassé, tout brûlé !... Tout pris, tout perdu, plus rien !...

Je lui demande s'ils sont contens du pays, et il me répond affirmativement, mais sans élan :

— Contens, oui... Sommes en famille... Mangeons chez nous.. Pas d'obus... Contens, oui, contens...

Et, assis devant la cheminée, il regarde mélancoliquement les cendres pendant que son beau-frère va et vient derrière nous sans nous comprendre. Les femmes sont au lavoir, et les enfans, assis sur le pas de la porte, se montrent, de leurs

petites mains, tout en mangeant des tartines, les chèvres et les bœufs qui remontent ou qui redescendent le village.

*
* *

Il est arrivé un petit événement dans la colonie... Un jardinier belge, sa femme et ses cinq enfans sont brusquement repartis comme ils étaient venus.

En même temps qu'un assez mauvais esprit, ce jardinier, paraît-il, était un intarissable parleur. A la table de l'auberge, où certains réfugiés préféraient prendre leurs repas, il ne quittait pas la parole.

— Il parle trop, disaient les autres, tout étourdis par son bagout.

Aussi grand qu'il était bavard, avec d'élégantes jambières de cavalier et de belles culottes de velours qui lui moulaient coquettement les jambes, il passait ses journées à discourir, moitié en flamand et moitié en français, devant la porte de l'auberge, en fumant un petit bout de pipe. Il savait tout, parlait de tout et se moquait de tout le monde.

Il avait deux petits garçons toujours mis comme de petits princes, mais élevés comme de petits sauvages, et qui allaient, chaque après-midi, à la stupéfaction générale, se baigner tout nus dans l'étang. Leur mère, pendant ce temps-là, occupait ses loisirs à confectionner dans la cuisine de l'auberge des ragoûts et des gourmandises dont ils portaient une part à un meunier de leur pays, le meunier au grand coffre, à l'autre extrémité du bourg. Après les avoir vus courir tout nus dans le village, on les y revoyait ainsi faire ensuite les importans dans leurs beaux habits, et porter avec précaution, sous leurs grandes collerettes et leurs jolis chapeaux, des plats où fumaient des sauces.

Tout en ne faisant jamais rien que des discours du matin au soir, le jardinier, d'après ce qu'il racontait, ne cessait de recevoir les plus magnifiques propositions de tous les châteaux environnans. Tous les châtelains, à l'entendre, le réclamaient comme maître-fleuriste et lui offraient des gages extraordinaires. Mais il ne se pressait pas de se décider, ne répondait même pas, et déclarait vouloir attendre, afin de pouvoir mieux choisir, quand on avait appris qu'il était parti pour Paris. On les avait tous aperçus un matin, lui, sa femme et ses cinq enfans, remonter vers le petit tramway.

On voudrait être renseigné sur ce singulier jardinier, et questionner un peu la colonie sur lui, mais le meunier est seul à l'y connaître, vit lui-même à l'écart, et ne sait pas un mot de français.

***

— Eh bien ! mesdemoiselles, d'où revenez-vous avec de pareils bouquets?

— En effet, me répondait l'une des deux jeunes filles qui remontaient la côte en portant chacune avec peine un gros fagot de bois mort, ce sont de drôles de bouquets... C'est pour faire cuire notre dîner de ce soir...

Elles sont deux sœurs, et les filles d'une veuve d'A..., employées avant la guerre dans une fabrique de tissage, où l'une était fileuse, et l'autre démonteuse. Elles subvenaient ainsi à l'existence de leur mère et d'une petite sœur qui a huit ans. La mère, de son côté, gagnait quelque chose, et donnait en même temps pension à un vieux tisseur, le vieux Théodore, également veuf. En réunissant ainsi leurs petites ressources et en ne faisant qu'un ménage, ils vivaient mieux, tout en dépensant moins. On les a évacués ici ensemble, et ils occupent, dans le bas du bourg, une petite maison bourgeoise dont les propriétaires ne sont jamais là, si ce n'est trois ou quatre jours tous les deux ans, pour la pêche d'un étang qu'ils possèdent dans le voisinage.

Le vieux tisseur semble enchanté de ma visite. C'est le réfugié jovial, et il me dit tout de suite, avec une bonne humeur et une philosophie qu'aucune misère ni aucune catastrophe ne paraissent pouvoir altérer :

— Voyez, monsieur comme nous sommes bien logés !... Quand on nous a tous embarqués, il y a un mois, pour Calais, en nous enfermant deux jours et deux nuits dans des wagons d'où nous ne pouvions plus sortir, nous ne nous serions jamais doutés que nous finirions par arriver dans un pays où nous serions aussi bien... Tenez, voilà les chambres... Celle de madame, celle de ces demoiselles, la mienne... Et des armoires, des commodes, des rideaux aux lits... Et voilà même le salon, mais nous n'en profitons pas... Et le bûcher, la cour, le hangar... Il y avait énormément de toiles d'araignées, et je n'en avais même jamais tant vu, mais nous les avons toutes enlevées... A présent, tout est bien convenable !...

Puis, avec son fort accent du Nord :

— Nous voudrions que les patrons *viennetent* maintenant un peu chez eux... Ils verraient comme nous y avons tout fait beau !

Et, de retour dans la cuisine où la mère et ses filles sont restées à coudre :

— A A..., monsieur, nous avons tant reçu d'obus que nous ne pouvons pas encore croire au bonheur de ne plus en entendre. La nuit, je bondis quelquefois tout en dormant, et je me réveille tout en sueur, comme s'il venait encore d'en tomber un, et chez nous, cependant, voyez comme c'est curieux, la guerre nous avait plutôt procuré d'abord des avantages... Auparavant, par exemple, on risquait toujours de se faire prendre par les douaniers en allant en Belgique acheter du tabac et des allumettes. Depuis, ils avaient tous été mobilisés, et on pouvait, sans se gêner, aller acheter ce qu'on voulait... Tout le monde en était content... Ensuite, les Allemands sont venus, mais il n'y a pas eu non plus d'abord trop de misère. Ils ne volaient que dans les maisons dont les propriétaires n'étaient pas là, et ils vous saluaient dans la rue !...

— C'est vrai, dit l'une des jeunes filles, ils nous disaient chaque fois bonjour en nous rencontrant.

— Mais oui, continue le vieux Théodore, ils étaient très polis, et ils n'ont même vraiment pillé que le magasin d'un parfumeur. Là, par exemple, ils n'ont rien voulu laisser, et les soldats ont tout emporté... Tous les savons, toutes les bouteilles d'eau de Cologne et toutes les boîtes de poudre de riz... Il fallait voir ça !... Et puis, un jour, ils nous ont dit : « Adieu, adieu !... Nous partons... Mais vous malheureux, et nous aussi... Nous mourir de faim, et vous tués... » Et le soir, en effet, ils n'étaient plus là, le bombardement commençait quelques jours après, et les obus, pendant six mois, n'ont plus cessé de tomber sur nous... Alors, on s'est caché dans ses caves, mais elles étaient trop petites, il y en avait qui n'étaient pas solides, d'autres qui n'étaient pas voûtées, et tout le monde s'est dit : « Allons chez M... ! » On voulait dire dans les caves de la brasserie M.... qui tiennent, sous la ville, à peu près autant de place qu'en tient ici tout le village avec le Champ de foire, et on s'y est bientôt trouvé deux mille. On ne savait plus comment y remuer, et il y avait même beaucoup de familles qui pensaient ne plus pou-

voir y venir, mais on leur faisait dire de venir tout de même, et on se tassait encore un peu plus...

Le tableau de ces caves de la brasserie M..., d'après ce qu'en raconte le vieux tisseur, devait être extraordinaire. Elles s'étendaient sur un espace énorme, et toute une population affolée, des femmes, des vieillards, des jeunes filles, des enfans, des malades, s'y serraient avec épouvante. A un endroit, sur la maçonnerie d'un caveau, on avait dressé une petite chapelle, où les uns avaient apporté des cierges, d'autres des fleurs artificielles, d'autres des images de sainteté. Le Doyen était venu la bénir, et on y priait jour et nuit. La Brasserie, cependant, n'avait pas interrompu toute fabrication, et, sur un autre point de ses sous-sols, débitait des chopes de bière à un tourniquet. Tantôt les obus faisaient rage, et les pauvres gens tombaient à genoux en se tournant vers le petit autel. Tantôt, une accalmie se produisait, l'atmosphère de fièvre et de foule respirée dans ces catacombes leur avait desséché la gorge, et ils se pressaient tous au tourniquet. A neuf heures, tous les matins, il y avait une distribution de vivres à l'Hospice, et chacun allait y chercher sa portion en se garant comme il le pouvait contre les bombes. Mais l'Hospice, au bout d'un mois, n'existait plus. Il s'était effondré sous les obus, et la distribution avait lieu au Collège, où l'on courait, à la même heure, chercher son morceau de pain et sa part de pommes de terre, en tâchant de ne pas se faire tuer. Dans ces immenses souterrains, éclairés la journée par les soupiraux, et la nuit par la lumière électrique, la vie de ces deux milliers d'êtres ne semble même plus une vie réelle. Il y avait des heures de terreur folle, suivies de minutes de détente et presque de gaieté convulsive. On éprouvait, malgré tout, un besoin de rire maladif. Brusquement, d'autres fois, on n'entendait plus rien, comme si le bombardement avait cessé... Alors, on se hasardait aux soupiraux, les figures s'y hissaient pour y voir et pour respirer, et un jour, le 5 mai, on avait cru pouvoir regarder ainsi au dehors, quand un épouvantable sifflement, suivi d'un fracas horrible, faisait rentrer toutes les têtes. Une bombe était entrée dans une cave en face, y avait éclaté, et venait d'y tuer quinze personnes...

A ce moment du récit du vieux tisseur, l'une des jeunes filles fait tomber une chaise en se levant pour aller refermer une porte, et sa mère, au bruit de la chute, pousse un véritable

cri d'effroi, puis elle m'explique, toute troublée, qu'elle ne peut plus rien entendre tomber par terre sans croire encore à une bombe, et en être toute bouleversée.

— C'est vrai, dit le vieux Théodore... Madame, maintenant, se trouve toujours mal à tous les bruits auxquels elle ne s'attend pas... Et moi, je le dis bien franchement, je n'aime pas beaucoup non plus entendre tomber quelque chose trop fort. Je me figure toujours aussi que c'est un obus... Voyez-vous, monsieur, nous en avons trop reçu... Seulement, après celui qui avait tué tout ce monde dans la cave en face de la nôtre, nous n'avons plus voulu rester. Personne n'y avait plus le cœur, et nous sommes tous allés à la mairie réclamer nos billets d'évacuation.

Des voix d'enfans descendant la rue passaient à ce moment devant la maison, et une fillette blonde, une petite croix au cou et un cahier sous le bras, entrait dans la cuisine.

— Voilà ma plus petite, me dit alors la mère en achevant de se remettre, elle revient de l'école... La nuit, dans les caves de M. M..., on la couchait dans un caveau, et ça l'amusait beaucoup, mais le bombardement lui faisait aussi bien peur... Et ma seconde avait peut-être encore plus peur qu'elle... N'est-ce pas, Adèle?

— Ma foi, oui, répond Adèle, j'avais très peur.

— Et Théodore tremblait bien aussi un peu.

— En effet, avoue ingénument le vieux tisseur, je ne me sentais pas toujours à mon aise.

— Et moi, ajoute la veuve, j'avais plus peur que tout le monde... Il n'y avait de brave que l'aînée... Aussi, c'était toujours elle qui allait nous chercher nos portions... Les bombes, à elle, ne lui faisaient rien... N'est-ce pas, Madeleine?

— Ma foi, non, répondait Madeleine...

Et ils n'avaient pas l'air trop malheureux... Ils sont tranquilles, bien logés, loin des bombes, et chacun reçoit son allocation. Le vieux Théodore fait des journées, les jeunes filles en font aussi, la fillette va à l'école, et ils ne se plaignent que de manquer de bois. Mais il n'y a plus de bras pour en faire, il est hors de prix, et les pauvres gens, qui n'ont pas tout de même oublié leur pays, doivent se contenter des branches mortes qu'on leur permet de ramasser.

*
* *

Toutes les familles ne logent pas dans le bourg, quelques-unes sont dans les hameaux, et l'une de celles-là, M., Mme et Mlles D..., une famille de petite bourgeoisie rurale, occupe le bas d'un petit castel laissé à la garde d'un régisseur. M. D... possède une connaissance approfondie des travaux des champs, ses trois filles ont reçu de lui une sérieuse éducation agricole, et il exploitait avec elles, au moment de la guerre, une grosse ferme dans le Pas-de-Calais, où la mère de Mme D..., une vieille femme de quatre-vingt-quatre ans, vivait avec eux.

Le père et la mère, à l'approche des Allemands, s'étaient hâtés de faire partir les jeunes filles, mais n'avaient pas voulu abandonner eux-mêmes leur domaine, où la grand'mère était restée avec eux. L'exploitation comprenait un nombreux bétail, des porcs, des moutons, une basse-cour importante, des chevaux et des cultures de toutes sortes dont on venait de faire la récolte. Les fourrages remplissaient les granges, et les meules de blé couvraient les champs. De tout cela, trois mois plus tard, les Allemands n'avaient absolument rien laissé. Ils avaient mangé le bétail, les troupeaux, la basse-cour, pris les chevaux, vidé les greniers, fait main basse sur les foins et sur les grains, tout enlevé et tout arraché des champs. Il n'y restait plus une meule ni une pomme de terre, et les infortunés D..., complètement ruinés, n'étaient cependant encore qu'au commencement de leur Calvaire!

Un jour, en arrachant les betteraves d'une propriété voisine, des soldats y découvraient quatre mille francs d'or. Leurs officiers soupçonnaient alors M. D..., d'en avoir enterré autant, et le sommaient de leur indiquer où. Il protestait auprès d'eux avec la dernière énergie qu'il n'avait rien caché, et ils consentirent d'abord à ne pas insister, mais ne cessaient plus ensuite de les tourmenter, lui et sa femme, à tout propos. Ou bien, ils les accusaient de dissimuler de la volaille, et la leur réclamaient avec menaces. Ou bien, ils forçaient Mme D... à aller cueillir elle-même, pour les leur donner, les quelques haricots ou les quelques salades qui ne lui avaient pas encore été volés dans son potager, et chaque jour ramenait ainsi une nouvelle persécution.

Les pauvres fermiers manquaient déjà presque de tout et,

dans la disette et la terreur où ils étaient, Mme D... en avait été réduite à faire cuire elle-même en cachette dans le fourneau de sa cuisine des petits pains faits avec du blé moulu dans son moulin à café, lorsque deux sous-officiers arrivaient lui dire, un matin :

— Vous cachez du blé !

Elle essayait de leur répondre, mais ils lui imposaient silence, et lui répétaient simplement, en lui montrant leur revolver :

— Vous cachez du blé... Vous allez nous faire visiter toute la maison...

Elle venait justement de retirer ses petits pains de son fourneau, et les ramassait instinctivement dans son tablier afin d'empêcher de les prendre. Puis, les deux Allemands se faisaient conduire à la cave, remontaient avec elle, l'obligeaient à leur ouvrir chaque chambre et chaque placard, sondaient les coins, dérangeaient les meubles, arrivaient au grenier, et là, découvraient en effet un sac de blé derrière des poutres. Atterrée, et toute tremblante, Mme D... leur expliquait alors que c'était tout ce qui leur restait et les suppliait de le leur laisser, mais ils ne l'écoutaient pas et envoyaient enlever le sac.

Une autre fois, la pauvre femme voyait une ordonnance déménager de la ferme tout un ballot d'objets, et se précipitait pour les lui reprendre. Mais l'ordonnance résistait, il y avait lutte, et tout roulait par terre, excepté une lampe-carcel que parvenait à garder le soldat. Elle s'acharnait alors à la lui arracher, et le bec finissait par lui en demeurer entre les mains pendant qu'il s'en allait avec le reste.

Ces scènes exaspéraient M. et Mme D..., mais bouleversaient surtout la grand'mère qu'elles rendaient folle de terreur, et ne cessaient de se renouveler, quand un officier réunissait un jour la cinquantaine d'habitans restés dans la petite localité, leur signifiait d'avoir à quitter le pays le jour même sous peine d'être fusillés, et les prévenait en même temps qu'on se chargerait de les emmener. Mais ils devaient se préparer à se mettre tout de suite en route, on leur permettait seulement, à chacun un petit paquet, et à quatre heures, en effet, on les faisait tous monter dans des charrettes, qui partaient à un coup de sifflet. Deux heures après, on s'arrêtait dans un gros village, et tout le monde y couchait sur la paille, dans

une salle de bal où l'écriteau de l'orchestre annonçait encore une polka. Puis, on les transportait le lendemain dans une autre localité où ils étaient maintenus tout un mois parqués dans une grange, et où mourait la mère de Mme D..., épuisée d'horreur et de souffrance... Enfin, après avoir encore été traînés de pays en pays, de grange en grange, de caserne en caserne, les malheureux D... se trouvaient jetés un soir dans un wagon à bestiaux, y restaient enfermés trois jours et trois nuits sans savoir où ils étaient emmenés, et débarqués, le quatrième jour, dans une gare inconnue d'eux, où on leur disait qu'ils étaient libres... Ils étaient en Suisse...

Leur premier souci, aussitôt en liberté, avait été de retrouver leurs filles, avec qui les hasards de l'évacuation les avaient ensuite réunis dans le paisible et lointain village de Dordogne, où ils essayaient, à présent, de se réveiller de leur cauchemar. Le père s'en remettait peu à peu, la mère en revenait plus difficilement, les jeunes filles gagnaient la vie de la famille en aidant le régisseur du château dans les travaux de la saison, et tous pensaient avec douleur à la vieille grand'mère restée là-bas!

*
* *

On a commencé les fauches, et toute la colonie, les petits cultivateurs, le meunier, les mineurs, les employés de fabrique eux-mêmes, sont d'une aide précieuse pour la localité. Les femmes complètent les équipes et, depuis une semaine, en même temps que la bonne odeur du foin nouveau arrive des prairies, l'écho, au lieu de patois, en apporte du flamand. Les hommes abattent l'herbe à grands coups de faux, les femmes fanent en petits jupons, les enfans courent entre les meules en colportant des bouteilles, tous s'appellent ou se répondent dans la langue de leur pays, et c'est une singulière impression que celle de ce paysage nontronnais où, en fermant les yeux, on se croirait dans une campagne des environs d'Ypres ou d'Arras!

Après une série de jours de pluie, il fait maintenant beau et chaud, et les charrettes, dès midi, défilent sur la route, ballottant et disparaissant sous leurs charges, lentement traînées par les bœufs. Tout à l'heure, elles seront devant les granges, et les appels, les cris, les interpellations, s'y échangeront toujours en flamand ou avec l'accent du Nord. Le patois du village

ne s'entendra plus guère que lorsqu'un enfant ou un vieux aura à parler aux bœufs pour les faire reculer ou supporter les mouches...

*
* *

La note la plus inattendue apportée dans le pays l'aura peut-être été par le vieux tisseur.

Avec son inaltérable et pittoresque optimisme, il s'est tout de suite offert pour n'importe quel travail à n'importe quel prix, en vous disant d'un ton bonhomme, avec ses locutions et son accent du Nord :

— Quand on ne sait pas, on apprend... Ceux qui *veultent* bien faire une chose, *ils* en *viennetent* toujours à bout!

Toujours content, il demandait seulement, après son repas de midi, à faire un petit somme à l'ombre :

— Ceux qui sont vieux, disait-il, *ils* ont besoin de se reposer un instant quand ils ont mangé... Ensuite, ils *travailletent* mieux!

Et il vous racontait ingénument son histoire :

— Moi, je suis un enfant trouvé, et j'ai toujours été heureux. Un enfant trouvé, *n'est-ce pas*, ça n'a pas de parens? Alors, le bon Dieu lui en sert, et l'enfant n'y perd pas toujours. Ainsi, j'ai été élevé par un curé qui me répétait souvent : « Tu peux être tranquille, le bon Dieu ne t'abandonnera pas. » Et le bon Dieu, en effet, m'a toujours protégé. D'abord, bien entendu, j'ai été jeune comme tout le monde, et un jeune homme, *n'est-ce pas*, ça aime à vivre!... Mais je suis vite devenu raisonnable, et le travail ne m'a jamais manqué. Plus tard, j'ai bien fait une grande maladie, mais j'ai été admirablement soigné. Ensuite, je suis bien aussi devenu vieux, et je n'ai plus gagné autant, mais j'ai fait alors affaire avec ces dames, et tout est encore bien allé... Et puis, la Guerre est venue... Les Allemands... Le bombardement... Et, maintenant, me voilà ici, mais toujours heureux tout de même... Je voyage, je vois du pays, et on n'en voit jamais trop...

A midi, en se mettant à table, il fait d'abord un grand signe de croix, dine d'un excellent appétit, va se coucher sous un arbre, dort comme un ange un petit quart d'heure, et vous dit ensuite, en se levant tout ragaillardi :

— Là-bas, chez nous, on boit de la bière, et je l'aime bien,

mais elle rend lourd, tandis que le vin, ici, vous rend léger...

Il a fini, dans le bourg, par être l'ami de tout le monde, et ne manque jamais, en y passant, d'y adresser gentiment un mot de bonjour à toutes les personnes qu'il aperçoit sur leur porte ou à leur fenêtre.

— Bonjour, madame Une Telle... Et la santé? Elle est bonne?... Et vous, monsieur Un Tel, ça va aussi comme vous voulez?... Vous avez de bonnes nouvelles de votre fils?... Et les fourrages?... Ils sont bons?... Et vous, madame Une Telle, vous ne savez toujours pas où est votre mari?... Nous, nous n'apprenons rien de bon de chez nous. Il y est encore tombé deux cents obus l'autre nuit... Tout le monde se fait évacuer... Les gens ne *veulent* plus rester...

Un épouvantable orage a éclaté un jour sur le pays, et le pauvre homme, qui se trouvait en journée, a manqué mourir de frayeur. Il est rentré tout affolé dans la maison, s'est affaissé tout pâle sur une chaise, puis a avoué, une fois remis, que, depuis le bombardement, il ne peut plus entendre le tonnerre.

C'est la seule ombre à son plaisir de vivre!

*
* *

... Quinze mois se sont écoulés depuis le commencement de la Guerre, un second été a succédé au premier, un autre automne est venu, un nouvel hiver approche, et une sorte d'assimilation semble se faire, à la longue, entre réfugiés et habitans. On entend toujours parler flamand dans le village, mais on ne le remarque même plus. On s'y explique par signes et monosyllabes avec certains de ses hommes et de ses femmes de journée, comme si on se trouvait entre sourds-muets, mais on en a pris l'habitude. Le dimanche, toute la colonie est toujours à la messe, rangée et recueillie dans le bas de l'église, mais elle n'y excite plus la surprise, et ferait plutôt un vide en n'y étant plus. Jamais, d'ailleurs, le crieur ne lit plus rien, ni sous l'orme, ni autre part, et jamais non plus les gamins ne parcourent plus le village derrière le tambour, avec leurs bâtons comme fusils, et leurs boîtes de conserves en guise de gamelles. L'anxiété, l'espoir, la confiance subsistent toujours, mais dans les âmes, s'y sont comme cristallisés, et rien n'agite même plus la population de ce qui l'avait d'abord révolutionnée. On

dirait un pays nouveau, avec d'autres coutumes, d'autres figures, et quelquefois même une autre terre. Des champs entiers sont abandonnés, envahis de chardons et de liserons. Les foins, dans certains prés, gisent morts sur pied, noirâtres, pourris par la pluie et couchés par le vent. Dans les landes et le long des chemins, où jamais ne passent plus les chasseurs, les perdreaux se lèvent par grandes troupes, presque aussi nombreux que des alouettes, et les poules d'eau, sur les étangs, viennent jouer et plonger jusqu'auprès des laveuses, comme des canards domestiques. Tout est changé, bouleversé, devenu étrange...

*
* *

... Nous voilà au vingtième mois, et un exode presque général, auquel personne ne s'attendait plus, a dispersé presque toute la colonie. Les petits cultivateurs belges, les mineurs, le meunier au grand coffre, leurs femmes et leurs enfans, d'autres encore, sont tous partis pour Paris en quelques semaines, et il ne reste plus que le menuisier, la famille D..., et le vieux tisseur, avec la veuve et ses filles. Encore, deux des demoiselles D... viennent-elles d'être engagées pour divers travaux dans un château voisin, et cette nouvelle séparation entre leurs parens et elles, tout en n'en étant pas une, a même donné lieu à un véritable déchirement.

Un homme est venu les chercher un matin avec un âne, et leur mère, à l'arrivée de la charrette, a éclaté en sanglots. Puis, cependant, elles sont parties, la charrette a disparu au tournant de l'allée, l'âne a dévalé la côte, et le conducteur, au bas de la descente, a dit aux deux pauvres filles, en les voyant pleurer elles-mêmes à chaudes larmes :

— Bah ! vous ne partez pas pour si longtemps, et vous n'allez pas si loin .. Trois petites lieues... Une quinzaine de jours... Il ne faut pas vous faire de chagrin !

Alors, l'aînée lui a répondu par ces mots qui expliquaient si bien leur tristesse, et qui en disaient tant sur leur martyre :

— C'est vrai, mais il nous faut si peu de chose pour avoir maintenant le cœur gros !...

MAURICE TALMEYR.

REVUE LITTÉRAIRE

LE ROMAN ET LA GUERRE (1)

Il n'a guère paru de romans depuis vingt mois. Les temps seraient plus favorables à l'épopée. Sortira-t-il une épopée de ces temps épiques? Nous en avons le présage et les élémens peut-être, dans ces récits de combattans, déjà si nombreux, quelques-uns très beaux et qui tous contiennent plus que des parcelles de sublime. Nos romanciers ont redouté de n'imaginer rien qui valût cette réalité simple et prodigieuse. Puis il n'était pas facile, même pendant les longs répits de l'offensive, d'écarter l'unique souci et de se réfugier, de s'enfermer dans de plaisantes fictions. Enfin, je crois que beaucoup d'écrivains, et non les pires, ont éprouvé une sorte de scrupule à continuer, durant la tribulation de la France, le jeu des idées et des mots. Inutile abnégation, si l'on veut; mais gracieuse : et puissent un jour les littérateurs ne pas oublier qu'au moment où l'on refusait tout plaisir, c'est pour ses délices qu'ils ont refusé la littérature! Ces dernières années, avant la guerre et dans le grand désordre, n'allait-on point à fausser la notion même de la littérature? On l'avait chargée d'un rôle qu'elle sait jouer, et pourtant qui n'est pas le sien : d'un rôle social, et philosophique, et politique. On l'en avait chargée, on l'en avait accablée. Si la littérature était un métier si grave et n'était pas, — au gré de Racine et de son époque, la plus belle entre toutes, — un divertissement, le scrupule que j'indiquais n'aurait pas eu sa raison d'être. Le roman, s'il avait le devoir, — il en a la possibilité certainement, —

(1) *Le Sens de la Mort*, par M. Paul Bourget (Plon). — *La Veillée des armes*, par Mme Marcelle Tinayre (Calmann-Lévy). — *Gaspard*, par M. René Benjamin (Fayard). — *Récits du temps de la guerre*, par M. René Bazin (Calmann-Lévy). — *L'Adjudant Benoît*, par M. Marcel Prévost (Lemerre).

de traiter les plus hautes questions de la pensée et de l'activité humaine, florirait aujourd'hui mieux que jamais. Soudain, les littérateurs se sont rappelé que la littérature est un art et, autant dire, un amusement de l'esprit.

Ce vif sentiment qu'ils ont eu, s'il dure après la guerre, suffira probablement à corriger quelques erreurs, à éclairer diverses doctrines un peu confuses et à distinguer plusieurs choses qui s'embrouillaient. D'ailleurs, je ne prétends pas que la littérature soit condamnée à la frivolité; mais une certaine frivolité lui convient, ne fût-ce qu'afin de rester un art et aussi pour ne perdre pas toute modestie. En ne cherchant pas trop à servir, elle risque moins d'être périlleuse. Anodine, elle a plus de liberté. Quant à deviner les destinées prochaines du roman, qui s'y hasarderait? Parmi les genres littéraires, il n'en est pas de plus souple, variable et, pour ainsi parler, de plus sensible. Nul ne se modifie plus promptement, selon les modes quelquefois, le cours des événemens et les caprices de l'idéologie. Il n'obéit presque pas à des règles. Voici plus d'un siècle, qu'avec une docile exactitude il reflète les goûts furtifs, les passions, les velléités sages ou folles de ce pays. Quoi qu'il en soit des hypothèses qu'on a formulées sur les lendemains de la guerre, une nouvelle France va naître, dont il est malaisé de prévoir et le bonheur et les travaux: cette nouvelle France aura ses peintres attentifs. Les énergies que le premier Empire avait suscitées, et qu'il occupa et qu'il laissa ensuite sans besogne, multiplièrent leur fécondité, produisirent un monde nouveau et Balzac, le romancier de ce monde nouveau. La formidable commotion de la présente guerre se propagera; tout aura subi le branle : ni l'équilibre ne s'établira vite, ni le calme ne se fera sans peine. Ensuite, le calme, s'il advient, — ou, sinon le calme, cette moindre fureur qui est l'aubaine de quelques années dans l'histoire, — révélera le changement des âmes et de tous leurs dehors. Cette aventure méritera son Balzac; et l'aura-t-elle ?

Les quelques romans qui ont paru depuis le début de la guerre portent la marque de l'angoisse. L'un des plus beaux, — je n'ai point à le signaler aux lecteurs de la *Revue*, — *Le Sens de la Mort*, est une méditation poignante sur le thème que ces terribles jours imposent continuellement à notre pensée. Une méditation : mais aussi le héros de M. Paul Bourget ne sépare pas de la réalité sa doctrine; il prétend la tirer de la réalité même et de l'expérience. Il est un homme de science, un médecin : mais (dit-il) en médecine, les théories les mieux

déduites et combinées ont leur contrôle dans la clinique; et elles tombent si la clinique les dément. De sorte que la science et les principes de la science nous engagent à ne point isoler de « l'action » la vérité. Les systèmes d'idées qui aident à la vie ont, de ce fait, leur vérité; les systèmes d'idées qui détraquent en nous l'aptitude à vivre, ont là leur démenti. Ainsi l'épreuve, ou expérience, nous avertit opportunément; et quelle épreuve, que cette guerre, la plus grande guerre et l'expérience la plus vaste qui ait placé l'humanité devant les doutes de la mort! Il faut que la mort, pour n'être pas le scandale de la nature, ait « un sens » : ce mot veut dire « une signification, » et ce mot veut dire « une direction. » L'auteur de ce roman dirige la mort vers Dieu. Et le roman, dont les péripéties se développent avec une logique pressante, séduit l'intelligence et la touche, quand il est tout animé du charitable désir de lui donner à contempler un univers et de lui épargner l'offense d'un chaos.

Univers ou chaos, l'objet redoutable dépend des lois intimes et cachées qui le gouvernent, dépend aussi du regard qui l'examine et qui en tolère le spectacle. L'effroyable guerre ne serait que démence déchaînée, si les âmes ne l'eussent contrainte à se ranger dans les catégories du courage, de la résignation, de la sérénité volontaire. Comment la catastrophe est devenue patience, et la calamité vertu, c'est ce que montre *La Veillée des armes*, roman de la guerre en ses préludes. Mme Marcelle Tinayre y conte l'histoire de deux jours. Son récit commence le 31 juillet de l'avant-dernière année, au matin, « lourd matin, blanc de soleil et d'orage, » et finit le matin du 2 août, lors des premiers départs des jeunes hommes. Ce sont là presque les limites de durée dans lesquelles s'enferme une tragédie. Une crise mentale se noue et se dénoue en peu de temps; et, comme une tragédie noue et dénoue une telle crise, c'est une crise également que présente *La Veillée des armes* : il s'agit d'une âme, — et de l'âme française, — que va troubler, bouleverser la subite explosion de la guerre et qui maîtrisera son émoi. Une occasion de folie et qui tourne en sagesse, par l'œuvre énergique de la raison : c'est une tragédie en effet. Le nom de Racine revient plusieurs fois dans les pages de ce roman; il nous étonne et, bientôt, nous enchante. Mme Tinayre souhaite que son héroïne, toute moderne et d'aujourd'hui très exactement, soit en quelque façon racinienne : oui, et c'est ainsi que, sous la menace de la barbarie, l'âme française a eu recours à tout son passé pour être plus sûre de soi et sans doute a aimé avec une ferveur

jalouse les momens de sa pureté parfaite. A Paris, dès la première alarme, — l'auteur de ce roman le note, — on se mit à prononcer ces mots « nous... chez nous... » comme jamais on ne les avait prononcés : et il est naturel qu'aussitôt les écrivains songent à Racine. Simone Davesnes, dans *La Veillée des armes*, est bien de chez nous, sensible, et avec tant de simplicité, aimante avec douceur, passionnée de tendresse et, même exaltée de passion, toujours lucide : elle a le cœur intelligent. Elle se résigne, et ce n'est pas la fatalité qui la dompte. La souffrance ne l'a point écrasée. Au paroxysme de la souffrance, elle a vu clair et elle a mis en ordre son malheur et son devoir. Elle a pris conscience de l'héroïsme qui lui est demandé. Le chagrin qui l'assaillait, elle a préféré l'accueillir; et, son sacrifice, elle ne l'a point subi, mais consenti. Frêle contre l'énorme guerre, elle a soin de n'être pas éperdue ou timide; elle résiste et est secondée par l'exemple des pauvres, par le souvenir des ancêtres, par le patriotisme et par l'amour. Elle sera plus forte que les hasards. Elle ressemble un peu à la France.

M. René Benjamin, lui, nous jette en plein dans la guerre. Son roman de *Gaspard* n'est pas du tout racinien, mais rudement réaliste; et, comme il y a loin de la jolie chambre où Simone discipline sa tristesse aux tranchées d'Argonne, il y a loin de toute élégance au vif entrain de Gaspard et de ses amis. Peut-être le perpétuel argot de Gaspard et de ses amis nous lasse-t-il avant que nous n'ayons achevé la lecture de tout le roman. Patience ! et, puisque c'est un langage de héros, patience ! Un roman réaliste n'évite guère d'être un peu long : et il nous dure, dès que nous savons le principal, qui tient en quelques feuillets; mais les heures sont plus longues dans les tranchées que les pages du livre et plus nombreuses, patience ! Un réaliste qui n'insisterait pas, ô merveille ! un tel réaliste serait Maupassant. M. Benjamin, je l'avoue, insiste. Mais la guerre, aussi ! Ce n'est point une guerre, celle-ci, qu'on puisse peindre à l'aquarelle et à petites touches délicates. M. Benjamin ne ménage ni la couleur ni les gros coups de pinceau. Il a, en outre, comme les réalistes les plus récens, une coquetterie verbale assez drôle, une espèce de virtuosité pittoresque et, parfois, un bagout d'artiste fameusement doué. Gaspard ? « Lèvres humides, œil fureteur, cheveux rebelles, un brin de moustache satisfaite, et surtout un nez comique, un long nez tordu mais honnête, ne reniflant que d'une narine mais de la bonne, si bien qu'il semblait que c'était le front, curieux et remuant, qui laissait pendre ce nez à gauche, pour pêcher dans le cœur des idées et des mots... »

Il y a là de la recherche, et de la trouvaille. Il y a là de la préciosité : M. Benjamin travaille le nez de Gaspard comme un poète du temps de Louis XIII les yeux de Chloris ; et un réaliste de prix Goncourt n'ose pas être simple autant que la réalité. Mais il y a encore de la simplicité dans ces colifichets de littérature abondamment truculente. Et Gaspard, avec toute la fanfaronnade gaie de son vocabulaire, avec ses manières délurées, a une bonhomie souvent délicieuse. Bonhomie et bonté, voilà le fond de sa nature, sous les ornemens de gloriole. Il fait le malin ; mais il est malin, débrouillard ; il s'adapte vite aux conditions héroïques de la vie, et de la mort. Il grogne ; mais il est un grognard. Fût-ce à la guerre, il reste gentiment ce qu'il était, « Parigot de Pantruche, » et marchand d'escargots rue de la Gaîté, mais soldat, et qui ne barguigne pas avec la besogne de sauver la France.

Par amour de la simple vérité, M. René Bazin n'est pas un réaliste. Il emploie peu de mots ; il veille à ne pas dire plus qu'il n'a vu, à ne pas dire tout ce qu'il a vu. Après avoir regardé la nature et avant de la peindre, il a fermé les yeux et il a laissé l'image prendre ses lignes de repos : il copiera l'image reposée. Il n'est pas un impressionniste et il se méfie des hasards d'un premier aspect. Les impressionnistes guettent la bizarrerie ; et M. Bazin la redoute. Il aime la continuité, la durée. Les paysages ne lui masquent pas la nature. Et, de même, les anecdotes ne lui masquent pas l'humanité ; ni l'humanité ne lui masque l'éternité. Ses paysages, ses anecdotes, ses méditations, qu'il n'improvise pas, mais qu'il a, pour ainsi dire, accoutumés à vivre ensemble, forment une harmonie, et qui est l'harmonie de sa pensée. Il y a, dans ses *Récits du temps de la guerre*, beaucoup d'émoi, de la pitié, des larmes et une espérance frémissante ; il y a aussi, dans ces épisodes inopinés, quelque chose de difficile à définir et qui ressemble à l'habitude, la sérénité d'une âme que l'accident n'a point surprise et qui était préparée, je suppose. Et c'est le charme persuasif de ce volume ; c'en est peut-être l'enseignement... Pointeur de la première pièce à la première batterie, Archambaut ne parle guère. On ne le connaît pas ; on devine qu'il est campagnard et qu'il a du bien. Mais, à la guerre, il est pointeur et le reste n'importe pas. Un jour, lui qui a d'ordinaire le teint vif, ses joues sont pâles, blanches. La batterie s'apprête à bombarder un village. Archambaut, qui est de la région, sait évaluer la distance : — « A 2 500, mon capitaine ! » Et, dans ce village, il s'agit de démolir un état-major allemand... « Alors, mon capitaine... » Et Archambaut n'hésite pas ; c'est sa parole seulement

qui hésite : « Mon capitaine, tapez à droite de l'église, sur la pente, une maison couverte en tuiles, avec des murs blancs autour du jardin ; la voyez-vous?... » Et Archambaut désigne la maison : « C'est la plus grande du bourg ; il y a un étage, il y a quatre belles salles, il y a une cave et du vin dedans : sûr, ils sont là ! Tapez dessus. » Jamais Archambaut n'en avait tant dit... Et il la connaît bien, cette maison ? « C'est la mienne, » répond-il, tout bas. Puis il revint à sa pièce et il se pencha vers son niveau. Quand la bulle d'air fut en place, il annonça : « Prêt ! » L'obus partit... Dans un village de Vendée, il y a une métairie de la Renaudière. La métayère, l'homme à la guerre, se mit à la charrue ; et, au bout du champ, à l'ombre d'un pommier, dormait sa petite enfant. Le temps passe ; et elle n'a pas de nouvelles du métayer. Chaque jour, elle attend le facteur et ajourne au lendemain sa joie, chaque jour déçue. Enfin, les gens du village apprennent que le métayer est mort, près de Namur ; mais ils n'osent pas le dire à la veuve. Tout le village sait qu'elle est veuve, hormis elle. Le maître d'une ferme voisine offrit de herser les guérets ; son valet roulera les labours, « et moi, comme il convient, je ferai la sèmerie. » Ce fut l'automne, le soleil dans les arbres et aux vitres. Un jour, un garçon de quinze ans s'approcha de la métayère et, son chapeau à la main, lui proposa : « Si vous voulez, je gaulerai vos cormes de l'avenue ; et même, avec mes sœurs, je peux bien les mener chez vous... » Elle ne répondit pas ; elle sembla sortir d'un rêve, et tout à coup s'éveiller. Elle regarda la campagne et les gens. Elle dit enfin : « Ils sont tous à vouloir m'aider : c'est que mon mari est mort ! » Il n'y eut, auprès d'elle, que du silence et « l'unanime charité lui avait appris la douleur. » Ces deux épisodes tiennent, l'un et l'autre, en peu de pages. Cependant l'auteur ne s'est pas contenté d'en donner l'esquisse. Mais il n'a pas eu besoin d'un long commentaire, et minutieux, pour nous rendre intelligibles ses personnages, parce qu'il les a empruntés, comme je l'indiquais, à la durée authentique et à la continuité de la vie paysanne. Ils ne nous sont pas étrangers ni étranges. Même dans les circonstances anormales d'une guerre, ils agissent conformément à l'âme que leur a lentement élaborée l'usage de toute leur existence et un usage qui est plus ancien qu'eux. Ce qu'ils font de singulier provient de cette âme, que nous connaissons bien, qui est la nôtre, ancienne chez nous. Et, en toute occurrence, même terrible et imprévue, ils peuvent, comme Archambaut à la minute de bombarder sa maison, sans défaillance, annoncer : « Prêts ! » Les courts *Récits du temps de la guerre* ne sont pas des

allégories, des symboles ou des contes démonstratifs; mais ils prouvent, sans le dire et sans avoir à le dire, que les siècles avaient préparé la France pour le choc, les longs siècles laborieux, leur habitude et leur croyance ininterrompue.

Les romans très divers de Mme Tinayre et de M. Benjamin, les récits de M. Bazin, romans et récits du temps de la guerre, ont cette analogie, le souci du document vrai. « Aucun de mes livres, écrit Mme Tinayre, ne doit moins à l'imagination et ne comporte moins d'artifice littéraire. » M. Benjamin n'a point à nous avertir pour que nous sentions qu'il a copié d'après nature et en plein air son Gaspard et ses autres « poilus, » ses tableautins de la vie aux tranchées, puis, dans la chambre chaude, ses tableautins de la vie à l'ambulance après que Gaspard est blessé. M. Bazin présente ainsi l'anecdote de *Celle qui ne savait pas :* « Voici ce que j'ai vu dans la Vendée... » et ainsi l'anecdote du *Pointeur :* « Voici en quels termes, ou à peu près, un canonnier m'a raconté l'histoire de son camarade Archambaut... » Le littérateur se retire, s'efface et voudrait s'effacer davantage, laisser tout seuls les faits plus beaux, plus pathétiques et attrayans que nulle invention de l'art ; et c'est un hommage que rend la littérature à l'héroïsme, à la vertu, à la douleur : sa timidité est jolie.

« Dans les romans, il y a quelquefois de belles inventions. Mais, dans la vie, il arrive des choses encore plus surprenantes. Si je vous racontais... » M. Marcel Prévost se souvient d'avoir entendu ces phrases-là plus d'une fois : les romanciers reçoivent plus de confidences qu'il ne leur en faut. Mais, dans un hôpital de Versailles, un blessé, taciturne et triste, qui l'invite à sa confession, l'émeut : les mêmes phrases, naguère insignifiantes, prennent un autre accent. Et le plus habile de nos conteurs, le plus adroit à combiner les élémens d'une intrigue et à mener ses personnages au gré de sa fantaisie ingénieuse, humilie volontiers son art; il renonce à mieux faire que de noter la confession de l'adjudant Benoît. Seulement, ce garçon qui souffrait de corps et d'âme ne fut pas sans retard éloquent, ni même expansif : « Ce fut long, lent, laborieux. Le commencement du récit sortit par bribes, avec des hésitations, des suspens... » La confiance lui vint ; et il s'anima : son visage se détendit et sa parole se dérouilla, comme il en était à la péripétie de son histoire. Enfin, quand le drame allait se dénouer, il manqua d'énergie : « Je n'ai plus de force pour continuer, » dit-il. Et, le dénouement, lui-même l'écrivit avec autant de bonne foi que de chagrin. L'auteur de

l'Adjudant Benoît dut arranger et ordonner les préliminaires du roman, les débrouiller de la confusion où les avait laissés l'adjudant; puis, c'est l'adjudant qui parle et, finalement, tient la plume. Or, « de cette diversité dans le *rendu*, il résultera, dit le romancier, quelque chose de moins harmonieux que si j'avais remanié l'ensemble, équilibrant les diverses parties, comblant les vides, égalisant l'expression : tâche facile... » Tâche facile à qui a merveilleusement cet art du récit le mieux fait, le plus aguichant pour la curiosité, le plus ménager de l'attention du lecteur et le plus attentif à son plaisir. « Tout ce travail d'ajustage et de polissage, j'aurais pu l'accomplir au cours des soirées que laisse libres et vides, de temps à autre, même en temps de guerre, le devoir militaire et que j'ai consacrées à mettre simplement ces notes en ordre. Par les inégalités du ton, par les heurts et les sautes du récit, le lecteur ressentira mieux, il me semble, ce que j'ai ressenti moi-même en le recueillant. Réalité, vie, le moins d'artifice possible : n'est-ce pas, dans les heures où nous sommes, ce que la plume du conteur doit laisser passer ?... » Le moins d'artifice possible : et ce sont à peu près les mots que Mme Tinayre employait pour indiquer son projet. Il y a là, je ne dis pas, toute une esthétique, du moins l'une des règles que s'imposent la littérature et le roman de la guerre; et c'est une règle de renoncement, le sacrifice de plusieurs coquetteries, lesquelles avaient leur prix et, à présent, ne seraient pas opportunes. La littérature, elle aussi, accepte et réclame quelque privation, se mortifie et, peut-être, se repent.

Le roman de M. Marcel Prévost, tel qu'il le donne, est l'un de ses meilleurs ouvrages. Quoi qu'il en soit, de la collaboration de l'adjudant ou, en d'autres termes, quelle que soit, dans ce livre, la part tragique de la réalité, l'on y retrouve la manière et la maîtrise du conteur; et jamais il n'a été si rapide sans brusquerie, clair si aisément : jamais surtout on ne l'avait senti à ce point ému lui-même, pris par son œuvre, et non la dupe, mais l'ami de son héros. La simplification littéraire qu'il a voulue coïncide avec une très heureuse et belle simplification morale. Il s'est épris de cette austérité, qui n'est d'ailleurs ni revêche, ni entachée de pharisaïsme, et qui ne prêche ni ne vilipende, mais qui, franche et nette, pose en principe la rudesse du devoir. Nous sommes loin des vices compliqués et des perversités subtiles que le moraliste de *Chonchette* et des *Demi-Vierges* analysait avec complaisance. La faute ici a, pour ainsi parler, de la santé : le crime, le double crime de l'adjudant Benoît, s'il mérite l'indulgence ou la pitié, nulle excuse ne le cache. Les psychologues, il n'y a pas

longtemps, étaient un peu les complices des âmes et, s'ils ne favorisaient pas leur péché, pourtant ils l'examinaient à loisir, avec plus d'intérêt que de sévérité. Au bout de leur analyse, on ne distinguait plus très exactement le bien et le mal. Mais voici qu'une vive lumière se jette sur ces demi-teintes, éclaire la pénombre dangereuse et dissipe les nuées troubles ; il fait jour.

Ce Benoît, c'est le fils d'un agriculteur du Gers, homme assez riche et qui n'a pas lésiné pour que son fils eût de l'instruction. A dix-huit ans, pourvu de ses diplômes, Benoît put aller en Saxe étudier les procédés nouveaux de l'agriculture. Ensuite, artilleur dans l'Est, brigadier ses deux ans finis, il a rengagé. Bref, à la guerre, il est maréchal des logis dans une batterie cantonnée au fort de Cissey. Avec un brigadier, trois canonniers et un cycliste, on le charge d'installer et de mettre en service, à quelque distance de là, au château d'Uffigny, un poste de radiotélégraphie. Le château d'Uffigny, bâtisse Empire, et le domaine assez vaste, appartient à un baron Somski, banquier de Lodz, un personnage de qui l'on ne sait rien, sinon qu'il arrive à l'automne, amène tout un équipage de chasse, donne des fêtes magnifiques, traite généreusement le pays et part avant les froids. Au début de la guerre, il n'est pas là ; et le domaine d'Uffigny n'est habité que par le garde, Joseph Archer, dit Joze, sa fille Gertrude et un petit domestique alsacien, Rimsbach, un infirme, dit le Manchot. Le vieux Joze va et vient, parcourt les bois et les prés : on ne le voit guère qu'à l'heure des repas, et il raconte alors ses souvenirs de l'autre guerre. Le dimanche 2 août, réquisition des chevaux, à Uffigny ; et les bêtes sont amenées sur la place, chevaux de labour et de roulage, bidets de ferme, haridelles de marchands ambulans, quelques bêtes de luxe. On attend la commission militaire : et ce sont douze cavaliers gris pâle qui débouchent, la lance à la botte, le revolver au poing. Cette patrouille de uhlans réclame les chevaux. Mêlée : un lad et un cocher roulent dans l'herbe, un uhlan choit de sa monture. Le petit poste que Benoît commande accourt ; et les uhlans sont, les uns tués, les autres mis en fuite. Mais Benoît ne s'en tire qu'avec une blessure à la jambe. On le porte au plus près, dans le pavillon de Joze, où Gertrude le soignera... Si vous vous étonnez qu'un sous-officier de l'active, blessé, demeure chez des civils et ne soit pas transféré dans un hôpital militaire, M. Marcel Prévost vous invite à ne pas oublier que nous sommes au 2 août, que la guerre n'est pas officiellement déclarée, qu'on mobilise les combattans et que la régularité des services n'est pas tout organisée.

Cette parenthèse, afin que l'exactitude soit parfaite et la vérité conforme à la vraisemblance.

Gertrude, une fille fraîche, douce et bonne. Et au surplus, nous ne connaîtrons pas Gertrude en menu détail : Benoît, quand il parle d'elle, va vite et, par une sorte de pudeur effarouchée, n'ose pas dire et ne dit peut-être pas à lui-même pourquoi il aima Gertrude. Mais il l'aima. Ils passèrent des heures à rêver ensemble, à regarder le soleil et l'ombre par la fenêtre, et puis dehors, quand Benoît put se lever et, devant le pavillon de Joze, goûter la joie quiète d'aller mieux, de revivre, de se guérir et de se sentir jeune. Comment Benoît fut amoureux de Gertrude et, sans le lui déclarer, la contraignit à le savoir, comment Gertrude l'aima de pur amour, ce n'est pas Benoît qui l'eût raconté; M. Marcel Prévost nous engage à n'éprouver aucune surprise, à ne pas méjuger l'efficace de la jeunesse et de la convalescence. Mais ils n'étaient pas des amans.

Benoît déteste le Manchot, qui lui fait des mines railleuses, et qui a des allures inquiétantes : à la nuit tombante, le Manchot grimpe l'escalier du château, parcourt les salons, les chambres, allume de place en place l'électricité, l'éteint, s'esquive, passe le plus souvent la nuit dehors. Où va-t-il ? Et, s'il avoue ses bonnes fortunes de polisson par la campagne, qui sait? Benoît soupçonne le gaillard d'être un espion : n'est-ce pas lui qui, ce dimanche de la réquisition des chevaux, avait appelé les uhlans? ses manigances d'électricité, dans le château, ne sont-elles pas des signaux ? ses courses nocturnes, des trahisons?... Un jour, un lieutenant vient, à Uffigny, du fort; et le vieux Joze le prie à déjeuner, sans façon. Le vieux Joze, entre la daube et le fromage, déroule ses souvenirs de soldat ; le jeune lieutenant, ses espérances. Le jeune lieutenant décrit fort bien les travaux qu'on achève à Cissey, la mise en état du camp retranché, la solide qualité de la défense. Il ne se méfie de personne. Benoît se méfie du Manchot; Gertrude a beau lui dire : « Il est trop bête! » A la nuit, quand le Manchot disparaît, Benoît résout d'en avoir le cœur net. Par les chemins de la forêt, par les taillis, il se faufile et bientôt se croit sur la piste du sacripant. Il se cache dans les fourrés ; il aperçoit deux hommes, les entend, deux Allemands, et qui attendent l'espion. L'espion, ce n'est pas le Manchot, mais Joze. Joze, vieux combattant de l'autre guerre? Parbleu ! 3e lanciers du grand-duché de Bade : et il est Badois et le traître faisait, en Lorraine française et naïve, son métier de Boche. Les deux partis, et munis déjà de quelques renseignemens que leur apportait Joze, — mais Joze leur en a promis bien

d'autres, — Benoît s'empare du vieux traître. Et son devoir n'est pas douteux; il tient un espion : qu'il le mène à Cissey, on le fusillera. Seulement, l'espion, c'est le bonhomme qui l'a reçu chez lui : qu'importe ? et c'est... le père de Chimène ! Gertrude qu'il aime sera orpheline et, par lui qui l'aime, sera plus misérable et bafouée que la plus vile créature. Gertrude innocente... A moins que Gertrude, elle aussi... Non ! Il sait que non. Comment le sait-il ? Joze lui dit que non. Mais va-t-il se fier aux dires de ce répugnant personnage ? Il a regardé Joze dans les yeux : et Joze, qui parlait de sa fille, ne mentait pas. Benoît compose avec son indiscutable devoir; et les scrupules qui vont l'empêcher de livrer Joze, tous ses scrupules ne sont, en somme, que son amour. Joze filera, Benoît surveillant sa fuite : il passera la frontière, il retournera chez lui, chez les Boches qu'il ne servira plus, on ne le verra plus. Mais Joze, à qui Benoît avait lié les mains, puis avait eu la faiblesse de délier les mains, Joze s'échappe. Il a son revolver et fait feu sur Benoît, le manque. Alors Benoît le tue.

Et Benoît retourne à Uffigny. Gertrude est là, Gertrude que n'alarme pas l'absence de son père : le vieux Joze, on est souvent des jours sans le voir. Les nouvelles de la guerre sont mauvaises, pour nous, et pour Gertrude qui ne doute pas d'avoir chez nous sa patrie. « La menace de l'envahisseur se précisait; on le devinait proche sans savoir où il était; la vie, les biens de tous, en cette région d'extrême frontière, devenaient subitement quelque chose d'incertain et dont la valeur, tout d'un coup, s'amoindrissait jusqu'à sembler infime... Les règles ordinaires, les convenances imposées par l'opinion semblaient suspendues; on ne songeait plus au qu'en-dira-t-on, mais seulement à l'essentiel des choses. La veille, Gertrude et moi, nous rougissions encore rien qu'à sentir nos mains s'effleurer : ce soir, nous nous serrions l'un contre l'autre comme des fiancés. La conscience d'être tout l'un pour l'autre dans un moment où nul ne comptait pour personne, sinon les êtres vraiment chers et indispensables, nous affranchissait de notre timidité... » C'était un soir d'août, dans la détresse de la patrie et dans le désarroi des âmes. Gertrude et Benoît furent amans : Gertrude et le meurtrier de son père.

L'envahisseur gagnait du terrain, depuis l'échec de nos avant-gardes à Morhange. Les habitans d'Uffigny commencèrent à évacuer leur village. Le petit poste que Benoît commande, au château, n'a plus rien à faire : toutes les lignes du télégraphe et du téléphone sont coupées. Benoît et ses hommes tâcheront de rejoindre au fort de Cissey leur régiment. Et Gertrude ? Benoît la supplie d'accompagner

les bonnes gens qui partent pour Verdun ; mais elle refuse de quitter Benoît. Sublime et lamentable tendresse, elle suivra, dans une fourragère, avec sa servante, l'escouade à une cinquantaine de mètres. Benoît, tout le long du chemin, s'occupe de son escouade et la dirige prudemment. Désormais, dans le danger, il se juge et n'est plus affolé. Il sait qu'il n'a point agi en honnête garçon, ni en soldat. Mais la honte, qui lui occupe une portion de l'âme, ne l'empêche pas d'être circonspect et adroit : il organise bien le difficile cheminement de sa petite troupe. Le fort de Cissey tombé aux mains de l'ennemi, Benoît se retire. Des patrouilles allemandes, qu'il faut guetter, rendent les routes périlleuses. Uffigny est en flammes, quand la fourragère qui emporte Gertrude en approche. L'escouade se défile de son mieux, dans les bois, se blottit dans une carrière. Le cheval de la fourragère, abattu, crève. Et Gertrude, lasse, revient. La petite troupe, et Gertrude, et la servante, et Benoît leur chef sont perdus... Ces pages du roman, M. Prévost les a écrites prestement et avec un art parfait. Les incidens ont une admirable justesse, une pittoresque vérité; il y a du hasard dans leur survenue et de l'ordre dans leur dessin ; puis les sentimens dominent sur les faits, comme il convient ; les détails ne gênent pas l'émotion; mais ils lui donnent son caractère ; et la bataille achève le drame d'amour. La mort de Gertrude, que la déflagration d'un obus a paralysée, est si belle qu'il ne faut plus parler de l'habileté de l'auteur : il a dépassé son talent.

Benoît, dans l'espace d'un jour, a commis deux crimes : « J'ai, par égard pour une femme, transigé avec mon strict devoir militaire, qui était de livrer à mes chefs un espion, père de cette femme. Puis j'ai demandé le suprême bonheur de la vie à un être dont j'avais détruit le père, l'unique appui. J'ai fait cela!... » Plus il voit nettement ses deux crimes, plus il se hait de les avoir commis. Il les voit nettement; et il n'a, dans la vie, qu'un vœu après cela : se racheter. La guerre lui en fournit l'abondante occasion : la monstrueuse guerre, un crime elle-même et qui se rachète par le sacrifice dont elle est la cause et le triomphe; la guerre criminelle et, partant, démoralisante : — c'est elle d'abord qui a mis Benoît dans le désordre et l'absurdité; — c'est elle aussi, avec l'évidence de sa brutalité, qui impose et inflige à toute pensée le devoir comme une nécessité que notre consentement rehausse en obligation; faiseuse de certitude, la guerre qui aura sauvé, parmi l'abomination, le devoir !

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE SALUT DE NOTRE AGRICULTURE EST DANS LA MÉCANIQUE

A la suite du tableau un peu attristant que j'ai donné dans ma dernière chronique des rendemens moyens en blé de la France comparés à ceux de quelques autres pays, j'ai indiqué qu'à mon avis la cause essentielle en était dans le caractère suranné de nos méthodes de culture. Cette cause d'infériorité, si elle est, semble-t-il, essentielle, n'est pas la seule. Il y faut ajouter d'autres raisons d'ordre plus ou moins social et qui touchent à nos mœurs et notamment les coutumes du métayage et des baux à court terme, et surtout la pénurie de main-d'œuvre. Celle-ci était déjà avant la guerre devenue un danger pressant. Elle est aujourd'hui angoissante.

Nous avions bien changé depuis le temps où Voltaire, qui se piquait d'être, dans le royaume des lettres, un gentilhomme-fermier, s'écriait, après avoir vanté tout ce qui dans l'agriculture produit à la fois l'agréable et l'utile : « Le goût de ces occupations augmente chaque jour ; le temps affaiblit presque toutes les autres. » Ce n'était, hélas ! plus vrai dans la longue période qu'on a appelée l'Avant-Guerre. Les villes tentaculaires avec leurs joies faciles et leurs larges salaires aspiraient lentement et sans arrêt, de toute la force de leurs ventouses fallacieuses, la sève virile des champs dédaignés. Et c'est pourquoi, depuis un assez grand nombre d'années, la question du labourage mécanique se posait et s'imposait impérieusement. Comme dans l'industrie et pour des raisons analogues on sentait la nécessité de remplacer les travailleurs humains exigeans, volages et chers par des machines, qui, elles, ne désertent jamais leur poste, obéissent tou-

jours et ne discutent pas. Un peu d'huile dans leurs rouages, un peu d'essence dans leur réservoir suffisent à apaiser leur appétit toujours égal et leurs rares velléités d'insoumission.

Car, si j'ose risquer ici cette réflexion, l'introduction du machinisme dans la société n'a pas été toujours causée uniquement par le désir de substituer le travail des mécanismes aux muscles des hommes, pour fournir à ceux-ci les loisirs et les moyens de mieux mettre en valeur cette chose unique et fragile qu'aucune machine n'a laminée jusqu'ici dans ses rouages : la pensée. Il n'importe; à travers toutes les vicissitudes, toutes les douleurs, tous les drames et les recommencemens sanglans du progrès, tel sera pourtant, tel doit être un jour, — quel jour ? — le résultat de la meilleure utilisation des énergies inanimées que réalise la science dans ses applications. Aujourd'hui, celles-ci, par un effroyable contresens systématiquement voulu par nos ennemis et qui fait d'eux à jamais les parricides de la science, servent surtout à annihiler et à tuer de la pensée et de la joie. Malgré tout, il faut vouloir croire qu'on approchera de la cime tant désirée à travers les siècles, et quels que soient les ravins rencontrés où l'on doit redescendre un instant pour franchir des ruisseaux de sang.

Parce que pendant la guerre un grand nombre d'hommes ont dû lâcher le soc pour le fusil, parce qu'après celle-ci beaucoup ne reverront plus leurs sillons, et resteront couchés là-bas dans un autre coin du sol nourricier, il faut sans tarder trouver et appliquer les moyens de travailler quand même la terre, toute la terre de France. C'est, après les nécessités militaires immédiates de l'heure, un des plus angoissans problèmes que nous posent ces journées où se jouent le sort et l'avenir du pays. Il ne s'agit pas seulement, en effet, de savoir dans quel sens la guerre modifiera nos âmes, et quelle influence elle aura sur la littérature, l'art et la science. Il s'agit de savoir si la France arrachée aux griffes des oiseaux de proie par l'héroïsme de ses fils ne s'affaissera point ensuite sur son char de triomphe et ne périra pas de l'anémie causée par ses glorieuses blessures. L'art, la science, la poésie ne peuvent s'épanouir, ne se sont jamais épanouis que dans les sociétés où règne l'aisance et avec elle la liberté qu'elle apporte ; pour que ces fleurs de la pensée s'élèvent avec vigueur, il faut que leurs racines plongent solidement dans une terre grasse et bien arrosée. Faute de quoi, elles s'étiolent déplorablement. Et c'est pourquoi il importe que le pays se préoccupe de reconstituer et de garder sa prospérité matérielle et la source principale de celle-ci, la

culture du sol. Comme disait Voltaire, « on n'a besoin que d'une plume pour deux ou trois cents bras (1). »

Après avoir d'abord et brièvement indiqué comment se posait, avant la guerre, la question de la *motoculture*, je voudrais à ce propos essayer de montrer comment les événemens actuels l'ont modifiée tout en la rendant plus aiguë, et comment aussi il faudra l'envisager après la victoire.

***

Dès 1833, comme l'a rappelé M. le professeur Ringelmann, qui est en France la principale autorité en la matière, on a commencé à utiliser en Angleterre des engins agricoles mus par la vapeur. Si donc le mot « motoculture » est nouveau, la chose ne l'est pas. C'est même le contraire de ce qui a lieu pour certaines choses dont les noms inscrits sur certains frontons monumentaux... au Monomotapa, ont précédé de bien loin et attendent peut-être encore, à ce qu'on dit, les réalités correspondantes. Quoi qu'il en soit de cette remarque qui prouve surtout que la culture des céréales est une chose et la culture des passions populaires une autre chose très différente, il est certain que le mot « motoculture » lui-même n'a reçu que depuis peu ses lettres de grande naturalisation. On l'a chicané sur ses origines, encore que bien latines. « Motoculture », disait-on, veut dire culture par moteurs ; or les animaux ne sont-ils pas des moteurs ? Cela voudra donc dire, répondait-on, culture par moteurs inanimés. Mais ici encore on pourrait discuter et appeler à la rescousse Descartes contre La Fontaine. Mais laissons là le « bonhomme » que ne manqueraient pas de mettre en fuite certaines moissonneuses-lieuses et charrues mécaniques à l'aspect terrifiant, campées aujourd'hui sur les coteaux qu'il anima bucoliquement. Nous définirons tout simplement sous le nom de motoculture les procédés de culture où le travail des animaux est totalement ou partiellement remplacé par des mécanismes.

Les premières tentatives de mécanique agricole, faites en Angle-

(1) On me pardonnera de citer au cours de cette chronique quelques réflexions de Voltaire sur les questions agricoles. Mais je ne puis résister au plaisir de le faire, car d'abord ces remarques sont généralement peu connues et puis elles prouvent que le prince de l'esprit français avait quelquefois d'autres préoccupations que de polémique. La façon dont il a défriché et cultivé son domaine de la région de Ferney, en Candide à qui ne manquait que la candeur, mérite d'être admirée, et on ferait à ce sujet, en y joignant toutes ses pensées subtiles et justes sur les choses agricoles, un volume qui ne serait pas sans intérêt, — s'il n'existe déjà, — sur « Voltaire cultivateur. »

terre il y a environ quatre-vingts ans, l'ont été à la suite de l'élévation des salaires des ouvriers ruraux. Celle-ci était, comme elle l'a été un peu partout dans la suite, une conséquence naturelle de l'exode des ouvriers ruraux vers les cités. C'est une conséquence fatale de la loi de l'offre et de la demande; les causes de l'exode rural ont été d'ailleurs si souvent et si longuement examinées sous toutes leurs faces que je demande la permission de ne pas ajouter mes réflexions à toutes celles qu'on a déjà entassées sur ce problème si limpide, sans réussir d'ailleurs à l'obscurcir.

Initialement ces tentatives n'avaient donc pour effet que de remplacer purement et simplement le travail des ouvriers. Mais on ne tarda pas à constater que la culture mécanique avait de nombreux autres avantages, avec d'ailleurs quelques inconvéniens.

Tout d'abord, les machines ne remplacent pas seulement les ouvriers, mais aussi les animaux de trait, bœufs et chevaux. Quelques-uns des premiers partisans de ce mode de travail poussaient même si loin leur enthousiasme à cet égard qu'ils se félicitaient par avance de la disparition totale du bétail de la ferme, oubliant que la viande joue un rôle aussi important que le pain dans l'alimentation des peuples dits civilisés. C'était d'autant moins pardonnable que M. Berthelot n'avait pas encore annoncé les fameuses pilules alimentaires dont il a d'ailleurs emporté le secret avec lui.

Or les animaux travaillent lentement; les instrumens mécaniques permettent d'exécuter les opérations culturales bien plus rapidement. On peut donc pour celles-ci *choisir alors son temps*. Dans la pratique, si on pouvait accomplir chaque opération au moment le plus favorable, on améliorerait sans aucun doute les rendemens habituels, et on économiserait les façons faites à contretemps. Avec les attelages animés, ce n'était pas possible, parce qu'il faut nourrir les animaux toute l'année, même lorsqu'ils ne servent pas, et qu'alors cela conduit à en réduire le nombre le plus possible, de telle sorte qu'ils ne peuvent exécuter chaque jour qu'une petite partie du travail total d'une saison agricole.

Le moteur mécanique, au contraire, ne coûte rien lorsqu'il chôme; on peut donc le choisir d'emblée assez puissant pour faire presque en une fois et à point nommé le travail nécessaire. En outre, dans les exploitations anciennes, une grande partie des produits est utilisée pour la nourriture des animaux, ce qui diminue le rendement utile.

Il est d'ailleurs évident qu'on ne peut songer à supprimer com-

plètement la main-d'œuvre et les animaux. Il faudra toujours des hommes pour conduire les machines ; là où il en fallait vingt, un seul suffira d'ailleurs. Il faudra encore des animaux pour certains travaux qui ne peuvent, en l'état actuel, être faits facilement par machines, tels que certains charrois, enlèvement des récoltes, etc. En outre, il ne faut pas oublier que les animaux produisent du fumier auquel il faut substituer en leur absence d'autres engrais, ou la fixation d'azote atmosphérique par les légumineuses. Nous en avons parlé récemment.

Il faut donc trouver dans chaque cas particulier un *modus vivendi*, une sorte d'équilibre *optimum* (pardon de tout ce latin), entre les moteurs inanimés et les animaux de trait, de façon à avoir le meilleur rendement. La meilleure solution serait peut-être, comme le propose M. Tony-Ballu, l'emploi uniquement des bœufs, à l'exclusion des chevaux. Les premiers pouvant seuls chômer sans inconvéniens pour leur santé, faisant alors de la viande, et se nourrissant de divers résidus encombrans des fermes industrielles (pulpes, drêches, etc.).

Une chose est certaine en tout cas, c'est que la motoculture a augmenté notablement les rendemens. Dès l'introduction de la culture à la vapeur, on l'a constaté, cette augmentation étant alors, dans certains cas, de l'ordre de 50 pour 100.

*
* *

Il n'entre point dans notre programme d'examiner ici les prix de revient comparés, d'entretien, d'amortissement et d'intérêt du travail respectif des moteurs inanimés et animés. Qu'il nous suffise de dire que ces considérations militent fortement en faveur de la motoculture. Nous ne voulons point non plus nommer ici aucun des types divers d'appareils par lesquels on a, en France et ailleurs, réalisé la culture mécanique. Il nous suffira d'indiquer qu'on peut classer ces instrumens de la façon suivante.

Nous mettrons à part les appareils destinés à labourer la terre par un mode de travail essentiellement différent de celui de la charrue. Le type le plus caractéristique en est l'effriteuse de M. Xavier Charmes, dont nous avons parlé déjà, et qui se distingue par la nature de son travail, et non par sa qualité d'appareil automoteur : la meilleure preuve en est que, dans le modèle primitif et déjà ancien de cet appareil, son auteur avait prévu pour lui la traction animale.

Les autres instrumens de motoculture utilisent comme instrument de labour la charrue des différens types anciens ou de certains types

nouveaux, mais analogues, et mieux adaptés à leur nouveau mode de traction. Les principaux de ces motoculteurs peuvent se ranger en trois grandes catégories :

1° Les appareils dont la partie motrice est fixe pendant le travail, la charrue étant seule mobile;

2° Les appareils dans lesquels la partie motrice se déplace avec la charrue qu'elle entraîne;

3° Les appareils mixtes dérivés à la fois des deux types précédens.

Les appareils du premier type sont ceux dans lesquels la charrue est halée par un câble s'enroulant sur un treuil fixe actionné par la machine. Les premiers appareils de motoculture étaient de ce type. Il y a un demi-siècle déjà, on labourait certains domaines au moyen d'une charrue qui était halée alternativement de la sorte par deux locomobiles à vapeur placées aux deux extrémités du champ. On a de diverses manières modifié et amélioré ce système, soit en substituant à l'une des locomobiles une poulie qui permet de ramener la charrue à l'autre bout du champ, ou même de la faire travailler pendant ce trajet de retour, soit en remplaçant comme force motrice la vapeur par le moteur à explosion, la force hydraulique, l'électricité ou même le vent. Il convient d'ailleurs de ne pas oublier que la traction des charrues par treuil est parfois accomplie dans les treuils à manège, par des animaux de trait.

L'emploi des appareils mécaniques à treuil s'est beaucoup répandu dans certaines régions où des coopératives agricoles les acquièrent et les utilisent avec bonheur. Les avantages de ce type d'appareils sont de pouvoir réaliser des labours profonds et pénibles, impossibles par d'autres procédés, de ne pas écraser les sillons des champs labourés sous le poids des tracteurs animés ou non des autres systèmes. Les principaux inconvéniens sont de ne pas se prêter aux charrois et à divers autres emplois des tracteurs, d'être dispendieux et accessibles seulement aux grandes exploitations ou aux collectivités.

Les appareils du deuxième type sont les tracteurs automobiles remorquant directement la charrue, comme faisaient les attelages animés. Pour obtenir une traction suffisante, il faut que l'appareil remorqueur ne patine et ne dérape pas sur le sol; on y arrive, soit en lui donnant un très grand poids (certains tracteurs employés dans les exploitations américaines pèsent jusqu'à 23 tonnes), soit en adoptant des machines légères auxquelles des dispositifs particuliers donnent de l'adhérence. Parmi ces dispositifs, il faut citer les chenilles dites « caterpillars » d'origine américaine, faites d'une enveloppe

articulée entourant les roues motrices, qui avance sur les terrains les plus bouleversés et qui a trouvé dans la guerre actuelle de curieuses applications. La plupart des tracteurs agricoles ont des moteurs à explosion. Il en existe une variété presque infinie de types qui répondent à des exigences diverses, et dont chacun a ses qualités et ses défauts.

L'inconvénient de ce type d'appareils est son manque d'adhérence auquel on ne supplée guère que par un poids qui cause des dommages au sol labouré. Il s'ensuit un rendement assez médiocre, dans certains cas, de la puissance dépensée.

Ses avantages sont sa grande mobilité, sa faculté de pouvoir remplacer les attelages pour d'autres besognes que le labour, puisqu'il emporte comme eux sa propre force motrice. Dans certains pays comme les États-Unis, ces appareils se sont répandus en quantités considérables. Une des raisons qui chez nous en a un peu limité l'emploi est le prix élevé de l'essence, due pour une bonne part (environ la moitié) aux droits qui pèsent sur elle.

Enfin il existe un troisième type d'appareils, les tracteurs-treuils, qui fonctionnent alternativement comme les deux précédens. L'appareil fonctionne d'abord comme tracteur et avance d'une certaine quantité, puis se fixe dans le sol au moyen d'un dispositif ingénieux et hale jusqu'à lui, au moyen d'un treuil dont il est porteur, la charrue, puis avance de nouveau, et ainsi de suite. D'autres appareils analogues sont fondés sur le principe du touage.

M. Fernand David a eu l'heureuse idée d'instituer, entre ces différens types de motoculteurs, des concours destinés à permettre de comparer leurs avantages respectifs ; ces concours sont commencés depuis quelque temps déjà et sont loin d'être terminés; ils présentent d'ailleurs des difficultés exigeant de longues expériences systématiques et répétées.

Nous ne pouvons entrer ici dans aucun détail technique relativement aux résultats de ces concours, résultats encore à l'étude et qui seront discutés et discutables tant qu'ils ne seront pas généralisés sur une grande échelle et dans les terrains et les conditions atmosphériques les plus variées. Mais, à titre documentaire et pour fixer les idées, j'emprunte à un document du Ministère de l'Agriculture les renseignemens suivans sur un des types de tracteurs qui ont fonctionné récemment, lors des essais de motoculture effectués en novembre et décembre 1915. Ces renseignemens donneront une idée de la puissance mécanique mise en jeu et de la rapidité du travail

accompli : la puissance de la machine en question est de quinze chevaux-vapeurs, 15 H. P. comme on écrit maintenant dans la terminologie abréviative que cette guerre a généralisée au point de faire de certains documens militaires des hiéroglyphes dignes de tenter un Champollion. Le poids de l'appareil est de 2 300 kilos; la vitesse moyenne de la charrue remorquée, de 4 à 5 kilomètres à l'heure; le temps d'un virage inférieur à une minute; la surface pratiquement labourée par heure près de 1 500 mètres carrés, correspondant à une consommation d'environ 6 kilos d'essence par heure ou d'environ 45 kilos par hectare.

Ces essais prouvent en tout cas que le labourage est devenu un problème presque plus industriel qu'agricole. Voltaire en avait comme une prescience, lorsqu'il écrivait : « La culture de la terre est une vraie manufacture. »

***

Il faut que les raisons cessent qui ont empêché, ces dernières années, la motoculture de se généraliser chez nous. Il faut que des mesures soient prises à cet effet. Il le faut, parce que la situation agricole qui, avant la guerre, n'était qu'inquiétante, est sur le point de devenir tragique. Il ne s'agit plus maintenant d'obtenir, comme hier, que les rendemens agricoles soient améliorés, et que les ouvriers des champs daignent ne pas se laisser tenter trop par la ville : il s'agit d'obtenir que ces rendemens ne tendent pas à devenir nuls, et de remplacer les ouvriers qui n'iront pas à la ville, mais qui ne reviendront pas non plus aux champs, car ils sont morts ou mourront demain pour la France.

Déjà, je l'ai dit, nous avons dû, dans la première année de guerre, importer pour environ 300 millions de blés étrangers, et pour des dizaines et des dizaines de millions d'autres produits agricoles. Que sera-ce pour la seconde année de guerre? Nos campagnes, en effet, sont vides des travailleurs valides, hommes et bêtes qui les peuplaient. Les jeunes sont mobilisés; les appels des classes anciennes, les visites médicales des auxiliaires, sont de plus en plus nombreux et stricts. Ceux qui restent aux champs sont trop débiles pour suffire à la besogne avec la femme et les vieux.

L'agriculture ne manque plus seulement de bras ; elle manque de jambes ; car les animaux de trait, s'ils avaient quelque valeur, ont été presque tous réquisitionnés par l'armée. Beaucoup non entraînés à la guerre sont morts et ne reviendront pas au village, dans l'écurie

fumante où les moineaux perchent tristement sur la mangeoire vide. Les cultivateurs n'ont plus à leur disposition que de très jeunes ou très vieux chevaux ou des éclopés. De plus, le fumier manque, les engrais se font rares à cause de la difficulté des transports, de la réquisition des nitrates, de la fermeture de nos frontières aux engrais potassiques. Le bétail national a diminué dans des proportions inquiétantes et ne peut plus guère contribuer aux travaux des champs. Doit-on laisser la France en friche, et permettre que sa terre s'engourdisse et s'endorme, tandis qu'on la sauve? Et demain, quand les gars des champs rentreront avec la victoire fichée à la pointe de leurs baïonnettes, ces gars qui n'étaient déjà pas assez nombreux avant la guerre, et qui le seront, hélas! encore beaucoup moins, les laissera-t-on seuls face à face avec une besogne disproportionnée à leurs forces et à leur nombre? Non, cela n'est pas possible.

Tout cela, le gouvernement l'a compris lorsqu'il a envoyé naguère aux États-Unis une mission économique dont le chef était M. Damour, député des Landes. Le ministre de l'Agriculture, M. Fernand David, avait désigné pour s'occuper dans cette mission des questions agricoles un jeune ingénieur, M. Lesueur, dont les conclusions pleines d'intérêt sont sur le point d'être remises aux pouvoirs publics et leur fourniront certainement des élémens importans de solution pour les questions actuellement soulevées, et qui seront résolues, il faut l'espérer. Car, comme le disait récemment M. Méline, à la séance annuelle de l'Académie d'agriculture, « ce qui pourra être tout de suite remis en marche, c'est ce merveilleux instrument qu'est la terre, l'admirable terre de France, source de toute richesse parce qu'elle est véritablement créatrice. »

*
* *

Il est évident tout d'abord que l'introduction des appareils mécaniques dans notre agriculture, quel que soit leur type, est devenue tout à fait indispensable. Il faut se préoccuper sans tarder de la récolte de cette année, de celle de l'année prochaine, de toutes celles d'après-guerre. Avons-nous sous la main, chez nous, les appareils nécessaires? Pouvons-nous les faire immédiatement en ce moment? A ces questions nous devons répondre catégoriquement: non. Les constructeurs français de machines agricoles sont en face de difficultés prohibitives de toute production importante. Ils manquent de matière première, d'ouvriers, de techniciens; les transports sont pour eux très difficiles. Il n'y a donc pour les besoins immédiats que deux

solutions possibles et dont le gouvernement sera juge. — Ou bien mobiliser, créer en quelque sorte chez nous une industrie des machines agricoles à qui on fournira le personnel et les matières premières nécessaires : nos constructeurs d'automobiles fourniraient une trame toute tissée, une base toute faite, admirablement préparée et parfaitement outillée à cet effet, pour cette fabrication intense des munitions agricoles. Ou bien importer des machines de l'extérieur. Et alors, le seul pays auquel nous puissions nous adresser, ce sont les États-Unis dont la production est intense dans ce domaine ainsi qu'il résulte des constatations de la mission Damour. Mais alors il ne faudra pas adopter au hasard la plupart des types de tracteurs américains faits pour les cultures extensives des États-Unis, mais qui ne conviendraient nullement aux cultures intensives de chez nous. Je ne sais ce qu'il en est des Pyrénées, mais en fait d'agriculture on peut dire parfois sans ironie : « Vérité en deçà de l'Atlantique, erreur au delà. »

Voilà pour aujourd'hui. Pour demain le problème est analogue quoiqu'un peu différent : on a suggéré d'employer comme tracteurs agricoles, après les avoir modifiés comme il convient, tous les camions automobiles de l'armée que la paix rendra disponibles. Ce projet a soulevé des enthousisames et aussi des objections. Dans tout cela je ne me prononce pas, ayant uniquement en vue de poser les problèmes, non de les résoudre dans un sens ou dans l'autre. Mais un problème bien posé n'est-il pas aux trois quarts résolu? — Que cette solution soit adoptée demain, elle ne sera jamais qu'un expédient momentané, car il faudra renouveler et améliorer ces tracteurs improvisés, et les remplacer. Ici alors, la question ne se pose plus de savoir si l'on importera ou si l'on fabriquera chez nous. Notre industrie automobile a fait assez brillamment ses preuves dans le monde pour que nous ne doutions point que, reconstituée et travaillant librement, elle n'impose par sa seule activité intelligemment dirigée cette seconde solution. Est-ce à dire qu'il n'y aura rien d'autre à faire? Non assurément : afin de rendre la motoculture française assez économique pour être très rémunératrice, il faudra se préoccuper avant tout, soit de produire industriellement chez nous un carburant d'un prix inférieur à l'essence de pétrole, soit de dégrever celle-ci, pour les besoins particuliers de l'agriculture et sous des formes à étudier, des droits énormes qui la frappent. Des mesures gouvernementales et législatives y pourront pourvoir, qu'il n'est point dans mon rôle d'exposer et de suggérer.

En tout cas, et pour nous résumer, il semble évident que le salut

pour notre agriculture est dans l'emploi des procédés mécaniques et l'application des conquêtes les plus récentes de la chimie agricole. Pour la sauver, il faut donc, avant tout, d'une part remplacer les hommes et les bêtes par des moteurs, d'autre part perfectionner la nature même du travail de la terre, notamment dans le sens que nous avons indiqué au cours de notre dernière chronique.

Dans cet ordre d'idées, les pouvoirs publics pourront avoir une heureuse et décisive influence. Car, comme disait Voltaire, que je ne me lasse point de citer : « Il faut de grandes avances pour améliorer de vastes champs ;... le gouvernement seul est assez puissant pour de telles entreprises ; il y a plus à gagner que dans une guerre. » Et ailleurs : « Nous fournissons les cours d'Europe de danseurs et de perruquiers ; il vaudrait mieux les fournir de froment ; mais c'est à la prudence du gouvernement d'étendre ou de resserrer ce grand objet de commerce. »

En tout cas, le jour qu'il faut espérer prochain où nos industriels auront entrepris la construction, sur une vaste échelle, des appareils motoculteurs, et qui pourra leur fournir non seulement le marché de la France, mais les débouchés sans limites de l'immense Russie et des autres pays d'Europe, qui par la force des choses entreront tous dans la voie de cette agriculture nouvelle, ce jour-là ils feront bien de s'inspirer des méthodes systématiques qui président aujourd'hui, dans les usines américaines spécialisées, à la construction des machines agricoles. Au sujet de ces méthodes la mission Damour nous a apporté des précisions intensément pittoresques, suggestives, et qui montrent d'une manière frappante avec quelle minutie ces méthodes sont calculées pour produire au plus haut degré ce que les Américains appellent l'*efficiency*.

Nos amis là-bas admirent profondément « la merveilleuse France, » comme l'appelait dans une conversation récente M. Houston, ministre de l'Agriculture des États-Unis. A notre tour, nous n'avons qu'à gagner à étudier de près la prodigieuse systématisation du travail et de l'industrie qui règne là-bas. Nous y trouverons peut-être le moyen de perfectionner un peu certains rouages de la France, qui est, comme la terre française elle-même, une machine admirablement puissante, mais dont le rendement peut et doit être amélioré.

Regardons un peu plus ce qui se fait chez le voisin et ne craignons pas d'en profiter. Nous avons malheureusement, dans tous les domaines, une tendance à ne tout vouloir tirer que de notre propre fonds, et, si quelqu'un a découvert ailleurs une planète, à n'avoir

point de cesse que nous ne l'ayons redécouverte nous-mêmes par nos propres moyens, alors qu'il serait si simple de la viser à l'endroit indiqué. Et quand je parle de planète, je pense à bien d'autres choses plus proches de nous.

Je ne sais qui racontait, il y a quelque vingt ans, l'attitude que prennent respectivement un Français, un Anglais, un Allemand chargés de décrire un chameau : le Français, disait-il, va au Jardin des Plantes ; l'Anglais prend le train pour Marseille et là, le bateau pour l'Égypte ; quant à l'Allemand, il s'enferme dans sa chambre et écrit sur un papier ce titre : *Vom Metaphysischen Kameel*. L'Allemand a bien changé depuis ; sa métaphysique l'a conduit à la *métamorale*, si j'ose me permettre ce néologisme, et aujourd'hui, en pareille occurrence, il commencerait par voler un chameau, puis lui ouvrirait le ventre pour l'étudier, quitte à le rendre ensuite à son propriétaire, en réclamant à celui-ci une légitime indemnité pour prix de son dérangement. A notre tour et sans aller aussi loin, nous pourrons regarder parfois pour notre profit les progrès accomplis dans certains domaines de l'autre côté de nos frontières. Nous aurons d'ailleurs la joyeuse surprise d'y retrouver une foule d'idées exportées de chez nous.

Le jour où nous agirons ainsi, le mot de Virgile sera redevenu vrai de nos paysans : *Fortunatos nimium*... Je crois d'ailleurs que dans ce vers, Virgile n'entendait pas désigner par *bona* seulement le bonheur des paysans, mais aussi leurs « biens » au sens concret du mot, et que, déjà, il était préoccupé de la question des rendemens agricoles.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'arrivée à Paris du général Cadorna et du prince héritier de Serbie aura précédé de très peu celle de M. Salandra et de M. Sonnino. Les représentans des huit États en guerre contre l'Allemagne, contre l'Autriche-Hongrie et ses satellites, les délégués de l'Entente ont enfin pu se joindre, tenir une réunion plénière, examiner ensemble, et dans son ensemble, le problème non seulement militaire, mais politique et économique qu'ils doivent résoudre s'ils veulent vaincre et s'ils savent se préparer à profiter de la victoire.

Les circonstances sont favorables. La résistance que nos troupes de Verdun opposent, depuis plus d'un mois déjà, à la ruée allemande, à la poussée, furieuse d'abord, puis changée progressivement en pressions plus lentes et alternatives, fait l'admiration du monde ; nous n'avons pas besoin, pour en parler, de chercher des épithètes qui ont été trouvées dans toutes les langues. A l'arrière, les civils tiennent, — comme on le leur demande du front, — « plus qu'avec confiance, qui est chose passive, avec la plus active des espérances. » Les quelques agitations qui de temps en temps rident encore la surface parlementaire sont sans force et sans profondeur : un clapotage d'eau stagnante, dans laquelle un passant fait des ronds en jetant un caillou, n'est point une tempête. La nation reste unanime dans sa fermeté froide. La constance publique attend inébranlable et sourit presque, au milieu des douleurs et des angoisses privées. C'est, je crois, le Grand-Électeur qui se comparait à un « rocher de bronze. » Son arrière-petit-neveu Guillaume II ne doit pas être plus modeste ; mais un rocher de bronze n'use pas un bloc d'acier. Le chevaleresque roi des Belges défend pied à pied le mince lambeau de territoire qui lui a été laissé, le seul îlot de marais et de sable qui émerge de l'inondation et que deux ans d'assauts n'ont plus rogné d'une ligne.

Dans sa capitale d'exil, avec un personnel et des moyens improvisés, son gouvernement n'a pas cessé une minute de faire dignement figure de gouvernement régulier. La « misérable armée anglaise, » qu'en août 1914 Guillaume II regardait par-dessus l'épaule, et écrasait préalablement de son dédain, a fait des petits, qui sont tout de suite devenus grands. Elle s'est multipliée, au total, de trente à quarante fois par elle-même : rien que sur le continent, et comme pouvoir immédiatement utile, elle s'est au moins décuplée. L'Allemagne, pour endormir son inquiétude et galvaniser son espoir, ou pour hypnotiser les neutralités hésitantes, fait sonner le nombre de kilomètres carrés qu'elle occupe sur le sol d'autrui, met ses conquêtes éphémères en graphiques et en images, évalue usurairement les gages qu'elle détient. On ne lui a pas, de notre côté, assez répondu par ce qu'elle a perdu et ce dont la disposition lui est interdite. La mer, d'abord ; toutes les mers ; puisque, enfermée dans la Baltique, et même réfugiée dans le canal de Kiel, sa flotte de guerre moisit ou marine en vase clos, vraiment embouteillée. Où est sa flotte de commerce ? Dans les ports étrangers où ses navires commencent à être saisis par dizaines ; dans Hambourg la Morte, double tombeau de l'orgueil germanique et de la richesse hanséatique. Les colonies impériales s'étendaient hier au soleil : maintenant c'est à peine si, — pour combien de jours encore ? — l'Afrique orientale allemande échappe au désastre, fatal comme une loi de la nature, qui a enseveli toutes les autres. Additionnons donc, nous aussi, les kilomètres, les habitans et les tonnes de marchandises, et puisque, au terrible jeu qui se joue, on prend des gages, montrons les nôtres.

Les cinq doigts de l'énorme main russe viennent de s'abattre, d'Erzeroum, sur les cinq routes principales de l'Asie Mineure et antérieure. Partout ailleurs, de Riga à la Bessarabie, du Nord au Sud, la masse moscovite coupe l'Europe et la barre d'une muraille dont l'épaisseur peut s'accroître indéfiniment, ou du moins réparer ses brèches, et ne pas diminuer d'un homme pendant douze ou treize ans. Le matériel, également, s'accumule. Si l'Allemagne aime le colossal, la Russie sera bientôt prête à lui en servir. Non loin de là, l'armée serbe se refait, et Salonique veille. Pour sa part, l'Italie, dans les conditions les plus difficiles, au sommet des Alpes, aux pentes du Carso, en plein désert de neiges ou de pierres, avec une patience, une endurance, et au prix de souffrances extrêmes, fixe et immobilise une bonne partie de l'armée autrichienne, mêlée sans doute, selon l'avertissement de M. de Bülow lorsqu'il lui fallut quitter Rome, de

quelques milliers de casques à pointe, ou de quelques régimens déguisés, dénationalisés jusqu'à la pointe de leurs casques.

La situation politique et morale de l'Entente n'est pas moins bonne que sa situation militaire. De Rome, notamment, M. Salandra part pour la Conférence, consolidé et encouragé, à la Chambre des députés par un ordre du jour voté à une majorité de 330 voix, au Sénat par une motion adoptée à l'unanimité. Quand la session avait repris, le 1er mars, il y avait, autour de Montecitorio, un certain trouble. Le président du Conseil, dans un récent discours prononcé à Turin, au cœur même du fief de M. Giolitti, avait nettement rappelé que son ministère avait son caractère propre, sa forme et sa couleur; que c'était un ministère conservateur et libéral; nous aurions dit chez nous, il y a un quart de siècle, centre droit et centre gauche, conjonction des centres. Il avait ajouté ou laissé entendre qu'ainsi composé, ayant fait en outre à l' « union sacrée, » à la « solidarité nationale » l'avance d'appeler à ses conseils le républicain Barzilaï, il persévérerait tout entier dans son être ou disparaîtrait tout entier. Une telle franchise n'avait pas plu à tout le monde, pour des motifs de qualité diverse, dont quelques-uns sont trop humains pour qu'on ne les devine pas et que nous ayons besoin de les indiquer. Quoi qu'il en soit, à la rentrée, le problème se posait en ces termes : élargissement du Cabinet, élargissement de la guerre, et l'un en vue de l'autre; mais on ne peut bien le comprendre que si l'on se représente ce qu'a été successivement, quant à la guerre elle-même, la position des différens partis.

Remontons à un an de distance, en janvier ou février 1915, au moment où l'Italie, ayant, dès le 3 août 1914, proclamé sa neutralité, délibérait, pesait, ainsi qu'elle devait le faire, les chances et les risques, mesurait ses aspirations et ses ressources. Tout au bout de l'extrême gauche, en dehors même du champ des partis légaux, une poignée d'anarchistes se déclarait ardemment neutraliste et ne menait bruit que d'imposer l'inaction par la violence (à quoi, au surplus, elle était loin d'être de taille à réussir). Comme elle, ses plus proches voisins, et ses intimes ennemis, les socialistes officiels, par des considérations et des raisons sur lesquelles des procès retentissans ont peut-être jeté quelque lumière, mais que nous ne serions en droit de retenir que si elles étaient établies avec assurance, voulaient, pour la plupart, la neutralité. En revanche, les syndicalistes, les *fasci* révolutionnaires, réclamaient à grands cris la guerre contre l'Autriche. Les socialistes réformistes, dissidens ou indépendans, avec M. Mussolini et le *Popolo d'Italia*, leur organe, avec leur orateur,

M. Bissolati, poussaient ouvertement à l'intervention. De même des républicains et des radicaux constitutionnels; de même aussi, et comment non? des nationalistes et leur journal, *l'Idea nazionale*. A droite, les conservateurs, les catholiques étaient pour le maintien prolongé de la neutralité; et chez plusieurs d'entre eux perçait une pointe de prédilection secrète ou discrète pour les empires encore alliés. Vers le centre, noyau de la majorité ministérielle, on était neutraliste dans la limite, pour le temps et selon l'intention où le gouvernement jugeait bon de l'être, ou de le paraître et de le rester; décidé ou résigné à ne l'être plus aussitôt que le gouvernement jugerait meilleur ou nécessaire d'agir, l'heure venue, l'occasion offerte. Il y avait donc, au début, deux espèces de neutralistes : les partisans de la neutralité absolue, perpétuelle, sans conditions; et ceux de la neutralité suspensive, qui ne s'interdisait pas de se changer un jour en intervention, mais ne se prononçait pas sur le choix du jour et s'en remettait de ce soin au gouvernement. Après la fameuse lettre de M. Giolitti, il y en eut une troisième espèce : les partisans de la neutralité « négociée » et sous conditions, d'une bonne petite neutralité qui rapporterait *parecchio* et ne serait pas une si mauvaise affaire.

Cependant, la force des choses commençait à opérer. Les événemens se déroulaient suivant leur logique, et l'instinct du peuple les poussait. Le 3 mai 1915, M. Sonnino, ministre des Affaires étrangères, dans une note adressée à M. le duc d'Avarna, ambassadeur du Roi à Vienne, dénonçait le traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie. A cette note, le premier ministre de la Monarchie, le baron Burian, répondait le 21, et, le 23, l'Italie achevait son geste par la déclaration de guerre. Ce même jour, 23, l'empereur Guillaume fulminait l'anathème contre « l'apostasie » du faux frère italien qui « passait dans le camp ennemi, » le vouait à l'exécration et le promettait à une vengeance exemplaire, si âprement que François-Joseph, bien que visé et atteint en personne, ne lançait d'accens ni plus amers ni plus enflammés. Et puis la fin de l'année s'écoulait sans que l'Allemagne eût appuyé sa malédiction d'une déclaration de guerre formelle à l'Italie, et sans que l'Italie eût cru avoir à compléter par une déclaration de guerre à l'Allemagne sa déclaration de guerre à l'Autriche. Dans l'intervalle, pourtant, elle avait encore déclaré la guerre aux deux nouveaux alliés de l'Empire, la Turquie et la Bulgarie; ils étaient quatre, par conséquent, avec trois desquels elle annonçait vouloir se battre. Mais tandis qu'elle faisait à l'Autriche, sans délai, une guerre effective, la guerre guerroyée, — *guerra guerreggiata*, — envers deux des autres, le Turc

et le Bulgare, durant quelques mois, elle s'en tenait simplement à l'état de guerre, à une guerre non guerroyée, — *guerra non guerreggiata;* — et vis-à-vis du quatrième adversaire, l'Allemagne, elle ne sortait pas d'une réserve légèrement hostile. De là quelque incertitude, quelque obscurité, sinon quelque ambiguïté ou quelque équivoque, et, pour tout dire, quelque malaise.

En octobre et novembre 1915, ce malaise s'est dessiné. Il a couru des bruits de remaniement. L'entrée de M. Barzilaï dans le Cabinet a indiqué le chemin. Pourquoi ne donnerait-on pas aux radicaux la satisfaction d'avoir un ou deux ministres? Et pourquoi pas aux nationalistes? Et même, au nom de l'union sacrée, de la solidarité nationale, pourquoi ne pas saisir l'occasion de se réconcilier les giolittiens par une attention à laquelle ils ne sauraient manquer d'être sensibles? Là-dessus s'ouvre la courte session de décembre, que le garde des Sceaux, l'illustre juriste Orlando, inaugure ou annonce par le discours de Palerme. C'est la semaine où l'*Ancona* vient de s'abîmer, avec sa pitoyable cargaison d'innocens, d'enfans et de femmes, torpillé par un sous-marin allemand, qui s'est mal camouflé aux couleurs austro-hongroises. L'instant n'est guère propice aux embuscades de couloirs. Les séances se traînent et les intentions agressives se diluent en menues escarmouches sans vigueur. En deux répliques, la seconde très fière et très forte, M. Salandra reconquiert et déblaie tout le terrain. Il enlève une majorité de 300 voix, et le Parlement s'ajourne au 1er mars.

Néanmoins, dans la presse, dans le pays, une campagne continue, plus agaçante que dangereuse. Tout en reconnaissant qu'en son entier le ministère est égal et que, par ses têtes les plus éminentes, il est supérieur à la moyenne de ceux qui l'ont précédé, on lui reproche une espèce de mollesse ou d'irrésolution, que l'on dépeint d'un assez vilain mot, — *una certa fiacchezza.* — La gêne qui s'accentue par la durée de la guerre, la cherté de la vie qui augmente, la crise des transports maritimes, la hausse du fret, le manque de charbon, fournissent des argumens spécieux. Si « l'économie nationale » n'est pas plus saine ou plus brillante, la faute en est à celui-ci ou à celui-là : le peuple aime partout à appliquer ses griefs sur une figure, et nous sommes ici dans une ville où la tradition veut que, dès que la pluie tombe, il bougonne : « *Governo ladro!* voleur de gouvernement! » On a loué le Cabinet en bloc, on le critique en détail. Les ambitions vont leur train ; peut-être les jalousies : des passions ou des sentimens qui n'épargnent pas les meilleurs. D'autres objections sont moins

personnelles, se couvrent davantage de pure politique : pour des circonstances comme celles que l'Italie, avec le reste de l'Europe, traverse, et qui exigent la tension de tous ses ressorts, l'emploi de toutes ses énergies, la base du gouvernement est trop étroite : tous les partis, même interventionnistes, ou interventistes, n'y ont point leur place ; ainsi qu'en octobre et novembre, ainsi qu'au premier jour, les socialistes réformistes, les nationalistes, les radicaux en sont exclus ou n'y sont pas admis. Pourtant, s'ils y étaient, s'ils en étaient, le ministère en serait raffermi, rajeuni, et la conduite elle-même de la guerre s'en ressentirait heureusement.

C'est dans une pareille disposition des esprits que les Chambres se sont de nouveau réunies le mercredi 1er mars. M. Salandra, — qui la connaissait, et qui, l'année dernière, au mois de mai, devant des difficultés singulièrement plus graves, avait réussi le coup, chef-d'œuvre de prudente audace, de la démission impossible, — M. Salandra s'est empressé de saisir l'un quelconque des prétextes qu'on lui offrait, il a foncé sur l'obstacle. Il a, hardiment, adroitement, coupé l'herbe sous le pied des socialistes ; il les a empêchés de filer de séance en séance leur opposition perlée. On l'avait accusé de témoigner peu de respect, ou un respect pas assez tendre, au régime parlementaire. Mais quoi ! n'est-ce pas dans l'intérêt du régime parlementaire qu'il se verrait contraint, si les amis de M. Turati ne s'assagissaient pas, de conseiller à la couronne d'user de ses prérogatives constitutionnelles ? Quelles prérogatives exactement ? La prorogation ? La dissolution ? M. Salandra ne le disait qu'en ne le disant pas, par des allusions vagues, qui invitaient ou autorisaient à tout craindre. Le débat spécial que les socialistes voulaient, M. Salandra le jugeait inopportun. Finalement, il fut entendu qu'on s'expliquerait à propos de la politique économique du gouvernement, et que cette explication serait accrochée à la discussion du budget d'un des ministères. Le ministre de l'Agriculture, le sénateur Cavasola, s'étant offert au sacrifice, sa bonne volonté a été récompensée par le triomphe. Les annales parlementaires n'ont enregistré que rarement des succès aussi éclatans. La salle de Montecitorio a failli en être ébranlée. Le vénérable vieillard n'a pas même pu constater qu'il avait soixante-quinze ans : « Non ! non ! » lui criaient à l'envi la Chambre et les tribunes qui se refusaient à l'en croire. Sa péroraison s'éteignait à peine, haletante, entrecoupée par l'émotion commune, que déjà ses collègues le serraient dans leurs bras ; les députés, escaladant les bancs, se précipitaient pour le féliciter ; le corps penché par-

dessus sa table, le président Marcora l'attirait à lui, en disant : « La voilà, messieurs, l'antique fibre ! » Il n'y avait plus qu'à recueillir les fruits de la victoire. M. Salandra a posé la question de Cabinet. 391 voix ont répondu *oui*, 61 seulement ont répondu *non*. Jamais confiance n'a été mieux placée. D'abord, à cause de la valeur des hommes : M. Antonio Salandra, professeur de droit administratif à l'Université de Rome, souple et robuste intelligence, rompue à toutes les études techniques et générales, historiques, critiques, littéraires, de qui le recueil d'essais, récemment publié sous le titre : *Politique et législation*, évoque, sans en être affaibli, — et c'est tout dire, — les *Problèmes contemporains* de Cánovas del Castillo ; M. Salandra, député depuis vingt-huit ans, quatre fois ministre ou sous-secrétaire d'État, dont la tenue à la présidence du Conseil a été une révélation, et supporte, — c'est tout dire encore, — sans en être accablée, la comparaison avec la grande mémoire de Cavour ; — M. Sidney Sonnino, qui, au sortir de l'école, médita sur les misères de la Sicile, plus tard se rendit familier l'immense domaine des matières de la vie publique moderne, diplomatie, administration, finances, et s'arma autant qu'il s'orna d'un savoir encyclopédique capable de penser sur toute chose et d'en parler, — ou de s'en taire, — en toute langue ; qui entre vivant dans l'histoire, par la porte de la légende, l'index collé sur les lèvres comme la statue du Silence, — mais de la part de qui ce geste exprime uniquement qu'il dédaigne de confondre l'éloquence avec la volonté ou l'action. En renvoyant au 6 avril la suite de leurs séances, les Chambres italiennes ont donné clairement, aux deux ministres qui vont représenter leur pays à la Conférence des Alliés, un mandat en blanc, un blanc-seing. Ils sont les maîtres, au départ, d'élargir ou de ne pas élargir la guerre, comme ils seront, au retour, les maîtres d'élargir ou de ne pas élargir le Cabinet. On leur saura gré ici de ce qu'ils feront ; en Italie, on ne leur demanderait compte que de ce qu'ils n'auraient pas fait. Et par eux-mêmes, et par l'appui du Parlement et de l'opinion, ils jouissent d'un crédit illimité. La vaillance tranquille avec laquelle ils assumèrent les responsabilités d'hier les engage à ne se détourner ni du devoir d'aujourd'hui, ni de la tâche de demain.

Comme la Chambre italienne, le Reichstag allemand, convoqué le 15 mars, s'est séparé jusqu'au 4 avril, laissant à sa Commission du budget le soin d'entendre ce qu'il lui a semblé pénible d'écouter ; mais il n'a pas marqué vers M. de Bethmann-Hollweg l'élan que la

Chambre des députés de Rome a eu vers M. Salandra. Sa session a été, bien que bruyante, aussi vide que brève, assombrie et comme gênée par la démission de M. de Tirpitz. Une façon de conflit sourd, au moins une amorce de conflit avec le Landtag prussien, lui avait fait une mauvaise préparation. Le Landtag prétendait avoir son mot à dire sur la direction des affaires extérieures; le chancelier lui en déniait le droit, au mépris évident de la constitution de l'Empire, qui n'est qu'un État fédératif, une confédération resserrée, où chacun des États particuliers conserve sa personnalité et les attributions de la puissance, l'État général et commun n'en recevant que ce qui lui en est délégué, sans que celles des autres soient abolies, sans qu'il y ait aucune raison pour que la Prusse, dans tous les cas, en tant que Prusse, ait perdu ce que la Bavière ou la Saxe, en tant que telles, ont gardé. D'où du mécontentement, du froid, une bouderie que la retraite du grand amiral a fait aigrir.

Une autre démission a été donnée cette quinzaine : celle du général Galliéni, ministre de la Guerre, en France : quelque soin que les Allemands aient pris de la dramatiser, à coups de radiotélégrammes, elle ne se justifiait que trop manifestement par la maladie; la preuve en est faite par les regrets et les vœux unanimes qui ont accompagné et qui suivent l'un des vainqueurs de la Marne. Ce ne fut qu'un incident, mais la démission de M. de Tirpitz est un événement, dont on ne peut encore fixer les proportions ni les conséquences. Puisque l'Allemagne veut qu'il y ait du mystère, c'est chez elle qu'il y en a. Pour nous, et sans doute pour elle, les causes de cet événement demeurent impénétrables.

Sur un point, nulle contestation : le grand amiral de Tirpitz a bien été le créateur, l'organisateur de la flotte allemande : c'est bien lui qui l'a conçue, et qui l'a construite ; il a bien été, pendant la paix, le théoricien et, dans la guerre, le praticien du sous-marin et de la torpille : praticien par la main d'autrui, car, si la cruauté des temps n'avait pas proscrit le sourire, on pourrait dire de M. de Tirpitz qu'il devait être l'homme du petit navire, n'ayant jamais ou presque jamais navigué. Assis depuis dix-neuf ans à sa table, devant ses plans et derrière ses cartons, ce géant aux yeux bleus et doux, à la barbe de Charlemagne d'où s'échappe une voix fluette, s'est exalté dans la solitude du bureau, en sa recherche de l'absolu. La haine de l'Angleterre, fouettée d'envie, comme une rivalité d'amour, parce qu'il adore son métier, l'a rendu féroce. Il est devenu une sorte de Clausewitz ou de Bernhardi de la mer, rêvant toujours de reprendre d'un cœur plus

dur, avec des engins plus terribles, une guerre plus épouvantable. Dans les naufrages qu'il ordonna, tout ce qu'il pleure, ce ne sont pas les victimes, c'est le bateau. « Que Dieu punisse et que les flots engloutissent l'Angleterre! » c'est plus que son serment d'Annibal, c'est le soupir profond de son âme piétiste.

Or, M. de Tirpitz s'en va au lendemain du jour où l'Allemagne a lancé à l'humanité son dernier défi. A la vérité, on aperçoit mal ce que le memorandum de février 1916 a pu ajouter en horreur à celui de février 1915. En effet, dès le 4 février 1915, l'Allemagne signifiait au monde cet avertissement : « A partir du 15 février prochain, l'Allemagne considérera comme zone militaire les régions maritimes qui touchent à la Grande-Bretagne et à l'Irlande ; à partir de cette date, les navires de guerre allemands de tout genre *détruiront tout navire* qu'ils rencontreront dans ces eaux, *même s'il n'est pas possible de sauver l'équipage et les passagers ; aucune garantie ne sera accordée aux navires neutres.* » S'agit-il de la résolution cyniquement affichée de couler les navires de commerce prétendus armés? Mais la question avait été posée dès la première semaine d'octobre 1914, à propos des sinistres exploits de l'*Emden* dans l'Océan indien. Depuis lors, il n'a pas fait bon, pour un navire de commerce, même neutre, armé, prétendu tel, supposé tel, ou non, rencontrer un torpilleur ou un sous-marin, battant ou le pavillon de l'Empire ou un pavillon emprunté. La note complémentaire de l'Allemagne aux États-Unis, du présent mois de mars, n'est donc à retenir que comme un monument de cynisme et d'hypocrisie. Personne n'aura été surpris d'apprendre par cette note que, si l'Allemagne recule sur mer comme sur terre les bornes de la barbarie, c'est l'Angleterre qui en est seule coupable et responsable. C'est elle qui a « refusé de ratifier la déclaration de Londres. » C'est elle qui « s'est mise à restreindre » le commerce légal des neutres « afin d'atteindre l'Allemagne. » C'est elle qui, afin d'affamer l'Allemagne, a « systématiquement aggravé les dispositions relatives à la contrebande. » C'est un arrêté de l'amirauté britannique, du 3 novembre 1914, en vertu duquel toute la mer du Nord devait être considérée comme zone de guerre. (Il valait manifestement beaucoup mieux semer de mines toute cette mer, « sans discernement, » comme l'avait fait l'amirauté allemande, et ne pas prévenir, comme l'Allemagne s'était gardée de le faire, ce qui dispensait les neutres de protester.) Par une juste suite de tous ces crimes anglais, et pour leur châtiment, l'Allemagne a été amenée à recourir à des moyens de guerre jusqu'ici inédits, « dont l'emploi n'est pas

encore réglé dans le droit des gens; en cela, elle n'a violé aucun droit en vigueur : elle s'est contentée de faire valoir les caractères distinctifs de la nouvelle arme : le sous-marin. » Là ou il n'y a pas de droit, le droit lui-même perd ses droits; « il n'est pas vrai » que le sous-marin soit obligé, en épargnant les neutres, de se dépouiller de ses « caractères distinctifs : » et ce sont de beaux sujets de dissertation pour les quatre-vingt-treize « intellectuels » allemands !

En attendant, le fait est que M. de Tirpitz est parti, mais pourquoi? Nous ne le savons pas, et il est vraisemblable que, même en Allemagne, peu de personnes le savent exactement. Le grand amiral paraissait assuré de la faveur impériale : on eût juré qu'il avait infiniment plus à en espérer qu'à en redouter, et que le ministère de la Marine n'était qu'un degré dans son ascension, Que s'est-il passé? M. Ballin, le directeur, très bien en cour, de la Hamburg-Amerika, sur toutes ces questions conseiller réellement intime de l'Empereur, a-t-il convaincu Guillaume II du danger que faisaient courir à la marine marchande de l'Allemagne, ou à ce qui en reste, les méthodes exaspérées de M. de Tirpitz? Déjà il a fallu déclarer la guerre au Portugal qui a séquestré les navires allemands réfugiés dans ses ports; et s'il est difficile à l'Allemagne d'aller joindre ce huitième adversaire à Lisbonne, elle en sentira le contact en Afrique orientale, où il va, sans péril pour lui, fermer tout à fait le cercle dans lequel la colonie impériale étouffe. Déjà aussi quelques États de l'Amérique du Sud, le Brésil, par exemple, songent à faire de même. A plus forte raison, l'Italie, qui, encore qu'elle ne soit pas avec l'Allemagne en état de guerre déclarée, ne peut pas être tenue pour neutre, et qui, ayant besoin de navires, a réquisitionné ceux qu'elle a trouvés, même allemands. Et ce n'est pas tout : la Hollande, irritée de la perte de la *Tubantia* et du *Palembang*, venant après tant d'autres, tend à se départir de sa longue patience; le Danemark, la Norvège, se lassent; la Suède elle-même souffre de voir ses bateaux sauter sur des mines, jusque dans ses eaux territoriales : on a dû s'en préoccuper, entre ministres scandinaves, dans l'entrevue de Copenhague. Plus haut qu'eux tous, M. Wilson, blessé dans son culte du droit, harcelé de scrupules à la fois présidentiels et professionnels, réclame une solution à l'affaire de la *Lusitania* et des sûretés pour les communications, pour la liberté d'aller et venir, de l'Amérique avec l'Europe. Que, demain, les États-Unis, la Hollande, la Norvège, le Danemark montrent la même audace que le Portugal : où sera la marine de commerce allemande, ce magnifique instrument qu'on n'a fait qu'en

un quart de siècle et qui, plus utile que jamais quand enfin la paix revenue aura débloqué l'Empire, ne se refera pas en un jour ?

Ou bien est-ce l'émulation surexcitée du prince Henri de Prusse, autre grand amiral, qui a obtenu la disgrâce de M. de Tirpitz ? Le prince Henri brûlerait-il de sortir avec ses cuirassés, ses croiseurs, ses éclaireurs, ses zeppelins, ses hydravions, et de se mesurer en haute mer avec les escadres anglaises, tandis que M. de Tirpitz, buté sur la préexcellence du sous-marin et des torpilleurs, traiterait ses monstres de vingt mille tonnes comme Frédéric-Guillaume Ier traitait ses grenadiers de six pieds et demi, en collectionneur plein de précautions qui a peur qu'on ne les lui casse ? Ou encore est-ce le contraire ? Est-ce M. de Tirpitz qui eût voulu le combat, toutes unités de toute grandeur et de toute vitesse dehors, et le prince Henri qui estime plus sage de l'éviter. Ou bien, hypothèse persistante, serait-ce le duel, non de deux grands amiraux, mais du grand amiral et du chancelier ? M. de Tirpitz serait-il tombé sous les coups de M. de Bethmann-Hollweg, qui n'aime ni qu'on parle de sa mort, ni qu'on pense à son héritage ? Il semble que le Reichstag ait du penchant à le croire. Les trois partis qui, historiquement, ont été les piliers de l'Empire, le Centre, les conservateurs et les nationaux-libéraux, ont déposé des motions demandant que la guerre navale fût poursuivie sans « défaillance » ni « fausse sensibilité. » A cet égard, la nomination, comme successeur de M. de Tirpitz, de l'amiral de Capelle, hier son collaborateur, doit leur donner tout apaisement : la conscience lestée du *Sussex* et de l'*Englishman*, il commence bien. C'est donc à M. de Bethmann-Hollweg que l'on décochait un blâme indirect. Il a pu esquiver la discussion publique, mais le Reichstag reste de méchante humeur. Le chancelier devait y faire un exposé de la situation politique, qui a été remis d'abord au jeudi 23, puis renvoyé, par prétérition, à une date indéterminée. Le Reichstag a accueilli fraîchement celui de M. Helfferich sur la situation financière ; mal, les projets d'impôts, — contribution de guerre, impôts de consommation, au fond, querelle de classes ; — avec une joie feinte, l'annonce du résultat du quatrième emprunt, 10 milliards et demi de marks, dont 75 pour 100 en papier des emprunts antérieurs. Il y a dans cet enthousiasme (*tempête d'applaudissemens*) quelque chose d'essoufflé. Et M. Haase, soutenu par une fraction des socialistes, a saisi la corde de la cloche d'alarme.

Toutefois, ne nous y méprenons pas, et ne perdons pas de vue les traits essentiels du tempérament allemand. En voici trois qui sont parmi les principaux. — On s'étonne de voir le Kronprinz s'acharner,

devant Verdun, a des attaques réitérées, tantôt à l'Ouest de la Meuse et tantôt à l'Est, mécaniquement, automatiquement, toutes les quarante-huit heures ; attaques qui, depuis le 26 février, ne lui ont rien donné et ne l'ont conduit nulle part. Mais c'est que l'Allemand est doué d'une faculté de répétition quasi indéfinie : il se copie lui-même avec obstination. Ce qui paraît le plus moderne en lui n'est qu'un pastiche de l'ancien. Quoi de plus moderne, en apparence, que l'immense concentration d'artillerie, amassée là pour bouleverser du terrain et réduire en miettes les forts ou en poussière les tranchées ? Mais, le 22 avril 1758, le grand Frédéric confiait à Henri de Catt : « Le canon, mon cher, décide tout. M. de Turenne se vantait d'avoir une fameuse artillerie, qui ne consistait qu'en dix-sept pièces de canon ; que dirait-il de nous autres, qui en avons chacun au delà de 200 ? » Au lieu de 200, mettons 2 000 ou davantage. L'Allemand n'a qu'une manière de grandir, qui est de grossir. — Même quand on croit qu'il invente, il imite encore. Montesquieu marque ce deuxième trait, en notant que l'Allemand n' « invente pas, » mais qu'il « trouve » ou qu'il « découvre. » « La plupart des découvertes en physique ne sont que l'effet d'un travail long et assidu, dont les Allemands sont plus capables que les autres nations. » Leur défaut d'imagination, leur placidité, leur docilité, les y sert autant que leur puissance d'attention. « Vous entendez bien que mille chimistes allemands, qui manipuleront sans cesse et ne se détourneront jamais, trouveront plus aisément les effets de la combinaison de certains principes en chimie, que mille Anglais qui étudieront quelque principe de chimie, mais qui s'occupent les trois quarts du temps à raisonner sur la religion et le gouvernement. » Ainsi, toute la série des gaz asphyxians ou lacrymogènes y passera. — Enfin, troisième trait qui n'est pas de la caricature : le cerveau allemand est fait sur le patron de l'estomac allemand ; il n'est pâture qu'il n'absorbe. Ce peuple est d'une crédulité à toute épreuve : « On ne sait pas ce que sont les gazettes pour un Allemand, » a pu écrire Mirabeau. L'agence Wolff a le champ libre.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

LA VÉRITÉ DÉLIVRE[1]

(CHRONIQUE DE 1916)

PERSONNAGES

PIERRE VAUCROIX. | BERNARDINE VAUCROIX.
RICHARD LABRUNIE. | JULIE D'HESPELLES.

UN DOMESTIQUE.

La scène est à Paris. en février 1916

Le cabinet de travail de Vaucroix. Livres. Objets d'art. Tableaux. Impression d'un luxe sobre. Dix heures et demie du matin.

SCÈNE PREMIÈRE

PIERRE VAUCROIX, RICHARD LABRUNIE

Tous deux sont en uniforme d'officiers. Labrunie, amputé du bras gauche, entre en tendant la droite à Vaucroix.

LABRUNIE.

Bonjour, Vaucroix. Comment as-tu dormi, pour ta première nuit de Paris? On est tout de même mieux avenue Marceau que dans une forteresse d'Allemagne. Pas vrai?

VAUCROIX.

Je n'y crois pas encore. Pense donc. L'autre samedi, — ça fait neuf jours, — je ne savais pas que j'allais être échangé... Je ferme mes yeux. Je suis là-bas, dans mon cachot. Je les

(1) *Copyright by* Paul Bourget, 1916.

rouvre. Je vois mes livres, mes tableaux, toi, mon vieux Labrunie... Je rêve. Un sous-officier boche va entrer et me dire : « *Gomment allez-fous, lieutenant? Foulez-fous un chournal bour safoir la férité?...* » Et il me tendait la *Gazette des Ardennes*, et je lisais, malgré moi. (Il se passe les mains sur les yeux.) Ah ! ces derniers mois, ceux de l'internement, quel cauchemar ! Les autres, — toute une année à l'hôpital pourtant, — ça n'était rien. Souffrir dans sa chair occupe. Mais ces cinquante-cinq jours à Spandau, à fiévreusement attendre l'évacuation ! Se rendre compte qu'à douze heures de chemin de fer, l'existence même de votre pays est en train de se jouer ! On va tour à tour de l'extrémité de la crainte à l'extrémité de l'espérance. Mais c'est l'espérance qui domine. Quel coup, quand j'ai appris à la frontière suisse que la guerre avait à peine bougé depuis la Marne !

LABRUNIE.

Évidemment, nous attendions mieux dans nos tranchées devant Ypres. Tout de même, les Allemands ne sont pas à Paris. Ils n'y viendront pas. Nous tenons le bon bout. Le vrai chagrin, vois-tu, c'est de ne pas être du coup de chien. Si mon bras était tout à fait guéri seulement ! Puisque c'est le gauche... (Il esquisse avec son bras droit le geste de lever l'épée.) J'ai encore eu plus de chance que toi : je n'ai pas été prisonnier, et le bras, ce n'est pas la poitrine. Hier, je n'ai rien osé te demander devant ta femme. Entre nous, où en es-tu ?

VAUCROIX. Il va vers la cheminée et prend un objet dans une coupe.

Voici ma balle de shrapnell. Regarde.

LABRUNIE.

Tu as eu ce bijou-là dans le poumon ?

VAUCROIX.

Oui, et toute la séquelle. Vous ne vous trompiez pas beaucoup quand vous m'avez cru mort : hémorragie, cœur dévié, pleurésie, opération sur opération...

LABRUNIE.

Et maintenant ?

VAUCROIX.

Maintenant, avec des précautions... Dame ! il ne me faudrait pas sortir par cette neige. (Il montre la fenêtre.) Quand même, je ne désespère pas de me remettre assez pour en être, moi aussi, du coup de chien... Mais, dis-moi, puisque tu m'as cru mort, tu as envoyé ma lettre ?

LABRUNIE.

Non. (Il tire une enveloppe de sa poche.) Et justement, si je reviens ce matin, c'est pour te la rapporter. Elle ne m'a pas quitté depuis le jour où tu me l'as remise avant de partir pour cette reconnaissance d'où tu n'es rentré que d'hier. Elle est salie et froissée. Mais, tu vois, la double enveloppe est intacte. C'est même à cause de cette double enveloppe que je ne l'ai pas envoyée.

VAUCROIX, prenant la lettre.

Pourquoi ?

LABRUNIE.

Je me suis dit : « Si Vaucroix m'a remis une lettre à faire tenir, en cas de malheur, c'est que le ou la destinataire joue un grand rôle dans sa vie. Il a pris soin de mettre l'enveloppe sur laquelle il y a l'adresse, sous une autre enveloppe qui n'a pas d'adresse. Donc il désire que, lui vivant, je ne connaisse pas un certain nom. Je ne suis pas absolument sûr qu'il soit mort. J'obéis à sa volonté en ne déchirant pas l'enveloppe blanche et en n'apprenant pas le certain nom. »

VAUCROIX, lui serrant la main.

Il n'y a que le soudard, comme nous t'appelions au collège, pour avoir de ces délicatesses. (Il jette la lettre dans le feu, tout en parlant.)

LABRUNIE.

Tu brûles cette lettre ? Ça me fait bien plaisir, Pierre. C'est donc fini ?

VAUCROIX.

Que veux-tu dire ? Qu'est-ce qui est fini ?

LABRUNIE.

C'est juste. Ton secret t'appartient, et je n'ai pas le droit de t'en parler.

VAUCROIX.

Si, au contraire. Parle-m'en. Je te l'ai donné ce droit, le jour où je t'ai demandé ce service. Et puis tu me feras du bien. Tu m'aideras peut-être à y voir clair en moi. Qu'est-ce que tu penses?

LABRUNIE.

Tu le veux?... Je pense que cette lettre était pour une femme, que cette femme n'est pas ta femme, que cette femme a une situation à ménager. La double enveloppe le prouve. Je conclus que tu as, ou que tu avais, une liaison, très probablement dans le monde, et, du moment que tu as brûlé ce papier, je conclus encore qu'elle est rompue. Sinon, tu aurais gardé ta lettre, pour la montrer et te faire dire : « Cet adieu, à moi, avant d'aller à la mort! Comme tu m'aimes! »

VAUCROIX.

C'est logique. Telle a été ma première idée, en effet, quand tu m'as rendu l'enveloppe tout à l'heure. Et puis je l'ai brûlée. Ces deux mouvemens, le premier vers une reprise du passé, le second vers une rupture, c'est tout moi à cette heure-ci. Oui, Richard, quand je suis parti pour la guerre, au mois d'août 1914, j'étais engagé depuis un an dans une passion pour laquelle j'ai marché sur tous mes devoirs. La personne qui en était l'objet n'a pas cessé, durant ma captivité, de me prouver, comme elle a pu, qu'elle m'aimait toujours. C'est moi qui ne sais plus si je l'aime.

LABRUNIE.

J'avais donc raison. Va. Quand on ne sait plus si l'on aime, on n'aime plus.

VAUCROIX.

Ce n'est pas si simple. Voyons, Labrunie, pense à toi-même. Rappelle-toi ce que tu étais au commencement de ce mois d'août 1914, tes goûts, tes plaisirs, j'irai plus loin, tes senti-

mens, tes idées. La guerre a passé là-dessus. Elle ne t'a pas changé?

LABRUNIE.

Ça dépend du sens que tu attaches au mot. Enfant, vous me plaisantiez sur ma passion de l'armée. C'est que d'instinct d'abord, puis par réflexion, j'ai trouvé que le meilleur emploi de la vie était de *servir*. Je pensais cela, avant la guerre, je dirai presque : légèrement, joyeusement. Je le pense aujourd'hui plus gravement, tragiquement. Mais c'est bien la même pensée, la même foi.

VAUCROIX.

Que je t'envie! Moi, avant la guerre, *servir* était le dernier de mes soucis. Nous nous sommes trop peu vus entre le lycée et la tranchée pour que nous ayons jamais causé à fond, comme maintenant. Tu n'as connu de ma vie que ses dehors. Ils sont très bourgeois. Un père grand industriel qui meurt en laissant une grosse affaire. Un fils qui liquide cette affaire à sa majorité, pour vivre tranquillement avec ses cent mille livres de rente. Une mère qui veut que ce fils soit occupé, mais dans une carrière décorative et sans surcharge. Elle le dirige vers la diplomatie. Ce fils se laisse faire. Il se laisse marier, toujours sous l'influence de la mère. Cette mère meurt à son tour, emportant avec elle tous les motifs que ce fils avait eus d'arranger sa vie de cette façon. Il n'aime pas son métier. Il démissionne. Il n'aime pas sa femme, mais, comme il a deux enfans, il patiente et il s'ennuie!...

LABRUNIE.

Connu. C'est le cafard des civils. Alors, pour se désennuyer, on prend une bonne amie. On trouve ça très agréable pendant quelque temps. Puis, quand on veut la mener perdre, elle se rebiffe, et l'on est sorti de l'ennui pour tomber dans les embêtemens. C'est le vrai fond de ton histoire, hein?

VAUCROIX.

Pas précisément. Le jour où je dirai à ma maîtresse : « Je ne vous aime plus, » je suis persuadé, entends-tu, qu'elle n'aura pas une plainte, pas un reproche, et moi, pas le plus petit incident désagréable dans mon existence.

LABRUNIE.

Mes compliments.

VAUCROIX.

Ne plaisante pas. C'est un drame que je traverse. Oh! un très petit drame, à côté de celui de la France. Mais c'est mon drame, et qui fait un peu partie de l'autre. Réponds-moi d'homme à homme, Richard : tu ne m'estimes pas d'avoir cette liaison.

LABRUNIE. Il hésite.

Avec mes idées... Pas trop.

VAUCROIX.

Moi non plus. Hé bien! Quand je suis parti, au mois d'août 1914, je m'en estimais, je m'en admirais. Pour moi, à cette époque, la vie n'avait qu'un but, qu'une réalité : *sentir*. J'aimais cet amour, dont je ne peux pas te raconter les épisodes, pour ses émotions poignantes et ravissantes, pour son ardeur, pour son mystère, pour ses remords. Cette double vie m'en donnait bien un peu. Ce n'était qu'un aiguillon de plus à ma passion. Je l'aimais, cette vie, parce qu'elle était double, comme si, de disputer mon bonheur à mon devoir, en avivait, en approfondissait l'ivresse...

LABRUNIE.

Et c'est ça que tu emportais sur ton cœur dans la tranchée? C'est avec ça que tu aurais paru devant Dieu, si tu avais été tué? Pauvre petit!

VAUCROIX.

Mais si j'avais cru à l'au-delà, j'aurais trouvé une joie de plus à me damner pour ma maîtresse! Et, tout bonnement, je n'y pensais pas, à cet au-delà. C'est plus tard que j'y ai pensé, dans mon hôpital, et à tant d'autres choses! Tu as connu ça, toi aussi, ces longues heures d'immobilité brûlante, quand on a devant soi, au pied de son lit, cette pancarte suspendue, la photographie de votre fièvre, avec ces petites hachures qui se maintiennent dans la région des 40... Alors, des demi-hallucinations vous viennent : on revoit la boue du champ de bataille, le sang épais qui se caille, la face blême des morts. On voudrait être tué comme les autres, reposer dans la terre fraîche, ne plus

entendre le tumulte du combat, toujours, toujours, qui remplit ce dortoir où l'on est prisonnier. Ne plus souffrir, que ce serait doux! Ne plus penser! Dormir avec ses hommes dans la bonne terre de France! Tu as connu ça?

LABRUNIE.

Certes. Mais cette lassitude d'endurer, ce morbide attrait de la mort, c'est de la lâcheté. J'ai toujours réagi là contre, en évoquant le souvenir de mon vieux père et de ma vieille mère, qui ont besoin de moi, tout simplement.

VAUCROIX.

Moi, j'essayais, pour exorciser le cauchemar, d'évoquer ma maîtresse, comme si souvent, auprès de toi, dans la tranchée. Ah! dans la tranchée, son image venait toujours. Elle m'apparaissait, avec ses yeux où il y avait de l'esprit et de l'ardeur, sa longue bouche aux coins si aigus, ses tempes blanches, son oreille menue, ses cheveux noirs, sa taille mince, irritante de maigreur et de souplesse, ses fines mains nerveuses, aux ongles étroits et brillans, et, autour d'elle, c'était le décor de son petit salon, où nous avons passé tant d'heures, les murs tendus d'un bleu cendré de crépuscule, l'abat-jour orangé de la lampe éclairant des violettes de Parme, ses fleurs préférées, et elle était là, toujours à la même place, habillée pour moi dans celle de ses robes que je préférais, rayonnante, les prunelles rieuses, ses deux mains tendues pour m'accueillir, si chaudes, si délicates, si vivantes, que je croyais, en les serrant dans les miennes, étreindre un oiseau... Tiens, en ce moment, pendant que je te parle, elle est là, de nouveau. Le croirais-tu? Au chevet de mon lit d'hôpital, elle n'y était jamais.

LABRUNIE.

Je connais ça encore : ce noir soudain sur l'œil intérieur. On peut bien se souvenir de quelqu'un. On ne peut pas le voir. C'est le grand signe des déclins d'amour ou de haine. Tu commençais à guérir d'elle.

VAUCROIX.

Non. Mais il y avait un contraste trop fort entre ce que représentait cet hôpital, et sa façon de comprendre l'existence.

— qui avait été la mienne. Mes voisins râlaient ou gémissaient, des officiers comme moi, blessés comme moi, prisonniers comme moi, comme moi ayant, un jour, une heure, tout sacrifié, tout donné. Je les regardais, ces compagnons de souffrance et de captivité, leurs prunelles de fièvre, leurs joues creusées, leurs lèvres séchées. Ces visages de martyrs me disaient, me criaient que l'homme n'est pas fait pour lui-même, mais pour quelque chose de plus grand que lui. Ils me disaient que l'on n'entre dans la vraie vie qu'autant que l'on se renonce. Des émotions de mon récent passé, une seule renaissait en moi comme valant la peine d'être regrettée, et pas celle de mon coupable bonheur, celle des veilles d'assaut, avec cette plénitude, cette forte paix, ce silence où chacun se recueille avant que l'effrayant travail ne commence. L'étrange exaltation de ces heures-là me révélait un ordre de sentimens si nouveaux, si différens, si supérieurs! Je me rendais compte que la guerre avait créé en moi un autre être dont je ne pourrais pas communiquer l'intimité à cette femme. Se renoncer? Se sacrifier? Elle qui est toute volupté, toute ardeur, toute passion! Elle ne comprendrait pas.

LABRUNIE.

J'ai quelque idée que ta femme, elle, comprendrait?

VAUCROIX.

Peut-être, et c'est tout mon drame. Dans ces jours d'hôpital, que de fois une vision, qui n'était pas celle que je voulais, me montrait la salle d'études de mes enfans, et leur mère auprès d'eux, telle que je l'ai trouvée si souvent, au retour de mes rendez-vous cachés, avec son beau regard calme, ce visage clair d'une âme qui n'a jamais vécu que pour le devoir. Ce fantôme hantait ma fièvre. J'évoquais l'autre, cette maîtresse à laquelle j'étais lié par tant de souvenirs, tant de promesses d'amour, et c'était toujours Bernardine qui venait.

LABRUNIE.

Et tu ne comprends pas que celle que tu aimes, c'est ta femme?

VAUCROIX.

Est-ce que je sais ce que je sens? Tiens. Je ne suis à Paris

que depuis hier. Je ne l'ai pas encore revue, cette maîtresse à qui j'écrivais cette lettre que j'ai brûlée. A de certains momens, je me dis que, si elle entrait, je la prendrais dans mes bras avec la passion d'autrefois, encore accrue de ce que j'ai souffert. A d'autres, il me semble que je lui dirais brutalement : « Que venez-vous faire ici? Allez-vous-en. » Où en suis-je vis-à-vis d'elle? Je l'ignore. C'est comme pour ma femme. J'étais si troublé de rentrer, hier au soir! Une fois en face l'un de l'autre, je me suis trouvé paralysé, par elle d'abord, par cette tranquillité presque déconcertante qui donne l'impression qu'elle est en dehors, au-dessus de la vie, par cette espèce d'automatisme qui fait qu'elle agit toujours comme elle doit agir, sans spontanéité, sans trouble, sans chaleur. Tout ici était admirablement préparé pour me recevoir, le confortable le plus exquis, les enfans merveilleusement tenus, comme la maison. Rien ne manquait à cet accueil, rien, que la fusion de nos deux cœurs, le sien parce qu'il ne connaît pas l'élan, le mien... Voilà le second motif pour lequel je ne peux pas refaire ma vie sentimentale dans mon mariage, Richard. Même quand j'étais fidèle à Bernardine, nous ne vivions pas cœur à cœur. C'est de ce cœur à cœur cependant que j'aurais besoin pour trouver en moi l'énergie de rompre avec l'autre. Si je romps, je serai bien malheureux. Si je ne romps pas, — c'est en cela que j'ai changé, — j'ai peur de tant me mépriser! Pourquoi m'en cacher? — Toi, tu ne me trouveras pas stupide. — Toutes ces idées qui n'étaient pour moi que des abstractions : le foyer, la famille, l'action sociale, sont devenues des réalités vivantes. Je l'ai compris, je l'ai senti : la Patrie est faite de cela, et tous ces gens que j'ai vus souffrir pour elle, mourir pour elle, dans la tranchée, dans le bled, à l'hôpital, me demandent, m'ordonnent de vivre mieux.

LABRUNIE.

Écoute-les, mon ami.... Mais que cherches-tu?

VAUCROIX, qui est allé à la cheminée.

Je regarde la pendule. Il va être dix heures et demie. Il faut que je te demande de me quitter, et tout de suite.

LABRUNIE.

Tu l'attends?

VAUCROIX.

Oui, et veux-tu savoir les gentillesses de la double vie? C'est à ma femme qu'elle a téléphoné, dès hier soir. Elle est censée se trouver à Paris, par hasard, — elle passe l'hiver dans le Midi, — avoir appris mon retour, par hasard. Quelle misère!... Mentir! Toujours mentir! Et c'est si bon d'être vrai! Je viens encore de le sentir en causant avec toi. Il faut que je te revoie et vite. Où déjeunes-tu ce matin?

LABRUNIE.

Où je serai. J'ai des courses à faire.

VAUCROIX.

Fais tes courses et reviens déjeuner. (Ironiquement.) Je te promets que la cuisine sera bonne. Il y a une parfaite ménagère ici. Tu n'as pas à craindre un coup de fusil.

LABRUNIE, mettant son doigt sur sa bouche.

Chut!... J'entends ta femme.

SCÈNE DEUXIÈME

BERNARDINE, VAUCROIX, LABRUNIE.

BERNARDINE, derrière la porte et parlant aux enfans.

Allons, mes trésors, remontez à votre travail. Ce n'est pas une raison parce que votre papa est revenu pour que vous vous appliquiez moins. Au contraire. Vous l'avez vu ce matin, vous le verrez à déjeuner. Jean, tu aideras Robert à commencer sa page de calcul. Mais remontez, c'est l'heure. Je vous rejoins dans cinq minutes.

VAUCROIX, à Labrunie.

Tu vois. La vie au métronome! (A Bernardine qui entre, et pendant que Labrunie la salue.) Chère amie, accourez à mon secours. Richard est venu si gentiment savoir comment j'allais ce matin. Je lui demande de déjeuner avec nous...

BERNARDINE.

Et il hésite?...

LABRUNIE.

C'est que Vaucroix est arrivé d'hier, et...

BERNARDINE.

Justement. Il a tant besoin d'avoir des nouvelles de France, de l'armée, de vos camarades, de tout et de tous! Moi, je suis une sauvage, et je ne peux guère lui en donner. Acceptez, capitaine. Vous lui ferez du bien.

LABRUNIE.

Alors, j'accepte.

VAUCROIX.

Finis vite les courses dont tu m'as parlé, et rapplique vers midi. N'aie pas peur d'être en retard. Nous t'attendrons.

LABRUNIE, saluant Bernardine.

Madame... A tout à l'heure, Pierre.

SCÈNE TROISIÈME

BERNARDINE, PIERRE VAUCROIX.

VAUCROIX.

Cela ne vous contrarie pas que j'aie prié Labrunie pour notre premier déjeuner en famille?

BERNARDINE.

Non. Ce que je lui ai dit, je le pense. Après ces quatorze mois d'exil, c'est si naturel que vous ayez besoin de reprendre contact avec le monde! Et puis, j'ai vu combien il vous aimait, dans ses visites pour demander de vos nouvelles.

VAUCROIX.

Ah! c'est la fidélité même. J'avais bien des torts envers lui. Dix ans passés sans lui écrire, quand au collège nous étions intimes, deux frères! Mais voilà : il était dans sa garnison, moi à l'étranger, puis dans ce Paris où l'on n'a le temps de rien... Ça vous prend le cœur, un ami que l'on retrouve après ces négligences, exactement le même, qui n'a pas un mot de reproche, par une arrière-pensée.

BERNARDINE.

Quelle pitié qu'un homme tel que celui-là ait été blessé de la sorte, qu'il soit un infirme!

VAUCROIX.

Tout manchot qu'il est, vous savez qu'il compte reprendre du service.

BERNARDINE.

Je songeais à sa vie intime.

VAUCROIX.

Il vous a fait des confidences?

BERNARDINE.

Oh! non. Mais j'ai su qu'avant la guerre ses parens avaient pour lui un projet de mariage.

VAUCROIX.

Et ce projet ne tient plus?

BERNARDINE.

C'est lui qui ne veut pas en entendre parler. Il considère qu'étant un mutilé, sa vie sentimentale est finie.

VAUCROIX,

Ce scrupule lui ressemble. Mais si la jeune fille en question l'aime, elle saura bien l'en faire revenir.

BERNARDINE.

Je le souhaite pour lui, et pour elle. (Profondément.) Une âme de cette noblesse, de cette sûreté, quel appui! (Silence.) J'ai reçu la réponse du docteur Louvet. Je vous l'apportais. Il propose deux rendez-vous à votre choix : cet après-midi, à trois heures chez lui, ou demain ici, à onze heures. Que décidez-vous?

VAUCROIX.

Vous tenez donc beaucoup à cette consultation?

BERNARDINE.

Beaucoup.

VAUCROIX.

Je sais d'avance sa prescription. Il m'enverra quelque part au soleil, sur la Côte d'Azur.

BERNARDINE.

Mais si le Midi doit achever de vous guérir?

VAUCROIX.

Louvet ne m'empêchera tout de même pas de respirer un peu l'air de Paris. (On entend un timbre.) On sonne. (Il regarde la pendule.) Dix heures et demie tapantes. (Il rit!) Ah! Mme d'Hespelles n'aura pas perdu une minute pour voir la bête curieuse. Un grand blessé rentré d'Allemagne, voilà de quoi bavarder dans des thés.

BERNARDINE.

Vous n'êtes guère indulgent ni juste. Entre la Julie que vous avez connue et la Julie que vous allez revoir, il y a eu pourtant la guerre.

VAUCROIX.

En êtes-vous très sûre?

SCÈNE QUATRIÈME

BERNARDINE, JULIE, VAUCROIX.

JULIE, embrassant Bernardine.

Ah! ma chérie, que tu dois être heureuse! Et vous, Pierre! (A Bernardine :) Tu permets? (Elle embrasse Pierre.) En ai-je une chance d'avoir dû rentrer de Biarritz, précisément hier, pour ma vente. (A Pierre :) Nous n'oublions pas ceux qui se battent, vous savez. (A Bernardine :) Si elle réussit comme la dernière... Tu te rappelles? Nous avons fait trois mille francs pour l'hôpital... Mais je vous parle de moi. (Montrant Pierre.) C'est de lui qu'il faut parler. Il a belle mine.

BERNARDINE.

Il est encore bien pâle.

JULIE.

Mais non. Mais non. Seulement maigri.

VAUCROIX.

Remontez-la donc un peu, chère amie. Je suis guéri, et très guéri.

BERNARDINE.

Ça ne vous rendra pas plus malade d'avoir l'avis de Louvet, et moi, ça me rassurera. (A Julie.) Imagine-toi qu'il ne voulait même pas consulter.

JULIE.

Ça, par exemple! Quand je pense à son insistance pour que je le fisse venir, son Louvet, lorsque j'avais ce pauvre petit rhume, l'hiver avant la guerre. Est-ce loin! On était si heureux, si tranquille!

BERNARDINE, un peu nerveuse.

Enfin, que faut-il que je réponde au docteur?

VAUCROIX.

Que je serai chez lui cet après-midi, à trois heures.

BERNARDINE.

Alors je lui téléphone. Tu m'excuseras, Julie. Cette réponse est pressée. Je te dis adieu. Les enfans m'attendent là-haut pour répéter leurs leçons.

JULIE.

Je te reverrai avant mon départ?

BERNARDINE.

Quand retournes-tu à Biarritz?

JULIE.

Oh! pas tout de suite. Mon mari se tire très bien d'affaire tout seul dans notre hôpital. Moi, je trouve les séances de pansement un peu longues. Si nous avions imaginé que la guerre durerait, durerait... Enfin!... Veux-tu que nous prenions rendez-vous?

BERNARDINE.

Ce n'est pas la peine. Tu connais mes journées. Demain,

après-demain, tu me trouveras toujours chez moi aux mêmes heures. Tu sais, je ne suis pas la femme de l'imprévu. (A Vaucroix :) C'est bien entendu pour Louvet, trois heures? (Geste de Vaucroix.) Je vous laisse. Encore toutes mes excuses, Julie.

SCÈNE CINQUIÈME

JULIE, VAUCROIX.

JULIE. Elle marche vers Pierre, dès que la porte est refermée et le prend dans ses bras.

Ah! je t'ai retrouvé, mon Pierre! Dis-moi que tu m'aimes toujours. Dis-le-moi.

VAUCROIX, montrant la porte.

Prenez garde... Julie... Bernardine...

JULIE.

Elle pense au téléphonage et aux leçons. Ah! Pierre, ne sois pas raisonnable. Ne me gâte pas cette minute. Ça m'a déjà tant coûté de n'être pas là, hier au soir. Dis-moi que tu m'aimes.

VAUCROIX.

Mais oui, je t'aime toujours. Seulement, laisse-moi le temps de me reconnaître. Pense à ce que j'ai traversé, à ma vie de ces quatorze mois.

JULIE.

Et la mienne donc!... D'abord, pendant les premières batailles, quand j'attendais de tes nouvelles, de courrier en courrier, et une carte arrivait, datée de quand? De plusieurs jours auparavant, d'une semaine quelquefois. Ensuite, quand je t'ai su disparu, quand je t'ai cru mort! Enfin, quand j'ai appris que tu étais blessé et prisonnier! J'espère bien que tu n'es pas tout à fait guéri, que Louvet va te trouver encore un petit point, oh! tout petit, tout petit...

VAUCROIX.

Quel souhait, pour une amie!

JULIE.

C'est que je ne veux pas que tu retournes jamais là-bas. Tu as payé ta dette. Pour toi, pour nous, la guerre est finie.

VAUCROIX.

Elle ne l'est pas pour la France. Pourquoi te calomnies-tu, Julie, tout à l'heure, à propos de ton hôpital, maintenant à propos du pays?

JULIE.

Je ne me calomnie pas, mon ami. Je ne suis qu'une pauvre femme, pour qui la grande affaire, c'est son amour, c'est toi. Ah! que je la maudis, que je la hais, cette guerre qui nous a pris plus d'une année! Elles sont comptées, pour une femme de mon âge, les années d'amour. Pense que je vais avoir trente-deux ans. Mais je te tiens, et, cette fois, je ne te rendrai pas. (Elle le serre dans ses bras.)

VAUCROIX, dans un geste de recul et de souffrance.

Laisse!

JULIE.

Je t'ai fait mal?

VAUCROIX.

Un peu.

JULIE.

A ta blessure? Oh! Pardon!... D'ailleurs, de quoi vais-je t'ennuyer, au lieu de te faire parler, toi, et de toi? Je ne sais rien de ta vie depuis si longtemps, que ces pauvres bribes dans tes cartes et dans tes lettres. Je pourrais même t'en vouloir, si je n'étais pas bonne enfant. Tu écrivais à Bernardine bien plus long qu'à moi. Ça me faisait un peu de peine, quand je venais ici aux nouvelles.

VAUCROIX.

Toutes les lettres étaient lues. Je ne pouvais pas. Et toi-même...

JULIE.

C'est vrai. N'empêche que tu aurais dû m'en mettre davan-

tage. Ainsi, tu ne m'as jamais dit en détail comment tu as été blessé.

VAUCROIX.

Ça n'a pas beaucoup d'intérêt. On m'envoie en reconnaissance. Il pleuvait. On nous a quand même repérés. J'avais avec moi six hommes. Un obus bien placé. — Nous en avons tous pris pour notre grade. — Quatre tués du coup. Un renversé, qui a pu se sauver. Un autre et moi frappés, lui à la jambe, moi à la poitrine. Le lendemain matin, les Boches nous ramassaient, à moitié morts. Et voilà.

JULIE.

Quelles heures tu as dû passer, mon cher chéri, abandonné dans la boue, dans la nuit, dans le froid!

VAUCROIX.

J'avais la fièvre, et, comme on dit, dans le sang chaud on ne se connaît pas.

JULIE.

Et ensuite, ils t'ont maltraité?

VAUCROIX.

Pour eux, pas trop.

JULIE.

Je suis sûre que tu n'as jamais mangé à ta faim. Ce qu'ils ont dû te donner!...

VAUCROIX.

Leur cuisine, et je te jure que je n'y ai guère pris garde.

JULIE.

Tu vas me juger très sotte. Devine ce que je cherchais dans les journaux, avant le Communiqué? Ça. Des détails sur la nourriture des prisonniers. Et puis, je me rappelais nos petits dîners fins, au restaurant, quand nous arrivions à voler une soirée, toi à ta vie, moi à la mienne. Et je pleurais. Je pleurais... Ce n'est pas sublime, je sais. Que veux-tu? Je ne suis pas sublime. Non. Mais que je serai contente quand nous nous retrouverons dans un de ces petits coins perdus que tu décou-

vrais, avec le mystère de notre intimité, de notre bonheur, et tout ce grand Paris autour!

VAUCROIX.

Tu serais peut-être bien déçue.

JULIE.

Pourquoi?

VAUCROIX.

Parce que nous avions l'âme légère, alors, et maintenant, nous y porterions un poids sur notre cœur... ce poids de tant de misères. Nous n'aurions qu'à nous rappeler, moi, mon hôpital d'Allemagne, toi, le tien à Biarritz.

JULIE.

Du moment que tu serais là, je ne me le rappellerais pas. Je n'y ai jamais vu que toi.

VAUCROIX.

Que moi?

JULIE.

Mais oui. Je ne me suis faite infirmière qu'à cause de toi, pour tromper un peu mon anxiété. Si je n'avais pas eu à m'occuper, je serais devenue folle. Et puis j'éprouvais une espèce de douceur navrée à soigner qui je pouvais, ne pouvant pas te soigner, toi. Dans toutes les plaies, je ne voyais que ta blessure. Des gens m'ont parlé de mon dévouement. Mais c'était mon immense pitié pour toi, la tendresse de ma passion, et je pensais que je te le dirais un jour.

VAUCROIX.

Tes blessés pourtant, tu en avais aussi pitié.

JULIE.

Je ne sais pas. Je crois bien que, sans ta pensée, le dégoût l'aurait emporté. Ces dents sales, ces cheveux sales, cette odeur de sueur, toute cette basse vie animale aussi étalée que si l'on était parmi des marmots dans une pouponnière, quelle horreur! Tu sais bien que j'ai toujours détesté le pouponnage. Sans doute parce que je n'ai pas eu d'enfans... Oh! je conti-

nuais mon travail tout de même. La preuve que je ne le faisais que pour toi : aussitôt qu'on a parlé de ton retour possible, il y a deux semaines, j'ai tout quitté. Pourtant je dois dire que ces pauvres gens m'adoraient. Ils m'appelaient la Fée aux mouches, à cause de ces deux petits signes sur ma joue, que tu aimais tant. C'était gentil, pas? Cela me faisait un peu rire. Mais sois tranquille, je n'ai pas flirté. Et toi? Il y avait des infirmières dans cet hôpital boche. Est-ce qu'elles te plaisaient?

VAUCROIX.

Ma pauvre enfant, je ne les ai jamais regardées.

JULIE, avec câlinerie.

Parce que tu pensais à moi?

VAUCROIX.

Pas seulement à toi.

JULIE.

A qui, alors?

VAUCROIX.

Mais à mes camarades, à mes soldats, à de pauvres diables dont je ne connais pas les noms, et dont je revoyais les visages convulsés de douleur dans la mort ou exaltés d'enthousiasme dans l'action, ceux surtout de la dernière attaque où je me suis trouvé avant d'être pris.

JULIE.

Celle où tu as été sous leurs terribles marmites, de sept heures du matin à quatre heures de l'après-midi? Tu m'as écrit un mot le soir. Je l'ai relu souvent. Si tu avais été tué, — je le croyais, — ç'aurait été le dernier. C'est le combat dont il est parlé dans ta citation. Elle est si belle!

VAUCROIX.

Ce sont mes hommes qui ont été beaux. Pense donc. Nous n'étions qu'un débris de compagnie après ces neuf heures d'enfer. Pas d'abris. Couché en plein champ sous les obus. Presque pas mangé la veille, pas du tout le jour même, et voici que les tirailleurs de l'avant nous reviennent en pagaye, poussés la baïonnette aux reins par les Boches. Je donne l'ordre, et à vingt pas, feu de salve. Les Boches arrêtés sur les jarrets. Je com-

mande la charge. Ah! si tu les avais vus partir, mes pauvres petits, la baïonnette haute, bien en ligne. Avant le choc, les Boches avaient tourné, au cri. Nous avons enlevé la tranchée, le boyau, l'autre tranchée, poussant les affreuses bêtes vertes devant nous. Combien survivent de ces héros, après plus d'un an de batailles pareilles, tous les jours?... C'est à eux que je pensais dans mon hôpital... (Julie lui prend la main et l'embrasse.) Mais qu'as-tu?

JULIE.

J'ai que je tremble à l'idée de toutes ces horreurs et, en même temps, je t'admire. Comme tu es brave, et que je suis fière de toi!

VAUCROIX.

Tu ne seras donc jamais qu'une amoureuse.

JULIE.

Tu t'en plains?

VAUCROIX.

Non, mais je voudrais...

JULIE. Elle lui met la main sur la bouche.

Tu voudrais... Tu voudrais... Tais-toi. Laisse-moi être ce que je suis, obéir à ma nature, vivre ma vie. Tu le pensais aussi autrefois, que chacun a le droit de vivre sa vie.

VAUCROIX.

Plus quand il y a tant de gens qui donnent la leur.

JULIE.

Ils ne la donnent pas. On la leur prend. S'ils l'avaient pu, crois-tu que ces soldats qui marchaient à l'assaut avec toi n'auraient pas préféré de beaucoup être dans leur maison avec leur femme, leur fiancée, leur maîtresse?... Ah! s'il n'y avait pas les conseils de guerre!

VAUCROIX, vivement.

Non, Julie. C'est bien d'eux-mêmes qu'ils vont au feu, et pour qui? Pour nous, pour toi, mais pas seulement pour que tu

aies ton hôtel à Paris, ta villa à Biarritz, ta vie, comme tu dis. Cette vie, tu la leur dois.

JULIE.

Mais je leur en suis très reconnaissante.

VAUCROIX.

Et tu ne leur sacrifierais pas un de tes plaisirs.

JULIE.

Qu'est-ce que tu veux dire?

VAUCROIX.

Rien. J'ai tort de te parler de certaines pensées. J'ai traversé l'enfer. Toi, non. Nous ne sommes plus à l'unisson. C'est trop naturel. (Un silence.)

JULIE, très nerveuse.

Écoute, Pierre. Si tu as changé, si tu rentres de là-bas ne voulant plus de notre amour, aie le courage de me le dire. J'aurai celui de l'entendre. Moi aussi, j'ai appris quelque chose à l'hôpital, qu'il y a des momens où le couteau est une charité.

VAUCROIX.

Quelle idée, ma pauvre Julie!

JULIE, plus nerveuse encore.

Ne me plains pas, surtout, je ne veux pas être plainte. Je veux être aimée, ou rien. Les femmes qui disputent un cœur qui s'en va d'elles, je ne les comprends pas plus que celles qui font des scènes ou qui se vengent. De même que je n'admets pas que l'on résiste à ses sentimens, je n'admets ni qu'on les feigne, ni qu'on les force. Si je ne voulais plus être ta maîtresse, je te le dirais. Si tu ne veux plus être mon amant, dis-le-moi.

VAUCROIX, se rapprochant d'elle.

Comme tu es émue! Comme tu es vibrante! Comme tu es belle!

JULIE.

Alors, si tu me trouves belle, qu'est-ce que tu vas chercher pour te gâter ton bonheur? Pourquoi ces inquiétudes, ces

complications, ces rappels d'atrocités que je te ferai oublier? Car tu les oublieras sur mon cœur. Tu la retrouveras, ton âme légère, sous mes baisers. Je t'aimerai tant, si follement, si tendrement, que tu ne sentiras plus que moi, que tu ne penseras plus qu'à moi. Mais il faut que je te revoie, pour chasser ces affreux fantômes, et seul, et bien vite. Cet après-midi, veux-tu, chez moi? Ta consultation est à trois heures. Après, tu n'as pas d'autre rendez-vous?

VAUCROIX.

Je n'en ai pas.

JULIE.

Alors, je t'attendrai à quatre heures. Je saurai tout de suite ce que Louvet aura dit. Tu sais, le petit point, c'était pour rire. A quatre heures, chez moi, tu promets?

VAUCROIX.

Oui.

JULIE, l'embrassant.

Ah! merci. Que je suis heureuse! Je t'aime, vois-tu! Ah! que je t'aime!... Mais je veux de toi une autre promesse.

VAUCROIX.

Que vas-tu encore me demander?

JULIE.

Rien que de très simple. Que tu viennes chez nous, à Biarritz. Bernardine et les enfans aussi, bien entendu. C'est arrangé avec mon mari. Nous serons si libres! Ludovic ne sort pas de l'hôpital. C'est un remords pour lui d'être réformé. Il ne se pardonne qu'en s'écrasant de besogne. Moi, je prolongerai mon congé. Nous passerons le printemps dans ce divin pays, comme il y a trois ans, quand nous avons commencé à nous aimer. Toutes nos anciennes heures se lèveront sur nos anciens chemins. Et tu guériras, de tout, de ta poitrine (Elle lui touche la poitrine, et de ta tête. Elle lui touche le front. Il veut parler.) Ne discute pas. Je te le défends. Dis que tu promets aussi.

VAUCROIX.

Et Bernardine?

JULIE.

Bernardine? Je monte chez les enfans le lui demander. (Elle l'embrasse encore.) Avant que je ne m'en aille, répète que tu m'aimes.

VAUCROIX.

Si je t'aime!

JULIE.

Et que tu viendras à Biarritz?

VAUCROIX.

J'y viendrai. (Elle sort.)

SCÈNE SIXIÈME

VAUCROIX, seul. Il va et vient à travers la chambre, en se parlant à lui-même.

Elle m'a repris. C'est fait. Je vais recommencer à mentir. — Mensonge à ma femme, — mensonge au mari, — mensonge à elle. Ce que j'ai pour elle maintenant, je l'ai trop éprouvé tout à l'heure, ce n'est plus que le dur et méchant désir. Ces anciennes heures, dont elle parle, sont mortes. Nous ne les retrouverons pas. Elle me forcera de dire avec elle que c'est toujours le même bonheur, et ce ne peut plus être le même bonheur... Comment le lui faire comprendre? On dirait que, vraiment, pour elle, il n'y a pas eu, qu'il n'y a pas de guerre... Comme c'est pauvre, pourtant, ces passions qui ne sont que de l'égoïsme émotif! Ah! que je devrais rompre!... Et puis, quand elle est là, un sortilège émane d'elle, de sa voix, de son regard, de ses mouvemens... Rompre, et pour retomber dans quel néant! Ma femme ne m'aime pas. Elle n'a jamais aimé que le devoir, et, moi, je ne pourrai jamais résoudre ma vie par le seul devoir. Mon besoin de sentir est encore trop aigu, trop fort... Hé bien! il faut s'accepter soi-même. C'est étrange. J'ai tant désiré guérir de ma blessure! Tant désiré rentrer à Paris! Et que ne donnerais-je pas maintenant pour être là-bas, à Spandau, prisonnier, ou bien en train de souffrir sur mon lit d'hôpital? Alors, je m'estimais. Au lieu qu'aujourd'hui... Dieu, quelle faiblesse! Quelle veulerie! Mais où trouver de la force,

quand on n'est pas dans la vérité, quand on ne vit pas comme on pense, quand on ne parle pas comme on vit, ni comme on sent? A ne découvrir jamais qu'un morceau d'elle-même, l'âme s'use. Son énergie est comme brisée, comme morcelée. Tout à l'heure, en causant avec Richard, je me montrais tel que je suis. Je ne mentais pas, et de la force me venait. Bernardine est arrivée. J'ai dû me replier, dissimuler. Du coup, la force est partie. Mais c'est avec elle surtout que je n'ai pas le droit d'être vrai, et à cause d'elle et à cause de l'autre... Soit. Mentons, mentons... Et méprisons-nous.

SCÈNE SEPTIÈME

BERNARDINE, JULIE, VAUCROIX.

JULIE. Elle entre la première et gaiement.

Pierre, ça y est. Comme je suis heureuse! Bernardine n'a pas d'objections. Vous viendrez tous à Biarritz.

BERNARDINE.

Sous la réserve de l'approbation de Louvet.

JULIE.

Entendu. Mais j'ai fait assez de Croix-Rouge depuis un an pour savoir que le soleil et l'Océan sont les deux grands remèdes.

VAUCROIX, avec une cordialité jouée.

Et aussi l'amitié. C'est si bon de retrouver les affections que l'on a quittées aussi chaudes au retour qu'au moment du départ! Sous ce rapport-là, je suis très gâté.

JULIE.

Mais c'est nous que vous gâterez en venant, Bernardine, vous, et les chers enfans. En ont-ils poussé de gentils cris de joie! N'est-ce pas, Bernardine? Et puis, mon pauvre Pierre, préparez-vous à rester longtemps, longtemps. Nous ne vous laisserons repartir que retapé, là, tout à fait. Je rentre écrire la bonne nouvelle à mon mari.

BERNARDINE.

Pas encore, Julie. Attends que le docteur...

JULIE.

Alors, promets-moi que tu m'enverras une dépêche aussitôt après sa consultation, quoique je n'aie pas de doute sur son arrêt. J'écris toujours la lettre et je l'envoie après ta dépêche. Je ne te demande pas de téléphoner. Je ne passerai chez moi cet après-midi que pour ta dépêche, et en courant. J'ai tant à faire. Je ne suis ici que depuis hier et j'ai déjà un déjeuner au Ritz, ce matin, un dîner chez Mme de Mendez Nuñez, une Argentine que j'ai connue à Biarritz, cet automne. Vous verrez, elle est charmante. Oh! un déjeuner et un dîner de guerre, c'est juré. Pas plus de huit ou dix personnes. (Elle embrasse Bernardine.) A demain, ma chérie. Je reviendrai savoir comment notre rescapé continue à se comporter. (Geste de la main à Pierre. Elle sort.)

SCÈNE HUITIÈME

BERNARDINE, VAUCROIX.

BERNARDINE. Elle sonne pour un domestique et en attendant qu'il vienne.

Si cela continue, jamais les enfans n'apprendront leur leçon. (Le domestique entre.) Je n'y suis absolument pour personne. (A son mari, quand le domestique est sorti :) Vous savez que je n'ai pas la moindre intention d'aller chez les d'Hespelles à Biarritz.

VAUCROIX.

Comment? Nous venons d'accepter!...

BERNARDINE.

Je n'ai pas voulu de discussion là-haut devant les enfans. C'est à eux que Julie a eu l'idée de demander si ce voyage les amuserait. Elle vous a raconté comment ils ont accueilli ce projet. Pour ne pas trop les désappointer tout de suite, je n'ai pas dit non. J'ai voulu d'abord causer avec vous, puisque vous me l'aviez envoyée.

VAUCROIX.

Je ne vous l'ai pas envoyée. Elle est montée d'elle-même.

BERNARDINE.

Ce n'est pas ce qu'elle m'a dit. J'ai cru comprendre que vous aviez accepté déjà et que sa démarche auprès de moi était une simple formalité de politesse.

VAUCROIX.

Alors, qu'est-ce que vous comptez faire ?

BERNARDINE.

Lui écrire, dès cet après-midi, que j'ai réfléchi et que les études des garçons ne me permettent, ni de les emmener, ni de m'absenter.

VAUCROIX.

Alors moi, j'irai seul?

BERNARDINE.

Naturellement. Vous me donneriez raison aussitôt, si vous aviez un peu l'expérience de l'éducation des enfans. J'ai beaucoup réfléchi depuis ces quatorze mois que je n'ai vécu littéralement qu'avec eux. Pour bien les élever, la première condition, c'est l'absolue régularité, la totale absence de caprice, une monotonie de couvent dans les habitudes. J'ai des principes de gouvernante anglaise là-dessus. Tenez. Rien que leur excitation de ce matin à la perspective d'un voyage fera qu'ils ne travailleront pas bien de la journée. Que serait-ce à la villa d'Hespelles? Sans compter que je ne pourrais pas emmener leur professeur, n'est-ce pas?

VAUCROIX.

Vous avez votre mère à qui les laisser.

BERNARDINE.

Pour qu'elle les pourrisse de gâteries?... Et puis, ils me manqueraient trop. Je vous le répète, depuis ces quatorze mois, je n'ai vécu qu'avec eux. Ne me demandez pas de m'en séparer. Ça me coûterait trop.

VAUCROIX.

C'est bien. J'irai seul. Du moment que vous vous chargez de vous en expliquer avec Julie... Elle insistera, vous savez.

BERNARDINE.

Je ne crois pas.

VAUCROIX, la regardant, étonné.

Vous pensez qu'elle n'était pas de bonne foi dans son invitation?

BERNARDINE.

Mais si. Seulement, elle est très intelligente, avec ses airs évaporés. Elle comprendra mes raisons.

VAUCROIX, la regardant de plus en plus fixement.

Et si je vous priais, moi, de passer outre à ces raisons? S'il m'était pénible d'être privé de nouveau de mes enfans, après une si longue séparation?

BERNARDINE.

Hé bien! ne les quittez pas.

VAUCROIX, la regardant toujours.

Mais si j'ai envie d'aller là-bas? Si j'ai besoin de ce repos au soleil et dans des conditions particulièrement agréables? Si Louvet lui-même me conseille ce séjour? Car je lui soumettrai ce projet. Vous ne vous opposez pas à cela?

BERNARDINE.

Pourquoi m'y opposerais-je?

VAUCROIX, même attitude.

Vous ne vous opposez pas non plus à ce que je me mêle un peu de l'éducation des garçons?

BERNARDINE.

Je le désire, au contraire.

VAUCROIX, même attitude.

Alors, si je vous demande de leur donner ces quelques semaines de vacances pour le retour de leur père et que nous partions tous ensemble pour Biarritz?

BERNARDINE, très nerveuse.

Vous les emmènerez si vous voulez. Vous êtes leur père. Moi, je n'irai pas.

VAUCROIX, éclatant.

Allons donc! Les enfans n'étaient qu'un prétexte. Je voulais vous le faire dire. Quelle est votre vraie raison?

BERNARDINE, plus nerveuse encore.

Ne continuez pas, Pierre, je vous en supplie. Cette inquisition m'est par trop pénible.

VAUCROIX.

Je m'arrête. Je serais au désespoir de vous froisser. Permettez-moi pourtant une seule question.

BERNARDINE, toujours plus nerveuse.

Laquelle? Mais prenez garde. Ne me faites pas trop mal.

VAUCROIX.

Bernardine, vous êtes jalouse de Julie?

BERNARDINE.

Je ne suis pas jalouse de Julie. (Elle va pour sortir. Vaucroix se met devant la porte et lui prend les mains.)

VAUCROIX.

Non, non, non... Nous ne pouvons pas en rester sur cette équivoque. Bernardine, qu'avez-vous? Je veux le savoir.

BERNARDINE, se dégageant.

Laissez-moi. Je n'ai rien.

VAUCROIX, qui lui a repris les mains.

Pourquoi vos mains tremblent-elles, alors? Pourquoi la voix vous manque-t-elle? Encore une fois, qu'avez-vous?

BERNARDINE, cessant de se débattre.

Vous l'exigez. Hé bien! j'ai que je ne peux pas supporter que vous, un héros, et que j'ai tant admiré, me mentiez ainsi.

VAUCROIX, saisi. Il a lâché les mains de sa femme.

Je vous mens? En quoi?

BERNARDINE, avec désespoir.

Et vous continuez!... Pierre, allez à Biarritz, chez votre maîtresse. Car Julie est votre maîtresse. Je le sais. Restez-y le temps que vous voudrez. Je ne dirai rien. Je ne ferai rien. Vous reviendrez, et je vous recevrai comme je vous ai reçu hier. Elle reviendra, et je la recevrai comme je l'ai reçue ce matin. Mais la force d'une femme a ses limites, et vivre là-bas sous son toit, avec mes enfans, sachant ce qu'elle vous est, jamais! Je ne peux pas. Je ne peux pas. (Elle prend sa tête dans ses mains.) Ah! je m'étais tant promis de ne pas parler! Seulement, vous auriez dû me comprendre à demi-mot, m'épargner.

VAUCROIX.

Voyons, Bernardine. Quand on accuse un homme et une femme comme vous nous accusez, Julie et moi, on s'appuie sur des présomptions ou sur des faits. Les présomptions peuvent tromper, les faits être faux.

BERNARDINE.

Et vous mentez toujours! Que vous la défendiez, votre honneur d'amant le veut. Vous devriez pourtant bien voir que c'est inutile et que je sais.

VAUCROIX.

Que savez-vous? Qui vous a parlé?

BERNARDINE.

Personne... Ah! C'est bien simple. Pendant ces affreuses semaines où je vous ai cru mort, je venais vous pleurer ici, dans cette chambre où vous avez tant vécu. Je touchais vos livres. Je rangeais vos affaires. Je vous jure sur la tête des enfans que je ne cherchais rien, que je ne soupçonnais rien. Un jour, notre notaire vient me demander si vous n'aviez pas laissé un testament, une lettre, des instructions quelconques. Vous m'aviez confié vos clefs. J'ouvre vos tiroirs, ceux-ci (Elle montre le bureau) l'un après l'autre. Dans le dernier, à droite, celui qui a une

clef séparée, il y avait une lettre. Sauf cela, le tiroir était vide. Je me rappelais qu'avant votre départ vous aviez brûlé beaucoup de papiers dans cette cheminée. Vous me l'aviez dit vous-même. C'était évidemment le tiroir où vous les gardiez. Dans la hâte du départ, vous n'aviez pas pris garde à cette enveloppe, restée droite et collée contre la planchette. Elle est encore à la même place. Je l'y ai remise et laissée, parce que je voulais me taire, je vous le répète. C'est une lettre de Julie. Je vous ai rendu vos clefs hier. Relisez-la. Vous ne me demanderez plus ce que je sais.

VAUCROIX, après un silence.

Je n'essaierai pas de me justifier, Bernardine. C'est vrai : j'ai été très coupable envers vous. Soyez seulement bien sûre que je n'ai pas attendu ce moment pour le sentir. Vous savez ma faute. Ce que vous ne savez pas, c'est la tristesse des heures que j'ai passées sur mon lit d'hôpital et dans ma prison, à regarder ma vie en face et à souhaiter, douloureusement, passionnément, qu'elle eût été autre. Vous ne me croirez pas. Vous en avez le droit. (Il a marché dans la chambre en parlant. Il s'arrête devant Bernardine.) Mais tout cela, c'est le passé, l'irréparable. Il y a le présent et qu'il faut régler... Vous vouliez vous taire. Peut-être aviez-vous raison. Peut-être aviez-vous tort. Vous avez parlé. En parlant, vous avez créé entre nous une situation absolument nouvelle. Comment concevez-vous la vie de notre ménage maintenant?

BERNARDINE.

Mais je vous l'ai dit.

VAUCROIX.

Vous ne pouvez pas penser sérieusement ce que vous m'avez dit. A dater d'aujourd'hui, après que vous avez lu cette lettre et que je le sais, vous infliger une certaine présence serait, de ma part, un procédé dont vous devez tout de même comprendre que je suis incapable.

BERNARDINE, s'exaltant, et des sanglots dans la voix.

Vous êtes comme tous les hommes. Vous voulez bien percer un cœur. Vous ne voulez pas le voir saigner. Il a bien eu, ce cœur déchiré, la force de saigner si longtemps sans une plainte.

Celle-ci est la première. Je vous promets que ce sera la dernière. Nous ne pouvons pas nous séparer à cause des enfans. Nous leur devons de vivre côte à côte, *comme s'il n'y avait rien eu.* (Elle insiste sur ces mots.) J'accepte cela. Acceptez-le. C'est bien le moins que le bourreau ait autant de courage que la victime. (Elle pleure.)

VAUCROIX.

Vous pleurez!... Mais vous m'aimez donc?

BERNARDINE, s'exaltant davantage.

Qu'est-ce que cela peut vous faire que je vous aime ou non, puisque je n'existe pas pour vous?

VAUCROIX.

Mais ce n'est pas vrai, Bernardine.

BERNARDINE.

Si, c'est vrai, puisque vous avez supporté, des jours et des jours, que je sois outragée dans ma maison, par mon amie d'enfance; puisque vous avez pu devenir l'amant de cette amie... Ce matin encore, ce baiser de Judas qu'elle m'a donné devant vous, il m'a brûlé la joue, brûlé le cœur, et vous l'avez vu, et vous n'avez pas crié!... Ah! le pire chagrin, ce ne sont pas vos actions, c'est l'évidence que je ne suis rien, rien pour vous, rien.

VAUCROIX.

Vous ne savez pas ce que vous pouvez m'être, ce que vous m'êtes, si vous m'aimez.

BERNARDINE.

Oui, je vous aime, et c'est ma douleur, c'est ma honte. Je voudrais tant ne pas vous aimer. Vous n'avez pas respecté le reste, respectez ça. Laissez-moi étouffer en silence d'un sentiment si lamentable. Comprenez donc que c'est un comble d'outrage pour une femme trahie que de lui faire montrer son amour.

VAUCROIX.

Montrez-le pourtant, Bernardine, par pitié pour un homme si égaré, mais si puni. C'est trop terrible, le silence, trop meur-

trier. Je le vois si clairement, à cette minute : tout notre malheur vient de là, vous vous êtes tue avec moi, toujours, vous avez toujours senti en dedans. Il y a dix ans que nous sommes mariés, et jusqu'à votre cri de révolte, tout à l'heure, je ne vous connaissais pas. Ah! pourquoi ne l'avez-vous pas poussé plus tôt? Quand vous avez trouvé cette lettre, pourquoi ne l'ai-je pas su? Je ne serais pas rentré ici dans le mensonge.

BERNARDINE.

Vous n'y seriez peut-être pas rentré du tout. Mais ce n'est pas la crainte que vous me préfériez votre maîtresse qui m'a fait me taire. Je vous savais là-bas, blessé, prisonnier, misérable. Je n'ai pas pu supporter que vous eussiez une peine de plus, et par moi. Julie vous écrivait. Je n'ai pas voulu qu'elle vous écrivît cela. Je me suis tue aussi avec elle. Dans quelle agonie!

VAUCROIX.

Mais hier, quand vous m'avez vu libre, guéri, et qu'elle a brutalement annoncé sa visite pour ce matin, vous pouviez me parler!...

BERNARDINE.

J'étais trop émue de vous revoir. Où aurais-je pris l'énergie de provoquer une explication, dont vous voyez qu'elle me supplicie, qu'elle me brise?... Et puis, je vous retrouvais si sérieux, si grave, si pareil à l'idée que vos lettres et les récits de votre ami Richard m'avaient donnée de votre bravoure. Je me disais : « Il a tant changé! La guerre, la souffrance, le sacrifice ont tellement exalté le meilleur de lui! Peut-être ne voudra-t-il plus de sa vie d'autrefois? Car enfin, ce n'est pas courageux, ce n'est pas héroïque de tromper une pauvre femme qui croit en vous, et c'est un héros! Notre propre noblesse nous oblige à nos propres yeux. Il tiendra pourtant à cœur d'être digne de lui-même. S'il en finit spontanément, à quoi bon avoir prononcé de ces mots qui rendent si difficile l'existence commune?... » Oui, j'ai raisonné ainsi, et c'est le vrai motif qui m'a fait vous laisser en tête à tête avec Julie tout à l'heure. C'était l'épreuve... Ah! quelle angoisse, pendant que j'étais là-haut avec les petits! Je pensais : « Ils se parlent, je vais savoir... » Pour me per-

suader à moi-même ce que je désirais tant, au lieu de faire répéter leur leçon aux enfans, je causais avec eux. Je leur disais pour la centième fois votre bravoure au feu, votre endurance là-bas. Ils vous admirent tant! eux aussi! Ils savent par cœur votre citation. Ils me la récitaient quand Julie est entrée...

VAUCROIX.

Et moi qui ne l'ai pas empêchée de monter! J'étais fou. Je ne comprenais pas... Je comprends maintenant, et j'agirai... Bernardine, cet instant est solennel. Écoutez-moi. Croiriez-vous à mon repentir, si je rompais avec Julie?

BERNARDINE.

Je ne vous demande pas de sacrifices.

VAUCROIX.

Mais enfin, si je faisais cela pour vous, d'en finir, comme vous disiez, spontanément.

BERNARDINE.

Pour moi?... C'est trop tard.

VAUCROIX.

Pourquoi trop tard?

BERNARDINE.

Parce que vous l'aimez et que je l'ai trop vu.

VAUCROIX.

Vous avez vu que j'étais faible. Vous avez vu que je me débattais mal contre un passé qui me faisait honte et qui maintenant me fait horreur. Mais comprenez donc, à votre tour, que cet homme de droiture sentimentale, de probité intime, d'âme simplifiée, éveillé en moi par la guerre, ne s'est pas encore dégagé de l'autre. Il avait, il a besoin de votre aide pour briser sa chaîne. Cette aide, jusqu'à cet instant, je ne pouvais pas vous la demander. Il aurait fallu venir vous dire : « Je vous ai trahie. » Je ne le pouvais pas à cause de vous et à cause d'elle. Maintenant qu'il n'y a plus de secret entre nous et que vous connaissez toute ma faute, ne m'y rejetez pas, en étant trop

dure. Et c'est être trop dure, voyez-vous, que de me dire dans la même haleine : « Je vous aime et je ne vous demande rien. » D'ailleurs, que vous me le demandiez ou non, ce sera fait. (Il va à sa table, et il écrit : « Bernardine sait tout. Adieu. » Tendant le billet à Bernardine :) Quand j'aurai envoyé ce billet, croirez-vous encore que je l'aime ?

BERNARDINE, lui rendant le billet, dans un cri.

Pas cela, Pierre ! Pas cela ! Cette plaie que j'ai si longtemps cachée, ne la dévoilez pas à cette femme. Souvenez-vous qu'il y a une pudeur de la souffrance. Que je ne sois pas nommée entre elle et vous ! (On entend un timbre. Elle s'arrête. A un domestique qui entre :) Qui est là ? J'ai condamné ma porte.

LE DOMESTIQUE.

C'est Mme d'Hespelles qui voudrait dire un mot à Madame. Elle insiste.

VAUCROIX.

Faites-la entrer. (A Bernardine :) Restez. Je vous demande seulement de ne pas me démentir.

SCÈNE NEUVIÈME

BERNARDINE, JULIE, VAUCROIX.

JULIE, à Bernardine.

Oui, c'est encore moi. Je passais avenue Marceau, en allant au Ritz. Je suis si contente de la robe trouvée chez moi que j'ai voulu te la montrer. (Elle ôte son manteau.) Regarde. Est-ce joli ? Je veux que tu te fasses faire la pareille pour aller à Biarritz. Et tu sais, des prix de guerre ! Elle vient de la petite couturière dont je t'ai parlé. Il faut absolument que tu la prennes et que tu t'habilles un peu, maintenant que ton mari t'est rendu. (A Vaucroix :) N'est-ce pas, Pierre ?

BERNARDINE, pouvant à peine parler.

La robe est charmante, en effet.

VAUCROIX.

Il n'y a qu'un malheur, ma chère amie, c'est que nous n'allons plus à Biarritz. Bernardine allait vous l'écrire.

JULIE.

Vous n'allez plus à Biarritz? Mais comment? Mais pourquoi?

VAUCROIX.

C'est très simple. Le docteur Louvet est arrivé juste comme vous sortiez tout à l'heure. Il avait une visite à faire dans le quartier. Il est monté chez nous, à tout hasard. L'heure qu'il avait fixée lui-même pour cet après-midi se trouvait le gêner. Il m'a examiné. Je n'ai besoin, en effet, que de soleil et d'air marin. Mais il prétend que la côte basque serait trop âpre pour mon état actuel, la brise de l'Atlantique trop éprouvante. Bref, il m'expédie à Cannes, tout tranquillement.

JULIE.

Ah!... Et vous partez, quand?

VAUCROIX.

Le plus tôt possible, conseille-t-il, à cause de ce temps de neige ici. Nous avons décidé de prendre bravement le rapide de huit heures avec les enfans. Je n'ai pas beaucoup de temps pour mes préparatifs. Mais, après quatorze mois d'Allemagne, on n'est pas difficile.

JULIE.

Alors, vous allez m'en vouloir de vous avoir volé ces quelques minutes. Je vous quitte. Bon voyage. Adieu, ma chérie. (Elle va pour embrasser Bernardine qui se laisse embrasser avec un frémissement.)

BERNARDINE.

Au revoir.

JULIE.

Vaucroix, voulez-vous m'aider à mettre mon manteau?

VAUCROIX.

Excusez-moi. (Il va prendre le manteau que Julie a posé sur un fauteuil près de la porte, et commence à l'aider. Bernardine a marché jusqu'à la cheminée que surmonte une glace. Elle leur tourne le dos et chauffe ses mains à la flamme, en les épiant anxieusement dans cette glace.)

JULIE, bas à Vaucroix.

Qu'est-ce que cela signifie? Il faut me l'expliquer. Vous venez toujours à cinq heures?

VAUCROIX, même ton.

Non.

JULIE, même ton.

J'avais donc deviné juste. Pierre, vous savez que, si vous ne venez pas aujourd'hui, c'est fini.

VAUCROIX, toujours à mi-voix, durement.

Mais c'est fini.

JULIE, ne se possédant plus et presque à voix haute.

Hé bien! je veux savoir ce qui se passe. J'en ai le droit.

BERNARDINE. Elle a entendu et marche tout d'un coup vers le groupe.

Pierre, donnez-moi les clefs de votre bureau.

VAUCROIX. Il prend les clefs dans sa poche machinalement, puis il hésite.

Qu'allez-vous faire?

BERNARDINE, prenant les clefs.

En finir avec ces mensonges. (Elle va au bureau, ouvre le tiroir où est la lettre et revient la tendre à Julie.) Prends cette lettre, Julie. Tu reconnais ton écriture?

JULIE. Elle regarde la lettre et la froisse dans sa main.

Alors, c'est lui qui t'a donné cette lettre?

BERNARDINE.

Non, c'est moi qui l'ai trouvée.

JULIE.

Depuis tout à l'heure?

BERNARDINE.

Il y a plus d'un an.

JULIE, éclatant d'un rire nerveux.

Tu ne me reprocheras plus, à présent, de savoir mentir.

VAUCROIX.

Julie, vous osez!...

BERNARDINE.

Laissez, Pierre. (A Julie, fermement et tristement :) Va-t'en ! (Julie la regarde d'un air de défi. Elle hausse les épaules, a de nouveau un rire mauvais, et s'en va.)

SCÈNE DIXIÈME

BERNARDINE, VAUCROIX, puis LABRUNIE.

VAUCROIX, s'agenouillant devant sa femme.

Bernardine, me pardonneras-tu jamais?

BERNARDINE.

Quand on aime, on a tout pardonné d'avance.

VAUCROIX, lui baisant les mains.

Ah! mon amie, où avais-je le cœur? (Il voit Labrunie qui entre pendant qu'il disait ces derniers mots, et se relevant :) Il faut que tu sois toi, Richard, pour que je ne t'en veuille pas de me surprendre en train de faire une déclaration à ma femme, après dix ans de ménage !... (Tout bas en lui serrant les mains :) Tu as compris. (Haut :) Je suis trop heureux.

LABRUNIE, tout bas aussi.

Moi aussi, je suis bien heureux !

BERNARDINE, à part.

Et moi !... (Joignant les mains.) Ah ! comme la vérité délivre !

PAUL BOURGET.

UNE OFFENSIVE ÉCONOMIQUE

LA FOIRE D'ÉCHANTILLONS

DE LYON

La première Foire d'Échantillons française s'est tenue à Lyon, du 1er au 20 mars, dans le temps même que se livrait la bataille de Verdun. On n'oublie pas de telles coïncidences. Tout en travaillant à notre œuvre, nous frémissions; dans les instans de répit qui nous étaient laissés, nous nous penchions anxieusement sur la carte d'État-major. Douaumont, Vaux, Béthincourt, noms sacrés, de quel élan nos pensées bondissaient vers vous! Cependant, entre le drame héroïque de là-bas et notre bataille commerciale un lien nous apparaissait. Il nous semblait qu'avec moins de mérite nous poursuivions le même but : libérer et protéger le génie de la France, ses produits, son travail.

Jadis, nous avons chéri la paix. L'Allemagne nous ayant déclaré la guerre, nous voulons, par une idée simple mais forte, la combattre sur tous les terrains. La Foire d'Échantillons de Lyon naît de cette volonté. L'entreprise a réussi au delà de toutes nos espérances. Nous ne savions pas que, pour tant d'hommes, désormais, la haine du Germain était devenue un facteur de la vie.

Nous tentons de décrire cette entreprise.

Il s'agit d'un acte. Nous ne le commenterons que par des faits.

I. — LES RAISONS

L'Allemagne est bien loin d'avoir eu, au cours des âges, le monopole des foires. En Russie, par exemple, cette institution (1) semble remonter aux temps les plus reculés. L'absence de bonnes voies de communication, la longue congélation des rivières, la pauvre densité de la population, le manque de capitaux et de crédit, ont longtemps favorisé ce mode d'échange qui, en Russie comme ailleurs, fut atteint et réduit par l'extension des voies ferrées, des postes, de la banque et de la commission. En 1894, les Foires russes, au nombre de 16 604, transportent et vendent pour 1 061 000 000 de roubles de marchandises ; assemblées agricoles, en général nombreuses, mais rarement importantes.

Plus célèbre que les autres, trait d'union traditionnel entre l'Europe et l'Asie, la foire de Nijni-Novgorod intéresse le monde entier ; elle a lieu du 15 juillet au 10 septembre. Les transactions, qui ont diminué, y atteignent encore 172 000 000 de roubles en marchandises apportées et 161 900 000 de roubles en marchandises vendues (chiffres de 1899). On y trouve les articles de coton, la laine, les peaux, les fourrures, les cuirs tannés, le fer, le cuivre et les autres métaux, la droguerie, l'épicerie, le tabac, les confections. Aux confins de la Russie, la foire d'Irbit, dans le gouvernement de Perm, se tient du 1er février au 1er mars ; elle existe depuis les premières années du XVIIe siècle. Ici, la Sibérie s'approvisionne de fils et de tissus, d'articles de toilette, de mercerie et d'épicerie ; elle apporte ses produits, fourrures, soies de porcs, crins, miel, cire, beurre. Irbit reçoit les marchandises de Chine et d'Asie centrale : thé, laine de chameaux, etc. Depuis 1885, c'est-à-dire depuis l'exploitation du chemin de fer de l'Oural, qui fait communiquer la Sibérie et la Russie d'Europe, de Tumen à Perm, Irbit, suivant une loi que nous allons voir constamment s'appliquer, a perdu de l'importance (2).

(1) Voyez *La Russie à la fin du XIXe siècle*, sous la direction de M. de Kovalevsky, Paris, Guillaumin, 1900, pp. 646 et suiv. — Voyez aussi *Le Dictionnaire du Commerce* de MM. Yves Guyot et Raffalovich, Paris, Guillaumin, t. II, article *Nijni-Novgorod ;* — *The Russian year-book for 1911*, compiled by Howard P. Kennard, London, Eyre and Spottiswoode ; — *The Russian year-book for 1912*, ibid. ; — *Bulletin de la Chambre de commerce russe de Paris.*

(2) En 1914, les transactions représentent 18 918 000 roubles. A la suite de la

La région petite-russienne compte, à elle seule, 2205 réunions dont les plus fréquentées sont celles de Kharkoff (industries textiles et laines). La foire de la Purification ou foire des Contrats de Kief (du 5 au 25 février) traite des affaires à terme sur les céréales, les sucres, les grains, les alcools, les métaux, les houilles, les machines; il s'y fait des ventes, achats et amodiations de terres. Là se règlent aussi les comptes de l'industrie sucrière pour l'année écoulée. L'importance de la situation naturelle de Kief, métropole du Sud-Ouest, intermédiaire historique entre le monde méditerranéen et la Russie, explique la puissance de cette place commerciale.

Dans une étude complète, il faudrait citer la foire Sbornaïa, à Simbirsk, où s'établissent les prix du fret sur la Volga; les foires de Pologne, dont celle du houblon; la foire de Marguerite, qui se tient à Arkhangel du 1er au 30 septembre (poisson, peaux d'animaux marins, huile de morue, graines, plumes, duvet); les cinq cents foires de Sibérie, qui jouent dans le commerce de ce pays un rôle considérable et indispensable. Ischim, dans le gouvernement de Tobolsk, approvisionne de graisse la Russie et l'Angleterre. Les marchés de l'Asie centrale ont une valeur relative beaucoup plus grande encore (foire de Constantin, à Akmolinsk; foire de Pierre et Paul, au bourg d'Atbasar; foire de Taïntchikoul, dans la ville de Petropavlosk). Cette énumération a son intérêt; elle nous montre, dès maintenant, que la foire se multiplie et se développe là où les conditions du commerce sont encore précaires; dès que le négoce s'ordonne et se modernise, ces marchés se réduisent ou disparaissent. La relation entre l'organe et la fonction s'établit dans ce domaine comme dans tous les domaines de la vie.

L'Allemagne a concentré son attention sur la Foire de Leipzig. On a, maintes fois, décrit cette institution célèbre. Tout récemment, dans son livre si utile sur les *Méthodes allemandes d'expansion économique* (1), M. Henri Hauser en a défini l'importance et le rôle. D'après le *Lokalanzeiger*, elle aurait reçu, en septembre 1915, 20 000 acheteurs ou exposans. Le syndicat des maisons de commerce en foire, le *Verband der*

loi du 9 juin 1912 interdisant la chasse aux zibelines, il est importé 5 000 peaux contre 11 000 l'année précédente. (*Bull. Ch. Comm. russe*, juillet 1914.)

(1) Paris, Armand Colin, 1915.

Messkaufhäuser, demanderait même qu'elle fût transformée en affaire d'Empire.

Sur cette *Foire de Leipzig à l'époque actuelle*, nous possédons un document de première valeur, le rapport publié par M. Léon Arqué (1), véritable chef-d'œuvre pour les idées et pour la forme, d'une méthode à la fois riche et rigoureuse, étude modèle de physiologie commerciale. Nul n'a mieux que lui connu et analysé la Foire de Leipzig. Tout d'abord, il a examiné ses hinterlands ; la Franconie aux coteaux sablonneux, aux bois de pins, où la majorité de la population, contrainte à l'industrie par l'infécondité du sol, fabrique les objets de métal, les jouets mécaniques et optiques, les ustensiles de ménage en tôle ; la Thuringe, de caractère forestier, d'une agriculture encore plus indigente, qui se spécialise dans les industries du bois taillé (Sonneberg passe pour être le paradis des jouets), la vannerie, le carton moulé, le verre soufflé, la porcelaine ; le royaume de Saxe, également boisé, qui vit de la broderie à la main et de la confection des ustensiles. L'Erzgebirge fabrique aussi les petits instrumens de musique. Chemnitz construit les machines textiles, qui ont rénové l'industrie saxonne.

Ces divers produits se rassemblent à Leipzig, dans la ville « énorme et multiple, » où, près d'une population ouvrière demeurée pauvre, se développent les fortunes commerciales. « Impression, nous dit M. Arqué, d'une puissance aride et cruelle. La ville fait l'effet d'une sorte de pétrification grandiose. Leipzig n'a point, comme Francfort, la large nappe mouvante du Mein pour adoucir d'un peu de grâce molle son énergie tendue et son orgueil affirmé en dure et agressive splendeur... De même que Leipzig produit l'effet d'être tout en pierre, les Lipsiens ont souvent l'air d'être tout en os. » Cité d'étudians buveurs, place forte de la librairie allemande et de l'édition musicale, Leipzig reçoit le commerce des fourrures. Ce négoce qui, jadis, s'incorporait à la foire, s'en est pratiquement détaché ; il est devenu « permanent et stable. » Les marchands ont leurs magasins et bureaux dans le quartier de Brühl, véritable Bourse des fourrures.

Il y a non pas une Foire de Leipzig, mais deux Foires : celle

(1) Dans *La Science sociale*, n° de juin 1910, Paris, 56, rue Jacob. — Les quatre chapitres de M. Jules Huret sur Leipzig dans *La Bavière et la Saxe* (Paris, Charpentier, 1911) ne sont guère qu'un résumé du rapport Arqué.

d'avant Pâques et celle de la Saint-Michel. Avant tout, que l'on entende bien ceci : il ne se fait pas de vente sur place, de vente avec livraison immédiate. *Il ne se prend que des ordres sur échantillons.* On exclut les vivres et les tissus, les matières premières de l'industrie et les denrées coloniales. La réunion se tient au centre même de la ville, sur un espace de 54 000 mètres carrés; les comptoirs, en majorité, s'installent dans les immeubles de la *Peterstrasse* et de la *Grimmaische Strasse*. Une publicité surabondante et, d'ailleurs, du plus mauvais goût, enveloppe cette manifestation : enseignes, banderoles, bannières, hommes-sandwichs, toute une mise en scène, d'un caractère spécialement *boche*, réclame, au profit du plus inventif, l'attention de l'acheteur.

M. Léon Arqué, dont le travail méritait d'être mieux connu, ne s'est pas borné à nous décrire les aspects extérieurs des célèbres réunions. Il nous en démontre le mécanisme interne ; il nous fait comprendre comment la nouvelle Foire, *sur échantillons*, est sortie de la Foire ancienne. Nous le verrons plus loin : nos vieilles Foires françaises se sont laissé mourir. Qu'est devenue la Foire de Beaucaire, si brillamment célébrée par Mistral au chant dixième du *Poème du Rhône?* « Et il y avait tant à voir! Les endroits où étaient les marchands de gimblettes enlacées par un fil et qui viennent d'Albi; les Turcs en turban qui vendaient des pipes ; les larges braies des Grecs coiffés de rouge qui tiennent les tapis brodés de Smyrne, et le gingembre, et l'essence de rose bien cachetée dans les fioles de verre, dont une seule goutte parfume une maison! Puis le corail, les fils de perles fines; puis les jouets, les tambours de Beaucaire dont nous avons crevé si beau nombre étant jeunes, et les éventails ornés de paillettes et les poupées vêtues ou toutes nues! »

Les Foires de Leipzig ont su se transformer à temps. Le développement des moyens de communication, la sécurité des routes, la simplification des douanes, la création des chemins de fer, ont tué ailleurs cet intermédiaire suranné. Le commis voyageur est venu. Vous rappelez-vous le début de *l'Illustre Gaudissart?* « Le commis voyageur, personnage inconnu dans l'antiquité, n'est-il pas une des plus curieuses figures créées par les mœurs de l'époque actuelle? N'est-il pas destiné, dans un certain ordre de choses, à marquer la grande transition qui, pour

les observateurs, soude le temps des exploitations intellectuelles? Notre siècle reliera le règne de la force isolée, abondante en créations originales, au règne de la force uniforme, mais niveleuse, égalisant les produits, les jetant par masses et obéissant à une pensée unitaire, dernière expression des sociétés... Le commis voyageur n'est-il pas aux idées ce que nos diligences sont aux choses et aux hommes? Il les voiture, il les met en mouvement, les fait se choquer les unes aux autres; il prend, dans le centre lumineux, sa charge de rayons, et les sème à travers les populations endormies. » Balzac a vu juste, s'il ne s'exprime pas très simplement. Le commerçant saxon a vu clair aussi. Leipzig s'est résolue à n'être plus que le lieu d'une synthèse industrielle et commerciale. Le grand commerce s'y installe à demeure, voisin des Foires, mais n'ayant plus d'intérêt à s'y mêler. L'industrie de l'édition y établit en permanence ses commissionnaires. Les Foires elles-mêmes conservent, dans leur propre rayon d'action, toute une série d'industries fort importantes, articles de céramique, verre, métal, bois, papier, etc.

Au reste, pendant que les Foires de Leipzig se spécialisaient, quant à la nature des marchandises anciennement exposées, elles appelaient à elles des produits nouveaux comme la coutellerie de Solingen et la bijouterie commune de Pforzheim. Ainsi la Foire évolue sans cesse, d'une vie propre; mais, à travers toutes ses variations qui modifient chaque année son aspect aux yeux de l'observateur attentif, elle demeure un centre prodigieux d'activité commerciale et d'enrichissement industriel. Bien souvent, nos consuls nous ont avertis de son importance, mais il a fallu la guerre formidable de 1914 pour nous ouvrir les yeux et nous contraindre à l'action.

On peut penser qu'au cours de cette crise, l'Allemagne a défendu de toutes ses forces sa Foire de Leipzig. En tout temps, sa publicité était fort bien faite. Nous avons sous les yeux la série des documens que le *Mess-Auschuss der Handelskammer* envoyait aux acheteurs et vendeurs possibles; tous les renseignemens utiles sont donnés, tous les détails sont prévus. En 1915 et 1916, la propagande n'a fait que s'accentuer. L'Allemand ne peut pas admettre que sa férocité méthodique lui ait attiré la haine de tous les peuples libres, de tous les hommes libres. Il argumente, il disserte. Veut-on nous per-

mettre de citer, parmi beaucoup d'autres documens, une lettre écrite à un commerçant de Suisse, en avril 1915, par la maison Wilhelm Lambertz, de Münich : « Je regrette énormément, déclare le cynique personnage, que vous voulez annuler les connections avec nos pays... Permettez-moi de faire une demande? Où avez-vous vu les sauvageries et atrocités? Étiez-vous présent, lorsque les Allemands les ont commis? Pourquoi n'avez-vous pas pénétré dans le fond de cette affaire? La vérité se serait révélée. Nous, Allemands, ne la craignons pas. Il est autre chose avec les pays ennemis. La France et l'Angleterre ne pourriont *(sic)* plus exciter sans mensonges... La guerre est cruelle et, plus elle manque d'égards, plutôt elle sera terminée... Vous nous rendrez justice et reprendrez les bonnes connections d'autrefois... »

A la veille de l'ouverture de la Foire, les étrangers ont été prévenus par lettre circulaire que les visiteurs auraient, cette année, des facilités spéciales pour le contrôle à la frontière; qu'ils recevraient leurs billets de retour gratuitement en 2e et 3e classes; que les prix des hôtels seraient non augmentés, mais diminués. On ajoutait même : « Vu la baisse du mark, vous mangerez à meilleur marché que chez vous. » *Durch die niedrige Mark-Valuta leben Ausländer in Deutschland sogar billiger als zu Hause.* Voilà qui s'appelle tirer parti de tout.

Les Allemands ont connu, dès le début de nos travaux, nos projets de Foire. Ils ont raillé (1) notre « rangée d'échoppes, » — on pense avec quelle légèreté! Malgré leurs spirituelles plaisanteries, malgré leurs menaces, malgré leurs efforts en Suisse, en Hollande, en Espagne, la Foire de Lyon, qui devait n'être qu'un « marché annuel manqué, » a réussi, — on va le voir, — au delà des plus optimistes espérances.

II. — LES PRINCIPES

La ville de Lyon eut, jadis, ses Foires (2). Son histoire est constamment unie à l'histoire du commerce. « Le lien, écrit M. Brésard, apparait avec une évidence saisissante au xve siècle, à partir du règne de Louis XI, et dans la première moitié du

(1) *Frankfurter Zeitung* du 14 décembre 1915.

(2) Voyez *les Foires de Lyon aux XVe et XVIe siècles*, par Marc Brésard; Paris, Aug. Picard, 1914.

XVIe siècle. Quatre fois par an, de grandes foires se tiennent dans la ville où se rendent les marchands et les banquiers d'Italie et d'Allemagne, des Flandres, d'Espagne et du Levant. Par elles se fait la distribution périodique et réciproque des marchandises, s'effectue le commerce international des pays du monde connu. Pour elles, le droit commun a des barrières trop étroites qui cèdent de toutes parts. Les marchandises voyagent en franchise; toutes les monnaies circulent librement; l'intérêt de l'argent apparaît licite. Le cadre s'élargit. Une juridiction spéciale fonctionne d'où sortira la juridiction commerciale. Les marchands ont des privilèges; étrangers, ils ne sont plus des otages; leurs biens ne sont plus des aubaines; le droit des gens existe pour eux effectivement. Lyon est une grande ville cosmopolite; toutes ses forces sont tendues au trafic des marchandises et de l'argent. Les foires font sa richesse et son universelle renommée. »

Cette forte page résume à merveille l'histoire des réunions commerciales qui se créent, — combien cette analogie avec le temps présent est frappante! — en 1420, c'est-à-dire environ le temps où, Paris occupé par les Anglais et les Bourguignons, la Normandie conquise, une portion du pays asservie au roi d'Angleterre, la France, éprise du besoin de défendre son génie propre et sa vie, se groupe autour du Dauphin, qui semble représenter son âme. Les échevins lyonnais réclament au Régent des foires franches; ils les obtiennent par les *Lettres de Vienne* du 9 février 1420. Deux foires étaient accordées; chacune d'elles devait durer six jours; elles devaient commencer, l'une le lundi, lendemain du troisième dimanche après Pâques; l'autre, le 15 novembre.

Les foires lyonnaises eurent de pénibles débuts. Elles durent lutter d'abord contre les foires de Genève, qui attiraient une grande partie du commerce européen, puis se défendre contre les projets de Troyes et de Bourges, de Tours et de Paris. La ténacité lyonnaise triompha vers la fin du siècle. Le sénéchal, un certain jour de novembre 1490, vint lui-même annoncer la bonne nouvelle; les trompettes « jouèrent et aussi plusieurs menestriez en grande joye et mélodie. »

Pendant toute la première moitié du XVIe siècle, nos Foires triomphent. Elles fournissent alors une partie de l'Europe en draperie, en épicerie et droguerie, en denrées alimentaires et,

surtout, en soieries. On y achète les pelleteries, les cuirs, les métaux. Les Allemands, en particulier, y apportent soit les martres « zubelines, » hermines, « loups cerviers et bellettes noires, » soit le fer blanc et le fer noir en feuilles, l'acier, le cuivre, l'airain, le fil de laiton, « les coppes d'acier. » Il se vend aussi des bois, des plumes d'autruche, des éponges, des laines et du coton, de l'ambre gris, du bois pour la teinture, des armes, des instrumens de musique, de la mercerie, de la poterie, de l'orfèvrerie ; toutes les marchandises connues figurent là, chaque année. On célébrait surtout la librairie et la soierie de Lyon. Ces marchés eurent une action profonde sur la vie même de la cité, sur l'organisation du commerce français. La Foire actuelle se tient le long du Rhône; les Foires anciennes occupaient les rives de la Saône. Le marchand s'installait sur le sol ou dans de petites boutiques, ou même dans les hôtelleries. Nous avons conservé le nom de quelques enseignes : « Aux trois croissans. — A la coupe. — A la cage. — Cheuz la papesse. — Au château de Milan. » Le développement de la banque suivit le développement des Foires; les paiemens se faisaient à la Loge des Changes. De toute façon, la vie surabondait à la faveur de ces marchés. La fin du XVIe siècle vit décroître cette institution si longtemps florissante à laquelle notre cité doit tant.

Ainsi, lorsque, en l'année 1915, au plus fort de la guerre contre l'Allemagne, quelques Lyonnais, auxquels un citoyen suisse s'était joint, s'avisèrent de créer une Foire d'Échantillons, ils ne faisaient que reprendre, après un intervalle de trois siècles, une institution essentielle de leur ville. Ils comprirent, par bonheur, que des temps nouveaux voulaient une nouvelle institution.

C'est le 7 juillet 1915 que la Ville et la Chambre de commerce de Lyon lançaient leur premier appel aux participans. Quelques mois après se fondait, en vue de la direction financière de l'entreprise, *la Société lyonnaise pour le développement du commerce et de l'industrie en France, au capital de trois cent mille francs* (1). Les appuis et les concours ne nous ont pas

(1) Parallèlement au Conseil d'administration de la Société, un Comité fonctionne qui a préparé et qui administre l'entreprise. On nous permettra de citer le nom des hommes de toute origine, de toute opinion, qui ont donné sans compter leur temps et leurs forces pour assurer le succès de la première Foire

manqué. M. le Président de la République a bien voulu nous accorder son haut patronage. Sous la date du 14 octobre 1915, M. René Viviani, chargé par intérim du ministère des Affaires étrangères, adressait à tous nos postes diplomatiques et consulaires, ainsi qu'à nos attachés commerciaux, une circulaire par laquelle il réclamait en faveur de notre œuvre le concours le plus large de ces agens. Les Chambres de commerce françaises, — celle de Lyon surtout, — l'Office National du Commerce Extérieur nous ont largement aidés. Grâce à ces appuis, après un labeur acharné, la première Foire d'Échantillons française, à laquelle nous avions décidé de convier les vendeurs et acheteurs de France, des pays alliés et neutres, pouvait s'ouvrir à la date prévue, le 1er mars 1916, en présence de M. Clémentel, ministre du Commerce et de l'Industrie.

III. — LES RÉSULTATS

La première foire d'échantillons de Lyon a recruté 1 342 adhérens, répartis en 912 stands : 1 199 Français, 1 Alsacien, 14 Anglais, 4 Canadiens, 43 Italiens, 77 Suisses, 2 Espagnols, 1 Hollandais, 1 Russe. Nous les avions classés en quinze catégories.

L'EFFORT DES ALLIÉS ET AMIS

C'est un devoir pour nous de remercier tout d'abord nos adhérens étrangers.

L'Angleterre organise, de son côté, la lutte contre Leipzig. Elle a décidé de faire, chaque année, sa Foire de Londres. Nous voulons agir d'accord avec nos loyaux alliés. Notre plus vive préoccupation est d'assurer, entre eux et nous, des échanges réguliers, une réciprocité de bons procédés. Les acheteurs nous

française : M. Arlaud, citoyen suisse, MM. Biron, Faurax, Fougère, Mermillon, conseillers généraux; MM. Victor, Gourju, Peillod, Rambaud, Robin, Tribolet, Thévenon, Vial, conseillers municipaux; MM. Lignon, Rivoire, Barret, Perrin, Richard, Robatel, Brunier, Coquard, Péronnet, membres de la Chambre de commerce; M. Cabaud, consul impérial de Russie; M. Bovagnet, président du Comité républicain du commerce; M. Bonnier, président de la Chambre de commerce de Vienne; M. Tavernier, président de la Chambre de commerce de Saint-Étienne; MM. Guichard, Payen, Pétrier, Thivel, président et membres de la Ligue de défense des intérêts français ; M. Chalumeau, ingénieur en chef de la ville; M. Meysson, architecte en chef; M. de Watteville, banquier.

sont venus nombreux d'outre-Manche; ils se sont fait remarquer par l'ampleur et la décision de leurs ordres. La Foire de Londres qui s'est tenue au Musée Victoria et Albert, du 21 février au 3 mars, sous la direction de M. Worthington, a réuni 350 exposans; elle s'était spécialisée dans la présentation des produits fabriqués en Allemagne : jouets, faïences, verrerie, objets de fantaisie, imprimerie, papeterie. Les industries de Birmingham et de Sheffield, retenues par le travail des munitions, n'avaient pu figurer. Le succès de Londres n'a pas empêché les acheteurs anglais de venir à Lyon. Nous nous en réjouissons. Les Chambres de commerce anglaises viennent de se réunir en congrès le 29 février, les 1er et 2 mars, pour discuter le futur statut économique de la Grande-Bretagne. Il semble que l'idée essentielle de l'assemblée ait été d'assurer désormais l'indépendance économique de l'Empire britannique, par la création de certaines industries nouvelles qui seraient, au besoin, protégées. Ce programme a été soutenu avec force par les Dominions. Nous comprenons la pensée de nos amis; ils prétendent rompre tout lien commercial avec l'Austro-Allemagne. Une entente économique avec les Alliés sera la conséquence nécessaire de cette politique. Nous souhaitons que l'accord des Foires de Londres et de Lyon serve les intérêts de ce rapprochement, indispensable pour qui veut voir de haut et de loin.

Du premier coup, le Canada a compris l'intérêt que présentait pour lui notre Foire. Il y a été représenté par quatre importantes sociétés : *Canadian Pacific Railway; Export Association; Dominion Bridge; Dominion Rubber*. Le Canada peut fournir les denrées alimentaires, le fer et l'acier, le bois, le papier, les produits textiles, les articles en cuir, la sellerie. Il possède, en quantité presque illimitée, le charbon et la force hydraulique. Il achète volontiers des produits français. Par l'intermédiaire de l'*Export Association*, d'importantes affaires se sont nouées à Lyon. Le Canada a traité avec des Marocains, Algériens et Tunisiens, avec des Espagnols, Danois, Italiens, Suisses et Russes. Lorsque les fabriques canadiennes viendront elles-mêmes sur le marché avec leurs prix, le chiffre s'élèvera très vite.

L'Italie nous a envoyé un groupe important de vendeurs. C'est ainsi que, dans notre groupement des tissus et filés, nous avons eu la bonne fortune de recevoir la puissante *Association cotonnière italienne*. Ce groupement, fondé il y a environ

vingt-cinq ans, a son siège à Milan; il rassemble environ deux cents maisons et comprend toutes les industries relatives au coton (filature, tissage, teinture, impression, finissage). Il représente une exportation annuelle d'environ 200 millions de francs et une consommation intérieure d'environ 400 millions. Il a trouvé, à la Foire de Lyon, un champ d'affaires très vaste et très intéressant. L'année prochaine, il fera directement figurer les maisons que, cette première fois, il s'est borné à représenter collectivement. — Où l'Italie apparaît, l'art s'installe. La subtilité charmante du goût italien nous a été, une fois de plus, révélée par les adorables dentelles et broderies au point ancien de la société *Aemilia Ars* que patronnent les comtesses Lina Cavazza et Carmelita Zucchini. La maison Ricordi de Milan apporte ses éditions musicales destinées à supplanter les publications de Leipzig. L'*Association pour le travail* de Venise nous soumet toute la gamme de ses perles et de ses verres. Deux grandes unions italiennes, la *Societa promotrice dell' Industria Nazionale*, l'*Association générale des industriels et commerçans*, qui travaillent à libérer leur pays de la tutelle austro-allemande, sont venues, de Turin, nous offrir le témoignage de leur vigilante sympathie.

Très nombreux aussi a été le groupe suisse. Ce n'est pas que les relations commerciales entre la France et la Suisse soient exemptes présentement de difficultés. La France se trouve contrainte d'empêcher la contrebande et le commerce avec l'ennemi par les pays neutres. La Suisse se plaint de voir considérer parfois comme marchandises allemandes des produits qu'elle fabrique elle-même depuis la guerre. Il a été constitué pour procéder à la répartition des marchandises françaises une société de surveillance suisse, dite S. S. S., qui donne lieu à des polémiques passionnées. Les importations de Suisse en France qui étaient, en 1912, de 140 millions, atteignent, en 1915, 168 millions; mais les exportations de France en Suisse, qui montaient à 406 millions en 1912, tombent en 1915 à 254 millions. C'est la conséquence inévitable de la guerre. Nos amis de Suisse l'ont bien compris. Ils ont été, on peut le dire sans aucune sorte d'exagération, les propagandistes les plus ardens de notre Foire. Les Chambres de commerce de la Suisse romande se sont mises à notre disposition avec l'empressement le plus cordial. Ce dévouement a eu sa récompense. De l'aveu de leurs

délégués, tous les commerçans suisses qui sont venus avec nous ont fait d'excellentes affaires et pris des ordres très importans.

La Russie ne pouvait, cette année, nous offrir qu'une participation limitée, mais qui entrait à merveille dans le cadre de notre Foire. On sait que le ministère russe de l'Agriculture encourage de son mieux les travaux manuels des *Koustaris*, c'est-à-dire des paysans produisant, pendant la longue accalmie de l'hiver, les menus objets dont le revenu accroîtra quelque peu leurs ressources. Plus spécialement, les gouvernemens de Moscou, Poltawa, Nijni-Novgorod, Kief, ont régularisé cette production en fournissant aux *Koustaris* des matières premières, en leur assurant de bons modèles et un paiement facile. Il y a, dans le gouvernement de Nijni-Novgorod, tel village de Wyksa où les petites filles fabriquent des jouets charmans : scènes paysannes, décors de villes, etc.

Cet art ingénu, bien dirigé, bien surveillé, fait naître en quantités immenses les broderies de fil tiré, les dentelles au fuseau et à l'aiguille, les brocarts, les toiles imprimées, les tapis de laine, les bois sculptés en frêne et en sapin, les articles de fumeurs en loupe de bouleau et en platane, les boîtes en papier bouilli. Il faut avoir vu et manié ces petits objets d'une vive grâce paysanne. Formes et couleurs surprennent par une originalité tout imprévue. Sur des dessins copiés au Kremlin, d'obscurs paysans ont reproduit des souvenirs d'histoire, parmi lesquels se retrouve souvent le portrait du tsar Michel Feodorovitch. D'autres ont œuvré ces légers colliers de perles nuancés qui se portent en sautoirs sur les corsages. D'autres ont recouvert des fantaisies en bois du beau rouge *tchervonny*, nuancé d'or. Les provinces russes, j'espère, seront contentes ; nous leur avons fait parvenir de larges commandes de Suisse, d'Espagne, d'Italie, de France surtout. Petites filles de France, qui, sans le savoir, avez reçu bien souvent le jouet classique de Franconie ou de Thuringe, demandez à vos mamans la naïve poupée russe, les charmantes *matriochka* de sapin qui, sous leurs vêtemens bariolés, fleuris de marguerites, enferment en une seule vingt poupées par un mystère que vous découvrirez ! Et, dans le cadre de la salle à manger familière, où brilla souvent quelque cuivrerie boche, demandez, pour les emplir soit de fruits ou de fleurs, les belles coupes archaïques, d'un style si

pur, semblables à celles où les compagnons d'Ivan le Terrible buvaient la bière, la *braga* et la boisson tirée du miel doré...

LES INDUSTRIES FRANÇAISES

En ce qui concerne l'effort industriel français, on nous saura gré de ne pas dresser un catalogue. Si nous voulions tout embrasser, nous risquerions de tomber dans la plus sèche nomenclature.

Dans l'intérêt de tous, pour montrer la vitalité et la puissance de notre génie industriel, il nous semble préférable de ne choisir que certains faits, empruntés à des catégories très différentes de production.

Le premier de ces exemples, nous le demanderons, parce qu'il nous a paru plein de sens, à notre métallurgie qui, elle aussi, travaille de tous ses moyens pour la Défense nationale.

On pouvait craindre que notre Creusot (établissemens Schneider et Cie), dont nous sommes si justement fiers, n'invoquât ses lourds devoirs de guerre pour se dérober à notre invitation. Mais il nous a compris ; il est venu et, si certains documens présentés par lui nous rappellent ses conquêtes dans l'ordre militaire, par exemple, ses efforts heureux, à l'usine de la batterie des Maures, pour lutter contre la spécialité autrichienne des torpilles automobiles, s'il mentionne avec orgueil qu'il a fait construire par les chantiers de la Gironde le plus grand voilier du monde, *la France*, cinq mâts de 10 000 tonneaux, muni de moteurs à pétrole de 1 800 chevaux ; — à Lyon, il a voulu présenter surtout ses travaux et ceux de ses filiales dans l'ordre civil. Là aussi, l'Allemagne est directement attaquée. La *Société d'outillage mécanique* de Saint-Ouen (usines Bouhey et Farcot) oppose son outillage, grand et petit, raboteuses, tours, fraiseuses, aux productions allemandes de Schiess. Et voici que la *Société d'optique et de mécanique de haute précision*, dont les usines parisiennes ont été terminées en pleine guerre, s'insurge contre le trop fameux monopole des Goerz et des Zeiss. Ai-je tort ? Devant ces deux vitrines, où voisinent le plus petit et le plus gros objectifs qui aient été fabriqués jusqu'à ce jour, près de ces objets dont l'apparition nous libère enfin, j'éprouve une émotion profonde ; et, puisque les spécialistes m'affirment que la supériorité nous est désormais acquise,

je goûte, dans toute sa vivacité, l'impression que donne une victoire.

Il faut laisser à des techniciens le soin de décrire ce qu'il y a d'original et de fécond dans les découvertes des aciéries d'Imphy sur les aciers et alliages spéciaux. La conclusion, toutefois, nous sera intelligible. L'Allemagne n'est pas seule à perfectionner les procédés d'analyse, à établir l'industrie sur des bases scientifiques, à déduire ses réalisations des recherches du laboratoire! Voici une société qui, par l'étude minutieuse des aciers à haute teneur en nickel, a obtenu, dans l'ordre industriel, des progrès considérables; d'où un métal, comme l'*Invar*, qui, réduit au coefficient de dilatation du quartz fondu, va servir désormais à l'établissement des tubes de télescopes, des règles de précision, des tiges de pendules, des fils pour signaux de chemins de fer. Il n'est pas besoin d'une grande éducation scientifique pour apprécier la portée de cette découverte et de celles qui l'accompagnent, pour comprendre les services rendus par des industries ainsi dirigées à l'automobilisme, à l'aéronautique, à la mécanique des grandes vitesses.

Les autres stands de la métallurgie nous réserveraient, si nous avions le temps de les parcourir en détail, bien des enseignemens, bien des révélations. — La *Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et Homécourt*, qui représente le plus fort tonnage de production métallurgique en France, nous offre ses aciers spéciaux, ses ressorts, ses remarquables pièces en acier moulé, son matériel de guerre et, en particulier, sa pièce de montagne de 70 pour le Mexique. — La *Société anonyme des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson*, le plus puissant producteur français pour la fonte moulée, supérieure par son tonnage à n'importe quel producteur allemand (200 000 tonnes de moulages par an), a voulu exposer, fidèle au devoir patriotique, bien que son usine soit actuellement sous le feu de l'ennemi, bien que sa mine d'Auboué (Meurthe-et-Moselle) soit occupée par les Allemands, qui l'exploitent avec la main-d'œuvre des prisonniers russes. Le grand comptoir Descours et Cabaud (260 000 tonnes de produits bruts vendus annuellement, dont 100 000 pour l'étranger) affirme, par l'exposition de ses graphiques, la puissance de l'exportation française, spécialement en Angleterre et dans nos colonies.

Ici, nous rencontrons des maîtres de forges dont les mines

de Dieulouard et de Hombourg-Haut se trouvent soit en pays annexé, soit sous les canons allemands ; le directeur, M. Gouvy, bien que grièvement blessé, a répondu présent, sur ce champ de bataille comme sur l'autre. Plus loin, des fers à dessins viennent lutter contre les produits similaires de Manstaed. — Les *Forges de Douai* (établissemens Arbel) présentent leurs wagons à déchargement automatique, leurs aciers moulés ou tréfilés. — Le *Consortium des mines du bassin de Briey* rassemble toutes les mines du bassin de Meurthe-et-Moselle, rappelant avec fierté qu'il est parvenu à produire, en 1913, 22 millions de tonnes dont 6 pour l'exportation en Allemagne et en Belgique. C'est devant ses tableaux que l'on comprend le mieux l'ardent désir qu'ont les Allemands de s'annexer ce bassin, si utile à l'approvisionnement de leurs industries de transformation, en Westphalie et ailleurs. Tout près du consortium des mines, le *Comptoir métallurgique* centralise la vente des fontes brutes disponibles sur la production des Hauts Fourneaux de Meurthe-et-Moselle. Et, parallèlement à ces deux institutions, fonctionne le *Comptoir des Poutrelles*, spécialisé dans la vente des profilés T et U de toutes les usines françaises. Nous sommes ici au centre même de la lutte industrielle. Ce comptoir agit en concurrence directe avec le *Stahl-Verband* de Dusseldorf ; sur les 400 000 tonnes de la production nationale en poutrelles, il en exporte 70 000. De toute évidence, en des années plus calmes, notre Foire d'échantillons va lui servir à développer sa puissance d'expansion. La progression de notre effort se marque déjà dans les graphiques du *Comité des Forges de France*, attestant que notre production nationale en acier passe de 2 millions de tonnes en 1904 à 4 635 000 tonnes en 1913.

L'électro-métallurgie marque aussi ses progrès ; elle expose ses fontes synthétiques (produits Keller-Leleux), les objets en aluminium de Froges et de la *Société française*, les aciers Girod. Les constructeurs de navires, le groupe français pour la fourniture du matériel de chemins de fer ont tenu à s'associer à notre entreprise. Il convient qu'à l'avenir l'État et nos compagnies de transports renoncent à enrichir l'ennemi de leurs commandes. Dès maintenant, ce groupement de toutes nos forces métallurgiques procure une impression d'activité et de puissance dont il est impossible de ne pas se réjouir. Peut-être dans l'avenir l'adaptation aux besoins de notre Foire se fera-

t-elle plus précise ; mais il est remarquable qu'en pleine guerre ces usines qui travaillent toutes pour la Défense nationale aient pu faire preuve de cette énergie. Tous ces échantillons et bien d'autres, des nouveautés comme les tubes en fer électrolytique de Bouchayer, attestent la vitalité de notre industrie et sa volonté résolue de supplanter la concurrence allemande, au lendemain de la victoire, dans les œuvres de la paix.

Une des grandes leçons de la première Foire d'Échantillons française, c'est la ressource immense qu'offre notre métallurgie au commerce d'exportation. On l'ignore trop. Les faits sont là cependant. En janvier 1914, un concours international a lieu pour une fourniture de câbles souterrains destinés à l'électrification des chemins de fer de Londres à Brighton ; les câbles prévus doivent fonctionner sous une tension alternative efficace de 60 000 volts, tension qui, jusqu'à ce jour, n'a pas eu d'autre application. La *Société française des câbles électriques* se trouve en concurrence avec les deux principales firmes allemandes ; c'est elle qui est retenue. — Voici une maison française (Bonvillain et Ronceray) qui fabrique du matériel de fonderie. Avant la guerre, elle fournissait à l'Allemagne des machines à mouler ; elle avait même pu installer une succursale à Düsseldorf ; son marché d'exportation est considérable. Ne doit-on pas l'encourager à créer de nouveaux comptoirs? — La plus ancienne des maisons françaises de construction électrique, la *Thomson-Houston*, affirme et prouve que la technique allemande n'est pas supérieure à la nôtre ; elle a résolument abordé la construction d'appareils dont l'Allemagne croyait avoir le monopole : lampes électriques de toutes intensités, instrumens de téléphonie automatique, machines à grosse puissance, petit outillage à commande électrique, moteurs à faible puissance pour les métiers à tisser. Beaucoup de ces appareils, qui ont été exposés à Lyon, n'avaient été construits jusqu'à ce jour que par des firmes étrangères. Ils serviront à la France de demain, qui aura besoin de se reconstituer, mais ils iront aussi, sur les marchés du dehors, démontrer la valeur de la technique métallurgique française.

Pour l'appareillage électrique, l'industrie allemande arrivait à d'importans résultats. Elle fournissait surtout la lustrerie légère, dite *art nouveau* ; aucune maison française ne fabriquait ces suspensions à bon marché, ces lampes portatives

en feuilles de cuivre découpé, estampé ou repoussé. Cette production réclamait un outillage considérable. Des maisons suisses (Turgi, le Phare) ont présenté à notre Foire des articles qui luttent avec avantage contre les similaires allemands. Les armatures ou lanternes étanches pour lampes demi-watt étaient aussi, avant la guerre, exclusivement allemandes; elles sont fournies aujourd'hui par deux maisons françaises (Société Pétrier, Tissot et Raybaud, de Lyon, et Grimmeisen, de Paris). Il en était de même pour la lampe de poche que nos soldats du front ont si souvent réclamée; plusieurs de nos industriels la fabriquent désormais. Enfin, l'Allemagne se faisait une spécialité des appareils de chauffage électrique : fers à repasser, bouilloires, radiateurs, réchauds, etc. On les trouvera maintenant en France, ainsi que les isolateurs à haute et basse tension, les interrupteurs, coupe-circuits. Les spécialistes nous affirment qu'après la guerre, la France aura cessé d'être tributaire pour tout l'appareillage électrique, à haute ou à basse tension; le développement de firmes comme la firme Maljournal et Bourron prouve que le pays produira lui-même tous ses alternateurs, transformateurs, moteurs et les appareils s'y rapportant. Nous croyons même savoir que les verriers français se sont déclarés en état de remplacer, à bref délai, la verrerie austro-allemande. Et ce ne sera pas, pour notre industrie, l'une des libérations les moins sensibles.

C'est peut-être le lieu de dire aussi les efforts de notre bijouterie française pour organiser la lutte contre l'industrie allemande de Pforzheim. A Lyon, dans le Palais de la mutualité, spécialement aménagé à son usage, elle a présenté la petite joaillerie avec calibrage en pierres fines de couleurs; les étuis à cigarettes en argent; les fermoirs de sacs, spécialité allemande; les extensibles pour bracelets-montres; d'une façon générale, la bijouterie à bon marché. On sait que notre bijouterie nationale rencontre, pour lutter, à l'extérieur, contre l'invasion allemande, certaines graves difficultés qui résultent du régime de la garantie. Le gouvernement a le devoir de saisir au plus tôt le Parlement d'un projet de loi qui mette fin, par des solutions précises, aux entraves qui enserrent notre commerce d'exportation.

*
* *

On ne saurait demander à une Foire des tissus ou du vêtement ce que l'on attend d'une Exposition. Dans l'Exposition, manifestation du luxe, spectacle avant tout, il s'agit d'éblouir. Peut-être veut-on bien se souvenir de l'éclat splendide dont notre soierie lyonnaise avait revêtu l'entreprise, si traversée, de 1914. Dans une Foire, tout est sacrifié aux affaires elles-mêmes; tout décor doit être proscrit. Mais, en dépit de cette simplicité ou peut-être par cette simplicité même, les résultats obtenus ne sont que plus émouvans. En ces sections comme en toutes les autres, nos adhérens ont multiplié les preuves de leur courage et de leur initiative.

Le groupe des drapiers de Vienne, la collectivité des fabricans de drap d'Elbeuf et de Louviers, bien que leurs usines soient complètement réquisitionnées, figurent avec éclat dans notre organisation. La *Manufacture parisienne de cotons*, qui avait sa retorderie à Lille et à qui les Allemands ont volé ses matières premières, est présente à son poste de combat commercial. La retorderie de Saint-Dié, exposée sans cesse au bombardement, occupe, elle aussi, la place que nous lui avions réservée. J'aperçois un brave homme de commerçant anglais, marchand de draperies, de serges, de cotons imprimés. Sur la table où il prend ses ordres, il a placé les photographies de trois de ses fils, soldats, tous les trois, sur le front. Quelle meilleure recommandation? Un peu plus loin, les filatures de Wesserling, si durement éprouvées par le canon allemand (je me rappelle avoir vu, au siège même de l'usine, l'état-major d'une division française), ont installé un stand où se succèdent les acheteurs. Le représentant, qui porte sur la poitrine le petit ruban tricolore, se félicite d'avoir reçu tant de commandes qu'il ne peut y donner satisfaction; des Roumains lui ont offert des ordres; il me cite même le nom d'un gros acheteur siamois qui est venu demander une collection d'échantillons pour l'Orient.

Partout on travaille, partout on s'ingénie et partout on se félicite du résultat obtenu. Il suffit, parfois, de la plus modeste découverte pour créer une industrie. On nous montre de petits rubans collés, en soie et coton, exécutés sans trame par la simple juxtaposition des fils, ce qui donne un lien, assez fragile dans

sa largeur, mais très solide en sa longueur. La ville de Barmen s'en était fait, paraît-il, une spécialité fort rémunératrice; la ville de Villefranche-sur-Saône la combattra désormais. — De même, l'Allemagne s'était acquis le monopole du gant de tissu, du gant dit « Suédé » qui se faisait spécialement à Chemnitz sur les fameux métiers saxons. Dès maintenant, cette fabrication s'organise en France, à Paris, à Lyon, à Grenoble. Pour qui sait voir, c'est, dans tous les stands, notre affranchissement qui se prépare, c'est toute une vie nouvelle qui s'institue.

Le groupement de la pelleterie et de la fourrure a réuni dix-sept participans. Il présentait des pelleteries à l'état naturel, brutes, apprêtées et teintes, plus des fourrures confectionnées. Toutes les peaux à fourrures de notre pays, dites *sauvagines*, étaient offertes. L'Amérique du Nord avait fourni les loutres, les skunks, les rats, les renards, les pékans du Canada, les gloutons au long poil soyeux; la Russie d'Europe, les ours, le petit-gris à la queue annelée de brun, les loups, les martres; la Russie d'Asie les astrakans, les hermines et les zibelines; la Chine, toute la série de ses peaux de chèvres, chèvres de Mongolie, chèvres du Thibet; l'Australie ses opossums, ses kanguroos, ses wallabys; l'Amérique du Sud, ses chinchillas et ses ragondins. J'ai même vu là quelques belles peaux de panthères d'Abyssinie, d'un cuir très souple, d'un dessin merveilleusement régulier. Nous ne prétendons pas avoir, pour une première année, obtenu le mouvement d'affaires qui signalait, avant la guerre, le Brühl de Leipzig. Mais les acheteurs nous sont venus nombreux de toute la France, d'Italie, d'Angleterre, de Portugal, de Suisse et d'Espagne. Si la banque française veut bien seconder nos efforts, si nos apprêteurs et teinturiers développent leurs moyens d'action, nous affirmons que nous pourrons, sans plus de retard, nous affranchir de la tutelle allemande que notre commerce de fourrures avait si lourdement subie.

*
* *

Certes, s'il est une industrie qui doive échapper au servage allemand, c'est bien l'industrie du jouet où l'art, la façon, le goût tiennent une si large place. On a vu cependant à quel point nous étions tributaires. La Foire de Lyon a marqué notre volonté d'affranchissement. Telle *Société industrielle de celluloïd*, pure-

ment parisienne, s'offre déjà à remplacer les produits de Mannheim; des acheteurs suisses, italiens, espagnols, hollandais, argentins, brésiliens lui ont pris de très grosses commandes; elle a dû les inviter à réduire les ordres. « Si je pouvais livrer, me déclare le chef de maison, je prendrais, en poupées, pour deux millions de commandes. La plus forte maison de Buenos-Aires (Hartmanshenn et Cie), qui se fournissait d'ordinaire à Leipzig, est venue s'approvisionner à Lyon. Des *Sociétés Oyonnaxiennes* se félicitent avant tout des affaires qu'elles ont engagées, leur production étant limitée cette année par suite de la réquisition de leurs usines pour la nitration du coton. La fabrique *Neuchâteloise* d'objets en bois, les tourneries du Jura, les magasins d'articles en corne de Niort, les maisons de jouets en tissus qui travaillent sur de charmans modèles de Benjamin Rabier ne cessent de remplir leurs carnets. Plusieurs stands offrent avec succès des voitures d'enfans. La *Fédération du jouet français*, qui s'est fondée en 1915, escompte, par cet afflux de commandes, le rapide développement de son industrie. L'ancienne maison Jumeau, qui déclare lutter contre l'Allemagne depuis dix-sept ans, estime que, si les tarifs douaniers sont bien établis, au moment de la paix, le « bébé allemand, » fabriqué à Sonneberg, ne pourra plus rentrer en France. Les Américains ont leur part de l'aubaine; sous mes yeux, une de leurs maisons vend à un client anglais quinze cents grosses de poupées en métal.

On sait que nos glorieux mutilés sont dirigés, en divers ateliers, vers cette fabrication pleine d'avenir. Notre École Joffre, de Lyon, a eu sa part de succès. L'*Atelier du blessé*, que patronnent Mme Viviani et Paul Poiret, triomphe. Il expose les travaux exécutés au Grand Palais, dans les hôpitaux Buffon et des Arts et Métiers : vannerie fine, étains repoussés, sacs de cuir, boîtes à parfums, petits objets de toute façon précieux, d'un art charmant et complètement français; chacun d'entre eux porte le nom du soldat qui l'a exécuté. D'adorables compositions, groupant de spirituelles silhouettes de bois, reproduisent, avec les corrections de la fantaisie la plus gracieuse, des scènes du Vieux-Biskra ou du pays Basque, un marché en Bretagne, un village d'Alsace. Art savant et ingénu tout ensemble, où les grands enfans que nous sommes prennent encore plus de plaisir que les petits; la couleur a de l'esprit autant que la ligne;

il n'est aucun de ces bibelots que ne dore un joli rayon de grâce française.

C'est un art plus savant encore, mais toujours bien français, qui fait naître les animaux en porcelaine de Sandoz, présentés par Théodore Haviland, ou les délicieuses poupées en étoffe de Bricon. *Le Nain Jaune, le Petit Chaperon Rouge, la Belle aux Cheveux d'Or, Barbe-Bleue, Cendrillon, le Petit Poucet*, revivent ici, animés par le plus pittoresque et le plus ingénieux des créateurs de fantaisie, petits chefs-d'œuvre presque trop spirituels pour des yeux d'enfans qui ne pourront y découvrir tout ce qu'ils recèlent de malice, d'observation, d'habileté dans l'association des petites loques précieuses. Ailleurs, des Ligues destinées à protéger nos industries rurales (Œuvres de Mme la duchesse d'Uzès, de Mme la comtesse de Las Cases, de Mlle Valentine Thomson, de Mme B. Larrivé) assemblent leurs travaux variés. La fabrication du jouet n'est pas leur seul but; désireuses d'assurer à nos paysans et paysannes un supplément de ressources, résolues aussi à protéger nos mœurs régionales, elles encouragent toutes les industries à la main, broderies, dentelles, lingerie, vannerie fine, tissus. Il faut que la femme de Bresse n'oublie pas l'art charmant du bonnet et que la Bretonne continue à confectionner ces costumes si délicieusement variés selon les villages et les bourgs. On s'en souvient, c'est le programme des *Koustaris*. Puisse cet heureux mouvement se propager et nous pourrons dire adieu aux importations de goût contestable qui ne servaient qu'à enrichir les paysans, — ou les exploiteurs, — de Thuringe et de Franconie!

PAYS DE PROTECTORAT ET COLONIES FRANÇAISES

L'Afrique du Nord a occupé, dans notre Foire d'Échantillons, la place la plus honorable. En dehors des spécimens qu'elles présentent dans chaque réunion commerciale, l'Algérie et la Tunisie ont produit d'intéressantes nouveautés; par exemple, pour l'Algérie, ce *Kieselghur* oranais ou terre d'infusoires, dont l'exportation (8 000 tonnes en 1913) progresse sans cesse, et qui sert soit au filtrage des liquides, soit au polissage, soit à la céramique, soit, en raison de son pouvoir absorbant, à la fabrication des explosifs. La Tunisie, outre ses richesses déjà cataloguées, nous a fait connaître cette *typha* ou paille des

marais que l'Italie recherche, dans son industrie chapelière, pour mélanger au feutre la soie légère de sa massette.

Le Maroc, surtout, s'est distingué. On sait que, depuis le début de la guerre, M. le général Lyautey, hardi et prudent tout ensemble, a choisi, pour la défense du protectorat, la politique habile qui consiste à en faire un chantier actif et fécond. Non seulement il n'a pas ramené nos troupes et nos colons sur la côte, comme on le lui a peut-être demandé, mais il a consolidé notre occupation, affermi et étendu le prestige de la France. L'Exposition franco-marocaine de Casablanca fut l'acte essentiel de cette politique, acte plein de sens, malgré ses apparences paradoxales. La France, qui n'est venue officiellement au Maroc qu'en 1907, et qui, depuis cette date, y avait travaillé en collaboration avec trois ou quatre autres peuples, dont l'Allemagne, s'affranchissait d'un seul coup. Les produits austro-allemands, comme nous l'a raconté M. Jean Wilms, rédacteur de *la Vigie Marocaine*, étaient, sans répit, contre-attaqués. Les marchands musulmans s'habituaient à fréquenter nos bureaux de renseignemens économiques. Les commerçans français envoyaient de si nombreux échantillons qu'il fallait les rassembler : d'où l'Exposition. M. Terrier, directeur de l'Office du gouvernement chérifien; M. Victor Berti, sous-directeur du contrôle de la Dette, multipliaient les efforts; des missionnaires, MM. Luret et Toulzat, parcouraient la France, à la recherche de concours. La manifestation de Casablanca a été l'une des plus évidentes démonstrations de la vigueur de notre génie national, lorsqu'il se sent menacé. Elle a fait apparaître du même coup l'importance économique d'une contrée qui importe déjà pour 231 millions de francs, qui a besoin d'un outillage considérable et qui exporte, en produits d'agriculture et d'élevage, pour 46 millions (orge, blé, maïs, amandes, graines de lin, bœufs, peaux, laines, œufs, etc.). L'Allemagne était le troisième fournisseur et le troisième client du Maroc, après la France et l'Angleterre.

A Lyon, l'acheteur marocain et le vendeur français se sont rencontrés. Une importante délégation de commerçans indigènes a parcouru les stands avec avidité : l'industriel français a pu étudier les produits allemands, échantillonnés sur des cartes où se lisait la marque de la Compagnie Mannesmann. Nous pensons avoir servi, de cette façon, la politique de M. le

général Lyautey, dont la bienveillance affectueuse nous a, du reste, constamment soutenus.

Pour cette première manifestation, nous ne pouvions pas demander aux colonies françaises la participation importante qu'elles nous ont promise et qu'elles nous donneront pour la deuxième Foire. Cependant, groupées en deux stands, par les soins de notre Office colonial, elles ont tenu à démontrer qu'elles entendaient jouer leur rôle dans la lutte commerciale engagée par la métropole.

Il est nécessaire que, désormais, nos colonies n'exportent plus leurs marchandises qu'au profit de la France, de ses alliés et de ses amis; pour arriver à ce résultat, n'est-il pas évident qu'un large entrepôt d'échantillons doit être ouvert aux marchands indigènes ou aux commerçans? Le marché d'échantillons met en présence le vendeur ou son intermédiaire et l'acheteur venu des pays les plus variés. Des contacts nouveaux s'établissent, des courans nouveaux se créent, des besoins nouveaux se révèlent. La vie opère librement. Dès cette année, dans les deux stands modestes où elle était enfermée, notre organisation coloniale a su entrevoir son avenir. Nos commerçans ont pu se rendre compte de l'ingéniosité allemande, qui fabrique indifféremment, pour les indigènes, des porte-monnaie ou des outils, des réveils à 4 fr. 50 ou des pommades mal odorantes, des Bouddhas en verre, des urnes funéraires ou des serrures à sonnettes. Ils n'auront pas de peine à faire mieux; j'espère qu'ils parviendront à vendre aux mêmes prix, et les marchands de nattes d'Annam ou de chapeaux malgaches retourneront, après avoir eux-mêmes pris des commandes, munis de marchandises françaises, ou, tout au moins, de produits originaires de pays alliés.

IV. — LES ESPÉRANCES

A l'avenir, nous travaillerons à multiplier les contacts entre les divers intérêts français. Nous insistons sur cette idée qu'une Foire d'Échantillons est non seulement un comptoir de produits, mais un laboratoire de recherches. On doit y échanger non seulement des marchandises, mais des services.

Avant tout, nous poursuivrons le produit allemand là où il tentera de revenir. Nous le remplacerons avec avantage. Notre

Côte d'Azur, par exemple, était spécialement contaminée par les Austro-Allemands, fournisseurs des grands hôtels dont ils étaient actionnaires. L'orfèvrerie était livrée par la maison Krupp de Bensdorf; venaient aussi d'Allemagne l'ameublement, le chauffage central, la lingerie, les articles de cuisine, etc. Aussi a-t-on institué à Nice, sous l'impulsion de M. Exibard, et avec le concours de toutes les Associations commerciales, un musée d'échantillons qui sera constitué sur le type des musées de Hambourg. De telles initiatives ne peuvent que renforcer la nôtre; nous les soutiendrons de notre mieux en remplaçant sur l'une des régions les plus riches de la terre française les indiscrètes importations de nos ennemis.

Nous avons déjà dit l'intérêt que nous attachions au développement des relations commerciales entre la France, ses colonies et les pays placés sous son protectorat.

La Tunisie, — qu'on nous permette encore cet exemple, — devra profiter beaucoup de nos futures réunions pour la vente de ses produits variés : céréales, laines, huiles, vins, peaux, alfas, plombs, sels, dentelles arabes, tapis, etc. Notre protectorat était très menacé dans ses intérêts par l'exploitation germanique. C'est ainsi que ses minerais de zinc, de plomb, étaient achetés par des firmes allemandes qui les travaillaient et les retournaient ensuite en France. De même, les Autrichiens s'étaient emparés de deux salines, l'une dans les environs de Zarzis, l'autre près de Nabeul; le président de la Chambre de commerce de Tunis a dû faire installer, lui aussi, un musée austro-allemand, exposé à l'Office Tunisien du Palais Royal (galerie d'Orléans). Il comprend 2175 échantillons et environ 215 albums, avec le prix des marchandises calculé franco Tunis, et les conditions de paiement. Il conviendra, après la guerre, d'étudier certaines difficultés qui limitent l'exportation tunisienne. Comment expliquer, par exemple, que le plomb tunisien paie, pour entrer en France, plus cher que le plomb espagnol? Par la Foire d'Échantillons, la Tunisie, qui expédie déjà ses huiles et céréales à Marseille, ses orges de brasserie à Rouen, à Dunkerque, en Angleterre, saura, d'une part, faire connaître ses besoins, et, d'autre part, étendre ses marchés.

Ces réunions annuelles nous serviront à faire l'inventaire de nos ressources nationales. Quel parti magnifique la librairie

française n'en pourrait-elle pas tirer? Qui de nous, en voyageant, ne s'est pas indigné de voir par quelles productions immondes notre réputation se trouvait compromise à l'étranger? Des livres de cette sorte, nous ne les admettrons jamais. Il n'y a pas une littérature française pour l'intérieur et une littérature pour l'exportation. Il n'y a qu'une littérature française, faite du génie de notre passé et de notre présent. Avec quelle joie nous la verrions s'offrir à ces étrangers avides de lecture qui demandent à nous connaître et, pour nous connaître, à nous étudier! Et, puisque le tourisme, lui aussi, s'est modernisé, puisque les initiatives les plus intelligentes en ont fait une véritable industrie, au sens noble du mot, quel champ d'action ne trouverait-il pas sur un marché où se croisent tant d'acheteurs riches, prompts à discerner ce qui offre un intérêt véritable. Il nous suffit de livrer cette idée à notre Touring-Club pour qu'il l'applique avec ses méthodes; nous serions audacieux de vouloir lui donner des conseils; nous nous contentons d'une suggestion.

Au dehors de la France, en dehors de nos possessions, le champ qui s'offre à nous n'a plus de limites et nous ne pouvons songer qu'à donner quelques indications.

Demain, la Belgique se relèvera de ses ruines. Deux ministres belges sont venus étudier nos efforts; ils les ont appréciés avec une bienveillance que leur pays, nous en sommes sûrs, ratifiera quand la Belgique et la France, à tout jamais isolées de l'Allemagne, devront s'unir plus étroitement que jamais pour la réparation du passé et la préparation de l'avenir.

L'Allemagne aura dressé contre elle, en ennemies irréconciliables, toutes les nations riches. Après l'étroite entente militaire d'aujourd'hui, l'Angleterre établira, sans doute aucun, avec la France une entente commerciale où chacune des deux nations devra trouver son profit. On y travaille, on s'y prépare. Le Comité franco-britannique, présidé par M. E. Boutroux, n'a pas d'autre but. « Il faut, déclare l'un des secrétaires de cette organisation, M. Alfassa, que s'établissent de nouveaux courans où les deux pays alliés puissent trouver l'équivalent des productions qu'ils prenaient en Allemagne, car, seuls, les liens d'intérêt entre les peuples présentent quelque caractère de permanence. » On ne saurait mieux dire. Pour se rendre compte de l'importance de l'œuvre à réaliser, il suffit de parcourir la

très instructive brochure publiée récemment par notre Office national du commerce extérieur *(le Commerce français et l'Angleterre)*, œuvre de M. Corbes, consul, chargé du vice-consulat de France à Douvres et à Folkestone. Nous lui empruntons quelques documens. Avant la guerre, l'Angleterre était un des principaux marchés pour l'écoulement des produits allemands et austro-hongrois. En 1913, les exportations anglaises en Allemagne et en Autriche-Hongrie représentent 1 milliard 125 millions de francs; les importations allemandes se chiffrent à liv. sterl. 80 412 000, les importations françaises à liv. sterl. 46 533 000. Certes, le progrès de nos ventes s'accentuait, mais de façon insuffisante. L'Angleterre demeurait le plus gros client de l'Allemagne; l'Allemagne vendait à bon marché des articles en série; ses voyageurs acceptaient toutes les commandes; le crédit se conformait aux convenances de l'acheteur. Les prix s'établissaient au port le plus proche ou même au magasin du client. S'il est vrai, comme l'affirme M. Jean Périer, que la production française soit complémentaire de la production britannique, quelle perspective pour nous! La Grande-Bretagne elle-même produira davantage et nous nous en réjouissons; elle ne voudra plus acheter à l'ennemi les jouets de l'enfant, la traditionnelle arche de Noé, la poupée, le soldat de plomb, l'aéroplane, le sous-marin. On ne voudra plus imprimer le livre anglais sur une machine allemande. Nous-mêmes, nous serons heureux de demander à nos amis anglais leurs nombreuses spécialités. Un accord précis devra intervenir entre eux et nous; bien des habitudes seront à modifier. Nous irons à la Foire de Londres; nos alliés viendront à la Foire de Lyon et, par leurs rapports directs, par leurs échanges de vues, les commerçans des deux pays féconderont l'œuvre accomplie en commun par les deux armées.

Ainsi de la Russie. — Dès cette année, la Chambre de commerce russo-française de Petrograd a commencé son action en notre faveur. « Le bon grain semé, nous écrivait-elle, devra donner une abondante récolte pour la Foire de 1917. » Ce n'est pas, certes, le terrain qui manque. L'essor économique de la Russie, au cours des vingt dernières années, apparait prodigieux (1). Le chiffre des exportations passe de 1 milliard de

(1) Voyez le *Rapport de M. Louis Pradel à la Chambre de commerce de Lyon*, séance du 20 janvier 1916.

roubles en 1903 à 1 milliard 520 millions en 1913; les importations s'élèvent, dans le même temps, de 681 millions à 1 milliard 374 millions de roubles. L'agriculture se développe rapidement depuis l'oukase de 1906 qui a permis au paysan de posséder sa terre. La misère diminue chaque jour; les mesures prises contre l'alcoolisme la réduiront encore. Le marché russe tend à absorber de plus en plus les valeurs émises par l'État. Nul pays n'a de pareilles garanties d'avenir.

Or, sur les 1 374 millions de roubles que représente l'importation de 1913, *l'Allemagne livre 652 millions, la France 57.* L'Allemagne fournit 50 pour 100 des besoins de la Russie, la France 4 pour 100. Pour le commerce des plantes et fleurs, par exemple, nous exportions une valeur de 408 000 roubles, l'Allemagne fournissait pour 13 154 000 de roubles. Veut-on laisser subsister une telle situation? L'Angleterre ne doit-elle pas se joindre à nous pour transformer de tels résultats? Que deviendrait une amitié politique contrebattue par une telle action commerciale? Même pour le tissu de soie et de mi-soie, l'Allemagne nous devance en Russie. La douane russe est, cependant, la même pour elle que pour nous! Ici encore, tout est à reprendre, tout doit être organisé. Qu'attendent les grandes Commissions instituées pour diriger notre effort vers ce marché ami? En vérité, les commerçans, russes et français, se connaissent trop peu. Il faut les mettre en contact, rapprocher, au moins, leurs représentans, leurs commissionnaires. N'est-ce pas encore le rôle d'une Foire d'échantillons? Elle ne fera pas tout le nécessaire; mais elle apportera sa collaboration, efficace et directe, à une œuvre qui ne peut plus être retardée.

On citerait encore bien des exemples. Les États-Unis ne pourraient-ils venir nous présenter leur matériel de transports, leurs machines spéciales, si variées, si souvent copiées par les Allemands, introduites en France à la faveur du traité de Francfort? Dans un autre ordre de faits, ne devraient-ils pas nous soumettre ces objets ingénieux de fantaisie nés de l'imagination américaine, ces *yankee-notions* que l'Allemagne copiait aussi et nous offrait comme des produits de son invention?

Nous voulons atteindre jusqu'à la Chine. — M. le docteur Legendre, médecin principal de l'armée coloniale qui doit, cette année même, partir une fois de plus pour l'Extrême-Orient à la

tête d'une nouvelle mission scientifique, nous affirme, avec l'autorité que lui confèrent ses longs séjours en Chine et ses travaux sur ce pays, qu'il sera possible, dès l'année 1917, de conduire à notre Foire d'Échantillons des groupes importans de gros commerçans chinois; ces négocians nous viendraient surtout de la région des grands ports et seraient disposés à acheter dans notre pays les marchandises que vont leur vendre les Allemands. Par ce procédé, nous pourrions nouer des relations durables avec des négocians aptes à s'attacher, riches, excellens payeurs; nous verrions diminuer peu à peu l'écart si fâcheux qui sépare notre chiffre d'importations chinoises en France (environ 140 millions de francs) et notre exportation française en Chine (environ 12 millions de francs).

Ce développement de notre commerce avec la Chine serait intéressant, surtout au moment où nous essayons de dériver en partie le commerce de la riche province du Se-tchouen, plus vaste que la France, avec ses 700 000 kilomètres carrés. Le transit s'effectue encore par le Fleuve Bleu; mais nous prolongeons notre chemin de fer de pénétration entre le terminus actuel, Yun-nan, et le grand marché de Soui-fou. Il n'y a que 1 600 kilomètres environ de Soui-fou à Haï-phong; il y en a près de 3 000 de Soui-fou à Chang-haï, et la voie fluviale est très mauvaise sur une partie du parcours. Nos amis Anglais veulent, de leur côté, relier Calcutta à Chang-haï par un transversal qui se heurte aux difficultés du massif du Yun-nan. Ces efforts, comme les nôtres, doivent avoir pour conséquence le développement du marché d'exportation anglo et franco-chinois.

Nos ambitions vont plus loin encore. Notre première adhésion, pour la Foire de 1917, nous arrive des Antilles anglaises. On nous demande un stand, « où seront exposés, non seulement les produits des îles de la Trinité et Tobago, mais aussi ceux du Demerara, après entente avec le comité de Georgetown. »

Travaillons donc; le champ est immense qui s'offre à notre labeur. Un monde nouveau va naître; un nouvel ordre économique s'établit. Tous les vieux cadres sont brisés; il faut tout reconstruire. Un ardent besoin de renaissance secoue notre pays. Dans l'ordre des idées, nous voyons se fonder une association comme l'*Union française*, qui veut assembler les Français « dans une action commune pour une meilleure utilisa-

tion des forces matérielles, intellectuelles et morales du pays. » Une autre *Union* se constitue pour créer et défendre une marque destinée à certifier les produits de l'industrie française (*Union nationale inter-syndicale des marques collectives*). Vers la fin de 1915, a été créée, à Paris, l'*Association nationale d'expansion économique*, que dirige M. Cruchon-Dupeyrat, ministre plénipotentiaire, et que patronne M. David Mennet, président de la Chambre de commerce de Paris. — A merveille, si tous ces beaux programmes engendrent des actes. Des faits; de grâce, des faits! Les bonnes volontés ne nous suffisent plus; pour mener à bien le grand œuvre qui s'impose, nous voulons des volontés.

Après cette guerre atroce, c'est tout un plan nouveau d'action qui va s'imposer à nous. Il faudra, — nulle réforme n'est plus urgente, — que la volonté chargée de l'exécution se mette au service de l'intelligence qui découvre et conçoit. Pour que le patron puisse faire face à ses devoirs, qui seront lourds, pour que l'ouvrier puisse gagner les forts salaires dont il aura besoin, il faudra enrichir la France. Ce sera le devoir des hommes d'État. On devra résolument écarter les méthodes, — et les personnes, — qui feront obstacle à ce programme. Un nouvel outillage économique nous sera indispensable, ainsi, sans doute, qu'un nouvel outillage administratif. Nous croyons avoir le droit d'affirmer, après une première expérience, que le maintien et le développement d'une Foire française d'échantillons fait partie de ce plan. Évitons les jalousies funestes de ville à ville, les initiatives imprudentes, les complications dangereuses. Assez d'objets, assez de buts s'offrent à nos activités. Les esprits attentifs voudront bien réfléchir aux dommages que la France a subis, subit et subira encore pour avoir voulu entretenir un trop grand nombre de ports, tandis que l'Allemagne concentrait ses moyens au profit de Hambourg. Évitons de tomber dans le même danger pour les Foires d'échantillons! Qu'on nous laisse conduire cette bataille! Nous répondons de la victoire.

ÉDOUARD HERRIOT.

VISITES AU FRONT

II [1]

DANS LE NORD ET EN ALSACE

I. — AU NORD

Sur le chemin de Doullens à Montreuil-sur-Mer, par une radieuse après-midi d'été, entre deux haies grises de poussière. Une route encombrée d'un flot de troupes de toutes armes, arrivant de l'Ouest comme un torrent. De temps en temps, un arrêt. Notre automobile, en se faufilant, avançait de quelques mètres, pour être bientôt obligé de se ranger, presque dans le fossé, afin de laisser passer un nouveau flot. La poussière était suffocante. Mais quel tableau nous avions sous les yeux!

Debout dans la voiture, nous regardions derrière nous pour voir arriver cette avalanche guerrière. Cavaliers, artilleurs, fantassins, lanciers, sapeurs, ambulanciers, tout marchait dans un ordre aussi parfait que sur un terrain de manœuvres. A travers la poussière, le soleil faisait briller les lances, les flancs lustrés des chevaux, dorait des files interminables de figures radieuses d'énergie, ravivant l'éclat des galons sur les uniformes fanés, donnant des reflets argentés au gris terne des mitrailleuses et des camions. Ces hommes semblaient figurer dans une allégorie splendide : on aurait cru voir, sous l'arc triomphal du soleil couchant, l'apothéose de l'armée française, allant tout droit à la gloire.

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars.

Enfin, laissant le dernier détachement derrière nous, nous fûmes seuls en pleine campagne. Les champs de l'Artois n'ont pas souffert de la guerre ; les fermes aux toits de chaume reposent dans leurs jardins fleuris de roses trémières ; et, près des mares, les haies plient sous le poids embaumé des fleurs de sureau. De tous côtés, à perte de vue, bordés de bois, des champs de blé ondulent comme des vagues : la lumière, dans ses rayons, semble apporter un souffle léger d'air marin. La route montait et descendait sans cesse ; et notre auto était comme un vaisseau sur une mer houleuse. L'horizon baignait dans un océan de lumière : tant de beauté enveloppait la nature entière que cette armée en marche devenait une vision de légende et d'épopée.

Le soleil s'était couché, et le crépuscule s'étendait sur la mer quand nous descendîmes de la ville de Montreuil dans la vallée qu'elle domine. Les tours d'une ancienne abbaye s'élevaient au-dessus de vergers en terrasses. Des grilles s'ouvrirent au bout d'une avenue, et nous entrâmes dans une cour plantée de buis et de roses. Dans ce coin du Moyen Age, tout était silence et recueillement : des groupes de religieuses toutes blanches ou toutes noires sortaient des profondeurs des cloîtres ou glissaient silencieusement sous l'ombre des voûtes. Elles nous regardaient timidement. On se serait cru revenu à un temps lointain où les autos étaient inconnus, et notre voiture aurait pu paraître un monstre fantastique rejeté par la mer, avec les débris de quelque navire échoué sur les côtes barbaresques... L'abbaye de Neuville doit recevoir souvent, cependant, de pareilles visites, puisqu'elle abrite maintenant un grand hôpital belge.

Le soleil se couche. Après un court crépuscule d'été, la lune paraît. Sous les fenêtres du couvent, on entend une fontaine chanter dans un jardin clos avec un vieux pavillon de pierre à chaque angle. Au-dessous, des vergers en terrasses jusqu'à une grande plaine qu'on pourrait confondre avec la mer dans le mystère du clair de lune.

Cassel, 20 juin.

Notre route, aujourd'hui, se dirige vers le Nord-Est, à travers un paysage si anglais que les uniformes à couleur khaki que nous rencontrons nous paraissent tout à fait à leur place. Les villages eux-mêmes ont un air britannique : mêmes mai-

sons en briques rouges, violacées, propres, modestes et pourtant cossues ; mêmes jardins fleuris ; même paysage de champs bordés de haies et de ruisseaux coulant sous des saules ; mêmes habitans aux figures rouges, honnêtes et épanouies. Les enseignes des magasins sont écrites dans une langue qui semble tenir de l'anglais et de l'allemand.

Cependant l'architecture des villes est bien française : dans ce style robuste et sobre des constructions du Nord, on retrouve toujours la grande tradition du pays de France.

La guerre nous semblait encore si lointaine que nous pouvions nous livrer à ces réflexions, tout en roulant à travers le pays. Nous arrivâmes cependant bientôt à un camp d'aviation. Les hangars s'étendaient sur un vaste plateau, animé d'une foule de soldats en khaki. Tout y dénotait une grande activité militaire. Un peu plus loin, nous arrivâmes à Saint-Omer.

On eût dit une ville anglaise, construite autour d'un groupe d'églises françaises, ville grise, propre, froide et vide comme Londres le dimanche. Au coin des rues, des sentinelles anglaises se tenaient immobiles, toutes prêtes à diriger la circulation des passans. On voyait les banderoles de la Croix-Rouge et de « St-John's Ambulance » pendues à des maisons dont les façades rappelaient presque celles des Clubs de Pall Mall.

En sortant dans les faubourgs, l'aspect de la foule sur les ponts des canaux et le long des routes était plus anglais encore. Chaque nation a sa manière de flâner, et rien ne ressemble moins à la flânerie française que la flânerie anglaise. Même si ces jeunes gens n'eussent pas eu des uniformes khaki et si leurs compagnes n'eussent pas eu ces bonnes figures rougeaudes de campagnardes, on eût reconnu qu'ils étaient des gens du Nord jouissant sans hâte des douceurs d'un jour de congé.

En tournant à l'Ouest de Saint-Omer, toujours à travers des pâturages traversés de cours d'eau, nous nous trouvâmes en face de deux collines émergeant de la plaine : sur le sommet de l'une d'elles, s'élevaient les murs et les tours d'une petite ville compacte du Moyen Age.

En suivant les détours du chemin qui nous y conduisait, un souvenir d'Italie se mêlait à l'impression constante que nous avions eue de nous sentir tout près de la Manche. La ville dont nous approchions aurait pu, dans un rêve étrange, évoquer à la fois Winchelsea et San Gimignano ; mais, dès que nous

eûmes franchi les portes de Cassel, nous fûmes si pénétrés de sa personnalité que l'idée ne nous vint plus de la comparer à aucune autre ville. Ce fut sans surprise que nous lûmes dans notre Guide que Cassel était la ville d'Europe d'où l'on jouissait de la vue la plus étendue. Qu'y a-t-il de mieux qu'un horizon sans limite pour faire valoir la beauté d'une cité resserrée dans une étroite ceinture de vieilles murailles ?

Notre hôtel était sur l'exquise petite place du Marché, avec un Hôtel de Ville Renaissance d'un côté, et, de l'autre, un palais espagnol en miniature, dont la façade de briques rosées est ornée de sculptures grises. La place était encombrée d'automobiles militaires anglais et de beaux chevaux qui se cabraient d'impatience. Le restaurant était bondé d'officiers en khaki, savourant leur thé sans se soucier du paysage. Quelle tristesse de constater encore une fois que la guerre et tout ce qui s'y rattache exalte le sens de la vie, et que les visions guerrières exaltent et fascinent à la fois ! « C'était gai et terrible » est un mot qui revient à tout instant dans *la Guerre et la Paix :* je m'en souvenais en voyant cette petite ville endormie de Cassel, transfigurée par le cliquetis des armes et les rires d'une jeunesse virile.

Du parc situé sur le sommet de la ville, nous jouissions d'une autre vue : la plaine s'étendait à l'infini, se perdant dans les brouillards de la mer ; au loin, à travers la brume, on apercevait des villes et des clochers plongés dans la torpeur de l'été. Pour un moment, tandis que nous les regardions, la vision de la guerre se dissipa comme un décor que l'on change. Mais tout s'assombrit de nouveau, rien qu'en entendant certains noms prononcés par des soldats appuyés sur le parapet à côté de nous. « Là-bas, c'est Dunkerque, » — dit l'un d'eux en nous désignant un point avec sa pipe, — « et ici, Poperinghe, juste au-dessous de nous ; Furnes est là derrière, et Ypres, et Dixmude, et Nieuport. » Il nous sembla voir planer sur le paysage ensoleillé l'ange du Mal, qui porte la mort dans l'ombre de ses ailes.

Plus tard nous remontâmes sur le rocher de Cassel. C'était un soir de pleine lune ; et comme les civils n'ont pas le droit de sortir seuls la nuit, un officier d'état-major vint avec nous pour nous montrer la vue du haut du toit du ci-devant casino, tout au sommet du rocher. Sensation vraiment étrange, après

avoir poussé une porte vitrée, de se trouver dans une vaste salle peinte et d'apercevoir, dans le mystère du clair de lune, des soldats endormis sur les parquets cirés, tout leur attirail empilé sur des tables de jeux.

Nous traversâmes un grand vestibule, où d'autres soldats dormaient dans la demi-obscurité, et par un long escalier nous arrivâmes jusqu'au toit : une sentinelle nous interpella, puis nous laissa passer. La masse sombre de la ville était à nos pieds. Au Nord-Ouest, une colline escarpée, le Mont des Cats, se dessinait sur le ciel. Rien d'autre ne coupait la ligne de l'horizon, baignant dans la brume et le clair de lune. La silhouette des villes ruinées s'était évanouie et la paix semblait avoir reconquis le monde. Mais pendant que nous étions là, une lueur rouge s'élança du brouillard au Nord-Ouest, bientôt suivie de plusieurs autres surgissant de différens points éloignés. « Ce sont des bombes lumineuses jetées au-dessus des lignes, » nous expliqua notre guide,— et, à ce moment même, plus loin, une lumière blanche s'épanouit comme une fleur tropicale pour disparaître ensuite dans la nuit. « Une fusée, » nous dit-on : — et une autre grande lueur fleurit plus bas. A nos pieds, Cassel dormait de son sommeil provincial : le clair de lune éclairait ses toits et les arbres de ses jardins, tandis qu'au loin ces fleurs infernales continuaient à s'ouvrir et à se fermer dans le royaume de la mort.

Ypres, 21 juin.

Sur la route de Cassel à Poperinghe. Dans la poussière et la chaleur, dans la confusion de la foule et l'agitation de l'arrière-garde en temps de guerre. La route traverse la plaine, toujours bordée des mêmes haies toutes blanches de poussière et labourée par le passage incessant des innombrables camions automobiles, des voitures chargées de munitions et des ambulances de la Croix-Rouge. Dans l'intervalle, voici des détachemens d'artillerie anglaise, avec grand tapage de caissons. Puis défilent, montés sur des chevaux luisans, de jeunes héros de Phidias : leur jeunesse est si fraîche et si radieuse qu'on se demande comment ils ont pu regarder en face les horreurs de la guerre et jouir encore de la vie. Malgré la poussière, chevaux et cavaliers ont l'air de sortir du bain. Tout le long de la route on voit des camps improvisés, des tentes faites avec des bâches.

Des chemises sèchent sur les haies, de l'eau bout sur de grands feux; des hommes se rasent, cirent leurs chaussures, astiquent leurs fusils, graissent leurs selles, polissent leurs étriers et leurs mors. De tous les côtés, c'est une lutte organisée contre la poussière et le désordre. Un jeune soldat appuyé contre la palissade d'un jardin cause avec une jeune fille au milieu des roses trémières, un vétéran s'amuse à enseigner à un groupe d'enfans les besognes de la vie des camps. Partout on est frappé de voir s'établir les mêmes relations amicales et spontanées entre les soldats et les propriétaires des champs et des jardins.

De la grande route encombrée nous passons au désert de Poperinghe, et nous continuons notre chemin vers Ypres. Les lignes allemandes sont, là-bas, invisibles, à notre gauche, au delà des plaines et des moulins à vent, et l'officier qui nous accompagne se penche pour avertir le chauffeur : « Ne cornez pas d'ici à Ypres. » Pourtant il y avait un grand mouvement sur la route, bien qu'on y vît moins de troupes que près de Poperinghe. Mais quand nous dépassâmes le dernier village en approchant de la ligne basse de maisons que nous voyions devant nous, l'impression de silence et d'abandon s'accentua. Cette ligne de maisons basses, c'était Ypres; tous les monumens qui lui donnaient une personnalité et une physionomie avaient disparu.

L'auto glissa à travers les rues et un faubourg de maisons basses, et s'arrêta à l'abri de quelques bâtimens un peu plus élevés. Une autre voiture militaire attendait là; déjà le chauffeur s'amusait à chercher des reliques dans les ruines des maisons éventrées. Nous allâmes à pied jusqu'au centre du Marché aux draps. Nous avions vu d'autres villes évacuées : Verdun, Badonviller, Raon-l'Étape. Mais jamais nous n'avions eu une pareille impression de vide. Pas un être humain dans les rues. D'interminables lignes de maisons semblaient nous regarder par les trous de leurs fenêtres défoncées. Le bruit de nos pas résonnait dans l'infini du silence comme le piétinement d'une foule; nos paroles prononcées presque à voix basse semblaient porter au loin. Dans l'une des rues nous rencontrâmes trois soldats anglais qui venaient de sortir un piano d'une maison et le chargeaient sur une charrette. Ils s'arrêtèrent pour nous regarder, et nous les regardâmes aussi. Il nous semblait n'avoir plus vu un être vivant depuis un siècle! L'un des soldats

grimpa dans la charrette et sur ce clavier à demi défoncé tapota je ne sais quel refrain banal; et ce bruit vulgaire nous fit rire : c'était comme un soulagement. Nous repartîmes et rentrâmes dans la solitude absolue. Nous avions vu bien des villes démolies; mais aucunes ruines ne ressemblaient à celles-ci. Les villes de Lorraine ont été minées, brûlées, détruites; les plus dévastées ressemblent à des carrières; les moins maltraitées rappellent Pompéi. Rien ne donne une idée d'Ypres telle que l'a faite le bombardement : les murs extérieurs des maisons tiennent encore debout, si bien que de loin on dirait une ville vivante; quand on approche, on découvre un cadavre de ville. Plus un carreau aux fenêtres, plus un toit sur les bâtimens. Dans certaines maisons, les facades ont été enlevées, laissant apparaître les étages, comme pour la mise en scène d'une pièce de théâtre. Dans ces intérieurs mis à nu, les pauvres pénates semblent cligner des yeux, comme des hiboux surpris dans le creux d'un arbre. Tous les souvenirs d'une humble vie de famille sont restés accrochés aux murs : des photographies démodées de messieurs à favoris se fanent sur des papiers à fleurs; des statuettes de piété languissent sous des globes de verre, des dentelles fausses pendent sur des canapés de peluche; des brevets jaunissent sur les murs des études et des bureaux.

Tout cela est si paisible, silencieux et intime qu'on ne serait pas surpris de voir tous ceux qui ont habité ces intérieurs y revenir pour reprendre leur vie de chaque jour. Mais voici que les canons recommencent à tonner tout le long des lignes anglaises; tous ces objets familiers s'agitent et tressautent sur les murs dévastés.

Nous arrivions sur la place de la Cathédrale, lorsque la canonnade se fit entendre. Ce qui distingue cette ville entre toutes, c'est que détruite elle reste debout. Les murs de la Cathédrale, la masse imposante du Marché aux draps, se dressent toujours au-dessus de la grande place avec une majesté dédaigneuse qui donne le ton à notre compassion. La noblesse de ces facades, si fières dans la mort, me rappelle une phrase employée par le ministre des Affaires étrangères de Belgique peu après la chute de Liége : *La Belgique ne regrette rien;* phrase qui devrait servir de devise à la cité d'Ypres, le jour où elle se relèvera.

Nous allions partir quand nous entendîmes au-dessus de

nos têtes un bruit d'hélice, suivi d'une volée de coups de mitrailleuse. Bien haut dans le bleu, juste au-dessus de la ville morte, un aviatik planait : et tout autour, des centaines de shrapnells éclataient en touffes blanches dans le ciel d'été, comme les flocons de neige miraculeux de la légende italienne. Ils s'élevaient de plus en plus, à la poursuite du taube qui montait plus vite encore, jusqu'à ce que chasseurs et gibier se perdissent dans la brume et que la mitrailleuse se tût. Nous laissâmes Ypres enveloppée du même silence de mort où nous l'avions trouvée.

Nous revînmes à Poperinghe, où mes réfugiées des Flandres m'avaient demandé de chercher pour elles certains coussins spéciaux pour la fabrication des dentelles. Ce modèle est introuvable en France : on m'avait assuré que j'en pourrais découvrir dans un couvent de la ville. Mais lequel?

Poperinghe, quoique peu atteinte par la guerre, est à peu près vide. C'est la désolation, mais sans désordre. On dirait une ville sur laquelle un mauvais génie aurait jeté un sort. Nous errâmes de quartier en quartier, à la recherche du couvent. Enfin, un passant nous montra une porte à laquelle nous nous mîmes en devoir de frapper. Une figure monastique apparut derrière le judas levé. Non, il n'y avait là aucun coussin de dentellières, et la religieuse n'avait jamais entendu prononcer le nom de l'ordre dont nous parlions. Mais il y avait encore les Pénitentes, les Bénédictines. Essayons...

Nous repartîmes. Une ou deux fois, nous vîmes s'encadrer dans les fenêtres des figures qui exprimaient le plus vif étonnement, car les rues étaient désertes. Enfin, nous arrivâmes à un couvent où il ne restait pas une seule religieuse, mais où le gardien nous laissa pénétrer. Ce fut un dédale de corridors bleu pâle ; un escalier glacial ; des chambres qui embaumaient la lavande ; une chapelle avec des saints dans des niches entre des bouquets de fleurs de papier, et, pour finir, une classe aux bancs alignés en face d'une statue de la Vierge en manteau bleu. Là, gisaient à terre des rangées et des rangées de coussins. Sur chacun d'eux un bout de dentelle était commencé; ils avaient été abandonnés par les élèves et les religieuses dans la précipitation de la fuite. Pourtant aucune trace de désordre : les coussins étaient symétriquement alignés et un mouchoir était jeté sur chacun d'eux. Cet arrêt métho-

dique de la vie paraissait plus triste que si tout eût été laissé dans le désarroi. C'était comme le symbole de l'activité paralysée de ce peuple tout entier. Hier, il y avait, dans cette maison, un petit monde de femmes et d'enfans occupé à une tâche utile, qui, aujourd'hui, erre sans foyer et sans pain. Et il en est ainsi dans des dizaines, dans des centaines de villes ouvertes, dans des milliers de maisons! Les aiguilles du temps ont été arrêtées. Le cœur de la vie ne bat plus. Toute espérance, tout bonheur, toute industrie ont été étouffés, non pas pour réaliser quelque grand objet militaire, ou pour abréger les horreurs de la guerre, mais simplement parce que, partout où s'étend l'ombre de l'Allemagne, il faut que tout pourrisse dans sa racine...

Cet après-midi-là, ce fut partout le même spectacle. La même ombre fatale planait sur Furnes, Bergues et les petits villages voisins. L'Allemagne avait condamné ces pays à mort, et sa malédiction avait pénétré partout, achevant l'œuvre de ses bombes. Il faudrait emprunter le langage des lamentations de la Bible pour donner une idée de ce pays dont la vie s'est retirée.

A la fin du jour, nous arrivâmes à Dunkerque qui s'étendait paisible entre son port et ses canaux. La ville s'était complètement vidée après le bombardement du mois de mai. Place Jean Bart tous les magasins étaient fermés et les cafés déserts : l'hôtel restait ouvert; l'idée nous vint que Dunkerque serait un centre commode pour les excursions que nous projetions : nous décidâmes donc d'y revenir le soir suivant. Puis, nous repartîmes pour Cassel.

Dans les dunes, 22 juin.

Au réveil, ma première pensée fut : « Comme le temps passe! Ce doit être le 14 juillet! » Je me soulevai dans mon lit en entendant le canon, et peu à peu je me rendis compte que j'étais à l'auberge de l'Homme-Sauvage à Cassel, et que nous étions le 22 juin.

Mais, alors quoi? — Sans doute un taube que bombardent tous les canons de la place... Tout en faisant ces réflexions, je m'étais à peu près habillée, j'avais dégringolé l'escalier, tiré les lourds verrous de la porte et je m'étais élancée sur la place. Il était quatre heures du matin environ : le moment le plus

exquis d'une aurore d'été. Malgré le bruit, Cassel semblait encore endormie. Quelques soldats, en faction sur la place, me montrèrent dans la pureté du ciel un petit nuage blanc derrière lequel, me dirent-ils, un taube venait de disparaître. Évidemment Cassel était blasée sur les taubes : je sentis que mon émoi exagéré n'était pas de saison : encore un instant, je regardai le petit nuage blanc, puis je me glissai dans l'hôtel, et je regagnai ma chambre. Dans l'escalier, je m'arrêtai pour regarder, par une fenêtre, les lignes des toits de la ville, les jardins et la plaine. Tout à coup, une autre détonation retentit et un panache de fumée blanche s'éleva, des arbres fruitiers, juste sous la fenêtre. C'était un dernier coup tiré sur le taube en fuite par un canon caché dans l'un de ces tranquilles jardins provinciaux, entre les maisons voisines ; sa présence si proche, si bien dissimulée, m'impressionna plus vivement que tout le fracas des canons de la forteresse.

Tout retomba dans le calme; mais, à peine une heure s'était-elle écoulée, le silence fut déchiré par un vacarme effroyable qui me sembla le son de la trompette du Jugement dernier. L'auberge trembla sur sa base et toutes les vitres de mes fenêtres furent ébranlées. Cette fois, ce ne pouvait être que la voix puissante du gros canon de Dixmude ! A cinq reprises, pendant que je m'habillais, ce tonnerre secoua mes fenêtres et l'air vibra d'un bruit que je ne puis comparer, — si tant est qu'aucune comparaison puisse en donner l'idée, — qu'à celui de tous les rideaux de fer de tous les magasins du monde se fermant tous à la fois. Chose étonnante ! L'Homme-Sauvage et ses habitans n'en paraissaient pas autrement affectés.

Nous partîmes de bonne heure pour un état-major installé dans le voisinage : ce n'est qu'en sortant des portes de Cassel que nous pûmes juger des effets du bombardement : une usine à gaz pulvérisée, un champ transformé en un cratère du Vésuve. Il était pourtant assez consolant de constater la grotesque disproportion entre le bruit des bombes et le dommage causé par elles.

Nous eûmes, au quartier général, des détails sur les incidens du matin. Il paraît que Dunkerque avait été d'abord visitée par le taube qui vint ensuite repérer Cassel : et le grand canon de Dixmude avait tourné toute sa rage contre le port français Le bombardement de Dunkerque continuait, et on

nous pria, — une prière qui était un ordre, — de renoncer à y retourner le soir.

Après déjeuner, nous continuâmes vers le Nord, du côté des dunes. Tous les villages que nous traversions étaient évacués : les uns complètement vides et morts; les autres, occupés par les troupes. Bientôt nous vîmes un groupe d'automobiles militaires rangés le long de la route et nous aperçûmes un champ où manœuvraient des troupes. « L'amiral Ronarc'h, » nous dit l'officier d'état-major; et nous comprîmes que nous avions eu la bonne fortune de nous trouver là au moment où le héros de Dixmude passait en revue les fusiliers marins et les territoriaux dont la magnifique défense avait ajouté, au mois d'octobre, de nouveaux lauriers à toutes les gloires de cette ville tant de fois assiégée.

Nous arrêtâmes la voiture et montâmes sur un talus qui dominait le champ. Il faisait grand vent et on entendait distinctement le son du canon venant du front. Le soleil, à travers les nuages de sable que le vent soulevait, éclairait des plaines pâles, de grandes étendues sablonneuses et des moulins à vent gris. On ne voyait rien dans ce désert que cette poignée d'hommes défilant devant les officiers, au bord du champ. L'amiral Ronarc'h en grand uniforme, ganté de blanc, se tenait un peu en avant, un jeune officier de marine à ses côtés. Il venait de distribuer des médailles à ses fusiliers et à ses territoriaux. Ceux-ci défilaient devant lui, drapeaux déployés, musique en tête. Chacun de ces hommes était un héros, et il n'y en avait pas un qui n'eût vu des horreurs à faire frissonner les plus braves. Ils avaient perdu Dixmude, — pour un moment, — mais avaient gagné une gloire immortelle, et l'âme de leur résistance épique avait été cet officier d'aspect tranquille que nous voyions là, droit et grave, en grand uniforme et en gants blancs.

Il faut avoir été dans le Nord pour comprendre les liens étroits qui unissent, dans ce pays où le combat est continuel et acharné, les soldats et les officiers qui les commandent. Le sentiment du chef pour ses hommes est presque de la vénération : celui des soldats, une affection reconnaissante pour ces officiers qui ont partagé tous leurs dangers. Ce sentiment réciproque se traduit par mille signes insaisissables : mais rien ne l'exprime mieux que la manière dont les officiers prononcent ces deux

mots qui reviennent sans cesse sur leurs lèvres : « Mes hommes. »

Après la revue, nous allâmes au quartier de l'amiral Ronarc'h dans les dunes; et de là, après une courte visite, au quartier général d'une autre brigade. Nous étions dans un pays de dunes, où poussaient de grêles tamaris et des bouquets de peupliers courbés par le vent comme des blés. On voyait les toits de quelques villas. Nous nous arrêtâmes devant l'une d'elles et on nous mena dans un salon plein de cartes et de photographies d'aéroplanes. Un des officiers de la brigade téléphona pour demander si la voie était libre pour Nieuport. On répondit que nous pouvions passer. Notre route traversait le « Bois triangulaire, » qui est exposé à un bombardement constant. La plupart des pauvres arbres, grêles comme des fuseaux, gisaient misérablement renversés, et des crevasses noircies et déchiquetées témoignaient de la fréquence des obus. Quand les bombes s'attaquent à de grandes futaies, les beaux troncs étendus ont la majesté d'un temple en ruines; mais il y avait quelque chose de lamentable et de presque humain dans les restes des maigres arbrisseaux du Bois triangulaire : on eût dit les corps massacrés d'un régiment de tout jeunes soldats.

Quelques kilomètres encore, et nous étions à Nieuport, la plus lamentable des villes martyres. Elle n'est pas vide comme Ypres : des troupes sont logées dans les caves, et à l'approche de notre automobile, nous vîmes des zouaves à la figure épanouie sortir de terre comme des fourmis. Mais Ypres est majestueuse dans la mort; et le pauvre Nieuport a quelque chose de petitement sinistre. Autour de ses monumens du Moyen Age qui font centre, une ville moderne a surgi, et on ne peut rien imaginer de plus étrange que le contraste entre ces lacis de rues et de maisons mesquines et les ruines de la Cathédrale gothique et du Marché aux draps. On croirait voir des débris de jouet à côté de vestiges préhistoriques.

La partie moderne de Nieuport semble être morte, tordue par de douloureuses convulsions : telles sont les contorsions et les contractions des maisons qui tendent leurs tuyaux de cheminée et leurs solives dans un geste d'appel désespéré. A gauche, une ligne de maisons estropiées semble une procession de mendians appuyés sur des béquilles : elle mène à la ruine imposante de la Tour des Templiers. A droite, la plaine s'étend jusqu'à des tas de décombres qu'on a peine à distinguer et qui

furent les villages de Saint-Georges, Ramscappelle, Pervyse. Seul, le canon, tonnant sans cesse, rompt le silence qui pèse sur ce paysage tragique.

En face de la cathédrale, un obus allemand a creusé un immense cratère surplombé de troncs d'arbres brisés, de broussailles brûlées et de vagues débris. A quelques pas de là, dans le coin le plus paisible de Nieuport, est le cimetière où les zouaves ont enterré leurs camarades. Les morts dorment en ligne au pied de la cathédrale et toute une collection de pieuses images recueillies dans les maisons dévastées repose sur les pierres de leurs tombes. Quelques-uns parmi les privilégiés sont gardés, dans leur dernier sommeil, par une armée de Saints et de Madones qui couvre toute la pierre : les soldats ont eu soin de placer sur les Vierges les plus fines et sur les Saints le plus brillamment enluminés les globes de verre qui, dans les maisons voisines, recouvraient jadis les pendules dorées et les couronnes de fleurs d'oranger.

De la tristesse de Nieuport, nous passâmes sans transition à la gaîté d'une petite colonie installée au bord de la mer. Là, les grands hôtels et les villas de la plage sont tous remplis de troupes revenant directement des tranchées. C'est comme une cure de repos sur le front. Au moment de notre arrivée, le régiment « au repos » était réuni sur un grand espace de sable entre les hôtels, et, au milieu, la musique jouait. Le colonel et les officiers écoutaient le concert, et, soudain, retentit la farouche *Chanson des zouaves* du ...e zouaves. Rien de plus étrange que cette bande de figures hâlées et riantes sous les chéchias d'un rouge éclatant, se détachant sur le fond froid et sans soleil de la mer du Nord. Quand la musique se tut, l'un de nous qui avait un kodak proposa de faire un groupe : nous nous réunîmes, pour la pose, sur la terrasse d'un des hôtels : à cet instant, le colonel se retourna et attira sur le premier plan un petit soldat épanoui, marqué de la petite vérole. « Il vient d'être décoré : il faut qu'il soit du groupe. » Tous les autres officiers approuvèrent à l'unanimité. Le héros seul protesta : « Moi ? mais mon vilain museau va faire sauter la plaque ! » Il n'en fut rien...

Nous eûmes de la peine à nous arracher à cet intermède si reposant dans notre triste journée, pour prendre le chemin de La Panne. Encore de la poussière, des dunes et des villages

déserts qui ont laissé dans ma mémoire une vision confuse. Mais au coucher du soleil, nous arrivâmes à une colonie de bains de mer s'étendant sur la plus longue plage que j'eusse jamais vue. Tout le long de la mer, une interminable esplanade bordée de ces absurdes villas qui sont partout et toujours les mêmes; derrière ces villas, une unique rue pleine d'hôtels et de magasins. Toute la vie des pays déserts que nous avions traversés semblait s'être réfugiée à La Panne.

La longue rue fourmillait de soldats belges en uniformes sombres. Chaque magasin paraissait faire des affaires d'or, et les hôtels semblaient remplis comme des ruches d'abeilles.

La Panne, 23 juin.

Notre hôtel est à l'extrémité de l'esplanade, là où l'asphalte et les balustrades de fer cessent tout à coup, faisant place au sable et au maigre gazon des bords de la mer. Par ma fenêtre, ce matin, je ne vois que la ligne sans fin du sable jaune sur le fond gris de la mer et, sur le sommet des dunes, la silhouette solitaire d'une sentinelle.

Mais bientôt retentit une musique militaire, et de longues lignes de troupes apparaissent se dirigeant vers les dunes. A l'Est et à l'Ouest, le sable s'étend à l'infini formant un « Champ de Mars » où une armée manœuvrerait à l'aise. Ce matin, cavalerie et infanterie y font l'exercice. L'infanterie, avec ses uniformes sombres, se découpe en silhouette sur la plage jaune; et les cavaliers galopant l'un derrière l'autre font penser à quelque frise noire de guerriers sur les flancs bruns d'un vase étrusque. Pendant plusieurs heures, ces mouvemens de troupes continuèrent au son des clairons, sous les yeux de la sentinelle solitaire; puis les soldats rentrèrent dans la ville, et La Panne reprit le banal aspect d'un « Bain de mer. » Mais la banalité n'était qu'apparente, car en suivant l'esplanade on avait vite découvert que la ville était devenue une vraie citadelle et que toutes ces villas de poupées, derrière des grilles prétentieuses, affublées de noms puérils, « la Mouette, » « Mon Repos, » « les Algues, » et autres du même genre, n'étaient que des casernes belges. Dans la grande rue, on voyait des centaines de soldats, flânant deux par deux, formant des groupes, luttant et se taquinant comme des gamins en vacances, ou marchandant, dans les boutiques, des

objets en coquillages ou des cartes postales; de temps en temps, entre les uniformes vert foncé et amarante, apparaissait la note unie d'un soldat en khaki, ou le bleu pâle d'une tunique française.

Avant déjeuner, l'automobile nous conduisit à Dunkerque, en suivant le canal entre des plaines verdoyantes et des villages florissans. Rien n'y rappelait la guerre, sauf les camions militaires et les voitures d'ambulances qui sillonnaient la route. Les murs et les portes de Dunkerque nous apparurent aussi intacts et aussi calmes que lorsque nous y étions entrés l'avant-veille. Mais à l'intérieur des portes, c'était un désert. Le bombardement avait cessé la veille au soir, laissant la ville dans un silence de mort. Toutes les maisons étaient fermées, les rues étaient vides. Nous allâmes à la place Jean-Bart, à l'endroit même où, deux jours auparavant, nous prenions le thé dans le hall de l'hôtel. Maintenant, il ne restait pas un carreau aux fenêtres du square, les portes de l'hôtel étaient fermées, et l'on voyait, de temps en temps, un domestique apparaître portant un panier rempli des plâtras tombés des plafonds. Le square était littéralement pavé de morceaux de verre provenant des innombrables vitres cassées, — et, juste aux pieds de la statue de Jean-Bart, à l'endroit même où l'automobile nous attendait l'autre jour, le canon de Dixmude avait creusé un trou pouvant rivaliser avec le cratère de Nieuport.

La place, bien que toutes les maisons en fussent intactes, disait l'absolue désolation. C'était la première fois que nous voyions les blessures fraîchement causées par un bombardement. Ce ravage si récent n'en paraissait que plus cruel. En suivant une rue derrière l'hôtel, nous arrivâmes à l'élégante église gothique de Saint-Éloi, dont un bas côté a été en partie saccagé. Puis, nous nous trouvâmes en face d'une pauvre maison bourgeoise entièrement dépouillée de sa façade. Ces planchers effondrés exposés à nos yeux dans leur nudité vulgaire, ces armoires éventrées, ces lits suspendus dans le vide, ces couvertures en tas, cet amas de chaises renversées, de poêles, de lavabos sens dessus dessous, étaient d'un effet bien plus pénible que les nobles blessures de l'église Saint-Éloi. L'église était drapée dans la dignité du martyre : tandis que la pauvre petite maison faisait penser à quelque miséreux soudainement exposé au grand jour dans le dénuement de ses guenilles.

Quelques groupes regardaient les ruines ou erraient sans but dans les rues. Tout le monde parlait bas, comme dans une chambre mortuaire ; c'était plus impressionnant que le complet silence d'Ypres. Pourtant, quand nous revînmes à la place Jean-Bart, l'instinct de vie, qui résiste à tout, avait déjà commencé à reparaître : une bande d'enfans jouait au fond du cratère, à la recherche de fragmens de verre cassé et de briques fendues, et, tout autour, les gens du marché dressaient leurs petits étalages de bois, tranquillement comme d'habitude. Dans quelques minutes, les traces du ravage allemand seraient cachées sous des tas de faïences et d'ustensiles de ménage, et ces mêmes femmes, que nous avions vues absorbées dans la douloureuse contemplation des ruines, retrouveraient leur entrain accoutumé pour marchander une casserole ou une bassinoire.

. . . . . .

Tout l'après-midi se passa à errer dans les rues de La Panne. Les exercices des troupes avaient recommencé, et c'était un spectacle d'une étrange beauté que celui de leurs manœuvres sur la plage. Le soleil était voilé, le ciel menaçant, la mer houleuse : vers le soir, la mer prit des teintes de jade et de perle avec des reflets d'argent terni. Au loin, sur la plage, toute une flotte mystérieuse de barques de pêche était échouée sur le sable, leurs voiles noires gonflées par le vent ; elles semblaient avoir débarqué au soleil couchant ces cavaliers noirs qui galopaient tout à l'entour, s'échappant de quelque farouche légende du Nord. Des clairons sur le bord de la mer, la face tournée vers les dunes, les pieds dans la mer, se mirent à sonner : il me semblait entendre l'appel du cor de Roland, retentissant à Roncevaux, dans le combat contre les païens. Sur le monticule de sable, sous ma fenêtre, la sentinelle solitaire veillait...

24 juin.

Quand on quitte le front, c'est comme si l'on descendait de la montagne : je n'ai jamais éprouvé ce sentiment de façon plus vive qu'en quittant la Belgique, cet après-midi. J'en fus surtout pénétrée en passant devant un groupe de villas isolées, dans une région stérile où un maigre gazon pousse seul dans le sable.

En quittant Saint-Omer, nous prîmes un raccourci à travers

une campagne accidentée. Ce fut une bonne chance qui nous fit quitter la grande route, car, du sommet d'une colline, nous vîmes s'avancer vers nous un important détachement de troupes anglaises et indiennes. Les champs de blé, les bouquets de bois et les hauteurs bleutées de l'horizon baignaient dans une lumière d'argent, et c'est dans cette atmosphère éblouissante que s'avançaient ces régimens de cavaliers indiens fins et élancés; sous leurs turbans, leurs figures délicates et altières évoquaient celles qu'ont les princes sur les miniatures persanes. Alors, ce fut un long train d'artillerie : des chevaux superbes, des canons roulant avec fracas; puis de jeunes Anglais au frais visage galopant sous la lumière du soleil couchant. Leur défilé semblait ne jamais devoir s'achever. De temps en temps, il était interrompu par un train d'ambulances et de camions, ou arrêté et resserré dans les rues étroites d'un village : enfans et fillettes sortaient pour offrir des fleurs aux soldats, tandis que des boulangers vendaient des pains chauds aux cantiniers. Notre automobile parvint enfin à se dégager de cette foule, et nous montâmes une autre côte, mais ce fut pour rencontrer un autre régiment venant vers nous. Pendant plus d'une heure, cette procession défila, exactement comme la procession de troupes françaises que nous avions rencontrée en allant au Nord, quelques jours auparavant, et cependant si différente! Il nous sembla que nous avions passé, pour gagner le front du Nord, et repassé encore, en le quittant, par une porte étincelante dans le long mur des armées qui gardent le monde civilisé, depuis la mer du Nord jusqu'aux Vosges.

Reims, 19 août 1915.

Mon expédition à l'Est commença par une pointe vers le Nord, pour aller, près de Reims, dans un gros bourg, voir en activité l'une des nouvelles unités automobiles sanitaires de la Croix-Rouge. Une fois l'inspection terminée, nous gravîmes un vignoble au-dessus de la ville, dominant une vallée où coule une rivière entre une double rangée d'arbres. La première ligne d'arbres suit le canal, que tiennent les Français : on y a installé des canons sur des péniches. Derrière se trouve la grande route, avec les lignes de tranchées françaises; juste au-dessus, sur l'autre versant, sont les lignes allemandes.

En raison de la nature crayeuse du sol, les positions allemandes sont clairement marquées par deux raies blanches qui barrent la colline brune; on entendait des coups de feu irréguliers, et on voyait sur les hauteurs, de place en place, la colonne de fumée d'un obus qui éclatait. Quelle impression étrange que d'être là, d'entendre le bourdonnement des insectes dans la douce chaleur de l'été, au milieu d'un pays paisible, lourd des promesses de la vendange prochaine, et de savoir que les arbres qui sont à nos pieds, cachent une suite de canons crachant la mort sur les deux lignes blanches de la colline!

Reims nous ramène à la réalité de la guerre par son aspect de consternation : cette paralysie des villes bombardées est l'un des effets les plus tragiques de l'invasion. On est révolté à la pensée de la désorganisation insensée d'innombrables activités. En comparaison des villes du Nord, Reims est relativement intacte, et cela rend plus frappant encore cet arrêt de toutes ses énergies.

La place est déserte; les maisons qui l'entourent, toutes fermées. Et là, devant nous, s'élève la cathédrale, ou plutôt *une* cathédrale, car ce n'est plus celle que nous avions toujours connue. Au début du bombardement, la façade Ouest était couverte d'échafaudages ; les obus y mirent le feu, et toute l'église fut enveloppée dans les flammes. Maintenant, sur cette place banale de province, s'élève une construction si étrange et si belle qu'il faudrait emprunter à l'*Enfer* de Dante ou à quelque conte oriental des mots pour décrire la splendeur de cette prodigieuse apparition. L'incendie a coloré les parties basses du monument de tons chauds d'ambre et de sienne brûlée : plus haut, ces harmonies passent par des teintes d'un jaune rosé à des reflets de carmin, pour arriver à un blanc de vieil ivoire jauni : les profondeurs des portails et des niches derrière les statues semblent doublées d'un noir velouté qui met merveilleusement en valeur le relief des sculptures. Le mélange des couleurs sur toute la façade de cette ruine sublime rappelle les tons métalliques de ces rochers le long du golfe d'Égine, évoquant le plumage des paons. Et la beauté de cette impression est centuplée par la pensée qu'elle durera si peu, que cette beauté est celle qui illumine, poétise ceux qui vont mourir; chacune de ces statues ainsi transfigurées ne va-t-elle pas s'écrouler sous les pluies d'automne? toutes ces pierres

d'or et de corail ne vont-elles pas s'effriter? La cathédrale de Reims nous éblouit comme un beau coucher de soleil...

14 août.

Un château de briques et de pierres dans un parc, où coule un petit cours d'eau, des gazons, des géraniums, des ponts rustiques et des allées qui serpentent... Combien tout cela paraîtrait bourgeois et tranquille, sans la sentinelle qui arrête notre voiture à la grille!

Devant la porte, des officiers d'état-major attendent l'heure du déjeuner. A l'intérieur, un salon avec de belles tapisseries, quelques jolis meubles et les inévitables cartes militaires et photographies d'aéroplanes. A déjeuner, le général, son état-major et un officier du grand quartier général, — une douzaine en tout. — Et toujours cette même atmosphère de camaraderie, de confiance, de bonne humeur qui caractérise les officiers des premières lignes. Combien de fois, pendant mes visites au front, n'ai-je pas eu cette impression!

II. — EN ALSACE

Thann, 15 août.

Ce matin, nous partons pour l'Alsace reconquise. Pour des raisons ignorées des civils, ce coin de la vieille-nouvelle France a été jusqu'ici inaccessible, même pour d'importans personnages; aussi, est-ce avec une émotion toute spéciale que nous prenons le chemin qui va nous y mener.

Nous traversons plusieurs vallées, passant par des villages tranquilles, aux pignons couverts de vignes où presque toutes les enseignes des magasins sont écrites en allemand. Nous franchissons, sans nous en apercevoir, l'ancienne frontière et nous sommes maintenant dans la charmante ville de Masevaux. C'est la fête de l'Assomption : la messe venait de finir, quand nous arrivâmes sur la place de l'Église. Les rues étaient remplies de gens bien mis, sourians, qu'on eût dit inconsciens de la guerre. Aux mains de leurs mères, des petites filles descendaient les marches de l'église, habillées toutes en blanc, avec des couronnes blanches sur la tête. Des groupes d'officiers causaient avec des bourgeois endimanchés, — et, à travers les

fenêtres de l'Aigle-d'Or, nous pouvions voir les préparatifs d'une grande table pour le dîner de midi. — Tableau heureux et familial, à la manière de Hansi, dans le cadre traditionnel d'un dimanche alsacien.

Nous achetâmes des provisions à l'Aigle-d'Or et partîmes à travers les montagnes dans la direction de Thann. A cette époque, les Vosges sont dans toute la beauté de leur court été, toute la forêt sillonnée de cours d'eau est imprégnée d'une fraîcheur embaumée. Laissant la voiture cachée derrière un rideau d'arbres, nous déjeunâmes paisiblement au soleil sur une pente parfumée de thym. En face de nous, s'élevait une colline en pain de sucre, couverte de forêts. Cette colline était l'Hartmannswillerkopf, que les deux armées se sont si longtemps disputée et où les Français se sont victorieusement établis. Tout autour de nous, d'autres collines garnies de canons allemands, surveillant la vallée de Thann.

Thann est tout au fond de cette vallée rétrécie entre des hauteurs. Une jolie vieille ville avec cet air de prospérité solide qui frappe l'imagination dans un pays en pleine tourmente. En suivant la grande rue, nous sentîmes de nouveau peser sur nous la tristesse de la guerre : la lumière de cette belle journée d'été en paraissait obscurcie ; un frisson nous glaçait, malgré la douce chaleur du soleil. Thann est toujours sous le feu des batteries allemandes ; les persiennes sont fermées à toutes les fenêtres et les rues sont désertes. Deux ou trois maisons sur la place de la Cathédrale ont été éventrées ; mais la cathédrale, ciselée comme un tabernacle, la cathédrale qui est l'orgueil de la ville est à peu près intacte. Quand nous rentrâmes, on chantait les vêpres : de rares fidèles, presque tous en deuil, étaient agenouillés dans la nef.

Quel contraste avec l'aspect de Massevaux dont l'air de fête nous avait charmés et que nous avions laissé à si peu de kilomètres derrière nous ! Mais, en dépit de ses rues désertes, Thann n'est pas une ville abandonnée : on y sent une vie énergique, toute prête à reprendre son cours, dès qu'on aura fait taire les canons allemands. L'administration française, en accord parfait avec la population, veille sur la reprise de l'activité. Beaucoup d'habitans cachés derrière leurs persiennes fermées : ils descendront dans leurs caves, au premier obus ; les écoles, transportées dans un village voisin, comptent plus

de deux mille élèves. Nous avons circulé dans la ville et visité d'énormes caves à vin, devenues d'hospitalières catacombes où se trouve une ambulance et qui servent aussi de refuge à ceux qui ne possèdent pas de cave. Le quartier industriel, le long de la rivière, n'est qu'une lamentable ruine : c'est sur lui que les canons allemands se sont surtout acharnés. Le commerce est anéanti, tous les moulins sont détruits. Mais, contrairement aux villes du Nord, Thann a eu la chance de conserver sa silhouette, sa personnalité, une physionomie que ses enfans, quand ils reviendront, pourront reconnaître et qui ranimera leur courage.

Après notre course à travers les ruines, les aimables fonctionnaires de Thann nous proposèrent la charmante diversion d'un carrousel que le ...e dragons devait donner dans le voisinage et auquel on voulut bien nous inviter. Cela se passait dans une plaine entourée d'un amphithéâtre de rochers, comme des gradins d'un cirque. Quelques spectateurs et des vaches ruminant paisiblement se partagaient les places; sur le premier gradin, on avait mis un rang de chaises en demi-cercle pour le monde élégant du voisinage. Dans la plaine, avait lieu le carrousel qui fut plein d'entrain. Les cavaliers, comme toujours dans l'armée française, montaient fort bien. Peu de chevaux pur sang; le plus grand nombre étaient simplement des bêtes de trait du pays qu'on avait dressées : leur agilité et leur souplesse faisaient l'éloge de leurs cavaliers. Les lanciers, en particulier, exécutèrent une marche en musique autour d'un pennon central qui souleva l'enthousiasme du public élégant des premières aussi bien que celui de la galerie.

Ce public formait lui aussi un spectacle plein d'intérêt. Au premier rang, le général de division et son état-major causaient avec des dames, ainsi que les officiers des états-majors voisins, et que les fonctionnaires civils et militaires du « département du Haut-Rhin » reconstitué. Toutes les classes avaient répondu à cet appel de fête. Nous étions assis au milieu de propriétaires alsaciens, et d'industriels de Thann. Beaucoup d'entre eux avaient été chassés de leurs maisons, d'autres avaient vu leurs moulins détruits, et tous vivaient depuis un an sur les confins de la guerre la plus cruelle, sous la menace de représailles dont la pensée fait frémir : cependant, le ton général était celui d'une élégante réunion dans une paisible ville de garnison. Je

n'ai rien vu, dans tous mes voyages sur le front, qui donnât une idée plus parfaite de l'éducation française. La représentation de « haute école » devait se terminer par une exhibition des « moyens de transport à travers les âges, » commençant par un char gaulois, guidé par un troupier orné de longues moustaches en crin de cheval et couronné de gui, et se terminant par l'apparition d'un automobile dont le moteur avait été remplacé par un cheval blanc lourd et somnolent. Malheureusement, une averse terrible se mit à tomber pendant les préparatifs de ce numéro sensationnel, et nous dûmes partir sans voir l'arrivée dans l'arène de Vercingétorix suivi de ses guerriers.

16 août.

Dans les montagnes : nous montons et nous descendons pour remonter encore. Départ matinal et longue route dans une interminable vallée gagnant graduellement les hauteurs de l'Est. La voie était encombrée par une procession de camions à bâches traînés par des mules : nous étions sur le chemin d'une place importante des Vosges, et ces convois de provisions ne cessaient ni jour ni nuit.

Enfin nous arrivâmes à un village de montagne à l'ombre des sapins, rafraîchi par un torrent glacé venant des hauteurs. D'un côté de la route, une auberge rustique; de l'autre, dans les arbres, un chalet occupé par l'état-major de la brigade. Partout autour de nous, un mouvement incessant de petits « chasseurs alpins » coiffés du béret bleu et guêtrés de cuir. Depuis un an, nous lisions le récit des prouesses de ces héros de la montagne et, maintenant, nous nous trouvions au milieu d'eux, heureux de voir leurs visages bronzés et leurs yeux bienveillans et gais. Ils étaient tous pleins de gentillesse, mais bien silencieux et timides pour des Français. Dans le monde entier, certainement le silence des montagnes engendre cette réserve, si différente de la volubilité des gens de la vallée. On nous amena des mules et nous fîmes une longue excursion dans la montagne. Le chemin suivait d'abord des crêtes découvertes d'où la vue plongeait dans des vallées bleues, et continuait à travers des forêts de hêtres et de sapins. Au-dessus de la route s'élevaient à perte de vue des pentes boisées où l'on avait établi des écuries pour les mules; on en voyait des centaines rangées sous des

arbres dans des stalles creusées à des niveaux différens. Tout près, il y avait des abris pour les hommes et quelquefois un village de « cabanes de trappeurs : » c'est ainsi que les officiers appellent dans ce pays-ci les cabanes construites avec des troncs d'arbres. Il y règne toujours une animation extraordinaire : hommes nettoyant leurs armes, traînant des matériaux pour construire de nouvelles cabanes, lavant ou raccommodant leurs habits; « cuistots » descendant de la cuisine la soupe fumante dans de grandes marmites à deux anses. La cuisine est toujours dans la partie du camp la mieux protégée et généralement à quelque distance en arrière. D'autres soldats, leur service terminé, flânent par groupes, fumant, bavardant ou écrivant laborieusement à ceux qu'ils ont laissés chez eux avec des stylos sur des carnets, souvenirs des hôpitaux où ils ont été soignés. Il y en a de penchés sur l'épaule d'un camarade qui a eu la chance de recevoir un journal de Paris; d'autres s'esclaffent ensemble à la lecture des plaisanteries de leur propre journal, l'*Écho du Ravin*, le *Journal des Poilus* ou le *Diable Bleu;* feuilles locales imprimées sur du papier écolier, illustrées de dessins comiques et débordant de la gaîté des tranchées.

Plus haut, aux confins de la prairie, l'officier qui marchait en tête nous fit signe de descendre de nos mules et de grimper à sa suite. Nous avançâmes pliés en deux sous les arbres, à travers une broussaille particulièrement épaisse, palissade de branches entrelacées pour masquer les gueules d'une batterie. Tout autour de nous dans la forêt ces grands canons étaient blottis comme des fauves prêts à bondir, — et près de chaque canon était son canonnier, fier de son 75 comme un nouveau marié de sa jeune épouse.

Nous continuâmes longtemps notre ascension jusqu'au plateau des Hautes-Chaumes desséché par le vent et le soleil, l'un des points les plus élevés du pays. Nous avions laissé la forêt au-dessous de nous, il n'y avait plus autour de ce sommet de gazon qu'une ceinture de sapins rabougris. On attacha les mules sous les arbres et notre guide nous mena auprès d'une borne d'aspect insignifiant, à demi cachée dans l'herbe. D'un côté, on y lisait la lettre F; de l'autre la lettre D : c'était là, jusqu'à l'an dernier, qu'était la frontière entre les deux pays ennemis. Depuis lors, sur certains points, cette ligne avait été bien reculée; mais là, nous étions encore à portée des canons

allemands et il nous fallut ramper à l'abri des sapins trapus pour arriver au bout du plateau d'où nous pûmes voir, sous un ciel où roulaient des nuages, la terre promise d'Alsace qui s'étendait à nos pieds. D'un côté, au loin, dans la plaine, étincelaient les toits et les flèches de Colmar ; de l'autre, s'estompait à l'horizon la ligne violette des hauteurs au delà du Rhin. Un cercle de collines dénudées nous entourait : les plus proches étaient labourées de grands sillons et de monticules de terre fraîchement remuée, comme si elles avaient été travaillées par des taupes géantes : juste au-dessous de nous, dans une petite vallée verdoyante, on voyait les toits d'un village paisible. Les champs et le village paisible étaient encore allemands; mais les positions françaises occupaient la montagne jusqu'à sa base et même l'un des sommets sombres que nous avions à notre droite

Arrivés à une éclaircie dans les sapins, nous marchâmes jusqu'au bord extrême du plateau qui dominait un lac creusé dans le roc, entouré de sillons en zigzag. Auprès de la rive, on devinait, sous les toits de branches, un autre grand abri pour les mules. C'est le point où les chasseurs alpins descendent la nuit, en caravanes, pour porter des provisions à la ligne de feu.

« Qui va là? Attention! Vous êtes en vue des lignes! » nous cria une voix sortant des sapins, et notre compagnon nous fit signe de reculer. Nous étions trop exposés à la vue des Allemands d'en face, et notre présence aurait pu attirer le feu de leur batterie sur un poste d'observation installé tout près. Nous nous retirâmes en hâte. Ce jour-là, notre déjeuner champêtre était préparé à l'abri d'un groupe de pins sur l'autre versant. Nous étions assis dans le gazon, enivrés par cet air vivifiant des montagnes chargé du parfum des thyms et des myrtes; le chant des oiseaux, la vie bourdonnante des insectes, sous ce beau soleil, ne rendait que plus poignante l'angoisse de la mort si voisine. Ce n'est pas dans la boue des tranchées, parmi l'activité des soldats, qu'on est le plus frappé de la folie insensée de la guerre : c'est quand on la sent cachée comme quelque monstre destructeur au milieu d'une scène qui n'évoque dans notre esprit que calme et repos.

Nous n'avions pas encore achevé le tour du plateau : après déjeuner, nous gagnâmes un point avancé qui surplombe directement les lignes allemandes. Quittant nos mules, nous marchâmes le long de la crête d'un rocher bordée d'arbustes nains.

Derrière nous une explosion retentit : c'était le feu d'une des batteries que nous avions dépassées. La réponse allemande ne se fit pas attendre, et ce dialogue assourdissant dura vingt minutes. La canonnade était presque incessante : il semblait que la mitraille traçât un arc de fer dans l'air pur au-dessus de nos têtes. Nous pouvions suivre le son de chaque décharge depuis son départ jusqu'à l'éclatement final dans les tranchées. Il y avait quatre phases distinctes : le fracas aigu du canon qui part, le grondement furieux et prolongé au-dessus de nos têtes, le bruit déchirant de l'obus qui éclate, — enfin le roulement répété par les échos de colline en colline. Voilà ce que nous entendions, terrés sous les sapins : quand nous regardions entre les branches, nous ne voyions qu'un peu de fumée blanche et une flamme rouge sur la colline, suivie, une minute plus tard, par un geyser de fumée fauve.

Un déluge soudain nous ramena à nos mules, et c'est à travers des torrens de boue que nous descendîmes du haut de la montagne. Il tombait sans cesse de telles trombes et de telles cataractes que la montagne même et ses rochers semblaient se fondre sous une cascade de boue. Nous rencontrâmes des chasseurs alpins qui montaient, enduits jusqu'à la ceinture d'une croûte de boue et d'argile : les mules qu'ils conduisaient en étaient à ce point couvertes qu'elles semblaient des ébauches de terre glaise qu'un sculpteur viendrait de dépouiller de leurs linges mouillés. Plus bas, nous arrivâmes à un autre établissement de « cabanes de trappeurs » trempant et nageant dans une telle humidité que nous eûmes une idée de ce que peuvent être les mois d'hiver, sur cette partie du front. Plus de soldats gaîment occupés à polir leurs armes, à charrier des fagots, plus de flâneurs bavardant par groupes : chacun s'était blotti de son mieux sous l'abri douteux des bâches détrempées ; toute l'armée était rentrée dans ses terriers.

Belfort, 17 août.

Un rayon de soleil nous accueille à Belfort. La cité invincible se cache discrètement derrière ses glacis verts et ses portes écussonnées ; mais son lion célèbre la garde sous la citadelle. Doré par les reflets du soleil couchant, fièrement étendu en haut de son repaire rouge au pied du fort, il peut presque se déclarer le digne descendant de ses ancêtres de la

frise d'Assourbanipal. La route de Belfort, qui nous reconduit en Alsace reconquise, passe à travers un paysage riant de champs et de vergers. Nous gagnâmes Dannemarie, l'un des centres de l'administration nouvelle. C'est le classique gros bourg d'Alsace, avec de confortables vieilles maisons dans des jardins à espaliers. Non pas le cadre rêvé par ceux dont le patriotisme s'exalte à la pensée des petites Alsaciennes chantant *la Marseillaise* ou des vieillards embrassant le drapeau tricolore ; mais ce qu'il nous fut donné d'y voir avait un caractère autrement saisissant. Les fonctionnaires civils et militaires eurent la bonté et la patience de nous expliquer leurs efforts et de nous montrer quelques-uns des résultats qu'ils avaient obtenus : et cette visite nous laissa l'impression d'un système d'adaptation lent et sûr, sagement combiné et couronné d'un plein succès.

Finalement, nous les avons tout de même entendues chanter *la Marseillaise*, les petites filles de l'école de Dannemarie, — et les petits garçons aussi. — Mais ce qui nous intéressa bien davantage, ce fut de les voir travailler sous la direction des maîtres qui les avaient toujours dirigées et de constater que partout les fonctionnaires français s'étaient appliqués à ne pas déranger les habitudes du village. Les enseignes allemandes sont restées sur les boutiques, sauf quand les marchands les ont enlevées de leur plein gré, ce qui se produit de plus en plus fréquemment. S'il y a lieu de remplacer un fonctionnaire, il est choisi dans la même ville ou le même district; le personnel de l'administration civile et militaire est principalement composé d'officiers et de civils de souche alsacienne. Les chefs de ces deux administrations qui nous accompagnaient pouvaient parler aux enfans et aux vieillards en allemand aussi bien que dans le dialecte du pays; et nous fûmes frappés de voir à quel point tout avait été organisé de manière à rendre aussi peu fréquens que possible les difficultés et les froissemens inévitables dans la transition entre un régime et un autre. Ce qui rendait particulièrement intéressant ce procédé plein de tact et de tolérance, c'est qu'il semblait être le résultat non pas de la nécessité imposée par les circonstances, mais simplement de la compréhension intelligente du point de vue de ces populations de la frontière.

18 août.

Ce matin encore, nous partîmes de bonne heure pour la région des montagnes. Notre route traversant le cœur des Vosges nous conduisit jusqu'au creux d'une colline près de la frontière de Lorraine. Au quartier général, on nous adjoignit un jeune officier de dragons qui nous annonça qu'il nous serait permis de visiter quelques-unes des tranchées de première ligne que nous avions aperçues du haut d'un poste d'observation, à notre précédente visite dans les Vosges. On se battait ferme de ce côté-là ; après une ou deux heures d'ascension, il fallut quitter l'automobile pour traverser la forêt à pied. Nous apercevions au-dessous de nous la grande route entièrement en vue des batteries allemandes. Lorsque nous arrivâmes à un point où cette route était masquée par une grande épaisseur d'arbres, nous pûmes la regagner. Un poste d'observation s'y trouvait : nous regardâmes par le créneau. A nos pieds s'étendait une vallée, avec un village situé au centre, entre deux collines, dont l'une était entaillée de tranchées françaises, l'autre de tranchées allemandes. Le village, à première vue, était semblable à tous ceux que nous venions de traverser ; mais on s'apercevait vite que son église était sans clocher et beaucoup de maisons sans toits. Ce village était occupé en partie par les Français, en partie par les Allemands : le cimetière, près de l'église, et une carrière toute voisine appartenaient aux Allemands ; mais une ligne de tranchées françaises allait de l'extrémité opposée de l'église rejoindre les batteries françaises de la colline à droite. Parallèle à cette ligne, mais partant de l'autre côté du village, un chemin creux conduisait à un arbre isolé. Ce sentier était la tranchée ennemie protégée par les canons allemands de la colline de gauche : entre les deux, la distance ne dépassait pas quarante mètres. Enfin, nous découvrions tout près de nous une pente traversée par un chemin champêtre, sur lequel on voyait une ligne de petits soldats français grimpant vers le village, chargés de sacs et de fagots et déployant une activité de fourmis sans que la présence des deux armées, qui étaient face à face à quelques mètres de là, troublât en rien leur travail.

C'était l'une de ces scènes de guerre étranges et contradictoires qui prouvent au spectateur combien il est difficile de

raconter toutes les péripéties de la lutte. Pendant que nous regardions ce tableau, nous fûmes assourdis par la voix de tonnerre d'une batterie juste au-dessus de nous : le sommet de la colline que nous gravissions était peuplé de 75.

En face, on commençait à voir les geysers de poussière noire et brune s'élever des tranchées allemandes ; de leurs batteries, partaient la flamme et le tonnerre des représailles. En bas, les petits soldats français continuaient à grimper paisiblement au village saccagé, et bientôt un groupe d'officiers d'état-major vint au-devant de nous, sortant tout à coup du bois.

En continuant à grimper à travers la forêt, au son de la canonnade échangée au-dessus de nos têtes, nous arrivâmes à la colonie de « trappeurs » la plus raffinée que nous eussions encore vue. A demi souterraines, avec des murs de bûches et des toits épais de mottes cimentées de mousse et de fougères, les cabanes, éparses sous les arbres, étaient reliées par des passages bordés de cailloux blancs. Devant la cabane du colonel, les soldats avaient planté un massif de fleurs grimpantes. Dans un repli de la colline, une chapelle construite en bûches, un simple toit au-dessus d'un autel de bois, tout tapissé de lierre et de houx. L'officier commandant, après nous avoir fait les honneurs du camp, nous mena à deux cents mètres plus bas à une ouverture qui marquait le commencement des tranchées : nous passâmes dans un long et tortueux boyau muré et couvert de bûches soigneusement ajustées : le sol était couvert de lattes de bois. Ce tunnel n'était éclairé que par quelques rayons de lumière filtrant par d'étroits intervalles masqués par des branches ; et à côté de chacune de ces meurtrières pendait une sorte de volet de métal en forme de bouclier qui pouvait au besoin se glisser devant l'ouverture.

Ce passage descendait tout le long de la colline, se doublant presque lui-même, afin qu'on pût avoir vue sur toutes les lignes environnantes. Soudain, le plafond devint plus haut et nous vîmes d'un côté une niche fermée par un rideau à près d'un mètre au-dessus du sol. Un officier tira ce rideau pour nous montrer assis sur une planche étroite, son fusil entre les genoux, un dragon, l'œil fixé à un créneau. Il ne bougea pas, et l'officier remit vivement le rideau en place, dans la crainte que ce faible rayon de lumière ne trahît la présence de la sentinelle. Nous dépassâmes plusieurs de ces gardiens casqués : parfois

au fond d'un réduit, nous apercevions une mitrailleuse cachée. Souvent, le plafond du tunnel était si bas que nous devions nous plier en deux ; quelquefois, nous franchissions une lourde porte de bois blindée de fer qui isolait une section d'une autre section. Il est difficile d'estimer ce qu'on peut faire de chemin en rampant sans lumières dans des terriers, à des niveaux différens et en faisant d'innombrables circuits ; mais je croirais volontiers que nous avions dû faire un kilomètre sous terre avant d'arriver à une ferme en ruines. Ce bâtiment, dont il ne restait que les murs extérieurs et une ou deux cloisons, avait été transformé en poste d'observation.

A chaque coin, une échelle menait à la hauteur de ce qui avait été le second étage ; là, assis sur une planche, un dragon était posté. En bas, dans les chambres dévastées, c'était la même vie que partout dans ces postes avancés : quelques soldats jouaient à la manille, assis autour d'une table de cuisine ; d'autres raccommodaient leurs vêtemens, faisaient leur correspondance ou riaient ensemble (pas trop haut) en lisant des journaux comiques. On aurait aussi bien pu se croire dans un abri des secondes lignes : les voix basses des soldats qui parlaient, la vivacité avec laquelle on m'empêcha de regarder à travers un trou dans le mur et la présence, en haut, des sentinelles casquées étaient tout ce qui pouvait nous révéler le proche voisinage de l'ennemi.

Nous recommençâmes notre excursion souterraine à travers un tunnel, qui devenait toujours plus sombre et plus étroit. Dans le boyau précédent, on se trouvait parfois à ciel ouvert, et l'on pouvait se redresser et respirer ; mais ici, on était dans l'obscurité la plus profonde, et on eût pu se casser le cou sans la lampe de poche que notre officier levait et baissait tour à tour, afin de nous éclairer quand se présentait une marche ou un brusque tournant.

Le dernier poste avancé était une ferme en ruines, comme l'autre. Elle était reliée au quartier général par le téléphone et gardée, elle aussi, par de silencieux dragons accroupis sur leur observatoire de planches. Cette maison était séparée du boyau par une porte blindée, et, en cas d'attaque, cette porte devait être fermée du dedans et défendue jusqu'à la mort par les hommes du poste extérieur. Nous étions à l'extrémité de la ligne de défense, dominant le village au-dessus duquel nous

avions entendu, quelques heures plus tôt, le tonnerre de l'artillerie. Ce point où nous étions était de tous côtés sous le feu des lignes allemandes, et nous n'étions qu'à quelques mètres de leurs tranchées.

Mais je ne pouvais en juger, et j'aurais pu me croire à cent lieues de la vallée où nous avions vu les soldats français sur le chemin ensoleillé, grimpant vers le village. Je me rendais seulement compte qu'après avoir erré dans un sombre labyrinthe, nous étions dans une maison détruite, au milieu d'arbres fruitiers, où des soldats flânaient en fumant, mais où tout le monde parlait bas comme dans une chambre mortuaire. Par une brèche dans le mur, je voyais une autre ferme détruite, tout près, dans un autre verger : c'était un avant-poste ennemi, où d'autres sentinelles, coiffées d'un casque d'une autre forme, veillaient, assises sur des planches, en haut du bâtiment. Mais tout cela me paraissait bien moins réel et moins terrible que la canonnade au-dessus du village que les deux armées se disputaient. Le tir de l'artillerie avait cessé, et l'air était rempli de tous les murmures de l'été. Tout près, dans un coin abrité, je voyais une vigne où pendaient des toiles d'araignées scintillantes de rosée. Je ne comprenais plus où nous étions, ce qui se passait et pourquoi un obus de l'avant-poste allemand ne nous mettait pas en miettes. Mais, petit à petit, je fus pénétrée du sens de cette observation réciproque de tranchée à tranchée : échange de regards entre d'innombrables paires d'yeux, toujours en éveil, sur une longueur de tant de lieues, de Dunkerque à Belfort.

Ma dernière vision de ce front français, que j'avais parcouru d'un bout à l'autre, fut le tableau de cette maison bombardée et de ces hommes assis tranquillement au soleil, fumant leur pipe et jouant aux cartes, qui avaient l'ordre de tenir bon et de se faire tuer jusqu'au dernier, plutôt que de laisser percer cette portion du front qu'ils avaient l'honneur de garder.

EDITH WHARTON.

LE
TROISIÈME CENTENAIRE DE SHAKSPEARE
ET LA
QUESTION SHAKSPEARIENNE

La guerre est venue troubler les projets de fêtes pacifiques et internationales par lesquelles le monde allait s'associer à l'Angleterre pour commémorer le troisième centenaire de la mort de Shakspeare. Mais elle n'empêchera pas la race anglaise de célébrer son héraut, le poète qui, depuis trois siècles, lui représente à elle-même la plus ample et la plus complète expression de son génie, la source toujours vive de son imagination, le miroir de sa pensée et de ses rêves. Ce n'est pas quand un grand peuple prend plus nettement conscience de sa vie nationale, que la gloire de son poète national lui deviendra moins chère, et nos Alliés seront justement fiers de faire monter, au milieu même du tumulte des armes, le chant toujours immortel de la musique shakspearienne.

Musique merveilleuse d'un instrument presque invisible. Elle semble s'élever du cœur même de la race et de la nation. Ce William Shakspeare, de Stratford-sur-Avon, qui est-il donc? Un villageois obscur, devenu comédien, — presque un inconnu. Vers le milieu du dernier siècle, quelqu'un s'avisa qu'il pourrait bien n'être qu'un prête-nom. Cherchez l'auteur. C'est toute la question shakspearienne. Ardemment débattue en Angleterre et surtout en Amérique [1], elle ne ressemble en

[1] Elle est peu connue en France, où il n'en a guère été reparlé depuis que M. Henry Cochin, dans le numéro du 1er novembre 1888, l'indiqua incidemment

rien à la question homérique dont on l'a bien artificiellement rapprochée. L'œuvre elle-même n'est point en cause, et il ne s'agit pas de savoir quand ni comment elle a été composée, mais par qui. Il n'y a doute que sur la personne, comme dans un roman policier. Ceux qui l'écrivent sont obligés de reprendre à leur point de vue la vie de Shakspeare et l'examen de son œuvre. En dehors de son attrait romanesque, leur tentative offre à ce titre, pour la biographie et la critique, un double intérêt.

I

C'est une singulière aventure, et d'où sont sorties plus tard toutes les difficultés, que celle de la biographie de Shakspeare. Il faut attendre près d'un siècle après sa mort pour en voir paraître une première esquisse, celle de Nicolas Rowe, en 1709, reproduite à peu près telle quelle jusqu'aux premiers travaux de Malone en 1778. Elle était elle-même fort mince, fondée sur des traditions peu sûres, et dépourvue de toute critique. Mais l'époque était peu curieuse du détail biographique : l'œuvre lui suffisait, et elle ne se souciait pas de l'homme. Bientôt, lorsque d'autres exigences s'éveillent et que l'œuvre elle-même, devenant l'objet d'un culte, attire l'attention sur l'auteur, on ne trouve rien de mieux, pour dissimuler cette pénurie de témoignages, que d'en fabriquer. Alors commence, avec George Steevens, en 1763, la série des faux. Elle continue avec ceux de John Jordan et de William Henry Ireland. Ce dernier, qui en compose, avec l'aide de son père, le graveur Samuel Ireland, tout un volume, y joint même une tragédie de *Vortigern* que Sheridan et Kemble jouèrent le 2 avril 1776 au théâtre de Drury Lane, comme étant de Shakspeare; et il met la signature du poète, ainsi que des notes marginales qu'il lui attribue, sur de nombreux volumes du XVIe siècle.

Mais les fraudes de Steevens, de Jordan et d'Ireland ne sont que des naïvetés en comparaison de celles qu'exécutèrent en grand John Payne Collier et ses complices, de 1835 à 1849. Ce n'est pas ici le lieu de les exposer. Contentons-nous de rappeler que dès 1860 les discussions commencèrent sur l'authenticité des découvertes de Collier et que, grâce aux travaux des

aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes*, en leur retraçant les principaux traits de la vie de Shakspeare, tels qu'ils ressortaient des recherches les plus récentes.

Hamilton, des Ingleby, des Warner, des Wheatley, le départ est fait aujourd'hui, dans les livres de cet étrange savant, entre l'érudition, qui est réelle, et la supercherie.

Tout compte fait, les shakspeariens les plus érudits ne savaient encore que fort peu de chose, au milieu du XIXe siècle, sur la vie et la personne de William Shakspeare. Et cette indigence même suffisait à faire naître des soupçons. Comment l'auteur de pièces si célèbres a-t-il éveillé chez ses contemporains si peu de curiosité? Ils nous en parlent à peine, comme s'il était resté pour eux un inconnu ou un indifférent.

Chaque jour, à mesure que grandissaient les exigences d'une époque de recherches historiques, on supportait plus impatiemment l'ignorance à l'égard d'un génie dont le romantisme avait célébré et idéalisé la puissance. Il perce déjà quelque étonnement, en 1839, chez l'historien Henry Hallam, dans son *Introduction à la littérature de l'Europe aux XVe, XVIe et XVIIe siècles*. Coleridge va jusqu'à mettre en doute la biographie traditionnelle de Shakspeare : « Questionnez votre propre cœur, questionnez votre sens commun pour concevoir s'il est possible que l'auteur des pièces soit l'anormal, l'inculte, l'irrégulier génie de notre critique du jour. Quoi! en sommes-nous à accueillir des miracles pour nous distraire? Dieu choisit-il des idiots pour transmettre les vérités divines à l'homme (1)? » Mais c'est après les faux de Collier que les doutes s'accusent; et ils prennent alors une direction nouvelle. Ce n'est plus la biographie de Shakspeare que l'on essaiera de modifier pour qu'elle s'accorde avec son œuvre : c'est l'œuvre même qu'on est tenté de retirer à Shakspeare, puisqu'elle s'accorde si mal avec sa vie.

Cette opposition de la vie et de l'œuvre est l'origine même de la question shakspearienne. « Il est grand temps que les personnes raisonnables veuillent bien réexaminer les raisons pour lesquelles elles ont cru qu'un boucher illettré d'un village du centre, dépourvu de livres, qui s'enfuit à Londres... devenu domestique de théâtre, puis acteur, a écrit, et sans préparation, *Hamlet* et une trentaine des plus fameuses pièces du monde (2). » D'une part, nous aurons donc, sous son véritable nom de

(1) *Conférence sur Shakspeare*, d'après des notes, publiées en 1875 par J. P. Collier. On a suspecté leur complète authenticité.

(2) William H. Edwards : *Shakspere is not Shakspeare*. Cincinnati, 1900.

Shaksper ou Shaxper, le « stratfordien » obscur, et d'autre part, sous son pseudonyme de Shakspeare, le poète mystérieux.

Ils ne se ressemblent guère, nous dit-on. Le peu de renseignemens que nous avons sur « l'homme de Stratford » ne nous permet même pas d'assurer qu'il savait écrire, et on a soutenu que ses prétendues signatures, — seuls autographes du poète, — étaient de simples mentions de nom au bas d'actes légaux. Qu'aurait-il appris en tout cas dans une école primaire de village d'où il sortit, d'après les témoignages les plus favorables, vers l'âge de treize ans? Une vieille tradition de Stratford nous le montre garçon boucher. Son mariage, à dix-huit ans et demi, avec une paysanne de huit ans plus âgée que lui, et qu'il avait séduite, correspond bien à l'idée qu'on peut se faire de ce gaillard mal dégrossi. Il traîne alors deux ou trois ans dans sa bourgade natale, puis disparaît. Nous le retrouvons à Londres six ou sept années plus tard. Qu'a-t-il fait durant cet intervalle? Son apprentissage d'acteur et d'auteur? Gardons-nous bien d'admettre une hypothèse aussi simple qui tendrait précisément à diminuer ce précieux désaccord entre l'œuvre et la vie, dont la question shakspearienne a besoin. Ceux qui l'ont soulevée et qui, tout à l'heure, vont se piquer de la résoudre, inclinent à croire que, pendant les cinq ou six années où l'on perd sa trace, le nommé Shaxper dut vivre en vagabond, s'enrôler peut-être comme soldat, voire faire partie d'une bande de voleurs. Quelques-uns vont jusqu'à le reconnaître dans le personnage de Fly (prologue de *La Mégère apprivoisée*) et dans celui de Falstaff.

Donc, vers 1592, Shakspeare échoue à Londres et y vit misérablement jusqu'au jour où le rôle de prête-nom lui apporte l'aisance. Il reparaît alors dans sa ville natale, sollicite des armoiries, qu'il obtient après trois ans de démarches, en 1599, grâce à la condescendance dédaigneuse de ses patrons, et finit par se fixer à Stratford, en 1611. On sait aussi qu'il logea dans sa maison de New Place le greffier municipal, Thomas Greene, dont il avait besoin, en sa qualité d'illettré, pour l'assister dans ses affaires, ventes de blé, de malt, de laine et prêts d'usurier, dans ses procès aussi, où se révèlent une prudence rusée et une impitoyable avarice. Il vécut ainsi ses dernières années en bourgeois gentilhomme de petite ville, vaniteux, égoïste et ignorant, grossier par-dessus tout et se délectant à la taverne,

dicta son testament et mourut le 23 avril 1616, probablement des suites de libations trop copieuses.

A la vulgarité de cette vie, on oppose alors les splendeurs, les élégances, tous les raffinemens et toutes les richesses du théâtre shakspearien. L'auteur ne pouvait être qu'un haut personnage, homme de cour, homme de guerre, familier avec les affaires publiques comme avec le langage des lois, versé dans les langues anciennes et modernes, grand chasseur, grand liseur, grand voyageur aussi, et avec cela rêveur, généreux, désabusé, d'esprit raffiné, subtil, enclin à l'euphuisme et ne dédaignant pas les jeux de mots, passionné de musique et qui, d'ailleurs, s'est représenté à travers ses comédies, dans une suite de personnages correspondant aux phases successives de sa personnalité et de son humeur. De même donc que, pour connaître Shakspeare de Stratford, il faut regarder Christophe Fly et Falstaff, nous devinerons la merveilleuse et complexe figure du poète en considérant tour à tour Biron, Valentin, Lucentio, Bassanio, Benedict, Jacques et Prospero.

II

Bacon seul, nous disent cinq ou six cents livres et brochures publiés depuis 1848, a pu être cet homme-là. Il réalise toutes les conditions requises pour expliquer l'œuvre de Shakspeare. Il est aristocrate et homme de cour, comme devait l'être le poète des comédies, des tragédies et des « histoires. » Il possédait de vastes connaissances, savait le grec, le latin, l'italien, le français. Il avait voyagé. Son éloquence était fameuse, et Ben Jonson lui a rendu ce magnifique témoignage : « La crainte de tout homme qui l'entendait était qu'il ne finît. » Enfin, le vocabulaire de Bacon est, comme celui de Shakspeare, d'une étendue exceptionnelle. L'auteur de l'*Instauratio magna* avait fait des études de philologie comparée, afin d'enrichir sa langue, et Samuel Johnson, le lexicographe, a pu dire que ses œuvres fourniraient à elles seules tous les matériaux pour un dictionnaire de la langue anglaise. Max Muller, dans sa *Science du langage*, estime qu'un cultivateur emploie environ 500 mots, un Anglais qui a fait des études universitaires 3 à 4 000 ; il en compte 5000 chez Thackeray, 5 642 dans la Bible, 7 000 chez Milton, tandis qu'on en trouve 15 000 dans Shakspeare.

A mesure qu'on poursuit le rapprochement, il se précise. Les Baconiens découvrent que l'auteur des pièces avait l'esprit comme saturé des termes de loi les plus techniques, au point d'user librement et spontanément d'expressions et de métaphores tirées du domaine de la jurisprudence. Mrs Henry Pott a édité pour la première fois, en 1883, un manuscrit de Bacon, conservé au British Museum, et qui est un recueil de phrases, maximes et expressions latines, françaises, anglaises, avec une suite de proverbes français et, à de lointains intervalles, quelques mots de grec. Ce cahier, intitulé : *Promus of Fourmes and Elegancyes*, contient nombre de mots et de phrases communs aux œuvres de Bacon et de Shakspeare, et il a permis de pousser jusqu'aux extrêmes limites l'argument du parallélisme des styles.

On allègue aussi le parallélisme des idées. L'auteur de *Henry IV*, de *Hamlet*, de *Coriolan*, par exemple, ne semble point estimer que le peuple soit apte à s'occuper des affaires. Or, Bacon se fit, en politique, le défenseur des prérogatives royales contre les revendications populaires. Il les soutient même, au besoin, contre les nobles ; et, de ce nouveau point de vue, on a remarqué que Bacon et Shakspeare, s'occupant tous deux du roi Jean, ne font aucune allusion à la grande Charte de 1215, imposée au souverain par les barons anglais après la bataille de Bouvines.

Voici mieux : des concordances de faits. *Peines d'amour perdues* révèlent une parfaite connaissance de la cour du roi de France Henri IV. Or, Bacon voyagea en France, où son frère, Anthony Bacon, séjourna comme diplomate de 1579 à 1592. Lui-même visita notamment Orléans, Blois, Tours, et passa trois mois à Poitiers. Maints détails des trois *Henry VI* témoignent d'une familiarité particulière avec l'Orléanais, la Touraine et le Poitou.

François Bacon pouvait être lié avec le comte de Southampton, à qui sont dédiés les deux poèmes de *Vénus et Adonis* et du *Rapt de Lucrèce*. Ils avaient fréquenté Gray Inn ensemble et s'étaient rencontrés à la cour d'Élisabeth. Le ton des dédicaces, inexplicable chez le Stratfordien, devient tout naturel. Dans une scène du premier *Henry VI* (acte II, sc. IV), le dialogue entre Plantagenet et Suffolk fait allusion aux coutumes très particulières de l'Inner Temple, inconnues du public. Mais

l'Inner Temple et Gray Inn, institutions fraternelles, se réunissaient dans certaines circonstances, notamment pour les réjouissances de Noël, et il y avait entre elles une sorte de franc-maçonnerie. Or, Bacon était membre de Gray Inn, où il garda son logis durant la plus grande partie de sa vie.

La publication du fameux in-folio de 1623, première édition complète des œuvres, vient prendre tout naturellement place à sa date dans la vie de François Bacon. Celui-ci était d'avis qu'un écrivain doit autant que possible différer la publication de ses œuvres, afin de les améliorer sans cesse. Disgracié en 1621, il passa ses dernières années à mettre les siennes en ordre et publia en 1623 *The New Atlantis* et le *Novum Organum*. De même, il aurait fait publier en 1623 les trente-six drames, revus avec soin ou encore inédits.

Enfin, il est tels indices révélateurs qui paraissent confirmer ces deux ordres d'argumens. On a découvert, par exemple, à Northampton House, en 1867, des manuscrits de Bacon renfermant les titres des deux pièces *Richard II* et *Richard III*, le nom de William Shakspeare, quelques vers du poème *le Rapt de Lucrèce*, et le mot de basse latinité rapporté par Ducange et cité par Costard dans *Peines d'amour perdues : Honorificabilitudo*. N'est-ce pas là comme un regard qu'il nous a été donné de jeter dans le cabinet de travail de Bacon et qui nous permet de surprendre son secret ? Ce seul mot *Honorificabilitudo* est devenu le point de départ de tout un système, qui a donné à la théorie baconienne, en Amérique surtout, et depuis une trentaine d'années, une nouvelle forme. Partant de ce principe que Bacon avait dû prendre, en cachant son œuvre, les précautions nécessaires pour que la vérité fût connue un jour, certains adeptes ont supposé l'existence d'un « chiffre » propre à dévoiler le mystère. Et ils n'ont pas eu de peine, — car en ces matières on découvre tout ce qu'on veut, — à le découvrir. C'est M. Ignatius Donnelly, de Hastings (Minnesota), qui a, le premier, exposé l'hypothèse dans toute son ampleur, au cours de deux gros volumes : *Le grand Cryptogramme : le chiffre de François Bacon dans les soi-disant pièces de Shakspeare* (Chicago et Londres, 1887). L'auteur prétend appliquer au texte du premier in-folio un chiffre qui lui permet de choisir, à des intervalles déterminés, des lettres formant des mots et des phrases destinées à établir que Bacon a écrit non seulement les pièces

de Shakspeare, mais beaucoup d'autres œuvres contemporaines. Sir Edwin Durning Lawrence, en Angleterre, s'est mis au service de cette opinion et l'a soutenue dans son livre *Bacon est Shakspeare*, dont il se flattait d'avoir mis en circulation 300 000 exemplaires à un penny, en 1912. Nous aurons un échantillon de la méthode par cet exemple, un des plus typiques entre tous. Il est emprunté au chapitre X, qui reproduit le titre de l'ouvrage : *Bacon est Shakspeare*, avec ce sous-titre : « Prouvé mécaniquement en un court chapitre sur le long mot *Honorificabilitudinitatibus.* » Ce mot, qui n'a pas été créé par Shakspeare, se trouve à la page 136 dans l'édition originale de *Peines d'amour perdues*, le fameux in-quarto de 1598, où paraît pour la première fois, sous le titre d'une pièce imprimée, le nom de Shakspeare.

Cette même année, paraissait chez le même éditeur, sous le nom de Francis Meres, un petit livre : *Palladis tamia, Wits treasury*, où nous voyons assigner à Shakspeare les onze autres pièces, données antérieurement sans nom d'auteur. Si maintenant nous nous reportons à l'in-folio de 1623, nous y voyons les *Peines d'amour perdues* placées de telle sorte que la page 136 commence par la même ligne que la page 136 de l'in-quarto de 1598. Le vocable latin se trouve sur la 27e ligne, et il est composé de vingt-sept lettres qui forment l'hexamètre latin :

Hi ludi, F. Baconis nati, tuiti orbi.

« Ces pièces, filles de F. Bacon, sont conservées au monde... » Par des calculs de toute sorte, où les lettres représentent la valeur numérique de leur rang, sir Edward Durning Lawrence établit maintes concordances, parmi lesquelles celles-ci, que les initiales et les finales de chaque mot donnent le nombre 136, — numéro de la page, — et les lettres intermédiaires le nombre 151, — place du mot... C'est beaucoup plus compliqué, mais ce n'est ni plus difficile ni plus probant que les révélations sur l'œuvre ou la durée d'un ministère d'après les noms des ministres disposés en un certain ordre, ou la prophétie cachée dans l'anagramme de Versailles : *ville seras.*

La théorie cryptographique ne saurait donc renforcer beaucoup l'hypothèse des Baconiens, et il reste à juger celle-ci sur l'ensemble des preuves dont nous n'avons fait qu'indiquer, à l'aide de quelques exemples choisis, la progression.

Est-il besoin de remarquer d'abord, sur la question des faits, qu'aucun d'eux n'est décisif et qu'ils se prêtent trop aisément à d'autres interprétations? Par exemple, à côté des citations shakspeariennes et autres mentions trouvées dans les papiers de Bacon, figure le titre d'une pièce satirique (aujourd'hui perdue) de Thomas Nashe, *l'Ile des Chiens*, jouée en 1597, et qui valut à son auteur de la prison. Si l'on songe que *Richard II* est de 1598 et fut repris, à la demande des conjurés, au moment de la conspiration d'Essex, la veille même du soulèvement, il sera légitime de supposer que la découverte de Northampton House est celle d'un dossier relatif à des pièces incriminées et que dut réunir Bacon, en sa qualité de conseiller de la reine, chargé de soutenir l'accusation. Quant à la publication de l'in-folio, il est assez naturel qu'un dramaturge du temps d'Élisabeth ne se soit pas occupé de donner une édition complète de ses œuvres et qu'il ait fallu, après sa mort, quelques années à ses amis pour mener la tâche à bonne fin.

Nous objecterons de même aux prétendues concordances entre l'œuvre shakspearienne et telle ou telle particularité de la vie de Bacon que, d'une part, il est trop facile de fausser ou de forcer l'interprétation des passages en cause, et que, d'autre part, s'ils signifient bien ce qu'on leur fait dire et si donc ils impliquent bien les conditions qu'on leur attribue, rien n'est plus arbitraire que de déclarer ces conditions irréalisables en dehors de la personnalité de Bacon. Y a-t-il vraiment une allusion à l'Inner Temple dans la scène IV du IIIe acte du premier *Henry VI?* Le point est déjà discutable; mais ce qui est plus discutable encore, dans le cas de l'affirmative, c'est la nécessité de recourir à Bacon et l'impossibilité d'admettre pour l'auteur aucun autre moyen de connaître l'Inner Temple.

Il va de soi que si l'intérêt des argumens baconiens augmente, à mesure qu'ils deviennent plus généraux, leur valeur au contraire diminue, comme si leur cercle se desserrait autour de la figure qu'ils veulent étreindre. Ils finissent par ne plus invoquer que des ressemblances, non seulement possibles, mais plutôt presque inévitables entre grands contemporains : communauté d'idées, de sentimens et de langage. Encore, sur ce dernier point, s'il est naturel que deux écrivains d'une même époque, et la plus exubérante de la littérature anglaise, aient en commun la richesse du vocabulaire, faut-il remarquer que Bacon a laissé

des vers, une traduction de quelques psaumes, sur quoi il nous paraît plutôt incapable d'avoir jamais écrit un vers de Shakspeare. Et il n'y a pas plus de ressemblance entre le « masque » composé par Bacon et le théâtre skakspearien.

On s'étonnerait donc du choix de Bacon, si ce personnage n'avait été désigné par un certain mystère. Ses embarras d'argent, son ascension rapide aux sommets de l'État, sa décadence et ses revers, sa condamnation, sa grâce, et à travers tout cela le gigantesque projet de l'*Instauratio magna :* cette vie étrange, et qui reste assez mal connue, du plus grand des contemporains de Shakspeare, devait nécessairement attirer les regards. On fut alors amené à scruter les écrits de Bacon. On découvrit dans sa correspondance d'énigmatiques allusions au secret de « récréations » ainsi qu'à des poèmes cachés. Insensiblement, on alla plus loin. Il fallait trouver une raison à son rôle secret : on en fit donc l'initiateur mystérieux d'une immense renaissance; on lui prêta un vaste plan de réforme qui embrassait la langue, la littérature, la philosophie et en fin de compte tout le domaine de l'esprit anglais. Cette hypothèse est loin d'être négligeable; elle mérite l'examen le plus sérieux et contient peut-être une grande part de vérité (1). Mais elle ne fait qu'accuser d'avantage l'invraisemblance de la théorie baconienne. Car l'objection capitale qu'il convient de faire à celle-ci, c'est précisément la difficulté d'attribuer à un même génie deux œuvres dont chacune dépasse par son importance les limites d'un seul esprit. Bacon est mort à 65 ans d'un refroidissement contracté au cours d'une expérience de physique en plein air. Ce n'est pas trop pour les observations accumulées dans ses écrits et les longues méditations qu'ils supposent, du labeur de toute une vie, et il faut pourtant le concilier avec les charges d'une carrière publique et l'exercice des plus hautes fonctions. Mais il y a plus : cette carrière est celle d'un juriste, et il ne paraît pas possible qu'une étude aussi positive, aggravée d'une pratique aussi continue, puisse coïncider avec un tel épanouissement de poésie. Il est sans exemple que, même à un bien moindre degré, une coïncidence de ce genre se soit jamais produite; et de très bons critiques, comme MM. Garnett et Gosse, dans leur grande histoire illustrée de la

(1) Elle est indiquée notamment dans le volume de M. William T. Smedley : *The Mystery of Francis Bacon*. Londres, Robert Banks and Son, 1912.

littérature anglaise, estiment suffisante cette objection à la thèse des Baconiens.

Celle-ci a du moins contribué à préciser les rapports entre l'œuvre shakspearienne et l'esprit de l'époque. Pour établir que les pièces sont de François Bacon, lord Verulam, vicomte de Saint-Albans, chancelier d'Angleterre, on y a plus minutieusement cherché et relevé tout ce qui pouvait déceler la main du savant, du philosophe, du jurisconsulte et de l'homme d'État, de celui qui fut vraiment une lumière de son temps et une des meilleures têtes de tous les temps, témoin clairvoyant et agent zélé de cette Renaissance anglaise que résume et achève le nom de Shakspeare. Ce nom ne saurait avoir appartenu à un homme médiocre, à un bourgeois vulgaire de petite ville, à un comédien obscur. A côté des Baconiens, il s'est formé une opinion intermédiaire, qui se rallie à la partie négative de leur système, sans en accepter les conditions positives. Recrutée surtout parmi des légistes, dont l'attitude reste ici celle du scepticisme, — « the legal sceptics, » — elle est représentée surtout par le juge Webb *(Le Mystère de William Shakspeare)*, lord Penzance *(La Controverse Bacon-Shakspeare)*, Mr. G. G. Greenwood *(La Question Shakspeare posée à nouveau)*. Les critiques, mis en défiance par les absurdités évidentes de l'hérésie baconienne, admettent seulement que William Shakspeare, de Stratford-sur-Avon, tel que nous le connaissons, ne peut pas être l'auteur de l'œuvre merveilleuse qu'on lui attribue. Et ils n'affirment rien de plus. C'est ouvrir la voie à des hypothèses nouvelles.

III

Il vient de s'en présenter une, dont M. Célestin Demblon (1) est le champion. Il l'a exposée dans deux volumes touffus, confus,

(1) M. Demblon signale, sans préciser autrement, l'opuscule d'un Allemand, M. Peter Alvor, qui aurait traité avant lui, et le premier, la thèse Rutland-Shakspeare. Il n'en indique même pas le titre et n'en dit rien, sinon que M. Alvor partage l'œuvre shakspearienne entre Rutland et Southampton. Sir Sidney Lee, dans une note (p. 641) de l'ouvrage que nous citons plus loin, mentionne un autre livre, sensiblement antérieur aussi aux travaux de M. Demblon : *Der wahre Shakspeare* (Munich, 1907), par Karl Bleibtreu. Nous n'avons pu, dans les circonstances présentes, nous procurer ni l'un ni l'autre de ces ouvrages.

désordonnés, publiés en 1912 et 1914. Le premier porte ce titre sensationnel : *Lord Rutland est Shakspeare; le plus grand des Mystères dévoilé; Shaxper de Stratford hors cause.* Il est complété par un autre : *L'auteur d'« Hamlet » et son monde.* C'est un total d'un millier de pages, où il y a bien des redites, bien des digressions et des développemens oiseux. Tout ce fatras sent la hâte et l'improvisation. Aussi a-t-il échappé à l'auteur des inadvertances de détail et quelques incroyables erreurs. Mais elles n'importent pas à l'ensemble, et ce sont les grandes lignes qu'il s'agit de dégager.

Elles esquissent une concordance générale, fort curieuse, en effet, entre l'œuvre shakspearienne et la vie de Roger Manners, cinquième comte de Rutland, né le 6 octobre 1576 au château de Belvoir, mort à Cambridge le 26 juin 1612, âgé de trente-cinq ans et huit mois.

Concordance des faits d'abord. Rutland est plus jeune que Shakspeare de près de douze années, et cet écart arrangerait bien des difficultés relatives à la chronologie des premières œuvres. On sait que nous ne trouvons aucune trace de la production dramatique de Shakspeare avant 1592 et que le petit poème de *Vénus et Adonis* paraît en 1593. William Shakspeare a déjà vingt-huit et vingt-neuf ans. C'est bien tard, dit-on, pour débuter avec des compositions qui offrent tous les caractères de l'adolescence. L'auteur les aurait-il écrites plus tôt et gardées en portefeuille? L'hypothèse se heurte à des objections très sérieuses, et la critique aime mieux admettre un début tardif que peut expliquer d'ailleurs la nécessité où fut l'auteur de compléter son éducation et de se former par un assez long apprentissage. Mais comme tout est plus simple avec Rutland! S'il commence par des œuvres d'adolescence, c'est qu'il était alors un adolescent : il a seize ans en 1592. N'est-ce pas même un peu jeune? Non, car la première version de la première partie de *Henry VI* est vraiment une tragédie de collège, le découpage dialogué d'une chronique; et un lettré de Cambridge peut écrire dans sa dix-septième année *Vénus et Adonis*, dans sa dix-huitième *le Rapt de Lucrèce*, dans sa dix-neuvième enfin *Peines d'amour perdues.*

Et avec cette première comédie, M. Demblon a bien plus beau jeu. Elle se passe à Paris, à la cour de Henri IV, et correspond par sa date au passage dans notre capitale du jeune

Rutland, se rendant à Padoue. Puis viennent *les Deux gentilshommes de Vérone*. La scène de la *Comédie des Méprises* est à Paris et à Padoue. Détail plus significatif encore : dans la première version de *la Mégère apprivoisée*, elle se trouvait à Athènes; une revision la transporte à Padoue. Et la scène des pièces suivantes est dans les seules villes qu'ait habitées Rutland, au Nord-Est de l'Italie, en Vénétie.

En 1538, Rutland revient en Angleterre; il est nommé intendant de la forêt de Sherwood, et *le Songe d'une Nuit d'été* évoque aussitôt ses personnages de féerie dans le décor enchanté des bois. Quant à *Richard II* et *Jules César*, remplis d'allusions tout ensemble admiratives et blessantes à l'adresse de la reine Élisabeth, ils contribuent à préparer la conjuration d'Essex (1601) dans laquelle se trouve entraîné Rutland. Le premier *Hamlet* (1602) correspond à sa captivité au château d'Uffington. Le second *Hamlet* (1604), partiellement refondu, est tout enveloppé d'une atmosphère danoise qu'on ne respire pas dans le premier; et cette différence s'explique quand on sait que Rutland fut chargé par son souverain d'une ambassade extraordinaire au Danemark en 1603 et reçu au château d'Elseneur.

Dès l'avènement de Jacques Ier, on le voit, Rutland, — comme les autres conjurés, — avait retrouvé la faveur royale. *Macbeth*, en 1606, apparaît alors comme le plus délicat et le plus habile hommage au descendant de Banquo qui ajoute à la couronne d'Écosse celles d'Angleterre et d'Irlande. Dans *Cymbeline* et le *Conte d'hiver* reparaît l'amour des forêts après la nomination de Rutland au poste d'intendant de Birckwood Park, de Grantham et de Mansfield. Certains traits de *la Tempête* rappellent le bref séjour de Rutland aux Açores. Cette pièce, qui est le testament du poète, correspond à la retraite de son prête-nom. William Shakspeare n'a plus rien à faire au théâtre et il ne survit plus que comme un bourgeois de Stratford à l'auteur des pièces, mort aussitôt après son chant du cygne, au mois de juin 1612.

Quand M. Demblon examine ensuite le détail de l'œuvre, il découvre que le monde des comédies est celui de Rutland, qu'il n'est pas et ne peut pas être celui de Shakspeare. C'est d'abord Rutland lui-même qui s'est peint, — nous y avons fait allusion déjà, — sous les traits de Biron et de Valentin, de Bassanio et de Benedict, de Jacques et de Prospero. Sa jeune femme, Élisabeth

Sidney, fille de l'illustre et charmant sir Philippe Sidney que la Reine appelait le « joyau du règne, » c'est Rosaline de *Peines d'amour* et Bianca de *la Mégère apprivoisée;* c'est Portia du *Marchand de Venise*, Viola de *la Douzième Nuit* et surtout Béatrice de *Beaucoup de bruit pour rien*. Enfin, Hélène et Bertrand s'épousent dans *Tout est bien*, comme s'épousaient dans la réalité et à ce moment même, en 1599, Roger Manners, comte de Rutland, et Élisabeth Sidney. Le Protée des *Deux gentilshommes*, c'est Southampton, dont Rutland critique avec une amicale franchise les aventures de cœur et les infidélités; Julie, c'est Élisabeth Vernon, et nous les retrouvons ensuite dans *le Songe d'une Nuit d'été*, où Démétrius cherche à laisser Hélène pour se rapprocher d'Hermione, comme Southampton, à cette époque même, s'éloignait d'Élisabeth Vernon et recherchait la main d'une des sœurs de Rutland, Brigitte Manners; et Hermia repousse Démétrius comme la sage comtesse Brigitte repousse le grand ami de son frère, infiniment séduisant, mais trop volage. Ne les reconnaissons-nous pas une fois de plus dans ce Claudio, à la fois loyal et soupçonneux, de *Beaucoup de bruit*, dans cette Hero injustement accusée? Et n'est-ce pas lui une fois encore, cet autre Claudio de *Mesure pour mesure*, jeune gentilhomme emprisonné, comme l'avait été Southampton, parce que Juliette, c'est-à-dire Élisabeth Vernon, a mis avant le mariage un enfant au monde?

M. Demblon remplit deux chapitres de son second livre, — plus de cent pages, — à relever des analogies de ce genre. La rivalité des Capulets et des Montaigus, par exemple, lui paraît un écho de celle des Cecils et du clan d'Essex, et il rappelle à ce propos que Southampton, affilié à ce dernier groupe, avait failli épouser la fille de William Cecil, lord Burghley. Il remarque même que la mère de Southampton s'appelait Monteagle. L'un après l'autre, presque tous les personnages des comédies sont ainsi identifiés et attestent que ce monde, avec ses grâces, ses intrigues et ses passions, est bien le monde du comte de Rutland.

Pareillement, les tragédies et les « histoires » évoquent les préoccupations politiques, le milieu historique et les opinions personnelles de ce noble gentilhomme. Bornons-nous à marquer ici quelques-uns des traits principaux. Les trois *Henry IV*, *Richard III* (qui constitue une quatrième partie), Richard II et

le premier *Henry IV* « forment un panorama de plus en plus remarquable des revers, puis du triomphe de la Maison de Lancastre, à qui vont les sympathies du poète. » Le personnage de Jules César est une transposition masculine de la reine Élisabeth vieillie et superstitieuse, et la tragédie à laquelle il donne son nom une peinture des préparatifs de la conjuration d'Essex. *Macbeth*, comme nous l'avons dit, est un compliment à Jacques Ier, *Coriolan* une œuvre d'inspiration aristocratique où se prolonge l'écho des déceptions qui accablèrent les amis d'Essex quand Londres, naguère encore si enthousiaste au départ du jeune général, refusa d'entendre leur appel. La pièce est toute pleine d'allusions à l'inconstance des foules, et l'on y sent enfin que l'entourage du héros voulut le retenir sur la pente fatale. *Antoine et Cléopâtre*, c'est encore, sous les noms fournis par Plutarque, ce que l'auteur a vu à la Cour d'Angleterre : Antoine laisse assez clairement reconnaître le personnage d'Essex, et Cléopâtre, plus âgée que lui, Cléopâtre « le vieux serpent du Nil, » c'est Élisabeth ; Octave, ami d'abord, — parent même, — puis ennemi d'Antoine, peu courageux, froid, persévérant, dissimulé, manœuvrant en secret pour ruiner la fortune du jeune général victorieux, M. Demblon lui trouve une ressemblance étroite, qu'il ne précise pas, avec Robert Cecil, fils du tout-puissant lord Burghley, ministre de la Reine.

Ce serait un travail infini et stérile que de vouloir procéder dans le détail à un examen critique de ces assimilations. Elles sont nécessairement fort arbitraires ; quelques-unes peuvent présenter de la vraisemblance, nous en trouverions d'inacceptables, et le cas de la plupart resterait douteux. Mais qu'importe? Si elles révèlent, chez Shakspeare, une merveilleuse intuition de son temps, qui est le temps de Rutland, il ne s'ensuit en rien que Shakspeare doive être Rutland lui-même ; et nous en venons maintenant au fait sur lequel se fonde M. Demblon pour affirmer cette identité.

Car il invoque un fait, d'où est sortie sa « découverte » et qui a été, comme il dit, « le trait de lumière attendu depuis si longtemps. » Il ajoute même, comme pour nous mieux faire entendre la grandeur de l'événement : « c'est le *fiat lux* de la Genèse ! » Voici : dans les archives du château de Belvoir, récemment publiées par une Commission des manuscrits historiques (que M. Demblon appelle la Commission historique des

Monumens), figure, parmi des comptes de l'année 1613, la mention suivante : « *Item* du 31 mars à Mr. Shakspeare en or pour la devise de Monseigneur 44 shillings; à Richard Burbage pour peinture et exécution d'icelle, en or, 44 shillings; [total] 4 livres, 8 shillings. » Rien de plus simple. Au début de 1613, c'est-à-dire l'année qui suivit la mort de Roger Manners, comte de Rutland, son frère Francis demanda à Shakspeare et à son ami le grand acteur Burbage, renommé pour son talent de dessinateur et de peintre, de lui composer, selon la mode du temps, une de ces devises ornées d'emblèmes dont l'usage et le nom, — *impreso*, — s'étaient répandus d'Italie en France et en Angleterre. Cette démarche prouve seulement que Shakspeare n'était pas, comme le veut M. Demblon et comme il le faut pour sa thèse, un rustre ignoré, le « boucher stratfordien. » Un grand seigneur s'adresse à lui comme un Montausier aurait pu s'adresser à Molière, et l'intendant, qui écrit sans qualification le nom de Burbage, y met plus de formes avec « Mr. Shakspeare. » Si on veut absolument que le texte ait une importance décisive, il n'y en a qu'une à lui reconnaître : c'est qu'il ruine la théorie de M. Demblon. Mais M. Demblon raisonne d'une autre manière. Les relations de Francis Manners, sixième comte de Rutland, avec « Shaxper, » ce « service semi-professionnel » *(sic)* qu'il lui demande, est-ce assez clair? Un autre document laissait « entrevoir » par surcroît que Roger Manners, cinquième comte, s'était entremis auprès du conseil héraldique pour faire accorder au père de Shakspeare des armoiries. Vite, qui est ce Rutland? M. Demblon trouve quelques linéamens de biographie dans le *Dictionnaire de biographie nationale*. « Ces linéamens suffisent : un coup d'œil nous avait déjà convaincu! » M. Demblon a la conviction facile autant qu'ardente. Il ne s'est donc point avisé et sans doute ne s'embarrassera point des très graves objections qui auraient dû l'arrêter.

On ne s'explique pas d'abord que le jeune Rutland ait déjà, vers sa dix-septième année, emprunté le nom de Shakspeare pour publier le petit poème de *Vénus et Adonis*. Les raisons qu'il pouvait avoir, en 1598, de donner le change en faisant porter la responsabilité de ses pièces à un acteur, ne s'appliquent ni à la date, ni à la nature des poèmes de 1593 et de 1594. Ajoutons que, dans l'hypothèse de M. Demblon comme dans celle des Baconiens, le choix de cet acteur s'expliquerait assez

mal. Le Shaxper illettré et grossier, le « boucher de Stratford » incapable de signer son nom et réduit aux plus bas emplois, quel singulier truchement pour lord Rutland! Ni un seul camarade du rustre, ni un seul contemporain du grand seigneur n'auraient pu s'y laisser prendre. La supercherie aurait été découverte tout de suite, et il y serait fait quelque allusion.

D'autre part, il y a des témoignages formels, s'ils sont peu nombreux, sur des représentations, notamment devant la Cour, où Shakspeare paraissait au premier plan. Mais M. Demblon a une réponse toute prête. Il a remarqué que ces représentations coïncident toujours avec la présence de lord Rutland à Londres : c'est lui qui jouait ces jours-là. Et M. Demblon ne se demande pas comment son héros, si soucieux de garder l'incognito, aurait commis une imprudence pareille et emprunté pour paraître sur la scène le nom de son prête-nom. Étranges effets d'une conviction irréfléchie, d'un parti pris obstiné et du vertige où peut entraîner un paradoxe!

La chronologie des pièces, dans la mesure même où elle est maintenant au-dessus de toute discussion, nous obligerait d'admettre, — et M. Demblon ne le conteste pas, — que Rutland en avait composé quatorze, outre les deux poèmes et la plupart des sonnets, à l'âge de vingt-deux ans, à travers ses voyages, études de droit, maladies et autres empêchemens. Comme divertissement d'étudiant, c'est un résultat invraisemblable.

Mais ce qui l'est davantage, l'objection qui, à elle seule, paraît suffisante pour ruiner toute la thèse, c'est qu'il ne soit resté aucune trace du « grand secret, » comme dit M. Demblon, dans les archives de Belvoir, aucune tradition qui s'y rapporte dans la noble maison des Rutland. Quelles que soient les raisons qui eussent dicté sa conduite au comte Roger, elles n'auraient certes pas duré toujours. Voilà une grande famille qui a continué d'exister, de vivre sur les mêmes terres, dans la même résidence, sans autre changement que de s'élever au plus haut rang de la pairie : les comtes sont devenus les ducs de Rutland. Le château de Belvoir, édifice admirable, est renommé pour ses galeries de peinture; la Commission des manuscrits historiques a publié en 1889 un recueil de ses archives. Lady Victoria Manners a donné dans le « Journal de l'Art, » *Art Journal*, en 1903, un article sur les monumens de sa Maison, *Rutland Monuments*. Et c'est une telle Maison qui serait à ce point ignorante

ou insouciante de sa gloire! De toutes les impossibilités auxquelles se heurte le paradoxe de M. Demblon, celle-ci nous paraît la plus simple et la plus décisive.

Elle s'aggrave encore, — et nous terminerons par là, — de la question des manuscrits. Tout le monde sait qu'il n'en reste rien, pas une ligne. Le fait s'explique assez aisément pour William Shakspeare de Stratford, qui les avait probablement laissés à sa troupe, puisqu'elle continua de jouer ses pièces après sa retraite. On a supposé qu'ils avaient pu être détruits dans l'incendie du théâtre du Globe en 1613. Bien d'autres causes expliqueraient une disparition contre laquelle rien ne les défendait spécialement et du même coup les longs délais qu'exigea la préparation de l'in-folio de 1623. Il fallut les rassembler s'ils étaient dispersés, les reconstituer s'ils étaient perdus, et mettre à contribution, dans ce dernier cas, les copies de rôles. Mais si l'on admet avec M. Demblon que l'in-folio de 1623 soit dû aux soins de la famille et des amis, sous la direction ou le contrôle de Francis Manners, frère du défunt, tout devient inexplicable, et le retard de onze années et la disparition des manuscrits. A qui fera-t-on croire que les archives de Belvoir auraient tout gardé, sauf cela?

Les deux volumes de M. Demblon ne prouvent donc pas ce qu'ils prétendent prouver, malgré la répétition des formules comme : « est-ce assez révélateur? » « nul doute n'est possible, » — ou « la cause est surabondamment entendue. » Et ce ton si tranchant n'est pas leur moindre défaut. L'auteur oublie qu'une hypothèse comme la sienne se présente en solliciteuse et nous demande d'examiner ses titres. Il renverse les rôles et traite de haut les travaux des « Shakspeariens, » cet immense et patient effort de la critique shakspearienne pendant un siècle. Il en a particulièrement contre son représentant le plus qualifié à l'heure actuelle, sir Sidney Lee, qu'il considère comme la personnification de l'erreur et sur lequel il épuise les ressources de son ironie. Or, c'est au contraire à cet admirable biographe de Shakspeare, à la nouvelle édition, revue et augmentée, de son livre si consciencieux, si minutieux, si méthodique et si prudent, si scrupuleux sur les textes et les faits, si ingénieux à la fois et si réservé dans la conjecture (1),

(1) Sir Sidney Lee : *A Life of William Shakspeare.* New edition, rewritten and enlarged. Smith, Elder and Co. Londres, 1915.

que nous allons demander quelle idée on peut maintenant se faire, après les dernières recherches et les plus récentes découvertes, de celui qui fut à la fois le bourgeois de Stratford et le plus grand poète de son pays.

IV

Entre l'un et l'autre, il ne subsiste aucune contradiction ; et nous voyons se résoudre ainsi, très simplement et très élégamment, la question shakspearienne en même temps que le prétendu antagonisme d'où elle était née.

Tout d'abord, le père de William Shakspeare n'est pas le rustre assez misérable qu'on s'est plu à représenter. Établi à Stratford vers 1551, dans le commerce des produits agricoles et probablement la petite industrie locale qui s'y rattachait, il devient très vite propriétaire, se marie avec la fille d'un fermier aisé du voisinage et remplit successivement toutes les charges municipales : conseiller, officier de police, trésorier, alderman et bailli. A partir de 1567, les archives du Conseil le désignent sous l'honorable appellation de « Mr. Shakspeare. » Après quelque vingt-cinq ans de prospérité, sa situation, il est vrai, déclina et devint fort précaire, pour ne se relever qu'avec la fortune de son fils. Mais il n'avait certes pas perdu l'estime de ses concitoyens, car il était encore, quelques mois avant sa mort, en 1601, écouté par le Conseil municipal dans la conduite d'un procès que le seigneur, sir Edward Greville, intentait au bailli et aux bourgeois.

De même, l'école de Stratford n'est pas la misérable école primaire de village où il eût été impossible à un enfant d'ébaucher une culture classique. Les études littéraires étaient alors en grande faveur et l'Angleterre des Tudors manifestait un zèle sans précédent à l'égard de l'éducation. Aux seize « écoles de grammaire » existant à l'avènement de Henri VII, il s'en était ajouté seize nouvelles sous le règne de ce prince, soixante-trois sous Henri VIII, cinquante sous Édouard VI, dix-neuf sous la reine Marie, et l'augmentation durant le règne d'Élisabeth allait être de cent trente-huit. Nous savons qu'il y avait à Stratford une de ces *grammar schools*, fondée au XVIe siècle et réorganisée en 1553, que les enfans y entraient d'ordinaire vers l'âge de huit ans, qu'ils y étaient mis tout de suite au « rudi-

ment, » passaient vite à des livres comme les *Sententiæ pueriles* et la Grammaire latine de Lilly, pour arriver à Sénèque, Térence, Cicéron, Virgile, Plaute, Ovide et Horace. En admettant même que le jeune Shakspeare ait quitté l'école dès l'âge de treize ans, il n'est pas le moins du monde invraisemblable qu'une fréquentation de quatre ou cinq années ait suffi à lui donner cette moyenne culture latine que supposent ses écrits. Des condisciples du dramaturge, qui se tournèrent vers le commerce, se montraient capables à l'occasion d'écrire des lettres en bon latin ou de les assaisonner de phrases latines, et il y eut à cette époque au moins un écolier de Stratford qui montra dans son âge mûr quelque familiarité avec la poésie française, puisque, trésorier de la commune en 1623, il inscrivait ce distique sur la couverture du registre municipal :

Heureux celui qui pour devenir sage
Du mal d'autrui fait son apprentissage (1).

Un homme de génie tire plus de parti qu'un autre de son bagage d'écolier, et tout lui devient, par la suite, occasion d'y ajouter. Là encore, ceux qui plaident l'ignorance nécessaire du « Stratfordien » modifient la réalité selon les besoins de leur cause. Quand M. Demblon, par exemple, à la suite des Baconiens, nous donne Stratford comme une bourgade sans livres, il ne sait pas ou il oublie que « la littérature profane aussi bien que la théologie pénétrait dans les presbytères, et que des bibliothèques ornaient les grandes maisons du voisinage. » L'inventaire *post mortem* des effets mobiliers de John Marshall, curé de Bishopton, un hameau de Stratford, énumère 170 volumes, comprenant les *Tristes* d'Ovide, les *Colloques* d'Erasme, Virgile, les *Problèmes* d'Aristote, les *Lettres* de Cicéron, en dehors de la controverse théologique, des commentaires de l'Écriture et des manuels d'éducation. Sir George Carew, de Clopton House, à Stratford même, y achetait pour sa bibliothèque en 1598, c'est-à-dire dès la publication, le dictionnaire italien-anglais de John Florio, *Un monde de mots*.

Bien n'est donc plus simple, plus conforme aux données positives, que d'attribuer à Shakspeare une première éducation

(1) Voyez *Catalogue of Shakspeare's Birthplace*, p. 115.

suffisante. Et l'on expliquera non moins naturellement ensuite qu'il ait pu la développer, apprendre notamment un peu des deux langues si répandues alors en Angleterre : l'italien et le français. Nous avons à remplir, en effet, ce grand vide d'environ six années qui s'ouvre dans la vie de Shakspeare entre le départ de Stratford et les débuts d'auteur à Londres. Le plus sage n'est-il pas de supposer qu'elles furent des années de préparation et d'apprentissage? Sir Sidney Lee, à qui n'échappe aucun détail propre à éclairer son sujet, nous apprend que le jeune Stratfordien put trouver dans la capitale un de ses compatriotes et voisins, exactement du même âge que lui : Richard Field, entré comme apprenti, dès 1579, à l'imprimerie de Thomas Vautrollier (un réfugié huguenot français), gérait alors la maison en l'absence du patron, dont il devait bientôt devenir le successeur et épouser la veuve. Un document légal atteste, d'autre part, que les pères des deux jeunes gens étaient amis, et c'est des presses de Richard Field que sortira, en 1593, le premier ouvrage imprimé de Shakspeare, *Vénus et Adonis*. Il ne saurait donc y avoir aucun doute sur leurs relations, et elles ont d'autant plus d'importance que Shakspeare put acquérir ou perfectionner dans ce milieu sa connaissance du français, y lire des livres écrits dans notre langue, y trouver notamment cette fameuse traduction des *Vies* de Plutarque, par sir Thomas North, éditée par Vautrollier dès 1579 et avec laquelle il devait se montrer plus tard si familier.

Parmi les traditions relatives à cette époque, il se trouve que les mieux fondées sont aussi celles qui rendent le mieux compte de ses débuts. Elles s'accordent à nous montrer Shakspeare dès cette période en rapports avec le monde des théâtres.

On peut admettre sur la foi de son filleul, sir William d'Avenant, le dramaturge, qu'il avait gardé les chevaux des gentilshommes à la porte d'un théâtre et organisé bientôt un service à cet effet. Cette tradition n'exclut pas d'ailleurs celle qui lui attribue, à l'intérieur du théâtre, des débuts très modestes d'employé plutôt que de comédien. Il dut traverser des momens difficiles et prendre les moyens de fortune qui s'offraient à lui. Ce qui est certain, c'est que nous perdons sa trace depuis son départ de Stratford à la fin de 1585 ou au commencement de 1586 jusqu'en 1592. Nous trouvons à cette

date son nom associé à une compagnie d'acteurs qui remporte un grand succès avec le premier *Henry VI*, où il a mis la main. Il y a tout lieu de croire qu'il avait trouvé dans cette troupe son premier engagement. Placée d'abord sous le patronage du comte de Leicester, puis sous celui de lord Strange devenu un peu plus tard comte de Derby, elle fusionna en 1594 avec la troupe du Lord Chambellan. Lors de cette fusion, des documens officiels désignent Shakspeare comme un de ses membres les plus en vue. En décembre de cette même année, il prend part avec le tragédien Richard Burbage et le comédien William Kemp, les deux acteurs les plus réputés du temps, à deux représentations données devant la Cour au palais de Greenwich. Burbage, John Hemminges, Henry Condell et Augustin Philipps, quatre des principaux artistes de la troupe, sont et restent les amis de toute sa vie. Enfin, Shakspeare n'appartint véritablement et d'une manière durable qu'à cette compagnie, et elle présenta presque toutes ses pièces au public.

C'est au théâtre de la Rose, où elle était venue s'installer le 19 février 1592, que Shakspeare dut remporter ses premiers succès d'acteur et d'auteur. L'éditeur Chettle lui rend à cette date le témoignage qu'il est « excellent dans la profession qu'il exerce, » *exelent in the qualitie he professes.* Après diverses pérégrinations, la troupe s'établit en 1599 au Globe, que viennent d'élever, sur l'autre rive de la Tamise, les frères Burbage. Des actes légaux attestent que Shakspeare joua un rôle principal dans les nombreuses et complexes transactions d'où sortit le théâtre du Globe. Il prendra plus tard, à partir de 1610, une place importante dans les affaires de Richard Burbage au théâtre des Blackfriars. Enfin, ses pièces furent parmi les plus jouées et les mieux accueillies à la Cour. Douze y parurent de son vivant, et il est probable qu'il tenait un rôle dans ces représentations, puisque, d'autre part, nous le voyons jouer devant la Reine. L'édition in-folio de 1623 inscrit son nom en tête de la liste des « principaux acteurs dans toutes ces pièces, » et il figure en tête aussi des acteurs qui créèrent en 1598, probablement au théâtre de la Courtine, « The Curtain, » la première et la plus connue des comédies de Ben Jonson : *Every Man in his Humour.* Cinq ans plus tard, en 1603, une autre pièce de Ben Jonson, sa tragédie de *Séjan*, fut représentée pour la première fois au Globe par la troupe de

Shakspeare. Celui-ci était encore un des interprètes. Dans la distribution primitive, les noms des auteurs sont disposés sur deux colonnes, celui de Shakspeare en tête de la seconde correspondant à celui de Burbage en tête de la première. On croit qu'il tenait le rôle de « Kno'well, vieux gentleman. » Il suffit donc d'interpréter des faits certains pour arriver à la conclusion que Shakspeare, en dehors même de sa qualité d'auteur, fut un personnage dans le monde du théâtre anglais contemporain.

La plupart des critiques qui se séparent de l'opinion traditionnelle ont voulu voir, dans la prospérité au moins relative de Shakspeare à partir de 1596, un des mystères de sa vie et une preuve en faveur de leur hypothèse : il aurait tout simplement vendu son nom. Sir Sidney Lee a repris et développé dans sa nouvelle édition, où elle forme un chapitre distinct, l'étude très précise des ressources du comédien-auteur, et il a établi, d'après des documens sur les conditions des acteurs, leurs salaires, les droits d'auteur, les représentations devant la Cour, etc., que le revenu moyen de Shakspeare avait dû être, antérieurement à 1599, d'environ cent cinquante livres par an, soit près de 4000 francs, qui en représenteraient quelque vingt mille aujourd'hui. A partir de 1599, ces ressources augmentèrent dans des proportions considérables lorsque s'ouvrit le théâtre du Globe, dont Shakspeare était un des sept actionnaires. Il eut aussi des intérêts, au moins pendant les cinq dernières années de sa vie, dans le théâtre des Blackfriars. En additionnant ces bénéfices avec les profits des dédicaces et des patronages et le revenu des immeubles de Stratford, sir Sidney Lee arrive, pour les quatorze ou quinze dernières années, à un revenu moyen de sept cents livres sur lequel il fut possible à Shakspeare de compléter ses achats de maisons et de terres, qui s'élevèrent, entre 1599 et 1613, à une somme totale d'environ 25000 francs d'alors, soit 120000 d'aujourd'hui. Si l'on fait la part de l'exagération inévitable qui s'attache aux chiffres ronds, il n'y a donc rien d'invraisemblable dans cette affirmation de John Ward, curé de Stratford au XVIIe siècle, que le dramaturge y aurait vécu sur le pied de mille livres par an. Et il n'y aurait rien de mystérieux non plus dans cette richesse.

C'est probablement en 1596 qu'il était revenu, après une

absence de plus de dix années, dans sa ville natale; et aussitôt la situation de la famille est transformée. Il n'y a plus de poursuites de créanciers contre John Shakspeare. Bientôt, celui-ci commence des démarches auprès du Collège héraldique pour obtenir des armoiries, et nous ne pouvons douter que ces négociations ne fussent dues à l'initiative du poète et menées par lui, car aujourd'hui encore, les postulans doivent, dans le cas où leur père est vivant, les conduire comme s'il était le principal intéressé.

Les relations de Shakspeare avec Stratford sont dès lors ininterrompues. Il y revenait de temps à autre parmi ses contemporains et faisait maintenant figure de personnage dans la cité. Le 4 mai 1597, il achète la plus belle maison, New Place, bâtie plus d'un siècle auparavant par sir Hugh Clopton, mais qui était fort abandonnée. Des lettres écrites au cours de l'année 1598 par des notables de Stratford ne laissent aucun doute sur le renom de richesse et d'influence qu'il acquit aussitôt dans sa ville natale.

A partir de 1611, il semble s'y être retiré d'une manière définitive. Non qu'il ait cessé alors de faire des séjours à Londres : ceux-ci se prolongèrent parfois plus d'un mois, et nous avons la preuve aussi qu'il resta fidèle jusqu'à la fin de ses jours aux amitiés formées dans la capitale avec ses confrères (1). Après l'incendie du théâtre du Globe, le 29 juin 1613, il souscrit une somme de cent livres pour la reconstruction. On ne cessa de reprendre ses pièces sur l'une et l'autre scène, non plus que de les représenter à la Cour. Il n'en figure pas moins de six au programme des fêtes données pour le mariage de la princesse Élisabeth, fille du roi Jacques, avec l'électeur Palatin, au début du printemps de 1613, sans compter la pièce perdue de *Cardenio*, qu'on attribue à sa collaboration avec John Fletcher. Cette même année encore, nous l'avons vu collaborer avec Burbage à la devise du comte de Rutland. C'est à Heminge et Condell enfin qu'est due la première édition complète des Œuvres, le fameux in-folio de 1623.

Rien de plus naturel que cet hommage rendu par les deux principaux acteurs et directeurs de la troupe au génie de leur

(1) En 1605, Augustin Phillips, qui était comme lui un des premiers actionnaires du Globe, avait inscrit dans son testament : « A mon camarade William Shakspeare, une pièce de trente shillings en or. »

camarade. Nous avons eu l'occasion de dire déjà pourquoi il n'y avait pas lieu de s'étonner qu'il eût fallu un assez long délai, — environ sept ans, — pour réaliser cette entreprise. Faudrait-il s'étonner davantage que Shakspeare ne l'eût pas lui-même réalisée? Les auteurs dramatiques de ce temps semblent n'avoir attaché aucune importance à la publication de leurs pièces, écrites pour la scène et dont toute la destinée se bornait à y paraître. Les directeurs ne favorisaient pas non plus un mode de diffusion qu'ils considéraient comme une concurrence. Il n'y eut en somme, avant l'in-folio de 1623, qu'une seule publication d'ensemble analogue à celle-ci : un volume des œuvres de Benjamin Jonson, en 1616. Il groupait neuf pièces déjà publiées séparément. Shakspeare, en particulier, après fortune faite, et revenu parmi les scènes de sa jeunesse, se laissait aller à d'autres pensées. Il vivait en gentilhomme campagnard, ou, si l'on veut, en gros bourgeois, heureux et fier de ses biens, tout occupé à les administrer. Il lui suffisait maintenant d'être un notable de Stratford.

Sa fille aînée, Suzanne, avait épousé, le 5 juin 1607, un médecin du lieu, John Hall. Nous pouvons admettre, d'après quelques indices sûrs, que William Shakspeare était en relations avec la meilleure société du pays, non seulement ses voisins immédiats, les gens de négoce, parmi lesquels se recrutaient le bailli, les *aldermen* et les conseillers, et dont beaucoup étaient les amis de sa jeunesse, mais aussi les propriétaires des environs, ces *country gentlemen* qui entretenaient les meilleures relations avec les bourgeois de la ville, comme sir Fulke Greville, par exemple, archiviste de la commune de Stratford et *Justice of the Peace*. Celui-ci, en effet, venait assez souvent et acceptait l'hospitalité du bailli et de son cercle. Non loin de là, au manoir de Clifford Chambers, où résidaient sir Henry et lady Rainsford, le poète Drayton passait plusieurs mois par an. Il était lié avec Shakspeare, dont le gendre, John Hall, eut d'ailleurs l'occasion de lui donner ses soins, ainsi qu'à lady Rainsford.

La vie de Shakspeare à Stratford n'était donc celle ni d'un solitaire ni d'un rustre. Une affaire de communaux entre le Conseil et deux grands propriétaires, les Combes, nous apporte une preuve nouvelle de l'influence locale du poète, que les deux parties se disputent. D'après le vicaire John Ward, curé de

Stratford, une quarantaine d'années plus tard, il aurait reçu à New Place, au printemps de 1616, ses deux amis littéraires, Michel Drayton et Ben Jonson. Ce serait même pour avoir fêté leur visite par de trop copieuses libations qu'il serait mort dans un accès de fièvre. Il est plus vraisemblable que Shakspeare se sentait déjà menacé quand il fit son testament, au mois de janvier, et qu'une aggravation de son état en provoqua la revision et la signature à la fin de mars. Les cinq témoins sont d'honorables bourgeois de la ville, dont le nom ne s'associait pas pour la première fois au sien. L'un d'eux, Hamnet Sadler, avait été, trente et un ans plus tôt, le parrain d'un fils du poète, tandis qu'un autre, Julien Shaw, pouvait se rappeler qu'à la mort de son père, le père de Shakspeare avait servi de témoin pour les formalités de l'inventaire. Ces échanges de services, durant deux générations et au cours de toute une vie, révèlent la constance des bons rapports et la fidélité des amitiés. Elles nous aident à mieux comprendre que le poète, après avoir acquis l'indépendance, soit revenu finir ses jours dans sa ville natale, au milieu des siens et parmi les amis de sa jeunesse.

Ainsi s'acheva, bourgeoise et confortable, la vie de l'homme dont l'œuvre était montée comme un astre au zénith de la littérature anglaise et de la poésie universelle pour y briller à jamais d'un rayonnement sans pareil. Oui, Shakspeare, vu de près, n'est qu'un bourgeois anglais du XVIe siècle. Sa seule ambition fut l'aisance, et il ne disparut de Stratford que pendant les dix années qu'il lui fallut pour commencer de la conquérir. Il ne se douta point de sa grandeur, et ses contemporains, qui l'estimaient, ne la soupçonnèrent pas. Les plus grands génies s'ignorent avec une merveilleuse simplicité : ils participent à l'inconscience et à la sérénité de la nature. Leur production est si *naturelle* qu'elle ne leur donne aucunement l'idée d'un pouvoir d'exception et qu'il lui arrive souvent de se confondre d'abord avec l'esprit même du temps.

C'est ce même Shakspeare qui apportait à Emerson la plus éclatante illustration de son idée favorite : « L'originalité précieuse ne consiste-t-elle pas à différer des autres hommes. Le héros est dans la presse des chevaliers, et au plus épais des événemens, et, voyant ce dont les hommes ont besoin, et partageant leur désir, il ajoute la longueur nécessaire de vue et de bras, pour atteindre le point désiré. Le plus grand génie est l'homme

le plus endetté. » La dette de Shakspeare faisait de lui, aux yeux de ses camarades et de son public, un des remanieurs ou fournisseurs attitrés qui pourvoyaient aux besoins de la scène. Il s'est détaché, avec le temps, de cette masse confuse, et il nous apparaît sublime et solitaire. Nous rêvons alors pour lui d'une destinée assortie à ce prestige, et nous nous étonnons de trouver la sienne tout ordinaire. C'est pourquoi on a imaginé un mystère shakspearien, — le mystère de Bacon, le mystère de Rutland.

Un docteur allemand, — c'était inévitable, — a imaginé mieux encore : il s'est avisé d'annexer à la grandeur germanique le plus grand Anglais. Nous connaissions cela. Un certain Woltmann a déjà édifié avec des prétentions de ce genre une laborieuse mystification en deux volumes : *Les Germains en France* et *les Germains et la Renaissance en Italie*. D'après ce très notoire anthropo-bio-sociologue, Vinci « devait » s'appeler *Wincke*, Michel-Ange Buonarotti *Bohnrodt*, Voltaire, c'est-à-dire Arouet, *Arwid*, et Diderot *Tietroh*. M. Henri Driesmans (1), ne nous dit pas si les ancêtres de Shakspeare avaient nom *Speerschüttler ;* mais il reconnaît en lui un pur Germain. « Sa poésie, si profonde et si intime, si religieuse, si délicatement sensible, et s'élevant jusqu'aux plus sublimes et terrifiantes pensées, est authentiquement saxonne. » Nous pourrions demander pourquoi la poésie allemande ne nous offre rien de pareil. Mais on ne discute pas des fantaisies de ce goût, qui se ruinent elles-mêmes par leur arbitraire. Bornons-nous à remarquer, en effet, que M. Driesmans oppose au magnifique génie d'un Shakspeare l'infériorité d'un « Celte » comme Byron, tout agitation, désordre et révolte. Or, un autre pangermaniste non moins qualifié, M. Houston Stewart Chamberlain, salue, au contraire, en Byron, un Germain authentique, et le glorifie comme un des témoins de la race. Le désaccord de ces docteurs nous suffit. Décidément, il faut en revenir à la bonne vieille tradition, laisser de côté l'anthropo-bio-sociologie, et renoncer au roman des Baconiens ou des Rutlandiens, pour se contenter de cette affirmation déjà connue et toute simple : Shakspeare est Shakspeare, — et il est Anglais.

FIRMIN ROZ.

(1) *Das Keltentum in der europäischen Blutmischung*, 2 vol. Leipzig, 1900.

LA
GUERRE QUI SE TRANSFORME
SOUS NOS YEUX

Un des traits frappans de la guerre actuelle est sa plasticité, ou plus exactement son caractère évolutif : elle se transforme en se poursuivant ; elle change sous nos yeux, dans nos mains. La guerre que nous faisons n'est pas la même que firent au début les héros martyrs de Belgique, les héros malheureux de Charleroi, les héros vainqueurs de la Marne : par les moyens d'action, par les méthodes, par la tactique, elle en diffère autant que les guerres du XVIIIe siècle pouvaient différer de celles du XVIIe. Nous brûlons en quelques mois des étapes qui jadis eussent occupé des générations.

Mais pourquoi notre guerre évolue-t-elle si vite ? Sans doute parce que la puissance de l'outillage industriel permet de réaliser en peu de temps des progrès immenses, et que le développement des cultures intellectuelles en multiplie partout les germes. L'énormité des masses mises en jeu : masses d'hommes, d'approvisionnemens, d'armes, de ressources financières, etc., donne à la guerre la possibilité d'une durée suffisante pour faire éclore et mettre en jeu ces progrès ; et ils renouvellent périodiquement la physionomie de la lutte.

Il ne faudrait pas croire ce caractère entièrement nouveau. De tout temps se sont révélées, au cours des guerres, des

méthodes inédites. Mais plutôt d'une reprise à l'autre dans le cours d'une série de conflits que d'un combat à l'autre dans la suite d'une même opération. On a retenu la transformation du matériel naval des Romains, imaginée par le consul Duilius, qui, adjoignant à ses vaisseaux la passerelle d'abordage appelée *corbeau*, fit du combat naval une affaire d'infanterie et ravit aux Carthaginois la maîtrise de la mer. Cela détermina une des phases de la lutte entre Rome et Carthage ; mais c'était un résultat préparé dans l'intervalle entre deux campagnes. Napoléon, en constituant la Grande Armée et la flottille de Boulogne, puis la gigantesque organisation des armées juxtaposées pour l'expédition de Russie, avait fait avancer de plusieurs pas, par le seul effort de son génie créateur, la science militaire de son temps. Jamais, néanmoins, de deux adversaires poursuivant l'un contre l'autre une même campagne continue, on n'a vu, semble-t-il, comme aujourd'hui, l'un impuissant et comme disqualifié devant l'autre, s'il en fût resté à l'art militaire des premières hostilités.

La bataille de Verdun met en évidence l'évolution de la tactique, jalonnée par trois ou quatre expériences particulièrement démonstratives. Prenons notre point de départ à l'époque de Charleroi ; marquons au passage l'apparition des gaz asphyxians, le 22 avril 1915 ; continuons par les tentatives de mai en Artois et de septembre en Champagne : nous aboutissons naturellement à la forme de combat qui se développe à Verdun.

I

En août 1914, on faisait la guerre comme on l'avait prévue dans les écoles d'état-major par le mouvement. On lançait des rideaux de cavalerie, des raids d'automobiles, des charges d'infanterie. On s'abritait un instant seulement, entre deux marches, derrière les haies, dans les fossés des routes, à fleur de sol. La nouveauté, point tout à fait inattendue, était l'effet foudroyant de la grosse artillerie sur les forts. Bientôt l'efficacité des mitrailleuses et des tirs rapides de petite artillerie contraignit à s'enterrer dans des tranchées, et ce fut le premier grand changement. Il date de l'arrêt des Allemands sur l'Aisne, dans leur retraite après la Marne.

Depuis lors, nous assistons aux divers essais faits pour rompre les lignes de tranchées. Les mines souterraines n'y suffisent pas. Le problème est cependant le même que dans un siège : il s'agit de faire brèche. Mais la difficulté tient surtout à ce que des retranchemens s'ajoutent et s'improvisent derrière les retranchemens détruits ou menacés. D'une part, la mitrailleuse a rendu suffisante la simple tranchée, vite creusée, plus vite encore protégée par un barrage de fils de fer : il n'est pas besoin de murailles comme celles d'un fort, pour arrêter une armée ennemie ; d'autre part, l'espace indéfiniment ouvert en arrière d'une circonvallation longue de milliers de lieues laisse toute la place nécessaire à des lignes successives, se remplaçant autant de fois qu'on le veut, l'une derrière l'autre. On ne se heurte donc pas, comme dans une place assiégée, à la nécessité de ne pas reculer ses défenses. Mobiles, aisément improvisées, libres sur un vaste terrain, elles échappent, en rompant, à l'étreinte de l'assaillant.

Ainsi, il fallait trouver quelque chose de moins lent que la sape pour franchir les tranchées ; quelque chose qui, d'un bond, permît de sauter par-dessus les lignes successives et de passer derrière elles, dans une surprise, jusqu'à l'espace libre. Alors, on pourrait recommencer cette guerre de mouvement, qui semblait encore la vraie guerre, et dont on n'était séparé que par l'étroit cordon des tranchées. Les Allemands crurent avoir découvert l'instrument vainqueur avec les gaz asphyxians. Le premier jour où ils en firent usage, cela réussit en effet. Mais c'est une arme qu'on ne peut employer de façon continue, puisqu'elle exige un vent favorable. Quand elle a produit ses effets, pour en pousser plus loin l'application, il faut un temps relativement considérable, nécessaire à l'établissement de batteries de gaz sur le terrain conquis.

Le succès ne pourrait donc être complet que si la zone de résistance à franchir était extrêmement mince et si l'on ne trouvait derrière elle ni tranchées de soutien, ni forces solidement organisées. En outre, la projection des gaz en avant est parallèle ; ils ne rayonnent pas leur influence de mort tout à l'entour du point d'émission à la volonté du commandement : si donc ils découpent dans le front adverse un secteur où l'assaillant avance, cet assaillant, par le fait même, se verra exposé sur ses deux flancs à de dangereuses ripostes ennemies.

Il ne jouira pas contre elles du bénéfice des gaz léthifères : le vent qui les porte en avant ne les portera pas sur les côtés. Et la pointe offensive, enfoncée comme un coin dans la masse ennemie, risquera fort d'y être écrasée par la pression croissante des contre-offensives latérales. C'est bien, en dernière analyse, ce qui est arrivé au Nord d'Ypres en avril 1915. Malgré la surprise de ce nouvel engin de guerre, l'attaque a finalement été paralysée. Elle n'est efficace que pour enlever des saillans.

D'ailleurs, on n'a pas tardé, grâce aux masques protecteurs, à rendre les gaz à peu près inopérans. Un autre procédé, celui des liquides enflammés, qui semble plus terrible encore, parce qu'il ne comporte à peu près aucune protection, ne donne pas jusqu'ici beaucoup plus de résultats, à cause de sa faible portée et pour quelques autres raisons qui en ont empêché jusqu'ici la généralisation. Nous voyons cependant nos ennemis en faire un usage croissant dans le combat rapproché. Quand les lignes sont à moins de trente ou quarante mètres, on peut, de l'une, arroser l'autre de feu. Pour l'assaut, l'infanterie est précédée d'un détachement d'incendiaires, portant chacun un réservoir individuel à liquides enflammés. Il peut les projeter à une trentaine de mètres, c'est un progrès sur la baïonnette.

Si les Allemands avaient compté sur les gaz pour obtenir au Nord d'Ypres un effet de surprise, ils n'avaient pas négligé de développer en même temps les méthodes du combat déjà usité. Nous en faisions autant de notre côté. De là, la préparation simultanée de deux actions vouées à un succès bien différent, celle de Gorlice et celle de Notre-Dame de Lorette. A Gorlice, l'attaque allemande commencée le 1er mai abordait un adversaire trop confiant, dont la ligne, aventurée et un peu faible, avait poussé peut-être trop vite, dans les Carpathes, ses avantages contre des Autrichiens et ne s'attendait pas à recevoir le choc des armées du Kaiser. Des trahisons intérieures avaient préalablement désarmé les Russes ; on avait en particulier fait sauter leur principale fabrique de munitions. Aussi l'attaque va-t-elle réussir contre eux, et leur dénuement les obligera-t-il à reculer jusqu'à ce qu'ils aient pu reconstituer des approvisionnemens. Toutefois, notons que cette guerre de mouvement ne couvrira le terrain qu'à l'allure très réduite de quatre kilomètres par jour. Ce n'est plus le mouvement libre des lendemains de bataille napoléoniens.

En Artois, nous sommes moins heureux. Nous ne perçons pas, nous n'avançons que sur un point très limité.

Ici et là, même méthode : on aura fait brèche dans les tranchées au moyen de l'artillerie, spécialement de l'artillerie lourde : 1500 pièces, a-t-on dit, avaient été rassemblées devant l'étroit secteur d'attaque de Gorlice. La préparation d'artillerie fut formidable. Elle le fut plus encore autour de Notre-Dame de Lorette, et plus savante, plus minutieuse, plus longue. Elle y parvint à briser la résistance de l'ennemi sur la plus grande partie du front attaqué. Détruit, désarmé ou démoralisé, surpris par l'élan soudain de notre première vague d'assaut, il céda presque sans lutte de larges espaces. Mais l'organisation des réserves et des positions de soutien nous aurait arrêtés, quand bien même un certain nombre de refuges souterrains n'eussent pas conservé des mitrailleuses prêtes à maintenir des saillans dans notre ruée et à en paralyser la progression par des feux de flanc.

La préparation n'avait pu anéantir ni toutes les cachettes à mitrailleuses, ni tous les réseaux de fil de fer. Elle était impuissante à réduire au silence les contre-batteries ennemies.

Sur un terrain moins difficile, l'expérience, mieux montée encore, fut reprise en Champagne le 22 septembre 1915. Il y eut progrès sur la largeur du front d'attaque et sur l'intensité de la préparation. L'assaut, précédé d'un bombardement de soixante-douze heures, put se développer sur une table rase ; la défense avait été pulvérisée. Nous gagnions ainsi, en une matinée, presque sans coup férir, une bande d'une lieue de profondeur sur six de large.

Pourtant, si l'extension du bombardement en largeur avait désemparé les ripostes latérales de façon à laisser au centre, pour notre avance, une voie libre de leurs menaces, nous n'avions pas réalisé le même effet destructeur dans la zone d'arrière, où subsistaient des forces d'artillerie et d'infanterie à peu près intactes : il aurait fallu tripler ou quadrupler la profondeur battue, ce qui, les objectifs étant plus lointains, eût demandé peut-être dix fois plus de canons et d'obus à grande portée. Nos réserves, obligées d'accéder au champ de bataille sous le feu des pièces ennemies, devaient prendre des précautions, s'engorger dans les boyaux ; elles ne pouvaient donner, aux points nécessaires, le débit qui eût poussé irrésistible-

ment nos premières colonnes au travers des soutiens ennemis.

La bataille de Champagne a prouvé qu'on peut tout raser devant tout son front, mais pas assez loin en avant. A grande distance, on n'arrive que par hasard à toucher un canon dont on connaît exactement la position. Et encore faut-il la connaître. Quand l'emploi régulier de l'aviation donna au commandement un moyen d'explorer les lignes adverses, on dut songer à dissimuler les forces. On couvrit de branchages les tranchées et les bouches à feu; on décora les voitures et les flancs même du canon de peintures étranges qui font ressembler les batteries en marche à des fragmens de décors échappés des coulisses de nos théâtres. Au repos, l'engin de mort se confond avec les marbrures du sol ou les dessins du gazon, avec les troncs des arbres ou les feuilles mortes : c'est le « camouflage. »

II

Contre les deux principaux inconvéniens sensibles en septembre et concernant d'une part la grosse artillerie, d'autre part l'afflux des réserves, le commandement allemand essaya de se prémunir quand il prépara son offensive sur Verdun. Il réunit des masses d'artillerie, et surtout d'artillerie lourde, 21 centimètres, 28 centimètres, 30 centimètres, 38 centimètres, comme on n'en avait jamais accumulé. Il les approvisionna avec une prodigalité inouïe. Au début de l'attaque de Forges, le 6 mars, un récit déclare que la bataille de Verdun restera comme le plus grand duel d'artillerie de cette guerre : 500 batteries de canons se sont fait entendre à la fois, on aurait échangé un million d'obus en 12 heures; de nombreux secteurs du front français ont reçu dans cet intervalle une moyenne de 100 000 coups chacun. Dans une lettre particulière, nous relevons qu'un rectangle de 450 mètres de long sur 200 mètres de large a été arrosé de plus de 80 000 projectiles de gros calibre, ce qui fait près d'un projectile par mètre carré. Et entre le 20 février et le 7 mars, on estime qu'il a pu être dépensé dix millions d'obus de part et d'autre. La préparation d'artillerie a donc été plus intense, ou du moins plus volumineuse qu'en Champagne; elle a recommencé à plusieurs reprises; le nombre des pièces de gros calibre a permis de la faire porter sur

un champ plus étendu en profondeur. On canonne jusqu'aux cantonnemens des deux côtés.

D'autre part, un réseau de transports par voie ferrée avait été aménagé par les Allemands sur leur arrière et ils ont réussi à jeter sur le champ de bataille, dans toutes les actions de cette lutte de plusieurs semaines, des masses profondes de troupes dont les vagues se succédaient sans interruption sur les pentes où notre défense les décimait tour à tour.

On sait pourtant que les résultats furent encore moins décisifs que ceux de Champagne. Ce n'est pas que la tranchée ait résisté. On nous dépeint le sol comme entièrement ravagé : il n'y reste plus que les entonnoirs produits par les obus eux-mêmes. Mais cette dévastation n'a toujours pu couvrir de façon complète que les premiers plans de la surface attaquée. En arrière, les moyens de la défense restent, sinon intacts, du moins suffisans. On n'amène pas en face du point choisi pour une telle bataille, pendant des mois, tout le matériel et le personnel nécessaires, sans éveiller l'attention du défenseur et l'engager à rassembler les moyens de la riposte. On a donc affaire à un dispositif en profondeur, dont il ne suffit pas d'entamer la bordure. Jusque sur cette bordure même, en dépit des ravages du feu, il subsiste des élémens de résistance.

Les fortifications de campagne comportent des abris profonds pour les hommes et le matériel portatif : protection de couverture; des réseaux de fils de fer et de chevaux de frise : protection par obstacle; enfin des défilemens, des épaulemens et parfois des cavernes pour l'artillerie. Les plus gros projectiles ne défoncent pas toujours les abris souterrains couverts par 8 ou 10 mètres de terre; et quand ils les défoncent, ils n'y détruisent pas toujours tout le personnel abrité. Le bombardement le plus nourri laisse souvent subsister des parties d'un réseau de fil de fer suffisamment multiple. Songeons que l'enchevêtrement s'en étale parfois sur des centaines et peut-être des milliers de mètres d'épaisseur. Les canons et leurs servans passent miraculeusement au travers des averses de feu. Et nous les voyons, par exemple, dans un récit épique, aux momens les plus terrifians du début de la bataille, dans le voisinage du bois des Caures, défendre jusqu'au bout un de ces champs brusquement entourés par la marée ennemie. L'épisode mérite d'être immortel. Nos hommes, après une tourmente effroyable de fer

et de mort, coupés de toute communication avec l'arrière, reculant dans les conditions les plus difficiles, presque cernés, sans vivres et surtout sans eau depuis trois jours et souffrant de la soif, réservent jalousement les dernières gouttes de ce qui ferait leur boisson pour rafraîchir les pièces qu'échauffe un tir précipité. Ils continuent à décimer l'assaillant. Ils parviennent à sauver une partie de leur matériel. Ailleurs, on nous montre les mitrailleuses ressortant de leurs cachettes, contre toute attente, pour barrer le chemin aux vagues furieuses de l'attaque. En vain, celle-ci a-t-elle pu multiplier les assauts, accumuler et renouveler ses colonnes serrées, jeter une brigade entière, disent certains témoins, contre 275 mètres de tranchées à demi ruinées : entre la mitraille et les tirs de barrage, le flot humain s'écrase et disparaît.

Pourquoi donc l'échec allemand, malgré le progrès des armemens et des méthodes et alors que nous avions presque réussi en Champagne? A cause d'une moindre habileté d'exécution, de moins de fini dans l'opération tactique, aussi bien que dans le tir et le projectile lui-même. Nous conservons, presque dans tous les détails, l'avantage de la qualité. A cause aussi du développement parallèle de l'outillage de mort des deux côtés du champ de bataille.

Pour vaincre, il faudrait ou la surprise entière ou les moyens d'une victoire préalable et complète dans l'un au moins des domaines techniques qui restent relativement indépendans : une supériorité écrasante de grosse artillerie, par exemple, comme à Gorlice ou en Serbie, ou les élémens d'un bombardement aérien capable de paralyser les soutiens de l'arrière-ligne.

Encore peut-on se demander jusqu'où porterait aujourd'hui un succès de ce genre et quelle forme de guerre de mouvement il permettrait. Nous en avons bien un exemple dans la retraite russe après le forcement des lignes de la Dunajec. Mais la pénurie des munitions, qui avait paralysé la défense sur place, entravait pareillement la riposte. Et cependant, jamais les Allemands ne sont parvenus à réaliser leur dessein de crever largement le front, de déchirer le rideau protecteur derrière lequel se faisaient les transports indispensables, — de prendre à revers, en un mot, les lignes adverses et de couper leurs communications avec leurs centres nourriciers. L'instrument de

destruction, seul capable de briser les lignes reformées à chaque étape, étant nécessairement constitué par de l'artillerie lourde, ne pouvait avancer qu'au pas de l'artillerie lourde : c'était insuffisant pour jeter le trouble dans une armée se retirant en ordre et pour profiter de la victoire.

Dans le cas où les armes sont égales, ou à peu près, le résultat doit être moins décisif encore. On n'a plus affaire à un cordon sans épaisseur, mais à un tissu de tranchées et de batteries, étendu sur plusieurs lieues de profondeur, et qui se reconstitue par l'arrière à mesure qu'on l'entame par sa surface extérieure. Si l'on y enfonce, c'est comme dans un édredon. Il faudrait, pour le trancher net, une soudaineté d'irruption incompatible avec les efforts à déployer.

Tout au plus y fait-on hernie. Tel est le cas des Allemands à Saint-Mihiel. On constitue alors un saillant plus difficile à maintenir, plus dangereux en général qu'avantageux pour celui qui l'a poussé en avant. Il y est exposé à une pression sur les flancs, à un étranglement à la gorge qui peuvent lui coûter cher ; si bien qu'on aura peut-être avantage, en certains cas, à laisser un adversaire imprudent s'avancer dans l'épaisseur de nos lignes comme entre les branches d'un étau.

Voilà donc la lutte immobilisée, puisqu'un succès local, si caractérisé soit-il, ne produit dans les fronts qu'une déformation locale aussi. Les moyens suffisans pour forcer un parti sur toute leur longueur dépassent la capacité industrielle des belligérans. Et l'on se bat sur place, jusqu'à épuisement du moins endurant. La lutte est un compte non de profits, car on ne gagne rien de substantiel, mais de pertes. Celui qui est obligé d'attaquer est condamné d'avance, car ses dépenses sont supérieures à celles du défenseur; il perd plus d'argent, de matériel et de sang.

De là l'influence du blocus. Elle grandit à mesure que la guerre se transforme, à mesure qu'elle consomme davantage pour de moindres avances sur le terrain. Non seulement il faut rester maître de commercer par mer, mais c'est désormais une nécessité vitale que de développer au plus près des armées, sur le territoire même des principaux belligérans, une puissance industrielle de premier ordre et par conséquent d'y pouvoir disposer des matières premières et du personnel qualifié. Le sort de la Russie après Gorlice en est l'illustration frappante. On ne

saurait s'en fier à des contrats avec des industries neutres plus ou moins éloignées, qu'on n'est pas maître de hâter au gré des événemens. Qu'on le veuille ou non, de par sa durée, la guerre devient le fait du peuple entier; elle englobe et met au travail toute la terre nationale.

III

Dans l'air, comme sur le sol, la guerre s'est transformée. Laissons de côté les raids de zeppelins sur les villes ouvertes, actes d'intimidation plutôt que de guerre. L'aéroplane reste le vrai outil de la lutte aérienne, mais il a changé en quelques mois.

Au début, l'aviation n'était qu'un auxiliaire destiné surtout à compléter l'exploration de la cavalerie. On lui demandait de voir. Les Allemands, qui l'avaient organisée d'avance plus fortement que nous, n'en faisaient pas une arme qui combat. On ne demandait à l'avion à peu près que la vitesse. C'est pourquoi le monoplan paraissait le plus indiqué. C'était l'appareil minimum.

Mais, de notre côté, nous eûmes bientôt l'ambition de faire collaborer plus étroitement nos aviateurs à l'œuvre de guerre. Ils ne tardèrent pas à nous donner les plus utiles résultats. Non seulement la bataille de la Marne fut la suite d'une exploration aérienne réussie, qui révéla le vide existant entre deux armées ennemies, mais une prouesse de nos aviateurs permit de détruire, le 8 septembre, la moitié de l'artillerie du XVIe corps allemand. On commença bientôt à bombarder les points militaires, et notamment les gares et les batteries. C'est ainsi que, le 16 juin 1915, des batteries allemandes de Givenchy et du voisinage reçoivent 342 obus et 1 000 fléchettes. Les ballons d'observation, dits *Drachen*, sont attaqués et détruits. Enfin, l'avion s'en prend à l'avion, et nos héros de l'air donnent une chasse victorieuse à leurs adversaires, qui, pendant longtemps, ne songent qu'à fuir.

Chaque jour, on enregistre au moins une dizaine de poursuites de ce genre, qui sont le résultat fréquent des vols d'observation, plus nombreux encore. Certains communiqués nous ont parlé de plus de vingt combats sur le front, celui du

19 mars en relate trente-deux. Et pour achever, nos escadrilles sont allées porter leurs obus jusqu'à plus de 200 kilomètres derrière les lignes ennemies. L'usage de l'aéroplane se multiplie et avec lui les actes de combat proprement dits.

L'expérience a montré, comme on pouvait s'y attendre, qu'aux tâches diverses proposées à l'aviation devaient correspondre des modèles différens. Pour observer et surtout pour combattre, il fallait adjoindre au pilote un passager. Pourtant, certains virtuoses, comme Garros et Pégoud, cumulaient les fonctions de pilote et de mitrailleur : ils conduisaient avec les genoux pendant qu'ils tiraient. Garros imagina le dispositif qui permet de tirer à travers l'hélice en la cuirassant. Ainsi l'on peut maintenir l'hélice en avant, ce qui est avantageux pour la traction. Le plus souvent, le mitrailleur est cependant un passager ; maintenant il y en a parfois deux, sur des appareils triplaces.

L'aéroplane est surtout vulnérable dans son moteur. Pour éviter les pannes, on a rendu le matériel plus solide et plus lourd. De là le moteur fixe, remplaçant le moteur rotatif. Pour le mettre à l'abri de la balle, on l'a blindé. Pour assurer la marche après avarie d'un moteur, on a mis un moteur de rechange. Voilà bien des augmentations de poids : bien entendu, elles ne sont pour la plupart réalisables qu'avec le biplan. Ajoutons encore la charge croissante des provisions d'essence nécessaires pour tenir l'air plus longtemps, celle des approvisionnemens de projectiles, les différens accessoires pour signaux, photographie, etc., le projecteur pour les sorties de nuit : que de complications nouvelles ! L'appareil Caudron, par exemple, dont on peut voir un exemplaire aux Invalides, est un outil de guerre perfectionné, qui donne l'impression de la puissance robuste et assurée. Néanmoins, on envisage déjà, on construit des types supérieurs. On a beaucoup parlé des appareils Sikorsky, dont le premier modèle, destiné à douze passagers, date de 1913. Depuis la guerre, on en aurait fait un autre, plus vaste encore, à 4 moteurs et pouvant tenir l'air pendant douze heures avec une charge de vingt personnes. La marine anglaise a fait construire à Buffalo, dans les usines Curtin, un type d'hydravion, agrandissement de l'*Amerika*, et muni de sept moteurs, avec trois hélices et trois plans de sustentation superposés. L'appareil pèse 9775 kilogrammes ; il a 40 mètres

d'envergure. On a démontré la possibilité de lancer des torpilles avec ces grands hydravions.

L'avion de chasse allemand actuel, monoplan, s'élève à 1 000 mètres d'altitude en huit minutes. Sa vitesse est de 120 à 140 kilomètres à l'heure. Il peut parcourir en tout 750 kilomètres sans se ravitailler et rester six heures en l'air. Il est capable de soutenir une charge totale de 300 kilogrammes. Ce n'est qu'un des élémens de la guerre aérienne, mais il ne ressemble déjà plus à ses similaires du début. Les biplans bimoteurs peuvent atteindre, dit-on, 2 000 mètres en 12 minutes.

Au moment où l'Allemagne ouvrait les hostilités, elle possédait 1 500 avions. Si elle en a perdu quelques centaines, elle en a certainement construit bien davantage et les aéroplanes de guerre actuellement armés se comptent par milliers. Les combats quotidiens qui signalent la bataille de Verdun commencent à donner l'impression de cette mêlée aérienne qui se superposera bientôt au choc des fantassins. Si la guerre devait durer encore de longs mois, il est probable que l'importance croissante et les formes nouvelles de l'action aérienne suffiraient à lui imposer un caractère entièrement différent de ce qu'on pouvait imaginer en 1914.

Les points principaux sur lesquels porte la transformation paraissent être au nombre de cinq. D'abord la sécurité, avec le double moteur, le double fuselage, la double commande, donnant à l'observateur le moyen de suppléer le pilote, le blindage des parties vitales.

Ensuite la facilité de communication avec la terre ou les autres unités aériennes. Ce progrès est déjà sommairement acquis grâce à la télégraphie sans fil. Au commencement, les régleurs de tir transmettaient leurs indications au moyen de virages. Plus tard on employa les signaux par fusées. Mais ce n'est qu'avec la télégraphie sans fil qu'on commence à obtenir un langage clair, précis et complet. Il a l'inconvénient de n'être pas secret.

En troisième lieu, l'armement de duel aérien, qui a fait son apparition, qui s'est renforcé et complété, se perfectionne. Nous usons d'avions-canons, munis d'un canon-revolver de 37 millimètres, arme redoutable contre les zeppelins. Les Allemands n'en sont qu'aux essais. L'artillerie aérienne commence.

Un quatrième élément est la dimension. Si les appareils

géans ne sont encore que des appareils d'expérience et comportent des inconvéniens longtemps rédhibitoires, cela peut changer du jour au lendemain. Eux seuls concilieront les nécessités contradictoires de l'équation des poids.

Enfin le nombre, qui ne joue pas encore tout son rôle, le remplira peu à peu. Ce qui manque, ce sont moins les appareils que les pilotes. En juillet 1914, les Allemands en avaient fait 775, nous 1 689. Quand ils seront assez nombreux, la garde permanente du front s'organisera sans doute. On y tend; on y touchera bientôt. Alors des groupes de chasse, à toute heure du jour, seront en croisière à diverses altitudes au-dessus de nos lignes, prêts à barrer la route à toute force ennemie prenant l'atmosphère.

IV

Après la guerre sur terre, et la guerre aérienne, la guerre navale. C'est peut-être là que les transformations sont les plus considérables. D'abord, rien ne s'est produit de ce que presque tout le monde attendait, à savoir le choc des escadres lourdes. Elles ne se rencontrent pas, et pour cause, chacune d'elles restant au port, à l'abri des dangers sous-marins. Au moment de la déclaration de guerre, l'escadre allemande, concentrée devant le Pas de Calais, croisait au large des côtes belges. Les dispositions prises et certains détails qui nous ont été révélés, prouvent qu'elle avait ordre de bombarder le Havre et Cherbourg, puis de se rendre rapidement à l'entrée de la rivière de Morlaix et à Morgat dans la baie de Douarnenez, pour y appuyer un débarquement de troupes et prendre ainsi Brest à revers des deux côtés. Mais le 1er août, l'escadre anglaise de la mer du Nord, bien qu'elle ne l'emportât pas de beaucoup à ce moment sur les forces navales allemandes, fit mine de lui couper la retraite. La décision de l'Angleterre était encore incertaine. Pourtant l'amiral allemand, inquiet, revint en toute hâte à Cuxhaven.

Depuis lors, ses cuirassés n'ont osé opérer que dans la Baltique; d'ailleurs, là même, ils ne s'en sont pas toujours bien trouvés. Mais les premiers temps de la guerre navale ont été occupés par les opérations des croiseurs faisant la chasse au

commerce et se poursuivant les uns les autres. De pareille chose il n'est plus question depuis bien des mois. Tous les croiseurs et la plupart des croiseurs auxiliaires allemands ont été pris ou coulés par les croisières alliées. La guerre au commerce n'est plus exercée par nos ennemis que sous une forme déguisée et singulièrement perfide dont le cas du *Moewe* est l'exemple le plus connu.

Les Allemands ont construit, paraît-il, une demi-douzaine de ces bâtimens tout semblables extérieurement à des bateaux de commerce ordinaires, mais très rapides et machinés de façon à remplir leur rôle. Rien n'empêche de transformer à cette fin de vrais chargeurs rendus inutiles par le blocus anglais. On met donc en mer un navire de commerce à l'allure la plus pacifique, non pas paquebot fringant, mais modeste cargo comme il y en a tant; seulement il porte des équipages de guerre et des canons. On en fait un pirate. Les équipages se déguisent au besoin en marins du commerce; les canons disparaissent à volonté; le bateau arbore un pavillon neutre et, sous ces apparences débonnaires, circule sans éveiller la défiance parmi les flottes de tous pays. Au large, quand il rencontre seul à seul un bâtiment anglais ou français, il le canonne et le coule.

Voilà la nouvelle guerre de course. Elle nécessitera des mesures de police particulières; mais ce n'est qu'un brigandage et l'on peut penser qu'il ne saurait avoir de bien graves conséquences. Le fait souligne néanmoins la transformation, que nous avons indiquée, des méthodes et aussi de l'état de guerre; ce dernier s'étend, de plus en plus, par la force des choses, aux activités commerciales les plus diverses; les échanges maritimes ne peuvent pas rester à l'écart dans le monde tout entier bouleversé par la tempête militaire.

Quels sont d'ailleurs les bateaux qui sont les victimes et les acteurs les plus fréquens de la guerre? Des bateaux de commerce. Les cuirassés ne sortant plus guère des rades, les petits croiseurs, seuls au large à représenter les armées navales, ne rencontrant pas souvent les sous-marins ennemis qui les évitent, le contact entre les marines opposées se fait, d'un côté par ces sous-marins, de l'autre par les paquebots qu'ils chassent ou les chalutiers et petits vapeurs qui les pourchassent eux-mêmes. Les chalutiers effectuent les dragages contre les mines et les

sous-marins. Fréquemment ils canonnent ces derniers ou sont canonnés par eux. Quant aux paquebots, ils transportent les troupes et les provisions, ils sont la proie offerte à la torpille. Mais ils se défendent par leur étrave et souvent par leurs canons. Puisqu'on leur fait la guerre, ils la font à leur tour.

Car il a bien fallu, devant la menace inhumaine du fameux blocus sous-marin, donner des armes pour se défendre aux malheureux bateaux de commerce, exposés à être coulés sans avertissement, ou tout au moins à voir leur équipage et leurs passagers abandonnés en pleine mer dans de frêles embarcations. L'expérience a montré que là était leur salut : rares ont été les victimes du sous-marin parmi les bâtimens armés de canons, et nombreuses parmi les autres. De gré ou de force, encore une fois, le marin civil devient un combattant.

A l'armement d'un certain nombre de cargos, les Allemands ont répondu de deux façons : par la déclaration officielle qu'ils n'hésiteraient plus désormais à les couler sans avertir et par la préparation d'un nouveau type de sous-marin à tourelles blindées, qu'ils ont essayé de mettre à l'épreuve des petits projectiles. Les premiers canons installés sur la flotte marchande furent en effet des canons légers et d'un calibre restreint. Avec l'apparition de ces sortes de monitors sous-marins qui, en demi-émergence, n'exhibent que leurs tourelles et le kiosque de commandement, il faut aujourd'hui généraliser l'emploi de calibres un peu plus forts : 100 millimètres, 120 millimètres, 140 millimètres. Ainsi se reproduit dans la guerre sous-marine la lutte sans fin entre la protection et le projectile.

Elle se poursuit aussi sous une autre forme. Les marines militaires, menacées par la torpille automobile ou par la mine, ont cherché à réaliser des bâtimens à coque protégée sous la flottaison. Le progrès, dont nous montrions naguère la nécessité, s'amorce déjà. Sans entrer dans des détails qu'il ne convient pas de révéler encore, on peut signaler une application qui a été décrite dans la presse. Il s'agit des monitors inaugurés dans les Dardanelles. Le *Daily Mail* du 20 octobre 1915 les dépeint comme il suit : « L'arrivée du troisième de ces navires fit sensation non seulement chez l'ennemi, mais aussi parmi nos troupes. Un après-midi, un objet flottant, d'aspect extraordinaire, parut à l'entrée du port de Kephalos. Il semblait qu'au lieu de faire route en ligne droite, il gagnait le mouil-

lage à coups de zigzags, en se dandinant, comme une grosse oie gavée pour la Saint-Michel. A une certaine distance, il était impossible de dire s'il montrait le travers, l'avant ou l'arrière, tant il paraissait être complètement rond. Ses murailles soutenaient, à peu de distance de l'eau, un pont au-dessus duquel rien ne paraissait qu'une très grosse tourelle, d'où sortaient les longues volées de deux énormes canons. Au centre de ce pont se dressait un mât tripode, portant à son extrémité une espèce de boîte oblongue.

« Notre premier étonnement fut suivi d'un autre, lorsque les hommes de son équipage se disposèrent à se baigner. Il semblait qu'ils avaient tous la faculté de marcher sur l'eau. Ayant descendu l'échelle de coupée, au lieu de s'enfoncer dans la mer, ils se mirent à marcher l'un derrière l'autre le long de leur bâtiment et, après s'être rangés coude à coude, ils piquèrent un plongeon général, pour reparaître ensuite à la surface.

« Nous allâmes en canot nous rendre compte de ce phénomène bizarre, et nous constatâmes que, juste au-dessous de l'eau, les murailles du navire se bombent légèrement sur une largeur d'environ trois mètres, pour se recourber ensuite vers la quille, en constituant ainsi une plate-forme extérieure à peine mouillée par l'eau de la mer.

« Là gît le secret et le mystère de ces bâtimens. Dans ce renflement, l'homme a concentré son ingéniosité pour vaincre le sous-marin. Si une torpille frappe la muraille, elle explosera au milieu d'une variété de substances que je ne dois pas faire connaître, mais qui protégeront la coque contre toute avarie grave.

« Ces gros monitors portent deux canons de 356 millimètres et quelques pièces pour tirer contre les engins aériens.

« La première fois qu'un de ces monitors parut à l'entrée des Dardanelles, son aspect surprit profondément les Turcs. Plus tard, trois autres de ces grands monitors arrivèrent, ce qui nous donnait huit canons de 356 millimètres pour bombarder les positions ennemies, sans compter un grand nombre de monitors plus petits, de toutes formes et de toutes dimensions. »

Ainsi se dessinent les premiers linéamens d'un matériel nouveau caractérisé par sa protection contre la torpille et par sa puissance offensive contre la terre : gros canons, faibles tirans d'eau.

Cependant, la guerre sous-marine a pris la première place. Elle reste seule permise à la Puissance qui a perdu la maîtrise de la mer. Grâce à la longue durée des hostilités, elle atteint un développement qui n'a plus rien de comparable avec les premiers essais du début. Deux traits sont nouveaux : la prétention, encore insolente, mais rigoureusement soutenue, de bloquer les Iles Britanniques ; l'envoi de sous-marins allemands en Méditerranée.

L'Allemagne, en juillet 1914, possédait 27 unités submersibles en service et environ 11 en construction, dont 5 pour l'Autriche. Elle en retint 5 autres, en achèvement pour des neutres. Total 43. L'Autriche, dans ses arsenaux, avait 6 sous-marins et en construisait 5 autres. De ces 54 bâtimens, petits pour la plupart, beaucoup ont été détruits. Mais 20 nouveaux, mis en chantier depuis la guerre, sont armés déjà depuis longtemps, et 40 autres, qui leur ont succédé, commencent à sortir.

Ces derniers, grâce à leur déplacement plus considérable, ont un plus grand rayon d'action que leurs prédécesseurs. Ils peuvent emporter plus de vivres et de munitions et naviguer au moins vingt-quatre heures sans reprendre de combustible. Leur présence modifie singulièrement la lutte navale. Ils sont libres d'opérer au large et d'y porter la guerre sous-marine au commerce, jusqu'ici confinée à proximité des côtes et des bases maritimes. Moins fréquemment obligés de venir paraître en surface pour recharger leurs accumulateurs ou se ravitailler, ils échappent mieux à la surveillance de nos patrouilles. La tâche de la défense en est rendue plus difficile.

Nous savons qu'on n'a point attendu 1916 pour prendre les mesures défensives qui s'imposaient. La multiplication des chalutiers, remorqueurs, yachts armés en guerre, torpilleurs et destroyers a permis des services de recherche qui font courir au sous-marin de graves dangers. S'il paraît en surface sous le canon d'un patrouilleur, il risque de recevoir en quelques instans un coup mortel.

Mais des méthodes plus perfectionnées ont été mises en œuvre. Les unes font appel à un matériel de dragage ou à des filets fixes ; les autres reposent sur l'observation des vagues particulières soulevées par le passage d'un sous-marin immergé. En étudiant attentivement la surface de l'eau, on voit s'y propager une onde rectiligne qui accompagne l'ennemi invisible,

Elle est produite par le sillage de son kiosque et par celui de ses hélices. On a donc chargé quelques bâtimens extrêmement rapides de signaler ces faibles indices, dès qu'ils se manifestent. Le déplacement du flot révélateur marque la route suivie par le sous-marin ; l'estafette l'y précède et va faire tendre, en travers de son chemin, de ces filets tenus par une couple de remorqueurs, qui les referment sur l'ennemi aussitôt qu'il a donné dedans. On le pêche comme un gros poisson.

Ailleurs, dans les passes, aux approches des rades à défendre, on pose des filets fixes, des câbles suspendus et destinés à se prendre dans les hélices d'autres engins encore pour la destruction ou la capture des sous-marins. Toute une technique nouvelle vient de naître et va se perfectionnant de jour en jour.

Un emploi du sous-marin mérite attention, celui de poseur de mines. Envisagé avant la guerre, mais non point mis en pratique, il n'a commencé à donner des résultats qu'après une première période d'hostilités, où l'on s'en tenait aux méthodes coutumières. Partout où la surface est interdite aux mouilleurs de mines ordiuaires, on est amené à les suppléer par le sous-marin. Pour les Allemands cela s'étend donc à la surface entière des mers, pour leurs adversaires à des zones plus ou moins vastes le long des côtes germaniques ou dans certaines parties des mers voisines. Le sous-marin ne peut porter qu'un petit nombre de mines. On n'arrivera donc à des effets considérables qu'avec la multiplication des unités de flottille.

La marine allemande paraît posséder deux modèles différens. Dans l'un, les mines sont extérieures à la coque du sous-marin ; elles reposent en permanence dans des enfoncemens spéciaux, où elles sont suspendues à un crochet en relation avec l'intérieur du bateau par une tige qui peut le faire basculer. On peut libérer les torpilles à volonté, en manœuvrant cette tige.

Dans l'autre modèle, le submersible contient un compartiment qui peut communiquer avec la mer au moyen d'une large porte. En temps ordinaire, ce compartiment est clos, et ne renferme pas d'eau. Les mines y sont accrochées à un rail de lancement. Il s'ouvre dans l'intérieur du sous-marin par un couloir à écluse, par où s'introduit un scaphandrier. Celui-ci laisse alors entrer l'eau, fait glisser les mines au dehors, referme la porte, et l'on vide à nouveau le compartiment.

Cette technique pourra être grandement perfectionnée. Elle n'est que l'amorce d'un genre de guerre inédit, la dernière née des tactiques navales. Il n'est pas interdit de rappeler ce que nous avons suggéré ici, il y a déjà quatre ans : la lutte du sous-marin contre le sous-marin n'est pas impossible; on peut la concevoir réalisée aux points de passage et surtout au débouché des ports, grâce à l'intermédiaire des mines et filets de blocus mis en place par un adversaire invisible.

Il y a là une sorte de réplique à la guerre de sape, dont il est fait à terre si grand usage. Devant la menace grandissante que dresse devant les Puissances alliées, maîtresses des mers, le développement de la flotte sous-marine allemande, on doit envisager, à côté des méthodes défensives de surface, les méthodes de profondeur, les seules peut-être capables de donner une solution radicale.

Mais elles obligent à augmenter encore les tonnages en même temps que le nombre des sous-marins, déjà surchargés de tourelles cuirassées et d'approvisionnemens à la mesure des longues traversées. Qui donc voit dans les faits actuels la condamnation des flottes de haut bord? On est en train de nous préparer le cuirassé sous-marin, le grand transport sous-marin, toute une marine analogue à celle d'hier, à cela près qu'elle pourra s'enfoncer et naviguer sous l'eau. Il n'est pas dit qu'elle évincera la marine de surface : peut-être la doublera-t-elle. La complexité est la loi du progrès.

De ces nouveautés, qui naissent de la guerre, toutes n'ont pas le temps de mûrir et de s'y mêler avant sa fin, mais cependant chaque jour en introduit quelques-unes dans l'art militaire et dans le drame sanglant que nous voyons se dérouler; plus celui-ci se prolonge et plus il se transforme. Les élémens techniques nouveaux ne sont pas la seule cause de ses changemens d'aspect : il faut tenir compte aussi des progrès de leur application. Nous pouvons encore avoir la surprise de modifications profondes, soit qu'on imagine quelque procédé technique, soit qu'on donne à des moyens connus une importance qu'ils n'avaient pas. On n'ignorait pas l'artillerie lourde en 1914 : c'est la proportion et le nombre qui en sont aujourd'hui modifiés. Cela suffit à bouleverser la tactique.

Il faut donc être prêts, jusqu'au bout, à intensifier les

recherches et les fabrications et à porter chacun des facteurs du succès à son plus haut degré possible. Il ne suffit pas d'égaler aujourd'hui un ennemi qui tend, à tout instant, à se dépasser lui-même. La force qu'on doit affronter n'est pas née au moment où notre préparation la combat, et il faut mesurer nos coups à un adversaire à venir. C'est pourquoi il est nécessaire de voir loin et de faire grand. L'étroitesse, la nonchalance, l'économie mal placée seraient funestes.

Puisque la guerre évolue avant même de s'achever, puisqu'elle est un art vivant et mouvant dans nos mains, c'est quelque chose qui doit nous prendre tout entiers ; il faut la faire non seulement avec tout ce qu'on a, mais avec tout ce qu'on est, mais avec toutes les ressources de l'esprit et de la volonté, avec toutes les richesses des forces vivantes, leur plasticité, qui enveloppe les obstacles, leur souplesse rebondissante sous les chocs, leur passion aux mille visages et leur ténacité à l'invariable étreinte. Jamais, jusqu'au dernier moment, nous n'aurons le droit de nous endormir dans la sécurité d'une formule définitive.

GEORGES BLANCHON.

AVEC L'ARMÉE D'ORIENT

NOTES D'UNE INFIRMIÈRE

A MOUDROS

Moudros, août 1915.

Un torpilleur! Plus loin, tout en arrière. Un torpilleur que l'on ne soupçonnait pas dans ces parages. Il vole au-dessus des vagues, se précipite, pendant que l'embrun giclant de toutes parts le dissimule à moitié. Remous d'écume, et puis manœuvre pleine de hardiesse, voire d'élégance. Collé au flanc du navire-hôpital, il le harcèle de demandes : « Qui êtes-vous? D'où venez-vous? »

Et maintenant, c'est quelque chose d'anormal, de jamais vu, d'insoupçonné. D'innombrables bateaux qui se sont tassés, agglomérés, bien à l'abri. Petits et grands, ils s'enchevêtrent, entremêlant leurs mâts. Cheminées caduques, cheminées modernes. Monitors et cuirassés, torpilleurs ultra-modernes, cargo-boats suant et jurant aux côtés des blanches coques des bateaux-hôpitaux, sous-marins minuscules frôlant quelque gigantesque steamer, barques de pêche remontant aux douces caravelles, caïques grecs, remorqueurs poussifs, vedettes et chalutiers, tous immobiles... comme pétrifiés.

C'est l'heure du crépuscule, l'heure précieuse entre toutes, l'heure de la prière et du recueillement, l'heure tranquille,

l'heure où l'âme se détend, comprend et s'élève jusqu'à l'infini — l'heure divine!

Couchers de soleil d'Orient que l'on a si magnifiquement chantés, vous avait-on rêvés ainsi? Vous avait-on rêvés pour apaiser l'étrange frisson de ceux qui voudraient tout donner pour le pays et qui ne peuvent pas grand'chose?

Moudros, août 1915.

Oh! cette poussière qui nous a aveuglés, nous a fait faire volte-face. Les yeux brûlent et la bouche en est toute remplie. Elle s'écrase entre les dents. Elle vous pénètre dans le cou, elle vous glisse entre les épaules...

C'est une journée d'excessive chaleur, et, comme le vent souffle, la poussière poursuit une danse échevelée. Elle est bousculée, soulevée; elle monte, elle grimpe haut, elle se précipite sur vous, vous fouette comme une furie. Et de quelque côté que l'on aille, sous les marabouts ou dans les baraques, elle vous poursuit, vous hante...

Oh! cette poussière, je gage que vous n'en avez jamais vu de pareille. La rade elle-même a disparu sous le nuage jaune qui s'attache sur elle. On ne voit plus les bateaux. On ne voit plus rien que la grande nappe poussiéreuse, qui a l'air d'insulter le ciel. C'est la pire misère que ces journées de poussière... Elle charrie avec elle tous les germes mauvais, et c'est un peu une semence de mort...

Ajoutez à cela les mouches innombrables qui, pour la fuir, emplissent les baraques et les tentes. Comme elles sont terribles, ces mouches, et comme elles vous en veulent! Vous dire leur nombre serait impossible; des milliers, non, c'est plus. Il y en a partout; elles recouvrent les moindres boiseries, les moindres bouts de toile, tout ce qui offre une superficie. Elles se posent sur vos lèvres, sur vos yeux, elles vous entrent dans la bouche. C'est une vraie souffrance.

J'oubliais de vous parler d'un autre insecte, aussi odieux qu'entêté. Je veux parler... des puces. Oui, des puces qui sont aussi innombrables que les mouches, et qui, elles aussi, montent à l'assaut!

Pour notre honneur, je dois dire que nous en prenions notre parti... Mais ce qui nous était le plus dur, c'étaient nos pauvres malades qui se battaient la nuit avec les puces et le

jour avec les mouches... Surtout les pauvres grands malades! Il fallait voir toutes ces mouches qui leur entraient dans la bouche et qui sortaient en masse, tout en bourdonnant, lorsqu'on les en chassait. Leurs yeux en étaient tout remplis. Les typhiques détenaient le record. On avait beau mettre des moustiquaires, cela n'y faisait rien. Allez donc lutter contre une pareille invasion! Il n'y fallait point songer... Voyez-vous, lorsque vous vous trouverez à plaindre, songez quelquefois à ces pauvres petits soldats français qui, en Orient, ont souffert plus que n'importe lequel d'entre nos combattans.

Ajoutez à cela une pénurie d'eau absolue. Et encore nous étions au mois d'août, à une époque où tout déjà s'était amélioré! Mais, deux mois auparavant, on était resté trois jours sans faire de soupe, et les malades tendaient leur quart dans un geste désespéré...

Nous avions quinze cents à dix-huit cents malades. Ni les médecins, ni les infirmiers ne marchandaient leur peine. Ah! les beaux dévouemens que j'ai vus là! Tout le monde s'aimait. Tout le monde se soutenait. Et si quelquefois on prenait un air un peu plus fataliste, c'était qu'une grande pitié vous serrait le cœur et qu'aussi on sentait un sanglot, tout prêt à éclater...

Notre hôpital, malgré sa misère, était encore le mieux installé de tous. Les Anglais eux-mêmes n'en revenaient pas. Et pourtant, si vous étiez entré sous un de nos marabouts, vous auriez vu, sur ces paillasses défoncées, salies, des tas d'hommes qui grelottaient la mort...

Notre camp avait certainement le meilleur emplacement de toute l'île. Il était immense. Celui des prisonniers turcs lui faisait suite. Puis venait le camp des zouaves. Nous étions perchés au flanc d'une colline et nous avions toute la rade à nos pieds. D'autres camps se perdaient dans le lointain, en face de nous. Toujours des marabouts, si délicatement posés qu'ils semblaient de grands pétales de fleurs!

Le soir, le vent est tombé; un beau coucher de soleil nous souhaite la bienvenue. Un de ces crépuscules qu'on ne peut pas décrire. Le ciel, je ne l'avais jamais vu aussi beau. Les étoiles apparaissaient une à une, à peine distinctes d'abord, pendant que la mer devenait d'un bleu intense et que de grandes lames roses se promenaient sur l'ensemble... C'était, avec

toutes les silhouettes au premier plan des vieux caïques grecs, dont quelques-uns avaient déployé leurs grandes voilures toutes blanches, quelque chose d'insoupçonné, de merveilleux... J'apercevais, dominant les montagnes d'en face, le sommet transfiguré du mont Athos, alors qu'à ma droite Samothrace, avec son échine toute bleue, ressemblait à une grande bête lumineuse...

Moudros, septembre 1915.

Aujourd'hui a eu lieu l'enterrement d'un des médecins de notre formation. Vingt-six ans ! Après une très brillante conduite à Gallipoli, on l'avait envoyé ici parce qu'il se trouvait sérieusement malade. Il est resté à notre hôpital, refusant l'évacuation pour la France. Il avait pris du service. Tous les malades l'aimaient. Il paraissait robuste, il l'était en effet. Un grand diable de garçon solide et fort, qui vous regardait droit dans les yeux avec une honnête franchise. Et puis, en dix jours, la fièvre typhoïde l'a emporté. C'est un deuil dans l'hôpital. Il avait su gagner toutes les sympathies.

Je me souviens l'avoir veillé, un soir, bien qu'il ne fût pas dans mon service. Je me rappelle ces grands yeux bleus qui me regardaient d'un air si bon, si doux, pendant que je remettais sur son front brûlant la compresse d'eau froide! Son plus jeune frère, qui avait voulu le suivre, s'était arrangé pour se faire envoyer dans nos parages. Alors, quand il apprit que l'aîné était si malade, il est venu tout de suite, lui, le cadet... Il ne l'a plus quitté... A genoux à côté du lit, il mettait sa tête sur l'épaule de « Jeannot, » comme il l'appelait... Et c'étaient des mots hachés, des souvenirs qu'il évoquait, qu'il racontait. Et, en le pressant plus fort entre ses bras, il répétait : « Oh ! Jeannot, tu te rappelles, tu te rappelles, lorsqu'on allait au cours ensemble... C'était toujours toi qui me préparais mes leçons, dis, Jeannot, tu te rappelles ?... Non ! Tu ne te rappelles pas ?... » Et il se retournait vers moi, sanglotant, sans force : « Vous voyez, il n'entend plus, il ne sait plus... » Et il reprenait encore : « Dis, mon petit Jeannot, tu vas guérir, et nous reprendrons encore notre bonne petite vie... »

On l'a conduit au cimetière en grande pompe...

Le clairon, qui marchait en tête du cortège, jetait, toutes les deux minutes, dans le ciel, de grandes notes graves et tristes.

Lorsque nous avons passé auprès du puits grec, où des femmes puisaient de l'eau, une d'elles s'est détachée du groupe et elle a jeté sur le cercueil une pauvre petite fleur, qui avait poussé Dieu sait où, et au prix de quels efforts!

Moudros, septembre 1915.

Nos après-midi se passaient souvent à causer longuement. Assis en rond, les hommes, juchés sur leur sac ou encore au pied de leur lit, les plus malades enfouis sous leur drap, moi assise sur quelque caisse ou sur un vieux banc qui ne tenait pas très fort. On parlait un peu de tout. Récits de guerre, visions de combats, couchers de soleil contemplés là-bas, dans le détroit, couchers de soleil uniques, auxquels n'étaient point restés insensibles les rudes gars qui s'y étaient battus. On parlait aussi des bombardemens successifs entrepris par l'escadre alliée.

COMBATS EN MER

Dans notre salle, un col bleu venait quelquefois, apportant sa part d'anecdotes. Et voici ce qu'il nous raconta :

— Lorsque, le 19 février, nous avons reçu l'ordre du vice-amiral Carden d'aller réduire le fort de Koum-Kalé... ce que nous étions contens! Je crois qu'on aurait mis les bouchées doubles pour hâter l'instant qui allait nous permettre de nous battre à notre tour... Oh! ce que nous étions contens!

Ici, il respira largement, comme pour se dilater. Évidemment, le souvenir de cette mémorable journée était bien vivant en lui.

— Notre *Suffren*, comme on l'avait soigné! Nous sommes partis à toute allure. A peine au but, on a commencé un tir indirect à grande distance (11 000 mètres); puis nous nous sommes avancés jusqu'à 6 000 mètres... Notre tir était bien réglé, et nous avons fait rapidement du bon travail. Aussi, lorsque le cuirassé britannique *Vengeance* s'est amené, battant pavillon du contre-amiral de Robeck, parce qu'il voulait faire une pointe offensive à petite distance, c'est Koum-Kalé seul qui n'a pas répondu. Les trois autres ouvrages d'Hellès, Seddul-Bahr et Orhanié, ne se sont pas fait faute de tirer, eux. La pauvre *Vengeance*, ainsi encadrée, était un objectif de premier

ordre, et il lui était impossible de répondre de tous les côtés. On tirait sur elle de partout. C'était une canonnade ininterrompue. Quel bruit! Notre *Suffren* à nous était secoué par toutes les trépidations extérieures : c'était un ébranlement général.

Aussi le *Suffren*, voyant le danger que courait la *Vengeance*, est venu tout aussitôt se mettre sur bâbord pour avoir la batterie d'Hellès dans son champ de tir. A notre tour de commencer le feu sur elle. Notre réglage n'a pas été long, et, pour précis, il le fut... Puis, sans perdre de temps, nous avons envoyé trois magnifiques salves qui l'ont fait rester tranquille... Les Anglais dirent que nous l'avions *silenced*.

Ils étaient émerveillés de la promptitude avec laquelle nous étions entrés en action. Ils ne se lassaient pas de nous le dire, et depuis, dans la flotte anglaise, on a surnommé le *Suffren* le *fire-eater*.

. . . . . .

Ah! oui, qu'il en connaissait des histoires, notre col bleu! Il fallait voir comme il se redressait, lorsqu'il disait :

— Ainsi, il nous aurait fallu assister à cette fameuse journée du 25 février, lorsque nous avons dû appareiller pour une action définitive contre les forts de l'Entrée. Malheureusement, nous avions dû interrompre pendant six jours, à cause du mauvais temps, notre tir... Enfin!

L'escadre alliée était ainsi composée. Nous autres avec le *Charlemagne*, la section anglaise avait *H.-M.-S. Vengeance* et le *Cornwallis*.

On était parti de Ténédos le cœur léger; enfin, on allait se battre! Eh bien, cela a commencé à 10 h. 45, le tir. Les bâtimens anglais s'élançaient les premiers. Nous autres, on attendait... C'était joliment beau de voir ces bateaux courir... Le bruit des bordées faisait un rude tapage; on ne s'entendait plus, et nous autres, qui étions en réserve au large du cap Teké, nous assistions sur le spardeck et sur les boulevards à ce duel à mort. On n'avait qu'une idée, c'était de prendre la suite. On bondissait d'impatience. Surtout quand on a vu le grand combat qui s'engageait entre le dreadnought *Queen Elizabeth* et le fort d'Helles... A terre, les obus de 38 centimètres soulèvent d'immenses colonnes de poussière avec de la fumée, — tout disparaît... Mais, toutes les deux minutes pourtant, deux

grands éclairs giclent de la falaise, et au tour du dreadnought de voir tout à côté de lui deux grandes gerbes d'eau s'élever. Elles dominent l'énorme cuirassé. Nous autres, nous regardions toujours, et je vous assure que nous aurions bien voulu être à leur place. Hellès répond, ne veut pas se taire; on redouble, on va plus vite; les effroyables hurlemens des quinze pouces se hâtent. C'est un impossible vacarme, pendant qu'à terre, les obus encerclent davantage le terre-plein de la batterie.

Est-ce que vous voyez cela d'ici?

Les pièces turques ont été repérées; alors, coup sur coup, vous voyez trois montagnes de terre qui s'élèvent. Tout le monde applaudit, les bateaux anglais poussent des hourrahs, chacun délire de joie. Et cela se comprend : nous étions tout prêts à nous sacrifier tous pour assurer la victoire...

Bientôt, on voit monter les étamines au maroquin (1) du croiseur de bataille *Inflexible*, ce héros des Falkland qui bat pavillon du vice-amiral Carden; la *Vengeance* et le *Cornwallis* s'élancent à l'assaut des forts... C'était magnifique... Nous ne tenions plus en place... Ils emportaient avec nous toute notre âme. Nous n'étions plus sur le *Suffren*, mais sur les bateaux anglais...

Heureusement pour nous que notre tour allait venir. Le branle-bas de combat a sonné : chacun court à son poste... Le lendemain, le lieutenant nous a raconté ça... Il était dans son kiosque de télémètre, il pouvait suivre le *run* des deux cuirassés anglais... Ils vont vite en besogne. Ils tirent des deux bords; on appelle ça: en feu accéléré... Le vacarme est encore plus terrible... La lyddite se disperse en nuage jaune tout autour d'eux, mais on ne distingue aucun point de chute dans leur entourage... On croyait que les Turcs en avaient assez et qu'il ne resterait plus rien pour nous. Lorsqu'on voit arriver sur notre gauche la *Vengeance*... On avait peur, nous autres, de rester les bras croisés. Mais l'ordre vient de mettre en marche : 12 nœuds... A notre tour enfin de participer à la bataille. On met le cap sur l'entrée des détroits... Dans le blockhaus, — vous connaissez cette sorte de tourelle d'où vient le commandement —, on demande :

— Distance d'Orhanié?

(1) Cordage qui relie les deux mâts du croiseur.

Deux angles au sextant, un coup de télémètre, un coup d'œil sur le canon de tir préparé d'avance.

— 8 500 ! 8 300 ! 8 000...

Alors pour le coup ç'a été un tapage, un paquet d'air chaud qui vous fouette le corps, de la fumée... Notre belle petite tourelle d'avant de 30 venait d'ouvrir les feux sur Orhanié.

On entend encore :

— Les angles ? Distance...

— 7 400...

Le tir, cette fois, est réglé : toutes nos cinq pièces de 16 centimètres de la bordée crachent comme si elles n'avaient fait que ça toute leur vie... Elles ne s'arrêtent pas, elles continuent toujours. Elles tirent sans arrêt. Quel tapage, mon Dieu ; mais comme nous étions fiers, si vous saviez !

Tout d'un coup, une sonnerie se fait entendre : par le porte-voix, on entend :

— Changement d'objectif...

Plus de coups de canon, plus rien, plus rien du tout. Quelle différence avec l'instant d'auparavant ! Jamais je n'aurais cru possible silence comme celui-là. On en était impressionné ! Après le tapage qui avait précédé...

On a entendu quelqu'un qui disait :

— En voilà un qui a son compte. A qui le tour ?

Mais le blockhaus parle encore :

— Distance de Koum-Kalé ?

— 3 100.

Nous n'en avions pas fini, heureusement. Le tapage avait repris de plus belle. On tire à nouveau, on tape de plus en plus fort. Et dans tout ce bruit, retentissent les commandemens que l'on hurle.

— Pièce ! Feu !

Notre *Suffren* avançait toujours : il n'avait pas peur, je vous assure. Il arrive tout près des premières lignes de mines, puis il revient sur la gauche. On recommence le tir. On a ouvert le feu à moins de 2 000 mètres sur Seddul-Bahr ! Les murs du château croulaient, que c'était un plaisir. Les pierres dégringolaient en charriant derrière elles de grands morceaux du fort. Ça craquait, ça se cassait. On voyait leurs pièces de canon qui sautaient en l'air : gros canons de marine. C'était

un pugilat sans pareil... On continue à tirer. Ils répondent de moins en moins, notre tir frappe juste, détruit tout ce qui doit être détruit. Nous avons de rudes canonniers à bord... Bientôt ils ne répondent plus... Tout est silence chez eux... A nous la victoire!

... Il a promis de revenir, notre « col bleu. »

Moudros, septembre.

Là-haut on éprouvait généralement comme un grand bien-être, une sorte de détente. Là-haut, c'était le sommet de la colline qui dominait le camp. On y arrivait en quelques minutes. L'air fouettait, on respirait librement et puis, surtout, la vue était merveilleuse.

En face, la rade, avec ses échancrures, son chargement habituel de navires de tous genres, ses baraques et ses yoles, ses cuirassés et ses steamers; à gauche, une succession de camps, le sémaphore tout fleuri de flammes; à droite, d'autres camps, une échappée sur la vallée où s'endormait un adorable village... Et tout en arrière, une autre vallée très profonde, très rocailleuse, qui abritait dans ses replis une bergerie construite entièrement de pierres, que ne retenaient point les habituels cimens et que deux figuiers ornaient magnifiquement...

C'était tout cela que l'on avait à soi, lorsqu'on allait là-haut. On y grimpait vers les six heures, par les sentiers à pic, où des cailloux roulaient en s'effritant. Le crépuscule commençait alors à sortir de ses nimbes. On s'asseyait sur quelques grosses pierres...

Aujourd'hui, le temps fut clair à souhait; de la lumière toute bleue se promenait dans l'air, teintée de mauve. C'était très doux. On suivait les moindres détails, ces nuances qui n'appartiennent qu'aux lumières d'Orient! Puis arriva le crépuscule avec ses mille teintes qui se superposèrent. Chacun se tut... Et ce fut ensuite la nuit qui glissa quelques ombres, avec peine, avec presque du regret... Alors des voix murmurèrent ce qu'elles n'avaient point voulu dire jusque là. On conta à mi-voix des souvenirs... On parla de la guerre... On se tut encore... Puis, quelqu'un osa...

— C'était, disait-il, au mois d'avril dernier... Nous étions ancrés en face de Skyros : un homme très jeune encore, officier, porteur d'un nom illustre, poète de valeur, Écossais d'origine

s'en était allé la veille rêver dans l'île. Cheminant avec un de ses amis, musicien comme lui était poète, inséparables compagnons tous deux, ils avaient longuement erré parmi les innombrables débris des blocs de marbre blanc, disséminés à profusion dans l'île et qui émergeaient, s'alignaient, puis se perdaient au loin. Quelques rares oliviers se voyaient de distance en distance. Poussés par un même désir, les deux promeneurs s'étaient étendus sous l'un d'eux. L'un et l'autre firent sans doute de longs rêves, car les heures passaient et ils ne songeaient plus à s'en aller.

Le crépuscule vint les surprendre, puis la nuit. Alors, ils reprirent le chemin qui les ramenait à bord.

Le soir même, le poète sentit une fièvre mortelle qui le secouait tout entier. L'île, jalouse des secrets qu'il venait surprendre, lui avait-elle jeté quelque maléfice? Des rêves hantèrent son cerveau, d'autres rêves entrevus dans le délire des mots. On l'entendit chanter la mort qui planait au-dessus de lui. Il évoqua les marbres qui avaient sans doute servi aux génies de l'antique Grèce... Il dit un à un les vers qu'il avait composés, avec la cadence des rythmes, l'envolée divine... Il lutta aussi pour vaincre le mal, dans une révolte dernière, dans un dernier élan de sa jeune énergie. Puis, au matin, il sentit le froid des sépulcres qui gagnait ses membres, paralysait son cerveau... Alors, il mourut à l'heure du crépuscule, avec quand même son sourire de poète.

Un drapeau servit de linceul... Pendant la nuit, on descendit le cercueil dans une des barques qui attendaient à la coupée... Quatre hommes porteurs de torches l'encadrèrent. Et lentement, en silence, les rames effleurant à peine la mer très bleue, on glissa vers l'île où les marbres blancs mettaient l'éclat de leur blancheur.

Les barques s'en allaient très doucement en rangs serrés et inégaux. Mais, à cause des rochers qu'on ne pouvait voir, il fallut s'arrêter. Des hommes se mirent à l'eau. A bras tendus, ils soulevèrent le mort au-dessus des vagues qui faiblement s'entre-choquaient. Puis, ce fut encore, à travers l'île déserte, parmi tous ces marbres gisant pêle-mêle, le défilé au pas rythmé, précédé de cornemuses. Les fifres sonnaient la marche, conduisaient le mort vers l'olivier solitaire, là où il avait rêvé longtemps... longtemps... jusqu'à la mort...

Et pendant que des hommes, à la lueur des torches, creusaient tout contre le cercueil la tombe qui allait l'ensevelir, les cornemuses jouèrent les vieux airs, ceux des lochs et des moores.. A l'instant seulement où le cercueil glissa dans la terre, les clairons sonnèrent... Ils sonnèrent longtemps... Les torches se rapprochaient, se retrouvaient au-dessus du trou béant comme pour un suprême hommage au mort... Et les cornemuses chantèrent une dernière fois, disant au poète mort l'adieu de l'Écosse brumeuse, l'adieu du pays...

Le conteur se tut... Aucun de ses auditeurs ne songea à interrompre le silence. Soudain, un bruit venant du ciel, froid et sinistre comme un couperet, passa au-dessus des têtes pensives. Réveillé en sursaut, chacun leva les yeux... Un immense vol de corbeaux se dirigeait du Sud au Nord. Et les ailes noires des oiseaux claquaient, claquaient, fouettant le ciel dans leur fuite précipitée...

Moudros, septembre 1915.

Notre « col bleu » qui nous avait abandonnés quelque temps, pour raison de service, nous est revenu enfin. Cette fois-ci, il a encore les yeux plus brillans que d'habitude. Il a fait provision de souvenirs. Tous mes malades attendent, anxieux. C'est pour eux un vrai rayon de soleil.

Aussi, lorsqu'il commence, personne ne souffle plus mot.

« SUFFREN » ET « BOUVET »

— Vous savez, dit-il, je ne vous ai pas tout raconté. J'ai gardé le meilleur pour la fin. Aujourd'hui, je vais vous dire en détail cette fameuse attaque du 18 mars contre les cinq grands forts des Dardanelles.

Ce jour-là, je vous assure que ça valait la peine d'être sur le *Suffren*, d'être marin. Pensez donc qu'on mettait en action 16 cuirassés, toutes les flottilles de destroyers et de dragueurs et que c'était pour une attaque directe et à fond des *Narrows!*

Les chefs avaient étudié la question. Vous connaissez la configuration géographique des Détroits. Côte d'Asie et côte d'Europe peuvent sans difficulté concentrer leurs feux sur l'assaillant, tandis que nous autres, nous n'avions la possibilité de mettre en ligne qu'un nombre restreint de bâtimens, pour

qu'ils puissent battre, à une distance vraiment utile, les ouvrages ennemis. Pourtant, il fallait déblayer le chenal : sans cela, il n'y avait rien de fait. Il fallait arrêter le mal que causaient à nos dragueurs les batteries situées à fleur de côte par le travers du grand champ de mines.

Ce n'était pas une petite affaire, comme bien vous le supposez. Pensez à la magnifique cible que nous offrions à l'ennemi. A droite, à gauche, il y avait des canons et c'étaient de grands et solides forts que ceux que nous allions attaquer... Les rapports officiels ont dit en leur temps à quelle combinaison on s'était arrêté. Moi, je vais vous l'expliquer...

Ici, notre gamin fit une pause, comme pour bien tasser ses souvenirs, les reprendre un à un, pour que chacun pût comprendre et surtout aussi pour qu'il n'y eût point d'erreur.

— Eh bien! on avait décidé d'envoyer une première ligne de quatre cuirassés anglais qui se tiendrait en travers du détroit à 13 milles de la ligne Khanack-Kidil-Bahr. Ils avaient reçu pour mission de bombarder en tir lent les cinq principaux ouvrages, tout en restant, bien entendu, hors de leur portée... Vous voyez cela d'ici... Ils devaient attendre l'instant que l'on jugerait convenable, c'est-à-dire lorsqu'on aurait eu l'assurance que les forts étaient suffisamment désorganisés, pour permettre à une seconde ligne, comprenant quatre vieux cuirassés, de se porter à 4000 mètres en avant d'eux. Ces derniers avaient reçu ordre de ne pas entamer le tir de la première ligne, tout en attaquant comme elle les mêmes grands ouvrages et aussi en contrebattant les forts secondaires qui seraient à sa portée... Ce n'était pas très commode comme mission ; mais ce fut rudement chic ! Entre la première et la seconde ligne, on avait envoyé un cuirassé flanqueur le long de chaque rive... Car il faut vous dire que les batteries de campagne ne se faisaient pas faute de nous cracher dessus, et il fallait leur imposer silence... On avait tout prévu, et une relève vers les quatorze heures devait remplacer les quatre cuirassés de la ligne d'avant, ainsi que les deux flancs-gardes.

Eh bien! ce poste d'avant-garde, aux quatre vieux cuirassés, c'est nous autres, les Français, qui l'avons eu. Et nous n'en étions pas peu fiers. Pensez donc, c'était le poste le plus dangereux... Nous devions manœuvrer avec précaution pour ne pas masquer les vues des quatre cuirassés modernes. Notre divi-

sion se fractionna donc en deux sections : l'une devait opérer le long de la terre, sous la presqu'île de Gallipoli ; l'autre, nous autres, le long de la côte asiatique. Vous savez, cette belle côte qui s'allonge et sur laquelle on trouve de si jolies lumières! Mais ce jour-là, elle était spécialement dangereuse; aussi notre amiral, qui n'avait point peur et qui se connaissait en bravoure, la revendiqua pour sa propre section *Suffren-Bouvet*.

Maintenant que nous étions en plein dans l'action, nous nous rendions compte des difficultés. On était tout près des mines; l'eau près de terre n'avait presque pas de profondeur; et comme nous étions obligés de conserver notre objectif et qu'il fallait bien le battre avec toute notre bordée, cela n'était pas très commode. Pensez à la petite marge qui existait entre la limite ordinaire de nos pièces, les moyennes, et la distance initiale du tir si rapidement augmentée par le courant. Tout cela constituait un ensemble de circonstances qui enserraient de plus en plus nos mouvemens, — si bien que notre champ d'action se trouva réduit à un point presque mathématique. Le bâtiment qui avait mission de tirer sur les grands forts devait stopper bien qu'il dérivât par ailleurs... Le second cuirassé, lui, tout en restant à peu près sur place à 500 mètres en aval, devait tirer sur les batteries secondaires tout en restant prêt à venir à notre aide et nous relever...

D'ailleurs, les chefs, et c'était convenu d'avance, avaient décidé des mutations tant pour nous permettre d'équilibrer les fatigues de notre artillerie que pour nous permettre de remonter le courant — sans avoir pour cela à interrompre le tir.

Vous voyez : le *Suffren* et le *Bouvet* étaient le point de mire des trois grands forts de la côte d'Europe (Yeni-Medjidie, Hamazieh, Roumeli-Hamadieh). Les trois plus grands forts! On savait très bien qu'on ne pouvait lutter avec succès qu'avec un seul des deux grands forts d'Asie, Chanack et Hamidieh d'Asie. Quant aux batteries de Soan-Dere et de Dardanus, on savait aussi qu'elles ne se laisseraient pas battre si facilement, car elles étaient rudement bien armées, et surtout qu'elles étaient soutenues par des pièces de campagne...

Mais cela ne faisait rien : on était décidé à lutter. On se disait que l'affaire serait des plus chaudes, qu'un tas de difficultés allaient surgir, — tant pis, il fallait y aller et on y allait

de gaieté de cœur, sans oublier ce qu'on allait risquer. On pouvait bien sacrifier sa vie pour son pays. Et une mort comme celle-là n'était pas une mort à dédaigner...

Maintenant que je vous ai si bien expliqué nos positions, vous connaissez les Dardanelles : vous voyez la côte d'Asie et la côte d'Europe? Alors... écoutez.

Les cuirassés modernes obéissant aux ordres avaient, à onze heures, ouvert un feu très lent. Les gros canons tapaient lourdement, s'arrêtaient comme s'ils voulaient entendre le bruit qu'ils faisaient, puis reprenaient. Il n'y avait plus dans l'air que le bruit du canon. Le contre-amiral de Robeck qui avait remplacé la veille le vice-amiral Carden pour le commandement de la flotte alliée, nous avait donné l'ordre à 12 h. 15 de rejoindre notre poste. Nous nous sommes scindés immédiatement. Le *Gaulois* et le *Charlemagne* filaient sur la côte d'Europe pendant que notre *Suffren* et le *Bouvet* rejoignaient le point désigné, marchant à une vitesse de 12 nœuds, vers la côte d'Asie. Nous arrivâmes à 9 000 mètres des forts de Fridil-Bahr... Et juste à 12 h. 40, notre bateau commençait son tir sur le fort de Yeni-Medjidie...

Mes amis, à peine étions-nous en position que ce fut comme une pluie d'obus tout autour de nous, ainsi qu'autour du *Bouvet*. Il y en avait de tous calibres. C'étaient des gerbes d'eau, des coups de boutoir contre la cuirasse de notre bateau, comme si d'énormes, de prodigieux marteaux voulaient la défoncer. On aurait dit que tout le bateau allait céder. Ajoutez la trépidation intérieure des machines, la répercussion de notre tir, la vibration intensive, insoupçonnée, qui l'ébranlait.

Malgré cela, nous avons rempli à la lettre notre programme. Nos deux bateaux obéirent ponctuellement aux ordres. Ils se relevèrent comme il avait été convenu, si bien que l'objectif principal n'a pas cessé une minute d'être battu... Chacun des deux bateaux a occupé deux fois le poste de tir et vingt minutes chaque fois...

Nous autres on ne vivait plus que par le cerveau et par le cœur. On ne pensait plus à soi, on ne pensait qu'aux canons, qu'à son bateau et on était fier. Notre *Suffren*, lui, après son premier round où il était arrivé à la distance-limite du tir, n'avait reçu, — et pourtant Dieu sait si l'ennemi nous avait largement gratifiés d'obus! — que deux atteintes sans gravité.

Mais le *Bouvet*, lui, qui avait repris notre place, n'avait pas tardé à avoir deux incendies à bord et sa pauvre tourelle avant mise hors de combat. Cela ne l'empêchait pas de continuer son travail comme s'il n'en était rien.

Notre *Suffren* revint, reprit son poste, sur lequel l'ennemi n'avait pas manqué, comme bien vous devez le penser, de régler son tir. En moins d'un quart d'heure, nous avions reçu une douzaine de gros projectiles dont l'un glissa dans la casemate 10 et la tourelle 6. Nous eûmes là douze hommes tués... On avait vu de grandes projections de flamme et de fumée dans les soutes à munitions de bâbord et les chaufferies incendiées dans les entreponts. Mais surtout le circuit de conduite du tir à bâbord, bord armé, était complètement mis hors d'usage...

Et ce n'était pas fini. Nous n'avions pas cessé de tirer, lorsqu'une voie d'eau se déclarait à bâbord avant. On en déduisit que les soutes bâbord avaient dû être noyées et le bâtiment commença à s'incliner légèrement... La cheminée avant était presque démolie à sa partie inférieure... Nous autres, on entendait toujours le vacarme, on sentait le bateau qui s'inclinait, mais on n'avait pas peur.

Le pauvre *Bouvet*, malgré les coups qu'il avait reçus, vint immédiatement à notre secours, pour nous permettre de reprendre du champ et présenter tribord au but. Il continua l'attaque sans la moindre défaillance. Vers 13 h. 45, nous nous apprêtions à le remplacer encore une fois, lorsque l'amiral de Robeck, se rendant compte du feu intense auquel la division française était soumise, nous signala de nous retirer. La place allait être occupée par les cuirassés anglais de relève qui arrivaient en ce moment-là dans les Détroits...

Notre *Suffren* et le *Bouvet* avaient pris quelque chose, c'était incontestable. Ils avaient des morts, des blessés... Mais ce qui était important, surtout, c'est qu'ils avaient bien exécuté leur mission. Nous avions, c'est vrai, subi, sans faiblir, non seulement le feu concentré des cinq grands forts des Narrows, mais aussi celui des batteries rudement bien armées de Dardanus, de Soah-Déré, de Sephez et de la Quarantaine. Et aussi, nous avions eu les canons de campagne. Tout cela faisait un ensemble qui réunissait bien vingt-cinq pièces battantes de gros calibre (24 centimètres et 35 centimètres), à peu près autant de 15 centimètres. Je ne crois pas exagérer en évaluant à

quatre cents le nombre de projectiles qui étaient tombés autour de nous deux pendant un peu plus d'une heure.

Il y a même eu un obus de 15 centimètres qui a traversé la passerelle en écharpe. Il est allé se loger dans la chambre de navigation. Il avait passé à toucher l'amiral et le commandant, car notre amiral et notre commandant étaient sortis hors du blockhaus pour mieux se rendre compte des circonstances de l'engagement.

Il fallait veiller à tout, suivre le tir, prescrire les mesures nécessaires pour remédier aux avaries, veiller jalousement sur la manœuvre du bâtiment. Nous étions tout près des petits fonds et à toucher le champ de mines fixes... Sur la mer, on voyait des flotteurs multiformes qu'il fallait absolument éviter... Et nous savions aussi que des mines dérivantes pouvaient être lancées contre nous. Vous voyez quelle attention!

Mais nous n'avions pas travaillé pour rien. Tous les grands forts étaient devenus presque silencieux.

Ce n'est pas tout. Notre magnifique *Bouvet*, celui que nous avions appelé notre vaillant matelot d'arrière, a eu plus de malheur que nous. On s'en retournait, il était exactement 13 h. 58, il était à environ 500 mètres de nous en arrière, lorsqu'on l'a vu s'incliner brusquement sur tribord... Cela a été fait avec une rapidité inouïe. Il s'est incliné jusqu'à peu près 50°. Nous ne comprenions pas... On a vu un peu de fumée qui paraissait sortir de la tourelle de 27 centimètres tribord, mais on n'a pas entendu la moindre explosion, il n'y a eu aucune gerbe d'eau, aucun débris... Nous regardions toujours sans comprendre, lorsque, après douze ou quinze secondes d'arrêt pendant lesquelles l'arrière s'enfonçait et la bande paraissait stationnaire, le pauvre *Bouvet* a brusquement chaviré... Sa quille est profilée sur la mer toute bleue, puis il a disparu par l'arrière. Cela s'est passé si rapidement! Sur la carène toute verte d'algues et de goémons, on a vu des hommes courir... Presque aussitôt ils ont été jetés à la mer, engloutis... La disparition du *Bouvet* a pris moins de temps que je ne mets à vous la raconter... Moins d'une minute... Cela a été foudroyant...

On a mis à la mer tant du côté anglais que du côté français toutes les vedettes possibles. Les Turcs tiraient toujours. On en a sauvé si peu! mieux vaut n'en pas parler...

Moudros, octobre 1915.

Hier soir, une magistrale ondée due à un violent orage nous a valu d'être réveillées en sursaut. Il pleuvait partout dans notre baraque. Il pleuvait sur notre petit lit de fer qui, chaque fois que l'on change de place, menace de s'effondrer. Il pleuvait le long des cloisons et, grâce au vent violent qui venait du Sud, j'ai reçu sur la tête et sur les épaules une vraie douche.

Depuis quelques jours, j'avais une grosse fièvre. Tout ce froid qui a pénétré chez moi m'a glacée jusqu'aux moelles. L'eau courait sur notre plancher. Il a fallu mettre des pierres sous nos cantines pour les préserver un peu. On a mis partout de la toile imperméabilisée. Nous nous sommes glissées dessous. On avait ouvert les parapluies, et on a attendu que la pluie voulût bien cesser. Ce mauvais temps a duré trois jours.

Dans leurs baraques, nos pauvres malades avaient été transpercés. Malgré la nuit noire, il a fallu les transporter ailleurs. On les entassa dans des pièces exiguës où il pleuvait moins fort...

Si vous aviez vu cet air de misère qu'avait notre hôpital quand le beau temps est revenu! La boue vous montait jusqu'aux chevilles et on en avait plus haut que les genoux. Une boue grasse et tenace où on enfonçait et qui vous retenait. Il fallait se servir de cannes comme points d'appui si on ne voulait pas s'étendre tout de son long!

. . . . . .

Le mauvais temps a amené une recrudescence d'insectes. Deux énormes tarentules qui se promenaient en allongeant leurs longues pattes velues à l'intérieur de nos moustiquaires ont été les victimes d'une chasse soutenue et victorieuse... Un énorme cent-pieds a été trouvé dans les draps d'une de mes compagnes. Il avait eu froid, le pauvre! On l'a tué aussi!

Et il y a les rats qui, sur les toits chaque soir, dansent une sarabande. Courses d'obstacles, courses au trot, nous avons toute la gamme... Les souris, elles, détiennent le record... Dans ma chambre pour laquelle elles ont une prédilection marquée, c'est plaisir de les voir s'époumoner... Dès que je souffle ma bougie, alors elles s'en donnent à cœur joie. Elles me dégringolent sur la figure, elles courent sur mon lit, elles grimpent,

elles redescendent, tout cela dans une précipitation vraiment excessive. Quelquefois, un fracas épouvantable me réveille en sursaut. C'est mon quart qu'elles ont traîné derrière elles et qui roule à terre...

Je dois dire, à ma honte, que je n'ai pas pour ces souris d'Orient toute l'animosité qu'il conviendrait. Bien qu'elles n'aient pas la grâce, le velouté et l'esprit de leurs sœurs tropicales, je ne puis m'empêcher d'admirer leur souplesse, leur petitesse et aussi ces yeux malins qui percent sur leur peau brune... Évidemment, j'entends vos cris d'horreur; mais voyez-vous, les bêtes, quelles qu'elles soient, c'est encore d'elles qu'il faut avoir le moins peur...

De Moudros à Seddul-Bahr.

Pour aller de Moudros à Seddul-Bahr, nous avons mis un peu plus de vingt-quatre heures. C'est un voyage que l'on fait généralement en six heures. Mais le vent et la pluie avaient secoué la mer tant et si bien qu'elle en était tout en colère... Et puis...

Nous avions levé l'ancre vers les dix-sept heures, lorsque, à vingt-trois heures, je fus réveillée en sursaut par un va-et-vient inaccoutumé dans le corridor... Des voix se firent entendre : le feu était à bord !... Où ?... Dans la cale... Comme nous étions un navire-hôpital et que nous n'avions pas de munitions, ce n'était pas la peine de se déranger pour si peu... Donc, je me retournai du côté du mur et je m'endormis.

A quatre heures, nouveau réveil... Cette fois-ci, je n'entendis point de bruit, mais le balancement de notre bateau était caractéristique. Je n'eus aucun doute. Nous nous en allions à la dérive, faute de direction.

Quelques instans après, j'entendis encore des pas précipités, je devinai l'angoisse que l'on voulait dissimuler. Je regardai l'heure... Quatre heures... La nuit était noire... Sans aucun doute, il faisait froid sur le pont... J'étais au chaud... D'ailleurs, à tout prendre, cela n'aurait servi à rien de grimper là-haut... Et je m'endormis à nouveau, — d'un sommeil si tranquille qu'il était presque sept heures lorsque je m'éveillai...

Nous étions ancrés en face de Kephalo...

Ah! les jolies lumières qui se jouaient sur l'île! Je vous assure que mon hublot me parut trop petit et qu'il ne suffisait

pas à mes exigences... Je montai vite sur la passerelle. Là, le commandant me raconta. Le feu avait pu être circonscrit. On l'avait éteint, mais il avait eu le temps d'atteindre la chambre de gouvernail. Les chaudières, à cause du mauvais charbon acheté au Pirée, avaient été plus que paresseuses. Pendant quelques heures, on n'avait plus été maître du bateau. Le courant l'entraînait raide comme balle vers la côte d'Asie, d'où on s'était approché à deux mille mètres à peine. Heureusement un autre courant était intervenu, et, les réparations aidant, on avait pu remonter petit à petit et non sans peine vers une zone moins dangereuse... Et aussi, on avait passé aux côtés d'une grosse mine flottante qui s'en allait à la dérive... Ah! le pauvre commandant, avec ses sabots qui faisaient clic cloc sur les planches! Il commençait seulement à se rasséréner. Quel brave homme c'était! Il en avait vu de dures en mer. Avant d'être bateau-hôpital, son bâtiment avait servi de transport... Et il fallait l'entendre raconter ce débarquement à Koum-Kalé, tous ces navires qui attendaient en face de Seddul-Bahr, pendant que l'on faisait une diversion sur la côte d'Asie pour permettre aux troupes de descendre sur la côte d'Europe :

« C'était noir de bateaux, le canon tonnait, les obus tombaient, il y avait des rafales de mitraille... Cela a marché quand même. On y est arrivé... Mais ce qu'on a laissé d'hommes! »

Seddul-Bahr.

Quand nous ancrâmes à la pointe de cette fameuse presqu'île de Gallipoli, juste entre le cap Tépé et le cap Hellès, j'eus comme un grand coup au cœur... J'eus froid, tellement froid... Il y avait dans le ciel de grands nuages lourds et tristes, les grands nuages de noir présage. Le vent du Nord, glacial, fouettait sans trop de hâte, jetant son suaire de cimetière sur les eaux, sur la terre.

J'étais à l'entrée des Dardanelles et je savais l'immense cimetière que représentait ce bout de terre... Seddul-Bahr était là, à portée des yeux, tout haché, sa mosquée défoncée. Et, là, le vieux château d'Europe à moitié écroulé, mais portant beau encore par endroits ses créneaux meurtris. La vieille forteresse avait l'air de pleurer. Ses cyprès roussis par les flammes tremblaient comme de peur. Et tout ce bout de presqu'île avait à ses

flancs des multitudes de tentes... La terre était toute battue, aride... Plus loin, on apercevait Kritia ravagée, criblée jusqu'aux entrailles avec la ligne noire qui, en arrière d'elle, indique le fameux et sinistre ravin du Kérévés-Déré, le ravin de la mort, comme l'appellent les soldats. En haut, Achi-Baba, imprenable à cause de sa position...

Et plus loin, toujours plus loin, dans le grand lointain, l'Olympe de Brousse élevant ce soir, à cause du ciel d'hiver, une masse harmonieuse, mais courroucée... La côte d'Asie, avec Chanak tout à côté de nous qui domine... La plaine de Troie maintenant, à droite, avec son *tumulus*, le tombeau d'Achille, assure-t-on. Yenikeuy, Yenicher, les monts Ida qui ferment l'horizon... et Koum-Kalé en face, tout proche de nous.

Et puis, l'entrée des Dardanelles... J'ai éprouvé rarement, en la regardant, impression plus douce... Comme elle était belle, cette eau tranquille! Quel charme infini, quel calme, quelle quiétude! Des reflets nacrés, des reflets qui se jouaient sur elle, des reflets qui s'étendaient, se repliaient, puis revenaient et se perdaient encore... Dire qu'elle glissait sur tant de morts!

Mais de grands éclairs ont sabré l'horizon, de grands éclairs qui s'en viennent d'Achi-Baba. Un bruit sourd et retenu, des secondes s'écoulent en silence, puis tout à côté de nous, le bruit sec et terrible qui frappe et tue. Des flocons blancs s'élèvent et se dispersent lentement. Un... deux... trois... On compte, on recompte. Et à nouveau, on recompte. Les mêmes éclairs jaillissent maintenant de la côte d'Asie, crèvent sur Seddul-Bahr et Kritia. A terre la vie continue, sans arrêt. Des chevaux défilent, des convois passent, d'autres chevaux hennissent au flanc de la côte où ils sont curieusement perchés... Des bateaux vont, viennent. Les obus tombent toujours... La coque du *Majestic*, gluante, pèse lugubre au-dessus de l'eau, carapace morte qui conserve ses cadavres... Et le *River Clyde*, avec son allure de cargo juché bien en évidence, insolent jusqu'au bout, narguant l'ennemi, bien qu'il soit criblé, rouillé...

De la mer, d'autres éclairs, plus grands parce que plus proches peut-être... Les monitors tirent. Ils répondent machinalement en larges bordées...

. . . . . .

Aujourd'hui, c'est un matin radieux comme pour un jour de fête, avec une lumière fine et limpide qui pare chaque détail d'une grâce très douce. Et c'est si lumineux que les yeux en sont éblouis! Imbros tout en arrière de nous, Imbros dont le nom demeure une consonance jolie, Imbros avec ses lignes larges et souples, son mauve qui va s'irisant, s'estompant avec le bleu merveilleux des eaux. Ténédos et encore l'incomparable côte d'Asie qui se rapproche et se perd. Mouvemens félins, grâce féline. L'immense plaine de Troie, Yénicher qui pleure toute pantelante, Koum-Kalé désorienté, mais conservant encore sa ligne dans l'amoncellement de ruines...

Le canon tonne... Les monts Ida se précisent davantage élevant leurs sommets avec une grâce tout archaïque. Des bleus, des mauves se promènent toujours, et les yeux vont, viennent, s'arrêtent et reviennent.

Je n'ai jamais vu nulle part ailleurs une lumière aussi pure, aussi belle, aussi prenante. Chaque heure transporte avec elle tout un cortège de coloris nouveaux, de douceurs inconnues...

Un aéroplane a tournoyé dans l'air, léger et gracieux comme une luciole. Et avec des sauteries et des bonds mutins, il s'est posé au sommet de la falaise bien en vue des tirs ennemis. Le soleil irradie ses ailes. Le pilote est descendu, un autre accourt prendre sa place : l'oiseau, en moins de temps qu'il n'en faut pour vous le raconter, repart, bravant les obus qui éclatent.

J'ai vu ces ambulances que rien ne préserve contre l'ennemi. J'ai vu sur la grève les innombrables tombes surchargées de galets et que la mer baigne. J'ai vu toutes les autres tombes où dorment, entassés dans chacune d'elles, vingt ou trente morts. J'ai vu cette fameuse baie de Morto où reposent tant des nôtres parmi les grands cyprès noirs. J'ai vu l'habituelle résidence de tous ceux qui vivent là. J'ai respiré l'effroyable odeur qui s'exhale de partout. J'ai eu les yeux brûlés et la bouche desséchée par les flots de poussière que soulève le vent... J'ai vu toute cette misère ignorée, toute cette souffrance et j'ai vu ce qu'endurent tous ceux qui « travaillent... »

De Seddul-Bahr à Moudros.

Drôle de voyage tout de même, celui que je fis de Seddul-Bahr à Moudros! La *Jeanne-Antoinette* jaugeait un peu plus de cent tonnes, et à peine avions-nous quitté la jetée qu'abrite le

River Clyde qu'un violent vent du Sud se mit à souffler. Notre bateau, plus léger qu'un bouchon à cause de son manque de lest, sautait au-dessus des vagues avec un tel plaisir qu'on en restait surpris. Sur le pont, une centaine de malades avec quelques blessés étaient couchés ; car de cabines, il n'en fallait point parler. Il y avait tout juste au-dessous de nous la cale où d'habitude on entassait les fûts de vin.

A chaque coup de mer, et ils étaient nombreux, l'eau embarquait. Les hommes hurlaient. Quelques Sénégalais roulaient des yeux tout blancs en faisant d'incommensurables efforts. Ce n'était qu'un concert de plaintes et de gémissemens. On se levait, on retombait, on roulait. Parmi les évacués, il en était quelques-uns de gravement malades, couchés sur des brancards. Ils n'avaient pas la force de se plaindre, mais on lisait une telle souffrance sur leurs traits que cela faisait pitié. Moi-même, j'étais transie de froid, mouillée jusqu'aux os. J'essayais bien de me lever pour aller jusqu'à eux, mais, pan! un coup de mer arrivait et je me trouvais à nouveau par terre.

Nous sautions toujours et notre bateau paraissait de plus en plus léger. Le capitaine, un homme tout rond et très brave, secouait la tête. La mer resterait grosse pour toute la sainte journée...

En fin de compte, on se décida à nous grouper ensemble, en un grand tas : on aurait ainsi plus chaud ; et le capitaine généreusement nous recouvrit d'une bâche. Je ne dis pas qu'il fît bien bon là-dessous, mais nous étions si las que nous ne songeâmes plus à bouger. On tanguait, on roulait, il y avait des cris, des gémissemens, des hoquets. La mer enlevait ce qu'il y avait de trop, le vent raflait les émanations malsaines. On était couché les uns sur les autres, mouillés tous jusqu'aux os...

Les heures passèrent sur cette morne détresse et c'est ainsi que nous arrivâmes en tête de la rade de Moudros. A l'abri, derrière l'île, le vent ne soufflait plus, à moins qu'il ne fût tombé comme par enchantement. La mer était calme, un peu de brume se répandait à l'horizon.

Comme par magie, tout le monde s'était redressé. Les plus malades mêmes s'agitaient. On n'était plus sous la bâche, mais debout. Des cigarettes s'allumaient. C'était comme le réveil de jeunes poussins. La vie revenait, on était dispos, on respirait à l'aise et on ne songeait plus qu'à regarder. Vraiment,

variant d'une minute à l'autre, c'était un curieux spectacle... Moi-même, j'avais complètement oublié que ma robe blanche me collait sur le dos. Je me sentais en train, malgré la grande fatigue qui me cassait un peu les jambes.

Mais notre entrée en rade valait la peine d'être vue. A la tombée de la nuit, les bateaux sortent, tous feux éteints et prennent le large pour suivre leur destination. Ce soir-là, il y en avait bien une vingtaine, tous des gros, dont le plus volumineux était l'*Olympic*. Cette masse formidable se mouvait à l'aise, entre les autres bateaux, et nous autres disparaissant dans l'ensemble, nous avions à louvoyer avec adresse. Un ou deux coups de sirène, selon que nous passions à droite ou à gauche. Puis un coup de barre habilement donné, nous voilà presque sous le nez d'un de ces molosses. On esquivait le danger, puis on reprenait de plus belle, jusqu'à ce que nous les eussions tous passés. Jamais je n'oublierai l'impression éprouvée... Nous autres, si petits, perdus au milieu de cette horde, dévalant à ses côtés, sautant, glissant, nous autres pour qui ils semblaient ne pas même avoir un regard!

Tous ces bateaux prenant le large m'apparurent, ce soir-là, comme un vol d'oiseaux nocturnes qui attendraient la nuit pour s'en aller au loin chercher leur pâture.

Moudros, novembre 1915.

Un matin lourd de brouillard intense. Un matin d'hiver glacial et humide. Les brumes entassées, le grand suaire blanc, celui que connaissent les pays du Nord, écrase et pénètre. On ignore tout des choses les plus proches, et les silhouettes se perdent, fauchées comme dans un déclic. Tout est pris, diminué, effacé...

Il y a du malheur dans notre baraque. Une de nos infirmières a dû être évacuée pour France à cause d'une grosse fièvre intestinale. Et maintenant notre infirmière-major (1) est alitée à son tour. On avait parlé de typhoïde. On ne s'est pas trompé. Elle est mal, — très mal...

Deux de mes infirmiers sont atteints aussi. Le vilain vent continue. C'est une rafale qui passera peut-être, mais en attendant!...

(1) Mlle Oberkampf, qui refusa par la suite d'être évacuée, restant fidèle à son poste.

Oh! cette retraite de Serbie, comme nous l'avons vécue! Nous connaissions beaucoup de ceux qui étaient partis là-bas. Nous savions les mouvemens de troupes et on n'ignorait pas que l'on se battait un contre dix. Mais je dois dire que pas un instant la confiance n'a faibli. On a eu confiance jusqu'au bout. N'importe, il y eut de durs momens à passer. Brusquement, il nous avait semblé, dans notre île, être abandonnés de tous. Les hommes partaient, on transportait à Salonique le matériel en réserve. C'était une besogne folle qui écrasait l'appontement français. Et puis les bateaux dans la rade avaient diminué. La vie s'était faite plus calme, plus uniforme, les courriers devenaient plus rares et nous avons eu l'impression d'être ceux qu'on laisse, oubliés...

LA FIN DU *GOLIATH*

Par un de ces après-midi, à l'heure où la nuit arrive et que tout bruit diminue comme d'instinct, pour faire place au recueillement et au silence, les heures de veille deviennent plus grandes, plus paisibles. Chacun écoute en lui son angoisse ou son espérance. On vit plus rapproché de la terre. On vit en communion plus directe avec toutes les souffrances humaines. On sait mieux la vanité des choses qui passent.

Aujourd'hui, la douceur du soir fait plus pénétrant le silence qui vole au-dessus du camp et les trois hommes qui sont immobiles, assis sous cette tente qu'éclaire une pauvre lanterne, ces hommes-là ne causent pas. Ils vivent étrangement isolés les uns des autres. Chacun sans doute remue en lui de ces émotions qui appartiennent au passé et qui reviennent si fortement avec la tranquille beauté des soirs d'Orient.

Les minutes s'en vont dans le grand silence du camp qui s'endort... Mais un homme a surgi à l'entrée de notre tente. Puis, sans nous en demander l'autorisation, il prend une caisse à moitié ouverte, la retourne et s'assied.

Il parle à voix basse, comme pour ne pas interrompre notre rêve. Il passait justement pas très loin de nous, lorsque notre lumière l'attira. Il vient voir un peu ce que nous devenons. On n'avait pas de communiqués depuis plusieurs jours : savait-on quelque chose ? Un bateau de commerce coulé par un sous-marin ennemi, un bateau de peu d'importance d'ailleurs, mais

quand même, il y avait eu des morts. Et cette agonie, en pleine mer, dans la nuit noire, prenait pour nous une plus grande ampleur.

Or, notre homme se souvenait, et, à voix plus basse encore, pendant que tout alentour le silence grandissait, il raconta :

« Un soir, un matin plutôt, car il était deux heures, le 12 mai, j'étais à Seddul-Bahr, occupé à relever un blessé... La nuit était superbe et du silence partout, dès que le canon ne se faisait plus entendre. — Ici, il fit une pause. — La nuit, comme je vous le disais, était superbe, elle était pleine d'étoiles, de grandes étoiles qui se rapprochaient des plus petites comme pour les protéger. Chacun de nous vaquait à sa besogne sans perdre rien de ce qui l'entourait...

Tout d'un coup, un bruit formidable, un bruit immense, une terrible explosion broya l'atmosphère... On ne comprit pas tout d'abord... Puis doucement, comme la plainte d'un enfant, un cri monta, venant de la mer... D'autres cris suivirent, qui se fondirent en un seul cri... Ouh... Ououh... Ououh! Une clameur horrible, une clameur désespérée, comme le cri de tous les morts réunis. C'était terrible et fou... La clameur augmentait, accaparait le ciel, la clameur des hommes luttant pour la vie... Oh! ce fut intolérable.

Dans l'obscurité, on ne distinguait rien, on ne voyait rien. Seulement, le grand cri montait toujours, plus tragique, plus effroyable... plus puissant que jamais... Oh! comme il montait, ce cri... Oh! comme il dura!

Puis, comme si on se pressait sur une soupape, l'atroce clameur baissa, diminua lentement, plus douloureuse et plus terrible. Elle diminuait toujours... Et ce ouh... ouh... en venait à n'être plus qu'un râle... Un à un, les cris s'éteignirent, puis le silence reprit... Encore une longue, longue plainte, un immense appel, un hoquet... C'était fini!

Quand même, la nuit conserva comme un sanglot, et longtemps nous entendîmes en nous ce bruit de mort... Nos oreilles et notre cœur étaient tout emplis de la sinistre clameur... Oh! cette nuit-là, personne ne dormit.

Dès la pointe du jour, je m'en allai sur un torpilleur anglais. Je racontai notre angoisse. L'officier, un ami à qui je m'adressais, me répondit en saluant : « C'est le *Goliath* qui a sombré, six cents hommes ont péri... Mais c'est la guerre,

et c'est très peu de chose, — ce n'est rien... » Et il salua encore, comme pour saluer les morts. »

Notre homme reprit :

— Quand même, ce fut plutôt lugubre...

Et il se tut.

Dans notre silence à nous, on entendit distinctement, mais de très loin, le bruit très pur d'une mince clochette... Puis le *Parce domine* suivit.

C'était la prière du soir, qui nous arrivait avec le vent, nous apportant sa douceur... Et chacun pria avec son cœur, pour ceux qui étaient morts cette nuit-là... Et nos yeux tout pleins de larmes cherchaient d'instinct, par l'ouverture de notre tente, un coin de ciel où brilleraient quelques étoiles.

Moudros, novembre 1915.

La nuit dernière fut dure... Personne ne dormit. Le vent du Nord souffla avec des rudesses inconnues. Jamais on ne l'avait entendu d'aussi près. Les tentes se secouaient comme des bêtes, s'arc-boutaient dans une inconcevable colère. Les toiles claquaient, comme si elles en voulaient à ceux qu'elles abritaient. Le vent malin, aigre, s'engouffrait. Les supports qui retenaient les tentes s'agitaient bruyamment de droite et de gauche, en saccades brutales. Les cordes de suspension volaient et s'entrechoquaient. Tout tremblait, s'exaspérait dans une frénétique et désespérante lutte. Et le vent continuait toujours à monter à l'assaut dans un perpétuel corps à corps. Et jamais personne ne s'était senti aussi seul...

UN RAID DE SOUS-MARIN EN MER DE MARMARA

Hier, j'ai eu la visite de l'amiral C..., l'amiral anglais qui commande la base navale anglaise de Moudros et qui est gouverneur de l'île ! C'est un vieil ami de ce temps où j'étais petite... On m'a raconté le raid d'un des nombreux sous-marins britanniques qui pénétrèrent dans la mer de Marmara. J'en ai noté tous les détails pour mieux me les rappeler et aussi pour mieux les raconter à mes malades...

Il s'agit donc ici, écoutez bien, du sous-marin *E-11*, parti le 19 mai des Détroits. C'est difficile à raconter, mais j'essaierai quand même... Commençons... A peine en vue des Détroits, il

était à peu près deux heures quarante-cinq, le sous-marin fait route dessus... Le temps était beau, le ciel très bleu. Mais cela n'importait pas beaucoup, car il a fallu plonger tout de suite par le travers d'Achi-Baba. Ils ont plongé à vingt-deux mètres pour glisser sous les mines; trois heures après, ils contournaient Kilid-Bahr, après avoir touché le fond, qui n'était plus qu'à douze mètres. Ils continuaient tranquillement leur route, — tranquillement est peut-être excessif, — car l'attention déployée dépasse tout ce que l'on peut imaginer, quand leur périscope est repéré par un bâtiment et des destroyers ennemis... Alors, doublant de vitesse, ils sont partis à toute allure vers le Nord... Ils ne s'arrêtent pas, ils continuent leur route, ils doublent Nagara à une profondeur de vingt-cinq mètres et ils passent à Gallipoli sept heures après leur départ... Un peu plus de sept heures avaient suffi pour les amener là... Mais ils rentrent toujours en plongée, ils ne remontent pas. Ils continuent, et, trois heures après, pour se reposer, ils s'étendent sur le fond près de la côte Nord...

Enfin, à vingt et une heures, c'est-à-dire après dix-neuf heures de plongée, ils remontent à la surface. Gare! la chasse va commencer. Mais à peine sont-ils dehors qu'ils doivent replonger deux fois de suite : des destroyers ennemis les ont aperçus. Cela ne les empêche pas de faire les signaux réglementaires à leur amiral pour lui dire la réussite de l'entreprise... Peine perdue... l'amiral ne répond pas et pour cause : un fil d'antenne était brisé.

Alors, tous les jours, en plongée ou en surface, ils continuent leur mission. La mer de Marmara leur appartient. Ils vont, viennent. Ils émergent, ils plongent. Le 23 mai, ils ont la bonne fortune d'apercevoir une canonnière allemande devant Constantinople. Grande joie ! on se met en position et par le tube de bâbord, on la torpille et on la coule. La torpille l'a atteinte à tribord juste au milieu! Mais la canonnière ne se tient pas pour battue; pendant qu'elle coule, elle a aperçu le périscope sur lequel elle ouvre le feu. La première salve l'atteint... Ils ont dû alors faire route dans le Nord vers l'île... Après avoir émergé, on a réparé le périscope pour qu'il puisse recevoir une tête neuve.

Mais ils ne sont pas toujours sous l'eau ; lorsque le temps et l'ennemi le permettent, on peut songer aussi un peu à soi : aussi

l'équipage se baigne quelquefois, mais pas aussi souvent qu'on le voudrait...

Le 24 mai, ils faisaient route au Nord-Est, lorsqu'ils ont aperçu un petit vapeur qui s'en allait, lui, dans l'Ouest. Ils l'ont d'abord reconnu avec le périscope, puis émergeant par son travers; le commandant de notre sous-marin a donné l'ordre au vapeur de stopper... Aucun résultat... Il continue à marcher ; alors, pour l'obliger à s'arrêter, ils ont dû faire tirer une salve de coups de fusil sur la passerelle. Et on a ordonné à l'équipage de quitter le navire... Oh! l'équipage le fit avec une terrible précipitation... Presque toutes les embarcations dans cet affolement chavirèrent. Heureusement il en restait encore, ce qui permit de ramasser les hommes qui nageaient.

Mais le plus curieux fut l'apparition sur le pont d'un gentleman américain. Très correctement, il avertit le commandant qu'il était M. Sillasq-Swing du *Chicago Sun*, et qu'il était ravi de faire sa connaissance.

Il était loquace et si charmé de les voir qu'il leur apprit que ce vapeur transportait à Chanak des soldats de marine turcs et qu'il était à peu près certain que des provisions se trouvaient sur le bateau. Immédiatement, on accosta le vapeur, et un des officiers monta avec une équipe de démolition.

On trouva tout de suite un canon de 150 amarré sur le panneau avant et, dans la cale avant, un gros affût de 150 et plusieurs affûts de petits canons de 12 livres. Quant à la cale arrière, elle était pleine de projectiles de 150 sur lesquels reposaient environ 50 grosses caisses à cartouches marquées Krupp...

Un pétard de démolition fut immédiatement placé dans la cale arrière au milieu des caisses à cartouches. Dois-je vous dire que cela fit une énorme explosion? Colonne de flammes et de fumée : puis le navire coula... A ce moment-là, ils aperçurent une fumée dans l'Est... Immédiatement, ils s'élancèrent en plongée pour attaquer. Mais le navire qui s'était aperçu de leur manœuvre changea de direction... Alors, à leur tour, ils ont immergé et l'ont poursuivi en surface... C'était un ravitailleur. Ils ont lancé leurs torpilles par bâbord, le navire a été frappé juste au centre; immédiatement, l'incendie se déclara...

Ils aperçurent le lendemain un transport qu'ils coulèrent encore.

Deux jours après, ils plongèrent sans être aperçus devant Constantinople. Un autre grand transport était accosté dans l'arsenal. Immédiatement, ils lancent par bâbord avant une torpille. Celle-ci ne se met pas en marche. Ils en lancent une seconde par le tribord avant. Ils voient enfin la trajectoire qui pique droit sur le grand bâtiment... Mais, à ce moment, ils ne peuvent pas se rendre compte s'ils ont atteint leur but, car le sous-marin est drossé à terre par le courant...

Pour arrêter la remontée, ils durent faire en arrière, à toute vitesse, en remplissant les caisses intérieures. Leur cap se déplaçait du Sud-Sud-Est à l'Ouest et par l'Est et le Nord. Le commandant a conclu qu'ils étaient échoués sur un banc, sous la tour de Léandre, et que le courant leur faisait éviter... Ayant ensuite le cap au Sud, ils mirent en avant, et le navire passa doucement dans le fond en s'enfonçant à vingt mètres... Ils ont encore touché plusieurs fois à cette profondeur, puis ils décollèrent du fond, et, après être revenus en surface, vingt minutes après, ils s'aperçurent que l'entrée était franchie...

Le 26 mai, ils s'offraient une journée de repos au centre de la mer de Marmara...

Et chaque jour ils continuèrent leur chasse, coulant transports et ravitailleurs. Mais la vie à bord du sous-marin était des plus pénibles ; l'air devenait irrespirable, en raison de la grande quantité de linge sale, et l'eau douce devenait si rare que l'on devait limiter la fréquence des « lavages corporels. » Aussi passait-on quelquefois la journée au beau milieu de la mer de Marmara, « pour faire une bonne propreté du navire et des hommes. »

Le temps continuait à être magnifique en cette fin de mai. La lune resplendissait, ce qui les empêcha plus d'une fois de poursuivre leur chasse. Ils continuèrent cette existence, en un perpétuel qui-vive, jusqu'au 7 juin, où ils effectuèrent leur sortie... Ils durent plonger à vingt mètres par Gallipoli ; mais, aussitôt après avoir doublé Kilid-Bahr, l'équilibre du bateau ne fut plus le même. Il devenait anormal, ce qui nécessita une augmentation de huit tonnes d'eau pour descendre à vingt et un mètres.

Deux heures après, on entendait un bruit comme s'ils touchaient... Sachant que ce n'était pas possible, par le fond où

ils étaient, ils remontèrent à six mètres pour voir ce que cela voulait dire... C'était une superbe grosse mine, qui était à peu près à six mètres du périscope, et sans doute était-elle suspendue par son orin à la barre de plongée bâbord... Ils la traînaient à la remorque...

Ils ne songèrent pas à se dégager, c'était impossible à cause des batteries à terre ; ils continuèrent donc à faire route dans le détroit à une profondeur de neuf mètres... Une heure plus tard, ils remontèrent à six mètres, au delà de Koum-Kaleh... Là, ils décidèrent qu'il fallait abandonner la mine. Ils firent machine en arrière à toute vitesse, après avoir vidé le ballast arrière pour laisser enfoncer l'avant et amener l'arrière en surface. La vitesse en arrière et le courant avaient fait dégager la mine de leur avant... Tout était sauvé...

C'est très simple, n'est-ce pas?

Moudros, 25 décembre 1915.

Une nuit calme et pure. Une nuit tellement constellée d'étoiles, qu'il semblait qu'elles se fussent donné quelque rendez-vous mystique. Une nuit où de l'apaisement glissait des cieux, où les planètes grandissaient dans leur hiératique beauté, où tout devenait immuable. Une nuit lumineuse de clarté et de recueillement, une nuit où chaque chose parlait au cœur d'immense paix et d'infini pardon.

Ce soir, l'âme s'est repliée sur elle-même, en communion étroite. Elle est paisible et sereine, elle écoute et elle vibre d'amour. Il n'y a nulle rancœur, nuls regrets, seulement une grande paix ! Elle est émue et frissonnante, car, ce soir, c'est la nuit solennelle, la nuit où Dieu se rapproche des êtres...

C'est sous ce ciel d'Orient, dans ce cadre immense où l'œil se perd, où tout chante à l'unisson de notre cœur, qu'ont éclaté le « Minuit chrétien » et les cantiques naïfs des Noëls villageois ! Ce sont des voix d'hommes, rien que des voix d'hommes, des centaines d'hommes qui chantent têtes nues, debout et respectueux... Les soldats chantent graves et recueillis, et dans les yeux lointains passe le souvenir d'autres Noëls... On n'est plus seul, puisque l'on chante, et que tous ces chants-là ramènent au toit familial, au sol qui nous tient par toutes les fibres. On a beau avoir sous les yeux les feux silencieux des camps voisins, les innombrables lumières des navires ancrés, les

longues silhouettes souples des montagnes environnantes, l'âme court, vole au-dessus des mers et retrouve en quelque coin perdu, au fond des Cévennes ou dans les Landes bretonnes, ou encore plus loin, dans quelque chaumière du Nord, un Noël très vivant...

Ce soir, c'est encore la nuit de guerre, c'est le sacrifice consenti, accompli, et c'est l'humble hommage, le souvenir à tous ceux qui dorment pour notre paix à nous ! Tous ceux dont les âmes sillonnent les nues et qui demandent le respect de la cause pour laquelle ils se sont sacrifiés !

. . . . . .

Notre arbre de Noël a été un vrai succès. On avait battu toute l'île pour trouver de quoi composer cet arbre. Avec toutes sortes de branchages, on était arrivé à le confectionner, et bien qu'il fût de trois essences différentes, il avait encore assez bonne mine. On fit des nœuds de papier bleu, blanc et rouge que l'on piqua un peu partout. Il était ainsi tout habillé, sans compter les oranges et les lots qui l'ornaient. Haut sur pattes, on le voyait de loin.

Chaque malade reçut un paquet contenant quelques souvenirs, et chacun eut aussi une belle orange d'or et une grosse mandarine. Ce n'était pas beaucoup, mais c'était toujours ça, — une pensée, une façon d'un peu se rappeler la famille. Un chanteur de complaisance entonna *la Marseillaise*, après qu'un des soldats nous eut lu une trop touchante adresse. On reprit tous en chœur le chant national, et l'amiral Jaurès arriva sur ces entrefaites... Cela donna plus de cœur aux chanteurs... Il salua longuement, l'amiral, et son œil était humide. Il salua et l'hymne et les hommes. Puis il alla à chacune de nous, et nous remercia, de quoi ? mon Dieu ! Cet amiral-là était rudement populaire, parce qu'on le savait très fort, et puis aussi parce qu'en dehors du service, il s'attachait à effacer toute distance entre lui et ses subordonnés. Ce n'était plus l'amiral, mais l'ami...

Notre arbre eut donc son succès, un vrai... Puis ce fut le tour des grands malades, qui reçurent aussi chacun un souvenir... Et encore le chanteur suivait dans les salles pour dire, avec une chansonnette, notre *Marseillaise !* Ce fut une bonne journée...

Moudros, 1er janvier 1916.

Hier soir, les douze coups de minuit furent sonnés par douze magnifiques appels provenant des sirènes de la rade... Tous les bateaux s'étaient donné le mot, et, avec un ensemble surprenant, tous avaient hurlé dans la nuit douze fois, douze cris... douze cris immenses... Ce ne fut pas lugubre, ce fut très grand. C'était comme un rappel au ciel, ou encore comme un acte de suzeraineté... N'avions-nous pas l'audace de croire que c'était nous qui réglions le temps?

La nuit était grave, solennelle. Elle n'avait point de lune et les étoiles brillaient, très sages. C'était une année nouvelle... Formuler des vœux?... on osa à peine!... Des chants montaient des camps voisins, des cantiques que les soldats anglais entonnaient pour fêter le New Year's day...

Nous autres, dans notre camp, nous écoutions, muets. Au milieu de cette ceinture de monts, les sirènes avaient repris leurs chants et elles montaient haut, toujours plus haut vers les cieux... La mer retenait quelquefois le sillage d'une fusée... Puis, tout ayant une fin, les chants cessèrent, les sirènes se turent, le silence reprit... et chacun songea alors que nous étions bien le 1er janvier 1916...

. . . . . .

Nous avons eu une douce surprise, une jolie surprise. Une dizaine de marins de la *République* se sont amenés sans crier gare. Ils avaient sous les bras, dans des étuis bien propres, mandolines et guitares. Ils s'en venaient nous donner une aubade, pour nous remercier d'être accourues si loin, soigner leurs camarades. On les a fait entrer dans cette pièce qui nous sert tout à la fois et de salon et de salle à manger. Justement, sur la table, une pile d'oranges restait, avec, juchés bien en évidence au beau milieu d'elles, de minuscules drapeaux alliés, faits de soie très brillante...

Nous les avons installés autour de la grande table. Et je vous assure que ce fut un coup d'œil charmant. Les mains et les figures soigneusement frictionnées reluisaient comme il convient. Les cols bleus bien empesés encadraient les faces imberbes et égayaient le groupe...

Ce fut simple, ce fut joli... En ce premier de l'an, dans notre baraque de bois, si loin de la terre de France, on se

sentait quand même en famille... On était ému, et on était heureux... Ils ont joué longtemps, avec des yeux si pleinement ravis de notre approbation ! Nous leur servîmes à goûter. Et ces grands diables de marins, redevenus des enfans, recevaient avec des mains toutes tremblantes les morceaux de gâteaux que nous leur offrions... Nous ne savions plus, nous, si nous devions les remercier pour l'aubade ou pour la douce émotion qu'ils nous avaient causée. C'était tellement touchant, cette idée de s'en venir ainsi nous dire à leur manière leur pensée à eux ! Nous avons levé nos verres en l'honneur de la France, — et bu aussi à nos santés mutuelles. Puis, juste au moment de partir, un d'entre eux se redressa... Il nous a récité, d'une voix hésitante et diminuée, ce fameux couplet de Mayol qui parle des Dames de France...

Moudros, janvier 1916.

Ah ! oui, nous fûmes émues quand nous avons su qu'on allait évacuer définitivement Seddul-Bahr, dans la nuit du 8 au 9. Depuis plusieurs jours, les troupes arrivaient de là-bas pleines d'entrain et de mordant, toutes prêtes à aller se battre, pourvu que ce ne fût pas dans cette diable de presqu'île. « On l'avait assez vue et pour la poussière qu'on y mangeait, valait encore mieux aller ailleurs... Mais quand même, si on avait dû y rester, on se serait battu encore... » Chers soldats de France, ils sont tous les mêmes! Bons, francs, simples, intelligens. Et toujours une pointe de malice, le mot pour rire qui sert quelquefois à dissimuler la poussée d'émotion qui fait battre le cœur plus fort... Ce scepticisme français, comme on le connaît bien maintenant! Il n'y a pas meilleurs et plus honnêtes garçons que nos soldats... Et sachant tirer parti des moindres choses, s'accommodant de tout, grognant pour la forme et puis, demandez-leur un service... L'orgueil qu'ils ressentent en se sachant utiles! Et la douceur qu'ils éprouvent lorsqu'on leur montre qu'ils peuvent faire du bien, beaucoup de bien!

A force de vivre au milieu d'eux, à force de vivre de leur vie, comme on les connaît davantage on les apprécie mieux. Aussi, lorsque nous avons su que, chaque soir, on faisait partir quelques-uns des hommes qui étaient là-bas et que finalement une poignée seule en restait, et que cette poignée qui repré-

sentait pas mal de vies humaines, allait être enlevée à son tour en une seule et dernière fois... eh bien! je ne le cache pas, nous avons eu froid, très froid au cœur. Il nous semblait qu'il y avait un poids trop lourd pour nous qui s'accrochait à nos épaules...

Moudros, janvier 1916.

Il faut partir... Il faut dire adieu aux choses et aux êtres. Il faut partir... Les mois ont passé bienfaisans et doux. Tous nous étions une même famille, un même cœur avec un même désir... Tous nous pensions à la France avant tout. C'était une atmosphère très saine, très élevée, une atmosphère qui laissait si loin en arrière les mesquineries et les laideurs! C'était une grande fraternité, une touchante solidarité. Et c'était à tout cela qu'il fallait dire adieu...

A BORD DE LA *PROVENCE-II*

Février 1916.

L'amiral C... est venu me dire adieu à bord, ainsi que le général commandant la base de Moudros et ses officiers d'ordonnance. La majeure partie des médecins de notre hôpital, dont le groupe s'émiette chaque jour, car la dislocation commence. Mes compagnes sont là. La veille, j'avais reçu la visite du général anglais O. B., du colonel F.-M.-C., vieux amis de ma famille retrouvés ici.

L'amiral C... se souvenant que nous étions en temps de guerre, avec une charmante simplicité, m'avait envoyé quelques jours auparavant, des « comforts » pour le voyage. Une boîte de biscuits, une boîte de cacao et une boîte de lait! Il ne savait pas que j'allais voyager sur un aussi beau bateau, aussi il s'excuse...

C'est à toute cette douce simplicité de notre vie quotidienne qu'il faut dire adieu, à notre hôpital que j'aperçois de loin, à toutes ces baraques qui m'appartenaient, ces cinq baraques qui représentaient le service du IIe fiévreux. A chaque malade j'ai dit mes regrets et mes vœux. Nous nous sommes serré la main et j'ai revu une dernière fois un à un les moindres recoins de notre hôpital. La vie y fut dure au début, puis les améliorations sont arrivées, et il était devenu superbe, notre hôpital. Même des narcisses y avaient vu le jour...

Ce fut le lendemain, 7 février que j'abandonnai définitivement Moudros, à bord du croiseur auxiliaire la *Provence II*. Nous levâmes l'ancre tôt dans la matinée, après avoir hissé tout au haut du grand mât les signaux réglementaires. Et puis nous avons démarré lentement, glissant tout doucement sur l'eau toute grise, jusqu'au delà du barrage de mines... Mais tout de suite hors de l'enceinte, nous filâmes à grande allure...

C'était un matin triste avec une sorte de buée toute froide que ne parvenait point à chasser le vent d'hiver... Nous avions à bord quelque trois cents prisonniers turcs, près de cent cinquante officiers permissionnaires et nombre de soldats. Mais tout cela disparaissait dans la grande cité qu'était notre *Provence*. On l'avait habillée d'un magnifique gris sombre, qui devait la confondre avec la mer.

Du haut de la passerelle on la dominait presque entière, et du haut de la passerelle on voyait aussi loin, très loin. Les hommes de veille se succédaient toutes les heures. Les beaux canons de 14, tout lisses, s'allongeaient dans leur gaine de peinture. Les 47 plus aigus, plus effrontés, pointaient vers le ciel. Tout marchait à souhait, le commandant était satisfait... Les hommes, eux, se réjouissaient de s'en retourner au pays.

Nous vivions à bord une vie tranquille, car la *Provence* restait bien sage... Un soir, nous descendîmes presque à fond de cale, après avoir erré longtemps dans les corridors obscurs, pour entendre un concert improvisé par des soldats et des marins. Un quartier-maître nous fit les honneurs de leur carré. Et là, entassés, officiers, mousses, hommes de tous grades et de tous rangs, nous passâmes des heures exquises et bonnes. Un soldat nous joua sur une mandoline de sa confection, travaillée sous les obus de Gallipoli, de vieux airs charmans et doux. Un Provençal nous récita, en véritable artiste, des monologues de son pays, et la belle langue des gens de Provence résonnait magnifiquement. Puis armé d'une bouteille dans laquelle il avait glissé deux cuillers, il accompagna l'orchestre...

Le matin, on allait dire bonjour aux poulains, nés au corps expéditionnaire d'Orient. Certains avaient vu le jour à Moudros, d'autres à Seddul-Bahr... telle « Marguerite, » une brave petite bête, pas commode toujours, qui était née le 12 juin...

On parlait quelquefois de sous-marins que l'on savait dans

les parages. Nous étions une belle proie. Mais personne ne s'en émouvait. On n'en était plus là. Et puis, vraiment, on n'aurait pas été les seuls qui serions morts pour le pays. Seulement, un jour, un de ceux qui avaient fait le plus magnifiquement son devoir depuis le début des hostilités, jeta ces mots, comme répondant à un rêve :

— Ah! non, alors, sortir vivant des Dardanelles pour s'en venir mourir bêtement comme ça, non! Passe encore pour le retour, mais qu'au moins on aille embrasser sa femme et ses mioches!

Sur la mer, le sillage de notre bateau dessinait d'admirables zigzags. Et ainsi que le commandant aimait à le dire :

— Nous marchions comme un ivrogne...

On fila à dix-huit nœuds la nuit, le jour... A la nuit, lorsque je montai sur la passerelle, après avoir trouvé avec peine, dans l'obscurité qui régnait à l'intérieur de notre bateau, l'escalier qui y conduisait, je baignai encore dans les ténèbres... La nuit était noire, tout épaissie par l'amoncellement des nuages... On ne voyait pas à deux mètres de soi. Le grand bruit de la mer que l'on déchirait frappait les flancs du bateau. La mer dans cette nuit n'avait plus sa voix des jours ordinaires. C'était magnifique et terrible, cette course échevelée dans cette atmosphère de tempête. Le mugissement des machines, soutenu par le grondement de la mer que l'on broyait faisait un tout immense et insoupçonné. Les officiers de quart et les hommes de veille usaient leurs yeux en voulant percer les ténèbres. Et le commandant Vesco, toujours fidèle à son poste, où on le trouvait à toute heure du jour et de la nuit, sondait, lui aussi, d'un œil dur, ces mêmes ténèbres... Emmitouflé dans sa peau de bique, il allait et venait sur la passerelle, donnant un ordre, surveillant étroitement la marche du navire.

— On ne peut rien voir... on ne voit rien... On file dix-huit nœuds...

L'énorme masse de la *Provence* se confondait avec la nuit.

Deux jours après, nous eûmes une tempête. La mer embarquait à plaisir et chaque fois que nous tapions du nez dans une vague, un immense tapis blanc se projetait, recouvrant tout l'avant. Les canons sous le choc pivotaient... Nos beaux canons de 14 ruisselaient ensuite. Alors le commandant fit ralentir :

— Il faut qu'on me les soigne un peu, ces enfans-là... C'est

que je peux en avoir besoin... Aujourd'hui, ce temps-là, fichu temps pour les sous-marins !

Il disait cela en regardant la mer... Il parlait à la manière des marins qui semblent toujours s'adresser à la grande bleue, et répondre à une question que seuls ils auraient entendue.

Le commandant Vesco n'abandonnait toujours pas son poste, et je me demande, pendant ces cinq jours que dura la traversée, comment il put résister. Nous faisions d'immenses détours pour dépister l'ennemi... Chaque soir, je m'en venais là-haut, nous nous y retrouvions nombreux, car tous, nous étions une même famille, car tous me considéraient absolument comme une des leurs, et j'avais beau me dérober... j'avais fait campagne, moi aussi... Oh! il n'y avait pas moyen de se défendre... On disait : nous... Nous étions un bloc, le bloc de l'Orient, dont on parlait sans cesse... Car on parlait de tous les camarades que l'on avait laissés là-bas, des morts comme des vivans. On riait avec de bons rires émus des souvenirs que l'on avait amassés, et c'était sain, et c'était jeune, et c'était réconfortant, et c'était toute la France !

Ceux qui n'ont pas vécu cette vie-là ne peuvent pas savoir l'impulsion qu'elle donne à l'âme. C'est une porte qu'on ouvre.

La *Provence* a été coulée à son voyage de retour : on la guettait depuis longtemps... Le commandant Vesco est mort, héroïquement et simplement, aussi simplement qu'il avait fait son devoir jusque là. Quand on l'a connu, sa fin n'étonne pas... Cet « Adieu, mes enfans » qu'il a jeté à ceux qu'on sauvait, cet adieu, c'était lui. Il est resté accroché à sa passerelle, surveillant tout, jusqu'au bout... refusant d'être sauvé, lorsqu'il aurait pu l'être... Pourtant, il était heureux. Il avait une femme qu'il adorait, deux enfans dont il était fier... Mais l'amour de son pays primait tout.

Avec lui sont morts plusieurs des officiers que j'avais connus à bord, car plusieurs reprenaient la *Provence*... Puissent-ils avoir trouvé en France les joies qu'ils méritaient et puissent-ils emporter avec eux toute notre immense reconnaissance et tout notre douloureux respect !

JEANNE ANTELME.

LE *TROISIÈME*

LIVRE GRIS BELGE

RÉPONSE AU

DERNIER *LIVRE BLANC ALLEMAND*

Au mois de mai dernier, le gouvernement allemand a publié un *Livre Blanc*, tout entier consacré à la soi-disant « guerre populaire menée par la Belgique, en contradiction des règles du droit des gens. » *(Die völkerrechts widrige Führung des Belgischen Volkskriegs.)*

L'apparition de ce monumental in-4° officiel de 328 pages a fait quelque bruit. Il offrait les apparences d'un genre de travail « scientifique » où l'Allemagne s'est fait une réputation de maîtrise dont on voit bien aujourd'hui qu'elle pouvait être usurpée. Outre un mémoire introductif, daté du 10 mai 1915 et émanant du Département des Affaires étrangères, il comportait quatre rapports d'ensemble sur les événemens d'Aerschot, d'Andenne, de Dinant et de Louvain, œuvre d'un Bureau militaire d'enquête institué à Berlin, en vue de relever les violations du droit des gens commises par les Alliés, ainsi qu'un nombre considérable d'annexes documentaires (extraits de journaux de guerre, rapports militaires et dépositions d'officiers, de médecins militaires et de soldats) provenant de l'enquête menée par ce Bureau.

Trois chefs d'accusation y étaient développés .

1° La population civile belge avait opposé aux troupes allemandes une résistance irrégulière (*Volkskrieg*) et exercé d'horribles sévices sur les blessés allemands;

2° Le Gouvernement belge, non seulement n'avait rien fait pour empêcher cette « guerre populaire, » contraire au droit des gens, mais il l'avait clandestinement provoquée ou soutenue;

3° La Commission belge d'enquête avait répandu des calomnies sur le compte de l'armée allemande.

Le Gouvernement belge ne pouvait évidemment laisser sans réponse de telles accusations. Son honneur seul exigeait qu'il en confondît l'imposture. Après plusieurs mois d'enquête et bien qu'il fût fortement entravé dans ses moyens de contrôle par l'occupation de la presque totalité du territoire national, il est parvenu à réunir un faisceau de preuves, qui font dès à présent justice du réquisitoire allemand.

Sa « Réponse au *Livre Blanc* » va paraître sous la forme d'un *Troisième Livre Gris*, daté du 25 février 1916 et contresigné par les ministres de la Justice et des Affaires étrangères (1). C'est, sans doute, la plus considérable publication de ce genre qui ait paru du côté des Alliés depuis le début de la guerre.

Cette réponse belge au *Livre Blanc* allemand est divisée en trois parties.

La *première partie*, qui a le caractère d'un exposé général, est consacrée à la discussion des diverses accusations portées par l'Allemagne contre le gouvernement belge, contre la population belge, et contre la Commission belge d'enquête.

La *deuxième partie*, d'un caractère plus analytique, est constituée par l'examen et la critique détaillée des quatre Rapports d'ensemble du Bureau militaire d'enquête allemand, ainsi que de leurs pièces annexes, concernant les quatre villes d'Aerschot, d'Andenne, de Dinant et de Louvain et diverses localités.

Enfin, une *troisième partie*, en forme d'*appendice* documentaire, groupe les pièces justificatives et annexes belges invoquées à l'appui des démonstrations qui précèdent.

Les deux premières parties consacrées à une argumentation serrée et pressante suivent pas à pas chacune des imputations

(1) Paris, Berger-Levrault, 1916. — In-4° de plus de 500 pages.

du livre allemand. On comprendra qu'il nous soit impossible de les résumer ici. Par l'abondance même et la précision des détails, elles échappent à l'analyse. Il faut les lire dans le texte original. C'est rapprochées du plaidoyer allemand qu'elles prennent toute leur valeur. On apprécie alors comme elle le doit être la vigueur de cette réfutation qui ne laisse place à aucun doute. On se rend compte aussi des raisons qui expliquent l'acharnement du bourreau contre sa victime. *Proprium est generis humani odisse quem læseris.* Ce mot de Tacite devrait servir d'épigraphe au *Livre Blanc.*

Mais le *Livre gris belge* ne se borne pas à discuter méthodiquement et sans passion les questions de fait et de droit, nombreuses et complexes, soulevées par les accusations allemandes; il a fait aussi œuvre de démonstration positive, en procédant à une minutieuse reconstitution des événemens. Les relations qu'à son tour il en donne, avec pièces justificatives à l'appui, forment une série d'exposés historiques dont la persuasive sincérité et l'extrême précision s'imposent à tout esprit droit. Ce sont elles qui font surtout l'objet de la troisième partie. Nous nous y attacherons de préférence. Ce ne sont ici que des faits et des chiffres, — mais dont rien ne saurait dépasser l'éloquence.

I

Le Gouvernement belge annonce l'intention d'instituer lui-même, dès la libération du territoire, une enquête internationale. Il en souhaite le contrôle aussi ardemment que l'Allemagne le redoute. Mais les hommes exempts de prévention et désireux de juger en toute impartialité ne sont pas réduits à attendre jusque là pour se former une conviction sur les drames dont la Belgique a été le théâtre en août et septembre 1914. Quand, réprimant son émotion, on s'est penché sur ces puits d'horreurs et que l'on compare, avec le spectacle des forfaits qu'on y découvre, les relations fausses ou incomplètes qu'en donne le *Livre Blanc*, on reste positivement stupéfait de la mauvaise foi, — c'est le seul mot qu'on puisse employer, — avec laquelle la publication allemande a été composée.

Les communes ou sections de communes dont s'occupe le *Livre Blanc* ne sont qu'au nombre de 75. Or, en fait, le

nombre des localités, dans lesquelles ont eu lieu *des incendies et des destructions*, s'élève pour la seule province de Liége à 107 communes, avec 3 555 maisons détruites; pour les provinces de Namur, à 141, avec 5 243 maisons détruites; d'Anvers, à 51, avec 3 588 maisons détruites; du Brabant, à 118, avec 5 821 maisons détruites; du Luxembourg (renseignement approximatif) à plus de 3 000 maisons brûlées (1). Quant au nombre de *meurtres de civils*, le gouvernement allemand a pu sur place en établir ou contrôler le total, mais il se garde bien d'en parler. Le *Livre Gris* publie une statistique (encore incomplète) commune par commune, des habitans tués, dont l'identité a pu être établie (chiffre très souvent inférieur à celui des massacres). En voici le résumé pour cinq provinces sur neuf :

Brabant . . .	renseignemens	sur	105	communes;	839	tués	identifiés.
Hainaut . . .	—	—	23	—	351	—	—
Liége.	—	—	42	—	1 032	—	—
Luxembourg .	—	—	23	—	575	—	—
Namur. . . .	—	—	33	—	1 166	—	—

Le *Livre Gris* énumère quelques-unes des tragédies les plus horribles sur lesquelles l'Allemagne a cherché, par une commode prétérition, à faire le silence :

Le *Livre Blanc*, dit-il, ne fait aucune allusion, notamment, à la destruction presque complète des villes de Visé (4 800 habitans) et de Termonde (10 000 habitans); — ni aux effroyables hécatombes de Barchon (32 tués), de Melen-la-Bouxhe (129 tués), d'Olne (62 tués), de Romsée (31 tués), de Soumagne (165 tués), de Sprimont (48 tués), de Wandre (32 tués), de Tamines (plus de 400 tués et 200 blessés), de Namur (75 tués), de Surice (25 tués), de Spontin (45 tués), de Jemappes et Quaregnon (70 tués), de Latour (71 tués), d'Ethe (197 tués); — ni aux massacres de Fléron (15 tués), d'Haccourt (18 tués), d'Heure-le-Romain (27 tués), de Liége (29 tués), de Magnée (21 tués), de Pontisse (23 tués), de Saint-André (4 tués), de Neufchâteau (26 tués), d'Hassières-par-delà (18 tués), de Marchienne-au-Pont (24 tués), de Farciennes (23 tués), de Lodelinsart (24 tués), de Nimy (17 tués), de Gelrode (18 tués), de Sempst (18 tués), de Wespelaer (21 tués), de Werchter (15 tués); — ni au martyre des habitans de Linsmeau (18 tués), de Lebbeke, de Schaffen (22 tués).

Aerschot, vieille petite ville brabançonne de 8 000 habitans, en eut plus de 150 massacrés; à la date du 18 décembre 1914, 155 cadavres avaient été exhumés ; parmi les morts, on compte 8 femmes et plusieurs enfans. Orgie, viols, pillages et incen-

dies durèrent plusieurs jours ; 300 habitans, dont une trentaine de prêtres, furent déportés en Allemagne. Et il faut lire le rapport de l'un d'eux, le R. P. Goovaerts, pour avoir une idée des souffrances atroces qu'on leur fit endurer!

Aux environs immédiats d'Aerschot, les atrocités furent égales : pour la seule commune de Gelrode on compte, pour une population de moins de mille habitans, 18 tués, 99 déportés, 23 maisons incendiées, 131 pillées. A Wesemael, 13 tués, 324 déportés. A Werchter, 15 tués, 32 déportés, 267 maisons incendiées, 162 pillées, etc.

A Andenne-Seilles, autre petite ville de 7 800 habitans située sur la Meuse, les pillages, incendies, massacres et cruautés furent horribles : non loin de 300 victimes, environ 200 maisons pillées ; nulle autre ville ne fut le théâtre d'autant de scènes de férocité. Sur un cas d'une telle gravité, le *Livre Blanc* produit en tout et pour tout trois témoignages, ceux d'un général, d'un major et d'un simple soldat. Or, le général ne parle que par ouï-dire, et les allégations du major sont manifestement mensongères (il affirme que 100 soldats auraient été échaudés avec de l'eau bouillante, alors que pas une des victimes et pas un médecin ne témoignent à ce sujet). D'autre part, le *Livre Blanc* ne craint pas de reprendre des assertions démenties par les enquêtes allemandes elles-mêmes. Enfin, il fait état d'une enquête tardive menée par le sous-lieutenant Götze et qui n'a été qu'une comédie judiciaire. Huit jours après le massacre, le commandant d'Andenne invita l'administration communale et certains habitans à une réjouissance publique sur la place même où avaient eu lieu les massacres !...

A Dinant, la statistique du carnage est affreuse. La liste des cadavres identifiés est reproduite par le *Livre Gris :* un à un, comme à un appel de vivans, 606 morts se relèvent de la fosse commune pour accuser leurs bourreaux. Parmi les victimes : 71 personnes du sexe féminin, 34 personnes dépassant l'âge de soixante-dix ans et 66 enfans et adolescens de moins de dix-huit ans et dont le plus jeune avait trois semaines. Dinant comptait 7 700 habitans, dont il restait peut-être quelque 4 000 sur la rive droite de la Meuse, lors de l'arrivée des Allemands, le reste ayant pris la fuite ; sur 1 430 maisons, 1 263 furent incendiées ; 416 habitans de toutes les classes sociales furent déportés et détenus de longs mois en Allemagne : M. Tschoffen,

procureur du Roi, qui fut au nombre de ces malheureux, raconte, dans un rapport effrayant de précision, le sac de la ville, l'affreuse scène de la fusillade des otages (plus de 80 victimes en un seul endroit), et l'odyssée lamentable des survivans. Ce qui ressort de faits dûment établis de certains aveux allemands c'est qu'en réalité, l'armée allemande voulut faire expier à la population civile la résistance tenace que lui opposèrent à Dinant les troupes françaises.

Le *Livre Gris* invoque, à ce propos, deux documens communiqués au gouvernement belge par les autorités militaires françaises. Ils sont du plus haut intérêt historique et psychologique.

L'un est un rapport détaillé, extrait des renseignemens de l'état-major français sur les opérations autour de Dinant en août 1914 et publié à l'occasion de l'anniversaire du sac de Dinant par le Bureau documentaire belge; il suffit de le rapprocher des faits allégués par le Mémoire allemand pour voir que ce dernier attribue à la population des actes d'hostilité accomplis légitimement par les troupes françaises.

Le second, inédit, est la relation d'une enquête régulière faite par l'autorité française auprès des prisonniers allemands appartenant au XIIe corps d'armée (Ier corps saxon). Une rafle de plus de 1 100 hommes de ce corps fut faite au cours de la bataille de la Marne. Ils ont été interrogés sous serment par des membres des parquets militaires. Le lieutenant Loustalot, substitut du rapporteur près le Conseil de guerre de Bordeaux, qui a entendu 414 d'entre eux, a dégagé les conclusions de son enquête dans un rapport dont le *Livre Gris* publie les principaux passages, avec un certain nombre des dépositions enregistrées.

Ce rapport concorde absolument avec les conclusions tirées par la Commission belge de renseignemens d'une tout autre source. Les deux enquêtes, menées séparément, se contrôlent ainsi l'une l'autre. De l'avis du lieutenant Loustalot, le tableau qui apparaît dans les déclarations des soldats saxons, c'est moins encore le pillage et la dévastation d'une ville, que « l'hécatombe d'habitans de tout âge dont les corps tapissent le sol... » — « Ce qui frappe surtout, c'est la sauvagerie déployée vis-à-vis d'êtres faibles et sans défense qui furent parmi les premières victimes... » — « La ville a été mise à feu et à sang.

Pour obtenir plus sûrement ce résultat, les autorités militaires avaient été jusqu'à avertir les hommes que les habitans tiraient sur les troupes et coupaient les oreilles aux blessés. » Les unités les plus coupables, au jugement du rapporteur, sont les régimens 178e, 182e (garde), 100e, 101e et 103e.

Le lieutenant Loustalot dénonce la fausseté du système de défense imaginé pour excuser ces sanglans excès. D'après ce système d'une invention naïvement grossière, les Belges ne devraient s'en prendre qu'à eux-mêmes, ayant organisé la « guerre de francs-tireurs. » Sur ce chapitre, que n'étaie aucune preuve de fait, les soldats se contredisent, répètent des « on-dit, » ou rendent franchement hommage à l'humeur paisible et au bon accueil des populations.

Ce faux bruit (attaques des troupes par les civils), il est désormais avéré, au résultat de la présente enquête, que c'est l'autorité allemande qui le créa de toutes pièces dans un but facile à deviner... Des soldats croyaient que la Belgique était leur alliée : il était donc indispensable de surexciter leur férocité native par des argumens de nature à les émouvoir. Bien vite, dans chaque régiment, circula, par ordre, le bruit des agressions sauvages qu'auraient commises des civils contre les soldats allemands isolés, des récits de mutilations, de torture, etc. Bientôt, le commandement ne s'arrêta pas là. Il fut porté au rapport que des patrouilles entières avaient été massacrées... C'est sous l'influence de ces idées sanguinaires et aussi de l'alcool que se commettaient les atrocites inavouables...

D'après le lieutenant Loustalot :

Ce sont les responsabilités des chefs qui apparaissent nettement au vu des déclarations enregistrées. Non point qu'aucun des soldats ou des sous-officiers ait songé, une seule minute, à dénoncer les auteurs véritables des forfaits dont ils ne furent que les exécutans anonymes et brutaux. Ce serait mal connaître la mentalité allemande que de penser qu'un seul d'entre eux, mis en présence de ces horreurs, a éprouvé un sursaut de sa conscience ou un sentiment de révolte contre ces gradés, indignes de leur rôle de chefs. Non, aucun n'a entendu attaquer ni découvrir l'officier. Mais ils se sont tout naturellement réclamés de l'exécution stricte des ordres à eux donnés, en conformité de ce qui constitue, pour l'Allemand, la loi de la guerre.

Quant au pillage, il suffit qu'un chef y préside, officier ou sous-officier, pour qu'il devienne légitime : on le baptise alors « réquisition. » Seul, le pillage pratiqué individuellement est tenu pour condamnable. « C'est sans honte aucune, du reste,

que la plupart de ceux qui font cet aveu, reconnaissent la multiplicité de ces pillages collectifs. » Une réponse typique est fournie par les hommes des corps de réserve :

Questionnés sur le point de savoir s'ils n'avaient point assisté ou participé à des scènes de pillage, nombre d'entre eux ont répondu avec une candeur désarmante : « Il n'y avait plus moyen de le faire, les troupes actives étaient passées par là. » Ou encore : « Tout avait été nettoyé et c'est en vain que nous avons parcouru ces maisons aux portes défoncées ; il ne restait plus rien à prendre. »

Ces conclusions du lieutenant Loustalot, sur la responsabilité du commandement allemand dans le sac et le massacre de Dinant, trouvent une pleine confirmation dans les dépositions relatées. « Nous allions là comme à l'exercice, sous les ordres et la conduite de nos officiers et de nos sous-officiers, » dit un témoin du 108e d'infanterie. Cet aveu, qui n'est pas unique, résume tout le drame.

On regrettera, sans doute, de ne pas trouver dans le *Livre Gris* le tableau nominatif des officiers qui assignèrent à leurs troupes cette besogne d'assassins, de pillards et d'incendiaires. La plupart d'entre eux sont connus par le *Livre Blanc* et par les dépositions des prisonniers allemands ; le *Livre Gris* se borne à reproduire ces indications dans le corps de ses exposés ou de ses pièces justificatives. Le Gouvernement belge s'est fait scrupule, paraît-il, de publier une liste probablement incomplète et dans laquelle il n'était pas encore possible d'établir le partage exact des responsabilités. L'opinion cependant n'aura pas de cesse jusqu'au jour où une publication officielle donnera les noms des coupables en tableau : la justice exige impérieusement, en attendant d'autres sanctions, que les responsabilités soient individualisées et que ces criminels soient nommément cloués au pilori de l'exécration publique.

Le dossier de preuves rassemblées sur Louvain n'est pas moins impressionnant. Là aussi, la statistique est épouvantable.

Le *Livre Gris* publie une liste nominative de 210 victimes de Louvain et de 4 communes suburbaines ; Corbeek-Loo, Hérent, Héverlé et Kessel-Loo ; en outre, 16 personnes qui n'avaient pas dans ces communes leur résidence habituelle y ont été massacrées ; 7 cadavres n'ont pu être identifiés ; 7 personnes ont disparu. La liste comprend 186 personnes du sexe masculin et

24 du sexe féminin : 14 de ces personnes étaient âgées de moins de 18 ans; 127 de 18 à 50 ans; 40 de 50 à 60 ans; 18 de 60 à 70 ans; 7 de 70 à 80 ans et plus.

A Louvain même, 1 120 maisons ont été incendiées, le pillage a été général, et environ 100 personnes ont été tuées.

En outre, des pillages, des incendies, des viols, des meurtres ont été commis sur les territoires des communes voisines. Voici un tableau de quelques constatations :

Kessel-Loo. . .	461	maisons	incendiées;	325	maisons	pillées;	59	tués.
Linden	103	—	—	90	—	—	6	—
Heverlé	95	—	—	356	—	—	6	—
Corbeek-Loo . .	129	—	—	2	châteaux	pillés;	20	—
Wilsele	36	—	—	200	maisons	pillées;	7	—
Winxele	67	—	—	150	—	—	5	—
Rotselaer . . .	67	—	—	540	—	—	38	—
Hérent.	312	—	—	200	—	—	32	—
Thildonck . . .	31	—	—	15	—	—	10	—
Campenhout . .	85	—	—	29	—	—	14	—
Velhem-Beyssem	44	—	—	100	—	—	14	—
Bucken	50	—	—	30	—	—	8	—
Wespelaer . . .	47	—	—	350	—	—	21	—

L'étude critique que fait de ces lugubres événemens le *Livre Gris*, en suivant toujours la même rigoureuse méthode de confrontation des documens allemands avec les documens belges, aboutit à la démonstration péremptoire de l'inanité de la thèse allemande (soulèvement populaire provoqué et soutenu clandestinement par l'autorité militaire belge). Cette thèse entasse d'ailleurs les invraisemblances sur les contradictions. A noter qu'en fait, le pillage à Louvain durait depuis le 2 septembre, alors que, au dire du *Livre Blanc*, le prétendu soulèvement aurait cessé dès le 28 août.

De l'ensemble du dossier réuni sur l'événement de Louvain se dégage nettement la conclusion que l'affaire, du côté allemand, fut préméditée : il est probable que les Allemands ont imaginé de saccager Louvain pour s'assurer, par un effet d'épouvante, la tranquillité de Bruxelles (1). N'est-il pas remarquable

(1) Le *Livre Gris* annonce la publication prochaine de deux nouveaux mémoires très détaillés sur les événemens de Louvain, écrits sur place par deux témoins oculaires d'une autorité toute particulière. Ces deux mémoires ont été reçus par le gouvernement belge, au moment où allait paraître le présent *Livre Gris*.

qu'un capitaine allemand, Walter Bloem, attaché au gouvernement général allemand à Bruxelles, et qui accompagna comme adjudant le général von Bissing en tournée d'inspection, ait rappelé, précisément au sujet de Louvain, dans la *Gazette de Cologne*, les principes de ce qu'il appelle lui-même la « théorie de l'intimidation : »

Les innocens doivent pâtir avec les coupables et, lorsque ces derniers ne peuvent pas être découverts, ils doivent pâtir à la place des coupables, non point parce qu'un crime a été commis, mais pour qu'à l'avenir il n'en soit plus commis. Tout incendie de village, toute fusillade d'otages, toute décimation de la population d'une commune dont les habitans ont pris les armes contre les troupes envahissantes, tous ces faits sont beaucoup moins des actes de vengeance que des avertissemens pour les villes non encore occupées.

Et il y a ceci qui ne peut faire de doute : c'est précisément en tant qu'avertissement que les incendies de Battice, de Herve, de Louvain et de Dinant ont eu de l'effet. La mise à feu obligée (*erzwungene*), le sang répandu dans les premiers jours de la guerre, ont préservé les grandes villes belges de la tentation de s'en prendre aux faibles garnisons que nous pouvions y placer. (*Kœlnische Zeitung*, 10 février 1915.)

II

Il nous reste à dire quelques mots d'un document capital entièrement inédit, publié *in extenso* dans l'appendice du *Livre Gris*. Il s'agit d'une double protestation officielle de Mgr Heylen, évêque de Namur et de Mgr Rutten, évêque de Liége, contre les accusations du *Livre Blanc* concernant leurs diocèses respectifs. Mgr Heylen a envoyé cette double protestation, d'une part, au général von Bissing, avec une lettre datée du 6 novembre 1915, d'autre part, au Souverain Pontife, avec une lettre datée du 7 novembre 1915; il l'a remise aussi aux représentans des pays neutres en Belgique; elle est accompagnée d'un mémoire de sa main daté du 31 octobre 1915 pour ce qui concerne son diocèse, et d'une lettre-mémoire de Mgr Rutten, évêque de Liége, du 1er novembre 1915, pour ce qui concerne celui de Liége.

La lecture de ces documens suscitera une émotion profonde. Point de phrases, rien que des faits; les constatations les plus épouvantables rapportées avec une pleine maîtrise de soi; les conclusions rigoureusement déduites et énoncées avec une

vigueur contenue : tous les signes réunis de l'impartialité la plus vigilante. Mais quel accent de vérité et quelle force ramassée dans cette concision! Quelle inflexible détermination dans la revendication de la vérité contre les artifices de la mauvaise foi allemande! Surtout quelle hardiesse apostolique dans la dénonciation de la calomnie à la face même de l'oppresseur omnipotent qui l'exploite! Quand on songe que cet acte d'accusation formidable contre l'armée allemande a été dressé en dépit des rigueurs du régime d'occupation, puis ouvertement et tranquillement envoyé au gouverneur allemand (6 novembre 1915) au Saint-Père (7 novembre 1915) et aux représentans des pays neutres en Belgique, on ne peut réprimer un frémissement d'admiration. L'esprit se reporte aux plus nobles exemples de courage et d'indépendance que nous présente l'histoire de l'Église persécutée.

Ainsi que je l'ai fait savoir à Votre Excellence, écrit Mgr Heylen, par message verbal, je ne puis ni ne veux demeurer insensible ou indifférent quand je vois formuler officiellement contre les prêtres et les fidèles de mon diocèse des accusations *que j'estime dénuées de tout fondement et attentatoires à leur honneur.*

Cette attitude et ces sentimens, je les ai déjà manifestés à Votre Excellence dans ma note du 10 avril 1915. C'était à propos d'une dépêche du ministre de la Guerre de Prusse au chancelier de l'Empire, dépêche dont j'ai eu connaissance par la presse hollandaise et qui contenait, à notre sujet, des accusations graves, quoique encore bien faibles en comparaison de celles du *Livre Blanc.*

Rien d'étonnant si, aujourd'hui, je me sens pressé *par un devoir grave de conscience* de renouveler ma protestation auprès de l'autorité occupante et, à cette fin, de lui adresser un exposé qui rétablit, pour chacun des faits repris au *Livre Blanc*, ce que j'affirme être la vérité historique.

Je tiens à le déclarer, en aucun passage de ma réponse, je n'ai été jusqu'au bout de ma pensée, m'appliquant à retenir les sentimens d'étonnement, ou mieux d'indignation, que me causaient, à chaque page, les affirmations de la publication allemande.

Nonobstant, Votre Excellence relèvera peut-être, dans mon travail, certaines expressions empreintes de sévérité, voire de dureté.

S'il en est ainsi, je n'hésite pas à demander à Votre Excellence de mettre en regard de ces expressions les termes autrement durs du *Livre Blanc*, comme aussi de songer à la douleur qui m'étreint devant la persistance de la calomnie. Et cette double considération lui rendra mon langage bien explicable.

Nous est-il permis de nourrir l'espoir que notre intervention épiscopale amènera le gouvernement allemand à examiner de plus près et impartialement les faits reprochés à ses armées? S'il s'y décide, il reconnaîtra

sans doute la gravité et la généralité des faits et il s'empressera d'édicter les mesures de répression que réclament la justice et l'humanité.

Si nous devons renoncer à cet espoir, si une fois de plus l'autorité allemande s'inscrit en faux contre la vérité irréfutable de notre enquête, ne se décidera-t-elle pas à adopter le seul moyen qui reste de faire, aux yeux de tous, la pleine lumière : à savoir l'enquête proposée à plusieurs reprises par l'épiscopat belge, enquête qui serait menée à la fois par des délégués allemands et présidée par un neutre?

Et de nouveau, en tête du long mémoire justificatif daté du 31 octobre 1915, qui accompagne sa lettre, l'évêque de Namur déclare :

Nous considérons comme un impérieux devoir de notre charge vis-à-vis de nos ouailles de ne pas garder le silence et d'adresser à l'autorité occupante une protestation énergique pour affirmer et prouver à la fois la culpabilité de l'armée allemande et l'innocence de nos diocésains.

Suit alors le détail justificatif de cette attestation.

L'évêque dénonce le concours apporté par les autorités allemandes, de tout ordre et de tout grade, à la propagation du calomnieux « *Man hat geschossen* (On a tiré sur nous!) » prétexte qui devait servir ensuite d'universelle et commode excuse. Elles ont été jusqu'à faire afficher le 9 août 1913 la sinistre prévision officielle des « représailles » qui allaient suivre : « Langage imprudent dans la bouche de chefs d'armées qui, au lieu de fournir la moindre occasion aux excès, doivent rappeler sans cesse le respect des civils et mettre un frein aux sentimens trop violens qui se font aisément jour au sein des armées. »

Le lendemain 10 août, l'hypothèse est érigée en fait accompli : désormais, la légende des francs-tireurs est accréditée dans l'esprit des soldats et de la nation allemande; elle y est entretenue par la presse et par l'image; les sphères officielles et l'Empereur lui-même n'échappent pas à l'universelle suggestion. Lorsque quelques journaux se résolurent à protester timidement, le mal était déjà fait.

Mgr Heylen écarte, en passant, d'un geste attristé, l'étrange « appel aux catholiques belges » d'un religieux résidant à Munich (dom Germain Morin), appel qui n'est, dit-il, « qu'une série d'incriminations injustifiées. » Il écarte de même les arguties de l'auteur de la *Réponse à « la Guerre allemande et le Catholicisme.* » Il pose à la base de son réquisitoire ce fait que,

« dans les atrocités allemandes de Belgique, il s'agit d'abus et d'excès non individuels, mais d'un système général raisonné et continu. » Puis il examine les tentatives individuelles souvent contradictoires, faites en Allemagne pour rejeter sur le peuple belge la responsabilité des atrocités allemandes :

On ne saurait assez le redire : nonobstant les mises en demeure qui lui sont adressées, l'Allemagne ne saurait prouver, nous ne disons pas seulement une organisation, mais un certain nombre de cas, même isolés, de francs-tireurs.

A ce jour, nous ne connaissons, pour les provinces de Namur et de Luxembourg, que trois noms de francs-tireurs qui auraient été cités par l'autorité allemande. Ce sont trois ecclésiastiques, M. l'abbé Laisse, curé de Spontin, M. l'abbé Bilande, aumônier des sourds-muets à Bouge et M. l'abbé Pierret, vicaire d'Étalle.

L'évêque a fait la lumière sur ces trois cas.

Dès le 10 avril 1915, il a protesté, documens en mains, de l'innocence du curé de Spontin. « Nous sommes de plus en plus, dit-il, à même de la prouver. »

Quant aux deux autres cas, il demanda à l'autorité militaire allemande de Namur de lui communiquer les « preuves » de culpabilité : elle lui répondit que l'un des cas (Étalle) n'était pas de son ressort, et que, pour le second (Bouge), « Sa Grandeur était libre de s'adresser à la rédaction des *Pax-Informationc* » qui avait reçu et publié le communiqué. Celui-ci, pourtant, avait été présenté comme émanant du ministère de la Guerre de Prusse; l'évêque insista donc (26 avril 1915) : « Cette lettre, dit-il, est restée sans réponse. » Et il ajoute :

L'Allemagne continuera à publier les noms des trois francs-tireurs namurois, mais le monde n'y croira pas.

A notre avis, en cette question si grave, la situation de l'Allemagne nous paraît exactement figurée par l'inextricable embarras d'un imprudent qui s'embourbe dans un marais et qui, à chaque effort tenté pour en sortir, s'enfonce davantage. L'orgueil national de ce pays l'a empêché, au cours de l'invasion, de soumettre à une enquête la parole de ses soldats; il l'empêche encore maintenant de répondre à la mise en demeure qui lui est adressée de faire contradictoirement la preuve que des civils ont tiré.

Pareil refus est un aveu de son impuissance à faire éclater la vérité.

Mgr Heylen en vient alors à discuter la tentative officielle de justification des armées allemandes, faite dans le *Livre Blanc*.

Il proteste contre les étranges omissions qui le caractérisent : le *Livre Blanc* cite en tout 48 localités ou sections du diocèse; il omet systématiquement de parler de plus de 70 autres, où il y eut des massacres épouvantables (1).

A travers ces pages apparaît l'intention manifeste de s'excuser, plutôt que de témoigner des faits. Et c'est pourquoi nous disons à la Justice allemande :

« Vous encourez une lourde responsabilité, au point de vue de l'honneur de votre nation, en couvrant d'un silence approbateur les actes de votre armée que nous vous dénonçons comme criminels... Si nous n'avions écouté que notre sentiment intime, nous nous serions bornés à crier : « Mensonge ! Imposture ! » Mais la dignité et l'honneur de la Patrie attaquée exigent un effort plus sérieux. »

Cet effort, c'est la réfutation, commune par commune et point par point, de toutes les allégations du *Livre Blanc*.

Impossible de résumer cette longue discussion, admirablement simple et précise. Contentons-nous d'y glaner quelques faits.

Mgr Heylen révèle qu'à Andenne, dès le 23 août 1914, une première enquête fut menée par le lieutenant Backhaus : « Au *Livre Blanc*, il n'en est pas de traces, probablement parce qu'elle a été favorable à l'innocence. » Il partage le sentiment des Andennais, qui croient que « le désastre était décidé d'avance, » et cite des faits qui corroborent cette opinion.

Au sujet de Dinant, la voix de l'évêque s'élève avec solennité :

Nous n'attendons que le moment où l'historien impartial pourra venir à Dinant se rendre compte sur place de ce qui s'y est passé, interroger les survivans. Il en reste un nombre suffisant pour reconstituer l'ensemble des faits dans leur vérité et dans leur sincérité. Alors éclateront d'une façon manifeste l'innocence des victimes et la culpabilité des agresseurs; on pourra constater que l'armée allemande s'est abandonnée à une cruauté aussi inutile qu'inexplicable. Alors l'univers, qui a déjà jugé avec une extrême et juste rigueur le massacre de près de sept cents civils et la destruction d'une ville antique, avec ses monumens, ses archives, son industrie, se montrera d'autant plus sévère pour les bourreaux que ceux-ci auront tenté de se disculper en calomniant leurs victimes.

(1) L'évêque rappelle, parmi ces cas omis, celui de Namur, où « nous avons été témoin, dit-il, de suppressions inconsidérées d'existences, de destructions désolantes de monumens et d'édifices, de la terrorisation systématique de la population, et où nous-mêmes avons été tenu sous la menace de la mort pour de prétendus méfaits de francs-tireurs. »

Après une enquête minutieuse, Mgr Heylen est en mesure d'affirmer que toutes les armes existant à Dinant avaient été remises à l'autorité communale avant le 15 août, et qu'aucun civil n'a été pris ni trouvé porteur d'armes, ni parmi les centaines de fusillés, ni parmi les milliers de prisonniers. Un seul cas était douteux : un homme, au moment où il avait été fait prisonnier, avait été trouvé porteur d'un revolver d'ailleurs sans munitions; il a été établi qu'un soldat allemand le lui avait mis en poche pendant qu'il tenait les bras levés, et le lui avait ensuite retiré en l'accusant d'être armé. Le malheureux fut fusillé!

« Le *Livre Blanc* raconte presque à toutes les pages que les civils ont tiré avec des fusils de chasse. C'est faux, et les Allemands sont dans l'impossibilité d'en faire la preuve. Mais l'autorité allemande sait-elle que des civils ont été criblés de plombs de chasse? Des médecins allemands l'ont reconnu. Et les coups venaient, — c'est établi avec certitude; — de soldats allemands. » Ceux-ci et leurs officiers s'étaient, en effet, adjugé comme butin le stock d'armes de chasse déposées par les habitans.

La collégiale fut « bombardée sans nécessité stratégique; » le 27 août, les troupes mirent le feu elles-mêmes au grand portail. Quant à la ville, l'incendie en fut volontairement allumé; les obus n'y firent que des dégâts insignifians.

Un reporter de guerre allemand, le Dr Wegener, a mis dans la bouche du curé-doyen de la ville des propos rejetant la responsabilité des désastres sur les troupes françaises : ce vénérable ecclésiastique nie formellement le langage qu'on lui prête. En revanche, il rapporte qu'en septembre 1914 un major bavarois, de passage à Dinant, voyant les ruines de la ville incendiée à la main, lui a dit : « Mais, monsieur, c'est affreux. On m'avait dit que Dinant a été bombardée. Et il n'y a pas de traces de bombardement. » Cette constatation de la barbarie de la soldatesque l'avait tellement ému qu'il en versait des larmes.

D'après Mgr Heylen, les détonations entendues dans les maisons en flammes sont celles de provisions d'huile, d'alcool et essence des particuliers ou des munitions abandonnées ou mises à dessein par les soldats allemands dans les maisons.

Nous-même, dit l'évêque, n'avons-nous pas, au départ des soldats qui avaient séjourné à l'évêché, trouvé tout un panier de munitions délaissé par eux au grenier, et, ce qui est plus grave encore, trois douzaines de

cartouches allemandes mêlées soigneusement au charbon qui devait servir à la cuisine? Nous avons signalé ces faits, en leur temps, à l'autorité allemande.

A Dinant, dit le *Livre Blanc*, on tuait les soldats à coups de pierres. Ce sont les mitrailleuses allemandes fonctionnant sur les façades, qui ont fait jaillir sur les soldats des éclats de pierres.

A Namur, au palais épiscopal, les soldats se plaignaient aussi d'être, durant la nuit, assaillis de pierres; or, une enquête sommaire établit, — si incroyable que puisse être le fait, — que des sentinelles apeurées prenaient pour des pierres les poires mûrés qui tombaient des arbres!

L'évêque dénonce avec énergie la lâcheté de l'armée allemande rangeant les civils devant elle pour s'en faire un bouclier vivant contre les balles françaises :

A un notable qui protestait contre cette violation criante du Droit des gens, l'officier se borna à répondre : « J'ai des soldats à protéger! »

Le lendemain matin, une dame que les soldats voulaient empêcher de se mettre en sécurité, osa dire à l'officier : « N'êtes-vous pas honteux d'exposer ainsi des femmes et des enfans? » Et lui de dire : « Si notre sang doit couler, le vôtre peut bien couler aussi! »

Ces faits nous rappellent l'aveu que nous faisait, il y a quelques mois, un officier allemand : « Cette guerre n'a rien de chevaleresque. Il faut reconnaître que nous, Allemands, nous avions une culture supérieure. Mais il est triste de dire qu'à peine la guerre déclarée, il n'en restait plus rien. »

Autres mots d'officiers allemands :

A un groupe d'otages des deux sexes rangés près de la brasserie d'Anseremme, un officier dit : « Si les Français tirent encore, vous y passerez tous! » (Ils y passèrent.) Et l'officier même qui a ordonné cette fusillade, barbare entre toutes, avait, peu d'instans avant l'exécution, tenu aux victimes le langage suivant : « Vous tous, francs-tireurs et autres, vous avez tiré sur nos soldats. Si les Français tirent encore une seule fois, tous sans exception, hommes, femmes et enfans, tous vous serez tués. »

Que dire des mises en scène terrifiantes organisées pour augmenter les souffrances des survivans? Un seul trait, à titre d'exemple : Le lundi dans l'après-midi (24 août), un cadavre allemand a été plusieurs fois placé et déplacé, afin qu'on pût dire à des groupes successifs de vieillards, d'infirmes, de femmes et d'enfans, tenus durant des heures sous la menace de la mort : « Voilà votre œuvre! »

Enfin, quelque horrible qu'elle soit, une chose paraît certaine, c'est que le sac de Dinant était prémédité. Mgr Heylen invoque sur ce point une série de témoignages « qui seront

publiés un jour avec toutes les circonstances de lieux et de noms, tant d'officiers allemands que de civils et dont nous attestons l'authenticité. »

Il conclut en ces termes catégoriques :

La légende des francs-tireurs belges repose sur une simple affirmation de l'armée allemande, affirmation qu'elle est dans l'absolue impossibilité de prouver.

Ce qui revient à dire que la conduite des armées allemandes, en nos régions, a été une série d'actes injustifiés et inhumains à l'égard de populations innocentes.

La protestation de Mgr Rutten, évêque de Liége, pour être plus courte, n'est pas moins vigoureuse et précise.

En ce qui concerne son diocèse (province de Liége et du Limbourg), il affirme :

1° Que la guerre de francs-tireurs est une légende imaginée et systématiquement propagée par les troupes allemandes dès leur entrée en Belgique ;

2° Que les troupes allemandes ont incendié des milliers de maisons sans aucune nécessité militaire ;

3° Qu'elles ont fusillé des centaines de civils parmi lesquels des vieillards, des femmes et des enfans, sans enquête ni jugement préalable et, en tout cas, sans qu'on ait établi leur culpabilité ;

4° Que la ville de Hervé a été incendiée ; que celle de Visé a été rasée ; que plus de soixante-dix localités ont été pillées, brûlées et détruites, en tout ou en partie, sur l'accusation stéréotypée, mais non démontrée : *Man hat geschossen!*

5° Que des milliers de civils inoffensifs ont été arrêtés et conduits comme prisonniers en Allemagne ;

6° Que dans le diocèse de Liége six prêtres sont morts, fusillés ; que deux prêtres sont morts à la suite des mauvais traitemens dont ils avaient été l'objet ; que plusieurs autres n'ont échappé à la mort que par la fuite, ou ont été victimes de brutalités indignes, tandis que, pour aucun d'entre eux, on n'a prouvé le moindre méfait contre les Allemands ;

7° Que plusieurs églises ont été dévastées et détruites, que des presbytères ont été pillés et incendiés, des quantités de prêtres arrêtés comme otages, sous des prétextes divers, mais toujours dénués de fondement ;

8° Que, dans certains cas, on a forcé des prêtres et des civils à rester auprès des batteries allemandes en lutte avec celles des forts ou à marcher en tête des troupes pour leur servir de rempart contre les balles ennemies.

Tous ces faits et d'autres encore, nous les prouverons de la façon la plus péremptoire, le jour où le Gouvernement allemand consentira à ce que l'on fasse une enquête impartiale et approfondie.

Quant à celle qui a été faite par l'autorité militaire allemande et dont le *Livre Blanc* nous apporte les résultats, nous lui dénions toute valeur, car

elle ne s'est entourée d'aucune garantie d'impartialité et nous sommes à même d'établir, pour ce qui concerne le diocèse de Liége, l'inexactitude et même l'évidente fausseté des accusations.

Le vénérable évêque se borne pour le moment à citer quelques exemples à l'appui de sa protestation. Il la termine en écrivant ces lignes émouvantes :

Nous répétons que la justice exige que nous puissions nous défendre et que l'honneur même de l'Allemagne y est intéressé.

Quelle que soit l'issue de l'horrible guerre qui couvre l'Europe de ruines et de cadavres, la réputation de l'Allemagne n'en sortira pas intacte, si elle refuse l'enquête demandée.

Victorieuse, elle aura la honte d'avoir calomnié ou laissé calomnier la Belgique innocente, après l'avoir écrasée; vaincue, elle n'aura même pas la consolation de se dire, avec François Ier : « Tout est perdu, fors l'honneur. »

*
* *

Nous arrêtons notre analyse sur ce verdict.

Quand on a achevé la lecture de ces documens inédits et que la conviction pénétrante qui s'en dégage est venue renforcer la démonstration lumineuse jaillie de toutes les autres pièces du dossier belge, on ne peut plus qu'adhérer sans réserve à la conclusion officielle des deux ministres qui ont contresigné le troisième *Livre Gris* belge :

« Fort de son bon droit et de la loyauté scrupuleuse dont les membres de la Commission d'Enquête qu'il a instituée se sont fait une loi intangible, le Gouvernement du Roi attend avec confiance le verdict de la conscience universelle.

« Déjà la justice commence à luire. La pénurie et l'*insuffisance* des preuves allemandes ont déjà frappé tous les bons esprits. L'abondance et la pertinence des preuves belges achèveront de les convaincre. Ils comprendront et partageront le sentiment qu'en toute sincérité, devant Dieu et devant les hommes, le Gouvernement belge n'hésite pas à exprimer sur la conduite du Gouvernement impérial vis-à-vis de la Nation belge : celui-là est deux fois coupable qui, après avoir violé le droit d'autrui, tente encore, avec une singulière audace, de se justifier en imputant à sa victime des fautes qu'elle n'a jamais commises. »

FERNAND PASSELECQ.

SCÈNES DE LA VIE KABYLE

DE LA FONTAINE AU LOGIS

Sept heures : brume et soleil. Les rayons jouent avec les chevelures aériennes qui s'échevèlent de pic à pic. Le petit sentier d'argile rouge, qui descend du village à la fontaine, voit passer des théories de sveltes femmes en tuniques de la nuance des fraises, des mandarines, des aubergines, des cerises. Sur leurs reins cambrés elles appuient la base de leurs longues amphores qui rappellent, par leur galbe, les hanches féminines. Ces Kabyles, comme le veut l'usage, se sont appelées de seuil à seuil, afin de descendre en groupe vers l'eau :

— Eho ! Seffa.

— Ia ! Ammama !

— Oh ! Fatima, Turkia, Djelma, Tekla.

Les voilà rassemblées qui s'acheminent les coudes nus levés, les mains aux poignées. Leurs anneaux, leurs bracelets, leurs diadèmes, leurs fibules, leurs chaînes tintinnabulent, tandis qu'elles longent les oliveraies cendrées et qu'elles baissent leurs têtes comme dans un salut sous les branches flexueuses des figuiers.

Au fond de la vallée l'oued languit parmi les lauriers-roses. Depuis plusieurs mois la pluie n'est pas tombée, et les villages altérés, dès l'aube, doivent envoyer leurs femmes aux fontaines. Comme les besoins de la défense en ces pays jadis en guerres perpétuelles obligèrent les Berbères à construire leurs logis au sommet de cruels rochers calcinés que pas une goutte de liquide n'abreuve, chaque jour, femmes et filles dépensent plusieurs heures à remplir aux sources de la vallée leurs vases

de terre cuite. L'eau sourd dans un sous-bois exquis. Les viornes s'y épanouissent, tandis que les ficaria dont les griffes sont mangées s'y mèlent à l'acanthe et que la prune de chacal tente la gourmandise des fillettes, ces chevreaux bondissans.

Au-dessous de la fontaine dans les lentisques et les arbousiers, le pouillot siffleur fait entendre sa chanson ironique, tandis qu'au zénith les hirondelles des chrétiens (1) s'abattent rapides comme des flèches.

... Hélas ! la fontaine, presque tarie, oblige chaque femme à maintenir son amphore pendant de longues minutes sous le filet d'eau. Est-ce un mal ? Ou un bien ? Djelma la rousse et Turkia la noire et Fatima la svelte et la vieille sorcière Aïcha elle-même, ne savent s'il faut se réjouir ou se désoler. Après tout, la fontaine et les rochers ombragés qui l'entourent ne forment-ils pas la *djemaa* (2) des femmes ? Ici aucun homme n'a le droit d'approcher sous peine d'un franc d'amende, édicta la loi berbère, et sous risque d'un coup de fusil, ajoutent les maris jaloux. Seul l'étranger peut se permettre de passer par hasard en ce lieu. Mieux encore, s'il a soif, l'une de ces Rebecca est autorisée à pencher sur sa bouche son vase plein d'eau.

Toujours la petite Alima, dont la toge cramoisie drape le joli corps de danseuse, se souviendra du matin qu'il lui fut donné d'abreuver Ali, fils d'une famille maraboutique de Bougie qui passait sur sa mule. Combien sa politesse lui avait paru suave ! Les montagnards n'ont pas de ces manières onctueuses avec leurs épouses. Ils n'en usent avec elles que comme des vainqueurs le pourraient faire avec des vaincus, — tant qu'elles sont désirables, — et plus tard, chose singulière, la Kabyle vieillie, retirée de l'amour, devient parfois la conseillère du logis. Pauvre conseillère ! Sait-elle rien de la vie ? Voilà peut-être pourquoi la société berbère tourne comme dans un manège sans jamais avancer. La vieillesse des femmes devenues arbitres des familles ramène naturellement l'âge mûr des hommes vers leur point de départ : puérilité des sentimens, des désirs, des espoirs.

Turkia aux yeux de jais, ses cheveux teints au « hadidat, » accroupie devant son amphore vide, attend son tour, les paupières relevées vers le village dont les maisons aux toits de la couleur des nèfles mûres se silhouettent sur le ciel. Elle voit dans le

(1) Les martinets.
(2) Lieu d'assemblée et de récréation.

cimetière l'*amin* agenouillé sur une tombe réciter sa prière en faisant toucher au sol son turban. A cette distance, il semble un jouet, un pantin à bascule. D'autres villageois l'imitent et, parmi ceux-là, son mari, Bourrich le colporteur, libre penseur et anarchiste en France, musulman traditionaliste dans son douar.

Fatima et Seffa, à croupetons contre la fontaine, et tout en regardant tomber les larmes d'eau, s'entretenaient des mérites et des défauts de leurs maris.

— Cet homme-ci (1) raserait un sou et voudrait payer de ses miettes ce qu'il achète, geignait Fatima. Voilà donc pourquoi, ô Seffa, tu ne me vois pas de bracelets.

Et comme Seffa répondait, du village à cent cinquante mètres plus haut une voix rauque descendit :

— Oah! Fatima, rentreras-tu?

Ainsi l'époux de Seffa, pour obéir aux convenances, n'appelait pas sa femme par son nom, mais par un prénom supposé. En public, un Kabyle saurait-il jamais avouer sa liaison avec une épouse?

— Que faire? se lamenta Seffa qui avait un petit visage citronné et des cheveux nattés et huilés. Si je remonte sans eau, il me frappera et, si j'attends l'eau sans rentrer, cet homme-là me battra.

A la ceinture rouge de l'anxieuse Seffa pendait une sorte de bougette en toile dans laquelle elle serrait quelque monnaie.

— Récompense-moi, fit la vieille Aïcha, et je t'enseignerai le moyen d'éviter les coups et de contenter « l'homme-là. »

Seffa lui ayant mis un gros sou dans la main, Aïcha proclama parmi les rires :

— Monte vite sans ta cruche à ta maison, et ton mari sera le premier à t'ordonner de redescendre.

— Merci, ô Aïcha, répondit Seffa qui s'élança dans le sentier.

Et lorsqu'elle fut partie, comme, avec le soleil plus chaud, la gorge-bleue et le traîne-buisson s'égosillaient parmi les myrtes du ravin, Fatima, la petite danseuse qui sautait sur ses jambes fines avec autant d'aisance que les autres femmes bavardent, commença de bondir. Les mains de ses compagnes claquaient pour l'accompagner. Dans la frênaie voisine un pic de Numidie frappant de son bec un tronc d'arbre semblait battre la mesure.

(1) Les femmes berbères ne nomment pas leurs maris.

Lorsque Fatima, les bras arrondis derrière la nuque, se renversait, elle apercevait au loin, très haut dans le ciel, la cime de la Khadidja irisée comme un cristal au-dessus de la montagne. Tous les voiles de mousseline répandus par l'humidité sur les collines s'étaient évaporés.

Encore une journée torride qui s'annonçait.

Les amphores ruisselaient et les femmes ne se décidaient pas au retour lorsque des cris appelèrent de prétendues Ammama, Tekla ou Alima.

— Par Sidi Abderrhamane, ces « hommes-là » nous réclament, murmurèrent-elles effrayées. Soudain, se formant en monôme, Aïcha la sorcière en tête, comme une sauvegarde, elles remontèrent le chemin en corniche. Au-dessus des prés verts, elles semblaient une procession de fleurs en marche : anthémis, pavots, gentianes, soucis, allant fleurir de leur beauté les petites maisons de pisé.

*
* *

Sur le rocher aux corbeaux un aigle affronte le soleil de ses yeux scintillans comme des gemmes, ouvre lentement ses ailes rousses dans une sorte de bâillement d'ennui et, dédaigneux, contemple, de son aire, la procession des femmes chargées de leurs cruches.

Sur l'autre bord du plateau rocheux l'étrange village d'Agouhni-Guehrane, de la tribu des Beni-Sedka-Chenacha, étale ses logis de terre aux terrasses souples, qui, s'unissant les unes aux autres, forment une sorte de place suspendue où papillonnent des enfans grêles, agiles, sauvages : fillettes nues dans une courte tunique ouverte sur les flancs et portant des bébés à califourchon sur un tissu noué comme une écharpe ; gamins au teint de réglisse, dégingandés comme des poulains avec des articulations saillantes et une maigreur sans grâce. Les filles, devant les bonds sauvages des petits mâles, parfois portent les bras devant leurs visages maquillés de noir et de bleu ou tatoués sur le menton et jettent des sifflemens de chattes en colère.

Agouhni-Guehrane est-il un village de la préhistoire? Avec ses portes en trapèze, est-ce une bourgade d'Égypte aux temps des Pharaons? La Chaldée enseigna-t-elle son industrie à ces Chenacha d'un type homogène avec leurs faces longues comme celles des chevaliers mystiques du Greco?

Un paysage provençal entoure Agouhni-Guehrane, mais c'est une Provence plus sauvage, une Provence d'avant la civilisation, et où l'industrie humaine qui donne sa grâce aux montagnes elles-mêmes n'apparaît pas encore.

D'admirables oliviers semblent y jaillir d'entre les grès arrondis et argentés qui donnent leur valeur aux herbages violacés et dorés par les mauves et les anthémis. Sur le sentier en escalier qui tombe vers la plaine, une caravane de Chenacha qui semblent tous des don Quichottes par leur longueur maigre, s'éloigne. Ce sont des villageois d'Agouhni-Guehrane, colporteurs de bracelets de corne, de tissus et de bijoux dont ils vont tenter les populations arabes. Plus tard, lorsque ces « gagne-petit » kabyles auront amassé un sac de douros, ils s'installeront usuriers. Quel rêve! devenir un vénérable trafiquant d'argent et s'enrichir, sans bouger, tapi dans sa maison comme l'araignée en sa toile.

Parmi ces voyageurs se trouve le mari de Fatima, la danseuse. Quoiqu'il ne soit pas séant d'assister au départ de son mari, la petite épouse est remontée vers le cimetière sous prétexte d'aller chercher au bois les fagots qui lui font défaut. Elle s'arrête sous le rocher des corbeaux où les corneilles, les freux et les charognards de la contrée rassemblés en bandes de vieux routiers fixent comme elle la plaine.

La joie de Fatima se traduit par des battemens du talon. Elle n'aime pas Arezki, son mari. Bien qu'âgée de dix-neuf ans seulement, Fatima consomma déjà trois époux; le second fut tué par le premier, qui était resté jaloux. Et Fatima songe à se mettre en insurrection. Elle se sauvera dans sa famille et obligera son troisième mari à la donner contre une dot profitable à un quatrième époux. Le changement distrait toujours quelques semaines et les coups ou les caresses d'un nouvel amant varient la monotonie des jours.

Des bergers sont perchés, tels des hérons, au sommet du rocher aux corbeaux. Fatima voit leurs silhouettes minces comme des bâtons se profiler dans le ciel. Si l'un ou l'autre tombait de son perchoir et se brisait dans le ravin, ce serait émouvant. Les femmes kabyles n'ont pas des cœurs de « Roumia. » Jamais Fatima ne manque d'aller voir les gens assassinés et, Dieu soit remercié! les « tsar » (1) fournissent

(1) La vendetta kabyle.

des occasions d'examiner de temps à autre des hommes hachés ou fusillés! L'homme mort peut être regardé par une honnête femme à défaut d'un homme vivant.

Cependant une grosse jeune femme rousse, Roua, salue Fatima et lui montrant la caravane des mulets, presque invisible maintenant à travers la plaine, lui apprend que Daroul, son mari, se trouve parmi ces voyageurs. Roua ne semble pas moins satisfaite que Fatima. Cette Roua, grasse, est bien une exception dans un village où les femmes sont sèches comme des sauterelles. Et d'où lui viennent ses cheveux rouges et ses yeux bleus? Quel sang du septentrion, jadis, jeta la semence en Afrique de ces êtres roux aux prunelles claires?

Peut-être à cause de son étrangeté, Roua obtient de Daroul ce qu'elle veut : aussi sa maison passe-t-elle pour la mieux garnie de vaisselle et la plus agréable d'Agouhni-Guehrane. Ce n'est pas d'ailleurs qu'elle soit jalousée de ce confort par les autres Kabyles, car même les plus aisées sont indifférentes au bien-être et à l'agrément du mobilier.

— O Fatima! viens chez moi, puisque Daroul est parti et que te voilà seule, proposa Roua.

Comme Fatima, contre l'opinion de ses compagnes, aurait voulu posséder les objets qu'on disait trouver chez Roua, ce fut avec empressement qu'elle suivit cette amie à son vaste logis. Cette étrange construction était adossée à un rocher calcaire. La terrasse était formée de branches d'oliviers et de frênes dans lesquelles on avait introduit de la terre mêlée de paille, de lianes et de petites pierres; afin de ménager l'écoulement des eaux, ce toit se gondolait comme d'ailleurs les terrasses voisines reliées à la maison Daroul. Ainsi le village ressemblait à une pâtisserie d'un moulage défectueux.

La demeure de Roua paraissait plutôt faite pour abriter des tombeaux que des vivans. Au premier moment, on croyait entrer dans un hypogée, un souterrain aménagé pour le repos des morts. Le constructeur s'était accommodé de la façade rocheuse, se contentant de l'enduire d'argile et les pièces qui se succédaient, grâce à cette matière plastique utilisée avec une véritable ingéniosité, avaient pris une apparence à la fois inquiétante et confortable. Un placard était formé d'un trou carré et les étagères qui bordaient les murs, prises dans leur masse, débordaient comme des corniches d'armoire. Des bancs et un

massif pour le couchage sortaient des parois boursouflées. Les angles n'existaient pas ou plutôt s'arrondissaient mollement. L'on éprouvait l'impression d'être dans un logis de beurre et l'on pouvait croire qu'en y touchant, on le modèlerait à sa guise.

Accoutumée à vivre dans une maison presque semblable de construction, Fatima ne s'en étonna guère; en revanche, elle admira les peintures qui décoraient, du plafond au sol battu, les murs. L'humble génie d'une femme avait imaginé des géométries et des polygonies heureuses, et les couleurs végétales empruntées au suc des plantes s'harmonisaient au clair-obscur. D'ailleurs, ces dessins ajoutaient encore à l'impression d'un hypogée égyptien, et l'on ne pouvait regarder les bancs maçonnés sans croire qu'ils fussent des tombeaux. Une femme d'une cinquantaine d'années au visage intelligent et aux grands yeux passionnés, le front serré dans un foulard orange, s'avança. C'était Malki, la mère de Daroul, créatrice de ce décor et de presque tous les ustensiles agréables de la maison. Malki, montrant ses fresques à Fatima, lui dit :

— Je crois bien que nous ne sommes pas de ce pays, mais que nous arrivons d'une terre lointaine qui nous enseigna la fabrication des tapis et de ces images. Qui sait?

Et tandis que Fatima ne pouvait se retenir de sautiller pour regarder les dessins, car elle était née pie sauteuse, des hirondelles pénétraient dans la vaste pièce par un trou circulaire ménagé dans la terrasse pour l'évacuation des fumées et l'aération, — car aucune fenêtre n'avait été réservée. Les fenêtres conviennent seulement aux demeures des Français dont les femmes peuvent être vues de tous les hommes.

De nature assez envieuse, Fatima examinait les plats vernissés et peints qui surmontaient les étagères en une disposition semblable, ô ironie! aux intérieurs dits « modern style. »

Une singulière porte en trapèze donnait accès dans une sorte d'arrière-salle en grotte. Devant la porte peinte de rouge et de noir comme un vase étrusque, Fatima ne songea pas un instant que ce seuil d'une géométrie inusitée pouvait bien avoir trouvé ses modèles en Chaldée ou en Égypte. Pauvres Kabyles que les ethnographes s'arrachent et décrètent tour à tour gens d'Europe, d'Asie, ou bien autochtones de l'Afrique du Nord!

Fatima sauta les trois degrés qui conduisaient à cette nouvelle salle d'un caractere funéraire. D'énormes jarres de terre

crue, rehaussées de sculptures barbares, évoquaient des sarcophages. Sur ces vases assez vastes pour contenir plusieurs hommes, on pouvait relever jusqu'à des signes sémites contre le mauvais œil. Ces « akoufis » aux larges panses étaient disposés côte à côte sur un terre-plein. Ils renfermaient les provisions de figues sèches, de sorgho, d'orge et d'huile de la famille Daroul.

La grosse Roua, les mains à ses hanches, se rengorgea devant ces jarres d'abondance de l'industrie de Malki, mais Fatima n'y prêta aucune attention, et, comme si elle connaissait la maison, elle poussa un huis formé d'un plateau de frêne et elle bondit dans une courette qu'un grossier treillage de troncs d'olivier défendait contre les voleurs. A travers cette charpente, des fillettes grêles comme des statuettes florentines, courant de terrasse en terrasse, les bras ouverts ainsi que des ailes, s'apercevaient.

— Seffa, la sœur de Daroul, ne travaille-t-elle pas là? demanda la visiteuse.

— Oui, elle fabrique un burnous, répondit Roua en poussant son invitée dans une petite chambre nue.

A travers la chaîne d'un métier qui semblait une toile d'araignée, le visage d'un ovale très allongé de Seffa s'apercevait.

Cette jeune fille, adossée à la muraille d'un rouge de sanguine, accroupie devant son ouvrage, était vêtue d'une tunique à la grecque retenue aux épaules par des fibules d'argent. Son cou long et sa gorge avaient la nuance de l'ivoire ancien. Avec des gestes de harpiste, ses mains fuselées touchaient les fils de la chaîne ; ou bien elle poussait la laine à travers la trame comme une musicienne s'exerçant à des arpèges. A l'entrée de Fatima, sans quitter son ouvrage, appelant le salut et la prospérité sur l'invitée, elle continua sa gracieuse besogne qui contrastait avec la barbarie de son installation, salle de terre battue sans un meuble. Et l'on pouvait lui comparer la vulgarité confortable des intérieurs de nos ouvrières travaillant de leurs gros doigts avec des machines à tisser admirables d'invention. Orient! ton prestige ne mourra pas autant que Seffa fabriquera des burnous et des tapis avec les grâces d'une joueuse de luth. De droite et de gauche, Fatima tâtait le tissu commencé; elle ne tarda pas à se lasser de cet

examen et s'étonna de n'avoir pas encore remarqué chez Roua les objets commodes qu'on prétendait en sa possession.

— Viens, prononça l'heureuse maîtresse du logis, et je te montrerai ce que tu n'as jamais contemplé, car tout ce qui s'est fabriqué en Kabylie d'utile et d'agréable, je le possède. Viens.

L'ayant ramenée dans la vaste salle, elle retira sa vaisselle des placards pratiqués dans les murailles. Avec un certain orgueil, Malki, qui suivait, pieds nus, Fatima, lui montra les dernières jarres cuites d'un beau rouge, destinées à contenir l'huile. Plusieurs « tabakilt, » et tous de taille respectable, furent placés sous les yeux jaloux de Fatima, qui touchait ces plats de bois en murmurant :

— Autant de couscous que vous fassiez, ils ne pourront pas être tous utilisés.

Roua et sa belle-mère protestèrent qu'aucun ne chômait, pas plus que les « aïdour, » ces pichets qui servaient à désaltérer les mangeurs de semoule. Orgueilleuse, Malki fit remarquer comment les anses de ses aïdour venaient s'incorporer au flanc du vase comme la liane autour de l'arbre. Ainsi que toutes les femmes kabyles, Fatima savait fabriquer un pot; elle goûta l'adresse de Malki.

— Toi, tu ne reproduis pas toujours les formes anciennes comme nous autres, lui dit-elle. Tu inventes.

— Au commencement des temps, répondit la mère de Daroul, il fallut bien que les premières Kabyles créassent des modèles pour qu'ils fussent offerts en exemple. Vous autres copiez depuis les siècles des siècles; moi, je prépare les vases que nos descendantes imiteront. Comprends-tu?

La grosse Roua rit lourdement, car elle ne comprenait guère ces paroles, et cette belle-mère trop intelligente, juge de ses actions puériles, lui déplaisait. Malki l'ayant regardée sévèrement, Roua s'accroupit pour se donner contenance et commença de tourner la petite meule de son moulin à main. Au milieu de la pierre supérieure, elle introduisit une poignée de grain par l'ouverture réservée à cet usage.

Malki considérait sa bru avec mépris; puis, la dédaignant, elle attira les lampes à trois et cinq becs, au riche décor rouge et noir de sa façon. L'une d'elles, patinée par l'âge, noircie par la fumée des mèches, parut vénérable à Fatima, qui l'éleva à bout de bras et marcha rapidement.

— Tu as deviné, prononça Roua, toujours assise, jambes écartées autour du moulin, cette lampe figurait au mariage de Malki, et l'on rapporte que celui qui la portait en avant du cortège fut obligé de rallumer trois fois la mèche du milieu qui fumeronnait. Mauvais présage ! Un tel feu ne doit pas s'éteindre.

— Et toi, Roua, repartit Malki d'une voix amère, raconte donc qu'un jeune homme voulut éteindre la lampe de Daroul, le jour de tes noces. Pourquoi cela ?

A cette allusion, le sang envahit la grosse figure de Roua. Afin de faire diversion, elle entraîna sa visiteuse devant un coffre de bois sculpté, semblable aux coffres à dîmes pour les grains tels qu'il en existe encore dans certaines sacristies de Bretagne. La façade en était gravée de lignes brisées, d'étoiles, de triangles, de feuilles de fougères et de cordonnets entrelacés. Une vieille serrure forgée défendait cette forteresse.

— J'apportai en cette maison ce coffre où j'enfermai mes bijoux et ma dot, déclara Roua.

— C'est du bois ! Il est en bois, du bois, rien qu'en bois ! répétait-elle en caressant le meuble.

C'était en effet, dans cette maison kabyle où la seule matière en usage fût la terre pétrie, une singulière exception.

— Cela vient d'Akbou, pays forestier, précisa Malki d'un air méprisant. Cela pourrit aisément.

Pour détourner l'attention de la visiteuse, elle continua :

— Possèdes-tu chez toi une baratte, Fatima ?

Elle montra une courge creuse couverte à sa partie supérieure par un liège percé en son centre d'un trou dans lequel on introduisait un roseau pour l'extraction du petit-lait. Pour obtenir du beurre de ce curieux outil, Malki le secouait au moyen d'un lien noué dans le clissage qui recouvrait la partie inférieure.

— Du beurre, murmura Fatima, du beurre, cet « homme-là » ne m'en donna jamais, — et elle pensait avec amertume combien Arezki était ladre.

Un vagissement lui fit tourner la tête. Aux branches de frêne qui clôturaient la terrasse, d'un berceau de paille surgit la tête d'un petit sauvage bistré au front plissé de méchante humeur. Aussitôt, Roua s'élança vers son fils Ouaci et le balança comme une cloche, puisqu'il est de mode, en tous pays, d'écœurer les enfans pour en obtenir la paix. En effet, aussitôt secoué, Ouaci abattit son gros visage redevenu lisse comme la

calvitie d'un vieux monsieur, sur le tapis qui lui servait à la fois d'oreiller, de matelas, de drap et de couverture.

Cependant, quelques secondes ne s'étaient pas écoulées et le berceau s'agitait encore comme une barque dans le roulis, qu'un nouveau vagissement troublait Fatima précisément occupée à plonger son bras dans une jarre afin d'en goûter les fruits secs. Presque aussitôt sept, huit, dix vagissemens simultanés firent une musique surprenante.

— Par Sidi Abderrhamane ! je ne te savais pas tant d'enfans, Roua, s'exclama la petite danseuse égayée.

— Ses nouveau-nés, les voici, répliqua Malki en arrachant une cotonnade qui cachait une sorte de terrassement divisant une partie de la salle. En sous-sol, à travers des arcades, Fatima aperçut une douzaine d'agneaux.

Malki marmonna :

— Les enfans de Roua n'appauvriront pas cette maison.

Cette mère kabyle se plaignait d'une bru qui ne lui avait encore donné que le sauvageon du berceau, au lieu des sept enfans possibles en Kabylie, puisque Roua la Rousse était mariée depuis huit années à Daroul.

— Pourtant, cette maison pourrait nourrir beaucoup de monde, reprit Malki. Daroul, mon fils, disait :

« Chaque fois qu'il me naîtra un fils, j'irai placer en pays arabe une couple de bœufs pour son entretien. Ces bœufs fournis au cultivateur me rapporteront vingt-cinq mesures de blé et vingt-cinq mesures d'orge, c'est-à-dire de quoi entretenir un garçon avec abondance. Ah ! cette Roua n'apporta pas la bénédiction chez nous ! »

En entendant ces reproches, Fatima constata que Roua la Rousse payait son bien-être de quelques ennuis.

— Ah ! malheureuse, s'exclama brusquement Malki, en saisissant une corne de vache gravée au feu, percée à sa pointe et fermée d'un petit couvercle, tu n'as pas plus de tête que le *bibiti* (1). Tu n'as pas pris soin de remettre à Daroul sa blague à tabac.

Cette fois, Roua, se trouvant injustement accusée, repartit :

— Si je suis le « Bibiti, » vous êtes le « Bou-tata (2), » car vous ne cessez de m'asséner des coups de bec du matin au soir.

(1) Le hoche-queue.
(2) Le pivert.

— Je m'abusais, ô Roua, tu n'as pas plus de cervelle que l'étourneau.

— Et toi, pas plus d'amabilité que la chouette, ô vieille Malki!

Voyant que les querelleuses menaçaient de la prendre à témoin de leurs griefs réciproques, et ne se souciant pas d'être le doigt pincé entre l'arbre et l'écorce, Fatima salua et, en trois petits bonds, se trouva sur le seuil.

Au moment où elle allait descendre le sentier, elle fut rappelée par la belle-mère de Roua, qui lui remit un vase de la grandeur d'un verre à boire :

— Prends! Ceci te donnera contenance, Fatima.

La jeune femme reçut cet en-cas. Une Kabyle saurait-elle traverser son village sans avoir ce prétexte à ses déplacemens : une course à la fontaine?

« Dieu soit remercié! pensait Alima en retournant à sa maison avec sa petite cruche. Si nous n'avions pas à chercher de l'eau, ces « hommes-là » ne nous laisseraient plus sortir. Les djins emportent les Français qui voudraient faire monter les ruisseaux dans nos maisons! »

***

Tandis qu'elle s'acheminait de cette démarche ailée qui n'appartient qu'aux races antiques dont les pieds n'ont pas été déformés par nos grossières chaussures, Fatima s'entendit siffler. Elle en frissonna de terreur. Un homme se permettrait-il cette inconvenance? Il risquait sa vie. Un frère de Fatima, en l'absence de son mari, ou l'un de ses oncles l'abattrait d'un coup de fusil. Au sifflement succédait l'appel d'une voix féminine, et le profil assyrien de Turkia la Noire dépassa l'embrasure de son logis. Un collier de branches de corail, alternant avec des pièces turques anciennes, descendait en double rang sur la gorge de cette Kabyle, comblée de bracelets et d'anneaux de pieds en argent, si lourds que des forçats se fussent plaints de traîner ces bijoux massifs. Turkia était une fille des Ouadhia et, contre l'usage, Bourrich, son mari, était allé chercher épouse dans cette tribu.

S'étant approchée, Fatima demanda, craintive :

— Et Bourrich?

— Cet « homme-là » s'en est allé vers Aumale, afin d'y

acheter un chapeau de paille, orné de cuirs colorés. Tu sais combien il est glorieux de ses coiffures?

— Je ne sais pas, répondit hypocritement Fatima, car je ne l'ai jamais rencontré.

Elle mentait en prononçant ces paroles, car, tout au contraire, elle avait aperçu souvent de loin Bourrich, lorsqu'il était jeune homme, et elle avait même souhaité un époux de sa sorte. Turkia, qui ne l'ignorait pas, était un peu jalouse de la grâce de Fatima, et elle affectait d'en entretenir sa compagne, afin de l'amener quelque jour à se trahir. Qui sait? Peut-être en naîtrait-il quelque bonne bataille entre Bourrich et Arezki, mari de Fatima? Ce serait une distraction. Les jours ne seraient-ils pas tous blancs, en Kabylie, si le sang ne les colorait point quelquefois de sa belle pourpre?

Ce fut dans de telles dispositions amicales et avec cette arrière-pensée que Turkia sourit à son amie, en l'invitant avec un joli geste circulaire, tel qu'on ne le voit qu'en Berbérie, à s'approcher. Ce gracieux mouvement des bras appelait et enlaçait, caressait et choyait.

Fatima saute à pieds joints sur un seuil que l'usure avait poli en son centre, puis elle rebondit sur une aire formée du même stuc luisant qui recouvrait les murs. Ce stuc était composé d'enduits calcaires huilés. Le plafond, construit à la mode des Ouadhia, en roseaux, avait l'avantage, assurait Turkia, d'empêcher les punaises de s'y installer.

Aussitôt entrée dans la salle, Fatima, au lieu de l'admirer, fixa les oreilles de Turkia et remarqua qu'elles étaient percées chacune de trous superposés, où deux boucles à pendeloques de corail serti dans des chatons à émaux jaune et vert, étaient accrochées.

D'un air négligent, Turkia excita l'envie de sa compagne en lui disant qu'en son village, toutes les femmes étaient ainsi parées. Sans doute, l'avarice des Chenacha, des Kouriet et des autres gens de la montagne les empêchait d'orner leurs femmes.

— Oh! si nous voulions, protesta la petite danseuse. Aussitôt le retour de cet « homme-là, » je me ferai percer les oreilles comme toi.

Un gémissement cadencé, qui venait du fond de la pièce, parut gêner Turkia, et elle leva les coudes avec ennui. Une vieille femme aux chairs crayeuses, mal voilée d'une tunique

étroite, balançait à mouvemens égaux son pied blessé et se plaignait.

— C'est sa mère, à lui, expliqua Turkia, et ce sont ses sœurs à lui, continua-t-elle en désignant deux jeunes filles en toges de la chaude couleur du pollen de l'arum.

Leurs yeux énormes scintillaient dans l'ombre, magnifiques, sans pourtant rien exprimer : ni pitié, ni ennui, ni amour.

Le temps n'existait pas pour ces jeunes filles, qui restaient pendant des heures immobiles derrière leur mère souffrante, sans lui porter aucun secours.

Belles plantes du Djurjura, elles végétaient avec l'impassibilité des lis. Leur seule besogne, dans la journée, consistait à chercher l'eau et à tourner le moulin à farine. Chaque jour suivait ainsi le jour précédent.

Fatima, qui rôdait parmi les jarres carrées, fut invitée à plonger son bras par leurs bouches bâillonnées de tampons d'étoffe, et elle goûtait ce qu'elle retirait, au hasard. Elle arriva devant le « tiberkitht, » cette cuve maçonnée dans le sol où les femmes piétinent les olives, et, pour amuser ses compagnes, elle mima la danse des travailleuses lorsqu'elles écrasent les fruits afin d'en extraire l'huile.

Interrompant ses plaintes, la blessée prononça :

— Fatima, mon fils t'imaginait sautant ainsi, car vous avez joué étant enfans, et il te croit plus légère que les chèvres.

A ce propos, Turkia rougit de jalousie.

Sans paraître le remarquer, Fatima, par plaisanterie, sauta dans la grande écumoire de terre disposée dans la maçonnerie comme une cuvette sur une table de toilette et dans laquelle les tourteaux s'égouttaient.

Maintenant, Turkia regrettait d'avoir invité Fatima, parce que sa belle-mère l'admirait et que ses belles-sœurs ne la quittaient plus de leurs grands yeux. Mécontente, elle sortit dans la petite cour qui lui servait de cuisine d'été; elle évitait ainsi d'enfumer les murs recrépits au mois de mai, qu'elle tâchait de garder propres jusqu'à l'automne.

Sur le foyer formé d'un simple trou, Turkia posa les trépieds du « tégoui, » ce vase ouvert qui allait supporter « l'aseqsout, » la marmite-passoire où cuirait le couscous traversé par la vapeur de l'eau bouillante. Elle plaça même un

turban d'étoffe autour du « tegoui, » pour ne pas perdre une bouffée de cette vapeur.

Comme Turkia ne semblait plus prêter aucune attention à Fatima, celle-ci, mécontente de l'accueil reçu, avant de quitter ce logis, s'exclama :

— Ces maisons à la mode des Ouadhia ne valent pas les nôtres.

— Ah! c'est bien à toi de parler, riposta Turkia furieuse, ta demeure ne vaut pas plus de sept cent cinquante francs, comme d'ailleurs toutes les habitations de ce pays, le terrain compris.

Après avoir prié Dieu de guérir la mère de Bourrich, Fatima regagna sa demeure.

Quand elle l'atteignit, elle y trouva les jeunes frères de son mari, Silem et Lounas, enfans de dix et douze ans, et, comme elle était de méchante humeur, elle leur déclara que, puisque l'été approchait, ils iraient dormir sous le hangar qui servait de *djemaa* (1) : n'était-ce pas l'usage pour les garçons?

Mais une vieille femme aux reins voûtés comme l'anse d'un panier étant rentrée, entendit sa belle-fille et l'apostropha durement :

— Il n'en sera pas ainsi. Qui commande ici? Ne suis-je pas Smina, la mère de ton mari?

Fatma, Seffa et Aïcha la sorcière, qui passèrent quelques instans plus tard dans la venelle, entendirent un grand tapage de vaisselle cassée.

— Il est probable que Smina corrige cette sauterelle de Fatima, murmura la malicieuse Seffa. Laissons-les. Tout est bien qui est voulu par Dieu!

— Qu'aurions-nous à faire en l'absence de nos maris, s'il n'en était pas ainsi? conclut la vieille Aïcha qui connaissait l'instabilité des humeurs féminines et la fragilité des poteries kabyles.

CHARLES GÉNIAUX.

(1) Les maisons destinées à la *djemaa* sont rarement entourées de murs sur leurs quatre côtés.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN NOUVEAU LIVRE DE M. ROOSEVELT

Fear God and take your own part! par Théodore Roosevelt, un vol. in-8°. New-York, librairie George H. Doran, 1916.

Les Américains d'origine allemande constituent l'un des élémens principaux de la population des États-Unis; et je persiste à croire que l'immense majorité d'entre eux ont l'âme foncièrement et exclusivement « américaine. » Moi-même, par exemple, je suis en partie d'extraction allemande; et de ces gouttes de sang allemand qui coulent dans mes veines je ne suis pas moins fier que des autres courans « ethniques » qui s'y trouvent mêlés. Mais, avec tout cela, j'ai conscience de n'être rien qu'un Américain! Un grand nombre de mes plus intimes amis, un grand nombre des hommes que je respecte et honore le plus dans notre vie publique sont, pareillement, des Américains de parenté allemande, ou même des Américains nés en Allemagne. Un Américain de cette espèce, qui descendait d'un colonel de l'armée de Blücher, a été l'un des membres de mon ministère, — où il siégeait à côté d'un autre Américain descendant de l'un des frères de Napoléon. Mais tous les deux n'étaient absolument que des Américains! L'ouvrage scientifique dont je m'enorgueillis le plus d'être l'auteur, je l'ai écrit en collaboration avec un naturaliste, — mon fidèle compagnon dans mes chasses d'Afrique, — dont les parens étaient Allemands : mais mon collaborateur, lui, est un Américain et n'est pas autre chose! L'homme qui m'a été le plus proche, au point de vue politique, pendant les dix années de mes fonctions de Gouverneur et de Président sortait, également, de souche allemande : mais lui-même n'était, de fond en comble, qu'un parfait Américain. Quelques-uns des meilleurs soldats et officiers de mon régiment, depuis mon « brosseur » jusqu'à l'un de mes capitaines, étaient de naissance ou de famille allemandes : mais eux-mêmes étaient, uniquement, des Américains. Enfin,

parmi les ecclésiastiques, philanthropes, publicistes, et autres bons citoyens de toute nature avec lesquels je travaille en cordiale sympathie, beaucoup sont de provenance allemande, et quelques-uns sont nés en Allemagne, — ce qui ne m'empêche pas de m'accorder avec eux tout à fait aussi pleinement qu'avec des compatriotes issus d'anciens colons américains : mais notre bon accord résulte de ce que ces hommes et ces femmes, tout comme moi, sont des Américains, et pas autre chose.

J'ai tenu à citer, tout d'abord, ce passage éminemment caractéristique du dernier livre de l'ex-président Roosevelt, — d'un livre qui se trouve n'être, en réalité, qu'un recueil d'articles ou de conférences, rassemblés sous un titre que l'on pourrait traduire par quelque chose comme ceci : *Crains Dieu, et ne crains pas de remplir ton devoir!* Le fait est que nulle autre part, peut-être, à travers tout le livre, ne nous apparaît avec autant de relief ce que je serais tenté d'appeler l'« égoïsme » ingénu de M. Roosevelt : mais à coup sûr, il n'y a pas une seule page du livre où ne se trahisse semblablement à nous la très innocente satisfaction de soi-même que ressent le fameux homme d'État, *sportsman*, et « publiciste » américain. « O Rome fortunée, sous mon consulat née ! » sans cesse la lecture du nouveau recueil nous remet en mémoire la manière dont s'épanchait autrefois l'orgueil patriotique du farouche accusateur de Catilina ; — et l'on entend bien que Catilina, dans le réquisitoire l'ex-« Consul » new-yorkais ne manque jamais à revêtir la paisible et circonspecte figure du président Wilson. Tout de même que M. Roosevelt se proclame « fier » des divers élémens « ethniques » du sang de ses veines, nous devinons qu'il l'est aussi de ses « chasses d'Afrique » et de ses exploits militaires, pour ne rien dire de ses « dix années de fonctions publiques en qualité de Gouverneur et de Président. » Ne va-t-il pas jusqu'à nous offrir en guise d'appendice, sous le titre bien « topique » de : *Un Record de Préparativisme*, la reproduction complète d'un abondant discours où certain sénateur de ses amis s'est naguère employé à établir que, dès l'année 1882, le jeune Roosevelt soutenait déjà la nécessité, pour les États-Unis, d'une « préparation » militaire et navale qui eût de quoi les garantir de tout risque d'agression, — ou même simplement d'humiliation, — de la part des grandes Puissances européennes ?

Mais par-dessous cette « fierté » tout à fait inoffensive, — et d'ailleurs très légitime à plus d'un point de vue, — je ne saurais dire combien la plupart des sentimens politiques exprimés par M. Roosevelt nous révèlent à la fois de sagesse généreuse et d'intrépide élan,

ni non plus combien nous émeut irrésistiblement la simple et nette vigueur du langage où il les traduit. C'est, il est vrai, un langage d'orateur plutôt que de pur écrivain, et toujours l'auteur s'y montre à nous plus soucieux de la force pathétique de ses phrases que de leur élégance proprement « littéraire : » mais il n'en reste pas moins que ces phrases, avec leur répétition trop fréquente des mêmes mots et des mêmes tournures, portent à un très haut degré l'empreinte d'un « tempérament » tout original. Qu'on lise, par exemple, — en s'efforçant de suppléer le mieux possible à l'insuffisance fatale d'une traduction, — l'un quelconque des passages où M. Roosevelt nous dénonce éloquemment la sottise, tout ensemble, et la « lâcheté » de l'espèce fâcheuse des « pacifistes » américains :

Dans la conception de son programme, l'Allemagne a tenu compte de l'effet certain de la terreur sur toutes les âmes naturellement craintives. C'est avant tout par manière d'intimidation qu'elle a décidé le torpillage de la *Lusitania;* et, semblablement, c'est par manière d'intimidation qu'elle a surtout adopté l'emploi, dans les tranchées, de gaz empoisonnés, — pratique excusable seulement si l'on excuse, du même coup, l'empoisonnement des sources et l'infliction de la torture aux prisonniers de guerre. Or, il se trouve que cet objet, consistant à fasciner par la terreur, n'a pas été atteint par l'Allemagne en ce qui concernait les combattans anglais, français, belges, russes, italiens, et serbes : mais il y a d'autres pays où ces pratiques allemandes ont positivement réussi à exercer un funeste effet de fascination sur des personnes d'un cœur prompt à s'effaroucher. Je ne crois pas, en vérité, qu'elles eussent réussi à fasciner le moins du monde la masse de nos compatriotes des États-Unis, si notre nation pouvait être amenée à prendre clairement conscience de ce qui s'est passé en Europe depuis dix-huit mois : mais c'est chose incontestable qu'elles ont agi très profondément sur cette partie, spécialement bruyante, de notre nation qui ne cesse point de nous parler de la paix à tout prix. Les hommes que nous entendons se féliciter de ce que les États-Unis aient eu l'heureuse chance d'éviter une guerre avec le Mexique ou avec l'Allemagne ; les hommes qui disent que nous aurions tort d'agir à propos de l'aventure de la *Lusitania;* les hommes qui déclarent que nous aurions été insensés d'intervenir en faveur de la Belgique, il y a parmi eux une foule de couards qui ont été terrorisés par le crime allemand. Tout récemment encore, dans certains cercles de notre société, un grand succès de popularité a accueilli l'apparition d'un chant intitulé : *Je n'ai pas élevé mon garçon pour qu'il devînt un soldat!* — lequel chant ne devrait jamais être chanté qu'en compagnie d'un autre, son « pendant » naturel, qui s'appellerait : *Je n'ai pas élevé ma fille pour qu'elle devînt une mère!* Oui, voici que cet hymne en l'honneur de la lâcheté, voici qu'on l'a couvert d'applaudissemens dans nos cafés-concerts, et même dans maintes écoles de notre pays! Représentez-vous un chant comme celui-là entonné devant les mères, les

sœurs, et les femmes des Américains qui ont jadis combattu sous Washington, ou bien de ceux qui, plus tard, ont combattu dans la Guerre Civile, sous les ordres de Grant aussi bien que sous ceux de Lee! Comment s'étonner que ceux d'entre nous qui applaudissent un chant de cette sorte se soient facilement laissé épouvanter par l'odieux terrorisme des pratiques allemandes?

Et quant aux sentimens politiques de M. Roosevelt, je crois bien qu'on pourrait les rattacher tous à celui que nous exprimait le passage transcrit, tout à l'heure, au début du présent article. Ce « devoir, » — dont l'éminent homme d'État américain voudrait que ses compatriotes ne « craignissent » pas de l'accomplir, — consiste essentiellement pour eux à rester, ou à redevenir, de véritables « Américains, » tels qu'ont été non seulement les contemporains de Washington, mais jusqu'à ceux du récent « consulat » de M. Roosevelt. C'est à ce devoir sacré que manquent gravement aujourd'hui les « pacifistes » qui, « terrorisés » par les pratiques criminelles et surtout par les impudentes menaces de l'Allemagne, poussent l'oubli de leur dignité nationale au point de proposer qu'il soit interdit à leurs concitoyens de voyager dorénavant sur des bateaux anglais, — ce qui, d'après M. Roosevelt, « attesterait un degré d'abaissement pour le moins égal à celui d'un mari dont la femme aurait été souffletée dans la rue, et qui se bornerait simplement, là-dessus, à lui défendre dorénavant de sortir de chez elle. » Avec quelle énergie déjà l'illustre président Abraham Lincoln s'est élevé autrefois contre les premiers symptômes de ce reniement scandaleux du noble idéal américain! « Honte éternelle, disait-il, à ceux d'entre nous qui, plutôt que de consentir à la guerre, s'accommoderaient de voir périr la nation! »

Or, toujours à en croire M. Roosevelt, le triomphe des doctrines « pacifistes » exposerait infailliblement les États-Unis au danger de « périr. » L'ex-président ne serait pas éloigné de reprendre à son compte la thèse soutenue naguère par son compatriote M. Bernard Walker dans une sorte de « roman des temps futurs » dont on vient de nous donner la traduction française, et où l'auteur décrivait à l'avance les diverses péripéties d'une prochaine agression allemande contre la grande république américaine. Ou plutôt M. Roosevelt ne commettrait sans doute pas l'erreur de M. Walker, qui, dans sa fiction « prophétique, » nous a montré l'Angleterre et la France victorieuses consentant à ce nouvel essai de brigandage allemand. Mais que si, au contraire, l'Allemagne se trouvait avoir le dessus dans sa

lutte d'à-présent contre les Alliés, comment ne pas admettre qu'un peuple aussi dépourvu de scrupules moraux pourrait parfaitement s'aviser, ensuite, de profiter de l'extrême faiblesse militaire et navale des États-Unis pour recommencer contre eux le « coup » tenté naguère par lui contre ses voisins immédiats?

Si bien que, du devoir d'être « Américains, » résulte en premier lieu, pour les citoyens des États-Unis, le devoir non moins absolu de cette « préparation » militaire et navale que M. Roosevelt se fait très justement honneur d'avoir conseillée dès ses lointains débuts dans la vie politique. Il faut à tout prix que les Américains se rendent « prêts » à soutenir efficacement le risque d'une guerre, — les Américains, ou, pour mieux dire, les habitans des États-Unis, car ni le Brésil, ni le Chili, ni la République Argentine, notamment, n'en sont plus à avoir besoin de se « préparer, » toutes ces nations ayant adopté maintenant un régime d'obligation militaire plus ou moins imité de celui de la Suisse, — que M. Roosevelt considère comme le mieux fait pour servir, également, de modèle aux États-Unis. « Dans la République Argentine, par exemple, l'adoption du service militaire universel a été déjà d'un immense profit, et cela même au point de vue industriel et social. Elle a donné, dès aujourd'hui, aux Argentins une armée de près d'un demi-million d'hommes, encore que leur république ne contienne pas la dixième partie de la population des États-Unis. Dès aujourd'hui l'Argentine est infiniment mieux en état que nous de défendre son territoire contre l'attaque soudaine d'un puissant ennemi. Combien nous ferions sagement de prendre d'elle les précieuses leçons qu'elle peut nous offrir ! »

Et combien il serait « sage » aussi, aux compatriotes de M. Roosevelt, de s'instruire des « leçons » des nations européennes qui sont en train de « défendre leur territoire contre l'attaque soudaine d'un puissant ennemi ! » Il n'y a pas un des chapitres du livre nouveau de l'ex-président qui ne renferme un magnifique éloge de la manière dont notre résistance française et celle de nos Alliés ont eu pour effet de réveiller, chez nous, maintes facultés et vertus nationales que l'on avait pu croire à jamais assoupies. Infatigablement l'auteur nous propose en exemple à ses lecteurs ; et cela seul aurait déjà de quoi lui valoir, de notre part, une sympathie très reconnaissante. Qu'on me permette encore de citer, un peu au hasard, l'un de ces morceaux où il parle de nous :

C'est toujours chose malaisée d'obtenir qu'une démocratie se prémunisse

à l'avance contre des dangers dont la réalité n'est aperçue que d'un petit nombre d'esprits clairvoyans. En France même il y avait, hier encore, une foule d'hommes qui, avec les meilleures intentions du monde, ne découvraient pas la menace suspendue au-dessus de leur patrie, de telle sorte qu'ils s'opposaient, eux aussi, à la « préparation » d'une guerre prochaine. Mais aujourd'hui tous ces hommes tâchent de toutes leurs forces à réparer leur ancienne erreur, — qui déjà, au reste, leur a coûté un douloureux tribut de larmes et de sang. Sous la leçon cruelle de l'invasion, la France a déployé un héroïsme et une élévation d'âme que Jeanne d'Arc elle-même n'avait point dépassés. Depuis le premier mois de la guerre, elle a fait tout ce qui se trouvait être humainement possible. L'union profonde des cœurs français, leur résolution calme et forte, l'esprit de sacrifice témoigné par la masse entière du peuple, — soldats et civils, hommes et femmes, — tout cela est d'un niveau moral supérieur. L'âme de la France, à cette heure, nous apparaît purifiée de la moindre scorie; elle brûle pareille à une claire flamme sur un trépied sacré. Et comme les Français se trouvent être une race généreuse non moins que vaillante, il faut voir avec quelle noble gratitude ils reconnaissent l'effort tenté, à côté d'eux, par les deux autres grands peuples qui partagent avec eux le fardeau de la même défense, en y apportant le même élan de cœur !

Mais une forte « préparation » militaire et navale n'est pas l'unique devoir qu'impose, aux compatriotes de M. Roosevelt, leur qualité d'« Américains » dignes de continuer la noble tradition de leurs devanciers. Un « Américain » ne doit pas seulement accomplir « sans crainte » l'obligation de protéger sa patrie contre toute possibilité d'agression étrangère : il doit en outre « craindre Dieu, » et éviter, dans sa propre vie, aussi bien que dans celle de sa patrie, toute action qui risquerait de charger d'un poids trop lourd sa conscience de chrétien. Or, c'est précisément contre cette obligation « religieuse » qu'ont « péché » les États-Unis, en s'abstenant de protester contre l'invasion de la Belgique et les autres grands crimes du brigandage allemand. Sur ce point encore l'indignation patriotique de M. Roosevelt s'épanche avec une éloquence et une vigueur inlassables. « La neutralité, s'écrie-t-il, n'implique nullement l'indifférence du cœur; et jamais une âme droite n'accepterait de demeurer neutre entre le bien et le mal ! » De page en page, il rappelle à ses lecteurs que « ce n'est point la paix, mais par excellence la probité et l'honneur, qui ont de quoi constituer une fin à nos actions humaines. »

Lorsque le Sauveur a vu les marchands installés dans le Temple, pas un instant il n'a hésité à rompre la paix en procédant à leur expulsion. Au lieu de maintenir la paix, comme il l'aurait fait s'il avait consenti à se

tenir tranquille en présence du mal, le Sauveur s'est armé d'un faisceau de cordes et a chassé du Temple tous les trafiquans. C'est uniquement le bien qui doit être la fin de nos actions humaines, et la paix n'est jamais qu'un moyen en vue de cette fin, et il y a des cas où ce n'est point la paix, mais la guerre, qui se trouve être le « moyen » convenable en vue de cette « fin. » Le triomphe du bien réussit toujours, tôt ou tard, à ramener la paix : mais il s'en faut que la paix ait pour suite nécessaire d'amener, ici-bas, le triomphe du bien.

Objectera-t-on à cela, — comme le font volontiers les « mauvais Américains, » — que toute guerre est expressément condamnée par la doctrine du Christ? M. Roosevelt aurait trop beau jeu à répondre en citant maintes paroles de l'Évangile qui, non moins que déjà l'histoire des marchands du Temple, réfuteraient une telle interprétation « pacifiste » de la sainte doctrine. Mais le fait est qu'en réalité, suivant lui, l'Évangile ne touche pas une seule fois au problème de la guerre, tel qu'il se présente aujourd'hui devant nous. « Les préceptes divins sur lesquels on prétend se fonder ne s'appliquent pas à la naissance d'un conflit entre deux nations, mais simplement à des questions morales d'ordre individuel. » Et encore que l'on ne puisse s'empêcher de tenir pour erroné, par exemple, un « pacifisme » tel que celui de certains « tolstoïens » qui s'interdisent de résister à la violence sous aucune de ses formes, du moins ceux-là apportent-ils un semblant de logique à leur théorie : tandis que les soi-disant « chrétiens » qui allèguent l'Évangile pour se justifier de leur « neutralité » vis-à-vis des forfaits allemands ne refusent nullement d'invoquer, au besoin, l'intervention de la police, lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts privés. Leur « christianisme » inconséquent n'est rien qu'un misérable prétexte dont ils tâchent à couvrir la honte secrète de leur égoïsme et de leur lâcheté. « La seule nation qui, dans les circonstances présentes de notre vie politique, pratique vraiment la crainte de Dieu, c'est la nation qui, non contente de s'abstenir de faire tort aux autres nations, s'emploie de son mieux à les secourir. Et lorsque nos pacifistes n'osent pas même applaudir à la guerre entreprise par les Belges pour la défense de leur patrie, lorsqu'ils redoutent de tenter le moindre effort pour flétrir et pour punir des atrocités comme celles que nous avons vues s'exercer à l'endroit de la Belgique ou de l'Arménie, ces pacifistes-là craignent Dieu exactement comme le faisaient jadis les Pharisiens, quand ils proféraient en public de longues prières, mais n'élevaient pas un doigt pour alléger le fardeau des victimes de l'oppression et de l'iniquité ! »

On sait en effet que dès le premier jour, — et longtemps presque seul parmi les « autorités » politiques de son pays, — M. Roosevelt a réclamé l'intervention des États-Unis en faveur de la Belgique. Si encore, disait-il, le nouveau gouvernement de Washington partageait l'opinion, — pour fausse et révoltante, et funeste, qu'elle soit, — suivant laquelle les États-Unis ont le devoir et le droit de se désintéresser du reste du monde, l'attitude qu'il a adoptée y trouverait son excuse ; mais évidemment cette opinion n'est point la sienne, puisqu'il a laissé jusqu'au bout sa signature, en compagnie de celles des grandes Puissances européennes, sous l'acte solennel qui garantissait la neutralité de la nation belge ; et ne suffirait-il pas de cette signature pour le contraindre à une intervention qui, d'ailleurs, ne lui est pas moins rigoureusement commandée par tout un ensemble de traditions religieuses et morales ? Je résume là en quelques lignes un argument que l'on pourra voir développé à maintes reprises, dans tout le cours du livre de M. Roosevelt ; et voici, par exemple l'une des pages où l'auteur rappelle à ses compatriotes tout ce qu'a eu d'incroyablement criminel la conduite de l'Allemagne à l'égard de la Belgique :

Ne nous lassons pas de tenir nos yeux fixés sur le cas de la Belgique ! Celle-ci a fidèlement observé ses obligations internationales. Elle a rempli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité. Elle n'a négligé aucune occasion d'affirmer le maintien de sa neutralité, et de l'imposer au respect des autres nations. La manière dont l'Allemagne s'est conduite envers elle a été une violation flagrante de la loi des nations, et un crime monstrueux contre l'humanité. On chercherait vainement, dans toute l'histoire, un spectacle plus odieux que celui des représailles exercées par les Allemands contre la Belgique pour lui faire expier sa courageuse défense des droits nationaux et des obligations internationales. L'Américain qui approuverait ce traitement infligé à la Belgique, ou même qui hésiterait simplement à le condamner, se montrerait indigne de vivre dans un pays libre, indigne de prendre place parmi des hommes d'une âme droite et d'un cœur généreux. Aucun des autres crimes accomplis par l'Allemagne depuis le commencement de la guerre européenne n'a aussi profondément atteint et blessé notre conception de la loyauté internationale. Et aussi bien est-ce de ce premier acte d'impardonnable traîtrise que sont dérivées toutes les infamies allemandes ultérieures. Ce qui n'empêche pas que ce crime sans nom de l'Allemagne ait été accueilli chez nous d'un silence quasiment approbateur, et cela malgré nos promesses solennelles à la Belgique !

Je ne parle pas, en ce moment, des « atrocités » hideuses que nous attestent les rapports de deux commissions officielles, anglaise et française. Je ne veux m'occuper que de faits sur lesquels aucune contestation n'est

désormais possible ; et précisément l'invasion de la Belgique est un fait de cet ordre. Tout récemment encore une feuille officieuse de Berlin, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, a reconnu, avec une impudence effarante, que l'Allemagne tirait de la Belgique absolument tout le profit qu'elle en pouvait tirer. « L'impôt que nous exigeons aujourd'hui de la Belgique représente la limite extrême de la capacité financière de ce pays, qui a eu déjà, naturellement, à nous dédommager de toutes les dépenses qu'il nous avait coûtées. »

Et c'est pour le maintien d'une oppression aussi monstrueuse que travaillent à présent nos lâches pacifistes, en s'efforçant de rendre impossible tout envoi d'armes et de munitions destinées aux Alliés ! Et nous songeons qu'il y a eu un temps où les Américains s'enorgueillissaient de soutenir Kossuth et Garibaldi, où ils souscrivaient des sommes considérables pour les victimes de l'oppression en Irlande et en Pologne, un temps où toute nation injustement opprimée était sûre d'éveiller leur active sympathie ! Ces Américains d'une espèce désormais éteinte ont dû frémir douloureusement dans leurs tombeaux, en apprenant que de prétendus amis de la paix étaient en train d'agir maintenant au profit d'un peuple d'oppresseurs qui venaient de fouler aux pieds le corps et l'âme de la paisible, inoffensive, et loyale Belgique !

A propos de ces efforts, — heureusement avortés, — d'un groupe de « pacifistes » des États-Unis pour faire interdire l'exportation en Europe d'armes et de munitions américaines, M. Roosevelt nous révèle un détail curieux. On sait que l'un des articles de la Convention de la Haye stipulait précisément l'entière faculté, pour tous les pays neutres, de fournir de munitions et d'armes les troupes de telle ou telle nation belligérante, — cette même faculté contre laquelle s'élève aujourd'hui l'Allemagne. Or c'est précisément l'Allemagne qui naguère, à la Haye, a d'abord proposé l'adoption de l'article, et montré le plus d'ardeur à le faire voter ! Son unique objet était, à ce moment, de conserver ou d'étendre la fructueuse clientèle que s'étaient acquise, à l'étranger, les produits de la maison Krupp et d'autres fameux ateliers allemands ; et toujours, depuis lors, elle a très largement utilisé à son profit la clause ainsi votée sous son inspiration. C'est l'Allemagne qui, pendant de longues années, a procuré à la Turquie le moyen de « tyranniser les Chrétiens de ses provinces d'Europe et d'Asie. » C'est elle qui a installé des canons fabriqués à Essen dans les forts de la Belgique, — en ayant soin de garder des plans minutieux de ces forts, comme aussi de toutes les localités environnantes. Dans la guerre des Anglais contre les Boers, — et malgré toutes ses préférences secrètes en faveur de ceux-ci, — l'Allemagne a livré aux armées anglaises 108 canons de quinze livres à tir rapide,

65 000 quintaux d'épées, de poignards, et de baïonnettes, et plus de 27 000 quintaux de cordite, dynamite, et autres explosifs. « Certes, en un mot, l'Allemagne ne s'est point privée de pratiquer pour son compte, lorsqu'elle était neutre, cette vente de munitions à l'étranger qu'elle prétend, sans l'ombre de droit, nous défendre aujourd'hui ! »

Et pour ce qui est de ces « pacifistes » américains qui, au jugement de M. Roosevelt, se sont à jamais couverts d'opprobre en empêchant leur patrie d'intervenir en faveur de la Belgique, l'ex-président nous apprend encore que l'un de leurs argumens principaux consiste à soutenir l'obligation, pour les États-Unis, de demeurer neutres pendant toute la durée de la guerre, afin de pouvoir, ensuite, être choisis comme arbitres lorsqu'il s'agira de conclure la paix. La perspective d'un tel arbitrage exerce, nous dit-il, un attrait tout-puissant sur l'imagination du public américain. Mais sans parler même du prix fâcheux dont serait payé cet honneur à venir, M. Roosevelt estime qu'il n'y a guère de chance que les nations belligérantes recourent à l'arbitrage d'un peuple qu'elles se seront accoutumées à tenir en mépris. « Ou bien que si vraiment elles s'avisent de nous prendre pour arbitres, nous seuls, dans l'aveuglement de notre vanité, ne verrons pas que l'on nous aura fait jouer un métier de dupes. »

L'attitude des compatriotes de M. Roosevelt en présence de l'attentat commis contre la Belgique est même en vérité, pour l'ex-président, la mesure de leur degré d' « américanisme. » Parler de la possibilité d'une paix qui ne serait point précédée d'une réparation totale de cet attentat, c'est « se montrer honteusement dépourvu de toute notion de moralité internationale ; » et M. Roosevelt ajoute que, pour sa part, il se refusera toujours à discuter aucune question de politique étrangère « avec un Américain qui ne commencera point par consentir aux risques d'une guerre pour défendre la cause sacrée de la Belgique. » Mais on entend bien que le souvenir de ce premier crime allemand ne l'empêche pas de s'indigner et de protester autant qu'il convient contre la longue série des forfaits qui ont suivi celui-là. « Lorsque les hommes qui dirigent la politique militaire d'un État, — écrivait-il dès le 9 mai 1915, en apprenant la catastrophe de la *Lusitania*, — lorsque ces hommes conseillent aux soldats de leur armée l'imitation des Huns, et les engagent à renouveler la terreur produite jadis par l'invasion des Huns, ils se rendent par là entièrement responsables de toutes les atrocités qui se produiront depuis lors, si même ils ne les ont pas expressément comman-

dées. C'est au gouvernement impérial allemand que nous devons demander compte de l'horrible catastrophe qui vient de précipiter au fond de l'Océan une foule de femmes et d'enfans américains, sans nous inquiéter de savoir s'il a donné ou non à ses marins l'ordre spécial d'accomplir ce crime, digne de figurer désormais en parallèle avec la destruction de Louvain et de Dinant, les massacres pratiqués en Belgique et dans le Nord de la France, afin d'intimider la population civile, et tant d'autres actes d'affreuse barbarie. »

Et voici de quelle façon M. Roosevelt énonçait, à ce moment, son projet d'une « intervention » des États-Unis :

J'apprends aujourd'hui par des télégrammes de Washington, — écrivait-il, — que l'Allemagne veut bien nous offrir d'arrêter ses procédés d'assassinat maritime (commis en violation de nos droits de neutres, qu'elle s'est engagée à respecter), si, de notre côté, nous voulons bien abandonner encore d'autres de nos droits, — des droits dont elle s'était également engagée à nous les laisser exercer sans molestation. Une offre semblable ne mérite pas même l'honneur d'une réponse. L'envoi d'armes et de munitions à une armée belligérante peut être une chose morale ou immorale, d'après l'usage qui doit en être fait. Que si cet envoi, dans l'espèce présente, devait avoir pour effet d'empêcher la réparation des dommages monstrueux causés à la Belgique, en ce cas il serait immoral de l'autoriser. Mais si armes et munitions doivent servir à la réparation de ces dommages, si elles doivent hâter le jour où la Belgique se trouvera rendue à son peuple innocent cruellement lésé, en ce cas leur envoi devient une action éminemment morale.

Et donc, pour en revenir à la situation où vient de nous placer l'attentat allemand, il faudrait que, sans même attendre vingt-quatre heures, les États-Unis commençassent d'agir. Tout de suite il faudrait qu'ils missent la main sur tous les vaisseaux allemands internés dans leurs ports, y compris les navires de guerre allemands, et les retinssent en garantie de l'ample satisfaction qui aurait à nous être accordée le plus vite possible. Et puis, en second lieu, les États-Unis devraient déclarer que, par suite des outrages meurtriers de l'Allemagne contre les droits des neutres, tout commerce avec elle serait dorénavant interdit à nos concitoyens, tandis que, au contraire, toutes facilités seraient octroyées au commerce de ceux-ci avec la France, la Russie, l'Angleterre, et le reste du monde civilisé.

Je ne crois pas qu'une telle assertion vigoureuse de nos droits signifierait pour nous la guerre avec l'Allemagne : mais, en tout cas, il est bon de nous rappeler qu'il y a ici-bas des choses infiniment pires que la guerre, et que la paix ne vaut d'être possédée que quand elle se trouve employée au service de la loyauté internationale.

Tel est, en résumé, le contenu de ce livre, où il semble bien que M. Roosevelt ait voulu exposer le programme de sa nouvelle candi-

dature à la présidence des États-Unis. Impossible de souhaiter, comme l'on voit, un programme plus généreux, ni mieux fait pour contraindre un lecteur français à souhaiter vivement le succès de l'auteur. Sans compter que celui-ci ne se borne pas, dans son livre, à exprimer avec une sincérité intrépide ses sentimens politiques d'exemplaire « Américain » en présence de la grande guerre européenne : plusieurs des chapitres de son livre sont consacrés à des questions d'ordre plus « local, » dont la compétence nous est malheureusement fermée, — mais non pas assez pour nous empêcher de découvrir que, là encore, les conclusions de M. Roosevelt se trouvent animées du même esprit de haut idéalisme et de bon sens pratique. Sur l'aventure mexicaine, par exemple, et les devoirs qu'elle crée aux États-Unis, sur les relations de ces derniers avec la Colombie, sur le problème de l'immigration japonaise, l'ex-président soumet tout franchement à ses concitoyens ses idées d'aujourd'hui, en même temps qu'il leur rappelle quelques-uns de ses actes d'hier. Et toujours l'affirmation de son « américanisme » nous donne clairement à entendre que l'heure lui paraît venue, pour lui-même aussi bien que pour ses lecteurs, de renoncer à leurs anciennes divisions de partis ou d'écoles. Évidemment M. Roosevelt estime que la gravité de la situation présente impose dorénavant aux États-Unis la nécessité d'une « union sacrée, » où « Démocrates » et « Républicains » n'auront plus d'autre opinion que ce « préparativisme » dont il se flatte d'avoir lui-même, depuis trente ans, « détenu le record. » Puisse-t-il être entendu de la foule innombrable des lecteurs de son livre, — dont la publication semble bien avoir été, avec celle de l'*America fallen* de M. Walker, le principal événement de la littérature américaine depuis deux ans ! Mais surtout puisse-t-il achever de faire partager à ses compatriotes cette noble détestation des procédés allemands qui s'exhale avec une éloquence et une vigueur admirables de chacune des pages de son *Crains Dieu et ne crains pas d'accomplir ton devoir!*

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'événement de la quinzaine passée, qui la remplit et la fait mémorable entre toutes, a été la Conférence des Alliés. Les conséquences en seront décisives sur la suite et la fin de la guerre. Sans en préjuger, sans prétendre en devancer les résultats, en amplifier la portée, on peut dire, dans un certain sens, que ce fut un grand spectacle d'histoire : huit Puissances, délibérant en pleine guerre, pour la continuation, pour le renforcement de la guerre, comme, à l'habitude, leurs envoyés s'assemblent pour des négociations de paix. C'est, en tout cas, un fait qui rejette au second plan les autres faits des derniers temps. Nous ne nous excuserons donc pas de ne nous occuper cette fois que de lui seul, et d'y rapporter tout le reste, puisque ainsi nous ne ferons que donner à chaque chose ses proportions et mettre toutes choses à leur place.

Lorsque, le 30 avril 1856, Cavour, revenant du Congrès de Paris, reparut à la Chambre piémontaise, de tous les bancs on se précipita à sa rencontre. Le député Buffa demanda aussitôt la parole. « Je suis heureux, dit-il, de voir de nouveau parmi nous l'éminent président du Conseil des ministres, et d'autant plus heureux qu'il nous revient précédé d'une belle renommée, qui tourne au plus grand honneur de notre pays.... Mais il ne s'étonnera pas que les âmes des députés soient prises d'une forte anxiété et qu'ils désirent entendre de sa bouche des informations plus complètes que celles qu'ils ont pu recueillir des très brefs résumés des protocoles du Congrès récemment publiés. »

A leur tour, soixante ans plus tard, le 6 avril 1916, MM. Salandra et Sonnino sont revenus à la Chambre italienne, rentrant de la Conférence de Paris. La curiosité qui leur a fait cortège n'a pas été moins empressée ; et, pour la satisfaire, dans la mesure, bien entendu, où, suivant la formule dont on usa envers Cavour, « leur sagesse et leur

prudence » le leur permettront, il a été convenu que, tout de suite après le budget du ministère de l'Agriculture, on examinerait celui du ministère des Affaires étrangères, ce qui fournirait à M. Sonnino une occasion naturelle de s'expliquer. Pourtant nous aurions tort de nous promettre (et de M. Sonnino il faut s'en promettre moins que de personne) d'extraordinaires révélations. Nous pouvons dès maintenant nous représenter l'émotion que M. Salandra et lui-même ont éprouvée à pénétrer dans la même salle et à s'asseoir peut-être à la même place où siégèrent, voilà plus d'un demi-siècle, le comte de Cavour et le marquis de Villamarina. A cette heure grave, ils se sont rappelé avec une juste fierté que, malgré la hardiesse de son génie et la trempe de son caractère, Cavour n'avait pas franchi cette porte sans trembler un peu, sans craindre de se heurter à des objections ou des restrictions qui lui eussent interdit de rester. Mais eux, ce n'était plus son dessein, c'était son œuvre qu'ils y ramenaient ; non plus le Piémont, mais l'Italie : un peuple majeur, une nation unie, un État armé, une Puissance égale à toute autre, indépendante de toutes, ni inférieure ni inféodée à aucune. Comme Cavour encore, sur le point de participer librement à l'expédition de Crimée, s'était cru obligé de le faire, aujourd'hui M. Sonnino a le droit d'apporter à la Chambre cette affirmation si chère au légitime orgueil italien : « Je me borne à déclarer que, soit dans la première invitation qui nous fut adressée, soit dans tout le cours des négociations, il n'a jamais été prononcé une phrase, un mot, une syllabe,... qui pût être interprété comme un essai de pression ; rien que les protestations les plus amicales, les plus affectueuses. » Et que de souvenirs, que de réflexions éveillées par ces souvenirs mêmes ! La loyale, fidèle et malheureuse Belgique, dont les plénipotentiaires sont là, n'y est-elle pas dans la situation diplomatique où précisément se trouvait le Piémont en 1856 ? A l'une, récemment, ainsi que jadis à l'autre, il a été juré qu'on ne traiterait point de la paix en dehors d'elle, et que, s'étant offerte au sacrifice, elle contribuerait à dicter la réparation. La seule pensée de cette réparation nécessaire nouait entre les Alliés une sorte de lien sacré, les élevait au-dessus de leurs intérêts particuliers, dans le sentiment plus haut, plus général, et comme plus humain, du droit. En ce lieu se répétait le fait tenu pour capital par le comte de Cavour, à savoir que « depuis bien et bien des années, depuis le traité d'Utrecht peut-être, » c'était la première fois que des Puissances de second ordre étaient « appelées à concourir à la solution des questions européennes. » Ainsi, remarquait l'illustre homme d'État, tombe la

maxime établie par le Congrès de Vienne, au préjudice des petits pays. Mais si chacun donne pour la même cause son plein effort, il n'y a plus de premier, ni de second ordre. Quelle amertume, en revanche, de songer que c'est toujours ici, dans cette même salle, à cette place même, que furent élaborés les actes qui devaient garantir au commerce des neutres la liberté des mers, et de comparer à l'aurore saluée par Cavour, qui cependant ne passait par pour un utopiste, le jour sinistre ou l'horrible nuit dans lesquels la barbarie allemande s'ingénie à étouffer tout progrès et à éteindre toute espérance !

Mais, pour nous en tenir aux quatre séances historiques des lundi 27 et mardi 28 mars 1916, jusqu'à ce que nous ayons reçu de « bouches autorisées, » qui sans doute ne les prodigueront pas, « des informations plus complètes, » nous n'avons de ressource que d'interroger, suivant les règles d'une bonne exégèse, le « résumé très bref du protocole » de la Conférence. Au préalable, et comme introduction, il est utile de noter quelques circonstances de milieu et de moment dont a été précédée ou accompagnée la réunion même de la Conférence. Ni les gouvernemens ni les états-majors n'avaient laissé s'écouler vingt mois de guerre sans prendre contact les uns avec les autres. Soit ensemble, soit séparément, les ministres français, ou plusieurs de nos ministres, s'étaient souvent rendus en Angleterre ; les ministres anglais, ou des ministres anglais, étaient venus en France. Le voyage à Rome de M. Briand, de M. Léon Bourgeois et de M. Albert Thomas ne date guère que de six semaines. Le général Joffre était allé visiter le front italien; le maréchal lord Kitchener et le général comte Porro, le front français. Cette prise de contact, on tendait de toutes parts à la rendre et plus étroite et permanente. Tandis que le général Pau faisait un long séjour au grand quartier des armées russes, le général Gilinsky s'installait à Paris. L'Italie, préoccupée de la rareté du charbon et de la cherté du blé, conséquence de la hausse des frets, détachait à Londres en mission spéciale son ancien ambassadeur aux États-Unis, le baron Mayor des Planches. Des comités ou commissions de tout ordre, officiels ou officieux, nationaux ou mixtes, militaires ou commerciaux, d'achat, de transport ou d'approvisionnement, fonctionnaient, au moins de façon intermittente, dans les diverses capitales. On avait senti assez vite, et l'on sentait chaque jour plus vivement, nous ne disons pas l'espèce de faiblesse, ce serait trop dire, mais l'affaiblissement relatif, ou la déperdition de forces, qui résultait de la dispersion, qui s'accusait à mesure que se multipliaient les fronts et que s'étendaient les lignes, et qui faisait que la

Triple, puis Quadruple, puis Quintuple, puis Sextuple Entente ne gagnait pas en efficacité autant qu'elle s'augmentait en volume. Un Montesquieu, un Tocqueville, un Taine, s'ils eussent vécu, en auraient conclu qu'il manquait un organe de coordination. Et de fait, entre les différentes nations de l'Entente, absence presque totale de cet organe; à l'intérieur même de chaque nation, il n'était pas toujours suffisamment actif. L'Entente n'avait point, apparens, évidens, un cerveau directeur, un système nerveux central, une pensée qui s'impose, une volonté qui se fait obéir. Par-ci, par-là, il perçait bien quelque germe, quelque embryon, mais que des obstacles de tout genre, immensité des distances, interruption des communications, différence des climats, des mœurs, des traditions, des institutions, empêchaient de se développer. Politiquement aussi, l'Alliance des Empires du Centre avait l'avantage de la manœuvre par lignes intérieures. Quand elle s'annexa la Turquie et la Bulgarie, elle n'eut qu'à les subordonner : ce n'étaient pas des États de la même grandeur qu'elle, ni du même degré; et ces États n'entrèrent point dans sa société, mais dans sa sujétion. Au contraire, l'Entente ne contient ni Turcs, ni Bulgares. Peuplés de centaines de millions d'hommes comme la Russie et l'Empire britannique, ou seulement de quelques millions comme la Belgique et le Portugal, occidentaux comme la France ou orientaux comme la Serbie, extrême-orientaux comme le Japon, les huit États marchent de pair; leurs civilisations sont différentes et peuvent même sembler opposées, mais se dirigent par les voies les mieux connues de chacun d'eux vers ce quelque chose de commun et d'universel qui est proprement « la civilisation. » Aucune de ces huit Puissances égales et libres n'accepterait d'être subordonnée à aucune autre : néanmoins, il fallait entre elles une discipline; et il ne restait donc qu'à les coordonner; mais, pour qu'elles y consentissent, il fallait tout d'abord que le besoin créât l'organe jusqu'alors défaillant, et c'était d'autant plus difficile qu'elles étaient huit.

En ce qui concerne la guerre elle-même, la position des huit Puissances qui ont pris part à la Conférence de Paris était très nette, ne laissait point de place à l'équivoque, mais n'apparaissait pas rigoureusement identique. Il serait instructif, il serait presque édifiant de dresser le tableau des déclarations de guerre : dût-on n'en relever que les principales, celles faites aux adversaires principaux ou par les adversaires principaux, en montrer l'enchaînement serait établir la vérité, évoquer la justice, porter ou préparer la sentence définitive; et toute une morale tiendrait dans cette simple chronologie. Le

28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie a signifié à la Serbie sa résolution inflexible; immédiatement la Russie se range derrière le gouvernement provoqué. C'est le geste, inévitable, que guettait l'Allemagne; le 1er août, elle déclare la guerre au Tsar. Mais le mouvement spontané de la Russie va fatalement déclencher un mouvement réflexe, ou il n'y aurait plus de foi publique au monde. L'Empire allemand, qui connaît peu les peuples et qui les comprend mal, connaît pourtant la France et la comprend assez pour savoir qu'elle ne désertera pas son devoir et n'abandonnera pas son alliée dans le danger. Il prend ses précautions contre elle : le 2 août, il lance son ultimatum à la Belgique, la sommant de lui livrer passage; le 3, il déclare la guerre à la France : le 4 au matin, il viole cyniquement le territoire neutre. Le 5 août, la Grande-Bretagne, cosignataire des traités de 1831 et de 1839, et qui ne renie pas sa signature, assure la Belgique de son assistance effective, et déclare la guerre à l'Allemagne. Mais voici qu'aux extrémités de l'Asie, le Japon, lui aussi, respectueux de ses engagemens, « offre à l'Empire allemand, avec sincérité, un conseil pacifique, » et, n'en ayant pas obtenu de réponse dans le délai fixé, lui déclare la guerre le 23 août. Six Puissances, à la fin d'août 1914, se sont jetées ou ont été jetées dans la lutte contre les empires du Centre : la Serbie, la Russie, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, le Japon.

Mais ce n'est pas tout, et deux autres États vont successivement se joindre à l'Entente. Déçue par ses alliées de trente ans, trompée sur le caractère même, l'objet et les intentions de l'Alliance, l'Italie se retire premièrement et se retranche dans sa dignité : dix mois durant, elle se réserve, elle écoute, elle médite : le 3 mai 1915, elle dénonce cette alliance menteuse, et, le 23, déclare formellement la guerre à l'Autriche-Hongrie. Le même jour, par représaille, l'Allemagne rompt son alliance avec elle, et rappelle son ambassadeur, M. le prince de Bülow, qui part en murmurant des menaces enveloppées dans des ironies; mais les choses en demeurent là. Enfin, l'une des dernières quinzaines, le 13 mars 1916, le colossal Empire saisissait sa massue, et furieux de ce qu'on avait osé confisquer ses navires contraints au repos, blessé surtout de tant d'insolence qu'il attribuait à l'amitié anglaise, défiait le Portugal en un champ clos où il lui est impossible d'aller le chercher. Telle est la trame des événemens, si l'on néglige les fils entre-croisés ou redoublés, les contre-coups, les querelles secondaires. Sont en état de guerre déclarée : d'une part, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, la Russie, le Portugal, contre l'Allemagne; de l'autre, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, la

Russie, la Serbie et l'Italie, contre l'Autriche-Hongrie. Mais il n'importe. Dans l'un ou l'autre de ces groupes, en droit, dans l'un et l'autre, en fait, se retrouvent les huit Puissances représentées à la Conférence de Paris.

Nous pouvons à présent passer à l'examen du texte, qui peut-être s'éclairera par ces observations préliminaires. Le protocole final, qui gardera le nom de « Déclaration de Paris, » se compose de quatre articles. La première phrase est, pour ainsi dire, une « clause de style. » Les représentans des huit gouvernemens y affirment « l'entière communauté de vues et la solidarité des Alliés. » Cela n'est point aujourd'hui du nouveau et n'en était déjà point du tout le 28 mars. Pas même dans la forme, dans l'expression. Le dimanche 26, M. Briand, portant un toast à ses hôtes, fêtés l'après-midi, à leur arrivée, par la chaleureuse sympathie de la population parisienne, avait dit : « Nous avons vu avec quelle foi dans ses immortelles destinées l'Italie, terre d'action et de rêve, ardente et réfléchie, en même temps qu'elle poursuit sa dernière guerre d'affranchissement national, participe à la lutte gigantesque qui doit assurer le triomphe de la vraie civilisation dans la dignité et la liberté des peuples. » A quoi M. Salandra avait répondu : « Les traditions, les principes, les aspirations des deux peuples les appelaient à défendre ensemble la cause de la justice, du droit, du respect des petits États, de la rédemption des nationalités opprimées ; à cette cause nous resterons fidèles, et la signature de la paix devra en consacrer le triomphe. La confiance dans ce triomphe a été toujours inébranlable en nous. Elle trouve déjà dans les derniers heureux événemens, et elle trouvera davantage dans ceux que prépare l'union de tous les Alliés, solennellement affirmée par leur présence à Paris, la plus éclatante confirmation. » Ayant ainsi parlé, comment penser encore à « *la guerra nostra*, » distincte de « *la guerra europea* ? » L'« égoïsme sacré » de la fin de 1914 et du commencement de 1915 s'était, à la fin de 1915, dilaté, et comme épanoui, dans la péroraison du discours de Palerme : « Tous pour un, un pour tous ; » si bien qu'il n'y avait plus qu'une seule guerre, la grande, qui n'était « nôtre » en particulier pour personne, mais qui commune à tous, indivise entre tous, de l'Yser à l'Isonzo et de Dvinsk à Kout-el-Amra, devenait pour chacun sa guerre et pour tous « notre guerre. »

En conséquence, les huit États représentés « confirment toutes les mesures prises pour réaliser l'unité d'action sur l'unité de front. » Les mesures étaient prises, étudiées, arrêtées par les états-majors

dans leurs entretiens antérieurs; cela non plus n'est donc pas du nouveau; mais la confirmation par les gouvernemens donne à ces mesures force exécutoire; l'expression au moins est nouvelle, et l'on n'en peut souhaiter de plus énergique : « l'unité d'action sur l'unité de front; » les huit Puissances se fondent et se soudent en un bloc. D'un acier très homogène, car leurs représentans précisent : « Ils entendent par là, à la fois l'unité d'action militaire assurée par l'entente conclue entre les états-majors, l'unité d'action économique, dont la présente conférence a réglé l'organisation, et l'unité d'action diplomatique, que garantit leur inébranlable volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire de la cause commune. » L'unité d'action et l'unité de front doivent ainsi s'entendre de toute la guerre, dans tous les domaines, et doivent même dépasser la durée de la guerre, dans le domaine économique.

La Déclaration de Paris le prévoit ou le laisse prévoir, en ses trois autres articles, qui ne sont que le développement de ce point : l'unité d'action économique. L'article II conserve encore une allure un peu générale, et pose encore un principe ou trace une direction : « Les gouvernemens alliés décident de mettre en pratique, dans le domaine économique, leur solidarité de vues et d'intérêts. Ils chargent la conférence économique qui se tiendra prochainement à Paris de leur proposer les mesures propres à réaliser cette solidarité. » Mais cet article renferme probablement quelque chose de plus solide ou de plus positif, de plus substantiel ou de plus matériel qu'une intention à effets futurs. Peut-être n'est-il pas défendu de soupçonner qu'on pourrait bien, entre États dont le but est le même, mais dont les ressources et les besoins ne sont pas les mêmes, avoir examiné les moyens d'accorder les ressources de l'un avec les besoins de l'autre, afin de les employer le mieux possible à l'objet commun, sur la base du *Do ut des :* donne-moi ce dont tu as trop, je te donnerai ce dont tu manques. Supposé, par exemple, qu'une des Puissances alliées dispose d'un outillage industriel qui lui permette de fabriquer plus de munitions qu'elle n'en consomme, mais qu'une difficulté l'arrête, le manque de main-d'œuvre, tandis qu'une Puissance voisine aurait de la main-d'œuvre en abondance, avec un outillage insuffisant, ne serait-ce pas organiser l'unité d'action économique, et par elle coopérer à l'unité d'action sur l'unité de front, — sans épithète et sans limite, — que de faire entre elles un échange, ou mieux une association, que rétribuerait une part de l'accroissement de production? Ce serait, à coup sûr, pour les gouvernemens alliés une manière d'orga-

niser, dans le domaine économique, « leur solidarité de vues et d'intérêts ; » mais imitons le vague prémédité du protocole, et bornons-nous à dire que, là comme en ce qui est du domaine diplomatique, la volonté de victoire est la garantie de l'unité d'action.

Le paragraphe III et le paragraphe IV abordent les détails : « En vue de renforcer, de coordonner et d'unifier l'action économique à exercer pour empêcher les ravitaillemens de l'ennemi, la Conférence décide de constituer à Paris un comité permanent dans lequel tous les Alliés seront représentés. » De plus, « la Conférence décide : 1° de poursuivre l'organisation entreprise à Londres, d'un Bureau central international des affrètemens ; 2° de procéder en commun, et dans le plus bref délai, à la recherche des moyens pratiques à employer pour répartir équitablement entre les nations alliées les charges résultant des transports maritimes et pour enrayer la hausse des frets. » En résumé, l'article III devrait être intitulé : *Du blocus*, et l'article IV : *Des frets*. Tous les deux sont d'une importance qu'il est oiseux de souligner. Parce que les mailles du blocus sont trop larges, parce qu'il y a des trous et des déchirures dans le filet, les Empires du Centre ne sont pas paralysés comme ils pourraient l'être ; et parce que les navires sont trop rares, ou trop longtemps retenus dans les ports, les frets trop élevés, les transports trop lents, l'Entente souffre tout au moins d'une espèce de paralysie partielle, qui fait qu'elle n'a pas jusqu'ici donné le plein de son pouvoir. L'Italie, notamment, attend du blé et du charbon. En temps de guerre, la maîtrise de la mer n'est rien, si ce n'est pas l'usage exclusif et intensif de la mer.

Récapitulons. On se plaignait que l'Entente n'ait pas eu, pendant plus de vingt mois, d'organe de coordination, dans l'absolue nécessité où les huit Puissances qui la forment sont pourtant de tout coordonner. La Conférence l'aura enfin dotée de plusieurs de ces organes ; de deux au moins : à Paris, un comité permanent, qui a pour tâche d'empêcher les ravitaillemens de l'ennemi, qui existe dès maintenant et travaille sous la présidence d'un de nos cinq ministres d'État, M. Denys Cochin ; à Londres, un second comité permanent, Bureau central des affrètemens, dont les élémens étaient rassemblés et dont la mise en train sera rapide. Par surcroît, des organes, si je puis ainsi dire, intermittens. Une grande conférence économique ; une grande réunion des états-majors ; dans les intervalles, pour faire la liaison, des délégations civiles, militaires et parlementaires. Après avoir déploré que nous fussions si dépourvus, Montesquieu, Tocqueville ou Taine, s'ils revivaient, penseraient peut-être que c'est beau-

coup. *Quis custodiet custodes?* Qui coordonnera toute cette coordination? Il faut que ce soit dans chaque pays le Gouvernement, et, pour l'alliance des huit Puissances, une sorte de « surgouvernement » en qui réside l'unité de volonté d'où dépend l'unité d'action, elle-même condition de la victoire : un suprême conseil périodique, qui d'ailleurs ne sera jamais trop resserré, puisqu'on n'atteindra le plus près possible de l'unité d'action qu'en partant du plus près possible de l'unité de volonté.

Le grand mérite de la Déclaration, dont nous ne savons pas davantage, parce que peut-être elle ne s'est pas proposé davantage, est de ne dire que ce qu'elle veut dire, d'être claire et directe, courte et dépouillée de vain ornement. La grande vertu de la Conférence elle même, quoi qu'elle doive produire dans l'avenir, sa grande vertu actuelle, c'est premièrement qu'elle ait eu lieu. Que l'on ait pu réunir dans la même salle et conduire à la même résolution les premiers ministres de cinq Puissances, MM. Briand, Asquith, Salandra, de Broqueville, Pachitch, quatre ministres des Affaires étrangères, cinq ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires, deux ministres de la Guerre, des généraux en chef, des chefs d'état-major, le fait, en soi, est considérable. Deuxièmement, c'est à Paris que la Conférence a eu lieu : et notre imagination ou notre vanité ne tirera pas de cette circonstance des conséquences démesurées; mais nous avons le droit de nous en féliciter. Je feuilletais l'autre jour la collection de la *Revue*, année 1856, l'année, justement, du Congrès par où devait se clore la guerre de Crimée. « Singulier retour des choses, s'écriait ici Charles de Mazade, singulier retour qui ramène un congrès où la France va figurer en victorieuse dans ce Paris même où le duc de Richelieu signait, il y a quarante ans, le désespoir dans l'âme, le traité du 20 novembre 1815! » Ah! que l'augure s'accomplisse; et que, par avance, ce soit victorieuse avec ses alliés que la France ait figuré à la Conférence de 1916, dans ce Paris même qui, il y a quarante-cinq ans, subit, en frémissant, sur son avenue triomphale, la souillure de la botte ennemie! Par la santé de la race, par la pureté du sang, par la beauté du sacrifice, par toutes les qualités vraiment françaises de la vraie France, soudain remontée à la surface et découvrant les trésors de sa vie profonde, la plus dure et la plus glorieuse des batailles est déjà gagnée, immortellement, dans le cœur et devant la conscience de l'humanité.

Bismarck lui-même, de tous les politiques contemporains celui qui, par l'amoralité de son personnage public, s'est le plus approché

du type machiavélique du Prince, a connu le poids des impondérables. Or, dans la partie, d'un si gros enjeu, qui se dispute, tous les impondérables sont de notre côté. C'est de notre côté que sont le martyre de la Belgique, la torture de la Serbie, la patience de la Russie, l'opiniâtreté de l'Angleterre, l'enthousiasme de la France, l'élan généreux de l'Italie, le désintéressement, la probité, la fidélité de tous, la certitude qu'a chacun que, si grand qu'il soit, il collabore à une œuvre infiniment plus grande que lui. Le pâle successeur du Chancelier de fer, dont l'amoralité est d'un autre ordre, comme d'un bureaucrate à un reître, mais qui restera l'auteur de la théorie du « chiffon de papier, » ne peut pas ne pas sentir que partout la situation morale, la cote humaine de l'Entente est excellente, et que la réputation de l'Allemagne est chaque jour plus mauvaise. Vainement il alignera, en face des faits innombrables qui en témoignent, les boursouflures de sa froide et vide rhétorique. Son embarras n'éclate pas moins lorsqu'il parle que lorsqu'il se tait. Il vient enfin d'apporter au Reichstag, avec quinze jours de retard, l'exposé qu'il devait lui présenter le 15 mars, et qui n'a pas gagné à être retenu. Pour que ce discours rentré pût honorablement sortir, il eût fallu deux choses qui ne se sont pas produites : que Verdun eût été pris, et que la Conférence de Paris eût échoué. Le succès de la Conférence et l'échec de l'attaque ont mis en morceaux un ouvrage, péniblement échafaudé, dont les débris ne se rejoignent pas. Les Italiens, avec leur pénétration ordinaire, ont eu tôt fait de s'en apercevoir, et ils s'amusent de la gaucherie de M. de Bethmann-Hollweg, qu'ils secouent rudement. « Le discours d'avril du chancelier de l'Empire a dû être pensé en février, » remarque le *Corriere della Sera*, qui ajoute qu'en ce discours, d'un ton moyen entre « le rageur » et « le fanfaron, » « l'hypocrisie se mêle à l'audace et le sauvage au pathétique. » Le *Giornale d'Italia* n'est guère plus indulgent : « Le discours du Chancelier, dit-il, était préparé dans le ton majeur, comme il est prouvé par sa construction et par quelques apostrophes orgueilleuses. Mais, nonobstant la bonne volonté de l'orateur, il en est sorti une symphonie en ton mineur. » Quant à nous, dans cette harangue telle qu'elle nous est parvenue, ce qui nous frappe surtout, c'est le mépris où l'esprit allemand tient l'intelligence du reste des hommes. Nous savons bien, et nous l'avons fréquemment constaté, quelle est sa capacité d'absorption. Nous savons bien aussi, — comment l'oublierions-nous? — qu'il y a des siècles que l'Allemand est jugé : *natum mendacio genus*. Mais, tout de même, qu'il croie qu'on va le croire, tant de naïveté

dans la fourberie (on risquerait presque un autre mot), cette puissance de mensonge, qui commence par se mentir à soi-même, nous accable de stupéfaction. Il est prodigieux que, depuis le 1er août 1914, après Louvain, après Arras et Reims, un Allemand puisse encore, sans rire, vanter à des Allemands, qui n'en rient pas, la candeur allemande, la douceur allemande, l'honnêteté, la bonté, la culture allemandes! Mais, là-dessus, le blocus moral a resserré impitoyablement son cercle, et des fausses vertus allemandes, sous aucun emballage ni truquage, à l'exportation, rien ne passe plus. « Ce n'est pas nous qui avons voulu la guerre, » gémissent d'une voix qui ne trompe ni n'attendrit personne, l'Empereur et le chancelier de l'Empire. Mais nous verrons toujours M. de Bethmann-Hollweg dans l'attitude où nous le livre le récit tragique de sir E. Goschen : « Eh! quoi, pour un chiffon! » et, s'il lui plaît de prendre des airs de victime, nous le clouerons au calendrier : 1er août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie; 2 août, l'Allemagne envahit le grand-duché de Luxembourg et somme la Belgique de lui livrer passage; 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France, etc. Pour essayer de laver la tache ineffaçable dont l'Allemagne s'est couverte, ni l'Empereur allemand, ni le Chancelier allemand, pas même « le vieux Dieu allemand, » ne sauraient renverser la succession des jours.

Les jérémiades de M. de Bethmann-Hollweg n'auront pas meilleure fortune que ses rodomontades, ni les unes, ni les autres ne vont où il les adresse. « Notre armée, gronde-t-il, frappera des coups toujours plus forts. » Oui, si elle le peut; mais on voudrait savoir ce qu'elle a jusqu'ici épargné. La Belgique, la Pologne, les provinces baltiques sont « les portes » par où entrera « la paix allemande. » Oui, mais les huit Puissances de l'Entente les tiennent solidement et n'y laisseront passer que la paix européenne, celle qui ira de chez elles en Allemagne, et non pas celle qui viendrait de l'Allemagne chez elles. A l'univers récalcitrant, qui ne veut pas être germanisé, encore moins prussifié, le Chancelier montre « le poing allemand » et énumère « les victoires allemandes. » Seulement, l'univers a appris que le poing a une foulure, et que la page a un revers.

A l'opposé, la Sextuple Entente est en hausse. Dans le camp des adversaires de l'Allemagne, ce qui n'était pas préparé est prêt, ce qui n'était pas organisé s'organise. S'imaginer une Angleterre lasse et débile au bout de vingt mois n'est pas la moins grossière erreur psychologique que M. de Bethmann-Hollweg ait pu commettre. Lente à se lever, la Grande-Bretagne est encore beaucoup plus lente à se ras-

seoir. Elle a toujours été ainsi, dans tous les temps et dans toutes ses guerres. A cet égard, la chronique de 1916 pourrait reproduire littéralement celle de 1856. Alors aussi, quand, au bout de deux années de guerre, après la chute de Sébastopol, on annonça que des négociations allaient s'ouvrir, « la vérité des sentimens du peuple anglais s'est révélée sans feinte, sans détour. Il est certain que la possibilité d'une paix immédiate a causé tout d'abord chez nos puissans Alliés un moment de déception. Quelques-uns des hommes publics ne l'ont nullement caché. L'Angleterre a éprouvé comme un regret d'avoir à déposer les armes au moment où elle sentait ses forces croître en quelque façon et où elle pensait être en mesure de frapper des coups terribles dans la Baltique. » Que l'Allemagne « frappe des coups plus forts, » on lui rendra « des coups terribles. » La résolution des sept autres Puissances de l'Entente ne le cède en rien à la constance britannique. Elle leur a appris les secrets merveilleux du temps : qu'endurer, c'est durer, et que durer, c'est plus qu'aider le miracle, c'est le faire. La formule : « jusqu'au bout » a, pour elles toutes et pour nous tous, un sens exact. « Jusqu'au bout, c'est-à-dire, — et c'est la Déclaration qui le dit : — « Jusqu'à la victoire de la cause commune. »

Au vingt et unième mois de guerre, les volontés n'ont pas fléchi. La Conférence de Paris les a dégagées, condensées, tendues. Elle les a fixées. Qu'on me pardonne une métaphore et une réminiscence : elle vient de planter les poteaux qui marquent sa route au Destin. Hercule, « promenant l'éternelle Justice, » n'hésitera point au carrefour. Ce qui fera l'étonnement de la postérité, ce sera de voir que, tandis que l'Allemagne impériale, après s'être donné l'apparence de désavouer M. de Tirpitz pour opérer plus à son aise, envoyait par le fond des paquebots chargés de voyageurs et des bateaux-hôpitaux chargés de médecins et d'infirmières, il y avait des neutres, imperturbablement neutres, qui pesaient ses crimes avec des scrupules, dans des balances de précision.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-DEUXIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1er Mars.

Pages

L'Autre Lumière, troisième partie, par M. Paul MARGUERITTE. 5

Tableaux du front russe. — Décembre 1915, par Marylie MARKOVITCH. 35

La Reine Hortense et le Prince Louis. — Extraits du *Journal* de Mme Valérie MASUYER. — IX. Les derniers jours de la Reine Hortense (Avril-Octobre 1837) 65

Leur Art, par M. Robert DE LA SIZERANNE. 107

Onze mois de captivité en Allemagne. — Souvenirs d'un ambulancier, deuxième partie, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY. 136

Pour le ravitaillement des armées. — Les Stations-Magasins, par M. Louis LE FUR. 155

Le Maroc et la guerre, par M. D'ANFREVILLE DE LA SALLE. 189

Revue littéraire. — Le Roman de la neutralité, par M. André BEAUNIER. 204

Revue scientifique. — Il faut réveiller la terre, par M. Charles NORDMANN 216

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 228

Livraison du 15 Mars.

L'Autre Lumière, quatrième partie, par M. Paul MARGUERITTE. 241

Souvenirs sur Francis Charmes, par M. Émile FAGUET, de l'Académie française. 271

Visites au front. — I. En Argonne. — En Lorraine et dans les Vosges, par Mme Edith WHARTON. 285

L'Apôtre des Indes et du Japon. — François de Xavier. — II. Dans l'Inde, par M. André BELLESSORT. 315

L'Impôt sur le revenu, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 346

L'Allemagne et la psychologie des peuples, par M. A. GÉRARD. 366

Le Convoi des « grands blessés » à travers la France, par Noëlle ROGER. 390

Pages.

La Marine marchande et l'œuvre de la défense nationale, par M. René LA BRUYÈRE. 409

Revue dramatique. — *La Première Bérénice.* — *Andromaque.* — Reprise de *La Figurante*, a la Comédie-Française. — Mounet-Sully, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 433

Revue musicale. — Le second acte de *Guillaume Tell*, par M. Camille BELLAIGUE. 445

Revues étrangères. — Un Volontaire anglais dans l'armée du grand-duc Nicolas, par M. T. DE WYZEWA. 457

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 469

Livraison du 1er Avril.

L'Autre Lumière, dernière partie, par M. Paul MARGUERITTE. 481

Lettres d'Angleterre. — I. L'Opinion anglaise et le service obligatoire, par *** 512

Une Personnalité religieuse. — Genève (1535-1907). — III. La Rentrée du catholicisme, par M. Georges GOYAU. 528

L'Impératrice en voile blanc. — Tsarskoïé-Sélo et les hôpitaux de Sa Majesté Alexandra Feodorovna, par Marylie MARKOVITCH. . . . 566

La Vie chère. — I. En France, par M. le Vicomte G. D'AVENEL. 584

La Nouvelle guerre sous-marine, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. . . . 618

De Champagne en Artois. — Journal de marche, par Jean SONGY. 634

La Guerre aux champs. — Une Colonie de réfugiés, par M. Maurice TALMEYR 666

Revue littéraire. — Le Roman et la guerre, par M. André BEAUNIER. . 685

Revue scientifique. — Le Salut de notre agriculture est dans la mécanique, par M. Charles NORDMANN. 697

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Academie des Sciences morales et politiques 709

Livraison du 15 Avril.

Comédies et proverbes. — La Vérité délivre. — *Chronique de 1916*, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française. 721

Une Offensive économique. — La Foire de Lyon, par M. Edouard HERRIOT 758

Visites au front. — II. Dans le Nord et en Alsace, par Mme Edith WHARTON. 788

Le Troisième centenaire de Shakspeare et la question shakspearienne, par M. Firmin ROZ. 818

La Guerre qui se transforme sous nos yeux, par M. Georges BLANCHON. 845

Avec l'armée d'Orient. — Notes d'une infirmière a Moudros, par Jeanne ANTELME 865

Le *Troisième Livre Gris belge*. — Réponse au dernier *Livre Blanc allemand*, par M. Fernand PASSELECQ. 902

Scènes de la vie kabyle. — De la fontaine au logis, par M. Charles GENIAUX. 920

Revues étrangères. — Un nouveau livre de M. Roosevelt, par M. T. DE WYZEWA 935

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Academie des Sciences morales et politiques. 947

Paris. — Typ. Pierre Roussard, 19, rue des Saints-Pères. — [illegible]

AP
20
R5
per.6
t.32

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY